TUFTS COLLEGE LIBRARY.

Bound,
May, 1882.

19492.

TUFTS COLLEGE LIBRARY

REVUE

DES

DEUX MONDES

XLVIe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME XIV. — 1er MARS 1876.

IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABOR
PARIS

REVUE

DES

DEUX MONDES

XLVIe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME QUATORZIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE BONAPARTE, 17

1876

19492.

LE FIANCÉ

DE MLLE SAINT-MAUR

QUATRIÈME PARTIE (1).

IX.

Le comte et la comtesse d'Arolles devaient quitter Paris dans la soirée. Maurice ne pouvait laisser partir son frère sans essayer de le revoir; il lui devait une explication. Il se rendit chez lui au milieu de la matinée, et ne l'ayant pas trouvé, il lui écrivit. Voici la conclusion de son billet :

« Tu avais chanté victoire trop tôt; Mlle Saint-Maur a résisté au charme souverain de ta parole, ou, à peine étais-tu parti, elle s'est ravisée. Elle m'a avoué que les lointains voyages n'étaient pas de son goût. Constantinople l'épouvante; elle se refuse à mettre plus de six cents lieues entre elle et la Rosière. Si j'insistais, cela pourrait tourner mal et mon mariage s'en trouver compromis. J'aime trop mon tyran pour m'exposer à encourir sa disgrâce. Tu me comprendras; crois à tous mes regrets et fais part à Gabrielle de ma résolution, que sûrement elle approuvera. »

Cette lettre contraria vivement le comte d'Arolles; il aimait son frère et tenait beaucoup à ses projets. Si occupé, si affairé qu'il fût, il se rendit en hâte à la rue Médicis; Maurice venait de sortir. Il rumina le cas dans sa tête pendant quelques minutes. Une idée lui vint, il donna l'ordre à son cocher de le conduire au boulevard Haussmann, où demeurait Séverin Maubourg. Il le rencontra sur le

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier, du 1er et du 15 février.

pas de sa porte; l'ayant pris par le bras et arpentant avec lui le trottoir, il lui conta sa déconvenue.

— Ce n'est pas à moi qu'on en peut faire accroire, lui dit-il. Mlle Saint-Maur avait fait bon accueil à ma proposition; elle avait dit oui, un oui net et de bon aloi. Elle est trop franche pour m'avoir menti, elle est trop raisonnable pour changer si brusquement d'avis; cette blonde n'est pas une girouette. Le fond de l'affaire est que notre licencié s'est mis en tête de ne pas quitter Paris, il craint d'avoir la nostalgie du boulevard. Il a travaillé pendant six mois comme un enragé pour l'acquit de sa conscience ou plutôt de la mienne; il est au bout de son effort, il réclame ses invalides. Soyez certain qu'il a le plan très arrêté de ne plus rien faire, et comme il a en revanche beaucoup de talent pour défaire, par des moyens plus ou moins corrects il a obtenu que Mlle Saint-Maur se dédît. Si elle ne veut plus, c'est qu'il l'a conjurée de ne plus vouloir. Tenez pour avéré, mon cher monsieur, que la pythie philippise.

— En êtes-vous bien sûr? lui répondit Séverin, à qui les explications du comte d'Arolles donnaient beaucoup à penser. Il se disait en l'écoutant : « Il y a de bonnes raisons, des raisons décisives pour que Mlle Saint-Maur ne puisse pas vivre sous le même toit que la comtesse d'Arolles; mais ces raisons, elle est à mille lieues de les deviner, et Maurice ne lui a pas révélé son secret. Soit, la pythie philippise; cela prouve qu'en cette occurrence Philippe se conduit en homme délicat, et je n'aurai garde de combattre ses scrupules ou ses inquiétudes. »

— J'en suis sûr ou presque sûr, reprit le comte d'Arolles. Je connais mon sournois, je perce à jour ses manéges. Savez-vous pourquoi il se marie? C'est pour se débarrasser à jamais de mes conseils et de mes remontrances. Quoi que je lui propose, il me répondra : Parlez à madame, et au préalable il lui aura fait sa leçon. Il entend qu'elle soit l'arbitre de son sort; mais il tiendra les ficelles du mannequin. Il se fera ordonner par elle de passer le reste de sa vie à ne rien faire, et il lui obéira avec désespoir, mais en conscience. Voilà une paresse qui sera bien gardée; sa hallebarde à la main, le suisse empêchera que personne n'approche.

Séverin, de plus en plus pensif, se demandait par quelle raison secrète les plus fins politiques sont souvent les plus aveugles des maris. — Vous calomniez Maurice, répliqua-t-il au comte d'Arolles.

— Je n'ai aucune envie de le calomnier. J'ai été pour lui une façon de tuteur, et il me semble qu'il est moins mon frère que mon fils. J'ai charge d'âmes, je prétends que ce beau garçon me fasse honneur. Mon cher monsieur, vous êtes l'homme des missions délicates; celle que vous avez remplie naguère à Fontainebleau a réussi au-delà de toute espérance. Soyez assez bon, je vous prie, pour aller faire vi-

site un de ces jours au colonel Saint-Maur, qui se plaignait à moi de ne plus vous voir. Vous tâcherez de découvrir le pot-aux-roses. Si mes soupçons sont fondés, notre homme sera pris et son petit complot déjoué. S'il était vrai que ma cousine fût tentée de se rétracter, vous me rendriez le service de combattre ses objections.

— Dans le cas où elles me sembleraient mauvaises, repartit Séverin.

— Oh! de grâce, ne soyez pas trop consciencieux, lui répondit Geoffroy en riant. Notre conscience est destinée à notre usage personnel, il ne faut jamais nous en servir pour le compte de nos amis. Eh! bon Dieu, le beau mérite de les défendre quand ils ont raison! C'est quand ils ont tort que notre éloquence leur est précieuse... D'ailleurs mettez-vous dans l'esprit que j'ai raison, mille fois raison. Loin de moi, Maurice ne fera rien. Je veux l'emmener, et je l'emmènerai, si vous voulez bien me venir en aide. Après tout, je vous demande un renseignement; faites-moi l'amitié de me le procurer.

Séverin déclina l'honneur de la nouvelle mission dont on voulait le charger, et qui lui inspirait des appréhensions qu'il ne pouvait confier à personne. Il chercha quelque échappatoire; le comte ne se paya pas de ses défaites, et son insistance fut si vive que Séverin lâcha pied. Il dut promettre qu'à l'insu de Maurice il irait sous peu à la Rosière et qu'à son retour il ferait connaître le résultat de son entrevue au comte d'Arolles, qui lui dit en le quittant : — Je suis un indiscret, c'est votre faute; pourquoi êtes-vous le seul homme à qui l'on soit tenté de se fier comme à soi-même?

Deux heures avant son départ, Gabrielle jeta elle-même à la boîte une lettre ainsi conçue :

« L'homme qui m'a écrit l'autre jour une déclaration que je vous ai fait lire, ce fat en colère, dont vous avez deviné le nom, nous rejoindra prochainement à la Tour. Il n'est plus en colère; je ne lui ai point parlé de son billet doux, et mon silence lui a rendu quelque espoir. Son intention est de trouver un prétexte pour nous suivre à Constantinople, il le trouvera sans aucun doute. Qu'ordonnez-vous? Décidez de son sort et du mien. Ma raison m'a abandonnée; quand je l'interroge, personne ne me répond. Je ne me reconnais plus, il n'y a plus en moi qu'une pauvre insensée; c'est un visage inconnu dont j'ai peur, je la crois capable de tout. Si vous saviez ce qui se passe dans mon cœur, je vous ferais pitié... Je vous aime, et je vous l'écris. Me croirez-vous cette fois? Et cette lettre n'est-elle pas un gage suffisant de ma sincérité? Vous pourriez la montrer, si la fantaisie vous en vient, et je la signe de toutes les lettres de mon nom.

« GABRIELLE, comtesse d'Arolles. »

Maurice n'était pas préparé à ce coup, il tomba dans un morne et profond désespoir. Il avait usé ses forces à se défendre, il ne lui en restait plus. Il ressemblait à un général qui à la rigueur peut se dire victorieux, il a couché sur le champ de bataille; mais, plus meurtrière qu'une défaite, sa victoire a décimé ses troupes, il est perdu si l'ennemi fait un retour offensif. Maurice se sentit perdu. Il se disait : — Renoncer à elle, c'est vraiment tout ce que je pouvais faire, au risque d'en mourir; mais la céder ! et à qui ! — Rien que d'y penser, il lui prenait des étouffemens, il éprouvait comme une impossibilité de vivre et de respirer. Il se tint enfermé tout le jour, allant et venant dans sa cage, dont il avait condamné la porte, assistant au combat à outrance que se livraient en lui deux hommes; l'un était le geôlier de l'autre. Quand la nuit fut venue, le geôlier avait rendu les armes, et son prisonnier commandait dans la forteresse. Le vicomte se regarda dans un miroir, il lui sembla qu'il avait vieilli de vingt ans.

Le lendemain, il prit la plume et écrivit ce qui suit :

« Ma chère cousine, je n'ai pu voir mon frère avant son départ. Il est venu me chercher sans me trouver. Je crains de l'avoir blessé en refusant les propositions qu'il nous a faites et que vous aviez eu le tort d'accepter. Il se pourrait que je fusse obligé de me rendre prochainement auprès de lui. Cette absence forcée me priverait pendant quelques jours du plaisir de vous voir et de vous dire les sentimens que j'ai voués à la personne du monde qui me paraît le plus digne d'être aimée et la plus propre à faire le bonheur d'un honnête homme. »

Il reçut une réponse fort courte; elle ne contenait que ces mots :

« Mon cher cousin, vous m'aviez fait une promesse; j'ai eu bien tort de l'exiger de vous. Quels que soient vos plans d'avenir, dites-vous bien, je vous prie, que vous n'êtes point engagé envers moi, et croyez que mon respect pour votre liberté est aussi sincère que mon estime et mon amitié pour vous. »

C'est une demi-rupture, pensa Maurice. Elle est bien prompte à me mettre le marché à la main ; cela prouve jusqu'à l'évidence qu'elle ne m'aime plus ou qu'elle ne m'a jamais aimé.

Cette conclusion lui procura quelque soulagement. Il devait dîner le soir avec Séverin. Pour la première fois de sa vie, il éprouvait quelque répugnance à le voir, il ressentait contre lui une sourde irritation. — Cet impeccable, qui est né sans passions, se disait-il avec amertume, emploie sa vie à juger les passions des autres; c'est un métier trop commode. — Il balança s'il irait au rendez-vous. Cependant la force de l'habitude et du penchant naturel fut cause qu'à six heures précises il entra au café Riche. Il avait l'œil cave, le teint blême. Il dit brusquement à Séverin, qui attachait sur lui

des regards inquiets : — Qu'as-tu donc à me manger des yeux? J'ai la migraine; est-ce défendu? — Il fut taciturne jusqu'au dessert, et répondit par monosyllabes au peu de questions que lui fit Séverin. Tout à coup il sortit de son farouche silence pour discourir avec emportement sur un incident judiciaire dont tout Paris s'occupait. La cour d'assises venait de condamner à mort un assassin qui avait donné quelques signes de dérangement d'esprit. Ses avocats avaient plaidé qu'il était fou et irresponsable; le jury, incrédule à leurs explications, avait livré au bourreau cette tête et son terrible secret. Maurice s'éleva contre ce verdict, et d'un ton impérieux il entreprit de démontrer que la justice est une suprême injustice, qu'aliéné ou dans son bon sens, tout criminel est irresponsable, que l'homme est invinciblement nécessité à faire tout ce qu'il fait, qu'il ne s'appartient pas plus que la paille emportée par un vent d'orage, qu'il a aussi peu qu'elle la faculté de choisir son chemin, et qu'il n'y a que les impassibles qui croient au libre-arbitre. Il raisonnait avec tant de véhémence que Séverin ne put douter qu'à propos d'un assassin il ne plaidât une thèse personnelle, il lui parut clair aussi que Maurice le rangeait au nombre de ces impassibles dont il récusait le jugement. Il défendit avec beaucoup de discrétion la cause de la liberté morale, et, tout en parlant, il décida que dès le lendemain il se présenterait à la Rosière pour tâcher d'y apprendre ce qui se passait.

A huit heures, le vicomte leva la séance en disant : — Je ne me sens pas dans mon assiette, il faut que je rentre.

— Je vais te reconduire, et si tu as besoin d'un garde-malade, me voici.

— Je te remercie. Mes maladies aiment la solitude.

— Dis-moi nettement ce que tu as; je me connais un peu en médecine.

— J'ai la sainte horreur des médecins, reprit Maurice.

— A la bonne heure. J'irai demain prendre de tes nouvelles.

— Ne te donne pas cette peine. Demain je me porterai à merveille; je me propose de sortir à cheval de très bonne heure et de faire de l'exercice tout le jour durant.

— En ce cas, à vendredi.

— A vendredi, c'est entendu; je tâcherai d'être plus aimable.

A ces mots, il se leva et sortit. Séverin l'accompagna du regard jusqu'à la porte du café, et ce regard, plein de reproches et de tendresse, disait clairement : — Où en sommes-nous? Tu ne me dis plus rien, tu te caches de moi, j'en suis réduit à te deviner. Tu souffres, tu es profondément malheureux. La femme que tu aimes malgré toi n'est plus à Paris, et bientôt il y aura l'Europe entière entre vous deux. Tu as refusé de la suivre, mais ton courage est à

bout, cette séparation te désespère, tu as au cœur une blessure qui saigne. Tu as fait de ta volonté un usage si douloureux que tu ne peux lui pardonner le supplice qu'elle t'inflige, et tu te venges d'elle en la niant. Il n'est pas besoin que tu me parles, je te comprends et je te plains. — Et les yeux de Séverin disaient au vicomte d'Arolles ce que jadis écrivait Henri IV au marquis de Crillon : — Adieu, mon ami, je t'aime à tort et à travers.

Le jour suivant, Séverin Maubourg prit son courage à deux mains, et, quoi qu'il lui en coutât, il arrivait dans l'après-midi à la Rosière. Le colonel venait de sortir en voiture avec ses deux filles, mais il ne devait pas tarder à rentrer. Séverin arpenta quelque temps le jardin, puis il s'introduisit dans le salon, où le premier objet qui frappa sa vue fut un portrait de Mlle Saint-Maur, récemment achevé et suspendu au-dessus du piano. L'artiste qui l'avait fait avait su comprendre et interpréter son modèle : les yeux à demi fermés semblaient garder un secret; la bouche, légèrement entr'ouverte, se disposait à lancer une parole téméraire, quitte à s'en repentir l'instant d'après. Séverin s'assit devant le piano, il contempla ce beau portrait, qui ne lui reprochait pas son indiscrétion. Absorbé dans sa rêverie, il ne s'avisa point que Mlle Saint-Maur venait d'entrer. Elle s'avança à pas de loup, observant Séverin aussi attentivement qu'il observait son image et se gardant de déranger sa contemplation, laquelle ressemblait moins à celle d'un dilettante captivé par une œuvre d'art qu'à l'oraison jaculatoire d'un dévot conversant tout bas avec sa madone. Tout à coup il se retourna, aperçut Simone et perdit contenance. Cette fois encore, le lièvre pouvait se tenir pour un foudre de guerre, il avait trouvé plus poltron que lui.

Cependant Séverin se rappela bien vite qu'il n'était pas venu à Fontainebleau pour son compte, que son métier était de raccommoder les affaires des autres. Il se fit un visage de ministre plénipotentiaire, et Simone lui ayant proposé d'envoyer quérir le colonel, qui, après l'avoir reconduite jusqu'à la porte, était reparti pour faire une visite dans le voisinage, il lui répondit qu'il reviendrait le voir un autre jour, que, pour le moment, il était délégué auprès d'elle. Mlle Saint-Maur le fit asseoir, s'établit en face de lui près du feu, et prit, elle aussi, l'air de gravité qui convient aux conférences diplomatiques. Quand il eut achevé de lui rapporter l'entretien qu'il avait eu avec le comte d'Arolles, elle lui répondit posément que le comte se trompait, qu'en refusant d'aller à Constantinople elle ne consultait que ses propres répugnances. Elle ajouta que désormais son cousin pouvait prendre le parti qu'il jugerait bon, qu'elle lui avait rendu sa liberté, et elle récita à Séverin le billet qu'elle avait reçu et la réponse qu'elle avait faite courrier par courrier.

— Comment l'entendez-vous? s'écria-t-il. Y avez-vous bien pensé? Il ne s'agit pas d'une rupture?

Elle garda le silence; il poursuivit : — Eh! quoi, pour une vétille, pour une bagatelle!

Simone répondit avec un peu d'effort : — N'est-ce vraiment qu'une bagatelle? On m'avait fait une promesse, on ne la tient pas.

— Maurice n'aurait pas dû vous la faire. Si le comte d'Arolles s'est formalisé de son refus, peut-il se dispenser d'aller s'expliquer avec lui? Pourquoi donc désirez-vous qu'il n'aille pas à la Tour? ajouta-t-il en la regardant.

Elle lui répliqua : — Je ne me défie pas facilement, et pourtant, dès le premier mot que m'a dit la comtesse d'Arolles, j'ai cru deviner qu'elle ne m'aimait pas. Peut-être avait-elle rêvé un autre parti pour Maurice. Admettons que ma défiance soit injuste, pourquoi n'a-t-il pas pris la peine de raisonner avec moi, de me prouver que j'étais absurde? Il a eu l'air de me donner raison, il m'a promis de ne pas revoir sa belle-sœur, et il la revoit... Eh bien oui, je suis absurde, continua-t-elle en s'échauffant, mais avouez que Maurice attache peu d'importance à ce qui me plaît ou me déplaît. Il me semble aussi que je ne dois plus compter sur lui. Pourrais-je aimer longtemps un homme dont je ne serais pas sûre? Qu'est-ce que l'affection sans la confiance?

— Vous avez le jugement bien prompt, lui répondit-il. Maurice tient si bien compte de ce qui peut vous plaire ou vous déplaire qu'il n'est point parti pour la Tour, et que selon toute apparence il n'y mettra pas les pieds.

— Est-ce prouvé? demanda-t-elle.

— Hier soir, nous avons dîné ensemble à Paris, et nous devons nous revoir après-demain.

— Ah! fit-elle, sans rien ajouter. Elle baissa un instant les yeux; puis, les reportant sur Séverin; elle lui dit avec un peu d'altération dans la voix : — Vous l'aimez trop.

Il lui repartit qu'on ne pouvait trop aimer le vicomte d'Arolles, et il en déduisit longuement les raisons. Elle ne l'écoutait que d'une oreille distraite. Une idée lui traversa l'esprit; à son tour, elle voulut faire une expérience. Elle portait autour du cou un ruban rose, auquel était suspendue une petite croix en émail niellé. Pendant que Séverin discourait d'abondance, elle dénoua comme sans y penser ce ruban, et, après en avoir détaché la croix qu'elle posa sur la cheminée, elle le garda dans ses mains. Tantôt elle l'enroulait autour de son doigt et tantôt le dépliait. Enfin elle le laissa reposer négligemment sur ses genoux, et quand Séverin se leva pour prendre congé d'elle, s'étant levée aussi, le ruban glissa sur le tapis où il resta.

— Voyons, mademoiselle, lui dit Séverin, votre réponse était bien dure, elle a dû blesser profondément Maurice. Quelle parole de paix lui rapporterai-je de votre part?

— Avant tout, il faut savoir s'il est à Paris, répondit-elle avec un sourire qui n'était pas exempt de toute coquetterie.

— Il y était hier, il y est aujourd'hui, il y sera demain.

— Croire et savoir sont deux. Attendons.

— Jusques à quand?

Le rouge lui monta aux joues, et elle repartit : — Jusqu'à ce que vous reveniez nous voir; mon père a beaucoup d'amitié pour vous, et il ne se consolera pas d'avoir manqué votre visite.

Ce disant, elle prit congé de lui et se retira par une porte de dégagement, laissant Séverin trouver lui-même celle qui s'ouvrait sur le vestibule. Il la trouva en la cherchant et sortit. Deux minutes après, Mlle Saint-Maur rentrait au salon d'un pas furtif, le cœur palpitant, anxieuse de savoir ce qu'était devenu son ruban rose. Il n'était plus à la place où elle l'avait laissé, et si le vent l'avait emporté, il l'avait si bien caché qu'elle ne réussit pas à le découvrir. Cet incident lui causa une émotion qui faillit être fatale à Mlle Trimlet, car, l'ayant rencontrée quelques instans plus tard dans le corridor, elle l'embrassa en lui serrant le cou si étroitement que cette majestueuse Anglaise, à demi étranglée, laissa échapper un cri rauque et se demanda avec inquiétude si Mlle Saint-Maur devenait folle.

Cependant, à peine Séverin fut-il monté en wagon, il ne s'occupa guère ni de Mlle Saint-Maur ni de lui-même. Il lui tardait de revoir le vicomte d'Arolles, de s'assurer de sa personne. Il agitait dans son esprit une question de vie ou de mort, et il avait des doutes, des anxiétés qu'il se reprochait. Il ne fit qu'un saut de la gare à la rue Médicis. Il apprit du concierge que le vicomte d'Arolles était parti dans la journée, sans dire où il allait, et qu'il serait absent quelques jours. Séverin éprouva une violente commotion, et le concierge s'étonna de le voir changer de visage.

— Il faut que le cas soit bien grave, puisque le malheureux a éprouvé le besoin de me tromper. Je le sauverai malgré lui. Un jour, il m'a retiré d'une eau profonde où la mort m'attendait, et il m'a mis au défi de lui rendre la pareille. Nous verrons bien. —Voilà ce que se disait Séverin en regagnant le boulevard Haussmann. Les inquiétudes de l'amitié ne laissaient place en lui à aucune autre pensée. Il avait oublié qu'un architecte d'avenir, du nom de Séverin Maubourg, était secrètement amoureux de la fiancée du vicomte d'Arolles, et que le vicomte d'Arolles, aimant ailleurs, entraîné par une criminelle passion, venait subitement de lui laisser le champ libre et le droit de tout espérer. Que lui importait? Il avait à la bouche un refrain, il répétait sans cesse : Je le sauverai. En arri-

vant chez lui, il découvrit dans l'une de ses poches un ruban rose. Il le reconnut avec confusion, et, honteux de sa faiblesse, il le brûla comme naguère il avait brûlé une lettre.

La comtesse d'Arolles aurait pris facilement son parti d'être laissée à elle-même et à la société de ses pensées, dont le tumulte lui donnait beaucoup d'occupation; mais elle était condamnée à ne jamais connaître la solitude. Aussitôt installée à la Tour, elle y fut rejointe par sa mère, qui avait passé l'hiver à Pau. Quarante-huit heures plus tard, elle vit arriver M. et Mme de Niollis. La marquise avait attrapé, en sortant d'un bal, une grippe opiniâtre, dont elle n'avait pu se débarrasser, et par ordre de son médecin elle faisait un séjour à Biarritz, où elle se proposait d'attendre le printemps. M. de Niollis était allé l'y voir. Elle apprit de lui l'événement et qu'avant peu Mme d'Arolles cinglerait sur les eaux d'azur de la Méditerranée. Il ne réussit pas à lui cacher son amoureux chagrin, elle en ressentit un plaisir extrême, et comme elle était persuadée qu'il ne retournerait pas à Paris sans passer par la Tour, elle lui offrit de l'y accompagner. Il goûta médiocrement cette proposition, qu'il ne put refuser. — Ils me donneront la comédie, pensait la marquise. On sait qu'elle aimait à amuser son esprit et que la vie n'était pour elle qu'une salle de spectacle. Elle eût dit volontiers avec Mme de Sévigné : « Mon Dieu! qu'il y a de folies dans le monde! il me semble que je vois quelquefois les loges et les barreaux devant ceux qui me parlent! » Sa gaîté eût été moins vive si elle s'était doutée du projet que nourrissait secrètement le marquis et que Mme d'Arolles avait deviné.

M. et Mme de Niollis arrivèrent à la Tour par un temps doux, mais nuageux. M. de Niollis en prit occasion pour vanter d'un bout à l'autre du déjeuner le ciel éternellement bleu de la Grèce, qu'il n'avait jamais vu et qu'il avait juré de voir avant de mourir. Il partit de là pour célébrer l'Orient et ses beautés pittoresques. Stamboul, sa Corne-d'or, ses ponts, ses coupoles dorées, ses minarets, ses maisons peintes, ses bois de cyprès, quel régal pour les yeux et pour une imagination romantique! Le marquis ne tarissait pas sur ce sujet; il y avait du lyrisme dans son enthousiasme, et il s'écriait comme Napoléon Ier : Cette vieille Europe m'ennuie.

Fatigué de sa chanson, le comte d'Arolles finit par l'interrompre. — Eh bien! mon cher, qu'à cela ne tienne. Si le cœur vous en dit, profitez de l'occasion, accompagnez-nous. Mme de Niollis sera de la partie.

— Assurément non, répondit-elle. Le monde se termine pour moi à cinquante lieues de Paris; j'abandonne le reste à l'indiscrète curiosité des géographes.

— Bah! nous vous débaucherons.

— Je vous en défie, dit-elle d'un ton décisif.

— En ce cas, marquis, reprit M. d'Arolles, demandez à votre femme un congé de trois mois.

— A quoi pensez vous? fit-elle. Vous parlez à un homme qui est conseiller d'état; où la chèvre est attachée, il faut qu'elle broute, quelque tendresse qu'elle puisse avoir pour l'herbe du voisin.

— Oh bien! il me semble qu'aujourd'hui surtout le Grand-Turc est à tout le monde, et si le marquis est curieux d'en avoir sa part pourquoi ne se passerait-il pas cette fantaisie?

— Ne me pressez pas trop, s'écria M. de Niollis, je serais capable de saisir la balle au bond.

— A votre aise, lui dit Geoffroy, et il rompit l'entretien. A la vérité il se souciait peu d'être pris au mot. M. de Niollis, satisfait d'avoir attaché le grelot, n'insista pas davantage; il attendait que Mme d'Arolles se prononçât, à peine l'avait-elle écouté. Elle avait une absence, ses pensées couraient à franc étrier entre Paris et Fontainebleau.

En sortant de table, la marquise la prit par le bras et, sous prétexte de se réchauffer les pieds, l'obligea de faire un tour avec elle dans le parc.

— Pour le coup, lui dit-elle brusquement, c'en est trop. L'aventure tourne au tragique, il faut que nous causions. Que comptez-vous faire de mon mari?

— De votre mari, ma chère? lui répondit Gabrielle. Je ne compte rien en faire du tout.

— J'en étais sûre. Alors ne l'emmenez pas à Constantinople.

— Rêvez-vous, Hortense? où prenez-vous que j'aie l'intention...

— Pas de diplomatie, interrompit la marquise, jouons cartes sur table. Il y a un an révolu, ma toute belle, que M. de Niollis vous fait la cour. Je n'y ai vu aucun inconvénient, vous savez que je n'ai pas de prétentions sur lui, et peu m'importe qu'il grossisse le nombre de vos figurans, car avec vous on figure, et c'est tout. Les espérances dont vous l'amusez, et qu'il est assez sot pour prendre au sérieux, m'ont rendu le service de le délivrer d'autres fantaisies beaucoup plus coûteuses. Voilà bien des mois qu'il pratique le plus pur platonisme et qu'on ne le voit plus guère au foyer de l'Opéra et dans les coulisses des Folies-Dramatiques... Je ne suis pas une ingrate, je vous remercie de vos bons offices, continua-t-elle en lui serrant le bout des doigts; mais c'en est assez, arrêtons nos comptes. Je ne permets à M. de Niollis que les feux de paille. Puisque vous l'avez allumé à ce point qu'il ne peut plus vous quitter et qu'il songe à courir après vous jusque dans l'empire du croissant, là, comme

Nicole, je n'ai plus envie de rire, et je mets mes poings sur mes hanches.

— Mais, je vous prie, répliqua Gabrielle en riant du bout des lèvres, si réellement vous n'avez aucune prétention sur votre mari, pourquoi voulez-vous contrarier son humeur voyageuse?

— Ne biaisons pas, reprit la marquise. Il est convenu que je me soucie fort peu des infidélités de M. de Niollis et que je leur abandonne tout Paris jusqu'à l'enceinte de l'octroi; mais je n'entends pas faire le ridicule métier de femme abandonnée. Je n'entends pas non plus qu'il sacrifie ses occupations, ses affaires au bon plaisir d'une coquette. Ceci passerait la plaisanterie, je défends mes droits, et je déclare tout net à la charmante Dorimène « qu'il y a longtemps que je sens les choses et qu'il ne serait ni beau ni honnête à elle de prêter la main aux sottises de mon mari. »

— Raisonnons un peu, lui dit Gabrielle sur un ton plus grave. Si M. de Niollis s'est mis en tête de voyager, dépend-il de moi de l'en empêcher?

— Parfaitement, et vous n'en doutez pas.

— Me soupçonnez-vous par hasard de lui avoir inspiré ce beau projet?

— Je vous soupçonne d'avoir reçu ses confidences, de ne l'avoir point découragé, et de n'être pas fâchée de découvrir jusqu'où s'étend votre pouvoir sur lui.

— Vous vous trompez bien, répondit Gabrielle, et mes figurans m'occupent moins que vous ne le pensez.

— Il n'y a qu'un mot qui serve, s'écria la marquise avec une vivacité mêlée d'aigreur. Ma chère, je vous le dis encore, que voulez-vous faire de M. de Niollis?

— Rien du tout, je vous le répète.

— Dites-le-lui, cela suffira. — Et comme la comtesse gardait le silence. — Je dois vous prévenir, ajouta-t-elle, que je ne suis pas bonne tous les jours. Oui ou non, me promettez-vous que M. de Niollis ne partira pas avec vous?

Gabrielle tressaillit, et s'écria tout à coup : — Oui, je vous le promets. — En dépit de sa myopie, dont on ne se défiait pas assez, Mme de Niollis s'aperçut qu'elle tenait ses yeux obstinément attachés sur un point noir qui venait d'apparaître au bout de l'avenue, qu'un éclair de joie triomphante avait passé sur son visage et qu'elle était hors d'elle-même. Sous prétexte de la remercier de sa promesse, la marquise lui prit la main et constata que cette main tremblait comme la feuille.

— Eh bien! qu'est-ce donc? lui demanda-t-elle.

— Que voulez-vous que ce soit? lui répondit Gabrielle, qui ne savait plus où elle en était.

— Je vous dis qu'il vous arrive quelque chose ou quelqu'un, reprit la marquise, qui braquait ses yeux clignotans sur l'avenue. Je crois entendre le grelot d'un cheval.

— Vous avez raison, repartit Mme d'Arolles en reprenant possession d'elle-même. Effectivement c'est une voiture qui nous arrive. Je serais curieuse de savoir quel fâcheux elle nous amène.

— Je partage votre curiosité. Vous qui avez la vue longue, ne distinguez-vous pas d'ici qui ce peut être?

— Attendez, je crois en vérité que c'est mon beau-frère, répondit Gabrielle en feignant un profond étonnement.

— Le sauvage?.. A-t-il ses plumes et une boucle passée au bout du nez? brandit-il son tomahawk?

— Ne craignez rien, il a l'air très pacifique.

— Vous ne l'attendiez pas?

— Non, et je ne devine pas quelle raison l'amène... Il n'a pu voir Geoffroy le jour de notre départ, peut-être a-t-il daigné pousser jusqu'à la Tour pour lui en témoigner son regret.

— Il a donc des vertus de famille, ce jeune homme! s'écria Mme de Niollis, dont l'esprit était en travail et voyait s'ouvrir devant sa curiosité des chemins nouveaux, mais effrayans. Il me semble qu'il est descendu de voiture, ajouta-t-elle. Allez seule à sa rencontre, ma chère, je vous gênerais dans vos attendrissemens réciproques.

Gabrielle était trop émue pour se préoccuper beaucoup des arrière-pensées que pouvait avoir la marquise. Elle s'élança au-devant de Maurice. Ils demeurèrent quelques secondes sans trouver une parole. Le regard de Mme d'Arolles exprimait l'ivresse du triomphe, celui du vicomte une sorte de résolution désespérée, la fureur d'un vaincu qui se promet de faire payer cher sa défaite à son vainqueur. Sa figure inquiéta Gabrielle, qui balbutia : — De grâce, ne dites pas un mot à M. de Niollis, je vous jure qu'il partira dès ce soir.

— Et moi, je vous jure que ce n'est pas à lui que je pensais, répondit-il d'un ton bref.

Ils rejoignirent Mme de Niollis. Pour tout compliment, elle déclara au vicomte qu'elle lui trouvait mauvais visage, et elle lui demanda s'il sortait de maladie. — Vous devriez l'emmener chez les Osmanlis, dit-elle à la comtesse, un changement d'air le referait.

— Nous ne demandons pas mieux, répondit Gabrielle, mais il lui est survenu un accident.

— Lequel?

— Il se marie.

— Et Mlle Saint-Maur n'a pas le goût des voyages? reprit la marquise; je comprends cela. Vicomte, je vous félicite de votre acci-

dent; je m'étais imaginé que vous auriez votre vie durant le bouquet sur l'oreille.

Le comte d'Arolles fut encore plus charmé qu'étonné de voir apparaître son frère; mais sa joie se tourna en un vif déplaisir quand le vicomte lui donna l'assurance formelle que Mlle Saint-Maur était intraitable et prête à rompre plutôt que d'épouser un attaché d'ambassade, bref qu'elle l'avait mis en demeure d'opter entre elle et Constantinople.

Le comte finit par l'en croire. — Je te soupçonnais, lui dit-il, de ne pas aller de franc jeu dans cette affaire, je te fais réparation. Il m'en coûte de renoncer à l'avenir que je rêvais pour toi. Voilà mes plans à vau-l'eau ; toi seul pourrais les repêcher, mais ce n'est pas une chose à te demander.

Une heure plus tard, se trouvant seul avec Mme de Niollis, il lui fit part de ses regrets et de ses perplexités. Il se plaignit à elle qu'il s'était bien trompé sur le compte de Mlle Saint-Maur, qu'il lui avait cru l'esprit plus élevé et plus libre. Il se demandait, disait-il, si une petite fille à la cervelle étroite, qui refusait de sortir de sa coque, était bien le parti qui convenait à son frère; il en doutait et ne tenait plus guère à ce mariage.

— Mais lui-même, demanda la marquise, qu'en pense-t-il?

— Il m'a soutenu naguère qu'il était épris de Mlle Saint-Maur à en perdre les yeux; c'est possible, quoique invraisemblable. Ce que je vois de plus clair, c'est qu'il est dans sa nature de détester tous les genres de tyrannie, et Mlle Saint-Maur est une imprudente; si elle tient la bride trop courte à son cheval, elle le fera cabrer... Voyons, ma chère marquise, donnez-nous un bon conseil.

— Oh! moi, je me récuse, dit-elle. Je me sens une sympathie naturelle pour les femmes qui n'aiment pas l'Orient.

Pendant qu'ils conversaient ainsi dans un coin du jardin, M. de Niollis, qui depuis son arrivée guettait l'occasion, venait de se procurer un tête-à-tête avec la comtesse d'Arolles. A la vérité, elle alla au-devant de son désir. Elle sortait du salon avec sa mère, quand il y entra par une autre porte. Elle laissa la duchesse de Riaucourt descendre seule le perron, et faisant volte-face, elle marcha droit à M. de Niollis et lui dit de l'air et du ton d'un exécuteur qui annonce à un condamné que l'instant fatal est venu: — Pouvons-nous espérer, marquis, que vous penserez quelquefois à nous pendant notre longue absence?

Cette brusque entrée en matière n'effraya pas le marquis, il crut y reconnaître une de ces coquettes provocations auxquelles il était accoutumé, et il répondit, le sourire aux lèvres : — Cette longue absence serait ma mort, et je tiens à la vie. Je vous suivrai.

— Vous êtes-vous assuré d'abord si j'y consentais?

— Oubliez-vous, madame, que qui ne dit mot consent?

— Ah! permettez, je n'avais pas pris au sérieux un projet qui me paraît folâtre, répondit-elle en levant la tête par-dessus les nues; mais, puisque j'en trouve le moment, je vous dirai, marquis, que vous vous gâtez. Vous tournez au tragique, autrefois vous vous contentiez d'être charmant, et on pouvait avoir de l'amitié pour vous. Vous êtes devenu un homme de plume, et j'ai peu de goût pour certain genre de littérature.

Il la regarda d'un air étonné, mais ne se démonta point. — Il y a quelque temps déjà que je cultive les lettres; pourquoi avez-vous attendu jusqu'aujourd'hui pour me le reprocher?

— Je partais, répliqua-t-elle; c'est une réponse qui en vaut une autre.

Son accent était si hautain, si sec, que M. de Niollis s'alarma. — Si ma lettre vous a offensée, lui dit-il humblement, oubliez-la; je vous promets de ne plus écrire.

— Je ne sais ni oublier ni pardonner, répondit-elle.

Il ne pouvait croire que ce fût son dernier mot; il lui dit avec un air penché : — Je suis résolu à obtenir mon pardon, et je ne connais pas d'homme plus indiscret ni plus entêté que moi.

Elle fronça le sourcil, et, d'un ton menaçant : — Marquis, prenez-y garde, j'ai la mauvaise habitude de laisser traîner les lettres qu'on m'écrit; il arrive quelquefois que c'est le comte d'Arolles qui les ramasse.

Il n'y avait plus à s'y tromper, M. de Niollis perdit ses dernières illusions. Dissimulant du mieux qu'il pouvait son trouble, son chagrin, son mortel dépit, il dit à la comtesse avec un sourire noir : — Ne me ferez-vous pas la grâce de me dire à quel heureux mortel vous me sacrifiez?

Elle n'eut pas le temps de lui répondre. Mme de Niollis venait d'entrer, suivie de Geoffroy, qui cria au marquis : — Eh! mon cher, que complotez-vous là avec ma femme?

— Nous ne complotons pas, nous nous disputons, répliqua-t-il. Mme d'Arolles me soutient qu'elle est enchantée d'aller en Turquie, et je prétends, moi, que dans le fond elle en est désolée.

— Quel revirement soudain! Vous avez employé tout le temps du déjeuner à nous vanter les merveilles de l'Orient et le ciel bleu de la Grèce.

— Je faisais de la littérature, repartit M. de Niollis; cela m'arrive quelquefois; c'est un défaut que mes amis me reprochent. En réalité, on ne vit que sous le ciel de Paris, et je n'ai aucune envie d'en voir un autre.

— Êtes-vous contente? demanda tout bas Gabrielle à la marquise.

— Je vous remercie de vos bontés pour moi, lui répondit Mme de Niollis, mais sous bénéfice d'inventaire.

Le marquis prit prétexte d'une lettre qu'il avait reçue dans la journée pour affirmer au comte d'Arolles que des occupations urgentes le rappelaient à Paris, et il se mit en route après le dîner. On engagea la marquise à rester jusqu'au lendemain. Elle y consentit sans se faire prier. Sa curiosité était aiguisée, elle voulait avoir le mot de la charade.

La soirée parut mortellement longue au vicomte d'Arolles. Son frère l'emmena dans le fumoir, où seul à seul avec lui il l'entretint d'affaires qu'il avait à régler et qui lui causaient quelque tracas. Maurice entendit mal les explications qu'il lui donnait, et comprit vaguement qu'il s'agissait d'un acte à passer par-devant notaire, de bois à affermer, d'un preneur dont la solvabilité n'offrait pas des garanties suffisantes, d'un intendant voleur qu'il fallait remplacer, de renseignemens, d'informations à prendre. Une chose en revanche lui parut claire, beaucoup trop claire : son frère se voyait dans la nécessité de s'absenter de la Tour pendant vingt-quatre heures. Voulant expédier toutes ses affaires d'un seul coup, il avait résolu de se rendre à Bayonne le lendemain dans l'après-midi, et d'y coucher pour pouvoir le jour suivant se transporter à Bordeaux par le premier train du matin.

Tout en parlant, Geoffroy vaguait dans la chambre, sans regarder son frère, qui était assis dans l'ombre; son visage l'eût inquiété. Maurice était presque livide, il sentait couler sur son front une sueur froide. Quelque chose se mourait en lui, il assistait à l'agonie de sa conscience. Les dernières volontés des mourans sont sacrées; cette conscience expirante donna un ordre au vicomte, il l'exécuta en disant à Geoffroy :

— Veux-tu que je t'accompagne à Bayonne et à Bordeaux?

— Certes non, lui répondit le comte, je ne saurais que faire de toi. Tu resteras pour garder la bergerie.

Puis, il se remit à parler de ses bois, de coupes, de récolemens et des imperfections du code forestier, dont il se proposait de demander un jour la réforme. Au milieu de son discours, il s'avisa que Maurice s'était levé et se dirigeait vers la porte.

— Je t'ennuie? lui cria-t-il. On a toujours tort de s'ennuyer, et, pour les bons esprits comme le tien, tout a son intérêt, même une adjudication de glandée, de panage et de paisson.

— Je ne sais pas si j'ai un bon esprit, lui répondit Maurice d'une voix troublée; mais je me sens las.

Et il ouvrit la porte pour sortir.

— Tu t'en vas te coucher sans crier gare? lui dit Geoffroy en allant vivement à lui et lui tendant la main.

Le vicomte, quoi qu'il en eût, fut obligé de mettre sa main dans cette main. Un frisson lui courut dans tout le corps.

— Or çà, j'espère que tu ne commences pas une maladie, reprit Geoffroy, et, son frère ne répondant pas, il ajouta : Mais, j'y pense, je te tiens là une heure durant à t'assommer de détails de ménage, et tu n'as en tête que la question d'Orient... Mon cher, quelle que soit ta décision, je l'approuve. Quand on aime, tout est dit, et tu aimes Simone.

Maurice, qui avait déjà franchi le seuil, rentra dans la chambre et s'écria : — Qu'en sais-tu?

Si en ce moment son frère avait su lire sur son visage et l'eût interrogé, il lui aurait tout dit, car son secret l'étouffait; mais Geoffroy lui répondit en riant : — Tu as raison, après tout je n'en sais rien, et peut-être ne le sais-tu pas toi-même. Il faut pourtant tâcher de le savoir... Bonne nuit, la nuit porte conseil.

L'instant d'après, le comte d'Arolles s'était renfoncé dans ses bois, qui lui tenaient au cœur, et Maurice, après avoir parcouru un long corridor, avait atteint la porte de sa chambre. Elle était située au rez-de-chaussée, au pied d'un escalier à balustrade qui conduisait à une grande pièce servant de bibliothèque, sur laquelle s'ouvrait à gauche l'appartement du comte d'Arolles et à droite celui de la comtesse. Maurice demeura immobile et comme pétrifié pendant quelques minutes; il contemplait cet escalier. Il aurait pu se vanter comme Danton d'avoir regardé son crime en face. Cependant sa conscience aux abois remuait encore, elle parlait. Il lui prit une impatience furieuse de mettre quelque chose d'irréparable entre elle et lui.

X.

Le jour suivant, deux heures avant le déjeuner, par une douce matinée de soleil printanier, Mme d'Arolles proposa une promenade en voiture à sa mère et à Mme de Niollis. Le vicomte fut invité à se mettre de la partie; il refusa d'abord, puis accepta.

Il était assis dans le break en face de sa belle-sœur, et s'il avait pu choisir sa place, il en eût pris une autre; il n'était plus maître de lui, et ne savait que faire de ses yeux. Comme elle, il se grisait de sa passion; mais ces deux ivresses ne se ressemblaient guère. L'une était sombre, morose, taciturne; l'autre était agitée, nerveuse, parlait haut, riait à gorge déployée. La gaîté évaporée et bruyante de Gabrielle ne fut point remarquée de sa mère. La duchesse de Riaucourt ne s'occupait que d'elle-même; elle prenait de sa personne un soin presque dévot, elle était comme recueillie dans l'étude de ses sensations. D'une santé délicate, elle passait sa vie à s'écouter. Se plaignant d'avoir toujours ou trop chaud ou trop froid,

elle traînait partout avec elle deux ou trois châles, des pèlerines, des cravates, qu'elle ôtait tour à tour et remettait, en rêvant aux quatorze maladies mortelles dont elle était attaquée. Ce matin-là, elle venait d'en découvrir une quinzième, et selon que le soleil brillait ou se voilait, elle s'empressait de s'affubler ou de se défubler, sans s'apercevoir qu'à ses côtés, sur les coussins du break, il y avait une tragédie commencée. Mme de Niollis était un témoin plus perspicace et plus dangereux; mais on ne se défie pas des myopes, et au surplus pour la circonstance sa malice s'était fourrée de bonhomie et n'avait pas l'air de penser à mal.

Au bout de trois quarts d'heure, le break s'engagea dans une vaste forêt de pins, dont le sol raboteux, accidenté, formait des gorges sauvages. La comtesse d'Arolles s'avisa tout à coup qu'elle avait soif et se souvint que près de là, au pied d'une roche creuse, il y avait une source renommée pour la fraîcheur de son eau. Elle ordonna au cocher d'arrêter, sauta lestement à terre, enfila un sentier qui, après une courte montée, descendait rapidement vers la source. Maurice la suivit. Après deux minutes de marche, il retourna la tête et n'aperçut plus ni la voiture ni la route, que lui cachait un pli du terrain. Il pouvait se croire seul au monde avec cette femme qui cheminait devant lui et qu'il dévorait des yeux. Où le menait-elle? au désespoir ou au bonheur? il ne le savait pas encore, mais il voulait le savoir.

Ils atteignirent la source; elle était à demi tarie. Gabrielle ôta l'un de ses gants, recueillit quelques gouttes dans le creux de sa main. Après avoir bu, elle trempa de nouveau le bout de ses doigts dans le petit bassin, et les présenta tout humides à Maurice, qui les approcha de ses lèvres. Elles étaient brûlantes, il leur fallait autre chose que trois gouttes d'eau pour les désaltérer.

Gabrielle s'adossa contre le rocher, et ferma à moitié les yeux. Elle regarda en elle-même; ce qu'elle y voyait l'étonnait beaucoup. Pour la première fois elle aimait, et il lui parut qu'elle faisait un beau rêve. Il n'y avait autour d'elle que la solitude et le silence d'une forêt, et cette forêt remplissait l'univers, il n'y avait rien au delà. Le monde, ses ambitions, ses vanités, ses calculs, ses intrigues, ses plaisirs, ses hochets, tout avait disparu. Les délices et les douleurs de la passion, un grand bois et dans ce bois un homme qu'elle aimait, cela seul était réel, tout le reste n'était que mensonge et fumée, tout le reste n'existait pas. Elle aurait voulu que ses pieds prissent racine dans la terre humide qu'ils foulaient, et rester toujours près de cette fontaine, près de ce rocher, parmi ces pins qui exhalaient un parfum de résine et qui la regardaient avec un sourire mystérieux, comme s'ils avaient lu dans les profondeurs de son âme.

Maurice se livrait à d'autres imaginations. Il rêvait que la femme qui était là, devant lui, les yeux à demi fermés, lui appartenait, que tout à l'heure il la prendrait dans ses bras et l'emporterait au bout du monde. Hélas! qui a jamais vu le bout du monde?

Il s'approcha d'elle et lui dit : — Fuyons ensemble.

Elle tressaillit, passa la main sur son front et se réveilla. Elle reconnut que si les forêts sont belles et sentent bon, on ne saurait cependant y vivre toujours, qu'aussi bien elles ont leurs bornes, qu'elles finissent quelque part et que par-delà il y a autre chose. Elle s'était figuré pendant deux minutes que le monde n'existait pas, elle revint de son erreur; elle crut entendre comme un confus bourdonnement de voix humaines qui arrivait jusqu'à elle à travers le silence d'un bois de pins.

— Elle dit à Maurice avec un pâle sourire : — M'enlever! A quoi bon? Avant peu nous partirons ensemble pour les pays du soleil, sans que personne y trouve à redire. — Elle ajouta en appuyant sur ces mots : — Sans elle, n'est-ce pas?

Il ne répondit rien. Elle reprit : — Vous doutez encore de mon cœur?

— Je douterai jusqu'à ce que vous soyez à moi, répliqua-t-il d'une voix presque terrible.

Elle éprouva une secousse et frémit d'inquiétude.

— Je ne veux pas, continua-t-il, d'un bonheur pareil à la source que voici, d'un bonheur qui ne se donne que goutte à goutte. J'entends boire le mien à pleine coupe, jusqu'à perdre la raison, jusqu'à oublier tout ce qui n'est pas vous.

Puis il la regarda fixement, et lui dit avec l'accent d'un maître qui ordonne : — Vous n'avez plus le droit de me rien refuser.

Elle sentit que c'en était fait, qu'elle était vaincue. Profondément troublée, elle ferma tout à fait les yeux, et elle eut une sorte d'étourdissement. Pour ne pas tomber, elle s'appuyait de la main sur une saillie de la roche. Elle perdit pendant quelques secondes la notion de toutes choses. Il lui parut qu'elle descendait dans un abîme, et qu'après en avoir touché le fond, elle remontait lentement à la surface. Elle revit le jour, les arbres, un sentier qui semblait fuir devant elle. Alors elle reprit conscience d'elle-même, elle s'aperçut qu'un bras s'enlaçait autour de sa taille, que deux lèvres frémissantes se promenaient sur ses cheveux, sur son front, et bientôt se collaient sur sa bouche.

Soudain une voix s'écria : — Après vous, ma chère, s'il en reste.

Maurice n'eut que le temps de faire un saut en arrière et de se retourner, la marquise était à dix pas de lui. Il était impossible qu'elle eût rien entendu, et on pouvait croire qu'elle n'avait rien vu, car, en arrivant à la source, elle se pencha pour boire, puis se

redressa, et du ton le plus tranquille : — Il ne reste rien, dit-elle, vous avez tout bu.

Le vicomte fut entièrement rassuré. Depuis qu'il avait acquis la certitude de son bonheur, dont il venait de toucher les arrhes, il avait recouvré son empire sur lui-même. Il s'arma d'un superbe sang-froid pour dire à la marquise : — Il faut convenir que Gabrielle a le génie des mystifications. Voilà à quoi se réduit cette source jaillissante d'eau vive dont elle nous faisait fête.

— Eh! oui, répondit Mme de Niollis en se penchant vers le bassin où s'égouttait le rocher, sa source n'est qu'une cuvette; mais on trouverait encore moyen de s'y noyer.

— J'aime les belles morts, lui repartit Maurice, et si jamais je me noie, ce sera dans le Niagara.

— Puisque vous êtes encore en vie, lui dit la marquise, profitez-en pour retourner au plus vite auprès de Mme de Riaucourt qui s'impatiente et m'a envoyée à votre recherche. Elle se plaint que le bois est humide; depuis que vous l'avez quittée elle a eu le temps de finir un rhume et d'en commencer un second.

Maurice prit les devans et s'empressa d'aller calmer l'impatience de la duchesse. Les deux femmes le suivirent de loin. Le sentier était raide et la marquise avait le souffle court. Elle s'arrêta un moment pour reprendre haleine. Puis, s'étant tournée vers Gabrielle, elle lui dit à brûle-pourpoint : — Permettez, ma chère, que je vous arrange votre chapeau; il a cruellement souffert dans le brusque abordage de tout à l'heure.

La comtesse sentit ses jambes se dérober sous elle. Il y avait là un tronc d'arbre couché en travers; elle s'y assit, la tête basse, les bras pendans.

— Oui, j'ai tout vu, reprit la marquise, et c'est à peine si j'en crois mes yeux. C'en est donc fait?.. Eh! quoi, vous si fière, si sûre de vous, si superbe, vous qui piaffiez dans la vie et sur les cœurs comme une cavale andalouse!.. Je vous trouvais accomplie dans votre genre, je vous croyais destinée à jouer à la perfection jusqu'au bout le rôle des grandes coquettes, je vous prédisais une superbe carrière, et tout à coup cette chute, ce funeste accident... Vrai, je suis en colère contre vous pour l'amour de l'art.

— Gabrielle ne disait mot; la marquise poursuivit : — Ainsi quelqu'un a su trouver le défaut de ce cœur de diamant! Vous êtes prise, tout à fait prise?.. Mais parlez donc... En lisant le journal ce matin, j'y ai vu l'histoire d'un petit garçon qui s'amusait à faire des ricochets dans la rivière; il s'imaginait que les rivières avaient été inventées pour cela, et le pauvre diable s'est noyé. Comme lui, vous vous amusiez à lancer vos galets, et vous avez perdu pied, le courant vous emporte... Vous me direz que vous savez nager; n'en

croyez rien, ma chère. Quand la passion s'en mêle, on ne nage plus, et les plus habiles sont d'une gaucherie sans pareille. Depuis hier, vous faites maladresse sur maladresse, et tout à l'heure encore, dans cette voiture... Si votre mère n'a rien vu, c'est qu'elle ne voit rien. Quelle bénédiction qu'une mère qui est toujours entre deux rhumes!

Mme d'Arolles continuait de se taire. — J'aime à croire au moins, reprit Mme de Niollis, que vous en êtes au premier acte de la pièce, au prologue, que vous pouvez en être quitte pour un chapeau perdu... Oh! il est perdu, ne vous faites pas d'illusions; mais vous, si l'on pouvait vous sauver... Voyons, ne sauriez-vous faire un effort héroïque de volonté?

Gabrielle posa ses deux coudes sur ses genoux et son visage dans ses mains. La marquise la regarda un instant, puis elle lui dit encore : — Vous prétendiez un jour que je serais bien aise de vous voir faire une sottise. Oh! pas celle-ci, ma chère, elle est trop grosse. Ce n'est pas une comédie que votre histoire, c'est un drame, et un drame des plus sombres. Songez qu'après deux ans et demi de mariage ce pauvre comte a la candeur d'être amoureux de vous comme au premier jour, et songez aussi que ce qu'il aime le plus au monde après vous, c'est son scélérat de petit frère... En vérité, votre aventure me navre, elle finira mal; tâchez d'inventer autre chose.

Elle s'approcha de Gabrielle, qui ne donnait pas signe de vie, et lui mettant la main sur l'épaule : — Savez-vous quoi, ma belle? Voulez-vous que je vous rende M. de Niollis? Franchement, j'aimerais mieux cela.

Gabrielle se leva tout à coup comme mue par un ressort, et lui répondit : — Vous disposez de mon secret et de ma vie; que comptez-vous en faire?

— Oh! bien, ma belle, s'écria la marquise en reculant d'un pas, me croyez-vous capable d'aller raconter votre accident à votre mère ou à votre mari? Si c'est là votre seule inquiétude, soyez tranquille, et apprenez que je n'aime pas assez mon prochain pour le sauver au prix d'une petite infamie.

A ces mots, elle lui offrit son bras, en l'engageant à s'y appuyer, et cinq minutes après elles avaient rejoint la voiture, qui reprit le chemin du château. Entre Gabrielle et Maurice, les rôles étaient intervertis. Il était gai, causant, loquace, verbeux, tandis qu'elle ne pouvait prendre sur elle de remuer les lèvres. Mme de Riaucourt continuait de rêver à ses quinze maladies, et la marquise rentrait si bien ses griffes que si le vicomte avait eu des inquiétudes, elles se seraient dissipées.

Après le déjeuner, Geoffroy expliqua à Mme de Niollis les motifs

qui l'obligeaient à s'absenter de la Tour pendant vingt-quatre heures. Elle l'écouta en le regardant d'un air de profonde pitié.

— Décidément les grands politiques ont l'esprit d'opportunité, se disait-elle *in petto*. Celui-ci est bien de la confrérie, et on n'est pas plus mari que cet homme-là.

— Je partirai dans quelques heures, lui dit-il, nous ferons route ensemble.

— Je suis désolée, mon cher comte, de devoir renoncer à l'agrément de votre compagnie. Je vais partir à l'instant, on m'attend à Biarritz.

Elle avait hâte de déguerpir. Le secret qu'elle avait surpris lui pesait. Elle craignait de commettre malgré elle quelque indiscrétion; elle se défiait des soudaines échappées de son esprit, et n'était pas sûre de pouvoir retenir sa parole un peu trop libre. Quant à s'enfermer dans une voiture tête à tête avec le comte d'Arolles, elle n'aurait eu garde. Ce berger qui abandonnait la bergerie, quand le loup était dedans, l'agaçait, l'irritait, lui portait sur les nerfs, lui échauffait la bile par son air de parfaite placidité; elle n'entendait pas s'exposer à la tentation de lui en trop dire, ni au supplice de passer deux heures avec lui en tenant sa bouche cousue et en avalant sa langue. Pour s'acquitter tout à fait envers sa conscience, elle lui dit : — Savez-vous une chose? J'ai bien envie d'enlever Gabrielle. Je l'emmènerai et je la garderai quelques jours à Biarritz.

— Impossible, chère madame, lui répondit-il. Nous attendons des hôtes cette après-midi, les uns de Tarbes, les autres de Mont-de-Marsan, deux familles au grand complet, une vraie fournée. Gabrielle ne pourra quitter la place avant huit jours; elle ira vous voir dès qu'elle sera de loisir.

— Ah! bien, mon grand homme, pensa la marquise, puisque tu as des objections à tout, je t'abandonne à ton étoile.

Elle roulait une heure plus tard sur la route de Bayonne; mais la fatalité n'est pas un vain nom. Elle avait cheminé l'espace d'une lieue, quand, par la maladresse de son cocher, qui prit mal un tournant et ne sut pas éviter une borne, l'un des essieux de sa voiture se rompit. Elle en fut quitte pour une légère contusion et pour l'embarras de ne pas savoir comment continuer son voyage. L'accident était survenu dans un endroit désert; nul secours à portée de voix. Elle gagna clopin-clopant le hameau voisin. On se mit en quête d'un charron; il fallut aller assez loin pour le trouver. Bref, la marquise, qui s'était remisée tant bien que mal dans un cabaret borgne, était occupée à s'y ronger les poings, lorsqu'elle vit un équipage arriver à bride abattue et un gros homme court passer sa tête à la portière, en s'écriant :

— Voilà qui vous prouve, chère madame, qu'on n'échappe pas

à sa destinée, il était écrit que je vous emmènerais à Bayonne.

Mme de Niollis dut se résigner à son sort et accepter la place que le comte d'Arolles lui offrait dans son coupé. A peine y fut-elle installée : — Pourriez-vous m'expliquer, lui dit-il, ce qui arrive à Gabrielle?

— Quoi donc? lui demanda-t-elle.

— Vous savez comme elle est raisonnable; elle l'a été fort peu tout à l'heure. Elle m'a prié, presque supplié de ne pas quitter la Tour aujourd'hui.

— Bah! dit la marquise, et quelles raisons vous a-t-elle données?

— Voilà le point; devinez. Je vous le donne en cent; je vous le donne en mille... Après m'avoir soutenu contre l'évidence que je pouvais me dispenser d'aller à Bordeaux et y dépêcher à ma place un chargé de pouvoir, elle m'a représenté qu'en mon absence elle et ses hôtes seraient treize à table, et qu'au surplus on ne se met pas en route un vendredi... Est-ce concevable? Voilà les premières superstitions que je lui découvre.

— Et vous avez tenu bon?

— Ah! vous conviendrez que si je me mettais à avoir peur du vendredi, autant vaudrait me retirer tout de suite dans un ermitage. Au demeurant, je me suis annoncé pour demain à Bordeaux, il n'y avait pas à m'en dédire.

La marquise faisait ses réflexions. — Puisque Gabrielle n'a pas renoncé à se défendre, pensait-elle, cela prouve qu'il y a encore de la ressource, et que, si nous sommes en pleine crise, on peut encore conjurer le dénoûment; mais sans contredit, il y a péril en la demeure. — Elle cherchait dans sa tête ce qu'elle pourrait bien dire au comte pour lui persuader de retourner à la Tour. Ce n'était pas facile à trouver, et, ne trouvant pas, elle se taisait; mais elle était furieuse de se taire, et la langue lui démangeait. Après une longue pause, elle s'écria : — Assurément, c'est singulier.

— Quoi donc?

— Cette inquiétude de Gabrielle.

— Oh! c'est plus que singulier, c'est bizarre. Encore un coup, qui pouvait la soupçonner de croire au nombre treize et au vendredi?

— Elle n'y croit pas.

— Et vous en concluez?

— Je ne conclus rien, je cherche.

— Que cherchez-vous?

— Le vrai motif qu'elle pouvait avoir de vous retenir à la Tour. Vous savez qu'en toutes choses la vérité c'est ce qu'on ne dit pas.

— Et quel motif voudriez-vous qu'elle eût?

— Quand je vous dis que je cherche... M'est avis que les hommes devraient toujours prendre au sérieux les inquiétudes des femmes.

— Ce n'est pas écrit dans mon catéchisme, et d'ailleurs de quoi peut s'inquiéter Gabrielle?

— Eh! bon Dieu, il arrive tant de choses!.. Il faut faire comme le philosophe.

— Que faisait-il, votre philosophe?

— Il se représentait en sortant de chez lui tous les accidens qui pouvaient survenir en son absence et les fâcheuses nouvelles dont il aurait le régal à son retour.

— Avec votre permission, votre philosophe était un sot. S'il avait passé par les affaires publiques, il aurait su que ce qui arrive c'est précisément ce qu'on n'a pas prévu. Qui aurait pu prévoir que, tel que vous me connaissez, je voterais pour la république?

— Cela prouve contre vous, et j'en tire la conséquence qu'il faut s'attendre à tout.

— Même à la république.

— Et se défier de tout le monde, reprit-elle.

— Du centre droit comme du centre gauche.

— De tout le monde, vous dis-je, même de son cocher, même de son chien, même de son frère.

— Oh! s'il n'y avait que mon petit frère pour empêcher les restaurations... C'est un révolutionnaire en chambre, il a l'imagination républicaine, cela lui passera.

La marquise ne put réprimer un geste de dépit. — Dieu! que cet homme est agaçant, pensait-elle. Il ne comprendra rien, si je n'en dis trop. — Elle reprit au bout d'un moment. — Savez-vous qu'il est délicieux votre petit frère? Il a dû faire bien des passions, c'est un de ces hommes dont les femmes se coiffent.

— Je voudrais que sa cousine fût assez coiffée de lui pour lui sacrifier son horreur des voyages.

— L'épouse-t-il? ne l'épouse-t-il pas? Fiancé de Mlle Saint-Maur à perpétuité, ce n'est pas une position sociale.

— Entre nous soit dit, je le crois hésitant.

— S'il l'aimait, il n'hésiterait pas... Êtes-vous bien sûr qu'il n'aime pas ailleurs?

— Mais, chère madame, ayez donc le sens commun. S'il aimait ailleurs, il ne penserait pas à m'accompagner à Constantinople.

— A moins de supposer...

— A moins de supposer quoi?

— Non, je ne vois pas dans ce cas-ci ce qu'on pourrait supposer, lui répondit-elle avec un sourire singulier.

Il la regarda d'un air d'étonnement; mais aussitôt il tira de sa poche un portefeuille bourré de papiers qu'il se mit en devoir de

passer en revue pour s'assurer qu'il n'avait oublié aucune des pièces qui pouvaient lui faire besoin. Il compulsa le dossier en discourant savamment sur l'exploitation des forêts, tandis que la marquise se disait : — Ah ! le pauvre homme ! décidément c'est un pauvre homme ! Dieu le bénisse, lui, sa république et ses bois ! — Elle s'accota dans un coin de la voiture et ne desserra plus les dents jusqu'à l'arrivée. Il y avait une rage concentrée dans ce silence.

Au coup de sept heures, ils étaient à Bayonne. Le comte déposa Mme de Niollis à la gare. Elle était outrée, exaspérée contre lui, impatiente de ne plus le voir. Elle le somma d'aller bien vite à ses affaires, et pour passer le temps, après avoir pris son billet, elle se promena dans la cour. Un coup de sifflet annonça l'arrivée du train qui venait de Paris, et bientôt après la marquise vit passer devant elle une barbe châtaine et des yeux verts qui ne lui étaient point inconnus. L'année précédente, elle avait vu Séverin à la Tour, et depuis elle avait souvent entendu parler de lui. Elle l'arrêta au passage, et lui demanda s'il allait au château. Il lui répondit que telle était son intention, mais que, la nuit s'avançant, il attendrait jusqu'au lendemain pour se mettre en route.

— Aussi bien, lui dit-elle, le comte d'Arolles est à Bayonne, où le retiennent d'importantes affaires qu'il sera charmé de vous expliquer jusque dans le moindre détail. Il en parle à ravir, et c'est intéressant, quoique un peu long.

Soudain elle se ravisa. Il lui parut que le ciel venait de lui envoyer par le chemin de fer cette paire d'oreilles providentielles, dans lesquelles elle brûlait de verser son secret, et elle dit à Séverin :

— Est-il vrai, monsieur, que vous êtes un homme de toute confiance ?

— Je m'en pique, répondit-il un peu étonné.

— Est-il vrai que vous êtes l'ami intime du vicomte d'Arolles, le Tiberge de ce Des Grieux ?

— Mais vraiment, madame...

— On assure également, interrompit-elle, que vous êtes dans les meilleurs termes avec son frère le comte, qui a pour vous une estime particulière.

— Y a-t-il un service que je puisse leur rendre à l'un et à l'autre ?

— Oui, monsieur, et ce service consiste à partir sur-le-champ pour la Tour. Vous y trouverez deux fous qui ont grand besoin d'être surveillés par un sage. Je vous propose un rôle de trouble-fête, c'est souvent le plus utile qu'on puisse jouer dans ce monde.

— Je ne vous comprends pas, madame, lui repartit Séverin, qui ne la comprenait que trop.

— En ce cas, tant pis pour vous et pour eux... Vous n'êtes pas sans avoir entendu parler de certain barbier qui avait promis de garder le secret du roi Midas ; il serait mort d'une indiscrétion rentrée, s'il n'avait rencontré des roseaux sur son chemin. Je suis le barbier, vous êtes les roseaux, et je ne mourrai pas. Bonsoir, monsieur, je me sauve, bon voyage.

Et à ces mots, elle disparut.

XI.

Il était venu une idée bizarre au vicomte d'Arolles. Son frère possédait un cheval vicieux, inapprivoisable, tristement célèbre par ses ruades et ses haut-le-corps ; il avait joué de terribles tours aux audacieux qui s'étaient avisés de le monter, et personne ne s'en avisait plus. Aussitôt que le comte d'Arolles se fut mis en route pour Bayonne, Maurice, malgré les représentations du valet d'écurie, sella lui-même ce cheval et partit sur son dos pour courir la campagne. Il acquittait ainsi une dette qu'il pensait avoir contractée envers ce qui lui restait de conscience. — Il y a quelques chances pour que je ne revienne pas vivant de ma promenade, se disait-il. — C'était une bonne carte qu'il mettait dans le jeu de son frère, il rétablissait ainsi quelque égalité dans la partie. Peu s'en fallut que l'événement qu'il prévoyait ne s'accomplît. A plusieurs reprises, le cavalier et sa monture engagèrent une lutte formidable, et des passans qui en furent témoins ne purent retenir un cri d'effroi ; mais le cavalier était si consommé dans son art qu'il rentra au château valide et intact.

Pendant le dîner, il s'irrita de ce que Gabrielle était tout entière à ses devoirs de maîtresse de maison. Les avertissemens de Mme de Niollis lui avaient profité. Elle s'observait beaucoup, s'occupait de ses hôtes, et il était impossible de soupçonner le trouble profond qui la dévorait. Maurice s'appliquait en vain à composer son visage, à éteindre son regard, comme on couvre un feu trop ardent. Il se disait : — Je dois avoir l'air étrange. — Heureusement la plupart des convives ne le connaissaient pas, et ils pouvaient supposer que c'était son habitude d'être singulier.

Dans le courant de la soirée, il s'assit à une table de whist et désola par ses distractions Mme de Riaucourt, qui était sa partenaire. Il lui avait fait perdre deux parties, et il sortait du jeu quand il s'aperçut que Gabrielle était debout devant la cheminée, le pied droit posé sur un chenet, l'œil fixé sur une flamme bleue qui dansait capricieusement entre deux bûches. De l'endroit où il était, il ne pouvait la voir ; mais il suivait tous ses mouvemens dans une glace placée en face de lui. Saisi d'une subite inquiétude, il se de-

manda s'il n'était pas condamné à ne posséder de la femme qu'il aimait avec fureur que cette vaine image, sur laquelle s'acharnait son regard. Il lui parut qu'averti par un secret pressentiment, il en repaissait ses yeux pour en garder le souvenir jusqu'à la fin de sa vie; mais elle-même, la reverrait-il jamais? Cette idée lui causant une insupportable angoisse, il quitta sa place, traversa tout le salon pour aller à la comtesse. A son approche, deux personnes avec qui elle s'entretenait s'éloignèrent. Il la regarda; ce n'était pas son ombre, c'était bien elle. Il se pencha vers la pendule, elle marquait onze heures un quart. Il prit sur la cheminée un livre que lui-même y avait posé, et, après s'être assuré qu'aucun indiscret ne pouvait l'entendre, il glissa ces mots à l'oreille de Gabrielle, qui depuis quelques instans se demandait avec anxiété ce qu'il allait lui dire : — Avant deux heures d'ici, je rapporterai ce livre dans la bibliothèque.

Il la regardait comme un dompteur regarde sa lionne. Elle frissonna de la tête aux pieds, fit un geste d'effroi; puis elle pâlit et rougit coup sur coup et détourna les yeux, qu'elle tint longtemps baissés. Lorsqu'elle les ramena sur Maurice, ils n'exprimaient plus que l'entier abandonnement d'une volonté qui se livre à son destin.

Il sortit du salon et gagna sa chambre. Il avait la fièvre; il se tâta le pouls, qui battait près de cent fois par minute. Il avait peine à respirer; il ouvrit sa fenêtre et s'accouda sur le rebord. Un vent d'orage, un vrai siroco s'était levé, soufflant par bouffées et menant grand vacarme dans les bois de pins, qu'il remplissait de voix étranges, tantôt douces et caressantes, tantôt furieuses ou lamentables. Il parut à Maurice qu'une de ces voix prononçait son nom, et qu'une autre répondait : — Avant deux heures d'ici, elle sera dans la bibliothèque. — Peu après une rafale courut le long des toits, avec un cri furieux qui le fit tressaillir; on eût dit les aboiemens d'une meute lancée à la poursuite de quelque proie. Il posa sa main sur son cœur haletant de désir, et sans savoir qu'il parlait, il dit tout haut : — Voici la meute. — Par intervalles le vent s'apaisait, les arbres qu'il venait de froisser et de meurtrir dans ses puissantes étreintes se redressaient, il n'en sortait plus que des bégaiemens et de faibles soupirs. Par momens encore, tout se taisait, et il semblait à Maurice qu'il y avait dans le monde un homme heureux et que le ciel faisait silence autour de ce grand bonheur auquel tout conspirait.

Il quitta la fenêtre, regarda sa montre; elle marquait minuit, il s'assura qu'elle n'était pas arrêtée. Il se promena dans sa chambre; il marchait avec précaution. Il lui arriva de heurter une chaise, et il recula en faisant le geste d'un homme qui se met en garde. Bientôt il entendit au bout du corridor un bourdonnement de

voix mêlé d'éclats de rire; les hôtes du château se retiraient dans leurs chambres. Deux minutes après, il reconnut un pas traînant, qui était celui de la duchesse de Riaucourt, accompagné du coup sec d'une canne sonnant sur les dalles. La duchesse s'arrêta, comme pour attendre quelqu'un, et l'oreille de Maurice fut caressée par le frôlement d'une robe de soie, lequel ne ressemblait à rien. Cette musique remplissait le corridor, et il y avait dans l'air un frémissement qui signifiait : — La voici, c'est elle. — En effet c'était bien elle, car Mme de Riaucourt, qui l'avait attendue, lui donna un baiser sur le front et murmura : — Bonne nuit, mon enfant. — Le vicomte n'entendit plus rien que le bruit décroissant d'une canne et d'un pas mal assuré qui s'éloignaient, et dans une autre direction un léger piétinement sur un escalier de marbre; puis une porte s'ouvrit, se referma, après quoi le silence régna dans le château.

Maurice eut peine à reprendre ses esprits. Ces quatre mots : « Bonne nuit, mon enfant » l'avaient plongé dans une rêverie. A quoi pensait la duchesse? Était-elle tombée en enfance? Cette femme ne savait donc pas que la nuit qui commençait ne ressemblait à aucune autre, qu'elle était destinée à faire époque dans l'histoire des amours heureuses ou tragiques, qu'elle appartenait au vicomte d'Arolles, qu'elle était sa possession, qu'elle lui avait été réservée de toute éternité pour être son partage dans le monde! Il apercevait dans une déchirure des nuages quelques étoiles scintillant à l'horizon. Personne ne les avait jamais vues; c'étaient des étoiles toutes neuves, qu'on venait d'allumer au ciel pour servir de décoration à la fête qui se préparait.

Il fut quelque temps aux écoutes. Une femme de chambre descendit en hâte l'escalier, il l'entendit passer devant sa porte, et au dedans tout rentra dans le repos. Cependant au dehors la tempête continuait de faire rage. Cette fois, Maurice se figura que le vent était un ouvrier aux ordres de sa passion. Elle lui avait commandé de gémir, de geindre, de rugir, de chanter jusqu'au matin tous les airs de son répertoire, afin que si quelque habitant du château venait à entendre le grincement d'un gond ou le murmure étouffé de deux voix, il se rendormît en se disant : — C'est le vent qui s'amuse. — Le vent ne s'amusait pas, il travaillait. Le vicomte d'Arolles l'avait pris à son service; par des enchantemens de lui seul connus, il se faisait obéir de celui qui règne sur les girouettes et les forêts.

L'heure s'avançait, il comptait les secondes, l'attente lui devenait un supplice; il résolut de se mettre en chemin. Il allait sortir, quand il s'avisa que son volet était demeuré ouvert. Il retourna sur ses pas pour le fermer; comme il le tirait à lui, le volet résista, et il eut beau redoubler son effort, il ne put faire lâcher prise à la main vigoureuse qui le retenait.

— Qui est là? s'écria-t-il.

Une voix répondit : — Quelqu'un à qui tu avais donné rendez-vous pour ce soir.

Il reconnut cette voix et laissa échapper l'espagnolette. Le volet se rouvrit, Maurice aperçut la tête d'un homme qui s'appelait Séverin Maubourg et qui en un clin d'œil enjamba la fenêtre. Le vicomte recula comme si la statue du commandeur lui était apparue. De tous les représentans rouges, blancs ou noirs de l'espèce humaine, il n'en était pas un seul dont il souhaitât moins la visite en ce moment. Il contemplait avec des yeux effarés ce visage tranquille; cette âme bien portante faisait peur à son âme malade, ce sage épouvantait ce fou.

— Je t'ai causé une surprise désagréable, lui dit Séverin en s'approchant pour lui serrer la main. Il est certain qu'on n'entre pas ainsi chez les gens par la croisée à une heure indue. Que veux-tu? j'ai pris pour venir ici un triste cabriolet dont le cocher était ivre. Il a failli deux fois me verser, je l'ai planté là et j'ai dû achever ma route à pied. Toutes les portes étaient closes. Comme j'hésitais à sonner, j'ai aperçu de la lumière et une fenêtre ouverte. Ton rez-de-chaussée est fort bas et me voici.

— Que viens-tu faire? lui demanda Maurice en dégageant sa main.

— Vraiment mon entreprise est fort romanesque, répliqua-t-il. Je me suis mis en tête que le séjour de cette maison est malsain pour toi, et je viens t'enlever.

— De quoi te mêles-tu? lui dit Maurice d'une voix âpre et rude.

— Tu as gagné jadis deux parties, j'ai juré de gagner la belle, répondit-il sans s'émouvoir, et il ajouta : — Je te dérange beaucoup... Est-ce que par hasard tu attendais quelqu'un?

Maurice le regarda quelque instans en silence, puis il s'adossa contre la cheminée, croisa ses jambes, réussit à sourire, et répondit à Séverin avec un flegme ironique : — Tu te trompes, je suis attendu.

Séverin attachait sur lui un regard anxieux et scrutateur, et se demandait s'il avait parlé sérieusement. Le vicomte reprit : — Selon toute apparence, tu es arrivé ici avec un discours préparé. Je ne veux pas que tu perdes le fruit de tes veilles. Débite-moi ta harangue, je t'accorde cinq minutes. — Et comme Séverin se taisait, il poursuivit : — Eh quoi! tu restes court? Parle-moi de la vanité des grandes passions. Je ne sais pas si tu en as jamais eu, mais tu es né curieux, tu as sûrement découvert comment c'est fait;... mais va donc, je t'écoute.

Séverin lui répondit : — Mon discours ne sera pas long, je n'ai qu'un mot à te dire. Je me suis aperçu en route que les hirondelles

sont revenues. La première, dont le cri perçant te réveillera demain, t'apprendra qu'il y a dans le monde un malheureux de plus.

Le vicomte fronça le sourcil. — Laisse là tes hirondelles et tes métaphores, parle-moi français.

— Te flattes-tu par hasard d'être heureux, reprit Séverin, quand tu auras une trahison sur la conscience?

— Voilà un début qui promet, fit Maurice d'un ton sarcastique; tu as toujours aimé les grands mots.

— J'en cherchais un autre, je ne l'ai pas trouvé; la langue est si pauvre!

Maurice se pencha vers lui et murmura en remuant à peine les lèvres : — Est-ce ma faute si cet homme est mon frère?

— Tu as raison, c'est la sienne, et son aveugle confiance méritait un châtiment.

— Eh! vraiment de quoi peut-il se plaindre? reprit le vicomte sur une note plus haute; quel tort lui ai-je fait? Qu'aime-t-il dans cette femme? sa fortune, sa situation, son intelligence. Je lui laisse tout cela, je ne veux d'elle que sa beauté et son cœur.

— Voilà un partage bien entendu, s'écria Séverin, et auquel il ne peut manquer de souscrire. Encore faudrait-il lui en demander son avis.

Maurice le saisit à bras-le-corps, le secoua en disant : — Elle m'aime, et tout à l'heure j'aurai la joie de le lui entendre dire.

— Et tu la croiras, repartit Séverin, elle-même se croira sur parole, je ne doute pas de votre bonne foi... Cette coquette a engagé contre toi une partie trop forte pour elle; elle a joué d'abord ses petites cartes, puis ses atouts. Tu l'as prise par la jalousie, elle a perdu, il faut qu'elle paie. Elle paiera de grand cœur; mais demain, ou si tu veux, après-demain, elle se souviendra qu'il existe un homme qui est aujourd'hui ambassadeur, qui avant peu sera ministre, et que seul il peut lui donner tout ce que sa vanité désire, tout ce que souhaite son orgueil, et cet homme lui deviendra plus cher qu'il ne l'a jamais été, tu ne seras plus pour elle qu'un péril, elle n'aura pas de repos que tu n'aies disparu de sa vie... Voilà ton histoire, elle n'est pas gaie.

— Tu l'as contée avec agrément, lui repartit Maurice, et il regarda de nouveau sa montre. Ah! s'écria-t-il, tu as volé dix minutes à mon bonheur... Adieu, les hirondelles dont tu me menaces ne devanceront pas l'aube; quand j'entendrai leur cri, que je meure à l'instant, j'aurai vécu.

— Tu n'iras pas à ce rendez-vous.

— Et qui m'en empêchera? répliqua-t-il d'un air terrible.

— Moi, répondit Séverin, qui se précipita vers la porte, et par un geste impétueux donna un tour à la clé, qu'il fit disparaître dans sa poche.

Maurice serra les poings. — Ta vie est en danger! lui cria-t-il avec fureur, me rendras-tu cette clé?

— Prends donc garde, lui dit Séverin; nous faisons du bruit, on viendra.

Le vicomte n'était plus en état de l'entendre. Il courut à l'autre bout de la chambre, prit sur une table un couteau de chasse, le tira violemment de sa gaîne; puis il marcha sur Séverin, l'œil en feu, le bras levé. Le désordre de ses pensées se peignait sur son visage, et Séverin eut peur de ce fou. Après un instant d'hésitation, il s'élança sur lui pour le désarmer et n'y parvint pas. Dans la lutte il se fit une entaille à la main. Il pâlit, mais il lui vint un sourire aux lèvres, et il dit : — Tu m'as sauvé deux fois la vie, tu peux me la reprendre, elle est à toi.

Le vicomte s'aperçut tout à coup que Séverin s'était blessé, que sa main était ensanglantée. Il regarda couler ce sang, l'œil farouche, les lèvres sèches et tremblantes, et il fut un moment à rêver. Puis, laissant tomber son couteau sur le parquet, il cria à Séverin : — Tu te chargeras de lui dire que tu t'es jeté entre nous, et que je n'ai pas eu le courage de te tuer.

A ces mots, il enfonça son chapeau sur sa tête, gravit l'appui de la fenêtre et d'un bond s'élança dans la pelouse, à travers laquelle il s'enfuit à toutes jambes.

XII.

Après avoir quitté Mme de Niollis et fait à l'hôtel un dîner fort sommaire, le comte d'Arolles s'était mis à courir Bayonne pour se procurer les renseignemens dont il avait besoin et qui se trouvèrent plus favorables qu'il n'avait osé l'espérer. Ayant l'esprit en repos de ce côté, il eut le loisir de penser à autre chose, et, comme il traversait la rue du Gouvernement, il s'avisa de se souvenir que quelques heures auparavant il était en voiture avec la marquise de Niollis et qu'elle avait souri d'un air bien singulier, en lui disant : — Non, je ne vois pas dans ce cas-ci ce qu'on pourrait supposer. — Elle avait bien dit cela, et son sourire signifiait : — Supposez tout, car tout peut arriver. — Le comte se rappela peu à peu toutes les particularités d'un entretien auquel, préoccupé de ses affaires, il n'avait accordé que la moitié de son attention. Il fit aussi la réflexion que, s'il y avait des gens qui considéraient Mme de Niollis comme une méchante femme et si d'autres lui croyaient du cœur, personne n'avait jamais imaginé de la tenir pour une diseuse de riens. De nouveau

il se remémora avec une sorte d'acharnement toutes ses paroles; il les répétait à demi-voix et imitait involontairement les intonations, les jeux de physionomie, les gestes de la marquise, comme pour se les rendre plus présens et pour en démêler le sens caché. Une inquiétude le prit. Il ressemblait à un homme qui soulève des pierres avec défiance, craignant de trouver dessous un scorpion.

Tout à coup, de nouvelles traces se réveillant dans son cerveau, il se rappela que la veille, dans un fumoir où il causait seul à seul avec son frère, il avait cru remarquer dans son attitude, dans ses manières, dans son langage, quelque chose d'insolite, de la contrainte, de l'embarras, et qu'en le quittant ce frère lui avait touché la main de mauvaise grâce. Il se dit : — Qu'est-il venu faire à la Tour? Je ne lui avais pas demandé d'y venir. — Puis, épluchant ses souvenirs et remontant dans le passé, plus il examinait en détail la conduite un peu bizarre du vicomte depuis six mois, plus il se persuadait que Maurice avait eu des raisons particulières et mystérieuses de demeurer la moitié d'un hiver sans venir le voir. La marquise lui ayant conseillé de tout supposer, il supposa tout, et du sein de la nuit il vit jaillir un trait de lumière qui éclairait un irréparable malheur. Il resta comme foudroyé, se demandant s'il était vrai que dans ce monde toutes les affections fussent des chausses-trapes, si c'est la volonté du ciel que nous soyons mis au supplice par ce que nous aimons le plus, si elle nous condamne à voir s'ouvrir sous nos pas, au moment où nous y pensons le moins, un abîme béant qui dévore notre vie. Dès qu'il fut capable de prendre une résolution, de suivre une idée, il se décida à repartir sur-le-champ pour la Tour. Il avait renvoyé son coupé, il prit une voiture de louage. Chemin faisant, tantôt il disait : — C'est impossible! — et il se débattait contre le monstre dont son esprit était hanté, tantôt son malheur lui paraissait certain; il s'interrogeait alors pour savoir ce qu'il allait faire, et si terrible était cette question qu'il n'osait pas y répondre.

Il quitta sa voiture à l'entrée du parc, suivit à pied l'avenue principale; puis se rabattant sur la droite, il gagna le jardin et s'introduisit dans son appartement par un escalier dérobé dont il avait la clé. Quand il eut repris haleine, rassemblé ses forces et son courage, s'avançant à pas de loup, il ouvrit avec précaution la porte de la bibliothèque; le gond ne laissa pas de crier. A ce bruit, une autre porte s'entr'ouvrit; c'était celle qui conduisait à l'appartement de la comtesse. Il demeura immobile, retenant son souffle. Gabrielle était là, dans l'ombre du tambour. Il ne la voyait pas; mais il l'entendit s'écrier : — Ah! Maurice. — Il y avait dans ce cri de la passion, du reproche, de l'angoisse et une secrète épouvante. Personne ne lui répondant, elle avança la tête, en soulevant un flambeau

qu'elle tenait dans sa main droite et dont la clarté alla frapper un visage qui n'était pas celui qu'elle attendait. Elle poussa un sourd gémissement et tomba raide à la renverse. Le comte essaya de lui faire reprendre ses sens, il n'y réussit pas. Il sonna pour avoir du secours, une femme de chambre parut, il laissa Gabrielle à ses soins, et se dirigea d'un pas précipité vers l'appartement de son frère, qui n'y était plus.

Après avoir suivi des yeux le fugitif dans sa course échevelée, Séverin le sauveteur était demeuré embarrassé de son rôle. Qu'allait penser le comte d'Arolles de ce départ subit? Quelle explication lui en donner sans éveiller ses soupçons? Au surplus quels étaient les projets de Maurice? Était-il parti sans esprit de retour? Tout en agitant ces questions, Séverin ramassa le couteau de chasse, le serra dans un tiroir; puis il lia sa blessure, qui n'était pas profonde. Il rêvait aux moyens de sauver la situation, quand on frappa à la porte. Il retira de sa poche la clé qu'il y avait enfouie, et il se hâta d'ouvrir. Quelqu'un le saisit au collet, en lui criant : — N'essaie pas de nier, elle a tout avoué.

Le comte reconnut aussitôt son erreur et lâcha prise. Séverin avait peine à se convaincre que c'était lui, tant son visage était labouré par la douleur, bouleversé par la colère.

— Monsieur Séverin Maubourg, reprit Geoffroy en promenant des yeux hagards autour de lui, vous êtes son confident et peut-être son complice. Il faut que je le trouve... Où l'avez-vous caché?

Séverin s'inclina respectueusement devant ce grand désespoir qui ne se possédait plus, et il répondit : — Ne le cherchez pas, monsieur le comte; pour votre bonheur et pour le sien, il n'est plus ici. Il est parti et ne reviendra plus.

— De qui parlez-vous? s'écria le comte avec violence. Qui avez-vous dans l'esprit? Dites-moi, je vous en conjure, que c'est un inconnu, un étranger; dites-moi que cet homme ne m'était de rien... Vous vous taisez, monsieur; vous voyez bien que vous n'osez pas prononcer son nom. — Et il ajouta : — Dieu soit loué, il a eu peur de moi.

— Je vous jure qu'il ne vous savait pas ici, repartit Séverin. Il n'a eu peur que de lui-même. Ce coupable s'est enfui pour ne pas devenir criminel.

Le comte le toisa d'un œil superbe. — Je vous trouve hardi dans vos affirmations, monsieur. Où est la preuve de ce que vous prétendez me faire croire?

Séverin lui répondit : — Si mon témoignage est nul, j'en appelle à vous, à votre raison, à vos souvenirs. Est-il faux que Maurice ait reculé avec horreur devant le précipice ouvert? Est-il faux qu'il se soit courageusement défendu, qu'il ait combattu son mal et fait vio-

lence à son cœur en s'éloignant de la femme qu'il aimait, en essayant de l'oublier? Est-il faux qu'il ait tenté d'en aimer une autre, de mettre un engagement d'honneur entre lui et sa passion, et que vous-même, par une cruelle fatalité, vous ayez traversé tous ses efforts?.. Soyez juste, son malheur égale sa faute.

— Je crois vraiment que vous me demandez de le plaindre, repartit le comte; la proposition est osée... J'y consens toutefois, à la condition qu'il se répétera tous les jours de sa vie qu'il est un lâche..., car il savait que je ne pouvais pas le tuer.

— Si vous aviez pu le tuer, il serait encore ici, lui répliqua Séverin.

Le comte se laissa tomber sur une chaise et cacha son visage dans ses mains. Il se recueillit, il raisonna longtemps avec lui-même. Il reconnut qu'il y avait beaucoup de vrai dans ce qu'avait dit Séverin; il se souvint aussi des efforts qu'avait faits la comtesse pour l'empêcher de s'éloigner. Quand il releva la tête, son visage exprimait la mâle et tranquille résolution d'un homme qui est né pour gouverner les autres parce qu'il a appris à se gouverner lui-même.

— Mon cher monsieur, dit-il à Séverin d'un ton d'autorité, s'il m'est échappé quelque expression offensante, je vous prie de vouloir bien l'oublier. Je devine ce que vous êtes venu faire ici et les obligations que je puis vous avoir. Je crois à votre parfaite loyauté, monsieur, et peut-être serez-vous sensible à ma confiance; après ce qui vient d'arriver, n'est-ce pas un miracle que je me fie encore à quelqu'un?.. Je n'ai qu'une question à vous faire. Pouvez-vous m'assurer qu'il ne s'est rien passé d'irréparable et que je peux encore pardonner?

— Je vous l'affirme sur mon honneur, s'écria Séverin avec force, j'en suis certain comme de mon existence.

— Je désire, reprit le comte, qu'il ne se prononce plus ici une parole inutile. Un seul mot encore. Êtes-vous assez sûr de votre autorité sur Maurice pour pouvoir me promettre en son nom qu'il ne cherchera pas à revoir Mme d'Arolles?

— Je prends cet engagement sans hésiter, reprit-il, et tenez qu'en ce moment c'est lui-même qui vous parle.

— Bien, monsieur. Ma femme, après avoir laissé échapper un cri qui la dénonçait, s'est évanouie. Quand je la reverrai tout à l'heure, elle ne pourra pas se douter que je possède son secret, jamais elle ne saura que je l'ai soupçonnée.

Séverin, vivement ému, s'avança vers lui et lui prit les deux mains en s'écriant avec effusion : — Je ne vous dirai jamais assez, monsieur le comte, combien je vous admire.

— Bah! répliqua-t-il d'un ton amer, je prends le monde pour ce qu'il est et pour ce qu'il vaut. — Et cet homme d'éloquence et

de tribune ajouta : — Je saurai me taire. Ce que la vie a de meilleur, ce qu'elle a de vraiment divin, c'est le silence.

Quelques heures après cet entretien, Séverin arrivait à Bayonne, où il chercha vainement Maurice. Il pensa qu'il le trouverait à Paris et il ne l'y trouva point. Pendant plusieurs jours de suite, il passa soir et matin à la rue Médicis. Au bout d'une semaine, il apprit que le vicomte était de retour, mais qu'il avait condamné sa porte. Séverin mit tout en œuvre sans parvenir à forcer la consigne. Il en fut réduit à écrire à Maurice pour lui raconter ce qui s'était passé et la promesse qu'il avait faite en son nom. Le surlendemain, il dut partir pour Bruxelles, où l'envoyait son père. Il y reçut deux lettres, qui avaient fait route ensemble. L'une était ainsi conçue :

« Tu as cherché à me voir; à quoi bon? Tu aurais pu deviner que j'étais occupé ou absent. Je me suis rendu à Fontainebleau pour dégager définitivement ma parole; c'était inutile, on la tenait pour dégagée. On m'a permis de passer une heure seul à seul avec Mlle Saint-Maur. Voici en deux mots son secret : elle aime et prétend avoir sujet de penser qu'elle est aimée. Après l'avoir entendue, j'ai causé avec le colonel, et je crois pouvoir t'assurer que si tu te présentes sous peu à la Rosière, tu y seras convenablement reçu; mais tu feras bien d'y rapporter un ruban rose, qui ne t'appartient pas. Tu as donc des faiblesses, grand philosophe! Tu voles des rubans et tu aimes les yeux gris. Ces yeux sont à toi, je te les donne. Qui de nous a eu le dernier mot? En conscience, je préfère ma folie qui fait des heureux à certaines sagesses austères et grandioses dont le mérite se réduit à faire avec ostentation le métier de bourreau.

« Tu m'as mal cherché à Bayonne, j'y étais. J'ai écrit de là et fait remettre à son adresse par une voie sûre une épître fort ridicule assurément. Je n'espérais point de réponse, je n'en ai point reçu. Je n'ai pas songé sérieusement à me tuer; il me reste une prétention ou une vanité, je veux bien mourir. Pourquoi faut-il que notre pays soit condamné par ses désastres à de longues années de paix? Te rappelles-tu, faiseur de phrases, ce que nous ressentîmes, toi et moi, un jour que les obus pleuvaient autour de nous et que, nous serrant la main, nous criâmes : Vive la France! J'aurais dû mourir ce jour-là, ou un autre jour encore, au pied d'un rocher, dans une forêt de pins, près d'une source qui coulait goutte à goutte. Elle était là, immobile, les yeux à demi fermés. Dieu! qu'elle était belle dans ce bois! Que ne suis-je tombé sans souffle à ses genoux, foudroyé par mon bonheur!.. Je ne me tuerai pas. Tu crois aux hirondelles; peut-être y en a-t-il dans le pays où nous allons

tous en quittant ce monde. Quand elles me réveilleront par leurs cris aigus, je veux me souvenir que si je n'ai pas su vivre, j'ai su du moins choisir ma mort.

« Tu as pris un engagement pour moi; c'est bien. Mon frère m'a écrit. Son billet, un peu court, commence ainsi : « Mon cher Maurice. » Non, il n'a jamais trouvé à la tribune un effet d'éloquence qui vaille ces trois mots. Quelle sueur ils ont dû lui coûter! Vrai, je l'admire; c'est un maître homme, et tu peux te dispenser de me faire son éloge. Tu as la voix belle, mais tu détonnes quelquefois... Il m'annonce qu'il n'ira pas à Constantinople, qu'on a fait de nouvelles instances auprès de lui, qu'il entre au ministère, qu'avant trois jours il arrivera au faubourg Saint-Honoré. J'ai compris; mais où aller? J'ai couru, je me suis remué, je me suis servi de son nom et j'ai obtenu qu'on m'attachât à une mission géographique ou militaire, que sais-je? chargée de reconnaître le cours du Cambodje. Me voilà en route pour la Cochinchine; quand tu reviendras à Paris, je n'y serai plus. Adieu; il y a en toi un chirurgien dont j'ai pris le sourire en horreur. Nous reverrons-nous jamais? Que les yeux gris que tu aimes te rendent heureux! »

Cette lecture causa à Séverin une poignante émotion, où se mêlaient à parts égales la joie la plus vive et le plus amer regret qu'il eût jamais ressentis. Plongé dans un trouble indicible, il ne songeait pas à ouvrir le second pli qu'on venait de lui remettre. Il le décacheta pourtant, et lut ce qui suit :

« Monsieur, une femme que vous avez sauvée vient d'apprendre par un entretien avec Mme de Niollis tout ce qu'elle vous doit. Permettez-lui de recourir encore à votre loyale intervention. Dans une heure de faiblesse, d'égarement ou de dangereuse pitié, elle a écrit à un homme dont les poursuites avaient lassé sa résistance et troublé sa raison une lettre à laquelle elle ne peut penser sans rougir. Vous exercez sur votre ami un empire absolu; sans lui parler de la démarche que je fais en ce moment auprès de vous, obtenez de lui qu'il détruise ce funeste papier. Vous voyez, monsieur, la confiance que j'ai dans votre discrétion; soyez certain de la gratitude que je vous ai vouée, et dont j'espère vous donner un jour quelque preuve. »

— Non, madame, s'écria Séverin, je ne lui réclamerai pas la lettre qu'il a reçue de vous, mais je lui enverrai celle-ci. Elle l'aidera peut-être à se consoler en lui apprenant le juste prix de ce qu'il a perdu.

VICTOR CHERBULIEZ.

L'ARMÉE ANGLAISE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

LE FIELD-MARSHAL SIR JOHN BURGOYNE ET LES RÉFORMES MILITAIRES DE LA GRANDE-BRETAGNE.

Life and Correspondence of sir John Burgoyne, baronnet, by his son-in-law lieut.-col. the hon. George Wrottesley, Royal Engineers; London 1873.

Le gouvernement de la Grande-Bretagne n'a presque jamais eu de lutte armée à soutenir sur son propre territoire. Lorsqu'il s'est lancé dans les aventures des guerres continentales, il a toujours préféré fournir à ses alliés des subsides plutôt que des bataillons. Ce n'est qu'en Asie qu'il a fait des conquêtes. Aussi l'armée anglaise diffère-t-elle sous bien des rapports des autres armées européennes. Elle est peu nombreuse; elle se recrute uniquement par des enrôlemens volontaires; il n'y a pas longtemps, les grades d'officiers s'y vendaient encore à prix d'argent. En un mot, elle était organisée tout entière à l'image d'un autre siècle. Le respect de la tradition y dominait tout. Est-ce bien tradition qu'il faut dire? Le mot routine ne serait-il pas plus exact? Il importe peu de discuter la justesse de l'expression. L'essentiel à constater ici dès le début de cette étude est que les troupes anglaises ne différaient guère en 1854, à la bataille de l'Alma, et peut-être même en 1870, de ce qu'elles avaient été en 1814, à la bataille de Toulouse. Bien plus, à quarante ans de distance, les hommes n'étaient pas tous changés; il en vint en Crimée qui avaient combattu sous Wellington dans la guerre de la Péninsule. Ces vétérans n'étaient point dans les rangs de la troupe assurément, ni même dans les grades subalternes, ils étaient au

moins dans les états-majors, si bien que la vie de certains d'entre eux résume toute l'histoire militaire de la Grande-Bretagne depuis le commencement du siècle jusqu'à nos jours. L'un des plus remarquables à ce point de vue est sans contredit le *field-marshal* sir John Burgoyne, breveté lieutenant des ingénieurs militaires en 1798, retiré du service actif en 1868 et mort trois ans plus tard dans la charge honorifique de constable de la Tour de Londres. A suivre d'un bout à l'autre cette longue carrière bien remplie, on passe en revue à peu près tous les événemens auxquels l'armée anglaise prit part en trois quarts de siècle; on apprend à quelles vicissitudes elle fut soumise et quelles réformes y étaient devenues nécessaires.

I.

Il existait sous George III un général Burgoyne qui fut mêlé aux événemens politiques et militaires de ce règne. Il avait épousé une fille de lord Derby, onzième du nom. Quoiqu'il fût issu d'une bonne famille du comté de Warwick, ce mariage pouvait compter pour une mésalliance. Lady Burgoyne étant morte sans postérité, le général contracta peu de temps après une union irrégulière, et mourut en 1792, laissant quatre enfans naturels sans aucune fortune. L'aîné, John Fox Burgoyne, était alors âgé de dix ans; on lui avait donné pour parrain le célèbre Fox, ami de son père, ce qui ne lui était pas d'une grande ressource. Ce qui valait mieux, lord Derby, grand-père du ministre actuel, le prit en amitié et se chargea de son éducation. Ce grand seigneur n'avait peut-être pas les qualités brillantes de son fils et de son petit-fils, qui tiennent la place que l'on sait dans l'histoire parlementaire contemporaine. Il est connu surtout comme le fondateur des fameuses courses de chevaux auxquelles son nom et celui de sa résidence d'Epsom restent attachés. Du moins il était généreux avec à-propos. L'enfant dont il devenait le père adoptif fit plus tard honneur à son patronage.

John Burgoyne sortit à seize ans de l'académie militaire de Woolwich. A cette époque, l'Angleterre ne laissait pas aux jeunes officiers le temps de s'amollir dans les douceurs de la vie de garnison. En 1800, il s'embarquait pour la première fois avec le corps de troupes envoyé à la conquête de Malte. On ignore aujourd'hui ce qu'était alors un voyage dans la Méditerranée. Partie de Woolwich le 15 avril, après diverses relâches à Spithead, à Gibraltar, à Mahon, la flotte n'arrivait à Malte que le 23 juillet. On sait que la garnison française, enfermée dans La Valette, se rendit après quarante jours de blocus, ses vivres étant épuisés. Burgoyne passa là quatre années presque tranquilles, sauf des missions temporaires

qui lui donnaient occasion de visiter tantôt l'Égypte et tantôt la Grèce; puis il revint en Angleterre pour être envoyé bientôt après en Suède avec un corps expéditionnaire qui n'y fit rien d'utile. Enfin en 1808 il s'embarqua de nouveau pour le Portugal avec l'armée commandée par sir John Moore. Cette première campagne dans la Péninsule ne fut pas heureuse pour les Anglais. Napoléon les obligea de se rembarquer assez vite. L'année suivante, ils y revenaient sous le commandement de sir Arthur Wellesley, depuis lord Wellington. Burgoyne en était encore. Alors commença pour lui une série de marches et de retraites, de combats et de siéges qui se prolongea jusqu'en 1814.

Une singulière campagne en vérité que ces cinq années de lutte dans la Péninsule, et un singulier général en chef que lord Wellington! Méthodique, temporisateur, il était juste l'opposé du brillant capitaine qu'il eut ensuite la rare fortune de vaincre à Waterloo. Ceux de nos généraux qui ont combattu côte à côte avec les Anglais sur le plateau de la Chersonèse reconnurent à quarante ans de distance dans Raglan, Burgoyne et tant d'autres les dignes élèves de Wellington, calmes, flegmatiques, suivant d'un œil également attentif les faits de guerre et les négociations diplomatiques. Wellington ne livre bataille que si les chances sont toutes de son côté, autrement il préfère se replier; se trouve-t-il en face de forces supérieures, il recule avec lenteur derrière les lignes de Torres-Vedras, il y attend avec patience que les événemens extérieurs obligent l'ennemi à se retirer. Entreprend-il un siége, il ne s'obstine pas jusqu'au bout; dès qu'il se sent menacé par une armée de secours, il décampe à la veille peut-être de réussir. Au fait, le temps travaillait en sa faveur; pourquoi eût-il sacrifié des soldats? La campagne de Russie, celle d'Allemagne en 1813, lui profitaient autant que des victoires et sans lui rien coûter. Notre armée, rappelée en France par les désastres d'outre-Rhin, lui livrait l'Espagne jusqu'aux Pyrénées. Du reste il était libre dans ses allures autant que le fut jamais général en chef, car il était si loin de Londres qu'il n'en pouvait recevoir que de rares directions. Le gouvernement portugais s'effaçait devant lui. C'est Burgoyne qui le dit : « Lord Wellington a toutes les ressources du Portugal dans la main, et sa parole est la loi. » Ce qu'il y avait de meilleur dans l'armée portugaise était à la solde de l'Angleterre; les troupes de ce contingent, mieux payées que le reste, étaient en outre commandées par des officiers anglais. Enfin aucune considération d'humanité n'embarrassait lord Wellington dans ce pays qui n'était pas le sien. Piller les villes, détruire les ponts et brûler les villages, cela n'excitait guère de scrupules dans l'âme d'un général qui avait précédemment fait la guerre contre Tippoo-Sahib.

Autant qu'on en peut juger par son journal et par sa correspondance, Burgoyne a été un médiocre admirateur de Wellington. Peut-être était-ce une conséquence de cette disposition d'esprit que l'on reproche souvent aux officiers des armes savantes d'être trop enclins à la critique. De son côté, Wellington, plus habitué aux manœuvres stratégiques qu'aux lentes opérations d'un siége, ne se rendait pas bien compte sans doute des délais nécessaires qu'exigent des travaux de sape et de mine. « Le bruit court, écrit encore Burgoyne pendant le second siége de Badajoz, qui devait être infructueux comme le premier, le bruit court que sa seigneurie aurait dit : « Si j'entreprends un autre siége, j'en serai moi-même l'ingénieur. » Quelques fautes que l'on ait commises, je suppose cependant qu'il ne s'en est pas aperçu, et je crois même qu'il ne les aperçoit pas encore. » Badajoz ne fut enlevée d'assaut que l'année suivante après un troisième investissement, et encore l'armée anglaise y perdit-elle 3,000 tués ou blessés, quoique la garnison fût inférieure à 5,000 hommes. Que ce fût faute de matériel de siége, impéritie du commandement ou maladresse des ingénieurs, il est certain que des places fortes de bien faible importance arrêtaient longtemps Wellington. Burgoyne, lui, s'en prend le plus souvent aux soldats anglais qui se prêtent de mauvaise grâce aux travaux de siége. Un jour, il avoue que ses hommes n'exécutent pas les ouvrages de terrassement dans l'espace de temps indiqué par les auteurs français. Une autre fois, devant Burgos, il regarde à distance les Anglais creuser une tranchée, en même temps que les Français en creusent une de leur côté : chez ceux-ci, on voit les pelletées de terre jetées à intervalles réguliers par dessus le parapet; chez les premiers, à peine aperçoit-on une pelletée en l'air de temps en temps. Ces remarques ne sont pas insignifiantes; elles tiennent au caractère particulier des deux nations. En Crimée encore, on vit plus tard les mêmes faits se reproduire.

A Badajoz, Burgoyne n'avait eu qu'un rôle subalterne; s'il s'y était distingué, ce que personne ne lui conteste, c'était en conduisant à l'assaut la division du général Picton, à laquelle il était attaché. Devant Burgos, il était commandant du génie, sous les ordres immédiats de Wellington. Au dire des écrivains français qui ont raconté ces événemens, le château de Burgos était une bicoque qui n'aurait pas dû résister plus d'une semaine. Il s'y trouvait une garnison de 2,000 hommes, mais quels hommes! En partie des traînards que l'armée française laissait derrière elle en effectuant sa retraite. Les Anglais étaient nombreux au contraire; leurs meilleurs soldats se trouvaient là, seulement leur artillerie était un peu faible. Après trente-deux jours d'investissement et un assaut infructueux, le général en chef se résolut à lever le siége, sur l'avis

des mouvemens que le maréchal Soult exécutait dans le sud pour le couper de sa base d'opérations. La défense fit grand honneur au général Dubreton, gouverneur du château. Au contraire, on a souvent reproché au général Burgoyne l'échec qu'il éprouva dans cette circonstance. Au printemps de 1855 notamment, au moment critique du siége de Sébastopol, les journaux de Londres rappelaient avec amertume cet insuccès de ses jeunes années. Est-ce à lui qu'en doit revenir le reproche ou à Wellington? Les circonstances ont-elles exercé une influence majeure que le talent des assiégeans ne pouvait dominer? Il y a du vrai sans doute dans toutes ces suppositions. Wellington ne savait pas se résoudre à donner l'assaut avec des troupes assez nombreuses. Burgoyne avait attaqué, dit-on, du côté le plus avantageux pour la défense. L'armée anglaise était si pauvre en ingénieurs militaires que le commandant du génie n'avait pour auxiliaires que des officiers empruntés aux autres armes. L'artillerie était insuffisante et mal servie, les outils manquaient; les soldats d'infanterie, improvisés sapeurs ou mineurs, n'allaient pas de bon cœur à cette besogne périlleuse. Qu'est-ce à dire? devons-nous croire que, trois ans après sa descente en Portugal, l'armée anglaise manquait encore des accessoires les plus indispensables? Peut-être cette dernière hypothèse est-elle la moins contestable. On verra plus loin d'autres faits qui démontrent à quel point les services essentiels de l'armée anglaise ont toujours été mal organisés.

En 1813, les événemens se précipitèrent, le maréchal Soult ramenait toutes ses troupes vers les Pyrénées, Burgos était évacué; il n'y eut d'autre siége que celui de Saint-Sébastien, dont Burgoyne dirigea les travaux, le lieutenant-colonel Fletcher, son supérieur en grade, ayant été tué dès le début. Cependant Wellington ne l'aimait toujours guère. Aussi, après cette affaire qu'il conduisit à bien, avec d'autant plus de mérite que la résistance fut héroïque, se retrouva-t-il au second rang. On le laissa devant Bayonne qui ne fut que bloqué et non assiégé, tandis que le gros de l'armée se dirigeait vers Toulouse à la poursuite du maréchal Soult; puis la paix fut signée en Europe, elle ne l'était pas encore en Amérique. A peine Burgoyne avait-il eu le temps de revenir en Angleterre, d'y revoir sa famille et ses amis, qu'il recevait l'ordre de s'embarquer encore une fois. Il était l'ingénieur le plus élevé en grade dans une nouvelle expédition dirigée contre les États-Unis. Échec ou succès, le résultat devait rejaillir sur lui, bien qu'il n'eût pas été consulté sur les moyens et le but de cette entreprise.

Il s'agissait cette fois de conquérir la Nouvelle-Orléans. L'amiral Cochrane, qui croisait dans le golfe du Mexique, s'était mis en tête, on ne sait d'après quels renseignemens trop superficiels, que cette

ville serait enlevée d'un coup de main. Le commandant des troupes, sir Edward Pakenham, n'avait pas tant de confiance; mais, avant qu'il fût arrivé, l'amiral avait déjà mis à terre une partie des troupes envoyées d'Angleterre. L'opération se présentait dans de mauvaises conditions. Sur l'une et l'autre rive du Mississipi, le terrain est marécageux; il n'y avait pas alors d'autres routes que les digues du fleuve, où les troupes en marche étaient exposées au feu des canonnières américaines. La Nouvelle-Orléans était défendue par de nombreuses batteries que le général Jackson avait construites et armées avec diligence. Telle était la place qu'il était question d'enlever avec des troupes qui ne pouvaient recevoir de secours que de la flotte, et la flotte était obligée de rester au large. L'attaque eut lieu cependant; les Anglais s'approchèrent en bateaux armés par le lac Pontchartrain. Ils furent repoussés, sir Edward Pakenham y perdit la vie. Burgoyne était d'avis qu'une seconde tentative serait couronnée de succès, et en effet le général Jackson était sur le point d'évacuer la ville; mais les chefs de l'expédition se découragèrent. Ils vinrent bien inutilement assiéger le fort Bowyer à l'entrée de la baie de Mobile; s'en étant emparés, ils jugèrent l'honneur satisfait et revinrent en Europe. N'est-on pas frappé, en étudiant les guerres du premier empire, du grand nombre d'expéditions malheureuses que les Anglais ont tentées pendant cette période sur le littoral des contrées avec lesquelles ils étaient en lutte? C'était la faute des amiraux, paraît-il, qui s'imaginaient, avec quelques troupes de débarquement, enlever d'un coup de main une ville fortifiée, une flotte, un arsenal. Le gouvernement anglais cédait à leurs instances, leur envoyait des régimens; il arrivait ce qu'on vient de voir à la Nouvelle-Orléans. Pour Burgoyne, c'était, après Burgos, une campagne sans gloire dont le souvenir devait peser sur sa carrière. De plus il y perdit une belle occasion d'être mis en relief. De retour en Europe au mois de juin 1815, il eut le chagrin d'apprendre qu'il n'y avait plus de place pour lui dans l'armée qui opérait en Belgique contre Napoléon.

La guerre était bien finie cette fois. Burgoyne n'y avait pas perdu son temps, car il en sortait avec le grade de lieutenant-colonel; presque encore un enfant lorsqu'il était parti, il revenait un homme fait, mis en réputation par les actions auxquelles il avait pris part. Ces dix-sept années de son existence s'étaient écoulées dans les camps, sous tous les climats, depuis la Suède jusqu'au Caire, depuis Constantinople jusqu'au golfe du Mexique. Quelle éducation pour un jeune homme bien doué, instruit, assez studieux pour ne pas manquer d'écrire chaque soir le journal de sa vie! Eh bien! le le croirait-on? Dans ce journal, dans les lettres qu'il adresse à sa sœur et à lord Derby, son bienveillant protecteur, dans les notes

qu'il se plaît à rédiger comme un memento de ce qu'il a vu ou observé, le lecteur cherche en vain une impression, un entraînement des sens. Non; on dirait que l'officier anglais est passé devant les pyramides sans les voir, qu'il a traversé les bosquets d'orangers du Portugal sans en respirer les parfums. La Grèce et Malte n'ont pas évoqué de souvenirs historiques dans l'esprit de cet ancien élève d'Eton. Tout ce qu'il sait dire, c'est qu'ici les maisons se construisent en briques, qu'ailleurs les transports s'effectuent à dos d'âne. Cependant je rencontre une fois une note émue; son cheval favori, un fidèle serviteur qu'il avait depuis trois ans, est gravement blessé à la bataille de Vittoria. On croirait presque qu'il n'a pas éprouvé plus de regrets à la mort de tant de compagnons d'armes qu'il laisse sur le sol de la Péninsule. Ceci n'est pas dit pour le simple plaisir de critiquer. Burgoyne s'y révèle tout entier, homme froid, compassé, que rien n'agite ni ne trouble. Tel il était en Portugal, et tel nos généraux le retrouvèrent encore devant Sébastopol; mais, objectera-t-on, à cette époque des guerres de la Péninsule, c'était l'insouciance de la jeunesse, c'était l'amour du métier, qui dominaient en lui : s'il n'a pas regardé autour de lui, c'est que le spectacle et l'agitation d'un camp suffisaient à l'aliment de son esprit. Cependant un peu plus tard il revient à Lisbonne. Dom Pedro, empereur du Brésil, avait abdiqué la couronne de Portugal au profit de sa fille doña Maria. Dom Miguel, frère de dom Pedro, prétendait supplanter sa nièce. L'Espagne lui était favorable; la Grande-Bretagne lui était contraire. Afin d'éviter l'intervention espagnole, le cabinet de Londres avait décidé d'intervenir lui-même. Une armée anglaise, commandée par sir William Clinton, débarquait à Lisbonne en janvier 1827; Burgoyne en était le principal ingénieur. Il n'y eut cette fois ni siége à faire ni bataille à livrer. Le temps ne manquait pas pour examiner le pays ou pour en étudier les mœurs; mais notre héros n'éprouve aucune sympathie pour la contrée bénie du soleil où les hasards de la guerre le ramènent pour la seconde fois. Il s'aperçoit avec étonnement que le nom de Wellington n'excite aucun enthousiasme chez les Portugais; n'est-ce pas de l'ingratitude après les services qu'il leur a rendus? Ces grands services, on s'en souvient, ce n'est ni d'avoir pacifié le Portugal, ni de l'avoir protégé contre les exactions des gens de guerre; c'est d'avoir repoussé jusqu'aux Pyrénées les Français qui avaient commencé par repousser les Anglais jusqu'à Lisbonne. Anglais ou Français, il importait peu au paysan des Algarves de savoir par qui il était pressuré. Burgoyne ne l'entend pas ainsi. On lui a raconté que Wellington a eu le tort grave de renvoyer les bataillons portugais, à la fin de la campagne, sans prendre le soin de leur adresser la moindre parole de remercîment.

Voilà le beau grief que l'on a contre lui. C'est affaire d'amour-propre. Pour bien connaître ce peuple, ajoute-t-il, lisez *Don Quichotte*. Il a raison : l'immortel chef-d'œuvre de Cervantes est mieux qu'un roman ; c'est une peinture de mœurs qui, si chargée qu'elle soit de détails grotesques, n'en représente pas moins les sentimens généreux d'une nation. Rien n'est sans doute plus éloigné de l'idéal qu'un officier du génie anglais se forge dans son imagination. Celui-ci, lorsque les ennemis de l'état lui laissent des loisirs, ne s'avise pas de se transformer en redresseur de torts ; n'ayant plus occasion d'être utilement ingénieur militaire, il rêve d'être ingénieur civil. Cette bonne fortune échut en effet à Burgoyne à l'époque où les règles du service en temps de paix ne lui offraient qu'un avenir d'une désolante uniformité.

En 1831, lord Stanley étant secrétaire d'état pour l'Irlande, le gouvernement fit voter par le parlement la création d'une commission des travaux publics (*board of works*) à Dublin. Les commissaires, au nombre de trois, avaient pour mission de présider à l'entretien des routes et des canaux, de surveiller l'emploi des emprunts contractés pour diverses constructions d'utilité générale. Il existait déjà plusieurs commissions de ce genre en Irlande; mais elles étaient composées de membres à titre gratuit qui ne voulaient encourir aucune responsabilité personnelle, ou d'ignorans qui ne pouvaient exercer aucun contrôle efficace. Les trois commissaires du nouveau *board* devaient coûter ensemble au trésor 2,200 livres sterling par an; au moins ils étaient recrutés avec soin. Le colonel Burgoyne en avait la présidence; il paraît, d'après sa correspondance, qu'il se sépara sans trop de regrets de ses compagnons d'armes. La carrière militaire lui souriait moins depuis qu'il la voyait encombrée. Il y avait cependant une assez jolie situation à cette époque. Depuis son retour de Portugal, il était chargé des fortifications de Portsmouth, situation bien rétribuée aussi, car l'usage attribuait à l'ingénieur militaire le produit en argent du fourrage récolté sur les terrains de la place; c'était un bénéfice indirect de 600 livres sterling, année commune. Le fait vaut la peine d'être recueilli, ne fût-ce qu'à cause de son étrangeté.

Quoique sir John Burgoyne ait vécu pendant un demi-siècle en relations fréquentes avec les principaux hommes d'état de son pays, il ne semble pas qu'il ait jamais eu d'opinion politique bien définie. Était-il whig ou tory? on ne saurait le conclure de sa correspondance, non plus que de ce que rapporte de lui son biographe. Au fond, il paraît être plutôt, comme l'étaient la plupart des élèves de Wellington, ce que l'on appelle chez nous un homme de gouvernement, plus enclin à compter sur la prévoyance et la sagacité de ceux qui tiennent le pouvoir qu'à se fier aux ressources indiscipli-

nées de l'initiative personnelle. Il eut l'occasion d'en donner la preuve dans une affaire d'importance presque aussitôt qu'il eut assumé les nouvelles fonctions qui lui étaient confiées. On commençait à beaucoup parler des chemins de fer, il y en avait déjà quelques lignes en Angleterre, l'Irlande n'en possédait pas encore. Sur l'initiative du marquis de Lansdowne, la chambre des lords demanda au gouvernement d'instituer une commission de personnes compétentes pour examiner l'état des voies de communication en Irlande et étudier les avantages que ce pays retirerait de la création d'un réseau de voies ferrées. Cette commission fut bien composée; outre le colonel Burgoyne, il s'y trouvait M. Griffith, un éminent géologue, et M. Barlow, professeur à l'académie de Woolwich, dont les découvertes en physique et en mécanique sont connues. Bien qu'il n'y eût guère de chemins de fer à cette époque, les gens prévoyans comprenaient déjà qu'il n'était pas sans inconvénient d'abandonner à des spéculateurs le soin de développer cette admirable invention. En dressant d'avance un plan bien conçu, en réunissant sous une même direction les entreprises rivales dont la concurrence pouvait être préjudiciable au public, on risquait moins de gaspiller les ressources de la nation, et l'on devait arriver plus promptement à desservir les régions peu favorisées. La commission de 1836 étudia la question des voies ferrées à ce point de vue, et elle en fit de volumineux rapports qui ne manquèrent pas d'attirer l'attention. Peu de personnes admirent les conclusions des commissaires, tant elles étaient en désaccord avec les opinions courantes sur ce sujet. On était alors dans la fièvre des chemins de fer, la concurrence illimitée était le mot d'ordre du jour; on imaginait que le monopole entraverait tout progrès, découragerait toute initiative. Cependant le ministère présenta à la chambre des communes un bill pour l'exécution des mesures proposées par la commission. Les dispositions en étaient peu compliquées, il s'agissait d'autoriser le gouvernement à émettre des bons de l'échiquier dont le produit servirait à construire les chemins de fer d'Irlande; l'intérêt à 3 1/2 pour 100 et l'amortissement calculé sur le taux de 1 1/2 pour 100 devaient être payés, à défaut d'un produit net, par une taxe spéciale sur les comtés que les lignes desserviraient. La première ligne projetée était celle de Dublin à Cork, et les travaux en devaient être exécutés par les soins du *board* dont Burgoyne avait la présidence. Les commissaires n'avaient pas d'ailleurs dissimulé leur opinion que les chemins de fer irlandais ne produiraient qu'un bénéfice net inférieur à 4 pour 100.

Le bill fut vivement combattu par sir Robert Peel, aux yeux de qui l'exécution de chemins de fer par l'état était une atteinte au principe économique sur lequel repose la prospérité commerciale du

royaume-uni. A l'entendre, il était malséant que le gouvernement entrât en compétition avec des entreprises privées; l'argent du public ne devait pas plus servir à cet usage qu'à construire des filatures. On reconnaît les argumens qui ont servi tant de fois en pareille circonstance; ils étaient nouveaux à cette époque, si bien que les partisans du projet éprouvèrent sans doute quelque embarras d'y répondre. Une crise politique survint, le bill fut retiré. Il est vraisemblable que bien des gens regrettent aujourd'hui que le plan de MM. Burgoyne, Griffith et Barlow n'ait pas été adopté. Où en sont en effet les chemins de fer irlandais construits par le seul effort des entreprises privées? Sur 3,000 kilomètres, il y en a 800 qui ne rapportent rien à leurs actionnaires. De trente-cinq compagnies qui les ont construits, il n'en reste pas dix dont la situation soit prospère. Une vive réaction se manifeste, on le sait, contre le système anglais de la concurrence illimitée en matière de voies ferrées. Il est curieux de voir Burgoyne être dès le début l'adversaire d'un régime économique que beaucoup de ses compatriotes regardent aujourd'hui comme une erreur.

Tout en s'occupant de chemins de fer, de routes et de canaux, l'ancien ingénieur militaire n'avait pas oublié les occupations de ses jeunes années. Devenu général, tandis qu'il exerçait des fonctions civiles, il avait eu l'occasion de présenter divers projets de défense pour les côtes d'Irlande. En 1845, le poste d'inspecteur-général des fortifications devenait vacant par la retraite du titulaire; il s'y vit appelé. Il avait alors soixante-trois ans, l'âge auquel en tout pays, en Angleterre même à présent, un militaire n'est plus jugé capable de remplir des fonctions actives. Or, que l'on veuille bien le remarquer, être inspecteur-général des fortifications n'est pas une sinécure. C'est à cet officier que revient le soin d'organiser la défense matérielle du royaume. Ce que fit Burgoyne en cette qualité, ou plutôt ce qu'il voulut faire, on le verra plus tard. Le moment n'était pas favorable aux travaux de la guerre, car tout le monde, depuis le premier ministre jusqu'au plus modeste négociant, n'avait en tête que de développer la prospérité industrielle de la Grande-Bretagne. C'était déjà le beau temps des économistes de Manchester, qui se refusaient à admettre les éventualités de guerre dans leurs prévisions d'avenir. Les événemens de 1848 n'entamèrent pas trop cette confiance excessive; mais d'autres complications survinrent bientôt.

Aux premiers symptômes d'une rupture entre le sultan et l'empereur de Russie, le cabinet de Londres se demanda, si l'armée anglaise était appelée à intervenir, sous quelle forme et dans quel lieu s'exercerait cette intervention. Aussi dès le mois de janvier 1854

Burgoyne présente-t-il au ministère Aberdeen un plan de campagne pour la future guerre d'Orient. On s'exagérait alors la faiblesse des Turcs et la force de leurs adversaires. On n'imaginait guère qu'Omer-Pacha fût capable de barrer le passage aux Russes; l'on s'attendait à voir ceux-ci, dès le début des hostilités, franchir le Danube et marcher sur les Dardanelles. Il faut une armée européenne de 25,000 hommes, 10,000 Anglais et 15,000 Français, pour sauver Constantinople, se disait-on à Londres, peu ou point de cavalerie, pas d'autres chevaux que ceux de l'artillerie. Burgoyne, ayant étudié la carte, découvrait le long du Bosphore un emplacement facile à défendre avec des fortifications improvisées, un autre Torres-Vedras; mais la carte ne donnait que des renseignemens vagues. Il offrit d'y aller voir de sa personne. Il avait alors soixante-douze ans; l'âge n'y faisait rien. Il partit à deux jours de là.

A Paris, lord Cowley le présente à l'empereur et au maréchal Vaillant, encore indécis, paraît-il. « C'est moi qui règle les affaires de l'Europe, écrit-il à lady Burgoyne après cette entrevue; ma conversation semble avoir impressionné l'empereur et le ministre des affaires étrangères et les avoir convaincus qu'on peut faire plus qu'ils n'imaginaient. » Huit jours après, tandis qu'il vogue vers Constantinople en compagnie d'un officier français, le colonel Ardant, lord Cowley lui écrit : « Vous serez heureux d'apprendre que votre visite à Paris a produit un changement sensible dans les vues de l'empereur; il fait les préparatifs d'une expédition terrestre pour le cas bien probable où les dernières négociations échoueraient. » Jusqu'à ce moment, il avait été question d'une expédition maritime seulement; on commençait à parler d'une armée de vingt-cinq mille hommes; chacun sait ce qu'il en fallut envoyer plus tard. Ce n'est donc pas seulement la dernière guerre de l'empire qui a été engagée sans que le gouvernement en eût calculé les conséquences.

L'excursion du général Burgoyne s'était prolongée plus qu'il ne l'avait prévu au départ. Non content d'explorer les environs de Constantinople en vue d'y créer un camp défensif, il s'était rendu à Shumla au quartier-général d'Omer-Pacha, qu'il avait trouvé plein de confiance. En conséquence, le plan de campagne qu'il propose se modifie déjà. Le camp retranché des Dardanelles n'est pas à négliger, car personne ne peut affirmer que les Russes ne forceront pas la ligne des Balkans; ce sera dans tous les cas une excellente base d'opérations; toutefois les alliés ne doivent pas garder une attitude défensive, ils ne peuvent attendre les bras croisés que l'ennemi vienne les attaquer sur les rives du Bosphore. Il convient

donc de se porter davantage en avant, à Varna par exemple, d'où l'armée se rabattrait au besoin sur le Danube si les Russes parvenaient à franchir ce fleuve. A Varna, les alliés auront leur flotte avec eux, ils commanderont la Mer-Noire, ils menaceront la Géorgie ou la Crimée, suivant les circonstances. Quelques personnes parlent bien déjà de diriger l'attaque contre Sébastopol; cependant ce serait une entreprise téméraire. L'histoire de l'Angleterre est pleine de tentatives de débarquement qui ont échoué presque toujours. Pour prendre Sébastopol, il faudrait d'abord conquérir la Crimée, en expulser l'armée russe avant de s'attaquer à la forteresse principale; celle-ci, privée de secours, bloquée par mer, ne tarderait pas à se rendre. Telles sont les impressions que le vieux général rapportait de son rapide voyage en Orient.

Au mois de juin, l'armée anglo-française était à Varna. Burgoygne, de retour en Angleterre, suivait de loin les opérations. Les Russes n'avaient pas franchi le Danube, au contraire, ils avaient levé le siége de Silistrie. Ils ne menaçaient plus les provinces danubiennes; qu'allait-on faire? Clore la guerre, puisque le but était atteint, la Turquie était sauvée. Il est vraisemblable qu'en Angleterre aussi bien qu'en France l'opinion publique aurait été mécontente de si grands armemens pour un résultat si modeste, puisque enfin la Russie restait entière, qu'elle n'avait rien perdu qu'un peu de prestige et qu'elle se trouvait en mesure de recommencer au premier jour cette tentative d'invasion avortée. Si l'on continuait, au contraire, un seul but était digne de l'effort des troupes alliées, s'emparer de Sébastopol et détruire la flotte russe, c'est-à-dire anéantir la puissance du tsar dans la Mer-Noire.

Lorsqu'on repasse aujourd'hui cette histoire, à la distance où nous sommes des événemens, on n'ose plus se dissimuler que l'expédition de Crimée fut une aventure téméraire, que la raison condamnait et qu'un succès tardif, chèrement payé, eut peine à justifier. Lord Raglan et le maréchal Saint-Arnaud, dans leurs campemens de Varna, se trouvaient peut-être bien embarrassés d'agir : ils ignoraient l'état des défenses de Sébastopol du côté de la terre; ils savaient seulement que les fronts de mer étaient si bien armés que les flottes alliées se risqueraient en vain à les attaquer. Leurs gouvernemens les avaient prévenus que le tsar n'avait pas plus de 50,000 hommes en Crimée; qu'en savait-on? Et d'ailleurs cette armée ne grossissait-elle pas à mesure que les Russes s'éloignaient du Danube? Autre complication : tant que les principautés étaient le champ de bataille et, à vrai dire, l'enjeu de la victoire, l'Autriche menaçait les flancs de l'armée russe; dès que la lutte se transportait sur le terrain de l'empire, l'Autriche, désintéressée, ne reviendrait-elle pas au rôle de puissance neutre? Toutes ces considérations furent

pesées sans doute, à Londres comme à Paris, et cependant ce fut de là que parvint un beau jour aux commandans en chef, dont l'un au moins ne s'en souciait guère, l'ordre d'entreprendre cette nouvelle expédition des Argonautes.

Le 13 juillet, lord Raglan recevait du duc de Newcastle, ministre de la guerre, une lettre ainsi conçue : « La levée du siége de Silistrie et la retraite de l'armée russe au-delà du Danube donnent un aspect tout à fait nouveau à la guerre, et rendent nécessaire de considérer quels seront nos prochains mouvemens. Le cabinet est unanimement d'avis que, à moins que le maréchal Saint-Arnaud et vous vous ne vous sentiez pas assez préparés, vous fassiez le siége de Sébastopol, car nous sommes plus que jamais convaincus qu'il sera impossible de conclure une paix honorable et durable sans la prise de cette forteresse et la capture de la flotte russe. L'empereur des Français a exprimé son entière adhésion à cette opinion, et, je pense, il écrit dans ce sens au maréchal (1). » Ceci n'était qu'une lettre privée. La dépêche officielle, arrivée trois jours après, était plus impérative encore; elle ne laissait à lord Raglan que le choix entre obéir ou résigner son commandement. M. Kinglake raconte qu'au reçu de cette dépêche lord Raglan fit appeler sir George Brown, celui de ses divisionnaires qu'il consultait le plus volontiers, un sexagénaire comme lui et comme lui encore un élève de Wellington. « Nous avons, vous et moi, l'habitude, lui répondit celui-ci, de nous demander dans les cas graves comment aurait fait le grand duc en pareille circonstance. Ma conviction est qu'il n'eût pas accepté la responsabilité de ce que l'on veut vous faire faire. Néanmoins je suis d'avis d'obéir, car la lettre du duc de Newcastle est si précise que, si vous refusez, il enverra quelqu'un de moins scrupuleux pour exécuter ses instructions. » Lord Raglan fut convaincu, et en prit son parti. Il est de fait qu'il n'y avait alors dans l'armée anglaise personne qui osât tenir tête aux ministres comme l'avait fait Wellington au temps des guerres de la Péninsule. Les généraux français, les amiraux des deux nations, se décidèrent aussi promptement à courir la chance qu'on leur imposait. Ce qu'ils en pensaient au fond, la correspondance de Burgoyne va nous l'apprendre, du moins pour quelques-uns d'entre eux.

De retour à Londres au mois de mai, Burgoyne avait repris les fonctions d'inspecteur-général des fortifications. Par son âge, par sa situation et son expérience, il semble qu'il devait être le conseiller intime d'un ministre de la guerre civil tel qu'é-

(1) Le texte de cette lettre et quelques détails qui vont suivre sont empruntés à l'ouvrage bien connu de M. Kinglake. C'est un auteur dont il faut se défier lorsqu'il parle de nos compatriotes; en ce qui concerne les actes et les opinions de lord Raglan, dont il était le secrétaire, il mérite assurément quelque confiance.

tait le duc de Newcastle, étranger aux questions de stratégie et d'art militaire. Le général Tylden, commandant des ingénieurs militaires, lui écrivait fréquemment de Varna pour le tenir au courant des opérations. Celui-ci non plus n'avait aucun enthousiasme pour l'expédition projetée. Il s'effrayait surtout des difficultés du débarquement à opérer en face d'un ennemi peut-être supérieur en nombre, sur une côte plate d'où la flotte serait chassée par le moindre coup de vent. « Je pense, écrivait-il en juillet sitôt l'affaire décidée, qu'il est bien tard pour commencer le siége de Sébastopol, même si les généraux en chef sont assez fous pour l'entreprendre. » Peut-être le vieux courtisan Burgoyne s'était-il donné garde de manifester son opinion, voyant que le public, aussi bien que le ministère, penchaient pour tenter l'aventure. Toujours est-il qu'au commencement d'août, comme les troupes allaient s'embarquer, le duc de Newcastle lui demanda d'aller rejoindre lord Raglan. Il accepta sans hésitation. Il arrivait à Varna avant que la flotte alliée eût mis à la voile.

Franchement, s'il eût dit ce qu'il en pensait, il eût inquiété bien des gens qui avaient au contraire besoin d'être rassurés. Ainsi il écrit à sa femme aussitôt débarqué : « J'imagine que les généraux en chef prennent la responsabilité entière de ce grand projet; s'ils ont consulté Brown et Canrobert, ce n'est que sur les détails. Il n'y avait pas à compter que j'eusse à donner mon avis arrivant si tard et ayant plutôt la réputation d'un ingénieur que toute autre; je me réjouis qu'il en soit ainsi, car j'avoue ne pas comprendre sur quel raisonnement on s'est basé. Ce n'est pas le moment de décourager personne, aussi n'ai-je communiqué à personne l'opinion que je puis vous dire confidentiellement à distance. C'est l'entreprise la plus désespérée que l'on ait jamais conçue. » Et puis que d'objections il entasse dans cette correspondance, et qu'il aurait mieux fait, étant si convaincu, de dire tout haut à ceux qui avaient la responsabilité! Pour débarquer en pays ennemi, il faut beaucoup de temps, ou bien l'on commencera la campagne avec des approvisionnemens incomplets. Les communications entre l'armée et la flotte seront incertaines, les mauvais temps du mois de septembre peuvent les interrompre. On n'aura plus alors ni base d'opérations, ni ligne de retraite. On va s'attaquer, avec des forces médiocres, à l'une des forteresses d'un vaste empire, défendue par une armée nombreuse, pourvue de toutes les ressources militaires que fournit une grande nation. Bref, ce serait un bonheur si le mauvais temps forçait d'ajourner à la saison suivante.

Trois jours après, il dîne avec les généraux français. Le maréchal Saint-Arnaud convient qu'il y a des difficultés, beaucoup de difficultés, mais il faut bien faire quelque chose. Au fond Saint-Arnaud

n'était pas forcé de dire son opinion. Le colonel Trochu remarque finement que Guillaume le Conquérant ne s'est pas tant inquiété de débarquer à l'aventure, et que, bien mieux, il a brûlé ses vaisseaux après avoir mis pied à terre. Le vétéran anglais, un peu flatté de cette comparaison, ne se rassure pas si vite; de ce qu'une expédition téméraire a réussi jadis, il n'en conclut pas que toutes doivent réussir. Il a vu bien souvent, dit-il, les Anglais échouer dans des circonstances plus favorables, tandis qu'il ne les a jamais vus triompher dans une entreprise aussi hardie; d'ailleurs il ajoute en lui-même que les Français en parlent à leur aise. Si c'est un insuccès qui se prépare, ils n'auront pas contre eux tous les journaux de l'Angleterre pour leur reprocher d'y avoir pris part. Cependant un mot du prince Napoléon qu'on lui rapporte lui apprend que l'affaire peut être plus grave pour ses alliés qu'il ne le suppose. « Cette expédition est une *bêtise*, aurait dit ce prince, qui manifeste très haut sa désapprobation; un échec compromettra la dynastie en France, tandis que chez vous ce ne sera qu'un changement de ministère. » Assurément Burgoyne se sera rappelé cet aveu lorsque seize ans plus tard, après Sedan, l'empereur lui confiait que des considérations politiques l'avaient forcé à faire la marche la plus imprudente et la moins stratégique.

Enfin les alliés ont pris pied sur la plage de Kalamita; ils gagnent la bataille de l'Alma. Burgoyne est de l'avis du maréchal Saint-Arnaud que, comme effet moral, cette victoire vaut autant qu'un renfort de 20,000 hommes; mais que va devenir l'armée anglo-française au lendemain de ce premier succès? Se jeter sur Sébastopol! Il est vraisemblable que la ville est défendue par une garnison plus nombreuse que les assaillans. Attaquer les forts situés sur la rive droite de la Tchernaya? On les a devant soi; les équipages de siége sont à bord des navires. Il suffit de quelques jours pour les débarquer; mais de Sébastopol à Eupatoria, la côte de Crimée ne présente aucun abri : au premier coup de vent, la flotte gagnera le large; les troupes resteront bloquées en pays ennemi. Il vaut mieux changer de base d'opérations, contourner Sébastopol à distance et venir, au sud de cette forteresse, prendre position sur le plateau de la Chersonèse. Il y a là du moins des baies bien abritées, Balaclava, Kamiesch, où les navires des deux nations se trouveront en sûreté. Burgoyne appuya vivement ce changement de front que les généraux en chef exécutèrent le 27 septembre. Il ne montra pas moins de résolution lorsque fut discutée, entre les deux états-majors, la question de savoir si l'on brusquerait l'attaque ou si l'on entamerait les travaux de siége ordinaires. Il insista vivement pour ce dernier parti, par quoi il fit preuve de plus de prudence que de perspicacité, car le général Todleben convient lui-

même que la place n'était pas en état de repousser un assaut (1). Au surplus, à peine la tranchée est-elle ouverte qu'il se désespère encore; le sol est rocheux, à peine s'y trouve-t-il quelques pouces de terre que l'on puisse entamer à la pioche; les travaux des alliés avancent avec lenteur, tandis que les Russes ont de tous côtés de bons retranchemens, des batteries bien armées et bien servies grâce aux ressources qu'ils retirent de leur flotte. Ce n'est pas un siége dans les conditions ordinaires des opérations de cette sorte; c'est une armée opposée à une armée sur un terrain facile à défendre, et la plus nombreuse des deux n'est pas celle qui occupe le plateau de la Chersonèse.

L'ingénieur anglais allait avoir de plus graves ennuis. Au début, les deux armées, fortes de 25,000 hommes chacune ou à peu près, s'étaient également partagé la besogne : chacune avait un front d'égale étendue à attaquer; mais, tandis que les Français recevaient des renforts qui remplissaient les vides causés par le feu ou par la maladie et même triplaient leur effectif primitif, les Anglais diminuaient en nombre de jour en jour, et leurs morts n'étaient pas remplacés. En janvier 1855, ils n'étaient plus que 12,000. Aussi leurs travaux restaient-ils en retard, outre que les soldats de cette nation ne se résignent pas volontiers à manier la pelle et la pioche. Ils n'avaient pas de sapeurs comme les nôtres, pas de train des équipages pour effectuer les transports entre Balaclava et le camp. Tout leur manquait en un mot, sauf la bravoure; or la lutte à la baïonnette n'est après tout qu'un intermède assez rare dans la guerre de siége. Le général Canrobert avait un devoir à remplir; il était obligé de se plaindre que la part de l'œuvre commune dont les Anglais s'étaient chargés restât en souffrance. Non-seulement il fallait qu'il le fît constater par lord Raglan; de plus, sentant la responsabilité que des retards prolongés feraient peser sur lui-même, il devait encore informer le gouvernement français des obstacles soulevés par l'inertie des Anglais. Que quelque blâme dût en retomber sur le général Burgoyne, c'était inévitable. En effet, les rapports du général Canrobert, communiqués à lord Cowley, par ordre de l'empereur, arrivèrent à Londres au moment où l'opinion publique s'attaquait grièvement aux généraux de Crimée. On reprochait aux ministres d'avoir confié le commandement des troupes à des vieillards dans une guerre lointaine où l'énergie mentale et physique n'était pas moins nécessaire que la prudence. Le duc de Newcastle dut céder la place à lord Panmure, dont l'un

(1) Voyez *les Premiers jours du siége de Sébastopol*, dans la *Revue* du 15 septembre 1869.

des premiers actes fut de rappeler en Angleterre sir John Burgoyne. L'infortuné général ne revint pas tout de suite cependant. Conservé pendant deux mois encore par lord Raglan, qui le consultait volontiers sur la direction à donner aux travaux du siége, il discuta et arrêta avec le général Niel les opérations militaires dont l'attaque de Malakof était le point essentiel. Il est à croire qu'il ne tenait pas beaucoup lui-même à prolonger son séjour en Crimée; l'armée anglaise, réduite comme elle l'était, n'y jouait plus un rôle satisfaisant pour son amour-propre. « Nos forces sont si mesquines dans l'armée combinée, écrit-il en février, que c'est devenu presque une expédition française, et que nos alliés poursuivent leur plan sans même nous consulter pour la forme. Si les campagnes futures se font dans de telles conditions, nous n'aurons plus d'Alma ni d'Inkermann à inscrire dans nos annales. »

En somme, Burgoyne retira peu de gloire de la guerre de Crimée. L'opinion publique fut injuste envers lui, comme elle l'est toujours envers ceux qui préparent un succès que d'autres obtiennent ensuite; mais à distance l'historien doit être plus équitable. Certes on ne peut comparer la situation qu'il avait alors dans le camp anglais à celle du général de Moltke dans l'armée prussienne. Ses conseils étaient intermittens en quelque sorte; cependant personne n'a plus contribué que lui à l'élaboration des plans de campagne qui finirent par réussir. Lors de son premier voyage en Orient au mois de février 1854, il signale Sébastopol comme l'objectif que les alliés pourront avoir en vue dans le cas où les Russes se retireraient derrière le Danube, au lieu de livrer bataille auprès de Constantinople. L'expédition dont il trace déjà le plan ne ressemble en rien à celle qui fut entreprise; il imagine en effet que l'armée anglo-française tiendra la campagne, qu'elle battra l'ennemi dans le nord de la Crimée avant de se rabattre sur Sébastopol. L'invasion résolue, il se retrouve près de lord Raglan, à la veille de l'embarquement. Il est prudent alors, si prudent qu'il désespère presque du succès. Après l'Alma, il ne songe plus qu'à prendre une position inexpugnable sur le plateau de la Chersonèse; il blâme le projet téméraire de ceux qui voudraient brusquer l'attaque; mais pour le siége régulier qu'il conseille d'exécuter, il faut des ressources que lord Raglan ne possède point. Le fardeau retombe presque en entier sur l'armée française. Les troupes anglaises s'évanouissent. C'est la puissance militaire de son pays qui s'effondre. Était-ce sa faute si l'Angleterre n'avait plus de soldats, si le ministère n'avait rien prévu de ce qu'exigeait une expédition de cette importance? Il n'en était pas coupable, et néanmoins on ne doit pas l'absoudre tout à fait, car les fonctions qu'il avait occupées au-

paravant lui avaient permis de constater d'avance ce qui manquait à ses compagnons d'armes. Ce n'est pas de l'impéritie devant Sébastopol qu'on aurait dû lui reprocher; c'est de l'imprévoyance avant la déclaration de guerre.

Le plus étrange est que l'expérience acquise en Crimée ne servit de rien, ou à peu près. Les Anglais semblèrent se dire que, n'étant pas assez bien outillés pour courir les chances d'une guerre européenne, le mieux était de se désintéresser des affaires de l'Europe, que personne assurément n'aurait l'audace de les venir attaquer chez eux. Il a fallu des calamités plus récentes pour les arracher à cette fausse sécurité. De retour à Londres, Burgoyne redevint inspecteur-général des fortifications. Comme dans les années antérieures, il élabora des projets de défense que l'état du budget ne permettait pas d'entreprendre, des réformes militaires que personne ne se souciait d'exécuter. Les honneurs lui arrivaient par un effet nécessaire de l'âge. En 1865, lord Palmerston lui conférait la dignité de constable de la Tour de Londres, sinécure étrange qui n'est qu'un titre sans fonction ni salaire. Un peu plus tard, en 1868, il avait quatre-vingt-deux ans, — le moment de la retraite lui parut arrivé. Ce fut alors qu'il fut nommé *field-marshal*, la plus haute dignité qu'il y ait dans l'armée anglaise. Son esprit était encore vif; il ne se désintéressait d'aucun récit militaire. Les événemens de 1870 le surprirent. Attaché à l'armée française par un lien de confraternité depuis les événemens de Crimée, il eut la singulière idée d'en donner le témoignage en adressant des lettres de condoléance à l'empereur Napoléon III après Sedan, à Bazaine après la capitulation de Metz. Sur ces entrefaites, une affreuse catastrophe le frappa dans ses plus chères affections. Son fils, officier de navire distingué, commandait le *Captain*, un navire cuirassé de nouveau modèle, qui périt corps et biens dans le golfe de Biscaye au mois de septembre 1870. Le vétéran anglais ne survécut que de quelques mois à ce malheur.

En tout temps, en tout pays, les hommes qui consacrent soixante-dix ans de leur existence au service de leur patrie sont rares; ils méritent d'être loués. Cependant, s'ils ont occupé des emplois éminens pendant la plus grande partie d'une si longue carrière, le biographe doit se demander en outre, avant d'honorer leur mémoire, s'ils ont marqué leur passage par des réformes utiles. Cette question se pose surtout lorsqu'il s'agit d'un homme de guerre, car il n'est point de profession où la routine soit plus nuisible que dans l'art militaire; il n'en est point qui se transforme au même degré dans l'espace d'une génération. Que sir John Burgoyne ait eu de bonnes intentions, on en acquerra la certitude par l'exposé qui va

suivre des projets maintes fois proposés par lui. Mit-il trop peu de persistance au service de ses idées, ou bien rencontra-t-il trop d'inertie chez les hommes d'état de qui le succès dépendait? Toujours est-il que, lui vivant, la Grande-Bretagne resta désarmée ou à peu près en face des autres puissances européennes. Peut-être n'avait-il au fond que le malheur de vivre dans un siècle où lord Melbourne, un whig cependant, disait : « Rien n'est dangereux comme un homme qui arrive aux affaires avec l'idée qu'il y a quelque chose à faire. » Rien n'est plus étrange, dirions-nous avec plus de raison, que le contraste entre la politique agressive de la Grande-Bretagne depuis 1830 jusque vers 1870, et la faiblesse insigne des moyens militaires dont elle disposait.

II.

L'histoire politique de notre pays sous le règne de Louis-Philippe enregistre à chaque instant de profonds dissentimens entre la France et l'Angleterre. Après la question égyptienne, c'est le droit de visite, puis l'affaire de Taïti, que suit à bref intervalle la grosse négociation des mariages espagnols. Un homme d'état éminent, non moins bon écrivain qu'habile diplomate, M. le comte de Jarnac, dont la mort prématurée a laissé tant de regrets, rappelait ici même il y a peu de temps (1) les principales circonstances de cette histoire en attribuant la plupart de ces désaccords au caractère fâcheux de lord Palmerston. Ceci ne semble pas précisément exact. Il est plus vraisemblable que lord Palmerston ne fut en diverses occasions que l'interprète fidèle des préjugés de ses compatriotes. Au sortir d'une lutte gigantesque qui lui avait coûté plus d'or que de sang répandu, après s'être trouvé, par un singulier bonheur, face à face avec les derniers débris de l'armée française sur le champ de bataille de Waterloo, après avoir vaincu Napoléon, le gouvernement britannique se persuada qu'il était lui-même invincible, que sa flotte ne rencontrerait de rivale dans aucun océan, et que personne ne réussirait à opérer une descente sur son territoire, puisque Bonaparte y avait échoué. Lord Palmerston avait été deux fois secrétaire de la guerre; bien plus, les fonctions militaires de commandant en chef lui avaient été confiées par intérim. Il avait pu connaître par les rapports ou par la conversation des généraux ce qui manquait aux troupes anglaises. La correspondance de sir John Burgoyne est pleine de renseignemens de ce genre; les autres ne devaient pas être plus discrets. Cependant quelle infatuation dans cette lettre que Palmerston adresse à son frère en 1835 : « Le fait est que la

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril 1873.

Russie est une grosse plaisanterie (1), et que, si l'Angleterre voulait y aller franchement, nous la rejetterions d'un demi-siècle en arrière dans une seule campagne; mais Nicolas, fier et insolent, sait cela, il refrènera sa fierté et modérera son insolence quand il s'apercevra que l'Angleterre est fermement résolue et pleinement préparée à lui résister. » C'est Palmerston encore un peu plus tard qui, sur une insinuation de M. Thiers, que la France supportera peut-être Mehemet-Ali, répond à son ambassadeur à Paris : « Si la France jette le gant, nous ne refuserons pas de le relever; si elle commence la guerre, elle y perdra sa marine, ses colonies, son commerce; son armée d'Algérie cessera de lui être à charge, et Mehemet-Ali sera jeté dans le Nil. » Quelle confiance imperturbable dans les ressources militaires de sa patrie! Au fait, peut-on attendre moins de l'homme qui déclare, au retour d'une excursion sur le continent, que décidément il n'y a pas de climat qui vaille celui des îles britanniques!

En réalité, le royaume-uni est pour ainsi dire désarmé à cette époque. L'effectif des troupes s'élevait bien à 100,000 hommes à peu près; mais il y en avait 20,000 dans l'Inde et 40,000 dans les autres stations lointaines. L'artillerie comptait 40 bouches à feu tout au plus, sans chevaux ni caissons. La milice n'existait que sur le papier. A peu de temps de là, l'agitation suscitée en Irlande par O'Connell compromit à tel point la sécurité de cette île que le gouvernement admit en principe qu'une armée de 20,000 hommes y serait toujours nécessaire. Défalcation faite des anciens soldats, des hobereaux de village et de leurs garde-chasses, le peuple anglais ne savait pas comment se charge un fusil; aussi ne pouvait-il encore être question des volontaires.

Plus nombreuse, l'armée anglaise eût été impuissante, car ce n'est pas assez qu'il y ait des fantassins et de bons officiers de troupes, s'il manque le reste, c'est-à-dire des canons et des chevaux, des magasins bien garnis, des équipages, des intendans habiles à se procurer les vivres de chaque jour. De nos jours, la liste des accessoires est encore plus étendue. Rien de tout cela ne s'improvise, et ces accessoires exigent des dépenses en temps de paix, en sorte que toute nation prudente conserve un gros budget militaire, lors même qu'elle entretient fort peu de soldats sous l'uniforme. Il n'est peut-être pas de nation européenne qui ait méconnu ce principe au même degré que la Grande-Bretagne. Déjà, pendant la guerre d'Espagne, l'insuffisance des préparatifs était manifeste. Burgoyne s'en plaint sans cesse : il réclame des soldats dressés par avance aux travaux de mine et de sape; les moyens de transport

(1) Le texte même est plus énergique : *Russia is a great humbug*. Voyez *The Life of viscount Palmerston*, par lord Dalling.

font défaut, les outils même ne se trouvent pas en quantité voulue; il se voit dans l'obligation de recruter dans les corps de troupes des auxiliaires de bonne volonté, lorsqu'il faut des officiers du génie pour conduire les opérations d'un siége (1).

Wellington suppléait tant bien que mal à ces défaillances en pressurant le pays où il faisait vivre son armée. Il est à croire que, désireux de se tenir indépendant autant que possible du contrôle ministériel, il rendait peu de comptes de ses besoins ou ne demandait que des soldats et de l'argent. La paix conclue, la gloire qu'il s'était acquise faisait de lui le chef naturel de l'armée; mais il était en même temps un homme politique, avide de conserver sa réputation, soigneux par conséquent d'éviter les luttes parlementaires. Il était alors d'avis que les militaires devaient se tenir cois, les pouvoirs publics étant plus disposés à rogner le budget de la guerre qu'à l'augmenter. Les années s'écoulèrent. Outre qu'il y avait peu de chances que la Grande-Bretagne fût lancée de nouveau dans les aventures d'un conflit européen, Wellington se persuadait volontiers, tout au moins permettait-il aux officiers de la jeune génération de se persuader que les élémens militaires dont il avait tiré bon parti seraient encore suffisans à l'occasion. S'il conçut quelques velléités de réforme vers le déclin de sa vie, il n'eut pas l'énergie de les soutenir avec assez d'insistance pour qu'elles fussent suivies d'exécution.

Burgoyne montra plus de prévoyance. En 1846, — il vient d'être nommé inspecteur-général des fortifications, — l'une des premières affaires qui l'occupent est l'armement de l'infanterie. C'est vers cette époque que les belles recherches de MM. Tamisier, Delvigne et Minié prouvèrent qu'il est possible de mettre entre les mains des soldats une carabine de précision. A cette époque aussi, l'on commençait à soupçonner dans les états-majors la nécessité d'enseigner aux troupes l'usage de ces fusils de nouveau modèle dont l'efficacité n'est réelle qu'autant que le soldat apprend au préalable à s'en servir. Les recherches et les découvertes des officiers français étaient connues en Angleterre. Lord Anglesey, l'une des autorités militaires du jour, n'aurait pas mieux demandé que d'instituer des écoles de tir; mais, pour acheter des cibles et des cartouches, il aurait fallu demander un crédit supplémentaire aux ministres, qui ne se souciaient nullement d'en faire la proposition au parle-

(1) Sous les murs de Sébastopol, le vieux général se plaisait à raconter un incident presque grotesque survenu dans l'un des siéges de la Péninsule par suite de cette absence de bonne direction. Il avait un jour tracé sur le terrain et marqué par des piquets l'alignement à suivre pour une tranchée; la nuit venue, un sapeur français vint déplacer les piquets et modifier l'alignement de telle sorte, que la tranchée était enfilée par les feux de la place.

ment. Ceci n'était au reste qu'une question secondaire. A ce moment survint, sans que l'on devine pourquoi, une sorte de panique dans le monde officiel de la Grande-Bretagne. La situation politique extérieure n'avait pourtant rien de plus menaçant que les années précédentes. L'affaire des mariages espagnols n'était pas plus inquiétante que la question d'Orient en 1840; cependant sir John Burgoyne d'abord, ensuite lord Palmerston, éclairé par de nouveaux avis, enfin le duc de Wellington lui-même, émettent tour à tour et rendent publiques des appréciations sur la force défensive de leur pays dont l'orgueil britannique ne pouvait manquer de s'alarmer.

Les observations du général Burgoyne, présentées sous forme de note « sur les résultats probables d'une guerre avec la France, » n'avaient d'abord été communiquées qu'aux membres du cabinet. Là-dessus lord Palmerston, chef du *foreign-office*, illuminé peut-être d'une clarté subite, se mit à rédiger de son côté un rapport sur la défense de l'Angleterre. Ces deux pièces sont curieuses en vérité. Le commerce et la politique, disait Palmerston, rendent la France et l'Angleterre rivales sur tous les points du globe; de là des conflits incessans d'où la guerre peut surgir au premier jour. Nos voisins sont hospitaliers pour chacun de nous en particulier; mais ils n'ont pas oublié le passé : presque tous éprouvent un sentiment de haine profonde contre nous. Contre une telle nation, il faut en tout temps se tenir prêt à combattre à armes égales. Nous sommes loin de cette égalité de forces. En ce qui concerne la flotte, la France possède autant de vaisseaux armés que nous. Quant aux troupes de l'armée de terre, déduction faite de ce qu'exigent ses possessions algériennes, elle compte encore plus de deux cent mille hommes, dont moitié seraient prêts à s'embarquer à quinze jours de délai pour nous envahir. La France a des magasins bien pourvus; ses frontières, tant maritimes que terrestres, sont couvertes par des places fortifiées. Paris est à l'abri d'un coup de main grâce à ses fortifications; des chemins de fer, construits avec l'aide des capitaux anglais, fournissent des facilités nouvelles pour le transport des hommes et des approvisionnemens. Que nos voisins menacent nos colonies des Indes occidentales au début de la guerre, notre flotte les y suivra à la hâte. Par un brusque retour, ils peuvent se trouver maîtres de la Manche pendant une semaine ou deux. C'est alors cent mille hommes avec des chevaux et de l'artillerie qui débarqueront à l'improviste sur notre littoral.

En vérité, les auteurs de la *Bataille de Dorking* et d'autres pamphlets ingénieux que vit éclore l'année 1871 n'ont rien inventé. Palmerston avait tout dit vingt-cinq ans avant eux. A ne supposer qu'une armée de débarquement de 30,000 à 40,000 Français, continue-t-il encore, qui les empêchera de marcher sur Londres sans

même avoir une bataille à livrer? Sur ce point, Burgoyne était encore plus affirmatif. Tant dans la Grande-Bretagne qu'en Irlande, il y a 30,000 hommes de troupes régulières; il en faut de 20,000 à 25,000 pour défendre les arsenaux, il ne reste plus qu'une armée de 5,000 à 10,000 hommes pour tenir tête à l'invasion, avec cette circonstance aggravante que l'Angleterre n'a pas une seule forteresse, et que même les ports militaires ne sont pas à l'abri d'un coup de main. Woolwich, le plus important des arsenaux, n'est pas fortifié et ne peut l'être à cause de sa situation topographique. Quel remède à cette situation inquiétante? Il faut enrôler 30,000 hommes de plus dans l'armée permanente, constituer une forte réserve, fortifier Plymouth, Portsmouth et Sheerness, construire des batteries de côte partout où le débarquement de l'ennemi est à craindre, créer des ports de refuge où les bâtimens de guerre trouveraient un abri. En résumé, il est nécessaire d'augmenter le budget ordinaire de la guerre et de faire un emprunt pour l'exécution des ouvrages de défense qu'exige impérieusement la sécurité du royaume.

Peut-être l'agitation que Palmerston et Burgoyne s'efforçaient d'exciter en faveur d'une réforme militaire ne serait-elle pas sortie des cercles officiels; mais Wellington vivait encore à cette époque. Chef vénéré de l'armée anglaise, il avait en quelque sorte le monopole de parler en son nom. Va-t-il donc se déclarer satisfait et blâmer ces imprudens novateurs? Nullement; il vient à leur aide avec l'autorité que lui donnent les souvenirs d'une grande époque. Tout ce qu'ont dit les autres, il l'approuve. Accroissement de l'armée permanente, fortifications, reconstitution de l'armement, tout cela est indispensable à son avis, et il termine par une invocation touchante : « J'ai atteint avec honneur l'âge de soixante-dix-sept ans; que le Tout-Puissant veuille bien ne pas me rendre le témoin d'une tragédie contre laquelle mes compatriotes ne veulent pas se prémunir ! » Ainsi s'exprimait-il dans une lettre adressée au général Burgoyne, lettre qui n'était pas destinée à la publicité, mais dont les copies passèrent de main en main, si bien que les journaux finirent par en avoir connaissance et la publier. Il en fut fort contrit, non sans motif.

Le parti de la paix, dont MM. Bright et Cobden étaient les apôtres éloquens, jouissait alors d'un grand crédit au-delà de la Manche. On ne s'en douterait guère en se rappelant quelle faible influence il exerça six ans plus tard, au jour de la déclaration de guerre contre la Russie. Il en est toujours ainsi, dans tous les temps et dans tous les pays. La masse du peuple, qui s'imprègne d'idées pacifiques lorsque la politique internationale est calme, se passionne au contraire pour la guerre dès que les nuages s'amoncellent à l'horizon. Dans un discours prononcé à Manchester, M. Cobden traitait avec

peu de cérémonie la lettre du *grand* duc. « Je n'ai pas, comme tant d'autres gens, de la vénération pour un général victorieux... N'est-ce pas un spectacle lamentable qu'une main incapable de tenir plus longtemps l'épée écrive une lettre qui soulèvera de mauvaises passions entre deux grandes nations voisines?.. Quand j'ai lu cette lettre, en arrivant à la conclusion, je me suis dit : il a soixante-dix-sept ans; cela explique et excuse tout. »

Cependant le ministère, qui avouait n'avoir pas plus d'armes que de poudre et, pis encore, n'avoir pas de soldats, ne pouvait s'abstenir, quoique la situation économique fût loin d'être favorable : les recettes du trésor faiblissaient, le budget se soldait par un déficit. Malgré tout, lord John Russell présenta le 18 février 1848 à la chambre des communes un bill sur l'augmentation de l'armée et l'organisation de la milice; la dépense devait être couverte par l'impôt sur le revenu, élevé pour la circonstance de 7 pence à 1 shilling par livre sterling. Survint tout à coup la révolution qui changeait le gouvernement de la France. Ce fut un prétexte pour retirer des propositions que la chambre avait accueillies froidement. Bien plus, sur le rapport d'une commission nommée à l'instigation des économistes de Manchester, le budget militaire de 1847-48 fut réduit, et enfin le discours du trône prononcé à l'ouverture de la session de 1849 annonçait que l'état des affaires avait permis d'opérer des réductions importantes sur les évaluations de l'année précédente. L'exposition universelle de 1851 fut aux yeux de beaucoup de gens l'indice d'une réconciliation sincère entre les nations; lorsqu'on vit le duc de Wellington et M. Cobden échanger une poignée de main dans la grande nef de Hyde-Park, on se dit que ce dernier était décidément dans le vrai, puisque le plus illustre représentant de l'armée anglaise ne lui gardait plus rancune.

Le coup d'état de décembre ne laissa pas toutefois d'exciter quelques inquiétudes en Angleterre. Lord Derby en profita pour faire passer un bill en vertu duquel 80,000 miliciens devaient être enrégimentés; l'armée régulière recevait en outre un accroissement de quelques milliers d'hommes. Cela était bien insuffisant. Armement et équipement, magasins et transports, tout était à refaire. En 1852, lord Hardinge, grand-maître de l'artillerie, organisa des batteries de campagne; par ses soins, il y eut alors 120 bouches à feu attelées. Il en existait à peine les années précédentes. Telle était la détresse où se trouvait l'armée anglaise lorsqu'il fallut envoyer une expédition en Orient. S'étonnera-t-on maintenant qu'elle ait manqué de tout sur le plateau de la Chersonèse? Enfin une panique plus sérieuse peut-être se produisit encore en 1858. Cette fois le gouvernement, informé par des rapports secrets que des armemens extraordinaires s'exécutaient en France, s'alarma plus que le pu-

blic. L'Inde était en pleine insurrection, une expédition avait été envoyée en Chine; il restait tout au plus dans les îles britanniques 20,000 hommes de l'armée régulière et 18,000 miliciens propres à tenir la campagne, à supposer que les dépôts des régimens et les pensionnaires fussent suffisans pour fournir des garnisons à tous les arsenaux. Cependant c'était encore une fausse alerte; les préparatifs de l'empereur Napoléon III n'avaient pas la Grande-Bretagne pour objectif, comme on l'apprit quelques mois plus tard.

Il est à remarquer que nous avions eu seuls jusqu'alors le privilége d'exciter les inquiétudes de nos voisins d'outre-Manche, inquiétudes assez vaines en somme et faciles à calmer, puisque aucune de ces crises, ni celles que lord Palmerston provoquait lui-même avec une singulière insouciance sous le règne de Louis-Philippe, ni celles qui le surprenaient à l'improviste sous le second empire, n'avaient eu la vertu de lui inspirer des réformes radicales et nécessaires. Les enseignemens de la malheureuse expédition de Crimée avaient été méconnus; tout au plus l'opinion publique en avait-elle fait un thème d'accusation contre les disciples de Wellington, dont l'influence restait prédominante au ministère de la guerre. Le parti de la paix conservait son prestige : les économistes de Manchester étaient toujours en faveur près des populations laborieuses des campagnes et des villes industrielles. De l'avis unanime, la France n'était-elle pas le seul ennemi héréditaire contre lequel il y eût à se mettre en garde? Et puisqu'en un demi-siècle les alternatives de froideur et d'entente cordiale, d'alliance et de désaccord, n'avaient pas une fois rompu la trêve des deux nations, quelle chance n'y avait-il pas pour que la paix fût éternelle? Cette belle confiance s'évanouit, hélas! aux derniers jours de 1870. Cette fois l'alarme était sérieuse. Le gouvernement résolut de ne plus se contenter de demi-mesures. Disons d'abord ce qu'était au juste l'armée britannique : on saisira mieux ensuite les transformations qu'elle subit à cette époque; puis l'examen de ce qui existe aujourd'hui nous apprendra jusqu'à quel point ces dernières réformes ont été avantageuses.

Dans les hautes régions administratives où s'élaborent le recrutement et l'organisation de l'armée anglaise, il subsiste encore maintenant une dualité de commandement que des étrangers ont peine à concevoir. Le commandant en chef, nommé par commission royale, s'occupe de la discipline des troupes, c'est aussi lui qui confère les grades d'officiers; choisi parmi les généraux le plus en réputation, indifférent à la politique courante, dont il doit se tenir éloigné, il survit aux crises ministérielles. Au contraire, le ministre de la guerre est un membre du cabinet, sujet par conséquent à disparaître devant un vote hostile du parlement; c'est par

les soins de celui-ci que l'armée se recrute, qu'elle est payée, nourrie, habillée, équipée. Cette dualité ne s'effacera pas sans doute de sitôt, car elle tient à l'essence même du gouvernement britannique. L'armée ne cesse pas en définitive d'être l'armée du souverain, en dépit du régime parlementaire. Sur ses vieux jours, Wellington recommandait à la reine Victoria de veiller à ce que les liens d'affection et de dévoûment entre elle et ses soldats ne fussent jamais relâchés. La reine, fidèle à cette recommandation du sujet le plus loyal qu'elle ait jamais eu, a pris soin de conférer le commandement en chef à son propre cousin, le duc de Cambridge, qui ne manque pas d'ailleurs d'expérience puisqu'il était divisionnaire en Crimée; mais le peuple anglais est trop jaloux de ses libertés pour admettre que le plus gros chapitre du budget des dépenses soit soustrait au contrôle des mandataires du pays. Aussi l'administration des *horse-guards* (comme on appelle les bureaux du commandant en chef) a-t-elle plus d'honneurs que de pouvoirs. Il ne lui appartient même pas de déplacer les troupes ou de leur assigner des villes de garnison.

Quant aux bureaux du ministère de la guerre, on y retrouverait, sous une forme peu différente, chacune des grandes subdivisions administratives usitées chez nous. Le ministre n'est pas militaire, non plus que le sous-secrétaire d'état parlementaire qui l'assiste dans les discussions devant les chambres. Un second sous-secrétaire d'état, qualifié de permanent, est étranger à la politique; il a pour mission de conserver les traditions bureaucratiques que de trop fréquentes modifications ministérielles pourraient faire disparaître. Au-dessous de ces trois personnages, qui ont la haute main sur tout, mentionnons seulement le *surveyor-general*, chargé des approvisionnemens de tout ordre, le secrétaire financier, le directeur de l'artillerie, l'inspecteur-général des fortifications, le directeur-général du service médical. A ces divers services spéciaux, dépendant du ministère, s'en est adjoint récemment un nouveau non moins important, l'état-major général (*intelligence department*), qui dirige les mouvemens des troupes et prépare les ordres de mobilisation. On le voit, le ministère empiète de plus en plus sur les attributions des *horse-guards* (1).

Depuis un temps immémorial, l'armée anglaise s'est toujours recrutée par enrôlemens volontaires. Dans le principe, le roi se con-

(1) La chambre des communes ne se contente pas de discuter le budget annuel de la guerre : elle se réserve en outre de voter chaque année le *mutiny bill*, en vertu duquel les déserteurs sont punis. Faute de renouveler cette loi en temps utile, elle enlèverait au commandant en chef le pouvoir de conserver les soldats sous les drapeaux. La précaution n'est-elle pas superflue?

tentait de passer contrat avec quelques gentilshommes, non moins riches que braves, qui se chargeaient, moyennant finance, de lever et d'entretenir chacun un régiment. Par économie, ils ne racolaient que des gens de la plèbe. Il n'y eut nul changement sous ce rapport lorsque la couronne prit le recrutement à son compte, si bien que, en cas de besoin extrême, les sergens allaient chercher dans les prisons les détenus pour dettes, parfois même des hommes condamnés pour délits communs. Par économie encore, l'engagement était à vie. Au contraire, le corps d'officiers ne comprenait que des nobles, en sorte qu'il y avait dans l'armée ce contraste étrange que les hommes de troupes appartenaient aux plus basses classes et le commandement à l'élite de la nation. De là vint aussi la vénalité des grades. L'armée était encore en 1870 à peu près ce qu'elle avait été un siècle auparavant. Toutefois l'enrôlement à vie avait disparu. L'engagé volontaire se liait au service pour douze ans d'abord; il renouvelait ensuite son contrat pour onze ans, après quoi il passait dans la catégorie des pensionnaires et n'était plus rappelé sous les armes qu'en temps de guerre et encore pour tenir garnison dans les villes fortifiées.

L'armée régulière, recrutée comme il vient d'être dit, était sous les ordres du commandant en chef pour la discipline et du ministre de la guerre pour le reste de son organisation. La milice était sous les ordres des lords-lieutenans de comté. Il n'en fut question de façon sérieuse que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. D'après l'acte qui l'instituait, ce devait être une force locale recrutée par voie de tirage au sort, et commandée par les propriétaires ruraux sous l'autorité du lord-lieutenant, qui en nommait les officiers. Quoiqu'elle ait eu un semblant d'organisation pendant les guerres du premier empire, la milice s'était réduite presqu'à rien. Un acte, voté chaque année par le parlement depuis 1829, a suspendu l'opération du tirage au sort, que l'on n'avait peut-être jamais prise au sérieux. En 1870, le recrutement se faisait par engagemens volontaires comme pour l'armée régulière, par conséquent la milice faisait concurrence à celle-ci sur le marché. Enfin des volontaires à pied et à cheval (*yeomanry*) auraient fourni à l'occasion un supplément de troupes, d'un effectif fort nombreux sans doute, mais plus disposées à considérer le métier des armes comme une distraction que comme une affaire sérieuse.

Ainsi, pour résumer, une armée d'engagés volontaires, peu nombreuse, comptant beaucoup d'hommes vieillis sous l'uniforme, avec un corps d'officiers que l'éducation et la fortune tenaient à distance du soldat, — peu ou point de réservistes pour combler les vides en temps de guerre, — une milice mal organisée, que le gouvernement ne pouvait faire sortir du royaume, — des volontaires aussi

peu disciplinés que des gardes nationaux : voilà ce qu'était l'armée anglaise il n'y a pas longtemps. Ajoutons que, par un esprit d'économie excessive, le parlement avait négligé de fortifier les côtes, de renouveler l'équipement et le matériel de guerre, de remplir les magasins et les arsenaux. La guerre de Crimée avait mis au jour toutes ces misères ; mais le public n'avait attribué l'échec de l'armée devant Sébastopol qu'à l'incapacité des vieux généraux qu'elle avait à sa tête. Il est vrai que le péril d'une organisation si vicieuse n'éclatait pas aux yeux. Il n'avait été question jusqu'alors que de guerres prolongées durant des années. Les Anglais se disaient que, avec leur patriotisme, avec les immenses ressources de leurs manufactures, ils rattraperaient vite le temps perdu le jour où ce serait nécessaire. Par cela même qu'ils ménageaient leur budget pendant la paix, ils seraient en mesure de faire des sacrifices indéfinis au moment voulu ; mais voici tout à coup que l'Allemagne se montre capable de mettre en ligne une armée de plusieurs centaines de mille hommes, toute équipée et toute armée, quinze jours après une déclaration de guerre. Il fallait bien reconnaître que le danger était grand à négliger les préparatifs militaires comme on l'avait fait jusqu'alors.

On modifie d'un trait de plume des règlemens administratifs sans que personne en ait souci ; on modifie sans trop de peine les lois, voire la constitution d'un peuple : il n'est pas si facile de modifier les mœurs, les habitudes séculaires d'une nation. Or l'armée anglaise était l'image exacte de la société anglaise dans ses traits généraux. Comment par exemple imposer l'obligation du service militaire aux citoyens d'un pays qui a horreur de toute loi restrictive? D'ailleurs l'empire britannique a cela de particulier, que la moitié de ses troupes tiennent garnison hors d'Europe. Sur 184,000 hommes enrégimentés dans l'armée régulière au 1er janvier 1874, il y en avait 63,000 aux Indes, 26,000 dans les colonies depuis Gibraltar jusqu'en Chine, et 95,000 seulement dans la Grande-Bretagne. Que l'on suppose des recrues arrivant sous les drapeaux, les uns vont partir pour Hong-kong ou pour Bombay, tandis que d'autres resteront dans leur pays natal, par le seul hasard du numéro du régiment qui leur est assigné. Il n'y aurait donc nulle parité dans le traitement qui leur serait fait. En plus, la conscription suppose un temps de service assez court ; les régimens envoyés hors d'Europe restent absens sept années, et l'on évite autant que possible d'en changer les hommes pendant ce temps pour éviter de doubles frais de voyage. Tout se justifiait par des raisons de même valeur. A ceux qui se récriaient contre la vénalité des grades, les Anglais répondaient qu'acheter un brevet n'est pas plus immoral que de solliciter la faveur d'un ministre, et que cela supprime les

compétitions fâcheuses inspirées par le désir d'avancer vite. La milice, avec son organisation rudimentaire, répondait aussi aux besoins d'un pays où le gentilhomme campagnard aime à paraître, par les insignes d'un grade militaire, le supérieur des paysans qui l'entourent. A la condition d'être riche et bien élevé, bon chasseur et hardi cavalier, un jeune propriétaire rural avait toutes les qualités requises pour faire un officier de milice. Il aimait à se figurer qu'en cas d'invasion, — un cas qui ne se présentait jamais, — il risquerait volontiers sa vie pour défendre sa patrie. En attendant, cela ne gênait ni ses occupations, ni ses plaisirs, et lui procurait quelque honneur.

Le bill présenté au parlement par M. Cardwell au printemps de 1871 avait pour but de répudier toutes ces traditions archaïques. Les dispositions principales en étaient de racheter les grades contre indemnité à payer aux titulaires actuels, de transférer à la couronne le droit de nommer les officiers de milice afin que ceux-ci eussent les mêmes droits et fussent astreints aux mêmes devoirs que les officiers de l'armée active, de soumettre les miliciens et les volontaires au code militaire lorsqu'ils seraient réunis pour leur instruction ou pour exécuter des manœuvres, d'autoriser le ministre de la guerre à congédier les engagés avant l'expiration de leur douzième année de service à la condition de rejoindre leur corps au premier appel. Par ce dernier moyen, on espérait constituer une réserve nombreuse de bons soldats qui permettrait de maintenir au complet l'effectif des régimens en campagne. L'enrôlement volontaire restait d'ailleurs le mode usuel de recrutement pour la milice aussi bien que pour l'armée active, sauf que le ministère avait le droit de recourir au tirage au sort pour la milice en cas d'extrême péril.

On n'a pas oublié les incidens qui se produisirent pendant la discussion de ce bill. La chambre des communes avait approuvé le rachat des grades; la chambre des lords, plus attachée à la routine, le repoussa. Alors M. Gladstone, par une manœuvre hardie, retira l'article de loi contesté, fit voter par les communes une somme suffisante pour indemniser les officiers dépossédés, puis il fit prononcer le rachat par un acte de la prérogative royale. Les autres articles ne soulevèrent guère de difficultés. Il restait à mettre en œuvre ces dispositions nouvelles. Si quelques personnes avaient trouvé la réforme téméraire, d'autres au contraire lui reprochaient d'être trop timide. Ainsi l'on remarquait avec raison que la création d'une réserve exigerait un recrutement plus que double; au lieu de conserver les soldats douze ans sous les drapeaux, vingt-trois ans même lorsqu'ils contractaient un réengagement, on ne les garderait plus que six années environ. Au lieu d'enrégimenter 20,000 hommes chaque année, il en faudrait 40,000 au moins, à supposer que l'ef-

fectif ne fût pas augmenté. Où trouver tant de soldats de bonne volonté? C'est affaire d'argent, répondait-on; en y mettant le prix, on s'en procurera autant qu'il sera nécessaire.

Ce n'est pas tout d'avoir des sabres, des canons et des baïonnettes. Il est admis maintenant que les troupes doivent être prêtes à entrer en campagne une semaine ou deux après que l'ordre leur en est donné. Un plan de mobilisation doit être arrêté d'avance, en sorte que chaque bataillon connaisse son lieu de rassemblement, chaque officier sache l'emploi qu'il occupera. Pour l'armée anglaise, ce plan est plus compliqué que pour toute autre armée du continent, en raison des élémens qui la composent. S'agit-il en effet d'une opération au dehors des îles britanniques, les régimens de l'armée régulière marcheront seuls; une invasion est-elle imminente, tous sont appelés à défendre la patrie, réguliers, miliciens, et volontaires. En vue de cette double conjoncture, les troupes sont réparties en huit corps d'armée de chacun trois divisions. Le premier corps, dont le quartier-général est à Colchester, entre Londres et la Mer du Nord, ne comprend que des troupes de l'armée active; c'est à lui que reviendrait l'honneur de s'embarquer dès le début de la guerre pour une expédition lointaine. Le second, à Aldershot, contient deux divisions de réguliers et une de milice; le troisième a une division de réguliers composée des régimens à pied de la garde, les plus belles troupes de l'armée britannique, avec deux divisions de milice; il est cantonné autour de Croydon. Quant aux cinq derniers corps, qui ont leurs quartiers-généraux à Dublin, Salisbury, Chester, York et Edinburgh, il n'y a dans chacun d'eux qu'une brigade de troupes régulières, c'est-à-dire ce qu'il en faut au plus strict pour soutenir les régimens de la milice. En définitive, les trois premiers corps participeront, en tout ou en partie, aux opérations d'une guerre offensive; les cinq derniers sont chargés de la défense du pays.

Comme la moitié de l'armée est envoyée à tour de rôle dans l'Inde ou dans les autres stations lointaines, on ne sait pas quels régimens seront présens dans la métropole au jour de la déclaration de guerre. Aussi les régimens composant chaque brigade sont-ils désignés dans l'ordre de mobilisation non par leur numéro d'ordre, mais par la garnison qu'ils occupent. C'était peut-être inévitable. Toutefois cette façon de procéder présente l'inconvénient que les troupes destinées à faire campagne ensemble seront quelquefois étrangères les unes aux autres, ce que l'on a voulu éviter dans les organisations des armées continentales. Pour les miliciens, chaque bataillon sait au contraire à quel corps il appartient. On a pris soin de les encadrer dans les corps d'armée voisins des comtés où ils se recrutent; à ce titre, c'est une force locale. Il y a néanmoins quelques

exceptions : il n'est guère vraisemblable que les côtes de l'Écosse soient menacées d'un débarquement; les miliciens écossais viennent donc en grand nombre se joindre aux troupes qui défendent le midi de l'Angleterre. Par un autre motif, les Irlandais reçoivent la même destination, et sont remplacés en Irlande par des bataillons venant d'Angleterre. On craint, paraît-il, qu'ils ne soient pas fidèles à leur drapeau dans un moment de crise. Ajoutons enfin que la *yeomanry* fournira des éclaireurs aux divers corps d'armée, que les volontaires garderont les arsenaux et les forteresses du littoral avec quelques bataillons de réguliers mis en réserve. Voilà en somme l'organisation complète, qui comprendrait un effectif de 350,000 hommes environ tant en réguliers qu'en miliciens. Bien entendu, ceci n'existe encore que sur le papier. Non-seulement l'effectif actuel est beaucoup moindre, — en réalité, il n'est guère que de la moitié, — mais de plus ces huit corps d'armée n'ont encore ni leurs états-majors, ni leurs équipages, ni rien de ce qu'il faut en un mot pour entrer en campagne du jour au lendemain.

Avoir 350,000 hommes sous les armes au jour du danger, tel est le rêve des hommes d'état anglais. Il y a trente ans, Burgoyne se serait tenu content, s'il eût compté qu'il y en aurait dix fois moins. A coup sûr, ces 350,000 hommes, lorsque les magasins de l'armée seront pourvus de tout ce qui leur manque encore, suffiront à la défense du sol britannique. Il ne serait même pas indispensable que tous fussent de bons soldats. Par malheur, les cadres sont à moitié vides. Il y a quatre années déjà que M. Cardwell a obtenu du parlement les réformes qui devaient régénérer la puissance de nos voisins. Qu'en est-il sorti de ces réformes si vivement critiquées par les uns, attendues par les autres? Des polémiques ardentes qui viennent de se produire entre les partisans et les adversaires des institutions militaires de l'empire britannique arrivent à point pour nous révéler la situation réelle de l'armée anglaise.

D'abord le moins contestable est que les hommes font défaut. La statistique officielle donne des résultats navrans sous ce rapport. L'armée régulière a reçu 104,000 enrôlés depuis cinq ans, et qu'a-t-elle perdu? 100,000 hommes en tout, dont 20,000 réformés, 12,000 qui se sont rachetés, 11,000 morts, 18,000 libérés ou retraités après expiration de leur engagement, enfin 18,000 déserteurs et 8,000 congédiés parce que les sergens recruteurs les avaient embauchés, quoique indignes de porter les armes en raison de condamnations antérieures. Quant aux miliciens, on en recrute 30,000 par an environ, et l'on en compte à présent 100,000 inscrits, fort peu dressés aux exercices militaires. La première année, ils passent deux mois au régiment, un mois chacune des années suivantes; ce n'est pas ainsi que se forment de bons soldats. Leur paie est au

surplus fort modeste. Sous les drapeaux, ils sont traités sur le même pied que les réguliers; le reste du temps, ils reçoivent une indemnité annuelle de 150 francs : ils sont libres, il est vrai, de se livrer aux travaux de leur profession. Il n'en coûterait guère d'augmenter cette indemnité, qui est peut-être insuffisante; mais alors les sergens recruteurs de la milice feraient du tort à ceux de l'armée active qui sont déjà dans l'embarras. En effet, les 20,000 recrues de chaque année sont loin de suffire à l'effectif que l'on voudrait avoir, et cependant ces 20,000 hommes ne sont pas tous de bonne qualité. Il y a dans le nombre quantité de jeunes garçons de dix-sept à dix-huit ans. Dernièrement un régiment partant pour l'Inde avait une moitié de son effectif au-dessous de vingt ans. Comme un acte du parlement interdit avec raison d'envoyer de trop jeunes soldats dans cette contrée, dont les adultes vigoureux ont peine eux-mêmes à supporter le climat, il fallut faire permuter ces jeunes gens avec les hommes faits des autres régimens de la métropole. Ainsi tous les soldats au-dessous de vingt ans restent en Angleterre, si bien que les troupes cantonnées autour de Londres, en vue d'une guerre éventuelle, sont en grande partie hors d'état de tenir campagne. Ce n'est pas tout : que dire de ces 18,000 déserteurs et de ces 8,000 autres congédiés comme indignes! On a calculé que depuis quatorze ans la moyenne des déserteurs s'est toujours élevée au quart des enrôlés. C'est qu'il y a quantité d'hommes qui font métier de s'enrôler pour toucher la prime d'engagement et déserter ensuite; c'est que les sergens recruteurs, ne sachant où s'adresser, embauchent à tout hasard les vagabonds des grandes villes dont le dossier judiciaire est souvent bien chargé.

Les Anglais ne veulent pas se l'avouer encore, la conscription appliquée à la milice tout au moins est le seul remède que comporte la situation. Avec le tirage au sort et le service obligatoire pour tous les hommes à qui l'aptitude physique ne fait pas défaut, ils se donneraient à bref délai une armée territoriale respectable par le nombre et la qualité. Le goût naturel qu'ils ont pour les exercices corporels leur rend plus facile l'éducation militaire. Peut-être n'y aurait-il plus alors d'inconvénient à recruter l'armée active à prix d'argent. Peut-être en effet les troupes mercenaires valent-elles autant que d'autres pour les garnisons coloniales auxquelles la Grande-Bretagne se voit obligée de pourvoir dans une si large mesure. D'autres améliorations nécessaires viendraient ensuite sans beaucoup de peine. Maintenant les sous-officiers, quelque méritans qu'ils soient, n'obtiennent presque jamais l'épaulette; à défaut d'une loi formelle, l'usage s'y oppose. C'est une coutume aristocratique qu'il est aisé d'abolir. Les vieux soldats rentrent dans la vie civile dénués de ressources; s'ils ont appris un métier dans leur

jeune âge, après douze ou vingt ans de service ils ne s'en souviennent plus. Rien n'empêche de leur réserver, comme on le fait en France, une part des emplois dont le gouvernement dispose. Le soldat ayant l'autorisation de se marier, les casernes sont encombrées de femmes et d'enfans au détriment de la discipline; cela n'a plus raison d'être avec des engagemens de courte durée. Encore quelques modifications de ce genre, l'armée anglaise ne se distinguera plus des armées continentales. Quant au reste, armement, équipement, mobilisation, ce n'est qu'affaire d'argent. Les Anglais ne seront jamais en peine d'y satisfaire dès qu'ils en auront appris la nécessité. Leur budget et leur industrie sont inépuisables.

Lorsque les régimens des gardes sortirent de Londres au printemps de 1854 pour se rendre en Orient, la population leur fit une ovation que méritait leur fière mine, que mérita plus encore leur attitude sur les champs de bataille de l'Alma et d'Inkermann quelques mois plus tard. Lorsque Wellington fit campagne de Lisbonne aux Pyrénées, il avait déjà des régimens pareils, recrutés n'importe comment d'hommes illettrés, un peu débauchés peut-être, mais qu'une discipline de fer et une longue pratique des armes avaient transformés en vaillans soldats. C'est plaisir sans doute de commander à de telles troupes. Aussi Wellington et ses élèves, les chefs du contingent britannique devant Sébastopol, professaient-ils un dédain absolu pour les soldats improvisés des grandes armées modernes; mais de ces troupes d'élite, on sait ce qu'il en restait au printemps de 1855. L'hiver de Crimée, le feu de l'ennemi, les maladies n'en avaient guère épargné, et l'Angleterre était hors d'état de remplacer ceux qui manquaient dans les rangs. Je ne sais quel petit prince allemand, au siècle dernier, s'était occupé de son armée avec la plus vive sollicitude; il avait les plus beaux régimens que l'on pût imaginer. Un jour, on le sollicita d'entrer en guerre par ce motif, à défaut de meilleur, que de pareilles troupes méritaient qu'on leur offrît l'occasion de se distinguer. « Oh! non, répondit-il; la guerre me gâterait mes régimens que j'ai pris tant de peine à former. » C'est bien vrai, les corps d'élite sont faits pour la parade, et c'est pour cela qu'il n'en faut plus. Les Anglais s'en sont convaincus un peu tard, encore à temps néanmoins. Ils ont entrepris avec fermeté la réorganisation de leurs forces. Ce qu'il leur reste à faire pour avoir une bonne armée est peu de chose en comparaison de ce qu'ils ont fait déjà. Souhaitons qu'ils achèvent vite les réformes qu'ils ont bien commencées. De tous les peuples européens, en dépit de vieux préjugés qui s'éteignent chaque jour sur l'une et l'autre rive de la Manche, c'est nous qui devons suivre avec le plus d'intérêt et le moins de jalousie leurs progrès militaires.

H. Blerzy.

LES SOUVENIRS

DU

MÉDECIN DE LA REINE VICTORIA

III. [1]

LE PRINCE LÉOPOLD ET LE COMTE CAPODISTRIAS.

I.

La mort de la reine Caroline ne changea rien à la situation de la famille royale d'Angleterre. Lorsque le prince régent, dès la mort de la princesse Charlotte, deux années avant de devenir le roi George IV, institua contre sa femme un tribunal occulte chargé d'une enquête meurtrière, on pouvait attribuer cette promptitude d'action au désir de provoquer un divorce qui lui permettrait de contracter un autre mariage. Il était naturel qu'il se préoccupât d'assurer la succession au trône en ligne directe, à l'heure où l'unique héritière de cette ligne venait d'être enlevée aux espérances du pays. N'était-ce pas le même sentiment qui décidait ses frères, le duc de Cambridge, le duc de Clarence, le duc de Kent, à se marier si vite et presque en même temps, quelques mois après la fatale nuit du 6 novembre 1817? Le prince régent trouvait son compte à laisser ce bruit s'accréditer; il cachait ainsi l'ardeur de sa haine

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier et du 1er février.

sous le masque de la raison d'état. Une fois la reine morte, la suite des faits prouva bien que la haine toute seule avait inspiré George IV. Il ne songea point à se marier et s'accoutuma sans peine à l'idée de voir la couronne de la Grande-Bretagne destinée à la postérité de l'un de ses frères.

Lorsque la reine Caroline succomba, le 7 août 1821, aux terribles émotions de la lutte, la future héritière du trône était déjà née. C'était alors une enfant de deux ans et trois mois. Tout près du tombeau de la princesse Charlotte, l'Angleterre avait salué le berceau de la princesse Victoria; c'est à peine si un intervalle d'un an et demi avait séparé la mort de l'une et la naissance de l'autre.

Quel était parmi les frères si nombreux du régent celui auquel était échue cette promesse de lignée royale? C'était le duc de Kent, le cinquième des fils de George III, marié le 11 juillet 1818 à la sœur du prince Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha, veuve du prince de Linange. Le duc de Kent était persuadé que le trône d'Angleterre lui appartiendrait un jour à lui et aux siens. Il disait souvent à Stockmar : « Je me porte mieux que mes frères; j'ai toujours vécu régulièrement, je leur survivrai à tous. C'est à moi que reviendra le trône, à moi et à mes enfans. » Ces espérances dont il se berçait ne se réalisèrent qu'à demi; le duc de Kent ne survécut ni au prince de Galles, devenu George IV en 1820, ni au duc de Clarence, devenu Guillaume IV en 1830; mais, ses frères aînés, George IV et Guillaume IV, aussi bien que le duc d'York et le duc de Cambridge, étant morts tous sans enfans, ce fut sa fille, la princesse Victoria, qui, en 1837, à la mort de Guillaume, devint reine d'Angleterre. Le bon duc ne se trompait donc pas lorsque, montrant à ses amis la petite fille souriant dans son berceau, il leur disait en son orgueil de père : « Regardez-la, ce sera votre reine. »

Le duc de Kent n'eut pas longtemps, hélas! à jouir de ces sourires de l'enfant. L'année même où lui était venue cette joie accompagnée de tant d'espérances, il alla s'installer aux bords de la mer, à Sidmouth, pour y passer l'hiver avec sa famille. Un jour, en se promenant sur la plage, il se sentit transpercé par une humidité glaciale. Il s'ensuivit une irritation de poumons qui prit bientôt le caractère le plus grave. Stockmar, qui se partageait entre le prince Léopold et son beau-frère le duc de Kent, se trouvait alors à Sidmouth; il assista aux derniers momens du duc de Kent, comme il avait assisté à l'agonie de la princesse Charlotte. Le 22 janvier 1820 arriva un vieil ami du duc de Kent, le général Wetherall, apportant le testament de l'auguste malade, préparé à Londres par les soins de son notaire. Le duc était-il en état de s'occuper d'affaires et de donner une signature? La duchesse conduisit Stockmar auprès de

son mari afin qu'il décidât lui-même. « C'était à cinq heures du soir, dit Stockmar. Je trouvai le duc à demi en proie au délire; je déclarai à la duchese qu'il n'y avait plus d'espoir dans les secours humains. Quant au testament, la seule question était de savoir si l'on pourrait relever encore les forces du malade et lui rendre assez de connaissance pour que l'acte fût valable. Wetherall fut introduit; à la vue du vieil ami de son enfance, le mourant se ranima. Ce fut une soudaine excitation du système nerveux, un merveilleux réveil de la vie. A peine Wetherall lui eut-il adressé la parole qu'il revint complément à lui, s'informa de maintes choses, de maintes personnes, et se fit lire deux fois son testament. Alors, rassemblant ses dernières forces, il se mit en mesure de le signer. Il traça péniblement son nom *Édouard* au bas de l'acte, examina chaque lettre d'un œil attentif, demanda si la signature était claire et lisible, puis, rassuré à ce sujet, retomba épuisé sur le coussin. Le lendemain, il avait cessé de vivre. » C'était le 23 janvier 1820, six jours avant la mort de George III, six mois avant l'arrivée de la reine Caroline à Londres et l'ouverture tumultueuse du procès.

Ainsi, auprès du lit de mort du duc de Kent, comme auprès du lit de mort de la princesse Charlotte, Stockmar, médecin du prince Léopold, avait eu occasion de donner ses soins à des membres de la famille royale d'Angleterre. Il les donna encore à l'auguste enfant qui devait être la reine. C'est en songeant à ces graves et touchans épisodes que nous avons tenu à intituler ces études : *les Souvenirs du médecin de la reine Victoria.* Il nous a semblé que c'était le meilleur moyen, non-seulement de recommander l'auteur, mais de signaler l'importance et l'authenticité de ses notes. Un écrivain allemand, en des pages intéressantes, quoique beaucoup trop enthousiastes à mon avis, sur le baron de Stockmar (1), nous montre le médecin de Cobourg devenu plus tard l'ami, le conseiller, le guide de la reine Victoria et du prince Albert, traité par eux à Windsor non pas comme un hôte à qui tout est permis, mais comme un père qui exerce naturellement ses droits, ayant toujours son couvert mis à la table de la reine, arrivant quand il lui plaît, se levant quand une affaire le réclame, dispensé de toute formalité d'étiquette, souvent même quittant Windsor sans prendre congé de ses hôtes pour aller faire un tour en Allemagne, si bien que les enfans de la reine, habitués à le considérer comme un aïeul, entrent chez lui le matin, trouvent la chambre vide, et, tout chagrins de son départ, lui écrivent lettre sur lettre pour le rappeler. Comment comprendre cette position de Stockmar à la cour d'Angleterre, si l'on

(1) Voyez dans les *Grenzboten,* année 1863, t. III, p. 161-175.

ne tient pas compte de ce qu'il a été au lit de mort du duc de Kent et auprès du berceau de la princesse Victoria? Ces souvenirs-là ne s'effacent point (1). Stockmar avait beau se parer d'autres titres, c'était toujours l'ancien médecin du prince Léopold, c'était le médecin et le confident de son père, le médecin et l'ami de son enfance que la reine traita toute sa vie avec une sorte de respect filial. Rien ne fait plus honneur à la noblesse naturelle de son âme. Nous reconnaissons pourtant que ce titre ne sera plus exact vers le milieu de la période où nous entrons. C'est de 1820 à 1830 que Stockmar cesse d'être le médecin du prince Léopold et de sa famille; il devient le baron de Stockmar, gentilhomme du prince, gouverneur de la maison du prince, représentant du prince en maintes circonstances décisives, par exemple en 1830 auprès de la conférence de Londres, enfin une sorte de ministre, un ministre fort occupé, quoique très silencieux, car il est chargé à la fois de l'intérieur et des relations étrangères. Malgré ce changement de rôle, si nous laissons subsister le titre général que nous avons donné à ces études, c'est pour marquer le point de départ d'une destinée extraordinaire. Du médecin au ministre, la transition chez Stockmar est vraiment insensible. C'est le médecin qui a fermé les yeux du duc de Kent et qui veille encore sur la princesse Victoria; c'est le ministre, on va le voir, qui prend déjà en main les royales candidatures du prince Léopold.

Le duc de Kent laissait une fortune très embarrassée. Il avait contracté des dettes nombreuses avant son mariage. C'était un esprit actif, mêlé à toute sorte d'affaires. A peu près brouillé avec tous ses frères, particulièrement avec le prince-régent, il n'avait aucun rôle à jouer dans les choses du gouvernement, aucune influence officielle à exercer. Il se dédommageait en se créant à lui-même un centre d'action. Nul ne s'adressait en vain à sa bonne volonté. Il répondait à tous les appels, s'intéressait à toutes les entreprises utiles pour lesquelles on réclamait son concours. Son hôtel était comme un vaste ministère, le ministère des bons offices et des recommandations perpétuelles. Une phalange de secrétaires intimes

(1) L'éditeur des Mémoires de Stockmar n'est pas de cet avis. M. le baron Ernest de Stockmar, à qui nous devons ces curieux documens, ne serait pas fâché de laisser dans l'ombre ce que nous prenons plaisir à mettre en lumière. On dirait qu'il veille, au point de vue héraldique, sur la renommée de son père : « un médecin, fi donc! M. de Stockmar était un gentilhomme. » Il ne dit pas les choses aussi crument, mais, un diplomate célèbre, le prince Liéven, ayant affirmé que le prince Léopold avait refusé la couronne de Grèce sur le conseil de son *médecin* Stockmar, le baron Ernest se scandalise avec une prétention aristocratique dont il ne paraît pas sentir le ridicule.

était occupée du matin au soir à cette besogne. On eût dit qu'il prenait plaisir à fatiguer, à tourmenter les fonctionnaires de l'état, qui ne prononçaient son nom qu'en poussant des soupirs et voyaient arriver ses missives avec terreur. Dans cette vie agitée, les occasions de dépenses ne manquaient pas. L'ambition d'un protectorat princier a ses entraînemens et ses périls aussi bien que la folie des plaisirs. En toute chose, même dans les meilleures, ce n'est pas impunément qu'on oublie de garder la mesure. Bref, le bon duc de Kent était endetté en mourant comme s'il avait mené la vie désordonnée du prince de Galles.

Ce fut une raison de plus pour le prince Léopold de Saxe-Cobourg de prolonger son séjour en Angleterre; il se devait à sa sœur la duchesse de Kent, à sa nièce la princesse Victoria. Rétablir les finances de la mère, protéger les premières années de la fille et diriger son éducation, il y avait là un juste emploi de ses loisirs, et le devoir de famille, ajouté à tant de motifs de convenance politique, ne lui permettait plus de songer sérieusement à une installation dans son pays natal.

Cette idée de retourner à Cobourg s'était vivement emparée de son esprit deux années auparavant, dès la mort de la princesse Charlotte. Ses parens l'appelaient, ses souvenirs d'enfance lui souriaient de loin. Il lui semblait qu'il ne trouverait nulle part des consolations plus efficaces. Ce fut Stockmar qui le détourna de ce projet. « Le deuil de votre altesse, lui disait-il, appartient à l'Angleterre, c'est en Angleterre que vous devez pleurer la princesse dont toute l'Angleterre a pleuré la mort. Il y a là un cas de conscience. Prenez garde de manquer à ceux qui vous ont montré une si profonde sympathie depuis votre mariage avec la petite-fille de leur vieux roi. Le malheur qui vous a frappé n'a pas rompu ces liens; on attend de vous que votre douleur, présente à tous, connue et appréciée de tous, élève comme un monument idéal à l'auguste morte, le plus beau des monumens funéraires, le plus pur et le plus digne d'elle. » Ces paroles sont touchantes, et l'habile conseiller savait bien qu'elles suffiraient à décider le prince. Quant à lui, esprit avisé, politique pénétrant, c'était surtout la raison d'état qui le rendait si pressant auprès de son maître. « Si vous retournez à Cobourg, ajoutait-il, l'Angleterre verra dans cette résolution un acte d'ingratitude, un manque de sentiment vrai, de délicatesse morale, et votre position dans ce pays sera pour jamais détruite. » Quelle position? Stockmar n'avait pas besoin de s'exprimer plus clairement. On a vu par la première de ces études quelles préoccupations d'avenir avait éveillées la mort de la princesse Charlotte. Dans les hautes sphères de l'état, à la chambre des communes

ainsi qu'à la chambre des lords, la disparition de cette héritière du trône, à laquelle étaient attachées tant d'espérances, avait suscité immédiatement d'étranges questions de personnes. On interrogeait à travers le voile des années le sort prochain de l'Angleterre, on voyait le vieux roi s'éteignant, et ses fils, déjà vieux presque tous, le suivant dans la tombe sans laisser de postérité; c'est alors que l'époux de la princesse Charlotte apparaissait comme une ressource. Quelle faute, pensait Stockmar, quelle faute inexcusable commettrait le prince Léopold, s'il allait rejeter les avances de la destinée!

Ces motifs de convenance morale et de conduite politique étaient soutenus par des raisons d'un ordre moins élevé, mais peut-être plus pressantes encore. A l'occasion de son mariage avec la princesse Charlotte, la chambre des communes, sur l'invitation du ministère, lui avait assuré pour toute sa vie un revenu annuel de 50,000 livres (1,250,000 francs). Convenait-il à sa dignité de dépenser ce revenu sur le continent? Et s'il se décidait à le faire, n'y avait-il pas lieu de craindre que le parlement ne revînt sur son vote? L'agitation du pays, les difficultés financières, la détresse des classes inférieures, l'antagonisme violent des partis, tout cela pouvait faire qu'à un moment donné une motion de ce genre fût présentée aux chambres sans que personne se levât pour la combattre. Ce n'était pas à lui de s'exposer à cette honte. L'idée seule d'une telle discussion ne devait-elle pas le révolter? Que la dotation du mari de la princesse Charlotte fût supprimée tout entière, ou diminuée, ou marchandée, l'affront serait le même pour le prince.

Cette argumentation était irrésistible; il ne fallait pas moins pour triompher du sentiment qui poussait le prince Léopold vers ses contrées natales. Il demeura donc en Angleterre, toujours attentif, discret, réservé, entretenant la haute idée que les Anglais avaient conçue de sa valeur personnelle, et représentant le souvenir d'une grande affliction nationale. Le mariage de sa sœur avec le duc de Kent l'attacha par un lien de plus à son pays d'adoption. La mort du duc son beau-frère, les devoirs que cette mort lui imposait, le soin des affaires de la duchesse, l'éducation de l'enfant destinée au trône, tout cela, comme on pense, acheva de le convaincre et de fixer ses résolutions. Il est vrai qu'il se trouvait déchu non-seulement de ses premières et légitimes espérances, mais de celles-là même que l'incertitude de la succession royale avait pu lui faire concevoir; la princesse Victoria était née. Et toutefois, était-ce là déchoir pour une âme noble? Il retrouvait un rôle bien grand encore et une consolation singulièrement précieuse, puisqu'il devenait le tuteur naturel de l'enfant qui devait être la reine. Époux de la reine, oncle de la reine, ce ne sont pas précisément des titres politiques

en Angleterre, ce sont pourtant des titres considérables, quand on y voit avant tout des occasions de devoirs modestement remplis; la destinée, qui lui avait arraché le premier, lui accorderait sans doute le second. Voilà pourquoi le prince Léopold prenait goût de plus en plus à son rôle de prince anglais, il s'occupait de l'avenir de la Grande-Bretagne, il veillait sur sa nièce, l'entourait d'affections, de conseils, et préparait sa royauté future. Enfin, si une ambition plus active s'éveillait un jour dans son esprit, ne serait-ce pas pour lui un rare avantage d'avoir gardé son rang sur ce grand théâtre de la politique européenne? Qu'il fût question d'un mariage royal ou d'une couronne, on n'irait pas chercher le candidat dans l'ombre d'une petite principauté allemande; placé auprès du trône d'Angleterre, il serait naturellement en vue et désigné au choix de la fortune, *monstratus fatis*.

II.

Dans le temps même où le prince Léopold se décidait à rester en Angleterre pour toutes les raisons que nous venons de dire, l'Europe orientale devenait le théâtre d'une lutte qui allait confirmer les principaux argumens de Stockmar. « Restez ici, disait Stockmar, la politique le veut, votre avenir le commande; c'est ici seulement que la destinée vous trouvera. » Tandis qu'il parlait de la sorte, le soulèvement des Grecs contre les Turcs, préparé depuis tant d'années, prenait des proportions formidables; Ipsilanti, dans le nord de l'empire ottoman, Petrobey et Kolokotroni dans le sud, rassemblaient des milliers de partisans. Les hétairies se transformaient en armées. De la Moldavie à la Morée, du Danube à la mer ionienne, des appels retentissaient. Hommes des côtes, hommes des montagnes, marins, klephtes, palikares, tout un peuple était debout, et soit que l'insurrection continuât son œuvre avec des alternatives de succès et de revers, soit que la lutte, changeant de scène, passât aux mains de la diplomatie, la guerre de l'indépendance hellénique était le grand événement du monde. Quelques années s'écoulent au milieu d'une immense anarchie. Enfin, cherchant un appui au dedans et au dehors, c'est-à-dire un gouvernement qui leur assure les sympathies de l'Europe, les Grecs commencent à se préoccuper du roi qui pourra garantir leurs conquêtes en donnant à leur indépendance un abri durable, au nouvel état des protections puissantes. A qui pense-t-on tout d'abord? Au prince Léopold.

On y pensa même bien longtemps avant qu'il pût être question de fonder un royaume avec le concours des puissances européennes. En 1825, — le prince Léopold a raconté cet épisode dans ses cu-

rieuses notes autobiographiques, — deux Grecs vinrent le trouver en Angleterre et lui firent à ce sujet les premières ouvertures. Ils avaient mission de s'entendre avec lui sur les mesures à prendre et la marche à suivre. Ils virent aussi Canning, le célèbre ministre des affaires étrangères. La chose, il est vrai, n'eut pas de conséquences immédiates; Canning conseilla au prince de ne pas se lancer dans une affaire encore si embrouillée et qui ne se débrouillerait pas de sitôt; lui aussi à cette date, comme Stockmar sept années auparavant, il était d'avis que la vraie place du prince était sur le sol britannique. Rappelons-nous d'ailleurs que la politique anglaise était peu favorable à l'émancipation des Hellènes, comme à tout ce qui ébranlait la monarchie ottomane. Cependant la visite des deux envoyés secrets ne demeura point sans résultats. Il y avait chez le prince Léopold un fonds d'imagination qui se prenait volontiers aux apparences poétiques. Ce *romantisme*, comme l'appelle Stockmar, devait le disposer à ce beau rêve d'une royauté en Grèce. Couronner et assurer l'œuvre de la délivrance, s'associer à tant de cœurs généreux qui d'un bout de l'Europe à l'autre battaient pour les Souliotes, fonder un royaume là où Byron venait de mourir en héros, il y avait là de quoi tenter un prince enthousiaste. On ne voyait pas alors très clairement les difficultés intérieures, les divisions, les rivalités, les haines. On ne savait pas d'une façon très exacte ce qu'étaient le parti politique et le parti des primats. La poésie recouvrait tout, la merveilleuse poésie des klephtes et des palikares. Comment ne pas croire aux destinées d'un peuple qui, si promptement, si naturellement, à peine échappé à l'oppression la plus écrasante, produisait des Botzaris et des Nikitas, des Canaris et des Kolokotroni? Il y en avait bien d'autres encore, moitié bandits, moitié héros, dont les noms s'inscrivaient chaque jour dans une légende dorée. Stockmar, esprit très peu poétique, avait beau prémunir son maître contre les mirages lointains, cette image d'un royaume de Grèce évoquée ainsi par les deux visiteurs de 1825, continua de charmer secrètement les yeux éblouis du prince.

Les années suivantes furent remplies des plus graves événemens. L'invasion de la Morée par Ibrahim-Pacha, la prise de Missolonghi, la prise d'Athènes, la capitulation de l'acropole, décidèrent enfin l'intervention de la Russie, de la France et de l'Angleterre. L'Europe ne pouvait souffrir plus longtemps que les populations chrétiennes fussent égorgées par les Égyptiens. La France malgré les hésitations de son gouvernement, l'Angleterre malgré le mauvais vouloir de sa politique, furent obligées de se mettre d'accord avec la Russie pour assurer l'existence nationale de la Grèce. De là le traité signé à Londres entre les trois puissances le 6 juillet 1827.

Depuis sept années environ, la Grèce soulevée se battait contre la Turquie; à dater de 1827, cette lutte particulière est close, la Turquie est en guerre avec les trois grandes puissances unies par le traité de Londres. On sait quel fut le premier résultat de cet accord, et comme la flotte ottomane fut détruite dans les eaux de Navarin. On sait aussi que l'Angleterre, et même la France, ne s'étaient jointes à la Russie que pour la surveiller de près. Dans ce mouvement d'horreur qu'avait excité chez tous les peuples chrétiens la dévastation de la Morée par les soldats d'Ibrahim, il était impossible aux gouvernemens d'Angleterre et de France de contrarier plus longtemps les vues du cabinet de Saint-Pétersbourg; leur seule ressource était de s'associer aux desseins avoués de la Russie pour déjouer sa politique secrète. Il fallait marcher avec elle pour l'empêcher d'aller trop loin, il fallait surtout empêcher qu'elle ne recueillît toute seule les bénéfices d'une intervention nécessaire. A Paris comme à Londres, on espérait que la menace arracherait au divan ce que la diplomatie n'avait pu obtenir, et que l'Orient serait bientôt pacifié sans que l'empire ottoman reçût de trop profondes atteintes. C'est ainsi que la victoire de Navarin, avec ses conséquences si terribles pour la Turquie, fut considérée par le ministère anglais comme un événement malencontreux. Il est indispensable de rappeler tous ces faits pour apprécier la suite de notre récit, il importe aussi de ne pas oublier que le danger de la Grèce pendant l'invasion d'Ibrahim avait rapproché les partis et amené une sorte de réconciliation dans le congrès national. C'est alors que trois étrangers, deux Anglais et un Grec de Corfou, devenu Russe de cœur et d'âme, avaient été provisoirement chargés des plus hautes fonctions actives. Lord Cochrane, élu amiral, devint le chef de toutes les forces maritimes, sir Richard Church eut le commandement de toutes les troupes de terre, le comte Capodistrias fut nommé président ou gouverneur pour une durée de sept ans.

Cette souveraineté de sept ans était chose bien incertaine; il était clair que les puissances en abrégeraient le cours au moment qu'il leur conviendrait de choisir pour l'organisation définitive du nouvel état. Le président, politique si habile et si fin, ne devait se faire aucune illusion à cet égard. S'il avait été dupe de ses désirs, des symptômes très significatifs l'eussent bientôt détrompé. Au mois de décembre 1828, les plénipotentiaires russes, anglais, français, réunis aux conférences de Poros, demandèrent au comte Capodistrias quel candidat il avait à recommander pour le futur trône de Grèce. C'est là un fait très curieux, que je ne vois indiqué dans aucun des travaux relatifs à la révolution hellénique, et que Stockmar nous donne d'après les notes de son maître. Le comte Capo-

distrias désigna le prince Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha, qu'*il connaissait de longue date*. Stockmar ne nous dit pas où s'était faite cette connaissance; mais il est facile de voir, en comparant leurs destinées, qu'ils s'étaient connus sous le drapeau russe pendant la campagne de 1813. Dès le commencement de l'année 1812, le comte Jean Capodistrias avait quitté son pays natal, les îles ioniennes, pour chercher du service en Russie. L'année suivante, le prince Léopold, dont la sœur avait épousé un grand-duc, frère du tsar, prenait part au soulèvement de l'Allemagne contre Napoléon, et servait dans l'état-major de son beau-frère. Le comte Capodistrias avait alors trente-six ans, il était déjà fort en vue dans le monde le plus aristocratique; très souple, très insinuant, plein d'esprit et de ressources, il était signalé comme un homme rare dont la supériorité méritait toute confiance. C'est en ces termes que l'amiral Tchetchagof, après l'avoir eu à son service comme diplomate, le recommandait au général Barclay de Tolly; c'est en ces termes que le général Barclay de Tolly, après l'avoir vu à Lutzen, à Bautzen, à Leipzig, le présentait à l'empereur Alexandre. Le prince Léopold, plus jeune que lui de quatorze ans, avait dû être attiré comme tant d'autres par cette nature prestigieuse. Bien des événemens les ont séparés, un hasard les replace en présence l'un de l'autre. Avez-vous un candidat au trône de Grèce? lui demandent les plénipotentiaires. — Je propose le prince Léopold, répond sans hésiter le comte Capodistrias.

Était-il bien sincère? et l'empressement de cette réponse marque-t-il un choix où le cœur a sa part? La suite de ce récit va montrer précisément le contraire. Nous allons même assister à une scène fort curieuse où l'on verra le président mettre à profit la candidature du prince Léopold, pour améliorer une situation qu'il est résolu à ne point lâcher. C'est de la haute politique et de la fine comédie. Représentez-vous une variante de *Bertrand et Raton*. La fable de La Fontaine est si vraie qu'elle peut fournir des interprétations de toute espèce; bien avant l'œuvre ingénieuse de Scribe, l'illustre président de la Grèce affranchie, le comte Capodistrias en personne en avait tiré tout un scénario dont il jouait, bien entendu, le principal personnage.

Le prince Léopold, informé de la réponse faite aux plénipotentiaires des grandes puissances par le comte Capodistrias, était venu s'établir à Naples pour être plus à portée de la scène où se préparaient les événemens. De ce poste d'observation, il pouvait mieux voir les choses, il pouvait aussi communiquer plus aisément avec le comte Capodistrias. Son premier soin fut d'envoyer en Grèce une sorte de chargé d'affaires qui avait mission de s'entendre avec le

président sur tout ce qui concernait la royauté future et la candidature du prince. Ce représentant était le frère de son médecin et ami Stockmar, lequel était resté en Angleterre auprès de la duchesse de Kent et de la jeune princesse Victoria. Charles Stockmar, c'est le nom de ce diplomate secret, aborda le 26 mai 1829 au port d'Egine, où se trouvait alors le président. Il était porteur d'une lettre du prince Léopold pour le comte Capodistrias. Le 27, dans la matinée, il fut averti que l'audience aurait lieu à midi. Le voilà introduit et accrédité, le président a lu la lettre, c'est le moment de jouer serré; dès les premiers mots de la conversation, Charles Stockmar a flairé chez le président des intentions très personnelles et des combinaisons très subtiles. « Je n'ai qu'une parole, dit le comte, après avoir lu attentivement la lettre du prince; ce que j'ai promis, je le tiendrai. » Puis, comme s'il voulait semer dans l'esprit de Léopold un germe de doute et de découragement : « les plénipotentiaires, ajoute-t-il, ont été surpris lorsque j'ai prononcé le nom du prince; ils croyaient apparemment que je présenterais un autre candidat. Ils m'ont demandé de leur faire cette déclaration par écrit, je m'y suis refusé. Je n'ai qu'une ambition, moi, c'est de donner à ce pays des institutions durables. » Une déclaration écrite aurait bien pu en effet lui causer plus tard de sérieux embarras, car si l'on veut connaître le sens exact de ces paroles ambiguës, il faut les traduire de cette manière : « Le prince Léopold, soit, pourvu qu'il arrive à point, et dans ce cas-là j'aurais bien mal manœuvré. Les puissances veulent une royauté de Grèce; moi aussi, je la veux, mais pourquoi se presser? Il y a tout profit à garder cette république où je suis indispensable et qui peut me donner un jour une couronne. » La suite de cette histoire a très clairement prouvé que telles étaient en 1829 les secrètes pensées du comte Capodistrias.

Charles Stockmar en a deviné quelque chose, et soudain rendant coup pour coup, c'est-à-dire essayant de décourager à son tour les ambitions du président, il insiste sur les chances de son maître : « Le prince, dit-il, s'est entretenu à Naples avec les plénipotentiaires des trois puissances. Tous ont applaudi à votre choix et se sont exprimés sur ce point de la façon la plus flatteuse pour le prince. Bref, il y a une parfaite entente chez les personnages qui doivent soumettre des propositions à leurs gouvernemens; il est donc évident que l'heure décisive est proche. » Jusque-là tout va bien; mais pourquoi l'envoyé du prince Léopold ajoute-t-il que son maître n'acceptera la couronne qu'à certaines conditions? C'est fournir au rusé président le moyen d'embrouiller les choses et d'écarter cette candidature qui l'inquiète. Vraiment on ne saurait se

livrer plus imprudemment que ne le fait Charles Stockmar lorsqu'il expose ainsi le programme du prince Léopold : « Le prince est décidé, il se fera honneur de répondre à l'appel des puissances. Il y met pourtant deux conditions expresses : la première, c'est qu'on assure à la Grèce les frontières dont elle a un besoin absolu pour avoir une place dans le concert européen et y jouer un rôle utile; la seconde, c'est qu'on aide le roi de Grèce à régénérer la nation hellénique, à la retirer du profond abaissement matériel et moral où l'ont jetée des siècles de servitude. Ce n'est pas tout; alors même que le prince aurait pleine satisfaction sur ces deux points, ce n'est pas sur l'invitation des diplomates russes, français, anglais, qu'il peut s'adresser aux puissances et leur dire : Me voici, je suis prêt! Non, c'est à la Grèce elle-même de parler, c'est à la Grèce de faire appel aux puissances et de leur demander pour roi le prince Léopold. Le prince désire que cette manifestation du peuple grec ait lieu le plus tôt possible. Alors, si les puissances demandent des explications, ce sera pour lui le moment de déclarer à quelles conditions il trouvera convenable d'accepter la couronne. Ces conditions, le prince les posera dans l'intérêt de la Grèce, et je ne doute pas qu'il ne réussisse à mettre d'accord sur ces divers points les vues les plus opposées des puissances. »

Ainsi, trois questions, les frontières, les finances, une sorte d'appel national, tels étaient les problèmes à résoudre pour répondre aux exigences du prince. Les deux premières conditions regardaient les puissances, la troisième concernait la Grèce. Voilà une affaire un peu compliquée dès le début. Le comte Capodistrias ne s'en plaint pas, un point de départ plus simple l'aurait fort inquiété. « Vos déclarations, dit-il au représentant du prince, me sont très agréables, et je m'emploierais bien volontiers à faire ce que désire le prince Léopold si les termes du protocole du 22 mars ne s'y opposaient d'une façon absolue. » Il faut se rappeler en effet que la conférence de Londres venait de prendre une décision grave au sujet de l'établissement du royaume de Grèce. Le protocole du 22 mars 1829 contenait ces trois points : 1° La Grèce, sous la suzeraineté de la Porte, à laquelle elle paiera un tribut, sera régie par un prince chrétien à titre héréditaire. Ce prince ne sera choisi dans aucune des familles régnantes des trois puissances alliées; le choix sera fait par le commun accord des trois cours et de la Porte. 2° La ligne septentrionale des frontières de la Grèce sera tracée du golfe Vola au golfe d'Arta. L'île d'Eubée et les Cyclades feront partie de la Grèce. 3° Les Grecs cesseront immédiatement les hostilités et retireront leurs troupes en deçà de l'isthme. « Vous le voyez, disait le comte Capodistrias à Charles Stockmar, la Grèce, d'après cette

décision de la conférence, n'a pas voix au chapitre. Elle ne peut donner son avis ni sur le choix du souverain, ni sur la délimitation du territoire nécessaire à sa défense. Dans les limites qu'on lui assigne, c'est-à-dire sans les îles de Samos et de Candie, la Grèce ne saurait subsister. Si la Turquie devait souscrire aux concessions que lui demande la conférence, sans que Samos et Candie fussent réunies à la Grèce, je me démettrais de mes fonctions plutôt que de signer un pareil traité, car je ne veux pas être témoin de la misère à laquelle le pays serait exposé sous de telles conditions. Heureusement la Turquie ne cèdera pas si vite, et son refus amènera les trois puissances à prendre des résolutions plus dignes d'elles. Je prie le prince Léopold d'employer toute son influence pour obtenir que les îles de Samos et de Candie soient ajoutées au territoire fixé dans le protocole du 22 mars. En échange de cette concession, la Grèce se donnera une forme monarchique et se choisira un roi avec l'assentiment des puissances. »

On voit se dessiner ici le plan du comte Capodistrias. Le comte, qui a déjà su se faire une si grande place dans la révolution hellénique, rêve le trône de la Grèce. D'où vient donc que, le premier jour où les plénipotentiaires des puissances alliées lui demandent de proposer un candidat au trône, il nomme le prince Léopold? C'est qu'il veut d'abord dissimuler son jeu et sonder l'opinion de la diplomatie. Fort bien; mais entre les candidats princiers tout prêts à se mettre sur les rangs, pourquoi désigner le plus intelligent et le plus habile, partant le plus redoutable? Oh! c'est là que se dévoilent des profondeurs de tactique. Si le comte eût désigné un prince insignifiant, on eût trop bien vu qu'il préparait un échec à l'entreprise afin de se rendre indispensable. Il lui faut un candidat sérieux, le plus sérieux de tous les candidats, pour masquer ses desseins. Surtout il lui faut un personnage qui soit en mesure de parler aux puissances, de faire certaines conditions, d'élever certaines réclamations. Il ne réussira point; qu'importe? Il aura du moins accoutumé la diplomatie à entendre bien des choses que le président ne veut pas encore dire lui-même. Ce n'est pas tout : ces premières difficultés si graves au milieu desquelles le prince va se trouver engagé ne tarderont pas à produire leur effet; le prince Léopold se découragera. Décourager le prince après avoir obtenu de lui une coopération efficace, en un mot, faire travailler Bertrand au profit de Raton, voilà le coup de maître.

Avez-vous remarqué ces paroles dès le début : « les plénipotentiaires ont été surpris quand j'ai prononcé le nom du prince, » et celles-ci au sujet du protocole du 22 mars : « plutôt que de signer un pareil traité, je me démettrais de mes fonctions, » et celles-ci

encore sur la délimitation des frontières : « je prie le prince d'user de toute son influence pour obtenir l'annexion de Samos et de Candie? » Quel mélange d'excitations hardies et de pensées décourageantes! Il faut que le prince Léopold se décide à parler, il faut qu'il agisse résolûment, ne fût-ce que pour prendre sa revanche du froid accueil fait à son nom par les plénipotentiaires; son amour-propre y est engagé. Surtout qu'il n'aille pas signer un acte comme celui que la conférence de Londres a rédigé le 22 mars; ce ne serait plus une question d'amour-propre, ce serait une question d'honneur. Le président a déclaré qu'il se retirerait plutôt que de mettre sa signature à une œuvre de ruine et de mort; le prince Léopold aurait-il le courage de briguer un pouvoir que le comte Capodistrias aurait rejeté avec dédain?

III.

Nous nous rappelons ici une image très vive qu'un de nos écrivains a tracée du comte Capodistrias précisément à la date où avaient lieu ces négociations particulières du président et du prince. Au printemps de l'année 1829, M. Edgar Quinet, membre de la commission envoyée en Morée par le gouvernement de la restauration, parcourait le pays avec ses guides. Un jour, entre Tripolitza et Argos, comme il grimpait péniblement le défilé d'Aglavo-Campo, ses guides lui montrèrent au sommet de la montagne des chevaux brillans d'acier, avec des housses brochées d'or. On distinguait des drapeaux à la croix bleue et blanche, une troupe de palikares disséminés dans les ravins, tous les indices d'une belle escorte guerrière; évidemment il y avait là un personnage d'importance. « Par saint George, dirent les guides, c'est le père Jean. » Le père Jean, ou *barba Jani*, tel était le nom populaire du président. C'était lui en effet, c'était le comte Jean Capodistrias, qui pour la première fois faisait sa tournée en Morée avant que le congrès national se réunît dans Argos. « Au détour d'un rocher, dit M. Edgar Quinet, nous vîmes sur une plate-forme un homme vêtu à l'européenne assis à terre sous un mûrier, un cercle de capitaines grecs autour de lui, debout, appuyés sur leurs sabres, et près du mûrier un *tacticos* en faction avec la lance et le drapeau grec. Je descendis pour remettre mes lettres au président, non sans une légère émotion de rencontrer si inopinément l'homme qui était alors toute l'espérance et presque la seule pensée du pays que je parcourais. » Après les saluts empressés du jeune voyageur et les réponses courtoises du président, le comte Capodistrias, qui n'est pas fâché de

montrer à un Français les résultats déjà obtenus par son gouvernement, lui signale les chefs qui l'entourent. « Voyez ces hommes, dit-il, il y a bien peu de temps qu'ils se déchiraient encore les uns les autres. Aujourd'hui ils sont plus obéissans et plus doux que des moutons. » Le comte peut parler d'eux en toute liberté, ils ne comprennent pas un mot de la conversation. Celui-ci, c'est Nikitas, le Bayard des klephtes, celui-là Dimitraki, cet autre Kolopoulo, ce dernier Kolokotroni; toute la Grèce de l'insurrection, la Grèce héroïque de 1820 à 1825, est représentée là dans un petit nombre de types extraordinaires. Quelle grâce guerrière chez Nikitas! chez Kolokotroni quelle énergie sauvage! Chefs d'une sorte de féodalité issue de la guerre nationale, ils sentent bien que leur temps est passé, que le salut du pays réclame d'autres forces, qu'il faut des armes nouvelles pour de nouveaux combats. De là, malgré leur soumission, ce voile de tristesse qui assombrit leurs visages. C'est surtout chez le plus terrible d'entre eux que cette lutte intérieure est visible. Kolokotroni naguère encore était le roi des montagnes; d'où vient-il en ce moment? De la prison où le congrès national a été obligé de l'enfermer. Il n'en serait pas sorti sans l'intervention du président. Le voyageur, avec la double vue du poète, lit sur sa figure bronzée les sentimens qui l'agitent et les traduit à sa manière : « Ah! quand même ses pieds appesantis le porteraient aussi vite qu'autrefois sur les crêtes des montagnes, il n'y serait plus roi. Comme dans sa jeunesse, il ne pourrait plus dire autour de lui : Descendez au Choriô, amenez les chèvres et les moutons, que nous fassions ici la sainte pâque. S'il va par les chemins battus faire rôtir un agneau, tout de même qu'un damné juif d'Ipsamboul, il faut qu'il le paie. Il n'entassera plus sous son donjon de Caritène ni la rançon d'un marchand d'Odessa, ni les pistolets d'argent d'un aga, ni ses poignards de nacre et d'ivoire, ni le prix de ses belles cavales, ni le trésor du vizir qui grimpait à dos de mulet le sentier du pachalik, ni peut-être aussi sa part de lion dans les quêtes des jeunes filles de France et d'Allemagne. Adieu, beaux palikares vendus à sa famille. Klephtes et capitaines, dormez dans vos cabanes. D'Argos à Carvathi, il vous faudrait un passeport. Adieu, ceintures d'acier, balles enchantées, fusils ailés, sabres plus tortueux que serpens et vipères; n'a-t-il pas vu passer à Napoli 2,000 fantassins et 300 cavaliers, tous inconnus, tous étranglés sous le schako des Moscovites? Et pour maître n'a-t-il pas *barba Jani* qui jamais n'a touché le fourreau d'un yatagan? Psariotes et Souliotes, forbans et Moréotes, cherchez votre île sous les eaux, votre pain sous la cendre. La plume a tout fait, le sabre n'est rien. Les vieux klephtes sont morts. »

Cette poétique page est empruntée au livre que M. Edgar Quinet a intitulé *De la Grèce moderne et de ses rapports avec l'antiquité.* Ce qui m'y frappe surtout, c'est le caractère profondément historique du tableau. Le comte Capodistrias, entouré de ces lions muselés, nous représente exactement la Grèce de 1829. Je n'ai vu nulle part les deux périodes de la lutte de l'indépendance, la période guerrière et la période diplomatique, exprimées avec autant de précision et de force. L'auteur éclaire tout son récit et nous en donne le véritable sens lorsque, montrant Kolokotroni à côté du comte Capodistrias, il écrit ces paroles : « Le président le menait en laisse, tout frémissant, à travers la Morée, pour le faire assister à sa popularité naissante. Quoique le vieux chef n'eût alors rien perdu de la sienne, l'épreuve était bien dure. »

Ce diplomate, qui, de sa main fine et souple, menait en laisse les plus terribles chefs, espérait bien conduire de même les plénipotentiaires des puissances alliées ainsi que les candidats au trône. Les notes de Charles Stockmar sur les négociations de 1829 nous expliquent beaucoup mieux qu'on n'a pu le faire jusqu'ici le rôle du prince Léopold en toute cette affaire. Ce rôle est plein d'indécisions, de contradictions, d'obscurités profondes, et finalement il a valu au prince des reproches venus de très haut. Il suffit de rappeler les faits pour montrer que, si les reproches étaient mérités, les motifs d'ambition égoïste imputés au prince étaient complétement inexacts. Le seul tort du prince dans ce singulier imbroglio, tort bien grave il est vrai, est d'avoir trop subi l'influence du comte Capodistrias. Parlons franc et disons le mot juste : le prince s'est laissé jouer par le président. C'est le président qui a tout fait. Voyez plutôt. Le prince demandait au président de provoquer une manifestation quelconque en sa faveur, de telle sorte que, désigné par un appel du congrès national, il eût qualité pour plaider la cause des Grecs et réclamer en leur nom une extension de territoire. « Je n'ai pas ce droit, répondait le président, le congrès ne peut exprimer de vœux ni pour le choix du souverain ni pour le tracé des frontières; le protocole du 22 mars s'y oppose. Ce serait nous aliéner la conférence de Londres, ce serait *contrarier les puissances.* » Cependant, lorsque le congrès national se réunit dans Argos quelques mois après (la session dura vingt-six jours, du 23 juillet au 18 août 1829), le comte Capodistrias, qui par ses amis était maître de la majorité du congrès, ne crut pas contrarier les puissances en faisant voter l'expression du sentiment national au sujet des frontières. Quant à un acte législatif désignant et appelant le prince Léopold, il se garda bien de le provoquer. Un mois après, le 14 septembre, le traité d'Andrinople assure l'existence de la Grèce,

le sultan Mahmoud ayant consenti à signer le traité de Londres de 1827 avec le protocole du 22 mars 1829. En même temps la conférence de Londres se remet à l'œuvre pour le règlement des détails, et le protocole du 3 février 1830 fixe les conditions définitives du nouvel état. Ces conditions sont meilleures pour la Grèce au point de vue du territoire. La Grèce n'est plus soumise à la suzeraineté de la Porte, elle n'est pas tributaire du sultan, elle est gouvernée par un prince chrétien auquel appartiendront tous les droits de la souveraineté. En échange de ces avantages, on lui retire une partie du territoire qui lui était concédé auparavant. La ligne de ses frontières ira de l'embouchure de l'Aspropotamo à l'embouchure du Sperchius, coupant la Livadie en deux moitiés, dont l'une est assignée aux Grecs, l'autre aux Turcs. Un second protocole en date du même jour disait que les puissances alliées offraient le trône de Grèce au prince Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha.

Voilà les choses réglées, quelle va être la conduite du prince Léopold? C'est ici que commencent ses indécisions, suivies bientôt d'un refus qui a donné lieu aux explications les plus diverses et attiré sur le prince des accusations véhémentes. La vérité (on l'entrevoit aujourd'hui par les notes de Stockmar), c'est que deux ou trois pointes très fines, très aiguës et légèrement empoisonnées lui avaient été piquées au flanc par la main du comte Capodistrias.

Le prince, accepté comme futur roi de Grèce par la Russie et la France, n'avait rencontré de difficultés qu'en Angleterre. George IV subissait alors l'influence de son frère, le duc de Cumberland, celui qui devint roi de Hanovre en 1837, à l'avénement de la reine Victoria; or le duc de Cumberland faisait l'opposition la plus vive au ministère du duc de Wellington, et cette opposition se retrouvait jusque dans la question des candidatures au trône de Grèce. Le duc de Cumberland soutenait le duc Charles de Mecklembourg, frère de la duchesse de Cumberland, et le faisait soutenir par George IV; les ministres, favorables d'abord à un prince des Pays-Bas, se rallièrent ensuite à la cause du prince Léopold, et contraignirent le roi de l'agréer, menaçant de donner leur démission, si George IV leur refusait son concours. Il est évident que le ministère du duc de Wellington ne se serait pas compromis de la sorte, s'il n'avait été assuré de l'acceptation du prince. Le prince en effet, dès les premières ouvertures, avait accepté sans conditions ni réserves. Son romantisme, comme dit Stockmar, l'entraînait. L'idée de reconstituer la nation des Hellènes lui apparaissait comme une tâche toute poétique. Ne se souvenait-il pas d'ailleurs que, suivant le comte Capodistrias, les plénipotentiaires avaient accueilli son nom avec froideur? Il n'en était que plus empressé à recevoir l'offre des

puissances. C'était une réplique triomphante aux insinuations perfides du président. Plus tard, s'il y avait des conditions à faire, il serait toujours temps de s'en occuper. La chose urgente était de prendre rang et d'écarter toutes les autres candidatures. C'est ce qu'il fit; bientôt pourtant il fallut s'expliquer. Qu'on se représente la surprise de lord Aberdeen, ministre des affaires étrangères, lorsque le prince Léopold, au mois de janvier 1830, vint lui parler d'une condition sans laquelle rien n'était fait. Le prince déclarait que, si l'île de Candie n'était pas attribuée au royaume de Grèce, il lui serait impossible d'accepter la couronne. A se voir mettre ainsi le marché en main, lord Aberdeen ne put se contenir. Ne se croyait-il pas absolument d'accord avec le prince? Le duc de Wellington et ses collègues n'avaient-ils pas engagé sur cette question l'existence politique du cabinet? La surprise du ministre devint presque de la colère. Il répondit sévèrement et avec hauteur : « L'île de Candie! Jamais, nulle part il n'en a été question. Sans doute, malgré tout ce qui a été fait jusqu'à présent, vous êtes encore libre de vous retirer; mais le refus d'annexer l'île de Candie à la Grèce n'expliquerait pas cette détermination de votre part. C'est à vous de voir si une pareille conduite est compatible avec votre dignité, c'est à vous d'en mesurer les conséquences. Les puissances n'ont pas l'intention de traiter avec vous. Elles attendent une acceptation pure et simple de leur offre; une acceptation conditionnelle serait considérée comme un refus. »

Ce langage impérieux était de nature à faire réfléchir le prince. Ne dirait-on pas qu'il avait manqué à sa parole? Ne s'exposerait-il pas au blâme de l'Europe? Oui, sans doute, sa dignité personnelle était en cause vis-à-vis de la conférence de Londres, mais elle ne l'était pas moins vis-à-vis de la nation hellénique. Il se rappelait la déclaration du comte Capodistrias, il se rappelait que le président était résolu à quitter le pouvoir plutôt que de signer un pareil traité. Et ce serait lui, le prince Léopold, ce serait lui qui, pour être roi, consentirait d'avance à la déchéance d'un peuple héroïque! Certes il y avait là une question de dignité bien autrement poignante que celle dont parlait lord Aberdeen. Aussi, lorsque la conférence de Londres, dans le protocole du 3 février 1830, lui offrit au nom des puissances alliées la couronne du nouveau royaume, le prince, poursuivi toujours par le souvenir du comte Capodistrias, ne craignit pas de renouveler auprès de la conférence elle-même les instances qui lui avaient si mal réussi auprès du ministre. En vain lord Aberdeen lui avait-il dit : « L'Europe ne veut pas traiter avec vous, » il s'obstinait à vouloir traiter avec l'Europe. Le 11 février, dans une lettre aux plénipotentiaires de la conférence, il

écrivait ces mots, que nous reproduisons d'après le texte en langue française : « Le prince Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha s'empresse d'accepter la carrière utile et honorable que les hautes puissances lui offrent. Cependant ce serait mal répondre à la confiance qu'elles daignent placer en lui et se rendre coupable des suites que la non-réussite de l'œuvre pourrait entraîner, s'il donnait son adhésion sans les *conditions* qui lui paraissent indispensables... » Ces conditions, il les exprime lui-même en *stipulant*, c'est le mot dont il se sert, qu'elles seront inscrites soit dans le traité définitif qui doit être conclu à Londres, soit dans les articles additionnels de ce traité. Les voici : 1° garantie complète de l'état hellénique, promesse de le défendre contre toute agression; 2° protection des habitans de Candie et de Samos contre tout acte d'oppression, contre toute mesure réactionnaire de la part du gouvernement turc, après qu'ils seront replacés sous sa domination; 3° une meilleure frontière au nord; 4° assurance de secours financiers jusqu'à ce que la Grèce ait consolidé ses propres ressources; 5° appui de troupes alliées jusqu'à ce qu'il ait pu lui-même organiser les forces militaires du pays; 6° permission aux Grecs de donner leur avis sur le choix du souverain et de faire des objections à la personne du prince, s'ils le jugent à propos. »

Les plénipotentiaires ne voulurent entendre parler d'aucune condition d'aucune sorte; c'était à prendre ou à laisser. Stockmar nous raconte à ce sujet tous les détails d'un véritable imbroglio diplomatique. Le prince Léopold, à la demande de lord Aberdeen, a retiré sa première lettre et l'a remplacée par une autre où le mot *observations* est substitué au mot *conditions*. Persuadé bientôt qu'il a eu tort et que cette concession de pure courtoisie l'expose à un échec certain, il désavoue la seconde lettre et ne reconnaît plus que la première. Laquelle des deux est la bonne? C'est la première, dit le prince, elle est l'expression directe de mes sentimens. C'est la seconde, dit lord Aberdeen, elle est insérée dans le protocole à la place de la première dûment et régulièrement annulée. Au reste, qu'il s'agisse de conditions ou d'observations, le prince continue de plaider la cause de la Grèce. Lord Aberdeen, déjà si vif à l'égard du prince dans sa conversation du mois de janvier, est bien autrement amer pendant les péripéties de ce nouveau débat. Les membres du ministère anglais se sont mis en tête que l'attitude du prince est inspirée par les whigs. Le prince est en relations suivies avec les chefs de l'opposition parlementaire, il voit intimement lord Durham, lord Palmerston, lord Lansdowne et M. Brougham, et M. Ellice, et M. Abercromby; ce sont eux évidemment qui le poussent à soulever ainsi maintes difficultés après avoir accepté d'abord sans réserve les

offres et l'appui du ministère. De là l'irritation secrète qui éclate dans la discussion de lord Aberdeen avec le prince Léopold. Les ministres se trompaient, et ces soupçons, après tout, leur venaient un peu tard; ne devaient-ils pas savoir comme tout le monde que la princesse Charlotte, aussi bien que la princesse de Galles, avaient eu pour protecteurs les whigs du parlement? Et se pouvait-il que le mari de la princesse Charlotte ne demeurât point fidèle à de tels souvenirs? Il n'était pas besoin d'expliquer la conduite du prince par des intrigues parlementaires; son hésitation tenait aux scrupules très nobles que lui inspirait le salut de la Grèce, et nous savons aujourd'hui que ces scrupules étaient entretenus chez lui avec un art merveilleux par la diplomatie intéressée du comte Capodistrias. Le seul tort du prince, — il faut bien le répéter, puisque c'est la conclusion à laquelle chacun de ces incidens nous ramène, — c'est de ne pas avoir fait ses conditions avant d'engager sa promesse.

Tandis que la conférence de Londres s'occupe de régler définitivement les dernières questions relatives au royaume de Grèce, on apprend que le prince est parti pour la France. C'est Stockmar qui est chargé de le représenter, s'il y a lieu, auprès des plénipotentiaires. Que va-t-il faire à Paris au moment où ses intérêts se débattent à Londres? Espère-t-il, comme on l'annonce, hâter la conclusion d'un emprunt nécessaire à l'établissement du futur royaume? ou bien a-t-il voulu se soustraire pendant quelques semaines au dégoût que lui inspirent ces difficultés sans fin? Il serait malaisé de choisir entre le motif officiel et le motif secret. On a dit aussi qu'il allait demander en mariage une des princesses d'Orléans; il existe en effet une dépêche un peu postérieure du prince de Liéven (28 mai 1830) parlant de cette demande, qui n'aurait pas été accordée. Les notes de Stockmar ne renferment à ce sujet aucune indication. Quoi qu'il en soit, il est certain que le prince n'était plus le même, son ancien enthousiasme pour la Grèce se refroidissait de jour en jour. Ce fut bien pis quand il revint à Londres vers la fin d'avril. Un matin, il reçut une masse de dépêches arrivant de Nauplie. C'étaient des documens de toute sorte, rapports, adresses, journaux, comptes-rendus des réunions populaires, procès-verbaux des séances du sénat, où le prince pouvait lire comme à livre ouvert l'opinion publique des Hellènes. Qui lui envoyait ces pièces choisies avec tant de soin? Le comte Capodistrias. Le prince les feuillette, les parcourt, d'une main fiévreuse, d'un œil impatient; vous devinez ce qu'il y trouve : un tableau lamentable de la Grèce. Voici d'abord une longue plainte nationale au sujet du protocole du 3 février, une plainte qui s'élève de toutes parts, et, à côté de cette

plainte unanime, une protestation véhémente : jamais les Grecs ne se soumettront volontairement à ces décisions de la diplomatie, ils ne les subiront que contraints et forcés. L'irritation publique est au comble, il y a lieu de craindre une insurrection. Puis viennent les griefs relatifs au choix du souverain : pourquoi la Grèce n'a-t-elle pas été consultée? pourquoi a-t-on choisi un prince de Saxe-Cobourg? Là-dessus maintes réflexions fâcheuses, maintes paroles hostiles à sa personne. Le sénat, il est vrai, ainsi que le président, tient un autre langage, mais tout en se félicitant d'apprendre que que le prince est élu, que le prince accepte cette mission, ils disent tous qu'il trouvera en arrivant des « difficultés insurmontables. » D'abord il est impossible de lui promettre un accueil sympathique, si, avant de se présenter aux Grecs, il n'a pas embrassé leur religion; puis, que de choses irréalisables dans le traité! La délimitation des frontières est conçue de la façon la plus funeste, le partage du sol entre les Turcs et les Grecs ne se fera pas sans de sanglantes collisions; on ne laissera pas telle province, telle ville, tel village, affranchis par l'héroïsme de leurs enfans, retomber sous le joug turc; la guerre recommencera. Enfin la Grèce en est réduite à son dernier écu : la pauvreté, la misère, les privations, le désespoir, voilà ce que le prince trouvera en arrivant.

Le comte Capodistrias, en grand tacticien, avait choisi le vrai moment pour porter au prince ce terrible coup. C'est ce qu'une certaine école, à la fois barbare et pédantesque, appelle le moment psychologique. Le prince Léopold communiqua ces pièces aux membres de la conférence et leur demanda s'il pouvait en conscience accepter de leurs mains la couronne de Grèce, ses *conditions* étant rejetées. De nouvelles discussions s'engagèrent. On essaya en vain de calmer les scrupules du prince, on lui montra en vain les exagérations de ce tableau, les erreurs involontaires ou intéressées du président. « Cette situation, dont on lui faisait un épouvantail, était le résultat de l'anarchie; avec un gouvernement héréditaire, tout changerait de face. Allait-il se dérober à la confiance de l'Europe et replonger la Grèce dans le chaos? » Tout cela fut inutile, le coup était porté. La conférence refusant de souscrire aux conditions du prince, le prince refusa la couronne de Grèce. Sa lettre, datée du 21 mai 1830, est très noble, très digne; le prince insiste particulièrement sur ce point que les conditions du nouveau royaume, telles que la conférence les maintient, sont odieuses à la Grèce, que les Grecs y résisteront, qu'on ne les y soumettra que par la force, et qu'il lui est impossible de s'imposer à un peuple comme l'instrument d'une politique oppressive.

Ces sentimens font honneur au caractère libéral et profondément

humain du prince Léopold, ils font aussi honneur dans un autre sens à la prestigieuse habileté du comte Capodistrias. Vous rappelez-vous la scène étrange que nous avons décrite : le président, sur la route des montagnes, d'Argos à Tripolitza, tenant en laisse les farouches héros de l'insurrection hellénique, Dimitraki et Kolopoulo, Nikitas et Kolokotroni? Cette fois le comte Capodistrias ne tient pas en laisse les plénipotentiaires de la conférence de Londres, mais il les tient en échec, et peu à peu, doucement, irrésistiblement, il vient d'amener le prince Léopold à une détermination préparée par lui dès le premier jour.

IV.

Le désistement du prince Léopold provoqua des colères violentes, non-seulement au sein du ministère anglais, mais dans tous les rangs de la diplomatie européenne. Cette résolution, que nous avons vue se former et grandir dans une âme noble, fut attribuée à une ambition insensée. Il sacrifiait par amour de la Grèce une couronne à ses yeux toute poétique et dont l'auréole le ravissait d'enthousiasme; on l'accusa d'y renoncer par manque de cœur et pour viser plus haut. Capodistrias, qui le connaissait bien, avait spéculé en maître sur la noblesse de ses sentimens; on ne voulait voir dans la conduite du prince qu'hypocrisie et pusillanimité, mensonge et convoitise.

Que pouvait-il donc convoiter en refusant le trône de Grèce? Ici se place un incident qui fournit des armes singulières à ceux que son refus irritait. Quand le prince était revenu de Paris à Londres au commencement d'avril 1830, son retour avait coïncidé avec la dernière maladie du roi. George IV souffrait déjà du mal qui devait l'emporter le 26 juin. Agé de près de soixante-dix ans, atteint d'ailleurs d'infirmités précoces et depuis longtemps ruiné par la débauche, sa mort prochaine était prévue. Plus de doute, disaient les chefs du ministère tory, le duc de Wellington, lord Aberdeen, lord Eldon, plus de doute, voilà l'intrigue démasquée, c'est la maladie du roi qui a déterminé le désistement du prince Léopold. Le prince avait donné sa promesse, il la retire, une cause grave et subite peut seule expliquer cette volte-face. Le prince voit déjà le roi mort et remplacé par un successeur, qui ne fera que passer sur le trône. Le duc de Clarence est vieux et n'a point d'enfans; Guillaume IV suivra de près George IV. Quel sera l'héritier de la couronne? Une enfant, la fille de la duchesse de Kent, la jeune princesse Victoria. Oncle de la princesse Victoria, mari de la princesse

Charlotte si universellement regrettée, le prince Léopold se fera donner la régence par le parlement. Il aime mieux être régent d'Angleterre, même pour un petit nombre d'années, que de fonder le royaume de Grèce; il sera donc régent avant peu, et ce jour-là les whigs arriveront au pouvoir, les whigs ses anciens alliés, les défenseurs de la princesse de Galles, les amis de la princesse Charlotte, les whigs qui l'auront aidé à s'emparer de la régence. » On devine quelles colères une pareille *découverte* devait soulever dans le monde des tories. Il est probable que le ministère Wellington, en abandonnant la candidature du prince des Pays-Bas pour se rallier à celle du prince Léopold, avait vu là une occasion excellente d'éloigner un personnage qui pouvait un jour lui causer de l'embarras. Le dépit d'une combinaison déjouée, la crainte d'un événement qui donnerait la victoire aux whigs, surtout le mécontentement de voir les affaires de Grèce replongées pour longtemps peut-être dans le chaos du provisoire, tous ces motifs réunis entretenaient chez les membres du gouvernement anglais une irritation très vive.

Les choses que nous venons de dire, racontées par les ministres, commentées par les plénipotentiaires, faisaient grand bruit dans les salons politiques de Londres. Les tories s'indignaient, les whigs approuvaient. Bientôt ces prétendues explications, faites en termes injurieux pour le prince Léopold, furent connues de toutes les chancelleries de l'Europe. On en trouve la trace dans un grand nombre de dépêches politiques. Le 28 mai 1830, huit jours seulement après le désistement du prince Léopold, le prince de Liéven, qui représentait la Russie à la conférence de Londres, écrivait à son gouvernement : « Jusqu'ici toute la correspondance du prince avait été rédigée en français, et probablement par lui-même, ou tout au plus avec l'aide de son médecin et conseiller intime M. Stockmar; mais sa dernière note, rédigée en anglais et par une plume évidemment plus exercée, démontre que ses vues en Angleterre l'ayant fait dès longtemps renoncer à la Grèce, il a déjà en cette occasion pris conseil de ses nouveaux alliés. » Ainsi le prince de Liéven n'en doute pas, le prince Léopold a des vues sur l'Angleterre, il vise à la régence avec l'appui des whigs, ce sont les whigs qui, d'une plume très anglaise et très politique, lui ont rédigé la lettre par laquelle il refuse le royaume de Grèce! Un autre diplomate russe, M. le comte de Matuszevicz, s'exprime sur ce même point avec une violence inouie. Voici qu'il écrit dans une dépêche où la pesanteur du style semble ajouter encore à la grossièreté du fond : « Le prince Léopold a montré tant d'arrière-pensée, tant de mauvaise foi, tant d'irrésolution, que je suis de ceux qui se félicitent de ne pas le voir chargé du gouvernement d'un pays où il aurait trahi la confiance

des trois cours, puisqu'il n'est pas de difficulté qui ne l'effraie, pas d'obstacle qui ne l'arrête, pas de démarche qui ne prouve qu'il eût apporté en Grèce du dégoût, de la pusillanimité et le perpétuel regret d'avoir abandonné ses prétendues chances au poste éminent de régent d'Angleterre. » Ouf! quelles injures et quel langage! Arrière-pensées, mauvaise foi, trahison, lâcheté, dégoût, pusillanimité, ambition tortueuse, voilà les aménités qui s'entre-choquent dans l'bscourité de cette phrase mal bâtie. Le comte Matuszevicz est persuadé d'ailleurs que le prince Léopold n'obtiendra jamais la régence qu'il convoite, « surtout après avoir ainsi consommé sa honte. » Il ajoute enfin, sur un ton d'anathème, mais sans aucune autorité prophétique : « Un pareil souverain ferait injure à la royauté. »

Le représentant de la France à la conférence de Londres était le comte de Montmorency-Laval. Assurément, est-il besoin de le dire il ne parlait point cette langue-là. On ne s'étonnera pas cependant qu'il ait été aussi mécontent que ses collègues du refus du prince Léopold. Le prince Léopold, en 1827 et en 1829, avait reçu le meilleur accueil à la cour de Charles X. Le cabinet des Tuileries appelait de tous ses vœux la conclusion pacifique des affaires de Grèce. Les comités de philhellènes français éprouvaient le même sentiment. Partout enfin, des hautes sphères de la diplomatie jusqu'aux régions où se forme l'opinion courante, il n'y avait qu'un cri d'accusation contre le prince Léopold. L'explication de sa conduite, telle que l'avait donnée lord Aberdeen, avait fini par être universellement admise. Un recueil célèbre, la *Revue de France,* organe des doctrines constitutionnelles et libérales, fondé en 1827 par M. Guizot et M. de Barante, se donna la tâche de juger la question. « De la conduite du prince Léopold dans l'affaire de la Grèce, » tel est le titre de l'article sans signature que la *Revue de France* publia au mois de juillet 1830. Est-il de M. Guizot? Est-il de M. de Barante? ou bien faut-il y voir la main de quelque brillant rédacteur des affaires étrangères initié aux secrets de ses chefs? On ne sait; dans tous les cas, c'est une belle page, une page très grave, très forte, mais animée d'une sévérité injuste, puisqu'elle reproduit toutes les erreurs qui passionnaient l'esprit public. A ce titre, et en notant la date, l'article dont nous parlons a la valeur d'un renseignement d'histoire. L'auteur, comme les ministres anglais, comme les diplomates russes, rattachait la renonciation de Léopold à la maladie sans espoir qui venait de frapper George IV. Les raisons si libérales du prince, son respect du sentiment national en Grèce, sa répugnance à devenir un instrument de despotisme, le publiciste irrité se refusait à y croire. Il ne voyait là qu'une série de prétextes, et dédai-

gnant de les réfuter jusqu'au bout, il concluait en ces termes : « Pour quiconque n'ignore pas quelles perspectives nouvelles la mort du roi ouvrait à l'ambition du prince, tout ce que nous pourrions ajouter devient inutile. Observons seulement qu'envisagée sous ce nouveau point de vue sa correspondance n'offre plus rien d'inconséquent et de bizarre. L'ambition étant admise comme le motif dominant de sa conduite, on conçoit qu'avant la fin de janvier, le roi se portant bien, il ait sollicité *sans condition* la souveraineté de la Grèce, que, de la fin de janvier au commencement d'avril, le roi se portant mal, il ait cherché à gagner du temps et à éloigner la conclusion de l'affaire, qu'enfin, à partir du 1er avril, le roi étant condamné, il n'ait plus songé qu'à une chose, à rompre sous un prétexte plausible. » Jusque-là l'auteur ne fait que répéter avec art ce qui avait été dit avec violence par les ministres anglais dans leurs entretiens, par les diplomates russes dans leurs dépêches; il y ajoute ce que les dépêches ne disent pas, ce que permet la liberté des propos de salon, une appréciation de la personne du prince : « Si on ne nous a pas trompés sur le caractère du prince, c'est un homme moins ambitieux qu'ennuyé, aimant la gloire, mais encore plus les commodités de la vie, et qui, à une de ces imaginations allemandes qui se passionnent vivement pour chaque perspective nouvelle, unissent, comme il arrive souvent, une de ces activités paresseuses qui s'effraient non moins vivement des difficultés. Les hommes ainsi faits sont faciles à tenter; ils s'engouent vite parce qu'ils n'envisagent d'abord que le beau côté des choses, et se dégoûtent encore plus vite, parce que, un parti une fois pris, ils n'en savent plus voir que les inconvéniens. » Certes l'appréciation est fausse, autant que les faits sont inexacts. En ce qui concerne le caractère du prince, nul n'ignore l'éclatant démenti que l'auteur de ces lignes a reçu des événemens. Quant aux faits eux-mêmes, les notes de Stockmar nous permettent de les rectifier avec une précision victorieuse. Il fallait pourtant citer cette page du mois de juillet 1830, afin de montrer quelles colères avait excitées en France, comme en Angleterre et en Russie, la renonciation du prince Léopold.

Aucune des puissances allemandes, ni l'Autriche ni la Prusse, ni les états secondaires, n'était représentée en 1830 à la conférence de Londres; mais l'Europe entière était attentive aux choses de la Grèce et de curieux témoignages nous apprennent que la conduite du prince Léopold était jugée dans le monde germanique comme elle l'était partout, avec la même rigueur et la même injustice. Le prince Léopold connaissait M. de Stein, le terrible adversaire de l'empire de 1806 à 1815 et vers ce temps-là encore, par le sou-

venir de ces luttes, l'un des personnages les plus considérables de l'Allemagne. Pendant un séjour à Ems, le prince s'était souvent entretenu avec M. de Stein de sa candidature au trône de Grèce. Quand le protocole du 3 février 1830, qui offrait le trône au prince, fut connu en Allemagne, M. de Stein lui avait adressé une longue lettre, ou plutôt un long mémoire sur la manière de concevoir sa mission. Ce mémoire, il est vrai, pieusement publié par M. Pertz dans sa biographie du baron, renferme plus de mots sonores que d'idées fécondes. On y trouve surtout la haine de la France, une haine à la fois implacable et sénile. « C'est pour la gloire de l'Allemagne que la Providence envoie Léopold en Grèce, c'est la civilisation allemande qu'il est chargé d'implanter à Athènes, il faut que l'éducation y soit allemande,—et l'armée? allemande,—et l'administration? allemande. » Évidemment, tout cela sent le radotage. Il est clair toutefois que Léopold, salué par M. de Stein comme un missionnaire de Dieu, du dieu de l'Allemagne, chez les peuples helléniques, ne pouvait se dispenser de lui écrire qu'il avait décliné cette mission. Sa lettre est grave et digne, il expose simplement les motifs que nous connaissons déjà, motifs d'honneur, de conscience, d'humanité vraie, de vrai libéralisme. Savez-vous comment lui répond le baron de Stein? Par une missive tour à tour emphatique et impertinente.

Il commence solennellement : « En 1812, lorsque l'empereur Alexandre engagea la lutte contre Napoléon, il prit pour devise : *confiance en Dieu, courage, persévérance, union*, puis, les yeux constamment et résolûment tournés vers le ciel, il s'abandonna aux inspirations de son cœur magnanime et renversa le géant. » Étrange fanfare, en vérité; il s'agit bien de l'empereur Alexandre et du géant! L'orgueilleux baron continue avec la même emphase : « La raison humaine peut deviner la marche prochaine des événemens, elle ne saurait percer les ténèbres d'un avenir éloigné. Le vrai guide alors, c'est le sentiment du devoir, la confiance en Dieu, le renoncement à tout intérêt personnel. » C'est exactement comme s'il disait : il fallait prendre exemple sur nous; l'empereur Alexandre et moi, voilà les grands modèles. Il ajoute, il est vrai, d'un ton plus simple : « La situation de la Grèce sera-t-elle améliorée par la retraite de votre altesse royale? Avec du sérieux et de la persévérance, ne pouvait-on pas espérer, soit à présent même, soit dans un avenir prochain, l'extension des frontières? Et, en attendant cette heure, l'entière sécurité de la Grèce n'était-elle pas assurée par la garantie des trois puissances? » Ce refus du prince en de telles conditions paraît tellement inexplicable au baron de Stein qu'il n'hésite pas à lui lancer l'accusation injurieuse réservée jusque-là aux

dépêches secrètes et aux articles anonymes : si le prince sacrifie la Grèce, c'est qu'il a des vues sur l'Angleterre. Écoutez, voici le trait final, le trait empoisonné qu'il enfonce le plus naturellement du monde et d'un air innocent : « Peut-être la résolution de votre altesse royale doit-elle être attribuée à d'autres motifs puisés dans ses relations d'Angleterre. Votre altesse a renoncé à une carrière périlleuse, difficile, riche en aventures ; la voilà désormais engagée dans le combat des partis, elle verra de près leurs luttes, leurs intrigues pour s'emparer du pouvoir. » Le baron de Stein est persuadé que ces visées équivoques sont la seule explication de ce qu'il appelle la reculade du prince, et s'il lui en parle directement, il en dira bien plus à ses amis. Voici ce qu'il écrit le 15 juin 1830 à l'archevêque de Cologne : « Que dit votre grandeur de la conduite du prince Léopold? Elle répond tout à fait au caractère du *Marquis Peu à Peu,* comme l'appelait le roi George IV. Au lieu d'écarter les difficultés, au lieu d'achever l'entreprise qu'il a commencée, il retire lâchement sa main du timon de la charrue, parce qu'il compte sur les changemens qu'amènera la mort du roi. Un homme de ce caractère flasque n'est pas fait pour marquer jamais la vie publique d'une vigoureuse empreinte. C'est un être sans couleur. » Le lendemain il écrit à M. de Gagern : « Le prince Léopold avait le sentiment de sa faiblesse, de son impuissance à faire triompher l'entreprise ; alors il a jeté un regard de côté sur son influence possible en Angleterre. Cette influence, il ne l'aura jamais à cause de sa pusillanimité, et en tout cas, dès que la princesse Victoria sera majeure, c'est-à-dire dans six ou sept ans, il la perdra. »

Ainsi décidément l'accusation a fait le tour de l'Europe. En Angleterre, en Russie, en France, en Allemagne, tous les personnages politiques, hommes d'état ou publicistes, sont d'accord sur les motifs qu'ils prêtent au prince Léopold : si le prince a renoncé au trône de Grèce, c'est qu'il visait à la régence d'Angleterre. On aurait pu, il est vrai, examiner la chose avec plus de soin, on aurait pu faire une remarque bien simple que nous suggèrent aujourd'hui les notes de Stockmar, c'est que cette grande ambition était singulièrement modeste. La régence d'Angleterre ! Était-il donc certain qu'il y aurait lieu de nommer un régent? George IV allait mourir; mais lui mort, son successeur était là. Entre George IV et sa nièce, fille du duc de Kent, il y avait un autre fils de Georges III, le duc de Clarence, celui qui a régné en effet sous le nom de Guillaume IV. Guillaume, duc de Clarence, était l'aîné du duc de Kent ; la fille du duc de Kent, la jeune princesse Victoria, n'arrivait comme héritière de la couronne qu'après son oncle Guillaume. Je sais bien que ce duc, l'héritier présomptif du trône d'Angleterre, avait déjà soixante-

cinq ans lorsque le prince Léopold refusa le trône de Grèce, et qu'il ne pouvait plus, dit-on, compter sur une longue vie. Qu'importe? à mesure qu'il se courberait sous le poids des années on verrait grandir l'enfant promise au trône. La jeune princesse avait onze ans révolus; il suffisait que le roi Guillaume vécût encore six ou sept années pour que la succession royale eût lieu régulièrement. Tous ces calculs, si on les eût faits de sang-froid, auraient dû épargner au prince Léopold les imputations perfides dont il fut l'objet d'un bout de l'Europe à l'autre; mais comment eût-on calculé si posément les chances diverses? il n'y avait partout qu'un même sentiment d'impatience et de colère. Ce refus d'une couronne garantie par l'Europe, ce refus d'une entreprise glorieuse à laquelle s'intéressait l'Europe était chose si extraordinaire qu'on ne pouvait se résoudre à l'expliquer naturellement. Il fallait de toute nécessité supposer une combinaison profonde.

La profonde combinaison se trouvait précisément là où on ne la cherchait point. Ah! qu'il serait piquant de pouvoir suivre à cette date les secrètes pensées du comte Capodistrias! Ce n'est pas lui qui attribuait à la maladie de George IV la volte-face du prince Léopold; il connaissait bien le ressort qui avait tout fait, puisqu'il le tenait encore dans ses mains. Le rusé Corfiote devait bien rire en voyant les diplomates européens, gens d'esprit subtil et de vie artificielle, expliquer la conduite du prince par des subtilités et des artifices; lui, pour tout arranger selon ses vues, et c'est en cela qu'on peut apprécier l'habileté supérieure de sa tactique, il s'était adressé simplement à la générosité naturelle du prince. Au fond de ce cœur loyal, il avait déposé dès le premier jour un mot destiné à porter ses fruits : « plutôt que de signer un pareil traité, moi, je n'hésiterais pas, je quitterais le pouvoir. » C'est ce mot, dit négligemment à Stockmar mais de façon à être répété au maître, c'est ce mot qui pendant toute l'année 1829 a travaillé dans l'ombre, a fouillé, tourmenté, déchiré le cœur du prince, et en fin de compte lui a dicté sa conduite.

V.

Le comte Capodistrias, qui décidait ainsi le prince Léopold à renoncer au trône de Grèce, a-t-il, pour la même raison et comme il l'annonçait, quitté ses fonctions de président? Pas le moins du monde. Les notes de Stockmar nous permettent de rétablir ici la signification véritable de certains faits en montrant les liens qui les enchaînent. On sait comment le comte Capodistrias a péri le 9 oc-

tobre 1831, frappé à mort par le frère et le fils de l'un des vieux héros de l'indépendance, Constantin et George Mavromichalis; ce qu'on savait moins bien jusqu'à présent, et ce qui nous apparaît aujourd'hui en toute lumière, c'est le rapport étroit qui rattache cette scène sanglante à la renonciation du prince Léopold.

Dès le jour où cette renonciation est connue, une profonde douleur se manifeste dans toute la Grèce. Si le protocole du 3 février ne répondait pas aux désirs de la nation et laissait bien des intérêts en souffrance, du moins le gouvernement du prince encourageait des espérances qui étaient déjà une consolation. Placé au-dessus des partis, il rendait justice à chacun. On ne verrait plus régner la faveur et l'iniquité. Il y aurait des lois justes, des tribunaux intègres, une constitution régulière. La Grèce ne serait plus la proie de l'ambitieux dont on commençait à soupçonner les plans et à démasquer les intrigues. D'ailleurs ce que le prince Léopold n'avait pas encore obtenu, il l'obtiendrait sans doute plus tard. Nul mieux que lui n'était en mesure de persuader peu à peu les puissances, nul ne saurait mieux les rassurer toutes les trois, en ne se livrant à aucune. La Russie, qui avait apprécié en 1813 le compagnon d'armes du grand-duc Constantin, ne le considérerait jamais comme inféodé à l'Angleterre; l'Angleterre, qui l'avait connu à Claremont, ne soupçonnerait jamais que l'époux de la princesse Charlotte pût subir l'ascendant de la Russie. Que de convenances politiques dans le choix du prince! Que de hautes assurances morales! Et tout cela s'écroulait, tout cela s'évanouissait; de l'édifice laborieusement construit il ne restait plus qu'un souvenir. Telles étaient les plaintes de la Grèce. D'où venait donc qu'au mois de mars ou d'avril un langage tout opposé avait retenti dans les conseils populaires, et que ce langage, parvenu aux oreilles du prince Léopold, avait déterminé sa retraite? Pure tactique du comte Capodistrias. Il excellait à faire parler les populations, il excellait aussi à leur faire garder le silence. Rassembler et grossir les témoignages de mécontentement, c'est la première opération; supprimer les autres, c'est la seconde. Rien de plus simple. C'est de la police primitive. L'état général de la Grèce, la barbarie dont on sortait, les rivalités des tribus, les jalousies, les fureurs, les haines, tous les élémens de guerre civile, qui maintenaient un perpétuel désordre, permettaient de pêcher en eau trouble. La main adroite du président prenait et laissait selon l'occurrence ce qui convenait à ses desseins. Le prince Léopold ne sut donc que plusieurs mois plus tard combien sa renonciation avait affligé la Grèce.

Cette affliction était d'autant plus sincère qu'elle était inspirée par un sentiment de salut public. Après le refus du prince Léopold,

les amis de la Grèce, Dawkins, Eynard, supplièrent Capodistrias de proposer sans retard un autre candidat. Il n'y avait pas un jour à perdre, disaient-ils, pour atténuer l'effet désastreux de cette retraite. Le président n'avait-il pas en vue tel ou tel prince? N'avait-il pas songé déjà, prudent et avisé comme il était, aux chances possibles d'un refus, sans parler des autres chances humaines? On le pressait ainsi de questions, on le suppliait d'en finir; il fallait absolument indiquer son candidat. Son candidat? Il était le seul qui ne pût pas le désigner par son nom; il attendait que les puissances, ne trouvant plus personne dans les familles royales qui voulût accepter ce présent dédaigné, voyant d'ailleurs en lui un ennemi résolu de l'anarchie hellénique, se décidassent de guerre lasse à lui conférer la souveraineté de fait, c'est-à-dire une sorte d'hospodorat sous la garantie de l'Europe. « Je n'ai pas à proposer de candidat, répondait-il invariablement. Ce serait empiéter sur les attributions de la conférence de Londres. »

Le programme secret du comte Capodistrias pouvait se réduire à ces deux points : 1° écarter le prince étranger, quel qu'il fût, élu roi de Grèce par les plénipotentiaires de Londres; 2° dominer l'anarchie dans la péninsule hellénique, et, sous prétexte de dominer cette anarchie, détruire les grandes influences locales, ruiner les familles illustrées par la guerre de l'indépendance, annuler ou écraser les primats. La première partie de ce plan étant réalisée, provisoirement au moins, par la retraite du prince Léopold, le comte Capodistrias entreprit de réaliser la seconde.

Toute l'année 1830 et les neuf premiers mois de l'année suivante offrent le tableau d'une lutte perpétuelle entre le président et la Grèce, lutte ardente, compliquée, très difficile à suivre, car elle nous montre tantôt un gouvernement aux prises avec le désordre public, tantôt un dictateur aux prises avec des ennemis personnels. Notre révolution de juillet 1830 vint encore aggraver cette confusion. La politique française, qui sous la restauration marchait d'accord avec la Russie et augmentait en Orient l'autorité morale du tsar, se trouva naturellement poussée vers l'Angleterre, surtout depuis qu'un ministère whig avait remplacé les tories. Ajoutons que la Russie à cette date n'avait plus la même liberté d'action; les affaires de Pologne faisaient grand tort aux affaires de Grèce. L'influence russe déclinant dans la péninsule, l'audace des primats s'accrut, et bientôt toute une moitié du pays se souleva contre le président. Hydra était un des principaux centres de l'insurrection. Une commission composée de sept membres, tous ennemis de Capodistrias, résolut d'y convoquer un congrès national. Les Maïnotes, de leur côté, sans attendre ce congrès, avaient formé à Limeni un gou-

vernement provisoire. La révolte éclatait de toutes parts. L'île de Syra, si précieuse par le revenu de ses douanes, passa aux insurgés. C'était une brèche terrible dans les finances du dictateur, qui se vit bientôt obligé d'émettre pour trois millions de papier-monnaie. Où était la Grèce des hétairies, celle qu'une même passion exaltait contre les oppresseurs? Les plus illustres combattans des jours de gloire se partageaient entre le président et l'insurrection. Si le comte Capodistrias avait auprès de lui Kolokotroni, Nikitas, Canaris, plus ou moins cliens de la Russie, à la tête des insurgés marchaient le sage Mavrocordato, l'intrépide amiral Miaulis, et plusieurs chefs de cette famille des Mavromichalis qui nous reporte au temps de Marathon. L'aïeule vivait encore à cette date; âgée de quatre-vingt-six ans, elle avait vu plus de quarante héros, parmi ses enfans et petits-enfans, mutilés au service de la patrie.

Voilà les hommes que le comte Capodistrias, par ses perfidies, poussait à la révolte et au crime. Le crime de l'amiral Miaulis et le crime des Mavromichalis, qui ne se ressemblent d'ailleurs en aucune manière, se rattachent à la même cause; c'est le président qui, poussant à bout une tribu de héros comme il avait poussé à bout le vieux loup de mer, leur mit le fer et le feu à la main.

Dans la nuit du 26 au 27 juillet 1831, l'amiral Miaulis, chargé par les Hydriotes d'aller saisir dans Poros la flotte grecque, afin de prévenir les projets du président contre Hydra, exécuta ce hardi coup de main avec une rapidité merveilleuse. Il n'avait qu'une poignée d'hommes, à peine deux cents marins d'Hydra, mais les habitans de Poros leur vinrent en aide; en quelques heures, toute la flotte grecque réunie dans la rade de Poros tomba au pouvoir de Miaulis. Elle se composait de la frégate *Hellas*, de deux corvettes, de deux bateaux à vapeur et de deux autres bâtimens de moindre importance. On devine la consternation de Capodistrias. Les commandans des escadres anglaise et française se trouvant alors éloignés de Nauplie, où siégeait le gouvernement, il ne restait que le commandant russe, l'amiral Ricord, pour représenter les trois puissances. Avait-il le droit de prendre à lui seul une décision? Non, certes. Toutefois sur les instances du président, il court à Poros avec une frégate et un brick. Immédiatement sommation est faite à Miaulis de se retirer; Miaulis répond qu'il est à Poros par l'ordre des Hydriotes, obligés de se mettre à l'abri des violences du président; il ajoute que la flotte ne court aucun danger sous son commandement, il la gardera comme un dépôt sacré que lui a confié la nation. Sa mission n'a pas de caractère belliqueux, c'est une mission préventive et tutélaire. L'amiral russe insiste et menace d'employer la force. Alors Miaulis d'une voix plus haute et

plus fière : « Je n'ai, dit-il, aucun ordre à recevoir de l'amiral Ricord agissant isolément; s'il m'attaque, je me défendrai. Si les commandans des escadres occidentales se joignent à lui, je ne résisterai point, mais je mourrai à mon poste. » Là-dessus, après une intervention bien superficielle des ambassadeurs, le dialogue recommence entre Ricord et Miaulis. Les Poriotes, et même une partie des Hydriotes, voyant l'obstination des Russes en cette affaire, ont fait leur soumission. Miaulis est toujours sur l'*Hellas* avec vingt-deux de ses hommes. S'il doit rester seul, il restera seul. L'amiral russe lui adresse une sommation suprême. Cette fois la lutte est impossible; que va répondre le vieux marin? Son audace croît avec le péril. « Je veux bien traiter, dit-il à l'amiral Ricord, mais je ne quitterai pas mon poste sans avoir stipulé les conditions de salut pour ceux qui m'ont envoyé ici. Traitons, j'y consens. Si vous m'attaquez, je brûle la flotte. » Ricord est persuadé que c'est là une fanfaronnade : un Grec brûler la flotte grecque! Vainement le capitaine d'un bâtiment français, informé de ce qui se passe, va-t-il trouver l'amiral russe et lui faire comprendre la responsabilité qu'il encourt; l'amiral prend ses mesures, l'attaque va commencer. Tout à coup retentit une explosion formidable. C'est la frégate l'*Hellas* et la corvette l'*Hydra* qui viennent de sauter. Miaulis lui-même a mis le feu aux poudres, puis à travers la flamme, les débris, la pluie de mitraille, au milieu de la stupeur, au milieu de l'épouvante, il s'est jeté dans un canot avec quelques-uns de ses compagnons, a traversé la ligne russe et gagné le port d'Hydra.

Tel était le crime du vieil amiral Miaulis. Le destructeur de la flotte nationale fut voué d'abord à l'exécration publique; bientôt pourtant la nation vit là autre chose qu'un acte de fanatisme sauvage, elle admira la patriotique énergie du vieux marin. Qu'étaient-ce que l'*Hellas* et l'*Hydra?* Des murailles de bois. Il y avait une autre Hellas, une autre Hydra, faites de murailles vivantes et dont la catastrophe du 13 août attestait la force indomptable. Une flotte détruite, une nation sauvée, c'était un naufrage victorieux. Poros fut célébré par la Grèce de 1831 « comme la nouvelle Salamine contre laquelle s'était brisée la tyrannie d'un nouveau Xerxès (1). »

Le crime des Mavromichalis n'a pas ce caractère grandiose. Il se rattache pourtant à des origines analogues, et, bien qu'on ne puisse l'excuser, on y retrouve, comme dans la destruction de la flotte nationale à Poros, un mélange extraordinaire d'énergie barbare et de souvenirs antiques. Les Mavromichalis appartenaient à l'aristo-

(1) Je cite ici l'historien allemand Gervinus, à qui sont empruntés plusieurs traits de ce récit. Voyez, dans la consciencieuse traduction de M. J. F. Minssen, *Histoire du dix-neuvième siècle depuis les traités de Vienne,* t. XXII, p. 283.

cratie guerrière des Maïnotes, comme l'amiral Miaulis à l'aristocratie maritime des Hydriotes. Primats dépossédés et ruinés par le nouvel ordre de choses, ils se seraient soumis aux nécessités publiques, si le président n'avait manifesté l'intention de les détruire. Telles étaient surtout les dispositions du chef de la famille, le vénérable Pétrobey (1). Un de ses frères, Giannis, moins résigné au joug du président, prit le commandement des insurgés de Maïna, quand une moitié de la Grèce se souleva pendant l'été de 1830. Le président, pour se débarrasser de lui, eut recours à une ruse odieuse; il le fit inviter par un de ses neveux à se rendre à Nauplie pour traiter ensemble des clauses d'une réconciliation. Ce neveu, George Mavromichalis, fils de Pétrobey, était un type de beauté, de courage, de droiture, orgueil de toute la famille. Giannis l'aimait d'une affection particulière, et le président, qui n'ignorait pas ces détails, savait bien qu'un mot de lui suffirait pour attirer le rebelle à Nauplie. Il obtint ce mot à force de cajoleries et de promesses. Giannis se rendit à l'appel de son neveu; à peine arrivé, il fut saisi et jeté en prison. Le président fait aussitôt main-basse sur tous les membres de la famille Mavromichalis; les uns sont emprisonnés, les autres, soumis à une surveillance dont ils ne se doutent pas, se trouvent comme internés dans Nauplie ou dans Argos. Deux des premiers, Elias, fils de Giannis, Constantin, frère de Giannis et de Pétrobey, réussissent à briser leurs chaînes. Ils gagnent Limeni en toute hâte et reprennent le commandement de l'insurrection. Pétrobey, nous l'avons dit, n'approuvait pas cette levée d'armes; il offre au président de se rendre à Limeni et d'apaiser les rebelles. Le président refuse. C'est alors que le vieillard, comprenant qu'il est prisonnier, veut s'échapper de sa geôle. Il part en secret, parvient d'abord à Zante, se dirige ensuite vers Limeni, mais rejeté ensuite sur la côte d'Elis, est pris et ramené au maître. Cette fois on ne se borne pas à le surveiller; le vieux chef des guerres de l'indépendance, l'ancien prince de Maïna, Pétrobey Mavromichalis, est enfermé dans un cachot!

C'était le comble de l'iniquité. Pétrobey n'avait pris aucune part à l'insurrection; il l'avait déconseillée, il la blâmait très haut et voulait y mettre fin. On ne l'avait traduit devant aucun tribunal, il n'était ni jugé ni condamné. L'emprisonnement du vieillard, prolongé depuis plusieurs mois, soulevait partout une irritation profonde. Son frère Constantin, pour sauver le chef des Mavromichalis, entre en négociations avec le président; il est prêt à mettre bas les

(1) Pétrobey, c'est le bey Pierre, le prince Pierre. Le chef de la tribu des Mavromichalis avait été le prince de Maïna, dans le temps où une sorte de féodalité héroïque était née de la lutte contre les Turcs.

armes sous certaines conditions, et la première, on le pense bien, est la délivrance de Pétrobey. Le président refuse de rien entendre avant que les chefs de la révolte se soient rendus de leur personne à Nauplie. Ils arrivent, et, comme Giannis, les voilà pris au piége. Constantin et George sont gardés à vue dans la ville; ils peuvent aller et venir, deux agens, qui ne les quittent pas, répondent de leurs actes. Cependant le prince de Maïna est toujours en prison. Ah! c'est pousser trop loin le mépris de l'humanité. La vieille mère, l'auguste aïeule, va trouver l'amiral russe et lui demande justice. L'amiral intervient en effet; le président, sur sa demande, accorde une entrevue à Pétrobey, et il est convenu que l'amiral y sera présent. L'amiral Ricord, inquiet des violences de Capodistrias, avait à cœur de terminer l'affaire. Le jour et l'heure sont fixés; c'est le samedi 8 octobre. Précisément ce jour-là un journal de Londres, *le Courrier*, est remis au président; il le parcourt et tombe sur un article où il est attaqué avec violence. Irrité par cette lecture, il refuse de recevoir Pétrobey. Le vieux chef, en faisant cette démarche auprès du président, s'était résigné à une humiliation; c'est plus qu'une humiliation, c'est un outrage, puisque l'amiral est seul introduit chez le comte Capodistrias, et que Pétrobey Mavromichalis est ramené dans sa prison. Passant avec ses gardiens devant la maison où demeuraient son frère et son fils, Constantin et George, il les appela d'une voix tremblante. Ceux-ci parurent à la fenêtre : « Eh bien! demandèrent-ils avec angoisses, quel a été le résultat de l'entrevue? — Vous le voyez! » répondit le vieillard, et il leur montra son escorte.

A bon entendeur, demi-mot. Cette scène presque muette disait tout ce qu'il fallait dire. Depuis quelques semaines, Constantin et George, indignés de la conduite du président, en étaient venus à penser que la répression de cette tyrannie insupportable exigeait des mesures suprêmes. Celui qui violait toute justice pour détruire les Mavromichalis se mettait lui-même hors la loi. Constantin et George l'avaient condamné à mort. Juges de ce tribunal secret, ils devaient être les exécuteurs publics de la sentence. Si l'entrevue avait eu lieu le 8 octobre et que Pétrobey fût sorti de chez le président avec des gages de réconciliation, Capodistrias était sauvé. Le mot jeté en passant sous les fenêtres de son frère et de son fils résonnait donc comme un signal; il signifiait clairement « qu'à cette infâme manière moderne d'administrer la justice, il fallait opposer leur vieille procédure maïnotte (1). »

On sait ce qui arriva le lendemain. C'était le dimanche 9 octo-

(1) Gervinus, t. XXII, p. 289, traduction de M. Minssen.

bre 1831. Constantin et George Mavromichalis avaient aperçu le président qui se rendait à l'église Saint-Spiridion; ils avaient hâté le pas pour le devancer, l'avaient salué en passant et s'étaient placés sous le porche, tout près du seuil. Était-ce une marque de déférence? voulaient-ils le saluer encore au passage? ou bien cette attitude cachait-elle une intention hostile? Capodistrias hésita un instant; puis, rassuré sans doute par la présence des deux gardes attachés à la surveillance des deux suspects, il s'avança vers le portail. Il ignorait que ces gardes étaient devenus leurs complices. Dès qu'il atteignit le seuil, deux coups de feu retentirent derrière lui. C'étaient Constantin et son garde Karayannis qui venaient de tirer; le garde avait manqué son coup, mais Constantin avait frappé à la tête l'ennemi des Mavromichalis, tandis que George lui avait planté son poignard dans la poitrine.

Ce meurtre, même dans un monde encore barbare et malgré tant de provocations, était un acte odieux. Les criminels ne tardèrent pas à l'expier. Constantin fut écharpé immédiatement par la populace; George, condamné à mort par un conseil de guerre, tomba fusillé sous les fenêtres de la prison de son père. Cependant, sur plusieurs points du territoire et dans les classes supérieures de la société hellénique, la vengeance des Mavromichalis excita moins d'horreur que de sympathie. Partout où vivaient les fiers souvenirs de la guerre nationale ou les souvenirs exaltés de la Grèce antique, Constantin et George étaient glorifiés. A Égine, les étudians entonnèrent le vieux chant d'Harmodius et d'Aristogiton : « Je porterai le glaive sous les branches de myrtes! » A Missolonghi, les veuves, quittant les vêtemens de deuil, se rendirent en robes blanches à l'église pour remercier Dieu de la délivrance de la patrie.

Qu'était-ce donc que ce journal de Londres arrivé à Nauplie le 8 octobre 1831? Et comment pouvait-il contenir le germe de ces tragédies? Un de nos collaborateurs, M. A. de Gobineau, qui l'un des premiers a raconté ici même les événemens que nous venons de rappeler, dit simplement à ce sujet que l'article du *Courrier* s'exprimait avec véhémence sur l'administration de Capodistrias. Dans l'étude si impartiale et si complète à sa date (1) qu'il a consacrée au président, M. de Gobineau ne pouvait être frappé de certains rapprochemens comme nous le sommes aujourd'hui. Grâce

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 avril 1841, le travail de M. A. de Gobineau, intitulé *Capodistrias*. Notre collaborateur, aujourd'hui ministre de France en Suède, avait habité l'Europe orientale et la connaissait parfaitement. Son étude sur le comte Capodistrias a pour base la correspondance même du comte et une biographie tracée par un de ses partisans; en nous servant de cette étude pour le sujet particulier qui nous occupe, nous n'avons eu qu'à la compléter çà et là au moyen des documens nouveaux mis en œuvre par Gervinus.

aux notes de Stockmar, des faits jusqu'ici restés dans l'ombre apparaissent désormais en pleine lumière. La vérité, c'est que l'article du *Courrier* dénonçait principalement deux choses dans la conduite de Capodistrias, ses violences envers les Mavromichalis, sa fourberie à l'égard du prince Léopold. L'opinion en Angleterre avait fini par découvrir le mot de l'énigme. On n'était plus dupe de la comédie, on ne disait plus, comme le prince de Liéven, comme lord Aberdeen, comme le baron de Stein, comme les rédacteurs de la *Revue de France*, que le prince Léopold avait manqué de courage, on disait qu'il avait été induit en erreur par la noblesse même de son âme et mené en laisse par le plus roué des diplomates. Tel était le fond de l'article du *Courrier*. Démasqué dans ses fourberies et attaqué dans ses violences, Capodistrias eut un accès de fureur qui lui fit perdre la tête; il se vengea sur Pétrobey, qui à son tour suscita ses vengeurs. Voilà comment le prince Léopold, sans le vouloir, sans le savoir, fit sortir de dessous les feuilles de myrte le glaive d'Harmodius et d'Aristogiton.

Plus tard, lorsque le prince Léopold, fondateur d'une autre royauté à l'occident de l'Europe, eut donné tant de preuves d'une sagesse toute royale. on a souvent regretté qu'un tel pilote ait manqué à la Grèce. L'historien allemand Gervinus, qui rappelle ces regrets, ne les partage en aucune façon. Il ne croit pas qu'il y ait lieu d'accuser ici la fortune. Le prince Léopold, à son avis, n'était pas l'homme de ce rôle. Il ne possédait ni les dons physiques, ni les dons moraux que réclamait la royauté des Hellènes. Pour régénérer ces hommes à demi sauvages, il eût fallu vivre de leur vie, supporter leurs souffrances, se plier à leurs privations, lutter avec eux contre une écrasante misère. Quelle vigueur et quelle souplesse de corps, quelle robuste élasticité supposait une pareille tâche! Il y fallait aussi une âme héroïquement trempée. Ce roi nouveau aurait dû renoncer aux vains appareils du trône, et, au lieu d'une royauté de cour et de salon, fonder une sorte de souveraineté primitive, jusqu'au jour où le peuple et le prince eussent grandi ensemble. Préparé d'ailleurs à tous les échecs, à toutes les ingratitudes, à toutes les calomnies, il aurait dû se raidir d'avance contre mille causes de découragement. Résolu à vaincre autant que résigné à souffrir, nulle expérience, si amère qu'elle fût, nul désappointement, si cruel qu'on l'imagine, ne l'eussent dispensé jamais de nouveaux efforts et de nouveaux sacrifices. « On peut, dit Gervinus, rendre tout honneur au caractère du prince Léopold sans trouver qu'il fût un homme de cette trempe. S'il l'eût été, rien n'eût ébranlé sa résolution première, et les difficultés de la tâche, bien loin de l'effrayer, n'eussent fait que stimuler son courage. »

Il se peut que M. Gervinus ait raison; le type de ce souverain pa-

triarcal, de ce roi biblique et homérique est placé si haut que l'historien du XIXe siècle aurait eu certainement de la peine à en trouver quelque part un exemplaire. Est-ce un motif pour se consoler si aisément du refus du prince Léopold? Je ne le pense pas. S'il eût accepté cette mission, non-seulement la condition extérieure de la Grèce en aurait profité, comme Gervinus est bien obligé d'en convenir, mais à l'intérieur même, dans le développement de sa vie sociale, que de sombres épisodes lui eussent été épargnés! On n'aurait vu certainement ni un marin illustre contraint de brûler la flotte nationale, ni une tribu de héros forcés de recourir à l'assassinat. Quant à cet aiguillon intime qui, dit-on, s'il eût existé, ne lui eût pas permis de se dérober à sa tâche, il est avéré que le prince l'a ressenti encore pendant bien des années. Au milieu même de ses succès sur un théâtre tout différent, il pensait constamment aux Hellènes, il se rappelait ces jours d'enthousiasme où il se préparait à devenir leur législateur et leur père, il regrettait avec larmes de n'avoir pu réaliser ce noble rêve. « La Belgique n'est que de la prose, disait-il confidentiellement à Stockmar, c'est la Grèce qui eût satisfait les besoins poétiques de mon âme. »

Stockmar, homme de calcul et que l'imagination ne tourmentait guère, lui répondait en toute franchise : « La poésie que vous eût procurée la Grèce, j'en fais un cas médiocre. Les hommes ne voient que les mauvais côtés des choses qu'ils possèdent; aux choses qu'ils ne possèdent pas, ils ne voient que les avantages. Voilà pour moi toute la différence entre la Grèce et la Belgique. Je reconnais pourtant que la vie du premier roi des Hellènes, lorsqu'il sera mort après bien des épreuves, pourra offrir aux poètes une riche matière d'inspirations épiques. » Cette lettre, que le fils de Stockmar a publiée sans en donner la date, appartient sans doute aux premiers temps de la royauté belge, à la période où les Hellènes n'ont pas encore de souverain, où une régence tient la place du jeune prince Othon jusqu'à sa majorité, où personne enfin ne peut pressentir ce que sera le premier roi de la Grèce. Qui avait raison de Stockmar ou du prince Léopold? Prose ou poésie, que fallait-il préférer? Ce sont là des curiosités bien vaines après que l'histoire a suivi son cours et que le temps a fait son œuvre. La seule chose à dire, c'est que ni la Belgique ni le prince Léopold, on le verra par une prochaine étude, n'ont eu à se plaindre de la destinée.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LES

MAITRES D'AUTREFOIS

V [1].

L'ÉCOLE HOLLANDAISE. — FRANS HALS. — LA RONDE DE NUIT.

Harlem.

I.

C'est à Harlem, comme je vous l'ai dit, qu'un peintre en quête de belles et fortes leçons doit se donner le plaisir de voir Frans Hals. Partout ailleurs, dans nos musées ou cabinets français, dans les galeries ou collections hollandaises, l'idée qu'on se fait de ce maître brillant et très inégal en sa tenue est séduisante, aimable, spirituelle, assez futile, et n'est ni vraie ni équitable. L'homme y perd autant que l'artiste est amoindri. Il étonne, il amuse. Avec sa célérité sans exemple, la prodigieuse bonne humeur et les excentricités de sa pratique, il se détache par des goguenardises d'esprit et de main sur le fond sévère des peintures de son temps. Quelquefois il frappe; il donne à penser qu'il est aussi savant que bien doué, et que sa verve irrésistible n'est que la grâce heureuse d'un talent profond; presque aussitôt il se compromet, se discrédite et vous décourage. Son *portrait* qui figure au musée d'Amsterdam et dans lequel il s'est reproduit de grandeur naturelle, en pied, posant sur un talus champêtre, à côté de sa femme, nous le représente assez bien comme on l'imaginerait dans ses momens

(1 Voyez la *Revue* des 1er, 15 janvier, 1er et 15 février.

d'impertinence, quand il gouaille et se moque un peu de nous. Peinture et geste, pratique et physionomie, tout dans ce portrait par trop sans façon est à l'avenant. Hals nous rit au nez, la femme de ce gai farceur en fait autant, et la peinture, tout habile qu'elle est, n'est pas beaucoup plus sérieuse.

Tel est, à le juger par ses côtés légers, le peintre fameux dont la renommée fut grande en Hollande pendant la première moitié du XVIIe siècle. Aujourd'hui le nom de Hals reparaît dans notre école au moment où l'amour du naturel y rentre lui-même avec quelque bruit et non moins d'excès. Sa méthode sert de programme à certaines doctrines en vertu desquelles l'exactitude la plus terre-à-terre est prise à tort pour la vérité, et la plus parfaite insouciance pratique pour le dernier mot du savoir et du goût. En invoquant son témoignage à l'appui d'une thèse à laquelle il n'a jamais donné que des démentis par ses belles œuvres, on se trompe, et par cela même on lui fait injure. Parmi tant de qualités si hautes, ne verrait-on par hasard et ne préconiserait-on que ses défauts? J'en ai peur, et je vous dirai ce qui me le fait craindre. Ce serait, je vous en donne l'assurance, une erreur nouvelle et une injustice.

Dans la grande salle de l'académie de Harlem, qui contient beaucoup de pages analogues aux siennes, mais où il vous oblige à ne regarder que lui, Frans Hals a huit grandes toiles dont la dimension varie entre 2 mètres 1/2 et 4 mètres passés. Ce sont d'abord des *Repas ou Réunions d'officiers du corps des archers de Saint-George*, *du corps des archers de Saint-Adrien*, — ensuite et plus tard des *Régens ou régentes d'hôpital*. Les figures y sont de taille naturelle et en grand nombre; c'est fort imposant. Les tableaux appartiennent à tous les momens de sa vie, et la série embrasse sa longue carrière. Le premier, de 1616, nous le montre à trente-deux ans; le dernier, peint en 1664, nous le montre deux années seulement avant sa mort, à l'âge extrême de quatre-vingts ans. On le prend pour ainsi dire à ses débuts, on le voit grandir et tâtonner. Son épanouissement se produit tard, vers le milieu de sa vie, même un peu au-delà; il se fortifie et se développe en pleine vieillesse; enfin on assiste à son déclin, et l'on est tout surpris de voir en quelle possession de lui-même ce maître infatigable était encore, quand la main lui manqua d'abord, la vie ensuite.

Il y a peu de peintres, s'il en existe, sur lesquels on possède un ensemble d'informations plus heureusement échelonnées et plus précises. Embrasser d'un coup d'œil cinquante années d'un travail d'artiste, assister à ses recherches, le saisir en ses réussites, le juger d'après lui-même dans ce qu'il a fait de plus important et de meilleur, c'est un spectacle qui nous est rarement donné. De

plus, toutes ses toiles sont posées à hauteur d'appui; on les consulte sans aucun effort, elles vous livrent tous leurs secrets, à supposer que Hals fût un peintre cachotier, ce qu'il n'était pas. On le verrait peindre qu'on n'en saurait pas beaucoup plus long. Aussi l'esprit ne tarde pas à se décider, le jugement à se faire. Hals n'était qu'un praticien, je vous en avertis tout de suite; mais, en tant que praticien, il est bien un des plus habiles maîtres et des plus experts qui aient jamais existé nulle part, même en Flandre malgré Rubens et Van-Dyck, même en Espagne malgré Velasquez. Permettez-moi de transcrire mes notes : elles auront ce mérite d'être brèves, prises sur le fait, et de mesurer l'analyse des choses à leur intérêt. Avec un pareil artiste, on serait tenté d'en dire ou trop ou trop peu. Avec le penseur, ce serait bientôt dit; avec le peintre, on irait bien loin : il faut se tenir et lui faire sa part.

Numéro 54, 1616. — Son premier grand tableau. Il a trente-deux ans; il se cherche; il a devant lui Ravestein, Pieterz Grebber, Cornelisz van Harlem, qui l'éclairent, mais ne le tentent point. Son maître Karel van Mander est-il plus capable de l'orienter? La peinture est forte de tonalité, rousse en principe; le modelé est ronflant et pénible; les mains sont lourdes, les noirs mal vus. Avec cela, l'œuvre est déjà très physionomique. Trois têtes charmantes sont à noter.

Numéro 56, 1627, onze ans après. — Déjà lui, le voici dans sa fleur. Peinture grise, fraîche, naturelle, harmonie noire. Écharpes fauves, orangées ou bleues, fraises blanches. Il a trouvé son registre et fixé ses élémens de coloris. Il emploie le vrai blanc, colore en clair, avec quelques glacis, y ajoute un peu de patine. Les fonds bruns et sourds semblent avoir inspiré Pierre de Hooch et font penser au père de Cuyp. Les physionomies sont plus étudiées, les types parfaits.

Numéro 55, 1627. — Même année, meilleur encore. Plus de pratique, la main plus habile et plus libre. L'exécution se nuance, il la varie. Même tonalité; les blancs plus légers; le détail des collerettes indiqué avec plus de caprice. En tout, l'aisance et la grâce aimable d'un homme sûr de lui; une écharpe azur tendre, qui est tout Hals. Têtes inégalement belles, quant au rendu, toutes expressives et étonnamment individuelles. Le porte-étendard debout au centre, le visage en valeur chaude et franche sur la soie de la bannière, avec sa tête un peu de côté, son œil clignotant, sa petite bouche fine, amincie par un sourire, est de la tête aux pieds un morceau délicieux. Les noirs sont plus mats; il les dégage du roux, les compose, les amalgame d'une façon plus ample et plus saine. Le modelé est plat, l'air devient rare; les tons se juxtaposent sans tran-

sitions ménagées. Nul emploi de clair-obscur, c'est le plein air d'une chambre très éclairée et également. De là des trous entre les tons que rien ne relie, des souplesses quand les valeurs et les couleurs naturelles s'appuient l'une sur l'autre au plus près, des duretés quand l'accord est plus distant. Un peu de système. Je vois très bien ce que notre école actuelle en conclut. Elle a raison de penser que Hals reste excellent, malgré ce parti-pris accidentel; elle aurait tort si elle estimait que sa grande science et ses mérites en dépendent. Et ce qui pourrait l'en avertir, c'est le numéro 57, 1633. — Hals a quarante-sept ans. Voici dans ce genre éclatant, à clavier riche, son œuvre maîtresse et tout à fait belle, non pas la plus piquante, mais la plus relevée, la plus abondante, la plus substantielle, la plus savante. Ici, pas de parti-pris, nulle affectation de placer ses figures hors de l'air plutôt que dans l'air, et de faire le vide autour d'elles. Rien n'est éludé des difficultés d'un art qui, s'il est bien entendu, les accepte et les résout toutes.

Peut-être, prises individuellement, les têtes sont-elles moins parfaites que dans le numéro précédent, moins spirituellement expressives. A cela près d'un accident qui pourrait être la faute des modèles autant que celle du peintre, comme ensemble le tableau est supérieur. Le fond est noir, et par conséquent les valeurs sont renversées. Le noir des velours, des soies, des satins, y joue avec plus de fantaisie; les lumières s'y déploient, les couleurs s'en dégagent avec une largeur, une certitude et dans des accords que Hals n'a jamais dépassés. Aussi belles, aussi sûrement observées dans l'ombre que dans la lumière, dans la force que dans la douceur, c'est un charme pour l'œil de voir ce qu'elles ont de richesse et de simplicité, d'en examiner le choix, le nombre, les nuances infinies, et d'en admirer la si parfaite union. La partie gauche en plein éclat est surprenante. La matière en elle-même est des plus rares : pâtes épaisses et coulantes, fermes et pleines, grasses et minces suivant les besoins, facture libre, sage, souple, hardie, jamais folle, jamais insignifiante. Chaque chose est traitée selon son intérêt, sa nature propre et son prix. Dans tel détail, on sent l'application, tel autre est à peine effleuré. Les guipures sont plates, les dentelles légères, les satins miroitans, les soieries mates, les velours plus absorbans; tout cela sans minutie, sans petites vues. Un sentiment subit de la substance des choses, une mesure sans la moindre erreur, l'art d'être précis sans trop expliquer, de tout faire comprendre à demi mots, de ne rien omettre, mais en sous-entendant l'inutile; la touche expéditive, prompte et rigoureuse; le mot juste, et rien que le mot juste, trouvé du premier coup et jamais fatigué par des surcharges; pas de turbulence et pas de superflu; autant de goût que dans Van-

Dyck, autant d'habileté pratique que dans Velasquez, avec les centuples difficultés d'une palette infiniment plus riche, car au lieu de se réduire à trois tons elle est le répertoire entier des tons connus, — telles sont, dans l'éclat de son expérience et de sa verve, les qualités presque uniques de ce beau peintre. Le personnage central, avec ses satins bleus et son justaucorps jaune verdâtre est un chef-d'œuvre. Jamais on n'a mieux peint, on ne peindra pas mieux.

C'est avec ces deux œuvres capitales, les numéros 55 et 57, que Frans Hals se défend contre les abus qu'on voudrait faire de son nom. Certainement il a plus de naturel que personne, mais ne dites pas qu'il est ultra-naïf. Certainement il colore avec plénitude, il modèle à plat, il évite les rondeurs vulgaires; mais, pour avoir son modelé spécial, il n'en observe pas moins les reliefs de la nature: ses figures ont leurs dos quand on les voit de face, et ne sont pas des planches. Certainement encore ses couleurs sont simples, à base froide, rompues; elles sentent aussi peu l'huile que possible; la substance en est homogène, le tuf solide, leur rayonnement profond vient de leur qualité première autant que de leurs nuances; mais ces couleurs d'un choix si délicat, d'un goût si sobre et si sûr, il n'en est ni avare ni même économe. Il les prodigue au contraire avec une générosité qui n'est guère imitée par ceux qui le prennent pour exemple, et l'on ne remarque pas assez grâce à quel tact infaillible il sait les multiplier sans qu'elles se nuisent. Enfin assurément il se permet de grandes libertés de main; mais jusqu'alors on ne lui voit pas un moment de négligence. Il exécute comme tout le monde, seulement en montrant mieux son métier. Son adresse est incomparable, il le sait et il ne lui déplaît pas qu'on s'en aperçoive; sur ce point spécialement, ses imitateurs ne lui ressemblent guère. Convenez encore qu'il dessine à merveille, une tête d'abord et puis des mains, et puis tout ce qui se rapporte au corps, l'habille, l'aide en son geste, concourt à son attitude, complète sa physionomie. Enfin ce peintre des beaux ensembles n'en est pas moins un portraitiste consommé, bien plus fin, bien plus vivant, bien plus élégant que Van der Helst, et ce n'est pas non plus l'habituel mérite de l'école qui s'attribue le privilége exclusif de le bien comprendre.

Ici finit à Harlem la manière fleurie de ce maître excellent. Je passe sur le numéro 58-1639, exécuté vers sa cinquantième année, et qui, par un hasard malheureux, clôt assez lourdement la série. — Avec le numéro 59, qui date de 1641, deux ans après, nous entrons dans un mode nouveau, le mode grave, la gamme entièrement noire, grise et brune, conforme au sujet. C'est le tableau des *Régens*

de l'hôpital Sainte-Élisabeth. Dans son acception forte et simple, avec ses têtes en lumière, ses habits de couleur noire, la qualité des chairs, la qualité des draps, son relief et son sérieux, sa richesse dans des tons si sobres, ce tableau magnifique représente Hals tout autrement, non pas mieux. Les têtes, aussi belles que possible, ont d'autant plus de prix que rien autour ne lutte avec l'intérêt capital des morceaux vivans. Est-ce à cet exemple de sobriété rare, à cette absence de coloris, jointe à la science accomplie du coloriste, que se rattachent plus particulièrement les *néo-coloristes* dont je parle? Je n'en vois pas encore la preuve bien évidente; mais si tel était, comme on aime à le dire, le très noble objectif de leurs recherches, quels tourmens ne devraient pas causer à des hommes d'études les scrupules profonds, le savant dessin, la conscience édifiante, qui font la force et la beauté de ce tableau !

Loin de rappeler des tentatives un peu vaines, ce magistral tableau fait au contraire penser à des chefs-d'œuvre. Le premier souvenir qu'il éveille est celui des *Syndics.* La scène est la même, la donnée pareille, les conditions à remplir sont exactement semblables. Une figure centrale, belle entre toutes celles que Hals a peintes, appellerait des comparaisons frappantes. Les relations des deux œuvres sautent aux yeux. Avec elles apparaît la différence des deux peintres : point de vue contraire, opposition des deux natures, force égale dans la pratique, supériorité de la main chez Hals, de l'esprit chez Rembrandt, — résultat contraire. Si, dans la salle du musée d'Amsterdam où figurent *les Drapiers,* on remplaçait Van der Helst par Frans Hals, *les Arquebusiers* par *les Régens,* quelle leçon décisive et que de malentendus évités ! Il y aurait une étude spéciale à faire sur ces deux toiles de *Régens.* Il faudrait se garder d'y voir toutes les qualités multiples de Hals, ni toutes les facultés plus multiples encore de Rembrandt; mais sur un thème commun, à peu près comme dans un concours, on assisterait à une épreuve des deux praticiens. Tout de suite on verrait où chacun d'eux excelle et faiblit, et l'on saurait pourquoi. On apprendrait sans nulle hésitation qu'il y a mille choses encore à découvrir sous la pratique extérieure de Rembrandt, qu'il n'y a pas grand'chose à deviner derrière la belle pratique extérieure du peintre de Harlem. Je suis très surpris qu'on ne se soit pas servi de ce texte pour dire une fois la vérité sur ce point.

Enfin Hals est vieux, très vieux : il a quatre-vingts ans. Nous sommes en 1664. Cette même année, il signe les deux dernières toiles de la série, les dernières auxquelles il ait mis la main : les *Portraits de Régens* et les portraits de *Régentes de l'hôpital des Vieillards.* Le sujet coïncidait avec son âge. La main n'y est plus.

Il étale au lieu de peindre ; il n'exécute pas, il enduit ; les perceptions de l'œil sont toujours vives et justes, les couleurs tout à fait sommaires. Peut-être en leur composition première ont-elles une qualité simple et mâle qui trahit le dernier effort d'un œil admirable et dit le dernier mot d'une éducation consommée. On ne saurait imaginer ni de plus beaux noirs ni de plus beaux blancs grisâtres. Le régent de droite avec son bas rouge, qu'on aperçoit au-dessus de la jarretière, est pour un peintre un morceau sans prix; mais vous n'apercevez plus ni dessin bien consistant ni facture. Les têtes sont un abrégé, les mains le néant, si l'on en cherche les formes et les articulations. La touche, si touche il y a, est jetée sans ordre, un peu au hasard, et ne dit plus ce qu'elle aurait à dire. A cette absence de tout rendu, aux défaillances de sa brosse, il supplée par le ton, qui donne un semblant d'être à ce qui n'est plus. Tout lui manque, netteté de la vue, sûreté des doigts ; il est d'autant plus acharné à faire vivre les choses en des abstractions puissantes. Le peintre est aux trois quarts éteint; il lui reste, je ne dis pas des pensées, je ne dirai plus une langue, mais des sensations d'or.

Vous avez vu Hals débutant; j'ai tâché de vous le représenter tel qu'il était en sa pleine force : voilà comment il finit, et si, ne le prenant qu'aux deux extrémités de sa brillante carrière, on me donnait à choisir entre l'heure où son talent commençait à naître et l'heure beaucoup plus solennelle où son extraordinaire talent l'abandonne, entre le tableau de 1616 et le tableau de 1664, je n'hésiterais pas, et bien entendu c'est le dernier que je choisirais. A ce moment extrême, Hals est un homme qui sait tout, parce que dans des entreprises difficiles il a successivement tout appris. Il n'est pas de problèmes pratiques qu'il n'ait abordés, débrouillés, résolus, et pas d'exercices périlleux dont il ne se soit fait une habitude. Sa rare expérience est telle qu'elle survit à peu près intacte dans cette organisation en débris. Elle se révèle encore et d'autant plus fortement que le grand virtuose a disparu. Cependant, comme il n'est plus que l'ombre de lui-même, ne croyez-vous pas qu'il est bien tard pour le consulter? L'erreur de nos jeunes camarades n'est donc à vrai dire qu'une erreur d'à-propos. Quelle que soit la surprenante présence d'esprit et la verdeur vivace de ce génie expirant, si respectables que soient les derniers efforts de sa vieillesse, ils conviendront que l'exemple d'un maître de quatre-vingts ans n'est pas le meilleur qu'on ait à suivre.

II.

Amsterdam.

Un lacet de rues étroites et de canaux m'a conduit à la *Doelen Straat*. Le jour finit. La soirée est douce, grise et voilée. De fins brouillards d'été baignent l'extrémité des canaux. Ici, plus encore qu'à Rotterdam, l'air est imprégné de cette bonne odeur de Hollande qui vous dit où vous êtes et vous fait connaître les tourbières par une sensation subite et originale. Une odeur dit tout : la latitude, la distance où l'on est du pôle ou de l'équateur, de la houille ou de l'aloès, le climat, les saisons, les lieux, les choses. Toute personne ayant quelque peu voyagé sait cela : il n'y a de pays favorisés que ceux dont les fumées sont aromatiques et dont les foyers parlent au souvenir. Quant à ceux qui n'ont pour se recommander à la mémoire des sens que les confuses exhalaisons de la vie animale et des foules, ils ont d'autres charmes, et je ne dis pas qu'on les oublie, mais on s'en souvient autrement. Ainsi noyée dans ses buées odorantes, vue à pareille heure, traversée par son centre, peu boueuse, mais humectée par la nuit qui tombe, avec ses ouvriers dans les rues, sa multitude d'enfans sur les perrons, ses boutiquiers devant leurs portes, ses petites maisons criblées de fenêtres, ses bateaux marchands, son port au loin, son luxe tout à fait à l'écart dans les quartiers neufs, — Amsterdam est bien ce qu'on imagine quand on ne rêve pas d'une Venise septentrionale dont l'*Amstel* serait la *Giudecca*, le *Dam* une autre place *Saint-Marc*, — lorsque d'avance on s'en rapporte à Van der Heyden et qu'on oublie Canaletto.

Cela est vieillot, bourgeois, étouffé, affairé, fourmillant, avec des airs de juiverie, même en dehors du quartier des Juifs, — moins grandiosement pittoresque que Rotterdam vue de la Meuse, moins noblement pittoresque que La Haye, pittoresque cependant par l'intimité plus que par les dehors. Il faut connaître la naïveté profonde, la passion de fils, l'amour des petits coins qui distinguent les peintres hollandais, pour s'expliquer les aimables et piquans portraits qu'ils nous ont laissés de leur ville natale. Les couleurs y sont fortes et mornes, les formes symétriques, les façades entretenues dans leur neuf, sans nulle architecture et sans art, les petits arbres des quais grêles et laids, les canaux fangeux. On sent un peuple pressé de s'installer sur des boues conquises, uniquement occupé d'y loger ses affaires, son commerce, ses industries, son labeur, plutôt que son bien-être, et qui jamais, même en ses plus grands jours, ne songea à y bâtir des palais. Dix minutes

passées sur le grand canal de Venise et dix autres minutes passées dans la *Kalverstraat* vous diraient tout ce que l'histoire peut nous apprendre de ces deux villes, du génie des deux peuples, de l'état moral des deux républiques, et par conséquent de l'esprit des deux écoles. Rien qu'à voir ici les habitations en lanternes où les vitres tiennent autant de place et ont l'air d'être plus indispensables que la pierre, les petits balcons soigneusement et pauvrement fleuris et les miroirs fixés aux fenêtres, on comprend que dans ce climat l'hiver est long, le soleil infidèle, la lumière avare, la vie sédentaire et forcément curieuse; que les contemplations en plein air y sont rares, les jouissances à huis-clos très vives, et que l'œil, l'esprit et l'âme y contractent cette forme d'investigation patiente, attentive, minutieuse, un peu tendue, pour ainsi dire clignotante, commune à tous les penseurs hollandais, depuis les métaphysiciens jusqu'aux peintres.

Me voici donc dans la patrie de Spinoza et de Rembrandt. De ces deux grands noms, qui représentent, dans l'ordre des spéculations abstraites ou des inventions purement idéales, le plus intense effort du cerveau hollandais, un seul m'occupe, le dernier. Rembrandt a ici sa statue, la maison qu'il habita dans ses années heureuses, et deux de ses œuvres les plus célèbres, — c'est plus qu'il n'en faut pour éclipser bien des gloires. Où est la statue du poète national Juste van den Vondel, son contemporain, et, à sa date, son égal au moins en importance? On me dit qu'elle est au Nouveau-Parc? La verrai-je? Qui va la voir? Où donc a demeuré Spinoza? Que sont devenues la maison où séjourna Descartes, celle où passa Voltaire, celles où moururent l'amiral Tromp et le grand Ruyter? Ce que Rubens est à Anvers, Rembrandt l'est ici. Le type est moins héroïque, le prestige est le même, la souveraineté égale. Seulement, au lieu de resplendir dans de hauts transsepts de basiliques, sur des autels somptueux, dans des chapelles votives, sur les radieuses parois d'un musée princier, Rembrandt se montre ici dans les petites chambres poudreuses d'une maison quasi bourgeoise. La destinée de ses œuvres continue conforme à sa vie. Du logis que j'habite à l'angle du *Kolveniers Burgwal*, j'aperçois à droite, au bord du canal, la façade rougeâtre et enfumée du musée *Trippenhuis;* c'est vous dire qu'à travers des fenêtres closes et dans la pâleur de ce doux crépuscule hollandais, déjà je vois rayonner comme une gloire un peu cabalistique l'étincelante renommée de *la Ronde de nuit.*

Je n'ai point à le cacher, cette œuvre, la plus fameuse qu'il y ait en Hollande, une des plus célèbres qu'il y ait au monde, est le souci de mon voyage. Elle m'inspire un grand attrait et de grands doutes. Je ne connais pas de tableau sur lequel on ait plus écrit,

plus discuté, plus raisonné et naturellement plus déraisonné. Ce n'est pas qu'il ravisse également tous ceux qu'il a passionnés; mais certainement il n'est personne, au moins parmi les écrivains d'art, dont par ses mérites et par sa bizarrerie, *la Ronde de nuit* n'ait plus ou moins troublé le clair bon sens. Depuis son titre, qui est une erreur, jusqu'à son éclairage, dont on vient à peine de trouver la clé, on s'est plu je ne sais pourquoi à mêler toute sorte d'énigmes à des questions techniques qui ne me semblent pas si mystérieuses que cela, pour être un peu plus compliquées qu'ailleurs. Jamais, *la Chapelle Sixtine* exceptée, on n'a apporté moins de simplicité, de bonhomie, de précision dans l'examen d'une œuvre peinte; on l'a vantée sans mesure, admirée sans dire bien nettement pourquoi, un peu discutée, mais très peu, et toujours comme avec tremblement. Les plus hardis la traitant comme un mécanisme indéchiffrable, en ont démonté, examiné toutes les pièces, et n'ont pas beaucoup mieux révélé le secret de sa force et de ses évidentes faiblesses. Un seul point les a tous mis d'accord, ceux que l'œuvre transporte et ceux qu'elle choque, c'est que, parfaite ou non, *la Ronde de nuit* appartient à ce groupe sidéral où l'universelle admiration a rapproché comme autant d'étoiles quelques œuvres d'art quasi célestes! On est allé jusqu'à dire que *la Ronde de nuit* est une des merveilles du monde : *one of the wonders of the world*, et de Rembrandt, qu'il est le plus parfait coloriste qui ait jamais existé : *the most perfect colourist that ever existed*, — autant d'exagérations ou de contre-vérités dont Rembrandt n'est pas responsable, et qui certainement auraient offusqué ce grand esprit réfléchi et sincère, car mieux que personne il savait bien qu'il n'avait rien de commun avec les coloristes pur-sang auxquels on l'oppose, ni rien à voir avec la perfection telle qu'on l'entend.

En deux mots, pris dans son ensemble, — et un tableau même exceptionnel ne saurait déranger la rigoureuse économie de ce fort génie, — Rembrandt est un maître unique en son pays, dans tous les pays de son temps, dans tous les temps : coloriste, si l'on veut, mais à sa manière; dessinateur, si l'on veut encore, mais comme personne, mieux que cela peut-être, mais il faudrait le prouver; très imparfait, si l'on pense à la perfection dans l'art d'exprimer de belles formes et de les bien peindre avec des moyens simples; admirable au contraire par des côtés cachés, indépendamment de sa forme, de sa couleur, dans son essence; incomparable alors en ce sens littéral qu'il ne ressemble à personne, et qu'il échappe aux comparaisons mal entendues qu'on lui fait subir, et en ce sens aussi que sur les points délicats où il excelle, il n'a pas d'analogue et, je le croirais, pas de rival.

Une œuvre qui le représente tel qu'il était au plein milieu de sa carrière, à trente-quatre ans, dix ans juste après *la Leçon d'anatomie*, ne pouvait manquer de reproduire en tout leur éclat quelques-unes de ses originales facultés. S'ensuit-il qu'elle les ait toutes exprimées? Et n'y a-t-il pas dans cette tentative un peu forcée quelque chose qui s'opposait à l'emploi naturel de ce qu'il y avait en lui de plus profond, de meilleur et de plus rare?

L'entreprise était nouvelle. La page était vaste, compliquée. Elle contenait, chose unique dans son œuvre, du mouvement, des gesticulations et du bruit. Le sujet n'était pas de son choix, c'était un thème à portraits. Vingt-trois personnes connues attendaient de lui qu'il les peignît toutes en vue, dans une action quelconque et cependant dans leurs habitudes de miliciens. Le sujet était trop banal pour qu'il ne l'historiât pas de quelque manière, et d'autre part trop précis pour qu'il y mît beaucoup d'invention. Il fallait, qu'ils lui plussent ou non, accepter des types, peindre des physionomies. D'abord on exigeait de lui des ressemblances et, tout grand portraitiste qu'on le dise et qu'il soit par certains côtés, la formelle exactitude des traits n'est pas son fort. Rien dans cette composition d'apparat ne convenait précisément à son œil de visionnaire, à son âme plutôt portée hors du vrai : rien, sinon la fantaisie qu'il entendait y mettre et que le moindre écart pouvait changer en fantasmagorie. Ce que Ravestein, Van der Helst, Frans Hals, faisaient si librement ou si excellemment, le ferait-il avec la même aisance, avec un égal succès, lui le contraire en tout de ces parfaits physionomistes et de ces beaux praticiens de premier jet? L'effort était grand. Et Rembrandt n'était pas de ceux que la tension fortifie ni qu'elle équilibre. Il habitait une sorte de chambre obscure où la vraie lumière des choses se transformait en d'étranges contrastes, et vivait dans un milieu de rêveries bizarres où cette compagnie de gens en armes allait mettre quelque désarroi. Le voilà, durant l'exécution de ces vingt-trois portraits, contraint de s'occuper longtemps des autres, peu de lui-même, ni bien aux autres, ni bien à lui, tourmenté par un démon qui ne le quittait guère, retenu par des gens qui posaient et n'entendaient pas qu'on les traitât comme des fictions. Pour qui connaît les habitudes ténébreuses et fantasques d'un pareil esprit, ce n'était pas là que pouvait apparaître le Rembrandt inspiré des beaux momens. Partout où Rembrandt s'oublie, j'entends dans ses compositions, chaque fois qu'il ne s'y met pas lui-même, et tout entier, l'œuvre est incomplète, et fût-elle extraordinaire, *a priori* on peut affirmer qu'elle est défectueuse. Cette nature compliquée a deux faces bien distinctes, l'une intérieure, l'autre extérieure, et celle-ci est rarement la plus belle. Les erreurs qu'on est

tenté de commettre en le jugeant tiennent à ceci, que souvent on se trompe de face et qu'on le regarde à l'envers.

La Ronde de nuit est-elle donc, pouvait-elle être le dernier mot de Rembrandt? Est-elle seulement la plus parfaite expression de sa manière? N'y a-t-il pas là des obstacles propres au sujet, des difficultés de mise en scène, des circonstances nouvelles pour lui, et qui jamais depuis ne se sont reproduites dans sa carrière? Voilà le point qu'il faudrait examiner. Peut-être en tirerait-on quelques lumières. Je ne crois pas que Rembrandt y perdît rien. Il y aurait seulement une légende de moins dans l'histoire de son œuvre, un préjugé de moins dans les opinions courantes, une superstition de moins dans la critique.

Faut-il le dire? avec tous ses airs rebelles, l'esprit humain au fond n'est qu'un idolâtre. Sceptique, oui, mais crédule; son plus impérieux besoin, c'est de croire, et son habitude native de se soumettre. Il change de maîtres, il change d'idoles; sa nature sujette subsiste à travers tous ces renversemens. Il n'aime pas qu'on l'enchaîne, et il s'enchaîne. Il doute, il nie, mais il admire, ce qui est une des formes de la foi, et, dès qu'il admire, on obtient de lui le plus complet abandon de cette faculté de libre examen dont il prétend être si jaloux. En fait de croyances politiques, religieuses, philosophiques, en reste-t-il une qu'il ait respectée? Et remarquez qu'à la même heure, par des retours subtils, où l'on découvrirait sous ses révoltes le vague besoin d'adorer et le sentiment orgueilleux de sa grandeur, il se crée à côté, dans le monde des choses de l'art, un autre idéal et d'autres cultes, ne soupçonnant pas à quelles contradictions il s'expose en niant le vrai pour se mettre à genoux devant le beau. Il semble qu'il ne voit pas bien la parfaite identité de l'un et de l'autre. Les choses de l'art lui paraissent un domaine à lui où sa raison n'a pas peur des surprises, où son adhésion peut se donner sans contrainte. Il y choisit des œuvres célèbres, en fait ses titres nobiliaires, s'y attache, et n'admet plus qu'on les lui conteste. Toujours il y a quelque chose de fondé dans ses choix : pas tout, mais quelque chose. On pourrait, en parcourant l'œuvre des grands artistes depuis trois siècles, dresser la liste de ces persistantes crédulités. Sans examiner de trop près si ses préférences sont toujours rigoureusement exactes, on verrait du moins que l'esprit moderne n'a pas une si grande aversion pour le convenu, et l'on découvrirait son secret penchant pour les dogmes en apercevant tous ceux dont il a bien ou mal semé son histoire. Il y a, semblerait-il, dogmes et dogmes. Il y a ceux dont on s'irrite, il y a ceux qui plaisent et qui flattent. Il ne coûte à personne de croire à la souveraineté d'une œuvre d'art qu'on sait être le produit d'un

cerveau humain. Tout homme tant soit peu avisé croit bonnement, parce qu'il la juge et dit la comprendre, tenir le secret de cette chose visible et tangible sortie des mains de son semblable. Quelle est l'origine de cette chose d'humaine apparence écrite dans la langue de tous, peinte également pour l'esprit des savans, pour les yeux des simples, si semblable à la vie? D'où vient-elle? Qu'est-ce que l'inspiration? un phénomène d'ordre naturel, ou un vrai miracle? Toutes ces questions, qui donnent beaucoup à penser, personne ne les approfondit; on admire, on crie au grand homme, au chef-d'œuvre, et tout est dit. De l'inexplicable formation d'une œuvre tombée du ciel, personne ne s'occupe. Et grâce à cette inadvertance, qui régnera sur le monde aussi longtemps que le monde vivra, le même homme qui fait fi du surnaturel s'inclinera devant le surnaturel sans paraître s'en douter.

Telles sont, je crois, les causes, l'empire et l'effet des superstitions en fait d'art. On en citerait plus d'un exemple, et le tableau dont je veux vous entretenir en est peut-être le plus notable et le plus éclatant. Il me faut déjà quelque hardiesse pour éveiller vos doutes; ce que je vais ajouter sera probablement plus téméraire.

III.

On sait comment est placée *la Ronde de nuit*. Elle fait face au *Banquet des arquebusiers* de Van der Helst, et, quoi qu'on en ait dit, les deux tableaux ne se font pas tort. Ils s'opposent comme le jour et la nuit, comme la transfiguration des choses et leur imitation littérale, un peu vulgaire et savante. Admettez qu'ils soient aussi parfaits qu'ils sont célèbres, et vous auriez sous les yeux une antithèse unique, ce que La Bruyère appelle « une opposition de deux vérités qui se donnent du jour l'une à l'autre. » Je ne vous parlerai de Van der Helst ni aujourd'hui, ni probablement à aucun moment. C'est un beau peintre que nous pouvons envier à la Hollande, car en certains jours de pénurie il aurait rendu de grands services à la France comme portraitiste et surtout comme peintre d'apparat; mais, en fait d'art imitatif et purement sociable, la Hollande a beaucoup mieux. Et, quand on vient de voir les Frans Hals de Harlem, on peut sans inconvénient tourner le dos à Van der Helst pour ne plus s'occuper que de Rembrandt.

Je n'étonnerai personne en disant que *la Ronde de nuit* n'a aucun charme, et le fait est sans exemple parmi les belles œuvres d'art pittoresque. Elle étonne, elle déconcerte, elle s'impose, mais elle manque absolument de ce premier attrait insinuant qui nous persuade et presque toujours elle a commencé par déplaire. Tout d'a-

bord elle blesse cette logique et cette rectitude habituelle de l'œil qui aiment les formes claires, les idées lucides, les audaces nettement formulées; quelque chose vous avertit que l'imagination, comme la raison, ne seront qu'à demi satisfaites, et que l'esprit le plus facile à se laisser gagner ne se soumettra qu'à la longue et ne se rendra pas sans disputer. Cela tient à diverses causes qui ne sont pas toutes le fait du tableau, — au jour, qui est détestable, au cadre de bois sombre dans lequel la peinture se noie, qui n'en détermine ni les valeurs moyennes, ni la gamme bronzée, ni la puissance, et qui la fait paraître encore plus enfumée qu'elle ne l'est, enfin et surtout cela tient à l'exiguïté du lieu, qui ne permet pas de placer la toile à la hauteur voulue, et, contrairement à toutes les lois de la perspective la plus élémentaire, vous oblige à la voir de niveau, pour ainsi dire à bout portant. Je sais qu'on est généralement d'avis que la place est au contraire en parfait rapport avec les convenances de l'œuvre, et que la force d'illusion qu'on obtient en l'exposant ainsi vient au secours des efforts du peintre. Il y a là beaucoup de contresens en peu de mots. Je ne connais qu'une seule manière de bien placer un tableau, c'est de déterminer quel est son esprit, de consulter par conséquent ses besoins et de le placer suivant ses besoins. Qui dit une œuvre d'art, un tableau de Rembrandt surtout, dit une œuvre non pas mensongère, mais imaginée, qui n'est jamais l'exacte vérité, qui n'est pas non plus son contraire, mais qui dans tous les cas est séparée des réalités de la vie extérieure par les à-peu-près profondément calculés des vraisemblances. Les personnages qui se meuvent dans cette atmosphère spéciale, en grande partie fictive, et que le peintre a placés dans cette perspective lointaine propre aux inventions de l'esprit, ne pourraient en sortir, si quelque indiscrète combinaison de point de vue les déplaçait, qu'au risque de n'être plus ni ce que le peintre les a faits, ni ce qu'on voudrait à tort qu'ils devinssent. Il existe entre eux et nous une rampe, comme on dit en termes d'optique et de convenances théâtrales. Ici cette rampe est déjà fort étroite. Si vous examinez *la Ronde de nuit*, vous vous apercevrez que, par une mise en toile un peu risquée, les deux premières figures du tableau posées à fleur de cadre ont à peine la reculée qu'exigeraient les nécessités du clair-obscur et les obligations d'un effet bien calculé. C'est donc assez peu connaître l'esprit de Rembrandt, le caractère de son œuvre, ses visées, ses incertitudes, l'instabilité de certains équilibres, que de lui faire subir une épreuve à laquelle Van der Helst résiste, il est vrai, mais on sait à quelles conditions. J'ajoute qu'une toile peinte est une chose discrète qui ne dit que ce qu'elle veut dire, le dit de loin quand il ne lui convient pas de le dire de près, et que toute

peinture qui tient à ses secrets est mal placée si vous la forcez à des aveux.

Vous n'ignorez pas que *la Ronde de nuit* passe à tort ou à raison pour une œuvre à peu près incompréhensible, et c'est là un de ses grands prestiges. Peut-être aurait-elle fait beaucoup moins de bruit dans le monde, si depuis deux siècles on n'avait conservé l'habitude d'en chercher le sens au lieu d'en examiner les mérites, et persisté dans la manie de la considérer comme un tableau par dessus tout énigmatique. A le prendre au pied de la lettre, ce que nous savons du sujet me paraît suffire. D'abord nous savons quels sont les noms et la qualité des personnages, grâce au soin que le peintre a pris de les inscrire sur un cartouche, au fond du tableau, et ceci prouve que, si la fantaisie du peintre a transfiguré bien des choses, la donnée première appartenait du moins aux habitudes de la vie locale. Nous ignorons, il est vrai, dans quel dessein ces gens sortent en armes, s'ils vont au tir, à la parade ou ailleurs; mais, comme il n'y a pas là matière à de profonds mystères, je me persuade que, si Rembrandt a négligé d'être plus explicite, c'est qu'il n'a pas voulu ou qu'il n'a pas su l'être, et voilà toute une série d'hypothèses qui s'expliqueraient très simplement par quelque chose comme une impuissance ou des réticences volontaires. Quant à la question d'heure, la plus controversée de toutes et la seule aussi qui pouvait être résolue dès le premier jour, on n'avait pas besoin pour la fixer de découvrir que la main tendue du capitaine portait son ombre sur un pan d'habit. Il suffisait de se rappeler que jamais Rembrandt n'a traité la lumière autrement, que l'obscurité nocturne est son habitude, que l'ombre est la forme ordinaire de sa poétique, son moyen d'expression dramatique usuel, et que, dans ses portraits, dans ses intérieurs, dans ses légendes, dans ses anecdotes, dans ses paysages, dans ses eaux-fortes comme dans sa peinture, communément c'est avec la nuit qu'il a fait du jour.

Peut-être en raisonnant ainsi par analogie, et au moyen de quelques inductions de pur bon sens, arriverait-on à lever quelques doutes encore, et ne resterait-il au bout du compte, comme obscurités irrémédiables, que les embarras d'un esprit en peine devant l'impossible, et les à-peu-près d'un sujet mêlé, comme cela devait être, de réalités insuffisantes et de fantaisies peu motivées.

Je ferai donc ce que je voudrais qu'on eût fait depuis longtemps : un peu plus de critique et moins d'exégèse. J'abandonnerai les énigmes du sujet pour aborder avec le soin qu'elle exige une œuvre peinte par un homme qui s'est rarement trompé. Du moment que cette œuvre nous est donnée comme la plus haute expression de son génie et comme la plus parfaite expression de sa manière, il y

a lieu d'examiner de très près et dans tous ses motifs une opinion si universellement accréditée. Aussi n'échapperai-je pas, je vous en avertis, aux controverses techniques que la discussion nécessitera. Je vous demande grâce d'avance pour les formes tant soit peu pédantes que je sens déjà venir sous ma plume. Je tâcherai d'être clair; je ne réponds point d'être aussi bref qu'il le faudrait et de ne pas scandaliser d'abord certains esprits fanatisés.

La composition ne constitue pas, on en convient, le principal mérite du tableau. Le sujet n'avait pas été choisi par le peintre, et la façon dont le peintre entendait le traiter ne permettait pas que le premier jet en fût ni très spontané, ni très lucide. Aussi la scène est-elle indécise, l'action presque nulle, l'intérêt par conséquent fort divisé. Un vice inhérent à l'idée première, une sorte d'irrésolution dans la façon de la concevoir, de la distribuer et de la poser, se trahit dès le début. Des gens qui marchent, d'autres qui s'arrêtent, l'un amorçant un mousquet, l'autre chargeant le sien, un autre faisant feu, un tambour qui pose pour la tête en battant sa caisse, un porte-étendard un peu théâtral, enfin une foule de figures fixées dans l'immobilité propre à des portraits, voilà, si je ne me trompe, quant au mouvement, les seuls traits pittoresques du tableau. Est-ce bien assez pour lui donner le sens physionomique, anecdotique et local qu'on attendait de Rembrandt peignant des lieux, des choses et des hommes de son temps? Si Van der Helst, au lieu d'asseoir ses arquebusiers, les avait fait se mouvoir dans une action quelconque, ne doutez pas qu'il ne nous eût donné sur leurs manières d'être les indications les plus justes, sinon les plus fines. Et quant à Frans Hals, vous imaginez avec quelle clarté, quel ordre et quel naturel il aurait disposé la scène; s'il eût été piquant, vivant, ingénieux, abondant et magnifique. La donnée conçue par Rembrandt est donc des plus ordinaires, et j'oserai dire que la plupart de ses contemporains l'auraient jugée pauvre en ressources, les uns parce que la ligne abstraite en est incertaine, étriquée, symétrique, maigre et singulièrement décousue, les autres, les coloristes, parce que cette composition pleine de trous, d'espaces mal occupés, ne se prêtait pas à ce large et généreux emploi des couleurs, qui est l'exercice ordinaire des palettes savantes. Rembrandt était seul à savoir comment avec des visées particulières on pouvait se tirer de ce mauvais pas; et la composition, bonne ou mauvaise, devait convenablement suffire à son dessein, car son dessein était de ne ressembler en rien ni à Frans Hals, ni à Grebber, ni à Ravestein, ni à Van der Helst, ni à personne.

Ainsi nulle vérité, et peu d'inventions pittoresques dans la disposition générale. Les figures en ont-elles individuellement davan-

tage? Je n'en vois pas une seule qui puisse être signalée comme un morceau de choix. Ce qui saute aux yeux, c'est qu'il existe entre elles des disproportions que rien ne motive, et dans chacune d'elles des insuffisances et pour ainsi dire un embarras de les caractériser que rien ne justifie. Le capitaine est trop grand et le lieutenant trop petit, non pas seulement à côté du *Capitaine Kock*, dont la stature l'écrase, mais à côté des figures accessoires, dont la longueur ou l'ampleur donnent à ce jeune homme assez mal venu l'air d'un enfant qui porterait trop tôt des moustaches. A les considérer l'un et l'autre comme des portraits, ce sont des portraits peu réussis, de ressemblance douteuse, de physionomie ingrate, ce qui surprend de la part d'un portraitiste qui en 1642 avait fait ses preuves, et ce qui excuse un peu le *capitaine Kock* de s'être adressé plus tard à l'infaillible Van der Helst. Le garde qui charge son mousquet est-il mieux observé? Que pensez-vous également du porte-mousquet de droite et du tambour? On pourrait dire que les mains manquent à tous ces portraits, tant elles sont vaguement esquissées et peu significatives en leur action. Il en résulte que ce qu'elles tiennent est assez mal tenu : mousquets, hallebardes, baguettes de tambour, cannes, lances, hampe de la bannière, et que le geste d'un bras est avorté quand la main qui doit agir ne l'achève pas nettement, vivement, soit avec énergie, soit avec précision, soit avec esprit. Je ne parlerai pas des pieds que l'ombre dérobe pour la plupart. Telles sont en effet les nécessités du système d'enveloppe adopté par Rembrandt, et tel est l'impérieux parti-pris de sa méthode, qu'un même nuage obscur envahit les bases du tableau et que les formes y flottent, au grand détriment des points d'appui.

Faut-il ajouter que les costumes sont comme les ressemblances, vus à peu près, tantôt baroques et peu naturels, tantôt rigides, rebelles aux allures du corps. On dirait d'eux qu'ils sont mal portés. Les casques sont mis gauchement, les feutres sont bizarres et coiffent sans grâce. Les écharpes sont à leur place et cependant nouées avec quelque maladresse. Rien de ce qui fait l'élégance naturelle, la désinvolture unique, le négligé surpris et rendu sur le vif des ajustemens dont Frans Hals sait revêtir tous les âges, toutes les statures, toutes les corpulences et certainement aussi tous les rangs. On n'est pas plus rassuré sur ce point que sur beaucoup d'autres. On se demande s'il n'y a pas là comme une fantaisie laborieuse, comme un souci d'être étrange qui n'est point aimable et n'est pas frappant. Quelques têtes sont fort belles, j'ai signalé celles qui ne le sont pas. Les meilleures, les seules où se reconnaissent la main du maître et le sentiment d'un maître, sont celles qui, des profon-

deurs de la toile, dardent sur vous leurs yeux vagues et la fine étincelle de leur regard mobile; n'en examinez sévèrement ni la construction, ni les plans, ni la structure osseuse; accoutumez-vous à la pâleur grisâtre de leur teint, interrogez-les de loin, comme ils vous regardent à grande distance, et, si vous voulez savoir comment ils vivent, regardez-les comme Rembrandt veut qu'on regarde ses effigies humaines, attentivement, longuement, aux lèvres et dans les yeux.

Reste une figure épisodique qui jusqu'ici a déjoué toutes les conjectures, parce qu'elle semble personnifier dans ses traits, sa mise, son éclat bizarre et son peu d'à-propos, la magie, le sens romanesque, ou, si l'on veut, les contre-sens du tableau; je veux parler de cette petite personne à mine de sorcière, enfantine et vieillotte, avec sa coiffure en comète, sa chevelure emperlée, qui se glisse on ne sait trop pourquoi entre les jambes des gardes, et qui, détail non moins inexplicable, porte pendu à sa ceinture un coq blanc qu'on prendrait à la rigueur pour une escarcelle.

Quelque raison qu'elle ait de se mêler au cortége, cette figurine affecte de n'avoir rien d'humain. Elle est incolore, presque informe. Son âge est douteux parce que ses traits sont indéfinissables. Sa taille est celle d'une poupée et sa démarche est automatique. Elle a des allures de mendiante et quelque chose comme des diamans sur tout le corps, des airs de petite reine avec un accoutrement qui ressemble à des loques. On dirait qu'elle vient de la juiverie, de la friperie, du théâtre ou de la Bohême, et que, sortie d'un rêve, elle s'est habillée dans le plus singulier des mondes. Elle a les lueurs, l'incertitude et les ondoiemens d'un feu pâle. Plus on l'examine et moins on saisit les linéamens subtils qui servent d'enveloppe à son existence incorporelle. On arrive à ne plus voir en elle qu'une sorte de phosphorescence extraordinairement bizarre, qui n'est pas la lumière naturelle des choses, qui n'est pas non plus l'éclat ordinaire d'une palette bien réglée et qui ajoute une sorcellerie de plus aux étrangetés intimes de sa physionomie. Notez qu'à la place qu'elle occupe, en un des coins sombres de la toile un peu en bas, au second plan, entre un homme rouge foncé et le capitaine habillé de noir, cette lumière excentrique a d'autant plus d'activité que le contraste avec ce qui l'avoisine est plus subit, et que, sans des précautions extrêmes, il aurait suffi de cette explosion de lumière accidentelle pour désorganiser tout le tableau.

Quel est le sens de ce petit être imaginaire ou réel qui n'est cependant qu'un comparse et qui s'est, pour ainsi dire, emparé du premier rôle? Je ne me charge point de vous le dire. De plus habiles que moi ne se sont pas fait faute de se demander qui il

était, ce qu'il faisait là, et n'ont rien imaginé qui les satisfasse. Une seule chose m'étonne, c'est qu'on argumente avec Rembrandt, comme si lui-même était un raisonneur. On s'extasie sur la nouveauté, l'originalité, l'absence de toute règle, le libre essor d'une inspiration toute personnelle qui font, comme on l'a dit très bien, le grand attrait de cette œuvre aventureuse. Et c'est précisément la fine fleur de ces imaginations un peu déréglées qu'on soumet à l'examen de la logique et de la raison pure. Mais si par hasard, à toutes ces questions un peu vaines sur le pourquoi de tant de choses qui probablement n'en ont pas, Rembrandt répondait ceci : « Cette enfant, c'est un caprice non moins bizarre et tout aussi plausible que beaucoup d'autres dans mon œuvre gravée ou peinte. Je l'ai placée comme une étroite lumière entre de grandes masses d'ombres, parce que son exiguïté la rendait plus vibrante et qu'il m'a convenu de réveiller par un éclair un des coins obscurs de mon tableau. Sa mise est d'ailleurs le costume assez ordinaire de mes figures de femmes, grandes ou petites, jeunes ou vieilles, et vous en trouvez le type à peu près semblable fréquemment dans mes ouvrages. J'aime ce qui brille, et c'est pour cela que je l'ai vêtue de matières brillantes. Quant à ces lueurs phosphorescentes dont on s'étonne ici, tandis qu'ailleurs elles passent inaperçues, c'est dans son éclat incolore et dans sa qualité surnaturelle la lumière que je donne habituellement à mes personnages quand je les éclaire un peu vivement, » ne pensez-vous pas qu'une pareille réponse aurait de quoi satisfaire les plus difficiles et que finalement, les droits du compositeur étant réservés, il n'aurait plus de compte à nous rendre que sur un point : la façon dont il a traité le tableau?

On sait à quoi s'en tenir sur l'effet que produisit *la Ronde de nuit*, lorsqu'elle parut en 1642. Cette tentative mémorable ne fut ni comprise ni goûtée. Elle ajouta du bruit à la gloire de Rembrandt, le grandit aux yeux de ses admirateurs fidèles, le compromit aux yeux de ceux qui ne l'avaient suivi qu'avec quelque effort et l'attendaient à ce pas décisif. Elle fit de lui un peintre plus étrange, un maître moins sûr. Elle passionna, divisa les gens de goût suivant la chaleur de leur sang ou la raideur de leur raison. Bref on la considéra comme une aventure absolument nouvelle mais scabreuse qui le fit applaudir, pas mal blâmer et qui au fond ne rassura personne. Si vous connaissez à ce sujet les jugemens qu'ont exprimés les contemporains de Rembrandt, ses amis, ses élèves, vous devez voir que les opinions n'ont pas sensiblement varié depuis deux siècles et que nous répétons à peu de chose près ce que ce grand homme téméraire put entendre dire de son vivant.

Les seuls points sur lesquels l'opinion soit unanime, surtout de nos jours, c'est la couleur du tableau qu'on dit *éblouissante*, *aveuglante*, *inouie* (et vous conviendrez que de pareils mots seraient plutôt faits pour gâter l'éloge) et l'exécution qu'on s'accorde à trouver souveraine. Ici la question devient fort délicate. Il faut coûte que coûte abandonner les chemins commodes, entrer dans les broussailles et parler métier.

Si Rembrandt n'était coloriste dans aucun sens, on n'aurait jamais commis l'erreur de le prendre pour un coloriste, et dans tous les cas rien ne serait plus aisé que d'indiquer pour quels motifs il ne l'est pas; mais il est évident que sa palette est son moyen d'expression le plus ordinaire, le plus puissant et que dans ses eaux-fortes comme dans sa peinture, il s'exprime encore mieux par la couleur et par l'effet que par le dessin. Rembrandt est donc, avec beaucoup de raison, classé parmi les plus forts coloristes qu'il y ait jamais eu. En sorte que le seul moyen de le mettre à part et de dégager le don qui lui est propre, c'est de le distinguer des grands coloristes connus pour tels et d'établir quelle est la profonde et exclusive originalité de ses notions en fait de couleur.

On dit de Véronèse, de Corrége, de Titien, de Giorgion, de Rubens, de Velasquez, de Frans Hals et de Van-Dyck, qu'ils sont des coloristes parce que dans la nature ils perçoivent la couleur plus délicatement encore que les formes, et qu'aussi ils colorent plus parfaitement qu'ils ne dessinent. Bien colorer, c'est à leur exemple finement ou richement saisir les nuances, les bien choisir sur la palette et les bien juxtaposer dans le tableau. Une partie de cet art compliqué est régie en principe par quelques lois de physique assez précises, mais la plus large part est faite aux aptitudes, aux habitudes, aux instincts, aux caprices, aux sensibilités subites de chaque artiste. Il y aurait là-dessus beaucoup à dire, car la couleur est une chose dont les personnes étrangères à notre art parlent assez volontiers sans la bien comprendre et sur laquelle les gens du métier n'ont jamais, que je sache, dit leur mot. Réduite à ses termes les plus simples, la question peut se formuler ainsi : choisir des couleurs belles en soi et secondairement les combiner dans des relations belles, savantes et justes. J'ajouterai que les couleurs peuvent être profondes ou légères, riches de teinture ou neutres, c'est-à-dire plus sourdes, *franches*, c'est-à-dire plus près de la *couleur mère* ou nuancées et *rompues* comme on dit en langage technique, enfin de valeurs diverses (et je vous ai dit ailleurs ce qu'on entend par là), — tout cela c'est affaire de tempérament, de préférence et aussi de convenance. Ainsi Rubens, dont la palette est fort limitée, quant au nombre des couleurs, mais très riche en *couleurs*

mères, et qui parcourt le clavier le plus étendu, depuis le vrai blanc jusqu'au vrai noir, sait se réduire quand il le faut et rompre sa couleur dès qu'il lui convient d'y mettre une sourdine. Véronèse, qui procède tout autrement, ne se plie pas moins que Rubens aux nécessités des circonstances; rien n'est plus fleuri que certains plafonds du *palais ducal*, rien n'est plus sobre dans sa tenue générale que le *Repas chez Simon*, du Louvre. Il faut dire aussi qu'il n'est pas nécessaire de *colorier* beaucoup pour faire œuvre de grand coloriste. Il y a des hommes, témoin Velasquez, qui colorent à merveille avec les couleurs les plus tristes. Du noir, du gris, du brun, du blanc teinté de bitume, que de chefs-d'œuvre n'a-t-on pas exécutés avec ces quelques notes un peu sourdes! Il suffit pour cela que la couleur soit rare, tendre ou puissante, mais résolûment composée par un homme habile à sentir les nuances et à les doser. Le même homme, lorsque cela lui plaît, sait étendre ses ressources ou les réduire. Le jour où Rubens peignit avec du bistre à toutes les doses la *Communion de saint François d'Assise*, ce jour-là fut, à ne parler que des aventures de sa palette, un des mieux inspirés de sa vie.

Enfin, et c'est là le trait à bien retenir dans cette définition plus que sommaire, un coloriste proprement dit est un peintre qui sait conserver aux couleurs de sa gamme, quelle qu'elle soit, riche ou non, rompue ou non, compliquée ou réduite, leur principe, leur propriété, leur résonnance et leur justesse, et cela partout et toujours, dans l'ombre, dans la demi-teinte, et jusque dans la lumière la plus vive. C'est par là surtout que les écoles et les hommes se distinguent. Prenez une peinture anonyme, examinez quelle est la qualité du ton local, ce qu'il devient dans la lumière, s'il persiste dans la demi-teinte, s'il persiste dans l'ombre la plus intense, et vous pourrez dire avec certitude si cette peinture est ou n'est pas l'œuvre d'un coloriste, à quelle époque, à quel pays, à quelle école elle appartient. Il existe à ce sujet dans la langue technique une formule usuelle bonne à citer. Chaque fois que la couleur subit toutes les modifications de la lumière et de l'ombre sans rien perdre de ses qualités constitutives, on dit que l'ombre et la lumière sont de *même famille*; ce qui veut dire que l'une et l'autre doivent conserver, quoi qu'il arrive, la parenté la plus facile à saisir avec le ton local. Les manières d'entendre la couleur sont très diverses. Il y a, de Rubens à Giorgion et de Velasquez à Véronèse, des variétés qui prouvent l'immense élasticité de l'art de peindre et l'étonnante liberté d'allures que le génie peut prendre sans changer de but; mais une loi leur est commune à tous et n'est observée que par eux, soit à Venise, soit à Parme, soit à Madrid, soit à Anvers,

soit à Harlem, c'est précisément la parenté de l'ombre et de la lumière et l'identité du ton local à travers tous les incidens de la lumière.

Est-ce ainsi que procède Rembrandt? Il suffit d'un coup d'œil jeté sur *la Ronde de nuit* pour s'apercevoir du contraire. Sauf une ou deux couleurs franches, deux rouges et un violet foncé, excepté une ou deux étincelles de bleu, vous n'apercevez rien dans cette toile incolore et violente qui rappelle la palette et la méthode ordinaire d'aucun des coloristes connus. Les têtes ont plutôt les apparences que le coloris propre à la vie. Elles sont rouges, vineuses ou pâles, sans avoir pour cela la pâleur vraie que Velasquez donne à ses visages, ou ces nuances sanguines, jaunâtres, grisâtres ou pourprées que Frans Hals oppose avec tant de finesse lorsqu'il veut spécifier les tempéramens de ses personnages. Dans les habits, les coiffures, dans les parties si diverses des ajustemens, la couleur n'est pas plus exacte ni plus expressive que ne l'est, comme je l'ai dit, la forme elle-même. Quand un rouge apparaît, c'est un rouge assez peu délicat par sa nature et qui exprime indistinctement la soie, le drap, le satin. Le garde qui charge son mousquet est habillé de rouge de la tête aux pieds, depuis son feutre jusqu'à ses souliers. Vous apercevez-vous que les particularités physionomiques de ce rouge, sa nature, sa substance, ce qu'un coloriste vrai n'eût pas manqué de saisir, aient un seul moment occupé Rembrandt? On dit que ce rouge est admirablement conséquent dans son ombre et dans sa lumière : en vérité, je ne crois pas qu'un homme quelque peu habitué à manier un ton puisse être de cet avis, et je ne suppose pas que ni Velasquez, ni Véronèse, ni Titien, ni Giorgion, pour écarter Rubens, en eussent admis la composition première et l'emploi. Je défie qu'on me dise comment est habillé le lieutenant, et de quelle couleur est son habit. Est-ce du blanc teinté de jaune? Est-ce du jaune décoloré jusqu'au blanc? La vérité, c'est que ce personnage devant exprimer la lumière centrale du tableau, Rembrandt l'a vêtu de lumière, fort savamment quant à son éclat, fort négligemment quant à sa couleur.

Or, et c'est ici que Rembrandt commence à se trahir, pour un coloriste, il n'y a pas de lumière abstraite. La lumière en soi n'est rien : elle est le résultat de couleurs diversement éclairées et diversement rayonnantes d'après la nature du rayon qu'elles renvoient ou qu'elles absorbent. Telle teinte très foncée peut être extraordinairement lumineuse; telle autre très claire peut au contraire ne l'être pas du tout. Il n'y a pas un élève de l'école qui ne sache cela. Chez les coloristes, la lumière dépend donc exclusivement du choix des couleurs employées pour la rendre et se lie si étroitement au

ton, qu'on peut dire en toute vérité que chez eux la lumière et la couleur ne font qu'un. Dans *la Ronde de nuit*, rien de semblable. Le ton disparaît dans la lumière comme il disparaît dans l'ombre. L'ombre est noirâtre, la lumière blanchâtre. Tout s'éclaire ou s'assombrit, tout rayonne ou s'obscurcit par un effacement alternatif du principe colorant. Il y a là des écarts de valeurs plutôt que des contrastes de ton. Et cela est si vrai qu'une belle gravure, un dessin bien rendu, la lithographie de Mouilleron, une photographie, donnent exactement l'idée du tableau dans ces grands partis-pris d'effet, et qu'une image seulement dégradée du clair au sombre ne détruit rien de son arabesque.

Si je suis bien compris, voilà qui démontre avec évidence que les combinaisons du coloris tel qu'il est entendu d'habitude ne sont point le fait de Rembrandt, et qu'il faut continuer de chercher ailleurs le secret de sa vraie puissance et l'expression familière à son génie. Rembrandt est en toutes choses un abstracteur qu'on ne parvient à définir qu'en éliminant. Quand j'aurai dit avec certitude tout ce qu'il n'est pas, peut-être arriverai-je à déterminer par là et très exactement ce qu'il est.

Est-il un grand praticien? Assurément. *La Ronde de nuit* est-elle dans son œuvre et par rapport à lui-même, est-elle, quand on la compare aux œuvres de maîtrise des grands virtuoses, un beau morceau d'exécution? Je ne le crois pas : autre malentendu qu'il est bon de faire disparaître. Le travail de la main, je l'ai dit à propos de Rubens, n'est que l'expression conséquente, adéquate, des sensations de l'œil et des opérations de l'esprit. Qu'est-ce en soi qu'une phrase bien tournée, qu'un mot bien choisi, sinon le témoignage instantané de ce que l'écrivain a voulu dire et de l'intention qu'il a eue de le dire ainsi plutôt qu'autrement? Par conséquent bien peindre en général, c'est ou bien dessiner ou bien colorer, et la façon dont la main agit n'est plus que l'énoncé définitif des intentions du peintre. Si l'on examine les exécutans sûrs d'eux-mêmes, on verra combien la main est obéissante, prompte à bien dire sous la dictée de l'esprit, et quelles nuances de sensibilité, d'ardeur, de finesse, d'esprit, de profondeur, passent par le bout de leurs doigts, que ces doigts soient armés de l'ébauchoir, du pinceau ou du burin. Chaque artiste a donc sa manière de peindre comme il a sa taille et son coup de pouce, et Rembrandt, pas plus qu'un autre, n'échappe à cette loi commune. Il exécute à sa manière, il exécute excessivement bien; on pourrait dire qu'il exécute comme personne, parce qu'il ne sent, ne voit et ne veut comme aucun autre.

Comment exécute-t-il dans le tableau qui nous occupe? Traite-t-il

bien une étoffe? Non. En exprime-t-il ingénieusement, vivement, les plis, les cassures, les souplesses, le tissu? Assurément non. Quand il met une plume au bord d'un feutre, donne-t-il à cette plume la légèreté, le flottant, la grâce qu'on voit dans Van-Dyck ou dans Hals, ou dans Velasquez? Indique-t-il avec quelques luisans sur un fond mat, dans leur forme, dans le sens du corps, l'humaine physionomie d'un habit bien ajusté, froissé par un geste ou chiffonné par l'usage? Sait-il, en quelques touches sommaires, et mesurant sa peine à la valeur des choses, indiquer une dentelle, faire croire à des orfévreries, à des broderies riches? Il y a dans *la Ronde de nuit* des épées, des mousquets, des pertuisanes, des casques polis, des hausse-cols damasquinés, des bottes à entonnoir, des souliers à nœuds, une hallebarde avec son flot de soie bleue, un tambour, des lances. Imaginez avec quelle aisance, avec quel sans-façon et quelle preste manière de faire croire aux choses sans y insister, Rubens, Véronèse, Van-Dyck, Titien lui-même, Frans Hals enfin, cet ouvrier d'esprit sans pareil, auraient indiqué sommairement et superbement enlevé tous ces accessoires. Trouvez-vous de bonne foi que Rembrandt, dans *la Ronde de nuit*, excelle à les traiter ainsi? Regardez, je vous en prie, car en cette discussion pointilleuse il faut des preuves, la hallebarde que tient au bout de son bras raide le petit lieutenant *Ruijtenberg;* voyez le fer en raccourci, voyez surtout la soie flottante, et dites-moi s'il est permis à un exécutant de cette valeur d'exprimer plus péniblement un objet qui devait naître sous sa brosse sans qu'il s'en doutât. Regardez les manches à crevés dont on parle avec tant d'éloges, les manchettes, les gants, examinez les mains. Considérez bien comment, dans leur négligence affectée ou non, la forme est accentuée, les raccourcis s'expriment. La touche est épaisse, embarrassée, presque maladroite et tâtonnante. On dirait vraiment qu'elle porte à faux, et que mise en travers quand elle devrait être posée en long, mise à plat quand tout autre que lui l'aurait appliquée circulairement, elle embrouille la forme au lieu de la déterminer. Partout des *rehauts*, comme on dit, c'est-à-dire des accens décisifs sans nécessité, ni grande justesse ni réel à propos. Des épaisseurs qui sont des surcharges, des rugosités que rien ne justifie, sinon le besoin de donner de la consistance aux lumières, et l'obligation dans sa méthode nouvelle d'opérer sur des tissus raboteux plutôt que sur des bases lisses; des saillies qui veulent être réelles et n'y parviennent pas, déroutent l'œil et sont réputées pour du métier original; des sous-entendus qui sont des omissions, des oublis qui feraient croire à de l'impuissance. En toutes les parties saillantes, une main convulsive, un embarras pour trouver le mot propre, une

violence de termes, une turbulence de faire qui jure avec le peu de réalité obtenue et l'immobilité un peu morte du résultat.

Ne me croyez pas sur parole. Allez voir ailleurs de bons et de beaux exemples chez les plus sérieux comme chez les plus spirituels; adressez-vous successivement aux mains expéditives, aux mains appliquées; voyez leurs œuvres accomplies, voyez leurs esquisses, revenez ensuite devant *la Ronde de nuit*, et comparez. Je dirai plus : adressez-vous à Rembrandt lui-même quand il est à l'aise, libre avec ses idées, libre avec son métier, quand il imagine, quand il est ému, nerveux sans trop d'exaspération, et que, maître de son sujet, de son sentiment et de sa langue, il devient parfait, c'est-à-dire admirablement habile et profond, ce qui vaut mieux que d'être adroit. Il y a des circonstances où la pratique de Rembrandt va de pair avec celle des meilleurs maîtres et se tient à la hauteur de ses plus beaux dons. C'est quand elle est par hasard soumise à des obligations de parfait naturel, ou bien quand elle est animée par l'intérêt d'un sujet imaginaire. Hors de là, et c'est le cas de *la Ronde de nuit*, vous n'avez que du Rembrandt mixte, c'est-à-dire les ambiguïtés de son esprit et les faux semblans d'adresse de sa main.

Enfin j'arrive à l'incontestable intérêt du tableau, au grand effort de Rembrandt dans un sens nouveau : je veux parler de l'application sur une grande échelle de cette manière de voir qui lui est propre et qu'on a nommée *le clair-obscur*. Ici pas d'erreur possible. Ce qu'on prête à Rembrandt est bien à lui. Le clair-obscur est, à n'en pas douter, la forme native et nécessaire de ses impressions et de ses idées. D'autres que lui s'en servirent; nul ne s'en servit aussi continuellement, aussi ingénieusement que lui. C'est la forme mystérieuse par excellence, la plus enveloppée, la plus elliptique, la plus riche en sous-entendus et en surprises, qu'il y ait dans le langage pittoresque des peintres. A ce titre, elle est plus qu'aucune autre la forme des sensations intimes ou des idées. Elle est légère, vaporeuse, voilée, discrète; elle prête son charme aux choses qui se cachent, invite aux curiosités, ajoute un attrait aux beautés morales, donne une grâce aux spéculations de la conscience. Elle participe enfin du sentiment, de l'émotion, de l'incertain, de l'indéfini et de l'infini, du rêve et de l'idéal. — Et voilà pourquoi elle est, comme elle devait l'être, la poétique et naturelle atmosphère que le génie de Rembrandt n'a pas cessé d'habiter. On pourrait donc à propos de cette forme habituelle de sa pensée, étudier Rembrandt dans ce qu'il a de plus intime et de plus vrai. Et si, au lieu de l'effleurer, je creusais profondément un sujet si vaste, vous verriez tout son être psychologique sortir de lui-même des brouillards du clair-

obscur; mais je n'en dirai que ce qu'il faut dire, et Rembrandt ne s'en dégagera pas moins, je l'espère.

En langage très ordinaire et dans son acception commune à toutes les écoles, le clair-obscur est l'art de rendre l'atmosphère visible et de peindre un objet enveloppé d'air. Son but est de créer tous les accidens pittoresques de l'ombre, de la demi-teinte et de la lumière, du relief et des distances, et de donner par conséquent plus de variété, d'unité d'effet, de caprice et de vérité relative, soit aux formes, soit aux couleurs. Le contraire est une acception plus ingénue et plus abstraite, en vertu de laquelle on montre les objets tels qu'ils sont, vus de près, l'air étant supprimé, et par conséquent sans autre perspective que la perspective linéaire, celle qui résulte de la diminution des objets et de leur rapport avec l'horizon. Qui dit perspective aérienne suppose déjà un peu de clair-obscur.

La peinture chinoise l'ignore. La peinture gothique et mystique s'en est passée, témoin Van-Eyck et tous les primitifs, soit Flamands, soit Italiens. Faut-il ajouter que, s'il n'est pas contraire à l'esprit de la fresque, le clair-obscur n'est pas indispensable à ses besoins? A Florence, il commence tard, comme partout où la ligne a le pas sur la couleur. A Venise, il n'apparaît qu'à partir des Bellin. Comme il correspond à des façons de sentir toutes personnelles, il ne suit pas toujours dans les écoles et parallèlement à leurs progrès une marche chronologique très régulière. Ainsi en Flandre, après l'avoir pressenti dans Memling, on le voit disparaître pendant un demi-siècle. Parmi les Flamands revenus d'Italie, très peu l'avaient adopté parmi ceux qui cependant vivaient avec Michel-Ange et Raphaël. En même temps que Pérugin, que Mantegna le jugeaient inutile à l'expression abstraite de leurs idées et continuaient pour ainsi dire de peindre avec un burin de graveur ou d'orfévre, et de colorer avec les procédés du peintre verrier, — un grand homme, un grand esprit, une grande âme, y trouvait pour la hauteur ou la profondeur de son sentiment, des élémens d'expression plus rares, et le moyen de rendre le mystère des choses par un mystère. Léonard, à qui l'on a comparé Rembrandt, non sans quelque raison, pour le tourment que causait à tous les deux le besoin de formuler le sens idéal des choses, Léonard est en effet en pleine période archaïque, un des représentans les plus imprévus du clair-obscur. En suivant le cours du temps, en Flandre, d'Otho Vœnius on arrive à Rubens. Et si Rubens est un très grand peintre de clair-obscur, quoiqu'il se serve plus habituellement du clair que de l'obscur, Rembrandt n'en est pas moins l'expression définitive et absolue, pour beaucoup de motifs, et non pas seulement parce qu'il se sert plus volontiers de l'obscur que du clair.

Après lui, toute l'école hollandaise depuis le commencement du XVIIe siècle jusqu'en plein XVIIIe, la belle et féconde école des demi-teintes et des lumières étroites, ne se meut que dans cet élément commun à tous et n'offre un ensemble si riche et si divers que parce que, ce mode admis, elle a su le varier par les plus fines métamorphoses.

Tout autre que Rembrandt, dans l'école hollandaise, pourrait quelquefois faire oublier qu'il obéit aux lois fixes du clair-obscur, avec lui le même oubli n'est pas possible : il en a rédigé, coordonné, promulgué pour ainsi dire le code, et, si l'on pouvait croire à des doctrines à ce moment de sa carrière, où l'instinct le fait agir beaucoup plus que la réflexion, *la Ronde de nuit* doublerait encore d'intérêt, car elle prendrait le caractère et l'autorité d'un manifeste.

Tout envelopper, tout immerger dans un bain d'ombre, y plonger la lumière elle-même, sauf à l'en extraire après pour la faire paraître plus lointaine, plus rayonnante, faire tourner les ondes obscures autour des centres éclairés, les nuancer, les creuser, les épaissir, rendre néanmoins l'obscurité transparente, la demi-obscurité facile à percer, donner enfin même aux couleurs les plus fortes une sorte de perméabilité qui les empêche d'être le noir, — telle est la condition première, et telles sont aussi les difficultés de cet art très spécial. Il va sans dire que, si quelqu'un y excella, ce fut Rembrandt. Il n'inventa pas, il perfectionna tout, et la méthode dont il se servit plus souvent et mieux que personne porte son nom.

Les conséquences de cette manière de voir, de sentir et de rendre les choses de la vie réelle, on les devine. La vie n'a plus la même apparence. Les bords s'atténuent ou s'effacent, les couleurs se volatilisent. Le modelé, qui n'est plus emprisonné par un contour rigide, devient plus incertain dans son trait, plus ondoyant dans ses surfaces, et quand il est traité par une main savante et émue, il est le plus vivant et le plus réel de tous, parce qu'il contient mille artifices grâce auxquels il vit, pour ainsi dire, d'une vie double, celle qu'il tient de la nature et celle qui lui vient d'une émotion communiquée. En résumé, il y a une manière de creuser la toile, d'éloigner, de rapprocher, de dissimuler, de mettre en évidence et de noyer la vérité dans l'imaginaire, qui est l'*art*, et nominativement l'*art du clair-obscur*.

De ce qu'une pareille méthode autorise à beaucoup de licences, s'ensuit-il qu'elle les permette toutes? Ni une certaine exactitude relative, ni la vérité de la forme, ni sa beauté quand on y vise, ni la permanence de la couleur, ne sauraient souffrir de ce que beau-

coup de principes sont changés dans la manière de percevoir les objets et de les traduire. Il faut bien dire au contraire que chez les grands Italiens, prenons Léonard par exemple et Titien, si l'habitude d'introduire beaucoup d'ombres et peu de lumière exprimait mieux qu'une autre le sentiment qu'ils avaient à rendre, ce parti-pris ne nuisait pas non plus, et tant s'en faut, à la beauté du coloris, du contour et du travail. C'était comme une légèreté de plus dans la matière, comme une transparence plus exquise dans le langage. Le langage n'y perdait rien, soit en pureté, soit en netteté; il en devenait en quelque sorte plus rare, plus limpide, plus expressif et plus fort.

Rubens n'a pas fait autre chose qu'embellir et transformer par des artifices sans nombre ce qui lui paraissait être la vie dans une acception préférée. Et si sa forme n'est pas plus châtiée, ce n'est certes pas la faute du clair-obscur. Dieu sait au contraire quels services cette incomparable enveloppe a rendus à son dessin. Que serait-il sans lui, et quand il est bien inspiré que ne devient-il pas grâce à lui? L'homme qui dessine, dessine encore mieux avec son aide, et celui qui colore, colore d'autant mieux qu'il le fait entrer sur sa palette. Une main ne perd pas sa forme pour être baignée de fluidités obscures, une physionomie son caractère, une ressemblance son exactitude, une étoffe, sinon sa contexture, au moins son apparence, un métal le poli de sa surface, et la densité propre à sa matière, une couleur enfin son ton local, c'est-à-dire le principe même de son existence. Il faut que cela soit tout autre chose et cependant demeure aussi vrai. Les œuvres savantes de l'école d'Amsterdam en sont la preuve. Chez tous les peintres hollandais, chez tous les maîtres excellens dont le clair-obscur fut la langue commune et le langage courant, il entre dans l'art de peindre comme un auxiliaire; et chez tous il concourt à produire un ensemble plus homogène, plus parfait et plus vrai. Depuis les œuvres si pittoresquement véridiques de Pierre de Hooch, d'Ostade, de Metzu, de Jean Steen, jusqu'aux inspirations plus hautes de Titien, de Giorgion, de Corrége et de Rubens, partout on voit l'emploi des demi-teintes et des larges ombres naître du besoin d'exprimer avec plus de saillie des *choses sensibles* ou de la nécessité de les embellir. Nulle part on ne peut les séparer de la ligne architecturale ou de la forme humaine, de la lumière vraie ou de la couleur vraie des choses. Rembrandt seul, sur ce point comme sur tous les autres, voit, pense et agit différemment.

Je n'ai donc pas eu tort de disputer à ce génie bizarre la plupart des dons extérieurs qui sont le partage ordinaire des maîtres, car je ne fais que dégager jusqu'à l'évidence la faculté dominante

qu'il ne partage avec personne. Si l'on vous dit que sa palette a la vertu propre aux opulentes palettes flamandes, espagnoles et italiennes, je vous ai fait connaître les motifs pour lesquels il vous est permis d'en douter. Si l'on vous dit qu'il a la main preste, adroite, prompte à dire nettement les choses, qu'elle est naturelle en son jeu, brillante et libre en sa dextérité, je vous demanderai de n'en rien croire, au moins devant *la Ronde de nuit*. Enfin, si l'on vous parle de son clair-obscur comme d'une enveloppe discrète et légère, destinée seulement à voiler des idées très simples, ou des couleurs très positives, ou des formes très nettes, examinez s'il n'y a pas là une nouvelle erreur et si, sur ce point comme sur les autres, Rembrandt n'a pas dérangé le système entier des habitudes de peindre. Si au contraire vous entendez dire que, désespérant de le classer, aute de noms dans le vocabulaire, on l'appelle *luminariste*, demandez-vous ce que signifie ce mot barbare, et vous vous apercevrez que ce terme d'exception exprime quelque chose de fort étrange et de très juste. Un luminariste serait, si je ne me trompe, un homme qui concevrait la lumière en dehors des lois suivies, y attacherait un sens extraordinaire, et lui ferait de grands sacrifices. Si tel est le sens du néologisme, Rembrandt est à la fois défini et jugé. Car, sous sa forme déplaisante, le mot exprime une idée difficile à rendre, une idée vraie, un rare éloge et une critique.

Je vous ai dit à propos de *la Leçon d'anatomie*, un tableau qui voulait être dramatique et qui ne l'est pas, comment Rembrandt se servait de la lumière quand il s'en servait mal à propos : voilà le *luminariste* jugé lorsqu'il s'égare. Je vous dirai plus loin comment Rembrandt se sert de la lumière quand il lui fait exprimer ce que pas un peintre au monde n'exprima par des moyens connus : vous jugerez par là de ce que devient le *luminariste* quand il aborde avec sa lanterne sourde le monde du merveilleux, de la conscience et de l'idéal, et qu'alors il n'a plus de maître dans l'art de peindre, parce qu'il n'a pas d'égal dans l'art de montrer l'invisible. Toute la carrière de Rembrandt tourne donc autour de cet objectif obsédant : ne peindre qu'avec l'aide de la lumière, ne dessiner que par la lumière. Et tous les jugemens si divers qu'on a portés sur ses œuvres, belles ou défectueuses, douteuses ou incontestables, peuvent être ramenés à cette simple question : était-ce ou non le cas de faire si exclusivement état de la lumière? Le sujet l'exigeait-il, le comportait-il, ou l'excluait-il? Dans le premier cas, l'œuvre est conséquente à l'esprit de l'œuvre : infailliblement elle doit être admirable. Dans le second, la conséquence est incertaine, et presque infailliblement l'œuvre est discutable ou mal venue. On aura beau dire que la lumière est dans la main de Rembrandt comme un instrument mer-

veilleusement soumis, docile, et dont il est sûr. Examinez bien son œuvre, prenez-le depuis les premières années jusqu'à ses derniers jours, depuis le *Saint Siméon* de La Haye, jusqu'à *la Fiancée juive* du musée Van der Hoop, jusqu'au *Saint Matthieu* du Louvre, et vous verrez que ce dispensateur de la lumière n'en a pas toujours disposé ni comme il aurait fallu, ni même comme il l'aurait voulu; qu'elle l'a possédé, gouverné, inspiré jusqu'au sublime, conduit jusqu'à l'impossible et quelquefois trahi.

Expliquée d'après ce penchant du peintre à n'exprimer un sujet que par l'éclat et par l'obscurité des choses, *la Ronde de nuit* n'a, pour ainsi dire, plus de secrets. Tout ce qui pouvait nous faire hésiter se déduit. Les qualités ont leur raison d'être, les erreurs on parvient enfin à les comprendre. Les embarras du praticien quand il exécute, du dessinateur quand il construit, du peintre quand il colore, du costumier quand il habille, l'inconsistance du ton, l'amphibologie de l'effet, l'incertitude de l'heure, l'étrangeté des figures, leur apparition fulgurante en pleines ténèbres, — tout cela résulte ici par hasard d'un effet conçu contre les vraisemblances, poursuivi en dépit de toute logique, peu nécessaire et dont le thème était celui-ci : éclairer une scène vraie par une lumière qui ne le fût pas, c'est-à-dire donner à un fait le caractère idéal d'une vision. Ne cherchez rien au-delà de ce projet fort audacieux qui souriait aux visées du peintre, jurait avec les données reçues, opposait un système à des habitudes, une hardiesse d'esprit à des habiletés de main, et dont la témérité ne manqua certainement pas de l'aiguillonner jusqu'au jour où, je le crois, d'insurmontables difficultés se révélèrent, car, si Rembrandt en résolut quelques-unes, il en est beaucoup qu'il ne put résoudre.

J'en appelle à ceux qui ne croiraient pas sans réserve à l'infaillibilité des meilleurs esprits : Rembrandt avait à représenter une compagnie de gens en armes; il était assez simple de nous dire ce qu'ils allaient faire; il l'a dit si négligemment qu'on en est encore à ne pas le comprendre, même à Amsterdam. Il avait à peindre des ressemblances, elles sont douteuses, des costumes physionomiques, ils sont pour la plupart apocryphes, un effet pittoresque, et cet effet est tel que le tableau en devient indéchiffrable. Le pays, le lieu, le moment, le sujet, les hommes, les choses, ont disparu dans les fantasmagories orageuses de la palette. D'ordinaire il excelle à rendre la vie, il est merveilleux dans l'art de peindre les fictions, son habitude est de penser, sa faculté maîtresse est d'exprimer la lumière. Ici la fiction n'est pas à sa place, la vie manque, la pensée ne rachète rien. Quant à la lumière, elle ajoute une inconséquence à des à-peu-près. Elle est surnaturelle, in-

quiétante, artificielle; elle rayonne du dedans au dehors, elle dissout les objets qu'elle éclaire. Je vois bien des foyers brillans, je ne vois pas une chose éclairée; elle n'est ni belle, ni vraie, ni motivée. Dans *la Leçon d'anatomie*, la mort est oubliée pour un jeu de palette. Ici deux des figures principales perdent leur corps, leur individualité, leur sens humain dans des lueurs de feux-follets.

Comment se fait-il donc qu'un pareil esprit se soit trompé à ce point de n'avoir pas dit ce qu'il avait à dire et d'avoir dit précisément ce qu'on ne lui demandait pas? Lui, si clair quand il le faut, si profond quand il y a lieu de l'être, pourquoi n'est-il ici ni profond ni clair? N'a-t-il pas, je vous le demande, mieux dessiné, mieux coloré même dans sa manière? Comme portraitiste, n'a-t-il pas fait des portraits cent fois meilleurs? Le tableau qui nous occupe donne-t-il une idée, même approximative, des forces de ce génie inventif lorsqu'il est paisiblement replié sur lui-même? Enfin ses idées, qui toujours se dessinent au fond du merveilleux, comme *la Vision* de son docteur Faust apparaît dans un cercle éblouissant de rayons, ces idées rares où sont-elles ici? Et si les idées n'y sont pas, pourquoi tant de rayons? Je crois que la réponse à tous ces doutes est contenue dans les pages qui précèdent, si ces pages ont quelque clarté.

Peut-être apercevez-vous en effet, dans ce génie fait d'exclusion et de contrastes, deux natures qui jusqu'ici n'auraient pas été bien distinguées, qui cependant se contredisent et presque jamais ne se rencontrent ensemble à la même heure et dans la même œuvre. Un penseur qui se plie malaisément aux exigences du vrai, tandis qu'il devient inimitable lorsque l'obligation d'être véridique n'est pas là pour gêner sa main, et un praticien qui sait être magnifique quand le visionnaire ne le trouble pas. *La Ronde de nuit*, qui le représente en un jour de grande équivoque, ne serait donc ni l'œuvre de sa pensée quand elle est libre, ni l'œuvre de sa main quand elle est saine. En un mot, le vrai Rembrandt ne serait point ici; mais très heureusement pour l'honneur de l'esprit humain il est ailleurs, et j'estime que je n'aurai rien diminué d'une gloire si haute, si grâce à des œuvres moins célèbres, et cependant meilleures, je vous montre, l'un après l'autre dans tout leur éclat, les deux côtés de ce grand esprit.

EUGÈNE FROMENTIN.

(*La dernière partie au prochain n°.*)

IMPRESSIONS

DE VOYAGE ET D'ART

IX.

SOUVENIRS D'AUVERGNE.

I. — LES GRANDS JOURS D'AUVERGNE ET FLÉCHIER.

Une des choses qui étonnent le plus le voyageur qui parcourt les provinces de l'Auvergne et du Velay, c'est le nombre de ruines qu'il rencontre sur sa route. Ici les églises seules se dressent intactes, inviolées ou rajeunies, comme pour nous dire que de tout ce qui composait la vie ancienne de ces régions, il n'en subsiste plus que l'élément impérissable : le peuple encore fort pieux dont elles abritent les croyances séculaires; mais de tous les châteaux qui couronnaient les forteresses naturelles de ce pays hérissé, il ne reste que des débris. Ce fait seul, à défaut de tout témoignage écrit, suffirait pour révéler à un observateur intelligent à quel point la féodalité a été puissante en Auvergne, car c'est une loi en quelque sorte fatale de la destruction qu'elle est toujours en proportion de la puissance, du respect et de la longévité des dominations auxquelles elle s'attaque, en sorte que, lorsque nous trouvons dans telle province plus de monumens encore debout d'un pouvoir disparu que nous n'en trouvons dans telle autre, ce n'est pas une preuve que ce pouvoir y a été plus considérable et plus populaire, c'est au contraire une preuve qu'il y a tenu une moindre place. En effet, la

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1875.

féodalité, c'est-à-dire le pouvoir à court espace et la domination à frontières étroites, est tellement le gouvernement naturel de cette contrée, où chaque lieue de terre est séparée de la lieue voisine par les obstacles des montagnes, qu'il a fallu pour la déraciner un excès de destruction. Aussi aux deux grandes causes de ruine qui ont sévi sur toute la France, les guerres religieuses et la révolution française, est-il venu s'en joindre ici une troisième, moins ardente, bien plus implacable et autrement efficace que les deux autres, le cardinal de Richelieu. Il a décapité, rasé, démantelé autant qu'il a pu, et il a pu longtemps; cette volonté unique, mais froide, ferme et constante, a fait plus que n'auraient jamais fait les assauts multipliés des armées et les impétueux déchaînemens des passions populaires. Nulle page d'histoire ne saurait être aussi éloquente et aussi instructive que ce simple aspect du pays, où se lit cette persistance de la féodalité en Auvergne, et ces rencontres sans cesse renouvelées de ruines où se révèlent la lutte opiniâtre et le triomphe de Richelieu en caractères ineffaçables.

De tels pouvoirs, si bien fondés sur des habitudes séculaires et en si parfait accord avec le caractère physique des lieux, ont la vie dure. Frappée définitivement à mort par Richelieu, la féodalité auvergnate ne succomba pourtant pas immédiatement. Galvanisée par les troubles de la fronde, qui créèrent assez d'insécurité sociale pour donner à ses anciens penchans d'arbitraire l'occasion de s'assouvir librement et assez de faiblesse dans le pouvoir central pour qu'elle n'eût pas à craindre d'en être châtiée immédiatement, elle prolongea son agonie jusqu'à la majorité de Louis XIV, et c'est cette agonie dont nous voyons les derniers spasmes dans les *Mémoires* de Fléchier sur les grands jours de 1665. Cette lecture est aujourd'hui la préface obligée de tout voyage en Auvergne qui se propose un but d'investigation historique. Certes, si jamais artiste en style aima peu les gravures à la manière noire, c'est bien Fléchier, le mondain bienveillant, l'optimiste vertueux, dont le sourire toujours égal éclaire de la même lumière une galanterie aimable et une scélératesse insigne, et pourtant quels tableaux ressortent de ses récits sans ombres et sans contrastes! Les noms les plus illustres de la province, les Beaufort, les Montboissier, les d'Espinchal, les d'Apchier, noircis de crimes et salis de sang, une justice locale impuissante par poltronnerie ou silencieuse par complicité, un clergé délivré de toute discipline ecclésiastique par les difficultés de la surveillance, devenu aussi sauvage que les solitudes rustiques où il exerce son ministère, un peuple en proie à ce que la superstition a de plus noir, l'ignorance de plus dangereux et la férocité de plus sanguinaire, toujours disposé à prêter l'aide de sa brutalité à l'arbitraire dont il souffre, enfin ce goût de l'arbitraire également ré-

pandu dans toutes les classes et à tous les étages de la société où chacun ne songe qu'à abuser soit par la violence, soit par la fraude, voilà l'odieuse réalité que Fléchier nous présente enveloppée d'enjouement et agrémentée de badinages, mais dont la lumière de son sourire et le fard de son bel esprit ne parviennent pas à altérer le visage sinistre. Partout ailleurs la féodalité est morte en héroïne, toute brillante de vaillance, de chevaleresque indiscipline, de fidélité touchante à un état social perdu; ici au contraire elle est morte en damnée, avec laideur, toute enténébrée de sauvagerie factieuse et de brigandage, dans le mépris de toutes les lois humaines et dans l'oubli de toutes les lois divines. On voit que nous cherchons peu à atténuer les récits de Fléchier; eh bien! cependant, cela une fois dit, nous demandons à faire, à l'excuse de cette laide féodalité auvergnate expirante, quelques réserves qui nous paraissent de simple bon sens, et qu'ont trop négligé de faire jusqu'ici, à notre avis, les nombreux critiques qui se sont occupés du livre charmant de Fléchier.

Les faits racontés par Fléchier sont odieux, sont-ils une condamnation bien sérieuse des anciennes classes féodales? Nous venons de le dire, la responsabilité en est singulièrement partagée et ne doit pas retomber sur la seule noblesse, car la plupart de ces crimes sont parfaitement roturiers. C'est qu'ici une cause plus puissante que les institutions a eu action sur elles pour les exagérer et les dépraver. Ici la féodalité a bien créé la société générale à son image; mais c'est après que la nature des lieux a eu fait la féodalité à la sienne, et voilà pourquoi elle n'y porte pas le même visage qu'on lui voit ailleurs. Tout gouvernement, quel qu'il soit, va bien vite jusqu'au bout de lui-même, lorsqu'il trouve dans la nature des lieux trop de facilités pour abuser, et la montagne fut pour la féodalité du centre hérissé de la France ce que la plaine fut pour l'orageuse démocratie des Flandres, une auxiliaire d'abord, et puis bien vite une inspiratrice de mauvais conseils. Comme ces gorges profondes sont bien préparées pour ensevelir le crime, comme ces solitudes invitent au mal, comme ces plis du terrain sont disposés à merveille pour l'embuscade et la surprise, et comme la violence se sent à l'abri des représailles derrière ces remparts de hautes montagnes! Encore aujourd'hui, dans notre siècle de grandes routes et de chemins de fer, le voyageur reste effrayé en songeant avec quelle rapidité l'homme redeviendrait sauvage dans ces provinces, si par un hasard quelconque elles étaient pendant un temps délivrées de tout lien avec le pouvoir central. Que nos communeux français réalisent jamais leur fameux plan de gouvernement morcelé, et ils verront vingt ans après quelle superbe moisson de crimes ce sol d'Auvergne aura portés, et s'il ne leur faudra pas tenir des grands jours démocratiques

pour en avoir justice. Il n'a pas fallu moins en effet que la puissante centralisation moderne pour mettre fin à cette sauvagerie, car jusqu'au commencement de ce siècle l'Auvergne fut une des provinces où il se commettait le plus de violences contre les personnes. Passées les dernières clartés du jour les routes étaient impraticables; quelles terreurs, il y a cinquante ans, pour le voyageur attardé lorsqu'il voyait s'avancer la nuit, et quelle hâte pour gagner un gîte qui souvent encore était sans sécurité! Le voyageur dans ces régions, c'était ce que sont les naufragés pour les habitans de certaines côtes maritimes, une proie à dépouiller, une sorte d'étranger sur lequel la nature des lieux donnait le droit de prise. Il n'était protégé ni par la modestie de sa condition, ni même par sa pauvreté : toucheurs de bestiaux, étameurs ambulans, porte-balles surtout n'en faisaient que trop souvent l'expérience. Quant aux gîtes où l'on cherchait un abri contre le péril, un fait dira ce qu'ils valaient : cette histoire si répandue et si populaire autrefois du voyageur qui entend la nuit ses hôtes comploter contre sa vie, c'est de ces régions d'Auvergne, du Velay, du Gévaudan et des Cévennes qu'elle est principalement sortie. Ajoutez que s'arrêter dans ces gîtes tout en vous préservant pour la nuit était souvent un moyen sûr d'être attaqué le lendemain, car ils étaient aussi ceux des malandrins du pays qui avaient toutes facilités pour étudier la physionomie et les allures du voyageur, s'instruire de la route qu'il devait suivre, mesurer le degré de résistance qu'il pouvait opposer. Il n'y a pas trente ans qu'une dame de notre connaissance, voyageant dans le Cantal, fut avertie charitablement dans l'auberge où elle logeait de ne pas se mettre en route le soir, sur certains propos suspects qui avaient été entendus. C'est assez en dire pour montrer que les mœurs dont Fléchier nous présente le tableau accusent beaucoup plus encore la nature des lieux que les vices des institutions féodales, et qu'il n'est pas fort étonnant que la noblesse d'Auvergne n'ait pas échappé à une rudesse, à une violence qui étaient communes à toute la population.

L'irrégularité de la justice royale était une seconde cause de désordre non moins forte que la précédente. Il est assez naturel que les crimes soient d'autant plus nombreux que la punition en est plus lointaine et plus incertaine. Prenez aujourd'hui, dans notre France démocratique, telle province que vous voudrez, la moins inaccessible, la moins hérissée, la plus ouverte, l'Orléanais, par exemple, établissez que la justice n'y sera rendue qu'à longs termes, et vous verrez dans quelle proportion les crimes vont augmenter. A la vérité, les criminels seront de nature fort différente de ceux de Fléchier; ils porteront des noms démocratiques au lieu de porter ceux des Beaufort et des Montboissier; sera-ce là une bien

grande compensation? Le criminel est en plus d'un point assimilable au joueur; comme ce dernier, il tente la chance et s'en remet au hasard; ce qui l'encourage ou le retient, c'est la certitude ou l'incertitude de la punition. Il y a mieux : le crime, même assuré de son châtiment, ne sera nullement découragé, si ce châtiment ne doit s'exécuter qu'au bout d'un certain temps. Dites à celui qui balance à commettre un crime qu'il devra répondre de sa conduite dans quinze ou vingt ans, et aussitôt toute hésitation cessera, car cet homme se fera certainement l'application du vers si connu de notre fabuliste :

Le roi, l'âne, ou moi, nous mourrons.

Or c'était là en toute évidence un des raisonnemens de ces criminels d'Auvergne : J'aurai à répondre de ma conduite, cela est sûr, mais quand? Je ne sais, dans dix, dans vingt ans peut-être ; serai-je encore de ce monde à cette époque, ou les circonstances n'auront-elles pas changé, ou ma conduite passée ne sera-t-elle pas comme noyée dans les préoccupations d'un nouveau règne? Eh bien! qu'ai-je à craindre alors, et pourquoi ma rapacité, mes convoitises ou ma haine se refuseraient-elles satisfaction?

Le châtiment de ces crimes d'Auvergne fut rude et fort; M. de Novion et M. Talon frappèrent sans pitié, sans ménagemens, sans égard aux personnes, ou plutôt ils y eurent égard, mais ce fut pour augmenter la sévérité de leurs arrêts de tout le poids de la qualité des coupables. Une chose faite pour blesser et attrister profondément le cœur en lisant les *Mémoires* de Fléchier, c'est qu'on ne peut s'empêcher d'y constater l'injustice de la justice humaine, et qu'on est amené à faire ainsi un retour sur la faiblesse inhérente à notre nature qui ne veut pas qu'il y ait parmi nous rien qui soit absolument pur. Le procès du vicomte de La Mothe-Canillac en est une preuve des plus mélancoliques. Voici des magistrats qui viennent en grand appareil et en grande solennité pour rétablir la justice, et leur premier jugement est une demi-iniquité. Préoccupés de donner à leur œuvre de réparation une préface capable de frapper vivement les imaginations, ils choisissent précisément le moins coupable parmi tous ces gentilshommes criminels d'Auvergne et ils le sacrifient sans merci pour le salut d'Israël. Le vicomte de La Mothe-Canillac avait commis un meurtre à la vérité, mais il avait été insulté, volé et compromis par son ennemi, et il l'avait tué presque loyalement, en rase campagne, en pleine lumière, en se défendant contre lui; bref, son action ne dépassait pas la mesure des vengeances ordinaires que les gentilshommes de cette époque avaient encore l'habitude de tirer les uns des autres. Il est vrai

qu'il avait contre lui d'avoir suivi le parti du prince de Condé pendant les guerres civiles de la fronde; or la fronde était maintenant finie, le roi avait triomphé de ses ennemis, et ce rôle ancien du prévenu était une raison de plus d'être scrupuleusement équitable, afin que la sentence ne portât pas figure de vengeance; mais quoi! il fallait faire un exemple, et aucune de ces circonstances atténuantes ne put prévaloir sur les calculs d'une sévérité préméditée et convenue d'avance. Arriver le premier est en toute chose un grand bonheur ou un grand malheur, et, si l'on y regarde de près, on voit que ce qui perdit le vicomte de La Mothe-Canillac, c'est que les grands jours s'ouvrirent par son procès. Aurait-il été condamné aussi sévèrement trois semaines après? Assurément non. Plaisante justice qu'une rivière borne! avait dit Pascal presqu'à cette même époque; plaisante justice dont un délai de trois semaines augmente ou diminue la sévérité ou la clémence, disons-nous à notre tour en lisant dans Fléchier ce triste arrêt, si bien fait pour rappeler notre pauvre nature humaine à la modestie qui lui sied toujours.

Le livre de Fléchier sur les grands jours d'Auvergne est l'un des plus agréables que nous ait laissés notre littérature du XVIIe siècle, et cependant s'il était jugé selon les exigences de la critique moderne, il n'échapperait pas à une certaine sévérité. Cette épithète d'*agréable* que nous venons d'employer, ne dit-elle pas, toute louangeuse qu'elle est, la nature du blâme qui ne manquerait pas de lui être adressé, s'il paraissait aujourd'hui, car n'est-il pas étrange que des actions dont le récit demanderait tantôt les fortes ombres de Rembrandt, tantôt même la nuit épaisse du Caravage, soient invariablement peintes avec les tendres couleurs de l'aquarelle et du pastel? Le style du livre n'est donc pas en rapport avec le sujet : c'est que le pittoresque en littérature n'était pas encore venu au monde, et que tous ces artifices d'un style à la Rembrandt étaient parfaitement inconnus. Pour manquer d'accord avec son sujet, ce n'en est pas moins un style d'un modèle achevé et qui possède ses mérites très particuliers. D'une nudité absolue, presque sans images, il est cependant d'un agrément extrême, que l'on ne songe à chercher d'ordinaire que dans les styles très ornés. C'est une belle prose, nette, limpide, correcte,qui porte bien la double date et de l'âge de l'auteur, et de l'époque où le livre fut composé. Tout y est d'une pureté, d'une aisance, d'une *modernité* accomplies; rien de gauche ni d'embarrassé, rien surtout d'archaïque et de suranné, nuls restes des tournures des styles précédens, nulle phrase à nœuds compliqués, nulle période à replis traînans. Ce livre est celui d'un homme jeune qui n'a aucune des façons de s'exprimer d'un plus vieux temps, parce qu'il a eu l'heu-

reuse fortune d'arriver jeune au monde au moment précis où la langue était achevée et toute classique. Seul le bel esprit y marque le voisinage presque immédiat de l'hôtel de Rambouillet et le patronage affable des Montausier et des Chapelain; encore ce bel esprit y est-il ménagé avec une sobriété et un bon goût qui révèlent que le temps a marché, qu'on s'éloigne déjà de la source de la préciosité, et que, tout proche qu'il est, l'hôtel de Rambouillet est déjà dans le passé. Cette préciosité d'ailleurs se fait plus sentir que reconnaître, car c'est moins dans les formes du langage et les tournures du style que dans l'allure du récit qu'elle se rencontre : récit vif, rapide, tout d'une haleine, sans aucun point d'arrêt ni ralentissement, mais frappé cependant d'une légère affectation comparable à celle d'un coureur agile qui, pour faire admirer sa vitesse, trouve moyen d'exagérer sa légèreté par quelque geste voulu, quelque inflexion du corps préméditée, quelque manière adroite de rebondir de terre ou de porter le pied en avant, capable de le faire remarquer.

Il est aussi un autre genre de censure auquel le livre de Fléchier n'échapperait à coup sûr pas de nos jours. On ne manquerait pas de l'accuser de mondanité, de scepticisme, presque d'incrédulité; on ferait remarquer avec une apparence de raison le désaccord qui existe entre le ton de ce livre et le caractère de l'auteur, on demanderait si c'est bien une digne préparation à un futur épiscopat que d'écrire des récits dont la galanterie est la préoccupation constante quand elle n'en est pas la matière principale. Heureusement pour nos plaisirs et notre instruction, on n'avait pas encore inventé au XVIIe siècle ce pédantisme de nos sociétés démocratiques qui demande à l'homme de commencer par se mutiler pour être mieux en harmonie avec ses fonctions, qui ne veut se représenter un magistrat qu'avec une tenue roide et gourmée, et un prêtre qu'avec un visage triste et morose, qui en un mot demande à l'homme de prendre d'abord figure de sot pour mieux porter le masque de sa profession. Au XVIIe siècle, on pensait au contraire avec Pascal qu'Aristote et Platon, que nous nous figurons toujours en robes noires de docteurs et en bonnets carrés, étaient d'honnêtes gens aimant à rire et à converser avec leurs amis. Un tel livre suffirait aujourd'hui pour faire soupçonner la vertu de l'auteur; or, s'il est une vertu qui n'ait pas été soupçonnée et dont les contemporains aient rendu bon témoignage, c'est bien celle de Fléchier, seulement il s'est rencontré que ce vertueux avait de l'esprit, ce qui à coup sûr est le meilleur auxiliaire pour bien prêcher la vertu, de la politesse, ce qui certainement ne peut que la rendre plus aimable, enfin, comme Fénelon, du goût et du sentiment pour la beauté, ce qui à la rigueur ne saurait être interdit à celui qui

veut faire admirer Dieu par sa création, et louer l'artiste par la perfection de son œuvre. Si ce monde est une vallée de larmes, comme il n'est que trop vrai, il est bien permis au moins, ne fût-ce qu'en manière de consolation, de remarquer que les lignes en sont souvent heureuses et que les fleurs qui y poussent ont souvent de de l'attrait pour les yeux, et la consolation sera encore assez chétive. Il y a enfin de la galanterie dans Fléchier, et il y en a même beaucoup; mais ce n'est qu'une preuve qu'il possédait une des qualités les plus essentielles chez un prêtre, c'est-à-dire l'onction, car qui donc n'a remarqué à quel point cette qualité nommée onction, toute faite de suavité et de tendresse, et qui demande à être pétrie dans les baumes les plus exquis du langage, est proche parente de la galanterie?

Ce qui prêterait plus sérieusement à la controverse, c'est le caractère particulier de la religion que laisse entrevoir Fléchier et qu'on peut hardiment lui attribuer sans crainte de calomnie. Cette religion toute de lumière, purement abstraite et morale, n'a rien pour les sens et l'imagination charnelle. Elle fait visiblement bon marché de toute la partie légendaire, traditionnelle, miraculeuse de la dévotion populaire. Ce sont là choses que Fléchier ne critique pas, auxquelles il ne contredit pas, qu'il ne réfute pas, mais qu'il nomme avec un sourire, et qui visiblement ne lui sont de rien. Il en est de même des pratiques de la dévotion conventuelle dont il fait, toutes les fois qu'il les rencontre sur sa route, des peintures dont rien n'égale le badinage tempéré et la discrète ironie. Quelles jolies pages que son tableau des vingt *De profundis* simultanés et discordans de l'église des cordeliers et sa description plaisante des mauvaises peintures du cloître des dominicains! quelles silhouettes finement enlevées que celles du père capucin rencontré à Vichy, et du frère jacobin trop crédule aux histoires miraculeuses en l'honneur de son ordre! Ce sont là des pages auxquelles Voltaire aurait applaudi sans aucun doute, et cependant on se tromperait grossièrement, si l'on voulait y voir une marque anticipée de l'esprit du XVIIIe siècle. Tout cela pour Fléchier est badinage inoffensif, de même que ces pratiques sont des bizarreries extérieures qui ne sont pas identifiées à l'essentiel de la religion, et cette religion pour Fléchier c'est un christianisme spiritualiste, quelque peu cartésien, qui porte bien le signe de l'esprit du XVIIe siècle. La religion de Fléchier, comme sa prose, appartient à ce que le XVIIe siècle eut en somme de meilleur. Eh! sans doute, ce n'est pas là tout le christianisme, mais c'est bien celui des esprits cultivés de son temps et de son pays, et nous ne nous étonnons point de ne pas le trouver moins philosophique et plus imaginatif. Qui donc, cherchant dans les peintures de Poussin et de Lesueur la figure de la religion, serait assez naïf pour s'éton-

ner de ne pas lui trouver le même visage qu'il lui voit dans les peintures de Murillo ou dans celles de Zurbaran?

II. — CLERMONT-FERRAND.

Peu de villes ont un aspect aussi ouvert, aussi riant, et je dirai presque aussi lumineux que Clermont abordée par la Limagne. Aperçue à distance en venant de Riom, c'est un enchantement : un vaste espace à découvert entouré de hautes montagnes, et dans cet espace Clermont précédée de la petite ville de Montferrand comme une reine de ses massiers, déployée à l'aise dans une pose pittoresquement inclinée. L'enchantement se dissipe quelque peu après l'arrivée. La ville, à quelques quartiers près, est montueuse à faire le désespoir d'un asthmatique, mais en revanche se prête admirablement à l'apprentissage du touriste pour ses courses dans les montagnes des environs. Les rues, presque toujours de longues ruelles, sont avarement étroites sans tortuosités pittoresques ni replis curieux; ce n'est pas ici que le dilettante romantique trouvera matière à ses rêveries, pas plus que le romancier de cape et d'épée n'y trouvera un théâtre pour ses fictions. Les places qui, à la seule exception de celle qui s'étend derrière la cathédrale, se trouvent en bas de la ville, mal coupées, trop inclinées, ne sont disposées ni pour être des buts agréables de promenade, ni pour être des lieux commodes de rendez-vous. Enfin les demeures bâties presque toutes de cette pierre de Volvic, de couleur noir-clair, dont l'aspect est si lugubre semblent y porter le deuil de la beauté qu'elles n'ont pas. Ajoutez deux inconvéniens notables : le premier, c'est que Clermont est relativement privée d'eau, et que, n'était l'admirable fontaine que l'évêque Jacques d'Amboise y fit élever au commencement du XVIe siècle à l'imitation des belles fontaines de la renaissance d'Anjou et de Touraine, on n'apercevrait nulle part dans la ville la présence de cet élément de fraîcheur et de gaîté. Peut-être est-ce en partie à cette rareté de l'eau qu'il faut attribuer le second inconvénient de Clermont, l'infection de ses ruelles et de ses quartiers populaires, infection qui est telle qu'elle dépasse non-seulement tout ce que les nerfs olfactifs ont pu sentir, mais encore tout ce que l'imagination peut supposer ou combiner de mauvaises odeurs. Imaginez par exemple une combinaison des émanations des fosses de tannerie et des émanations de l'engrais humain accumulé et échauffé avec l'écœurante fadeur des moisissures dans les lieux humides; ajoutez-y pour dernier arome l'odeur heureusement disparue aujourd'hui des anciennes fritures du Pont-au-Change, et vous n'approcherez pas encore de la réalité. On demeure effrayé lorsqu'en traversant ces

ruelles d'un pied qui ne s'attarde pas on aperçoit des êtres humains qui vous regardent passer, ou qui vont et viennent à leurs occupations de métier ou de boutique sans manifester la moindre intention de s'enfuir. On me dit que l'opinion générale dans le Puy-de-Dôme est favorable au progrès; il me semble que, si j'avais l'honneur d'être Clermontois, tout progrès et même toute politique se résumeraient dans le désir de mettre fin à cette épouvantable infection, car avant de savoir si l'on vivra en république ou en monarchie, et lequel de ces deux gouvernemens est préférable, il faut savoir si l'on pourra vivre sans avoir à redouter le typhus ou la peste. Si jamais ville eut besoin d'être assainie, c'est bien l'ancienne capitale de l'Auvergne, et, si l'ex-préfet de la Seine ne parvient pas à rentrer dans la vie publique, il n'a qu'à se rendre à Clermont, il y trouvera ample besogne pour sa robuste volonté et son active initiative.

Si la ville est sans caractère, en revanche le pays environnant est admirable, en sorte qu'on peut dire de Clermont que c'est une scène médiocre encadrée dans un magnifique théâtre. Ce ne sont que montagnes, cependant nul panorama ne présente plus de variété et de contrastes. Ici, en montant du cimetière, des montagnes agrestes et sauvages, revêtues d'un vert pâle, faites à souhait pour les descriptions d'une poésie idyllique qui serait vraiment rustique; là au contraire, en suivant la route qui conduit à Gergovie, des montagnes riches de culture, touffues de forêts, parées de blanches maisons de campagne ressuscitent aux yeux le spectacle qu'elles présentèrent à l'époque romaine lorsqu'elles étaient chargées de villas somptueuses et de temples. Allez maintenant place de Jaude, en face de la longue rue qui mène à Chamalières et à Royat, quel admirable décor d'opéra! Les montagnes s'avancent sur la ville comme si elles voulaient en fermer l'accès soit pour la défendre, soit pour la tenir captive. De quelque côté enfin que l'on tourne les regards, le Puy-de-Dôme apparaît avec sa masse imposante, son épaule arrondie et sa crête altière, beau de sa force et de son volume, majestueux et réellement seigneurial d'aspect, véritable souverain du pays et faisant, où qu'on se place, reconnaître sa domination, toujours debout et présent pendant que les autres géans qu'il semble commander ou pousser en avant diminuent dans l'éloignement ou disparaissent sous les plis du terrain.

La plus ancienne église de Clermont est Notre-Dame-du-Port, qui doit son nom à un ancien marché dont elle occupe l'emplacement. Un saint la bâtit au VIe siècle, saint Avit; les Normands l'incendièrent, et un second saint, saint Sigon, la reconstruisit à la fin du IXe siècle. C'est une des plus belles églises romanes de l'Auvergne, où il y en a tant de remarquables. Il n'y faut chercher cependant ni la perfection accomplie de Saint-Paul d'Issoire, ni l'ampleur

majestueuse de Saint-Julien de Brioude, ni la pittoresque situation de l'église de Saint-Nectaire. Étouffée entre les pâtés de maisons dans lesquels elle est engagée, et qui interdisent le recul aux curieux, défigurée à l'intérieur par un badigeon jaunâtre du plus maussade effet, Notre-Dame-du-Port se présente mal, et n'a pour se faire valoir aucun des avantages de ses rivales; cependant elle a sur elles toute une supériorité incontestable, c'est qu'elle a été leur prototype et leur modèle. Elle en a une seconde plus considérable encore, c'est la grandeur des souvenirs. A cet égard, Notre-Dame-du-Port peut défier toutes les églises de la chrétienté, car c'est l'église de la première croisade, l'église où Adhémar de Monteil est venu s'agenouiller après avoir pris la croix, où les chevaliers sont venus prier et demander le corps du Christ pour consacrer leur vœu. La vaste place inclinée qui s'étend tout auprès, c'est la place où le pape Urbain II fit cette fameuse prédication à laquelle tous les assistans répondirent par le cri de *Dieu le veut* (1)! Un autre souvenir de taille bien plus petite, mais très particulièrement intéressant pour nous et peut-être aussi pour quelques-uns des lecteurs qui nous ont suivi dans ces excursions, se rapporte encore à cette église. Comme la plupart des églises d'Auvergne, Notre-Dame-du-Port a été fortifiée au moyen âge : or elle a eu à soutenir un siége quelques années précisément après la croisade, par suite de démêlés qui s'élevèrent entre l'évêque de Clermont et le comte d'Auvergne d'alors, et qui nécessitèrent une expédition du roi Louis le Gros, expédition où nous avons vu le roi accompagné d'un personnage du nom de Wulphe, lequel au retour s'arrêta en route et se fixa dans le Forez, à la frontière même des lieux où il était venu guerroyer. C'est le premier des d'Urfé par date certaine, et Notre-Dame-du-Port a été selon toute apparence le témoin de ses faits d'armes.

Notre-Dame-du-Port, de dimensions fort resserrées, se développe pour ainsi dire toute en longueur; elle y gagne en élégance ce qu'elle y perd en majesté. La nef principale, belle et étroite avenue formée par des colonnes d'une élévation remarquable, aboutit harmonieusement à un chœur étroit aussi et allongé en ovale, dont l'effet est des plus gracieux et le dessin des plus purs. Comme dans la plupart des églises romanes, le chœur, exhaussé de plusieurs marches au-dessus du pavé de la nef, surmonte une église souter-

(1) Voulez-vous savoir à quel point la médiocrité de date récente ronge la grandeur plus ancienne, cette place peut vous en offrir un bel exemple. Il semblerait naturel et logique qu'elle s'appelât *place de la Croisade,* elle s'appelle *place Delille* par un choix inconcevable de l'édilité clermontoise, qui a préféré au plus grand souvenir du moyen âge le nom d'un rimeur de talent, sans doute parce qu'il est plus rapproché de nous.

raine, et est entouré par une galerie circulaire flanquée de chapelles rayonnantes qui, se renflant à l'extérieur en forme de cul-de-four, se détachent ainsi de l'édifice principal et donnent parfois l'impression d'une nichée de petites églises qui semblent vouloir se blottir sous la protection de la mère qui les a couvées. Seulement ici il n'y en a que quatre, l'abside centrale manque, peut-être parce que, selon l'observation de Mérimée, l'église étant toute entière consacrée à la Vierge, on a jugé inutile cette chapelle qui d'ordinaire lui est réservée. Ici comme à Brioude, comme à Issoire, on peut observer cet élancement singulier des colonnes et des voûtes qui, sans égaler le vol des églises gothiques, s'en rapproche tellement qu'on peut dire qu'il l'annonce, le prépare, et en présente un premier essai; en sorte que l'art roman des derniers siècles est beaucoup plus à l'égard de l'art gothique un précurseur qu'un vaincu, et que cette sublimité dont on aime à glorifier l'art gothique n'est à tout prendre qu'un legs que l'art roman lui a laissé à augmenter. C'est dans cet élancement que consiste la beauté principale de cette église, dont on peut dire que le corps en vaut mieux que les ornemens. Les chapiteaux historiés sont en très grand nombre, mais ils n'offrent pas en général l'intérêt que nous leur avons trouvé ailleurs. Comme travail d'art, ils sont bien loin de la perfection de ceux de Mozat et de Saint-Julien de Brioude, et comme naïveté populaire ils ne valent pas ceux de Saint-Nectaire et d'Issoire. Selon notre habitude nous avons essayé de les rapprocher pour en interpréter le sens et en découvrir la doctrine. Leur symbolisme singulièrement obscur et cependant sans profondeur ne dépasse pas le domaine de l'allégorie purement morale, telle qu'elle devint à la mode deux siècles plus tard avec *le Roman de la Rose;* leurs personnages sont pour la plupart des vertus et des vices personnifiés sous la forme de chevaliers. Deux de ces chevaliers, figurant la Sagesse et la Charité, percent de leurs lances des démons terrassés; deux autres, représentant, l'un la Charité, l'autre l'Avarice, se livrent un furieux combat. Le lien synthétique qui rattache ces scènes les unes aux autres n'est pas fort aisé à déterminer avec certitude; je crois cependant qu'il faut le chercher dans une glorification de la Vierge, à qui l'église est consacrée. Tous ceux de ces chapiteaux en effet qui n'offrent pas un sens allégorique racontent simplement divers épisodes de la vie de la Vierge, — l'annonciation, la visite à Élisabeth, la promesse faite par l'ange à Zacharie de l'enfant qui sera le précurseur du fils de Marie, — à l'exception d'un seul qui représente la désobéissance d'Adam et d'Ève, et leur expulsion du paradis terrestre. N'est-ce pas l'antithèse théologique ordinaire entre le péché originel et la rédemption, entre le serpent qui souffle à Ève le conseil du mal et le dragon dont Marie est destinée à écraser la tête? Dans

ce cas, les combats allégoriques dont nous venons de parler ne seraient autre chose que la défaite des vices de la vieille humanité mise en déroute et précipités dans l'abîme par les vertus de la nouvelle humanité engendrée de Marie. Les sculptures de la porte méridionale méritent aussi l'attention, surtout pour la partie du tympan qui représente Jésus flanqué de deux chérubins d'une grande sveltesse, entièrement recouverts de leurs ailes comme d'une armure et dont on dirait presque que le sculpteur a pris les modèles chez quelques-uns des jeunes chevaliers que lui présentait son observation journalière, tant ces longues ailes, strictement adhérentes au corps qu'elles dessinent en le dissimulant, paraissent les pièces principales d'une armure, et tant il semble qu'elles rendraient le bruit du fer si elles s'agitaient.

La crypte, très belle et très ornée, sert de sanctuaire à une de de ces vierges noires si abondantes en Auvergne, qu'il n'est presque pas une église qui n'ait la sienne. Chamalières, à deux pas de Clermont, en possède une, Orcival, près de Rochefort, une autre; Besse-en-Chandesse et Vassivière s'en partagent une troisième. Celle de Notre-Dame est fort honorée, quoiqu'elle ne soit pas entourée de la même faveur populaire que celles d'Orcival et de Vassivière. Il est arrivé à cette Vierge une fort singulière aventure. Un beau soir du mois de janvier 1864, elle disparut, enlevée par une main restée inconnue, et pendant de longues années on ne put en savoir de nouvelles. Enfin dans ces derniers temps les fidèles ont eu la joie de la retrouver à son ancienne place, de retour de son mystérieux voyage. N'est-ce pas le vieil humoriste anglais, sir Thomas Brown, qui déclarait qu'il aurait aimé à connaître Judas Iscariote? J'oserai dire que le larron de cette statue m'inspirerait presque une curiosité semblable. Nous aimerions à connaître les mobiles de son action et les phases diverses de sa vie morale entre le vol et la restitution. Est-ce un loustic mécréant qui a cru faire une plaisanterie et qui n'a voulu que rire? En ce cas, son accès de trop hardie bonne humeur une fois passée, vous voyez d'ici les inquiétudes qui ont dû tourbillonner sous son crâne et les heures variées d'angoisse qu'il s'est préparées. Quels soins pour cacher son vol! Quelles transes d'être découvert! Si une main étrangère ouvrait par hasard la porte qui cache mon larcin et le reconnaissait, quelles en seraient les conséquences? La lapidation peut-être, la police correctionnelle certainement. Peut-être, agité par ces agréables perspectives, a-t-il songé à reporter la statue où il l'avait prise; mais l'occasion, qui avait été favorable pour le vol, ne l'a plus été au même point pour la restitution. Peut-être a-t-il pensé à la détruire, mais au moment d'accomplir son dessein un reste de vénération s'est éveillé en lui et a

été plus fort que la prudence; le vol commis était déjà un sacrilége, allait-il le rendre irréparable en en commettant un second qui serait une manière de déicide? Si c'est au contraire un dévot, quelle a pu être sa pensée? S'est-il dit que, si cette image, au lieu d'entendre les prières sans nombre qui lui sont adressées, n'entendait que celles d'une seule personne, celles-là auraient plus de certitude d'être exaucées, et a-t-il voulu accaparer pour lui seul une protection aussi puissante? Dans ce cas, qu'est-ce qui a pu le pousser à restitution? Peut-être un jour a-t-il été pris de remords et a-t-il pensé qu'il était injuste à lui de retenir égoïstement ce qui était le bien commun de tous les fidèles; peut-être les événemens de sa vie arrivés dans ces années ont-ils été de telle nature qu'il a dû penser que la Vierge ne prenait pas son action en bonne part, puisque ses prières n'étaient pas exaucées. Nous en sommes réduits aux conjectures, et c'est grand dommage, car, si la vie de ce plaisant malfaiteur, impie ou dévot, était connue, elle présenterait certainement la matière d'un beau chapitre de psychologie qui ajouterait à la connaissance que l'âme humaine a déjà d'elle-même.

Pour n'être pas originaire d'Auvergne et pour n'y avoir fleuri que tard, l'architecture gothique n'a pas laissé d'enrichir cette province de quelques-uns de ses plus beaux ouvrages. Telle est la cathédrale de Clermont, qui occupe l'emplacement d'une plus ancienne église bâtie par le vieil évêque saint Namace. C'est un édifice de la plus noble et de la plus élégante beauté qui vaut les meilleures œuvres du nord de la France. Bâtie en pierres de lave, dont l'emploi, paraît-il, a commencé tard en Auvergne, car Notre-Dame-du-Port a été bâtie de granit, elle présente bien l'aspect le plus adorablement enfumé que j'aie jamais vu à aucune église, à l'exception toutefois de l'église de Saint-Jean à Lyon. Tout à l'extérieur nous dit bien que nous sommes en Auvergne, et nous laisse bien dans cette province, et la noire pierre de lave dont l'église est construite, et son aspect austère, et la jolie et fluette tourelle qui, partant du pied du portail septentrional, s'élance jusqu'à la toiture, sœur des tourelles de l'église d'Aigueperse et de Sainte-Croix de Gannat. Entrez maintenant dans l'intérieur, et soudain oubliant l'Auvergne vous vous sentirez en pleine Ile-de-France ou en pleine Picardie. Cette église, c'est l'admirable chœur de Beauvais qui a été enlevé intact et apporté à Clermont : même élévation, même légèreté, même gracieux renflement au chevet, même réunion des nervures en plis de coquillages à la naissance de la voûte, même apparence de vaisseau renversé. Pour que la ressemblance fût plus frappante, le hasard a voulu que cette cathédrale n'eût que trois travées de nef, seulement ces travées sont de dispositions beaucoup plus heureuses que celles de l'é-

glise de Beauvais, car elles suffisent pour donner l'impression d'une nef entière, ce qu'on ne pourrait dire de sa rivale dont la nef commencée a été interrompue si bizarrement que les tronçons qui en ont été construits la font ressembler à un invalide dont les jambes auraient été amputées au-dessus du genou. Même date, même histoire, même destinée. Commencée au milieu du XIIIe siècle, faiblement continuée au milieu des préoccupations cruelles du XIVe, elle fut ensuite complétement abandonnée lorsque l'âge du gothique fut passé, et ce n'est qu'aujourd'hui même qu'on s'est occupé d'en achever quelques-unes des parties. Enfin, pour compléter l'illusion d'une église du nord, de beaux vitraux du XIIIe siècle, touffus de sujets que la lumière fait apparaître ou disparaître, selon qu'elle les frappe ou s'en éloigne, éclaire la cathédrale de ce crépuscule aux couleurs si variées et si passagères qu'un observateur ingénieux pourrait en composer une sorte d'horloge en notant l'heure précise où chacune des nuances prédomine. Les verrières des fenêtres de la nef sont moins belles que celles du chœur, étant, comme toutes celles qui sont postérieures au XIIIe siècle, moins avares de lumière; cependant la rosace du portail méridional compose bien le plus admirable châle de l'Inde que femme puisse rêver : c'est la même harmonie obtenue par des nuances sans éclat, noir, brun-clair, jaune-foncé, c'est le même dessin de figures qui semblent empruntées aux images du kaléidoscope, et d'arabesques qui semblent reproduire les caractères en paraphes des écritures orientales.

Certaines curiosités sont à remarquer dans la cathédrale de Clermont; de ce nombre sont quelques restes de peintures du XIIIe siècle encore assez bien conservées sur une partie du mur du chevet. Autant que nous avons pu le reconnaître, elles représentaient les scènes du jugement dernier, transformées en scènes de la justice féodale par les artistes de cette époque, fait qui n'a rien de bien extraordinaire, puisque la justice féodale était celle dont ils avaient le spectacle quotidien, mais qui a précisément aujourd'hui le mérite de nous montrer ce spectacle. Ces vieux artistes copiaient la réalité afin de se faire plus clairement comprendre de leurs naïfs contemporains, et cette réalité parle maintenant à notre imagination à l'égal d'une vision de poète. C'est, ou plutôt c'était le même travestissement dont on peut voir les dernières traces sur les murailles de plus d'une église, par exemple dans ce qui reste de l'église de Saint-Mexme, à Chinon, en Touraine, ou dans la chapelle de Saint-Michel à Brioude, les anges transformés en hommes d'armes, précipitant les damnés ou les démons à grands coups des croix d'archevêque dont ils sont munis, ou saint Michel transformé en huissier de la salle d'audience de Dieu, posté contre une des barrières pour

en défendre l'entrée aux spectateurs, et se servant du pied de sa croix pour repousser les curieux qui tentent de violer la consigne. Une autre curiosité, celle-là bien entière, est une horloge bizarre, trophée de victoire remportée par les habitans de Clermont sur ceux d'Issoire pendant les guerres de religion. C'est, on le voit, un trophée du même genre que le jacquemard enlevé aux habitans de Courtray par Philippe le Hardi, mais moins naïf et beaucoup plus laid. Cette horloge se compose de trois figures qui frappent alternativement les heures : le Temps armé de sa faux au sommet, Mars et le dieu Faune sur chacun des côtés. Enluminés, grimaçans, vulgaires, les trois personnages sont aussi vilains en effigie qu'ils le sont en fait; néanmoins il y a dans ces figures une brutalité barbare d'où ressort une leçon de morale assez franche dans sa crudité. Le Temps, ridé, chauve, austère, triste, apparaît entre ses deux acolytes comme un exécuteur au milieu de ses aides; voilà le bourreau de nos existences assisté de ses valets, Faune pour la besogne journalière, Mars pour les jours d'exception. La sensualité et l'antagonisme d'où naît la guerre, connaissez-vous de meilleurs auxiliaires du temps, et n'est-ce pas le résumé de toutes nos passions, de celles qui précipitent l'homme contre l'homme, et de celles qui soutirent subtilement et goutte à goutte l'existence de chacun de nous?

Comme Notre-Dame-du-Port, la cathédrale de Clermont est dédiée à la Vierge, dont une statue colossale sortant de l'arbre généalogique qui prend sa racine dans Jessé orne la toiture. Cette statue en remplace une plus ancienne nommée *Notre-Dame du bon retour* parce qu'elle était proche d'un campanile dont la cloche servait à annoncer aux chanoines les heures de la rentrée au chœur, et qui, brisée pendant la révolution, n'avait pas été remplacée depuis, bien qu'elle fût dans le pays en grande vénération. Un sentiment de patriotisme local a ressuscité cette ancienne dévotion. Pendant la guerre de 1870, les dames de Clermont, émues d'effroi au spectacle de la marche toujours croissante des armées ennemies, firent vœu de remplacer la Vierge détruite, si l'Auvergne était préservée de l'invasion. On sait comment cette province échappa au fléau de la guerre; en conséquence de ce vœu, la statue de la Vierge, qui put cette fois s'appeler à meilleur droit que jadis Notre-Dame du retour, est remontée à son ancienne place.

J'étais justement à Clermont au moment des fêtes de l'inauguration de cette statue; j'ai assisté à la procession qui parcourut la ville à cette occasion, et j'ai été frappé du changement qui s'était opéré dans ces cérémonies religieuses si populaires dans ces régions de la France centrale. Non-seulement elles n'ont plus leur carac-

tère d'autrefois, mais on oserait presque dire qu'elles ne s'adressent plus aux mêmes facultés. Dans mon enfance, elles avaient essentiellement un caractère imaginatif, et s'adressaient uniquement à l'imagination. Tout y était pour la pompe, le décor, le spectacle, tout y parlait un langage pittoresque et figuré. Je les vois encore se dérouler, en tête les enfans-trouvés de l'hôpital vêtus d'un triste costume de laine grise et portant à la main des cierges allumés, tout semblables à de pauvres petites âmes du purgatoire menées en troupe aux exercices de la pénitence réparatrice, puis les innombrables compagnies de pénitens, blancs, bleus, rouges, gris, noirs, feuille-morte, psalmodiant d'une voix lugubre et presque effrayante sous leurs cagoules percées de deux trous à hauteur des yeux; puis les enfans et les adolescens travestis en personnages de la Passion, puis les haltes sans fin aux innombrables reposoirs, blanches et fragiles architectures de mousseline et de tulle, de fleurs et de mousse, tout cela traversant des rues où il n'était si pauvre maison qui n'eût sorti sa plus belle paire de draps pour masquer son humble façade. Dirai-je maintenant l'effet que ces cérémonies m'ont produit tant à Clermont qu'au Puy en Velay, où j'ai vu la procession de la Fête-Dieu, c'est-à-dire la procession par excellence dans toutes les contrées catholiques? Eh bien! elles ont pris un caractère, pour ainsi dire, positif, *utilitaire*, bien d'accord avec ce temps de fêtes industrielles. Ce que le cortége recommandait au souvenir du spectateur à mesure qu'il se déroulait, c'étaient les œuvres pieuses de la religion, ses fondations de charité et d'éducation, son action sociale pratique, son industrie divine sur les âmes et les corps; tout le côté imaginatif a disparu. Plus de pénitens : à Clermont, ils se sont éteints; au Puy en Velay, une seule compagnie de pénitens blancs réduite à quelques membres, sales, sans art du costume, le capuchon niaisement rejeté sur les épaules; plus de représentations des personnages sacrés, plus de rues tapissées, à peine un reposoir. Autrefois la place qu'occupaient les frères de la doctrine chrétienne était bien modeste, et personne ne songeait à les remarquer; aujourd'hui ils composent vraiment la pièce importante du cortége. Les voici qui s'avancent en phalange carrée en tête de leurs élèves, sonnant à pleins poumons dans des instrumens en cuivre un morceau de musique répété avec soin ; plus loin les élèves des pensionnats de religieuses chantent en chœur des cantiques sous la direction de leurs maîtresses : on dirait les scènes que présentent les concours d'orphéons. Puis viennent les œuvres de charité et les confréries de bienfaisance que le catholicisme mène à sa suite, sans insignes, sans symboles, sans costumes presque. Au Puy, je vois une longue file d'enfans vêtus de tuniques en drap vert qui marchent

comme des écoliers de bonne tenue; je demande quels sont ces jeunes lycéens, et l'on me répond que ce sont les enfans trouvés de l'hôpital dont on a changé la triste livrée de misère contre ce costume presque élégant. Comment s'est opéré ce changement? Est-ce par la seule action des mœurs du siècle, ou bien y a-t-il eu une discrète complicité du clergé lui-même pour mettre ces cérémonies populaires plus à l'unisson du ton du siècle et de ses préoccupations plutôt tournées vers les choses utiles que vers les choses d'imagination? Dans notre époque affairée et tiraillée avons-nous toujours le temps d'observer les transformations qui s'opèrent dans la religion? Nous en connaissons les principales, celles qui exigent des conciles et des assemblées; mais les plus menues révolutions, celles qui peuvent s'opérer et s'opèrent sans bruit, celles qui se glissent dans les croyances ou les pratiques presque à l'insu des fidèles, les remarquons-nous bien toutes? Dans cette Auvergne si catholique encore, par exemple, savez-vous que le culte des saints locaux est menacé? Il paraît qu'il y a dans l'église de cette province un parti puissant qui travaille, autant que son influence le lui permet, à diminuer le nombre des fêtes patronales; je n'ai pas pu vérifier par moi-même ce qui en est, mais pendant que j'étais à Clermont, j'en ai entendu des plaintes assez vives. Sans doute ce ne sont pas là des révolutions d'où dépendent les destinées des empires; cependant avec les institutions séculaires tous changemens ont leur importance, et rencontrant ceux-là sur notre route nous les notons en passant.

Il y a, paraît-il, à la cathédrale de Clermont, un sarcophage gallo-romain en marbre servant de maître-autel; nous avons le regret de ne pas l'avoir remarqué, sans doute parce qu'on a commis l'erreur de le dorer et de lui donner ainsi une physionomie contemporaine qui aura détourné notre attention. Un autre sarcophage servant également de maître-autel dans la petite église des Carmes deschaux attenante au cimetière a vivement en revanche excité notre intérêt. Un travail curieux à faire, ce serait de chercher sur ces monumens gallo-romains quels sont selon les diverses régions les sujets religieux qui se répètent le plus fréquemment; on reconnaîtrait ainsi quelles parties du christianisme les ont plus particulièrement pénétrées et l'on saisirait souvent un des atomes rudimentaires qui ont formé la base de leur vie morale. Les procédés d'art et de composition des sculptures du sarcophage de l'église des Carmes sont les mêmes que ceux des sarcophages antiques; une longue file de personnages qui se succèdent sur un même plan; mais au contraire de ces derniers l'unité de composition manque, ou du moins s'est transformée; il est évident qu'il y a ici non pas

un seul sujet, mais plusieurs. Les sujets sculptés sur les côtés ne sont pas bien difficiles à reconnaître, c'est d'une part la Samaritaine et Jésus, de l'autre le petit Zachée juché sur son arbre pour contempler plus à son aise l'entrée dans Jérusalem; mais il n'en est pas de même des sujets sculptés sur la face principale, qui provoquent singulièrement la recherche. A l'une des extrémités, deux hommes contemplent et touchent du doigt un arbre de petite taille; un homme vers lequel deux enfans semblent courir leur succède. A l'autre, plusieurs personnages s'avancent vers une sorte de temple égyptien ouvert, d'où sort toute droite une momie de la taille d'une poupée emmaillottée de bandelettes. En reculant on rencontre ensuite une femme agenouillée devant un des personnages, et enfin le centre de cette composition multiple est occupé par une femme présentée de face, richement parée, les bras étendus en signe d'admiration vaincue. Il n'est possible de déterminer en toute certitude que les deux sujets placés aux extrémités; l'arbre et les deux hommes qui l'approchent figurent la parabole du figuier stérile qui ne portant pas de fruits doit être coupé et jeté au feu; la poupée emmaillottée de bandelettes à l'extrémité opposée figure assez clairement la résurrection de Lazare, et cependant ce n'est pas sans longs tâtonnemens qu'on est arrivé à déterminer le sens de cette scène, où, par une erreur assez plaisante, Legrand d'Aussy, à la fin du dernier siècle, voulait voir une scène d'initiation aux mystères d'Isis. Quant aux autres épisodes, les érudits dissertent encore à leur égard et disserteront longtemps. Probablement il faut voir dans l'un de ces épisodes une figure du *sinite parvulos venire ad me*, et peut-être dans un autre une allusion au miracle opéré sur la fille de Jaïre; mais quelle est la femme aux riches atours qui occupe le centre? Beaucoup ont voulu y voir un symbole de l'âme humaine rachetée et dotée de l'immortalité, hypothèse qui n'est pas inadmissible, car elle s'accorderait assez bien avec la pensée générale qu'expriment ces sculptures, mais qui est cependant un peu en désharmonie pour la forme avec les autres sujets, en ce sens que tous les autres sont historiques, étant pris dans les textes mêmes de l'Écriture, tandis que celui-là serait purement métaphysique et abstrait. Pour moi, si j'osais émettre une hypothèse, je serais tenté de ne voir qu'un seul épisode dans toute cette moitié de la face du sarcophage, et de reconnaître dans la femme du centre Marie la contemplative, et dans la femme agenouillée Marthe sa sœur. Maintenant, puisqu'il n'y a pas dans ces sculptures unité de sujet, il faut de toute nécessité que cette unité se rencontre dans la pensée morale qui rattache les uns aux autres ces divers épisodes. Cette pensée qui se laisse lire assez couramment, c'est une glorification de la vie

des humbles et une promesse de la vie éternelle à ceux qui auront été simples d'âme et de bonne volonté, à ceux qui auront eu avec candeur le mépris d'eux-mêmes comme la Samaritaine, qui auront désiré en toute naïveté de cœur comme Zachée, qui auront gardé les mœurs innocentes des enfans, qui auront eu la foi parfaite et la confiance sans réserve comme la famille de Jaïre et celle de Lazare. Quant à ceux qui n'auront pas possédé ces vertus, ils auront le sort du figuier stérile, ils seront coupés et jetés au feu. Au moment de clore ces lignes, une idée me frappe qui pourrait bien nous rapprocher encore davantage de la vérité. Puisque les sculptures de ce sarcophage expriment en toute certitude une glorification des humbles, pourquoi la femme du centre, si richement parée et dont le geste indique une sorte de défaite acceptée, ne serait-elle pas un symbole du monde opposé à celui de l'humilité, du monde païen de l'orgueil, de la puissance et de la richesse, vaincu par les vertus chrétiennes des pauvres et des petits?

La chapelle des religieuses de la Visitation qui occupent l'ancien couvent des Dominicains mérite une visite. Cette chapelle est creusée à ses deux flancs de deux niches richement sculptées qui ont longtemps servi d'autel, et que dans ces dernières années on s'est enfin décidé à repeindre et à restaurer en les laissant avec leurs souvenirs. Deux tombeaux s'abritaient sous ces niches, ceux de deux hommes bien inconnus aujourd'hui, mais qui furent autrefois deux des puissans de ce monde et deux des illustrations des frères prêcheurs, le cardinal Hugues Aycelin de Billom et le cardinal Nicolas d'Arfeuille. Approchons-nous quelques minutes de ce passé rentré dans l'ombre, soufflons légèrement sur cette poussière, et nous allons voir apparaître quelques traces encore vives de la politique du moyen âge, comme on voit apparaître souvent des traces d'anciennes peintures lorsqu'on passe une éponge sur les murs d'une église ou d'un palais. J'aperçois par exemple que Hugues Aycelin (1), de l'illustre famille des Montaigu d'Auvergne qui a fourni plusieurs chanceliers à la France et nombre d'évêques à Clermont, élu cardinal en 1288 par Nicolas IV, fut très en faveur sous le pontificat de Célestin V, ce pieux ermite du nom de Pierre Morone, qui, par faiblesse d'âge et ignorance du monde, céda aux brigues se-

(1) Quelques érudits d'Auvergne veulent, contrairement à la tradition, que le cardinal de Billom se soit appelé Pierre Séguin et non pas Hugues Aycelin de Montaigu, et allèguent pour justifier leur assertion diverses autorités, la *Gallia christiana,* Moreri, etc. Nous avons recouru naturellement à ces autorités, nous y avons même ajouté celle de Duchesne, *Histoire des cardinaux français,* et comme ces autorités alléguées pour prouver le contraire sont précisément d'accord pour nommer Hugues Aycelin le cardinal de Billom, nous nous permettrons de continuer à lui laisser ce nom.

crètes du futur Boniface VIII et fut amené ainsi à faire cette abdication du siége pontifical que Dante dans son indignation a flagellée du nom du *grand refus*. Il est dès lors très probable qu'il fut un de ces cardinaux français dont l'introduction en masse dans le sacré-collége sous l'influence de la politique de Charles de Valois, le frère de saint Louis et le conquérant de la Sicile, rendit facile quelques années plus tard la translation du saint-siége à Avignon. Nous sommes donc ici en présence d'un des ouvriers plus ou moins consciens de l'œuvre prochaine de Philippe le Bel, et la faveur dont le cardinal de Billom semble avoir joui sous Célestin V ne fait que confirmer cette probabilité. Il était tout à fait dans le courant de l'époque, comme on dirait aujourd'hui, car je vois que parmi les écrits théologiques qu'il a laissés se trouve un traité mystique sur *la Vision béatifique*, c'est-à-dire sur la nature particulière de la vision que possèdent de Dieu à cette heure les âmes bienheureuses, en attendant celle qu'elles en auront après le jugement dernier. Cette question subtile était en effet sous le vent à cette époque; quelque trente ans plus tard, ce fut une de celles que notre pape français d'Euse de Cahors (Jean XXII), à l'esprit tout occupé de doctrines mystiques, aima le plus à approfondir en compagnie de ses franciscains. Le cardinal couché en face de Hugues de Billom, Nicolas d'Arfeuille, appartint à une famille dont il faut chercher le berceau près de la petite ville de Felletin dans la province voisine de la Marche. Ces d'Arfeuille, dont le nom de famille était Morin, durent principalement leur fortune à l'un de leurs membres qui, à la terrible bataille de Mons-en-Puelle en 1304, rendit au roi Philippe le Bel le service de lui sauver la vie, en reconnaissance de quoi le roi lui permit d'ajouter une fleur de lys à ses armes. A partir de ce moment, on les voit très puissans pendant les siècles qui suivent, notamment dans l'église transportée à Avignon, où les cardinaux du nom d'Arfeuille se succédèrent, l'un sous Clément VI (Pierre Rogier), dont ils étaient parens, un autre sous l'anti-pape Pierre de Lune, enfin celui dont nous voyons le tombeau dans cette chapelle des Jacobins de Clermont sous l'antipape Clément VII. Ce fut donc en toute certitude un des membres de ce parti puissant des cardinaux limousins qui, lorsque le saint-siége eut été rétabli à Rome, firent tous leurs efforts pour le ramener à Avignon et lancèrent le schisme dans le monde. Ce n'est rien moins que le grand souvenir de la papauté d'Avignon, de l'église confisquée par Philippe le Bel au profit de l'influence française, qui s'abrite sous ces niches. Si ceux qui dormirent à leur ombre pouvaient se réveiller de leur sommeil éternel, ils seraient, eux, en mesure de nous apprendre avec l'information la plus minutieuse

comment cette colossale affaire fut préparée, comment elle fut menée, comment elle périt, car ils en virent la naissance et la fin, ils y furent activement mêlés, et nul récit d'historien ne vaudrait certainement leurs anecdotes d'outre-tombe.

Les monumens civils dignes de remarque de la ville de Clermont se réduisent à un seul, la jolie fontaine que l'évêque Jacques d'Amboise y fit élever au commencement du XVIe siècle, à l'instar des fontaines de Touraine. Cet évêque, ex-abbé de Cluny, qui appartenait à la maison d'Amboise, si puissante sous Louis XII, est un des hommes à qui Clermont doit le plus dans le passé pour sa décoration et son assainissement. Ce fut lui qui fit couvrir la cathédrale et fit placer sur la toiture cette colossale Notre-Dame-du-Retour, que nous y avons vu replacer il y a deux ans. A cette époque comme aujourd'hui, Clermont souffrait beaucoup de la rareté de l'eau, et ces souffrances ne se bornaient pas aux incommodités qui en résultaient pour les ménagères. Savaron nous apprend qu'elles étaient de nature beaucoup plus grave, car on était surtout contraint d'envoyer quérir l'eau fort loin, « à l'occasion de quoi se commettaient plusieurs ravissemens ès personnes des femmes, filles et chambrières, et estaient plusieurs inconvéniens de feu. » Pour obvier « à ces dangers et maléfices, » l'évêque Jacques d'Amboise demanda et obtint du roi la permission de faire conduire les eaux de Royat à Clermont, permission qui lui fut accordée. Il mourut au milieu des travaux, et son œuvre fut continuée par un ingénieur florentin, Gabriel Simeoni, qui, mandé d'Italie tout exprès pour mener l'entreprise à fin, fut tellement enchanté par l'Auvergne qu'il en laissa une description en langue italienne, y resta jusqu'à sa mort, et y élut domicile éternel précisément dans cette chapelle des Dominicains que nous venons de quitter. La fontaine élevée par Jacques d'Amboise en conséquence de sa philanthropique entreprise, construite en pierre de Volvic est à trois étages semés de charmantes figurines d'enfans qui rendent l'eau beaucoup à la manière du petit *Mannekinpiss* de Bruxelles, et surmontés d'un personnage qui présente les armes des d'Amboise, le tout exécuté dans le meilleur goût de la renaissance, ce qui dispense de plus ample éloge. Cette fontaine est, dis-je, le seul monument civil qui à Clermont mérite l'attention, car nous ne comptons pas la statue monumentale de Desaix, érigée sur la place de Jaude. La mémoire du héros de Marengo n'a pas eu meilleure fortune que sa destinée. Mal coiffé, mal présenté, portant la main sur son épée avec un geste théâtral, ce Desaix de bronze aurait pu servir de modèle à quelque acteur de notre ancien cirque, mais il n'est qu'une pauvre représentation du soldat noble et modeste dont la carrière fut si malencontreusement

abrégée par la mort. Le musée de Clermont contient cependant un projet de monument par Antonin Moine, dont le choix aurait été préférable, car l'ingénieux artiste avait compris avec beaucoup de finesse que le meilleur moyen de rendre hommage à la mémoire de Desaix était de consacrer ce moment fatal où la mort le saisit au sein de la victoire, et que ce qui rend cette figure militaire sympathique et touchante, c'est moins la reconnaissance des services rendus pendant sa courte existence que le regret de ceux que sa mort précoce ne lui a pas permis de rendre.

Le musée de Clermont, sans être d'une grande richesse, contient pourtant un certain nombre de choses intéressantes. Une des plus curieuses est un vieux tableau représentant le tohu-bohu de la foire de Florence au XVIe siècle, cabarets installés parmi les denrées amoncelées, cavaliers passant au milieu des groupes qui s'écartent pour n'en être pas écrasés ou renversant les paniers des marchandes, paysans attroupés autour d'un charlatan à longues moustaches, coiffé d'un chapeau de Scaramouche, le corps ceint d'un énorme serpent familier qui le fait ressembler à une ancienne enseigne de pharmacie métamorphosée en homme, belles dames et seigneurs en carosses dorés. Les meilleures, comme art, de ces vieilles toiles sont de beaucoup plusieurs tableaux de Callot représentant des pendaisons militaires de bandits, de révoltés ou de soldats maraudeurs. Ces troupes en belle tenue et en bon ordre, serrées en épais carrés autour des potences, contrastant par leur masse avec le petit nombre des condamnés, ces potences, pour ainsi dire, gloutonnes, qui ont déjà dévoré plusieurs existences et qui en attendent encore d'autres, ces condamnés pliant sous la terreur du supplice dont quelques secondes à peine les séparent, ces moines confesseurs montant avec les patiens les degrés de l'échelle fatale qu'ils vont tout à l'heure redescendre seuls, et continuant leurs exhortations jusqu'à strangulation finale, cette solennité de la mort déshonorée par la vulgarité du supplice, cette implacabilité impassible de la justice sociale mise en présence de ces affres de la mort et de ces angoisses de la chair défaillante qui seraient faites pour toucher de pitié les plus durs de ces spectateurs s'ils étaient pris isolément, tout cela produit l'impression de sérieuse tristesse que sait donner par momens l'auteur des *Malheurs de la guerre*, moins bouffon que sa réputation, et qui a encore plus de philosophie que de verve. Cependant ces tableaux me laissent un doute; je les ai déjà vus à Rome à la galerie Corsini avant de les voir au musée de Clermont. Sont-ils de la main même de Callot, ou ne sont-ils que de bonnes copies? Pour moi, je n'hésite pas à croire qu'ils sont des répétitions faites par Callot lui-même des toiles que possède le palais de la Lungara.

Un portrait du vertueux rhéteur Thomas, donnant à première vue sous la feuille de verre qui le protége une impression de pastel, est à noter : visage rond, nez petit et en forme de boule, type auvergnat extrêmement marqué, bien poudré, bien coiffé, de tenue soignée comme son style, l'air souriant et ouvert, très jeune encore de visage, c'est une honnête figure sympathique et presque jolie à force de candeur. En parlant de Riom, j'ai déjà signalé le portrait de Dulaure vieux et son médaillon par David d'Angers; le musée de Clermont possède un second médaillon de ce grand sculpteur, celui d'un personnage bien différent du jacobin Dulaure, l'abbé de Pradt, archevêque de Malines, si connu par son rôle de publiciste sous l'empire et la restauration, figure intelligente et décidée, physionomie sérieuse avec quelque chose d'affairé, un homme distingué avec une pointe légère de présomption. Jacques Delille est là aussi, autre type très prononcé d'Auvergnat, avec ses gros yeux étonnés qui le font ressembler à une grenouille amatrice des beautés de la nature, et les chantant sans fin ni trêve des bords de son bassin ou de son ruisseau natal. Le ruisseau natal de Delille! Cela est mieux qu'une plaisanterie, car, pendant que j'étais à Clermont, on m'a proposé de me mener voir la prairie où ce chantre de la nature fut conçu des libres embrassemens d'une demoiselle de qualité et d'un jeune homme de condition qui, pensant sans doute par anticipation avec Alfred de Musset que la nature est le plus puissant des aphrodisiaques, jugèrent agréable de renouveler sous une forme assortie au caractère du XVIIIe siècle l'*Oaristys* de Théocrite. Cette prairie se trouve près de Pontgibaud, mais comme le voyage ne laissait pas d'être long et fatigant, je l'ai laissé à exécuter aux touristes futurs. N'est-ce pas cependant qu'on ne pourrait rien rêver de mieux que cette prairie pour la procréation du chantre descriptif des *Jardins* et des *Trois règnes de la nature?* Le hasard a souvent de singulières harmonies, et celle-là en est une à justifier les fameuses théories de Michelet sur la génération.

La bibliothèque renferme aussi plusieurs curiosités, une bible manuscrite ayant appartenu au cardinal de Billom, quelques éditions rares, mais les plus précieux de ses trésors sont deux pièces manuscrites, l'une de Marguerite de Valois, première femme d'Henri IV, l'autre une lettre de Massillon pour porter remède à certains désordres ecclésiastiques de son diocèse. M. Édouard Vimont, conservateur de la bibliothèque de Clermont, qui pendant toute notre excursion a mis à nous être utile un empressement dont nous ne saurions assez lui marquer notre reconnaissance, a bien voulu les faire copier pour nous (1). Réservons pour un futur chapitre la lettre

(1) M. Vimont est auteur d'un *guide* en Auvergne dont feront bien de se munir tous

de Massillon, et terminons cette esquisse par la pièce de Marguerite : aussi bien ne trouverions-nous pas conclusion plus heureuse et plus piquante. Cette pièce est une donation de Marguerite à son favori Canillac, où le caractère désordonné de la spirituelle princesse se révèle tout entier. Voici le texte de cette donation; nous le transcrivons respectueusement dans toute son étendue et avec ses nombreuses répétitions, mais en prenant cependant pour plus de clarté la liberté de supprimer les myriades de fautes d'orthographe, — deux ou trois par chaque mot, — dont il est émaillé. Cela est étrange, n'est-ce pas, cette princesse qui pense si finement, sent avec tant de vivacité, écrit avec tant d'esprit, et qui est affligée d'une orthographe de fantaisie que ne saurait égaler la plus illettrée des grisettes contemporaines? Eh! mon Dieu, oui, l'orthographe est comme la propreté, une conquête toute moderne, car jusqu'à la fin du dernier siècle, nombre d'illustres personnages ont maintenu leur droit de ne pas la savoir. La conquête n'est cependant pas si considérable qu'elle le semble au premier abord; autrefois on écrivait sans orthographe dans un style admirable, aujourd'hui nous écrivons avec orthographe des choses assez fréquemment plates.

« Nous, Marguerite, par la grâce de Dieu, royne de Navarre, sœur unique du roi, duchesse de Valois et d'Étampes, comtesse d'Agenois, Rouergue, Senlis, de Marle, dame de la Fère et des sireries de Rioux, Rivière, Verdun, et Albigeois, etc., en considération des très signalés offices et très agréables services qu'avons reçu et espérons recevoir de Jean de Beaufort, marquis de Canillac, lesquels ne saurions jamais assez reconnaître, pour satisfaire en partie et non selon notre bonne volonté ni le mérite de ses bons effets, mais seulement selon notre pouvoir et pour témoignage de la perpétuelle souvenance que voulons avoir des bons offices qu'avons reçu de lui, lui avons donné, donnons, cédons et transportons à lui et aux siens tous les droits que nous pouvons avoir sur le comté d'Auvergne et autres terres et seigneuries du dit pays d'Auvergne appartenantes à la royne notre très honorée dame et mère, lesquelles nous peuvent et doivent appartenir tant pour le partage et légitime qui nous est dû que pour les deux cent mille francs que notre dite dame mère nous donna par contrat de mariage que pour

les touristes qu'attire particulièrement l'étude de la géologie. Ils y trouveront une nomenclature précise et bien ordonnée et une description intéressante des puys qui forment la chaîne des monts Dôme. Quant à ceux qu'attireraient avant tout les recherches de l'érudition, nous nous faisons un devoir de leur signaler parmi les travaux récens la volumineuse *Histoire de Clermont* de M. Ambroise Tardieu; ils la trouveront pleine de détails minutieux dont nous regrettons que le plan poursuivi par nous ne nous ait pas permis de faire usage.

la rente d'iceux qu'elle nous constitua au denier douze, l'an 1570, par le susdit contrat, desquels elle n'a depuis rien acquitté. Et pour ces mêmes considérations susdites des bons offices reçus de messire Jean de Beaufort, marquis de Canillac, lui promettons aussi la somme de quarante mille écus payables au plutôt qui nous sera possible; plus lui promettons lui bailler par chacun an lorsque nous jouirons de notre bien la somme de dix mille écus de pension, et en attendant que notre domaine soit liquidé nous lui en promettons six mille. Plus lui promettons des premiers benéfices vacans en nos terres jusqu'à la concurrence de trente mille livres de rente, et n'ayant voulu, pour certaines bonnes considérations, faire passer ceci par notaire, l'avons voulu écrire et signer de notre main, et sceller de notre sceau, promettant en foi et parole de royne vouloir inviolablement entretenir et effectuer ce que ci dessus est contenu sans jamais le vouloir ou pouvoir révoquer, promettant aussi bailler au dit sieur marquis tous dons, contrats, promesses, et autres expéditions qu'il avisera lui être nécessaires pour l'entretenement et accomplissement de ce que dessus, toutes les fois et quantes qu'il nous en requerra. En témoin de quoy nous avons écrit et signé les présentes de notre main. Donné à Usson, l'an 1588, le 8 septembre.

« MARGUERITE.

« Par la royne de Navarre, sœur unique du roi,
« FOURNIER. »

N'est-il pas vrai que voilà une pièce qui dément peu ce que nous savions du caractère de Marguerite, de sa faiblesse, de sa bonté, de sa prodigalité, de son aptitude à faire des dettes, de son inclination à faire passer avant tous autres biens les affections de son esprit toujours, celles de ses sens souvent? Canillac lui a rendu certains bons offices, et impuissante qu'elle est à les reconnaître dans le présent, elle engage l'avenir entier et donne tout sans réserve, sans mesure, avec une spontanéité de reconnaissance extraordinaire et comme d'un mouvement de tendresse irrésistible. Étonnons-nous maintenant qu'elle ait passé les dernières années de sa vie dans la gêne et aux prises avec des dettes qu'elle était impuissante à payer.

ÉMILE MONTÉGUT.

LA

BOSNIE ET L'HERZÉGOVINE

PENDANT L'INSURRECTION

SOUVENIRS DE VOYAGE.

Le désir de voir les traces de la domination vénitienne dans les anciennes colonies de l'Adriatique et la nécessité de recueillir des documens dans les archives locales m'avaient amené à parcourir l'Istrie, la Dalmatie et le Montenegro pendant l'automne de 1874. Le soulèvement des provinces slaves de la Turquie d'Europe au mois d'août 1875 m'a rappelé dans les mêmes régions : cette dernière excursion s'est accomplie dans des circonstances assez particulières pour que j'entreprenne d'en faire ici le récit. Le pays était en pleine insurrection, les conditions habituelles de la vie étaient changées, les garanties dont jouit le voyageur en temps de paix étaient suspendues, et, à dire vrai, ce n'était plus une excursion; c'était une aventure. Il ne s'agissait pas de suivre les opérations militaires; mon but était de me rendre compte de l'intensité du mouvement, des ressources des insurgés comme de celles des Turcs, et de réaliser l'irréalisable projet de passer d'un camp dans l'autre sans trahir personne.

Le 1er septembre 1875, je revenais à Trieste décidé à m'embarquer le lendemain pour Raguse; je comptais gagner de là Trébigné, puis Mostar et l'intérieur. Le jour même, ayant eu la précaution d'assister à l'arrivée du paquebot d'Albanie, afin de m'aboucher avec les voyageurs qui venaient de Raguse ou de l'Herzégovine, sur le conseil de deux passagers, un officier anglais et un ingénieur belge, qui avaient été, l'un à Mostar même, l'autre à Cettigné, je changeai brusquement d'itinéraire.

Raguse était pour ainsi dire bloquée à cette époque; les correspondans politiques qui en avaient fait leur quartier-général, enfermés entre les hautes montagnes et la mer, étaient réduits à l'inaction. L'officier anglais avait beaucoup souffert de se voir pris dans ce cirque de la *Tzerna-Gora*, sans communications, sans relations, aussi ignorant des progrès de l'armée turque que de ceux des forces insurrectionnelles. Pour qui a vécu à Cettigné et à Raguse, il est facile de comprendre qu'on y manque d'horizon. Comme conclusion, on me conseillait d'entrer en Bosnie par les montagnes qui la séparent de la Dalmatie, en partisan, avec les groupes de Dalmates qui allaient s'enrôler sous la bannière d'un des chefs de bande, ou encore, muni de firmans, de *teskerés* pris à Constantinople même, d'avancer dans l'intérieur du pays à l'abri des forces ottomanes.

Comment exécuter le premier projet? Les frontières turques sont bien gardées depuis la Croatie jusqu'à Raguse; les routes n'existent point, les montagnards seuls peuvent affronter les passages du Vélébich et du mont Dinara sous l'œil de l'ennemi. J'avais eu de la peine à les franchir en pleine paix quelques mois auparavant; que serait-ce à cette époque troublée? D'ailleurs les moyens de transport et les ressources manquent, il faut tout porter avec soi, son lit de campagne et ses provisions, car, de tous les pays de l'Europe, la Dalmatie et l'Herzégovine sont peut-être les seuls où, la poche pleine d'or, un voyageur peut avoir faim, avoir soif et dormir sur la dure. On ne voyage qu'à cheval; les petits chevaux de Bosnie ne sont pas rares, mais depuis le commencement de l'insurrection jamais paysan slave ne se décide à louer une monture, car elle serait réquisitionnée à la première étape; de plus il faut un guide, et ce guide devient compromettant en temps de guerre, s'il est un rebelle, il est compromis, s'il ne l'est point. — Quant à la seconde hypothèse, il n'y a pas à la discuter, il faudrait beaucoup de temps et beaucoup d'influences pour être accepté dans un camp turc, et il ne saurait être question d'arriver à un tel résultat dans les conditions politiques actuelles, — sans parler de la répugnance qu'ont les officiers musulmans à recevoir des étrangers et des chrétiens dans leurs rangs.

Après avoir mûrement réfléchi, étudié la carte de l'état-major autrichien, ouvert une enquête auprès des rares personnes qui pouvaient me renseigner, réduit enfin le bagage à l'indispensable et obtenu le visa du consul de la Porte pour les provinces slaves de la Turquie, je partis seul par le nord, décidé à entrer en Bosnie par les confins militaires.

I.

La route la plus rapide est par Agram et Sissek, où un service de bateaux à vapeur sur la Kulpa mène à la Save, qui sépare la Bosnie et la Servie du territoire des confins.

Agram est un point d'un haut intérêt, mais, si on y arrive en voyageur pressé, sans être renseigné sur le rôle que joue la ville dans le monde yougo-slave, et sur l'importance politique qu'elle a pour les Autrichiens, on court risque de passer sans s'arrêter, car l'aspect extérieur ne sollicite pas vivement l'attention du voyageur, tout en dénonçant cependant un centre considérable qui a profité des bienfaits de la civilisation. Dans le plan de la ville, tout est énorme de proportion; on dirait que la place n'a pas été mesurée, et que chacun a pu s'étendre à son gré. Les rues sont d'une largeur exceptionnelle, mais presque toutes les maisons n'ont qu'un étage. Le mouvement n'est pas considérable au premier abord, et la foule ne se distingue pas sensiblement de celle d'une ville du centre de l'Allemagne. La plupart des rues aboutissent à un point central : la place Jellachich, immense, entourée de constructions mesquines et très basses occupées par des magasins et des cafés, au milieu de laquelle, sur un haut piédestal et dans une pose héroïque, se dresse la statue équestre du fameux ban de Croatie qui conduisit les Croates au secours de l'Autriche menacée par les Hongrois. Dès que la nuit vient, les rues sont désertes, et les nombreux cafés, brasseries et endroits publics sont clos avec tant de soin qu'il est impossible de jeter les yeux dans l'intérieur. C'est une particularité qui frappe le voyageur depuis la Croatie jusqu'en Bulgarie : à Belgrade, par exemple, les rideaux de percale imprimée sont si scrupuleusement clos et adhérens aux fenêtres des débits de boisson et des auberges, que l'étranger se demande s'il y a là l'observation d'un règlement de police ou simplement l'expression d'un usage fidèlement suivi.

La ville d'Agram est d'une propreté admirable; on sent qu'une administration vigilante a pris en main la direction des affaires de la commune. Des agens de police bien disciplinés, d'un aspect militaire, se promènent deux à deux dans les rues bien éclairées au gaz; tout ce qui concerne l'édilité et le service public n'y laisse rien à désirer. Il y a de la tenue dans tout; il se dégage même de ce qu'on voit une impression qui éveille l'idée d'une ville sérieuse, morale, un peu puritaine. Les titres des ouvrages aux devantures des libraires, les affiches de théâtre, l'absence de lieux de plaisir et de distraction, les divertissemens paisibles des habitans, tout

confirme cette impression première. Le théâtre de la ville est subventionné, et ne joue que des pièces traduites en croate qui sont soumises à une censure sévère; c'est une des rares villes d'Autriche qui n'ait pas sacrifié au genre de l'opérette.

S'il n'y a pas là cette couleur locale que recherche le voyageur, il faut dire cependant que chaque jour, depuis les premières heures de la matinée jusqu'à midi, la place Jellachich offre un spectacle tout à fait séduisant. De tous les villages à dix lieues à la ronde, les paysannes viennent au marché; même après ceux de Zara, de Sébénico, de Knin, de Sign et de Raguse, les costumes des habitans de la région d'Agram sont d'un grand intérêt. Est-ce encore un ordre imposé? est-ce simplement une coutume locale? Toutes les paysannes se groupent à l'angle de la place dans un ordre bizarre dont la disposition offre le plan d'une roue : les jantes sont figurées par les files vivantes, s'épaulant dos à dos de manière à présenter la face aux chalands, et les espaces vides forment les rues du marché; le moyeu serait la place laissée libre pour le dégagement de tous ces passages qui convergent au centre. La coloration générale de cette foule villageoise est blanche avec des points roses, piquée de notes vives qui chantent sur le fond clair. Il n'y a là que des femmes, celles de Cuterjè, Turopoglie, Berdovetz, etc.; la plupart d'entre elles débitent généralement des fruits, des raisins roses et noirs, quelques légumes et des menus objets de l'industrie locale. Chaque village a son costume très distinct; ce serait une mine pour un artiste, et on s'étonne de voir que la peinture nationale n'ait pas tiré meilleur parti de ces élémens. C'est comme un parterre fleuri d'où s'élève un léger murmure, car le paysan est silencieux, et l'ordre accompli dans lequel ces paysannes pittoresquement attifées se présentent au spectateur est un des caractères spéciaux de ce marché d'Agram. Il va sans dire que l'habitant de la ville, revêtu de notre vulgaire accoutrement, devenu depuis longtemps déjà la livrée de toute la civilisation du monde occidental, n'est plus frappé par la singularité du costume de la campagne croate; mais il est impossible au voyageur, même le plus indifférent à tout ce qui est couleur et forme, de ne pas s'arrêter longuement devant ces tableaux vivans.

Ce n'est pas que le type soit remarquable par la régularité des traits ou par l'expression, mais un artiste dirait de la plupart de ces physionomies qu'elles sont *intéressantes*, et en tout cas empreintes de caractère. J'ai encore devant les yeux une belle jeune fille de dix-huit à vingt ans, mince, longue, aux attaches fines, portant jusqu'au-dessus du genou la haute botte hongroise rouge qui disparaissait sous un simple jupon blanc aussi court qu'une jupe de

danseuse, et décoré au pourtour d'une jolie grecque de couleur cerise brodée sur l'étoffe. Une pelisse de la même forme que celle de nos officiers d'état-major, rehaussée d'ornemens de cuir piqué de toute couleur sur un fond chamois, garnie d'astrakan au col et aux manches, dissimulait la taille; la tête était coiffée d'un fichu orange marbré de taches rouges, et deux longues nattes de cheveux, reliées l'une à l'autre par de larges rubans verts et carmin, retombaient dans le dos. Elle restait là debout, immobile, son panier de raisins à ses pieds, dans ce vêtement singulier qui faisait douter et de son sexe et de son âge, avec cet air d'embarras habituel aux femmes qui revêtent un costume masculin. A côté d'elle, une autre toute blanche et coiffée d'une sorte de pagne brodé d'une frise rouge étalait sur sa poitrine de grands colliers de corail tombant du cou jusqu'à la taille et fermés par un miroir rond qui scintillait au soleil. La première était de Turopoglie, la seconde de Cestina; à quelques pas d'elles se tenaient, groupées par village, les paysannes de Stenivetz, disparaissant sous une sorte de mac-farlane à manches, en feutre gris, à la pèlerine brodée de grandes fleurs de lotus rouge, vert et jaune, brusquement coupée au bas du dos par une bordure noire veloutée de la largeur de la main. La tête enveloppée d'un fichu noir en cretonne constellée d'étoiles blanches, et le singulier manteau que j'ai décrit, contrastant avec les colorations claires des vêtemens des villageoises, éveillaient l'idée de grands papillons nocturnes au milieu de fleurs vivantes. Ces paysannes slaves supportent difficilement qu'on les observe avec curiosité et, comme j'ouvrais mon album, l'une d'elles s'enfuit éperdue et répandit, sur un autre point de la place, le bruit que j'étais envoyé par les Turcs pour lancer des sortiléges : un Croate peu endurant vint même murmurer à mes oreilles des menaces dont un habitant de la ville me demanda poliment pardon en mettant cette colère sur le compte de l'ignorance et de la superstition. Un coin de la place qui offre encore un certain intérêt est celui où, dressant chaque matin leurs petits étals ambulans, les paysans des environs viennent débiter de la viande sous de petits auvens portatifs qui rappellent à s'y méprendre ceux des bazars maures.

Les monumens sont rares à Agram, mais de la place même on voit se profiler sur le ciel le clocher de la cathédrale, enfermée dans une enceinte fortifiée, où le palais archiépiscopal, l'église, le chapitre et de nombreuses dépendances étaient à l'abri des attaques des Turcs. C'est de la place du Chapitre qu'il faut juger l'effet de cet édifice : il n'est pas digne de l'attention du voyageur au point de vue de la richesse, de l'élégance et de la délicatesse des

formes; cependant le plan même et le parti-pris architectural méritent qu'on s'y arrête. C'est un exemple très-complet et admirablement conservé d'un chapitre fortifié. L'enceinte est encore intacte, quatre grosses tours en poivrière aux angles gardent l'approche, et, les portes fermées, ce lieu devait être facile à défendre. On a choisi pour élever le monument une éminence dont les abords sont encore dégagés et forment la place du Chapitre, qui a un assez bel aspect. Chaque époque a laissé sa trace dans ces constructions ecclésiastiques; la fortification et la cathédrale m'ont paru du XVe siècle; plus tard, au XVIe, au XVIIe et au XVIIIe siècle, on a fait des additions et quelques changements sans toucher à l'enceinte, dont le cachet primitif a été respecté.

Mais ce n'est pas par le côté extérieur que la ville d'Agram s'impose à l'attention du voyageur; si nous ne voyons dans cette ville que la capitale de la Croatie, les Yougo-Slaves, eux, voient dans leur *Zagreb* (c'est le nom slave d'Agram) la capitale du royaume tri-unitaire formé par la Croatie, la Dalmatie et la Slavonie avec les confins militaires, l'âme du corps dont les membres sont épars de Klagenfurth à Témesvar et d'Antivari à Salonique, la capitale idéale enfin d'un état yougo-slave à fonder sur les bords de l'Adriatique. C'est le centre de résistance des Slaves d'Autriche contre les empiétements des Magyares, les prétentions des Italiens et la germanisation de ces provinces : personne ne lui conteste cette autorité morale. Ce royaume tri-unitaire n'existe plus de fait, malgré certaines concessions encore accordées dans les protocoles; mais Agram, siége de la diète croate, avec son académie, son université, qui a affranchi les Yougo-Slaves des universités allemandes, son école de droit, sa société littéraire, sa société d'histoire et d'archéologie nationale, a substitué au mouvement politique un mouvement intellectuel, philosophique et moral. La ville est le centre ardent et actif de cette production littéraire, qui entretient le feu sacré de la grande idée chez les Slaves du sud. L'histoire, la poésie, la philologie, l'archéologie, tendent à l'affirmation de la nationalité et à son développement. Fondation de recueils périodiques et de journaux quotidiens, subsides donnés aux savans, missions littéraires et archéologiques, encouragemens aux artistes, tels sont les moyens d'action dont la société slave de la ville sait user avec un esprit de propagande pratique, d'autant plus ingénieux et d'autant plus sûr qu'elle se place là sur un terrain où elle échappe à toute répression et à toute persécution politique. L'imprimerie est son plus puissant levier. Il est impossible d'ailleurs de ne pas être frappé du développement que la presse locale a acquis à Agram depuis quelques années. Quinze journaux se publient dans la ville, et

dans chacun des trois grands cafés de la place Jellachich on peut consulter soixante périodiques en toutes langues qu'on y reçoit régulièrement. Après l'inauguration de l'académie yougo-slave, en 1867, celle de l'université (dont on a retardé si longtemps la fondation, qui n'a eu lieu qu'en 1874) constitue encore une force nouvelle et le plus efficace moyen d'action, puisque désormais la jeunesse pourra trouver dans le pays même une instruction conforme à l'esprit de la nationalité.

La société dite l'*Omladina*, fondée dans le dessein de publier et de répandre les ouvrages élémentaires destinés à éclairer le peuple serbe, est aujourd'hui détournée de son but; elle menace même de verser dans des théories sociales tout à fait vagues et nébuleuses. Elle siégeait d'abord à Neustadt; aujourd'hui ses véritables chefs sont à Agram, à Prague et à Belgrade; peu à peu on a fait converger une partie de ses forces vives vers la grande idée qui se retrouve au fond de tous les mouvemens qui ont lieu dans les provinces slaves de la Turquie d'Europe : l'union de tous les Yougo-Slaves sous un sceptre commun. C'est comme un vaste carbonarisme qui unit tous les patriotes serbes; ils ont fait alliance à l'abri de ces idées de propagande en faveur de l'instruction élémentaire, et on peut dire qu'il n'y a pas une ville importante, depuis Prague jusqu'au Danube, qui n'ait sa *vente* où l'on reçoit le mot d'ordre parti d'Agram. Il n'y a plus, selon les propres paroles du président de l'académie de la ville, « ni fleuve ni montagne entre le Serbe, le Croate, le Slovène et le Bulgare. Ils ont fondé une littérature une et identique sur la base de la langue qui, des bords de l'Adriatique aux bouches du Danube, résonne sur les lèvres de plusieurs millions d'hommes. Le principal théâtre de cette lutte morale a été, est encore le royaume tri-unitaire et la principauté de Servie, ces deux pôles autour desquels gravitent le passé, le présent et l'avenir des Slaves du sud... » On voit que, si le voyageur trouve quelque plaisir à s'arrêter devant les types des paysans d'Agram, et si leurs mœurs sont dignes d'intérêt, un attrait d'une autre nature pourrait le retenir longtemps dans la capitale de la Croatie; mais laissons à d'autres ce sujet d'étude.

En une heure et demie, on va d'Agram à Sissek par la voie ferrée; la ville forme tête de ligne des chemins de fer croates; elle est bâtie à l'embouchure de la Kulpa, large fleuve qui rejoint la Save à une lieue de là, formant la frontière de la Croatie et des confins militaires. Il y a quelques années à peine, il y avait deux villes, *Militar-Sissek*, *Civil-Sissek*; depuis 1873, tout le territoire est civil, il occupe un espace considérable sur chacune des rives de la Kulpa; un pont de bois d'une dimension énorme, d'une forme singulière

et construit en pigeonnage, relie les deux quartiers. Quoique centre d'un commerce important et entrepôt des blés du banat, l'aspect de Sissek est celui d'un village; les rues, pourvues de fossés et d'une plate-bande où l'herbe croît, sont d'autant plus grandes que les habitations qui les bordent, fort basses avec leurs volets verts et leurs plaques d'assurances, ressemblent assez bien à ces cabines qui s'élèvent sur le pont des bateaux de transport. La quantité de chevaux qu'on voit à chaque pas et le nombre de chariots en bois bas sur roues qui défilent constamment, donnent de l'animation à ces chaussées trop larges. A tout moment passe quelque Croate sommairement vêtu d'un jupon blanc et d'un pantalon de toile d'une largeur démesurée, conduisant douze chevaux de front attachés les uns aux autres par une simple ficelle un peu lâche; au détour des routes, le cavalier, lancé à fond de train sur le premier cheval, leur fait exécuter d'un coup de fouet une habile conversion qui les met à la file les uns des autres.

Au cœur même de la ville, dans un vaste champ en contre-bas des rues, sont groupés des centaines de chevaux et de longues files de charrettes dételées qui s'étagent jusqu'au fleuve; je conclus de là que c'est jour de marché et que c'est l'occasion pour un voyageur de voir les costumes des environs et la physionomie de la population; mais au centre du groupe le plus pressé un vieil officier de cavalerie autrichienne, les lunettes sur le nez, le *klafter* à la main, mesure les montures dont le gouvernement pourrait disposer en temps de guerre; c'est le recensement annuel en usage dans les armées.

Le fleuve la Kulpa, qui partage la ville, coule entre deux rives profondes; les eaux sont basses, les bateaux plats, grands comme des steamers et pourvus sur toute leur longueur d'une construction en bois qui affecte la forme d'une maison à toits brisés percés de lucarnes, servent à transporter du Danube à Vienne et à Trieste, puis de là à Marseille, les bois de chêne des forêts de Hongrie et de la Bosnie et les merrains qui fournissent les douelles de tonneaux. Les rives à pic sont minées par les crues, des vergers et des cabanes en bois succèdent aux dernières maisons de la ville vers Pogorélac, puis la Kulpa tourne, ses bords s'abaissent, son cours fuit vers Carlstadt, et aucune saillie ne vient déranger la ligne plate de l'horizon, sur laquelle les dragues, à l'ancre au tournant du fleuve, profilent leurs cheminées noires.

Pendant que je dessine paisiblement sur la rive, un individu convenablement mis vient me demander d'un air hautain si je me suis présenté chez le magistrat; la conversation s'engage, j'exhibe mes papiers en protestant de l'innocence de mes intentions, et l'agent

de la sécurité publique semble éprouver une déception en apprenant que je ne vais pas renforcer les insurgés de Bosnie et d'Herzégovine. Il s'apitoie sur le sort des raïas, s'exalte en parlant des cruautés des Turcs et raconte, comme s'il les avait vus, les faits les plus monstrueux. Sa politique est simple : elle consiste tout bonnement à « refouler en Asie ces peuplades incorrigibles. » Je l'interroge à mon tour, et j'apprends que depuis août 1875 on a donné l'ordre à tout étranger qui arrive dans une ville de la Croatie et des confins de se présenter dans les vingt-quatre heures chez le magistrat. Les formalités remplies, il faut se mettre en quête des moyens de départ. Ce serait simple de s'embarquer sur la Kulpa et de descendre à Brod ou à Gradisca, sur la Save, n'ayant plus qu'à franchir le fleuve pour entrer en Bosnie : il y a ici une compagnie de navigation à vapeur, la *Compagnie autrichienne du Danube;* l'embarcadère est dans la partie de la ville autrefois soumise au régime militaire. Du haut du pont, on aperçoit même le confluent où la Kulpa rejoint la Save, qu'on ne quitte plus jusqu'à Belgrade, où elle se confond avec le Danube en face de Semlin, au pied même de la fameuse forteresse turque qui domine la ville; mais en ce moment les eaux sont basses, les départs n'ont lieu qu'une fois la semaine. Je gagnerai donc par terre la première ville turque, Kostaïnicza, assise sur les bords de la Unna.

Le lendemain, dès la première heure du jour, stationne devant la porte de l'auberge un de ces chariots du pays, très bas sur roues, dans la construction desquels le fer n'entre pour rien; il est traîné par deux petits chevaux étiques à longue crinière, et rempli de foin sur lequel on a eu soin de jeter une loque colorée. Nous partons à fond de train, suivant le cours du fleuve, bordé de collines boisées d'un caractère assez riant. Un grand caravansérail en bois s'élève à un quart d'heure de la ville, sur le bord même de la Kulpa, qui se jette dans la Save : au confluent, sur la rive opposée, se dresse un khan fortifié de quatre tours d'angle. Les eaux sont jaunâtres, elles entraînent de grandes pièces de bois et des arbres entiers encore couverts de leurs feuilles; dans les parties les moins profondes tournent de nombreux moulins singulièrement appuyés sur des troncs évidés comme des pirogues et ornés aux deux extrémités de volutes en forme de manches d'instrumens à cordes.

Nous abandonnons le fleuve et nous nous dirigeons vers le nord, suivant une route tracée seulement par les charrettes et qui empiète sur les champs qu'elle traverse. Une ornière profonde où disparaîtrait le véhicule tout entier se creuse, les voyageurs passent à côté, tantôt à droite, tantôt à gauche; pour éviter qu'à la nuit un accident n'arrive, quelque voisin construit une barricade au lieu

même où le terrain manque, et, sans plus d'inquiétude on passe au large jusqu'au moment où une nouvelle ornière creusée dans cette nouvelle route forcera les paysans à élargir encore le chemin aux dépens des propriétaires riverains.

Nous marchons ainsi d'un train très rapide pendant cinq heures, croisant de nombreuses charrettes toujours suivies de poulains en liberté; nous traversons Pracno, Novoselo, Komarévo, Blinskikut, Mazur, Panajni, villages à cabanes de bois d'un modèle uniforme, qui ressemblent à s'y méprendre à des villages turcs. Le signe caractéristique de ces hameaux, c'est la grande noria en forme de balance dominant chaque habitation, mue par une pierre qui fait contre-poids au seau destiné à puiser l'eau. Nous passons là au moment des récoltes; derrière les haies, sur les aires en avant des chaumières, les chevaux attachés à un pieu central font le manége pour détacher le grain de la paille. C'est la région des confins militaires : aux carrefours, sur de grandes plaques, on lit le nom du village, le numéro du régiment et celui de la compagnie dont il fait ou dont il faisait partie; tous les hommes portent le képi bleu à numéro de cuivre, et les costumes des femmes prennent un grand caractère. Sous l'auvent de chaque chaumière, à l'abri de la pluie, des guirlandes de maïs font une décoration qui n'est pas sans grâce; aux volets des fenêtres d'autres guirlandes de feuilles de tabac sèchent à l'air libre : c'est un privilége spécial à ces villages des confins de pouvoir semer, récolter et consommer le tabac sans tenir compte de la régie. Soumise à cette préparation sommaire, la feuille garde une âcreté qui la rend insupportable à nos palais; mais ce goût même plaît au *gränzer*, qui trouve d'ailleurs dans la jouissance du privilége une économie notable.

A une heure de l'après-midi nous entrons dans la Kostaïnicza autrichienne par une route qui côtoie la Unna en la dominant; la Kostaïnicza turque est sur l'autre bord. Sur la rive droite, on voit s'élever les minarets des mosquées, et sur les collines à l'horizon se dressent les *karaüla* ou corps de garde d'observation, tandis que sur la rive gauche les clochers ventrus peints en brun rouge et rehaussés d'or des églises autrichiennes se découpent sur le ciel. Une grande rue unique forme toute la ville, et les maisons ont une sortie d'eau; l'aspect diffère assez sensiblement de celui des villages de l'intérieur : il semble que, séparés des Turcs seulement par la largeur d'une nappe liquide, les habitans aient tenté d'affirmer davantage leur nationalité. Les enseignes originales découpées se balancent aux portes, les toits sont en fer ouvragé, les pignons sont peints comme au cœur de l'empire austro-hongrois; des frises vertes décorent les maisons, et les fenêtres sont doubles. Cette grande rue

de Kostaïnicza est coupée par un carrefour où s'élève la municipalité; c'est là que débouche la tête de pont qui forme la frontière, seul passage qui existe sur la Unna reliant l'Autriche à la Turquie d'Europe. Ce pont est un souvenir de l'occupation française, il a été construit par Marmont et rappelle par sa forme celui qui réunit les deux quartiers de Sissek.

Sans perdre de temps, je me présente à l'autorité civile, qui me délivre un permis de séjour. L'auberge qu'on m'a recommandée est occupée par les officiers de la garnison, et, quelques-uns ayant séjourné en Italie pendant l'occupation, je puis me renseigner auprès d'eux en m'exprimant en italien. Le passage du pont est libre, aucun arrêté ne défend de le franchir pour passer en Bosnie; mais c'est une faculté dont personne ne profite, pas plus les Turcs que les Slaves d'Autriche. La situation est d'ailleurs très tendue entre les habitans des deux frontières; on m'assure qu'il y a danger à entrer sur le territoire, surtout par ce point de Kostaïnicza, occupé militairement, et qui a été l'objet d'une attaque des insurgés quelques jours auparavant. Les récits les plus exagérés, les légendes les plus invraisemblables, racontés dans la salle commune, feraient croire à une grande exaltation de la part des habitans de la rive opposée. Jusqu'à ces derniers jours, on traversait encore, et il y avait des transactions entre les deux villes, mais aujourd'hui, les Serbes des faubourgs ayant abandonné leurs résidences, la plupart des maisons des émigrés sont occupées par des soldats venus de l'intérieur.

Comme l'auberge donne sur la rive même, nous descendons jusqu'au fleuve avec l'officier qui commande la garnison, et nous observons la Kostaïnicza turque. Des moulins de bois vermoulu, tellement penchés sur l'eau qu'ils semblent devoir s'effondrer à la première crue, accotés les uns aux autres, forment le premier plan. Le fleuve est très large, mais à peine navigable; au milieu même de son lit, on voit le fond de sable, sur lequel croissent des roseaux. Les berges sont plantées de saules et d'arbustes aux feuillages légers, la plaine se déroule entre le fleuve et les collines qui bordent l'horizon; à leur pied, sur une longueur considérable, s'étagent les maisons à toits noirs au milieu desquels se dressent les blanches mosquées, minces, effilées, couronnées de leurs toits pointus qui éveillent l'idée d'une bougie coiffée d'un éteignoir et dont les lames de fer-blanc accrochent violemment les rayons du soleil. A notre gauche, il semble que le fleuve soit barré par une haute estacade; c'est le pont, dont les piles, très nombreuses et très rapprochées, formées d'arbres reliés par des bardeaux, se recouvrent les unes les autres dans la perspective. Un château-fort à murs lar-

gement épatés, percés de machicoulis et couverts de plantes grimpantes d'un vert sombre qui tranchent sur le crépi blanc, baigne sa base dans les eaux en s'y reflétant nettement : c'est la tête de pont reliée à la première pile par des murs à hauteur d'homme pourvus de meurtrières. Il est trois heures à peine, le soleil ne se couche qu'à six heures; je vais traverser la Unna et voir par moi-même ce qu'il y a de vrai dans les propos des riverains.

A l'entrée du pont sur le territoire autrichien se tient une sentinelle qui me laisse passer. Au côté opposé, une autre sentinelle, *nizam* ou soldat de troupe régulière, est assis nonchalamment sur la borne et ne s'émeut pas davantage. Je débouche sur une place d'armes fermée du côté du fleuve par les murs crénelés qui en commandent le passage : c'est l'avancée de la forteresse. On n'en défend point l'approche, et je franchis la poterne, sous la voûte de laquelle des soldats déguenillés, accroupis, me regardent passer d'un œil éteint. A la sortie, une petite loge fermée d'un treillis à moitié ouvert et garni à l'intérieur d'un divan très bas sert de poste à un officier coiffé du fez, vêtu d'une *gandourah* rose tendre; il repose sur les tapis en égrenant sa *patience* d'ambre.

Me voici dans la ville; en face s'étend la place publique, carrée, plantée d'arbres, dont les quatre faces sont occupées par les petites boutiques du bazar; au milieu s'élève une baraque en bois, fontaine publique de forme octogonale, à toit pointu, pourvue au centre d'une roue hydraulique. Le bazar est désert, la plupart des magasins sont fermés; à l'abri de quelques auvens, assis sur des tréteaux, des soldats désœuvrés causent avec les rares commerçans qui ont ouvert leurs échoppes à peu près vides de marchandises. Dans sa proportion restreinte, ce *tcharchi* de Kostaïnicza a l'aspect de tous les bazars turcs. Qu'on ait vu Alger, Fez ou Tétuan, Sérajévo ou Damas, il n'y a plus rien d'inattendu, rien de neuf qui amuse l'œil et l'arrête; le musulman est le même partout. Dans les bazars, ce sont les mêmes marchands avec les mêmes gestes et les mêmes poses; ce sont aussi les mêmes marchandises : babouches de maroquin jaune ou rouge, fourneaux de pipes en terre cuite, petites bouilloires en cuivre pour le café, étoffes légères lamées d'or et d'argent, bouteilles d'essence de rose, colliers d'ambre et menues verroteries.

Dans tout pays frontière, on arrive graduellement à l'affirmation de la nationalité dans les mœurs, dans le costume et dans les usages; il semble qu'à deux cents mètres de l'Allemagne, sur une terre slave, on devrait constater une hésitation, un tâtonnement, un mélange, quelque chose d'indécis et de peu caractérisé; mais à peine franchit-on la Unna, on saute, pour ainsi dire, à pieds joints dans

l'Orient. J'ai constaté tout à l'heure le caractère autrichien des constructions de l'autre rive; celle-ci est aussi turque et aussi musulmane que les villes de l'intérieur de l'empire; d'ailleurs il n'y a plus de mélange dans la population; il est exact que les Serbes sont en fuite, les quelques Grecs orthodoxes et le peu de catholiques de tout temps fixés dans les campagnes des environs et qui ne viennent dans les villes que pour y apporter leurs produits, ont passé le fleuve pour se réfugier dans les confins.

Je m'engage dans la grande rue qui forme la route, bordée de maisons de bois séparées par des jardins clos de planches branlantes, derrière lesquelles on voit briller des loques de couleur. Les maisons, sordides et misérables, ont toutes une partie grillée, peinte de couleurs vives, qui indique le modeste harem. A mi-chemin, un carrefour s'ouvre où se dressent la mosquée, la résidence du *kaîmakhan* ou fonctionnaire civil qui commande ici, et quelques maisons d'une certaine apparence, crépies de blanc, à grands toits de bois noircis, dont la partie principale accuse toujours, au milieu de la façade, l'appartement des femmes, clos de grilles peintes. Le carrefour est vide et la rue est presque déserte; quelques soldats débraillés portent des provisions, des canards pataugent dans les fossés boueux, des grappes d'enfans coiffés du fez rouge, aux longs cheveux blonds coupés carrément sur le front, aux beaux teints blancs et roses, vêtus du pantalon serbe à plis bouffans qui monte jusque sous les bras, jouent devant les portes des enclos, fixant leurs grands yeux bleus effarés sur le passant, fleurs vivantes d'un charme et d'une grâce exquis. Nous croisons l'uléma de la mosquée, vêtu de sa robe bleue bordée de fourrures. Des fantômes drapés de guenilles noires bordées d'une raie rouge ou verte, glissent le long des haies; ce sont les femmes mariées, austèrement couvertes de la tête aux pieds, sans forme et sans geste, comme un ballot vivant. De temps en temps, dans les enclos, apparaît une jolie fille « blanche avec un œil noir, » qui va la face découverte, comme c'est l'usage en Bosnie pour les femmes non mariées.

Cette rue unique est très longue, elle forme à elle seule toute la ville; à mesure qu'on avance, les maisons deviennent rares, et le peu d'habitans qui se croisent sur le chemin me regardent avec défiance. Comme tout à l'heure de la rive opposée je contemplais la Kostaïnicza turque, je regarde de ce point la Kostaïnicza autrichienne; mais il faudrait gravir la colline pour jeter un coup d'œil sur les horizons de Bosnie. Juste au point où s'élève la dernière maison et où commence la campagne, sur la gauche, à deux cents mètres de la route, au sommet du premier mamelon, s'élève un *karaüla*, poste d'observation destiné à la surveillance des confins. De

la base de la colline jusqu'à ce premier sommet, croissent de jolis arbustes à l'abri desquels sont couchés des soldats, tandis que d'autres, dans la partie supérieure, sont occupés à abattre cette végétation à coups de hache ou à l'aide du sabre. Au balcon du poste, les gardes appuyés les regardent faire. Je me dirige lentement vers le *karaüla* comme un flâneur qui erre sans but; les soldats dressent la tête et chuchottent entre eux : ce sont tous des réguliers, ils semblent avoir pour objet de dégager les approches du poste qui, boisées comme elles le sont, peuvent abriter des malfaiteurs.

Ces *karaüla* ou observatoires sont très caractéristiques des limites turques; depuis la Servie jusqu'à la Croatie et sur la frontière dalmate, de demi-lieue en demi-lieue, on les voit couronner les collines qui dominent le cours des fleuves frontières, faisant toujours face aux observatoires des *gränzer* autrichiens. Ils sont indépendans, dans toute la Bosnie, des *tchardaks* ou corps de garde, qui répondent aux *wachthaus* de l'autre rive. Dans les *confins humides*, là où le sol est marécageux, ces postes sont montés sur des pilotis, la partie inférieure reste vide, et on y accède par un escalier ou une échelle; dans les *confins secs*, c'est une construction de quelques mètres carrés, pourvue à mi-hauteur d'un balcon très saillant régnant sur tous les côtés, et couronnée d'un toit pointu formé de planches de même saillie que le balcon; quatre poteaux d'angle supportent le devers, toujours très accusé, ce qui donne une forme particulière à ces petits édifices.

La corvée de soldats fait place nette autour du poste; les arbres tombent sous la cognée, on laisse les branches sur le sol. Les nizams qui forment la garnison sont tous appuyés à la galerie; comme j'observe cet épisode, un détail que je perçois assez mal d'aussi loin attire mes regards : ce sont deux saillies inattendues aux deux poteaux d'angle qui supportent le toit. Je fais quelques pas en écartant l'épais fourré des branches coupées afin de gravir la colline, et, à ma stupéfaction, je distingue nettement deux têtes clouées aux palans, l'une par une longue mèche de cheveux nattés, l'autre nouée par un bandeau qui passe sur le nez et les joues, et couvre les oreilles. Au moment où je veux avancer encore pour mieux voir ces deux sanglans trophées, un tumulte s'élève parmi les soldats du poste; un certain nombre de ceux qui abattent les arbres jettent leur cognée et se dirigent vers moi en murmurant des paroles dont je ne comprends pas le sens, qui doivent évidemment m'intimer l'ordre de m'éloigner. Je rétrograde lentement, mais on me talonne en redoublant d'invectives. Ainsi escorté, je suis forcé de regagner la longue rue que je viens de parcourir, et, lorsque

j'essaie de prendre la direction opposée à la ville, un soldat, me saisissant par le bras, me force à retourner au bazar en accolant au mot giaour une épithète dont le sens m'échappe.

Le silence et le calme sont les meilleurs auxiliaires en telle conjecture, et d'ailleurs il faut faire des concessions à la couleur locale. J'opère donc une retraite digne, lente, et me voici revenu à l'entrée du pont, après avoir recueilli sur la route tantôt des regards de haine, tantôt des regards indifférens, ou subi parfois l'inquisition des passans, qui venaient me regarder sous le nez avec une curieuse insistance.

La place est tout aussi déserte qu'une heure avant; un bon musulman à barbe blanche débite du tabac de la régie et des pipes dans sa petite échoppe. Je fais avec lui une modeste transaction; puis, m'asseyant sans façon sur les tréteaux en avant de sa boutique, je tire mon album, ce qui constitue une imprudence voulue. Un à un, les soldats se détachent du poste de la forteresse et viennent se planter devant moi, l'homme à la *gandourah* rose, qui me paraît être le garde du fort ou un officier de service, les rejoint et m'interpelle; j'ouvre l'album aux pages qui représentent des costumes croates ou de jolis minois qui montreront le caractère inoffensif de ces légers croquis d'un touriste qui ne nourrit pas de noirs projets. L'officier regarde sans avoir l'air de comprendre; faisant mine de tracer son portrait, je prononce les quelques mots de slave qui constituent toute ma connaissance de l'idiome. Autour de moi, les soldats, amusés et d'assez bonne humeur, se demandent à quelle nationalité j'appartiens; les uns me disent Allemand, les autres Italien; je lance le mot *Fransouski*, et toutes les physionomies s'éclairent. L'homme à la gandourah rose, qui a été particulièrement touché de cette déclaration et semble avoir gardé le souvenir de notre alliance, va s'asseoir en souriant à quelques pas de là; il y a un moment de détente et de confiance comme si j'avais prononcé un mot magique.

Ce n'est cependant qu'un répit d'un instant, car bientôt nous voyons déboucher sur la place un groupe au milieu duquel pérore un personnage de haute taille, coiffé du fez, vêtu, comme les musulmans de Constantinople, de la tunique droite de drap bleu; il fond sur l'officier en l'accablant de reproches, vient vivement à moi, et, d'un geste altier, me montre la poterne de la forteresse. Tout le village le suit, quelques-uns de ces soldats qui coupaient du bois autour du *karaüla* lui font escorte. Je mesure de l'œil la distance qui nous sépare de la frontière et je continue avec calme le travail commencé : il s'emporte, il tempête, engage une très vive discussion avec l'homme à la gandourah, qui semble prendre mon

parti; je recommence mon manége et essaie de l'effet du sésame *Fransouski* en montrant l'album feuille par feuille; mais cette fois je ne désarme pas la rigueur du *kaïmakhan*. Le chef du poste a évidemment dénoncé mon innocente démarche : toute résistance serait périlleuse, les soldats me saisissent, et me voilà poussé jusqu'à la poterne avec un peu plus de vivacité que n'en comporte mon attitude pacifique.

C'est ma première expérience : elle a été tentée avec réflexion, car j'ai un refuge à cent mètres de là, sur la terre hospitalière des confins. Je traverse donc de nouveau la place d'armes; derrière moi, le commandant gourmande tous les soldats qui veillent aux portes. En repassant la Unna, évacuant le territoire turc, ces deux têtes de raïas, livides, contractées, qui sèchent aux rayons du soleil, clouées aux poteaux comme à un pilori, se représentent à mes yeux; c'est la première manifestation sanglante de l'insurrection.

Dvor, septembre 1875.

Je suis installé pour deux jours à Podové ou Dvor, chef-lieu de district des confins militaires sur la rive de la Unna, petite ville à quatre heures de route de Kostaïnicza, vers la Croatie turque. Le lieu où je loge est des plus primitifs, on m'a donné pour chambre un hangar avec deux lits et nous sommes six voyageurs : quatre d'entre eux n'ont aucune prétention à nous disputer la place, ce sont des négocians serbes de Bajnaluka (Bosnie) qui ont abandonné le pays pour se réfugier dans les confins : ils ont passé la nuit sur le plancher, enveloppés dans leurs grandes robes bordées de fourrures.

Le soir même de mon excursion à la Kostaïnicza turque, j'ai résolu de longer encore la Unna et de franchir le fleuve sur un point plus accessible, mais cette fois je serai muni de mon bagage afin de ne plus revenir en arrière. Un chirurgien hongrois au service de la Turquie, employé à Novi comme directeur de l'hôpital et venu à Kostaïnicza pour acheter des médicamens, m'a fait un nouvel itinéraire : je suivrai la rive jusqu'à Korlat, où la Unna se partage en deux bras; là je passerai le fleuve en face de Novi, tête de ligne du chemin de fer qui, traversant une partie de la Bosnie, vient aboutir à Bajnaluka. La voie ferrée, le chemin le plus direct et celui que tout voyageur suit de préférence, est le dernier qu'on s'attend à trouver dans ces régions : nous supposions tous que le premier soin des insurgés avait dû être d'intercepter les communications; mais, au dire du chirurgien, qui réside à Novi même, aucune tentative de leur part n'est venue interrompre le service.

Il n'y a qu'une voie entre Novi et Bajnaluka; les trains ne mar-

chent que de deux jours l'un, le départ est à dix heures du matin. Je pars au petit jour après bien des péripéties, car ce n'est pas une chose simple de trouver un véhicule; nous suivons la route des confins militaires dans un chariot du pays, nous avons quatre heures devant nous pour gagner Novi. Il fait un froid très vif, un brouillard épais indique les sinuosités du fleuve; sur la plaine qui nous en sépare flotte un nuage argenté, la terre est couverte de givre. Réduit à communiquer par gestes avec l'enfant qui conduit, il me nomme les villages que nous traversons : Kuljane, Kosibrod, Divusa, Golubovac, Uncane, Struga et Zamljaka. Comme l'heure nous presse, nous allons à toute bride, durement cahotés sur le chariot, au fond duquel on a fait un lit de foin et qui, tout bien considéré, est d'une souplesse relative : l'impétuosité d'allures de nos petits chevaux rappelle celle des trotteurs russes. Au moment où nous sortons du village d'Uncane, nous entendons des coups de feu qui semblent venir de la route opposée; une foule éperdue se dégage des brouillards qui nous cachent les plaines bordant le fleuve, des troupeaux épars encombrent la route, des cris et des rumeurs s'élèvent des deux côtés du chemin, et nos chevaux reculent épouvantés par ces troupeaux qui se ruent sur eux en s'enchevêtrant dans l'attelage. Le conducteur saute à terre et tourne brusquement pour rétrograder, quoique je l'adjure de n'en rien faire. A mon tour, je me laisse glisser à l'arrière du chariot et cours au bord du fleuve. Malgré l'épais brouillard, malgré cet impuissance ridicule que crée l'ignorance de l'idiome serbe, je comprends vite la cause de tout ce tumulte.

Avant le lever du jour, une foule de 400 à 500 raïas poussant devant eux leurs troupeaux de bœufs, de moutons, de chèvres et de porcs, a franchi la frontière sur ce point, abandonnant le territoire turc et fuyant leurs foyers. Quelques paysans des confins, Slaves et du rite grec comme les fugitifs, les attendaient, cachés dans les arbres de la rive opposée, pour leur prêter leur concours. Le lit de la Unna est peu profond, la plupart des chevaux et des bêtes à cornes, poussés par les raïas, ont sauté dans le fleuve; les vieillards, les femmes, les enfans et le menu bétail ont passé sur des radeaux ou des barques de planches mal jointes. Une fois sur la terre autrichienne, ils ont traversé la route, puis ils ont fait halte dans la plaine qui la borde. Au moment où nous passons, ils sont encore là, formant un vaste camp sans tentes, grelottant sous le froid du matin, assis ou couchés dans l'herbe gelée, confondus avec les animaux qui composent désormais toute leur fortune. C'est un lamentable spectacle : il n'y a pas un homme en état de porter les armes parmi ces 400 ou 500 fugitifs; tout ce qui était valide s'est

jeté dans la montagne ou a passé en Herzégovine pour former des bandes. Il ne reste que les vieillards, les femmes et les enfans. Ce sont des vieilles au chef branlant, des jeunes filles aux longs cheveux nattés, le front et le cou chargés de médailles d'argent et de pièces de monnaie, coiffées de pagnes blancs constellés de broderies et drapées dans des haillons colorés. Un beau pope, jeune, de haute taille, à la face hâve, émaciée, à la longue barbe noire, coiffé d'un bonnet d'astrakan d'où s'échappent de longs cheveux dont les mèches retombent sur ses épaules, et tout entier enveloppé dans une longue pelisse fourrée, va d'un groupe à l'autre, son bâton en forme de crosse à la main, essayant de mettre un peu de discipline dans tout ce désordre et interpellant chacun par son nom.

On a allumé de distance en distance des grands feux de bois mouillés qui luttent contre l'humidité du sol, et à chaque pas, dans ce campement pitoyable enveloppé dans le brouillard, on heurte du pied des groupes étendus à terre, inertes comme des ballots, et qui disparaissent sous des étoffes en lambeaux. Traversant ces crises solennelles avec l'insouciance de leur âge, des enfans aux longs cheveux blonds, aux grands regards fixes, jouent, empilés les uns sur les autres, à demi-nus dans l'herbe, tandis que leurs mères allaitent leurs derniers-nés ou les portent enveloppés sur leur dos. Quelques femmes, paisibles et comme désintéressées de ce qui se passe, filent leur grande quenouille à palette plate pailletée d'argent.

Il y a là aussi rassemblés de 1,000 à 1,200 animaux de toute sorte. Peu préparés que nous étions à ce spectacle, nous avons cru tout d'abord à quelque marché périodique ou à quelque foire ambulante, mais nous trouvons dans le champ une escouade de uhlans autrichiens commandés par un maréchal-des-logis : les cavaliers ont mis pied à terre, la lance à la main, la bride passée au bras et les chevaux sellés; ils se chauffent autour d'un grand feu. L'un d'eux qui est des environs de Fiume nous raconte que, pendant qu'ils faisaient leur ronde, aux premières lueurs du jour, les émigrans ont franchi le fleuve. Comme les uhlans ont pour consigne de faire la patrouille le long de la Unna, ils se sont arrêtés, puis, détachant une estafette pour prévenir leur capitaine, ils ont assisté au mouvement et l'ont même dirigé.

L'alerte à laquelle nous avons assisté sans la comprendre était produite par un nouveau passage : tout un village était resté en arrière; dans le brouillard, les fugitifs viennent d'être surpris par les patrouilles de *bachi-bozouks* qui, faisant la ronde en territoire turc, ont tiré les coups de feu que nous avons entendus. Le passage s'effectue encore, et toute cette foule est tremblante; j'échange quel-

ques mots avec le pope en lui faisant remarquer que la Unna est le plus sûr des remparts et qu'il peut aisément donner de la confiance à toute cette population affolée; mais il répond que cette idée de frontière, cette impossibilité morale d'en franchir les limites, est une notion insaisissable pour ces pauvres femmes ignorantes, qui ne se regarderont en sûreté que bien loin dans l'intérieur du territoire.

Costumes éclatans et pleins de caractère, types variés, impressions poignantes et profondes sur toutes les physionomies, belles lignes de paysage baignées dans une atmosphère argentée, scènes attachantes et tableaux complets qui se composent à chaque pas : quelle halte féconde ce serait pour un artiste! Mais nous n'avons pas de temps à perdre, si nous voulons arriver à Novi à l'heure dite, et nous ne pouvons nous attarder longtemps devant ce grand épisode de l'émigration bosniaque. Nous remontons dans la charrette pour ne plus nous arrêter qu'à Korlat même, où nous entrons après avoir passé Zamljaca : une longue file de voitures du même genre que la nôtre encombrent l'entrée, franchissant une à une la porte étroite flanquée de petits murs bas et percés de meurtrières, gardée par un poste d'infanterie.

Nous sommes arrivés en face de Novi; le fleuve se divise en deux bras, l'un qui suit son cours vers la Croatie turque, l'autre qui tourne brusquement, faisant du point où nous sommes une presqu'île. Nous voulons avancer encore, le terrain manque sous nos pas. Novi s'élève sur l'autre rive au pied de hautes collines : il faut franchir le fleuve, très large en cet endroit, pour arriver à la voie ferrée; nous déposons le bagage, et nous nous inquiétons de trouver une barque. Ce lieu de Korlat est très étroit, c'est une langue de terre basse bordée de saules; la route que nous avons suivie est tracée presqu'à l'extrémité de la pointe, et va se perdre dans le lit du fleuve : nous ne nous expliquons point cette halte de nombreuses charrettes dans un endroit sans issue; mais en avançant jusqu'à la bifurcation des deux bras, nous voyons une longue ligne de moulins qui, partant de la berge, vont jusqu'au milieu du fleuve, communiquant de l'un à l'autre par des passerelles. Chacun vient porter son grain à moudre et attend son tour.

Korlat n'est ni un village ni même un hameau, c'est le nom du promontoire et du groupe de moulins; un bâtiment assez spacieux qui s'élève à quelques pas de la rive sert de résidence au *finanzrath*, inspecteur chargé de percevoir les droits de douane. Je suis accueilli là par un jeune homme qui porte la veste à col vert brodé de trois étoiles d'argent; il me donne à entendre que nous nous sommes abusés, si nous avons cru passer le fleuve et arriver sans encombre

à la station turque de Novi. Il y a deux bras, comme nous l'avons dit : le premier est international, le second coule entre deux rives turques et est réuni à la ville par un pont; quant au passage de Korlat à Novi, il est interdit; il faut que le *mudir* qui a l'autorité sur la rive opposée ait été avisé par le commandant militaire de Dvor. La seule barque qui puisse franchir le fleuve est celle qui porte le courrier de Vienne aux employés de l'administration du chemin de fer, et la clé est déposée au *konak* ou maison du gouvernement. Quelle que soit notre insistance, l'inspecteur ne peut rien pour nous, que nous offrir l'hospitalité jusqu'au moment où nous gagnerons Dvor, à une demi-heure d'ici. Dvor est le chef-lieu du district; là résident un officier supérieur et un agent du gouvernement civil.

Déçu dans mes projets, je me tiens un instant sur la passerelle d'un moulin. La ville de Novi apparaît avec ses maisons de bois et ses hautes mosquées; elle s'étend sur les deux rives, et le fleuve l'enserre; la voie ferrée au départ suit le cours principal, qui se dirige vers Bihacz et limite la Croatie turque. Du point où je suis, je distingue nettement avec la lorgnette, à un quart de lieue de là, le train qui stationne devant la gare assise au pied des collines; la locomotive siffle, et le vent m'apporte le signal ironique qui nous annonce le départ du train pour Bajnaluka.

II.

Podové ou Dvor, où me voici contraint de m'arrêter au moins vingt-quatre heures, puisque les trains pour Bajnaluka ne partent de Novi que tous les deux jours, est un lieu de quelque importance par sa position stratégique. Aujourd'hui rendu à l'administration civile, Dvor appartenait, il y a quelques années à peine, aux confins militaires (*Militär-Gränze*), dont M. George Perrot a étudié ici même la curieuse organisation (1). La ville se compose de deux parties, la haute ville et la basse ville; la première s'appelle *Dvor* (*cour* en idiome croate), en souvenir du séjour qu'y fit l'empereur François-Joseph. C'est la ville officielle; elle se compose d'une grande place carrée autour de laquelle s'élèvent tous les bâtimens publics, préture, commandement militaire, église, écoles, casernes, postes, télégraphes. Au moment où nous y entrons, une compagnie de soldats croates, au pantalon collant et à la veste blanche, fait la manœuvre dans un coin, tandis que des officiers exercent leurs chevaux dans un manége ouvert. Les bâtimens sont

(1) *Les Confins militaires et leur législation.* Voyez la *Revue* du 1er novembre 1869.

réguliers et construits sur un plan d'ensemble; ils doivent dater du commencement du XVIIIe siècle.

Podové a un tout autre aspect; c'est un centre qui doit contenir 2,000 âmes. Les maisons crépies en blanc, suivant la mode des confins, et couronnées de hauts pignons de bois formant greniers pour les récoltes, s'étendent des deux côtés d'une large rue en pente qui mène à la haute ville. Toute la population appartient au rite orthodoxe; une chétive église en bois, pourvue d'un clocher de bois surmonté de la croix grecque et construite sur un tertre, domine toutes les habitations. Quand on entre à Podové par le promontoire de Korlat, on a la Unna à sa droite, et toutes les maisons qui bordent ce côté de la route ont une sortie sur de belles plaines baignées par le fleuve.

Malgré les circonstances, les garnisons de ces villes frontières sont très faibles; il n'y a pas plus d'une compagnie dans Podové, et c'est un capitaine qui y commande. Un escadron de uhlans, dont le quartier est vers Kostaïnicza, fournit les détachemens qui font les rondes nuit et jour de l'un à l'autre de ces corps-de-garde, dont la suite non interrompue le long de la frontière turque s'appelle le *cordon*. D'ailleurs ce service est identique sur les deux frontières, et de temps en temps on voit des petits détachemens de cavaliers *bachi-bozouks* défiler en suivant la rive opposée.

Quoique le gouvernement autrichien ait renoncé au système qui consistait à cantonner dans leurs pays respectifs les régimens qui y avaient été recrutés, ce sont cependant des Croates qui composent en ce moment la garnison de Podové. Par une décision empreinte d'un esprit très pratique, le capitaine commandant la compagnie que la ville fournissait au régiment auquel le rattachait l'institution des confins, est devenu le chef de l'administration civile. Cette application est générale, et l'autorité morale de l'ancien chef militaire vient corroborer partout celle du chef de la nouvelle organisation; les avantages qui résultent de cette disposition sont évidens; on n'a, dit-on, qu'à s'en louer.

Dans l'unique auberge de Podové se réunissent les officiers, le préteur ou chef du district civil, et tous les fonctionnaires qui représentent l'autorité ou l'administration centrales. A peine installé à Podové, ces messieurs m'accueillent, et leurs récits diffèrent peu de ceux que j'ai entendus à Kostaïnicza. L'état des esprits est très exalté dans cette partie de la frontière; ce sont les points où la Unna est guéable, ceux par conséquent choisis par les émigrans pour le passage du fleuve. La plupart des maisons abritent quelques réfugiés : les uns sont des commerçans riches et qui peuvent reconnaître l'hospitalité qu'on leur donne; les autres, dénués de tout,

sont à la charge de l'état. Souvent ont lieu des passages comme celui auquel nous avons assisté le matin même, ou bien quelque riverain dont la vache a franchi le fleuve à moitié desséché, revient, éperdu, raconter les exactions dont il a été la victime. Il doit y avoir dans tous ces récits une grande part de l'exagération propre à ces populations slaves; mais les légendes qui circulent attestent tout au moins que l'imagination de tous les habitans est vivement frappée. Slaves comme les fugitifs, de la même religion qu'eux, de tout temps pleins de sympathie pour la cause de l'indépendance des provinces limitrophes, on sent chez eux deux courans bien définis : un ardent désir de lutte de la part de la population virile, une frayeur sans bornes de la part de la population féminine. Il semble que dans cette circonstance on se serre contre le soldat qui représente un pouvoir fort et tutélaire. Il est juste de dire que les officiers sont très émus aussi et très ardens; nous ne savons pas si le fait est général, mais plus avant dans notre voyage, depuis Brod jusqu'à Korlat, ceux que nous avons rencontrés étaient pour la plupart Bohèmes ou Croates, et quelques-uns appartenaient à la religion orthodoxe, ce qui explique aisément leur disposition d'esprit en face de la lutte engagée.

Les autorités des frontières désarment cependant avec rigueur les groupes armés venus de l'intérieur qui essaient de franchir la Unna pour se joindre aux insurgés. Ces désarmemens assez fréquens s'opèrent dans des conditions curieuses, car tout le pays montre ouvertement sa sympathie pour les insurgés. J'ai vu à quelques lieues de Dvor une patrouille de uhlans arrêter au passage des paysans armés qui se cachaient dans les saules et attendaient une occasion propice pour passer. Comme le fleuve en cet endroit se partage en plusieurs bras, le plus grand nombre avait pu se réfugier dans les îles; sept ou huit d'entre eux, capturés par les cavaliers, furent conduits à la préture, et tout le village les suivait avec des vivats; les femmes arrachaient les fleurs de soucis dont elles parent leurs cheveux et les leur jetaient; les uhlans eux-mêmes riaient sous cape, et quand on les amena devant le chef du district, celui-ci s'empara des armes et les remit en liberté, suivant sa consigne, en leur souhaitant tout bas d'être moins maladroits à la première occasion.

Pendant mon séjour à Podové, les officiers de la petite garnison se mettent à ma disposition pour me montrer tout ce qui peut intéresser dans le pays, mais il faut d'abord s'assurer des moyens de départ. L'employé de la station de Novi est à lui seul toute l'administration du chemin de fer; il est Autrichien et entretient d'excellentes relations avec les officiers. On l'attend le jour même à Podové :

il préviendra, me dit-on, l'autorité turque, et le surlendemain, quelques heures avant le départ, je pourrai probablement franchir le fleuve sans qu'on s'oppose à mon passage.

Le temps s'écoule rapidement; je rends d'abord visite au chef du district, qui doit signer mon passeport; après les tâtonnemens qui me font comprendre que, malgré toutes les concessions mutuelles que nous pouvons faire, nous n'arriverons pas à nous entendre sans interprète, le magistrat se décide à m'expliquer en langue latine les formalités à remplir pour entrer en Bosnie et les inconvénients qu'il y aurait à le tenter dans les circonstances actuelles. Faisant taire mes scrupules classiques en entendant le préteur émailler sa conversation de barbarismes et de solécismes dont rougirait un élève de sixième, avec la pesanteur naturelle à un humaniste qui ne pratique pas depuis de longues années je commence le récit de ma rencontre à Uncane. Ce point ne dépend pas du district; l'autorité centrale a distribué à chaque municipalité une carte indiquant la direction à prendre par chaque colonne d'émigrans qui franchira le fleuve sur tel ou tel point. Le nombre des Bosniaques qui sont en fuite et celui des Herzégovins est déjà considérable : au lieu de gravir les montagnes qui séparent la Dalmatie de leur territoire, les raïas fuient de préférence vers un pays de plaine qui pourra les nourrir. La Dalmatie rocheuse et la Croatie n'offrent pas de ressources à des fugitifs; aussi l'émigration est-elle considérable sur toute la ligne des confins militaires. L'administration a dû prendre des mesures contre cet envahissement; tout groupe d'émigrans qui passe est renvoyé dans l'intérieur et rattaché à un ancien régiment. On s'occupe de la répartition des terres à donner en culture aux fugitifs qui ont leurs troupeaux. S'ils s'établissent définitivement dans le pays, ils construiront des habitations; en attendant, le parlement a voté des subsides, le pays fait des sacrifices, et presque toutes les nations de l'Europe ont ouvert des souscriptions en faveur des émigrans; plus tard on entamera des négociations avec la Porte pour les rapatrier et décider définitivement de leur sort.

Il est difficile de se figurer combien la vie matérielle est restreinte dans ces régions et le peu de confort de ces populations slaves de l'Autriche. La vie de garnison dans les confins est une vie d'épreuves, c'est celle du camp, moins le solennel attrait de la guerre; mais les privations sont les mêmes, et soit qu'ils manquent d'ingéniosité, soit que véritablement ils ne souffrent pas de ce genre d'existence, ni le soldat ni l'officier ne cherchent à l'améliorer. La boutique de l'épicier, magasin de 4 mètres carrés, encombré de ballots, avec un sol en terre battue, et dont le plafond

est si bas que le pope doit courber la tête sous peine de frôler les chevrons, sert de casino aux officiers de la garnison de Podové, qui viennent là régulièrement consommer la bière de Gratz, serrés les uns contre les autres. Depuis les rives du Danube jusqu'à l'Adriatique, de Semlin au Quarnero et de Zara jusqu'à Cattaro, j'ai été frappé de voir avec quelle peine l'officier autrichien se résigne à vivre au milieu des populations slaves, et combien peu il leur enseigne, par l'exemple, à s'ingénier pour se procurer un bien-être relatif. C'est une des conditions particulières de l'empire que cette agglomération de races et de nationalités diverses qui composent sa population; on ne sent pas le lien qui les unit. Dans tel ou tel point de ce vaste état, le soldat se considère comme un étranger que le hasard ou le caprice d'un chef suprême a mis en garnison dans une terre hospitalière. A Knin, à mille pieds au-dessus du sol, ou à Cattaro, aux premiers sommets de la Montagne-Noire, appuyés aux bastions des anciennes forteresses turques ou vénitiennes, au milieu de populations naïves, ignorantes et superstitieuses, qui n'entendent point leur langue et ne professent pas la même religion qu'eux, les officiers, toujours doux, toujours bienveillans et fidèles à leurs devoirs de soldats, m'ont cependant paru accepter difficilement ce qu'ils considéraient comme un exil dont ils escomptaient la fin. « Que fais-je ici, chez les Turcs? » me demandait à Kostaïnicza un jeune sergent d'infanterie né à Proelucca sur la côte du golfe de Quarnero. A la pointe de Korlat, séparé de la Bosnie par un cours d'eau que pas une barque ne sillonne, n'ayant pour tout spectacle que la ville de Novi, silencieuse à l'horizon, pour tous cliens que les rudes Croates des confins qui viennent porter leur blé à moudre, le *finanzrath* solitaire songeait aux rians paysages de la Styrie, aux douceurs de son foyer, et, ne pouvant se faire comprendre dans son langage, mettait la main sur son cœur en me montrant l'horizon et en murmurant « Laybach! Laybach! »

J'ai fait deux excursions autour de Podové, la première à 3 kilomètres de la ville sur la hauteur où Laudon avait établi ses batteries pour assiéger la ville de Novi. Les embrasures et les mouvemens de terre existent encore, recouverts seulement d'herbe et cachés en quelques endroits par les arbrisseaux et les parasites. Le monticule domine le cours de la Unna, et le panorama est magnifique; on se rend un compte exact de la position de Novi, assise au confluent des deux bras et réunie à l'autre rive, où s'élève l'embarcadère, par un pont fortifié. De là l'œil découvre plusieurs lieues de territoire, les coteaux boisés de la Bosnie et les vastes plaines qui s'étendent entre la Servie et la Croatie turque : admirable pays d'une fertilité sans rivale, arrosé par de grands cours d'eau, riche-

ment boisé, d'un sol aussi fécond en produits minéraux qu'il est propre à la culture, désolé cependant par la guerre, et où deux races irréconciliables sont en présence armées l'une contre l'autre.

La seconde excursion m'a ramené vers Uncane, là même où, entre Kostaïnicza et Dvor, le passage des émigrans m'avait barré le chemin la veille. Je me fais accompagner d'un uhlan qui servira d'interprète. Le campement se tient toujours dans la plaine au bord de la route. Mêlé à tous les groupes, j'interroge, et je recueille là des témoignages de la haine invincible qui existe entre les possesseurs de la terre et ceux qui la cultivent; je constate aussi une fois de plus l'exaltation des populations slaves qui habitent la rive autrichienne de la Unna et le désir ardent de vengeance qui anime tous les coreligionnaires des raïas; mais en même temps j'acquiers la preuve de la réalité d'un fait qui n'est point à l'honneur de l'humanité : comme les pillards suivent les armées en campagne pour dépouiller les cadavres, nombre d'industriels hasardeux, moitié maquignons, moitié brocanteurs, banquiers douteux et prêteurs à usure, épient les passages et spéculent sur la détresse des émigrans. Les raïas arrivent en foule au bord du fleuve, les animaux qu'ils chassent devant eux vont être emportés par le courant, un paysan âpre au gain et de connivence avec les malfaiteurs, leur offre sa barque et les presse de vendre à vil prix un bétail que le Turc leur enlèvera, s'ils sont surpris, et qui se noiera, si personne ne leur vient en aide : ils sont dénués, ils vont vers l'inconnu, sans abri ni ressources; on les tente par l'appât de quelques florins et on les dépouille sans pitié ni merci. Si l'habitant des confins gardait par devers lui un bien acquis par des moyens aussi bas, la conscience publique se soulèverait; d'ailleurs il ne pourrait justifier de sa légitime possession; mais il cache le fruit de son rapt et le revend immédiatement à un prix supérieur à ces spéculateurs de passage attirés par le désastre.

Toutes mes précautions sont prises, je me suis entendu avec M. Adam Snirç, le chef de la station de Novi, et le matin du troisième jour après la déception de Korlat, je quitte Podové à sept heures du matin pour gagner la ville turque. Pendant ces deux journées passées dans le village, vivant en plein air, constamment mêlé à la foule comme un voyageur pour lequel tout est un sujet d'intérêt, j'ai été l'objet de la curiosité publique; l'insistance à observer toute chose, les largesses qu'il a fallu faire à ceux qui ont bien voulu poser complaisamment pendant que d'autres fuyaient éperdus à la seule proposition qui leur était faite à ce sujet, la curiosité naturelle qu'inspire la présence d'un étranger, et surtout celle d'un Français, dans ces régions que nos compatriotes visitent peu, tout a contribué à éveiller l'attention des habitans. Chacun sait que mon

objectif est le territoire turc, et ce fait si simple de passer le fleuve est regardé comme un acte d'une témérité sans nom. J'ai aussi fait des démarches pour trouver dans le village quelque brave garçon qui puisse servir d'interprète pour la langue serbe, et qui m'accompagnera pendant un séjour d'un mois dans les provinces; mais l'idée seule d'y pénétrer glace la population de terreur. Pour faire comprendre jusqu'à quel point ce projet est irréalisable, on m'amène un paysan qui s'est laissé entraîner à passer le fleuve en poursuivant sa vache, auquel les *bachi-bozouks* ont pratiqué tout autour du cou une incision à fleur de peau, très artistement dessinée comme un cordon de corail, et qui doit lui servir de salutaire avertissement.

La charrette est à la porte de l'auberge, le brouillard est encore très épais, un léger rayon de soleil tente de le dissiper; plus de cent villageois m'entourent en regardant avec commisération ce voyageur infortuné qui court de gaîté de cœur au devant des derniers supplices : les femmes et les jeunes filles secouent tristement la tête, les hommes échangent de rares paroles et ont tous la même conclusion. Enfin, au moment même où nous partons, la servante de l'auberge n'y tient plus : avec un geste énergique elle saute à la tête des chevaux et supplie d'attendre un instant : s'inclinant vers Dvor, elle court éveiller le commandant Gorgio Mirovich pour lui dire que définitivement on ne peut pas empêcher « l'Italien » d'aller chez les Turcs. C'est une scène d'un haut comique; mais, pour parler sans détour, cet inconnu au-devant duquel on va dans un brouillard épais, ces lugubres histoires, ces ridicules exagérations, la terreur enfin dont sont frappés tous les habitans, tout cela finit à la longue par éveiller on ne sait quelles craintes vagues. La servante revient bientôt triste, découragée, essayant de sourire cependant en face de mon hilarité : le commandant Mirovich a dit qu'il n'avait pas mission de s'opposer à mes projets, il a même poussé l'ironie jusqu'à me souhaiter bon voyage. Le sort en est donc jeté, je saisis les rênes, nous partons en saluant ces braves gens. A la dernière maison du village, un groupe s'avance encore au-devant des chevaux, et un jeune homme vient se placer en travers de la route en faisant le geste de se couper la gorge et criant à tue-tête : *Turka! Turka!*

En vingt minutes, nous sommes à Korlat, où nous retrouvons l'inspecteur des finances; le brouillard est si épais que, debout sur la berge, nous ne distinguons pas la ville sur la rive opposée. On appelle le passeur Achmet, aucun écho ne répond; une heure entière s'écoule, je piétine sur la rive plein d'inquiétude sur l'issue de la tentative. Les soldats de garde se joignent à nous, et toutes les cinq minutes, avec une insistance qui n'est pas faite pour rendre ce pas-

sage aussi discret que le comportent les circonstances, nous hélons alternativement le batelier Achmet et Tombach le Tsigane, qui a l'habitude de porter le courrier du chemin de fer. On nous répond enfin que la clé du bateau est chez le mudir, c'est-à-dire que la question en est au même point que l'avant-veille; nous redoublons d'efforts, et ceux qui me servent d'interprètes, se faisant un porte-voix de leurs mains, donnent d'une rive à l'autre des explications qui doivent faire comprendre que, puisque nous sommes attendus, le fait de notre passage ne peut plus être en question. Deux grandes heures après avoir mis pied à terre, au moment où je désespère de voir l'énergie et la persévérance triompher de l'inertie musulmane, nous voyons se dégager des vapeurs qui flottent sur le fleuve une véritable pirogue très longue, très étroite, faite d'un tronc d'arbre creusé : à l'arrière, accroupi et penché sur l'eau, Achmet, vieillard à la barbe d'argent, coiffé d'un turban blanc, fait la manœuvre avec une rame courte en forme d'écope. Je jette la valise au fond de la barque, serre la main de l'inspecteur, et nous disparaissons dans le brouillard.

Nous voici à tâtons dans Novi. Tombach le Tsigane, assis sur la rive, saisit le bagage en m'appelant *effendi*. Un pauvre diable tout tordu, accroupi à côté de lui, veut s'emparer du sac à main qui porte toute ma fortune, mais je l'écarte d'un geste en lui jetant quelque menue monnaie. A mesure que nous nous éloignons du fleuve, le nuage est un peu moins épais; marchant ainsi pendant dix minutes à peu près, nous traversons un faubourg de la ville, entrevoyant comme dans un rêve des cavaliers qui ne sont qu'ébauchés et des silhouettes de femmes voilées qui glissent comme des ombres. Des paroles qui n'ont pas de sens pour mon esprit frappent mes oreilles sans que je sache quelle bouche les prononce : tantôt c'est une clameur qui rompt le profond silence qui règne dans la ville, qu'on croirait endormie; tantôt c'est une couleur qui détonne dans l'harmonie grise qui nous enveloppe. Achmet ouvre une poterne, et nous voici sur une plate-forme faite de charpentes mal reliées entre elles : c'est la tête de pont fortifié qui commande le passage du second bras de la Unna. Un officier qui porte la médaille de Crimée et la croix du Medjidié barre le passage : je déplie les passeports constellés de cachets turcs de la légation ottomane, et exhibe le laisser-passer de l'autorité autrichienne de Podové, pendant que l'officier reste hésitant devant ces firmans qu'il tourne et retourne sans avoir l'air de rien comprendre. Mais aussitôt, derrière lui, au milieu du pont sur lequel débouche la poterne, dans un nuage d'argent s'estompe la haute silhouette du *stations-assistent* de Novi : il vient obligeamment au-devant de nous; sans doute

il a entendu les clameurs poussées par les soldats autrichiens. M. Snirç fournit toutes les explications qui peuvent lever les scrupules de l'officier, et nous traversons le second bras de la Unna sur ce pont de bois qui rappelle celui de Kostaïnicza. A quelque cent mètres s'élève la petite gare; je foule enfin le sol turc, à peu près sûr désormais d'arriver sans obstacle au cœur de la Bosnie. Toutes les sinistres prophéties des habitans des confins s'effacent de mon souvenir, comme les brouillards du matin se dissipent sous les chauds rayons d'un beau soleil d'automne.

III.

La voie ferrée qui part de Doberlin, au-dessus de Novi, pour aboutir à Bajnaluka, chef-lieu de ce district de la Bosnie, n'a guère plus d'une centaine de kilomètres. C'est un embranchement et le point extrême de ce grand réseau, parallèle au cours du Danube, qui doit aboutir à Constantinople en traversant la Bosnie, l'Herzégovine, l'Albanie et la Roumélie. Les deux amorces du nord et du midi sont seules exécutées. Dans l'ensemble du projet, qui est très vaste, et dont les événemens ajournent de plus en plus l'exécution, cet embranchement de Novi doit se relier aux chemins de fer de la Dalmatie par la Croatie turque, Knin et Dernis, et aboutir à l'Adriatique, à Spalato. Le personnel administratif de cette ligne réside à Bajnaluka; il est presque entièrement composé d'Autrichiens. Le matériel est en parfait état, et provient des fabriques belges. On compte huit stations de Doberlin au chef-lieu : Novi, Podbérazani, Petkovac, Svodna, Pryédor, Kosarak et Ivanska; on ne constate pas un seul ouvrage d'art sur ce parcours de 103 kilomètres.

Si on considère que cette voie ne met en communication que ces villes nord de la Bosnie au lieu de relier l'intérieur de la province à la Save, cette grande voie d'eau qui aboutit au Danube, et par la Save à Sissek et à Agram, ce qui était l'esprit du tracé, on comprendra que cet embranchement n'est qu'une impasse et qu'il n'y a, pour l'administration qui l'a fondé et pour les capitalistes qui y sont engagés désormais, qu'un assez mince espoir de réussite. J'ai déjà dit que les trains ne partent que de deux jours l'un, ce qui simplifie bien le service; les gares et tous les bâtimens qui en dépendent ont cet aspect régulier et décent qui est le propre des grandes administrations allemandes; mais le personnel des voyageurs est tellement restreint, que chaque train n'emporte à l'ordinaire qu'une douzaine de personnes dont la plupart ne parcourent pas la ligne dans toute son étendue.

En attendant l'heure du départ dans le cabinet du *stations-assistent*, je prends quelques renseignemens statistiques. Toute la recette de la semaine est sur la table : elle se monte à 12 florins (37 fr. 50 c.) pour la station de Novi; en temps ordinaire, celle du mois tout entier ne dépasse pas 200 florins. Quelques soldats qui rejoignent leur corps, la femme et la servante d'un prêtre grec chassé de Pryédor, qui y rentrent pour sauver leur matériel, deux *begs* majestueux, propriétaires musulmans richement vêtus et armés jusqu'aux dents, qui vont visiter leurs terres, enfin un pharmacien slave d'Agram, de religion catholique, qui a fondé une succursale à Bajnaluka, composent tout le personnel des voyageurs. Le machiniste est Lithuanien et parle quelques mots de français. Le contraste est grand entre le mode de locomotion, la forme industrielle du matériel et l'aspect de ceux qui composent le train ou qui font le service. Les conducteurs et hommes d'équipe, avec leur long kandjar à la ceinture et le tromblon incrusté de coraux en bandoulière, établissent une confusion dans l'esprit du voyageur auquel ils ouvrent la portière; le *zaptié*, gendarme ou homme de police qui sonne la cloche du départ avec un arsenal entier sur le ventre, semble plutôt fait pour attaquer le train que pour le protéger; mais tout se passe avec bonhomie, et sans l'initiative du chef de gare, homme pratique et administratif, on n'aurait qu'un vague souci de l'heure et de la ponctualité nécessaire dans un pareil service. Nous marchons avec la vitesse moyenne d'un tramway, suivant au départ le cours du second bras de la Unna. Derrière les saules argentés qui bordent la rive glissent, traînés par des chevaux, de grands bateaux qui ont la forme des *dahabié* du Nil. Nulle clôture ne ferme la voie; à la croisée des routes, interceptées par des barrières qui se relèvent sous la pesée d'une lourde pierre, stationnent des caravanes de paysans qui se rendent aux champs avec une avant et une arrière-garde, et qu'on prendrait pour des *bachi-bozouks* marchant au combat.

A Pryédor, la station importante, la foule encombre les abords de la gare, et les begs sont reçus par un groupe d'élégans bosniaques de noble allure, au milieu desquels se distingue l'uléma avec son turban blanc. Le chef de la station, quoique Autrichien, porte le fez, la large ceinture rouge et le revolver; il a toute l'allure d'un musulman. On vague sur la voie, quelques soldats descendent et demandent de l'eau pour leurs ablutions, la femme du pope et sa servante se glissent dans la foule, évitant les Serbes appuyés à la clôture, qui essaient de leur faire des signes d'intelligence. Pryédor est la ville de Bosnie qui a été le plus éprouvée : les insurgés l'ont constamment menacée, l'église serbe a été brûlée, et toute la population appartenant au culte orthodoxe est en fuite.

Nous roulons ainsi pendant quatre heures, traversant une plaine admirable arrosée par de nombreux cours d'eau; le pays, riche, mais mal cultivé, est juste assez mouvementé pour que la vue n'en soit point monotone. Toutes les moissons sont encore debout, et la campagne semble déserte. Le Serbe, on le sait, a l'horreur des agglomérations, et les maisons sont éparses çà et là, à de grandes distances les unes des autres. Des forêts entières brûlées sur pied montrent les squelettes de leurs troncs incendiés et leurs grandes branches noires; le sol qu'elles ombrageaient naguère, dénudé, couvert de cendres, fait un contraste avec cette nature riante, douce, harmonieuse, d'une coloration blonde et claire qui rappelle la Touraine aux premiers jours de l'automne. L'abandon et le mépris de la richesse végétale frappent le voyageur : à chaque pas, ce sont des arbres abattus qui sont laissés sur la place, presque toute la terre est en friche; autour de quelques habitations, groupées près d'une chétive mosquée à minaret de bois, s'étendent des champs de maïs et de sorgho où les plantes sèchent sur pied; les citrouilles et les courges mûres émaillent le terrain de points jaunes et d'un rouge vif.

A deux heures et demie, le train s'arrête devant la station de Bajnaluka; la ville est loin encore, les inspecteurs et le chef de gare veulent bien m'accompagner pour me faciliter l'installation. Nous traversons une plaine unie comme un tapis vert, fermée à l'extrême horizon par une chaîne de collines boisées, où la Verbaz, qui serpente entre deux rives profondes, indique les sinuosités de son cours par une bordure de saules d'un gris pâle. Sur ce vaste champ sans limites, comme les plaines du Maroc, se dressent les tentes blanches à cône tronqué d'un camp turc, avec ses grand'-gardes détachés aux passages du fleuve. C'est la division des *rédifs*, soldats de la landwehr musulmane du *sandjak* ou district de Bajnaluka, chargés de la défense du territoire; ils sont commandés par des officiers de l'armée régulière et, aux termes de la loi, ne doivent pas quitter leur province. Nous longeons le front de bandière, défendu par deux batteries de campagne, mais nous ne pouvons que jeter des regards furtifs sur les canons dressés sur leurs affûts et protégés par des parasols coniques ornés d'une frise peinte; les sentinelles qui se promènent de l'autre côté des fossés qui bordent la route ne laissent point stationner les passans, et tout individu qui porte l'habit européen est doublement suspect.

Ces messieurs me disent que leur vie est suspendue. Ils formaient autrefois une colonie étrangère composée des ingénieurs, employés, médecins, allemands, français ou italiens; mais ce groupe s'est dispersé, la population musulmane est devenue arrogante, et, de minorité qu'elle était autrefois, elle est devenue une majorité toujours en éveil et pleine de soupçons, par la fuite de l'élément agri-

culteur, raïas du rite grec ou catholiques romains. Le personnel du chemin de fer loge à la station même et, à partir de six heures, ne peut plus communiquer avec la ville. Le peu de Serbes qui sont restés sont claquemurés dans leurs maisons, qu'ils n'osent abandonner, de peur de les voir livrer aux flammes. Dans le quartier serbe, construit *à la franca* et composé de maisons dont quelques-unes ont une apparence décente, on me montre les demeures des colons les plus riches, aujourd'hui désertes ou gardées seulement par des serviteurs qui vivent de quelques grains de maïs et ne se montrent ni jour ni nuit. Ce quartier, qui s'étend de chaque côté de la route, n'a pas de caractère spécial; à gauche, regardant la plaine, se dresse le consulat du gouvernement austro-hongrois, dont le pavillon flotte au haut d'un mât. L'Autriche est la seule nation qui soit représentée ici; les autres puissances ont leurs agens à Bosni-Séraï. Nous faisons halte dans le faubourg, sur une place séparée de la grande route par de larges fossés, c'est le marché des chrétiens, entouré de maisons de bois, de cabarets, d'auberges, de petites échoppes. Un Dalmate qui est venu se fixer ici, lors de la construction de la voie ferrée, pour entreprendre des travaux de terrassement, tient une sorte d'hôtel et un débit de liqueurs; il parle aussi facilement l'italien que le serbe, comme les Dalmates de la côte, et m'offre de me loger. Je prends congé des ingénieurs, qui me promettent leur visite au premier jour; ils me recommandent une grande prudence et me conseillent de me présenter chez le consul d'Autriche, si je veux éviter toute éventualité fâcheuse.

Un instant après avoir pris possession de mon logis, je pars, marchant droit devant moi sans rien savoir du lieu où j'arrive. Le faubourg serbe s'étend encore assez loin, puis les maisons s'espacent; on dirait qu'on quitte la ville pour entrer dans la campagne. La route, très-large et bordée d'arbres, traverse des jardins d'une végétation touffue, où, à moitié cachés par les hautes herbes et les jeunes arbustes, paissent des troupeaux en liberté. En y regardant de près, dans les herbes folles, on distingue des pierres grises qui disparaissent sous la mousse et les parasites : c'est le champ du repos, le cimetière de la ville turque, riant asile plein de lumière, plein de soleil et de chants d'oiseaux, où de grands arbres majestueux balancent leur ombre sur les pierres tombales couronnées du turban. De l'autre côté de la route, ce sont encore des jardins clos de planches vermoulues au fond desquels on devine des habitations. On ne se douterait point qu'on est au cœur d'une grande ville, mais la vie s'affirme à mesure qu'on avance : des enfans tout vêtus de rouge, comme des enfans de chœur, se bousculent au sortir d'une école, admonestés par leur maître d'école, *thaleb* à lunettes, à tête d'alchimiste, qui fait penser aux tableaux de Decamps; au

milieu de la chaussée, des cavaliers arnautes et des Albanais arrogans, le fusil en travers de la selle, passent rapides, faisant jaillir l'étincelle sous le pas des chevaux; un officier de nizams, chargé d'un quartier de mouton tout sanglant, traverse la route.

La ville turque commence au sortir des jardins, plus ample et plus colorée que le faubourg serbe. Le bazar, à l'entrée, est encore celui de toutes ces cités musulmanes; mais il s'étend sur un très vaste espace. La grande mosquée en occupe le centre : c'est l'heure de la prière; on entre en foule, et derrière les arcs fermés de grilles peintes comme des moucharabies, on voit les fidèles se livrer à leurs ablutions devant la grande vasque du Patio. Un muezzin, vieillard tout cassé et qui s'appuie sur une canne, va se placer au carrefour des quatre rues qui se coupent à angle droit dans le bazar, et, au milieu de cette foule qui encombre le passage, d'une voix de tête perçante et chevrotante, sur un rhythme bizarre, il appelle les croyans à la mosquée. Il y a du mouvement dans la foule, pourtant on fait peu de commerce, et la plupart des boutiques sont fermées. Des ruelles étroites et longues où l'on ne passe que deux de front, et au-dessus desquelles les volets relevés forment comme une toiture, sont réservées à chaque industrie; il y a le quartier des tailleurs, celui des chaudronniers et des marchands d'étoffes. Ici, seul dans sa boutique dépourvue de marchandises, un écrivain public lit gravement le Coran en marmottant tout haut; là, assis sur les tréteaux d'un marchand de babouches, quelques personnages très élégans, très nobles, vêtus de tissus soyeux et de riches fourrures, devisent lentement avec de beaux gestes expressifs. Il m'est impossible de m'arrêter, car aussitôt la foule se groupe, et je me sens surveillé avec une curiosité inquiétante.

Le bazar franchi, un pont branlant enjambe un fossé infect où barbotent des canards; des misérables végètent accroupis sur les bords du ruisseau fangeux, et restent comme figés dans la boue noirâtre. C'est un bras de la Verbaz qui traverse la ville en formant des mares qui rendent les communications impraticables. Jamais nature plus riante et ville plus pittoresque ne furent l'objet d'un plus grand abandon; tout est plein de contrastes : comme dans toutes les villes orientales, la verdure et les fleurs sourient sur des masures en ruine, et de vieilles baraques de bois sont debout à côté de pavillons pimpans de couleur et d'un aspect plein de gaîté.

Dans cette première promenade faite à l'aventure, sans plan, sans explications, tout le reste de la ville en dehors du quartier serbe et du bazar, où les maisons sont groupées, me paraît consister en rues bordées de jardins clos de planches, au fond desquels les habitations sont cachées dans la verdure. Je suis des voies désertes, guidé par un fil télégraphique, et j'arrive à ce qui doit être

le *konah* ou maison du gouvernement, bâtisse régulière à grand arc central en fer à cheval, surmonté d'un moucharabie à pans coupés. Des chevaux sellés piaffent devant la porte gardée par un détachement de cavaliers; le *konah* s'appuie à la forteresse, et de ce côté la cité est fermée de hautes murailles avec bastions; sur les glacis croissent de grands arbres, et des canons de fer gisent dans l'herbe, à côté d'affûts brisés.

Après avoir fait le tour de la ville, je rentre chez moi par les jardins qui conduisent au quartier serbe. Mon hôte, déjà inquiet, m'assure qu'il ne faut pas pénétrer dans le quartier turc, et essaie de bien me faire comprendre la situation : la ville est en état de siége, un étranger n'y saurait résider; mais, comme ces vagues propos ne m'apprennent rien de précis, je prends le parti de me présenter chez le consul autrichien. M. D... est l'ancien chancelier drogman du consulat de Mostar; il réside depuis quinze ans dans la province. Sous la réserve professionnelle de l'agent officiel, on devine une grande préoccupation. De toute la Bosnie, la *Nahija* de Bajnaluka est le centre qui compte le plus de catholiques et de grecs; la population d'ordinaire n'est pas inférieure à 50,000 âmes et les musulmans n'entrent que pour 6,000 dans la proportion. Aujourd'hui, par suite de l'insurrection, les raïas ayant abandonné le territoire, les Turcs sont les maîtres, et tout est possible en fait d'éventualités. Chaque nuit, on s'attend à un massacre, la population serbe a les yeux tournés vers le pavillon du consulat; ceux des Turcs qui ont fait amitié avec les familles serbes et qui ne professent pas le fanatisme de leurs coreligionnaires envoient de temps en temps avertir le consul des complots qui se trament contre la vie des chrétiens. Mon hôte d'ailleurs m'a déjà dit que sa femme et sa fille ont un asile assuré dans une famille musulmane, et tous ses propos n'ont rien d'exagéré. Les catholiques sont plus en sûreté que les raïas du rite orthodoxe, mais pas plus les uns que les autres ne se risquent à pénétrer dans la ville turque : le consul lui-même n'y entre qu'en uniforme, suivi de son *cavas*, et dans les circonstances officielles. Tous les colons sont partis, les moissons sont restées sur pied; on cite des habitans serbes, riches propriétaires ayant sur leurs terres plus de 1,000 cultivateurs, qui ont dû fuir en abandonnant tout ce qu'ils possèdent. Le Turc n'ose pas encore s'emparer de la moisson, puisque le Serbe n'a commis d'autre crime que celui de quitter le pays; le catholique qui est resté ne peut pas moissonner la récolte d'autrui, parce que le Turc lui ferait violence : des émissaires envoyés des confins militaires, où ces riches propriétaires sont réfugiés, et auxquels ils ont offert la moitié des produits s'ils veulent moissonner pour eux, ont été l'objet de mauvais traitemens qui les ont fait renoncer à l'entreprise.

L'hiver vient, la moisson s'égrène et se perd sur le sol sans profit pour personne. La terreur règne ici, tout le monde est suspect; on n'ose ni s'arrêter dans la rue ni parler à voix basse. Tous les prêtres grecs ont dû fuir; les trappistes et les franciscains, qui ont une grande influence, ont pu rester. La ville elle-même ne saurait être prise par les insurgés; elle a été menacée cependant, et, selon les nouvelles qui viennent du dehors, les Turcs, fanatisés par les revers ou exaltés par les succès, se livrent à des exactions sur les Serbes. J'arrive donc dans des circonstances assez graves : la nuit dernière, au milieu des ténèbres, on a entendu des clameurs et des coups de feu. Un parti de Turcs, envahissant le quartier chrétien, a pénétré jusque dans l'église serbe, et amoncelant là des fagots et des branchages, a livré l'édifice aux flammes, à la grande terreur de tout le faubourg; les ruines sont encore fumantes. Les habitans, incapables de se défendre, terrifiés et réduits d'ailleurs pour toute population à celle des serviteurs, n'ont pas même essayé de résister; ils sont restés cachés. Le consul me dissuade d'aller en avant : si je persiste à m'avancer jusqu'à Bosni-Séraï, il me conseille de remonter vers Gradisca, et de partir de là avec l'escorte de la poste consulaire.

Comme le soleil va se coucher, on exige que je me fasse accompagner par le *cavas* pour rentrer dans mon quartier; mais j'insiste pour aller jusqu'à l'église serbe, qui s'élève juste derrière la maison que j'habite dans un enclos planté d'arbres comme une cour de ferme normande. Les passans regardent avec crainte, et toute cette population chrétienne du quartier semble atterrée. Je franchis l'enceinte; la ruine en effet fume encore : c'était une construction de bois, misérable et chétive, un hangar plutôt qu'une église; les charpentes noircies sont restées appuyées contre les murs blanchis à la chaux. Le lieu est désert; une vieille servante, le seul gardien du lieu, fuit à notre approche et refuse de répondre aux explications que je demande sur les causes du sinistre. Un coup de canon retentit : c'est la fin du jour. La voix du muezzin s'élève, aiguë, chevrotante. Il était accroupi derrière la balustrade de la *djemmie*, attendant le signal, car il surgit tout d'un coup, les bras levés vers l'Orient; tout en modulant longuement son chant plaintif, il illumine le pourtour du balcon d'une série d'écrans verts munis de godets de couleur. C'est le ramazan : le jeûne est rompu, la journée commence pour le musulman; elle s'achève pour le chrétien du quartier serbe, qui mure sa porte, clôt ses volets et charge ses armes, plein de craintes et de lugubres pressentimens.

CHARLES YRIARTE.

LA

ROSE DE TUOLUMNE

Il était près de deux heures du matin; aucune lumière ne brillait plus dans les salons des Robinson, où un grand bal avait réuni ce soir-là l'élite de la société de Four-Forks; la lune voguait dans le ciel en argentant les fenêtres assombries. La calvacade qui une heure auparavant avait scandalisé la forêt de sapins mélancoliques de ses chansons et de ses rires s'était dispersée; l'un des amoureux de la belle Jenny, l'étoile de la fête, était parti au galop du côté de l'est, un autre du côté du nord, l'autre à l'ouest, l'autre au sud, et l'objet de leur flamme, galamment escorté jusqu'à sa demeure de Chemisal-Ridge, songeait enfin à se mettre au lit. Deux chaises disparaissaient déjà sous des monceaux d'étoffe blanche et légère; miss Jenny elle-même, à demi cachée sous les tresses défaites de ses cheveux couleur de blé, venait d'endosser ce long et ample vêtement de nuit qui rend toutes les femmes semblables entre elles : les épaules rondes, la taille élancée, qui une heure auparavant avaient exercé de si funestes ravages parmi les élégans californiens, avaient disparu, mais de la draperie en question sortaient d'une part le profil le plus noble, et de l'autre des pieds d'une forme sculpturale, bien qu'ils ne fussent pas petits. « En général, les fleurs ne redressent pas la tête pour me regarder courir quand j'ai passé, » avait-elle dit une fois à l'un de ses adorateurs avec sa franchise ordinaire.

La physionomie de la *Rose de Tuolumne* exprimait en ce moment une satisfaction placide. Elle marcha vers la fenêtre sans se presser, écarta imperceptiblement le rideau et jeta un coup d'œil sur la route. Un cavalier se tenait immobile devant la maison, évidemment perdu dans ces rêveries que connaissent les amoureux. Sans doute la Rose n'était pas amoureuse, car elle haussa les épaules en se disant tout haut à elle-même : — C'est, ma foi, trop ridicule ! —

Elle revint à sa toilette d'un pas ferme et dégagé, sans rien trahir de cette gêne qu'éprouvent les personnes qui marchent par hasard pieds nus. Il n'y avait pas longtemps en effet qu'elle avait l'habitude des bottines; on l'eût bien surprise, si on lui en eût parlé quatre ans auparavant, quand elle avait sauté hors du wagon des émigrans qui venait de s'arrêter à Chemisal-Ridge. C'était alors une grande fillette en blouse d'indienne, dégingandée comme une pouliche. Quelques-unes de ses habitudes sauvages avaient résisté depuis à la culture.

On frappa un petit coup tremblant à la porte. Elle s'élança dans son lit, et, le sourcil froncé, demanda : — Qui est là?

Un murmure inintelligible retentit en guise d'excuses.

— Comment, mon père?... c'est vous.

Nouveau grognement, affirmatif, celui-là, mais toujours humble et timide.

La Rose se leva, tira le verrou, remonta dans son lit et reprit : — Entrez maintenant.

La porte s'ouvrit avec lenteur, puis les épaules voûtées et la tête grise d'un homme qui devait avoir dépassé la cinquantaine apparurent; après une seconde d'hésitation, elles furent suivies par deux grands pieds chaussés de pantoufles en tapisserie. Quand le fantôme fut ainsi au complet, un fantôme indécis et craintif, — il était facile d'en juger tout de suite, — il ferma doucement la porte et parut fort embarrassé pour commencer la conversation.

— Que diable voulez-vous à cette heure? demanda la Rose avec impatience.

— Tu es couchée, Jenny, dit M. Mac-Closky, contemplant avec un mélange d'orgueil et de respect les deux chaises et ce qu'elles portaient de fanfreluches, — tu es couchée et déshabillée?

— Vous le voyez bien.

— Sans doute, reprit M. Mac-Closky, s'asseyant à l'extrémité du lit et ramenant ses talons en arrière pour tenir le moins de place possible, sans doute. — Après un silence, il se frotta la barbe, une barbe courte, épaisse et rude, qui rappelait assez une vieille brosse à cirage, et continua : — Tu t'es amusée, Jenny?

— Oui, mon père.

— Ils étaient tous là?

— Oui, Rance et York, et Ryder, et John.

— Ah! John! — Le petit œil clignotant de M. Mac-Closky essaya d'exprimer une interrogation malicieuse; mais il se baissa vite, ayant rencontré le regard calme et indifférent de sa fille.

— Oui, John était là, dit Jenny sans la moindre rougeur virginale, tandis que Mac-Closky devenait au contraire cramoisi jusqu'à la racine des cheveux, — et il m'a ramenée ici. — Elle se tut, les

deux mains croisées sous sa tête et cherchant une position plus commode sur l'oreiller. — Il m'a encore demandé la même chose, mon père, et j'ai dit oui. Je suppose que tout est pour le mieux, n'est-ce pas? — Et elle décocha un petit coup de pied à travers les couvertures à Mac-Closky, qui paraissait plongé de nouveau dans les plus profondes réflexions.

— Assurément, dit-il en revenant à lui. — Au bout d'une minute : — Ne te serait-il pas possible, si je t'en priais, de rentrer dans ces habits-là? reprit Mac-Closky en regardant de nouveau les deux chaises et se frottant le menton du même geste anxieux.

— Quelle idée!

— Oh! pas dans tous, je ne te demande pas de rentrer dans tous... les plus indispensables seulement, vois-tu! Jenny, ajouta Mac-Closky, — il tourmentait toujours sa barbe, usée d'un côté par ce tic déplorable, — Jenny, — et de l'autre main il caressait la couverture, — voici ce qui en est : il y a un étranger en bas, c'est-à-dire que c'est un étranger pour toi, chérie, mais moi je le connais depuis longtemps. Il est venu ce soir, après ton départ, et il attend pour s'en aller la diligence de quatre heures. Ce que je te demande, ma fille, c'est de descendre m'aider à lui faire passer le temps.

— Est-ce que...

— Je devine ce que tu vas me dire, interrompit le père en levant la main comme pour repousser ses interruptions; mais c'est inutile, tout est inutile avec ce garçon-là. Il ne veut pas jouer aux cartes, le whisky n'a pas d'effet sur lui. Je l'ai toujours vu ainsi : incapable de jouer ni de boire, toujours à charge par conséquent à son entourage.

— Alors pourquoi l'attirez-vous ici? demanda Jenny avec humeur.

Les paupières de Mac-Closky retombèrent sur ses yeux inquiets. — Que veux-tu? il s'est détourné de son chemin pour me rendre service, et il ne vient pas souvent, tu sais; sans cela je ne me serais pas permis de te déranger, mais j'ai pensé que, puisque je ne pouvais rien faire de lui, tu en viendrais à bout, toi, comme tu viens à bout des autres.

Miss Jenny haussa les épaules. — Est-il jeune?

— Il n'est pas vieux, mais il en sait plus long que bien des anciens.

— Qu'est-ce qu'il fait?

— Pas grand'chose. Il a de l'argent dans le moulin de Four-Forks (1), il voyage beaucoup, il écrit... des vers, dit-on, des devises peut-être...

(1) Moulin à quartz pour l'exploitation de l'or.

Mac-Closky croyait toucher sa fille en faisant allusion à certaines enveloppes de bonbons, aussi sucrées que leur contenu, qui lui étaient fréquemment offertes, mais elle ne répondit que par une moue dédaigneuse; elle avait pour les chimères de l'imagination le mépris qui caractérise les jeunes animaux en bonne santé.

— Seulement, je ne te conseille pas de lui parler de ses poésies. Il y a vingt minutes à peine que, croyant lui être agréable, je lui ai dit, après avoir monté la boîte à musique et mis devant lui un flacon de liqueur : « Maintenant, camarade, fais comme si tu étais chez toi, récite-moi ce que tu crois être ton œuvre la plus remarquable. » Là-dessus, il est entré dans une rage!..

— Très bien, je descendrai, mon père, dit Jenny après réflexion.

La figure de Mac-Closky rayonna. — Tu as toujours été une bonne fille, s'écria-t-il en fléchissant le genou pour déposer un baiser sur son front. — Jenny le saisit par les poignets et le tint un instant captif sous l'investigation profonde de ses beaux yeux d'un gris sombre et limpide à la fois.

— Père, dit-elle, toutes les jeunes filles qui étaient ce soir chez les Robinson avaient quelqu'un pour les accompagner, une mère, une sœur aînée, une tante, toutes, excepté moi... — Sa lèvre trembla un peu, et elle baissa la tête. — Mon bon père, je voudrais que maman ne fût pas morte quand j'étais si petite...— Sa voix s'éteignit dans un sanglot étouffé.

M. Mac-Closky cependant paraissait fort occupé à tracer sur le lit des dessins fantastiques. — Il n'y a pas une fille au monde qui ne donnerait père et mère pour être à ta place. Quant à la mère en particulier, ma chère, laisse-moi te dire que peut-être tu es mieux sans elle. — Il se leva brusquement et marcha vers la porte. Arrivé là, il se retourna, sourit et disparut la tête la première.

Quand M. Mac-Closky rentra dans le salon, son hôte n'y était plus. Le flacon de liqueur restait intact sur la table, deux ou trois volumes jonchaient le plancher, un paquet de photographies représentant les principaux points de vue des sierras s'éparpillait sur le divan, un journal et une couverture mexicaine avaient été jetés de ci et de là, indiquant que l'on avait essayé de lire dans la position horizontale. Une porte-fenêtre grande ouverte montrait le chemin qu'avait dû prendre le fugitif. M. Mac-Closky poussa un soupir de désespoir, il regarda le magnifique tapis qui à Sacramento avait coûté un prix fabuleux, les meubles de satin cramoisi, toutes les richesses sans pareilles dans les annales de Tuolumne qui d'habitude inspiraient aux visiteurs un respect presque craintif. L'effet en avait donc été nul cette fois; tant de luxe n'avait pu retenir l'homme indomptable qui au moment même fumait un cigare sur la route illuminée

par le plus beau clair de lune. Il restait à savoir si Jenny ne saurait pas mieux le captiver. — Je parie qu'elle va en venir à bout, dit Mac-Closky avec une confiance toute paternelle.

Il passa sur la vérandah pour suivre des yeux le flâneur qui continuait sa promenade; mais celui-ci l'aperçut aussitôt, traversa la route et vint se planter à quelques pas de lui. — Comment! vous voilà encore? dit-il avec une affectation de courroux assez comique. Vous n'êtes pas couché? Ne vous ai-je pas prié de me laisser tranquille? Au nom de tout ce qui est stupide, pourquoi continuez-vous ainsi à rôder autour de moi? La diligence ne passera pas avant une heure et demie, et vous croyez que je vous supporterai jusque-là? — Eh bien! répondez donc? Dormez-vous? — Ajoutez-vous le somnambulisme à vos autres faiblesses, dites?.. — Un accès de toux nerveuse termina ce singulier discours.

L'hôte de Mac-Closky s'était rapproché en parlant; à demi assis, à demi appuyé contre la vérandah, il finit par tourner vers son vieil ami une figure où se combattaient le rire et la mauvaise humeur. C'était un agréable visage, déjà fatigué par la vie; la bouche, frémissante à la moindre émotion, avait une expression habituelle de dédain, mais le front bien ouvert était le siége à la fois de l'imagination et de la franchise, tandis qu'une gaîté pleine de malice pétillait dans les yeux noirs étincelans.

— Allons, Ridgeway, ne vous fâchez pas, dit Mac-Closky avec son imperturbable douceur, j'allais me coucher quand Jenny est revenue d'une noce; comme elle n'a pas envie de dormir, j'ai pensé que nous pourrions à nous trois passer le temps de compagnie.

— Menteur effronté que vous êtes! répliqua Ridgeway; il y a une heure que la personne dont vous parlez est rentrée : la preuve, c'est qu'une espèce de sauvage qui lui servait d'escorte rôde depuis ce temps-là autour de la maison. Vous serez allé l'arracher de son lit pour pouvoir m'obséder à votre aise! Qu'est-ce donc que cette fille?

— C'est la fille de Nancy.

— De votre femme!

— Chut! murmura Mac-Closky, appuyant sur la manche de Ridgeway une main tremblante, chut! Jenny croit sa mère morte... morte dans le Missouri. Rappelez-vous cela.

Ridgeway se croisa les bras avec indignation : — Bon Dieu! prétendez-vous dire que vous lui ayez caché une histoire qui, d'un moment à l'autre, peut arriver jusqu'à elle, que vous lui ayez laissé ignorer ce qu'elle devait connaître?.. Aujourd'hui elle en aurait pris son parti, tandis que vous avez, par votre silence, forgé de vos mains l'arme dont le premier venu peut la frapper à l'improviste aujourd'hui, demain, que sais-je?.. C'est absurde! — Ridgeway fut

repris d'un accès de toux qui éteignit sa voix et amena même une larme dans ses yeux, tandis qu'il regardait Mac-Closky se frotter faiblement la barbe.

— Mais, dit enfin celui-ci, elle peut lever la tête en revanche, aussi haut que qui que ce soit, et, d'ici à un mois, mon cher, elle épousera le garçon le plus riche de tout le comté, et le plus fier. John Ashe n'aurait pas été homme à souffrir qu'on pût dire un mot sur sa femme ou sur aucun des siens, — par conséquent... Assez! j'entends son pas sur l'escalier, elle vient!

Les rideaux écartés de la porte-fenêtre n'auraient pu servir de cadre à rien de plus beau que cette fraîche et rayonnante figure. Elle s'était vêtue à la hâte, mais avec le goût instinctif d'une femme qui connaît ses avantages. Mac-Closky présenta les deux jeunes gens l'un à l'autre brièvement et sans grande cérémonie. Quand Ridgeway fut revenu de son premier éblouissement, il causa fort bien, je suppose; il lui semblait étrange cependant de se trouver à deux heures du matin auprès de cette fille superbe à la façon d'une déesse de marbre et ingénue en même temps comme la *Marguerite* de Goethe. Quant à miss Jenny, qui depuis son enfance n'avait eu l'occasion de reconnaître à aucun homme d'autre supériorité que celle de la force physique, elle fut d'abord un peu surprise et presque effrayée devant cette nouvelle puissance intellectuelle dans une enveloppe délicate, presque chétive, élégante du reste et sympathique; puis elle s'enthousiasma et eut vite fait de jeter aux pieds de sa nouvelle idole les fétiches moins nobles du passé. C'est la façon ordinaire de son sexe. Son culte pour l'esprit alla si loin, qu'avec un élan de cœur inexprimable, elle se confessa, sans y être invitée, à cet être supérieur qui pensait, qui devinait, qui savait comprendre. Une demi-heure après, Ridgeway était en possession de tous les incidens, de tous les secrets de sa vie, et même de tous ses rêves, — à l'exception d'un seul.

Lorsque Mac-Closky vit les jeunes gens dans ces dispositions amicales et communicatives, il alla tranquillement se coucher. Ce fut une heure charmante : pour miss Jenny, l'entretien avait le charme de la nouveauté; elle s'y abandonna donc plus naïvement que son compagnon, mieux au courant, cela va sans dire, des inévitables conséquences d'une pareille situation. Ridgeway n'avait, j'en réponds, aucun projet de lui faire la cour; il croyait aimer ailleurs et se fût reproché la moindre trahison; mais, comme presque tous les poètes, il était fidèle en principe plutôt que de fait. Le sentiment très exalté de la perfection féminine s'alliait chez lui à un tempérament de feu qui lui permettait de reconnaître son idéal dans chaque figure nouvelle, sans préjudice d'une fraîcheur

d'impressions surprenante et plus dangereuse mille fois que la galanterie banale d'un roué.

Cette immortelle virginité de cœur le rendait cher aux meilleures d'entre les femmes, qui étaient attirées vers lui par un instinct de protection quasi maternelle. Empêcher une si belle âme de s'égarer, tel avait été le but et l'excuse de toutes ses généreuses victimes. Jenny subissait sans doute cette inévitable influence quand elle lui offrit de l'accompagner jusqu'au carrefour où passait la diligence. Sa connaissance profonde de la localité serait utile à Ridgeway pour traverser le bois. La nuit était d'une beauté magique. Comment s'étonner de la lenteur de leur marche sur la route blanchissante? Ils gravirent à regret la colline basse au sommet de laquelle ils devaient se séparer, et, arrivés au but de leur course, la force même d'échanger une parole parut les avoir abandonnés. Ils étaient seuls. Aucun bruit, pas un souffle ici-bas ni là-haut : libre à eux de se figurer qu'ils étaient le couple unique pour lequel toutes les splendeurs de la terre et du ciel avaient été créées. Voyant cela, ils se tournèrent l'un vers l'autre par un instinct subit, irrésistible, leurs mains s'unirent, puis leurs lèvres dans un long baiser.

Du lointain mystérieux jaillit un bruit confus de voix, de roues et de chevaux; Jenny tressaillit, et glissa comme un rayon de lune parmi les arbres.

Bientôt après, elle avait regagné la maison, passait sans s'arrêter auprès de son père endormi sur la vérandah, s'élançait dans sa chambre et en fermait la porte à clé. Ouvrant alors la fenêtre, elle se jeta brusquement à genoux, appuya sur ses mains jointes sa joue brûlante et prêta l'oreille.

Les sabots d'un cheval retentissaient sur la route pierreuse, mais ce n'était là qu'un passant dont la noire silhouette disparut à fond de train dans les ombres du chemin de traverse. Elle n'eut garde de reconnaître ce cavalier; ses yeux étaient ouverts à tout autre chose. Ce qu'ils attendaient vint à son tour avec un scintillement de lanternes, une sonnerie de grelots, un tapage cadencé qui fit battre son cœur à l'unisson; puis une sensation d'isolement profond s'abattit sur elle. Les étoiles pâlirent peu à peu comme sa joue, et toujours avec des yeux qui ne voyaient rien à l'entour elle continuait à épier machinalement le lever de l'aurore.

Les teintes violettes devinrent pourpres, puis cette pourpre se fondit en rose, qui brilla d'abord comme de l'argent, ensuite comme de l'or. La barrière du jardin redevint visible. Quel était cet objet qui remuait au-dessous? Jenny regarda anxieuse. Elle vit un homme qui s'efforçait de franchir la clôture et qui retombait après chaque tentative. Tout à coup elle se leva; il sembla que la

rougeur de l'aube se fût communiquée à son front, à tous ses traits et jusqu'à ses épaules pour la laisser ensuite blanche comme la muraille à laquelle elle s'appuyait; un instant, elle demeura immobile; puis d'un bond elle s'élança dehors, les cheveux au vent. Arrivée à la barrière, elle jeta un cri, le premier, — le cri d'une tigresse sur son petit égorgé, et l'instant d'après elle était à genoux auprès de Ridgeway, appuyant sur son sein la tête expirante du jeune homme.

— Malheureux! malheureux! Qu'est-il arrivé?

Et elle écartait ses vêtemens souillés de poussière; la chemise était ouverte, un mouchoir tomba trempé de sang; ce sang, qu'il n'avait pu étancher, coulait d'une large blessure au-dessous de l'épaule.

— Ridgeway... mon pauvre ami... dites... qui a fait cela?

Lentement le blessé souleva ses paupières alourdies. Il la regarda, et l'ombre d'un sourire passa sur ses lèvres, tandis qu'il murmurait : — C'est votre baiser, Jenny !.. N'importe... — Et sa bouche décolorée se colla sur la main qui le soutenait, — n'importe... il valait son prix...

Après cet effort, il perdit connaissance. Des yeux, Jenny chercha du secours autour d'elle; une énergie surhumaine lui vint; soulevant le corps inanimé, elle l'emporta dans ses bras robustes comme elle eût fait d'un enfant, et quand son père sur ces entrefaites se réveilla en sursaut, ce fut pour voir une sorte de déesse qui, droite et triomphante, se dirigeait vers la maison avec son fardeau ensanglanté. Sur l'ordre impérieux de cette héroïne, il ouvrit précipitamment toutes les portes; mais quand l'homme évanoui eut été déposé sur le divan, l'héroïne disparut, il n'y eut plus qu'une femme éperdue, qui, tout en criant qu'elle l'avait tué, qu'elle était son assassin, une misérable, un monstre, tomba elle-même auprès du divan.

II.

Le lendemain avant midi, on se répéta dans Four-Forks que Ridgeway avait été attaqué et blessé à Chemisal-Ridge par un voleur de grand chemin qui avait pris la fuite au passage de la diligence. Sans doute cette interprétation des événemens satisfit Ridgeway, car il se garda de la contredire. La blessure était profonde et douloureuse, mais, lorsqu'on sut qu'elle ne mettait pas sa vie en danger, l'émotion générale se calma, on en vint même très vite à dire que sa qualité d'étranger expliquait jusqu'à un certain point ce malheur, qu'il ferait bien de l'accepter comme une leçon, et que pour d'au-

tres ce serait un bon avertissement. On parla en termes de boxe de la défaite de l'individu de San-Francisco. Il semblait que l'assassin eût simplement pris à cœur les intérêts du comté de Tuolumne. Quant à Ridgeway, il s'en tint aux paroles qui lui étaient échappées lorsqu'il avait été relevé par Jenny. Chaque fois que celle-ci essayait d'obtenir de lui quelque détail qui pût mettre sur la piste de son agresseur, un coup d'œil malicieux et presque méfiant était son unique réponse. Si M. Mac-Closky se mêlait de l'interroger, il lui jetait à la tête avec force injures ses pantoufles et tous les projectiles qui se trouvaient sous sa main. — Je crois qu'il est en bonne voie de guérison, Jenny, dit un jour M. Mac-Closky, car il a eu ce matin la force de me lancer un chandelier.

La réserve de miss Jenny était du reste presque aussi étrange que les réticences de Ridgeway. Elle avait fait jurer à son père de ne jamais dire au jeune homme de quelle manière il était rentré dans la maison; elle ne pénétrait point dans la chambre du blessé pour lui rendre quelque service de garde-malade, sans s'excuser d'être indiscrète et sans l'appeler cérémonieusement monsieur. Peu à peu, à mesure qu'avançait la convalescence, elle devint moins attentive auprès de lui, et absorbée en revanche comme elle ne l'avait jamais été par les devoirs du ménage. Ridgeway ne s'aperçut bientôt plus qu'à la délicatesse recherchée des mets qui lui étaient envoyés que miss Jenny se souciât de lui le moins du monde. Elle recevait beaucoup de visites, la maison était fréquentée comme autrefois par ses anciens admirateurs, la bande joyeuse dansait, montait à cheval, organisait des promenades, des pique-niques. A l'égard de Ridgeway, Jenny témoigna d'un désintéressement presque exagéré. Par exemple quand son fauteuil put être roulé sur la vérandah, elle lui présenta elle-même, avec de transparentes insinuations, miss Lucy Ashe, la sœur de son fiancé, une brunette espiègle qui faisait profession de briser tous les cœurs, puis, au milieu de cette gaîté qu'elle suscitait autour d'elle, miss Jenny se rappela brusquement sa promesse de passer huit jours chez les Robinson. Cette visite fut, à l'en croire, des plus agréables; cependant son père, lorsqu'il alla la rejoindre, trouva qu'elle était changée, visiblement souffrante.

— Je me suis trop amusée, expliqua-t-elle pour le rassurer : les fêtes se succèdent sans interruption; c'est tout naturel, j'en profite, il faut bien jouir de mon reste. Une fois mariée avec John, nous tomberons dans le grand sérieux. Vous connaissez, n'est-ce pas, ses idées un peu originales sur la dignité de la vie et les devoirs d'une femme d'intérieur? — Comment va M. Ridgeway?

Son père répondit que Ridgeway allait bien, si bien, qu'il avait pu repartir la veille pour San-Francisco.

— Il m'a chargé de le rappeler à ton bon souvenir, Jenny : ce sont les propres paroles dont il s'est servi, ajouta M. Mac-Closky en consultant du regard l'un de ses immenses souliers.

Jenny parut contente de le savoir rétabli, contente qu'il se fût trouvé assez fort pour rejoindre ses amis qui devaient être inquiets de son sort, contente de tout.

— Et maintenant, reprit Mac-Closky, rien ne te presse de revenir, ma chérie; tu peux prolonger tes vacances, si cela te plaît.

Là-dessus miss Jenny éleva la voix pour faire observer qu'elle n'avait exprimé aucun désir de rester chez les Robinson, mais que si sa présence était devenue importune à la maison, si son propre père éprouvait le désir de se débarrasser d'elle avant le jour si proche pourtant où il la perdrait à tout jamais, elle était prête à obéir.

— Mon Dieu! Jenny! aie donc pitié de moi, chère enfant! s'écria Mac-Closky s'arrachant cette fois la barbe tout de bon, je n'ai rien dit de semblable. Je pensais que tu...

— Assez, mon père, assez! dit Jenny d'un air magnanime, vous ne m'avez pas comprise, vous ne pouviez me comprendre; ce n'est point de votre faute, vous êtes un homme!

Mac-Closky, désolé, essaya d'une vague protestation; mais Jenny, s'étant soulagée mentalement à la manière de son sexe, par l'application personnelle d'un axiome abstrait, lui pardonna en l'embrassant.

Néanmoins, quand sa fille fut rentrée au logis, M. Mac-Closky ne cessa pas de la suivre d'un œil soucieux; quelquefois même il la suivait d'un pas lourd et timide, tombant sur elle à l'improviste, avec des prétextes si peu plausibles qu'elle en était embarrassée pour lui. Bientôt même il alla jusqu'à l'épier la nuit. Il errait à travers la maison comme une âme en peine, passant et repassant dans le corridor sur lequel ouvrait la chambre de Jenny. Une fois ce père vigilant se laissa surprendre par le sommeil, et la Rose, éveillée de bonne heure, le trouva profondément endormi sur le tapis qui était devant sa porte.

— Vous me traitez comme un enfant, mon père, dit-elle tout émue.

— Pardon; mais j'avais cru entendre du bruit comme si tu t'étais promenée de long en large, et, en écoutant, je me suis endormi.

— Cher vieux baby! fit Jenny en évitant son regard et en passant ses doigts distraits parmi les boucles grises de sa chevelure inculte, pourquoi me serais-je promenée?

— Je ne sais pas, j'avais peur d'un danger.

— Même en cas de danger, ne saurais-je pas me défendre toute

seule? Regardez donc combien je suis plus grande que vous, dit-elle en se redressant. Puis elle lui frotta la tête rapidement des deux mains, lui donna une petite tape sur le dos et rentra chez elle.

Le résultat de cette sympathique explication et de deux ou trois autres du même genre fut un changement plus extraordinaire encore que le premier dans les manières de M. Mac-Closky. Il devint d'une gaîté folle, faisant de grosses plaisanteries aux domestiques, racontant des histoires sans queue ni tête; son esprit affaibli n'était pas capable de suivre une idée jusqu'au bout : certains incidens lui rappelaient des choses censées très drôles qui se trouvaient finalement n'avoir aucun rapport avec les circonstances. Voyant que Jenny ne riait pas assez à son gré, il alla chercher au loin des gens réputés pleins d'humour avec la volonté formelle de les faire marcher comme sa boîte à musique. Cependant hors de la maison et de la présence de sa fille il était silencieux et distrait. Ses absences furent particulièrement remarquées par ses ouvriers du « Moulin de l'empire, » qui tremblaient toujours de voir les grands pieds de leur patron se prendre dans les machines.

A quelque temps de là, miss Jenny reconnut un soir contre la porte de sa chambre les deux petits coups timides qu'avait coutume de frapper son père.

Elle ouvrit; il se tenait devant elle, une valise à la main, en costume de voyage : — Je prends cette nuit la diligence, Jenny, la diligence de Four-Forks à Frisco (1). Peut-être m'arrêterai-je chez John. Je serai de retour dans une huitaine. Adieu!.. adieu! — Il tenait encore sa main. Tout à coup il la fit rentrer dans sa chambre, ferma la porte avec soin, et regardant autour de lui d'un air rusé : — Courage, ma Jenny, reprit-il, fie-toi à ton pauvre vieux; courage! et surtout silence! — Il appuya un doigt osseux sur ses lèvres et disparut.

Il était dix heures environ quand le voyageur atteignit Four-Forks. Quelques minutes après, il se présentait sur le seuil de l'habitation mentionnée complaisamment par la *Sentinelle de Four-Forks*, comme le « palais des Ashe. »

— J'ai à disposer de deux heures, mon ami, dit-il à son futur gendre en lui serrant la main, et j'ai pensé qu'il serait naturel de les employer à causer d'affaires, — d'affaires tout à fait intimes.

Mac-Closky était si satisfait de cette phrase préliminaire, qui avait été longuement étudiée d'avance et apprise par cœur, qu'il la répéta deux fois de suite, tandis que John Ashe le conduisait dans son cabinet. Arrivé là, le bonhomme ayant déposé sa valise au mi-

(1) Diminutif de San-Francisco.

lieu de la chambre, s'assit en évitant avec soin de rencontrer le regard de son hôte. John Ashe était un Kentuckien pur-sang, grand, brun, d'une physionomie fière et distinguée. Très susceptible et pointilleux sur toutes choses, il faisait volontiers une matière importante de la moindre bagatelle quand elle lui paraissait toucher aux convenances, si peu que ce fût : il attendit avec politesse que ce pauvre d'esprit parlât; le ridicule n'existait pas pour John Ashe, jamais les bizarreries de Mac-Closky ne l'avaient fait sourire, le seul reproche qu'il lui adressât intérieurement était de manquer d'usage du monde.

— L'or est en baisse, dit M. Mac-Closky d'un ton indifférent.

John Ashe répondit qu'il avait remarqué ce fait dans les recettes du moulin de Four-Forks.

M. Mac-Closky se tira la barbe et regarda sa valise comme pour demander à l'une ou à l'autre un conseil opportun.

— Vous ne vous rappelez pas avoir jamais eu maille à partir avec qui que ce soit au sujet des arrangemens entre vous et Jenny?

John Ashe répondit d'un ton hautain qu'il n'avait été forcé de donner des leçons à personne.

— J'ai bien vu Rance rôder autour de chez vous l'autre nuit, quand j'ai ramené votre fille du bal, ajouta-t-il, mais vous concevez qu'il m'a laissé le champ libre.

— Sans doute, dit M. Mac-Closky en clignant de l'œil. Après une pause, il parut trouver dans sa valise de nouvelles inspirations : — Un mot, John, comme il convient entre le père de ma fille et celui qui doit être son mari. Je suis venu pour cela. C'est à propos de Jenny...

Le visage grave et un peu froid de John Ashe s'éclaira tout à coup, ce qui parut consterner son interlocuteur.

— Peut-être aurais-je dû dire plutôt : c'est à propos de sa mère; mais, celle-ci vous étant inconnue, il s'agit tout de même de Jenny.

Ashe s'inclina courtoisement. Mac-Closky, les yeux rivés sur sa valise, continua : — Il y a seize ans, j'épousai Mme Mac-Closky dans l'état de Missouri. Elle prétendait être veuve, — veuve avec un enfant. Je dis qu'elle prétendait, parce que je découvris subséquemment qu'elle n'était ni veuve, ni mariée, bref, que le père de l'enfant était, pour ainsi dire, inconnu. Cet enfant, c'était Jenny, ma fille.

Sans lever les yeux sur le visage du Kentuckien, qui s'était coloré d'une rougeur de mauvais augure, il continua : — Beaucoup de petites choses me rendirent bientôt mon intérieur désagréable, certaine disposition de ma femme, par exemple, à briser les meubles, à lancer les couteaux de ci et de là, et à jurer étant ivre.

Le sourcil de John Ashe se fronçait de plus en plus.

— Bref, reprit Mac-Closky avec sa placidité ordinaire, elle me parut ne pas comprendre le mariage sous son aspect le plus saint et le plus sérieux.

— Damnation! cria John Ashe, se levant tout droit, pourquoi n'avoir pas...

— Attendez donc. J'ai fait ce que vous allez dire. Oui, au bout de deux ans, j'avais résolu de demander le divorce; mais vers cette même époque la Providence m'est venue en aide, elle a envoyé un cirque dans la ville du Missouri que nous habitions. Il y avait là un gaillard qui montait trois chevaux à la fois. Ayant toujours eu le goût du sport athlétique, ma femme quitta le pays avec ce personnage, nous laissant, Jenny et moi. Je lui envoyai dire que, si elle voulait me donner Jenny, nous serions quittes. Elle ne fit pas de difficultés.

— Dites-moi, balbutia Ashe tout haletant, avez-vous recommandé à votre fille de me cacher ces choses, ou a-t-elle gardé le silence d'elle-même?

— Jenny? Elle ne sait rien, elle me croit son père, elle croit sa mère morte...

— Ainsi, monsieur, c'est vous qui...

— Permettez, dit lentement M. Mac-Closky, je ne sache pas que j'aie demandé à personne d'épouser ma Jenny, je ne sache pas même que j'aie consenti bien joyeusement à me séparer d'elle.

John Ashe arpentait la chambre, frémissant, furieux, et le regard de Mac-Closky, qui s'était enfin détaché de la valise, le suivait avec curiosité.

— Où est cette femme? — demanda brusquement Ashe en s'arrêtant tout court; mais déjà les yeux de Mac-Closky étaient retombés sur la valise.

— Elle est partie pour le Kansas, du Kansas elle est allée au Texas, du Texas elle est venue en Californie. Comme je m'y trouvais aussi, je lui ai fait, sachant que ses affaires ne prospéraient guère, parvenir de l'argent par l'intermédiaire d'un ami, mon ami Ridgeway.

John Ashe poussa un sourd gémissement.

— Vous comprenez, poursuivit Mac-Closky, qu'elle est devenue un peu vieille pour les exercices équestres; maintenant elle s'en tient au trapèze et à la corde raide. Voici l'affiche! — et Mac-Closky regarda Ashe du coin de l'œil en débouclant sa valise; — elle jouera le mois prochain à Marysville.

M. Mac-Closky étala un grand placard illustré sur fond jaune et bleu.

— Elle se fait appeler Mlle Miglavski, la grande trapézienne russe.

John Ashe lui arracha le papier des mains : — Vous n'avez pas supposé, n'est-ce pas, dit-il en se tournant avec rage sur Mac-Closky, vous n'avez pas supposé que j'en passerais par là?

M. Mac-Closky ramassa le précieux document, le replia et le remit dans sa valise.

— Si vous jugez à propos de rompre avec Jenny, lui dit-il, rappelez-vous bien qu'elle ignore tout; c'est une femme, et j'espère que vous êtes un galant homme.

— Mais que lui dire alors, comment reprendre ma parole?

— Tenez, écrivez-lui. Insinuez que vous avez appris quelque chose, — ne dites pas quoi, — qui vous décide à renoncer à elle. Soyez tranquille, ma Jenny ne vous demandera pas d'explication.

Le jeune homme hésita. Il sentait qu'on avait mal agi à son égard; aucun *gentleman* n'eût accepté pareille situation. Il n'y avait pas à y songer. Et cependant il lui semblait en ce moment n'être rien moins qu'un *gentleman*; il eût courbé le front devant le regard ferme et franc de Jenny.

— De sorte que l'or a baissé ici comme sur notre plateau, dit négligemment Mac-Closky. Eh bien ! je parie qu'il remontera avant les pluies. Bonne nuit. — Il secoua la main que son hôte lui tendait machinalement, puis s'en alla.

III.

Quand M. Mac-Closky, huit jours plus tard, rentra chez lui tout heureux d'avoir délivré sa fille, il aperçut à travers les vitres, en mettant le pied sur la vérandah, un homme installé dans le salon. Sous son toit hospitalier, cela n'avait rien d'extraordinaire, néanmoins il éprouva un vague sentiment d'inquiétude. L'amour avait-il donc été chez John Ashe plus fort que le préjugé? Mais la figure qui se tourna vers lui n'était pas celle de John Ashe : une barbe fauve, des yeux bleus brillant d'une expression passionnée, presque farouche; — il reconnut Henry Rance, et des craintes d'un nouveau genre s'emparèrent de lui, de sorte qu'il se mit à tirailler sa barbe sur le seuil même de sa maison. Jenny s'était élancée dans le vestibule à la rencontre de son père. Elle le serra entre ses bras avec un petit cri de joie.

— Père, dit-elle tout bas et précipitamment, figurez-vous que tout est fini entre John et moi. Voyez plutôt;... lisez ce billet insultant... C'est l'affaire de Ridgeway à laquelle il fait allusion, n'en doutez pas, et maintenant je suis bien près de croire que sa propre

main a porté le coup. J'avais fait injure à celui-là, dit-elle en montrant Rance d'un signe de tête; mais pas un mot devant lui, nous causerons tout à l'heure. Il s'en va.

Elle embrassa une fois de plus Mac-Closky et rentra dans le salon, le laissant fort perplexe, la lettre de John Ashe à la main. Cette lettre était rédigée à peu près dans les termes que lui-même avait dictés. Il l'emporta pour la méditer à son aise, et lisait encore enfermé chez lui, lorsque le bruit du galop d'un cheval retentit sur la route, puis, presque aussitôt, un pas nerveux et rapide sur la vérandah. Ridgeway, poussant la porte-fenêtre entr'ouverte, était déjà dans le salon où se tenaient Rance et Jenny. Celle-ci avait reconnu son approche; l'espérance, le ravissement, un trouble indicible embellirent tour à tour son charmant visage. Pâle et souriante, elle s'avança vers le nouveau-venu, mais le regard de Ridgeway ne s'arrêta pas sur la belle jeune fille; enflammé, menaçant, il alla chercher Rance, un spasme de haine et de mépris contracta sa bouche entr'ouverte.

— Pardon, mademoiselle, dit-il aussitôt qu'il put parler, et cette voix tremblante trahissait un mélange d'ironie et de dédain qui frappa Jenny au cœur, pardon si je vous dérange. Mon intention d'ailleurs n'est pas de rester un instant de plus dans le seul lieu du monde où l'homme que voici puisse me braver impunément.

Rance laissa échapper une imprécation et fit un mouvement vers lui, mais déjà Jenny était entre eux.

— Pas de querelle ici, dit-elle à Rance. Si je défends les droits de mon hôte, ne me forcez pas à vous rappeler ce que vous me devez, à moi qui vous reçois. Quant à vous, monsieur Ridgeway...

Celui-ci était déjà loin. Elle voulut appeler son père et ne le trouva pas. Rance restait maître du terrain, déguisant mal un air de triomphe.

Avec un léger frisson et debout sur le seuil comme pour lui indiquer qu'il eût à prendre congé : — Henry, lui dit Jenny, vous vous rappelez la prière que vous m'avez adressée? Venez ce soir dans le jardin vers neuf heures, et je vous répondrai, mais à une condition : vous me jurez de ne pas chercher M. Ridgeway, de l'éviter même s'il vous cherche, de ne lui parler aujourd'hui sous aucun prétexte. Jurez-vous? Oui? — C'est bien.

Il eût voulu saisir sa main, la porter à ses lèvres; d'un geste, elle le tint à distance; le frôlement de sa robe se fit entendre sur l'escalier, puis une porte retomba avec bruit, et Rance comprit qu'il devait se retirer; mais le soir était proche; que cette heure du rendez-vous lui parut lente à venir néanmoins ! Avec quelle impatience

il la vit monter du fond des vallées pour étendre ses ailes de pourpre sur les hauteurs! Le coup d'éventail donné par les brises nocturnes rafraîchit l'air immobile, la lune se leva et sembla bercer toute la nature d'une main blanche et douce; ce calme des choses ne se communiquait pas au cœur agité d'Henry Rance : couché sous un sycomore au bout du jardin, il ne voyait, n'entendait rien, plongé qu'il était dans l'abîme de soupçons où vivent les jaloux.

— Viendra-t-elle? se demandait-il, et la seule pensée de la voir l'enivrait, — ou était-ce seulement un moyen de protéger cet insolent drôle contre moi? Si je le croyais...

Ses doutes ne furent pas de longue durée. Une forme féminine sortit des massifs qui entouraient la maison, longea les piquets de la palissade, puis s'arrêta au milieu de l'allée sous les rayons de la lune. C'était elle, bien que l'œil d'un amoureux pût seul la reconnaître sous le grand voile blanc qui l'enveloppait. Il s'approcha et à voix basse : — Ne restons pas là en plein clair de lune, dit-il, tout le monde peut nous voir.

— Nous n'avons rien à nous dire qui ne puisse être dit en plein jour, répliqua-t-elle.

Jenny tremblait cependant, d'émotion sans doute : — Levez donc la tête, dit-elle tout à coup, et laissez-moi vous regarder. Je n'ai connu jusqu'ici que des hommes. Laissez-moi voir à quoi ressemble un traître.

L'expression égarée de son visage le frappa plus que ses paroles mêmes. Il vit que ses joues amaigries, ses yeux creusés avaient l'éclat maladif de la fièvre; elle était si étrange, si semblable à une jeune furie, qu'il éprouva une vague envie de fuir.

— Qu'avez-vous donc? demanda-t-il en reculant malgré lui.

— Arrêtez, s'écria-t-elle, n'essayez point de faire un pas, de vous échapper, ou j'appelle au secours; oui, j'appelle et je vous proclame devant tous l'assassin que vous êtes.

— Le combat a été loyal, dit-il sèchement.

— Loyal? Était-ce loyal de frapper un homme sans défense?.. Était-ce loyal de laisser le soupçon tomber sur un autre? Était-ce loyal de me tromper, menteur et lâche que vous êtes?

Rance n'était pas homme à supporter de pareilles injures, même de la part d'une femme. Une étincelle jaillit de sa prunelle d'acier, et sa main glissa rapidement dans sa poitrine.

— Ah! dit Jenny, vous cherchez le couteau? Frappez donc! — et elle ouvrit les bras, — frappez, misérable! Avez-vous peur? Le gardez-vous donc, ce couteau, pour attaquer les gens par derrière? Frappez, vous dis-je. Que m'importe? Il ne m'aime plus! — Tiens,

reprit-elle en montrant sa poitrine, c'est dans mes bras qu'il est revenu à lui, c'est ici que s'est reposée sa tête, et jamais plus un autre homme... Ah!..

Elle chancela, et quelque chose qui avait brillé dans la main de Rance tomba soudain à ses pieds, car Rance lui-même avait roulé dans la poussière. Ce ne fut qu'une détonation, un éclair, puis deux ombres accoururent, et, passant sur le corps de l'homme qui se tordait dans les convulsions de l'agonie, saisirent entre leurs bras Jenny encore debout.

Vers le matin, elle sortit de la torpeur profonde où elle était restée plongée jusque-là, et fit signe à son père d'approcher.

— Où est-il? demanda-t-elle.

Son père, ayant compris, sortit et revint avec celui que sa fille demandait.

— Maintenant, dit en souriant le docteur qui avait été appelé, je puis m'éloigner pour quelques heures sans inconvénient; avec des soins et des précautions, tout ira bien.

En effet Jenny guérit vite. La nature vint en aide à son enfant gâté. Le parfum vivifiant des sapins, l'air pur des sierras, la remirent sur pied, comme ils eussent fait pour un faon blessé. A quinze jours de là, elle marchait appuyée sur le bras de Ridgeway, et quand vers la fin du même mois le jeune homme, revenant d'un rapide voyage à San-Francisco, sauta hors de la diligence, la Rose de Tuolumne, aussi fraîche que jamais, l'attendait sur la route. Il était quatre heures du matin. Un instinct irrésistible les porta tous deux de nouveau jusqu'au sommet de la colline qui leur était devenue sacrée. Sans doute ils n'étaient pas émus de la même façon que la première fois. Il y a dans la passion naissante certain parfum indicible que ne répand plus la fleur arrivée à son complet épanouissement; mais les deux amans eurent la franchise d'en convenir, tout en comparant avec délices une foule de menus détails que chacun d'eux croyait oubliés par l'autre. Après s'être entretenus avec autant d'étonnement que de pitié de la période si terne et si incolore où, ne se connaissant pas, ils n'avaient point réellement vécu, Jenny et son fiancé rentrèrent les mains enlacées.

BRET HARTE.

REVUE DRAMATIQUE

L'ÉTRANGÈRE, comédie en cinq actes, par M. A. Dumas fils.

Quand on a écrit *le Demi-Monde*, il n'est pas facile de se surpasser, et assurément la pièce que M. Dumas vient de donner au Théâtre-Français n'est pas son chef-d'œuvre; mais c'est peut-être le tour de force le plus prodigieux qu'ait exécuté celui des auteurs dramatiques de ce temps qui se joue avec le plus d'aisance des difficultés de son art, et dont la malice paraît se complaire de plus en plus à braver le public, à l'irriter, à le faire cabrer, à mater ses révoltes, à lui escamoter son bon sens, à lui faire avaler des énormités, à le berner, et, pour employer le mot de la chose, à le mettre dedans. *L'Étrangère*, dira-t-on, n'a remporté qu'une victoire contestée et douteuse : ce demi-succès est un triomphe, si l'on considère les résistances que l'auteur a dû vaincre, et combien était hasardeuse la partie qu'il a gagnée, quels périls il a courus, les ressources qu'il a déployées, les artifices dont il s'est avisé et l'étonnante dextérité de sa main. Une intrigue cahotante et décousue, des inventions qui tiennent du mélodrame plus que de la comédie, des bizarreries, des extravagances, une exposition qui languit et traîne durant trois actes, des personnages dont aucun ne nous intéresse et ne se recommande à nos sympathies, des monologues, des dissertations, des récits interminables, des tirades de trois cents lignes, en faut-il davantage pour faire tomber une pièce? Et cependant celle-ci, quoi que nous en ayons, s'impose à nous; elle fait en quelque sorte violence à notre attention. Quand l'ennui et la lassitude commencent à s'emparer de nous, un trait qui part comme une fusée nous réveille en sursaut. Quand les dissertations et les dissertateurs nous excèdent, nous sommes repris tout à coup par une scène forte, puissante, où nous reconnaissons la science et l'habileté d'un maître. Au moment où la toupie se ralentit, se balance, oscille et va donner du nez en terre, un vigoureux coup de fouet bien appliqué la fait repartir et tourner de plus belle. En vain notre bon sens proteste et s'indigne;

nous ne laissons pas d'écouter jusqu'au bout, et nous sortons du théâtre agacés, mécontens, charmés, ahuris, partagés entre l'admiration que nous ne pouvons marchander au talent de l'auteur et le regret que ce talent ne trouve pas toujours un emploi digne de lui.

On sait que M. Dumas n'est pas seulement un dramaturge plein de verve et d'audace; il y a en lui un docteur paradoxal et fantaisiste qui aime à professer. Depuis longtemps il ne fait plus de comédies qui ne soient destinées à prouver quelque thèse; mais on n'en pourrait citer aucune où l'enseignement tienne une aussi grande place que dans *l'Étrangère*. Physique, chimie, physiologie, il y a de tout; on y trouve même toute une théologie à la hussarde, une théorie de la grâce et de l'intervention divine dans les destinées humaines. Le ciel nous préserve de vouloir pénétrer dans les arcanes de cette métaphysique mystico-sensualiste; la clé nous manque, et il faudrait l'avoir pour bien comprendre ce que l'auteur a voulu faire. Tel détail de son œuvre qui nous paraît obscur ou bizarre a un sens symbolique ou cabalistique; de la première scène à la dernière, tout distille une manne cachée, qui malheureusement est réservée à l'usage exclusif des initiés.

M. Dumas est trop avisé et beaucoup trop malin pour ne pas savoir exactement ce que valent ses partis-pris; mais il est homme à gagner toutes les gageures, et, quoi qu'il pense de sa vocation, tous les aruspices du monde pourraient le regarder dans les yeux sans le faire rire. D'autres sont beaucoup plus candides que lui, et, s'ils ne rient pas, c'est qu'ils ne savent pas rire. Pourquoi faut-il qu'en ce siècle tant d'écrivains d'un talent supérieur et d'une brillante imagination aient voulu faire un métier qui n'était pas le leur? Ils étaient nés pour charmer un nombreux public, pour lui procurer de vives et agréables émotions, pour lui faire connaître les meilleurs plaisirs de l'esprit. L'envie de dogmatiser et d'officier les a pris, ils s'érigent en pontifes; ils mettent des gants violets, ils revêtent l'aube et l'étole. Quand nous lisons certains livres, quand nous assistons à la représentation de certaines pièces, nous sommes exposés, dans le moment où nous y pensons le moins, au danger de recevoir une bénédiction.

> Tout s'écarte à l'instant, mais aucun n'en réchappe,
> Partout le doigt vainqueur les suit et les rattrape.

Le mysticisme sensualiste ne ressemble pas absolument au mysticisme chrétien; il a cependant avec lui des affinités, des harmonies secrètes, et cela suffit pour que les hommes d'église lui fassent bon visage. Ils croient reconnaître dans les pontifes plus ou moins orthodoxes de la littérature, sinon des confrères, du moins des frères séparés dont les lunettes sont encore troubles, mais dont les intentions sont excellentes et qui sont disposés à rentrer dans le giron. Est-ce bien sûr? Les espérances de l'église sont-elles fondées? Le moyen âge admettait comme

parole d'évangile l'existence de certains personnages fort singuliers qu'on appelait des évêques de mer. Un historien grave rapporte qu'au xve siècle on pêcha dans la Baltique un homme marin qui ressemblait étonnamment à un évêque. Il avait sur la tête une mître, il tenait une crosse à la main. Les évêques de la Poméranie et de la Courlande lui firent le meilleur accueil, le traitant de pair à compagnon, et l'engagèrent à se fixer parmi eux. Il y avait dans sa manière de dire la messe certaines particularités qui les choquaient, et dans ses sermons des propositions malsonnantes qui sentaient l'hérésie; mais on espérait qu'avec le temps tout cela s'arrangerait. Cependant, un jour qu'il se promenait sur la plage avec un prélat qui s'intéressait particulièrement à lui, le mal du pays le prenant, il sauta dans l'eau, fit un signe de croix et disparut. On ne triomphe pas de son naturel; en dépit de leur mître, les évêques de mer ne sont pas de vrais évêques, et tôt ou tard ils font le plongeon et rentrent dans leur élément.

Si *l'Étrangère* renferme beaucoup de détails obscurs qui demandent explication, les intentions générales de l'auteur sont claires; les profanes eux-mêmes peuvent les saisir. Il a voulu nous montrer le mal aux prises avec le bien et nous prouver que le bien finit toujours par prévaloir sur le mal. Ainsi s'exprime l'un de ses personnages, le docteur Rémonin, qu'il a chargé de porter la parole pour lui. — Pourquoi donc voyons-nous si souvent le mal triompher? demande la marquise de Rumières. — Le docteur répond : — C'est que nous ne regardons pas assez longtemps. — Ce mot est juste et même profond; nous regrettons seulement que le docteur ne s'en tienne pas à son aphorisme; il en déduit toute une théorie qui nous paraît sujette à caution. La mort a, selon lui, ses ouvriers, qu'il baptise du nom de *vibrions,* et il nous apprend que les vibrions ne sont pas, comme on le croit généralement, des infusoires ou des animalcules, qu'ils appartiennent au règne végétal, et que, nés de la corruption partielle du corps qui les engendre, ils sont chargés de corrompre, de détruire, de dissoudre les parties encore saines. Les sociétés, qui sont des corps comme les autres, produisent des vibrions à forme humaine, qu'on prend pour des êtres, mais qui n'en sont pas, et qui font également tout ce qu'ils peuvent pour détruire et dissoudre le reste du corps social. Heureusement la nature veut la vie et non pas la mort, elle déclare la guerre aux vibrions, et dans un temps préfixe elle les supprime. « On entend alors un petit bruit; c'est ce qu'on avait pris pour l'âme du vibrion qui s'envole dans l'air, mais pas bien haut. M. le duc se meurt, M. le duc est mort. »

Il est très sûr de son fait, le docteur Rémonin, et nous serions charmés qu'il réussît à nous communiquer sa consolante certitude. Toutefois nous avons des doutes qui résistent à ses argumens. Ne pourrait-on pas lui objecter que, s'il est vrai que le bien finit toujours par triompher du mal, cette vérité n'est applicable qu'à l'histoire universelle, à l'histoire

des générations et des peuples? La raison suprême a des siècles devant elle pour accomplir son œuvre de justice; elle est patiente parce qu'elle est éternelle, et ses patiences infinies causent de terribles déplaisirs à l'homme, qui, ne vivant qu'un jour, a le droit d'être impatient. Le docteur Rémonin ne sait-il pas comme nous que la nature réserve toute sa bienveillance et toutes ses sollicitudes pour l'espèce, qu'elle s'applique à la faire durer et ne l'empêche point de progresser, mais qu'elle a de médiocres attentions pour les individus, que le plus souvent elle les laisse se tirer d'embarras comme ils peuvent? Le docteur n'a-t-il jamais vu d'honnêtes gens très misérables, réduits à la portion congrue de bonheur que procure le témoignage d'une bonne conscience? n'a-t-il jamais vu non plus de vibrions gros, gras, vermeils et florissans, des vibrions qui prospèrent, des vibrions à qui tout réussit, des vibrions qui se plaisent à désespérer leur entourage par la longueur de leur vie et qui, après s'être éteints paisiblement dans leur lit, jouissent de tous les honneurs d'un enterrement de première classe? Oh! que les affaires de ce monde iraient mieux, si le docteur avait raison et s'il était vrai que tous les animaux nuisibles et malfaisans fussent prédestinés à périr avant l'âge par le fer ou par le feu!

Admettons la thèse de l'auteur de *l'Étrangère,* et lions connaissance avec le vibrion de sa pièce, qui sera supprimé au cinquième acte. Certes c'est un animal nuisible et malfaisant que le duc de Septmonts; jamais nous n'avons vu sur la scène un plus triste personnage. Ce joueur décavé, ce libertin blêmi par la débauche, est un vrai pourceau d'Épicure qui, à force d'user et d'abuser, a tout perdu, même l'honneur. Étant à bout de voie, il n'a pas trouvé d'autre moyen d'assurer sa subsistance que d'épouser Mlle Catherine Mauriceau, fille d'un boutiquier dix fois millionnaire de la rue Saint-Denis. Ce beau marché s'est fait par l'entremise d'une mystérieuse aventurière, mistress Clarkson, à qui le duc avait emprunté une forte somme, et qui l'aide à se marier dans le dessein d'être remboursée sur la dot de Mlle Mauriceau. Catherine avait eu son roman de jeunesse, elle aimait de tout son cœur le fils de sa gouvernante, son ami d'enfance, un bon jeune homme, nommé Gérard. Il était sorti brillamment de l'École polytechnique, et cet ingénieur a de l'avenir, il fera un jour parler de lui; mais pour le moment il n'était riche que d'espérances. M. Mauriceau, ex-patron du magasin des *Trois-Sultanes,* méprise profondément les espérances et les ingénieurs; il s'était promis de n'avoir qu'un gendre titré, il entend que ses petits-fils soient marquis, comtes et barons. Il a brutalement éconduit Gérard, Catherine est devenue duchesse. Voilà en vérité un vilain mariage. Si la Providence et M. Dumas ne s'en mêlaient, Catherine serait rivée pour la vie à un garnement qui non-seulement ne se croit pas tenu de lui témoigner la moindre gratitude, mais n'observe pas même à son égard les plus vulgaires bienséances.

Qu'il arrive malheur au duc de Septmonts, aucun de nous ne s'en affligera; mais cet événement nous mettra-t-il en joie? C'est une question. Il aurait fallu nous amener à désirer la mort du vibrion en nous intéressant au bonheur des personnes qui la souhaitent et à qui elle apportera la délivrance. L'auteur de *l'Étrangère* ne s'est pas donné cette peine; ni la duchesse, ni son père, ni Gérard, ne nous inspirent assez de sympathie pour que nous prenions une part bien vive à leurs chagrins et à leurs ressentimens. Nous sommes tentés de leur dire : — Tirez-vous de là comme vous pourrez; c'est votre affaire, ce n'est pas la nôtre. — Le moyen de s'intéresser à M. Mauriceau? Pour obtenir ce gendre titré après lequel sa grasse sottise soupirait, il n'a pas craint de recourir aux bons offices de mistress Clarkson, à qui il a donné 500,000 francs d'épingles. Cette belle action n'embarrasse point sa conscience, et pendant les trois premiers actes nous ne voyons pas qu'il soit fort sensible aux infortunes domestiques de sa fille ni qu'il en perde un coup de dent. Il jouit de la vie et il engage son ami Rémonin à venir le voir de temps à autre pour être le témoin de son bonheur, lui promettant « qu'il trouvera toujours chez lui une femme et jamais la même. » Tout à coup une mouche le pique, ses entrailles s'émeuvent, il s'attendrit, il se repent. Il se jette aux genoux de sa fille, lui demande pardon, et, dans un accès d'exquise sensibilité, il s'écrie : « Tu es bien malheureuse, ma pauvre enfant, et c'est ma faute; si tu veux mourir, va, ne te gêne pas pour moi. » Nous trouvons, quant à nous, qu'il le prend bien haut avec son gendre; il l'accable de sa colère et de son mépris, comme si ce grotesque bonhomme avait le droit de se fâcher, comme s'il lui était permis de mépriser quelqu'un. Il y a quelque chose de pire que les vibrions, ce sont les Mauriceau qui moralisent.

La vertueuse duchesse de Septmonts est-elle beaucoup plus intéressante que son père? Elle aimait Gérard, elle a épousé un duc, et quoi qu'elle puisse alléguer à sa décharge, il n'est pas prouvé que le plaisir de devenir duchesse n'ait pas été le premier mobile de son changement. La voilà mariée, et elle n'a pas l'air de se douter que le mariage crée des devoirs à une honnête femme. Depuis qu'elle est malheureuse, son amour pour Gérard s'est rallumé; elle rêve de ce Gérard, elle le veut, il le lui faut. Un *sigisbée* lui fait une déclaration; elle lui réplique crûment : — Je ne vous aime pas, j'aime Gérard. — Le *sigisbée* s'empresse de courir chez le docteur Rémonin, membre de l'Institut, et lui dit : — La duchesse veut Gérard; pouvez-vous lui procurer Gérard? — Le docteur Rémonin, au risque de compromettre l'institut, répond : — Qu'à cela ne tienne, je lui procurerai Gérard. — Il faut convenir que les honnêtes gens jouent un rôle singulier dans cette pièce; ils ressemblent à cet homme d'état italien dont on disait un jour : « C'est un homme d'esprit, mais il lui manque cette espèce de flair particulier qui sert à distinguer le bien du mal. »

Gérard se présente chez la duchesse; elle court à lui, se jette dans ses bras, par-devant témoins. A peine est-elle seule avec lui, elle s'offre, elle se livre, elle lui déclare qu'elle lui appartient, qu'il a sur sa personne tous les droits, qu'il peut l'emmener où il le jugera bon et faire d'elle tout ce qui lui plaira. Heureusement Gérard, quoiqu'il ait l'air ténébreux et fatal, est un très brave garçon, et ses yeux noirs, qu'il aime à rouler, répandent sur la duchesse les effluves d'un vertueux magnétisme. Il la raisonne, il l'endoctrine, il la calme, il lui persuade de contracter avec lui une sorte d'union spirituelle et mystique où les sens n'auront point de part. Cet ingénieur croit à la durée et à l'innocence des unions spirituelles. Est-ce à l'École polytechnique qu'on lui a donné ces dangereuses leçons? font-elles partie du programme? Candide Gérard, défie-toi! Pars avec ou sans ton manteau et ne reviens pas; si ta résolution est encore chancelante, sans quitter la maison que tu habites, que ne vas-tu entendre pour ton instruction une comédie qu'on y joue? Elle est intitulée : *Petite pluie;* tu y feras la connaissance d'un secrétaire d'ambassade qui partage tes illusions. Il enlève une femme mariée et se promet de n'en point faire sa maîtresse. Elle sera « la compagne adorée de sa vie, son respect, son orgueil et sa joie. » Cependant le tonnerre gronde, les éclairs brillent, et la baronne Castelli, qui sait le monde et la vie, dit à ce bon jeune homme : « Tenez, la voilà, votre passion; c'est cette absurde tempête avec son tonnerre qui assourdit, ses éclairs qui aveuglent, son vent qui saccage, tout ce brouhaha sonore, stupide et malfaisant qu'une petite pluie va éteindre et dont il ne restera rien, rien que de la boue et des feuilles mortes. En vérité, je vous le dis, prenez garde à la pluie, à la petite pluie. » Et la baronne ajoute : « Vous habitez un rêve, vous verrez si c'est logeable. »

Nous en prendrons-nous au comédien qui joue le rôle du duc avec autant de conviction que de souplesse, et qui n'a pu résister à la tentation de le rendre intéressant? Le fait est que nous avons vu le moment où nous allions nous apitoyer sur sa déplorable destinée. Le duc a intercepté une lettre adressée par sa femme à Gérard, et la jalousie l'a mordu au cœur. Il vient trouver la duchesse, s'expliquer avec elle. L'entretien qu'ils ont ensemble est une de ces scènes fortes et émouvantes qui ont sauvé la pièce; mais produit-elle vraiment le genre d'effet que cherchait l'auteur? Le duc a pour la première fois de sa vie un bon mouvement, dont rien ne nous oblige à suspecter la sincérité. Il se présente devant sa femme avec une lettre qui la compromet et qu'il consent à lui restituer; qu'elle lui permette seulement d'espérer qu'un jour elle lui en écrira une pareille. Là-dessus il reconnaît ses torts, il bat sa coulpe, il s'humilie, il fait amende honorable. La duchesse repousse avec horreur son repentir et ses protestations, elle se livre à d'effroyables emportemens, elle éclate en injures, en sanglantes invectives, elle vomit feu et flammes. Cette furie est allée le matin à

l'église, elle ferait bien de changer de paroisse. Tout son discours revient à dire : « J'aime un ingénieur qui a fait d'excellentes études à l'École polytechnique, et j'entends savourer à mon aise le plaisir d'aimer et d'être aimée. » En vérité, dans cette scène capitale, n'est-ce pas le vibrion qui joue le beau rôle? n'est-on pas tenté de plaider sa cause, de demander sa grâce? Nous sommes comme le bon financier qui s'attendrissait sur la fin tragique du pauvre Holopherne; au quatrième acte de *l'Étrangère,* en dépit de nous-mêmes, le vibrion nous a émus.

Résistons à notre sensibilité, soyons raisonnables, et réjouissons-nous de voir mourir les vibrions, qui sont les ouvriers de la mort. Quels moyens emploie la nature pour les supprimer? Ces moyens sont coûteux et compliqués. Pour que le duc de Septmonts rende sa belle âme à Dieu, il faut un concours de circonstances extraordinaires, dont quelques-unes tiennent du prodige. Il vivrait encore, s'il n'y avait dans le monde une mistress Clarkson, c'est-à-dire une femme mystérieuse, omnisciente, omnipotente, qui s'appelle l'étrangère, et qui est condamnée par le ciel à faire le bien en voulant faire le mal. Cette étrangère, cette divinité internationale et interlope, appartient à la race de Cham; elle est la fille d'une esclave qui a été remarquée de son maître, et, comme elle nous le raconte elle-même, « elle est née de cette remarque. » Elle a été vendue au marché par son tendre père, et elle a juré de se venger de son malheur sur tous les blancs; elle leur a voué une haine implacable. Rendue à la liberté par la guerre d'abolition, elle entre en campagne. Elle se fait aimer des fils du planteur à qui elle doit le jour, elle pousse l'un de ses demi-frères à poignarder l'autre, après quoi elle dénonce l'assassin et le fait pendre. Elle épouse l'honorable M. Clarkson, et le soir même des noces elle disparaît en emportant la caisse et les 20,000 dollars qui constituaient l'avoir du pauvre diable. Elle quitte l'Amérique pour l'Europe, qu'elle met à sac. Elle tourne la tête à tous les hommes, déshonore les uns, ruine les autres. Elle sème partout le deuil, le désespoir et la honte; ce n'est pas une femme, c'est une goule. Le métier est bon, il rapporte des montagnes d'or à mistress Clarkson. Notons que cette goule est demeurée vierge; elle se nomme elle-même la vierge du mal, et ce n'est pas le chapitre le moins curieux de cette curieuse histoire.

Un homme a réussi pourtant à toucher le cœur de mistress Clarkson, c'est Gérard. Elle somme la duchesse de Septmonts de lui céder cet ingénieur. La duchesse refuse, et la vierge du mal lui déclare la guerre; elle révèle au duc les dangers que court son honneur de mari, elle allume sa jalousie, un duel devient inévitable entre le vibrion et l'amant platonique de sa femme. Ce duel serait un mauvais dénoûment, il n'aura pas lieu; la Providence y mettra bon ordre. Le duc est un tireur de première force, il aurait bientôt fait de tuer le novice Gérard, et si par impossible Gérard le tuait, la duchesse pourrait-elle épouser le

meurtrier de son mari? L'Amérique intervient pour trancher la difficulté. Bien que M. Clarkson n'ait pas beaucoup à se louer de sa femme, bien qu'elle ait eu à son égard d'assez vilains procédés, bien qu'il ait demandé et obtenu son divorce, il lui est resté fort attaché ou, pour mieux dire, il en est éperdûment amoureux. Il fait dans le *far-west* de superbes affaires et il la met de part dans ses bénéfices. Il a pris ses jambes à son cou pour venir passer vingt-quatre heures avec elle, lui rendre ses comptes, lui servir ses dividendes et lui donner un baiser sur le front. Par une inspiration assez étrange, c'est à lui que s'adresse le duc de Septmonts pour qu'il lui serve de témoin dans son duel avec Gérard. Clarkson se présente chez le duc, et nous devons lui en savoir gré; son arrivée donne lieu à une scène admirablement conduite, vivement menée, qui prouve combien M. Dumas excelle dans la science de l'effet dramatique. Clarkson consent à servir de témoin au duc de Septmonts; mais au cours de leur entretien le duc a le tort de se découvrir un peu trop : il initie son homme, sans le vouloir, aux turpitudes de sa vie et de ses pensées. Le *Yankee* le laisse aller, l'écoute bénévolement, sans paraître songer à mal, et tout à coup le regardant entre les deux yeux, il lui déclare que le duc de Septmonts est un drôle et que ce qui l'étonne, c'est que le duc de Septmonts n'a pas l'air de s'en douter. Le duc bondit sous l'outrage, il se battra avec Clarkson aussitôt qu'il aura vidé sa querelle avec Gérard. Clarkson n'aime pas à attendre, il veut en découdre sur-le-champ; il entraîne le duc dans un terrain vague attenant à l'hôtel, et il le tue raide « comme un petit lapin. » Le vibrion n'est plus, la duchesse est libre d'épouser Gérard.

Comme on voit, ce n'est pas une petite affaire que de venir à bout d'un vibrion; cela demande bien des cérémonies et beaucoup d'heureux hasards. N'est-ce pas un hasard étrange qu'il y ait des vierges du mal, et que ces vierges, lorsqu'elles sont amoureuses de Gérard, le dénoncent aux vengeances d'un mari jaloux qu'elles connaissent pour un tireur de première force? N'est-il pas singulier que les Clarkson adorent et respectent infiniment une femme qui leur a volé 20,000 dollars? N'est-il pas bizarre qu'humbles servans d'une drôlesse, ils ne laissent pas d'être dans l'occasion les chevaliers de la vertu et qu'ils ne puissent entendre les confessions d'un duc de Septmonts sans éprouver le besoin de lui brûler la cervelle? N'est-il pas étonnant encore que les drôlesses reconnaissent la volonté du ciel dans un événement qui trompe leur vengeance, qu'elles prennent si facilement leur parti de renoncer à l'homme qu'elles aiment, et repartent de leur pied gaillard pour l'Amérique, en s'écriant : « Quand je sens que Dieu est contre moi, je ne lutte pas avec Dieu? » Toutes ces circonstances ont un caractère miraculeux, et l'auteur de *l'Étrangère* est le premier à en convenir : « Le duc, nous avait-il dit par la bouche du docteur Rémonin, disparaîtra au moment précis où

il doit disparaître; les dieux interviendront. » Oui, les dieux sont intervenus; mais ils n'aiment pas toujours à se déranger, et voilà pourquoi il nous arrive de rencontrer des vibrions qui se portent bien et pour lesquels la vie sera longtemps encore un chemin fleuri.

M. Dumas a fait autrefois des peintures fort étudiées de la destinée et du cœur humains. Il a prouvé dans ses premières pièces à quel point il possédait la faculté de voir, le don de l'observation. Il a découvert des régions inexplorées, il les a décrites avec une science précise et un art consommé. Il semble qu'aujourd'hui il ferme les yeux pour ne plus voir qu'en dedans. Il est la proie d'une imagination fumeuse, qui habite un monde à demi fantastique. Cette imagination est une véritable hallucinée; elle nous impose ses visions, ses rêves, ses fantômes, et nous oblige de les prendre au sérieux. Quand on entend pour la première fois *l'Étrangère,* peu s'en faut qu'on ne subisse le charme d'un éloquent mensonge, qui dédaigne cependant de se rendre vraisemblable; peu s'en faut qu'on n'admette la réalité de situations et de personnages impossibles. En reprenant son pardessus au vestiaire, on y reprend aussi son bon sens, et la vision s'évanouit. On lit dans un conte allemand qu'un voyageur, surpris par la nuit près d'un château illuminé *a giorno,* s'avisa d'y demander l'hospitalité. Il y trouva une nombreuse et brillante compagnie. Les hommes avaient bon air, les femmes étaient jolies et très parées; princes et princesses, marquis et marquises, conversaient agréablement, et se renvoyaient la balle avec une étonnante dextérité. Toutefois, en les examinant de plus près, le voyageur crut découvrir dans leurs gestes quelque chose de singulier, dans leur langage quelque chose d'étrange et dans leurs regards je ne sais quoi qui n'était pas de ce monde. Il se hâta de se retirer, et il apprit du concierge que les habitans de ce château étaient tous morts depuis longtemps. Du même coup il s'aperçut que le concierge lui-même, qui parlait aussi bien que le docteur Rémonin, était mort, lui aussi, quoiqu'il se donnât beaucoup de peine pour avoir l'air d'être en vie; encore n'était-il pas prouvé qu'il eût jamais vécu.

Ce n'est pas seulement le docteur Rémonin qui a le don de la parole, tous les personnages qui lui donnent la réplique sont comme lui de remarquables et puissans raisonneurs, des conférenciers de premier ordre. Quand ils ouvrent la bouche, c'est pour entamer un récit ou pour exposer une théorie. Ils se sentent extraordinaires, et ils éprouvent le besoin de s'expliquer à eux-mêmes et aux autres. Ils démontent de leurs propres mains leur petite machine, ils en font les honneurs au public; ils disent tous en quoi ils sont faits, à quelle fin ils ont été créés. Les réalistes devraient se croire tenus d'imiter la nature, et une qualité qu'on ne peut lui refuser est d'être parfaitement naturelle, elle l'est jusqu'à la naïveté. N'a-t-on pas dit que « le cœur humain ne sait jamais

ce qu'il voudra, que souvent il ne sait pas bien ce qu'il veut, et qu'il n'est pas moins caché ni moins trompeur à lui-même qu'aux autres? » Oui, la plupart des hommes sont des naïfs, et ils gardent d'autant mieux leur secret qu'ils l'ignorent eux-mêmes. Ceux qui ne sont pas naïfs tâchent de le paraître; ceux qui ont deviné leur propre secret le cachent avec soin, ils n'ont garde de le crier sur les toits, et les cyniques seront toujours des êtres d'exception. Vraie ou fausse, hypocrite ou sincère, la pudeur est un vêtement que la société nous impose, et le triste courage de tout montrer et de tout dire ne sera jamais contagieux. M. Dumas écrivait, il y a quelques années, dans une de ses préfaces : « Moi qui n'ai pas cru les femmes, les sœurs, les filles et les maîtresses sur parole, et qui me suis donné la peine de les étudier partout, je vous assure que c'est ainsi qu'elles sont faites, sinon à l'état actif, du moins à l'état latent, et ma mission, à moi auteur dramatique, est justement d'aller au fond de la nature humaine, de montrer ce que j'y ai découvert, de mettre dehors ce qui est dedans et dessus ce qui est dessous. » Un instant, faites-nous voir ou deviner ce qui est dedans, rien de mieux; mais si vous mettez dessus ce qui est dessous, vous mettez l'envers à l'endroit, et vous nous montrez un monde retourné. Des comédies où la vertu tient école de dévergondage et rivalise avec le vice d'impudeur ou d'impudence sont, quoi que vous en disiez, des tableaux de fantaisie. Pour vous faire plaisir, nous admettons vos coquins, mais nous n'admettons pas vos honnêtes gens, et quand nous croirions à la vierge du mal, nous refuserions de croire aux vertus de la duchesse de Septmonts.

Les gens qui prétendent que la nature n'est pas aussi naïve qu'elle en a l'air sont obligés de convenir qu'elle est bien discrète. Elle ne nous dit jamais comment elle s'y prend pour opérer; si elle a une méthode, elle n'a garde de s'en expliquer, ce qui donne beaucoup de mal aux naturalistes. Qu'elle fasse un cristal ou une plante, toutes ses œuvres sont des mystères, et nous nous demandons comment c'est fait. Il en est de l'art comme de la nature. Qu'il s'agisse d'un tableau de Rembrandt ou d'une sonate de Mozart, nous cherchons à découvrir comment c'est fait. Il en va de même des pièces de théâtre. Lorsque nous relisons *le Demi-Monde,* nous y démêlons des calculs, des combinaisons savantes et laborieuses; mais l'auteur a si bien su les envelopper que son œuvre cherchée et volontaire nous fait l'effet d'une trouvaille, d'un accident heureux, — il a imité la vie qui raisonne peu et prouve toujours ce qu'elle veut prouver. Pourquoi l'auteur du *Demi-Monde* a-t-il changé de manière? Pourquoi se plaît-il à étaler au grand jour ses procédés et à gagner la partie en montrant son jeu? Pourquoi, dès le second acte de *l'Étrangère,* nous dit-il : « Je ne veux pas user de surprise ni vous prendre par trahison, je vais vous expliquer de quoi il s'agit. Je ne suis pas en ce moment un homme de théâtre, je suis un philosophe, et je prétends vous enseigner l'art de détruire les vibrions. En voici un qui

vous paraît plein de vie, vous m'en direz des nouvelles à la fin du cinquième acte. Attention, regardez-moi faire! »

Dans la préface que nous avons citée plus haut, M. Dumas écrivait encore : « Il n'y a pas de pièces immorales, il n'y a pas de pièces indécentes, il n'y a pas de pièces dégoûtantes; il n'y a que des pièces mal faites, et *l'Ami des femmes* était une pièce mal faite en certaines parties... L'action était en dedans et les théories étaient en dehors, faute capitale au théâtre. Mon esprit, porté depuis quelque temps vers les études physiologiques, s'était plu à laisser voir les causes dans les événemens comme un mécanisme de montre à travers le cadran qui marque les heures. Là était mon erreur, en tant qu'auteur dramatique. » Comment se fait-il que, se jugeant si bien, l'auteur de *l'Ami des femmes* se soit rendu coupable de récidive, qu'il soit retombé dans sa faute en l'aggravant? Dans laquelle de ses pièces plus que dans *l'Étrangère* s'est-il complu à multiplier les déclarations de principes, à laisser voir le mécanisme de la montre? La poésie ne saurait trop se défier des doctrines et des doctrinaires, des théories et des théoriciens. Quand elle les prend à son service, quand elle sollicite ou qu'elle accepte leur dangereux concours, elle ressemble à la bergère de la légende qui avait parole d'épouser le fils du roi, si elle parvenait à filer en vingt-quatre heures une certaine quantité de chanvre. Désespérant d'en venir à bout, elle recourut aux bons offices de trois vieilles fées, dont l'une avait un pouce énorme, la seconde un pied plat et la troisième une lèvre pendante. Elles filèrent le chanvre, mais la bergère dut leur promettre qu'elle les inviterait à sa noce. Lorsqu'elles y parurent, le fiancé lui reprocha qu'elle avait de vilaines amitiés. — Voilà précisément de quoi s'est plaint le fiancé, nous voulons dire le public, à la première représentation de *l'Étrangère*. Il a regretté une fois de plus que l'homme qui possède l'un des talens les plus incontestés de notre temps eût fait un pacte de compromettante amitié avec des doctrines fort contestables, et en tout cas peu plaisantes, et que, s'étant servi d'elles pour filer son chanvre, il les eût priées à la fête. C'est une compagnie dont on se passerait volontiers; ces sibylles font trop d'embarras, elles ont mauvais ton et le verbe trop haut, leurs lazzis sont d'une gaîté douteuse, et elles mettent les pieds dans tous les plats.

La cause de tout le mal est le docteur Rémonin; qu'il garde désormais pour lui sa science un peu suspecte, sa théologie de rencontre, sa physique et sa chimie, sa magie noire ou blanche. Il se vante d'avoir tant d'occupations sur les bras qu'il en perd le boire et le manger; dans son intérêt comme dans le nôtre, il faut souhaiter qu'il passe à table les heures qu'il emploie à conférer, et surtout qu'il ne se mêle plus de travailler aux pièces de M. Dumas. L'auteur du *Demi-Monde* n'a pas dit son dernier mot; quel heureux événement ce serait pour la littérature, s'il venait un jour à se brouiller avec la physiologie!

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

29 février 1876.

Voilà donc la grande et souveraine question tranchée. La France, comme on dit, a parlé, non plus seulement par l'élection du sénat, mais encore par l'élection de la chambre des députés, non plus par un vote de délégation savamment combiné, mais par le suffrage universel et direct, allant droit au but, soufflant où il veut, jetant brusquement dans la politique le poids de ses millions de voix.

Le scrutin du 20 février accentue et dépasse le scrutin du 30 janvier. Il n'est pas encore complet, il est vrai : plus de cent ballotages sont nécessaires, et jusqu'au 5 mars, jour où l'élection se terminera, la lutte reste engagée, les chances peuvent varier; mais dès ce moment le résultat général, qui ne peut plus être sensiblement modifié, ce résultat est significatif, et, sans être absolument imprévu, il a éclaté presque comme un coup de foudre, ou comme la révélation soudaine, bruyante, d'une situation nouvelle. Point de méprise possible. C'est la victoire des républicains de toutes nuances; c'est surtout la défaite de l'ancienne majorité de l'assemblée, des partis qui ont cru pouvoir se rallier sous ce drapeau équivoque de l'union conservatrice, et, comme pour se mieux caractériser par un nom, cette défaite s'est résumée particulièrement dans les échecs multipliés de M. Buffet, qui, malgré sa position de vice-président du conseil, est allé se faire battre un peu partout, au nord et au midi. Vaincu au sein même de l'assemblée dans le choix des sénateurs inamovibles, vaincu dans les élections sénatoriales, vaincu dans les élections des députés, M. Buffet s'est trouvé au dernier moment représenter toutes les déceptions d'une politique en présence d'une majorité nouvelle sortie tout à coup du scrutin du 20 février. Maintenant qu'est-ce à dire? Nous voilà placés du soir au lendemain entre ceux qui se figurent que tout est perdu, parce qu'ils ont été mis en déroute, parce que la république, qui est dans la constitution, n'a pas été désa-

vouée par le scrutin populaire, et ceux qui croient que tout est sauvé, parce qu'ils ont triomphé, parce qu'ils ont une majorité républicaine. Eh! non, rien n'est perdu, comme le disent les uns, rien n'est sauvé, comme le disent les autres. C'est une péripétie de plus dans nos affaires, c'est tout simplement une situation qui commence, qui garde sa force et ses garanties, qui a aussi sans nul doute ses difficultés, ses dangers et sa moralité instructive pour tous les partis.

Que ces élections qui viennent de se dénouer par la victoire des candidats républicains aient sous plus d'un rapport une certaine gravité, qu'elles restent même provisoirement, si l'on veut, une énigme, on ne peut pas dire le contraire : elles créent des conditions laborieuses, oui assurément; elles se sont jetées avec une sorte d'emportement vers la république. Une fois de plus le scrutin du 20 février a été un de ces coups de vent de l'opinion qui déplacent toutes les perspectives, qui renouvellent brusquement la face de la politique, au risque d'affronter l'inconnu. C'est un chaos à débrouiller. En définitive cependant, il faut voir les choses comme elles sont, les exagérations et les récriminations ne servent à rien. Si dans les assemblées nouvelles les anciens partis conservateurs se trouvent dépossédés de la prépondérance qu'ils ont eue depuis cinq ans à Versailles, si, après avoir été la majorité, ils ne sont plus qu'une minorité, si la république triomphe malgré eux ou sans eux, à qui la faute? Qu'avaient-ils à proposer au pays sous ce mot vague et décevant d'union conservatrice? Ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes de leurs mécomptes. Ce qui arrive aujourd'hui n'est que la dernière conséquence de toute une politique de fausses combinaisons, de tentatives stériles et de désastreuses méprises. Les partis conservateurs ont eu longtemps la puissance dans une assemblée souveraine, et ils en étaient jaloux même à l'égard de l'homme qui venait de rendre à la France les plus éclatans services. Ils ont fait une sorte de révolution pour mieux assurer cette puissance au moment où le pays, délivré de l'occupation étrangère, allait avoir à se donner une constitution intérieure. Ils désiraient le rétablissement de la monarchie, cela n'est point douteux, ils ont fait ce qu'ils ont pu pour y arriver; ils ont échoué, non devant les résistances qu'ils pouvaient rencontrer, qui auraient été peut-être réelles, mais devant un accident de volonté princière qu'ils n'ont su ni prévoir ni déjouer. Ils voulaient la royauté, ils n'ont pas pu ou ils n'ont pas su trouver un roi. A défaut de la monarchie qui leur échappait, ont-ils eu du moins d'autres idées, une politique à peu près saisissable? Ils sont entrés dans une voie où ils semblaient n'avoir d'autre pensée que de gagner du temps, de maintenir une sorte d'interrègne ouvert à l'imprévu, réservant un pouvoir constituant dont ils ne savaient que faire et fatiguant le pays d'un provisoire indéfini, stérile et irritant. Ils ont essayé d'un septennat sans pouvoir

même réussir à en préciser le caractère et les conditions. A bout de résistance chagrine et inutile à l'évidence de la nécessité, à la force des choses, ils ont fini par être vaincus, par être obligés de laisser passer la république après l'avoir repoussée plusieurs fois, — une république avec l'organisation constitutionnelle, avec le maréchal de Mac-Mahon, avec les deux chambres, avec le droit de dissolution pour le gouvernement, avec la résidence à Versailles!

Dès lors du moins la situation semblait simplifiée. Puisque la monarchie était impossible, et qu'à prolonger ces résistances décousues on ne travaillait plus que pour l'empire, prêt à profiter de tout, cette république vigoureusement organisée était un terrain naturel où pouvaient se rencontrer tous les conservateurs qui, selon le mot de M. le maréchal de Mac-Mahon, mettaient les intérêts du pays au-dessus de leurs préférences. La première condition eût été d'entrer franchement, sans arrière-pensée, dans l'ordre nouveau. C'était de la droiture et c'était aussi de l'habileté. Point du tout : au lieu d'accepter sans réticence le fait accompli, la situation légale du pays, on a recommencé plus que jamais une guerre de subterfuge à la faveur de la révision possible; certains légitimistes, moins irréconciliables que les autres, ont donné une adhésion du bout des lèvres, avec des réserves évidentes, les bonapartistes ont redoublé de violence, et, chose plus curieuse, M. Buffet, devenu vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, a paru prêter l'autorité du gouvernement à toutes ces malveillances qui ne se déguisaient même pas. Il a semblé fonder toute sa politique sur la prétérition affectée du nom de la république et sur l'alliance avec tous ceux qui ne demandaient pas mieux que de marcher, sous la protection apparente du gouvernement, à la révision, c'est-à-dire à la destruction prochaine de la constitution. M. Buffet ne l'entendait pas ainsi, il était de bonne foi, nous n'en doutons pas; il ne s'est point aperçu seulement qu'avec ce système il s'exposait à paraître dupe ou complice, et qu'il devenait une énigme vivante pour l'opinion. Qu'en est-il résulté? Le jour où les élections sont venues, le chef du cabinet n'a point eu l'autorité qu'il devait avoir, qu'il aurait eue bien aisément, si dès le début, au lieu de chercher une force factice dans des alliances compromettantes, il s'était placé résolûment, sans détour, sur le seul terrain vrai et pratique, celui de la république constitutionnelle. Il n'a pas compris qu'on n'enlève point le suffrage universel avec des équivoques et des subtilités. Le suffrage universel a besoin de voir clair, il ne se rallie qu'à des choses simples, à une politique parfaitement nette et décidée.

Le pays, après tout, s'est trouvé au moment des élections entre deux partis. D'un côté étaient les alliés plus ou moins avoués du chef du cabinet, qui ne pouvaient faire la monarchie, qui ne voulaient pas de la république, et qui, en attendant, n'avaient à lui offrir que le vide avec

une politique de réserves, de mauvaise humeur et d'équivoque. D'un autre côté était la réalité, la constitution, la république. Le pays avec son instinct a voté pour la réalité, pour le régime établi, et il a eu raison. Admettons un instant que cette union conservatrice dont on parle eût triomphé : elle ne pouvait que renouveler dans les deux chambres les spectacles de division et d'impuissance de la dernière assemblée, avec cette différence toutefois que dans la majorité nouvelle, d'après toutes les données électorales, les bonapartistes auraient formé le plus gros contingent, comme ils sont aujourd'hui la fraction la plus considérable de la minorité. C'était la lutte perpétuée de toutes les monarchies, la perspective d'une crise permanente. C'était la continuation de ce que nous avons vu si souvent. Le pays a préféré aller droit au fait en votant pour des républicains, et si les anciens conservateurs sont vaincus, c'est qu'ils l'ont voulu, c'est que par leurs tactiques, par leurs réticences et par leur impuissance, ils se sont affaiblis devant le suffrage universel, à qui ils n'ont su offrir que le programme de leurs compétitions et de leurs regrets stériles. Ce sont les anciens conservateurs qui ont fait les dernières élections telles qu'elles sont, et lorsqu'ils se plaignent maintenant de leur défaite, ils oublient qu'en manquant à leur rôle, en poursuivant jusqu'au bout une victoire de parti là où il n'y avait à s'occuper que de l'intérêt du pays dans les conditions légales qui existent, ils ont contribué à créer la situation difficile dont ils sont les premières victimes.

Elles ne sont point en effet absolument ce qu'elles devraient être, ces élections dernières, et c'est précisément ce qui en fait la gravité. Elles sont une réaction trop visible contre la fausse politique des partis conservateurs, contre l'ancienne assemblée de Versailles, et le danger est bien plutôt aujourd'hui dans un excès de majorité républicaine. Évidemment le scrutin du 20 février n'a point eu partout le caractère de modération qu'il aurait dû garder. Il a fait dans quelques départemens, et notamment à Paris, — la pauvre et grande ville qui n'échappe jamais à ce périlleux ridicule, — une part démesurée aux élémens violens et exclusifs. Non assurément, ces élections parisiennes n'ont rien de flatteur ni de rassurant. Comme il est la cité de l'intelligence, des lumières et des illustrations, Paris s'est donné décidément le luxe de nommer la fleur du panier radical, M. Floquet, M. Greppo, — sans oublier l'inévitable M. Barodet. Et l'on dira ensuite que Paris veut primer la province! Il est vraiment au contraire assez modeste et se contente de peu. Certes, auprès d'une ville réputée spirituelle, avoir eu un jour l'étrange fortune de l'emporter sur M. de Rémusat, cela seul devrait suffire pour couvrir un homme d'un ineffaçable ridicule. Eh bien! non, M. Barodet n'en est pas mort; depuis qu'il a éclipsé M. de Rémusat et contribué à la chute de M. Thiers au 24 mai, il s'est pris au sérieux, il a de l'importance

dans la rue Saint-Antoine, et il est préféré aujourd'hui à M. Vautrain, qui n'est point, à ce qu'il paraît, d'une assez bonne couleur républicaine pour les purs du IVe arrondissement. Il est trop clair que ce scrutin du 20 février a fait fleurir un certain nombre de ces radicaux, de ces purs du « programme minimum » et du mandat impératif, qui seraient de force à servir la république tout juste comme M. Barodet l'a servie un jour par sa première élection. Heureusement ils ne sont qu'une minorité, et dans cette masse de députés inconnus envoyés à Versailles par les départemens beaucoup sont d'une modération relative; la plupart sont tout simplement des républicains constitutionnels qui ont commencé par attester devant le suffrage universel leur respect pour le pouvoir de M. le maréchal de Mac-Mahon. Comment se classeront tous ces élémens obscurs et incohérens? Il est vraisemblable que dans ce monde parlementaire tout neuf les combinaisons ne seront plus les mêmes; les partis se transformeront ou se grouperont autrement qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, et de tout cela il sortira une majorité modérée. C'est maintenant aux politiques républicains de la former, cette majorité nécessaire. Ils y sont intéressés, s'ils veulent préserver la république des difficultés et même des dangers qu'elle peut trouver dans une situation où l'inconnu est partout, où l'ancien équilibre des partis a disparu et où l'on ne voit pas encore comment se constituera, sur quoi reposera l'équilibre nouveau.

Un des premiers dangers, c'est précisément cette obscurité, c'est que tout est inconnu et neuf dans cette assemblée qui vient de sortir du scrutin du 20 février, dans cette majorité républicaine que le suffrage universel a fait surgir. Il y a sans doute quelques exceptions, des illustrations ou des notoriétés qui ont été sauvées du naufrage. M. Thiers a été nommé comme il devait l'être dans l'arrondissement parisien où il se présentait; mais M. Thiers est en dehors des partis, et d'ailleurs restera-t-il dans la chambre des députés? Ne préférera-t-il pas le sénat, où Belfort lui a donné un siége? M. Dufaure est, lui aussi, un des élus, un des grands noms de la nouvelle chambre, où il est envoyé par un des arrondissemens de la Charente-Inférieure. M. Gambetta est le vainqueur du jour, il n'a que le choix entre Paris, Lille, Marseille et Bordeaux, qui l'ont nommé. D'autres hommes jeunes, et déjà connus, M. Bardoux, M. Germain, M. Léon Renault, M. Paul de Rémusat, M. Savary, sont dans l'assemblée nouvelle. M. Ricard, le député des Deux-Sèvres, qui a représenté les opinions du centre gauche avec autant de modération que d'habileté de parole, M. Ricard a échoué, il sera sans doute élu à un prochain scrutin. On en pourrait citer quelques autres, pas beaucoup. Le reste de la majorité républicaine, il faut bien l'avouer, n'est plus qu'une masse obscure et indistincte. C'est peut-être pour la première fois en France qu'on verra une assemblée aussi complétement

novice, aussi visiblement dénuée de talens d'un certain ordre et d'expérience politique. Cela peut s'expliquer, il est vrai, par le passage d'un certain nombre d'hommes éminens dans le sénat, et malheureusement les vingt années de l'empire n'ont pas contribué à fortifier, à renouveler le personnel politique de la France. Le fait n'est pas moins réel pour la chambre des députés qui va arriver à Versailles, et on nous permettra de croire que ce n'est pas une garantie. Cette assemblée sortie du scrutin du 20 février n'est évidemment qu'une représentation trop insuffisante des forces politiques et intellectuelles de la France. Voilà un danger, et à côté de ce qu'il y a d'inconnu dans la nouvelle majorité républicaine, il y a ce qui est trop connu, les traditions surannées et excentriques, les déclamations banales, la phraséologie révolutionnaire des programmes, ce qui a toujours l'air de faire de la république un régime de turbulences, d'agitations et de menaces tyranniques pour toutes les sécurités, pour tous les intérêts.

Oui, assurément, si les républicains qui vont disposer de la majorité ont un peu de prévoyance, ils comprendront que le meilleur moyen de réussir dans leur œuvre, c'est de répudier sans hésiter le langage, les procédés, les préjugés, les jactances d'un autre temps, c'est de comprendre qu'ils ne peuvent aller jusqu'au bout et accréditer le régime nouveau que par le bon sens, par la mesure. Voilà aujourd'hui plus que jamais le moment de se souvenir de ce message du 12 novembre 1872, où M. Thiers traçait le programme de la seule république possible, où il disait : « La république sera conservatrice ou elle ne sera pas. La France ne veut pas vivre dans de continuelles alarmes : elle veut pouvoir dormir en paix afin de travailler pour se nourrir, pour faire face à ses immenses charges. Si on ne lui laisse pas le repos dont elle a indispensablement besoin, quel que soit le gouvernement qui lui refuse ce repos, elle ne le souffrira pas longtemps. Quant à moi, je ne comprends, je n'admets la république qu'en la prenant comme elle doit être, comme le gouvernement de la nation qui, ayant voulu, longtemps et de bonne foi, laisser à un pouvoir héréditaire la direction partagée de ses destinées, mais n'y ayant pas réussi par des fautes impossibles à juger aujourd'hui, prend enfin le parti de se régir elle-même par ses élus, librement, sagement désignés, sans acception de partis, de classe, d'origine... »

Voilà les conditions tracées par la sagesse bien avant la constitution du 25 février 1875 et les élections du 20 février 1876. Ce sont les conditions mêmes de la durée et de la vie en dehors desquelles on ne pourra rien, et la plus sûre manière de rester dans ce programme, c'est d'éviter deux dangers. Le premier est celui de la précipitation tapageuse, d'une réaction systématique contre tout ce qui s'est fait depuis quelques années, contre des lois à peine votées. Les questions naîtront d'elles-

mêmes sans doute, elles se succèderont, elles pourront être résolues avec mesure, dans un esprit de sage libéralisme, c'est le cours naturel des choses; mais la pire des politiques serait de se laisser aller à la manie des programmes tout faits proposant des mesures qui, en ressemblant à des satisfactions de parti ou à des engagemens de faction, ne tarderaient pas à offenser le sentiment public. Que les radicaux se fassent les promoteurs de l'amnistie, de la révision des procès de la commune, c'est déjà beaucoup qu'une proposition de ce genre puisse se produire cinq ans après que Paris a été souillé, incendié, ravagé par de sinistres bandits. Ce serait la plus coupable faiblesse politique de laisser transformer la clémence qui s'exerce tous les jours sans bruit en une sorte d'absolution rétrospective ou de réhabilitation du plus grand des crimes. Sait-on ce qui en résulterait aussitôt? On justifierait ceux qui affectent de confondre la république avec la commune. Les républicains sensés ne se prêteront pas à ces tentatives, qu'ils ne prennent même pas au sérieux : témoin ce petit dialogue tout récent entre un grand poète et un ancien ministre de l'instruction publique, l'un annonçant sa proposition d'amnistie, l'autre lui conseillant de la mettre en vers s'il veut qu'on l'écoute. Il y a des choses sur lesquelles il ne peut y avoir de difficulté, où il n'y a point de victoire de parti à poursuivre; il y en a d'autres qui doivent être écartées résolûment, si on ne veut pas laisser croire à une sorte de faiblesse pour tous les désordres.

Un autre danger est l'esprit exclusif, l'esprit de coterie ou de faction. Ce qu'il y a de plus sûr, de plus habile, c'est d'éviter tout ce qui ressemblerait à une domination de parti, de faire la république la plus large possible, ouverte à tout le monde. Les républicains ont une occasion toute naturelle de montrer leurs dispositions, c'est l'élection de M. le duc Decazes, qui va être soumis à un ballotage dans le VIIIe arrondissement de Paris. Depuis que sa candidature est née, M. le ministre des affaires étrangères a certes tenu le langage le plus net, le plus constitutionnel, le plus libéral, et si les républicains sont bien inspirés, ils suivront l'exemple de leur candidat, M. Victor Chauffour, qui a le bon esprit de se retirer; ils aideront au succès de M. le ministre des affaires étrangères contre son concurrent bonapartiste, M. Raoul Duval. Il y a d'autres élections où ils pourraient agir de même au ballotage du 5 mars. Un républicain de plus ou de moins ne sera rien, la nomination de M. Othenin d'Haussonville à Provins aurait l'avantage de faire rentrer dans l'assemblée un des jeunes membres du centre droit qui ont aidé à faire passer la république au 25 février. Malheureusement l'esprit de parti ou de coterie est tenace, et récemment encore les tacticiens républicains s'étonnaient qu'on vît un danger dans un excès de majorité; ils se seraient même accommodés de l'unanimité, c'eût été tout à fait l'idéal. C'est bien là l'éternelle illusion des gouvernemens

ou des partis victorieux, qui trouvent tout simple de n'avoir point à compter avec les dissidences, avec la contradiction, même avec les alliances indépendantes, et qui un beau jour sont renversés comme ils ont été élevés, par un coup de vent de réaction qu'ils n'ont pas su prévoir.

Qu'on dise aujourd'hui tant qu'on voudra que la république est fondée par le scrutin du 20 février, soit; elle peut en effet être fondée, — à la condition que ceux qui la représentent ne montrent ni esprit exclusif de parti, ni impatiences agitatrices, et qu'ils ne soient pas les premiers à préparer sa ruine. Les républicains ne peuvent s'y méprendre: quel que soit le vote du 20 février, ils ne commettraient pas des fautes impunément, et la raison la plus décisive, de la sagesse qui leur est imposée, est dans les circonstances extérieures et intérieures qui les entourent. Elle est avant tout dans ce mot que M. Thiers disait en 1872 : « Ce n'est pas à la France seule que la République a besoin d'inspirer confiance, c'est au monde. » C'est une raison toujours vraie, qui pèse de tout son poids sur notre politique, sur tout ce que majorité et partis peuvent se permettre dans nos affaires de finances, comme dans nos affaires militaires, comme dans toutes les questions qui intéressent la paix civile de la France. C'est là surtout que « la moindre faute ferait évanouir les espérances dans une désolante réalité. » Il y a pour la nouvelle majorité une autre raison particulière de sagesse, c'est que les républicains ont beau être victorieux, ils ne sont pas seuls, ils ont l'empire auprès d'eux et devant eux. Les bonapartistes n'ont pas eu sans doute tous les succès qu'ils se promettaient; ils n'ont pas moins réussi à enlever un certain nombre d'élections, à faire nommer leurs principaux représentans; de plus dans beaucoup de scrutins ils serrent de près le candidat qui a triomphé, et, par la fatalité de la politique qui a été suivie, ils se trouvent aujourd'hui former dans l'assemblée nouvelle le plus vigoureux noyau de résistance. Or les républicains ne peuvent oublier que, puisqu'ils sont victorieux, c'est contre eux que l'opposition va être dirigée, et que les réactions qu'ils provoqueraient par une fausse politique tourneraient au profit de l'impérialisme. Tout se réunit donc pour que les chefs de l'opinion républicaine s'étudient à montrer autant de modération que de prévoyance, pour qu'ils se fassent au besoin un devoir de réprimer les excentricités de leur parti, pour que cette majorité nouvelle enfin soit une aide, un appui pour le gouvernement au lieu de lui créer des embarras.

Des embarras, il y en aura toujours assez. C'est à coup sûr le moment d'agir avec circonspection, de se surveiller, de s'inspirer surtout d'un sentiment sincère de la situation. Évidemment les élections dernières doivent avoir leur influence sur la direction de la politique du gouvernement, et une des premières conséquences du scrutin du 20 fé-

vrier a été la retraite immédiate de M. Buffet, qui a pensé justement qu'il n'était ni de sa dignité ni de l'intérêt public d'attendre la réunion des chambres. M. Buffet est un parlementaire qui peut se tromper, il n'est pas de ceux qui défient une manifestation publique, et, après une lutte violente, sa retraite simplement accomplie a suffi pour détendre la situation. C'est M. Dufaure qui a pris la vice-présidence du conseil et qui est provisoirement chargé du ministère de l'intérieur. M. le marquis de Meaux suivra M. Buffet dans sa retraite, il garde la direction des affaires de son département jusqu'au moment où il sera remplacé. La question ministérielle ne sera définitivement tranchée qu'après les élections complémentaires du 5 mars, et il est vraisemblable qu'alors dans le cabinet reconstitué entreront, avec quelques-uns des ministres actuels, des hommes du centre gauche, qui ont été toujours des conservateurs, qui, en se prononçant pour la république, n'ont jamais admis que la république conservatrice. C'est la solution la plus naturelle, la mieux faite pour rassurer tous les intérêts, pour dissiper cette panique un peu factice qui a éclaté au lendemain des élections, comme si l'ordre était partout me-nacé, comme si un nouvel orage de révolution allait fondre aussitôt sur la France. Qu'on se rassure, il y a de la ressource, et la France n'est pas d'humeur à courir les aventures, même quand elle vote pour la république. Aujourd'hui comme hier, les garanties d'une politique sérieusement conservatrice restent les mêmes; elles sont dans la constitution, dans le pouvoir de M. le maréchal de Mac-Mahon, dans le sénat, dans le sentiment public, et contre ces forces concourant ensemble à maintenir la paix publique, l'autorité des lois, toutes les agitations ou les impatiences de parti resteraient encore impuissantes et stériles.

Des événemens heureux s'accomplissent aujourd'hui au delà des Pyrénées. Les chambres viennent de se réunir à Madrid, le régime constitutionnel recommence à vivre au moment où l'insurrection carliste expire sous les coups de l'armée royale dans les provinces du nord. L'Espagne retrouve avec la paix des institutions libérales, un parlement régulier, et ce double succès, qui complète heureusement la restauration alphonsiste, a d'autant plus de valeur qu'il est évidemment le prix d'une politique conduite depuis un an avec autant de dextérité et de sûreté que de prudence. Si tout arrive à point aujourd'hui, c'est que tout a été préparé patiemment, habilement, et le résultat donne jusqu'ici raison aux temporisations du gouvernement, qui s'était proposé avant tout de ne rien livrer au hasard, qui a voulu accomplir son œuvre politique et militaire dans les meilleures conditions possibles.

C'est il y a quelques jours à peine que la chambre des députés et le sénat récemment élus se sont réunis à Madrid, et le roi Alphonse XII a présidé lui-même à cette réintégration du régime constitutionnel. Le jeune souverain a fait sa première apparition dans les cortès et son premier

discours. Il est peut-être un peu long, ce discours royal; mais dans son ensemble il est du meilleur ton, il a l'accent de la jeunesse confiante, de la bonne volonté et de la franchise; il est l'expression d'une politique de patriotisme et de libéralisme. Le roi Alphonse parle de tout simplement, sans dissimuler les difficultés et les embarras, sans blesser les opinions dissidentes, invitant les partis à ne pas trop s'occuper du passé, à renoncer aux récriminations pour concourir ensemble à l'œuvre de pacification et de reconstitution si nécessaire à l'Espagne. Il met dans cette œuvre son devoir comme son point d'honneur, et c'est en vérité avec une parfaite bonne grâce qu'il ajoute que c'est aussi le devoir de tous. « La nation fatiguée, épuisée, appauvrie, le demande instamment, dit-il, et le monde entier, moins ému que scandalisé de la durée insolite de nos maux, l'attend avec impatience. » Maintenant que vont faire les chambres espagnoles? Elles ont devant elles un travail aussi difficile que délicat, des lois politiques destinées à compléter l'organisation de la monarchie constitutionnelle, des mesures financières qu'on ne peut éluder. Une majorité considérable est sans doute acquise au gouvernement, au ministère, particulièrement à la politique de M. Canovas del Castillo. Cette majorité cependant se compose de fractions diverses, de modérés et de libéraux de toutes les dates, de tous les régimes, qui peuvent se diviser, et là est toujours le danger. Pour le moment, les deux chambres espagnoles ont commencé par se constituer. La chambre des députés a choisi pour président M. Posada Herrera, un ancien ministre de l'union libérale, avec le général O'Donnell, homme de savoir et d'expérience. Le sénat de son côté s'est donné comme président M. Garcia Barzanallana, qui, lui aussi, est un ancien ministre du dernier règne, un politique exercé. La vie parlementaire va donc renaître au delà des Pyrénées, et pendant que s'accomplissait à Madrid cette restauration du régime constitutionnel, l'armée était déjà de toutes parts en plein mouvement pour en finir avec la guerre carliste. Le jeune roi, aussitôt après avoir ouvert les chambres, est parti lui-même pour le nord, désirant prendre part aux fatigues de ses soldats et assister, comme il l'a dit, à la « prompte conquête de la paix. »

Depuis quelques jours en effet, la campagne contre les carlistes a été vigoureusement et rapidement conduite. L'armée libérale est désormais au cœur des provinces du nord, où elle n'avait pas pénétré depuis trois ans, et on comprend aujourd'hui comment l'insurrection a tenu si longtemps, comment aussi il n'y avait que de la prévoyance à ne rien risquer légèrement, à ne vouloir engager la lutte à fond qu'avec des forces suffisantes, avec une armée réorganisée et retrempée.

La vérité est que, dans ces provinces du pays basque et de la Navarre, don Carlos était depuis trois ans non comme un chef d'insurgés, mais comme le maître d'un royaume indépendant séparé de l'Espagne. Il

avait son administration, ses services publics, ses postes, ses lignes télégraphiques combinées dans l'intérêt de la défense, ses établissemens militaires, ses manufactures d'armes auprès de Durango ou à Vera dans la Haute-Navarre. L'organisation autonome et privilégiée des provinces basques s'était prêtée à cette sécession absolue; rien n'était changé, si ce n'est le nom du « seigneur » de Biscaye ou de Navarre. La capitale n'était plus à Madrid, elle était à Estella ou à Tolosa, voilà tout. Dans l'intérieur, la vie ordinaire ne semblait pas interrompue, le travail continuait, les relations de commerce pour certains approvisionnemens nécessaires se faisaient par un cabotage incessant sur la côte de Biscaye ou par quelques passages des Pyrénées. Du jour où l'armée régulière désorganisée par la révolution avait été obligée de quitter ses derniers postes intérieurs pour se replier jusqu'au littoral ou jusqu'à l'Èbre, le carlisme avait le temps de s'organiser, de s'établir en maître dans le pays, de se créer une armée avec une population facile à fanatiser et belliqueuse. Il avait en son pouvoir cette vaste citadelle des montagnes du nord dont il n'a eu qu'à fortifier méthodiquement les abords, les défilés, les principaux points stratégiques, pour se mettre à l'abri de toute surprise. Il en est résulté que, lorsqu'on a voulu revenir sérieusement au combat, il a fallu une armée de plus de 100,000 hommes, de véritables opérations de guerre pour assaillir l'insurrection dans ses derniers retranchemens du nord. Un échec, même partiel, eût été désastreux. Le gouvernement et les généraux ont tout fait pour l'éviter, pour être au contraire en mesure d'en finir d'un seul coup. Ils ont réussi; le jour où l'armée, patiemment refaite, habilement disposée, a pu engager l'action, elle a forcé victorieusement toutes les entrées du pays carliste.

Tout s'est accompli à la fois. Pendant que Martinez Campos, remontant vers le nord, allait, par la vallée de Baztan, emporter au prix d'une lutte sanglante les positions de Vera et fermer aux carlistes la frontière de France, un de ses lieutenans, Primo de Rivera, attaquait Estella et forçait la capitale du prétendant à se rendre; d'un autre côté, le général en chef de l'armée, Quesada, pénétrait de vive force dans le Guipuzcoa, livrait bataille à Elgueta et s'avançait par Durango, Vergara, jusqu'à Tolosa, liant ses opérations à celles du général Loma, du général Morionès, sorti de Saint-Sébastien. Aujourd'hui les divers corps de l'armée libérale rayonnent et se rejoignent de toutes parts. L'insurrection a perdu ses plus fortes positions. Les bataillons carlistes, après s'être battus vigoureusement, font leur soumission, et la plupart des chefs sont déjà passés en France. Où était le prétendant? Il ne paraît en vérité avoir assisté à aucune des chaudes affaires que ses partisans ont soutenues pour lui. Il s'est jeté avec ses dernières forces dans les Amezcoas, et, pressé de toutes parts, il a été obligé de se réfugier en France. Le suc-

cès des libéraux est complet. Le jeune roi Alphonse n'est arrivé dans le nord que pour assister à la déroute de cette insurrection, qui depuis près de quatre ans désole les provinces espagnoles du nord.

Voilà donc la guerre carliste finie, et ce dénoûment victorieux, en coïncidant avec la restauration du régime parlementaire, est certes plus qu'une promesse pour la paix et la liberté de l'Espagne. Malheureusement l'on n'est pas au bout des difficultés. La question politique qui s'élève maintenant, sans avoir la gravité d'une lutte par les armes, n'est pas moins de la nature la plus délicate. Que fera-t-on de la situation privilégiée des *fueros* des provinces basques? Et quand on aura tranché cette question, il faudra songer à Cuba, puis, lorsqu'on aura reconquis la paix partout, il faudra se mettre à l'œuvre épineuse, aux affaires de finances, à la liquidation de ces sept ou huit années, au bout desquelles l'Espagne a du moins la fortune de rester avec tous les moyens de se créer un meilleur avenir. CH. DE MAZADE.

Monsieur,

Dans un article sur *les Saladeros de l'Amérique du Sud,* de M. Émile Daireaux, inséré dans le numéro de la *Revue des Deux Mondes* du 15 janvier dernier, je lis qu'un M. Antoine Cambacérès, propriétaire d'un de ces établissemens, est neveu du prince de l'empire. Si M. Daireaux, trompé par l'identité du nom, a cru pouvoir attribuer cette parenté à celui dont il parle, il a commis une erreur; mais s'il n'a fait que répéter une prétendue origine généralement établie dans ces parages lointains, il propage, à son insu, un mensonge. Il est de mon devoir de rectifier la première ou de réfuter le second.

Le prince de l'empire n'a laissé que deux neveux portant son nom : le comte de Cambacérès, ancien député, mon frère, et moi.

Je compte sur votre obligeance, monsieur, pour vous prier d'insérer, dans votre prochain numéro, ma réclamation, qui se justifie d'elle-même.

Recevez l'assurance de ma considération très distinguée.

Duc de CAMBACÉRÈS.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

SOUVENIRS D'ENFANCE

LE BROYEUR DE LIN.

I.

Tréguier, ma ville natale, est un ancien monastère fondé dans les dernières années du ve siècle par saint Tudwal ou Tual, un des chefs religieux de ces grandes émigrations qui portèrent dans la péninsule armoricaine le nom, la race et les institutions religieuses de l'île de Bretagne. Une forte couleur monacale était le trait dominant de ce christianisme britannique. Il n'y avait pas d'évêques, au moins parmi les émigrés. Leur premier soin, après leur arrivée sur le sol de la péninsule hospitalière, dont la côte septentrionale devait être alors très peu peuplée, fut d'établir de grands couvens dont l'abbé exerçait sur les populations environnantes la cure pastorale. Un cercle sacré d'une ou deux lieues, qu'on appelait le *minihi*, entourait le monastère et jouissait des plus précieuses immunités.

Les monastères, en langue bretonne, s'appelaient *pabu*, du nom des moines (*papæ*). Le monastère de Tréguier s'appelait ainsi *Pabu-Tual*. Il fut le centre religieux de toute la partie de la péninsule qui s'avance vers le nord. Les monastères analogues de Saint-Paul de Léon, de Saint-Brieuc, de Saint-Malo, de Saint-Samson, près de Dol, jouaient sur toute la côte un rôle du même genre. Ils avaient, si on peut s'exprimer ainsi, leur diocèse; on ignorait complétement dans ces contrées séparées du reste de la chrétienté le pouvoir de Rome et les institutions religieuses qui régnaient dans le monde latin, en particulier dans les villes gallo-romaines de Rennes et de Nantes, situées tout près de là.

Quand Noménoé, au IXe siècle, organisa pour la première fois

d'une manière un peu régulière cette société d'émigrés à demi-sauvages, et créa le duché de Bretagne en réunissant au pays qui parlait breton la *marche de Bretagne*, établie par les carlovingiens pour contenir les pillards de l'ouest, il sentit le besoin d'étendre à son duché l'organisation religieuse du reste du monde. Il voulut que la côte du nord eût des évêques, comme les pays de Rennes, de Nantes et de Vannes. Pour cela, il érigea en évêchés les grands monastères de Saint-Paul de Léon, de Tréguier, de Saint-Brieuc, de Saint-Malo, de Dol. Il eût bien voulu aussi avoir un archevêque et former ainsi une province ecclésiastique à part. On employa toutes les pieuses fraudes pour prouver que saint Samson avait été métropolitain; mais les cadres de l'église universelle étaient déjà trop arrêtés pour qu'une telle intrusion pût réussir, et les nouveaux évêchés furent obligés de s'agréger à la province gallo-romaine la plus voisine, celle de Tours.

Le sens de ces origines obscures se perdit avec le temps. De ce nom de *Pabu-Tual*, *Papa-Tual*, retrouvé, dit-on, sur d'anciens vitraux, on conclut que saint Tudwal avait été pape. On trouva la chose toute simple. Saint Tudwal fit le voyage de Rome; c'était un ecclésiastique si exemplaire que naturellement les cardinaux, ayant fait sa connaissance, le choisirent pour le siége vacant. De pareilles choses arrivent tous les jours... Les personnes pieuses de Tréguier étaient très fières du pontificat de leur saint patron. Les ecclésiastiques modérés avouaient cependant qu'il était difficile de reconnaître dans les listes papales le pontife qui avant son élection s'était appelé Tudwal.

Il se forma naturellement une petite ville autour de l'évêché; mais la ville laïque, n'ayant pas d'autre raison d'être que l'église, ne se développa guère. Le port resta insignifiant; il ne se constitua pas de bourgeoisie aisée. Une admirable cathédrale s'éleva vers la fin du XIIIe siècle; les couvens pullulèrent à partir du XVIIe. Des rues entières étaient formées des longs et hauts murs de ces demeures cloîtrées. L'évêché, belle construction du XVIIe siècle, et quelques hôtels de chanoines étaient les seules maisons civilement habitables. Au bas de la ville, à l'entrée de la grand'rue, flanquée de constructions en tourelles, se groupaient quelques auberges destinées aux gens de mer.

Ce n'est que peu de temps avant la révolution qu'une petite noblesse s'établit à côté de l'évêché; elle venait en grande partie des campagnes voisines. La Bretagne a eu deux noblesses bien distinctes. L'une a dû son titre au roi de France, et a montré au plus haut degré les défauts et les qualités ordinaires de la noblesse française; l'autre était d'origine celtique et vraiment bretonne. Cette

dernière comprenait, dès l'époque de l'invasion, les chefs de paroisse, les premiers du peuple, de même race que lui, possédant par héritage le droit de marcher à sa tête et de le représenter. Rien de plus respectable que ce noble de campagne quand il restait paysan, étranger à l'intrigue et au souci de s'enrichir; mais quand il venait à la ville, il perdait presque toutes ses qualités, et ne contribuait plus que médiocrement à l'éducation intellectuelle et morale du pays.

La révolution, pour ce nid de prêtres et de moines, fut en apparence un arrêt de mort. Le dernier évêque de Tréguier sortit un soir par une porte de derrière du bois qui avoisine l'évêché et se réfugia en Angleterre. Le concordat supprima l'évêché; la pauvre ville décapitée n'eut pas même un sous-préfet, on lui préféra Lannion et Guingamp, villes plus profanes, plus bourgeoises; mais de grandes constructions, aménagées de façon à ne pouvoir servir qu'à une seule chose, reconstituent presque toujours la chose pour laquelle elles ont été faites. Au moral, il est permis de dire ce qui n'est pas vrai au physique : quand les creux d'une coquille sont très profonds, ces creux ont le pouvoir de reformer l'animal qui s'y était moulé. Les immenses édifices monastiques de Tréguier se repeuplèrent; l'ancien séminaire servit à l'établissement d'un collége ecclésiastique très estimé dans toute la province. Tréguier, en peu d'années, redevint ce que l'avait fait saint Tudwal treize cents ans auparavant, une ville tout ecclésiastique, étrangère au commerce, à l'industrie, un vaste monastère, où nul bruit du dehors ne pénétrait, où l'on appelait vanité ce que les autres hommes poursuivent, et où ce que les laïques appellent chimère passait pour la seule réalité.

C'est dans ce milieu que se passa mon enfance, et j'y contractai un indestructible pli. Cette cathédrale, chef-d'œuvre de légèreté, fol essai pour réaliser en granit un idéal impossible, me faussa tout d'abord. Les longues heures que j'y passais ont été cause de ma complète incapacité pratique. Ce paradoxe architectural a fait de moi un homme chimérique, disciple de saint Tudwal, de saint Iltud et de saint Cadoc, dans un siècle où l'enseignement de ces saints n'a plus aucune application. Je contractai de bonne heure contre la bourgeoisie une antipathie instinctive, que ma raison depuis a réussi à combattre. Quand j'allais à Guingamp, ville plus laïque, et où j'avais des parens dans la classe moyenne, j'éprouvais de l'ennui et de l'embarras. Là je ne me plaisais qu'avec une pauvre servante à qui je lisais des contes. J'aspirais à revenir à ma vieille ville sombre, écrasée par sa cathédrale, mais où l'on sentait vivre une forte protestation contre tout ce qui est plat et banal. Je me retrouvais moi-même, quand j'avais revu mon haut clocher, la nef

aiguë, le cloître et les tombes du xve siècle qui y sont couchées; je n'étais à l'aise que dans la compagnie des morts, près de ces chevaliers, de ces nobles dames, dormant d'un sommeil calme, avec leurs levrettes à leurs pieds et leurs grands flambeaux de pierre à la main.

Les environs de la ville présentaient le même caractère religieux et idéal. On y nageait en plein rêve, dans une atmosphère aussi mythologique au moins qu'à Bénarès ou à Jaguernat. L'église de Saint-Michel, d'où l'on apercevait la pleine mer, avait été détruite par la foudre, et il s'y passait encore des choses merveilleuses. Le jeudi saint, on y conduisait les enfans pour voir les cloches aller à Rome. On nous bandait les yeux, et alors il était beau de voir toutes les pièces du carillon, par ordre de grandeur, de la plus grosse à la plus petite, revêtues de la belle robe de dentelle brodée qu'elles portèrent le jour de leur baptême, traverser l'air pour aller, en bourdonnant gravement, se faire bénir par le pape. — Vis-à-vis, de l'autre côté de la rivière, était la charmante vallée du Tromeur, arrosée par une ancienne divonne ou fontaine sacrée, que le christianisme sanctifia en y rattachant le culte de la Vierge. La chapelle brûla en 1828; elle ne tarda pas à être rebâtie, et l'ancienne statue fut remplacée par une autre beaucoup plus belle. On vit bien dans cette circonstance la fidélité qui est le fonds du caractère breton. La statue neuve, toute blanche et or, trônant sur l'autel avec ses belles coiffes neuves, ne recevait presque pas de prières; il fallut conserver dans un coin le tronc noir, calciné : tous les hommages allaient à celui-ci. En se tournant vers la Vierge neuve, on eût cru faire une infidélité à la vieille.

Saint Yves était l'objet d'un culte encore plus populaire. Le digne patron des avocats est né dans le *minihi* de Tréguier, et sa petite église y est entourée d'une grande vénération. Ce défenseur des pauvres, des veuves, des orphelins, est devenu dans le pays le grand justicier, le redresseur de torts. En l'adjurant avec certaines formules, dans sa mystérieuse chapelle de *Saint-Yves-de-la-Vérité*, contre un ennemi dont on est victime, en lui disant : « Tu étais juste de ton vivant, montre que tu l'es encore, » on est sûr que l'ennemi mourra dans l'année. Tous les délaissés sont ses pupilles. A la mort de mon père, ma mère me conduisit à sa chapelle et le constitua mon tuteur. Je ne peux pas dire que le bon saint Yves ait merveilleusement géré nos affaires, ni surtout qu'il m'ait donné une remarquable entente de mes intérêts; mais je lui dois mieux que cela; il m'a donné contentement qui passe richesse et une bonne humeur naturelle qui m'a tenu en joie jusqu'à ce jour.

Le mois de mai, où tombait la fête de ce saint excellent, n'était qu'une suite de processions au *minihi*; les paroisses, précédées de

leurs croix processionnelles, se rencontraient sur les chemins; on faisait alors embrasser les croix en signe d'alliance. La veille de la fête, le peuple se réunissait le soir dans l'église, et, à minuit, le saint étendait le bras pour bénir l'assistance prosternée; mais, s'il y avait dans la foule un seul incrédule qui levât les yeux pour voir si le miracle était réel, le saint, justement blessé de ce soupçon, ne bougeait pas, et, par la faute du mécréant, personne n'était béni.

Un clergé sérieux, désintéressé, honnête, veillait à la conservation de ces croyances avec assez d'habileté pour ne pas les affaiblir et néanmoins pour ne pas trop s'y compromettre. Ces dignes prêtres ont été mes premiers précepteurs spirituels, et je leur dois ce qu'il peut y avoir de bon en moi. Toute parole d'eux me semblait un oracle; j'avais un tel respect pour mes maîtres que je n'eus jamais un doute sur ce qu'ils me dirent, avant l'âge de seize ans, quand je vins à Paris. J'ai eu depuis des maîtres autrement brillans et sagaces; je n'en ai pas connu de plus vénérables, et voilà ce qui cause souvent des dissidences entre moi et quelques-uns de mes amis. J'ai eu le bonheur de connaître la vertu absolue; je sais ce que c'est que la foi, et, bien que plus tard j'aie reconnu qu'une grande part d'ironie a été cachée par le séducteur suprême dans nos plus saintes illusions, j'ai gardé de ce vieux temps de précieuses expériences. Au fond, je sens que ma vie est toujours gouvernée par une foi que je n'ai plus. La foi a cela de particulier que, disparue, elle agit encore. La grâce survit par l'habitude au sentiment vivant qu'on en a eu. On continue de faire machinalement ce qu'on faisait d'abord en esprit et en vérité. Après qu'Orphée, ayant perdu son idéal, eut été mis en pièces par les Ménades, sa lyre ne savait toujours dire qu'Eurydice, Eurydice.

La règle des mœurs était le point sur lequel ces bons prêtres insistaient le plus, et ils en avaient le droit par leur conduite irréprochable. Leurs sermons sur ce sujet me faisaient une impression profonde, qui a suffi à me rendre chaste durant toute ma jeunesse. Ces prédications avaient quelque chose de solennel qui m'étonnait. Les traits s'en sont empreints si profondément dans mon cerveau que je ne me les rappelle pas sans une sorte de terreur. Tantôt c'était l'exemple de Jonathas mourant pour avoir mangé un peu de miel. *Gustans gustavi paululum mellis, et ecce morior.* Cela me faisait faire des réflexions sans fin. Qu'était-ce que ce peu de miel qui fait mourir? Le prédicateur se gardait de le dire, et accentuait son effet par ces mots mystérieux : *tetigisse periisse,* dits d'un ton profond et larmoyant. D'autres fois le texte était ce passage de Jérémie *mors ascendit per fenestras,* qui m'intriguait encore beaucoup plus. Cette mort qui monte par les fenêtres, ces ailes de papillon que l'on

souille dès qu'on les touche, qu'est-ce que cela pouvait être? Le prédicateur disait ces mots le front plissé, le regard au ciel. Ce qui mettait le comble à mes préoccupations était un endroit de la vie de je ne sais quel saint personnage du XVIIe siècle, lequel comparait les femmes à des armes à feu qui blessent de loin. Pour le coup, je n'en revenais pas; je faisais les plus folles hypothèses pour imaginer comment une femme peut ressembler à un pistolet. Quoi de plus incohérent? La femme blesse de loin, et voilà que d'autres fois on est perdu pour la toucher. C'était à n'y rien comprendre. Pour sortir de ces embarras insolubles, je m'enfonçais dans l'étude avec rage, et je n'y pensais plus.

Dans la bouche de personnes en qui j'avais une confiance absolue, ces saintes inepties prenaient une autorité qui me saisissait jusqu'au fond de mon être. Maintenant, avec ma pauvre âme développée de cinquante ans, cette impression dure encore. La comparaison des armes à feu surtout me rendait extrêmement réservé. Il m'a fallu des années et presque les approches de la vieillesse pour voir que cela aussi est vanité, et que l'Ecclésiaste seul fut un sage quand il dit : « Va donc, mange ton pain en joie avec la femme que tu as une fois aimée. » Mes idées à cet égard survécurent à mes croyances religieuses, et c'est ce qui me préserva de la choquante inconvenance qu'il y aurait eue, si les gens du monde avaient pu prétendre que j'avais quitté l'état ecclésiastique par d'autres raisons que celles tirées de l'hébreu et de la philologie. L'éternel lieu commun : « où est la femme? » par lequel les laïques croient expliquer tous les cas de ce genre, est quelque chose de fade qui porte à sourire ceux qui connaissent les choses comme elles sont.

Mon enfance s'écoulait dans cette grande école de foi et de respect. La liberté où tant d'étourdis se trouvent portés du premier bond fut pour moi une acquisition lente. Je n'arrivai au point d'émancipation que le gamin de Paris atteint sans aucun effort de réflexion, qu'après avoir traversé Gesenius et toute l'exégèse allemande. Il me fallut dix années de méditation et de travail forcené pour voir que mes maîtres n'étaient pas infaillibles. Le plus grand chagrin de ma vie a été en entrant dans cette nouvelle voie de contrister ces maîtres vénérés; mais j'ai la certitude absolue que j'ai eu raison, et que la peine qu'ils éprouvèrent fut la conséquence de ce qu'il y avait de respectablement borné dans leur manière d'envisager l'univers.

II.

L'éducation que ces bons prêtres me donnaient était aussi peu littéraire que possible. Nous faisions beaucoup de vers latins; mais

on n'admettait pas que, depuis le poème de *la Religion* de Racine le fils, il y eût aucune poésie française. Le nom de Lamartine n'était prononcé qu'avec ricanement; l'existence de M. Hugo était inconnue. Faire des vers français passait pour un exercice des plus dangereux et eût entraîné l'exclusion. J'attribue en partie à cela mon inaptitude à laisser ma pensée se gouverner par la rime, inaptitude que j'ai depuis bien vivement regrettée, car souvent le mouvement et le rhythme me viennent en vers; mais une invincible association d'idées me fait écarter l'assonance, que l'on m'avait habitué à regarder comme un défaut, et pour laquelle mes maîtres m'inspiraient une sorte de crainte. Les études d'histoire et de sciences naturelles étaient également nulles. En revanche, on nous faisait pousser assez loin l'étude des mathématiques. J'y apportais une extrême passion; ces combinaisons abstraites me faisaient rêver jour et nuit. Notre professeur, l'excellent abbé Duchesne, nous donnait des soins particuliers, à moi et à mon émule et ami de cœur, Guyomar, singulièrement doué pour ces études. Nous revenions toujours ensemble du collége. Notre chemin le plus court était de prendre par la place, et nous étions trop consciencieux pour nous écarter d'un pas de l'itinéraire qui était rationnellement indiqué; mais quand nous avions eu en composition quelque curieux problème, nos discussions se prolongeaient bien au-delà de la classe, et alors nous revenions par l'hôpital-général, car il y avait de ce côté de grandes portes cochères, toujours fermées, sur lesquelles nous tracions nos figures et nos calculs avec de la craie; les traces s'en voient peut-être encore; ces portes en effet appartenaient à de grands couvens, où l'on ne change jamais rien.

L'hôpital-général, ainsi nommé parce que la maladie, la vieillesse et la misère s'y donnaient rendez-vous, était un bâtiment énorme, couvrant, comme toutes les vieilles constructions, beaucoup d'espace pour loger peu de monde. Devant la porte était un petit auvent où se réunissaient, quand il faisait beau, les convalescens et les bien portans. L'hospice en effet ne contenait pas seulement des malades, il comprenait aussi des pauvres, remis à la charité publique, et même des pensionnaires, qui, pour un capital insignifiant, y vivaient chétivement, mais sans souci. Toute cette compagnie venait à chaque rayon de soleil, à l'ombre de l'auvent, s'asseoir sur de vieilles chaises de paille. C'était l'endroit le plus vivant de la petite ville. En passant, Guyomar et moi, nous saluions et nous étions salués, car, quoique très jeunes, nous étions déjà censés clercs. Cela nous paraissait naturel; une seule chose excitait notre surprise. Bien que nous fussions trop inexpérimentés pour rien voir de ce qui suppose la connaissance de la vie, il y avait

parmi les pauvres de l'hôpital une personne devant laquelle nous ne passions jamais sans quelque étonnement.

C'était une vieille fille de quarante-cinq ans, coiffée d'une large capote d'une forme impossible à classer. D'ordinaire elle était à peu près immobile, l'air sombre, égaré, l'œil terne et fixe. Quand nous passions, cet œil mort s'animait. Elle nous suivait d'un regard étrange, tantôt doux et triste, tantôt dur et presque féroce. En nous retournant, nous lui trouvions l'air cruel et irrité. Nous nous regardions sans rien comprendre. Cela coupait court à nos conversations, et jetait un nuage sur notre gaîté. Elle ne nous faisait pas précisément peur; elle passait pour folle; or les fous n'étaient pas alors traités de la manière cruelle que nos habitudes administratives ont depuis inventée. Loin de les séquestrer, on les laissait vaguer tout le jour. Tréguier a d'ordinaire beaucoup de fous; comme toutes les races du rêve, qui s'usent à la poursuite de l'idéal, les Bretons de ces parages, quand ils ne sont pas maintenus par une volonté énergique, s'abandonnent trop facilement à un état intermédiaire entre l'ivresse et la folie, qui n'est souvent que l'erreur d'un cœur inassouvi. Ces fous inoffensifs, échelonnés à tous les degrés de l'aliénation mentale, étaient une sorte d'institution, une chose municipale. On disait « nos fous, » comme à Venise on disait *nostre carampane*. On les rencontrait partout; ils vous saluaient, vous accueillaient de quelque plaisanterie nauséabonde, qui tout de même faisait sourire. On les aimait, et ils rendaient des services. Je me souviendrai toujours du bon fou Brian, qui s'imaginait être prêtre, passait une partie du jour à l'église, imitant les cérémonies de la messe. La cathédrale était pleine toute l'après-midi d'un murmure nasillard; c'était la prière du bon fou, qui en valait bien une autre. On avait le bon goût et le bon sens de le laisser faire et de ne pas établir de frivoles distinctions entre les simples et les humbles qui viennent s'agenouiller devant Dieu.

La folle de l'hôpital-général, par sa mélancolie obstinée, n'avait pas cette popularité. Elle ne parlait à personne, personne ne songeait à elle, son histoire était évidemment oubliée. Elle ne nous dit jamais un seul mot; mais cet œil fauve et hagard nous frappait profondément, nous troublait. J'avais souvent pensé depuis à cette énigme sans arriver à me l'expliquer. J'en eus la clé il y a huit ans, quand ma mère, arrivée à quatre-vingt-cinq ans sans infirmités, fut atteinte d'une maladie cruelle qui la mina lentement.

Ma mère était tout à fait de ce vieux monde par ses sentimens et ses souvenirs. Elle parlait admirablement le breton, connaissait tous les proverbes des marins et une foule de choses que personne au monde ne sait plus aujourd'hui. Tout était peuple en elle, et son

esprit naturel donnait une vie surprenante aux longues histoires qu'elle racontait et qu'elle était presque seule à savoir. Ses souffrances ne portèrent aucune atteinte à son étonnante gaîté; elle plaisantait encore l'après-midi où elle mourut. Le soir, pour la distraire, je passais une heure avec elle dans sa chambre, sans autre lumière (elle aimait cette demi-obscurité) que la faible clarté du gaz de la rue. Sa vive imagination s'éveillait alors, et, comme il arrive d'ordinaire aux vieillards, c'étaient les souvenirs d'enfance qui lui revenaient le plus souvent à l'esprit. Elle revoyait Tréguier, Lannion, tels qu'ils furent avant la révolution; elle passait en revue toutes les maisons, désignant chacune par le nom de son propriétaire d'alors. J'entretenais par mes questions cette rêverie, qui lui plaisait et l'empêchait de songer à son mal.

Un jour la conversation tomba sur l'hôpital-général. Elle m'en fit toute l'histoire. « Je l'ai vu changer bien des fois, me dit-elle. Il n'y avait nulle honte à y être, car on y avait connu les personnes les plus respectées. Sous le premier empire, avant les indemnités, il servit d'asile aux vieilles demoiselles nobles les mieux élevées. On les voyait rangées à la porte sur de pauvres chaises. Jamais on ne surprit chez elles un murmure; cependant, quand elles apercevaient venir de loin les acquéreurs des biens de leur famille, personnes relativement grossières et bourgeoises, roulant équipage et étalant leur luxe, elles rentraient et allaient prier à la chapelle afin de ne pas les rencontrer. C'était moins pour s'éviter à elles-mêmes un regret sur des biens dont elles avaient fait le sacrifice à Dieu que par délicatesse, de peur que leur présence ne parût un reproche à ces parvenus. Plus tard, les rôles furent bien changés; mais l'hôpital continua de recevoir toutes sortes d'épaves. Là mourut le pauvre Pierre Renan, ton oncle, qui mena toujours une vie de vagabond et passait sa vie dans les cabarets à lire aux buveurs les livres qu'il prenait chez nous, et le bonhomme Système, que les prêtres n'aimaient pas, quoique ce fût un homme de bien, et Gode, la vieille sorcière, qui, le lendemain de ta naissance, alla consulter pour toi l'étang du Minihi, et Marguerite Calvez, qui fit un faux serment et fut frappée d'une maladie de consomption le jour où elle sut que l'on avait adjuré saint Yves-de-la-Vérité de la faire mourir dans l'année (1).

— Et cette folle, lui dis-je, qui était d'ordinaire sous l'auvent, et qui nous faisait peur à Guyomar et à moi?

Elle réfléchit un moment pour voir de qui je parlais, et, reprenant vivement : — Ah! celle-là, mon fils, c'était la fille du broyeur de lin.

(1) Je raconterai peut-être un jour ces histoires.

— Qu'est-ce que le broyeur de lin?

— Je ne t'ai jamais conté cette histoire. Vois-tu, mon fils, on ne comprendrait plus cela maintenant; c'est trop ancien. Depuis que je suis dans ce Paris, il y a des choses que je n'ose plus dire... Ces nobles de campagne étaient si respectés! J'ai toujours pensé que c'étaient les vrais nobles... Ah! si on racontait cela à ces Parisiens, ils riraient. Ils n'admettent que leur Paris; je les trouve bornés au fond... Non, on ne peut plus comprendre combien ces vieux nobles de campagne étaient respectés, quoiqu'ils fussent pauvres.

Elle s'arrêta quelque temps, puis reprit.

III.

« Te souviens-tu de la petite commune de Trédarzec, dont on voyait le clocher de la tourelle de notre maison? A moins d'un quart de lieue du village, composé alors presque uniquement de l'église, de la mairie et du presbytère, s'élevait le manoir de Kermelle. C'était un manoir comme tant d'autres, une ferme soignée, d'apparence ancienne, entourée d'un long et haut mur, de belle teinte grise. On entrait dans la cour par une grande porte cintrée, surmontée d'un abri d'ardoises, à côté de laquelle se trouvait une porte plus petite pour l'usage de tous les jours. Au fond de la cour était la maison, au toit aigu, au pignon tapissé de lierre. Un colombier, une tourelle, deux ou trois fenêtres bien bâties, presque comme des fenêtres d'église, indiquaient une demeure noble, un de ces vieux castels qui étaient habités avant la révolution par une classe de personnes dont il est maintenant impossible de se figurer le caractère et les mœurs.

« Ces nobles de campagne étaient des paysans comme les autres, mais chefs des autres. Anciennement il n'y en avait qu'un dans chaque paroisse : ils étaient les têtes de colonne de la population; personne ne leur contestait ce droit, et on leur rendait de grands honneurs (1). Mais déjà, vers le temps de la révolution, ils étaient devenus rares. Les paysans les tenaient pour les chefs laïques de la paroisse, comme le curé était le chef ecclésiastique. Celui de Trédarzec, dont je te parle, était un beau vieillard, grand et vigoureux comme un jeune homme, à la figure franche et loyale. Il portait les cheveux longs relevés par un peigne, et ne les laissait tomber que le dimanche quand il allait communier. Je le vois encore (il venait souvent chez nous à Tréguier), sérieux, grave, un peu triste,

(1) Quels beaux chefs de *landwehr* ces gens-là eussent faits! On ne remplacera pas cela.

car il était presque seul de son espèce : cette petite noblesse de race avait disparu en grande partie; les autres étaient venus se fixer à la ville depuis longtemps. Toute la contrée l'adorait. Il avait un banc à part à l'église; chaque dimanche on l'y voyait assis au premier rang des fidèles, avec son ancien costume et ses gants de cérémonie, qui lui montaient presque jusqu'au coude. Au moment de la communion, il prenait par le bas du chœur, dénouait ses cheveux, déposait ses gants sur une petite crédence préparée pour lui près du jubé, et traversait le chœur seul, droit, ferme, sans perdre une ligne de sa haute taille. Personne n'allait à la communion que quand il était de retour à sa place et qu'il avait achevé de remettre ses gantelets.

« Il était très pauvre; mais il le dissimulait par devoir d'état. Ces nobles de campagne avaient autrefois certains priviléges qui les aidaient à vivre un peu différemment des paysans; tout cela s'était perdu avec le temps. Kermelle était dans un grand embarras. Sa qualité de noble lui défendait de travailler aux champs; il se tenait renfermé chez lui tout le jour, et s'occupait à huis-clos à une besogne qui n'exigeait pas le plein air. Quand le lin a roui, on lui fait subir une sorte de décortication qui ne laisse subsister que la fibre textile. Ce fut le travail auquel le pauvre Kermelle crut pouvoir se livrer sans déroger. Personne ne le voyait, l'honneur professionnel était sauf; mais tout le monde le savait, et, comme alors chacun avait un sobriquet, il fut bientôt connu dans le pays sous le nom de *broyeur de lin*. Ce surnom, ainsi qu'il arrive d'ordinaire, prit la place du nom véritable, et ce fut de la sorte qu'il fut universellement désigné.

« C'était comme un patriarche vivant. Tu rirais si je te disais avec quoi le broyeur de lin suppléait à l'insuffisante rémunération de son pauvre petit travail. On croyait que comme chef, il était dépositaire de la force de son sang, qu'il possédait éminemment les dons de sa race, et qu'il pouvait avec sa salive et ses attouchemens la relever quand elle était affaiblie. On était persuadé que, pour opérer des guérisons de cette sorte, il fallait un nombre énorme de quartiers de noblesse, et que lui seul les avait. Sa maison était entourée à certains jours de gens venus de vingt lieues à la ronde. Quand un enfant marchait tardivement, avait les jambes faibles, on le lui apportait. Il trempait son doigt dans sa salive, traçait des onctions sur les reins de l'enfant, que cela fortifiait. Il faisait tout cela gravement, sérieusement. Que veux-tu? On avait la foi alors; on était si simple et si bon. Lui, pour rien au monde n'aurait voulu être payé, et puis les gens qui venaient étaient trop pauvres pour s'acquitter en argent; on lui offrait en cadeau une douzaine d'œufs,

un morceau de lard, une poignée de lin, une motte de beurre, un lot de pommes de terre, quelques fruits. Il acceptait. Les nobles des villes se moquaient de lui, mais bien à tort : il connaissait le pays; il en était l'âme et l'incarnation.

« A l'époque de la révolution, il émigra à Jersey; on ne voit pas bien pourquoi; certainement on ne lui aurait fait aucun mal; mais les nobles de Tréguier lui dirent que le roi l'ordonnait, et il partit avec les autres. Il revint de bonne heure, trouva sa vieille maison, que personne n'avait voulu occuper, dans l'état où il l'avait laissée. A l'époque des indemnités, on essaya de lui persuader qu'il avait perdu quelque chose, et il y avait plus d'une bonne raison à alléguer. Les autres nobles étaient fâchés de le voir si pauvre, et auraient voulu le relever; cet esprit simple n'entra pas dans les raisonnemens qu'on lui fit. Quand on lui demanda de déclarer ce qu'il avait perdu : — Je n'avais rien, dit-il, je n'ai pu rien perdre. — On ne réussit pas à tirer de lui d'autre réponse, et il resta pauvre comme auparavant.

« Sa femme mourut, je crois, à Jersey. Il avait une fille qui était née vers l'époque de l'émigration. C'était une belle et forte fille (tu ne l'as vue que fanée); elle avait de la force de nature, un teint splendide, un sang pur et fort. Il eût fallu la marier jeune, mais c'était impossible. Ces faillis petits nobles de petite ville, qui ne sont bons à rien et qui ne valaient pas le quart du vieux noble de campagne, n'auraient pas voulu d'elle pour leur fils. Les principes empêchaient de la marier à un paysan. La pauvre fille restait ainsi suspendue comme une âme en peine : elle n'avait pas de place ici-bas; on eût dit le reste d'un monde disparu. Son père était le dernier de sa race, et elle semblait jetée à plaisir sur la terre pour n'y pas trouver un coin où se caser. Elle était douce et soumise. C'était un beau corps, presque sans âme. L'instinct chez elle était tout. C'eût été une mère excellente. A défaut du mariage, on eût dû la faire religieuse; la règle et les austérités l'eussent calmée; mais il est probable que le père n'était pas assez riche pour payer la dot, et sa condition ne permettait pas de la faire sœur converse. Pauvre fille; jetée dans le faux, elle était condamnée à y périr.

« Elle était née droite et bonne, n'eut jamais de doute sur ses devoirs; elle n'eut d'autre tort que d'avoir des veines et du sang. Aucun jeune homme du village n'aurait osé être indiscret avec elle, tant on respectait son père. Le sentiment de sa supériorité l'empêchait de se tourner vers les jeunes paysans : pour ceux-ci, elle était une demoiselle; ils ne pensaient pas à elle. La pauvre fille vivait ainsi dans une solitude absolue. Il n'y avait dans la maison qu'un jeune garçon de douze ou treize ans, neveu de Kermelle, que ce-

lui-ci avait recueilli, et auquel le vicaire, digne homme s'il en fut, apprenait ce qu'il savait, le latin.

« L'église restait la seule diversion de la pauvre enfant. Elle était pieuse par nature, quoique trop peu intelligente pour rien comprendre aux mystères de notre religion. Le vicaire, un bon prêtre, très attaché à ses devoirs, avait pour le broyeur de lin le respect qu'il devait; les heures que lui laissaient son bréviaire et les soins de son ministère, il les passait chez ce dernier. Il faisait l'éducation du jeune neveu; pour la fille, il avait ces manières réservées qu'ont nos ecclésiastiques bretons avec les « personnes du sexe », comme ils disent. Il la saluait, lui demandait de ses nouvelles, mais ne causait jamais avec elle, si ce n'est de choses insignifiantes. La malheureuse s'éprenait de lui de plus en plus. Le vicaire était la seule personne de son rang qu'elle vît, s'il est permis de parler de la sorte. Ce jeune prêtre était avec cela une personne très attrayante. A la pudeur exquise que respirait tout son extérieur se joignait un air triste, résigné, discret. On sentait qu'il avait un cœur et des sens, mais qu'un principe plus élevé les dominait, ou plutôt que le cœur et les sens se transformaient chez lui en quelque chose de supérieur. Tu sais le charme infini de quelques-uns de nos bons ecclésiastiques bretons. Les femmes sentent cela bien vivement. Cet invincible attachement à un vœu, qui est à sa manière un hommage à leur puissance, les enhardit, les attire, les flatte. Le prêtre devient pour elles un frère sûr, qui a dépouillé à cause d'elles son sexe et ses joies. De là un sentiment où se mêlent la confiance, la pitié, le regret, la reconnaissance. Mariez le prêtre, et vous détruirez un des élémens les plus nécessaires, une des nuances les plus délicates de notre société. La femme protestera, car il y a une chose à laquelle la femme tient encore plus qu'à être aimée, c'est qu'on attache de l'importance à l'amour. On ne flatte jamais plus la femme qu'en lui témoignant qu'on la craint. L'église, en imposant pour premier devoir à ses ministres la chasteté, caresse la vanité féminine en ce qu'elle a de plus intime.

« La pauvre fille se prit ainsi pour le vicaire d'un amour profond, qui occupa bientôt son être tout entier. La vertueuse et mystique race à laquelle elle appartenait ne connaît pas la frénésie qui renverse les obstacles, et qui n'estime rien avoir si elle n'a pas tout. Oh! elle se fût contentée de bien peu de chose. Qu'il admît seulement son existence, elle eût été heureuse. Elle ne lui demandait pas un regard, une pensée eût suffi. Le vicaire était naturellement son confesseur; il n'y avait pas d'autre prêtre dans la paroisse. Les habitudes de la confession catholique, si belles, mais si périlleuses, excitaient étrangement son imagination. Une fois

par semaine, le samedi, c'était une douceur inexprimable pour elle d'être une demi-heure seule avec lui, comme face à face avec Dieu, de le voir, de le sentir remplissant le rôle de Dieu, de respirer son haleine, de subir la douce humiliation de ses réprimandes, de lui dire ses pensées les plus intimes, ses scrupules, ses appréhensions. Il ne faut pas croire néanmoins qu'elle en abusât. Bien rarement une femme pieuse ose se servir de la confession pour une confidence d'amour. Elle y peut jouir beaucoup, elle risque de s'y abandonner à des sentimens qui ont leur danger; mais ce que de tels sentimens ont toujours d'un peu mystique est inconciliable avec l'horreur d'un sacrilége. En tout cas, notre pauvre fille était si timide que la parole eût expiré sur ses lèvres, et lui ne l'eût pas laissé achever. Sa passion était un feu silencieux, intime, dévorant. Avec cela, le voir tous les jours, plusieurs fois par jour, lui beau, jeune, toujours occupé de fonctions majestueuses, officiant avec dignité au milieu d'un peuple incliné, ministre, juge et directeur de sa propre âme! C'en était trop. La tête de la malheureuse enfant n'y tint pas, elle s'égarait. Des désordres de plus en plus graves se produisaient dans cette organisation forte et qui ne souffrait pas d'être déviée. Le vieux père attribuait à une certaine faiblesse d'esprit ce qui était le résultat des ravages intimes de rêves impossibles en un cœur que l'amour avait transverbéré.

« Comme un violent cours d'eau qui, rencontrant un obstacle infranchissable, renonce à son cours direct et se détourne, la pauvre fille, n'ayant aucun moyen de dire son amour à celui qu'elle aimait, se rabattait sur bien peu de chose : obtenir un instant son attention, ne pas être pour lui la première venue, être admise à lui rendre de petits services, pouvoir s'imaginer qu'elle lui était utile, cela lui suffisait. Mon Dieu, qui sait? pouvait-elle se dire, il était homme après tout; peut-être au fond se sentait-il touché et n'était-il retenu que par la discipline de son état... Tous ces efforts rencontrèrent une barre de fer, un mur de glace. Le vicaire ne sortit pas d'une froideur absolue. Elle était la fille de l'homme qu'il respectait le plus; mais elle était une femme. Oh! s'il l'avait évitée, s'il l'avait traitée durement, c'eût été pour elle un triomphe et la preuve qu'elle l'avait atteint au cœur; mais cette politesse toujours la même, cette résolution de ne pas voir les signes les plus évidens d'amour, étaient quelque chose de terrible. Il ne la reprenait pas, ne se cachait pas d'elle; il ne sortait pas du parti inébranlable qu'il avait pris de n'admettre son existence que comme une abstraction.

« Au bout de quelque temps, ce fut cruel. Repoussée, désespérée, la pauvre fille dépérissait, son œil s'égara, mais elle s'observait; au

fond personne ne voyait son secret, elle se rongeait intérieurement. « Quoi ! se disait-elle, je ne pourrai arrêter un moment son regard; il ne m'accordera pas que j'existe ; je ne serai, quoi que je fasse, pour lui qu'une ombre, qu'un fantôme, qu'une âme entre cent autres. Son amour, ce serait trop désirer; mais son attention, son regard?.. Être son égale, lui si savant, si près de Dieu, je n'y saurais prétendre ; être mère par lui, oh ! ce serait un sacrilége ; mais être à lui, être Marthe pour lui, la première de ses servantes, chargée des soins modestes dont je suis bien capable, et de la sorte avoir tout en commun avec lui, tout, c'est-à-dire le ménage, le linge, tout ce qui importe à l'humble femme qui n'a pas été initiée à de plus hautes pensées, oh ! ce serait le paradis. » Elle restait des heures immobile, assise en sa chaise, sur cette idée fixe. Elle le voyait, s'imaginait être avec lui, l'entourant de soins, gouvernant sa maison, baisant le bas de sa robe. Elle repoussait ces rêves insensés; mais après s'y être livrée des heures elle était pâle, à demi morte. Elle n'existait plus pour ceux qui l'entouraient. Son père aurait dû le voir; mais que pouvait le simple vieillard contre un mal dont son âme honnête ne pouvait même concevoir la pensée ?

« Cela se continua ainsi peut-être une année. Il est probable que le vicaire ne s'aperçut de rien, tant nos prêtres vivent à cet égard dans le convenu, dans une sorte de résolution de ne pas voir. Cette chasteté admirable ne faisait qu'exalter l'imagination de la pauvre enfant. L'amour chez elle devint culte, adoration pure, exaltation. Elle trouvait ainsi un repos relatif. Son imagination se portait vers des jeux inoffensifs; elle voulait se dire qu'elle travaillait pour lui, qu'elle était occupée à faire quelque chose pour lui. Elle était arrivée à rêver éveillée, à exécuter comme une somnambule des actes dont elle n'avait qu'une demi-conscience. Nuit et jour, elle n'avait plus qu'une pensée; elle se figurait vivant avec lui, le servant, le soignant, comptant son linge, s'occupant de ce qui était trop humble pour lui. Toutes ces chimères arrivèrent à prendre un corps et l'amenèrent à un acte étrange qui ne peut être expliqué que par l'état de folie où elle était décidément depuis quelque temps. »

Ce qui suit en effet serait incompréhensible, si l'on ne tenait compte de certains traits du caractère breton. Ce qu'il y a de plus particulier chez les peuples de race bretonne, c'est l'amour. L'amour est chez eux un sentiment tendre, profond, affectueux, bien plus qu'une passion. C'est une volupté intérieure qui use et tue. Rien ne ressemble moins au feu des peuples méridionaux. Le paradis qu'ils rêvent est frais, vert, sans ardeurs. Nulle race ne compte

plus de morts par amour; le suicide y est rare; ce qui domine, c'est la lente consomption. Le cas est fréquent chez les jeunes conscrits bretons. Incapables de se distraire par des amours vulgaires et vénales, ils succombent à une sorte de langueur indéfinissable. La nostalgie n'est que l'apparence; la vérité est que l'amour chez eux s'associe d'une manière indissoluble au village, au clocher, à l'*Angelus* du soir, au paysage favori. L'homme passionné du midi tue son rival, tue l'objet de sa passion. Le sentiment dont nous parlons ne tue que celui qui l'éprouve, et voilà pourquoi la race bretonne est une race facilement chaste; par son imagination vive et fine, elle se crée un monde aérien qui lui suffit. La vraie poésie d'un tel amour, c'est la chanson de printemps du Cantique des Cantiques, poème admirable, bien plus voluptueux que passionné. *Hiems transiit; imber abiit et recessit... Vox turturis audita est in terra nostra... Surge, amica mea, et veni.*

IV.

Ma mère continua ainsi :

« Tout n'est au fond qu'une grande illusion, et ce qui le prouve, c'est que, dans beaucoup de cas, rien n'est plus facile que de duper la nature par des singeries qu'elle ne sait pas distinguer de la réalité. Je n'oublierai jamais la fille de Marzin, le menuisier de la grande rue, qui, folle aussi par suppression de sentiment maternel, prenait une bûche, l'emmaillotait de chiffons, lui mettait un semblant de bonnet d'enfant, puis passait les jours à dorloter dans ses bras ce poupon fictif, à le bercer, à le serrer contre son sein, à le couvrir de baisers. Quand on le mettait le soir dans un berceau à côté d'elle, elle restait tranquille jusqu'au lendemain. Il y a des instincts pour qui l'apparence suffit et qu'on endort par des fictions. La pauvre Kermelle arriva ainsi à réaliser ses songes, à faire ce qu'elle rêvait. Ce qu'elle rêvait, c'était la vie en commun avec celui qu'elle aimait, et la vie qu'elle partageait en esprit, ce n'était pas naturellement la vie du prêtre, c'était la vie du ménage. La pauvre fille était faite pour l'union conjugale. Sa folie était une sorte de folie ménagère, un instinct de ménage contrarié. Elle imaginait son paradis réalisé, se voyait tenant la maison de celui qu'elle aimait, et, comme déjà elle ne séparait plus bien ses rêves de ce qui était vrai, elle fut amenée à une incroyable aberration. Que veux-tu? ces pauvres folles prouvent par leurs égaremens les saintes lois de la nature et leur inévitable fatalité.

« Ses journées se passaient à ourler du linge, à le marquer. Or, dans sa pensée, ce linge était destiné à la maison qu'elle imaginait,

à ce nid en commun où elle eût passé sa vie aux pieds de celui qu'elle adorait. L'hallucination allait si loin que ces draps, ces serviettes, elle les marquait aux initiales du vicaire; souvent même ces initiales et les siennes propres se mêlaient. Elle faisait bien ces petits travaux de femme. Son aiguille allait, allait sans cesse, et elle filait des heures délicieuses plongée dans son rêve, croyant qu'elle et lui ne faisaient qu'un. Elle trompait ainsi sa passion et y trouvait des momens de volupté qui la rassasiaient pour des journées.

« Les semaines s'écoulaient de la sorte à tracer point par point les lettres du nom qu'elle aimait, à les marier aux siennes, et ce rêve était pour elle une grande consolation. Sa main était toujours occupée pour lui, ces linges piqués par elle lui semblaient elle-même. Ils seraient près de lui, le toucheraient, serviraient à ses usages; ils seraient elle-même près de lui. Quelle joie qu'une telle pensée! Elle serait toujours privée de lui, c'est vrai; mais l'impossible est l'impossible; elle se serait approchée de lui autant que c'était permis. Durant un an, elle savoura ainsi en imagination son pauvre petit bonheur. Seule, les yeux fixés sur son ouvrage, elle était d'un autre monde, se croyait sa femme dans la faible mesure du possible. Les heures coulaient d'un mouvement lent comme son aiguille; sa pauvre imagination était soulagée. Et puis elle avait parfois quelque espérance; peut-être se laisserait-il toucher, peut-être une larme lui échapperait-elle en découvrant cette surprise, marque de tant d'amour. « Il verra comme je l'aime, il songera qu'il est doux d'être ensemble. » Elle se perdait ainsi durant des jours dans ses rêves, qui se terminaient d'ordinaire par des accès de complète prostration.

« Enfin le jour vint où le ménage fut complet. Qu'en faire? L'idée de le forcer à accepter un service d'elle, à être son obligé en quelque chose, s'empara d'elle absolument. Elle voulait, si j'ose le dire, voler sa reconnaissance, l'amener par violence à lui savoir gré de quelque chose. Voici ce qu'elle imagina. Cela n'avait pas le sens commun, c'était cousu de fil blanc; mais sa raison sommeillait, et depuis longtemps elle ne suivait plus que les feux follets de son imagination détraquée.

« On était à l'époque des fêtes de Noël. Après la messe de minuit, le vicaire avait coutume de recevoir au presbytère le maire et les notables pour leur donner une collation. Le presbytère touchait à l'église. Outre l'entrée principale sur la place du village, il avait deux issues : l'une donnant à l'intérieur de la sacristie et mettant ainsi l'église et la cure en communication; l'autre, au fond du jardin, débouchant sur les champs. Le manoir de Kermelle était à un

demi-quart de lieue de là. Pour éviter un détour au jeune garçon qui venait prendre les leçons du vicaire, on lui avait donné la clé de cette porte de derrière. La pauvre obsédée s'empara de cette clé pendant la messe de minuit et entra dans la cure. La servante du vicaire, pour pouvoir assister à la messe, avait mis le couvert d'avance. Notre folle enleva rapidement tout le linge et le cacha dans le manoir.

« Au sortir de la messe, le vol se révéla sur-le-champ. L'émoi fut extrême. On s'étonna tout d'abord que le linge seul eût disparu. Le vicaire ne voulut pas renvoyer ses hôtes sans collation. Au moment du plus vif embarras, la fille apparaît : « Ah! pour cette fois, vous accepterez nos services, monsieur le curé. Dans un quart d'heure, notre linge va être porté chez vous. » Le vieux Kermelle se joignit à elle, et le vicaire laissa faire, ne se doutant pas naturellement d'un pareil raffinement de supercherie chez une créature à laquelle on n'accordait que l'esprit le plus borné.

« Le lendemain on réfléchit à ce vol singulier. Il n'y avait nulle trace d'effraction. La principale porte du presbytère et celle au fond du jardin étaient intactes, fermées comme elles devaient l'être. Quant à l'idée que la clé confiée à Kermelle eût pu servir à l'exécution du vol, une pareille idée eût semblé folle; elle ne vint à personne. Restait la porte de la sacristie; il parut évident que le vol n'avait pu se faire que par là. Le sacristain avait été vu dans l'église tout le temps de l'office. La sacristine au contraire avait fait des absences; elle avait été à l'âtre du presbytère chercher des charbons pour les encensoirs; elle avait vaqué à deux ou trois autres petits soins; le soupçon se porta donc sur elle. C'était une excellente femme, sa culpabilité paraissait souverainement invraisemblable; mais que faire contre des coïncidences accablantes? On ne sortait pas de ce raisonnement : « le voleur est entré par la porte de la sacristie; or la sacristine seule a pu passer par cette porte, et il est prouvé qu'elle y a passé en réalité; elle-même l'avoue. » On cédait trop alors à l'idée qu'il était bon que tout crime fût suivi d'une arrestation. Cela donnait une haute idée de la sagacité extraordinaire de la justice, de la promptitude de son coup d'œil, de la sûreté avec laquelle elle saisissait la piste d'un crime. On emmena l'innocente femme à pied entre les gendarmes. L'effet de la gendarmerie, quand elle arrivait dans un village, avec ses armes luisantes et ses belles buffleteries, était immense. Tout le monde pleurait; la sacristine seule restait calme et disait à tous qu'elle était certaine que son innocence éclaterait.

« Effectivement, dès le lendemain ou le surlendemain, on reconnut l'impossibilité de la supposition qu'on avait faite. Le troisième jour,

les gens du village osaient à peine s'aborder, se communiquer leurs réflexions. Tous en effet avaient la même pensée et n'osaient se la dire. Cette pensée leur paraissait à la fois évidente et absurde, c'est que la clé du broyeur de lin avait seule pu servir au vol. Le vicaire évitait de sortir pour n'avoir pas à exprimer un doute qui l'obsédait. Jusque-là, il n'avait pas examiné le linge que l'on avait substitué au sien. Ses yeux tombèrent par hasard sur les marques; il s'étonna, réfléchit tristement, ne se rendit pas compte du mystère des deux lettres, tant les bizarres hallucinations d'une pauvre folle étaient impossibles à deviner.

« Il était plongé dans les plus sombres pensées, quand il vit entrer le broyeur de lin, droit en sa haute taille et plus pâle que la mort. Le vieillard resta debout, fondit en larmes. « C'est elle, dit-il, oh! la malheureuse, j'aurais dû la surveiller davantage, entrer mieux dans ses pensées; mais, toujours mélancolique, elle m'échappait. » Il révéla le mystère; un instant après, on rapportait au presbytère le linge qui avait été volé.

« La pauvre fille, vu son peu de sens, avait pu espérer que l'esclandre s'apaiserait et qu'elle jouirait doucement de son petit stratagème amoureux. L'arrestation de la sacristine et l'émotion qui en fut la suite gâtèrent toute son intrigue. Si le sens moral n'avait pas été chez elle aussi oblitéré qu'il l'était, elle n'eût pensé qu'à délivrer la sacristine; mais elle n'y songeait guère. Elle était plongée dans une sorte de stupeur, qui n'avait rien de commun avec le remords. Ce qui l'abattait, c'était l'avortement évident de sa tentative sur l'esprit du vicaire. Toute autre âme que celle d'un prêtre eût été touchée de la révélation d'un si violent amour. Celle du vicaire n'éprouva rien. Il s'interdit de penser à cet événement extraordinaire, et, dès qu'il vit clairement l'innocence de la sacristine, il dormit, dit sa messe et son bréviaire avec le même calme que tous les jours.

« La maladresse qu'on avait faite en arrêtant la sacristine parut alors dans son énormité. Sans cela, l'affaire aurait pu être étouffée. Il n'y avait pas eu vol réel; mais après qu'une innocente avait fait plusieurs jours de prison pour un fait qualifié de vol, il était bien difficile de laisser impunie la vraie coupable. La folie n'était pas évidente; il faut même dire que cette folie n'était qu'intérieure. Avant cela il n'était venu à la pensée de personne que la fille de Kermelle fût folle. Extérieurement elle était comme tout le monde, sauf son mutisme presque absolu. On pouvait donc contester l'aliénation mentale; en outre l'explication vraie était si bizarre, si incroyable, qu'on n'osait même pas la présenter. La folie n'étant pas constatée, le fait d'avoir laissé arrêter la sacristine était impardon-

nable. Si le vol n'avait été qu'un jeu, l'auteur de l'espièglerie aurait dû la faire cesser plus tôt, dès qu'une tierce personne en était victime. La malheureuse fut arrêtée et conduite à Saint-Brieuc pour les assises. Elle ne sortit pas un moment de son complet anéantissement; elle semblait hors du monde. Son rêve était fini, l'espèce de chimère qu'elle avait nourrie quelque temps et qui l'avait soutenue étant tombée à plat, elle n'existait plus. Son état n'avait rien de violent, c'était un silence morne; les médecins alors la virent et jugèrent son fait avec discernement.

« Aux assises, la cause fut vite entendue. On ne put tirer d'elle une seule parole. Le broyeur de lin entra, droit et ferme, la figure résignée. Il s'approcha de la table du prétoire, y déposa ses gants, sa croix de Saint-Louis, son écharpe. « Messieurs, dit-il, je ne peux les reprendre que si vous l'ordonnez; mon honneur vous appartient. C'est elle qui a tout fait, et pourtant ce n'est pas une voleuse... Elle est malade. » Le brave homme fondait en larmes, il suffoquait. « Assez, assez! » entendit-on de toutes parts. L'avocat-général montra du tact, et sans faire une dissertation sur un cas de rare physiologie amoureuse, il abandonna l'accusation.

« La délibération du jury ne fut pas longue non plus. Tous pleuraient. Quand l'acquittement fut prononcé, le broyeur de lin reprit ses insignes, se retira rapidement, emmenant sa fille et revint au village de nuit.

« Au milieu de cet éclat public, le vicaire ne put éviter d'apprendre la vérité sur une foule de points qu'il se dissimulait. Il n'en fut pas plus ému. Les faits évidens dont tout le monde s'entretenait, il feignait de les ignorer. Il ne demanda pas son changement; l'évêque ne songea pas à le lui proposer. On pourrait croire que, la première fois qu'il vit Kermelle et sa fille, il éprouva quelque trouble. Il n'en fut rien. Il se rendit au manoir à l'heure où il savait devoir rencontrer le père et la fille. « Vous avez péché gravement, dit-il à celle-ci, moins par votre folie, que Dieu vous pardonnera, qu'en laissant emprisonner la meilleure des femmes. Une innocente, par votre faute, a été traitée pendant plusieurs jours comme une voleuse. La plus honnête femme de la paroisse a été emmenée par les gendarmes, à la vue de tous. Vous lui devez réparation. Dimanche, la sacristine sera à son banc, au dernier rang, près de la porte de l'église; au *Credo*, vous irez la prendre, et vous la conduirez par la main à votre banc d'honneur, qu'elle mérite plus que vous d'occuper. »

« La pauvre folle fit machinalement ce qui lui était enjoint. Ce n'était plus un être sentant. Depuis ce temps, on ne vit presque plus le broyeur de lin ni sa famille. Le manoir était devenu une sorte de tombeau, d'où l'on n'entendait sortir aucun signe de vie.

« La sacristine mourut la première. L'émotion avait été trop forte pour cette simple femme. Elle n'avait pas douté un moment de la Providence; mais tout cela l'avait ébranlée. Elle s'affaiblit peu à peu. C'était une sainte. Elle avait un sentiment exquis de l'église. On ne comprendrait plus cela maintenant à Paris, où l'église signifie peu de chose. Un samedi soir, elle sentit venir sa fin. Sa joie fut grande. Elle fit appeler le vicaire; une faveur inouie occupait son imagination; c'était la que, pendant grand'messe du dimanche, son corps restât exposé sur le petit appareil qui sert à porter les cercueils. Assister à la messe encore une dernière fois, quoique morte, entendre ces paroles consolantes, ces chants qui sauvent; être là sous le drap mortuaire, au milieu de l'assemblée des fidèles, famille qu'elle avait tant aimée, tout entendre sans être vue, pendant que tous penseraient à elle, prieraient pour elle, seraient occupés d'elle, communier encore une fois avec les personnes pieuses avant de descendre sous la terre, quelle joie! Elle lui fut accordée. Le vicaire prononça sur sa tombe des paroles d'édification.

« Le vieux vécut encore quelques années, mourant peu à peu, toujours renfermé chez lui, ne causant plus avec le vicaire. Il allait à l'église, mais ne se mettait pas à son banc. Il était si fort qu'il résista huit ou dix ans à cette morne agonie.

« Ses promenades se bornaient à faire quelques pas sous les hauts tilleuls qui abritaient le manoir. Or un jour il vit à l'horizon quelque chose d'insolite. C'était le drapeau tricolore qui flottait sur le clocher de Tréguier; la révolution de juillet venait de s'accomplir. Quand il apprit que le roi était parti, il comprit mieux que jamais qu'il avait été de la fin d'un monde. Ce devoir professionnel, auquel il avait tout sacrifié, devenait sans objet. Il ne regretta pas de s'être attaché à une idée trop haute du devoir; il ne songea pas qu'il aurait pu s'enrichir comme les autres; mais il douta de tout, excepté de Dieu. Les carlistes de Tréguier allaient répétant partout que cela ne durerait pas, que le roi légitime allait revenir. Il souriait de ces folles prédictions. Il mourut peu après, assisté par le vicaire, qui lui commenta ce beau passage qu'on lit à l'office des morts : « Ne soyez pas comme les païens, qui n'ont pas d'espérance. »

« Après sa mort, sa fille se trouva sans ressources. On s'entendit pour qu'elle fût placée à l'hospice; c'est là que tu l'as vue. Maintenant sans doute elle est morte aussi, et d'autres occupent son lit à l'hôpital-général. »

ERNEST RENAN.

LES

MAITRES D'AUTREFOIS

VI[1].

REMBRANDT. — LES VAN-EYCK. — MEMLING.

I.

Amsterdam.

Rembrandt serait en effet inexplicable, si l'on ne voyait en lui deux hommes de nature adverse qui se sont fort embarrassés. Leur force est presque égale; leur portée n'a rien de comparable; quant à leur objectif, il est absolument opposé. Ils ont tenté de se mettre d'accord, et n'y sont parvenus qu'à la longue, dans des circonstances demeurées célèbres et très rares. D'habitude ils agissaient et pensaient séparément, ce qui leur a toujours réussi. Les longs efforts, les témérités, les quelques avortemens, le dernier chef-d'œuvre de ce grand homme double, — *les Syndics*, — ne sont pas autre chose que la lutte et la réconciliation finale de ses deux natures. *La Ronde de nuit* a pu vous donner l'idée du peu d'entente qui régnait entre elles lorsque, trop tôt sans doute, Rembrandt entreprit de les faire collaborer à la même œuvre. Il me reste à vous les montrer chacune dans son domaine. En voyant jusqu'à quel point elles étaient contraires et complètes, vous comprendrez mieux pourquoi Rembrandt eut tant de peine à trouver une œuvre mixte où elles pussent se manifester ensemble et sans se nuire.

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 15 janvier, 1er et 15 février, et du 1er mars.

D'abord il y a le peintre que j'appellerai l'homme extérieur : esprit clair, main rigoureuse, logique infaillible, en tout l'opposé du romanesque génie à qui les admirations du monde se sont données presque tout entières, et quelquefois, comme je viens de vous le dire, un peu trop vite. A sa façon, à ses heures, le Rembrandt dont je veux parler est lui-même un maître supérieur. Sa manière de voir est des plus saines, sa manière de peindre édifie par la simplicité des moyens; sa manière d'être atteste qu'il veut être avant tout compréhensible et véridique. Sa palette est sage, limpide, teintée aux vraies couleurs du jour et sans nuage. Son dessin se fait oublier, mais n'oublie rien. Il est excellemment physionomique. Il exprime et caractérise en leur individualité des traits, des regards, des attitudes et des gestes, c'est-à-dire les habitudes normales et les accidens furtifs de la vie. Son exécution a la propriété, l'ampleur, la haute tenue, le tissu serré, la force et la concision propres aux praticiens passés maîtres dans l'art des beaux langages. Sa peinture est grise et noire, mate, pleine, extrêmement grasse et savoureuse. Elle a pour les yeux le charme d'une opulence qui se dérobe au lieu de s'afficher, d'une habileté qui ne se trahit que par les échappées du plus grand savoir.

Si vous la comparez aux peintures de même mode et de même gamme qui distinguent les portraitistes hollandais, Hals excepté, vous vous apercevez, à je ne sais quoi de plus nourri dans le ton, à je ne sais quelles chaleurs intimes dans les nuances, aux coulées de la pâte, aux ardeurs de la facture, qu'un tempérament de feu se cache sous la tranquillité apparente de la méthode. Quelque chose vous avertit que l'artiste qui peint ainsi se tient à quatre pour ne pas peindre autrement, que cette palette affecte une sobriété de circonstance, enfin que cette matière onctueuse et grave est beaucoup plus riche au fond qu'elle n'en a l'air, et qu'à l'analyse on y découvrirait, comme un alliage magnifique, des réserves d'or en fusion.

Voilà sous quelle forme inattendue Rembrandt se révèle chaque fois qu'il sort de lui-même pour se prêter à des obligations tout accidentelles. Et telle est la puissance d'un pareil esprit, quand il se porte avec sincérité d'un monde sur un autre, que ce thaumaturge est encore un des témoins les plus capables de nous donner une idée fidèle et une idée inédite du monde extérieur tel qu'il est. Ses ouvrages ainsi conçus sont peu nombreux. Je ne sache pas, et la raison en est facile à saisir, qu'aucun de ses tableaux, je veux dire aucune de ses œuvres imaginées ou imaginaires, se soit jamais revêtue de cette forme et de cette couleur relativement impersonnelles. Aussi ne rencontrez-vous chez lui cette manière de sentir et

de peindre que dans les cas où, soit fantaisie, soit obligation, il se subordonne à son sujet. On pourrait y rattacher quelques portraits hors ligne disséminés dans les collections de l'Europe, et qui mériteraient qu'on fît d'eux une étude à part. C'est également à ces momens de rare abandon, dans la vie d'un homme qui s'oublia peu et ne se donna que par complaisance, que nous devons les portraits des galeries *Six* et *Van-Loon*, et c'est à ces œuvres parfaitement belles que je conseillerai de recourir, si l'on veut savoir comment Rembrandt traitait la personne humaine lorsque, pour des motifs qu'on suppose, il consentait à ne s'occuper que de son modèle.

Le plus célèbre est celui du *bourgmestre Six*. Il date de 1656, l'année fatale, celle où Rembrandt vieilli, ruiné, se retirait sur le *Roosgracht* (*canal aux roses*), ne sauvant de ses prospérités qu'une chose qui les valait toutes, son génie intact. On s'étonne que le bourgmestre, qui vivait avec Rembrandt dans une étroite familiarité depuis quinze ans et dont il avait déjà gravé le portrait en 1647, ait attendu si tard pour se faire peindre par son illustre ami. Tout en admirant beaucoup ses portraits, *Six* avait-il quelque raison de douter de leur ressemblance? Ne savait-il pas comment le peintre en avait usé jadis avec *Saskia*, avec quel peu de scrupule il s'était peint lui-même trente ou quarante fois déjà, et craignait-il pour sa propre image une de ces infidélités dont plus souvent que personne il avait été témoin?

Toujours est-il que, cette fois entre autres, et certainement par égard pour un homme dont l'amitié et le patronage le suivaient en sa mauvaise fortune, tout à coup Rembrandt se maîtrise comme si son esprit et sa main n'avaient jamais commis le moindre écart. Il est libre, mais scrupuleux, aimable et sincère. D'après ce personnage peu chimérique, il fait une peinture sans chimère, et de la même main qui signait, deux ans avant, en 1654, la *Bethsabée* du musée Lacaze, une étude sur le vif assez bizarre, il signe un des meilleurs portraits qu'il ait peints, un des plus beaux morceaux de pratique qu'il ait jamais exécutés. Il s'abandonne encore plus qu'il ne s'observe. La nature est là qui le dirige. La transformation qu'il fait subir aux choses est insensible, et il faudrait approcher de la toile un objet réel pour apercevoir des artifices dans cette peinture si délicate et si mâle, si savante et si naturelle. Le faire est rapide, la pâte un peu grosse et lisse, de premier jet, sans reliefs inutiles, coulante, abondante, plutôt écrasée et légèrement blaireautée par les bords. Pas d'écart trop vif, nulle brusquerie, pas un détail qui n'ait son intérêt secondaire ou de premier ordre. Une atmosphère incolore circule autour de ce personnage, observé chez lui, dans ses habitudes de corps et dans ses habits de tous les jours. Ce n'est

pas tout à fait un gentilhomme, ce n'est pas non plus un bourgeois; c'est un homme distingué, bien mis, fort à son aise en ses allures, dont l'œil est posé sans être trop fixe, la physionomie calme, la mine un peu distraite. Il va sortir, il est coiffé, il met des gants de couleur grisâtre. La main gauche est déjà gantée, la droite est nue; ni l'une ni l'autre ne sont terminées et ne pouvaient plus l'être, tant l'ébauche est définitive en son négligé. Ici la justesse du ton, la vérité du geste, la parfaite rigueur de la forme sont telles que tout est dit comme il fallait. Le reste était affaire de temps et de soin. Et je ne reprocherais ni au peintre, ni au modèle de s'être tenus pour satisfaits devant un si spirituel à-peu-près. Les cheveux sont roux, le feutre est noir; le visage est aussi reconnaissable à son teint qu'à son expression, aussi individuel qu'il est vivant. Le pourpoint est gris-tendre; le court manteau jeté sur l'épaule est rouge avec des passementeries d'or. L'un et l'autre ont leur couleur propre, et le choix de ces deux couleurs est aussi fin que le rapport des deux couleurs est juste. Comme expression morale, c'est charmant, — comme vérité, c'est absolument sincère, — comme art, c'est de la plus haute qualité.

Quel peintre eût été capable de faire un portrait comme celui-ci? Vous pouvez l'éprouver par les comparaisons les plus redoutables, il y résiste. Rembrandt lui-même y eût-il apporté tant d'expérience et de laisser-aller, c'est-à-dire un tel accord de qualités mûres, avant d'avoir passé par les profondes recherches et les grandes audaces qui venaient d'occuper les années les plus laborieuses de sa vie? je ne le crois pas. Rien n'est perdu des efforts d'un homme, et tout lui sert, même ses erreurs. Il y a là la bonne humeur d'un esprit qui se détend, le sans-façon d'une main qui se délasse et par-dessus tout cette manière d'interpréter la vie, qui n'appartient qu'aux penseurs rompus à de plus hauts problèmes. Sous ce rapport, et si l'on songe aux tentatives de *la Ronde de nuit*, la parfaite réussite du portrait de *Six* est, si je ne me trompe, un argument sans réplique.

Je ne sais pas si les portraits de *Martin Daey* et de sa femme, les deux imposans panneaux qui ornent le grand salon de l'hôtel *Van-Loon*, valent plus ou moins que celui du bourgmestre. Dans tous les cas, ils sont plus imprévus, et beaucoup moins connus; le nom des personnages les ayant d'abord moins recommandés. D'ailleurs ils ne se rattachent visiblement ni à la première manière de Rembrandt ni à la seconde. Bien plus encore que le portrait de *Six*, ils sont une exception dans l'œuvre de ses années moyennes, et le besoin qu'on a de classer les ouvrages d'un maître d'après telle ou telle page ultra-célèbre, les a fait, je crois, considérer comme des toiles sans type, et, pour ce motif, un peu négliger. L'un, celui

du mari, est de 1634, deux ans après *la Leçon d'anatomie*; l'autre, celui de la femme, de 1643, douze mois après *la Ronde de nuit*. Neuf années les séparent, et cependant ils ont l'air d'avoir été conçus à la même heure, et si rien dans le premier ne rappelle la période timide, appliquée, mince et jaunâtre dont *la Leçon d'anatomie* demeure le spécimen le plus important; rien, absolument rien dans le second ne porte la trace des tentatives audacieuses dans lesquelles Rembrandt venait d'entrer. Voici, très sommairement indiqué par des notes, quelle est la valeur originale de ces deux pages admirables.

Le mari est debout, de face, en pourpoint noir, culotte noire, avec chapeau de feutre noir, une collerette de guipures, manchettes de guipures, nœud de guipures aux jarretières, larges cocardes de guipures sur des souliers noirs. Il a le bras gauche plié et la main cachée sous un manteau noir, galonné de satin noir; de la main droite écartée et jetée en avant, il tient un gant de daim. Le fond est noirâtre, le parquet gris. Belle tête douce et grave, un peu ronde, jolis yeux regardant bien; dessin charmant, grand, facile et familier, du plus parfait naturel. Peinture égale, ferme de bords, d'une consistance et d'une ampleur telles qu'elle pourrait être mince ou épaisse sans qu'on exigeât ni plus ni moins; imaginez un Velasquez hollandais plus intime et plus recueilli. Quant au rang du personnage, la plus intime manière de le bien marquer : ce n'est pas un prince, à peine un grand seigneur; c'est un gentilhomme de bonne naissance, de belle éducation, d'élégantes habitudes. La race, l'âge, le tempérament, la vie en un mot dans ce qu'elle a de plus caractéristique, tout ce qui manquait à *la Leçon d'anatomie*, ce qui devait manquer plus tard à *la Ronde de nuit* vous le trouvez dans cette œuvre de pure bonne foi.

La femme est posée de même en pied, devant un fond noirâtre et sur un parquet gris, et pareillement toute habillée de noir, avec collier de perles, bracelets de perles, nœuds de dentelles d'argent à la ceinture, cocardes de dentelles d'argent fixées sur de fines mules de satin blanc. Elle est maigre, blanche et longue. Sa jolie tête un peu penchée vous regarde avec des yeux tranquilles, et son teint de couleur incertaine emprunte un éclat des plus vifs à l'ardeur de sa chevelure qui tourne au roux. Un léger grossissement de la taille, très décemment exprimé sous l'ampleur de la robe, lui donne un air de jeune matrone infiniment respectable. Sa main droite tient un éventail de plumes noires à chaînette d'or; l'autre pendante est toute pâle, fluette, allongée, de race exquise.

Du noir, du gris, du blanc : rien de plus, rien de moins, et la tonalité est sans pareille. Une atmosphère invisible, et cependant de l'air; un modelé court et cependant tout le relief possible; une

inimitable manière d'être précis sans petitesse, d'opposer le travail le plus délicat aux plus larges ensembles, d'exprimer par le ton le luxe et le prix des choses; en un mot, une sûreté d'œil, une sensibilité de palette, une certitude dans la main qui suffiraient à la gloire d'un maître : voilà, si je me trompe, d'étonnantes qualités obtenues par le même homme qui venait quelques mois auparavant de signer *la Ronde de nuit.*

N'avais-je pas raison d'en appeler de Rembrandt à Rembrandt? Si l'on supposait en effet *la Leçon d'anatomie* et *la Ronde de nuit* traitées ainsi, avec le respect des choses nécessaires, des physionomies, des costumes, des traits typiques, ne serait-ce pas dans ce genre de compositions à portraits un extraordinaire exemple à méditer et à suivre? Rembrandt ne risquait-il pas beaucoup à se compliquer? Était-il moins original quand il s'en tenait à la simplicité de ces belles pratiques? Quel sain et fort langage, un peu de tradition, mais si bien à lui! Pourquoi en changer du tout au tout? Avait-il donc un si pressant besoin de se créer un idiome étrange, expressif, mais incorrect, et que personne après lui n'a pu parler sans tomber dans les barbarismes? Telles sont les questions qui se poseraient d'elles-mêmes, si Rembrandt avait consacré sa vie à peindre des personnages de son temps, tels que *le docteur Tulp*, le *capitaine Kock*, le *bourgmestre Six*, *M. Martin Daey;* mais le grand souci de Rembrandt n'était pas là. Si le peintre des *dehors* avait si spontanément trouvé sa formule et du premier coup pour ainsi dire atteint son but, il n'en était pas de même du créateur inspiré que nous allons voir à l'œuvre. Celui-ci était bien autrement difficile à satisfaire, parce qu'il avait à dire des choses qui ne se traitent pas comme de beaux yeux, de jolies mains, de riches guipures sur des satins noirs, et pour lesquelles il ne suffit pas d'un aperçu catégorique, d'une palette claire, de quelques locutions franches, nettes et concises.

Vous rappelez-vous *le Bon Samaritain* que nous avons au Louvre? Vous souvenez-vous de cet homme à moitié mort, plié en deux, soutenu par les épaules, porté par les jambes, brisé, faussé dans tout son corps, haletant au mouvement de la marche, les jambes nues, les pieds rassemblés, les genoux se touchant, un bras contracté gauchement sur sa poitrine creuse, le front enveloppé d'un bandage où l'on voit du sang? Vous souvenez-vous de ce petit masque souffrant, avec son œil demi-clos, son regard éteint, sa physionomie d'agonisant, un sourcil relevé, cette bouche qui gémit et ces deux lèvres écartées par une imperceptible grimace où la plainte expire? Il est tard, tout est dans l'ombre; hormis une ou deux lueurs flottantes qui semblent se déplacer à travers la toile, tant elles sont capricieusement posées, mobiles et légères, rien ne

le dispute à la tranquille uniformité du crépuscule. A peine, dans ce mystère du jour qui finit, remarquez-vous à la gauche du tableau le cheval d'un si beau style et l'enfant à mine souffreteuse qui se hausse sur la pointe des pieds, regarde par-dessus l'encolure de la bête, et, sans grande pitié, suit des yeux jusqu'à l'hôtellerie ce blessé qu'on a ramassé sur le chemin, qu'on emporte avec précaution, qui pèse entre les mains des porteurs et qui geint. La toile est enfumée, toute imprégnée d'ors sombres, très riche en dessous, surtout très grave. La matière est boueuse et cependant transparente; le faire est lourd et cependant subtil, hésitant et résolu, pénible et libre, très inégal, incertain, vague en quelques endroits, d'une étonnante précision dans d'autres. Je ne sais quoi vous invite à vous recueillir et vous avertirait, si la distraction était permise devant une œuvre aussi impérieuse, que l'auteur était lui-même singulièrement attentif et recueilli lorsqu'il la peignit. Arrêtez-vous, regardez de loin, de près, examinez longtemps. Nul contour apparent, pas un accent donné de routine, une extrême timidité qui n'est pas de l'ignorance et qui vient, dirait-on, de la crainte d'être banal, ou du prix que le penseur attache à l'expression immédiate et directe de la vie; une structure des choses qui semble exister en soi, presque sans le secours des formules connues, et rend sans nul moyen saisissable les incertitudes et les précisions de la nature. Des jambes nues et des pieds de construction irréprochable de style aussi; on ne les oublie pas plus en leur petite dimension qu'on n'oublie les jambes et les pieds du Christ dans *l'Ensevelissement* de Titien. Dans ce pâle, maigre et gémissant visage, rien qui ne soit une expression, une chose venant de l'âme, du dedans au dehors : l'atonie, la souffrance, et comme la triste joie de se voir recueilli quand on se sent mourir. Pas une contorsion, pas un trait qui dépasse la mesure, pas une touche, dans cette manière de rendre l'inexprimable, qui ne soit pathétique et contenue; tout cela dicté par une émotion profonde et traduit par des moyens tout à fait extraordinaires.

Cherchez autour de ce tableau sans grand extérieur et que la seule puissance de sa gamme générale impose de loin à l'attention de ceux qui savent voir; parcourez la grande galerie, revenez même jusqu'au salon carré, consultez les peintres les plus forts et les plus habiles, depuis les Italiens jusqu'aux fins Hollandais, depuis Giorgion dans son *Concert* jusqu'à Metzu dans sa *Visite*, depuis Holbein dans son *Érasme* jusqu'à Terburg et Ostade; examinez les peintres de sentimens, de physionomie, d'attitudes, les hommes d'observation scrupuleuse ou de verve; rendez-vous compte de ce qu'ils se proposent, étudiez leurs recherches, mesurez leur domaine, pesez bien leur langue, et demandez-vous si vous apercevez quelque part une pareille intimité dans l'expression d'un visage,

une émotion de cette nature, une telle ingénuité dans la manière de sentir, quelque chose en un mot qui soit aussi délicat à concevoir, aussi délicat à dire, et qui soit dit en termes ou plus originaux, ou plus exquis, ou plus parfaits.

On pourrait jusqu'à un certain point définir ce qui fait la perfection d'Holbein, ou même l'étrange beauté de Léonard. On dirait à peu près, grâce à quelle attentive et forte observation des traits humains le premier doit l'évidence de ses ressemblances, la précision de sa forme, la clarté et la rigueur de son langage. Peut-être soupçonnerait-on dans quel monde idéal des hautes formules ou des types rêvés Léonard a deviné ce que devait être en soi *la Joconde* et comment de cette conception première il a tiré le regard de ses *Saint Jean* et de ses *Vierges*. On expliquerait avec moins de peine encore les lois du dessin chez les imitateurs hollandais. Partout la nature est là pour les enseigner, les soutenir, les retenir, et pour assister leur main aussi bien que leur œil. Mais Rembrandt? Si l'on cherche son idéal dans le monde supérieur des formes, on s'aperçoit qu'il n'y a vu que des beautés morales et des laideurs physiques. Si l'on cherche ses points d'appui dans le monde réel, on découvre qu'il en exclut tout ce qui sert aux autres, qu'il le connaît aussi bien, ne le regarde qu'à peu près, et que, s'il l'adapte à ses besoins, il ne s'y conforme presque jamais. Cependant il est plus naturel que personne, tout en étant moins près de la nature, plus familier, tout en étant moins terre à terre, plus trivial et tout aussi noble, laid dans ses types, extraordinairement beau par le sens des physionomies, moins adroit de sa main, c'est-à-dire moins couramment et moins également sûr de son fait, et cependant d'une habileté si rare, si féconde et si ample qu'elle peut aller du *Samaritain* aux *Syndics*, du *Tobie* à *la Ronde de nuit*, de *la Famille du menuisier* au *Portrait* de *Six*, aux portraits des *Martin Daey*, c'est-à-dire du pur sentiment à l'apparat presque pur et de ce qu'il y a de plus intime à ce qu'il y a de plus superbe.

Ce que je vous dis à propos du *Samaritain*, je le dirais du *Tobie*; je le dirai à plus forte raison des *Disciples d'Emmaüs*, une merveille un peu trop perdue dans un coin du Louvre et qui peut compter parmi les chefs-d'œuvre du maître. Il suffirait de ce petit tableau de pauvre apparence, de mise en scène nulle, de couleur terne, de facture discrète et presque gauche, pour établir à tout jamais la grandeur d'un homme. Sans parler du disciple qui comprend et joint les mains, de celui qui s'étonne, pose sa serviette sur la table, regarde droit à la tête du Christ et dit nettement ce qu'en langage ordinaire on pourrait traduire par une exclamation d'homme stupéfait, — sans parler du jeune valet aux yeux noirs qui apporte un plat et ne voit qu'une chose, un homme qui allait man-

ger, ne mange pas et se signe avec componction, — on pourrait de cette œuvre unique ne conserver que le Christ, et ce serait assez. Quel est le peintre qui n'a pas fait un Christ, à Rome, à Florence, à Sienne, à Milan, à Venise, à Bâle, à Bruges, à Anvers? Depuis Léonard, Raphaël et Titien jusqu'à Van-Eyck, Holbein, Rubens et Van-Dyck, comment ne l'a-t-on pas déifié, humanisé, transfiguré, montré dans son histoire, dans sa passion, dans la mort? Comment n'a-t-on pas raconté les aventures de sa vie terrestre, conçu les gloires de son apothéose? L'a-t-on jamais imaginé ainsi : pâle, amaigri, assis de face, rompant le pain comme il avait fait le soir de la Cène, dans sa robe de pèlerin, avec ses lèvres noirâtres où le supplice a laissé des traces, ses grands yeux bruns, doux, largement dilatés et levés vers le ciel, avec son nimbe froid, une sorte de phosphorescence autour de lui qui le met dans une gloire indécise, et ce je ne sais quoi d'un vivant qui respire et qui certainement a passé par la mort. L'attitude de ce revenant divin, ce geste impossible à décrire, à coup sûr impossible à copier, l'intense ardeur de ce visage, dont le type est exprimé sans traits et dont la physionomie tient au mouvement des lèvres et au regard, — ces choses inspirées on ne sait d'où et produites on ne sait comment, tout cela est sans prix. Aucun art ne les rappelle, personne avant Rembrandt, personne après lui ne les a dites.

Trois des portraits signés de sa main et que possède notre galerie sont de même essence et de même valeur : son *Portrait* (numéro 413 du catalogue), le beau buste de *Jeune homme* aux petites moustaches, aux longs cheveux (numéro 417), et le *Portrait de femme* (numéro 419), peut-être celui de *Saskia* à la fin de sa courte vie. Pour multiplier les exemples, c'est-à-dire les témoignages de sa souplesse et de sa force, de sa présence d'esprit quand il rêve, de sa prodigieuse lucidité quand il discerne l'invisible, il faudrait citer *la Famille du menuisier*, où Rembrandt se jette en plein dans le merveilleux de la lumière, cette fois en toute réussite, parce que la lumière est dans la vérité de son sujet, et surtout *les Deux Philosophes*, deux miracles de clair-obscur que lui seul était capable d'accomplir sur ce thème abstrait : *la Méditation*.

Voilà, si je ne me trompe, dans quelques pages, non pas les plus célèbres, un exposé des facultés uniques et de la belle manière de ce grand esprit. Notez que ces tableaux sont de toutes les dates et que par conséquent il n'est guère possible d'établir à quel moment de sa carrière il a été le plus maître de sa pensée et de son métier, en tant que poète. Il est positif qu'à partir de *la Ronde de nuit* il y a dans ses procédés matériels un changement, quelquefois un progrès, quelquefois seulement un parti-pris, une habitude nouvelle; mais le vrai et le profond mérite de ses ouvrages n'a presque rien

à voir avec les nouveautés de son travail. Il revient d'ailleurs à sa langue incisive et légère quand le besoin de dire expressément des choses profondes l'emporte dans son esprit sur la tentation de les dire plus énergiquement qu'autrefois.

La Ronde de nuit est de 1642, le *Tobie* de 1637, *la Famille du menuisier* de 1640, *le Samaritain* de 1648, *les Deux Philosophes* de 1633, *les Disciples d'Emmaüs*, le plus limpide et le plus tremblant, de 1648. Et si son *portrait* est de 1634, celui du *jeune homme*, un des plus accomplis qui soient sortis de sa main, est de 1658. Ce que je conclurai seulement de cette énumération de dates, c'est que, six ans après *la Ronde de nuit*, il signait *les Disciples d'Emmaüs* et *le Samaritain*; or, lorsqu'après un éclat pareil, en pleine gloire, — et quelle gloire bruyante, — applaudi par les uns, contredit par les autres, on se calme au point de demeurer si humble; on se possède assez pour revenir de tant de turbulence à tant de sagesse, c'est qu'à côté du novateur qui cherche, du peintre qui s'évertue à perfectionner ses ressources, il y a le penseur qui poursuit son œuvre comme il peut, comme il la sent, presque toujours avec la force de clairvoyance propre aux cerveaux illuminés par les intuitions.

II.

Avec *les Syndics*, on sait à quoi s'en tenir sur le Rembrandt définitif. En 1661, il n'avait plus que huit ans à vivre. Pendant ces dernières années, tristes, difficiles, fort délaissées, toujours laborieuses, la pratique allait s'alourdir; quant à la manière elle ne devait plus changer. Avait-elle donc tant changé que cela? A prendre Rembrandt depuis 1632 jusqu'aux *Syndics*, de son point de départ à son point d'arrivée, quelles sont les variations qui se sont produites en ce génie obstiné et si peu mêlé aux autres? Le mode est devenu plus expéditif; la brosse est plus large, la matière plus lourde et plus substantielle, le tuf plus résistant. La solidité des constructions premières est d'autant plus grande que la main doit agir avec plus d'emportement sur les surfaces. C'est ce qu'on appelle traiter *magistralement* une toile, parce qu'en effet de tels élémens sont peu maniables, que souvent au lieu de les gouverner à son aise on en est esclave, et qu'il faut un long passé d'expériences heureuses pour employer sans trop de risques de pareils expédiens.

Rembrandt était arrivé à ce degré d'assurance graduellement et plutôt par secousse, avec des impulsions subites, puis des retours en arrière. Quelquefois des tableaux très sages avaient succédé, je vous l'ai dit, à des œuvres qui ne l'étaient pas; mais finalement, après ce long trajet de trente années, il s'était fixé sur tous les

points, et *les Syndics* peuvent être considérés comme le résumé de ses acquisitions, ou pour mieux dire comme le résultat éclatant de ses certitudes. Ce sont des portraits réunis dans un même cadre, non pas les meilleurs, mais comparables aux meilleurs qu'il ait faits dans ces dernières années. Bien entendu, ils ne rappellent en rien ceux des *Martin Daey*. Ils n'ont pas non plus la fraîcheur d'accent et la netteté de couleur de *Six*. Ils sont conçus dans le style ombré, fauve et puissant du *Jeune homme* du Louvre, — et beaucoup meilleurs que le *Saint Matthieu,* qui date de la même année et où déjà se trahit la vieillesse. Les habits et les feutres sont noirs, mais à travers le noir on sent des rousseurs profondes; les linges sont blancs, mais fortement glacés de bistre; les visages, extrêmement vivans, sont animés par de beaux yeux lumineux et directs qui ne regardent pas précisément le spectateur et dont le regard cependant vous suit, vous interroge, vous écoute. Ils sont individuels et ressemblans. Ceux-là sont bien des bourgeois, des marchands, mais des notables, réunis chez eux devant une table à tapis rouge, leur registre ouvert sous la main, surpris en plein conseil. Ils sont occupés sans agir, ils parlent sans remuer les lèvres. Pas un ne pose, ils vivent. Les noirs s'affirment ou s'estompent. Une atmosphère chaude décuplée de valeur enveloppe tout cela de demi-teintes riches et graves. La saillie des linges, des visages, des mains est extraordinaire, et l'extrême vivacité de la lumière est aussi finement observée que si la nature elle-même en avait donné la qualité et la mesure. On dirait presque de ce tableau qu'il est des plus contenus et des plus modérés, tant il y a d'exactitude dans ses équilibres, si l'on ne sentait à travers toute cette maturité pleine de sang-froid beaucoup de nerfs, d'impatience et de flamme. C'est superbe. Prenez quelques-uns de ses beaux portraits conçus dans le même esprit, et ils sont nombreux, et vous aurez une idée de ce que peut être une réunion ingénieusement disposée de quatre ou cinq portraits de premier ordre. L'ensemble est grandiose, l'œuvre est décisive. On ne peut pas dire qu'elle révèle un Rembrandt ni plus fort, ni même plus audacieux; mais elle atteste que le chercheur a retourné bien des fois le même problème, et qu'enfin il en a trouvé la solution.

La page au reste est trop célèbre et trop justement consacrée pour que j'y insiste. Ce que je tiendrais à bien établir, le voici : elle est à la fois très réelle et très imaginée, copiée et conçue, prudemment conduite et magnifiquement peinte. Tous les efforts de Rembrandt ont donc porté; pas une de ses recherches n'a été vaine. Que se proposait-il, en somme? Il entendait traiter la nature vivante à peu près comme il traitait les fictions, mêler l'idéal au vrai. A travers quelques paradoxes, il y parvient. Il noue ainsi tous les

chaînons de sa belle carrière. Les deux hommes qui longtemps s'étaient partagé les forces de son esprit, se donnent la main à cette heure de parfaite réussite. Il clôt sa vie par une entente avec lui-même et par un chef-d'œuvre. Était-il fait pour connaître la paix de l'esprit? Du moins, *les Syndics* signés, il put croire ce jour venu.

Un dernier mot pour en finir avec *la Ronde de nuit*. Je vous ai dit que la donnée me semblait ici trop réelle pour admettre autant de magie, et que par conséquent la fantaisie qui la trouble ne me paraissait pas à sa place, — que, considéré comme représentation d'une scène réelle, le tableau s'expliquait mal, et que, envisagé comme art, il manquait des ressources d'idéal, qui sont le naturel élément où Rembrandt s'affirme avec tous ses mérites. Je vous ai dit en outre qu'une qualité incontestable se manifestait déjà dans ce tableau : l'art d'introduire, dans un cadre étendu et dans une scène aussi largement développée, un pittoresque nouveau, une transformation des choses, une force de clair-obscur, dont nul avant ni après lui n'a aussi profondément connu les secrets. J'ai osé dire que ce tableau ne démontrait point que Rembrandt fût un grand dessinateur, dans le sens où d'ordinaire on entend le dessin, qu'il attestait toutes les différences qui le séparent des grands et vrais coloristes; je n'ai pas dit la distance, parce que entre Rembrandt et les grands manieurs de palette il n'y a que des dissemblances et pas de degrés. Enfin j'ai tâché d'expliquer pourquoi, dans cette œuvre en particulier, il n'est pas non plus ce qu'on appelle un bel exécutant, et je me suis servi de ses tableaux du Louvre et de ses portraits de la famille *Six* pour établir que, lorsqu'il consent à voir la nature telle qu'elle est, sa pratique est admirable, et que, lorsqu'il exprime un sentiment, ce sentiment parût-il inexprimable, c'est alors un exécutant sans pareil.

N'ai-je pas à peu près tracé par là les contours et les limites de ce grand esprit? Et ne vous est-il pas aisé de conclure?

La Ronde de nuit est un tableau intermédiaire dans sa vie, qu'il partage à peu près par moitié, moyen dans le domaine de ses facultés. Il révèle, il manifeste, tout ce qu'on peut attendre d'un aussi souple génie. Il ne le contient pas, il ne marque sa perfection dans aucun des genres qu'il a traités, mais il fait pressentir que dans plusieurs il peut être parfait. Les têtes du fond, une ou deux physionomies dans les premiers plans témoignent de ce que doit être le portraitiste et montrent quelle est sa manière nouvelle de traiter la ressemblance par la vie abstraite, par la vie même. Une fois pour toutes, le maître du clair-obscur aura donné, de cet élément jusqu'alors confondu avec tant d'autres, une expression distincte. Il aura prouvé qu'il existe en soi, indépendamment de la forme exté-

rieure et du coloris, et qu'il pourra par sa force, la variété de son emploi, la puissance de ses effets, le nombre, la profondeur ou la subtilité des idées qu'il exprime, devenir le principe d'un art nouveau. Il aura prouvé qu'on peut soutenir des comparaisons écrasantes, sans coloris, par la seule action des lumières sur des ombres. Il aura par là formulé plus expressément que personne la loi *des valeurs* et rendu d'incalculables services à notre art moderne. Sa fantaisie s'est fourvoyée dans cette œuvre un peu terre à terre par sa donnée. Et cependant *la Petite fille au coq*, bien ou mal à propos, est là pour attester que ce grand portraitiste est avant tout un visionnaire, que ce très exceptionnel coloriste est d'abord un peintre de lumière, que son atmosphère étrange est l'air qui convient à ses conceptions, et qu'il y a en dehors de la nature, ou plutôt dans les profondeurs de la nature, des choses que ce pêcheur de perles a seul découvertes.

Un grand effort et d'intéressans témoignages, voilà selon moi ce que le tableau contient de plus positif. Il n'est incohérent que parce qu'il affecte beaucoup de visées contraires. Il n'est obscur que parce que la donnée même était incertaine et la conception peu claire. Il n'est violent que parce que l'esprit du peintre se tendait à l'embrasser, et excessif que parce que la main qui l'exécutait était moins résolue qu'audacieuse. On y cherche des mystères qui n'y sont pas. Le seul mystère que j'y découvre, c'est l'éternelle et secrète lutte entre la réalité telle qu'elle s'impose et la vérité telle que la conçoit un cerveau épris de chimères. Son importance historique lui vient de la grandeur du travail et de l'importance des tentatives dont elle est le résumé, sa célébrité de ce qu'elle est étrange; son titre enfin le moins douteux ne lui vient pas de ce qu'elle est, mais, je vous l'ai dit, de ce qu'elle affirme et de ce qu'elle annonce.

Un chef-d'œuvre n'a jamais été, que je sache, une œuvre sans défaut; mais ordinairement il est du moins le formel et le complet exposé des facultés d'un maître. A ce titre, le tableau d'Amsterdam serait-il un chef-d'œuvre? Je ne le pense pas. Pourrait-on, d'après cette seule page, écrire une étude bien judicieuse sur ce génie de si grande envergure? aurait-on sa mesure? Si *la Ronde de nuit* disparaissait, qu'arriverait-il? quel vide, quelle lacune? Et qu'arriverait-il également si tels et tels tableaux, si tels et tels portraits choisis venaient à disparaître? Quelle est celle de ces pertes qui diminuerait le plus ou le moins la gloire de Rembrandt et dont raisonnablement la postérité aurait le plus à souffrir? Enfin connaît-on parfaitement Rembrandt quand on l'a vu à Paris, à Londres, à Dresde? et le connaîtrait-on parfaitement si on ne l'avait vu qu'à Amsterdam dans le tableau qui passe pour son œuvre maîtresse?

J'imaginerais qu'il en est de *la Ronde de nuit* comme de *l'Assomption* de Titien, page capitale et fort significative, qui n'est point un de ses meilleurs tableaux. J'imagine aussi, sans aucun rapprochement quant aux mérites des œuvres, que Véronèse resterait ignoré s'il n'avait pour le représenter que *l'Enlèvement d'Europe*, une de ses pages les plus célèbres et certainement les plus bâtardes, une œuvre qui, loin de prédire un pas en avant, annoncerait la décadence de l'homme et le déclin de toute une école. *La Ronde de nuit* n'est pas, comme on le voit, le seul malentendu qu'il y ait dans l'histoire de l'art.

III.

La vie de Rembrandt est, comme sa peinture, pleine de demi-teintes et de coins sombres. Autant Rubens se montre tel qu'il était au plein jour de ses œuvres, de sa vie publique, de sa vie privée, net, lumineux et tout chatoyant d'esprit, de bonne humeur, de grâce hautaine et de grandeur, autant Rembrandt se dérobe et semble toujours cacher quelque chose, soit qu'il ait peint, soit qu'il ait vécu. Point de palais avec l'état de maison d'un grand seigneur, point de train et de galeries à l'italienne. Une installation médiocre, la maison noirâtre d'un petit marchand, le pêle-mêle intérieur d'un collectionneur, d'un bouquiniste, d'un amateur d'estampes et de raretés. Nulle affaire publique qui le tire hors de son atelier et le fasse entrer dans la politique de son temps, nulles grandes faveurs qui jamais l'aient rattaché à aucun prince. Point d'honneurs officiels, ni ordres, ni titres, ni cordons, rien qui le mêle de près ni de loin à tel fait ou à tels personnages qui l'auraient sauvé de l'oubli, car l'histoire en s'occupant d'eux aurait incidemment parlé de lui. Rembrandt était du tiers, à peine du tiers, comme on eût dit en France en 1789. Il appartenait à ces foules où les individus se confondent, dont les mœurs sont plates, les habitudes sans aucun cachet qui les relève, et même en ce pays de soi-disant égalité dans les classes, protestant, républicain, sans préjugés nobiliaires, la singularité de son génie n'a pas empêché que la médiocrité sociale de l'homme ne le retînt en bas dans les couches obscures et ne l'y noyât. Pendant fort longtemps on n'a rien su de lui que d'après le témoignage de Sandrart ou de ses élèves, ceux du moins qui ont écrit, Hoogstraeten, Houbraken, et tout se réduisit à quelques légendes d'ateliers, à des renseignemens contestables, à des jugemens trop légers, à des commérages. Ce qu'on apercevait de sa personne, c'étaient des bizarreries, des manies, quelques trivialités, des défauts, presque des vices. On le disait intéressé, cupide, même avare, quelque peu trafiquant, et d'autre part on le disait dissipa-

teur et désordonné dans ses dépenses, témoin sa ruine. Il avait beaucoup d'élèves, les mettait en cellule dans des chambres à compartimens, veillait à ce qu'il n'y eût entre eux ni contact, ni influences, et tirait de cet enseignement méticuleux de gros revenus. On cite quelques fragmens de leçons orales recueillis par la tradition qui sont des vérités de simple bon sens, mais ne tirent point à conséquence. Il n'avait pas vu l'Italie, ne recommandait pas ce voyage, et ce fut là, pour ses ex-disciples devenus des docteurs en esthétique, un grief et l'occasion de regretter que leur maître n'eût pas ajouté cette culture nécessaire à ses saines doctrines et à son original talent. On lui savait des goûts singuliers, l'amour des vieilles défroques, des friperies orientales, des casques, des épées, des tapis d'Asie. Avant de connaître plus exactement le détail de son mobilier d'artiste et toutes les curiosités instructives et utiles dont il avait encombré sa maison, on n'y voyait qu'un désordre de choses hétéroclites, tenant de l'histoire naturelle et du bric-à-brac, panoplies sauvages, bêtes empaillées, herbes desséchées. Cela sentait le capharnaüm, le laboratoire, un peu la science occulte et la cabale, et cette baroquerie, jointe à la passion qu'on lui supposait pour l'argent, donnait à la figure méditative et rechignée de ce travailleur acharné je ne sais quel air compromettant de chercheur d'or. Il avait la rage de poser devant un miroir et de se peindre, non pas comme Rubens le faisait dans des tableaux héroïques, sous de chevaleresques dehors, en homme de guerre et pêle-mêle avec des figures d'épopée, mais tout seul, en un petit cadre, les yeux dans les yeux, pour lui-même et pour le seul prix d'une lumière frisante ou d'une demi-teinte plus rare, jouant sur les plans arrondis de sa grosse figure à pulpe injectée. Il se retroussait la moustâche, mettait de l'air et du jeu dans sa chevelure frisottante; il souriait d'une lèvre forte et sanguine, et son petit œil noyé sous d'épaisses saillies frontales dardait un regard singulier où il y avait de l'ardeur, de la fixité, de l'insolence et du contentement. Ce n'était pas l'œil de tout le monde. Le masque avait des plans solides; la bouche était expressive, le menton volontaire. Entre les deux sourcils, le travail avait tracé deux sillons verticaux, des renflemens, et ce pli contracté par l'habitude de froncer propre aux cerveaux qui se concentrent, réfractent les sensations reçues et font effort du dehors au dedans. Il se parait d'ailleurs et se travestissait à la façon des gens de théâtre. Il empruntait à son vestiaire de quoi se vêtir, se coiffer ou s'orner, se mettait des turbans, des toques de velours, des feutres, des pourpoints, des manteaux, quelquefois une cuirasse; il agrafait une joaillerie à sa coiffure, attachait à son cou des chaînes d'or avec pierreries. Et pour peu qu'on ne fût pas dans le secret de ses recherches, on arrivait à se

demander si toutes ces complaisances du peintre pour le modèle n'étaient pas des faiblesses de l'homme auxquelles l'artiste se prêtait. Plus tard, après ses années mûres, dans les jours difficiles, on le vit paraître en des tenues plus graves, plus modestes, plus véridiques : sans or, sans velours, en vestes sombres, avec un mouchoir en serre-tête, le visage attristé, ridé, macéré, la palette entre ses rudes mains. Cette tenue de désabusé fut une forme nouvelle que prit l'homme quand il eut passé cinquante ans, mais elle ne fit que compliquer davantage l'idée vraie qu'on aimerait à se former de lui. Tout cela en somme ne faisait pas un ensemble très concordant, ne se tenait pas, cadrait mal avec le sens de ses œuvres, la haute portée de ses conceptions, le sérieux profond de ses visées habituelles.

Les saillies de ce caractère mal défini, les points révélés de ses habitudes presque inédites, se détachaient avec quelque aigreur sur le fond d'une existence terne, neutre, enfumée d'incertitudes et biographiquement assez confuse.

Depuis lors, la lumière s'est répandue à peu près sur toutes les parties demeurées douteuses de ce tableau ténébreux. L'histoire de Rembrandt a été faite et fort bien en Hollande, et même en France, d'après les écrivains hollandais. Grâce aux travaux d'un de ses adorateurs les plus fervens, M. Vosmaert, nous savons maintenant de Rembrandt sinon tout ce qu'il importe de savoir, du moins tout ce que probablement on saura jamais, et cela suffit pour le faire aimer, plaindre, estimer, et je crois bien comprendre.

A le considérer par l'extérieur, c'était un brave homme, aimant le chez soi, la vie de ménage, le coin du feu, un homme de famille, une nature d'époux plus que de libertin, un monogame qui ne put jamais supporter ni le célibat ni le veuvage, et que des circonstances mal expliquées entraînèrent à se marier trois fois, un casanier, cela va de soi ; peu économe, car il ne sut pas aligner ses comptes, pas avare, car il se ruina, et que, s'il dépensa peu d'argent pour son bien-être, il le prodigua, paraît-il, pour les curiosités de son esprit, difficile à vivre, peut-être ombrageux, solitaire, en tout et dans sa sphère modeste un être singulier. Il n'eut pas de faste, mais il eut une sorte d'opulence cachée, des trésors enfouis en valeurs d'art, qui lui causèrent bien des joies, qu'il perdit dans un total désastre et qui sous ses yeux, devant une porte d'auberge, en un jour vraiment sinistre, se vendirent à vil prix. Tout n'était pas bric-à-brac, on l'a bien vu d'après l'inventaire dressé lors de la vente, dans ce mobilier, dont la postérité s'occupa longtemps sans le connaître. Il y avait là des marbres, des tableaux italiens, des tableaux hollandais, en grand nombre des œuvres de lui, surtout des gravures, et des plus rares, qu'il échangeait contre les siennes ou payait fort cher. Il tenait à toutes ces choses, belles, curieuse-

ment recueillies et de choix, comme à des compagnons de solitude, à des témoins de son travail, aux confidens de sa pensée, aux inspirateurs de son esprit. Peut-être thésaurisait-il comme un dilettante, comme un érudit, comme un délicat en fait de jouissances intellectuelles, et telle est probablement la forme inusitée d'une avarice dont on ne comprenait pas le sens intime. Quant à ses dettes, qui l'écrasèrent, il en avait déjà à l'époque où, dans une correspondance qui nous a été conservée, il se disait riche. Il était assez fier, et il souscrivait des lettres de change avec le sans-façon d'un homme qui ne connaît pas le prix de l'argent et ne compte pas assez exactement ni celui qu'il possède ni celui qu'il doit.

Il eut une femme charmante, *Saskia*, qui fut comme un rayon dans ce perpétuel clair-obscur et pendant des années trop courtes, à défaut d'élégance et de charmes bien réels, y mit quelque chose comme un éclat plus vif. Ce qui manque à cet intérieur morne, comme à ce labeur morose tout en profondeur, c'est l'expansion, un peu de jeunesse amoureuse, de grâce féminine et de tendresse. Saskia lui apportait-elle tout cela? On ne le voit pas distinctement. Il en fut épris, dit-on, la peignit souvent, l'affubla, comme il avait fait pour lui-même, de déguisemens bizarres ou magnifiques, la couvrit ainsi que lui-même de je ne sais quel luxe d'occasion, la représenta en *Juive*, en *Odalisque*, en *Judith*, peut-être en *Susanne* et en *Bethsabée*, ne la peignit jamais comme elle était vraiment, et ne laissa pas d'elle un portrait habillé ou non qui fût fidèle, — on aime à le croire. Voilà tout ce que nous connaissons de ses joies domestiques trop vite éteintes. Saskia mourut jeune en 1642, l'année même où il produisait *la Ronde de nuit*. De ses enfans, car il en eut plusieurs de ses trois mariages, on ne rencontre pas une seule fois l'aimable et riante figure dans ses tableaux. Son fils Titus mourut quelques mois avant lui. Les autres disparaissent dans l'obscurité qui couvrit ses dernières années et suivit sa mort.

On sait que Rubens, dans sa grande vie si entraînante et toujours heureuse, eut à son retour d'Italie, quand il se sentit dépaysé dans son propre pays, puis après la mort d'Isabelle Brandt, quand il se vit veuf et seul dans sa maison, un moment de grande faiblesse et comme une soudaine défaillance. On en a la preuve d'après ses lettres. Chez Rembrandt, il est impossible de savoir ce que le cœur souffrit. Saskia meurt, son labeur continue sans un jour d'arrêt, on le constate par la date de ses tableaux et mieux encore par ses eaux-fortes. Sa fortune s'écroule, il est traîné devant la chambre des insolvables, tout ce qu'il aimait lui est enlevé : il emporte son chevalet, s'installe ailleurs, et ni les contemporains, ni la postérité n'ont recueilli ni un cri, ni une plainte de cette étrange

nature qu'on aurait pu croire absolument terrassée. Sa production ne faiblit ni ne décline. La faveur l'abandonne avec la fortune, avec le bonheur, avec le bien-être : il répond aux injustices du sort, aux infidélités de l'opinion par le portrait de *Six* et par *les Syndics*, sans parler du *Jeune homme* du Louvre et de tant d'autres œuvres classées parmi ses plus posées, ses plus convaincues et ses plus vigoureuses. Dans ses deuils, au milieu de malheurs humilians, il conserve je ne sais quelle impassibilité, qui serait tout à fait inexplicable, si l'on ne savait ce dont est capable, comme ressort, comme indifférence ou comme promptitude d'oubli, une âme occupée de vues profondes.

Eut-il beaucoup d'amis? On ne le croit pas; à coup sûr il n'eut pas tous ceux qu'il méritait d'avoir : ni Vondel, qui lui-même était un familier de la maison Six; ni Rubens, qu'il connaissait bien, qui vint en Hollande en 1636, y visita tous les peintres célèbres, lui excepté, et mourut l'année qui précéda *la Ronde de nuit*, sans que le nom de Rembrandt figure ou dans ses lettres ou dans ses collections. Était-il fêté, très entouré, très en vue? Non plus. Quand il est question de lui dans les *Apologies*, dans les écrits, dans les petites poésies fugitives et de circonstance du temps, c'est en sous-ordre, un peu par esprit de justice, par hasard, sans grande chaleur. Les littérateurs avaient d'autres préférences, après lesquelles venait Rembrandt, lui le seul illustre. Dans les cérémonies officielles, aux grands jours des pompes de tout genre, on l'oubliait, ou pour ainsi parler on ne le voit nulle part, au premier rang, sur les estrades.

Malgré son génie, sa gloire, le prodigieux engouement qui poussa les peintres vers lui dans ses débuts, ce qu'on appelle le monde était, même à Amsterdam, un milieu social dont on lui entr'ouvrit la porte peut-être, mais dont il ne fut jamais. Ses portraits ne le recommandaient pas plus que sa personne. Quoiqu'il en eût fait de magnifiques et d'après des personnages d'élite, ce n'était point de ces œuvres plaisantes, naturelles, lucides, qui pouvaient le poser dans certaines compagnies, y être goûtées et l'y faire admettre. Je vous ai dit que le capitaine Kock, qui figure dans *la Ronde de nuit*, s'était dédommagé plus tard avec Van der Helst; quant à Six, un jeune homme par rapport à lui, et qui, je persiste à le croire, ne se fit peindre qu'à son corps défendant, lorsque Rembrandt allait chez ce personnage officiel, il allait plutôt chez le bourgmestre et le mécène que chez l'ami. D'habitude et de préférence, il frayait avec des gens de peu, boutiquiers, petits bourgeois. On a même trop rabaissé ces fréquentations très humbles, mais non dégradantes, comme on le disait. Encore un peu, on lui eût reproché des habitudes crapuleuses, lui qui ne hantait guère les cabarets, chose rare

alors, parce que dix ans après son veuvage on crut s'apercevoir que ce solitaire avait des relations suspectes avec sa servante. Pour cela, la servante fut réprimandée et Rembrandt passablement décrié. A ce moment d'ailleurs, tout tournait mal, fortune, honneur, et quand il quitte le *Breestraat*, sans gîte, sans le sou, mais en règle avec ses créanciers, il n'y a plus ni talent ni gloire acquise qui tienne. On perd sa trace, on l'oublie, et pour le coup sa personne disparaît dans la petite vie nécessiteuse et obscure d'où il n'était, à dire vrai, jamais sorti.

En tout, comme on le voit, c'était un homme à part, un rêveur, peut-être un taciturne, quoique sa figure dise le contraire; peut-être un caractère anguleux et un peu rude, tendu, tranchant, peu commode à contredire, encore moins à convaincre, ondoyant au fond, raide en ses formes, à coup sûr un original. S'il fut célèbre et choyé et vanté d'abord, en dépit des jaloux, des gens à courte vue, des pédans et des imbéciles, on se vengea bien quand il ne fut plus là.

Dans sa pratique, il ne peignait, ne crayonnait, ne gravait comme personne. Ses œuvres étaient même, en leurs procédés, des énigmes. On admirait non sans quelque inquiétude; on le suivait sans trop le comprendre. C'était surtout à son travail qu'il avait des airs d'alchimiste. A le voir à son chevalet, avec une palette certainement engluée, d'où sortaient tant de matières lourdes, d'où se dégageaient tant d'essences subtiles, ou penché sur ses planches de cuivre et burinant contre toutes les règles, — on cherchait, au bout de son burin et de sa brosse, des secrets qui venaient de plus loin. Sa manière était si nouvelle, qu'elle déroutait les esprits forts, passionnait les esprits simples. Tout ce qu'il y avait de jeune, d'entreprenant, d'insubordonné et d'étourdi parmi les écoliers peintres courait à lui. Ses disciples directs furent médiocres; la queue fut détestable. Chose frappante après l'enseignement cellulaire que je vous ai dit, pas un ne sauva tout à fait son indépendance. Ils l'imitèrent comme jamais maître ne fut imité par des copistes serviles, et bien entendu ne prirent de lui que le pire de ses procédés.

Était-il savant, instruit? Avait-il seulement quelque lecture? Parce qu'il avait l'esprit des mises en scène, qu'il toucha à l'histoire, à la mythologie, aux dogmes chrétiens, on dit oui. On dit non, parce qu'à l'examen de son mobilier on découvrit d'innombrables gravures et presque pas de livres. Était-ce enfin un philosophe comme on entend le mot philosopher. Qu'a-t-il pris au mouvement de la réforme? A-t-il, comme on s'en est avisé de nos jours, contribué pour sa part d'artiste à déchirer les dogmes et à révéler les côtés purement humains de l'Évangile? Aurait-il intentionnellement dit son mot dans les questions politiques, religieuses,

sociales, qui si longtemps avaient bouleversé son pays et qui fort heureusement étaient enfin résolues? Il peignit des mendians, des déshérités, des gueux, plus encore que des riches, des juifs plus souvent encore que des chrétiens; s'ensuit-il qu'il eût pour les classes misérables autre chose que des prédilections purement pittoresques? Tout cela est plus que conjectural, et je ne vois pas la nécessité de creuser davantage une œuvre déjà si profonde et d'ajouter une hypothèse à tant d'hypothèses. Le fait est qu'il est difcile de l'isoler du mouvement intellectuel et moral de son pays et de son temps, qu'il a respiré dans le XVIIe siècle hollandais l'air natal dont il a vécu. Venu plus tôt il serait inexplicable; né partout ailleurs, il jouerait plus étrangement encore ce rôle de comète qu'on lui attribue hors des axes de l'art moderne; venu plus tard, il n'aurait plus cet immense mérite de clore un passé et d'ouvrir une des grandes portes de l'avenir. Sous tous les rapports, il a trompé bien des gens. Comme homme, il manquait de dehors, d'où l'on a conclu qu'il était grossier. Comme homme d'études, il a dérangé plus d'un système, d'où l'on a conclu qu'il manquait d'études. Comme homme de goût, il a péché contre toutes les lois communes, d'où l'on a conclu qu'il manquait de goût. Comme artiste épris du beau, il a donné des choses de la terre quelques idées fort laides. On n'a pas remarqué qu'il regardait ailleurs. Bref, si fort qu'on le vantât, si méchamment qu'on l'ait dénigré, si injustement qu'on l'ait pris en bien comme en mal, à l'inverse de sa nature, personne ne soupçonnait exactement sa vraie grandeur.

Remarquez qu'il est le moins Hollandais des peintres hollandais, et que, s'il est de son temps, il n'y est jamais tout à fait. Ce que ses compatriotes ont observé, il ne le voit pas; ce dont ils s'écartent, c'est là qu'il revient. On a dit adieu à la fable, et il y retourne, à la Bible, il l'illustre, aux Évangiles, il s'y complaît. Il les habille à sa mode personnelle, mais il en dégage un sens unique, nouveau, universellement compréhensible. Il rêve de *Saint Siméon*, de *Jacob* et de *Laban*, de l'*Enfant prodigue*, de *Tobie*, des *Apôtres*, de *la Sainte Famille*, du *Roi David*, du *Calvaire*, du *Samaritain*, de *Lazare*, des *Évangélistes*. Il tourne autour de Jérusalem, d'*Emmaüs*, toujours, on le sent, tenté par la synagogue. Ces thèmes consacrés, il les voit apparaître en des milieux sans noms, sous des costumes sans bon sens. Il les conçoit, il les formule avec aussi peu de souci des traditions que peu d'égards pour la vérité locale. Et telle est cependant sa force créatrice que cet esprit si particulier, si personnel, donne aux sujets qu'il traite une expression générale, un sens intime et typique que les grands penseurs ou dessinateurs épiques n'atteignent pas toujours. Je vous ai dit quelque part en cette étude que son principe était d'extraire des

choses un élément parmi tous les autres, ou plutôt de les abstraire tous pour n'en saisir expressément qu'un seul. Il a fait ainsi dans tous ses ouvrages œuvre d'analyste, de distillateur, ou, pour parler plus noblement, de métaphysicien plus encore que de poète. Jamais la réalité ne l'a saisi par des ensembles. A voir la façon dont il traitait les corps, on pourrait douter de l'intérêt qu'il prenait aux enveloppes. Il aimait les femmes et ne les a vues que difformes, il aimait les tissus et ne les imitait pas; mais en revanche, à défaut de grâce, de beauté, de lignes pures, de délicatesse dans les chairs, il exprimait le corps nu par des souplesses, des rondeurs, des élasticités, avec un amour des substances, un sens de l'être vivant, qui font le ravissement des praticiens. Il décomposait et réduisait tout, la couleur autant que la lumière, de sorte qu'en éliminant des apparences tout ce qui est multiple, en condensant ce qui est épars, il arrivait à dessiner sans bords, à peindre un portrait presque sans traits apparens, à colorer sans coloris, à concentrer la lumière du monde solaire en un rayon. Il n'est pas possible dans un art plastique de pousser plus loin la curiosité de l'être en soi. A la beauté physique il substitue l'expression morale, — à l'imitation des choses, leur métamorphose presque totale, — à l'examen, les spéculations du psychologue, — à l'observation nette, savante ou naïve, des aperçus de visionnaire et des apparitions si sincères que lui-même il en est la dupe. Par cette faculté de double vue, grâce à cette intuition de somnambule, dans le surnaturel, il voit plus loin que n'importe qui. La vie qu'il perçoit en songe a je ne sais quel accent de l'autre monde qui rend la vie réelle presque froide et la fait pâlir. Voyez au Louvre son *Portrait de femme*, à deux pas de *la Maîtresse de Titien*. Comparez les deux êtres, interrogez bien les deux peintures, et vous comprendrez la différence des deux cerveaux. Son idéal, comme dans un rêve poursuivi les yeux fermés, c'est la lumière : le nimbe autour des objets, la phosphorescence sur un fond noir. C'est fugitif, incertain, formé de linéamens insensibles, tout prêts à disparaître avant qu'on ne les fixe, éphémère et éblouissant. Arrêter la vision, la poser sur la toile, lui donner sa forme, son relief, lui conserver sa contexture fragile, lui rendre son éclat, et que le résultat soit une solide, mâle et substantielle peinture, réelle autant que pas une autre, et qui résiste au contact de Rubens, de Titien, de Véronèse, de Giorgion, de Van-Dyck, voilà ce que Rembrandt a tenté. L'a-t-il fait? Le témoignage universel est là pour le dire.

Un dernier mot. En procédant comme il procédait lui-même, en extrayant de cet œuvre si vaste et de ce multiple génie ce qui le représente en son principe, en le réduisant à ses élémens natifs, en éliminant sa palette, ses pinceaux, ses huiles colorantes, ses glacis,

ses empâtemens, tout le mécanisme du peintre, on arriverait enfin à saisir l'essence première de l'artiste dans le graveur. Rembrandt est tout entier dans ses eaux-fortes. Esprit, tendances, imaginations, rêveries, bon sens, chimères, difficultés de rendre l'impossible, réalités dans le rien, — vingt eaux-fortes de lui le révèlent, font pressentir tout le peintre, et, mieux encore, l'expliquent. Même métier, même parti-pris, même négligé, même insistance, même étrangeté dans le faire, même désespérante et soudaine réussite par l'expression. A les bien confronter, je ne vois nulle différence entre le *Tobie* du Louvre et telle planche gravée. Il n'est personne qui ne mette le graveur au-dessus de tous les graveurs. Sans aller aussi loin quand il s'agit de sa peinture, il serait bon de penser plus souvent à la *Pièce aux cent florins* lorsqu'on hésite à le comprendre en ses tableaux. On verrait que toutes les scories de cet art, un des plus difficiles à épurer qu'il y ait au monde, n'altèrent en rien la flamme incomparablement belle qui brûle au-dedans, et je crois qu'on changerait enfin tous les noms qu'on a donnés à Rembrandt pour lui donner les noms contraires.

Au vrai, c'était un cerveau servi par un œil de noctiluque, par une main habile sans grande adresse. Ce travail pénible venait d'un esprit agile et délié. Cet homme de rien, ce fureteur, ce costumier, cet érudit nourri de disparates, cet homme des bas-fonds, de vol si haut, cette nature de phalène qui va à ce qui brille, cette âme si sensible à certaines formes de la vie, si indifférente aux autres, cette ardeur sans tendresse, cet amoureux sans flamme visible, cette nature de contrastes, de contradictions et d'équivoques, émue et peu éloquente, aimante et peu aimable, ce disgracié si bien doué, ce prétendu homme de matière, ce *trivial*, ce *laid*, c'était un pur *spiritualiste*, disons-le d'un seul mot : un *idéologue*, je veux dire un esprit dont le domaine est celui des idées et la langue celle des idées. La clé du mystère est là.

A le prendre ainsi, tout Rembrandt s'explique : sa vie, son œuvre, ses penchans, ses conceptions, sa poétique, sa méthode, ses procédés, et jusqu'à la patine de sa peinture, qui n'est qu'une spiritualisation audacieuse et cherchée des élémens matériels de son métier.

IV.

Bruges.

Je reviens par Gand et par Bruges, c'est d'ici qu'en bonne logique j'aurais dû partir, si j'avais eu la pensée d'écrire une histoire raisonnée des écoles dans les Pays-Bas; mais l'ordre chronologique n'importe guère en ces études qui n'ont, vous vous en êtes aperçu,

ni plan, ni méthode. Je remonte le fleuve au lieu de le descendre. J'en ai suivi le cours irrégulièrement, avec quelque négligence et beaucoup d'oublis. Je l'ai même abandonné assez loin de son embouchure et ne vous ai pas montré comment il finit, car, à partir d'un certain point, il finit par des insignifiances et s'y perd. Maintenant j'aime à penser que je suis à la source, et que je vais voir jaillir ce premier flot d'inspirations cristallines et pures, d'où le vaste mouvement de l'art septentrional est sorti.

Autres pays, autres temps, autres idées. Je quitte Amsterdam et le XVIIe siècle hollandais. Je laisse l'école après son grand éclat : supposons que ce soit vers 1670, deux ans avant l'assassinat des frères de Witt et le stathoudérat héréditaire du futur roi d'Angleterre, Guillaume III. A cette date, de tous les beaux peintres que nous avons vus naître dans les trente premières années du siècle, que reste-t-il? Les grands sont morts ou vont mourir, précédant Rembrandt ou le suivant de près. Ceux qui subsistent sont des vieillards à bout de carrière. En 1683, sauf Van der Heyden et Van der Neer, qui représentent encore à eux seuls une école éteinte, pas un ne survit. C'est le règne des Tempesta, des Mignon, des Netscher, des Lairesse et des Van der Werf. Tout est fini. Je traverse Anvers. J'y revois Rubens imperturbable et plein comme un grand esprit qui contient en lui le bien et le mal, le progrès et la décadence, et qui termine en sa propre vie deux époques, la précédente et la sienne. Après lui je vois, comme après Rembrandt, ceux qui l'entendent mal, ne sont pas de force à le suivre et le compromettent. Rubens m'aide à passer du XVIIe siècle au XVIe. Ce n'est déjà plus ni Louis XIII, ni Henri IV, ni l'infante Isabelle, ni l'archiduc Albert; déjà ce n'est plus même ni le duc de Parme, ni le duc d'Albe, ni Philippe II, ni Charles-Quint.

Nous remontons encore à travers la politique, les mœurs et la peinture. Charles-Quint n'est pas né, ni près de naître, son père non plus. Son aïeule Marie de Bourgogne est une enfant de vingt ans, et son bisaïeul Charles le Téméraire vient de mourir à Nancy, quand finit à Bruges, par une série de chefs-d'œuvre sans pareils, cette étonnante période comprise entre les débuts des Van-Eyck et la disparition de Memling, au moins son départ présumé des Flandres. Placé comme je le suis entre les deux villes, Gand et Bruges, entre les deux noms qui les illustrent le plus par la nouveauté des tentatives et la pacifique portée de leur génie, je suis entre le monde moderne et le moyen âge, et j'y suis en pleins souvenirs de la petite cour de France et de la grande cour de Bourgogne, avec Louis XI, qui veut faire une France, avec Charles le Téméraire, qui rêve de la défaire, avec Commines, l'historien-diplomate, qui passe d'une maison à l'autre. Je n'ai pas à vous parler de ces

temps de violences et de ruses, de finesse en politique, de sauvagerie en fait, de perfidies, de trahisons, de sermens jurés et violés, de révoltes dans les villes, de massacres sur les champs de bataille, d'efforts démocratiques et d'écrasement féodal, de demi-culture intellectuelle, de faste inoui. Rappelez-vous seulement cette haute société bourguignonne et flamande, cette cour gantoise, si luxueuse par les habits, si raffinée par les élégances, si négligée, si brutale, si malpropre au fond, superstitieuse et dissolue, païenne en ses fêtes, dévote à travers tout cela. Voyez les pompes ecclésiastiques, les pompes princières, les galas, les carrousels, les festins et leurs goinfreries, les représentations scéniques et leurs licences, l'or des chasubles, l'or des armures, l'or des tuniques, les pierreries, les perles, les diamans; imaginez en dessous l'état des âmes, et de ce tableau qui n'est plus à faire, ne retenez qu'un trait, — c'est que la plupart des vertus primordiales manquaient alors à la conscience humaine : la droiture, le respect sincère des choses sacrées, le sentiment du devoir, celui de la patrie, et chez les femmes comme chez les hommes, la pudeur. Voilà surtout ce dont il faut se souvenir quand, au milieu de cette société brillante et affreuse, on voit fleurir l'art inattendu qui devait, semble-t-il, en représenter le fond moral avec les surfaces.

C'est en 1420 que les Van-Eyck s'établissent à Gand. Hubert, l'aîné, met la main au grandiose triptyque de *Saint-Bavon :* il en conçoit l'idée, en ordonne le plan, en exécute une partie et meurt à la tâche vers 1426. Jean, son jeune frère et son élève, poursuit le travail, le termine en 1432, fonde à Bruges l'école qui porte son nom, et y meurt en 1440, le 9 juillet. En vingt ans, l'esprit humain, représenté par ces deux hommes, a trouvé par la peinture la plus idéale expression de ses croyances, la plus physionomique expression des visages, non pas la plus noble, mais la première et correcte manifestation des corps en leurs formes exactes, la première image du ciel, de l'air, des campagnes, des vêtemens, de la richesse extérieure par des couleurs vraies; il a créé un art vivant, inventé ou perfectionné son mécanisme, fixé une langue et produit des œuvres impérissables. Tout ce qui était à faire est fait. Van der Weyden n'a d'autre importance historique que de tenter à Bruxelles ce qui s'accomplissait merveilleusement à Gand et à Bruges, de passer plus tard en Italie, d'y populariser les procédés et l'esprit flamands, et surtout d'avoir laissé parmi ses ouvrages un chef-d'œuvre unique, je veux dire un élève qui s'appelait Memling.

D'où venaient les Van-Eyck, quand on les voit se fixer à Gand, au centre d'une corporation de peintres qui existait déjà? Qu'y apportèrent-ils? qu'y trouvèrent-ils? Quelle est l'importance de leurs découvertes dans l'emploi des couleurs à l'huile? Quelle fut enfin

la part de chacun des deux frères dans cette imposante page de *l'Agneau pascal?* Toutes ces questions ont été posées, discutées savamment, mal résolues. Ce qu'il y a de probable, quant à leur collaboration, c'est que Hubert fut l'inventeur du travail, qu'il en peignit les parties supérieures, les grandes figures, *Dieu le père, la Vierge, saint Jean*, certainement aussi l'*Adam* et l'*Ève* en leur minutieuse et peu décente nudité. Il a conçu le type féminin et surtout le masculin, qui devaient servir à son frère. Il a mis des barbes héroïques sur des visages qui, dans la société du temps, n'en portaient pas; il a dessiné ces ovales pleins, — avec leurs yeux saillans, leurs regards fixes, à la fois doux et farouches, leurs poils frisés, leurs cheveux bouclés, leurs mines hautaines, boudeuses, leurs lèvres violentes, enfin tout cet ensemble de caractères moitié byzantins, moitié flamands, si fortement empreints de l'esprit de l'époque et du lieu. *Dieu le père* avec sa tiare étincelante à brides tombantes, son attitude hiératique, ses habits sacerdotaux, est encore la double figuration de l'idée divine telle qu'elle était représentée sur la terre en ses deux personnifications redoutées, l'empire et le pontificat.

La Vierge a déjà le manteau à agrafes, les robes ajustées, le front bombé, le caractère très humain et la physionomie sans aucune grâce, que Jean donnera quelques années plus tard à toutes ses madones. Le *saint Jean* n'a ni rang, ni type dans l'échelle sociale où ce peintre observateur prenait ses formes. C'est un homme déclassé, maigre, allongé, un peu souffreteux, un homme qui a pâti, langui, jeûné, quelque chose comme un vagabond. Quant à nos premiers parens, c'est à Bruxelles qu'il faut les voir dans les panneaux originaux qui ont paru trop peu vêtus pour une chapelle, et non dans la copie de *Saint-Bavon*, plus bizarres encore avec le tablier de cuir noir qui les habille. N'y cherchez bien entendu rien qui rappelle *la Sixtine* ou *les Loges*. Ce sont deux êtres sauvages, horriblement poilus, sortis l'un et l'autre, sans que nul sentiment de leur laideur les intimide, de je ne sais quelles forêts primitives, laids, enflés du torse, maigres des jambes : *Ève* avec son gros ventre, emblème trop évident de la première maternité. Tout cela, dans sa bizarrerie naïve, est fort, rude, très imposant. Le trait en est rigide, la peinture ferme, lisse et pleine, la couleur nette, grave, déjà égale par le ressort, le rayonnement mesuré, l'éclat et la consistance au coloris si audacieux de la future école de Bruges. Si, comme tout porte à le croire, Jean Van-Eyck est l'auteur du panneau central et des volets inférieurs dont malheureusement on ne possède plus à *Saint-Bavon* que les copies faites cent ans après par Coxcie, il n'avait plus qu'à se développer dans l'esprit et conformément à la manière de son frère. Il y joignit de son propre fonds plus de vérité dans les visages, plus d'humanité dans les physiono-

mies, plus de luxe et de réalité minutieuse dans les architectures, les étoffes et les dorures. Il y introduisit surtout le plein air, la vue des campagnes fleuries, des lointains bleuâtres. Enfin ce que son frère avait maintenu dans les splendeurs du mythe et sur des fonds byzantins, il le fit descendre au niveau des horizons terrestres.

Les temps sont révolus. Le Christ est né et mort. L'œuvre de la rédemption est accomplie. Voulez-vous savoir comment plastiquement, non pas en enlumineur de missel, mais en peintre, Jean Van-Eyck a compris l'exposé de ce grand mystère? le voici : une vaste pelouse toute émaillée de fleurs printanières; en avant, *la Fontaine de vie*, un joli jet d'eau retombant en gerbes dans un bassin de marbre; au centre, un autel drapé de pourpre, et sur l'autel un *Agneau blanc;* immédiatement autour, une guirlande de petits anges ailés, presque tous en blanc, avec quelques nuances de bleu pâle et de gris rosâtre. Un grand espace libre isole l'auguste symbole, et sur ce gazon non foulé il n'y a plus que le vert sombre des frondaisons épaisses et par centaines l'étoile blanche des paquerettes des prés. Le premier plan de gauche est occupé par les prophètes agenouillés et par un groupe abondant d'hommes debout. Il y a là tous ceux qui, croyant d'avance, ont annoncé le Christ, et aussi les païens, les docteurs, les philosophes, les incrédules, depuis des bardes antiques jusqu'à des bourgeois de Gand; barbes épaisses, visages un peu camards, lèvres faisant la moue, physionomies toutes vivantes; peu de gestes, des attitudes; un petit résumé en vingt figures du monde moral, après comme depuis le Christ, pris en dehors des confesseurs de la nouvelle foi. Ceux qui doutent encore hésitent et se recueillent, ceux qui avaient nié sont confondus, les prophètes sont dans l'extase. Le premier plan de droite, juste en pendant, — et avec cette symétrie voulue sans laquelle il n'y aurait plus ni majesté dans l'idée ni rhythme dans l'ordonnance, — le premier plan de droite est occupé par le groupe des douze apôtres agenouillés et par l'imposante assemblée des vrais serviteurs de l'Évangile, prêtres, abbés, évêques et papes, tous imberbes, gras, blêmes et calmes, ne regardant guère, sûrs du fait, adorant en toute béatitude, magnifiques en leurs habits rouges, avec leurs chasubles d'or, leurs mitres d'or, leurs crosses d'or, leurs étoles tissées d'or, le tout emperlé, chargé de rubis, d'émeraudes, une étincelante bijouterie jouant sur cette pourpre ardente, qui est le rouge de Van-Eyck. Au troisième plan, loin derrière l'*Agneau*, et sur un terrain relevé qui va conduire aux horizons, un bois vert, un bocage d'orangers, de rosiers et de myrtes tous en fleurs ou en fruits, d'où sortent, à droite, le long cortége des *Martyrs*, à gauche, celui des *Saintes femmes* coiffées de roses et portant des palmes. Celles-ci, habillées de couleurs tendres, sont toutes

en bleu pâle, en bleu, en rose et en lilas. Les *Martyrs*, pour la plupart des évêques, sont en manteaux bleus, et rien n'est plus exquis que l'effet de ces deux théories lointaines, fines, précises, toujours vivantes, se détachant par ces notes d'azur clair ou foncé sur l'austère tenture du bois sacré. Enfin une ligne de collines plus sombres, puis Jérusalem figurée par une silhouette de ville ou plutôt par des clochers d'églises, de hautes tours et des flèches, et pour extrême plan de lointaines montagnes bleues. Le ciel a la sérénité immaculée qui convient en un pareil moment. Pâle en bas, faiblement teinté d'outremer à son sommet, il a la blancheur nacrée, la netteté matinale et la poétique signification d'une belle aurore. Tel est traduit, c'est-à-dire trahi par un résumé glacial, le panneau central et la partie maîtresse de ce colossal triptyque. Vous en ai-je donné l'idée? Nullement; l'esprit peut s'y arrêter à l'infini, y rêver à l'infini, sans trouver le fond de ce qu'il exprime ou de ce qu'il évoque. L'œil de même peut s'y complaire sans épuiser l'extraordinaire richesse des jouissances qu'il cause ou des enseignemens qu'il nous donne. Le petit tableau des *Mages* de Bruxelles n'est plus qu'un délicieux amusement de bijoutier à côté de cette concentration puissante de l'âme et des dons manuels d'un vrai grand homme.

Reste, quand on a vu cela, à considérer attentivement la *Vierge* et le *Saint Donatien* du musée de Bruges. Ce tableau, dont la reproduction se trouve au musée d'Anvers, est le plus important qu'ait signé Van-Eyck, au moins quant à la dimension des figures. Il est de 1436, par conséquent postérieur de quatre ans à *l'Agneau mystique*. Par la mise en scène, le style et le caractère de la forme, de la couleur et du travail, il rappelle *la Vierge au donateur*, que nous avons au Louvre. Il n'est pas plus précieux dans le fini, pas plus finement observé dans le détail. Le clair-obscur ingénu qui baigne la petite composition du Louvre, cette vérité parfaite et cette idéalisation de toutes choses obtenue par le soin de la main, la beauté du travail, la transparence inimitable de la matière; ce mélange d'observation méticuleuse et de rêveries poursuivies à travers des demi-teintes, — ce sont là des qualités supérieures que le tableau de Bruges atteint et ne dépasse pas. Mais ici tout est plus large, plus mûr, plus grandement conçu, construit et peint. Et l'œuvre en devient plus magistrale, en ce qu'elle entre en plein dans les visées de l'art moderne et qu'elle est sur le point de les satisfaire toutes.

La Vierge est laide. L'enfant, un nourrisson rachitique à cheveux rares, copié sans altération sur un pauvre petit modèle mal nourri, porte un bouquet de fleurs et caresse un perroquet. A droite de *la Vierge*, *saint Donatien*, mitré d'or, en chape bleue; à gauche et

formant coulisse, *Saint George*, un beau jeune homme, une sorte d'androgyne dans une armure damasquinée, soulève son casque, salue l'enfant-Dieu d'un air étrange et lui sourit. Mantegna, quand il conçut sa *Minerve chassant les vices*, avec sa cuirasse ciselée, son casque d'or et son joli visage en colère, n'aurait pas buriné le *Saint George* dont je parle d'un outil plus ferme, ne l'aurait pas bordé d'un trait plus incisif et ne l'aurait jamais peint ni coloré comme cela. Entre la *Vierge* et le *Saint George* à genoux figure le chanoine *George de Pala* (*Van der Paele*), le donateur. C'est incontestablement le plus fort morceau du tableau. Il est en surplis blanc; il tient dans ses mains jointes, dans ses mains courtes, carrées, toutes ridées, un livre ouvert, des gants, des bésicles en corne; sur son bras gauche pend une bande de fourrures grises. C'est un vieillard. Il est chauve; de petits poils follets jouent sur ses tempes, dont l'os est visible et dur sous la peau mince. Le masque est épais, les yeux sont bridés, les muscles réduits, durcis, couturés, crevassés par l'âge. Ce gros visage flasque et rugueux est une merveille de dessin physionomique et de peinture. Tout l'art d'Holbein est là-dedans. Ajoutez à la scène son cadre et son ameublement ordinaire : le trône, le dais à fond noir avec dessins rouges, une architecture compliquée, des marbres sombres, un bout de verrière qui tamise à travers ses vitres lenticulaires le jour verdâtre des tableaux de Van-Eyck, un parquet de marbre, et sous les pieds de la Vierge ce beau tapis oriental, ce vieux Persan, peut-être bien copié en trompe-l'œil, mais dans tous les cas tenu, comme le reste, dans une dépendance parfaite avec le tableau. La tonalité est grave, sourde et riche, extraordinairement harmonieuse et forte. La couleur y ruisselle à pleins bords. Elle est entière, mais très savamment composée, et reliée plus savamment encore par des valeurs subtiles. En vérité, quand on s'y concentre, c'est une peinture qui fait oublier tout ce qui n'est pas elle et donnerait à penser que l'art de peindre a dit son dernier mot, et cela dès la première heure. Et cependant, sans changer de thème ni de mode, Memling allait dire quelque chose de plus.

L'histoire de Memling, telle que les traditions l'avaient transmise, était originale et touchante. Un jeune peintre attaché après la mort de Van-Eyck à la maison de Charles le Téméraire, peut-être un jeune soldat des guerres de Suisse et de Lorraine, un combattant de Granson et de Morat, rentrait en Flandre fort désemparé; et un soir de janvier 1477, par un des jours glacés qui suivirent la défaite de Nancy et la mort du duc, il venait frapper à l'*Hôpital Saint-Jean* et y demander un gîte, du repos, du pain et des soins. On lui donnait tout cela. Il se remettait de ses fatigues, de ses blessures, et, l'année suivante, dans la solitude de cette mai-

son hospitalière, dans la tranquillité du cloître, il entreprenait la *Châsse de sainte Ursule*, puis exécutait le *Mariage de sainte Catherine* et les autres petits diptyques ou triptyques qu'on y voit aujourd'hui. Malheureusement, paraît-il, et quel dommage! ce joli roman n'est qu'une légende à laquelle il faut renoncer. D'après l'histoire véridique, Memling serait tout simplement un bourgeois de Bruges qui faisait de la peinture comme tant d'autres, l'avait apprise à Bruxelles, la pratiquait en 1472, vivait rue *Saint-George*, et non point à l'*Hôpital Saint-Jean*, en propriétaire aisé et mourut en 1495. De ses voyages en Italie, de son séjour en Espagne, de sa mort et de sa sépulture au couvent de Miraflorès, qu'y a-t-il de vrai ou de faux? Du moment que la fleur de la légende a disparu, autant vaut que le reste suive. Il subsiste néanmoins plus qu'une étrangeté dans l'éducation, dans les habitudes et dans la carrière de cet homme, il reste une chose assez merveilleuse, la qualité même de son génie, si surprenante à pareille heure et dans de pareils milieux.

D'ailleurs, malgré les démentis des historiens, c'est encore à l'*Hôpital Saint-Jean* qui a conservé ses ouvrages qu'on aime à se représenter Memling quand il les peignit. Et lorsqu'on les retrouve au fond de cet hospice toujours le même, entre ces murs de place forte, dans ce carrefour humide, étroit, herbeux, à deux pas de la vieille église de Notre-Dame, c'est encore là et pas ailleurs que malgré soi on les a vus naître. Je ne vous dirai rien de la *Châsse de sainte Ursule*, qui est bien la plus célèbre des œuvres de Memling et passe à tort pour la meilleure. C'est une miniature à l'huile, ingénieuse, ingénue, exquise en certains détails, enfantine en beaucoup d'autres, une inspiration charmante, — à vrai dire, un travail par trop minutieux. Et la peinture, loin de faire un pas en avant, aurait rétrogradé depuis Van-Eyck et même depuis Van der Weyden (regardez à Bruxelles ses deux triptyques et surtout sa *Femme qui pleure*), si Memling s'était arrêté là.

Le *Mariage de sainte Catherine* au contraire est une page décisive. Je ne sais pas si elle marque un progrès matériel sur Van-Eyck : ceci est à examiner; mais du moins elle marque, dans la manière de sentir et dans l'idéal, un élan tout personnel qui n'existait pas chez Van-Eyck et qu'aucun art quel qu'il soit ne manifeste aussi délicieusement. La Vierge est au centre de la composition sur une estrade, assise et trônant. A sa droite, elle a saint Jean le précurseur et sainte Catherine avec sa roue emblématique, à sa gauche sainte Barbe, et au-dessus le donateur Jean Floreins dans le costume ordinaire de frère de l'hôpital Saint-Jean. Sur le second plan figurent saint Jean l'Évangéliste et deux anges en habits de prêtres.

Je néglige la Vierge, très supérieure par le choix du type aux vierges de Van-Eyck, très inférieure aux portraits des deux saintes. La sainte Catherine est en longue jupe collante et traînante à fond noir, ramagée d'or, avec manches de velours cramoisi, corsage échancré et collant; un petit diadème d'or et de pierreries enferme son front bombé. Un voile transparent comme de l'eau ajoute à la blancheur du teint la pâleur d'un tissu impalpable. Rien n'est plus exquis que ce visage enfantin et féminin, si finement serré dans sa coiffure d'orfévreries et de gaze, et jamais peintre amoureux des mains d'une femme ne peignit quelque chose de plus parfait en son geste, dans son dessin, dans son galbe, que la main pleine et longue, fuselée et nacrée qui tend un de ses doigts à l'anneau des fiançailles.

La sainte Barbe est assise. Avec sa jolie tête droite, son cou droit, sa nuque haute et lisse à fermes attaches, ses lèvres serrées et mystiques, ses belles paupières pures et baissées sur un regard qu'on devine, elle lit attentivement dans un livre d'heures au dos duquel on voit un bout de couverture en soie bleue. Son buste se dessine sous le corsage ajusté d'une robe verte. Un manteau grenat l'étoffe et l'habille un peu plus amplement de ses larges plis très pittoresques et très savans. Memling n'eût-il fait que ces deux figures, — et le Donateur avec le saint Jean sont aussi des morceaux de premier ordre, de même intérêt, quant à l'esprit, — on pourrait presque dire qu'il eût fait assez pour sa gloire d'abord, et surtout pour l'étonnement de ceux que certains problèmes préoccupent et pour le ravissement qu'on éprouve à les voir résolus. A n'observer que la forme, le dessin parfait, le geste naturel et sans pose, la netteté des teints, la douceur satinée des épidermes, leur unité, leur souplesse; à considérer les ajustemens dans leur couleur si riche, dans leur coupe si juste et si physionomique, on dirait de la nature elle-même observée par un œil admirablement sensible et sincère. Les fonds, l'architecture et les accessoires ont toute la somptuosité des mises en scène de Van-Eyck. Un trône à colonnes noires, un portique de marbre, un parquet de marbre; sous les pieds de la Vierge, un tapis persan; enfin pour perspective une campagne toute blonde et la silhouette gothique d'une ville à clochers noyée dans le tranquille éclat d'une lumière élyséenne; le même clair-obscur que dans Van-Eyck avec des souplesses nouvelles; quelques distances mieux marquées entre les demi-teintes et les lumières; en tout une œuvre moins énergique et plus tendre, — tel est, en le résumant d'un coup d'œil, le premier aspect du *Mariage mystique de sainte Catherine*.

Je ne vous parle ni des autres petits tableaux si respectueuse-

ment conservés dans cette même salle ancienne de l'*Hôpital Saint-Jean*, ni du *Saint Christophe* du musée de Bruges, pas plus que je ne vous ai parlé du portrait de *la femme* de Van-Eyck et de sa fameuse *Tête de Christ* exposée au même musée. Ce sont de beaux ou de curieux morceaux qui confirment l'idée qu'on doit se faire de la manière de voir de Van-Eyck, de la manière de sentir de Memling; mais les deux peintres, les deux caractères, les deux génies, sont révélés plus fortement qu'ailleurs dans leurs deux tableaux du *Saint Donatien* et de la *Sainte Catherine*. C'est sur le même terrain et dans la même acception qu'on peut les comparer, les opposer, et l'un par l'autre les mettre décidément en évidence.

Comment se sont formés leurs talens? quelle éducation supérieure a pu leur donner tant d'expérience? qui leur a dit de voir avec cette naïveté forte, cette attention émue, cette patience énergique, ce sentiment toujours égal dans un travail si appliqué et si lent? Sitôt formés l'un et l'autre, si vite et si parfaitement! La première renaissance italienne n'a rien de comparable. Et dans l'ordre particulier des sentimens exprimés, des sujets mis en scène, on convient que nulle école lombarde, ou toscane, ou vénitienne, n'a produit quoi que ce soit qui ressemble à ce premier jet de l'école de Bruges. La pratique elle-même est accomplie. La langue depuis s'est enrichie, s'est assouplie, s'est développée, bien entendu avant de se corrompre. Elle n'a jamais retrouvé ni cette concision expressive, ni cette propriété de moyens, ni cet éclat.

Considérez Van-Eyck et Memling par l'extérieur de leur art, c'est le même art qui, s'appliquant à des choses augustes, les rend avec ce qu'il y a de plus précieux. Riches tissus, perles et or, velours et soies, marbres et métaux ciselés, la main n'est occupée qu'à faire sentir le luxe et la beauté des matières, par le luxe et la beauté du travail. En cela, la peinture est encore bien près de ses origines, car elle entend lutter de ressources avec l'art des orfévres, des graveurs et des émailleurs. On voit d'autre part à quelle distance elle en est déjà. Sous le rapport des procédés, il n'y a donc pas de différences très sensibles entre Memling et Jean Van-Eyck, qui le précéda de quarante ans. On se demanderait lequel a marché le plus vite et le plus loin. Et, si les dates ne nous apprenaient pas quel fut l'inventeur et quel fut le disciple, on s'imaginerait, à des sûretés de résultat plus grandes encore, que Van-Eyck a plutôt profité des leçons de Memling. C'est à les croire d'abord contemporains tant les compositions sont identiques, la méthode identique, les archaïsmes du même moment.

Les premières différences qui apparaissent dans leur pratique sont des différences de sang et tiennent à des nuances de tempéra-

ment entre les deux natures. Chez Van-Eyck, il y a plus de charpente, de muscles et d'afflux sanguin; de là la frappante virilité de ses visages et le style de ses tableaux. En tout, c'est un portraitiste de la famille d'Holbein, précis, aigu, pénétrant jusqu'à la violence. Il voit plus juste et aussi plus gros et plus court. Les sensations qui lui viennent de l'aspect des choses sont plus robustes, celles qui lui viennent de leur teinture plus intenses. Sa palette a des plénitudes, une abondance et des rigueurs que celle de Memling n'a pas. Sa gamme est plus également forte et mieux tenue comme ensemble, composée de valeurs plus savantes. Ses blancs sont plus onctueux, sa pourpre plus riche, et le bleu indigo, le beau bleu d'ancien émail japonais qui lui est propre, plus nourri de principes colorans et de substance plus épaisse.

Il est plus fortement saisi par le luxe et le haut prix des objets rares qui fourmillaient dans les fastueuses habitudes de son temps. Jamais rajah indien ne mit plus d'or et de pierreries sur ses habits que Van-Eyck n'en mit dans ses tableaux. Quand un tableau de Van-Eyck est beau, et celui de Bruges en est le meilleur exemple, on dirait d'une bijouterie émaillée sur or, ou de ces étoffes aux couleurs variées dont la trame est d'or. L'or se sent partout, dessus et dessous. Lorsqu'il ne joue pas dans les surfaces, il apparaît sous le tissu. Il est le lien, la base, l'élément visible ou latent de cette peinture opulente entre toutes. Van-Eyck est aussi plus adroit parce que sa main de copiste obéit à des préférences marquées. Il est plus précis, plus affirmatif; il imite excellemment. Lorsqu'il peint un tapis, il le tisse avec un choix de teintures meilleures. Quand il peint des marbres, il est plus près du poli des marbres, et lorsqu'il fait miroiter dans l'ombre de ses chapelles les lentilles opalines de ses vitraux, il arrive au parfait trompe-l'œil.

Chez Memling, même puissance de ton, même éclat, avec moins d'ardeur et de vérité vraie. Je n'oserais pas dire que, dans ce merveilleux triptyque de la *Sainte Catherine*, malgré l'extrême résonnance du coloris, sa gamme soit aussi soutenue que celle de son grand devancier. En revanche, il a déjà des passages, des demi-teintes vaporeuses et fondues que Van-Eyck n'avait pas connues. La figure du *saint Jean*, celle du Donateur indiquent dans la voie des sacrifices, dans les relations de la lumière principale avec les secondaires, et dans le rapport des choses avec le plan qu'elles occupent, un progrès sur le *Saint Donatien* et surtout un pas décisif sur le *triptyque de Saint-Bavon*. La couleur même des vêtemens, l'un grenat foncé, l'autre rouge un peu étouffé, révèle un art nouveau de composer le ton vu dans l'ombre et des combinaisons de palette déjà plus subtiles. Le travail de la main n'est pas

très différent. Cependant il diffère, et voici en quoi : partout où le sentiment le soutient, l'anime et l'émeut, Memling est aussi ferme que Van-Eyck. Partout où l'intérêt de l'objet est moindre et moindre surtout le prix qu'affectueusement il y attache, relativement à Van-Eyck on peut dire qu'il faiblit. L'or n'est plus à ses yeux qu'un accessoire, et la nature vivante est plus étudiée que la nature morte. Les têtes, les mains, les cous, la pulpe nacrée d'une peau rosâtre, — c'est là qu'il s'applique et qu'il excelle, parce qu'en effet, dès qu'on les compare au point de vue du sentiment, il n'y a plus rien de commun entre Van-Eyck et lui. Un monde les sépare. A quarante ans de distance, ce qui est bien peu, il s'est produit dans la manière de voir et de sentir, de croire et d'inspirer les croyances, un phénomène étrange et qui éclate ici comme une lumière.

Van-Eyck voyait avec son œil, Memling commence à voir avec son esprit. L'un pensait bien, pensait juste; l'autre n'a pas l'air de penser autant, mais il a le cœur qui bat tout autrement. L'un copiait et imitait; l'autre copie de même, imite et transfigure. Celui-là reproduisait, sans aucun souci de l'idéal, les types humains, surtout les types virils qui lui passaient sous les yeux à tous les échelons de la société de son temps. Celui-ci rêve en regardant la nature, imagine en la traduisant, y choisit ce qu'il y a de plus aimable, de plus délicat dans les formes humaines et crée, surtout comme type féminin, un être d'élection inconnu jusque-là, disparu depuis. Ce sont des femmes, mais des femmes vues comme il les aime et selon les tendres prédilections d'un esprit tourné vers la grâce, la noblesse et la beauté. Cette image inédite de la femme, il en fait une personne réelle et aussi un emblême. Il ne l'embellit pas, mais il aperçoit en elle ce que nul n'y a vu. On dirait qu'il ne la peint ainsi que parce qu'il y découvre un charme, des attraits, une conscience aussi, dont personne encore ne s'était douté. Il la pare au physique et au moral. En peignant le beau visage d'une femme, il peint une âme charmante. Son application, son talent, les soins de sa main ne sont qu'une forme des égards et des respects attendrissans qu'il a pour elle. Nulle incertitude sur l'époque, sur la race, sur le rang auxquels appartiennent ces créatures fragiles, blondes, candides et cependant mondaines. Ce sont des princesses, et du meilleur sang. Elles en ont les fines attaches, les mains oisives et blanches, la pâleur contractée dans la vie close. Elles ont cette façon naturelle de porter leurs habits, leurs diadèmes, de tenir leur missel et de le lire qui n'est ni empruntée, ni inventée par un homme étranger au monde et à ce monde.

Mais, si la nature était ainsi, d'où vient que Van-Eyck ne l'a pas vue ainsi, lui qui connut le même monde, y fut placé probable-

ment dans des situations plus hautes, y vécut comme peintre et valet de chambre de Jean de Bavière et puis de Philippe le Bon, au cœur de ces sociétés plus que royales? Si telles étaient les petites princesses de la cour, comment se fait-il que Van-Eyck ne nous en ait pas donné la moindre idée délicate, attachante et belle? Pourquoi n'a-t-il bien vu que des hommes? Pourquoi du fort, du trapu, du rude, ou bien du laid, quand il s'agit de passer des attributs virils aux féminins? Pourquoi n'a-t-il pas sensiblement embelli l'*Ève* de son frère Hubert? Pourquoi si peu de décence au-dessus du *Mythe de l'Agneau*; et dans Memling toutes les délicatesses adorables de la chasteté et de la pudeur; de jolies femmes avec des airs de saintes, de beaux fronts honnêtes, des tempes limpides, des lèvres sans un pli; toutes les innocences en leur fleur, tous les charmes enveloppant la candeur des anges; une béatitude, une douceur tranquille, une extase en dedans qui ne se voit nulle part? Quelle grâce du ciel était donc descendue sur ce jeune soldat ou sur ce riche bourgeois pour attendrir son âme, épurer son œil, cultiver son goût et lui ouvrir à la fois sur le monde physique et sur le monde moral des perspectives si nouvelles?

Moins célestement inspirés que les femmes, les hommes peints par Memling ne ressemblent pas davantage à ceux de Van-Eyck. Ce sont des personnages doux et tristes, un peu longs de corps, à teint cuivré, à nez droit, à barbe rare et légère, aux regards pensifs. Moins de passions et la même ardeur. Ils ont l'action musculaire moins prompte et moins virile, mais on leur trouve je ne sais quoi de grave et d'éprouvé qui leur donne l'air d'avoir traversé la vie en souffrant et d'y réfléchir. Le saint Jean dont la belle tête évangélique, noyée dans la demi-teinte, est d'une exécution si veloutée, personnifie une fois pour toutes le type des figures masculines telles que Memling les conçoit. Il en est de même du Donateur avec son visage de Christ et sa barbe en pointe. Notez, et j'y insiste, que saints et saintes sont manifestement des portraits.

Cela vit d'une vie profonde, sereine et recueillie. Dans cet art cependant si humain, pas une trace des vilenies ou des atrocités du temps. Consultez l'œuvre de ce peintre, qui, de quelque façon qu'il ait vécu, devait bien connaître son siècle : vous n'y trouverez pas une de ces scènes tragiques comme on s'est plu à en représenter depuis. Pas d'écartèlement ni de poix bouillante, excepté incidemment, à titre d'anecdote et de médaillon; pas de poignets coupés, de corps nus qu'on écorche, d'arrêts féroces, de juge assassin, pas de bourreaux. *Le Martyre de saint Hippolyte*, qu'on voit à la cathédrale de Bruges et qu'on lui attribuait, est de Bouts ou de Gérard David. De vieilles et touchantes légendes comme la

Sainte Ursule ou le *Saint Christophe*, des *Vierges*, des *Saintes* fiancées au Christ, des prêtres qui croient, des *Saints* qui font croire à eux, un pèlerin qui passe et sous les traits duquel on reconnaît l'artiste, — voilà les personnages de Memling. En tout, une bonne foi, une honnêteté, une ingénuité, qui tiennent du prodige; un mysticisme de sentiment qui se trahit plus qu'il ne se montre, dont on a le parfum, sans qu'il en transpire aucune affectation dans la forme, un art chrétien s'il en fut, exempt de tout mélange avec les idées païennes. Si Memling échappe à son siècle, il oublie les autres. Son idéal est à lui. Peut-être annoncerait-il les Bellin, les Boticelli, les Pérugin; mais ni Léonard, ni Luini, ni les Toscans, ni les Romains de la vraie renaissance. Ici pas de *Saint Jean* qu'on prendrait pour un *Bacchus*, pas de *Vierge* ou de *Sainte Élisabeth* avec le sourire étrangement païen d'une *Joconde*, pas de *prophètes* ressemblant à des dieux antiques et philosophiquement confondus avec les *sibylles*. Ni mythes, ni symboles profonds. Il n'est pas besoin d'une exégèse bien savante pour expliquer cet art sincère, de pure bonne foi, d'ignorance et de croyance. Il dit ce qu'il veut dire avec la candeur des simples d'esprit et de cœur, avec le naturel d'un enfant. Il peint ce qu'on vénère, ce que l'on croit, comme on y croit. Il s'abstrait dans son monde intime, s'y enferme, s'y élève et s'y épanche. Rien du monde extérieur ne pénètre dans ce sanctuaire des âmes en plein repos, ni ce qu'on y fait, ni ce qu'on y pense, ni ce qu'on y dit, ni aucunement ce qu'on y voit.

Imaginez, au milieu des horreurs du siècle, un lieu privilégié, une sorte de retraite angélique idéalement silencieuse et fermée où les passions se taisent, où les troubles cessent, où l'on prie, où l'on adore, où tout se transfigure, laideurs physiques, laideurs morales, où naissent des sentimens nouveaux, où poussent comme des lys des ingénuités, des douceurs, une mansuétude surnaturelles, et vous aurez une idée de l'âme unique de Memling et du miracle qu'il opère en ses tableaux. Chose singulière, pour parler dignement d'un pareil esprit, par égard pour lui, pour soi-même, il faudrait se servir de termes particuliers et refaire à notre langage une sorte de virginité de circonstance. C'est à ce prix seulement qu'on le ferait connaître; mais les mots ont servi à de tels usages depuis Memling, qu'on a beaucoup de peine à trouver ceux qui lui conviennent.

EUGÈNE FROMENTIN.

LA

RELIGION AU JAPON

On ne sait rien d'une nation, tant qu'on n'a pas scruté les ressorts secrets de sa vie morale et analysé les forces organiques dont un examen superficiel ne montre que les résultats. Sous les apparences extérieures, qui ne sont que des indices, l'observateur est impatient de découvrir les principes d'action, comme, sous l'enveloppe épaisse des muscles, l'anatomiste met à nu le réseau des nerfs. Après avoir essayé une tâche de ce genre à propos de la littérature dramatique et de la législation, nous voudrions interroger à leur tour les manifestations religieuses du Japon, pour en tirer une conclusion touchant la valeur morale et le génie intime du peuple japonais. Quelle étude semble au premier abord promettre plus d'enseignemens immédiats? N'est-ce pas dans les objets de son adoration, comme dans un miroir grossissant, qu'une nation aime à s'admirer elle-même, telle qu'elle est, ou plutôt telle qu'elle prétend être? L'homme fait ses dieux à son image. Pour beaucoup de peuples, le caractère national et le caractère religieux se confondent en un seul qui forme leur originalité dans la famille humaine. Qui pourrait concevoir dépouillés de leurs croyances le peuple d'Israël, les conquérans arabes, la catholique Espagne, l'Angleterre protestante? La foi et l'esprit de la race se sont si bien mariés ensemble qu'il devient impossible de discerner leur rôle particulier dans la genèse nationale, et que l'un ne peut échapper aux vicissitudes qui altèrent l'autre.

Il faut remonter à des époques et à des origines diverses pour retrouver les élémens de l'histoire religieuse du Japon. Pendant de longs siècles, le culte primitif, sorte de paganisme borné que nous étudierons sous le nom de *shinto*, régna sans partage. Au VIe siècle de notre ère, les doctrines bouddhistes se répandirent avec rapidité et prirent possession du pays sans cependant anéantir l'ancienne croyance indigène. Avant même l'introduction du bouddhisme, les

théories philosophiques de Confucius et de Lao-tseu s'étaient fait leur place. Or il n'entre pas dans le génie oriental de proscrire les religions par la persécution : si le christianisme a été banni et persécuté, c'est moins comme hérésie que comme danger politique; en général, l'esprit de prosélytisme ne va pas jusqu'à l'intolérance, et la religion dominante en supporte une autre à côté d'elle, sans chercher par des efforts violens à la réduire au néant. De là vient que les différentes croyances ont vécu côte à côte pendant douze siècles, se rapprochant insensiblement les unes des autres, s'empruntant réciproquement des symboles, des pratiques, se confondant presque dans un alliage où domine manifestement le scepticisme. Séparer ces élémens confondus, indiquer l'origine de chacune des religions, ses dogmes, sa valeur propre, son effet spécial sur les progrès de la nation et ses résultats historiques, puis étudier dans la période actuelle la religion, ou, pour mieux dire, l'état des esprits au point de vue religieux résultant de cette coexistence séculaire, — exposer enfin quelles conclusions cet examen provoque sur les qualités natives ou acquises de la race japonaise, sur son aptitude pour la civilisation occidentale; tel serait le programme d'une étude qui, pour être complète, demanderait de longs développemens et dont nous nous bornerons à toucher les principaux points.

I.

Le bouddhisme, en s'introduisant au Japon, a si bien mêlé ses dogmes et ses pratiques avec le culte national, qu'il n'est pas facile de restituer dans toute sa pureté, disons même dans sa nudité, la croyance originaire. Le petit nombre de sectateurs qui demeurent encore nominalement fidèles à la religion primitive n'en ont conservé la tradition que surchargée d'élémens étrangers qui la défigurent; inutile donc de les interroger, leur ignorance complète les réduit sur ce chapitre à un silence qu'on leur a fait souvent et bien mal à propos l'honneur de prendre pour une dissimulation insurmontable. Il n'est secret si bien gardé que celui qu'on ignore, et celui-là échapperait à toutes les investigations si deux sinologues éminens, MM. Satow et Kempermann, n'avaient pris la peine de dépouiller, pour leur arracher le mot de l'énigme, les volumineux commentaires laissés sur la religion par les érudits indigènes (1). Si l'on veut au surplus juger de l'incertitude qu'offrent non-seulement les débuts religieux, mais encore les commencemens historiques du Japon, il suffit de se rappeler comment ces traditions sont

(1) *Mittheilungen der Deutschen Gesellschaft für Natur-und Völkerkunde Ostasiens*, 1874. — *Asiatic Society transactions*, 1874. — Voyez aussi *Fu su mimi bukuro, a budget of japanese notes*, Yokohama 1875.

parvenues jusqu'à nous. En 681, l'empereur Temmu résolut de faire de toutes les histoires conservées dans les diverses familles une vaste compilation destinée à former les annales du pays. Il y avait parmi ses gens une femme douée d'une mémoire extraordinaire, à qui on eut la précaution de faire apprendre par cœur tous ces récits. L'empereur étant mort avant que cette compilation ne fût écrite, son entreprise fut abandonnée pendant vingt-cinq ans. C'est au bout de ce temps seulement que l'impératrice Gemmiò fit écrire sous la dictée de la vieille servante l'histoire dont sa mémoire était restée seule dépositaire. Telle est l'origine du *Kodjiki*, le plus ancien document écrit sur la religion et l'histoire.

Le *shin-to* ou la *voie des dieux*, nom tiré du chinois, qu'on a donné postérieurement au culte indigène pour le distinguer des croyances étrangères, semble, comme le polythéisme antique, avoir son origine dans l'adoration d'abord du soleil, puis successivement des grandes forces de la nature personnifiées. C'est là l'idée générale qui ressort des fables confuses qui en constituent la théogonie. Avant la naissance des choses, il n'existait rien que l'espace infini où vivaient à l'état de purs esprits des dieux invisibles qui n'ont d'autre réalité que celle des songes, et ne sont représentés que par des noms métaphoriques : le maître du ciel, le fils du ciel et de la terre, le fils des dieux. Ces dieux s'engendraient d'une manière mystérieuse et surnaturelle; la durée de leur gouvernement dépasse tout ce que l'esprit peut concevoir. Alors, au milieu de l'espace, surgit une chose indéfinissable, suspendue comme un nuage, d'où perça une forme semblable à une corne ou à une jeune pousse de roseau, qui ensuite s'accrut et s'étendit démesurément; ce fut le ciel. Puis une seconde forme se dessina à son tour et se trouva, par la suite incommensurable des temps, être la lune. Cependant sept générations de dieux se succédèrent par couple mâle et femelle sans commerce entre eux, et aboutirent enfin à Izanagi et Izanami, les derniers représentans de l'âge purement divin. Les célestes époux n'imitèrent pas la continence observée par leurs prédécesseurs : un jour qu'ils se tenaient sur le pont aérien situé entre le ciel et les eaux (où l'on croit reconnaître la voie lactée), l'idée leur vint de sonder la profondeur des mers; le dieu y plongea sa lance, et les gouttes qui en tombèrent quand il la retira formèrent une île (Awadsi) où ils descendirent, et qui fut le théâtre des premières amours terrestres. L'idylle qui s'ensuivit rappelle par ses détails naïfs l'embarras des héros de Longus. La déesse Izanami mit d'abord au monde un fils si mal fait qu'il fut, comme Vulcain, abandonné de ses parens et jeté à la mer, où il se sauva sur une barque et devint le compagnon des pêcheurs qui le recueillirent; puis elle eut une série d'enfans qui furent les huit grandes îles de l'empire japonais;

quant aux autres, elles furent formées de l'écume de la mer, et bientôt après prirent naissance les déités innombrables qui, sous le nom de *kami*, peuplent le panthéon shintoïste. Le dernier des dieux qu'Izanami conçut d'une manière charnelle fut celui du feu; elle le mit au monde avec de telles douleurs qu'elle s'enfuit épouvantée dans la région des ténèbres, où son époux vint la chercher. Souillé lui-même par ce contact impur, il se livra à une purification d'où naquirent encore une foule de dieux, et en dernier lieu, de son œil gauche Amatéras, si belle et si brillante qu'elle éclairait le ciel et la terre et qu'il en fit la déesse du ciel, de son œil droit Suzan, à qui échut l'empire des mers. Ce dernier était d'un caractère si violent que, pour échapper à ses persécutions, sa sœur Amatéras se réfugia dans une caverne obscure, et le monde se trouva plongé dans les ténèbres. Les dieux ne purent la décider à en sortir qu'en accomplissant à l'entrée de la grotte des danses et des jeux, qui ont donné lieu aux rites les plus caractéristiques du culte shintoïste. Avec Amatéras commence la période des dieux actuels. Ceux-ci, issus d'une manière surnaturelle de la grande déesse, se sont transmis le gouvernement du monde pendant une période de deux millions et demi d'années, au milieu de guerres perpétuelles, et ont enfin eu pour successeur mortel Sin-mu Tenno, premier mikado (660 avant J.-C.), dont l'avénement marque l'an 1 de la chronologie dite historique.

Il n'est pas besoin d'un grand effort pour retrouver dans ces différens mythes et dans beaucoup d'autres secondaires un panthéisme analogue à celui que nous présente la mythologie classique, prenant sa source dans l'adoration des forces et dans la terreur des phénomènes de la nature; mais, tandis que dans le paganisme antique l'imagination populaire semble le seul ou le principal créateur des dieux qui peuplent l'Olympe, on sent davantage dans la théogonie du *shinto* l'effort suivi, la pensée arrêtée de donner une antiquité immense à la nation et une origine divine à ses chefs. Faut-il supposer, pour expliquer ce phénomène, que nous ne possédons pas encore la pure tradition originaire, et qu'il ne nous est parvenu qu'une version faussée et pervertie dans un but dynastique par les compilateurs du *Kodjiki?* Faut-il admettre, avec beaucoup de sinologues, que le culte des *kami* ou génies a sa source dans la religion primitive des Chinois, avec laquelle il présente de frappantes analogies, et que la vanité nationale lui a fait subir, en l'adoptant, un travail semblable à celui qui accompagna l'introduction du culte d'Astarté en Grèce et celle du bouddhisme ici même? C'est un problème que la science n'a pas encore abordé, et dont la solution jetterait une grande lumière sur l'origine toujours indécise de la race japonaise.

Quoi qu'il en soit, on devine plutôt qu'on ne distingue visiblement la retouche officielle et l'intervention théocratique dans la légende à côté du mythe spontané. Souvent au contraire celui-ci apparaît dans toute sa simplicité. La fable d'Amatéras, la déesse du soleil, cachée dans une caverne et laissant le monde en proie aux ténèbres, a un rapport direct avec le changement des saisons. D'autres, avec un sens moral très différent, reproduisent les procédés de l'imagination des peuples enfans. On songe à l'hésitation d'Hercule entre la vertu et la volupté, ou à la tradition biblique de la chute de l'homme en entendant l'aventure de Ninigi-no-mikoto. C'est le deuxième successeur divin d'Amatéras; en se promenant un jour aux environs de son palais, il rencontra une jeune fille d'une beauté merveilleuse qui lui dit s'appeler la *Fleur éclose des arbres*; il en tomba amoureux et demanda sa main à son père, le dieu des montagnes. Celui-ci avait une fille aînée appelée la *Longue Roche*, aussi laide que sa sœur était belle; il les envoya toutes deux au jeune dieu, qui ne manqua pas de choisir la plus jolie et de renvoyer l'autre à son père. Celui-ci lui dit alors : « Si je t'ai envoyé mes deux filles, c'est qu'en prenant l'aînée tu assurais aux dieux une vie éternelle, tandis qu'en prenant la cadette tu leur assurais une félicité sans bornes; mais, puisque tu as choisi la dernière la vie céleste sera désormais aussi fragile que les fleurs, et le ressentiment de la Longue-Roche en abrégera la durée. » La fille aînée symbolise par son nom même la longévité, prix d'une vie de devoir, tandis que la cadette représente l'ivresse fugitive du plaisir.

Considéré comme croyance populaire, le pur *shinto* se fondait sur le respect des ancêtres et d'un passé divin. De même que le mikado a pour aïeux les maîtres du ciel, les grands de sa cour font remonter leur généalogie jusqu'aux *kami* secondaires, dont ils ont conservé le titre, et le peuple tout entier se croit issu des dieux créateurs du Japon, de sorte que l'orgueil national et l'orgueil de famille, le respect des dieux et celui des maîtres se confondent à cette époque primitive en une seule et profonde vénération pour les puissances mystérieuses du ciel. Le mikado est plus que le pontife, c'est le représentant et l'héritier de la divinité, et comme tel c'est à lui qu'il appartient de célébrer le culte des dieux qui sont ses aïeux; c'est à lui, comme à un médiateur suprême, d'offrir au ciel les prières et les sacrifices de la terre qu'il gouverne. Dans les premiers âges, il n'y avait pas d'autre temple que le palais même du souverain, et, lorsque plus tard on en construisit de nouveaux, le vulgaire en était exclu; le prince, émanation du ciel, avait seul charge d'âmes. Encore aujourd'hui, c'est un hommage que le souverain vient rendre à ses ancêtres lorsque chaque année, le 3 novembre, anniversaire de la mort de Sin-mu Tenno, il

se rend au temple voisin du *siro* pour y offrir ses prières. Les premiers compagnons de Sin-mu qui se partagèrent les provinces étaient eux-mêmes des héritiers des puissances célestes et leur rendaient un hommage de descendant à aïeul; ce sont eux qui, entourés de leur nombreuse famille, célébraient le culte des dieux de leur race dans le principal temple de chaque province. Celle-ci était dédiée au *kami* dont les petits-fils étaient ses maîtres, et l'on retrouve encore dans chacune un temple principal (*ichi no mya*) consacré à ce culte.

Ainsi, tandis que le vulgaire était éloigné des autels et réduit à quelques pratiques domestiques, c'étaient les maîtres de la terre qui seuls conservaient le privilége de s'entretenir avec ceux du monde invisible. C'est à eux que les dieux avaient particulièrement confié ce soin; c'est par ces intermédiaires que leurs bénédictions pouvaient se répandre sur le monde. On peut donc distinguer à cette époque deux cultes dans le *shinto :* l'un est instinctif, naïf, plébéien; l'autre est officiel, liturgique, célébré par une caste laïque d'institution divine à la tête de laquelle est placé le mikado. Le gouvernement, théocratie militaire qui ne perdra son caractère hiératique que dans les guerres civiles, se réserve dès le début le prestige des communications avec le ciel, et de là vient que les rites et les emblèmes du *shinto* ont un sens mystérieux qui échappe à ses propres adhérens.

Au reste, rien n'est plus simple que le culte primitif, ou pour mieux dire il n'y a pas de culte, pas d'adoration, pas de cérémonies pieuses placées à des intervalles réguliers, comme dans les religions monothéistes de l'Europe. Chaque *kami* a une ou plusieurs journées consacrées à sa mémoire, pendant lesquelles le peuple se livre à des fêtes autour de son temple ou *mya :* on ne l'adore pas, on l'honore; on se réjouit en mémoire de ses exploits. Il n'y a point de sacrifices; tout se borne à des offrandes de gâteaux, d'huile, d'oiseaux vivans, à des représentations dramatiques, à des réjouissances comme celles qu'Énée faisait célébrer en l'honneur de son père Anchise. Une particularité frappante du *shinto,* c'est que jamais dans les temples qui y sont consacrés on ne rencontre d'idoles. Le temple est d'une construction très simple, en bois brut, recouvert d'un toit de chaume ou de planchettes de sapin superposées de manière à imiter le chaume. On trouve invariablement avant d'y arriver le *tori,* sorte de portique en bois ou en pierre, composé de deux montans verticaux, qui supportent une solive horizontale relevée aux extrémités. On y monte par des escaliers de bois : à l'entrée se trouve un gong sur lequel les fidèles doivent frapper au moyen d'une grosse corde suspendue à côté pour appeler le dieu; on ne pénètre pas dans l'intérieur généralement désert, où sur une table

en forme d'autel se trouvent le miroir et le *gohei*, attributs inséparables du *shinto*. Le miroir rappelle celui qui fut donné par Amatéras à ses descendans quand elle les envoya pour gouverner le monde en leur disant qu'il leur suffirait d'y regarder pour y voir l'âme de leur mère et y trouver par conséquent la vérité; elle y joignit un sabre et un globe de cristal, qui sont encore conservés par la maison impériale. Le *gohei* est composé de bandes de papier blanc découpées d'une façon particulière et suspendues à des tiges de bambou de chaque côté du miroir; c'est un emblème de pureté. Ces *mya* sont presque toujours situés au milieu d'un bosquet de cyprès ou de bambous, au penchant d'une colline, et peuplés d'oiseaux qui trouvent leur sûreté dans la vénération qui entoure le bois sacré. Il est rare aujourd'hui d'y rencontrer un Japonais en prière. Les uns sont abandonnés et fermés, les autres desservis par de simples laïques qui en sont les gardiens. A certains jours de fête seulement, les environs s'emplissent d'une foule joyeuse et nullement recueillie; les desservans revêtent un costume particulier, celui de la cour, et l'on se livre à des réjouissances qui nous reportent en pleine antiquité grecque; mais les innovations bouddhistes ont tellement envahi les cérémonies qu'il faut recourir aux érudits pour se faire une idée de l'ancien culte : on voit que le feu y tenait une grande place, ainsi que les danses, souvenir des heureux efforts faits jadis par les divins habitans de la terre pour arracher Amatéras de sa caverne.

En résumé, la « voie des dieux » présente l'évolution qu'on remarque dans la plupart des dogmes polythéistes : les peuples débutent par un naturalisme naïf auquel succède peu à peu la personnification des forces naturelles; puis, à mesure que les sentimens s'élèvent et que les traditions s'accumulent, ils aiment à donner aux héros de leur histoire une place dans leur panthéon. La plupart des *kami* dont on rencontre les sanctuaires ne sont que des hommes divinisés, comme Hercule et Thésée, comme les héros de l'Edda; mais à travers ces diverses phases on ne sent pas le souffle puissant du panthéisme grec, qui divinise toutes les réalités terrestres et rapproche l'homme de ses dieux en rapprochant les dieux de la terre. L'homme d'Athènes apostrophe volontiers les immortels; ils sont mêlés à sa vie, à ses affaires, il leur promet des récompenses, il traite avec eux, non sans indépendance; il les aime parce qu'ils sont beaux et impérissables, il ne les craint pas. Ici au contraire c'est la peur qui semble avoir dominé l'imagination en travail, c'est par son côté terrible que la nature s'est fait voir aux yeux des hommes; au lieu des tableaux rians de l'Olympe, on se croit transporté au milieu des sombres et muettes divinités de l'Égypte et de la Phénicie. Les dieux créateurs n'ont ni histoire, ni séjour indiqué,

ni occupations connues, et ne se soucient ni du monde, ni de ses habitans. Une chose frappe encore en comparant ces deux manifestations du polythéisme : dans la tradition antique, telle du moins que nous l'ont transmise les poètes après l'avoir façonnée suivant leur génie, tout est clair, précis, expliqué par des mobiles humains, accompli par des moyens surhumains sans doute, mais non point surnaturels; il n'y a pas de mystères pour l'esprit. Dans le mythe japonais, tout est vague, inconcevable et surpasse l'entendement. Dans l'une, l'homme se sent en communion avec la grande nature, l'*alma mater*; dans l'autre, il se sent écrasé par elle. Là, comme partout, se révèlent l'indécision, l'obscurité des conceptions de l'esprit japonais, cet état d'incertitude, de formation inachevée qui caractérise la langue, la littérature, les pensées de ce peuple impatient de tout savoir, incapable de rien approfondir.

D'ailleurs une conception ne prend forme dans l'imagination des masses qu'à la condition d'y être l'objet d'une certaine émotion. L'homme ne tient à définir que ce qui le touche. La religion n'émeut pas le Japonais, elle ne tient aucune place dans ses préoccupations. Si par esprit religieux il faut entendre la contemplation d'êtres supérieurs, juges des actions humaines et la volonté d'obéir à leurs décrets, on peut dire que l'esprit religieux est complétement absent de la doctrine que nous examinons. La « voie des dieux » n'enseigne rien de plus que le culte des ancêtres; elle ne contient pas de dogme relatif à l'essence des dieux, à la théorie des peines et des récompenses, à l'immortalité de l'âmè. Sans doute les empereurs morts deviennent des *kami*; descendans de la déesse du soleil, ils reprennent leur place à côté d'elle, mais en est-il de même des simples mortels? Ni les fidèles, ni les prêtres, aussi ignorans que les fidèles, ni les commentateurs ne peuvent le dire.

S'il ne renferme pas de catéchisme, le *shinto* est encore plus dépourvu d'un code de morale. A part des prescriptions superstitieuses contre l'impureté physique et une classification détaillée des choses impures qui rappelle encore une fois l'Égypte, le croyant ne trouve dans ses traditions que des exemples de *kami* à suivre ou à éviter, mais pas de préceptes de conduite; il y a plus, les savans théologiens du *shinto* (car cette étrange religion a eu les siens) en font un mérite à leur croyance. D'après eux, « les habitans de l'Empire du soleil levant, ayant été créés par les dieux, possèdent naturellement la connaissance du bien et du mal, et font leur devoir par instinct; s'il en était autrement, ils seraient inférieurs aux animaux qui, eux, n'ont pas besoin qu'on leur enseigne ce qu'ils ont à faire. Dans les autres pays qui ne sont pas le domaine spécial de la sage Amatéras, les esprits du mal, ayant trouvé le champ libre, ont corrompu l'humanité, et c'est pour cela qu'il a fallu rédiger un

corps de préceptes moraux qu'on a tant de peine à observer. C'est notamment aux vices des Chinois qu'on doit l'inutile fatras de leurs études sur les devoirs. » Ainsi tout Japonais est sûr de bien vivre, s'il consulte son cœur. Sans s'arrêter au quiétisme satisfait qui ressort d'une pareille théorie, on se demande naturellement ce qui en résulte en pratique, et sur quelle base repose la notion du devoir. Il serait curieux en effet de voir à l'œuvre, dans une nation de 25 millions d'hommes, cette morale indépendante au sujet de laquelle on a livré tant de batailles; mais c'est un spectacle refusé à nos yeux : le même auteur prend soin de nous le faire savoir. Voici à peu près son raisonnement : les hommes, créatures divines, font naturellement le bien, parce que l'âge des dieux continue sur la terre et qu'ils n'ont qu'à suivre leur « voie; » or les dieux ont un représentant permanent, c'est l'empereur. Son esprit est en harmonie parfaite et constante avec sa divine mère; il n'a qu'à écouter sa voix et au besoin à demander ses conseils pour connaître la vérité sur toutes choses; donc, pour suivre la « voie des dieux, » il suffit d'obéir aux volontés du mikado. Voilà comment l'absence d'une loi morale aboutit à la théorie de l'obéissance passive. Le pouvoir n'est pas seulement la source de l'autorité temporelle et spirituelle, il est encore le représentant de la vérité absolue.

Telle est en peu de mots la politique du *shinto;* il est inutile d'ajouter qu'elle n'a pas toujours été respectée, surtout par les grands, qui, dans leurs dissensions perpétuelles, se sont joués de la majesté impériale pendant de longs siècles; mais le dogme n'en est pas moins resté enraciné dans la conscience populaire au point de supprimer totalement la liberté d'examen quand l'autorité a parlé. On conçoit quelle force le gouvernement des mikados retirait d'une telle doctrine, et l'on s'explique les efforts qu'il fit pour la faire revivre après que l'introduction du bouddhisme et l'usurpation des shogoun eut abaissé sa puissance. On vit alors tant à Kioto que dans la province de Mito, gouvernée par un daïmio ligué avec la cour contre le shogounat, s'élever une école de shintoïstes raisonneurs, dont la tentative fait songer involontairement à celle que l'empereur Julien imagina pour ressusciter le paganisme expirant. Ces théoriciens de la religion nationale s'efforcèrent de la séparer de tous les élémens étrangers, et d'en faire une arme contre le bouddhisme, depuis longtemps établi en maître, et contre les shogoun détenteurs de fait du pouvoir administratif. Ils écrivaient en 1820 : « Notre pays, créé par Izanaghi et Izanami, a donné naissance au soleil, il est gouverné à tout jamais par son sublime descendant, il est par là bien supérieur à toutes les autres contrées dont il tient la tête; par là ses habitans sont honnêtes et ont le cœur droit, par là ils ne sont pas adonnés

aux vaines théories et au mensonge, comme ceux des autres pays, et eux seuls possèdent la vérité sur l'origine de l'univers. » Ce mouvement plus littéraire que politique ne laissa pas cependant d'ébranler l'autorité des shogoun, qui s'écroula définitivement en 1867 sous l'influence d'autres causes qu'on a vues ailleurs (1). On peut comprendre quel prestige exerçait encore sur les esprits la vieille croyance nationale, quand on vit les soldats aguerris et nombreux du shogoun se débander devant l'oriflamme aux armes impériales. Les troupes coalisées, qui sans cela n'étaient que des rebelles, virent sous cette égide toutes les portes s'ouvrir devant elles.

Le gouvernement restauré se garda bien de négliger un si puissant moyen d'action. Toujours préoccupé de rétablir le culte des *kami*, au détriment du bouddhisme, il poursuit sans bruit et sans intolérance cette tâche difficile, tantôt grattant les peintures des temples bouddhistes pour leur donner l'apparence des *mya*, tantôt réinstallant en grande pompe les emblèmes shintoïstes à la place des idoles étrangères. Le 17 juillet 1873, une cérémonie de ce genre s'accomplissait au temple de Shiba, l'un des plus fréquentés d'Yeddo. Les statues avaient été retirées, et dans la salle vide, sur un autel, on avait placé le miroir et le *gohei*. De tous les points de la ville, la foule s'était réunie par groupes, bannières en tête, traînant divers trophées, entre autres un bateau sur roues richement décoré, et faisant retentir l'air de cris prolongés, musique sans doute la plus agréable aux dieux, car on ne la leur ménage pas; de chaque groupe se détachaient en arrivant des émissaires, qui allaient remettre aux prêtres réunis dans le temple les offrandes apportées par leur corporation. D'un côté de l'autel se tenaient les prêtres bouddhistes qui cédaient la place, de l'autre les prêtres du *shinto*, qui allaient la prendre. Dans la grande cour d'entrée, sur une estrade en plein air des danseurs revêtus de longues robes de cour exécutaient des danses sacrées au son des flûtes de Pan. Le lendemain, une proclamation annonçait que le temple venait d'être consacré aux dieux créateurs du Japon et particulièrement à Amatéras, déesse du soleil, aïeule de l'empereur, dont on rappelait les bienfaits journaliers, en conseillant de l'honorer et de lui adresser ainsi qu'aux trois autres *kami* la prière suivante : « O vous, grands dieux, ancêtres du ciel, protégez-nous jour et nuit et faites-nous vivre heureux! Nous nous inclinons avec respect devant vous. » De ce jour, le temple changea d'habitans; mais les prêtres bouddhistes, qui avaient prêté la main à cette consécration, en eurent sans doute quelque remords, car un mois après le pétrole coula, si l'on en croit certaines

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1875.

rumeurs, sur les lambris du sanctuaire débaptisé, et en deux heures il fut consumé par les flammes.

Il est peu probable que le *shinto* détrône jamais la religion professée par la grande majorité des Japonais; il lui manque pour cela un symbole, des dogmes, une morale, tout ce qui fait la vitalité et facilite la propagation d'une croyance religieuse. Après avoir essayé de donner une idée de son caractère et de ses vicissitudes, il nous reste à nous expliquer sur les résultats qu'il a produits relativement à l'éducation du peuple japonais, sur son rôle dans la civilisation indigène; mais nous ne pourrons déterminer sa part d'influence qu'après avoir étudié les autres croyances qui sont venues se mêler à lui ou le supplanter.

II.

C'est la destinée du Japon qu'à l'origine de toutes les grandes manifestations de l'esprit national dans les arts, dans les sciences, dans la littérature, dans la philosophie, on retrouve l'imitation étrangère et particulièrement l'intervention de la Chine. Le *shinto* n'échappe pas à cette loi. C'est au VIIe siècle de notre ère que la philosophie de Confucius et Mencius (Shoung-tseu et Meng-tseu) s'introduisit avec l'étude des belles-lettres chinoises à la cour de Kioto. On connaît la doctrine de Confucius, et ce n'est pas lui rendre un hommage exagéré de dire qu'elle est le plus bel effort de l'esprit humain dans la recherche de la perfection morale en dehors de toute pensée religieuse. Elle rappelle par là ce que l'école de Socrate nous a laissé de plus sublime. Comme le sage grec qui fut presque son contemporain, le sage chinois se distingue par une confiance imperturbable dans la droiture morale de l'âme abandonnée à sa libre direction; mais en même temps il exige de ses disciples une tension perpétuelle de la volonté et de l'entendement, pour discerner en toute occasion le bien et le mal et conformer leur conduite à la « voie » droite. Une telle doctrine est nécessairement contemplative; elle ne peut donc être dans sa plénitude que l'apanage d'un petit nombre de moralistes ou de politiques, car il est encore plus souvent question, surtout dans Mencius, des règles d'un bon gouvernement que des devoirs d'un particulier vertueux. Tout en faisant le plus grand honneur à l'humanité, le confucianisme ne peut constituer la règle de conduite d'un peuple nombreux et ignorant. En dehors des privilégiés, il ne s'est jamais répandu chez les masses que comme un catéchisme étroit, résumé dans les cinq devoirs : *dsin*, vivre vertueusement; *gi*, rendre justice à tout le monde; *re*, être poli; *tsi*, bien gouverner; *sin*, avoir la conscience pure. Admirables préceptes sans doute, mais qui, pour être médités et appliqués aux actions

journalières, demandent plus de loisirs que n'en possède le vulgaire. A cette sagesse si noble et si pure, il manque le souffle vivifiant et enthousiaste qui a répandu dans tout l'univers un livre moins savant, écrit par de pauvres fils de pêcheurs et de charpentiers, la charité. Le philosophe, suivant Confucius, est impeccable, inaltérable, sublime, mais froid et insensible; sans doute il doit se montrer bienveillant, surtout quand il est assis sur le trône, mais ce ne sera que pour remplir un office de la vie, non pour satisfaire une affection intime et maîtresse. « Aimez-vous les uns les autres! » Cette parole, que le monde latin, aussi las de ses vertus égoïstes que de ses vices, attendait depuis des siècles, Confucius ne l'a pas dite, le monde oriental ne l'a pas encore entendue, et qui sait s'il n'est pas trop tard pour la lui faire entendre!

L'enseignement moral des écoles chinoises ne pouvait, malgré toute sa grandeur, détrôner une religion qui, tout incomplète qu'elle fût, répondait mieux au besoin de surnaturel qui domine toujours les masses. Il se répandit à la cour, dans les écoles, éloigna beaucoup d'esprits des superstitions grossières du passé et fut l'origine du scepticisme religieux des hautes classes; mais il ne forma pas un schisme à côté et en dehors du *shinto*. D'ailleurs il ne prétendait rien changer ni à la religion établie, ni à la police de l'état; le respect des traditions, des ancêtres, des pouvoirs constitués, est l'un de ses traits saillans. L'empereur reste aux yeux des philosophes comme aux yeux des croyans la représentation visible de la divinité sur la terre; lui obéir fait partie des cinq devoirs, et l'on doit non-seulement rendre à César ce qui est à César, mais s'incliner avec vénération devant ses volontés. La libre pensée chinoise s'arrête confondue devant la majesté du trône; il n'y a pour elle d'autre souveraineté terrestre que celle du maître. Le peuple, il est vrai, doit être traité comme une famille par un père tendre; mais, en fils respectueux, il doit toujours et en tous cas obéir. Malgré cette attitude inoffensive, les rares sectateurs de la « voie » inspirèrent quelque ombrage lors des persécutions dirigées contre les chrétiens au XVIIe siècle; leurs principes sévères et plus encore leur indifférence pour les cérémonies des divers cultes les rendaient suspects de christianisme et les faisaient confondre avec les adeptes de cette religion détestée; on les forçait à garder chez eux, comme preuve d'orthodoxie, quelques-uns des emblèmes de la religion officielle; peu à peu leur nombre diminua sous l'empire de la crainte; aujourd'hui les livres de Confucius et de Mencius sont encore enseignés dans les écoles, mais sans plus d'efficacité que les dialogues de Platon ou les traités de Xénophon dans nos lycées.

Comme la doctrine de Confucius, le bouddhisme n'est parvenu au Japon que par l'intermédiaire de la Chine, vers le milieu du VIe siè-

cle. Après avoir traversé dans ce pays même des phases diverses et ne s'y être établi définitivement qu'au ve siècle, il parvint en Corée et de là passa au Japon. C'est en l'année 552 après Jésus-Christ (1212 de l'ère japonaise) qu'un prince coréen présenta officiellement à la cour diverses idoles et quelques livres bouddhistes. L'introduction du nouveau culte rencontra d'abord une longue et orageuse résistance; ses adversaires ne manquèrent pas d'attribuer à cette innovation certaines calamités qui à cette époque visitaient le pays. Ils obtinrent même en 585 la liberté de brûler les temples nouveaux qui déjà s'étaient élevés et de jeter les idoles dans les rivières. On montre encore à Osaka un endroit qui aurait été le théâtre d'une de ces scènes de destruction. Néanmoins la religion nouvelle avait trop d'influence et trop grande était son attraction sur les esprits pour que cette résistance officielle fût durable. Dans la lutte entre deux croyances, c'est toujours celle qui a les formules les plus précises et les symboles les mieux arrêtés qui finit par l'emporter. La doctrine étrangère devait donc triompher des dogmes indéterminés du culte national; elle trouva son apôtre dans Sho-tokù-taishi, qui réussit à la faire consacrer, quoiqu'il n'appartînt pas au clergé. Sa statue se trouve à côté de celle de Bouddha dans presque tous les temples, et c'est une gloire qu'aucun laïque ne partage avec lui (575-624).

Il n'entre pas dans le plan que nous nous sommes tracé de présenter une analyse, même succincte, des origines et des doctrines du bouddhisme qui forment aujourd'hui la croyance de plus de 600 millions d'hommes. Il nous suffira de mettre en lumière les points par où il diffère du *shinto* ou se confond avec lui. Ainsi, tandis que l'un, subjugué par l'évidence des phénomènes extérieurs et impuissant à en saisir la loi suprême ou à leur trouver une cause, s'arrête à adorer les effets qu'il divinise et fait de ses dieux des êtres concrets, l'autre, se jetant dans l'extrême contraire, s'élance d'un bond vers la notion de l'absolu, niant la réalité phénoménale, indifférent aux accidens d'un monde fugitif et contingent, et représente l'essence suprême comme purement abstraite et indépendante de ses attributs. Malgré l'opposition des deux systèmes religieux, nous les verrons plus d'une fois se mêler à tel point, qu'il n'est pas toujours facile de discerner ce qui appartient à chacun d'eux. Ainsi, quoique la théorie bouddhiste ne s'accorde guère avec l'idée d'un paradis, le bouddhisme japonais en admet un (*goku raku*) où les âmes de ceux qui ont bien vécu doivent séjourner au milieu de plaisirs éternels en attendant leur absorption dans l'essence absolue. C'est le sort réservé aux tièdes, qui n'ont pas réussi durant leur vie à réaliser le détachement parfait. Quant aux méchans, ils passent dans un lieu de châtimens (*djin koku*), où ils

sont tourmentés pendant un temps plus ou moins long et d'une façon plus ou moins terrible, suivant la gravité de leurs fautes. Jemma, juge suprême, examine leurs actions, qui viennent se reproduire dans un grand miroir qu'il tient en main. Toutefois leurs supplices ne sont pas éternels; leurs parens, restés sur la terre, peuvent par leurs prières et par l'intercession d'Amida (le Bouddha japonais) obtenir pour eux une atténuation de peine, et abréger la durée de leurs tourmens, ce qui donne un prix inestimable aux sacrifices domestiques consacrés à la mémoire des défunts; leurs âmes passent alors dans les corps d'animaux accusés des mêmes penchans dont ces damnés ont à expier la souillure, serpens, crapauds, insectes, etc..., puis passent enfin dans des corps humains et peuvent alors mériter une éternelle félicité. De toute manière l'âme des bêtes et celle des hommes n'est qu'une même substance, une émanation de l'intelligence, et jouit de la même immortalité. Il est facile de voir dans ces dogmes une pensée étrangère au fondateur du bouddhisme, greffée sur la doctrine originaire, afin de lui donner une forme saisissable et populaire.

A ne l'envisager que comme une conception indépendante au sujet du plus grand problème qui s'offre à l'humanité, on ne peut contester au bouddhisme une certaine grandeur, et si l'on songe qu'il a eu pour mission de combattre partout le panthéisme régnant sans partage, on devra reconnaître qu'il a été pour le monde un bienfait plutôt qu'une calamité. Avec Sakya l'homme n'est plus le jouet d'une puissance supérieure; il se possède, il domine par son intelligence ce monde qui naguère l'écrasait; ce n'est, il est vrai, que pour en connaître l'inanité, mais que d'orgueil il peut encore concevoir à sonder la profondeur de son propre néant et, foulant aux pieds des chimères, à s'élever par la force de la pensée jusqu'à la contemplation directe de l'absolu! Désormais il considère face à face un principe inaccessible; il se sent plus loin de son dieu, mais il sent son dieu plus haut.

Cet hommage une fois rendu à la beauté spéculative de la religion bouddhiste et à la pureté de sa morale, il faut bien reconnaître qu'elle était peu propre à élever d'une manière efficace la condition spirituelle de la créature humaine. A quoi bon délivrer l'homme de ses superstitions païennes et le faire maître de l'univers, si du même coup cet univers est pour lui dépeuplé, vide, mensonger? Quel effort tenter désormais en vue d'un résultat terrestre? A quoi bon le travail, l'énergie, l'action, puisque tout cela n'a pour objet que des fantômes? Si la métaphysique indienne est moins accablante que le panthéisme et moins fataliste, car elle réserve la liberté humaine, on peut dire qu'elle renferme la formule du désespoir. Aussi se demande-t-on comment une religion si désolante s'est propagée

d'une manière si universelle dans l'Inde, en Chine, au Japon. On peut en donner pour raison la pauvreté des cultes qu'elle a remplacés; on sait d'ailleurs qu'une croyance attire cent fois plus de prosélytes par ses séductions qu'elle n'en décourage par ses terreurs. En ce qui concerne particulièrement le bouddhisme au Japon, il avait pour lui le mérite d'élever la dignité royale et de se trouver d'accord avec les traditions du pays et les visées de la cour. Sakya était de la classe des princes guerriers *kshattriyas* et, obligé de s'appuyer sur eux dans sa réaction contre les brahmines, avait exalté l'autorité temporelle, ce qui devait concilier à sa doctrine l'aristocratie territoriale du daïmio et même entraîner dans le mouvement général certains mikados oublieux de leur origine céleste et prêts à en faire bon marché. Enfin le *budsdo*, la « voie des idoles étrangères, » n'étant qu'un dogme métaphysique accompagné d'une règle morale, sans mythe défini, se prêtait à toutes les alliances avec les vieilles mythologies asiatiques, et c'est ainsi qu'il a pu s'introduire sans révolution à côté de la « voie des *kami*. » Il faut pardessus tout tenir compte de ce penchant à l'imitation étrangère propre au tempérament japonais.

Aussi la diffusion fut-elle rapide : les temples érigés de toutes parts dans l'empire servaient en même temps d'écoles, et pendant le moyen âge japonais (600 à 1400) ce furent des foyers de lumière. Malheureusement le clergé voulut profiter de son influence spirituelle pour gouverner l'état, s'arroger des priviléges exorbitans, notamment le droit d'asile. Les couvens devinrent le refuge des condamnés, des disgraciés politiques, des mécontens et des vagabonds. Peu à peu le clergé même leur ouvrit ses rangs; ces recrues ne lui apportaient ni la science, ni les bons exemples, et son abaissement moral ne tarda pas à devenir profond pendant que sa puissance croissante excitait les ombrages des grands feudataires. A la fin, Nobunaga lui déclara une guerre acharnée et réussit à saper sa puissance politique (XVIe siècle); mais la religion subsista et continua d'offrir ses dignités aux empereurs qui abdiquaient. Les shogoun la protégèrent; le testament de Yéyas porte en plusieurs passages la marque de sa sollicitude pour la secte de Yodo, à laquelle il appartenait, et qu'il combla de bienfaits. A l'égard des autres sectes, il proclame la tolérance en conseillant la concorde; l'article 31 des Cent Lois porte : « Grands et petits pourront suivre leur propre inclination en ce qui concerne les dogmes religieux qui ont eu cours jusqu'ici, à l'exception de l'école fausse et corrompue (le catholicisme). Les disputes religieuses ont toujours amené la ruine et le malheur des empires; elles doivent dorénavant cesser.»

Le conseil n'était pas hors de saison, car le nombre des sectes s'était accru aussi vite que celui des prosélytes, comme il arrive

toutes les fois que la persécution n'est pas là pour maintenir entre les coreligionnaires le lien des terreurs communes. On en a compté jusqu'à quatorze principales, dont quelques-unes ont disparu peu à peu. Le trait distinctif de ces diverses sectes c'est d'avoir pour base, non pas une conception différente de la divinité, comme les hérésies de notre moyen âge, mais des règles de morale et de vie sensiblement variables; c'est dans la théorie de la destinée humaine qu'elles sont en désaccord. Tandis que celle de *Hosho* enseigne une complète indifférence pour les choses de ce monde, celle de *Gusha* conseille l'empire sur ses passions et ses sentimens; une troisième s'attache à démontrer l'absence totale de réalité dans les choses d'ici-bas. « La vie n'est qu'un rêve prolongé, les objets ne sont que des ombres trompeuses. » Quelques-unes ne se distinguent que par les pratiques qu'elles imposent à leurs prêtres ou les prières qu'elles exigent de leurs disciples. Les trois plus importantes de celles qui survivent sont la secte de *Yodo*, à laquelle appartenaient les shogoun, et qui a le dépôt de leurs tombes, celle de *Monto* et celle de *Shoretzû*. Les prêtres de Yodo s'interdisent le mariage, ils n'ont d'autre nourriture que des légumes, d'autre occupation que de répéter constamment la même prière : *namra Mida Butzu* (je prie Amida), en s'accompagnant d'une sorte de cloche ronde qu'ils frappent à coups de marteau. Ils professent que pour parvenir à la perfection il n'est pas nécessaire de se livrer à des spéculations philosophiques et que les exercices pieux suffisent; et certes si on fait résider le souverain bien dans l'abrutissement final, ils semblent fort près d'y atteindre. Ce sont eux qui desservent les temples de Shiba et de Nikko. Les sectateurs de Monto sont plus larges dans leurs idées, ils permettent le mariage à leurs prêtres et ne s'astreignent à aucun régime; ils recherchent pour leurs temples des lieux fréquentés au milieu des villes et s'efforcent d'attirer à eux le plus de fidèles possible. Ils se consacrent particulièrement à *Kannon*, la bonne déesse, qui n'exige ni macérations, ni pénitences, ni pèlerinages, ni retraites solitaires, pour assurer aux hommes une place à côté de Bouddha. La prêtrise est chez eux héréditaire, et, à défaut de fils, se transmet au gendre ou à un héritier d'adoption; ils forment ainsi une sorte de caste qu'on a vue parfois prendre des allures belliqueuses. Leur culte est très brillant, très décoratif; leurs prières sont écrites dans une langue accessible au vulgaire et les fidèles en les prononçant doivent se couvrir la tête, de peur de laisser voir à la divinité quelque mauvais sentiment peint sur leur visage. La plus violente de toutes ces coteries est celle de *Shoretzû*, dont les prêtres s'imposent le célibat et la nourriture végétale; ils pratiquent l'examen de conscience et surtout la reconnaissance pharisaïque pour la Providence, qui ne les a pas fait naître

dans une autre foi. Ils sont passionnés pour la controverse, poussent aux dernières limites l'intolérance du langage contre leurs adversaires et recourent plus que tous les autres aux charmes, aux amulettes et aux pratiques superstitieuses.

Ces diverses écoles vivent dans la plus complète mésintelligence et sur le pied d'un mépris réciproque, mais sans essayer en fait de se persécuter ni même de se disputer des catéchumènes, que l'indifférence générale rend de plus en plus rares. Elles vivent irréconciliables, mais elles vivent en paix. Leur caractère commun, c'est de placer la voie du salut dans certaines pratiques dévotes plutôt que dans le mérite ou le démérite. Les membres de ce clergé fractionné jouissent d'une réputation universelle d'immoralité; ils se distinguent les uns des autres par des noms et des costumes différens; bien peu comprennent les mystères de la religion qu'ils représentent. Ceux qui attirent le plus l'attention, à part les *yama-bushi*, dont on verra plus loin l'occupation, sont les prêtres mendians, qui vont de porte en porte tendre leur éventail pour qu'on y dépose une petite aumône. Autrefois leur ordre était le refuge des malfaiteurs; la tête couverte d'une sorte de panier renversé, ils n'avaient à craindre ni la honte qui s'attache à la mendicité, ni surtout les regards gênans de la police; mais l'usage de cette coiffure leur a été interdit, et leur nombre a du même coup sensiblement diminué. Il existe aussi de véritables moines, vivant dans des couvens, où ils subsistent par la générosité des princes et risquent fort à ce prix de ne pas subsister longtemps. Les femmes ont aussi quelques congrégations; une statistique relève 6,000 nonnes; elles sont rarement de haute extraction, se consacrent à la prière et non aux œuvres de charité. Le monastère est pour beaucoup de femmes malheureuses en ménage un asile où elles vont attendre que le mari leur accorde la lettre de divorce.

Il n'est pas besoin de faire remarquer combien le bouddhisme a dégénéré depuis son fondateur. Ce qui était une revendication de l'âme contre la tyrannie des réalités terrestres est devenu une doctrine d'anéantissement volontaire et d'affaissement intellectuel; les préceptes de haute morale, d'examen de soi-même ont cédé la place à des observances compliquées et puériles. Les jeûnes et les préjugés sur l'impureté de certaines substances, qui pouvaient avoir leur motif sous le soleil des Indes, ont pris une place prépondérante et sont devenus matière de foi, en cessant d'être observés comme de simples règles d'hygiène. Les rites ont remplacé les maximes. Un culte surchargé de cérémonies insignifiantes a envahi la pensée religieuse et l'a, pour ainsi dire, pétrifiée dans d'étroites formules. La superstition des masses et l'ignorance des prêtres ont fait le reste, et l'une des plus hautes aspirations spiritualistes s'est abîmée

dans les mesquins détails de la liturgie. Il suffit du reste d'assister à un office de la secte de Yodo, par exemple, pour comprendre l'attrait que la pompe extérieure du culte exerce sur l'imagination populaire. Au fond du temple s'élève la statue de Bouddha, assis dans la posture connue; à ses côtés les images des plus célèbres de ses apôtres; des cierges sont allumés, et les prêtres, revêtus de riches chasubles de soie brodées d'or, psalmodient des hymnes alternés, au son du gong. Leur chant monotone a je ne sais quelle tristesse mystérieuse qui berce l'âme comme dans un rêve; l'impression qu'on ressent rappelle un peu celle qu'exercent les cérémonies du culte catholique, avec lequel on retrouve à chaque instant des analogies frappantes. Le bouddhisme s'est jeté dans la voie opposée au *shinto*, et par besoin de réaction a exagéré son propre caractère; tandis que la religion indigène était trop nue, il s'est fait trop rituel et a noyé la piété dans les représentations théâtrales.

Cependant le clergé ne se borne pas à ces exhibitions grossières, et certaines sectes y joignent encore la prédication. Le sermon est généralement très populaire; destiné à de pauvres esprits, il cherche moins à être éloquent qu'à être intelligible, et dans ce dessein ne se fait pas faute d'exemples tirés soit des livres sacrés qui fournissent le texte du prône, soit de l'histoire ou du roman; souvent il est tout en paraboles. Le prédicateur est à peine monté en chaire, ou plutôt assis derrière son pupitre, qu'il entame une anecdote. « On ne doit jamais, dit par exemple l'un d'eux, oublier les relations sociales basées sur celles du ciel et de la terre, car les événemens les plus fâcheux pourraient en résulter; pour vous le montrer, je vais vous dire une amusante histoire. Il y avait une fois dans ce pays un jeune homme beau, bien fait et plein d'esprit; il n'avait qu'un seul défaut : c'était une détestable mémoire. Il était parvenu fort heureusement jusqu'à l'âge de dix-sept ans, quand son père voulut le marier. On trouva un parti à sa convenance, les formalités furent remplies, le jour des noces arriva et l'on procéda à la fête nuptiale. Le jeune mari et sa fiancée se réunirent avec leurs amis, les coupes circulèrent, et les mets furent vigoureusement attaqués au milieu de l'allégresse générale. L'époux donnait lui-même l'exemple et avala coup sur coup jusqu'à ce qu'il eût bu tout ce qu'il pouvait boire, après quoi les invités se retirèrent, et les deux jeunes gens restèrent seuls. Or remarquez ce qui résulta de son défaut de mémoire. En jetant les yeux autour de lui, il aperçut la jeune fille assise au milieu de la chambre et fut saisi d'étonnement. « Qui êtes-vous? dit-il. — Je suis votre femme, je pense! — Ma femme! Mais je ne me souviens pas d'avoir été marié; tout ce dont je me souviens, c'est que plusieurs de mes amis sont venus, que je leur ai offert un repas, et que j'ai bu pas mal. De grâce, pou-

vez-vous me dire pourquoi me voilà vêtu de mes plus beaux habits? — Ma foi, je n'en sais rien, dit la jeune femme, qui était également affligée d'une mauvaise mémoire, peut-être ferions-nous bien de nous renseigner. » Ils tombent d'accord d'aller consulter chacun ses parens. Le mari court à la chambre de son père : « Mon père! — Qu'y a-t-il? — Il y a une étrangère chez moi, qui prétend qu'elle est ma femme, avez-vous quelque connaissance de cela? — Non. Je ne me rappelle rien de semblable. » Vous voyez qu'il n'avait pas plus de tête que son fils. Les voilà donc fort embarrassés. Pendant ce temps, la mariée était sortie pour interroger ses parens ; mais en chemin elle oublie où ils demeuraient. Elle interpelle un porteur de *kango* qui passait par là : « Holà! seriez-vous assez bon pour me dire où je demeure? — Veuillez me faire grâce de vos plaisanteries, repart l'autre. — Mais vraiment je l'ai oublié. — Eh! comment le saurais-je, puisque vous l'ignorez? » Et, passant son chemin, il la laissa au milieu de la rue. N'était-ce pas là une jolie situation pour un jeune couple! Et tout cela parce qu'ils étaient oublieux! Vous riez, et je vois que mon histoire vous divertit, et certes il n'est que ridicule d'oublier son propre mariage, si l'on observe les lois de la morale : il n'en résulte pas grand malheur; mais qu'arriverait-il, je vous le demande, à celui qui oublierait ainsi les principes du ciel et les devoirs de la terre? Serait-ce aussi plaisant? »

Un autre raconte plus longuement encore comme quoi une femme d'Osaka trompait son mari et se laissa pousser par son complice Isaburo à l'empoisonner; lui mort, elle subit plus que jamais l'ascendant de cet homme, qui la ruinait. Son fils, voyant les violences dont elle souffrait, sans connaître la faute qui en était l'origine, résolut de débarrasser sa mère d'un tel tyran. Un soir que celui-ci était venu coucher chez eux, il se dirigea vers la chambre qui lui était réservée, et, voyant une personne endormie sous la moustiquaire, lui enfonça son poignard dans le cœur, puis courut à la chambre de sa mère pour lui annoncer qu'il l'avait délivrée; mais l'appartement était vide, il courut au cadavre et reconnut trop tard que c'était sa propre mère qu'il avait tuée, tandis qu'Isaburo était déjà reparti. Conclusion : le ciel punit les méchans qui le bravent, et nous devons nous conformer à ses décrets.

Malgré sa mise en scène un peu mélodramatique, comme on voit, la morale de ces discours est irréprochable, mais froide et souvent désolante. « Il est inutile, dit un prédicateur, de venir adorer la divinité et affirmer votre foi, si vous n'avez pas la vérité au fond du cœur, car elle ne recevra vos offrandes qu'à ce prix... On ferait mille *ri* (lieues) pour se débarrasser d'une difformité corporelle qui ne vous gêne pas, on ne fait rien pour se corriger d'un défaut... Le sort de l'homme est incertain ; il court sans cesse hors des routes

tracées. Pourquoi aller admirer les fleurs et vous enivrer de leur beauté? A peine rentrés, vous sentez toute l'inanité de vos plaisirs! Pourquoi toujours désirer? Vous voulez voir ceci, vous voulez voir cela; vous voulez manger des mets recherchés, porter de beaux vêtemens; vous passez le temps de la vie à souffler vous-mêmes sur les flammes qui vous consument. Il est écrit : « J'ai été amoureux des fleurs, elles se sont épanouies et desséchées, ô tristesse! » A votre tour, songez à cette terrible pensée : combien le volubilis est brillant de fraîcheur! et cependant dans l'espace d'un matin il ferme sa corolle et se flétrit. Les livres sacrés nous apprennent qu'un certain roi vint un jour dans ses jardins pour s'y amuser et réjouir ses yeux de la beauté des plantes. Au bout d'un moment, le sommeil le prit; pendant qu'il dormait, les femmes de sa cour vinrent mettre le parterre au pillage; quand il s'éveilla, il ne restait plus de ces fleurs, qui faisaient sa joie, que des tiges et des pétales brisés. A cette vue, le roi s'écria : « Les fleurs passent et meurent; il en est ainsi des êtres humains. Faits pour naître, vieillir, souffrir et périr, nous sommes aussi passagers que l'éclat de la flamme, nous nous évanouissons comme la rosée du matin! » Songez donc combien la mort est proche! N'est-ce pas pitié que, durant cette vie courte, les hommes se consument au feu des vains désirs, et comment y échapper autrement que par les divins enseignemens de Bouddha? »

Telle est la conclusion désespérante de tous les moralistes : ce n'est pas aux choses de ce monde qu'il faut nous attacher, elles nous trompent, elles n'ont pas plus de réalité qu'un songe et sont fugitives comme lui. « L'odeur et la couleur s'évanouissent : sur la terre, qu'est-il de durable? Je n'ai fait que passer, et déjà elles n'étaient plus. » Ainsi parlent les quatre vers qui contiennent le premier alphabet de l'enfance. Détachons-nous donc de ces fantômes passagers. Tout effort est maudit, s'il n'est point fait sur nous-mêmes, pour nous connaître et nous absorber dans la contemplation de Bouddha, pour laquelle ce n'est pas trop d'une vie si courte. Qu'importe le monde extérieur? Respectons l'autorité, rendons à César ce qui est à César; bénissons le monarque qui veille sur ses enfans et à qui seul incombe le soin de pourvoir à leur existence, tandis qu'eux se livrent à la prière. « Vous dites : ma maison, ma femme, ma fille; mais rien de tout cela ne vous appartient que grâce à la vigilance du gouvernement! » Ainsi, glorifiant la pureté du cœur, mais condamnant la vertu active et passant sous silence la charité, qu'elle ignore, la morale bouddhiste, en s'efforçant de peupler le monde d'ascètes, s'expose à le couvrir de paresseux. L'homme ne se détache pas impunément des objets naturels de son ambition et fuit volontiers la peine qui n'emporte pas sa récompense. Sans doute l'instinct, plus fort que les doctrines,

le ramènera à la recherche des richesses et du bien-être; mais ces biens d'un ordre supérieur, qui ne sont que l'ornement de la vie, la gloire, la liberté, la joie des grands devoirs accomplis, à quoi bon les conquérir, si la vie qu'ils doivent embellir n'est elle-même qu'un rapide temps d'épreuves, et si leur poursuite pénible et douteuse doit elle-même nous détourner du grand résultat final et de la véritable sagesse? Le croyant se courbe alors sous le poids de l'existence, attendant le néant comme une délivrance et s'abandonnant ici-bas sans combat à la fatalité, qu'elle s'appelle misère, peste, injustice ou despotisme.

III.

Nous avons dû indiquer la diversité d'origine et d'enseignemens des principales croyances qui se partagent le Japon; mais ce serait se faire une idée très fausse de l'état du pays que de se le représenter comme divisé entre deux religions ennemies, formant des partis en guerre ou même en hostilité. Il peut se rencontrer des sentimens de ce genre parmi les membres du clergé de part ou d'autre; mais pour la masse de la nation, les distinctions théologiques n'existent pas, soit qu'elles échappent à sa légèreté, soit que la curiosité publique ne s'y arrête pas. Chacun honore à sa façon ses dieux de prédilection, sans trop s'inquiéter de savoir s'ils sont nés au Japon ou venus de l'Inde, et plus d'un fidèle, si l'on peut employer ce mot là où manque toute ferveur, va porter alternativement son culte aux *kami* ou aux idoles étrangères, sans même se douter de ce singulier cumul. Cette confusion a sa cause dans une sorte de compromis imaginé par un prêtre qui vivait au IXe siècle. Ayant compris que le bouddhisme rencontrerait une longue résistance parmi les sectateurs des anciennes traditions nationales, Kobodaishi, qui se donnait pour une sorte de prophète inspiré, révéla à ses compatriotes qu'en réalité les deux religions n'en faisaient qu'une, que l'âme de Bouddha avait émigré dans le corps de la déesse Amatéras, et qu'il n'y avait rien de contradictoire à être un adorateur des *kami* et un sectateur de Sakya. Dès lors le vieux *shinto* originaire perdit presque tous ses adhérens, et c'est à peine si aujourd'hui on en retrouve sous le nom de *suitsu* quelques groupes épars dans certaines provinces; les *kami* changèrent de nom et revêtirent les attributs et les légendes des héros divinisés dont le culte indien s'était chargé à travers les âges. On vit alors s'opérer un de ces amalgames fréquens dans les croyances populaires, semblable à celui qui signala le contact du paganisme barbare avec le paganisme romain. Le clergé bouddhiste ouvrit ses temples aux

dieux japonais; comme le sénat enfermait au Capitole les dieux des provinces conquises, il les débaptisa et les adopta. Amatéras devint Amida; du héros Yamato, on fit Hachiman, dieu de la guerre; les légendes cosmogoniques et la mythologie furent habillées à la façon indienne. Cette doctrine de transaction se répandit rapidement. Aujourd'hui toutes ces idoles vivent côte à côte, adorées quelquefois dans le même temple par des prêtres d'ordres différens et confondues dans un même culte par une population insouciante et ignorante de leur origine. L'esprit public ne fait pas entre eux plus de distinctions qu'un habitant du Latium n'en devait faire entre Vénus mère des Romains, Minerve fondatrice d'Athènes et Bacchus conquérant de l'Inde, tous enfans d'un même père nés sous des cieux différens. C'est en effet dans la classe populaire, toujours prompte à confondre dans une idée générale des notions d'origines diverses, que l'on est amené à étudier les manifestations extérieures de la religion. Il serait inutile de les suivre parmi les classes nobles qui ne forment qu'une faible minorité, et qui sous une enseigne généralement bouddhiste sont vouées au scepticisme pur.

Quoique les statistiques de l'empire relèvent 128,000 *mya* shintoïstes contre 98,000 *tera* bouddhistes, on se tromperait en attribuant aux adhérens du premier culte la majorité numérique. Leurs sanctuaires ne sont la plupart du temps que de petites chapelles où quelquefois l'on ne peut même pas entrer, perdues dans un bosquet solitaire ou à un carrefour de chemin, vides et abandonnées; il faut d'ailleurs tenir compte de la tendance des statisticiens du gouvernement à grossir le chiffre des partisans de la religion qu'il encourage. On aura une idée plus exacte en comparant le nombre des prêtres bouddhistes signalés par le même document, — 75,000, plus 37,000 novices, — avec celui des desservans de *mya* ou *kanmushi*, qui se borne à 20,000. Quant au recensement individuel, il serait difficile de le faire : beaucoup de gens interrogés auraient peine à dire exactement à quelle catégorie ils appartiennent. En réalité, sous des dénominations diverses, c'est l'idolâtrie indienne qui règne. La doctrine de Sakya s'est altérée et corrompue en grandissant; elle n'est arrivée au Japon que suivie d'un imposant cortége de divinités secondaires, auxquelles il faut ajouter des saints, des apôtres restés célèbres par leur sagesse et leur piété. Une religion toute spirituelle dans l'esprit de son fondateur s'est déformée, en pénétrant chez des races vouées au fétichisme, sous l'action de cette tendance universelle des peuples à matérialiser leur idéal. De même que le christianisme, en se propageant chez les barbares au moyen âge, y a rencontré des superstitions dont il a longtemps porté et laborieusement effacé l'empreinte, le bouddhisme a été supersti-

tieusement suivi par une population païenne qui l'a façonné à son goût et à la mesure de son intelligence. Il a été plutôt vaincu par la crédulité qu'il n'a conquis l'âme religieuse de la nation.

Ce serait une étude ingrate qu'un dénombrement complet des 30,000 habitans du panthéon japonais. C'est à peine si l'on peut fixer approximativement le nombre des déités de divers ordres qui ont, suivant leur rang et l'efficacité de leur intervention, une plus ou moins grande quantité de temples et d'adorateurs. Chaque secte a ses préférés; chaque province, chaque ville, chaque lieu célèbre, a son patron, son dieu de prédilection, les uns participant franchement de la nature divine, les autres regardés seulement comme des mortels parvenus à la suite d'une vie exemplaire à l'état de *hotoké*, c'est-à-dire bienheureux replongés dans le *nirvana;* ces derniers sont ceux qu'on prie avec le plus de zèle pour en obtenir des bienfaits généralement très temporels. Parmi les premiers, voici d'abord *Tai-shaku-sama* (empereur des cieux), portant un globe dans la main gauche et protecteur de la vie humaine et terrestre, — *Marishi-ten-sama*, patron des étudians et des apprentis, pourvu de trois faces et de six bras et assis sur un sanglier au galop, — *Kangi-ten-sama* (joie céleste), représenté jadis par deux figures qui s'embrassaient en souvenir d'Izanami et Izanaghi, créateurs du Japon. *Fudo-sama*, assis au milieu des flammes, tient d'une main un glaive et de l'autre une corde pour châtier les méchans et lier les voleurs. A l'entrée des grands temples, dans deux niches de chaque côté de la porte, on ne manque jamais de rencontrer deux idoles debout, de contenance farouche; l'une, peinte en rouge, a la bouche ouverte et représente le principe mâle; l'autre, peinte en vert, ferme la bouche et représente le principe femelle, deux créations empruntées à la métaphysique chinoise. Cette figuration symbolique fait honneur, comme nous le faisait un jour remarquer un guide, à la retenue des dames du Céleste-Empire; c'est plutôt l'attitude inverse que le principe femelle devrait prendre au Japon. Les pèlerins qui viennent visiter les temples ont coutume de déposer leurs sandales de paille dans la niche de ces féroces gardiens et quelquefois même on en fait fabriquer, à leur intention, de dimensions colossales. *Funadama* est la protectrice des voyageurs et des marins; elle a son petit autel dressé dans chaque jonque. *Kompira-sama* est l'un des plus populaires parmi ces dieux et réunit sur sa tête plusieurs légendes d'origines diverses; sa statue est pourvue d'un nez colossal; le dixième jour de chaque mois, ses temples se remplissent de postulans et surtout de postulantes qui viennent lui demander des succès de différens genres, sous la promesse de s'abstenir de certaine nourriture pendant un temps donné. Son séjour est généralement gardé par un démon des plus terribles, *Tengu-sama*, qui, semblable

aux kabyres de la Thrace, habite les solitudes et défend aux profanes l'approche des montagnes saintes. *Kishi-mojin-sama* n'est autre qu'un croquemitaine femelle dont on effraie les enfans avec une aussi sotte insistance que partout ailleurs.

Viennent ensuite sept *kami*, regardés comme les protecteurs spéciaux de l'empire des dieux, que la peinture et la statuaire reproduisent à satiété avec des attributs invariables, et qui sont familiers à quiconque a déroulé des *kakémono* ou regardé des boîtes de laque venant du Japon : ce sont *Bishamon*, patron des soldats, tout cuirassé, le casque en tête, la lance au poing, tenant dans la main gauche une petite pagode où sont renfermées les âmes des dévots qu'il est prêt à défendre, — *Ben-ten*, la déesse des arts et de l'habileté, sorte de Mercure femelle, très cultivée par les femmes, les marchands et les gens nombreux qui cherchent le plaisir; on la représente la tête ceinte d'une couronne d'or, jouant du biwa, sorte de mandoline à quatre cordes et accompagnée de serpens dont elle est la protectrice; aussi ses adorateurs se gardent-ils de tuer ce reptile. *Daikoku*, dieu des richesses et du commerce, se présente un maillet à la main, assis sur des sacs de riz. *Yébisu* est une personnification de *Suzan*, qui, chassé du ciel, se réfugia chez les marins dont il est le patron; il tient à la main une ligne avec laquelle il vient de prendre un énorme tai, dont il s'amuse à agacer une grue. *Fukuroku-jiu* est un grand vieillard au front chauve et démesurément haut, à barbe blanche, qui s'appuie sur un bâton de voyage; c'est le dieu de la longévité; *Hotei*, protecteur des enfans, porte sur le dos un sac rempli de friandises pour ceux qui sont sages, et autour de la tête des yeux qui voient de tous côtés ceux qui ne le sont pas. Enfin *Juro*, monté sur un cerf et dieu de la prospérité, complète ce groupe populaire. On en use assez légèrement avec ces dieux moitié souverains, moitié bouffons; il n'est pas d'irrévérence que la fantaisie des peintres ne se permette à leur égard : tantôt ils trônent en se tenant les côtes au milieu des nuages, tantôt ils se livrent sur un bateau en dérive à une orgie pleine d'abandon; leur troupe joyeuse fait penser aux fameux éclats de rire de l'Olympe. Il faut nommer après ceux-là *Inari-sama*, qui protége l'agriculture; c'est une sorte de dieu Pan, qui a un petit sanctuaire dans chaque propriété rurale, reconnaissable à son *tori* peint en rouge et gardé par deux renards de pierre qui se font face. Il a en effet les renards pour serviteurs dévoués ainsi que le serpent; sa fête au second mois est une des plus bruyantes dont retentissent les environs d'Yeddo.

On honore encore sous le nom générique d'*hotoké* les saints qui ont échappé par une vie exemplaire à la loi de la résurrection. Au premier rang est *Amida Butzu*, ou *Bouddha*, ou *Amatéras*, plus connu sous le nom de *Dai Butzu*. Sa statue en pierre ou en bronze

le représente en général assis les jambes croisées, la tête légèrement penchée en avant, les yeux ouverts, mais le regard noyé dans une vague rêverie; il a une verrue caractéristique entre les sourcils, à la naissance du nez. Quelques-unes de ces statues, notamment la représentation colossale qu'on voit à Kamakura, ont une admirable expression d'impassibilité. *Shotoku taishi* est représenté dans les temples à côté de Bouddha, dont il propagea la doctrine. *Sakyanio-rai* n'est autre que le fondateur du bouddhisme, la dernière incarnation de l'intelligence suprême. On connaît les peintures et les tapisseries qui représentent sa mort : le saint est étendu sur une sorte de lit de parade, que les profanes comparent irrespectueusement à une table de billard; autour de lui, ses fidèles disciples en larmes et des représentans de toutes les espèces animales, mènent le deuil universel de la nature; le chat seul est absent. Un conte des faubourgs veut qu'à son lit de mort le révélateur ait envoyé un rat chercher le remède qui devait le sauver; le chat ne put s'empêcher de happer le rongeur au passage; le remède n'arriva pas à temps, et le chat fut exclu pour avoir causé la mort du sauveur du genre humain. Nommons encore *Yemma*, le Rhadamante bouddhiste; mais il est temps d'arrêter cette énumération, le lecteur aurait peine à nous suivre à travers les *Go hiaku Rakkan* (500 saints) exposés dans un seul temple à Yeddo, et ce ne sont pas les seuls.

Les temples consacrés à ces divers cultes couvrent le Japon d'un bout à l'autre, sauf dans l'île de Yéso, où l'on n'en voit pas, même dans la prétendue capitale qu'on a entrepris, sans succès, d'y bâtir. On a déjà vu en quoi consiste le *mya* du pur *shinto;* quant aux *tera*, ils affectent différens styles suivant la secte à laquelle ils appartiennent. Ceux de *Monto*, précédés d'un lourd portique à deux étages, ressemblent à de vastes halles où le public va et vient; ceux de *Tendai*, qui ont pour type les monumens élevés à Nikko pour recevoir les cendres de Yéyas, sont d'un genre plus grandiose et plus recueilli. Presque toujours ces monumens sont construits au penchant des collines, au milieu des plus beaux arbres de la contrée, précédés, entourés, encadrés d'érables aux tons resplendissans. L'architecture en est ingénieuse, mais absolument uniforme pour chaque genre donné, et dépourvue de cette inspiration religieuse qui semble avoir élevé nos cathédrales. La masse énorme du toit s'appesantit sur des piliers disproportionnés; on se sent littéralement écrasé quand on entre dans ces basiliques; en revanche l'ornementation en est merveilleuse de richesse et de délicatesse. Ce qui fait le plus d'honneur aux artistes japonais, en cette matière, c'est le goût avec lequel les emplacemens sont choisis et les dépendances étagées dans les pentes verdoyantes. On retrouve là cette science et cette

adoration instinctive de la nature qui donnent la vie à tout ce qui sort de leurs mains. Toutes ces constructions coûtent fort cher, et l'on s'étonne de les voir s'élever au milieu d'une population pauvre. Les offrandes des fidèles et les quêtes à domicile qui sont fréquemment pratiquées par les prêtres ne suffiraient pas pour y subvenir; les plus beaux sanctuaires ont été bâtis par les daïmio, les *shogoun* ou les mikado. Ceux qui sont entourés de cimetières (et ils sont innombrables) sont entretenus par les familles des morts qu'ils protégent; mais l'incendie fait des ravages constans dans ces charpentes de sapin. Que de terrains déserts là où s'élevait jadis un temple célèbre! Autrefois on les reconstruisait, et ceux de Kioto, par exemple, ont presque tous eu leur deuxième ou troisième fondateur à des dates connues; à l'heure qu'il est, on ne songe plus à les rebâtir et leur place, quand elle ne reste pas vide, est occupée par des usines, des casernes et des magasins. Si l'on tient compte en outre de la fragilité des matériaux, qui réclament un perpétuel entretien et de l'appauvrissement du clergé, qui n'y peut suffire, on peut dès à présent entrevoir l'époque où le Japon ne conservera plus un seul vestige de ses monumens religieux.

Nous avons dit un mot des offices qui se célèbrent dans quelques-uns de ces temples. Le clergé seul y prend part; lui seul approche des autels. On voit bien de temps en temps arriver une femme ou un jeune homme qui frappe dans ses mains, s'incline légèrement, frappe de nouveau, jette une petite pièce de cuivre dans un vaste tronc et s'en va; mais il n'y a point de prières en commun auxquelles les fidèles se donnent rendez-vous. La courte oraison du visiteur consiste à demander au dieu de l'endroit telle faveur spéciale dont il dispose, ou le plus souvent à se recommander à lui d'une manière générale. Quelquefois on vient faire un vœu, ou déposer en *ex-voto* un petit tableau, une mèche de cheveux; il y a un temple près d'Yeddo où de tous ces cheveux on a fait un gros câble long de plusieurs mètres; mais la prière en tant qu'hommage rendu à un être supérieur, la méditation recueillie de l'âme devant l'infini, l'élan de la créature vers son créateur, n'ont pas leur place dans les habitudes des laïques les plus dévots. Ce sont les biens de la terre qu'on vient demander aux dieux et les biens parfois les plus profanes. En beaucoup d'endroits les prêtres se chargent eux-mêmes de distribuer des prières tout imprimées, que les postulans n'ont plus qu'à mâchonner pour les lancer sous forme de boulettes à la figure de l'idole, séparée d'eux par une balustrade, et quelquefois couverte en entier de ces trophées d'un nouveau genre. En résumé, le culte intérieur et individuel n'existe pas.

Le véritable culte consiste dans les fêtes auxquelles, à des jours marqués par le calendrier, on se livre en l'honneur de chaque

kami. Le temple prend alors l'aspect d'un champ de foire; les petites boutiques en plein vent, les maisons de thé faites de quelques châssis mobiles, les montreurs de bêtes, les marchands d'amulettes, les diseurs de bonne aventure prennent possession de tous les abords du temple. On y donne, sur une estrade disposée à l'avance, une représentation burlesque dont le sens symbolique échappe absolument aux spectateurs, et pendant plusieurs jours de suite la foule s'amuse « à brides avallées. » C'est ce qu'on appelle « un *matsuri*. » Les plus fêtés sont ceux où les idoles, revêtues des plus brillantes parures, sortent montées sur des chars à bœufs ou traînées à bras d'homme, accompagnées d'un orchestre de tambours, de gongs, et parcourent les rues de la ville au milieu d'un long cri poussé à pleins poumons sur une seule note de tête par 300 personnes depuis le lever du jour jusqu'au coucher du soleil. Il semble qu'on soit transporté au milieu des *ambarvalia*, des Lupercales ou des mystères de Cybèle, et si jamais l'antiquité a pu prendre aux yeux d'un moderne un caractère de réalité frappant, c'est en présence de ces exhibitions plébéiennes auxquelles il ne manque que les sacrifices solennels pour compléter la ressemblance. Quelquefois les dieux se déplacent pour plusieurs semaines et viennent dans un temple provisoire recevoir les hommages ou plutôt présider aux amusemens de la foule; pendant ce temps, ils sont censés absens de leur séjour habituel. Au mois de mars 1873, faisant une excursion à quelques journées d'Yeddo, je m'étonnais de ne pas obtenir d'œufs dans un premier, puis dans un second village; j'appris à la fin que *Fudo-sama*, patron de tout le district, était en villégiature à Yeddo pour quarante jours et que tous les œufs du pays devaient lui être portés sans exception. Voilà un carême bien rigoureux et qui, par une coïncidence bizarre, tombe juste à l'époque du nôtre.

Plus que toutes ces cérémonies, aujourd'hui tant soit peu négligées et peu encouragées par l'état, ce qui donne au Japon religieux son originalité, ce sont les pèlerinages aux lieux célèbres. Chaque dieu a sa contrée de prédilection, sa patrie pour ainsi dire, où il est d'usage pour ses adorateurs de se rendre à des époques marquées. Ces excursions, qui ont le mérite d'être exemptes de toute pensée politique, ne sont pas toujours dépourvues d'une pensée pieuse; mais avant tout elles répondent aux goûts voyageurs des Japonais, à leur curiosité des beautés naturelles et à la facilité de la vie en voyage pour qui n'a d'autre bagage que son bâton, un vaste chapeau de paille et un morceau de papier huilé en guise de parapluie. Le plus renommé de ces pèlerinages est celui d'Isé, où l'on va admirer le plus ancien des temples du *shinto* et d'où l'on ne manque jamais de rapporter des amulettes pour soi et ses amis; le *Fusi yama*, la montagne sainte qui plane si majestueusement sur la baie d'Yeddo,

reçoit annuellement des milliers de visiteurs, qui ne se laissent pas rebuter par les fatigues de l'ascension; à Narita, on va rendre hommage à *Fudo-sama;* à Nikko, on vient saluer la grande ombre du premier *shogoun* divinisé. Ces voyages sont quelquefois entrepris pour expier quelque gros péché, ou pour assurer le repos éternel de quelque parent, ou en exécution d'un vœu, mais bien plus souvent pour satisfaire une fantaisie. Du reste les gros bataillons de pèlerins sont fournis non par les laïques, mais par une catégorie de moines errans qu'on appelle *yama bushi* et dont la vie se passe à voyager de temple en temple, quoiqu'ils reconnaissent *Fudo-sama* pour leur patron spécial. Leurs observances relativement à la nourriture sont très rigoureuses et leur dévotion pousse loin le scrupule, comme on pourra en juger par le fait suivant :

A la fin de juillet 1875, je me trouvais au bord du lac de Tsusendji, situé à environ 1,100 mètres au-dessus de la mer, dans un massif montagneux de toute beauté, dominé par le pic volcanique qui porte le même nom. Je comptais y passer paisiblement la canicule et m'étais installé dans l'unique auberge que possède le petit village occupé en temps ordinaire par une vingtaine d'habitans; mais j'avais compté sans mon hôte : trois jours avant la fin du mois, il vint m'avertir qu'il ne pourrait plus me loger à partir du 1er août, par suite de l'arrivée des pèlerins. Fort peu soucieux de déplacer mon campement, j'objectai que je payais mon écot tout comme un autre et même suivant un tarif beaucoup plus élevé; vaines raisons! J'offris de doubler le prix de la location, non; de tripler, quadrupler, décupler; rien n'y fit! Il refusa 50 francs par jour. Enfin, poussé à bout, il finit par m'avouer, non sans protestations comiques de respect, que, si les pèlerins à leur arrivée voyaient un étranger chez lui, non-seulement personne n'entrerait dans son auberge, mais encore qu'elle serait irrévocablement profanée à leurs yeux et abandonnée à jamais dans la suite. Or, après avoir passé un examen consciencieux et détaillé de toutes les souillures qui pouvaient résulter de la présence d'un misérable pécheur comme moi, j'obtins la conviction que la principale provenait des truites que je me faisais acheter dans les environs et de quelques conserves de viandes apportées avec moi, sans parler d'omelettes fort peu orthodoxes. L'homme eut satisfaction, je lui évitai un discrédit irréparable en portant mes pénates à trois lieues plus loin; mais je ne manquai pas de revenir pendant la durée du pèlerinage, qui a lieu du 1er au 7 août, et qui, à raison de 1,500 personnes par vingt-quatre heures, amène environ 9,000 ou 10,000 individus. Le spectacle était des plus curieux : ce petit village, si calme quelques jours auparavant, était plein de monde; dans le sentier qui y conduit, dans les maisons, dans le temple de *Gongen-sama* qui s'y

élève, se pressait une foule d'hommes complétement vêtus de blanc, le bâton à la main, le large chapeau pendu dans le dos, quelques-uns portant au cou ou à la ceinture un scapulaire, insigne d'une dignité hiératique; c'étaient les *yama bushi*. Les baraques, auparavant désertes, assez vastes pour loger un régiment, qui s'étageaient sur le flanc de la montagne, s'étaient remplies; les cuisines, trop petites, dégorgeaient dans la rue, et de toutes parts la fumée et la vapeur des bassines de riz se mêlait au brouillard fréquent à cette altitude. Dès leur arrivée, les groupes mettaient habit bas et allaient se plonger dans les eaux glaciales du lac; là, après s'être purifiés, ils se mettaient debout dans l'eau, et, tournés vers le nord, les mains jointes, récitaient à haute voix et à l'unisson une prière que je n'ai pu me faire expliquer; c'est le seul acte d'adoration vraiment émouvant que j'ai vu au Japon; ils se rendaient ensuite au bureau des logemens établi par le grand-prêtre de *Gongen*, où on leur délivrait un permis de loger et un bon de nourriture, le tout aux frais de la famille de Tokungawa, dont le chef a son temple à Tsusendji. A peine réconfortés d'une tasse de riz, ils s'élançaient vers la montagne haute encore de 900 mètres au-dessus de leur tête. Ils regardaient d'un air farouche la sacoche pendue à mon côté; que fût-il advenu de moi, s'il y eussent découvert l'excellent déjeuner de mardi-gras que j'allai absorber à l'écart? L'ascension ne présente, comme j'ai pu m'en assurer plus tard, d'autre difficulté que la fatigue, mais elle est considérée comme fort périlleuse, car *Tengu*, le féroce gardien des montagnes, en défend l'approche à ceux qui n'ont pas le cœur pur. Chaque année, il y a des cas de mort de ce genre; comme j'étais là, je vis rapporter deux malheureux sur lesquels s'était appesanti le bras du dieu. Quant à moi, lorsque j'entrepris d'y grimper avec un de mes amis longtemps après le pèlerinage, le prêtre gardien du lieu me menaça des plus fâcheuses aventures. Au sommet, nous ne trouvâmes qu'une toute petite niche fermée, et sous nos pieds le précipice à pic d'un ancien cratère. Le soleil se levait radieux, colorant de ses teintes roses les cimes des montagnes voisines; à travers les brumes qui s'élevaient des vallées, le lac merveilleusement calme dessinait ses contours vaporeux : *Tengu* était décidément bon diable; mais il paraît qu'il est implacable pour le beau sexe : on montre au bord du lac une pierre de forme bizarre, qui n'est autre qu'une femme tenant encore son enfant dans ses bras, pétrifiée pour avoir voulu faire l'ascension.

Si les pèlerinages ont un certain caractère pieux, les obsèques ont surtout l'apparence d'une cérémonie où la religion n'a qu'un rôle accessoire. Quand une personne a rendu le dernier soupir, on appelle le prêtre qui lui donne son nom posthume; on tourne le cadavre la tête vers le nord et l'on dresse à son chevet une table où

l'on place des gâteaux de farine de riz et une veilleuse; à sa gauche, on dépose les plateaux, les coupes et les bâtonnets dont le défunt se servait habituellement pour manger et on lui sert des légumes. Au bout de quarante-huit heures, on lave le corps, on rase la tête, tandis que le prêtre récite des prières; on l'habille ensuite de vêtemens de forme ordinaire et d'étoffe plus ou moins riche, mais toujours de couleur blanche. On le place alors dans la bière dans la posture la plus habituelle aux vivans, c'est-à-dire accroupi sur les talons, les jambes ramenées sous lui, les mains jointes dans l'attitude de la prière. La bière est de forme cubique, en bois de pin soigneusement raboté, sans aucun ornement ni peinture; on en remplit les vides avec des feuilles de thé ou de l'encens. Chez les pauvres gens, l'enterrement a lieu la nuit, pour éviter de donner en spectacle la modestie du cortége; dans la classe aisée, il se compose d'un prêtre qui précède le *norimon*, où est contenu le corps: ce *norimon*, de forme spéciale, est porté sur les épaules de quatre hommes et couvert d'une étoffe blanche. Derrière viennent les parens et les amis, portant sur les épaules un manteau de soie à larges ailes flottantes, tout à fait semblable au surplis de nos diacres, la tête couverte d'un chapeau de paille grossière et le sabre court passé à la ceinture. Certaines sectes brûlaient leurs morts, on le leur a défendu, puis de nouveau permis; tantôt on brûle le coffre avec son contenu, tantôt on se contente d'étendre le corps sur un bûcher où l'on marque d'avance la place où il faudra recueillir les cendres; elles sont enfermées dans des urnes de porcelaine, réparties entre les parens quand toute la famille n'a pas le même tombeau, et confiées à la terre.

Les shintoïstes ensevelissent leurs morts dans une bière longue, où ils sont couchés; on les conduit avec l'assistance des prêtres au cimetière, où ils sont enterrés sans crémation; c'est sur ces tombes que jadis les serviteurs des grands s'immolaient de leurs propres mains, comme victimes expiatoires; mais ces sacrifices furent remplacés par des images grossières que l'on enfouissait avec le mort, puis abandonnés tout à fait. Le deuil comprend une première période de cinquante jours, pendant laquelle il est interdit aux enfans et à l'époux de se raser, de boire aucune liqueur, de manger autre chose que des végétaux, puis se prolonge pendant une seconde période d'un an, où les parens sont frappés d'impureté et doivent s'abstenir d'entrer dans les temples, sauf celui auprès duquel repose le défunt. Chez quelques personnes, on écrit au revers d'un miroir d'acier le nom du mort et l'on vient pendant quarante-neuf jours déposer des offrandes devant cette image.

De toutes les pratiques religieuses, il n'en est pas qui soient plus universellement observées que les marques de respect données aux

ancêtres; c'est là seulement que l'on retrouve une conviction invincible chez les Japonais. A quelque classe de la société, à quelque secte qu'ils appartiennent, ils honorent leurs parens vivans et les vénèrent morts; c'est une idée enracinée chez eux que la dévotion à la mémoire des trépassés est la source de toutes les vertus et le signe de tous les actes d'obéissance que la loi réclame du citoyen. Le fils pieux sera un bon sujet, un ami loyal, et il ne lui manquera aucune des vertus domestiques. Jamais on n'entre dans une maison japonaise sans y trouver un petit autel où sont déposées des offrandes quotidiennes aux ancêtres, et c'est pour entretenir ces sacrifices que tout homme veut avoir une postérité, et qu'à l'imitation des Romains on adopte invariablement un enfant mâle, si la nature vous en a refusé. On confond dans une même adoration ses aïeux et les dieux lares, qui protégent chaque foyer, lesquels sont en même temps les patrons de la localité. Si l'on change de domicile, ce ne peut être que du consentement de ces dieux lares, et il faut s'empresser d'adopter ceux chez qui on va s'établir. Leurs noms sont écrits sur des bandes de papier déposées sur l'autel domestique. Il est d'un mauvais augure de les en voir tomber. Chaque soir, une veilleuse est allumée devant l'autel et aux jours de fête ou commémoratifs de la mort d'un proche, on offre des libations de sakki. Cette habitude touchante tient moins du sentiment religieux que du culte de la famille et a sa racine dans cette solidarité morale, qui ne s'arrête même pas devant la tombe. C'est encore une cérémonie de famille que l'on va accomplir au temple lorsque, sept jours après la naissance d'un enfant, on va lui donner un nom, lorsqu'à trois ans les filles prennent les cheveux longs, à sept ans la ceinture, et lorsqu'à treize ans il leur est permis pour la première fois de se laquer les dents, ou lorsque les garçons, arrivés à leur cinquième année, revêtent pour la première fois le *hakama*, large pantalon flottant porté par les samouraï.

En dehors de ces coutumes plus patriarcales que dévotes, les classes populaires se livrent à une foule innombrable de pratiques superstitieuses dont l'énumération fournirait un volume. Les femmes surtout croient à la prédiction de l'avenir et ne se font pas faute d'aller consulter des sorciers qui le découvrent, soit en comptant d'une façon particulière de petites tiges de bambou, soit en tirant au hasard d'une boîte une histoire toute prête qui est, bien entendu, celle de la curieuse, ou bien encore en répondant aux questions sous l'inspiration d'un esprit mystérieux, à la façon des médiums. On fait ainsi apparaître l'esprit d'un sage ou d'un saint légendaire. Il y a toute une science divinatoire qui consiste à connaître les jours fastes et néfastes pour telle ou telle entreprise, l'emplacement et l'orientation à donner à une maison, les prières à demander aux

prêtres pour le succès de tel ou tel projet, pour obtenir une guérison, etc. Une Japonaise jeune ou vieille a toujours sur elle un petit sachet où est enfermée une amulette, figure ou non d'un dieu quelconque, rapportée d'un pèlerinage célèbre et qui doit lui donner la beauté et mille autres biens mondains. Le peuple croit aux spectres, aux mauvais esprits qui sont condamnés pour quelque crime à errer entre ciel et terre et prennent plaisir à tourmenter les mortels : les uns sont des monstres, les autres se présentent sous une forme humaine; tous semblent les personnifications de vagues cauchemars. *Ogni Mousmé* est une voleuse d'enfans; *Ouboumé* au contraire en conduit un et demande comme complaisance aux voyageurs de le prendre dans leurs bras : au bout d'un instant, elle disparaît, mais l'enfant devient de plus en plus lourd, jusqu'à ce que la victime de cette persécution laisse glisser de ses bras un énorme caillou, qu'aucune force humaine ne peut plus soulever. Qui dira tous les préjugés qui, ici comme ailleurs, hantent l'imagination populaire? Si on laisse un miroir dans un *kura* (sorte de magasin à l'épreuve du feu en cas d'incendie), l'intérieur s'allume parce que la flamme, ayant vu son image, veut la rejoindre; vieux souvenir étrangement transformé de la légende shintoïste d'Amatéras dans sa caverne.

Les deux héros du monde des esprits sont le renard (*kitsuné*) et le blaireau (*tanuki*); il n'est point de mauvais tour qu'ils ne jouent, souvent même les poussant jusqu'au tragique, attirant les voyageurs à leur suite dans des précipices, ou éveillant des dormeurs qui sautent à la hâte sur leurs armes et pourfendent leur meilleur ami accouru à leur secours. Leur ruse consiste le plus souvent à prendre la forme humaine. Le chat partage avec eux cette mauvaise réputation. Un prince de Hizen avait chez lui une jeune et belle suivante dont il était fort épris; celle-ci, en rentrant chez elle un soir, s'entend appeler et, sans défiance, ouvre la porte à un énorme chat qui l'étrangle et prend sa place et sa forme. Nul ne se doute de la substitution, mais le prince est chaque nuit hanté par d'horribles visions, la fièvre le prend, sa santé décline. Vainement on place une garde de 100 hommes dans sa chambre; à minuit, un sommeil de plomb accable tous les gardiens, et le démon revient tourmenter le prince, jusqu'à ce qu'un jeune soldat ayant eu le courage, pour se tenir éveillé, de s'enfoncer un poignard dans la cuisse, signale l'arrivée de la suivante et déjoue ses tentatives; elle reprend sa forme, et on finit par saisir et tuer le monstre. Ce ne sont là que des contes de fée auxquels, il faut le dire, personne ne croit plus bien fermement, sauf les enfans, dont l'esprit est nourri de ces rêveries. On les répète pourtant; bien des gens sont de l'avis de Sganarelle, qui pardonnerait volontiers à Don Juan son impiété, si du moins il croyait au loup-garou, et de toutes ces

traditions, des pratiques du culte, des coutumes de la famille, se forme un héritage que les générations se transmettent, un fonds de vagues croyances ou d'habitudes superstitieuses qu'on observe machinalement, sans les juger ni même y réfléchir.

IV.

On ne peut essayer de tracer un tableau de la religion au Japon sans réserver une place à l'épisode sanglant qui a caractérisé le passage du christianisme. Quoique la propagande catholique n'ait pas laissé de vestiges dans les mœurs, son histoire intéresse doublement les contemporains, qu'elle peut éclairer d'une part sur l'aptitude des Japonais à embrasser et à conserver la foi de l'Évangile, d'autre part sur la haine que son souvenir éveille au fond des cœurs. Nulle part ses conquêtes n'ont été plus rapides, et nulle part moins durables; après avoir fait des prosélytes par centaines de mille, elle a disparu en quelques années sans laisser derrière elle un monument, une secte organisée, un symbole, car on ne peut compter pour tels les traditions vagues et défigurées qui surnagent dans la mémoire de quelques habitans de Nagasaki, descendans plus ou moins avérés des anciens chrétiens. La persécution, qui n'a ait ailleurs que fortifier l'église, est parvenue ici à la détruire.

Les jésuites, depuis longtemps établis à Macao et investis par les bulles papales du droit exclusif d'apostolat dans toute cette partie du monde, firent leur apparition au Japon en 1549, conduits pa les premiers aventuriers portugais. C'étaient, à la vérité, de singuliers parrains que ces écumeurs de mer. L'ignorance complète de la langue du pays et la nécessité de recourir à une prédication mimique ne rebutèrent pas le zèle des missionnaires, qui réussirent à s'établir après quelques tâtonnemens. Les discordes qui déchiraient l'empire des dieux leur offrirent une occasion de s'étendre. On vit bientôt les églises s'élever à la place des *tera* incendiés. En 1582, les pères comptaient 150,000 indigènes et deux cents églises gouvernées par trente-neuf d'entre eux ou par des novices japonais; mais l'esprit de l'inquisition avait pénétré avec les ministres, et les persécutions suivaient quand elles ne précédaient pas les conversions. Le Japon ne connaissait pas l'intolérance, on la lui apprit. Funeste exemple qui devait se retourner contre ceux qui l'avaient donné!

Avec la propagande s'était introduit le commerce, avec les bienfaits de la religion ceux du trafic. C'est ce que laisse clairement entendre le discours d'un daïmio, le prince de Bungo, aux bonzes qui se plaignaient d'être abandonnés. « Allez, leur disait-il, voilà treize ans que ces bons pères sont parmi nous; à leur arrivée, j'a-

vais trois provinces, maintenant j'en ai cinq ; mon trésor était vide, il est plus considérable que celui d'aucun de mes rivaux; je n'avais pas d'enfans mâles, le ciel m'a accordé un fils; tout m'a réussi depuis qu'ils sont chez moi. Quels bienfaits semblables ai-je reçus de vos dieux, tant que je les ai servis? » A l'appui de cette réponse, le prince faisait raser plusieurs temples et brûler quelques couvens, donnant par cette marque de son zèle, ajoute l'écrivain ecclésiastique, une preuve évidente de sa foi et de sa charité.

Ce qui est certain, c'est que la nouvelle religion devint le lien politique des feudataires qui luttaient contre le pouvoir central que Taïko-Sama et ses successeurs s'efforçaient de concentrer dans leurs mains. Le nom de chrétien devint synonyme de rebelle, et les shogoun, devenus maîtres de l'aristocratie, ne voulurent pas laisser grossir ce ferment de discorde. Le christianisme menaçait de former un état dans l'état; l'idée d'un pape étranger, suzerain du monarque, qui était lui-même le grand-pontife de sa nation, révoltait l'esprit japonais; aussi le clergé bouddhiste, qui aurait pu vivre en bonne intelligence avec une foi moins éloignée de la sienne qu'on ne pourrait le croire, menacé dans ses intérêts les plus immédiats, se jeta dans la lutte avec fureur et se trouva assez puissant pour susciter l'ouragan qui devait emporter l'église.

En 1587, il fut enjoint à tous les jésuites de quitter le Japon. Dès ce jour, l'arrêt de mort de l'église japonaise était prononcé. Les persécutions commencèrent contre les prosélytes indigènes : des femmes de la cour furent exilées; un daïmio fut contraint d'abjurer. Une inquisition politique sans fanatisme, mais sans scrupule, s'en prit aux fidèles eux-mêmes; les transportations et les exécutions diminuèrent rapidement le nombre des chrétiens. La barbarie des persécuteurs augmentait avec la constance des fidèles. Enfin 40,000 infortunés, derniers représentans de l'église du Japon, réfugiés à Shimabara en 1638, y périrent massacrés par les troupes du shogoun Yeyas, aidées des canons hollandais, emportant avec eux pour longtemps et peut-être pour toujours les dernières espérances de la religion chrétienne au Japon.

Telle fut l'éclosion éphémère du christianisme au Japon. En soixante ans, il avait germé, grandi, s'était épanoui sur ce sol, qu'il eût pu féconder peut-être, et s'était effeuillé pour disparaître absolument sans laisser après lui ni traces de son passage ni héritiers de ses traditions. On ne peut assez déplorer le zèle maladroit qui discrédita l'Évangile par ses violences et menaça des torches de la guerre religieuse un pays las de trois siècles de guerre civile et affamé de repos. Présenté comme une simple croyance spituelle, le dogme n'eût pas rencontré de résistance dans une nation assez indifférente en pareille matière, et sa morale, voisine de celle

du bouddhisme, se fût établie sans trop de peine; il n'en faut d'autre preuve que la rapidité avec laquelle elle s'était répandue. Mais dès que le pouvoir ombrageux des shogoun se sentait menacé, dès que la vanité nationale s'était crue atteinte, c'en était assez pour faire de tout chrétien un ennemi de son pays, un rebelle, un paria, quelque chose de plus méprisable que le giaour en Palestine ou le juif du moyen âge. Les lois postérieures à l'expulsion totale sont encore pleines de ce souvenir et de l'horreur qu'il inspire, ou qu'on veut qu'il inspire. Les officiers de police (*o mets ké*) sont spécialement chargés de s'enquérir des familles où il y a eu jadis des chrétiens; ils doivent les surveiller, empêcher leurs membres de changer de résidence, et examiner avec soin le corps des défunts pour s'assurer qu'ils ne portent aucun signe particulier. Les naissances, les mariages, sont dans ces familles l'objet d'une inquisition constante, et il leur est interdit de se perpétuer par l'adoption. On poursuit ainsi jusqu'à l'extinction de la race les dernières traditions qui pourraient survivre. Pendant longtemps, à Nagasaki, les Japonais étaient obligés à certain jour de fouler aux pieds la croix, et c'est seulement en 1872 que la légation de France obtint la promesse, inexécutée d'ailleurs, que les écriteaux injurieux pour le christianisme seraient retirés des temples et autres lieux publics.

Ainsi le seul héritage que nous ait transmis le mouvement religieux du XVIe siècle, c'est une haine profonde et peu raisonnée du nom chrétien. Il a certainement compliqué la tâche des missionnaires contemporains, qui rencontrent une prévention irrémédiable dans les esprits les plus éclairés. Le seul rôle auquel ils puissent donc aspirer est de servir de guides de conscience à quelques fidèles épars, et d'enseigner le catéchisme à quelques enfans dont l'éducation leur est confiée. Ils attendent sans se lasser que des édits de tolérance et l'ouverture du pays leur permettent de répandre la parole sacrée. L'Angleterre et surtout l'Amérique envoient, à grands frais, des ministres qui s'installent avec leur famille, réussissent en général à se pourvoir d'un emploi du gouvernement, et se gardent bien de le compromettre par un zèle intempestif; on se demande dans quel dessein les sociétés qui les entretiennent s'imposent cette inutile dépense. Le clergé grec est représenté pour la forme. Les missions étrangères ont une petite troupe compacte, dévouée, prête à tous les sacrifices, et impatiente de se consacrer à l'œuvre de la propagande, digne en un mot, à tous les égards, du respect dont elle est entourée; mais ses efforts se brisent en premier lieu contre les lois, ensuite contre les idées invétérées et l'antagonisme moderne de la nation.

C'est en effet un curieux spectacle que le mouvement d'esprits

qui s'accomplit ici au sujet des croyances de l'Occident. Le fanatisme étroit qui proscrivait *a priori* toute prédication comme un acte de rébellion, tend à disparaître chez les lettrés, mais le sens critique se donne carrière; on ne repousse plus, on examine, et, examen fait, on condamne. L'école nouvelle, qu'on serait tenté d'appeler rationaliste, et dont on peut suivre les développemens dans la presse quotidienne, ne se met guère en peine de défendre les dogmes bouddhistes, dont on voit bien qu'elle se soucie fort peu; elle s'applique surtout à attaquer le christianisme par des argumens dont aucun sans doute n'est bien nouveau, mais qu'il n'est pas moins étrange de rencontrer sous la plume de tels écrivains.

Les miracles font, comme on le pense bien, les frais de cette polémique. « Les missionnaires, dit l'un, nous prennent pour des barbares et des ignorans. Ils nous parlent de colonnes et de nuages de feu, d'êtres vivans dans des baleines, etc., et c'est avec cela qu'ils prétendent nous convertir; mais, miracles pour miracles, les nôtres ne sont pas plus absurdes que les leurs. » Les grands mystères de la théologie ne passent pas plus aisément au crible. « On a bien voulu m'apprendre, dit un autre controversiste, que le Christ était non pas un homme, mais le fils de Dieu, et que le Tout-Puissant l'avait envoyé pour racheter les péchés des hommes. Il y a là quelque chose que je n'entends pas : si Dieu est tout-puissant, s'il a créé et gouverne toutes choses, pourquoi n'a-t-il pas fait les hommes meilleurs dès le début? Mon précepteur officieux me répond que les hommes étaient bons à l'origine, mais qu'étant déchus de cet état, le Christ a été envoyé pour les rédimer. N'est-ce pas là tenir trop de compte de l'humanité? Si Dieu avait un tel pouvoir, il devait donner à l'homme la force de se maintenir dans sa perfection première et la faculté de résister au mal; cela eût épargné l'immense sacrifice nécessaire pour sa rédemption. » On voit qu'ici le raisonnement n'a pas encore pris sur lui d'abdiquer en présence des problèmes où s'abîme, confondue et humiliée, l'âme chrétienne. L'homme ne fait un tel sacrifice qu'à la foi de son enfance, et les croyans passent leur vie à se taxer de crédulité d'un culte à l'autre sans s'interroger sur eux-mêmes. La doctrine de la résurrection finale et du jugement dernier ne trouve pas grâce devant ces intraitables raisonneurs. « Pourquoi, se demandent-ils, Dieu, qui est assez puissant pour reconstituer les corps avec des cendres dispersées au vent, ne se contente-t-il pas d'envoyer les hommes directement au ciel ou au séjour des châtimens, sans les faire passer par l'épreuve de la mort?.. Ce jugement qui doit avoir lieu après la fin du monde, ne ressemblera-t-il pas à une tragédie sans spectateurs? »

Le plus important de tous ces manifestes antichrétiens est une

brochure parue dernièrement (1), qu'on n'a pas été peu surpris de voir accompagnée d'une préface de Shimadzu Saburo, prince de Satzuma, le dernier représentant de la féodalité japonaise, celui-là même qui cause en ce moment tant de tribulations au gouvernement de Yeddo. C'est l'exposé le plus complet et le plus méthodique qui ait été fait par un lettré japonais des objections de toute nature que soulève et des sentimens que rencontre dans la classe la plus distinguée la religion des barbares de l'ouest. L'essai est divisé en cinq parties : la première et la plus longue est consacrée à une revue générale et rapide des livres mosaïques sous forme d'un commentaire attaquant tantôt la sincérité des témoignages, tantôt la valeur de l'enseignement qui en résulte. Le monde créé de rien, tandis que l'homme et la femme sont pétris de limon; le serpent doué de la parole, la faute d'Ève retombant sur ses descendans, le déluge, la destruction universelle, l'arche et la confusion des langues opérée par Dieu dans la crainte de voir s'élever une tour trop haute, sont autant d'inventions que l'auteur rejette sans hésiter, et il ajoute : « Toutes les histoires de la Bible sont semblables. Il faudrait un mois pour en exposer la fausseté en les prenant une à une. L'intervention de Jéhovah dans la vie des patriarches pour les faire changer de nom, les marier, les faire divorcer, etc., semble plutôt d'un homme que d'un Dieu. Quelle mesquinerie! Et puis ce Dieu, qui est le père de l'humanité, l'oublie sans cesse en ne s'occupant que de son peuple à lui; il détruit les Égyptiens par colère, c'est une divinité malfaisante, sans cesse acharnée au carnage. »

Dans la seconde partie, qui est incomparablement la plus intéressante et la plus neuve, l'auteur, se plaçant au point de vue d'un disciple de Confucius, essaie de juger la valeur du christianisme comme loi morale. Aux yeux du philosophe chinois, « la fin de l'homme est atteinte lorsque, tous les particuliers vivant tranquilles dans leurs maisons, tout l'univers est en paix. » Pour arriver à cet état de perfection, il faut pratiquer les cinq vertus cardinales, qui peuvent se résumer dans les deux principales, la fidélité envers les supérieurs civils et politiques de tous grades et l'obéissance respectueuse envers les divers membres de la famille, en premier lieu les père et mère. L'harmonie dans la famille qui en résulte est la base de l'ordre public. Fidélité et respect filial, voilà donc les deux grands devoirs de tout homme vivant. Eh bien! l'erreur fondamentale de Jésus, c'est qu'il fait peu ou point de cas de notre vie réelle et actuelle et qu'il dirige toutes les pensées, toutes les aspirations, vers une vie future dont la félicité sera sans mesure et sans terme.

(1) *Bemmo, or an exposition of error (being a treatise directed against christianity)*, by Yasui Chinhei, a japanese scholar, with a preface by Shimadzu Saburo. Translated by J. H. Gubbins, of H. B. M. legation. Yokohama.

De là le mépris qu'il montre pour ces relations de la vie qui sont le point essentiel. Sans doute le devoir filial était trop profondément gravé dans le cœur humain pour n'en pas tenir compte; aussi Jésus lui donne-t-il une place dans sa doctrine, mais une place subalterne, et en le détournant de son véritable objet vers un objet imaginaire placé dans le ciel. Quant au devoir de soumission comme sujet, qui est presque aussi important, il ne le compte pour rien; lui-même il donne l'exemple de la rébellion sous toutes les formes. Donc les liens de famille se relâcheront, et les discordes civiles éclateront partout où se répandront ses préceptes. Entraînés par l'espoir du bonheur futur, ses adhérens ne reculeront devant rien pour y parvenir, n'hésiteront devant aucune désobéissance. Quant à cet état dont Jésus parle avec tant de confiance, c'est une fantaisie de son imagination fondée sur une connaissance imparfaite des rapports entre l'âme et le corps. Confucius, lui, ne connaissait pas cet état et refusait de s'en occuper. Qu'est-ce après tout qu'une manière d'être où les plaisirs et les facultés de cette vie n'ont plus de place? Comment raisonner là-dessus? » L'auteur japonais n'en fait donc nul cas; ni au prix d'une couronne impériale, ni sous la menace du feu éternel, il ne consentira à s'écarter de la voie toute tracée des devoirs purement humains.

Après avoir discuté les mérites de la doctrine du Christ, dans la troisième partie, il s'attaque aux thèses qui y ont été ajoutées par ses successeurs : la théorie de la rédemption ne lui semble qu'une pure invention, la résurrection n'est qu'une pieuse fraude des disciples, car, à supposer que Jésus fût vraiment revenu à la vie, comment admettre qu'il ne soit apparu qu'aux apôtres et qu'il ne se soit pas montré au peuple pour fortifier sa foi? La quatrième partie est consacrée à combattre l'erreur de ceux qui regardent le christianisme comme une superstition du même caractère inoffensif que le bouddhisme : c'est lui faire trop d'honneur. Comme loi morale, on a vu qu'il est très inférieur; d'autre part son esprit agressif, impatient de contrôle et de toute rivalité, tend à détruire toutes les coutumes établies chez une nation. Depuis son apparition avec le Messie, qui se déclarait venu dans le monde pour y apporter la discorde, jusqu'à nos jours où il a engendré vingt-cinq sectes différentes en Amérique, il a eu pour caractères l'intolérance et le fanatisme. C'est ce zèle aveugle qui constitue son principal danger au Japon. Ceux qui pourraient l'embrasser sont des gens du peuple ignorans et crédules, surpris par des argumens spécieux et répondant à l'appel que l'on fait à leurs appétits égoïstes. Ses partisans ne cherchent qu'à obtenir pour eux-mêmes le bonheur céleste, et c'est un mobile qui n'est propre qu'à corrompre cet idéal de dévoûment au prince sur lequel reposent le caractère et les mœurs de la

nation. La division entre les classes, la guerre civile, voilà les conséquences inévitables de son introduction, sans compter, dans un avenir lointain peut-être, mais certain, l'intervention de quelque puissance étrangère peu scrupuleuse qui s'en ferait un instrument de domination en s'appuyant sur les prosélytes indigènes. Enfin, dans la dernière partie, le critique essaie d'établir les preuves métaphysiques du dogme bouddhiste et de donner une explication rationnelle de la cosmogonie japonaise, mais il se perd dans le domaine des hypothèses; nous ne l'y suivrons pas.

Malgré la rapidité avec laquelle nous avons passé en revue cet essai d'un caractère évidemment sincère et d'un ton généralement modéré, on peut se rendre compte des obstacles insurmontables que rencontre ici le christianisme. Non-seulement il se heurte à la vieille théorie shintoïste latente au fond des âmes, qui repousse énergiquement le péché originel, mais il trouve en face de lui une religion organisée, appuyée sur des dogmes suffisamment mystérieux pour frapper l'esprit des foules, sur un code très précis de morale, sur une théorie complète de la vie, en possession du pays, des lois, des mœurs. Il ne s'agit pas là seulement, comme dans l'Europe du IVe siècle, de balayer un amas confus de superstitions grossières ayant perdu leur sens primitif, mais de combattre un système complet. Tout milite contre lui, la simple profession de foi est déjà une rébellion, et l'on ne saurait répéter avec trop d'insistance que la moindre désobéissance est une tache, une souillure. Le Japonais subordonne la voix de sa conscience à la loi, son Dieu à son empereur. Une hérésie, une innovation défendues lui semblent une félonie et lui en laissent les remords.

Parvînt-il à vaincre ce préjugé, le christianisme verrait se dresser un bien autre adversaire : c'est le scepticisme, qui descend ici jusqu'aux classes inférieures et règne en maître absolu dans les autres. La doctrine de Bouddha, si on ne va pas jusqu'au fond, ressemble fort à une négation du divin; celle de Confucius relègue Dieu dans le domaine des suppositions; elles ont formé des âmes peu crédules et surtout peu religieuses. Le Japon a vieilli dans une sorte d'athéisme dissimulé sous un culte éclatant. Les esprits se sont accoutumés à se contenter d'une contemplation froide et sans élan devant une divinité inaccessible, indéfinissable, impersonnelle; l'enthousiasme ne les pénètre pas, ils ne peuvent ni le concevoir ni le sentir. Cet amour mystique de Dieu, cette aspiration ardente du cœur inassouvi vers un être suprême et compatissant, qui ont peuplé les solitudes de l'Égypte et fait retentir notre moyen âge, ne trouvent pas d'écho et n'excitent que stupéfaction. Le penseur désenchanté, déshabitué de toute illusion, n'en cherche pas de nouvelle, et, — libre des perplexités de l'imagination, des accès de doute et de foi

qui nous tourmentent, de cette curiosité inquiète de l'*au-delà* qui nous travaille sans cesse, — il examine froidement des croyances que le génie d'un Pascal subit plutôt que de tomber dans le vide, et les déclare imperturbablement des contes de nourrice. Enfin cette morale, que nous proclamons si pure et que nous croyons volontiers universelle, excite une profonde et sincère répugnance. On lui reproche de conduire au déchirement de la famille, à la destruction de l'état. Ce qu'elle a de plus beau, le souffle de charité qui l'anime, la compassion pour le malheureux, pour le faible, pour le pécheur repentant, toute cette tendresse débordante de l'Évangile qui a transformé le monde européen, tout cela s'émousse comme un trait sans force sur l'acier d'une cuirasse et glisse inutilement sur des cœurs insensibilisés par dix siècles de bouddhisme.

V.

Après avoir passé en revue les croyances qui se sont, à des degrés divers et à des époques différentes, répandues au Japon, il reste à exposer l'état religieux qui résulte de leurs vicissitudes, les caractères qu'elles ont imprimés à la race, la valeur morale qu'elles lui assignent dans le présent et le rang qu'elles lui promettent dans l'avenir. On a pu voir qu'à l'exception du christianisme tous les cultes ont joui jusqu'à présent d'une tolérance universelle. Le christianisme lui-même, après avoir été longtemps persécuté, n'est plus aujourd'hui proscrit. Si la propagande est interdite, la conversion, quoique mal vue, n'entraîne aucune peine. L'exercice public du culte n'étant permis qu'aux étrangers et dans les limites de leurs concessions, on ne peut le compter parmi les religions établies. Le pur *shinto* ne conserve que quelques rares sectateurs dans des provinces reculées; ceux de la secte dite *riobu shinto*, plus nombreux, sont tout pénétrés des doctrines bouddhistes; le confucianisme ne sort pas des écoles; en réalité, la religion dominante au Japon est sans contestation le bouddhisme. Cependant il n'y a pas, à proprement parler, de religion d'état. Suivant les variations de la politique, un culte peut être plus favorisé que l'autre; aucun n'est l'objet d'une protection exclusive; tous sont soumis à la surveillance officielle d'un département ministériel, le *kio busho*, qui pourvoit aux vacances et répartit le budget. Les églises sont en tutelle et dans une dépendance absolue du gouvernement, qui leur demande avant tout la soumission et le silence. Le clergé, sans rôle public, sans voix dans les conseils, n'a aucune influence sociale, et quelques hautes fonctions du sacerdoce, confiées par la coutume à certains princes du sang, ne leur sont conférées que pour les neu-

traliser. Le gouvernement est laïque et s'inquiète fort peu de l'état des consciences. Un dogme unique à ses yeux prime et remplace tous les dogmes religieux, c'est celui de l'infaillibilité du pouvoir.

Le Japon, au point de vue religieux, est divisé en deux catégories très tranchées : en bas règnent les superstitions grossières et l'idolâtrie sans ferveur; parmi les classes éclairées, dirigeantes ou moyennes domine sans partage l'incrédulité la plus absolue, et non-seulement l'incrédulité est complète, ce que justifie suffisamment le caractère de la religion établie, mais elle est satisfaite d'elle-même et se suffit. Le scepticisme s'affirme hautement; il s'applaudit; il ne se sent pas dévoré des inquiétudes qui harcèlent le libre penseur né sous notre soleil. Les lettrés, les samouraï, prennent en pitié les gens du peuple qu'ils voient crier et danser dans les matsuri, rient de leur ignorance et, fermes dans leur négation, ne se demandent pas s'il existe au-dessus de ces erreurs une vérité quelconque. Mais on a beau fermer son esprit aux préoccupations métaphysiques, on n'échappe pas à l'action indirecte des religions. Par la littérature, par les mœurs, par les lois, leurs doctrines éthiques se glissent jusque dans notre entendement, et, tout en proclamant notre indépendance, nous portons involontairement le joug despotique que l'éducation, la tradition, le milieu imposent à notre pensée et la tournure qu'ils donnent à nos jugemens. L'homme plonge par mille racines invisibles dans le passé de sa race et, à travers les générations, s'imprègne de son génie, comme le nouveau plan de vigne puise dans un même terroir le parfum toujours identique auquel on reconnaît le vin qu'il a donné.

L'athéisme n'exempte pas de l'influence subtile et détournée des dogmes traduits par l'instinct populaire en maximes de conduite. C'est donc bien la religion qui est responsable de l'état moral du Japon; c'est elle qui l'a fait ce qu'il est. Or on sait ce qu'elle enseigne : l'univers est un rêve, le résultat d'une catastrophe; la vie est un accident fâcheux, sans but, sans cause raisonnable. L'absolu n'est pas de ce monde; l'homme ne peut ni le saisir ni le concevoir; c'est folie de sa part d'imaginer une divinité occupée de veiller sur lui et de le protéger; il n'est qu'une forme accidentellement animée de la substance impersonnelle et sa destinée finale est d'aller s'y perdre. En présence du néant qui l'entoure et qui l'attend, ses joies ne sont que des gaîtés de prisonnier dans sa geôle, ses peines ne sont que des vagissemens d'enfant. Qu'est-ce que tout cela devant l'éternel non-être? Qu'espérer? que faire, que souhaiter? La créature isolée de son créateur trouve en elle une certaine lumière qui lui indique la « voie » et lui conseille la pureté, seul moyen de ne pas s'exposer au cauchemar d'une nouvelle vie; mais

au-delà que peut-elle entreprendre quand tout est vanité et néant? Une illusion vaut-elle un effort? L'activité humaine n'est que le va-et-vient stupide d'un singe en cage. Que l'homme reste donc en repos, absorbé par avance dans la contemplation du *nirvana*.

Une pareille doctrine engendre nécessairement deux sortes de sectateurs : d'une part les ascètes qui, pénétrés du néant de la vie, y renoncent, s'enferment et rêvent au grand inconnu; on en rencontre ici quelques-uns parmi les vieillards revenus des passions et des enchantemens de la jeunesse; d'autre part les libertins, dont le raisonnement inconscient peut s'ébaucher ainsi : puisqu'il n'y a point de but à cette vie, puisque toute œuvre est maudite et qu'il est inutile de nous attacher à quelque devoir supérieur, passons du moins le plus joyeusement possible le temps qu'il faut passer ici-bas, jouissons avidement de ces biens illusoires si prompts à s'envoler, amusons-nous d'avance pour une éternité. Ceux-là forment la majorité, et leur gaîté bruyante, parfois un peu forcée, est le premier trait du caractère national qui frappe le voyageur. On les comprend mieux quand, par une radieuse matinée d'automne, on voit le Fusiyama dessiner ses contours majestueux dans un ciel de lumière et les sommets des montagnes voisines se profiler dans un azur d'une transparence incomparable. Si c'est là un rêve, il faut convenir qu'il porte à la joie, et que cette fête du soleil explique la bonne humeur native. En revanche, quel abattement quand viennent les longues pluies du printemps et les lourdes chaleurs humides de l'été! Le corps est engourdi, comme énervé; une somnolence irrésistible pèse sur l'esprit. La nature, de complicité avec la religion, pousse l'homme à la paresse béate, en même temps que par sa fécondité elle le dispense des âpres labeurs.

Un oisif perdu dans un rêve ou s'ébattant dans une fête, voilà ce qu'on rencontrerait dans tout Japonais, si les nécessités de la vie sociale et matérielle n'y mettaient ordre. A l'inaction correspond nécessairement une certaine infirmité de l'esprit, même dans les organisations les plus favorisées. Tout flotte dans ces têtes, rien ne se fixe autour d'une vérité centrale, ne s'asseoit sur une base assurée; il y a beaucoup d'idées, pas de système, — de l'intelligence et pas de méthode, — des pensées, mais sans ordre et sans lien logique. Ces pensées d'ailleurs restent des hypothèses et ne prennent pas la force de convictions. L'individu ne croit fermement à rien, ni au bien ni au mal. Aussi est-il peu capable des grandes vertus faites d'efforts constans et de foi profonde. Il lui serait plus facile de tomber dans le vice; c'est pourquoi la sévérité extrême de la loi positive a dû suppléer ici aux lacunes de la loi morale. Le point d'honneur, cette morale de l'orgueil, qui parle si haut, prête main-

forte au code; mais quand ils se taisent tous deux, la conscience n'est plus assez puissante pour imposer silence aux instincts.

L'absence de principes raisonnés et fondés sur une certitude intérieure invite à l'abdication de la volonté individuelle. Incapable de se tracer à lui-même une ligne de conduite, le particulier se soumet volontiers à celle qu'on lui impose; il accepte l'impulsion comme un corps inerte obéit à la force qui le pousse. De là cette facilité à accueillir l'ingérence du pouvoir dans tous ses actes, à se laisser dicter un programme de vie domestique et intime; de là aussi cette propension des monarques à étendre le domaine des décrets là où ils n'ont que faire. « Les pères et les fils, les frères, les époux et tous les membres d'une même famille doivent vivre en bonne intelligence; traitez avec douceur les subalternes et soyez fidèles à votre maître. — Il faut remplir avec courage et persévérance les devoirs de sa profession et ne pas chercher à paraître au-dessus de sa condition... Il ne faut être ni querelleur, ni impatient, ni prendre parti inconsidérément dans une discussion... Qu'on respecte cela. » Ainsi parle un édit ancien, modèle excellent de gouvernement paternel. L'âme déprimée ne montre plus ni enthousiasme ni résistance; elle ne songe pas à répondre : ici s'arrête votre empire, et là commence le mien.

S'il faut juger un système philosophique par ses résultats, celui du bouddhisme doit être condamné sévèrement; mais le pire de ses effets est d'avoir tué l'esprit religieux proprement dit. Son catéchisme nihiliste a détourné les prosélytes de toute croyance et répandu non-seulement l'incrédulité à certains dogmes, mais l'indifférence générale en matière de foi. C'est sans doute une belle et nécessaire vertu que la tolérance, mais c'est un malheur que le scepticisme; la valeur absolue d'un symbole importe moins pour le développement d'un peuple que le degré de ferveur avec lequel il est professé; tous les systèmes dogmatiques sont bons, pourvu qu'on y croie; le pire suffit pour élever l'homme au-dessus de lui-même, vers ces régions où planent la beauté et la bonté idéales. Or, quelque nom qu'elle porte, la religion n'est pour les Japonais qu'une spéculation qui ne les émeut pas et qui n'excite ni leur intérêt, ni même leur curiosité. Ils ne sentent pas le besoin auquel elle répond. Elle constitue à leurs yeux une façon d'être, un complément de l'éducation, une modalité de l'état des personnes; elle ne va pas remuer en eux des profondeurs obscures. « Au fond, tout cela n'est que pure grimace, opine un des écrivains déjà cités, qui s'efforce de prouver l'inanité de toutes les croyances. Comment croire que la religion favorise la civilisation? Voyez l'Europe et l'Amérique : elle semble y disparaître à mesure que les sciences et

les arts y font des progrès. Elle n'a donc aucune action sur la civilisation d'un peuple. » Comme on le voit, ce passage, dirigé surtout contre le christianisme, va jusqu'à dénier toute influence bienfaisante aux inspirations religieuses.

Et cependant l'histoire est là pour témoigner que les fermes croyances sont un élément prépondérant de l'éducation des grandes races. Il y a au fond de la nature humaine une lutte sourde entre l'égoïsme natif et l'on ne sait quel impérieux besoin de sacrifice et de dévoûment. De toutes les forces qui font pencher la balance vers la générosité et arrachent l'homme à son individualisme, la religion est sans contredit la plus puissante. C'est par elle qu'il se sent un point d'appui sur l'absolu, un lien avec l'infini, et par conséquent une conscience souveraine et des droits imprescriptibles; mais quand le doute est partout, les opinions chancelantes ne sont plus des convictions, ce sont des hypothèses que l'on abandonne suivant la première impulsion venue, il n'y a pas d'esprit public parce qu'il n'y a pas de caractères. Une nation dans de telles conditions peut arriver à un haut degré de prospérité matérielle et de raffinement, mais comme corps politique, elle est vouée à l'anarchie, et, comme famille humaine, elle reste dans ces limbes où séjournent encore les organismes imparfaits.

Cette éclipse totale du sentiment religieux est-elle définitive? ou peut-on espérer un retour spiritualiste dont l'histoire ne fournit guère d'exemples? Y a-t-il un remède au scepticisme, et faut-il voir un symptôme favorable dans la multiplicité des discussions qui s'engagent dans la presse à propos des dogmes chrétiens et des récits bibliques? A y regarder de près, c'est non point un élan mystique qui se révèle dans ces thèses, mais un sens critique qui en est précisément exclusif. Le mouvement qui s'accomplit dans les esprits a pour objet de répudier à la fois les religions natives comme surannées, et les religions étrangères comme absurdes; il rappelle de loin celui qui signala la fin du XVIIIe siècle en France. Les conversions obtenues par les missionnaires, quand elles ne sont pas le prix convenu de leur bienfaisance charitable, indiquent moins un réveil de la piété qu'une certaine versatilité plus manifeste encore dans d'autres imitations européennes. Il y a environ deux ans, il fut question de réunir une sorte de concile où tous les cultes reconnus du globe auraient envoyé leurs avocats et dont l'œuvre eût consisté à fixer une croyance unique pour tous les sujets du mikado. Ainsi l'on n'hésitait pas à trancher législativement une question de foi, et l'on se disposait sans embarras à décerner le prix entre les différens dieux au plus méritant et au plus raisonnable. On s'aperçut à temps qu'il est encore plus difficile de décréter un symbole que d'importer

d'une seule pièce un code tout entier, et l'entreprise fut abandonnée. Elle suffit à montrer combien on est loin encore de concevoir la notion du sentiment religieux intime et indépendant.

Peut-on du moins espérer qu'à la longue le christianisme, en se répandant, transformera les esprits en touchant les cœurs? Il est à craindre que non. On a vu les obstacles de toute sorte qu'en rencontre l'établissement. Fût-il établi, son influence serait encore restreinte, d'un côté par les lois civiles qui envahissent et dominent tyranniquement la conscience individuelle, de l'autre par la casuistique. Le génie des Japonais, rebelle à la synthèse, s'attache aux détails, les examine curieusement, les juge quelquefois avec sagacité, sans envisager l'ensemble. Chaque dogme serait l'objet d'une controverse indéfinie; on se perdrait, comme les sectes russes, dans des querelles interminables sur le Verbe semblable au Père, ou consubstantiel, sur le rituel; on retomberait dans ces discussions théologiques auxquelles Yéyas avait dû imposer silence; mais pendant ce temps la grande révélation morale passerait inaperçue, la vraie conversion resterait à faire. Il y a des peuples, il faut le reconnaître, que le christianisme n'a pas émus. C'est dans sa pureté primitive une religion de sentiment, d'amour, qui demande, pour être féconde à tomber sur des âmes tendres, sur des générations encore naïves et pleines de sève; elle dépérit sur le sol épuisé et usé de l'extrême Orient. Les vieilles races sont, comme les vieilles gens, portées à l'égoïsme; on risque de ne pas rencontrer d'écho parmi elles quand on vient leur prêcher, comme préceptes souverains, l'amour du prochain et le sacrifice de soi-même. On peut donc augurer que cet élément civilisateur manquera au développement ultérieur du Japon, et l'on ne peut que le déplorer, quand on considère combien il y a loin encore de son idéal moral à celui de l'Europe, combien sont incompatibles ses vues et les nôtres sur ces conceptions fondamentales, Dieu, le bien, l'honneur, la fin de l'homme, conceptions dont l'identité révèle, chez les peuples divers où elle se rencontre, l'unité d'origine. Sans doute, le divorce n'est pas à tout jamais irréconciliable; un contact prolongé peut, par la suite des temps, changer le caractère du peuple japonais; mais les siècles devront passer avant que nous puissions, dans ses enfans, reconnaître des fils de la même mère.

GEORGE BOUSQUET.

Yeddo, 15 décembre 1875.

LE

COMTE DE CAVOUR

ÉTUDE DE POLITIQUE NATIONALE ET PARLEMENTAIRE.

I. *Il conte di Cavour, ricordi biografici*, par Giuseppe Massari, 1 vol. in-8°. — II. *Discorsi parlamentari del conte Camillo di Cavour*, raccolti e publicati per ordine della camera dei deputati, 12 vol. — III. *Le comte de Cavour, récits et souvenirs*, par M. W. de La Rive, 1 vol. in-8°, etc. — IV. Documens inédits, etc.

I.

LA JEUNESSE DE CAVOUR. — LE PIÉMONT ET L'ITALIE APRÈS LA DÉFAITE.

Une des révolutions les plus extraordinaires du siècle a fait de l'Italie une nation constituée, élevée au rang des puissances du monde. On ne peut pas dire que ce soit une résurrection : l'Italie, telle qu'elle est sortie des événemens contemporains, ne ressemble à rien de ce qui a existé, elle n'a de commun avec le passé qu'un nom flottant à travers les âges, le ciel qui l'éclaire, les mers qui la baignent et les traditions multiples de vingt cités brillantes qui sont venues se fondre dans l'unité nationale. L'Italie d'aujourd'hui est une création nouvelle, originale et profonde, œuvre préparée par l'histoire sans doute, mais en même temps œuvre toute moderne de la politique, des circonstances, de l'audace, de l'habileté. Maintenant que cette œuvre est accomplie, elle paraît naturelle et simple; elle est entrée si intimement dans l'ordre général qu'on a de la peine à imaginer tout ce qu'il faudrait de bouleversemens, de réac-

tions de toute sorte pour la détruire. Il y a moins de vingt-cinq ans, elle semblait impossible, tant elle supposait de conditions et d'événemens presque irréalisables. Il a fallu, pour qu'elle devînt une réalité, des révolutions européennes, des déplacemens d'équilibre, des guerres inattendues, quoique savamment préparées, des drames de diplomatie, des disparitions de souverainetés locales, la transformation complète de l'institution la plus universelle et la plus immuable, de la papauté temporelle; il a fallu qu'il y eût au pied des Alpes un petit peuple, modèle de courage, de dévoûment et de discipline, à la tête de ce peuple, un prince popularisé par le patriotisme, même si l'on veut par une ambition de race, et dans les conseils de ce prince, de ce peuple, un de ces ministres de génie qui semblent faits pour les entreprises les plus compliquées, les plus périlleuses.

Entrer dans la vie publique à une heure d'épreuve universelle comme 1848, prendre d'une main hardie les affaires de son pays au lendemain d'un désastre national qui semblait pour longtemps irréparable, et d'une révolution intérieure pleine de doutes; marcher au milieu de toutes les difficultés de réorganisation, au milieu de tous les soubresauts de la politique européenne sans faiblir, sans dévier un instant, faisant concourir tout au même but, — conspirer en plein jour pendant dix années pour la plus noble des causes, il est vrai, mais enfin pour une cause dont le triomphe ne pouvait se réaliser qu'au prix de changemens presque impossibles, et réussir à faire passer dans son camp les sympathies, les alliances, la force même des choses, dirai-je, puis disparaître tout à coup lorsque l'œuvre en est venue à ce point où le passé semble un rêve : c'est la destinée du comte de Cavour! Ce que l'Italie eût été sans lui, ce qu'elle serait encore, on ne peut même en avoir l'idée désormais; par lui, elle a été ce qu'elle est, elle s'est formée, disciplinée, agglomérée à travers toutes les divisions, elle est devenue une puissance nouvelle trouvant dans le petit Piémont le cadre tout prêt d'une nationalité vivante, et cette œuvre d'énergie, de persévérance, de souplesse, de combinaison profonde est une des expressions les plus complètes, les plus instructives de l'art de gouverner.

Elle montre comment on relève un pays accablé par la défaite, comment on se sert du régime parlementaire, de la liberté régulière pour réaliser une pensée nationale, comment aussi par cette politique patiemment, résolûment suivie sous l'inspiration du patriotisme, on déjoue toutes les fatalités de révolution ou de réaction qui compromettent les causes les plus justes. Elle montre enfin ce que c'est qu'un conservateur libéral mettant son génie à s'identifier avec son pays et avec son temps, habile à se servir de tout,

même de ses adversaires ou de l'imprévu, cachant la profondeur des calculs sous l'humeur facile, sachant préparer et dominer les événemens par la puissance d'une raison clairvoyante et sûre, par une audace inventive dans l'exécution de desseins toujours nouveaux et toujours agrandis.

I.

Un jour, vers l'automne de 1850, à la veille d'entrer pour la première fois au pouvoir comme simple ministre du commerce, Cavour visitait les provinces du Piémont et il s'arrêtait à Stresa, aux bords du Lac-Majeur, dans la maison du philosophe Rosmini, où il se rencontrait avec Manzoni. Ces esprits supérieurs s'entretenaient des destinées de l'Italie, regardant fixement du haut de la villa Bolongaro la rive opposée, qui restait pour le moment, qui semblait devoir rester pour longtemps autrichienne. Manzoni, dans l'ingénuité de son âme, ne cessait d'espérer; Rosmini souriait tristement des illusions du poète. Cavour se frottait les mains, — c'était déjà un de ses gestes familiers, — et il répétait avec une vivacité persuasive : « Nous ferons quelque chose. »

Celui qui disposait ainsi sans façon de l'avenir était un homme jeune encore, impatient de vivre, qui venait de faire ses premières armes dans la mêlée des révolutions de 1848 et qui portait dans le tourbillon public un esprit net, une volonté résolue, une des natures les plus libres, les mieux trempées pour l'action. Ce n'était pas un révolutionnaire songeant à renouer des conjurations lorsqu'il parlait de « faire quelque chose; » c'était au contraire l'homme le plus essentiellement politique, ayant à la fois la solidité de la vieille race piémontaise, sans en avoir les préjugés, et la séve patriotique, libérale, des générations nouvelles sans en avoir les passions chimériques, surtout sans avoir été jamais un conspirateur. Sa fortune a été de venir à propos et de se trouver préparé à tout par sa naissance, par son éducation comme par son tempérament. Il était né à Turin, le 1er août 1810, dans une de ces heures où certes nul n'aurait dit ni pensé que celui qui venait de naître devait un jour faire revivre, au profit de princes alors découronnés et bannis, ce nom de royaume d'Italie dont la fantaisie d'un glorieux despote couvrait une fiction de nationalité. C'était le second fils du marquis Michel Benso de Cavour, le dernier venu d'une des plus anciennes maisons piémontaises sortie de cette petite république de Chieri, appelée la république des sept B, parce que là ont vécu autrefois sept familles qui ont fait leur chemin dans le monde : les Benso, les Balbo, les Balbiani, les Biscaretti, les Buschetti, les Bertone, — et les Broglie,

destinés à l'illustration dans un autre pays. Par son aïeule paternelle, Camille de Cavour tenait à la Savoie et à l'aimable race de saint François de Sales; il tenait à Genève par sa mère, une de Sellon, et un peu à la France par bien des relations, par les deux sœurs de sa mère, mariées, l'une au duc de Clermont-Tonnerre, personnage de cour sous la restauration, — l'autre au baron d'Auzers, gentilhomme d'Auvergne qui, après avoir été fonctionnaire de l'empire au-delà des Alpes, restait fixé à Turin. C'est dans ce monde varié, au fond très uni, souvent rassemblé à Turin ou à Genève, c'est dans cette atmosphère saine et fortifiante que Camille de Cavour était né et avait grandi, — enfant robuste, heureux de vivre, pétulant et répandant la joie autour de lui, — jeune homme au caractère décidé, à l'esprit libre et ouvert, à l'intelligence prompte à tout saisir ou à tout deviner.

Cavour a été un des plus jeunes de cette génération qui, au lendemain des restaurations de 1815 et sous le poids des réactions prolongées, a commencé à mûrir dans l'obscurité des règnes absolutistes pour l'affranchissement de l'Italie et les revendications libérales. Il n'avait que cinq ans en 1815, au moment où se dénouait la tragédie guerrière qui emportait l'empire et relevait le Piémont indépendant. A dix ans, admis à l'académie militaire, cette école de la jeune noblesse, et bientôt attaché comme page à la maison du prince de Carignan, de celui qui devait être Charles-Albert, il avait du premier coup laissé éclater l'impétueuse vivacité de son humeur native en se révoltant contre cette domesticité dorée. A dix-huit ans, il était le plus brillant et le plus aimable des sous-lieutenans du génie, menant gaîment la vie militaire à Vintimille, à Turin, à Gênes, — surtout à Gênes, où il trouvait la liberté et les séductions d'une ville d'affaires et de plaisirs. A vingt-deux ans, il avait déjà donné sa démission, après avoir payé d'une disgrâce, d'une sorte d'exil dans une petite station des Alpes quelques paroles trop hardies, un cri d'émotion généreuse et sympathique dont il avait salué la révolution française de 1830. Réduit, pour toute distraction, à jouer au *tarok* avec les entrepreneurs du fort de Bard, son lieu d'exil, et menacé d'être toujours suspect à un pouvoir ombrageux, il avait pris son parti, il se résignait à n'être plus qu'un « obscur citoyen du Piémont, » comme il s'appelait lui-même, un jeune fils de famille, arrêté au seuil d'une carrière brillante; mais cet « obscur citoyen du Piémont, » ce jeune homme vibrant à un souffle de liberté venu de France, cet officier démissionnaire de vingt-deux ans, était de ceux qui arrivent par tous les chemins, qui ne se laissent ni abattre ni même irriter par un mécompte ou une disgrâce. Exilé de la vie militaire, il se retrouvait le lendemain alerte et ré-

solu, mêlant les affaires d'agriculture, les plaisirs du monde et les voyages, portant dans une carrière agrandie une séve d'activité inépuisable, avec cette fixité précoce d'idées libérales et patriotiques qui lui faisait dire que « dans ses rêves de jeunesse il se voyait déjà ministre du royaume d'Italie. » — qui lui faisait aussi écrire à sa tante, Mme de Sellon, après la « démarche décisive, » la démission : « Ne croyez pas que tout ce que ce j'ai souffert, au moral s'entend, ait en rien abattu mon amour pour les idées que j'avais. Ces idées font partie de mon existence; je les professerai, je les soutiendrai tant que j'aurai un souffle de vie. » C'était déjà tout l'homme dans l'officier démissionnaire de 1832, dans le jeune réfractaire du commencement de ce règne, — le règne de Charles-Albert, — qui devait finir par une explosion nationale, mais qui, pour le moment, restait sous la garde des jésuites et de l'Autriche.

Trois choses ont servi à développer, à dégager en quelque sorte cette heureuse nature en lui imprimant son originalité. Évidemment Cavour s'est toujours ressenti de la vie de famille qui avait été sa première éducation. Il en avait reçu, non des opinions qu'il n'a tenues que de son temps et de son instinct, mais ce qui fait l'homme et le caractère. Il s'était formé moralement dans un milieu où des habitudes d'affection et de société tempéraient les dissidences de politique et même de religion, — car si à Turin ce monde des Cavour, des d'Auzers, des Clermont-Tonnerre était profondément attaché aux traditions d'absolutisme religieux et monarchique, à Genève le comte de Sellon, protestant et libéral, gardait une foi ardente à ce qu'il y avait de plus élevé, dans les idées du XVIIIe siècle, de la révolution française. Partagé entre ces influences de famille, Camille de Cavour les réconciliait dans sa libre nature. Avec son oncle, M. de Sellon, il se laissait aller à la fascination des idées nouvelles. Avec M. d'Auzers, absolutiste de conviction, mais homme de savoir, de bonne compagnie, qui se plaisait à la discussion même avec les jeunes gens, il aiguisait son intelligence. A l'école de la grâce maternelle, auprès de Mme d'Auzers qui avait l'esprit alerte, vivant et animé de son neveu, chez Mme de Clermont-Tonnerre, femme d'un royalisme extrême, mais d'une indulgence aimable, dans tout ce monde il avait puisé l'aménité, le goût de la tolérance, une dignité facile et même la fierté perçant parfois à travers l'enjoûment. Qu'on ne s'y trompe pas : avec les opinions les plus libres sur le prestige et les droits de la naissance, avec toutes ses audaces, Cavour n'a jamais été un aristocrate défroqué, reniant certaines traditions de race, l'esprit et les usages de famille. Au plus haut degré de sa fortune politique il est toujours resté le même. Dans cette « maison Cavour » qu'il n'a cessé d'habiter lorsqu'il était

ministre, qui restait la demeure patrimoniale, son frère aîné avait le premier rang, et, encore bien peu de mois avant sa mort, un jour qu'il était en chemin de fer à quelques milles de Turin, Cavour regardant la campagne fuyante disait à un de ses compagnons de voyage : « Voyez-vous là-bas cette flèche à demi cachée dans les arbres? C'est le clocher de l'église de Santena. Là est le château héréditaire de ma famille, c'est là que je veux reposer après ma mort! » Avant de disparaître avec la fierté d'un nom agrandi, il semblait rendre témoignage de la puissance survivante de ces impressions premières qui avaient contribué à former le jeune homme.

Une autre influence sensible dans cette souple et vigoureuse organisation a été l'éducation presque exclusivement scientifique de l'académie militaire. Par le fait, Cavour avait peu d'instruction littéraire. « Dans ma jeunesse, disait-il, on ne m'a jamais appris à écrire; jamais je n'ai eu de professeur de rhétorique ni même d'humanités... » Parfois dans sa vie active, il a mis une sorte de coquetterie d'ignorance à prétendre qu'il ne savait ni le grec ni le latin, et gaîment il soutenait qu'il lui était « plus facile de faire l'Italie que de faire un sonnet. » Il avait suppléé à ce qui lui manquait par la volonté ou la curiosité d'un esprit qui savait s'intéresser à tout, même à un roman nouveau, ou qui se mettait courageusement à apprendre l'anglais dans l'histoire de lord Mahon. Au fond, c'était une intelligence façonnée et disciplinée par les mathématiques, qu'il avait étudiées avec succès à l'académie militaire sous le savant géomètre Giovanni Plana. « Voilà qui forme une tête et qui apprend à penser! disait-il... De l'étude des triangles et des formules algébriques, je suis passé à celle des hommes et des choses. Je comprends aujourd'hui combien cette étude m'a été utile par ce que je fais avec les choses et les hommes. » Il croyait devoir à cette éducation première la faculté « d'entasser dans sa tête une longue série de théorèmes et de corollaires qui gardaient toujours leur ordre de bataille... » Il est certain que l'étude des mathématiques avait développé en lui un goût naturel de précision, de clarté et d'exactitude, qu'elle lui avait donné une facilité prodigieuse à jouer avec les chiffres et avec les calculs. Peut-être y mettait-il un peu de fantaisie ou un peu de coquetterie comme il en mettait dans sa prétention à l'ignorance littéraire. La vérité est que l'étude des mathématiques n'aurait point suffi, si cet esprit, pour qui tout est devenu une force, n'eût été fécondé en même temps par une influence bien autrement puissante, par l'expérience, par les voyages, par des études multiples, par la vie réelle, pratique, sous toutes les formes.

Cette vie réelle a été une des grandes institutrices de Cavour. Aussitôt après sa démission d'officier du génie, il n'avait point hé-

sité. Militaire la veille, il se faisait le lendemain agriculteur; il devenait une sorte d'intendant des biens fort négligés de la famille. Militaire et agriculteur, c'étaient là, sans qu'il le sût, les deux écoles les plus sérieuses pour le politique. L'agriculture avait le mérite d'être la seule occupation possible sous un pouvoir qui voyait un péril révolutionnaire jusque dans l'industrie : Cavour s'adonnait à la vie agricole non avec dégoût ou par passe-temps, mais avec le feu d'une activité impatiente, avec l'entrain et les ressources d'une nature disposée, selon son expression, à ne pas faire les choses à demi, prenant à tout un goût et un intérêt croissant. « Je suis dans les grandes spéculations, écrivait-il à ses amis de Genève, j'ai acheté une vaste terre dans les rizières. Je crois avoir fait une excellente affaire; il me manque seulement l'argent pour la payer; à cela près, elle doit me donner un bénéfice superbe. Je ne sais pas faire les choses à demi; une fois lancé dans les affaires, je m'y suis donné tout entier. J'y suis d'ailleurs forcé par ma position. Je suis cadet, ce qui veut dire beaucoup dans un pays aristocratiquement constitué; il faut que je me crée un sort à la sueur de mon front... » Cette vaste terre dont il parle, c'est Leri créé et transformé par Cavour en plein Vercellais, ce Leri où tout-puissant ministre il est allé si souvent chercher vingt-quatre heures de repos au milieu des plus dévorantes affaires.

C'est là, dans ce pays assez monotone de Verceil, dans cette plaine couverte de rizières et de prairies sans ombrages, c'est là que Camille de Cavour a vécu pendant des années, syndic de son village et fermier, dirigeant lui-même tous les détails d'une immense exploitation, cherchant un secours dans les découvertes de la science, introduisant les procédés nouveaux, les machines dans ses cultures, et faisant d'une terre délabrée un domaine modèle. C'était son œuvre, sa conquête, prélude de bien d'autres conquêtes, et, à mesure que le succès souriait à sa hardiesse, il ne craignait pas d'étendre ses opérations; il avait de l'activité pour tout, pour un défrichement de forêt comme pour la création d'un canal ou d'une banque, pour l'acclimatation de la betterave comme pour l'établissement d'une fabrique de sucre ou d'une manufacture de produits chimiques. Un jour même, il avait entrepris de fournir huit cents moutons mérinos au pacha d'Égypte, et il tint son engagement, quoiqu'il fût d'abord assez embarrassé. Assurément cette vie occupée et active au milieu de laquelle il offrait parfois à ses amis la libre et joyeuse hospitalité non d'une résidence de luxe, mais d'une ferme opulente, cette vie a été féconde pour Cavour. Il lui a dû ce qui a été une partie de son originalité et de sa force dans la politique, cette expérience familière

des choses et des hommes dont il parlait, la connaissance pratique de tous les intérêts, l'habileté et la justesse dans le maniement des ressorts de la fortune d'un pays. Après cela, ce fut toujours le personnage le moins absorbé même quand il était le plus occupé, et, en paraissant être tout entier à ses exploitations agricoles, il ne laissait pas encore de mener de front la vie du monde.

Lorsqu'il n'était pas à sa vie de campagne, il était à Turin, animant de sa verve intarissable le salon de sa tante, la duchesse de Clermont-Tonnerre, ou se plaisant, s'instruisant aux conversations fines, sensées et libérales de l'ambassadeur de France, M. de Barante, et de son secrétaire, M. d'Haussonville. Lorsque l'air de Turin lui pesait, il allait à Genève, où il se trouvait auprès de son oncle, M. de Sellon, dans cette cordiale et intelligente société des La Rive, des Naville, des Lullin de Chateauvieux, avec qui il passait ces soirées qu'il rappelle, « devisant sur les affaires de l'Europe, redressant les faux systèmes, recomposant les mauvais ministères, enfin arrangeant le tout pour le mieux. » Lorsqu'il se sentait un peu à l'étroit à Genève, il partait pour Paris et Londres, ces deux grands théâtres du monde. Deux fois, en 1835 et en 1843, il a visité la France et l'Angleterre en voyageur qui ne perdait pas son temps.

L'Angleterre l'intéressait visiblement par ses institutions, par ses luttes parlementaires, par le déploiement de toutes les forces nationales, agricoles et industrielles. En France, tout l'attirait, la politique et la vie sociale. Accueilli pour son nom, pour son esprit et sa bonne grâce dans les principaux salons, il en subissait les séductions. Peut-être même se laissait-il aller à bien d'autres séductions. Que dirai-je ? Il avait la verdeur de la jeunesse, il aimait les plaisirs, il ne se piquait pas d'être un sage, et, hardi au jeu comme en tout, il ne reculait pas, en belle compagnie, devant une partie de whist à vingt-cinq louis la fiche; mais ces fougues ne l'empêchaient pas de rester un observateur attentif, de goûter les choses sérieuses, surtout d'être sensible au charme élevé et délicat de la vie parisienne, et de Londres il écrivait gracieusement à Mme de Circourt, avec qui il est resté toujours en correspondance : « L'Angleterre est un pays d'immenses ressources;... mais ce qu'on y chercherait vainement, c'est cette admirable union de la science et de l'esprit, de la profondeur et de l'amabilité, du fonds et de la forme qui fait le charme de certains salons parisiens, charme qu'on regrette toute la vie une fois qu'on l'a goûté et qu'on ne retrouve plus lorsqu'on est éloigné de cette oasis intellectuelle... » Et faisant un retour sur son propre pays, il ajoutait : « Sous certains rapports, l'air du Piémont est plus lourd que celui de Londres. Le ciel est pur, mais l'horizon moral

est tellement obscurci par les nuages qu'y développe un système éminemment compressif, que l'esprit y a encore moins d'élasticité qu'en Angleterre... » A défaut d'élasticité, l'Angleterre avait toujours sans doute ses autres mérites que Cavour appréciait, non toutefois sans garder une préférence visible pour la France. « Quand vous m'aurez montré un duc de Broglie anglais ou allemand, disait-il avec feu à M. de La Rive, je commencerai à douter de mon opinion sur la supériorité morale, intellectuelle et politique de la France, opinion qui s'enracine chaque jour davantage dans mon esprit. » Ces voyages, mêlés d'observations sérieuses et de plaisirs, ont eu certainement une influence sensible sur Camille de Cavour. Ils l'ont initié jeune encore aux mouvemens européens, aux intérêts compliqués du monde, aux spectacles divers de la politique en Angleterre et en France, en Belgique et en Suisse. Ils lui donnaient ce que j'appellerais le sens extérieur et diplomatique, comme l'agriculture pratiquée dans certaines proportions lui donnait le sens de toutes les réalités intérieures.

C'était alors la vie d'un jeune « citoyen du Piémont » qui, à travers toutes les métamorphoses d'une nature aussi active que facile, restait toujours un libéral grandissant dans l'ombre du régime absolu. Libéral, Cavour l'était, selon le mot ingénieux de M. de La Rive, « comme il était blond, vif et spirituel, — de naissance. » Dès sa jeunesse, il a eu l'instinct national et libéral qui a dominé son âme jusqu'à la dernière heure, et il exprimait avec vivacité la déception que lui avaient laissée les premières années de la révolution de 1830 : « Combien d'espérances déçues, écrivait-il, combien d'illusions qui ne se sont pas réalisées ! Combien de malheurs sont venus tomber sur notre patrie ! Je n'accuse personne, ce sera peut-être la force des choses qui en a décidé ainsi ; mais le fait est que la révolution de juillet, après nous avoir fait concevoir les plus belles espérances, nous a replongés dans un état pire qu'auparavant. Ah ! si la France avait su tirer parti de sa position, si elle avait tiré l'épée... peut-être !.. » Dégagé de tout lien vis-à-vis du gouvernement, il n'épargnait pas les railleries à un régime de jésuitisme et de police qui confondait dans ses proscriptions les sociétés secrètes, la philosophie de Rosmini, les chemins de fer, l'industrie, et avec qui Mme de Clermont-Tonnerre était réduite à négocier assez longtemps pour avoir, par l'entremise de l'ambassade de France, *Journal des Débats*. « La science et l'intelligence, disait-il, sont réputées choses infernales par qui a la bonté de nous gouverner. » Cavour aimait la science et il avait l'intelligence aussi libre que déliée. Durant ces années d'épreuves pour l'Italie et pour le Piémont, entre 1830 et 1846, souvent dans ses causeries intimes ou

dans ses lettres familières, il remuait bien des questions qu'il avait l'air d'effleurer en se jouant, qu'il marquait d'un trait vif et net, en homme qui voyait clair et loin sans s'étonner de rien.

Un jour, avant le livre de Tocqueville, au courant d'une lettre à un de ses amis, il décrivait la marche des sociétés nouvelles vers une démocratie aux formes encore indistinctes. Il montrait le nivellement matériel et intellectuel tendant à s'opérer entre les classes, les patriciats plus qu'à demi détruits, les vieilles organisations en train de s'effondrer ou de se transformer, et il ajoutait : « Que reste-t-il donc pour lutter contre les flots populaires? Rien de solide, rien de puissant. Est-ce un bien? est-ce un mal? Je n'en sais trop rien, mais c'est à mon avis l'inévitable avenir de l'humanité. Préparons-nous-y ou du moins préparons-y nos descendans, que cela regarde encore plus que nous. » — Est-ce un bien? est-ce un mal? il voyait un fait inévitable, et il était de ceux qui ne se révoltent pas contre les faits évidens, qui croient qu'il n'y a rien de mieux que d'en tirer parti en les dirigeant. Une autre fois, excité par le bruit qui se faisait en France autour des jésuites, maîtres de son petit Piémont, il écrivait à une dame française : « ... Si l'on veut connaître la nature intime de l'ordre, ce n'est pas là où les jésuites luttent, là où leur position est précaire, qu'il faut les étudier. On ne les appréciera pleinement que là où, ne rencontrant aucun obstacle, ils appliquent leurs règles d'une manière logique et conséquente. Ils n'ont rien appris, rien oublié. Leur esprit, leurs méthodes sont les mêmes. Malheur au pays, malheur à la classe qui leur confiera l'éducation exclusive de la jeunesse! A moins de circonstances heureuses qui détruisent dans l'homme les leçons de l'enfant, ils feront dans un siècle une race abâtardie. L'opinion que j'exprime ici est partagée par les membres les plus distingués de notre clergé... Les jésuites ne sont pas dangereux en France. Dans un pays de liberté, de science et de lumières, ils seront toujours réduits à se modifier, à se transformer; ils n'obtiendront jamais un empire réel, durable, ni dans le monde politique, ni dans le monde des intelligences. Je voudrais, dans l'intérêt de l'humanité, qu'on pût traiter avec les jésuites et leur concéder, dans les pays d'où ils sont exclus, trois, quatre, dix fois plus de liberté qu'ils n'en accordent dans les pays où ils dominent. » Qu'on remarque ce vœu — même pour les jésuites!

Oui assurément, Cavour a été un libéral de la première heure; mais il l'a toujours été à sa manière, avec son tempérament. Il avait le libéralisme d'un esprit bien équilibré, sans préjugés, sans fanatisme comme sans dépit, sans rien de maladif ou de chagrin, et j'imagine qu'il devait un peu sourire lorsque son ami Pietro de Santa-Rosa

lui disait en vers élégiaques : « Camille, nous plaindre ensemble est désormais la consolation de nos esprits abattus! » Lui, il n'a jamais perdu beaucoup de temps à gémir. S'il ne se faisait point d'illusion sur le gouvernement, il ne prenait pas du tout un air de victime ou d'adversaire systématique. S'il n'aimait pas ceux qu'il appelait dans son français de fantaisie les « reculeurs, » les ultra, ceux qui, par haine ou par crainte des révolutions, auraient rétrogradé d'un siècle ou de plusieurs siècles, il n'aimait pas non plus les « frénétiques, » les sectaires, qui, pour une chimère, pousseraient « la société dans un chaos affreux d'où elle ne pourrait se relever que par le moyen d'un pouvoir absolu et brutal. » Il n'était ni des uns ni des autres, il avait une aversion naturelle pour les excès qui le plus souvent ne sont qu'une impuissance déguisée, et dans une de ces crises de conspirations et de réactions par lesquelles passait son pays, il disait lestement : « Quant à moi, j'ai été longtemps indécis au milieu de ces mouvemens en sens contraire. La raison me retenait vers la modération; l'envie démesurée de faire marcher nos *reculeurs* me rejetait vers le mouvement. Enfin, après de nombreuses et violentes agitations et oscillations, j'ai fini par me fixer, comme le pendule, dans le *juste-milieu.* Ainsi je vous fais part que je suis un honnête juste-milieu, désirant, souhaitant le progrès social de toutes ses forces, mais décidé à ne pas l'acheter au prix d'un bouleversement général... Mon état de juste-milieu ne m'empêchera cependant pas de désirer le plus tôt possible l'émancipation de l'Italie des barbares qui l'oppriment, et par suite de prévoir qu'une crise tant soit peu violente est inévitable; mais cette crise, je la veux avec tous les ménagemens que comporte l'état des choses, et je suis en outre *ultra* persuadé que les tentatives forcenées des hommes du mouvement ne font que la retarder et la rendre plus chanceuse... » C'était déjà, si l'on veut, un libéral cachant un homme de gouvernement, ou un conservateur qui, malgré sa profession de « juste-milieu, » n'avait rien de doctrinaire, qui ne mettait pas le dernier mot de la sagesse dans l'immobilité, qui entendait faire de la modération une politique d'initiative et d'action réalisant ce que les révolutionnaires promettent et le faisant mieux.

Le libéralisme de Cavour avait un autre caractère. D'autres ont contribué aux mouvemens italiens et sont entrés dans la politique par les lettres, par la philosophie. Gioberti ravivait le sentiment de la primauté de l'Italie. Balbo, par une série de déductions patientes et ingénieuses, cherchait dans le passé l'aliment de nouvelles *espérances.* D'Azeglio écrivait ses romans et ses brochures d'une éloquence fine, sensée et entraînante. Camille de Cavour n'était ni un philosophe, ni un historien, ni un poète; son libéralisme était d'un

genre plus pratique et j'oserai presque dire plus moderne dans son action. Agriculteur et homme du monde, il s'efforçait à sa manière de réveiller le sentiment des intérêts publics. Il était toujours prêt à chercher un moyen de passer à travers le réseau de surveillance que maintenait un gouvernement jaloux. Il était un des fondateurs de la « Société agraire piémontaise » dont il avait rédigé les statuts, qui suscitait une multitude de comices où, sous prétexte d'agriculture, se répandait et s'aiguisait l'esprit de discussion. Avec le comte de Salmour et quelques autres de ses amis, il naturalisait en Piémont l'institution populaire des salles d'asile. Avec le marquis Alfieri, le comte Pralormo, qui représentaient ce qu'on pourrait appeler le côté libéral du gouvernement, il créait à Turin, sous le nom inoffensif de « Société du whist, » une sorte de club de la noblesse piémontaise, une réunion où les hommes s'accoutumaient à se rencontrer, à échanger leurs idées. Il sentait le besoin de « faire quelque chose, » de donner une forme précise à une activité dont la police finissait par s'inquiéter et lorsque, provoqué par ses amis de Genève ou excité par le réveil croissant des intelligences au-delà des Alpes, il se mettait, lui aussi, à prendre une plume, quels étaient les sujets qu'il choisissait de préférence? Il s'attachait à des questions d'économie publique, d'industrie agricole, de finances. Il parlait des *Voyages agronomiques* de M. de Châteauvieux ou des conditions de l'Irlande, des « fermes-modèles, » ou des « doctrines communistes, » des « chemins de fer en Italie, » ou de « l'influence des réformes commerciales anglaises. »

Tout cela était écrit en français, d'un style net, facile et dégagé, sans phraséologie littéraire, par un observateur évidemment au courant de tous les problèmes économiques, épris des grandes réformes dont il saluait la réalisation victorieuse en Angleterre, qu'il rêvait déjà de voir transportées et appliquées en Italie. Était-ce un économiste? Il l'était à sa manière comme il était agriculteur, en homme qui s'est toujours servi de tout sans s'asservir à une théorie ou à une spécialité, pour qui la science des lois de la production et l'expérience de l'agriculture restaient des élémens utiles, nécessaires, mais subordonnés de l'art de gouverner. A travers tout, dans ces premières pages d'un écrivain de bonne volonté sur des questions en apparence spéciales, le politique éclatait spontanément en quelque sorte, faisant d'un système de chemins de fer un instrument de transformation nationale pour l'Italie ou du libéralisme économique le prélude du libéralisme des institutions. L'homme se dévoilait tout entier par ses jugemens, par ses idées et par ses préférences.

Qu'on réunisse tous ces traits : ils forment, si je ne me trompe,

la physionomie caractéristique d'un personnage fait pour ne pas rester en chemin. C'est Camille de Cavour à trente-six ans, vers 1846 et 1847; c'est Cavour respirant la vie et la force, doué d'une sorte d'entrain contagieux, prodiguant son activité sans l'épuiser, alliant la mesure à la hardiesse, la flexibilité à la décision, le sentiment traditionnel et conservateur à tous les instincts modernes, — Italien et libéral sans être un révolutionnaire et un conspirateur, aimant la France par goût et formé aussi à l'école anglaise. Cavour, par certains côtés, a eu dans sa nature du Charles Fox. Il avait du brillant chef des whigs l'ardeur de tempérament, la puissance de l'esprit, la séduction, l'ironie sans amertume. Il avait de plus que Charles Fox l'instinct, la trempe naturelle de l'homme de gouvernement et dans ses rêves d'ambition il ne se contentait pas d'un rôle de chef d'opposition. Ses goûts, ses admirations étaient pour d'autres hommes qui savaient au besoin sacrifier leur popularité pour le salut de leur patrie. « Oui, mon cher, écrivait-il avec feu en 1847, la réforme de Peel a été le salut de l'Angleterre. Que serait-il arrivé, si l'on eût laissé subsister la trop fameuse échelle mobile? Il est probable que l'Angleterre aurait été prise au dépourvu après la récolte actuelle, et alors que serait-il arrivé! L'Angleterre doit des statues à Peel, un jour il les aura. » S'il rencontrait dans le passé, à propos de l'Irlande, la figure de Pitt, il s'enflammait, il semblait puiser en lui-même quelques-uns des traits sous lesquels il peignait le fils de lord Chatam. « Il avait, dit-il, les lumières de son temps, il n'était pas l'ami du despotisme, le champion de l'intolérance. Esprit puissant et vaste, il aimait le pouvoir comme un moyen, non comme un but... Ce n'était point un de ces hommes qui veulent refaire la société de fond en comble avec des conceptions générales et des théories humanitaires. Génie profond et froid, dénué de préjugés, il n'est animé que de l'amour de la patrie et de la gloire... S'il eût exercé le pouvoir dans un temps de paix, de tranquillité, il eût été un réformateur à la manière de Peel et de Canning, alliant la hardiesse et l'ampleur des vues de l'un à l'habileté et à la sagesse des vues de l'autre... »

Pitt, Canning, Robert Peel, voilà les hommes que Cavour aimait à prendre pour modèles, et c'est ainsi qu'au moment où s'ouvrait pour l'Italie la période des réformes, des agitations et des illusions, dont l'avénement de Pie IX fut le signal, « l'obscur citoyen du Piémont » se trouvait d'avance mieux que tout autre armé pour la vie publique. Aux premières concessions du roi Charles-Albert, à la fin de 1847, il se jetait résolûment dans cette carrière nouvelle, non comme un agitateur de plus, mais comme un conseiller, comme un guide, par un journal, *le Risorgimento*, qu'il créait avec ses amis

les libéraux modérés de Turin, Balbo, Massimo d'Azeglio, Carlo Boncompagni, Michelangelo Castelli. *Le Risorgimento* représentait les opinions de tous ceux qui voulaient maintenir l'accord des peuples et des princes, qui s'efforçaient de régulariser, sans l'enchaîner, le mouvement libéral et national de l'Italie. Cavour n'était pas précisément un journaliste; pour lui, le journal n'était qu'une forme nouvelle de l'action, qui lui a été utile comme tout ce qu'il a fait, qui l'obligeait à préciser ses idées, et coup sur coup, à peu d'intervalle, dans deux circonstances décisives, le journaliste, le *leader* du libéralisme modéré montrait qu'il ne reculait pas devant les résolutions les plus graves.

Un jour, aux premiers momens de 1848, Gênes, la ville aux passions vives, avait été troublée, et une députation s'était rendue à Turin pour demander au roi Charles-Albert l'expulsion des jésuites et l'établissement d'une garde nationale. L'excitation était dans les esprits. La députation génoise ne laissait pas de trouver faveur dans une réunion des libéraux de Turin. Cavour comprit aussitôt qu'on faisait fausse route, qu'à réclamer des mesures de rigueur contre les jésuites on risquait d'inquiéter le roi dans ses sentimens religieux, qu'une garde nationale ne pouvait être qu'un instrument de trouble et de sédition, tant qu'il n'y avait pas une représentation légale du pays, et il proposait d'aller droit au but, sans s'arrêter à la pétition génoise, — de demander une constitution! C'était effectivement plus politique en même temps que plus hardi, puisqu'en allant plus loin on flattait l'orgueil et les secrètes ambitions du prince dont la constitution ferait le chef de l'Italie libérale. Cavour se montrait là tout entier, et chose curieuse, ceux qui le combattaient le plus vivement, ceux qui refusaient de le suivre, c'étaient les hommes du libéralisme extrême, du parti démocratique, M. Valerio, M. Sineo, qui se défiaient de son goût pour les institutions anglaises, qui l'appelaient ironiquement « milord Camille. » Dès ce moment, la question était posée entre la politique constitutionnelle et la politique révolutionnaire.

Peu après, tout avait singulièrement changé; il ne s'agissait plus de la constitution conquise sur les hésitations de Charles-Albert. La révolution du 24 février venait d'éclater, allumant l'incendie partout, en Italie et en Allemagne, à Vienne même comme à Berlin. La Sicile était déjà en insurrection. Milan, après cinq jours de combat, chassait les Allemands. Au même instant, Venise s'affranchissait de son côté. La domination autrichienne, affaiblie au centre de l'empire par la révolution viennoise, tenait à peine encore dans ses forteresses de l'Adige. A Turin, tous ces événemens retentissaient comme des appels enflammés. Cavour, un des premiers, prononçait

le mot décisif. « L'heure suprême a sonné pour la monarchie sarde, écrivait-il le 23 mars 1848, l'heure des fortes délibérations, l'heure qui décide de la fortune des empires et de la destinée des nations. En présence des événemens de la Lombardie et de Vienne, l'hésitation, le doute ne sont plus permis... Nous, hommes de sang-froid, accoutumés à suivre les conseils de la raison plus que les emportemens du cœur, après avoir pesé attentivement nos paroles, nous devons le déclarer, une seule voie est ouverte pour la nation, pour le gouvernement, pour le roi : la guerre ! la guerre immédiate... Dans les circonstances actuelles, la grande politique est celle des résolutions audacieuses... » Du premier coup, Cavour se plaçait ainsi au cœur du mouvement italien, devançant les plus hardis, abordant sans excès d'illusion peut-être, mais aussi sans de vains subterfuges, cette double question de liberté constitutionnelle et d'indépendance nationale qui apparaissait brusquement dans une explosion universelle.

II.

C'est la destinée de l'Italie d'avoir montré en peu d'années comment une révolution nationale peut tristement échouer, faute de maturité et de direction, — comment au contraire cette même révolution peut retrouver le succès lorsqu'elle est patiemment préparée et habilement conduite. Ce qu'on ne savait pas au mois de mars 1848, ce qui a été depuis la leçon de toute une génération, c'est que cette crise soudaine, peut-être inévitable, devant laquelle des hommes comme Cavour croyaient ne point devoir reculer, ne restait pas moins la plus périlleuse des épreuves. Aux premiers instans sans doute, les circonstances paraissaient justifier l'audace, et la fortune semblait sourire à l'Italie. L'armée de Radetzki refoulée de Milan et de la Lombardie, réduite à s'enfermer dans Verone au milieu d'un cercle de feu, presque abandonnée par les nouveaux pouvoirs de Vienne, cette armée n'était, — on pouvait le croire, — qu'une dernière défense insuffisante pour la domination autrichienne au-delà des Alpes. L'armée piémontaise, de son côté, passant le Tessin sous les ordres du roi Charles-Albert, pouvait arriver d'un seul élan sur les lignes du Mincio et de l'Adige; pendant quatre mois, elle combattait, elle s'honorait par des actions courageuses, et, un jour venait, — le jour de la prise de Peschiera et du brillant succès de Goïto, — où la cause de l'indépendance italienne semblait presque gagnée. En réalité, c'était une grande aventure mal engagée, compliquée de toutes les inexpériences, de toutes les illusions et de toutes les passions qui devaient la conduire à un fatal dénoûment.

Le premier des dangers était dans les circonstances extérieures. Cette guerre de 1848 qui éclatait ainsi à l'improviste, sans préparation, elle se liait intimement à toute une situation révolutionnaire, à un bouleversement européen. Il en résultait que, jusqu'à un certain point, tout dépendait au-delà des Alpes de ce qui se passerait en Europe, des réactions qui pouvaient, qui devaient inévitablement se produire. Les chances de succès, réelles sans doute au début de la campagne, diminuaient bientôt à mesure que les événemens se déroulaient. Après les journées de juin, la France avait assez de songer à elle-même, et l'intervention dont elle avait la pensée lorsqu'elle formait une armée des Alpes, devenait une médiation traînante et évasive. L'Angleterre, associée à cette médiation, n'avait d'autre souci que d'en finir avec toutes ces agitations menaçantes pour l'ordre européen de 1815. L'Allemagne révolutionnaire, loin de se montrer favorable, revendiquait en plein parlement de Francfort les citadelles de l'Adige comme les gardiennes de ses frontières naturelles. L'Autriche, un moment ébranlée, avait le temps de se reconnaître, de se relever par la main de ses généraux à Prague, à Vienne, et, du cœur de l'empire, les poètes envoyaient à Radetzki, au vieux guerrier d'Italie, le cri sympathique : « dans ton camp est l'Autriche! » En peu de mois, tout avait changé, si bien qu'avant l'automne de 1848 le Piémont, rejeté du Mincio sur le Tessin, réduit à subir le pénible armistice du 16 août, restait seul en face de l'Autriche raffermie et victorieuse, n'ayant plus rien à espérer de l'Europe, hésitant à reprendre les hostilités avec une armée désorganisée par la défaite, et déjà impuissant à contenir les passions qui voulaient le ramener au combat.

Une autre cause de ruine était là en effet, dans ces passions violentes, dans la situation intérieure de l'Italie. Pendant que l'armée se battait vaillamment à Pastrengo et à Goïto, à Curtatone et à Vicence, tout conspirait contre elle. D'un côté les princes, effrayés et défians, refusaient leur alliance; le pape, par l'encyclique du 29 avril, désavouait la guerre de l'indépendance, et le roi Ferdinand de Naples livrait le 15 mai une bataille victorieuse de répression intérieure qui rejetait définitivement la politique napolitaine dans la réaction à outrance. D'un autre côté, tous les sectaires, les fauteurs de séditions et de conspirations, Mazzini en tête, soufflaient partout le feu, aggravant les difficultés de la guerre par les divisions, compromettant l'œuvre de l'indépendance par l'explosion de tous les systèmes et de toutes les passions républicaines, unitaires ou fédéralistes. C'étaient vraiment les plus utiles auxiliaires de l'Autriche, et les revers de l'armée piémontaise devenaient le signal d'une immense et désastreuse anarchie qui se répandait partout,

qui se manifestait successivement, — à Milan par les scènes qui mettaient en péril la vie de Charles-Albert, — à Rome par le meurtre de Rossi, la fuite du pape et la proclamation de la république mazzinienne, — à Florence par l'évasion du grand-duc et l'avénement embarrassé d'une démagogie confuse. Le Piémont, bien que garanti par de fortes traditions, par une dynastie nationale et par le « statut » récemment promulgué, le Piémont lui-même n'échappait pas à la contagion universelle. Le parti démocratique des Rattazzi, des Valerio, des Buffa, des Ravina, des Brofferio, sans avoir la majorité dans le parlement qui venait de s'ouvrir, était assez fort pour embarrasser l'action militaire et politique du gouvernement par ses propositions incohérentes, par ses déclamations et ses excitations, avec l'aide des clubs et d'une presse enflammée. Il était à Turin le représentant, le complice ou l'allié d'une démocratie turbulente, de tous les agitateurs de l'Italie, de tous les partisans de la guerre à outrance, des insurrections populaires et des combinaisons chimériques. Je ne fais que résumer cette situation de 1848 dans ses principaux traits extérieurs et intérieurs.

Au milieu de ces déchaînemens, dans cette dramatique et fiévreuse inauguration de la vie publiq e en Piémont, Cavour, comme député de Turin au parlement, comme directeur du *Risorgimento*, combattait au premier rang. Constitutionnel et patriote avant le « statut » et avant la guerre, il restait pendant la lutte l'homme le moins révolutionnaire, le plus libéral, le plus sensé. Contre ceux qui prétendaient subordonner l'union de la Lombardie et du Piémont à une chimère d'assemblée constituante il soutenait énergiquement la nécessité de la fusion immédiate. A ceux qui proposaient un impôt progressif, il répondait avec l'habileté éprouvée du financier, de l'économiste et de l'homme d'affaires. A ceux qui parlaient sans cesse de recommencer la guerre avec une armée désorganisée, en présence de la médiation de la France et de l'Angleterre, il opposait les vues du politique jugeant avec sagacité l'état de l'Europe. Contre des hostilités bruyantes et vaines, il défendait le gouvernement. Il ne craignait pas la mêlée, et sans enlever du premier coup un succès d'orateur, il ne tardait pas à s'aguerrir, à s'imposer, bravant avec un imperturbable sang-froid les sifflets des tribunes publiques et l'impopularité de la rue, portant gaîment le nom de *codino* ou s'amusant de l'anglomanie qu'on lui reprochait. C'était un simple et franc modéré, prompt à la lutte, impitoyable de bon sens et d'ironie contre ceux qui ne croyaient qu'aux « moyens révolutionnaires » sans tenir compte de la nature, de la réalité, de l'expérience,—et un jour du mois de novembre 1848 il allait droit à cette fantasmagorie des partis violens. « Qu'est-ce qui a toujours perdu,

disait-il, les révolutions les plus belles et les plus justes? La manie des *moyens révolutionnaires*, les hommes qui ont prétendu s'affranchir des lois communes... » — L'assemblée constituante française créant les assignats en dépit de la nature et des lois économiques, — *moyen révolutionnaire* qui produit le discrédit et la ruine! La convention prétendant étouffer dans le sang la résistance à ses ambitieux projets, — *moyen révolutionnaire* qui produit le directoire, le consulat et l'empire! Napoléon pliant tout à son caprice, croyant « qu'on peut avec une égale facilité vaincre au pont de Lodi et effacer une loi de la nature, » — *moyen révolutionnaire* qui conduit à Waterloo et à Sainte-Hélène! Les sectaires de juin prétendant imposer par le fer et le feu la république démocratique et sociale, — *moyen révolutionnaire* qui produit l'état de siége à Paris, la réaction partout! « Attendons encore un moment, ajoutait-il, et nous verrons le dernier effet du *moyen révolutionnaire*, — Louis-Napoléon sur le trône! »

C'était certes d'un esprit juste, libéral et clairvoyant; mais ni Cavour ni ses amis du parlement ou de la presse ne pouvaient improviser au milieu du feu une force d'opinion modératrice. Le mouvement qui entraînait l'Italie, qui retentissait à Turin, emportait successivement le premier ministère constitutionnel du comte Balbo, le ministère de fusion nationale du comte Casati, le ministère de l'armistice, — Alfieri,-Revel,-Pinelli, — pour se précipiter vers le ministère des résolutions extrêmes, des connivences révolutionnaires et de la guerre à outrance.

Un instant seulement, aux derniers jours de 1848, un homme porté au pouvoir par la popularité, Vincenzo Gioberti semblait appelé à suspendre les événemens ou à leur imprimer une direction nouvelle; il l'essayait du moins, et en cela il retrouvait aussitôt l'énergique appui de Cavour, qui avait défendu jusqu'au bout contre lui le ministère du comte de Revel et de M. Pinelli. Gioberti sentait le danger d'une politique vulgairement révolutionnaire et témérairement belliqueuse. Il comprenait que, sans renoncer à l'indépendance nationale, on pouvait y arriver par un autre chemin, et qu'avant de se rejeter sur les Autrichiens, le Piémont avait un nouveau rôle à prendre : il devait aller ramener le grand-duc à Florence, le pape à Rome, rétablir partout un gouvernement constitutionnel, redresser en un mot le mouvement italien. De cette manière, le Piémont enlevait à l'Autriche une occasion d'intervention dans les affaires de la péninsule, il rassurait et se conciliait les princes restaurés, il regagnait les sympathies de l'Europe prête à l'abandonner, fatiguée de commotions, — et son œuvre accomplie il se trouvait dans de meilleures conditions, soit pour négocier avec le concours

des puissances médiatrices, soit pour reprendre les armes. Déjà tout était prêt, l'Angleterre et la France approuvaient ce projet, le général Alfonso de la Marmora s'approchait avec une division piémontaise de la frontière de Toscane. Malheureusement Gioberti, arrivé au pouvoir avec les exaltés du moment, avec Rattazzi, Buffa, Sineo, Tecchio, avait commis la faute de dissoudre le premier parlement piémontais qui venait à peine de naître, et de laisser élire à l'abri de son nom une nouvelle chambre toute démocratique. Gioberti se croyait encore le maître, il n'était plus rien; au dernier instant, il restait seul avec son projet d'intervention, abandonné par une chambre où dix élections l'avaient envoyé, trahi par quelques-uns de ses collègues dans son propre cabinet, vainement soutenu par Cavour, qui avait maintenant à le défendre contre ses amis de la veille.

La défaite de Gioberti, c'était la victoire des ministres démocratiques opposés à l'intervention dans l'Italie centrale, impatiens de rompre l'armistice et toutes les négociations, partisans de la guerre immédiate; c'était le mouvement repris et poussé à fond avec une armée encore mal réorganisée et irritée des outrages des partis, avec un roi dévoré d'amertumes, qui, placé entre des combinaisons compliquées et une nouvelle guerre d'indépendance, préférait aller se jeter sur l'épée autrichienne, avec un pays qui n'avait plus qu'un cri : « il faut en finir! » Une année après le premier passage du Tessin et le départ confiant pour la campagne de Lombardie, le Piémont se trouvait ramené au combat comme à une suprême aventure. La « politique des moyens révolutionnaires, » selon le mot de Cavour, avait eu le temps de naître, d'épuiser ses déceptions, pour aller expirer le 23 mars 1849 dans la catastrophe de Novare, où le roi Charles-Albert jouait sa couronne avec un héroïsme désespéré, où le Piémont et l'Italie perdaient pour le moment leur dernière chance.

Qu'on se représente un instant ce lendemain d'une défaite préparée par l'esprit d'aventure et accomplie en quelques heures. C'est toujours le fond de l'abîme où semble rouler une nation vaincue. La première conséquence de Novare était la nécessité d'un armistice qui livrait une partie du pays à l'occupation étrangère. Les Autrichiens campés sur la Sesia, maîtres d'avoir garnison à Alexandrie, tenaient le Piémont entre la menace d'une invasion complète et une paix dont ils ne disaient pas encore les conditions, qui devait être dans tous les cas la dure rançon d'une année de guerre et de révolution. Les Piémontais ne pouvaient plus opposer une résistance sérieuse. L'armée s'était sans doute battue courageusement à Mortara, à Novare, sous les yeux de Charles-Albert toujours

le premier au feu; elle avait perdu quelques-uns de ses généraux, nombre d'officiers morts devant l'ennemi. Elle ne restait pas moins frappée d'une démoralisation immense comme une armée composée de conscrits, engagée sans illusion et convaincue qu'elle vient de payer de son sang les folies des agitateurs. Les chefs avaient de la peine à retenir leurs soldats, qui se repliaient dans l'intérieur, propageant la panique. A Turin, l'opinion flottait entre le découragement et l'exaspération. Les clubs retentissaient plus que jamais de déclamations passionnées, et naturellement on criait à la trahison. Dans la chambre, Brofferio proposait de décréter l'insurrection universelle et de former dans l'assemblée un comité de salut public. Les motions se succédaient, l'une déclarant naïvement l'armistice inconstitutionnel et le « statut » en péril, l'autre menaçant de mettre le gouvernement en accusation, s'il ouvrait les portes d'Alexandrie aux Autrichiens, une troisième proposant gravement une enquête sur la situation et sur les moyens de continuer la guerre : tout cela comme si l'ennemi n'était pas à quelques marches, prêt à jouer de l'épée victorieuse, si on le défiait.

Ce qui se passait à Turin n'était rien encore. A la première nouvelle du désastre, Gênes, la populeuse et ardente cité, la ville privilégiée du mazzinisme, prenait feu, passant bientôt de l'agitation à l'insurrection, à une véritable révolution. — L'armée avait trahi ou avait été trahie par ses chefs! Le « statut » était violé! Turin allait être aux mains des Autrichiens, et Gênes elle-même devait être livrée comme garantie de la contribution de guerre! Avec ces bruits perfidement propagés, les agitateurs enflammaient les esprits et donnaient le signal de la guerre civile. La garnison, composée de réserves, faiblement commandée, était réduite à se retirer, après une pénible capitulation devant l'émeute, qui restait ainsi maîtresse de la ville, des armes, de l'immense artillerie, des forts, des défenses de la première place de l'état. La populace déchaînée massacrait quelques malheureux, parmi lesquels se trouvait un major de carabiniers, et le commandant militaire de la ville, le général et sa famille étaient retenus comme otages. La démagogie génoise conduite par un ancien émigré, le vieux Avezzana, se constituait en « comité de salut public, » en « gouvernement provisoire de la Ligurie. » Elle refusait de reconnaître l'armistice; elle se séparait du Piémont, elle humiliait l'armée et se mettait en insurrection contre les pouvoirs réguliers. C'était en vérité dès 1849, à Gênes, comme une ébauche anticipée de la commune de Paris en 1871. Cette démagogie, empressée à profiter d'un désastre du pays, ne voyait pas qu'elle commettait un crime de trahison nationale, qu'elle ne pouvait qu'aggraver les misères publiques, attirer sur le

Piémont une invasion plus lourde et créer au gouvernement une situation plus difficile. Ainsi la défaite à Novare, l'armée décomposée, le pays menacé de la ruine, l'agitation à Turin, la guerre civile à Gênes, l'incertitude partout, c'était là le terrible lendemain de la catastrophe. C'est dans ces conditions que le jeune prince appelé à hériter de la couronne de Charles-Albert partant pour l'exil, que Victor-Emmanuel, à peine échappé du champ de bataille, rentrait à Turin aux derniers jours de mars 1849, pour se trouver aux prises avec les difficultés d'une situation où tout dépendait du premier moment.

Deux politiques étaient possibles pour le nouveau règne. Victor-Emmanuel, dans cette heure décisive de réaction européenne et de confusion nationale, pouvait laisser tomber le « statut » et le régime libéral récemment inauguré, reprendre le drapeau bleu de Savoie, revenir au passé en s'enfermant désormais dans ses frontières, sans plus regarder au-delà du Tessin, — vers l'Italie. A ce prix, il eût certainement obtenu une paix plus douce, et il aurait eu l'appui de l'Autriche dans ses embarras. Autour de lui, les sollicitations ne manquaient pas, les influences les plus puissantes cherchaient à l'incliner vers cette résolution qui lui aurait donné peut-être une certaine sécurité du moment, — en le laissant, il est vrai, dans la modeste condition d'un client de l'Autriche, d'un autre duc de Modène ou d'un autre grand-duc de Toscane. Victor-Emmanuel pouvait aussi se résigner virilement à la mauvaise fortune, subir les conséquences de la guerre, mais sans sacrifier le « statut » et le drapeau tricolore, ces deux représentations survivantes, ces deux symboles de l'indépendance piémontaise et des espérances italiennes. Placé entre ces deux politiques, Victor-Emmanuel, dans sa loyauté de soldat et de prince, n'hésitait pas : il acceptait ce rôle de roi libéral et national que les circonstances ménageaient comme une promesse de revanche à sa fierté de vaincu, et certes le gage le plus significatif qu'il pût donner de la franchise de ses intentions était d'appeler presque aussitôt au poste de premier ministre celui qu'on pouvait appeler le chevalier de l'Italie, Massimo d'Azeglio, encore tout éclopé d'une blessure reçue à Vicence. C'est ce qui a décidé de la fortune de l'Italie, c'est ce qui a fait de cette journée de Novare non plus seulement une date de deuil, le dénoûment sanglant des tentatives incohérentes de 1848, mais encore le point de départ obscur, décisif, d'une période nouvelle. Par le drapeau aux trois couleurs italiennes conservé et le « statut » maintenu, l'avenir était sauvé. « C'est un long travail à refaire, disait d'Azeglio, nous recommencerons. » Et de son côté Cavour écrivait au même instant à Salvagnoli : « Tant que la liberté existe dans un coin de

la péninsule, il ne faut point désespérer de l'avenir. Tant que le Piémont gardera ses institutions à l'abri du despotisme et de l'anarchie, il y aura un moyen de travailler efficacement à la régénération de la patrie. »

Le « statut, » rien de plus, rien de moins, c'est avec cela que Massimo d'Azeglio entrait au pouvoir après Novare, appelant à son aide des hommes modérés et patriotes comme lui, le comte Siccardi, le Vénitien Paleocappa, le banquier Nigra, le général Alfonso de la Marmora qui, en réduisant avec autant d'habileté que de promptitude la démagogie génoise, venait de rendre un service national. L'œuvre n'avait, à vrai dire, rien de facile; elle avait à triompher de la confusion et de l'irritation des partis, des inexpériences parlementaires, de toutes les difficultés intérieures et extérieures. La paix était la première des nécessités, et, en la subissant, en la négociant, d'Azeglio donnait l'exemple du patriotisme résigné, d'une abnégation courageuse. Cette paix évidemment ne pouvait être que dure; elle ramenait le Piémont aux traités de 1815, et elle lui infligeait une contribution de guerre de 75 millions de francs qui allait peser lourdement sur son budget. Elle n'avait après tout rien d'humiliant et elle était nécessaire. Chose étrange cependant! les partis se faisaient un triste jeu de marchander avec cette nécessité, de refuser leur concours au risque de tout perdre. Deux fois le gouvernement se voyait réduit à dissoudre la chambre, et la dernière fois le roi lui-même était obligé de faire directement appel à la raison du pays par cette proclamation de Moncalieri qui, sous une apparence de coup d'état, était encore un acte de prévoyant libéralisme. « Ces messieurs ne voient donc pas, disait tristement d'Azeglio, que le ministère a déjà bien à faire à soutenir la constitution, — et *qu'après nous les Croates!...* »

Ce n'était pas la seule difficulté. Au moment où le Piémont prétendait rester constitutionnel, la réaction triomphait de toutes parts en Europe. La liberté piémontaise ressemblait à une anomalie ou à un péril au milieu des restaurations absolutistes qui s'accomplissaient en Italie, à Rome comme à Florence, comme à Milan. L'Autriche s'efforçait de signaler Turin comme un dernier foyer incendiaire. L'empereur de Russie déclinait tout rapport avec le nouveau roi de Sardaigne. En France même, les partis conservateurs qui venaient de rétablir le pape à Rome semblaient regarder comme un trouble-fête, comme un tapageur importun, ce régime constitutionnel d'outre-mont qui avait la prétention étrange d'accomplir quelques réformes civiles ou religieuses. Partout le Piémont rencontrait l'hostilité ou la réserve, de sorte qu'il y avait réellement à conquérir jour par jour sur l'Autriche, sur les partis intérieurs,

sur les défiances étrangères, ce « statut » où un prince bien inspiré et des libéraux sensés voyaient un moyen de refaire par la monarchie constitutionnelle, par une politique de réparation nationale ce que les révolutions et les révolutionnaires venaient de perdre.

Un des plus énergiques auxiliaires de cette politique réparatrice et du ministère d'Azeglio était Cavour. Aux élections démocratiques qui avaient renversé Gioberti au mois de janvier 1849, il avait été exclu du parlement comme réactionnaire ou *codino;* les exaltés l'avaient fait échouer en lui opposant une obscure nullité du nom de Pansoya, — un Barodet du temps, — qui n'a dû son illustration d'un jour qu'à cette étrange aventure. Aux élections suivantes, après Novare, il redevenait l'élu préféré de sa ville natale, de Turin; il rentrait dans la chambre pour n'en plus sortir désormais, et maintenant dans cette situation nouvelle il prenait rapidement une autorité croissante, justifiée et confirmée par la décision clairvoyante qu'il n'avait cessé de montrer depuis un an, par l'esprit politique qu'il portait en tout, par une supériorité qui s'imposait dans les affaires d'économie publique et de finances. C'était, après comme avant la crise, un simple et franc constitutionnel, n'ayant que de l'antipathie ou du dédain pour les hâbleries et les impuissances révolutionnaires, défendant le gouvernement surtout aux momens difficiles du lendemain de Novare et jusqu'à la paix qui ne fut définitive qu'au mois de janvier 1850; mais en même temps, qu'on ne s'y trompe pas, Cavour ne cessait point d'être le libéral actif et hardi, acceptant le « statut » avec toutes ses conditions, avec ses garanties et ses conséquences. En soutenant le ministère, il le stimulait et le devançait souvent : il devenait par degrés le chef, le *leader* sinon de la majorité conservatrice avec laquelle il marchait, du moins de la fraction libérale de cette majorité. Il n'était point d'humeur à faire de la politique conservatrice en partisan de l'immobilité ou de la réaction, et il ne tardait pas à montrer que chez lui le modéré, le parlementaire grandissant se confondait avec l'homme d'état fait pour le pouvoir et pour l'action.

Les occasions ne manquaient pas, elles naissaient de la politique de tous les jours, de l'application même du système constitutionnel qui remettait incessamment les partis aux prises. Une des conséquences les plus simples de ce régime était évidemment la suppression des juridictions privilégiées, des immunités ecclésiastiques dans l'administration de la justice. C'était si simple que les hommes les plus religieux, les plus conservateurs de la droite, comme le comte Balbo, le comte de Revel, amis du ministère, ne mettaient point eux-mêmes le principe en doute; ils auraient voulu seulement qu'on négociât avant tout avec le saint-siége. Malheureuse-

ment on négociait en vain depuis deux ans, et attendre plus longtemps, c'était énerver les institutions nouvelles, laisser supposer que dans un état libre il pouvait y avoir deux lois, deux pouvoirs, deux juridictions. Il y avait, il est vrai, bien d'autres questions de réformes civiles, d'organisation ecclésiastique, naissant invinciblement du régime constitutionnel. Pour le moment le ministère n'allait pas si loin, il se bornait modestement à proposer l'abolition des priviléges ecclésiastiques, de ce qu'on appelait le *foro*. C'était toute la loi présentée par le ministre de la justice, le comte Siccardi, soutenue par tous les libéraux sincères, contestée avec embarras par une partie de la droite ministérielle, combattue avec acharnement par la réaction. Cavour ne pouvait hésiter; il était de ceux qui avaient pressé le ministère de présenter la loi, et, lorsque la discussion s'ouvrait au mois de mars 1850, il saisissait cette occasion de revendiquer les droits de la société civile en face des priviléges de l'église, de résumer hardiment la vraie politique constitutionnelle. Il combattait ceux qui s'opposaient toujours aux réformes, tantôt parce que les temps étaient agités, tantôt parce qu'ils étaient tranquilles; il rappelait les hommes d'état de l'Angleterre sachant détourner les révolutions par des mesures opportunes, et il ajoutait : « Les réformes faites à temps n'affaiblissent pas l'autorité, elles la raffermissent et réduisent à l'impuissance l'esprit révolutionnaire. Je dis donc aux ministres : Imitez franchement le duc de Wellington, lord Grey, sir Robert Peel... progressez largement dans la voie des réformes sans craindre qu'elles soient hors de propos. Ne pensez pas que le trône constitutionnel en puisse être affaibli, il en sera affermi au contraire, et il jettera dans notre sol de si profondes racines que le jour où la révolution se relèverait autour de nous, non-seulement il pourra la dominer, mais encore il *groupera autour de lui toutes les forces vives de l'Italie et conduira la nation aux destinées qui l'attendent...* » Ce discours, un des premiers où se soit dévoilée la pensée de Cavour, dépassait visiblement la limite d'une question spéciale, et en décidant du succès de la loi il laissait dans le parlement, dans l'opinion, une impression profonde comme s'il eût été la révélation d'une politique et de l'homme fait pour cette politique.

Bientôt une occasion nouvelle s'offrait. Cette fois il s'agissait, non plus d'une de ces questions délicates qui remuent toutes les passions, mais des finances cruellement embarrassées du Piémont, à propos d'une aliénation de 6 millions de rente. Cavour défendait le ministère, écartant les griefs puérils et les projets chimériques; mais en défendant le gouvernement il lui faisait sentir l'aiguillon; il passait à son tour la revue de la situation économique en homme

maître de ces questions, touchant à tout avec netteté, avec une hardiesse confiante, et au bout du compte il finissait par dire à peu près : « Prenez garde; si à la session prochaine le ministère n'a pas à nous présenter une politique financière, un plan financier avec les moyens de rétablir autant que possible l'équilibre, avec une réforme douanière et les impôts dont nous avons besoin, j'en serai désolé, mes amis et moi nous serons obligés de l'abandonner... Les conditions de notre pays peuvent être graves, elles n'ont rien de désespéré; il suffit d'un peu de volonté et de courage pour faire accepter au pays les contributions nécessaires... Qu'on ne nous parle pas des agitations des partis : l'union du roi et de la nation est assez fortement cimentée pour n'avoir rien à redouter des partis extrêmes, des révolutionnaires et des réactionnaires. Je ne crains la propagande ni des uns ni des autres... Agissez donc, ne craignez pas, vous aurez le concours du parlement, celui du pays, même dans la partie la plus douloureuse de notre tâche, le rétablissement de l'équilibre des dépenses et des ressources... »

A voir cette universalité de talent, cette activité toujours prête, cette sûreté d'esprit politique, on sentait l'homme impatienté du temps perdu, le ministériel mûr pour le ministère. On le sentait si bien que le jour où le ministre du commerce Santa-Rosa mourait inopinément au mois d'octobre 1850, le nom de Cavour se présentait de lui-même. Tout s'accordait pour désigner Cavour à cette succession qui s'ouvrait dans les circonstances les plus poignantes. Le malheureux Santa-Rosa, associé avec ses collègues dans la présentation comme dans le vote de la loi du *foro*, et néanmoins toujours profondément religieux, se voyait refuser durement les derniers secours de l'église par l'ordre de l'archevêque de Turin, Mgr Fransoni. Un drame pénible se passait autour de ce lit d'un mourant qui implorait les prières du prêtre en refusant fermement toutefois de subir une rétractation dans laquelle il voyait le déshonneur de son nom. L'opinion, violemment émue, s'agitait à Turin, et, par une représaille naturelle, elle se tournait vers celui qui était l'ami intime de Santa-Rosa, qui plus que tout autre avait contribué au succès de la loi du *foro*. D'Azeglio lui-même d'ailleurs ne demandait pas mieux que d'avoir avec lui cet habile et vigoureux athlète, et, lorsqu'il allait le proposer au roi, Victor-Emmanuel, sans s'étonner plus que les autres, répondait avec finesse : « Je le veux bien, mais attendez un peu, il vous prendra tous vos portefeuilles. » Quant à des conditions, Cavour n'en avait fait d'aucune espèce, ni sur les hommes ni sur les choses. Il savait qu'un ministre a le pouvoir qu'il sait prendre, qu'il est capable d'exercer. Il disait son mot de la villa Bolongaro : « Nous ferons quelque chose! » Le

fait est qu'avant peu il ajoutait au ministère du commerce le ministère des finances : il avait le gouvernement économique du Piémont, — et le roi Victor-Emmanuel avait dit vrai, ce n'était pas tout!

III.

Ce que je veux montrer, c'est l'origine d'une situation où un pays vaincu a la fortune de trouver à propos un prince bien inspiré, des hommes dévoués qui ne désespèrent pas de le relever, par le patriotisme et la liberté constitutionnelle, d'un désastre en apparence irréparable.

Non assurément, elle ne s'est point accomplie en un jour ni d'un seul coup, cette œuvre compliquée et difficile; elle a passé par bien des crises intimes, obscures : elle a eu en définitive deux phases caractéristiques, et la première est représentée par ce ministère d'Azeglio, où Cavour entrait au mois d'octobre 1850, qui a été, au lendemain de Novare, le vrai point d'arrêt dans la ruine, le commencement de la réparation. C'est en réalité le ministère de la paix nécessaire rehaussée et compensée par le maintien des institutions libérales. Tandis que d'Azeglio, par sa dignité aimable et par sa loyale modération, s'étudie à dissiper les défiances au dehors, à refaire la situation diplomatique du Piémont, le comte Siccardi prend l'initiative des réformes ecclésiastiques. Le général Alfonso de la Marmora, ministre de la guerre, après avoir pacifié Gênes, met tout son feu à reconstituer l'armée, désorganisée par la défaite. Il a les institutions militaires à modifier, l'instruction à relever, le corps d'officiers à renouveler, en ouvrant les rangs de l'armée régulière à ceux des autres provinces italiennes qui ont combattu avec les Piémontais pendant la guerre, — et à tous il inspire le même esprit; « les officiers, à quelque province qu'ils appartiennent, dit-il, sont, je l'espère, bien pénétrés du sentiment national par lequel tous les Italiens sont les fils également dévoués de la même grande patrie, — l'Italie! » Au besoin, La Marmora ne craint pas d'engager sa responsabilité devant les chambres en se hâtant de compléter les fortifications de Casale, — ces fortifications qui dix ans plus tard, en 1859, devaient arrêter l'invasion autrichienne! A cette œuvre de réparation, Cavour, comme ministre du commerce et des finances, coopère par ses réformes économiques, par la liberté commerciale, par ses combinaisons d'impôts, surtout par cette fertilité de ressources et cet entrain d'activité qui lui assurent bien vite l'initiative et l'influence dans le gouvernement. Le Piémont se remet en marche. A mesure qu'on avance cependant, on ne tarde pas à se

trouver en face d'une double difficulté, de ce que j'appellerai une question de direction générale et une question de conduite parlementaire.

La question de politique générale semblait tranchée; en réalité, elle renaissait à chaque pas, sous toutes les formes, dans des conditions où tout était nécessairement changé. Au moment où le premier ministère d'Azeglio s'était formé en maintenant sous le coup de Novare, sous le feu de l'ennemi, le drapeau du « statut » et du libéralisme national, il avait été obligé de dissoudre une chambre d'opposition révolutionnaire et belliqueuse qui n'était plus qu'un danger. Ce n'est même qu'après une seconde dissolution et par l'intervention directe du roi qu'il avait fini par obtenir du pays un parlement avec lequel il pouvait vivre. Dans cette chambre nouvelle, la majorité, composée de toutes les nuances conservatrices, était immense; la gauche ne représentait plus qu'une minorité peu redoutable. C'est ce qui avait sauvé le Piémont de la perdition en lui rendant la paix et un ordre régulier.

Une fois la paix signée et acceptée, c'était une situation toute nouvelle où les questions intérieures reprenaient leur importance, où les partis commençaient visiblement à se modifier et à se transformer. Tandis qu'une fraction de la majorité représentant un centre droit avec des hommes comme M. Pinelli, M. Boncompagni, M. Castelli, n'hésitait pas à suivre le ministère dans ses tentatives réformatrices, dans sa marche sagement libérale, la droite pure, avec le comte Balbo, le comte de Revel, le colonel Menabrea et quelques députés de la Savoie, opposait une certaine résistance. Elle ne cessait pas d'être sincèrement constitutionnelle, elle ne se séparait pas du gouvernement, mais à tout prendre c'était un parti stationnaire ou réactionnaire, qui voulait du « statut » sans ses conséquences et qui en appuyant le gouvernement l'embarrassait souvent. Lorsque le ministère présentait la loi du *foro*, le comte Balbo et ses amis la combattaient et se levaient contre elle. Lorsque Cavour accomplissait ses grandes réformes économiques et négociait ses traités de commerce avec la France, l'Angleterre, la Belgique, il rencontrait l'opposition de M. de Revel et des protectionnistes de la droite. Sans être précisément un adversaire, le colonel Menabrea, jeune alors et brillant officier du génie, habile orateur, ressemblait à un dissident conservateur et clérical; à l'occasion de la loi sur les priviléges ecclésiastiques, il avait quitté le poste de premier secrétaire des affaires étrangères. — En même temps, dans le camp opposé, se dessinait un mouvement en sens contraire. La gauche extrême des Tecchio, des Sineo, des Brofferio, n'abdiquait pas, elle restait avec ses passions et ses habitudes de déclamation; mais déjà de ce camp démocratique

se détachait un groupe formant un centre gauche ou un tiers-parti avec M. Rattazzi, M. Lanza, M. Cadorna, M. Buffa. Le centre gauche manœuvrait de façon à se rapprocher du gouvernement; il ne faisait plus qu'une opposition de tactique ou de circonstance, appuyant même quelquefois de ses votes les réformes ministérielles.

Les conditions parlementaires devenaient étranges. D'un côté, le ministère avait une majorité avec laquelle il avait fait la paix, mais dont une partie semblait résister ou se détacher toutes les fois que la politique du gouvernement suivait sa direction libérale et nationale. D'un autre côté, le cabinet avait devant lui des adversaires dont il était séparé surtout par les souvenirs de 1848 et 1849, mais qui avaient subi visiblement l'influence modératrice des événemens et qui pouvaient devenir des auxiliaires utiles ou des opposans dangereux. De là une situation mouvante, incertaine et équivoque. Évidemment il y avait à prendre un parti. Rester à la merci des résistances de la droite, c'était laisser dériver la politique du gouvernement vers des réactions qui atteindraient un jour le système des réformes religieuses, un autre jour la liberté de la presse ou la loi électorale. Persister dans la politique qu'on avait choisie, c'était accepter d'avance la nécessité de suppléer aux défections politiques de la droite par d'autres alliances ou d'autres appuis. Le ministère ne s'y trompait pas, et ici la question se compliquait des différences de caractère entre les deux hommes qui étaient à la fois des amis et des émules dans le gouvernement, d'Azeglio et Cavour.

Au fond, d'Azeglio et Cavour avaient absolument la même pensée sur le rôle libéral et national du Piémont; mais d'Azeglio, par des considérations de diplomatie, par des raisons de caractère personnel, avait de la peine à prendre son parti d'une rupture avouée, acceptée, avec la droite. Arrivé au ministère par dévoûment plus que par goût ou par ambition, il restait au pouvoir le galant homme à la nature généreuse et séduisante, à l'esprit aimable et fin, courageux devant le danger, un peu inactif devant les difficultés de tous les jours et prompt à se fatiguer des affaires. Cavour, lui, avait l'entrain et la volonté du politique qui a la passion des affaires, qui prévoit les difficultés et qui cherche à les déjouer ou à les vaincre. Il n'était pas insensible à ce qu'il y avait de grave, même de pénible, dans une scission avec des « amis d'enfance, » comme il le disait; si le succès de la politique libérale et nationale était à ce prix, il ne reculait pas, il prétendait ne pas rester en chemin. Avec ses instincts d'homme de gouvernement, il s'impatientait souvent des embarras que créaient au ministère des résistances plus ou moins avouées; il comprenait qu'on ne gouverne pas « sur une pointe d'aiguille, » avec une majorité mobile, toujours flottante ou inquiète.

« On m'a accusé de m'être séparé d'anciens amis, disait-il plus tard; l'accusation n'est pas fondée. Je ne me suis pas séparé d'eux, j'ai été abandonné par eux; j'ai tout fait pour les retenir, pour les persuader, ils n'ont pas voulu me suivre. Devais-je donc rester seul et repousser le concours de ceux qui se déclaraient disposés à me suivre? » Ceux qui se montraient disposés à le suivre étaient de ce centre gauche représenté surtout par Urbano Rattazzi, homme de tactique et d'expédiens, avocat encore plus que politique, mais orateur habile, qui pouvait devenir un précieux auxiliaire. Cavour n'avait point oublié le rôle des chefs du centre gauche dans les affaires de 1848 et 1849; il savait bien qu'il avait eu à les combattre, et il les combattait encore toutes les fois que l'occasion se présentait, jusqu'au dernier moment; mais il n'était point homme à se laisser enchaîner par les souvenirs irritans des divisions passées, et dans l'alliance qui s'offrait à lui il voyait un moyen d'émanciper le gouvernement, de renouveler les conditions parlementaires en formant entre les opinions extrêmes le parti de toutes les fractions libérales. Il ne s'effrayait guère de ces nouveaux alliés, qu'il se sentait de force à dominer. Tout se réduisait à une question d'à-propos, et, par une merveille de dextérité, Cavour choisissait justement pour l'évolution qu'il méditait, pour une affirmation plus décisive de la politique libérale, l'heure où le Piémont se voyait obligé de « carguer les voiles, » de payer une rançon apparente à l'esprit de réaction.

Je m'explique. C'était le moment où le coup d'état du 2 décembre 1851 éclatait en France. Le nouveau 18 brumaire, apparaissant en Europe sous la figure d'un autre Napoléon, n'avait rien de rassurant pour de petits pays comme le Piémont, la Belgique, où la presse avait toute son indépendance, où les vaincus de Paris allaient chercher un asile. C'était une menace pour les libertés constitutionnelles là où elles existaient, et un encouragement pour tous les partis d'absolutisme ou de réaction. Le Piémont particulièrement se trouvait exposé à subir la double pression de la France du coup d'état et de l'Autriche prête à profiter de tout; il avait à se mettre en garde contre l'orage que pouvaient attirer sur lui les imprudences provocatrices des journaux ou des réfugiés. Le cabinet de Turin avait le sentiment de cette situation aussi difficile que délicate, et dès le mois de janvier 1852 il se hâtait de répondre aux préventions du gouvernement français en proposant une loi sur la presse qui transférait du jury aux tribunaux ordinaires le jugement des offenses contre les souverains étrangers. Le cabinet piémontais subissait ce qu'il ne pouvait éviter, il faisait la part du péril, et d'Azeglio mettait ingénieusement sa pensée dans un apologue transparent. « Je suppose

que nous ayons à traverser une de ces régions où vivent les bêtes féroces, que nous passions près d'un antre où reposerait un lion, et que l'un de nos guides nous dît : Ne parlez pas, ne faites pas de bruit afin qu'il ne se réveille pas. Si l'un de nous se mettait à chanter, je crois que tous nous serions d'accord pour lui fermer la bouche... Je fais une autre supposition : si, malgré toute la prudence et les précautions possibles, le lion se réveille et s'élance sur nous, alors, si nous sommes des hommes, il faut le combattre! » Voilà pour la prudence; mais le trait hardi et habile, c'était justement de profiter de cette occasion d'une concession faite au péril pour rompre avec ceux qui auraient voulu pousser la réaction plus loin, pour maintenir plus que jamais l'honneur de la politique piémontaise et l'inviolabilité des institutions par le rapprochement des partis libéraux accompli en plein combat parlementaire. Là est l'œuvre de Cavour.

C'était une sorte de drame parlementaire engagé par le colonel Menabrea, qui ne cachait pas ses alarmes de conservateur et son désir de voir le gouvernement pousser plus loin le système de répression de la presse. De son côté Rattazzi intervenait, promettant son appui au ministère, s'il devait s'en tenir à la loi qu'il croyait pour le moment nécessaire et s'il restait libéral. C'est alors que Cavour entrait dans la discussion, défendant la loi, exposant toute la politique du gouvernement avec un mélange de sûreté et d'adresse, acceptant les offres de concours du chef du centre gauche et considérant dès ce moment le discours du colonel Menabrea comme une rupture. Aussitôt la lutte s'animait, toutes les passions se jetaient dans la mêlée. Les pacificateurs s'efforçaient d'atténuer la vivacité du combat. Évidemment on ne s'attendait pas à cette péripétie, à ce divorce signifié à la droite et suivi d'un nouveau mariage, d'un *connubio*, comme l'appelait M. de Revel en invoquant les souvenirs de 1848 contre l'alliance nouvelle. Plus surpris que tout le monde de l'éclat qu'il avait provoqué, le colonel Menabrea disait avec une certaine tristesse : « M. le ministre des finances veut faire voile vers de nouveaux bords parlementaires, aborder à d'autres rivages. Il en est bien le maître, mais je ne le suivrai pas... » Et Cavour répliquait à son tour : « Il n'est pas vrai que le ministère ait tourné sa proue vers d'autres rivages. Il n'a fait aucune manœuvre de cette espèce; mais il veut marcher dans la direction de la proue, non dans celle de la poupe. » Plus on s'expliquait, plus la scission s'aggravait, et cette loi de la presse, assez insignifiante après tout, se trouvait être par le fait l'occasion ou le prétexte d'une évolution décisive savamment préparée, résolûment conduite sur le champ de bataille parlementaire. La manœuvre était

certainement hardie, d'autant plus hardie que Cavour engageait le ministère plus que le ministère lui-même ne voulait peut-être s'engager. Quelques-uns des membres du cabinet s'en plaignaient; de son côté, d'Azeglio s'efforçait d'adoucir les conflits, d'expliquer les paroles de son impétueux collègue. Le coup n'était pas moins porté; il avait retenti dans le parlement, dans le pays. Il faisait de Cavour le chef visible de l'opinion libérale, le représentant, non d'une politique nouvelle, mais d'une phase nouvelle plus active, plus décidée, de la politique piémontaise, et peu après l'évolution, le *connubio* s'accentuait encore plus. Le président de la chambre des députés, M. Pinelli, mourait subitement; aussitôt le ministre des finances appuyait la candidature de Rattazzi à la présidence et la faisait réussir.

Le dernier mot de cette campagne si hardiment menée ne pouvait être évidemment que la suprématie de Cavour dans un temps plus ou moins prochain. Une crise ministérielle qui l'éloignait momentanément du pouvoir au mois de mai 1852, n'avait d'autre résultat que de mieux préparer le dénoûment inévitable. L'élection de Rattazzi à la présidence avait provoqué cette péripétie nouvelle. D'Azeglio trouvait que son terrible collègue, le « cher auteur du *connubio*, » comme il se plaisait à l'appeler, allait un peu vite, il se sentait peut-être un peu froissé et il redoutait aussi l'effet de ces mouvemens précipités sur l'opinion extérieure. Cavour ne voyait aucun inconvénient à laisser le pouvoir à d'Azeglio, à prendre une retraite momentanée où il gardait le prestige d'une autorité toujours grandissante, et il expliquait lui-même la crise en écrivant à un de ses amis, à Salvagnoli, de Florence : « Il était, à mon avis, non-seulement utile mais indispensable, de constituer fortement le parti libéral... D'Azeglio, après avoir été d'abord convaincu de cette nécessité, n'en a pas admis toutes les conséquences, et il a provoqué une crise qui devait conduire à ma retraite ou à son éloignement du pouvoir. La politique extérieure exigeait que je fusse le sacrifié. D'Azeglio, je crois, se serait retiré volontiers, je l'en ai dissuadé autant que j'ai pu; il est resté et je suis sorti sans que nous ayons cessé d'être des amis privés et politiques. A son tour il devra se retirer et alors on pourra constituer un cabinet franchement libéral. En attendant je profite de ma liberté reconquise pour aller faire un voyage en Angleterre et en France... » Ce n'était, on le voit bien, qu'une trêve, et ce « voyage en Angleterre et en France n'était pas une simple excursion d'agrément. Cavour se proposait de voir les hommes d'état des deux pays, de dissiper les préventions dont le Piémont libéral pouvait être l'objet, de préparer les voies à ses propres combinaisons. En Angleterre il n'avait pas de peine à réussir. Lord Malmesbury, alors chef du *foreign-office*, lui témoi-

gnait ouvertement le désir de le voir revenir aux affaires avec ses amis, avec le parti qu'il avait travaillé à constituer. A Paris, où il avait donné rendez-vous à Rattazzi, il trouvait partout l'accueil le plus empressé. Il voyait le prince-président Louis-Napoléon, qu'il séduisait par sa supériorité facile; il voyait aussi d'anciens amis du monde parlementaire, M. Thiers qui lui disait : « Ayez patience; si après vous avoir fait manger des couleuvres à déjeuner on vous en sert encore à dîner, ne vous dégoûtez pas. » Cavour gagnait à ce voyage de se faire beaucoup d'amis et de connaître la situation où il pourrait avoir à manœuvrer.

Au fond, de Londres ou de Paris, il avait toujours ses regards tournés vers le Piémont, où le ministère semblait assez flottant, et il écrivait à ses amis : « Nous ne devons pas combattre d'Azeglio, nous devons lui prêter un appui loyal; mais nous ne pouvons lui sacrifier notre réputation... Dès mon retour, nous nous concerterons, nous verrons La Marmora et nous lui parlerons nettement. Il est temps que tout ceci finisse. Si d'Azeglio désire rester au pouvoir, qu'il le dise, il aura en nous des alliés sincères. S'il ne veut plus du pouvoir, qu'il cesse de rendre insoluble le problème du gouvernement par de continuelles hésitations... » Le fait est que d'Azeglio pliait sous le fardeau du pouvoir, et que, de loin comme de près, Cavour pesait sur le ministère. S'il avait été une difficulté par sa présence dans le gouvernement, il était encore plus un embarras par son absence. Le ministère n'avait pu vivre avec lui, il ne pouvait vivre sans lui. Allié du cabinet, il l'aurait éclipsé et absorbé; chef d'opposition, il l'aurait vaincu et réduit à l'impuissance. C'était évident, — et dès la rentrée du voyageur à Turin au mois de septembre 1852, la question ne restait pas longtemps incertaine. Cavour était appelé à former un ministère dont il devait être le chef, et d'Azeglio, en s'effaçant devant son brillant rival, en se retirant sans regret, écrivait : « J'avais accepté le gouvernail quand il était démontré que je pouvais manœuvrer avec plus de profit qu'un autre pour le pays... Maintenant le navire est radoubé, les voiles peuvent flotter au vent. Je quitte mon banc de quart, à un autre! Cet autre que vous connaissez est d'une activité diabolique et fort dispos de corps comme d'esprit, et puis cela lui fait tant de plaisir! » — Et c'est ainsi qu'à travers une série de métamorphoses et d'évolutions se dégage cette prépondérance d'un politique libéral-conservateur arrivant à créer, quant à lui, par l'alliance des « modérés de tous les partis, » la situation parlementaire sur laquelle il va s'appuyer pour ouvrir au Piémont et à l'Italie la voie des destinées nouvelles.

CH. DE MAZADE.

LOUISE DE COLIGNY

I. *Lettres inédites de Louise de Coligny, princesse d'Orange, au vicomte de Turenne.* — II. *Lettres de Louise de Coligny, princesse d'Orange, à sa belle-fille, Charlotte-Bralantine de Nassau, duchesse de la Trémoille,* publiées d'après les originaux, par M. Paul Marchegay, Paris 1872.

Parmi les grandes dames protestantes qui vécurent pendant les temps les plus troublés de la réforme, il n'en est pas que l'histoire doive regarder d'un œil plus compatissant que Louise de Coligny, la fille de M. l'amiral, la veuve de M. de Téligny, la veuve de Guillaume le Taciturne. Les nobles figures du XVIe siècle sont restées longtemps comme effacées dans le rayonnement du grand siècle qui l'a suivi, et l'école philosophique du siècle suivant, qui n'éprouvait pas de vives sympathies pour les huguenots, n'a pas tenté de les remettre dans le grand jour. L'histoire de la réforme française, si riche en tragiques souvenirs et en grands caractères, n'a encore été écrite que par fragmens, et elle l'a été rarement avec une véritable impartialité.

La femme dont nous avons retrouvé dans nos riches archives nationales une correspondance inédite appartient à tous les titres à cette histoire négligée. Pendant bien longtemps, elle n'a été connue que par une biographie de quelques pages, insérée dans les excellens *Mémoires pour servir à l'histoire de la république des Provinces-Unies et des Pays-Bas;* on l'y trouve comme perdue parmi les biographies des princes d'Orange, de Barneveld, d'Aersens, ambassadeur des Pays-Bas à la cour de France, et de Grotius. Le père d'Aubry du Maurier, l'auteur de ces mémoires, avait longtemps représenté la France à La Haye, et avait eu les plus affectueux rapports avec la princesse d'Orange. Ces mémoires naïfs ne sont que le souvenir des conversations d'un père avec son fils. Nous retrou-

vons assez fréquemment le nom de la princesse d'Orange dans les mémoires et les lettres de Duplessis-Mornay, dans quelques livres du même temps; mais la science historique n'a été mise que très récemment en possession de documens originaux relatifs à la fille de Coligny. M. Paul Marchegay a publié en 1872, dans le *Bulletin de la Société du protestantisme français*, soixante-huit lettres de cette princesse, qui sont à Thouars, dans le riche chartier de M. le duc de La Trémoille. Le *Bulletin* donna en 1873 deux lettres adressées par elle aux « illustres et magnifiques seigneurs de Berne. » Nos archives nationales possèdent une partie des lettres, très longues et très intéressantes, qu'elle a adressées à Henri de La Tour, vicomte de Turenne, qui devint duc de Bouillon. Ces lettres inédites nous seront d'un précieux secours dans la tâche que nous avons entreprise de rejeter comme un pâle rayon sur une Française du XVIe siècle.

I.

Il n'est pas étonnant de trouver chez les religionnaires du XVIe siècle des familles assez nombreuses pour qu'on puisse les nommer bibliques. Gaspard de Coligny, universellement connu sous le nom de *l'amiral*, eut de sa première femme Charlotte de Laval huit enfans. On avait alors, et l'on a conservé dans tous les pays protestans, l'habitude d'inscrire dans des livres de piété les naissances et les morts. On garde en Hollande un précieux livre d'Heures, imprimé en 1500, qui des mains de Louise de Montmorency était passé dans celles de son second mari, le père de l'amiral, et qui fut depuis continué par l'amiral lui-même. Il y mentionne les dates de son mariage avec Charlotte de Laval et de la naissance de tous ses enfans. Louise vint au monde à Châtillon-sur-Loing, le 27 septembre 1555.

Charlotte de Laval mourut en 1568, quand Louise de Coligny n'avait encore que treize ans; elle avait atteint seize ans quand l'amiral se remaria à La Rochelle avec Jacqueline d'Entremonts, veuve de Claude de Bastarny du Bouchage, baron d'Anthon en Dauphiné, qui avait péri dans l'armée catholique à la bataille de Saint-Denis.

Le second mariage de l'amiral avec une jeune veuve de trente ans n'était sans doute pas de nature à plaire à Louise. Jacqueline d'Entremonts était une riche héritière, elle possédait de nombreux fiefs dans la Bresse, le Dauphiné et la Savoie. Le duc de Savoie était son suzerain : il l'avait vue à regret épouser un seigneur dauphinois; il s'opposa formellement à son mariage avec le puissant amiral. Coligny cherchait-il à se créer un abri sur les frontières de Savoie? La volonté de l'homme le plus énergique ne peut-elle résister aux professions d'amour d'une femme? Coligny fut-il surtout tou-

ché du désir de la ramener à la cause protestante, ou ne sut-il pas résister à ces flatteries que la jeunesse repousse avec bien moins d'efforts qu'une vieillesse rude et austère? « Jacquette d'Antremon, courageuse dame, écrit d'Aubigné, prit un tel désir de l'épouser sur sa réputation, que contre les défenses et prescriptions de son duc elle s'en vint à La Rochelle pour être appelée avant de mourir, ainsi qu'elle le disait, la Martia de ce Caton. »

Louise de Coligny ne vit sans doute pas arriver sans quelque effroi une belle-mère enthousiaste, qui s'était échappée sur un petit bateau du Rhône pour aller épouser le Caton huguenot. L'amiral comprit qu'il devait chercher aussitôt un mari pour sa fille; il « l'aimait tendrement, dit Du Maurier, et souhaitait passionnément de la bien placer. » Son choix, on le sait, tomba sur Téligny, qu'il avait élevé et qu'il aimait comme son fils.

Les Téligny étaient alliés aux maisons de Montmorency, de Châtillon, de Condé et de La Rochefoucauld. Louis de Téligny, le père de celui qui devait épouser la fille de l'amiral, avait mal mené ses affaires. « Ce fort honnête gentilhomme, dit Brantôme, imita le père en valeur et sagesse, et pour estre tel, il fut en ses jeunes ans guidon de feu monseigneur d'Orléans; dont il s'acquitta si dignement que, pour se faire paraître en cette charge, s'enfonça si fort en de grandes debtes, comme sont coutumiers les jeunes gens, que, ses créditeurs le poursuivant estrangement, fut contraint d'abandonner la France et se retirer à Venise où, de mon temps, je l'ai vu; et si monctrait encore, en sa misère et pauvreté, un courage bon et point encore ravallé. Il y est mort pourtant en cet estat. » L'amiral avait été un second père pour le jeune fils de son ami ruiné, et Charlotte de Laval avait eu aussi pour lui la tendresse d'une mère. Tous les écrivains du temps représentent Charles de Téligny comme un gentilhomme accompli, beau, de douce nature. Il alla voir son père à Venise en 1561 et s'arrêta quelque temps à la cour du duc de Savoie, Philibert-Emmanuel; Coligny le fit nommer en 1562 gentilhomme de sa chambre et lui donna la lieutenance d'une compagnie. La guerre civile éclata la même année, et le prince de Condé dépêcha Téligny au duc de Savoie. Le jeune ambassadeur revint à temps pour prendre part à la bataille de Dreux, et Coligny peu après l'envoya en Angleterre avec des lettres pour la reine Élisabeth et pour Cecil. Quand le prince de Condé eut signé la paix d'Amboise, Coligny retourna assez mécontent à Châtillon, où Téligny alla le rejoindre.

Pendant la paix de quatre années qui suivit, Téligny fut chargé par Coligny d'une mission dont l'objet est encore aujourd'hui mystérieux. Il fut dépêché à Constantinople en l'an 1566, avec une suite de seigneurs huguenots, Ville-Conin, Genissac, Longua. « C'est un

grand cas, dit Brantôme en parlant de Coligny, qu'un simple seigneur et non point souverain, mais pourtant d'un très haut et ancien lignage, ayt fait trembler tout la chrestienté et remplir de son nom et de sa renommée, tellement qu'alors de l'admiral de France en estait-il plus parlé que du roy de France. Et si son nom était connu parmi les chrestiens, il est allé jusques aux Turcz; de telle façon, et il n'y a rien si vray, que le grand sultan Soliman, l'un des grandz personnages et capitaines qui régna despuis les Ottomans, un an avant qu'il mourut, l'envoya rechercher d'amitié et accointance, et lui demanda advis comme d'un oracle d'Apolo; et, comme je tiens de bon lieu, ilz avaient quelque intelligence pour faire quelque haute entreprise, que je n'ai jamais pu tirer ny sçavoir de M. de Theligny, mon grand ami et frère d'alliance, qui fut despesché de M. l'admiral et le seigneur de Ville-Conin à Constantinople, là où ils ne le trouvaient point, car il estait desjà parti pour son voyage de Siguet (Szygeth), où il mourut. »

Téligny revint sans avoir pu remplir sa mission, ayant eu la douleur de perdre en route son ami Ville-Conin. La Bibliothèque nationale conserve le manuscrit d'une complainte touchante qui fut adressée à ce sujet à Téligny (1). Nous n'en citerons que les deux premiers vers :

O seigneur Téligny, seigneur plein de sagesse,
De bonté, de vertu et de grande proësse!

Sage, bon, vertueux, ces mots reviennent toujours sur les lèvres de ceux qui parlent de lui. Il était également discret, car le secret de la négociation de Constantinople mourut avec lui. Charles IX demandait un jour à l'amiral, dans un de ces momens où il jouait l'abandon, si Téligny avait cherché à nouer des trames avec le grand sultan pour aider le parti huguenot. L'amiral protesta contre cette accusation et se contenta de dire que « son intervention dans cette affaire n'avait rien eu que de légitime (dépêche de sir Henry Norris à Cecil, 6 avril 1567). » Quelques mois après cet entretien, la guerre civile recommença par l'entreprise faite par les huguenots sur Meaux pour enlever la personne du roi; après la bataille de Saint-Denis, la lutte continue dans les provinces : on se bat et l'on traite en même temps. Les négociateurs sont « Telligni, fort agréable à la cour pour ses gentillesses (2), » et le cardinal de Chastillon. Après la bataille de Jarnac et la mort de Condé, l'amiral, chargé d'une responsabilité plus terrible, a sans cesse besoin de Téligny. Trois mois après cette bataille, il écrivait son testa-

(1) Bibliothèque nationale, mss. français, vol. 22561, fol. 32 et suiv.
(2) D'Aubigné, *Histoire universelle*, t. Ier, p. 227.

ment (15 juin 1569), et, comme il prévoyait une fin prochaine, il faisait connaître les desseins qu'il formait sur son élève favori. « Suivant les propos que j'ai tenus à ma fille aînée, je lui conseille, pour les raisons que je lui ai dites à elle-même, d'épouser M. de Téligny, pour les bonnes conditions et autres bonnes parties et rares que j'ai trouvées en lui. Et, si elle le fait, je l'estimerai bien heureuse; mais en ce fait je ne veux user ni d'autorité, ni de commandement de père; seulement je l'avertis que, l'aimant comme elle a bien pu connaître que je l'aime, je lui donne ce conseil pour ce que je pense que ce sera son bien et contentement, ce que l'on doit plutôt chercher en toutes choses que les grands biens et richesses. »

Louise de Coligny aimait le jeune Téligny; ils s'étaient connus enfans dans la solennelle douceur de Châtillon. Depuis qu'il était sorti de l'adolescence, elle ne le voyait plus qu'entre deux batailles, et les dangers qu'il courait avaient sans doute contribué à imprégner de passion la tendresse un peu tranquille qui naît d'une vie commune. A Moncontour, le régiment de Téligny avait soutenu celui de La Noue, devenu le mari de la jeune Marguerite de Téligny. Il était toujours employé aux négociations qui suivaient les combats, et Biron l'emmena avec lui quand il alla traiter avec le roi et la reine-mère.

Un moment on put croire à une paix durable : l'amiral, « pensant avoir trouvé après tant de travaux quelque repos, prit dessein de se remarier (1). » Il épousa à La Rochelle Jacqueline d'Entremonts, et peu après, le 26 mai 1571, on célébra dans la même ville les noces de Téligny et de Louise de Coligny, devant Jeanne d'Albret, son fils le roi de Navarre, le prince de Condé, le prince Marcillac, La Noue, le prince Louis de Nassau.

L'année suivante, le roi écrivit à l'amiral des lettres caressantes, le conviant à venir à Blois et le priant de s'entremettre pour le mariage de la princesse Marguerite, sa sœur, avec le roi de Navarre; ce mariage était le meilleur moyen d'affermir la paix et la concorde publique. L'amiral se rendit à Blois, mais ce qu'on lui rapporta des menées des Guises le mit en méfiance, et il retourna à Châtillon. Il fit prier le roi par son gendre Téligny de lui permettre d'y retenir quelques soldats pour sa garde. Soit que le bonheur amollît son âme, soit que, malgré son expérience diplomatique, Téligny n'eût point perdu cette fleur de candeur qui convient à la jeunesse, il se faisait sans cesse auprès de l'amiral et des gentilshommes huguenots le garant de la bonne foi royale. Il entretenait son beau-père de grands desseins bien capables de l'émouvoir. Le roi voulait faire

(1) *Mémoires de l'admiral de Chastillon*, p. 119. Paris 1665.

la guerre à l'Espagnol; déjà l'on avait fait des ouvertures à Louis de Nassau, qui traitait au nom du prince d'Orange. Les villes des Flandres étaient lasses de l'avarice et de la cruauté de leurs maîtres étrangers; le roi devait mettre Coligny à la tête d'une grande armée. Si la guerre avait une heureuse issue, la France garderait tout le pays entre la Picardie et Anvers, la Hollande, la Zélande et la Frise resteraient au prince d'Orange. Huguenots et catholiques confondraient encore une fois leur sang au service de la France, comme ils l'avaient fait au siége du Havre.

Ces nobles pensées remplissaient Coligny quand il se rendit à Paris pour assister aux noces du roi de Navarre et de Marguerite de Valois. Téligny était heureux de montrer sa jeune femme à la cour; au milieu des danses, des tournois, des fêtes, le roi Charles IX les accablait des témoignages de sa dangereuse affection. Le voile ne tomba même pas des yeux de Téligny le jour où l'amiral fut blessé en trois endroits d'une arquebusade tirée par une fenêtre. Le roi feignit une grande colère, et alla voir Coligny accompagné de la reine-mère, de ses frères et d'une suite nombreuse. « Le roi, lit-on dans les *Mémoires* de Coligny (1), à l'abord demanda qu'on fît sortir de la chambre tous les gens de l'amiral hors Téligny et sa femme. » Le roi et la reine-mère voulurent voir et toucher la balle de cuivre qu'on avait extraite d'une des blessures; le roi demanda à l'amiral s'il avait beaucoup souffert quand on lui avait coupé le doigt. L'entretien fut long, affectueux, par momens solennel, quand l'amiral fit allusion à l'affaire des Flandres. Le roi insista pour donner une garde à l'amiral. Les huguenots, le roi de Navarre, le prince de Condé, voulaient emmener l'amiral hors de Paris, malgré la gravité de son état; Téligny se fâcha contre eux : « c'était faire injure au roi de révoquer en doute sa parole et sincérité (2). » Quelques gentilshommes demandèrent à passer la nuit pour garder l'amiral. Téligny les remercia courtoisement. Il rentra lui-même un peu avant minuit avec sa femme en son logis, qui joignait celui de l'amiral.

Louise de Coligny ne devait plus revoir son père : la cloche de Saint-Germain-l'Auxerrois donna, peu d'instans après qu'elle l'eut quitté, le signal de l'horrible massacre. On connaît tous les détails de la fin de l'amiral, on sait moins bien comment périt Téligny. Jean de La Pise, qui raconte dans son *Histoire d'Orange* l'assassinat de Guillaume le Taciturne, dit en parlant de sa femme : « Quasi mourante en l'excès de sa douleur, elle invoque Dieu qui la fortifie, adresse sa prière au Tout-Puissant, et à voix gémissante, à cœur

(1) *Mémoires de l'admiral de Chastillon,* p. 136.
(2) *Mémoires de Coligny,* p. 150.

ardent, les yeux et les mains élevés au ciel : « Mon Dieu, dit-elle, donne-moi le don de la patience, et de souffrir selon ta volonté la mort de mon père et de mes deux maris, tous trois assassinés devant mes yeux. » Ne faut-il voir dans ces lignes qu'un mouvement d'éloquence d'un historien, très exact pourtant et très digne de foi, ou la malheureuse jeune femme vit-elle réellement de quelque fenêtre, à la lueur des torches, tuer et son père et son mari? Nous l'ignorons. On ne connaît même pas exactement les détails de la mort de Téligny. « Le sieur de Téligny, — écrit l'auteur du *Tocsain des massacreurs*, la relation la plus détaillée de la Saint-Barthélemy, — lequel pour sa beauté, bonne grâce et savoir, fut espargné de plusieurs qui néanmoins avoient charge de le tuer; mais enfin, s'étant retiré en son grenier, fut meurtri avec aucuns gentilshommes qui s'y étaient sauvés (1). »

Au moment du massacre, la nouvelle femme de l'amiral était à Châtillon; sa grossesse avancée ne lui avait point permis de suivre son mari à Paris. Mme de Téligny alla la rejoindre, et quelques jours après les deux veuves allèrent chercher un asile en Suisse, où elles n'arrivèrent pas sans courir de grands périls.

L'amirale demanda au duc de Savoie la permission de retourner dans ses états. Philibert-Emmanuel refusa d'abord de la recevoir; puis, sur les instances de la comtesse d'Entremonts, mère de l'amirale, il lui permit d'aller habiter son château de Saint-André de Briord. Mme de Téligny fut rejointe à Berne par MM. de Châtillon et d'Andelot. Elle alla ensuite avec ses frères retrouver à Bâle son cousin, M. de Laval, et sa famille. Dans une lettre du 25 avril 1573, elle remercie en noble langage les « puissans et magnifiques seigneurs » de Berne pour l'accueil bienveillant qu'elle a reçu en Suisse avec ses frères après la Saint-Barthélemy.

Deux mois après, le 10 juin 1573, elle leur écrit une nouvelle lettre pour intercéder en faveur de l'amirale, devenue la prisonnière de Philibert-Emmanuel. On peut trouver étrange que Mme de Téligny, qui n'avait encore que dix-huit ans, ait dû étendre sa protection sur sa belle-mère; elle parle modestement à ces messieurs de Berne au nom d'une « famille qui a été nourrie en une affection régulière au bien et au service de leur estat. » Qu'était-il donc arrivé à l'amirale? Le duc Philibert-Emmanuel, qui la considérait toujours comme sa sujette, l'avait mise sous la garde de la comtesse d'Entremonts, mais à peine arrivée au château qui devait lui servir de demeure, elle quitte sa mère, part avec son jeune enfant, avec quatre gentilshommes, et se dirige vers le Mont-Cenis pour franchir les Alpes et aller à Turin. Elle fut arrêtée au pied du col, on

(1) *Le Tocsain des massacreurs*, p. 77. Reims 1677.

lui enlève son enfant et elle est emprisonnée dans le château de Nice. Les seigneurs de Berne et de Bâle intercédèrent en vain en sa faveur; ainsi firent le duc de Saxe et le comte palatin. Le duc de Savoie fit mine d'attribuer la détention de l'amirale à des menées politiques sur lesquelles il ne donna aucune explication (1).

Qu'allait devenir Louise de Coligny? Elle était pour tous un objet de pitié : elle devint bientôt un objet d'admiration. « Cas étrange, dit Brantôme, en ce pays barbare et rude, elle prit telle grâce et telle habitude si vertueuse qu'étant en France de retour, elle se rendit admirable par ses vertus et bonnes grâces, et donna au monde occasion de s'ébahir et de dire, pour l'amour d'elle, que les pays durs, agrestes et barbares, rendent quelquefois les dames aussi accomplies et gentilles que les autres pays doux, courtois et bons. » Mme de Téligny ne rentra en France qu'après la promulgation de l'édit accordé par Henri III aux réformés en 1577. Elle ne se montra à la cour que pour demander la cassation de l'arrêté rendu contre son père par le parlement de Paris, après la Saint-Barthélemy. Elle était pauvre, n'ayant reçu en dot que 3,000 livres de rente, représentées en partie par un petit domaine dans le Gâtinais. Téligny lui avait donné un douaire égal, assigné sur la terre de Lierville en Beauce. Sa petite seigneurie du Gâtinais était voisine de Châtillon, où son frère aîné était rentré.

Les hommes de fer du XVIe siècle ne connaissaient guère les longs veuvages. Coligny avait pris une seconde femme; Guillaume d'Orange, après la mort de Charlotte de Bourbon, sa troisième femme, rechercha Mme de Téligny et « l'épousa l'an 1583, dit Du Maurier, sur la réputation de sa vertu. » Elle n'avait pas eu d'enfant de Téligny, elle venait d'atteindre sa vingt-huitième année. Bien qu'il eût été marié trois fois, Guillaume d'Orange, toujours exposé au poignard des assassins, n'avait auprès de lui qu'un fils, le prince Maurice; l'aîné, enlevé en 1568 par le duc d'Albe, était toujours prisonnier en Espagne. Les trois filles qu'il avait de ses deux premiers mariages, les six filles que lui avait données Charlotte de Bourbon, ne pouvaient continuer son œuvre. Il n'est pas étonnant que, n'ayant encore que cinquante ans, il espérât avoir d'autres héritiers. Son cœur était tout français : il avait tendrement aimé Charlotte de Bourbon; il voulut reprendre une femme française, bien qu'on essayât de l'en détourner.

Henri III avait trop d'esprit politique pour ne pas appuyer la demande de Guillaume d'Orange, qui enchantait les huguenots et qui pouvait servir les intérêts de la maison de Bourbon. Louise fut conduite par mer à Flessingue, et le mariage fut célébré à Anvers le

(1) *La Veuve de l'amiral Coligny*. Paris 1875.

12 avril 1583. Le rôle de la princesse était difficile : la défiance contre la France n'était nulle part aussi vive qu'à Anvers ; il n'était sans doute pas aisé de charmer la vie d'un homme qui avait reçu le surnom de Taciturne; enfin dix enfans de trois lits différens composaient une famille où une jeune belle-mère ne pouvait pas établir sans peine son légitime empire. Le prince ne voulut pas exposer longtemps sa femme aux grossièretés des Anversois et l'emmena à Delft en Hollande, où elle fut très bien accueillie. « Elle a conté naïvement, dit Du Maurier, à mon père qu'elle fut fort surprise, arrivant en Hollande, de la différente et rude manière de vivre de ce pays-là à celle de France, et qu'au lieu qu'elle avait coutume d'aller dans un carrosse suspendu à la française, on la mit dans un de ces chariots découverts de Holiande, conduits par un *vourman*, où on la fit asseoir sur une belle planche. »

La princesse mit au monde, le 28 février 1584, un fils qui reçut les noms de Henri, roi de Navarre, et de Frédéric, roi de Danemark. Au mois de mai arriva à la cour du prince à Delft un jeune Bourguignon de vingt-six ans, nommé Balthazar Gérard, qui prenait le nom de François Guyon et se disait natif de Besançon ; il racontait que son père avait été mis à mort comme huguenot et témoignait d'un grand zèle pour la religion réformée. Il se lia avec les domestiques du prince, se trouva aux prêches et aux prières du soir, et se proposa comme messager. « Il s'accosta au prince le 10 de juillet à l'heure du dîner, lui demandant un passeport d'une voix tremblante et mal assurée, comme remarqua fort bien la princesse, là présente, laquelle demanda au prince qui il était, parce qu'il avait mauvaise mine et contenance; sur quoi le prince lui dit qu'il demandait son passeport, lequel on lui dépeschait. Durant le dîner, on le vit se promener près de l'écurie, derrière le logis, tirant vers les remparts de la ville : comme le prince, après le repas, voulut sortir, le meurtrier se tenait près de la porte de la salle, lequel, en faisant semblant de lui demander son passeport, deschargea sur lui l'une des pistoles, chargée de trois balles. Le prince, sentant qu'il était blessé, ne dit autre chose, sinon : Mon Dieu, aye pitié de mon âme, je suis fort blessé; mon Dieu, aye pitié de mon âme et de ce pauvre peuple (1). » Peu après, il rendit l'âme en présence de sa sœur, la comtesse de Swartzenberg, et de sa femme.

II.

La princesse d'Orange était veuve pour la seconde fois. Guillaume le Taciturne avait mis en faisceau les Pays-Bas néerlandais, il avait

(1) *Les Lauriers de Nassau*, p. 36. Leyde.

durant sa vie fait plus de bruit que tous les rois et défié la puissance espagnole. On put croire un moment que son œuvre finirait avec lui, son fils Maurice n'avait encore que dix-sept ans. Il parut que rien ne pourrait résister au duc de Parme, qui d'abord emporta Bruges, Gand, Nimègue, Anvers et quantité d'autres places. L'alliance d'Élisabeth d'Angleterre était presque aussi dangereuse que son amitié. Hohenlohe, qui avait épousé la fille que Guillaume le Taciturne avait eue de sa première femme, Anne d'Egmont, soutint les premiers chocs en attendant que Maurice d'Orange fût en état de venger son père et de faire violence à la fortune. Louise de Coligny était attachée désormais aux Pays-Bas par des liens indissolubles, par le souvenir du Taciturne, par son enfant, par la mémoire de son père et de son premier époux, car la cause réformée ne pouvait triompher en France, si elle était perdue en Hollande. Rien pourtant ne pouvait vaincre sa tendresse pour son pays natal, et il est naturel que, parmi les enfans nombreux de son second mari, son cœur se soit attaché de préférence à ceux qu'il avait eus d'une autre femme française, de « la féconde abbesse, » de Charlotte de Bourbon.

On a des lettres écrites, peu après l'assassinat de Guillaume, par sa veuve à Jean de Nassau, un frère du Taciturne, qui avait quitté les Pays-Bas pour vivre dans les terres allemandes de la maison de Nassau (1). La malheureuse femme demande appui à son beau-frère. Les états-généraux, dans leur terreur, avaient élevé Maurice de Nassau à toutes les dignités de son père; mais ils se montraient plus que parcimonieux pour ses autres enfans. « Combien, lui écrit-elle (28 octobre 1584), que j'aie sollicité de tout mon pouvoir ceux qui ont été ordonnés pour la conduite des affaires de la maison, si est-ce que jusques à présent n'en ai pu obtenir aucune réponse. Je fais ce que je puis pour me maintenir avec la dignité de la maison en laquelle j'ai eu cet honneur d'être alliée, et je le ferai encore tant qu'il sera en ma puissance, tant pour mon regard que des petits enfans que j'ai retirés près de moi. Suivant quoi, combien que c'est avec grands frais, même pour la longueur du chemin, j'ai retiré de France quelques moyens sans lesquels il m'eût été du tout impossible de soutenir une telle dépense que celle qu'il me faut faire. » Dans une autre lettre (19 décembre 1584), elle lui écrit qu'elle s'est installée à Leyde avec le petit neveu et les nièces de Jean de Nassau pour « s'oster du lieu où elle a reçu sa perte. » De là, elle se rendit à Middelbourg, en Zélande. « Vos petites nièces et mon fils, votre petit neveu, se portent bien... J'espère que Dieu me conservera ce gage, que j'ai si cher, de monseigneur son père;

(1) *Archives et Correspondance de la maison d'Orange-Nassau.*

c'est toute ma consolation et mon unique plaisir... Cette maison est réduite maintenant à tel point que je ne sais plus comment les enfans et moi avons moyen de nous entretenir selon l'honneur de la maison. » (28 avril 1589.)

Jean de Nassau n'avait sans doute conservé que peu de crédit dans les Pays-Bas; pendant cinq ans, la princesse dut vivre avec ses propres ressources. On différait toujours de payer son douaire (son contrat de mariage lui assignait une rente de 8,000 livres, la jouissance des châteaux de Berg-op-Zoom et de Grave) et les pensions allouées aux enfans de Guillaume.

Faisons connaître les enfans de Charlotte de Bourbon, que la princesse avait adoptés et élevait avec son fils : au moment où Guillaume fut assassiné, l'aînée, Louise-Julienne, n'avait encore que huit ans; Louise de Coligny ne conserva pas auprès d'elle les six filles de Charlotte de Laval. Son mari, toujours préparé à la mort, avait d'avance recommandé la seconde et la sixième à leurs marraines et à leurs parentes. La reine Élisabeth, aussitôt après le crime, écrivit au duc de Montpensier, le grand-père des jeunes orphelines. Elle lui conseilla de confier l'aînée à la fille de Jeanne d'Albret, Catherine de Bourbon, et demanda qu'on lui envoyât la seconde, sa filleule; elle recommandait d'en donner une à la duchesse de Bouillon, une à l'électrice palatine, une à la comtesse de Schwartzbourg. Une d'elles, Flandrine, était déjà auprès de sa tante, Jeanne de Bourbon, abbesse du Paraclet.

Ces prescriptions ne furent pas exactement suivies : la princesse d'Orange conserva auprès d'elle quatre filles, Louise-Julienne, Élisabeth, Charlotte-Brabantine et la plus jeune, Amélie, qui n'avait, au moment de la mort de son père, que trois ans. Catherine fut donnée à sa marraine, Mme de Schwartzbourg. Ce fut sans doute une douceur pour la pauvre veuve, assiégée de tant de souvenirs affreux, d'être entourée d'un petit peuple d'enfans, de les élever, de parler de la France aux filles d'une princesse de Bourbon. La solitude de Middelbourg eût été trop affreuse pour la princesse d'Orange, si des devoirs incessans n'avaient rempli sa vie et ne l'avaient arrachée à sa douleur.

Les lettres inédites de Louise de Coligny que l'on conserve dans nos archives nationales ont été écrites dans cette ville : les événemens qui y sont mentionnés ne laissent point de doute sur leur date. La princesse d'Orange eut en 1590 et en 1591 une correspondance assez active avec Henri de La Tour, qu'on nommait alors le vicomte de Turenne et qui devait être si connu plus tard sous le nom de duc de Bouillon. Henri de La Tour était de la maison des anciens comtes d'Auvergne : son père était mort à la bataille de Saint-Quentin quand il n'avait encore que trois ans. Il fut élevé à Chantilly auprès de ses

grands parens, Anne de Montmorency, connétable de France, et Magdeleine de Savoie. Dès dix ans, il fut mené à la cour de Charles IX encore mineur, et devint le compagnon de jeux du roi, du duc d'Anjou et du duc d'Alençon. Il prit part à douze ans à la fameuse retraite de Meaux quand le connétable dut protéger la personne du roi avec les nouvelles levées suisses contre la cavalerie huguenote. « Je fis comme les autres, écrit-il dans ses Mémoires, me tenant le plus près du roi que je pouvais, mon épée à la main (1). » Le connétable mourut peu après à la bataille de Saint-Denis, et Louis de La Tour resta auprès de sa grand'mère. Il avait dix-huit ans au moment de la Saint-Barthélemy, et, dit-il, « cet acte inhumain me fit aimer et les personnes et la cause de ceux de la religion, encore que je n'eusse aucune connaissance de leur créance. » Il assista pourtant au siége de La Rochelle et prit sa part de tous les périls et de toutes les occasions. Pendant les lenteurs du siége, il se laissa séduire par le duc d'Alencon, qui, bien que servant dans l'armée royale, méditait de venger la Saint-Barthélemy et avait noué des intelligences avec La Noue, qui était dans la place. « Monsieur le Duc doncques, le roy de Navarre, monsieur le Prince et monsieur de La Noue et moi se trouvèrent ensemble et se promirent les princes grande amitié. » Cette conspiration militaire n'eut toutefois pas le temps d'éclater; la paix fut signée et le camp fut licencié.

Le vicomte de Turenne était pourtant devenu suspect à la cour; il se laissa tomber volontairement dans la disgrâce. Il refusa de s'allier aux Lorrains et d'épouser Mlle de Vaudemont, qui depuis fut reine de France. Toutes ses inclinations étaient déjà du côté des huguenots.

Après la nouvelle prise d'armes, il se déclara ouvertement, fit quelque temps la guerre pour son compte dans le Quercy, puis alla rejoindre à Moutiers l'armée commandée par Condé et par Monsieur, et les reîtres allemands amenés par le duc Jean Casimir. Il avait arboré l'enseigne blanche des huguenots, malgré les exhortations de Monsieur. Mécontent de Monsieur, il quitta brusquement l'armée pendant les négociations qui s'ouvrirent dès que l'armée rebelle approcha de Paris. Retourné à Turenne, il fit tout à fait profession de la religion comme le roi de Navarre, avec qui il commença à se lier fortement.

Quand le duc de Parme assiégea Cambrai, Monsieur réunit des troupes de secours sur la frontière de Picardie; le vicomte de Turenne quitta l'Auvergne et alla s'offrir à Monsieur « avec 50 gentilshommes de très bonne qualité, qui ne dédaignaient pas de porter

(1) *Mémoires de M. le duc de Bouillon*, p. 21. Paris 1656.

ses casaques orangées de velours, avec force passemens d'argent, et les armes dorées par bandes. » Il fut accablé dans une escarmouche et resta trois ans durant le prisonnier du duc de Parme. Le roi fit dire qu'il lui paierait volontiers sa rançon, s'il s'engageait à ne jamais prendre les armes pour ceux de la religion. Il refusa d'abandonner « les églises persécutées; » les Montmorency lui prêtèrent 53,000 écus pour payer sa rançon; il revint juste en France un jour avant la mort de Monsieur; il alla faire sa cour au roi et au roi de Navarre. « J'étais demeuré près de lui, écrit-il, qui durant les chemins me reprit à diverses fois pour discourir de la grandeur des affaires qui lui allaient tomber sur les bras, de la faiblesse du roy, qui voyait en la puissance de la ligue la puissance qu'ils pourraient avoir de Rome et d'Espagne, tant d'argent que d'hommes, qu'il était mal assuré de M. de Montmorency, le Dauphiné fort divisé et M. de Lesdiguières ne s'animant jamais en toutes choses avec les résolutions communes, nos places mal garnies et aussi peu fortifiées, qu'on visait à luy pour le rejetter de la succession. »

Ils font ainsi plusieurs lieues, toujours discourant, concluant « que la cause est fondée en la justice humaine, que Dieu la maintiendrait, qu'il fallait quitter tout plaisir. » On se promit un appui éternel. Le roi de Navarre fut sans doute plus entraînant encore que de coutume pour gagner tout à fait un homme dont il connaissait la vaillance, et qui avait, si jeune encore, le corps déjà couturé de blessures. Désormais le vicomte de Turenne lui appartient. On arrive ainsi à Nérac, et on y célèbre ensemble le jeûne « avec une très grande dévotion. »

A Coutras, Turenne fait l'office de sergent de bataille sous l'œil du roi de Navarre, puis se mit à la tête des cavaliers gascons. Le roi lui rendit avec respect, le soir même de la victoire, le corps de Joyeuse, qui était son proche parent. Les affaires de Henri IV semblèrent presque perdues, quand le duc de Parme le contraignit à lever le siége de Paris. Pendant le siége était arrivé auprès de lui Horace Pallavicini, réfugié pour la religion en Angleterre, et qui avait été dépêché en Allemagne par la reine Élisabeth pour faire contribuer les princes protestans à une armée pour le roi de France. Il avait mission de proposer à Henri IV d'envoyer une personne de qualité à ces princes pour traiter de cette levée; il nomma du Plessis, de La Noue, ou M. de Châtillon, le fils de l'amiral. Henri IV confia la mission au vicomte de Turenne, bien que celui-ci souffrît beaucoup des suites d'une blessure qu'il avait reçue dans la campagne de 1587, devant le fort Nicole, près d'Aiguillon. Cette négociation, qui fut l'origine de la fortune de Turenne, en ouvrant les voies à son premier mariage avec l'héritière de Henri de la Mark,

duc de Bouillon, a une véritable importance historique, et mit au service de la cause royale une armée conduite par Christian, prince d'Anhalt. Louise de Coligny était en mesure de rendre de grands services à Turenne, par ses alliances, sa connaissance des cours et son crédit auprès de tous les princes protestans. Elle se chargea de faire passer à Henri IV, par voie de mer, en Normandie, des nouvelles de son ambassadeur.

Turenne était parti d'abord pour l'Angleterre, accompagné de Pallavicini et de Paul Choars de Buzenval, que Henri IV y envoyait comme ambassadeur ordinaire. La reine Élisabeth avait déjà vu le vicomte quand il avait accompagné le maréchal de Montmorency en Angleterre; elle le reçut avec la plus grande distinction : il était beau, il avait des manières insinuantes, il parlait non-seulement au nom du roi, mais de tous les calvinistes, dont il se regardait comme le représentant. Il s'insinua complétement dans la confiance de la reine, et flatta ses passions secrètes en n'allant pas remettre au roi Jacques d'Ecosse sa lettre de créance pour ce prince, et en se contentant de la lui envoyer, sous le prétexte de ne point retarder son voyage en Allemagne.

Pendant que Turenne était en Angleterre, il reçut plusieurs lettres de la princesse d'Orange; il lui avait fait espérer son arrivée en Hollande, et elle le presse vivement de venir. « Les états, lui écrit-elle le 12 novembre 1590, le défraieront de toutes ses dépenses tant qu'il sera sur leurs terres, il trouvera des bateaux prêts partout. Je viens à cest heure à l'utilité que vote passage par icy aportera au service du roy, c'est sans doute qu'il sera très grand, car si sa majesté a envye d'entretenir ces gens icy et d'en tirer du secours, il ne peust le faire si bien par personne du monde que par vous, votre réputation estant telle icy que je scay qu'ils feront pour vous ce qu'ils ne feront pour nul autre; ils sont un peu ambitieus et veulent que l'on fasse quas d'eux. Je sais par quelques-uns d'eux mesmes qui me l'ont dit que sy le roy envoyait vers eus quelque seigneur d'otorité qu'ils accorderoyent beaucoup, et si la royne d'ou vous estés à cest heure n'eust été si ombrageuse et que M. de Beauvoyr y eust peu faire un tour, comme souvent je luy ay mandé, je suis asseurée qu'ils eussent fait tout autre chose qu'ils n'ont fait jusquicy, que si le sieur de Buzenval y viens, il y sera longtemps et il ny fera guère et une heure de vous fera plus qu'un an de luy. Laissez les donc dire ce qu'ils voudront et passez en ces isles, puisque le service du roy vous y appelle, je m'asure que vous le ferez bien trouver bon à la royne. »

Venant à son particulier, elle insiste pour sa venue : « Voudriez vous montrer si peu d'amytié à une cousine que vous n'avez vue il y a neuf ou dix ans, et que peut être vous ne verrez jamais de pas-

ser si près d'elle sans la voyr; le devoir de bon parent vous y oblyge; depuis que je suis en ces pays, je n'en ay veu nul et puis dire avec vérité que cela m'a fait beaucoup de tort, car il semble à ces gens icy, veu le peu de cas que mes parents et mes amys ont fait de moy depuis mon affliction, que je soye tombée des nues et cela m'a tellement rendue méprisable parmy eux que vous seriez étonné du peu qu'ils ont fait pour moy, mes frères m'ont manqué et ne se montrent tels qu'ils devroyent en mon endroist, que mon cousin le principal honneur et la gloyre de ma race n'en face de mesme et donnes par votre présence contentement à ceste pauvre cousine que, je vous jure, depuis la perte du bien dont la privation me rendra à jamais mysérable, n'avoir senty son cœur emeu de nule joye que par l'espérance que me donnes de votre vue. »

Rarement, je pense, appel plus éloquent ne fut fait à un parent. La princesse est si désireuse de voir un des siens, qu'elle le grandit, elle rehausse ses proportions, elle lui parle de sa gloire, elle l'aime à la fois et l'admire. Il résume en ce moment la France, le bonheur perdu, toutes ses espérances. Le prince Maurice l'effrayait; les mœurs de ses nouveaux parens hollandais ou allemands n'étaient pas faites pour lui plaire beaucoup. On le comprendra bien, si l'on lit ce passage de Du Maurier : « M. le prince Maurice a conté à mon père qu'un jour d'hiver, à La Haye, y ayant quantité de princes et de grands seigneurs d'Allemagne de sa parenté, un jour, ils s'assemblèrent en la principale auberge de La Haye pour s'y divertir; qu'après avoir fait la débauche jusqu'à ne plus voir goutte, un de la compagnie proposa d'éteindre les lumières et de s'entrebattre toute la nuit à coups d'escabelles. Ce qu'ayant exécuté, l'un de ces souverains se trouva un bras rompu, l'autre une jambe cassée, un autre le crâne enfoncé, et que les moins offensés en furent quitte pour avoir d'horribles contusions et les yeux pochés au beurre noir. Après cela, il fallut se mettre tous au lit et se faire panser, ce que le prince sut de maître Luc, son chirurgien, qui était Français et bien expert dans sa profession, et qui fut appelé pour les traiter et leur remettre leurs membres disloqués. Sur cela, M. le prince Maurice disait à mon père, en s'éclatant de rire : Après ce beau et agréable divertissement, messieurs mes parens pouvaient se vanter d'avoir merveilleusement passé leur temps. »

Turenne s'embarqua pour la Hollande avec Pallavicini et Buzenval, et là eut de longues conférences avec le prince Maurice et avec les députés des états. Il demanda à contracter pour le roi un emprunt de trente mille écus d'or pour faire la levée des troupes en Allemagne. Les états offrirent des troupes et se firent prier pour l'argent. Turenne renvoya Buzenval en Angleterre pour rendre compte de ce qu'il avait fait à Élisabeth, et s'embarqua pour Ham-

bourg afin d'aller achever sa mission chez l'électeur de Saxe et chez l'électeur palatin.

Le 29 février 1591, la princesse d'Orange écrit à Turenne une longue lettre pour lui demander des nouvelles. Elle se plaint de n'avoir rien reçu de lui depuis qu'il avait passé à Utrecht. Un paquet qu'il lui avait fait passer pour la France s'était perdu; un autre avait été confié à un bateau marchand qui allait à Dieppe, mais qui s'échoua par le brouillard dans la rivière de Somme. « Mon beau-fils (le prince Maurice) me vient de mander qu'il a nouvelles que vous estes arivé à Dresden. J'en loue Dieu de tout mon cœur et le suplye de bénir tellement vos peynes et votre labeur que bientôt il en puisse revenir le bien que tous les gens de bien en espèrent. »

Le 15 mars, elle n'avait pas encore reçu de nouvelles de son cousin le vicomte de Turenne; elle est occupée de rechercher les moyens de faire toucher pour lui de l'argent. Elle lui donne des nouvelles du roi : « Vous verrez par une lettre que je vous envoye comme notre roy se hasarde toujours, Dieu le nous préserve et tous ses bons sentimens. Je viens de recevoir une lettre de M. le prince Dombes, qui me mande que les affayres du roy commancent à prospérer plus qu'ils n'ont fait en Bretagne. »

Louise de Coligny aimait sa retraite de Middelbourg : on peut deviner à certaines confidences de Du Maurier que si le prince Maurice lui rendait les respects qu'il lui devait, il était économe de son affection. Maurice ne voyait dans le fils de la princesse d'Orange qu'un héritier du Taciturne; cet enfant pouvait être appelé à prendre sa place, si lui-même tombait sous une balle ou sous le poignard. On parlait sans cesse de le prendre à sa mère : celle-ci gagnait du temps, elle ne voulait pas le mener en Hollande; il lui semblait que son fils était plus à elle dans la petite presqu'île de Zélande. Elle confiait ainsi ses alarmes à son parent :

« Mon frère, par la commodité de M. de La Tour, il faut que je vous découvre mes peynes comme à celui seul du conseil de qui je veux dépendre; cette lettre sera donc toute pour moy, vous ayant envoyé hyer par la voye de Coulongne (Cologne) tout ce que nous sçavons icy de France; or je vous diray donc que vous sçaves la promesse qui nous a esté fayte pour le regard de mon fils, cependant je découvre que l'on a eu égard seulement à ne rien refuser au roy ny à vous, et à me donner aussy quelque contentement pour me fayre tousjours couler le temps, et se promet que ne réussira rien de cela, parce que l'on dit que ceste promesse vous a esté conditionnée lorsque la France serait en repos, et, ne voyant pas d'aparence à cela, ils sont à me persuader que cela ne me doit empescher d'aler en Holande, et meu pressent et solicitent fort, et j'ay sçeu par ung qui le sçait très bien, de qui je l'ay tiré

par artifice, que, lorsque je seré en Holande, il ne faut pas que je face estat d'en partir, et que l'on fera nestre toujours quelque occasion (avec ce qu'il y a aparence que nos misères de France en produiront assez) pour s'escuzer au roy de leser aler mon fils; je suis à cest heure à combattre donc pour n'aler point là, bien que leur dye (dise) tousjours que j'yré, mais il me survient tousjours quelque dificulté; enfin ils découvriront bien que c'est que je n'en ay pas envye, s'il ne vous plaist m'y aider par ce moyen, m'escrivant une lettre que je peuse montrer, par laquelle, disant que vous avez entendu par le sieur de La Tour que je veux aler en Holande, vous me pries de suspendre cette résolution jusqu'à ce que soyez de retour, parce que vous avez fait entendre au roy que j'estois icy en quelque chose utile pour son service, mesmement durant vostre négotiation pour recevoir icy, et vous envoyer les comandemens qu'il luy playra vous faire. »

Son projet était de se retirer à Orange avec son jeune fils, et l'on ne peut trop s'étonner qu'il ne pût convenir au prince Maurice ni aux états de donner à la France un gage aussi précieux qu'un prince d'Orange et de le livrer entièrement aux influences françaises. Les Espagnols qui étaient en Provence avaient été presque tous défaits et la principauté d'Orange était aux Nassau; mais elle était bien loin de la Hollande, et la France était profondément troublée. Louise supplie le vicomte de Turenne de revenir en France par les Pays-Bas; elle ira le voir au lieu où il voudra. « Votre beau jugement, écrit-elle, résoudra, s'il lui plaît, les troubles de mon esprit pour prendre la résolution que me conseilleres soit pour demeurer en ces pays, soit pour me retirer ailleurs. »

Peu après avoir écrit cette lettre, Louise de Coligny eut la visite de sa cousine d'Andelot « qui est certes une des plus honneste et sage fille du monde, » qui lui servit de prétexte pour différer d'aller en Hollande. On lui assigna toutefois le mois de mai pour aller à La Haye « avizer aux affayres de cette mayson, invention que seulement on a trouvée pour m'y activer, car je sais qu'en ce temps icy, on n'y pense donner aucun ordre. » (Lettre du 29 mars.) J'extrais ce passage d'un post-scriptum à la lettre précédente, qui avait été retournée à Middelbourg à cause du départ d'un messager : « Nous n'avons point sceu des nouvelles de France depuis le passage de M. de La Tour, sinon de la prise de Fecan (Fécamp), de quoy M. de Hollat a pensé enrager, car on l'avait fait venir avec un très beau secours, et cependant on fit la composition peu devant sa venue, à ce qu'aucuns disent assez mal à propos. Le bruit vient de tous cotés que Chartres est au roy, mais à cause du vent contrayre, on n'en peut encore bien sçavoir la vérité; le duc de Parme est encore à Bruxelles et se haste assez lentement pour aller en

France, mais tousjours ses forces s'aprestent et beaucoup ont opinion qui (qu'il) regarde ce que vous ferez et le chemin que prendres à votre retour pour empescher s'il peut vostre passage, mais je sais que le sieur de Buzenval vous avertit plus particulièrement de telles affayres et du bon chemin où sont celles pour lesquelles l'avez layssé. Ces gens ici feront pour vous plus qu'ils ne feroyent pour personne du monde pour la bonne odeur qu'ils ont prise de vous à votre passage. »

La nouvelle de la prise de Chartres était fausse, car le 19 avril elle écrit à Turenne : « Je vous diray que de Dyepe (Dieppe) on m'escrit du 16 de ce mois que ceux qui venoyent de Chartres assuroyent avoir veu les ostages que ceus de dedans avoyent envoyes au roy, avec promesse de lui rendre la ville sy dans le dit jour du 16 ils n'avoyent secours : mon beau-fils est party aujourd'huy dicy en intention d'estre bien tost aux champs et faire parler de luy cest été, je ne vous puis dyr combien il se sent heureus et honoré de vous avoir veu et de l'asurance que luy aves donnée que vous l'aymes, il m'a parlé du fait de son petit frère (le jeune fils de Louise de Coligny) et m'a promis qu'il ne manquerait point à la promesse qu'il vous a fayte, de quoi j'ay tiré une lettre de luy qu'il a escrite au roy pour responce à celle dont sa majesté l'a honoré. » Sous cette garantie, la princesse annonce à Turenne qu'elle a promis au prince Maurice d'aller en Hollande suivant ses désirs. La promesse dont il est ici question est révélée dans les lignes suivantes : « Je luy disais (au prince Maurice) que je ne pensais pas que le roy mandast son frère jusqu'à ce que soyes auprès de lui. » Ainsi Henri IV demandait qu'on lui envoyât le jeune fils de Guillaume le Taciturne, et le prince Maurice semblait résigné à cette séparation.

A ce moment, la princesse dit qu'elle n'a encore reçu qu'une lettre de Turenne, depuis que celui-ci a quitté Utrecht; elle ne sait qu'indirectement qu'il était arrivé à Francfort en bonne santé. Elle avait promis à Turenne de lui écrire toutes les semaines; malheureusement toutes ses lettres n'ont pas été conservées. A la fin de mai, elle lui donne des nouvelles de M. du Plessis, qui était à La Rochelle et qui s'apprêtait à rejoindre le roi. Son beau-fils, le prince Maurice, était parti de La Haye pour se mettre en campagne avec de belles troupes; le duc de Parme ne remuait point encore.

« Ma cousine d'Andelot est partie depuis quatre jours, sa présence m'a fait couler icy deux mois beaucoup plus doucement que je ne l'eusse fait, mais à cest heure je racheteré, s'ay-je peur, d'une longue pénitence la joie et le contentement de deux mois d'une cousine et de huit jours d'un cousin, c'est le seul auquel depuis sept ans j'ay parti-

cipé. Je crains bien que je ne soye pas pres de les revoir, cependant vives assuré, je vous suplye, que rien est sous le ciel si religieusement gardé que l'affection et parfayte amitié de votre misérable cousine, laquelle ne finira qu'avec sa vie, je vous bayse légions de fois les mains. »

Quelles tristes langueurs laissent deviner ces effusions d'une âme émue, pour ainsi dire prisonnière, exilée, sans confident! Les affaires publiques l'occupent, la passionnent, mais ne suffisent pas à la remplir. « Tout bruit de votre belle armée, dit-elle pourtant, et ce dit que commencerés à marcher cette semayne... O Dieu, qui me tarde que je voye cette nouvelle certene! » Elle s'accroche toujours à l'espérance de revoir un moment son cousin. Elle lui donne sans cesse des nouvelles des affaires d'argent, dont le soin avait été laissé à M. de Buzenval. Chaque état avait une part à payer; elle s'occupe particulièrement de la contribution de la Zélande. Elle lui parle des desseins du duc de Parme, « qui sont encore sy secrets que l'on ne peut asseoir nul jugement de ce qu'il veult fayre; car une fois y fait des préparatifs pour assiéger une ville et puis tout s'évanouit; un autre on dit que c'est pour donner en une des îles de Zélande, de quoi souvent je suys en alarme; à cet instant (29 mai) on a nouvelles icy qu'il est parti de Bruxelles avec quinze cents chevaus et quatre mille hommes de pied et qu'il tient le chemin de Gueldres pour traverser les entreprinses de mon beau-fils. Ceux du conseil dicy viennent aussy de recevoir lettres de Calais par lesquelles on leur mande que le commandeur de La Fère a esté tué d'un coup de hallebarde par le curé de la ville, et que depuis le duc de Meyne a mis la ville entre les mains du duc de Parme, qui y a fait entrer garnison espagnole, de quoi tous les catholiques de ces contrées-là murmurent extrêmement. » Elle se dépite à l'idée que Turenne, à ce qu'on l'assure, ne pourra marcher avant le commencement d'août. « Si j'étais homme, pour certain j'eusse déjà présenté mille combats. » Elle pense toujours à aller à Orange, apprenant que M. de Lesdiguières fait heureusement la guerre dans ce quartier, mais elle ne veut rien décider avant que Turenne ne soit retourné auprès de Henri IV. « Je ne me veux résoudre à chose du monde, ni employer personne pour mon fils ni pour moy jusqu'ici que Dieu vous ait rendu auprès du roy, car je ne veus pas que nous tenions et soyons obligés à autre que de vous (31 mai). »

Turenne avait rencontré toute sorte de difficultés dans sa mission; le 15 juin 1591, il demandait au comte Jean de Nassau de nouveaux secours pécuniaires pour conduire les troupes allemandes en France. Il le priait d'user de son autorité dans ce but auprès des églises de Cologne, d'Aix, de Francfort, de faire des arrange-

mens avec les évêques de Paderborn et d'Osnabruck. « J'espère, disait-il, dans trois ou cinq semaines avoir une belle armée sur pied.» (Archives de la maison d'Orange.) Turenne et Anhalt se mirent enfin en route ensemble et amenèrent à Henri IV cinq mille cinq cents chevaux et 11,000 hommes de pied. Le roi, qui venait de prendre Noyon, vint au-devant de Turenne et passa la revue des nouvelles levées dans la plaine de Vandy (28 septembre 1591).

Nous n'avons pas à raconter la fin de la guerre civile. Le roi récompensa les services de Turenne en facilitant son mariage avec l'héritière de Henri, duc de Bouillon, et souverain de Sedan; celle-ci était cousine germaine de Mlle de Nassau. Henri de la Tour prit désormais le nom de duc de Bouillon. La princesse d'Orange profita de la paix pour venir en France : son jeune fils avait été confié à Scaliger et faisait ses études à Leyde. Henri IV traita la princesse avec les plus grands égards; elle amenait avec elle ses deux belles-filles, devenues pour ainsi dire ses filles, Charlotte et Élisabeth, heureuses d'échanger l'ennui de Middelbourg contre les plaisirs de la première cour du monde. Leur sœur aînée, Louise-Julienne, épousa en 1593 l'électeur palatin. On a une lettre du 5 octobre 1594 adressée par le prince de Condé au comte Maurice, et dans laquelle il recommande le mariage du duc de Bouillon, devenu veuf, avec la comtesse Élisabeth. Louise de Coligny, qui avait retrouvé son héros, fit sans doute tout ce qui était en son pouvoir pour amener ce mariage. La princesse d'Orange dut retourner en Hollande avec les deux jeunes princesses et peu après Henri IV fit demander la main d'Élisabeth pour le duc de Bouillon. Le mariage fut célébré à La Haye le 15 avril 1595.

Devenue Française par son mariage, la jeune duchesse de Bouillon travailla avec la princesse d'Orange à faire faire à sa sœur un mariage français. Cette sœur, aimable, si charmante que le sévère prince Maurice ne l'appelait que « ma belle Brabant » (elle se nommait Charlotte-Brabantine), fixa son choix sur un cousin germain du duc de Bouillon, comme lui protestant, oncle du prince de Condé, Claude de la Trémoille. Le duc de Bouillon demanda pour lui la main de la comtesse Charlotte au comte Jean, le chef de la maison de Nassau. (Lettre du 21 juillet 1597. Archives de la maison de Nassau.) Henri IV eut lieu d'être mécontent que cette demande de mariage fût faite directement; le duc de Bouillon semblait traiter avec le comte Jean de Nassau comme un prince souverain avec un autre prince souverain. Il parlait, au nom des églises protestantes de France, à un des chefs du parti protestant allemand. Henri IV ne crut pas toutefois devoir faire obstacle au mariage.

La princesse d'Orange saisit avec empressement une nouvelle occasion de retourner en France : cette fois elle amena son fils

Henri, âgé alors de quatorze ans. Elle débarqua à Dieppe, le mariage se fit à Châtellerault, où était à ce moment l'assemblée des églises réformées, puis la princesse d'Orange se rendit à Thouars avec les nouveaux époux. Elle alla saluer le roi à Nantes et y resta avec la duchesse de Bouillon et la duchesse de la Trémoille pendant toute la durée des négociations, qui se terminèrent par le fameux édit. La princesse ne se fixa auprès d'aucune de ses filles, mais elle ne cessa de s'occuper d'elles avec un soin tout maternel. Sa correspondance avec la duchesse de la Trémoille montre une vraie « grand-maman, » qui se complaît aux détails des grossesses, des accouchemens, des nourrices, comme la plus simple bourgeoise, gaie par momens et gaillarde, comme dans cette lettre qu'elle écrit de Paris à la duchesse de la Trémoille qui vient d'avoir son premier enfant : « Ma fille, un fils, j'en pleure de joie. Enfin je n'ai point de parole pour vous représenter mon contentement... Vraiment vous avez bien de l'avantage sur toutes vos sœurs d'avoir si bien commencé et si promptement. Quoi! dix jours après être mariée? Pour certain, je crois que c'est du jour où nous déjeunâmes si bien sur votre lit. »

III.

Louise de Coligny resta en France depuis 1598 jusqu'en 1603 ; la douceur de ces cinq années, que peuvent comprendre seulement ceux qui ont vécu longtemps hors de leur pays, ne fut pas sans quelque amertume. En premier lieu, elle ne put garder auprès d'elle son fils Henri. Elle s'était flattée d'obtenir pour lui, par la faveur de Henri IV, un grand établissement en France : elle le produisait à la cour. « J'ai dit à M. de Domarville (le gouverneur du jeune prince), qu'il vous mande le ballet dont votre petit frère a été et où il a triomphé. » (Lettre du 15 décembre 1598.) Messieurs des États ne se souciaient point que le neveu du comte Maurice devînt un courtisan français; ils le rappelèrent pour qu'il prît part aux opérations militaires de 1599. « Je suis si interdite, écrit la pauvre mère, du partement de votre frère que je ne sais ce que fais. » Elle est embarrassée d'argent, et ne sait comment l'équiper. « Je ne pense plus qu'au moyen de le faire retourner avec quelque lustre et moyen de servir sa patrie, de façon que je ne parle à cette heure, qu'hommes, armes et chevaux; et pour ce faire, je vous laisse à penser s'il me faut trouver de l'argent, à quoi me fait un extrême besoin celui que me doit votre bon mari... il y va de l'honneur et de la réputation de votre cher frère, car messieurs des États me prient instamment qu'il leur amène une bonne troupe. » Elle dit adieu à son fils à Vigny, château situé près de Pontoise, qui était alors aux Montmorency.

Séparée de son fils, Louise de Coligny ne trouva pas toujours des consolations dans les familles auxquelles s'étaient alliées ses filles. Le duc de Bouillon, celui qui avait un moment ravi son enthousiasme, avait beaucoup d'esprit, sa correspondance en fait foi; mais il avait l'humeur inquiète, changeante, tournée à l'intrigue : il était peu sûr. La gloire d'Henri IV l'aveuglait et par moments l'offusquait ; il ne se croyait jamais assez payé de ses services. Il avait pris un empire souverain sur sa femme et sur les La Trémoille. Il chercha à persuader aux deux sœurs que la princesse d'Orange, aveuglée par son amour maternel et trop désireuse de plaire à Henri IV, avait trop d'humilité en face de la maîtresse du roi; qu'elle faisait aussi à la cour trop bon marché de sa qualité de princesse d'Orange-Nassau. Louise de Coligny se défendit avec autant de bonté que de dignité. Elle avait de grandes obligations à Henri IV, qui l'avait aidée à faire casser l'infâme arrêt rendu par le parlement contre Coligny, qui caressait de grands desseins pour le neveu du prince Maurice, qui appuyait les démarches qu'elle faisait pour obtenir la mise en liberté de Jacqueline d'Entremonts, la victime du duc de Savoie. Si la reine faisait, comme on disait alors, bonne chère à la marquise de Verneuil, la favorite du jour, il n'appartenait point à la princesse d'Orange de se montrer plus sévère. Celle-ci était sans cesse conviée à la cour par les commandemens du roi et de la reine. Sa place ne laissait pas d'y être difficile, mais son esprit se tenait au-dessus de méchantes questions d'étiquette. « Je n'ai garde, écrivait-elle, d'en faire de grands cancans, car ce serait cela qui serait bien préjudiciable, sachant bien qu'il y a ces quatre maisons (Longueville, Lorraine, Montpensier, Nemours) qui tiennent rang en France, qui sont si proches au roi qu'il ne donnera jamais d'avis à leur désavantage. » Elle évitait donc, surtout ne devant pas rester toujours à la cour de France, toutes les occasions qui pouvaient donner lieu à des luttes de préséance. Elle feignait de ne pas apercevoir les petites usurpations de Mlle de Guise, la fille du Balafré. « Ma fille, écrivait-elle à la duchesse de la Trémoille, je me souviendrai toujours fort bien de qui j'ai eu l'honneur d'avoir été femme et fille. » Elle avait connu d'autres angoisses que celles des places à la table de la reine et des passages des portes. Elle aimait la compagnie du roi qui trouvait moyen de réjouir sa tristesse, et Henri IV était heureux de la voir auprès de sa nouvelle épouse. Dans les lettres où elle raconte sa vie à la cour, on sent bien qu'elle se défend moins contre ses filles que contre le duc de Bouillon : elle ne le nomme point, mais elle sait qui cherche à lui nuire dans l'esprit de ses enfans. Elle n'use jamais de représailles et ne parle point des hommages presque amoureux que le duc de Bouillon rend à la

marquise de Verneuil, bien qu'elle sache que la duchesse de Bouillon s'en inquiète. Elle est pour ses deux filles une mère toujours tendre, sensée, pleine d'indulgence, mais on devine que de nouveaux sentimens ont pris la place de ceux que le vicomte de Turenne lui avait autrefois inspirés.

Le duc de Bouillon apportait dans la politique le même esprit tracassier que dans sa famille. Il est rare que l'on juge bien ses contemporains, surtout ceux qu'on a connus pauvres, désespérés, à qui l'on a prêté un secours qu'on a cru nécessaire. Bouillon ne voyait dans le Béarnais qu'un apostat et un ingrat; il semble étrange pourtant qu'il n'ait pas été entraîné par la grandeur familière de ce roi dont les paroles émeuvent encore aujourd'hui tout cœur français. « Il ne faut plus faire de distinction de catholiques et huguenots, mais il faut que tous soient bons Français. » Cette politique n'était pas comprise de Bouillon, et pendant la fin de son séjour en France la princesse d'Orange eut le chagrin de le voir mêlé plus qu'il ne fallait aux intrigues de Biron. Elle quitta la France à la fin de 1602 pour retourner à La Haye. Après l'exécution de Biron, le roi, persuadé que Bouillon était en intelligence avec lui, lui commanda de venir le trouver; Bouillon fut alarmé : il alla se présenter à Castres, devant la cour de justice destinée à ceux de la religion, et prit acte de sa comparution. Le roi entra dans une grande colère : il fit venir Duplessis-Mornay, qui le calma. Pouvait-on croire que Bouillon, qui avait peu d'années auparavant négocié en Angleterre et en Hollande un traité de ligue offensive et défensive contre l'Espagne, fût maintenant en alliance avec les ennemis de la religion? Le prince Maurice, en apprenant l'accusation portée contre Bouillon, s'exprimait avec la plus grande énergie sur la « queue » de la conspiration de Biron. « Il déplore infiniment, écrivait M. de Buzenval, l'ambassadeur de France, à M. de Villeroy, le malheur de ce sien allié, encore qu'il se soit rendu incapable d'être plaint et à plus forte raison d'être aydé et assisté des siens. » Bouillon s'était décidé à sortir de France : il passa par Genève et se retira à Heidelberg, chez son beau-frère, l'électeur palatin. M. de Buzenval écrivait à M. de Villeroy : « Je vous avais dit dans ma dernière qu'il n'y avait pour lors aucunes nouvelles ny lettres de M. de Bouillon depuis son arrivée à Heidelberg; mais trois jours après on a receu du 8e de ce mois, non M. le prince Maurice ny MM. les états, mais seulement Mme la princesse d'Orange qui me les a communiquées. C'est une lettre de complimens, par le style de laquelle il est aisé à juger qu'il ne luy escrit pas confidemment comme il a fait autrefois. Il dit que c'est la première princesse étrangère à laquelle il ait rendu ce devoir depuis sa disgrâce, comme n'ayant eu d'autre but que de faire paraître son innocence par le peu de recherche de ses amis et

d'ayde foraine, et n'y préparant autres armes que celles de la justice (1). » Bouillon trouva les états et le prince Maurice peu sensibles à son infortune ; il essaya vainement de remuer le roi Jacques d'Angleterre en sa faveur. Dans un moment de tristesse, il écrivait en Hollande : « Au moins, si mon sort me porte par-delà, j'espère qu'on ne me refusera pas une picque en quelque régiment. » Son beau-frère La Trémoille lui resta complétement fidèle. Il intercéda fortement auprès du prince Maurice en sa faveur. Il était si convaincu de son innocence qu'il ne voulut plus reparaître devant le roi.

Sully vint le visiter à Thouars, lui parla des desseins du roi sur les Pays-Bas, couvrant les menaces sous les caresses. La Trémoille tomba malade; il mourut en chrétien au mois d'octobre 1604. « Sa tête, dit brièvement Sully, ôta une tête aux séditieux. » (*Mémoires de Sully.*) Ces paroles sont trop sévères. Il est bien vrai qu'un peu avant sa mort La Trémoille écrivait au comte Jean de Nassau pour lui affirmer l'innocence du duc de Bouillon, « les vraies causes de sa défaveur étant l'honneur et la gloire de Dieu, j'estime que vous serez d'autant plus affectionné d'agréer son bon droit, qui a besoin de *remèdes forts*, car les moindres ne sont suffisans (2). » Jean de Nassau et six princes allemands intercédèrent en effet collectivement auprès de Henri IV en faveur de Bouillon, qui lui-même envoya, peu après la mort de La Trémoille, un mémoire justificatif au roi, où il traitait les accusations portées contre lui d'ordures, d'horreurs, d'énormités. Il prenait à témoin le « scrutateur des cœurs, » il se défendait d'avoir voulu faire des levées, armer ceux de la religion, ni traiter avec le duc de Savoie et le roi d'Espagne.

Le roi fut sans doute ému de pitié par la mort de La Trémoille, par la désolation de la « belle Brabant, » qui restait veuve avec six enfans; il ne voulait que disloquer les grandes familles huguenotes, la mort s'en chargeait pour lui. Pour la princesse d'Orange, elle ne cessait de donner les meilleurs conseils à la duchesse de La Trémoille. « Le meilleur remède est le temps, la patience et l'humilité de M. de Bouillon. Mon opinion et celle de tous ceux de deça est telle, et que s'il en recherche d'autres, il ruinera plus ses affaires qu'il ne les avancera. » (Lettre du 5 mars 1603, de La Haye.) Le roi pardonna à Bouillon; il avait une respectueuse tendresse pour la princesse d'Orange; il voulait ménager les princes allemands; il attachait un grand prix à l'amitié des Nassau; il savait être sévère, il savait aussi être généreux.

Les douleurs de la duchesse de La Trémoille, les inquiétudes des Bouillon n'étaient pas les seuls ennuis de la princesse d'Orange; ce fils qu'elle avait élevé avec tant de soins, pour qui elle cherchait

(1) *Correspondance de M. de Buzenval*, p. 387.
(2) Archives de Nassau, lettre de juillet 1613.

une femme française, lui échappait de plus en plus. Dès son enfance, elle s'étonnait de ses « opiniâtretés de Nassau; » le Nassau était devenu complet. « Mon fils ne danse plus que des allemandes; vous n'avez jamais rien vu tant sur la gravité; je pense qu'il a appris cela en la Germanie. » Elle était seule; le prince Maurice, plus taciturne que son père, ne mêlait aucune tendresse au respect qu'il lui portait. Peut-être ne lui pardonnait-il pas d'avoir peu encouragé le projet qu'il avait eu un moment de mettre la couronne sur sa tête. Maurice, quand il n'était pas à la guerre ou ne jouait pas aux échecs, allait voir « sa dame, » qui vivait paisiblement avec ses deux petits enfans.

Un moment, la princesse s'amusa de la folie du comte d'Egmont, qui osa lui parler d'un troisième mariage. C'était le fils de l'illustre victime des Espagnols. « Il est plus fou que jamais. Il s'est proposé un voyage aux Indes, là où il dit qu'il sera receu roi, a fait déjà toutes les lois de son royaume, donné toutes les charges et offices. Il ne lui manque qu'une femme. Sans vanité, si j'y voulais entendre, je crois bien que je serais la première refusant ce beau royaume imaginaire. » Louise de Coligny n'avait jamais été régulièrement belle, mais elle avait le plus grand air. Un portrait peint par Miereveld la montre avec un bonnet de veuve à la Marie-Stuart, un col montant, les cheveux relevés et crêpés; l'œil est cerné, timide et un peu défiant; le nez long, et nettement tracé, rappelle M. l'amiral; la bouche fine, sinueuse, ébauche un sourire; au menton délicat, on devine l'absence de grande force; les lignes du visage sont onduleuses; l'ensemble produit une impression presque douloureuse. La figure est belle en son ensemble, mais la destinée l'a, pour ainsi dire, trop modelée; elle y a mis trop souvent sa marque et son irréparable trace. Pourtant animez cet œil doux et fin par la vie, ouvrez ces lèvres pour le discours, éclairez d'un rayon ce costume sévère, et vous aurez une femme qui avait encore de quoi plaire et même séduire.

La princesse d'Orange retourna à Paris en 1605 : sa belle-fille, la duchesse de la Trémoille, venait de faire un riche héritage par la mort du comte de Laval, Guy de Coligny, mort célibataire. La princesse écrit à sa fille : « Il est besoin que vous donniez ordre de bonne heure à recueillir cette belle et grande succession; et je crois que la première chose que vous devez faire c'est d'écrire au roi, pour le supplier de vous commander comment il plaît à sa majesté que vous vous gouverniez en cette affaire. » Tous les protestans se réjouirent de voir les La Trémoille entrer dans de grands biens. Henri IV avait toujours eu du goût pour la duchesse; « c'est une bonne femme, disait-il à M. de Loménie, je voudrais bien que Mme de Bouillon lui ressemblât, elle disposerait mieux son mari à

faire ce qu'il doit qu'il ne fait. » La duchesse de La Trémoille avait donné une de ses filles à sa belle-mère, et la princesse prenait plaisir à élever cet enfant. Elle l'emmena à La Haye au commencement de 1606, où on lui donna un maître pour apprendre le flamand. « Croyez, écrit-elle, que je ne la gâte point, car je la fait bien fouetter quand elle le mérite. » La petite Charlotte ne prenait pas tout son temps : elle cherchait toujours une femme pour son fils; elle avait pensé un moment à Mlle de Montmorency, qui avait épousé M. le Prince; puis elle avait jeté les yeux sur Anne de Rohan, qui était du même âge que son fils Henri : « Il faut qu'ils se voient, car il n'y a point moyen de l'obliger... j'y apporterai tout ce que je pourrai, comme n'y ayant chose au monde que je désire tant; car alors je serais contente de mourir. » (1er février 1609. La Haye). La Princesse éprouva un grand déplaisir quand le prince de Condé vint avec sa femme chercher un asile à Bruxelles. « L'éloignement de France de M. le Prince nous fâche fort ici et surtout le lieu où il est, où on tâchera, par toutes sortes d'artifices, de le détourner de son devoir; mais je veux toujours espérer qu'il sera plus sage. » (14 janvier 1610.) « Pour moi, dit-elle encore, je crois que M. le Prince a perdu l'esprit... le cœur m'en crève d'en voir un qui porte le nom de Bourbon parmi ces gens-là. Je me trompe bien ou il sera bientôt las d'eux et eux de lui; ils le déprisent déjà bien fort à ce que j'entends. J'ai pitié de le voir courir comme cela à sa ruine, et cette pauvre princesse renfermée à cette heure comme dans une prison. Elle eût été bien plus heureuse d'épouser un simple gentilhomme. » (25 février 1610.) La Princesse était restée une amie passionnée de Henri IV; on ne trouve jamais dans sa correspondance un mot de reproche, de critique contre le roi. Hors de France, elle était devenue plus royaliste. Elle connaissait assurément quelque chose du grand dessein de Henri IV et du prince Maurice, mais elle ne touche jamais que pour ainsi dire en passant aux grandes affaires de Clèves, de Juliers. Elle affecte de n'être pas en état d'en juger; elle a de grandes agitations d'esprit, mais ses principes droits et fermes ne la trompent guère; elle tient pour le roi de France, pour ses parents de Nassau, les alliés du roi; elle met sa foi dans la Providence.

La mort de Henri IV fut certainement un coup terrible pour Louise de Coligny. Elle se préparait au printemps de 1610 à se rendre à Paris, après les fêtes de Pâques; on n'a aucune lettre d'elle depuis ce moment jusqu'au milieu du mois de juillet 1612. Tout était changé en France : tout ce qu'aimait la fille de Coligny semblait perdu, tout ce qu'elle méprisait ou détestait remplissait la vue de l'Europe. Cette alliance intime entre les Pays-Bas et la France, sur laquelle Henri IV avait bâti ses projets et qui doublait en quelque

sorte le patriotisme de la princesse d'Orange, n'était plus qu'une chimère : l'esprit dur et froid de Maurice se tournait vers les ennemis acharnés de la France; la princesse d'Orange se sentait désormais une étrangère partout, qu'elle fût à Paris ou qu'elle fû La Haye. En vain écrivait-elle à sa fille : « Je ne suis point femme d'État, » tout en elle devait souffrir pendant ces honteuses années qui suivirent la mort de Henri IV; elle n'avait pas seulement perdu un ami, le protecteur de ses enfants, le protecteur de sa foi, elle avait perdu la vision d'une France glorieuse, généreuse, intelligente; elle vivait sur les ruines d'un temple écroulé.

Ces retours de la fortune sont plus affreux quand ils coïncident avec le déclin de la vie et quand l'ombre du malheur national ne se projette plus que sur d'autres ombres. On est frappé pourtant de ne trouver aucune trace d'amertume dans la correspondance des dernières années de la princesse; de temps à autre un mot échappe; « tout ce que j'ouïs, et par paroles et par écrit, ne chante que présage de malheur en ma pauvre patrie; » mais elle revient vite aux détails familiers, à la bonhomie, à la simplicité. De Bouillon, il est rarement question; son nom ne revient plus souvent parmi les noms aimés. Les amitiés offensées n'ont d'autre refuge que le silence. L'occasion était belle pourtant pour Bouillon, s'il avait eu les vertus que la princesse d'Orange avait cru trouver autrefois chez lui, s'il avait été aussi grand citoyen que vaillant soldat et habile diplomate. On l'avait vu, après la mort de Henri IV, comme Épernon, Guise, Lorraine, parcourir les rues de Paris avec une suite de 500 gentilshommes armés. Il était animé d'une haine violente contre Sully; il alla dans le conseil jusqu'à lui montrer le poing, et si la reine n'eût été présente, il se fût emporté jusqu'à frapper le vieux ministre. Maréchal de France, prince souverain de Sedan, il avait cru qu'on lui confierait le commandement de l'expédition projetée par Henri IV. Dès qu'il apprit que la reine ne voulait pas le mettre à la tête de l'armée, il s'était brouillé avec la cour. Au mois de mai 1613, la princesse d'Orange fut heureuse de voir arriver comme ambassadeur à La Haye un ancien serviteur du duc de Bouillon, Aubry du Maurier, fils d'un petit seigneur huguenot, huguenot lui-même, et qui jouissait pourtant de toute la confiance de Villeroy. Du Maurier avait eu à se plaindre de Bouillon, et celui-ci le dénonça à La Haye comme un agent de l'Espagne : Aubry du Maurier était un honnête homme et un bon Français. La princesse d'Orange le traita avec bonté et dirigea ses premiers pas à La Haye. « J'avois besoin, écrivait le bon Du Maurier, comme de la vie qu'elle me prît en sa protection et qu'elle me daignât recommander : ce qu'elle fit avec un tel excès de bons témoignages où il a été besoin, qu'elle a voulu par cette libéralité suppléer à la mul-

titude de mes défauts, et, de plus, anéantir et détruire une infinité de calomnies que la haine en quelques-uns et l'envie et la douleur en quelques autres excitèrent contre moi de toutes parts. » (*Mémoires* de Du Maurier.)

La guerre civile avait éclaté en France. Condé et Bouillon s'étaient emparés de Mézières, et Condé avait adressé un manifeste à la reine-mère pour demander la convocation des états-généraux et la rupture du mariage projeté entre le jeune roi et une infante espagnole. La cour et les princes recherchaient l'alliance des états. Maurice était un ennemi déclaré de l'Espagne, mais il avait au plus haut degré ce qu'on nommerait aujourd'hui l'esprit de gouvernement. Il était fidèle observateur des règles du droit des gens, et derrière Concini il voyait la reine de France. Condé, disait-il, avait la tête remplie de prédictions d'almanachs (dépêche de Du Maurier). Si Mézières eût été à lui, la tête du commandant qui avait livré cette place n'eût pas été longue à tomber. Il y avait à ce moment une petite armée française en Flandre, en exécution des derniers engagemens pris par Henri IV. Maurice défendit sous peine de mort à aucun soldat ou officier de cette armée de rentrer en France pour servir les rebelles, et il mit toutes les forces françaises, placées momentanément sous ses ordres, à la disposition de la reine. Un soldat qui tenta de déserter fut pendu; trois autres reçurent sur la joue, au fer rouge, la marque d'une potence. La première révolte des princes ne fut pas de longue durée, et le 15 mai 1614 on signa la paix de Sainte-Menehould, qui fut, suivant l'expression de Motley, la caricature d'un traité, comme la rébellion avait été la parodie de la guerre. La princesse d'Orange avait eu une attitude aussi correcte que le prince, et elle y avait plus de mérite; mais elle aussi avait appris à se défier du langage spécieux et des grâces de Bouillon. Elle assistait avec tristesse à l'éclipse de la grandeur française : Henri IV n'était plus, Richelieu était dans l'ombre, un vil favori disputait à des princes avides la fortune de la France.

Quand la cour se rendit à Bayonne pour y chercher l'infant d'Espagne, Condé fit une seconde prise d'armes. Bouillon écrivit au comte Jean de Nassau : « Nous avons été contraints de prendre les armes pour garantir la France de la sujétion étrangère à quoi on la veut porter par la ruyne de la maison royale... Il faut arrêter le cours de la puissance espagnole. » (Lettre écrite au camp de Pimpré, près Soissons, le 25 septembre 1615. — Archives de Hollande.) Cette fois, Maurice fut ébranlé, car le gouvernement français l'avait abandonné quand Spinola avait pris Aix-la-Chapelle et Wesel. Pourtant sa rancune ne l'aveuglait point sur les motifs des princes; quand il parlait de ceux qui prétendaient venger Henri IV, il ne

cessait de répéter : « Il n'est pas nécessaire de ruiner le fils pour venger la mort du père. C'est l'ouvrage du fils, qui seul a l'autorité légitime. »

Le traité de Loudun montra bien que les princes ne travaillaient que pour eux. La princesse d'Orange fait peu d'allusions dans ses lettres à ces tristes luttes; le nom de Bouillon ne se retrouve plus sous sa plume, toute sa tendresse est pour les La Trémoille. La désillusion était venue avec la vieillesse; les âmes trop éprouvées finissent par s'enfoncer dans une sorte de solitude. La princesse voyait la mort frapper autour d'elle; en 1618, elle écrit à la duchesse de La Trémoille : « Il a plu à Dieu d'appeler à soi M. le prince d'Orange, votre frère. » Onze mois après, elle perd Éléonore de Bourbon-Condé, que ce prince avait épousée; la même année Barneveld, qui avait été son fidèle ami, fut exécuté à La Haye sans qu'elle ait pu obtenir son pardon.

Elle s'enferme dans le silence, ose à peine faire allusion à la détention de Condé. « Beaucoup espèrent sa prompte liberté : j'en prie Dieu de tout mon cœur (avril 1619). » Elle ne voit presque plus son fils, elle sent le vide se faire autour d'elle. On est frappé de l'insignifiance de ses dernières lettres, soit que son âme fût déjà usée, soit qu'elle fermât volontairement les yeux sur des tableaux trop affligeans. La France, qu'elle avait connue si glorieuse, était devenue le jouet de l'Espagne; la Hollande, dont elle avait voulu, comme Henri IV, faire le bras droit de la France, était désormais isolée, et l'œil profond de Maurice ne voyait plus que dans l'Angleterre une alliée fidèle contre l'Espagne. La fille de Coligny avait tout pardonné à son pays, et la mort de son père et la mort de son époux; elle avait peut-être plus de peine à lui pardonner une sorte d'imbécillité qui l'aveuglait sur ses propres destinées. Elle n'avait pas la sombre passion du fanatique, et sans doute son patriotisme souffrait encore bien plus vivement que sa foi. On peut deviner les tristesses qui remplirent ses dernières années; elle mourut au milieu du mois de novembre 1620, âgée seulement de soixante-cinq ans, quand elle se préparait à partir encore une fois pour la France. Anne de Rohan composa sur sa mort des « Regrets, » qu'elle envoya à la duchesse de la Trémoille et qui malheureusement n'ont pas été conservés. Cette mort fut à peine remarquée. La guerre de trente ans commençait : l'électeur palatin, le neveu de Maurice de Nassau, venait d'être nommé empereur d'Allemagne; la guerre religieuse renaissait non-seulement en France, mais dans l'Europe entière. Louise de Coligny laissait tous les royaumes de la terre dans l'émoi et pouvait sans regret dire à Dieu en mourant ces mots, qui lui servaient de devise : *ad regnum tuum veni.*

AUGUSTE LAUGEL.

LA

VIE DE PROVINCE EN GRÈCE

DIX MOIS DE SÉJOUR EN ACHAÏE.

Peu de pays sont autant visités aujourd'hui que l'Orient; la Turquie, la Syrie, la Grèce surtout, sont d'ordinaire, après l'Italie, la première étape de l'Européen qui voyage, et les communications sont devenues si faciles, que nous trouvons presqu'à nos portes ces mystérieuses contrées qu'on appelait autrefois le berceau du monde, ces rivages anciens consacrés par le souvenir de tant de grands peuples disparus. Il ne faut pas cependant s'y tromper : si l'Orient est facile à voir et à connaître, il n'en est pas de même de ses habitans; aucun peuple ne se dérobe davantage à l'attention de l'observateur et ne trompe plus facilement son étude. On voit au premier jour que les Orientaux sont mous, paresseux, lourds, mais tout leur caractère n'est pas résumé dans ces trois mots, et l'on ne connaît pas aussi vite ce qu'ils cachent soigneusement aux regards des curieux, — leur vie privée. Il faut s'initier peu à peu à leurs coutumes, s'assimiler, pour les comparer aux nôtres, toutes les pensées qui les dirigent, assister sans les troubler à tous les détails de leur existence, en un mot se faire Oriental soi-même. Pour cela, les villes ne suffisent pas, le contact de l'étranger a déjà modifié leurs usages; c'est au sein même du pays, dans les provinces, qu'il faut aller chercher des traits encore intacts et caractéristiques.

Un long séjour dans une petite ville du Péloponèse, Aigion, et

un isolement presque complet au milieu des Grecs m'ont permis de réunir des observations de toute sorte; j'ai voulu, en écrivant ces lignes, sauver de l'oubli quelques coutumes originales et pittoresques qui vont se perdant de jour en jour, et présenter, comme on l'a fait tant de fois pour leurs ancêtres, les Grecs d'aujourd'hui avec leurs physionomies, leurs costumes, leurs mœurs, leur caractère et leurs institutions.

I.

Aigion ou Vostizza, — c'est le nom moderne, — est une petite ville située sur la côte nord du Péloponèse entre Patras et Corinthe, au bord du golfe de Lépante. Il en est peu qui aient conservé comme elle en Grèce ce caractère éminemment original que les touristes voient disparaître avec tant de regrets. Ce n'est plus, comme Athènes, une simple copie des cités européennes; c'est une ville grecque, on le voit au premier coup d'œil. Bien que dans la nomenclature administrative du royaume des Hellènes, Aigion porte le titre pompeux d'*éparchie*, c'est cependant presque un village, et la civilisation n'y a rien apporté de ses innovations, le sous-préfet, le maire, le conseil municipal étant trop occupés de ce qu'ils appellent la politique pour songer à l'entretien et à l'embellissement de leur ville. La nature au reste se charge d'y pourvoir, et je ne connais pas de site à la fois plus beau et plus gracieux que cette falaise où brille gaîment sous le ciel bleu une couronne de coquettes maisons blanches.

De hautes montagnes, contre lesquelles Aigion semble adossée, limitent au sud l'horizon; à droite et à gauche, la falaise s'abaisse peu à peu jusqu'à la plaine couverte de myrtes, d'oliviers et de vignes. Deux torrens, le Sélinus et le Méganitas, à sec pendant dix mois de l'année, coupent la riche végétation des champs par l'éclat mat de leur lit de pierres blanchâtres, semé çà et là de touffes de lauriers-roses, et serpentent jusqu'à la mer.

Le port est petit, mais profond et toujours calme; quelques bateaux de pêcheurs, deux ou trois caïques de transport s'y balancent silencieusement, entourés de quelques petites barques. Un môle étroit, formé de roches amoncelées et souvent recouvert par les vagues, s'avance un peu dans la mer, tenant lieu de jetée et de quai. Entre le port et la falaise, à droite, quatre ou cinq magasins uniformes et nouvellement construits servent de docks aux riches propriétaires du pays; à gauche, du côté où la falaise se dresse à pic, six ou huit cabanes aux tons sales, entassées les unes sur les autres dans un creux de rocher, sont en partie cachées à la vue

par les sources fameuses dont parle Pausanias, et un immense platane que la guerre de l'indépendance a rendu célèbre. C'est dans le creux de cet arbre que les Grecs enfermaient leurs prisonniers après l'insurrection de 1821. On y avait fixé une porte, et ce fut pendant un temps la plus sûre prison de la ville; il y tenait jusqu'à dix hommes. Les jours où passe le paquebot, quand les malheureux voyageurs, pressés dans les barques, tentent la descente sur la jetée, une animation relative règne dans le port; les vociférations des bateliers, les cris des passagers et des marchands, ce va-et-vient des mendians, des faquins, des chercheurs de nouvelles, tout cela fait deux fois par semaine un événement à Aigion. En temps ordinaire, le silence du port n'est guère troublé que par les chants monotones des pêcheurs installés le soir dans ce fouillis de constructions qui servent d'asile aux matelots.

On monte à la ville, soit par un étroit sentier gravissant presqu'à pic la falaise et qu'on appelle le Trou, soit en tournant à gauche, par un chemin beaucoup plus long et plus praticable, qui mène à la partie nord-est de la ville. Si le hasard faisait aborder un touriste à Aigion, c'est ce dernier chemin qu'il devrait prendre; un quart d'heure de marche suffit pour tourner la falaise et atteindre les premières maisons. C'est alors que s'ouvre la série des étonnemens et des déceptions.

Il est prudent, avant de descendre à Aigion, d'avoir acquis une certaine expérience de la vie orientale et de s'être appliqué à dédaigner le confortable et le bien-être matériel. Il faut s'attendre encore à plus d'une surprise. Le sort voulut que le jour de mon arrivée, au mois d'octobre, fût précisément un jour assez froid; cette température est exceptionnelle en Grèce : les maisons n'ont pas de cheminées. Je me réchauffais de mon mieux à un brasero quand on vint m'annoncer qu'un déjeuner de gala m'attendait : je ne pus rien manger ni boire de ce qu'on me servit. Le pain est pétri sans levain, on ne le sale pas et on le cuit mal; quant au vin, il est très sain et serait bon, si l'on n'y ajoutait pour le conserver une assez grande quantité de résine, ce qui en fait un breuvage noir, épais, très amer. Le reste est à l'avenant : on sert à chaque repas une soupe dite aux tomates et au poisson; c'est un simple bouillon de poisson auquel on ajoute des tomates, plusieurs citrons et de l'huile. Puis viennent les poissons bouillis, le mouton bouilli et passé au four, du riz à l'huile, aux tomates et toujours au citron, une salade de légumes encore bouillis, appelés *lakhana*, enfin une sorte de fromage blanc dur, crayeux, au lait de chèvre et sentant à plein nez la peau de bouc dans laquelle il a été conservé. J'appris que ce menu se répéterait pour moi toujours le même, et que les jours maigres, c'est-à-dire

plus de cent cinquante sur trois cent soixante-cinq, on n'aurait plus à manger que des olives et des *lakhana*. Les hérétiques, — et j'étais heureux d'en être, — ont seuls la faculté de manger du caviar en carême; quant à la viande, il n'y fallait même pas songer. — Les lits méritent aussi d'être décrits. Le sommier est inconnu chez les Grecs; une charpente en fer supporte un matelas de laine non cardée. Des moustiquaires en mousseline font le seul ornement de ces lits. J'y dormis bien cependant, et lorsque je m'éveillai, j'oubliai tous les désappointemens de la veille.

Le soleil se levait; j'ouvris ma fenêtre et je restai ébloui devant le spectacle que présentait le golfe aux premières lueurs du matin. Ma chambre, faisant le coin de la maison, donnait par une fenêtre sur le nord, par l'autre à l'est. C'est là que se portèrent tout d'abord mes yeux, sur cet isthme étroit, derrière lequel le ciel tout en feu se déchirait en longues bandes rouge et or. Les hautes montagnes de l'Acro-Corinthe au sud-est, de l'Hélicon, du Cythéron au nord, découpaient de leur silhouette encore brune cet horizon resplendissant. Plus près de moi, en face, les montagnes desséchées de l'ancienne Phocide, le Parnasse, le Xéro-Vouni, se coloraient déjà des premières teintes roses de l'aurore; le Parnasse surtout, vrai séjour des muses à ce moment, rougissait comme embrasé par ces rayons précurseurs qui percent à l'horizon avant l'apparition du soleil. Le golfe, cette eau si bleue hier, s'étendait mollement en longues nappes d'argent, et les contours capricieux de ses rives se dessinaient en noir. Peu à peu les montagnes, les collines, les plaines, s'éclairèrent : le soleil parut rouge comme un disque sanglant, et, dissipant en s'élevant les lueurs éclatantes qu'il avait apportées, brilla bientôt sur le bleu du ciel et de la mer dans toute sa sérénité. Je suivais encore les mille révolutions de l'horizon, et je songeais avec envie à cette existence des anciens Grecs qui passaient tout le jour en plein air, préférant la voûte du ciel aux étroites cellules de leurs maisons, quand ces premiers bourdonnemens d'une ville qui s'éveille attirèrent mon attention. Bientôt j'entendis marcher, parler, crier dans les rues, et je sortis pour voir de près ces Grecs aux mâles visages et aux brillans costumes qui m'avaient déjà frappé à mon arrivée.

Le costume national se rencontre de jour en jour plus rarement à Athènes; dans les petites villes, au contraire, une grande partie des habitans a conservé fidèlement les anciennes traditions. C'est un dimanche, le matin, qu'il faut se promener dans les rues d'Aigion pour voir les Grecs parés dans tout leur éclat. On est frappé d'un luxe, d'une variété de costumes vraiment étonnans, quand on considère que c'est là parfois toute la richesse de ceux qui les

portent. On connaît la foustanelle, sorte de jupon de coton blanc aux mille plis, serré à la taille, c'est la seule partie de l'habillement qui soit la même pour tous; elle ne supporte aucun ornement, et il serait impossible de distinguer la foustanelle d'un palikare de celle d'un paysan. La ceinture seule, toujours en soie, est plus ou moins large ou longue, ou brodée d'or. Le gilet, droit ou croisé, est en velours noir ou en soie de différentes couleurs, orné de boutons ronds en rapport avec l'étoffe et brodé de toutes les variétés possibles de soutaches. Une veste fort courte, arrondie aux coins, découvre le devant du gilet, et tantôt, — dans les costumes de gala, — laisse le cou libre, tantôt s'attache par un double bouton. La veste est la plus riche partie du costume; les côtés et le dos sont couverts de broderies de soie, d'argent ou d'or entremêlés. Quelques riches personnages en portent dont l'étoffe est absolument cachée sous les galons et les passementeries d'or; un pareil costume coûte 2,000 drachmes (environ 1,800 francs). De longues manches ouvertes, également brodées, pendent le long du bras, laissant à découvert la soie de la chemise. Les guêtres tombant sur un brodequin verni, et montant un peu au-dessus du genou jusqu'au caleçon de soie, sont de la même étoffe que la veste, avec les mêmes broderies; on les serre au-dessous du genou par des jarretières de soie qui sont presque toujours de petits chefs-d'œuvre de travail et de finesse. La coiffure est pour tous la même, c'est le fez; elle ne varie que par la richesse du gland, qui est en soie noire ou bleue, ou en or, attaché quelquefois par une agrafe de diamans.

Les paysans portent un costume différent, mais non moins original. La veste, le gilet, les guêtres ou *scaltsès* sont en flanelle blanche brodée de soie rouge et bleue. Au lieu de bottes vernies, ils portent la vraie chaussure grecque, les *tsarouchia*, sorte de souliers à la poulaine, en cuir de Russie, piqués de soies jaunes, rouges ou bleues, et terminés au bout et sur les côtés par trois touffes de soie aux couleurs de la piqûre. Ils ont toujours une ceinture (*shilaki*), également en cuir de Russie, très large sur le devant, et divisée en plusieurs poches dans lesquelles ils passent de longs poignards, des pistolets à pierre, et toutes les armes qu'ils possèdent; ils y suspendent en outre des munitions et leur nécessaire de fumeur. Les bras sont nus sous les manches ouvertes de la chemise et de la veste, et souvent, au lieu du fez, ils adoptent pour coiffure un mouchoir de soie. En hiver, ils ont un gros manteau court en laine grise épaisse, à longs poils, et grossièrement brodé de passementeries de couleur.

Les costumes des femmes à la ville n'ont été conservés que par un petit nombre; on les a sacrifiés aux modes de Paris, et ceux qu'on voit encore à Aigion sont fort laids. Ils se composent d'une jupe de

soie claire, longue et large, comme celles qu'on portait en Europe il y a une quinzaine d'années, d'une veste analogue à celles dont se parent les hommes et d'un fez. Cet assemblage forme un contraste choquant et du plus mauvais effet. On trouve pourtant encore dans certains villages, particulièrement à Delphes, au pied du mont Parnasse ou chez quelques paysannes, des costumes qui ont gardé tout leur caractère. Plus riches encore que ceux des hommes, ils forment un trésor de famille et se transmettent de génération en génération. Les jeunes filles aux longues nattes noires tombant sur leurs épaules s'en parent les jours de grandes solennités. Aux noces, par exemple, elles portent une chemise de soie très longue qui forme robe, serrée à la taille par une agrafe d'argent; un tablier aux vives couleurs, attaché sous la ceinture, descend jusqu'à la cheville; un manteau long, ouvert sur le devant, tombant droit, sans manches, laisse dégagés la poitrine, l'agrafe et le tablier. La chemise, entr'ouverte sur la gorge, est fermée par des boucles de pierreries ou de métal ciselé et couverte de riches ornemens. Des colliers de médailles antiques ornent le cou, le front, les cheveux, et retiennent un voile merveilleusement brodé.

J'ai trouvé à Aigion même des costumes de femmes qui, bien que moins riches, n'étaient pas moins curieux. Je me souviens qu'un soir, quelques jours après mon arrivée, comme je me promenais en dehors de la ville, sur un plateau qui domine la campagne, je vis venir au loin une troupe assez nombreuse de travailleurs, dont le chant doux et tranquille arrivait jusqu'à moi, troublant à peine de son paresseux murmure le calme mystérieux du crépuscule. Ils montaient lentement, tous ensemble, par une route toute blanche dans la verdure noire des oliviers; leur chant grandissait peu à peu, et je les vis bientôt qui passaient devant moi : les hommes marchaient en tête, répétant sans y prendre garde les mêmes mesures de leur rustique chanson, les femmes venaient après, courbées sous le poids des instrumens et des fagots qu'elles portaient sur le dos, et chantant, comme chantaient ceux qui les précédaient. Le costume pour toutes était à peu de chose près le même : au lieu de la chemise de soie, une chemise de cotonnade transparente et lamée de rayures écrues, ouverte au col et sans parure; un tablier de gros drap rouge éclatant, serré à la taille, et un long manteau brun sans pli, sans ornement, tombant jusqu'aux genoux, découvrait le tablier et la poitrine et les longues manches traînantes de leur chemise blanche.

On parle beaucoup de la beauté des Grecs, et j'étais arrivé imbu de préjugés dont j'ai dû rabattre la meilleure partie. Les hommes sont beaux dans toute l'acception du mot, aussi beaux que devaient

l'être autrefois les modèles des Praxitèle et des Phidias. Leurs yeux sont grands, noirs comme du jais, avec des reflets de velours ou de feu ; de longs cils soyeux adoucissent leur regard et donnent à leur physionomie quelque chose de rêveur et de mélancolique. Ils ont les dents blanches, petites, bien rangées, un profil fin et régulier, un teint mat, pâle et vigoureux, une taille droite, élégante et fière à la fois : ils savent marcher, et le moindre d'entre eux, vêtu de son brillant costume, réalise en lui un type accompli de beauté et de distinction. Quant aux femmes, elles semblent avoir laissé aux hommes ce privilége de la perfection physique, qui est chez eux incontestable. Elles ont de beaux yeux et de beaux cheveux, souvent de belles dents, mais elles sont généralement mal faites, et leur figure gâte presque toujours ce qu'elle peut avoir de bien par un défaut quelconque : une femme a-t-elle de beaux yeux, de longs cheveux noirs, des dents étincelantes, un malheureux hasard lui a donné un nez camus et une bouche mal faite; — a-t-elle un profil correct, un nez droit, elle a de vilaines dents ou quelque autre chose qui la dépare. Ainsi faites, elles ne sont même pas jolies, la grâce leur manque; celles qui sont supportables sont des beautés imparfaites.

Ce n'est pas l'opinion qu'on se fait d'ordinaire en Europe de la physionomie des femmes grecques, et, si l'on se trompe ainsi gravement à ce sujet, on les connaît mal quant au reste, et on laisse dans le silence tout ce qui touche à leur caractère et à leurs mœurs. C'est pourtant chez les femmes qu'on trouve le mieux conservées les anciennes coutumes d'Orient, et tandis que les hommes tendent de jour en jour à se rapprocher de notre civilisation, elles, au contraire, au point de vue moral, restent stationnaires, et sont à peu de chose près ce qu'elles étaient il y a cinquante ans.

On peut dire que partout en Grèce, sauf à Athènes, où le courant des idées françaises a déjà changé bien des choses, les femmes n'ont pas d'existence individuelle et ne comptent pour rien dans la société. Les hommes ont, en se partageant les rôles, réservé pour eux tous les priviléges, depuis l'indépendance absolue jusqu'au peu d'instruction qu'ils possèdent ; à la femme reviennent seuls et sans exception les soins de la maison, les charges de la famille. — Dans les campagnes, c'est la femme qui s'occupe des enfans, du ménage, du foyer, de la cuisine, et quand sa besogne est achevée, qu'on ne croie pas que c'est pour elle l'heure du repos : elle va rejoindre aux champs son mari qui travaille, et maniant la herse ou la bêche fait en une heure autant d'ouvrage que lui. Au retour, tandis que les hommes fument, assis autour du feu, la femme allaite son dernier-né, prépare le repas et va chercher, souvent très loin, à la source ou au puits, une grande cruche d'eau qu'elle rapporte sur son épaule.

A la ville, c'est autre chose, et pour ces grossiers travaux on a les domestiques; mais, si les hommes font moins encore, les femmes ne se reposent pas. Ayant pour la plupart sept ou huit enfans qui se suivent d'année en année, c'est déjà, pour les entretenir, les nourrir et veiller sur eux, une constante occupation. Ce n'est pourtant pas tout. Les domestiques sont nombreux, surtout à Aigion; mais ce sont de pauvres paysans qu'on recueille et qu'on paie à peine. Il faut dès le matin assigner à chacun sa part de travail dans la maison, lui répéter cent fois les mêmes choses, gronder, crier, battre pour être comprise; le soir, quand les enfants sont couchés et endormis, s'il lui reste un peu de temps, elle se met à coudre, à filer ou à tricoter, et si par hasard dans la journée quelques momens lui restent encore, elle s'assied à l'*ergalion* (métier) et tisse de la soie, ou bien, si c'est en été, surveille les cocons ou la lessive, — heureuse quand elle n'est pas forcée de faire elle-même ou de refaire l'ouvrage de ses domestiques incapables. De pareilles journées laissent peu de temps pour les plaisirs et pour l'éducation des enfants; aussi n'y songent-elles guère. Un travail incessant est leur seule distraction, et les enfans courent dans les chambres, dans les escaliers, livrés complétement à eux-mêmes. Les plus jeunes, tout nus, se vautrent dans le jardin, sur les pierres ou dans l'eau, en plein soleil, et savent bien apprendre à marcher sans lisières; quand ils atteignent six ou sept ans, on les envoie à l'école, et ce sont pour la mère quelques heures de tranquillité qu'elle gagne par jour. Enfin tout cela pousse et grandit sous le ciel clément de la Grèce, au gré de la nature, comme ces grains d'ivraie que le vent emporte et sème sur son passage, qu'un rayon de soleil fait éclore et que le hasard tue ou laisse vivre.

On pourrait croire que quelques femmes, en présence d'une pareille existence, se révoltent ou refusent de se marier. Pas une ne paraît même en avoir la pensée; elles ont toujours un air triste et résigné, leurs regards paraissent éternellement fixés vers un idéal qu'elles rêvaient et qu'elles pleurent; mais toutes ces illusions s'envolent à leurs premières paroles, et l'on s'aperçoit vite que les sentimens de la femme sont morts et que tout s'est éteint peu à peu dans leur cœur sous l'influence insensible de l'habitude. Leur jeunesse se passe sans leur coûter une larme, et le peu qu'elles ont de fraîcheur et de beauté se flétrit en quelques années sans qu'elles pensent à donner à ce passé, qui ne fut rien pour elles, un soupir de regret.

Quant aux jeunes filles, leur idéal, leur but unique, c'est le mariage. Aucune ne se trompe sur le sort qui l'attend; elles ont chaque jour devant les yeux l'exemple de leur mère, — et pourtant, poussées par je ne sais quelle curiosité plus ardente que par-

tout ailleurs, elles n'aspirent qu'à quitter cette famille où ne les retiennent du reste ni le bien-être, ni l'affection, ni rien qui ressemble au bonheur, comme si elles devaient trouver dans cet inconnu qu'elles rêvent un changement à leur triste situation. Aussi ne voit-on pas de vieilles filles en Grèce. La désillusion vient vite après le mariage, mais avec elle les soucis, les travaux, les fatigues du ménage, et la réalité exige trop de ces jeunes femmes pour laisser place, même au plus profond de leur âme, à des rêveries ou à des regrets. Elles font alors ce qu'avaient fait leurs mères, ce que font toutes les femmes là-bas, elles vivent pour les autres, pour leurs enfans, pour leur mari, pour la richesse de leur maison, et mènent jusqu'au bout leur monotone existence exempte de poésie, mais pure de toute tache.

Les grand'mères sont les seules femmes qui se reposent en Grèce. C'est attendre un peu tard; mais du jour où elles vivent dans la maison de leur gendre ou de leur bru, passant d'un extrême à l'autre, elles ne s'occupent plus de rien : égrener une à une et lentement les boules parfumées de leur *comboloï* (sorte de chapelet que les Grecs et les Turcs portent toujours sur eux pour se distraire), bavarder, manger, assourdir leurs petits-enfans de menaces comiques et de remontrances, ce sont là leurs passe-temps quotidiens. Dire qu'elles sont choyées, gâtées par leurs enfans réunis autour d'elles, ce serait beaucoup exagérer; en les recueillant auprès d'eux, c'est plutôt un devoir que ceux-ci remplissent avec assez d'indifférence. Le jour où elles s'éteignent est sans doute un jour de deuil, mais c'est toujours un événement que la nature faisait prévoir et auquel chacun s'attendait. La tranquille philosophie des Grecs fait prompte justice de ces fâcheux souvenirs et se console aisément.

Si modeste, si humble qu'elle soit, la vie des femmes à Aigion m'a paru propre à nous faire juger celle des musulmanes, que nos regards profanes ne sauraient pénétrer : comme celles-ci, elles ont non pas un mur, mais un rempart moral derrière lequel elles vivent à l'écart; à vrai dire, elles n'ont dans la société d'autre rôle que celui d'épouses, leur existence est si bien éteinte, si abaissée, qu'elles perdent peu à peu la conscience de leur personnalité, et s'endorment insouciantes sous la domination de l'homme, comme ces oiseaux habitués à la cage qui finissent par préférer à la longue leur servitude à l'air et à la liberté.

II.

Les étrangers qui ne connaissent de la Grèce qu'Athènes ne retrouveront dans leurs souvenirs aucune de ces observations. Presque

tous nos usages ont remplacé les vieilles coutumes orientales, et l'influence française se retrouve si bien dans tous ces changemens, que la langue elle-même emprunte à la nôtre de nombreuses locutions, des tournures de phrases et jusqu'aux plus audacieux gallicismes. La province au contraire a gardé son ancien parler comme elle a conservé ses mœurs originales, en sorte que la Grèce, comme tous les états renaissans, subit après la révolution politique une réforme littéraire qui met en opposition deux langages différens. Il est facile de prévoir que la langue nouvelle prévaudra peu à peu; c'est déjà la seule qu'on emploie pour écrire.

L'antique poésie n'a pas échappé à cet entraînement, et la Grèce possède aujourd'hui sa poésie classique et sa poésie populaire. La première est encore trop directement inspirée des œuvres de nos poètes qui écrivaient au temps de la guerre de l'indépendance, Casimir Delavigne avant tous; la rime est adoptée avec faveur. La poésie populaire au contraire comprend les chants qui se sont transmis d'années en années dans la mémoire des hommes, ou ceux qui sont composés dans le dialecte vulgaire. Dépourvue de science et d'apprêt, elle est l'expression naïve, quelquefois brutale, de sentimens toujours vrais et non empruntés. On devine, en entendant réciter par un vieux Grec ces chants jeunes, vigoureux, empreints d'une harmonie sauvage, quels hommes les ont composés et dans quelles circonstances terribles la seule inspiration les leur a dictés. Ce sont pour la plupart des chants de klephtes ou des cris de guerre des héros de l'indépendance, ou bien des *tragoudia,* chansons d'amour, sur un rhythme tendre et plaintif, gracieuses et touchantes comme une page de *Daphnis et Chloé.* Bien rarement le vin reçoit les honneurs de la poésie populaire en Grèce, et plus d'un voyageur s'en étonne; c'est que, trop oublieux du délicat Anacréon, le peuple est devenu sobre et ne boit que de l'eau. On trouve encore des légendes sur les saints ou sur quelques personnages fabuleux de la mythologie, longues rhapsodies dont l'harmonieuse cadence rappelle les plus beaux passages de l'*Odyssée;* mais déjà ces pièces, si précieuses aux philologues qui cherchent aujourd'hui à reconstituer l'histoire de la langue grecque au moyen âge, sont perdues dans les provinces, et le seraient pour tous sans les infatigables recherches que les savans de toutes les nations ont faites et font encore dans les bibliothèques des anciens monastères. Il ne reste plus guère aujourd'hui dans la mémoire des paysans et des bergers que des fragmens sans cesse remaniés d'anciennes poésies, quelques *tragoudia* et des chants de klephtes.

Quelquefois le vulgaire voit juste, dit Horace, et l'enthousiasme du peuple grec le prouve une fois de plus. Les *klephtica* sont vraiment restés populaires comme ils méritaient de l'être; les plus igno-

rans en savent de longs passages, et tant qu'on parlera de brigands en Grèce, les jeunes gens réciteront pleins de ferveur et d'émotion ces admirables chants. Je n'en citerai qu'un à titre de souvenir, et comme celui de tous qui m'avait le plus frappé. Je l'ai trouvé plus tard publié dans une édition allemande de Passow et dans l'Italien Tomasseo, mais avec des variantes considérables. C'est à mon sens un des meilleurs et des plus beaux que j'aie entendus. Voici dans quelles circonstances.

Un des derniers jours du printemps, j'étais parti seul le matin, avec mon chien, pour chasser les tourterelles de passage à cette époque. La chasse m'avait entraîné trop loin; je vis sur le soir que je n'aurais ni le courage ni la possibilité de revenir à pied à Aigion, et je me mis en quête d'une petite maison que je savais proche de la source où je m'étais arrêté. La nuit se faisait un peu sombre, et dans ce fouillis de plantes grimpantes et d'arbustes vifs qui couvrent les montagnes d'Achaïe j'avais peine à trouver mon chemin. J'en vins à bout pourtant, et il était nuit noire quand les aboiemens furieux des chiens de garde m'annoncèrent au propriétaire de la cabane. J'étais harassé, glacé par la fraîcheur du soir; mon pauvre chien, baissant la tête, se serrait contre moi comme pour implorer mon secours. Une petite porte s'ouvrit, laissant briller au dehors un peu de la flamme tremblante qui éclairait la chambre. Un vieillard parut sur le seuil une lampe à la main, et d'une voix rude, profonde : — *Sôpa moré,* cria-t-il en appelant ses chiens, *sôpa!* — Je le reconnus à sa voix, c'était le vieux Demitri. — Je savais que c'était vous, me dit-il; je vous ai vu aujourd'hui dans la montagne, et je vous ai entendu tirer. Eh bien! qu'apportez-vous? — Pour toute réponse, je lui ouvris en riant mon carnier assez bien rempli; il y plongea la main, et de ce demi-sourire particulier aux Grecs : — Allons, c'est une bonne chasse; entrez, vous trouverez du feu.

Je le suivis dans l'unique pièce de sa maison; le pauvre homme avait prévu que je m'éloignais trop et que je viendrais le soir lui demander un gîte; tout était préparé pour me recevoir. La salle basse et sombre s'éclairait à peine à la flamme de sa lampe de cuivre à trois becs qu'il avait posée à terre dans un coin; mais par instans un feu de branches de sapin installé dans une sorte de cheminée pratiquée contre le mur réveillait de ses lueurs gaies et brillantes le triste aspect de ce réduit. Il n'y avait pour tout mobilier qu'un matelas dans un coin, un tapis et une couverture dans l'autre; mais je vis mon hôte approcher du feu une petite table ronde en bois blanc aux pieds très courts, sur laquelle il posa deux plats vides, puis, fouillant sans façon dans mon carnier, il y prit deux

tourterelles, et s'asseyant en face de moi se mit en devoir de les plumer. Je ne voulus pas le laisser travailler seul, et lui en abandonnant une, je pris l'autre : nous nous mîmes ainsi à préparer notre rustique repas. Pendant ce temps, il s'informait auprès de moi des habitans d'Aigion, des nouvelles que je pouvais lui apprendre, et nous causâmes ainsi jusqu'à ce que notre rôti fût plumé et cuit. Alors Demitri se leva, prit dans une armoire des olives et du fromage de chèvre, et nous commençâmes à dîner.

Je connaissais de longue date mon vieil amphytrion; je l'avais vu trois mois auparavant à Aigion, au cimetière, où il venait d'enterrer son fils, que la fièvre avait emporté. Notre dîner était terminé, et nous restions tous deux près du foyer, silencieux. Je regardais ce triste vieillard qui n'avait plus rien à aimer sur la terre : perdu dans une rêverie dont je ne devinais que trop l'objet, il semblait ne plus se souvenir de ma présence, et son regard distrait suivait, sans y prendre garde, les flammes rougeâtres de notre feu à demi consumé. Enfin, comme s'il eût compris ma pensée, il se tourna vers moi, et, d'un ton simple, sans emphase : — Voulez-vous que je vous chante un chant klephte? me dit-il.

Je vis que notre silence lui pesait, et je lui répondis que rien ne pouvait me plaire davantage. Il commença sans accompagnement, d'une voix inégale, vibrante et basse à la fois, ce chant, qui me troubla profondément :

LA MORT DU KLEPHTE.

« Quarante klephtes nous étions, quarante compagnons de joie, — et nous avions fait serment sur le sabre, trois fois serment sur le mousquet, — que, si jamais tombait malade un des nôtres, tous nous lui porterions secours, — comme l'exigerait son état et son sort. — Tomba malade le meilleur, le plus riche et le plus vaillant. — L'un regarde l'autre, et celui-ci dit : — Compagnons, qu'allons-nous faire de l'étranger au milieu d'un pays étranger? — Et le malade reprit, l'amertume sur les lèvres :

« Enfans, prenez-moi dans vos bras, et de vos mains creusez la terre qui me rongera, — cette terre qui reçoit nos baisers et nos larmes (1). — Placez-moi dans la tombe le visage retourné, que je ne voie pas où vous allez; — et maintenant apportez-moi du vin doux de Varavada, — que je lave ma blessure puisque je suis frappé; — apportez-moi les tambourins que j'en tire des sons aigus, — que je dise de tristes chansons, des chansons de pleurs... — Comme cette musique est amère, comme la balle est empoisonnée ! »

(1) Variante : « Jetez une poignée de terre avec un baiser, une poignée avec une larme. »

Il se tut, sa voix avait baissé peu à peu et s'arrêta un instant, haletante et comme brisée, sur les deux derniers vers; puis il laissa retomber sa tête dans sa main. Quelques momens après, sans que j'aie pu trouver une parole à lui dire : — Allons, couchez-vous, mon enfant, me dit-il en m'indiquant le matelas où il venait de jeter une couverture; il est tard, et vous devez être fatigué. — Il s'étendit lui-même sur le tapis et ne parla plus.

Le lendemain, nous étions debout comme le soleil se levait; ses premiers rayons, glissant à travers les volets disjoints, pénétraient déjà tout roses et or jusqu'au milieu de notre chambre transformée par ce joyeux réveil. Nous sortîmes ensemble; Demitri m'accompagna quelques pas sur mon chemin, et nous nous quittâmes. — Au revoir, dit-il en me serrant fortement la main, au revoir; revenez quand vous voudrez, vous me ferez plaisir. — Puis, tout en marchant, il se retourna encore et ajouta d'une voix plus haute : — Allons, bonne chasse, et cette fois ne vous perdez pas!

Toute la poésie populaire est là, dans cette simple scène, sous le toit d'une cabane, dans la solitude de la montagne, en face d'un pauvre paysan. C'est là que sont nés tous ces beaux chants que nous admirons dans les recueils de MM. Fauriel, de Marcellus, Passow, E. Legrand. Des bergers, des palikares sont réunis, loin, très loin, de la ville, assis autour d'un grand feu; las de la danse, ils aspirent à plein poumon l'air frais du soir et jouissent de leur repos. L'un d'eux chante, on l'écoute, et bientôt, si cette improvisation sait émouvoir, chacun l'apprend par cœur et la répète jusqu'à ce que, passant ainsi de l'un à l'autre, nous la retrouvions transcrite dans nos livres. Le spectacle d'une nature grandiose, joint aux souvenirs du passé, la brise de la mer, la clarté du ciel et la pureté des nuits, les murmures indistincts du vent soufflant comme une grande voix dans les montagnes, et le sentiment de ce bien si cher qui élève l'âme, l'indépendance, voilà quels sont les maîtres de ces robustes rhapsodes; c'est sous de telles inspirations que peuvent naître les étranges poèmes qui nous étonnent tant parce que, dans nos villes, nous n'imaginons rien de semblable, et que les délicatesses de nos sociétés n'ont rien adouci de leurs brutales saveurs.

Comme il y a deux genres distincts de poésie, on trouve deux sortes de musique en Grèce. La première, imitée des mélodies italiennes et particulièrement de celles de Verdi, est seule en grande faveur à Athènes. La seconde, qu'on entend dans les villages perdus de la province, pourrait s'appeler la musique populaire. Le peuple seul en effet l'écoute et l'aime encore, et c'est pour lui l'accompagnement indispensable de la danse, la gaîté des noces, des festins et des promenades aux jours de fête. Le plus souvent ces

romances ne sont pas écrites, et, comme les *tragoudia*, se transmettent de l'un à l'autre par la mémoire des hommes, mais les notes en sont très compliquées, l'harmonie très douteuse, et le musicien qui répète tant bien que mal l'air qu'il vient d'apprendre le transforme en grande partie. Passant ainsi successivement par plusieurs interprètes, la moindre complainte reçoit peu à peu tant de modifications qu'elle finit par ne plus ressembler à ce qu'elle était à l'origine, et on peut dire qu'en ce cas chaque musicien est bien plutôt compositeur qu'exécutant. N'écoutant que sa fantaisie, un jour, selon que la brise est plus fraîche ou plus lourde, selon que lui-même est triste ou joyeux, il trouve des accens dont l'harmonie orginale émeut et ravit son auditoire, tandis qu'une autre fois, s'il répète le même air une heure seulement après, et que son inspiration veuille y changer quelque chose, l'oreille ne distingue plus qu'un fracas de sons confus et criards, assourdissant et aussi désagréable à entendre que la première mélodie était charmante.

La musique de province ressemble beaucoup à la musique turque, et quand elle n'en est pas directement inspirée, lui est de beaucoup inférieure. C'est un chant plaintif, monotone, généralement triste, quelquefois joyeux et bruyant, impossible à noter dans notre musique. La mesure et le ton changent à tout instant; au début, c'est un rhythme traînant, paresseux, une sorte de long gémissement: de temps à autre, un choc de sons bizarres réveille l'attention de l'auditeur, la cadence se presse, se heurte, la note se précipite; puis la même harmonie lente, uniforme, revient sur une phrase triste répétée dix fois de suite, et le chant finit brusquement sur un accord, ou en mourant sur un trille prolongé indéfiniment, ou par une note sensible.

Il est peu de petite ville qui n'ait son orchestre; Aigion en possédait trois il y a un an. L'un, qui venait d'Athènes, se composait d'un violon et d'une flûte : c'était l'orchestre savant, près duquel les jeunes gens venaient apprendre à écorcher quelques-unes des romances italiennes qui ont envahi le Péloponèse par les îles ioniennes. Le second, plus ancien, mais non moins recherché, était l'orchestre du pays. Un violon et une guitare en faisaient les frais. Étranger aux innovations de l'opéra italien, ce dernier ne jouait que de la musique grecque ou des *amanès* turcs; c'est celui que préfèrent les Européens. — Les *tavoulia* (tambourins) forment un troisième orchestre, plus populaire que tous les autres. Trois bohémiens le composent : l'un joue d'une sorte de fifre en roseau mince et long, dont il tire par instans des sons aigus et prolongés qui semblent devoir percer le tympan; les deux autres l'accompagnent à la fois de la voix en hurlant et de leurs tambourins couverts de clo-

chettes. Cette association produit un charivari indescriptible et fait plus de bruit à elle seule que tout l'orchestre d'un régiment à Athènes. Aussi le peuple en raffole; les jeunes gens ont une véritable adoration pour les *tavoulia* et ne conçoivent pas de plaisirs sans eux. Ce sont des vagabonds sales, sordides, avares et voleurs; mais, quand on les entend, les enfans se pressent sur leur passage et les regardent avec des yeux pleins d'admiration. Les *tavoulia!* quand le cri retentit dans la ville, tous les flâneurs se précipitent et les suivent : alors ce sont des cris, des gémissemens, des sifflets, au milieu du grondement sourd des tambourins et du carillon des grelots, un bruit tel enfin que la police, si tolérante pourtant, a dû interdire à cet orchestre barbare l'entrée de la ville pendant le jour. Les jeunes gens les commandent quand ils font ensemble quelque partie de campagne. Le premier lundi du carême par exemple, ils se réunissent une trentaine, choisissent dans la campagne une petite maison isolée qu'ils ont remplie littéralement de provisions maigres, de vin et de raki. On emmène les *tavoulia*, et les trois musiciens, assis à terre sur un tapis, en face de la table, commencent leur infernal concert. Les convives hurlent à l'envi, chacun chante et crie à la fois; l'ivresse du bruit dans cette salle basse et étroite dégénère en véritable folie. On défonce les tonneaux, on crève les outres, on casse les plats et les verres, on se bat, on insulte les musiciens impassibles et en même temps sur leur fronts noirs, ruisselans de sueur, on s'amuse à appliquer des pièces d'argent les plus grosses possibles, qui restent collées et qu'on renouvelle à tout instant. On revient le soir lentement, *tavoulia* en tête; des jeunes gens se joignent à la troupe et mêlent leurs cris à ceux des convives épuisés jusqu'à ce que la bande se disperse.

Si les Grecs ont une voix pour crier, cela n'implique pas qu'elle soit faite aussi pour chanter; c'est le raisonnement qu'ils ont tort de ne pas se poser; leur musique et nos oreilles gagneraient à leur silence. Toutes les voix en Orient sont les mêmes, et chacun sait que pour un Turc le plus doux effet d'harmonie consiste à chanter du nez : les Grecs sont essentiellement orientaux à ce point de vue, et je ne me rappelle que de fort rares instans où leur chant ne m'ait été particulièrement désagréable. Celui des paysans du moins s'accorde avec le rhythme de leur musique : à des chants traînans, cadencés, il faut une voix lente et plaintive; si le voyageur n'y trouve pas le charme de l'oreille, au moins y découvre-t-il beaucoup d'originalité. Le soir, sur la montagne ou le long des routes, quand les *ergatès* (hommes et femmes de peine) reviennent en chantant, quand ce tranquille concert trouble seul le silence de l'atmosphère alourdie, ces voix grossières, cette musique

même, s'harmonisent avec la nature sauvage; il semble que le vieil écho des montagnes est fait pour répéter ces accens et les rend plus doux; on n'en souhaiterait pas d'autres. Mais quand une heure plus tard, dans un salon éclairé de deux lampes au pétrole, le voyageur entend épeler d'une voix nasillarde des romances dont on était las à Paris il y a dix ans, et qu'il lui faut subir une pluie de notes de tête et de roulades qui semblent échappées au gosier d'un perroquet dévergondé, alors il est impossible qu'il ne se bouche pas les deux oreilles et qu'il n'applique à sa triste situation ce mot d'un antimélomane : « la musique est le plus désagréable des bruits. »

Ce n'est pas non plus dans les monastères qu'il faut aller chercher la tranquillité de l'âme et le repos de l'oreille. Le chant y est en grand honneur; c'est une pieuse distraction dont chacun use d'une façon immodérée. Les moines élèvent auprès d'eux, à leur service, une pépinière d'enfans et de jeunes gens, auxquels ils apprennent en même temps l'harmonie : on leur fait un cours de chants religieux et de solfége, et quand l'heure de la leçon est sonnée, on croirait volontiers qu'une nuée de piverts ou de corbeaux vient de s'abattre sur le couvent pour donner un concert. C'est pourtant ainsi que se sont perpétués les rites de l'église et que se forment les diacres chevelus qu'on entend chanter à la messe dans les villes. Pendant longtemps les monastères sont restés seuls initiés au secret de conserver la musique en l'écrivant; ils ont inventé des caractères spéciaux, avec lesquels il serait impossible de rendre aucun effet d'harmonie, mais qui suffisent bien à exprimer leurs récitatifs.

Une coutume, un culte plutôt, est resté vivant en Grèce, dans toute la province, et offre un grand attrait aux voyageurs. Je veux parler de la danse. Si le temps et le contact de l'Europe l'ont fait oublier dans les grandes villes, les paysans y sont restés fidèles, et pas un jour de fête, pas un mariage ne se passe sans ce divertissement. Tous les Grecs savent danser, et leur taille élégante et souple s'y prête à merveille. Quelques habitans des villages et même des villes sont renommés pour la légèreté de leurs pas et pour leur habileté à conduire les chœurs. C'est un exercice qui ne paraît pas compliqué, mais qui ne laisserait pas d'embarrasser pourtant beaucoup un étranger. Des jeunes gens se réunissent au nombre de trente ou quarante, le plus souvent en plein air; ils se prennent tous par la main et forment une ligne marchant ou sautant en mesure. Il est difficile de s'imaginer quelque chose de plus gracieux ou de plus beau, quand les costumes sont riches, que cette longue chaîne humaine aux couleurs éclatantes et variées,

qui s'avance, se plie, se déroule, s'étend et se resserre tour à tour, obéissant au rhythme cadencé d'un chant que tous répètent à la fois. La voix baisse et s'élève, douce ou vibrante, en même temps que le mouvement du pas se ralentit ou se précipite ; par instans, à un signal du palikare qui tient la tête de la chaîne, chacun des danseurs lâche la main de son voisin, qu'il tenait élevée au-dessus de sa tête, tourne sur lui-même et reprend en chantant plus haut la main du suivant, et toujours ainsi. Un spectateur remplace aussitôt l'acteur fatigué, qui se retire, et la danse continue animée, variée et cependant toujours égale, et cette longue file d'hommes semble bientôt ne faire qu'un seul être, tant leurs mouvemens réguliers sont les mêmes et s'accordent avec les accens de leurs voix.

Il existe encore d'autres danses en grand nombre; mais la plupart diffèrent à peine de celle que j'ai décrite ou sont beaucoup moins populaires : aucune ne s'est transmise depuis des siècles avec autant de fidélité. C'est l'antique *ormos* ou chaîne dont nous parlent tous les auteurs anciens et qu'on retrouve aujourd'hui dans toutes les parties de la Grèce. Comme ils ont dénaturé la musique, les usages européens ont aussi modifié sur ce point les coutumes classiques. La haute société ne consent que rarement et à l'occasion de fêtes exceptionnelles à se mêler aux chœurs si chers à leurs ancêtres; la valse et le quadrille ont maintenant toute la faveur de la bourgeoisie, et je dois constater que durant mon séjour on a donné à Aigion quatre ou cinq bals, de vrais bals. C'est une innovation qui désolera les voyageurs en quête d'originalité; mais on ne peut pas exiger d'un peuple qu'il se rapproche de la civilisation de ses voisins, et qu'il garde à la fois intacts tous ses anciens usages.

En revanche, aucun pays ne tient en plus religieux honneur que la Grèce ses saints et ses saintes; aucun peuple ne s'applique davantage à varier ses cérémonies et à donner à chacune de ses fêtes un caractère particulier. Le premier jour de l'an, *Protochronia* ou *Aïos-Vasilios*, a la même importance que chez nous, et c'est dans chaque maison l'occasion de grandes réjouissances dont le programme est tout tracé et ne varie jamais; pendant une semaine entière, depuis la Noël, la ville est toute aux préparatifs de la fête, et la même scène se passe dans toutes les familles, les plus riches comme les plus pauvres. On confectionne à l'avance des gâteaux de toute sorte et en particulier le *Vasilo-pita* (tarte de Basile) : c'est une sorte de galette plus ou moins grande, mais qui mesure souvent un mètre de largeur, abondamment arrosée d'huile et dans laquelle on glisse une petite pièce de monnaie. Le jour de l'an venu, on découpe ce volumineux gâteau, on tire les parts au sort, et

celui qui a la bonne fortune de trouver la pièce est infailliblement heureux pendant toute l'année. Les « étrennes » n'ont encore été introduites que de nom à Aigion; c'est un des usages que les Grecs se montrent le plus rebelles à emprunter à l'Europe. L'Épiphanie ou Théophanie s'appelle communément *Phôta* (lumière), parce que c'est, selon la légende, le jour où le baptême du Christ a éclairé le monde. C'est aussi la fête célèbre de la bénédiction des eaux, scrupuleusement conservée par tous les peuples de religion greque dans les villes qui sont sur le bord de la mer : on jette en grande pompe une croix dans les flots, puis on bénit l'eau à l'église et les prêtres se rendent en procession dans toutes les maisons de la ville pour les bénir avec la nouvelle eau.

Le carnaval est fort long, il dure trois semaines; mais ce délai n'a trait qu'à la permission donnée par l'église de faire gras pendant ce temps. A Athènes, on se déguise à certains jours de la semaine, principalement le jeudi, qu'on appelle *Tzikno-pempti*, « jeudi rôti, » à cause des nombreux festins qu'on donne ce jour-là; mais à Aigion, l'usage ne le permet qu'aux trois ou quatre derniers jours qui précèdent le carême. Alors tous les jeunes gens et les jeunes filles prennent un costume quelconque et commencent ensemble ce qu'on appelle *les visites :* on se réunit en troupes nombreuses, masquées, et l'on se rend, avec ou sans musique, dans toutes les maisons qu'un des masques désigne à la bande. On entre en chantant : chacun, contrefaisant sa voix, essaie les grimaces et les contorsions les plus burlesques, et cherche à intriguer aussi plaisamment que possible les maîtres de maison. Quand un maladroit s'est fait reconnaître, la troupe tout entière se démasque et se retire gaîment pour aller, à la grande joie de tout le monde, recommencer la même scène dans une autre maison. Ce divertissement est d'autant glus goûté en Grèce qu'on en dit la coutume venue en droite ligne de Paris.

Le carnaval dure jusqu'au lundi seulement, et il serait difficile de calculer ce que pendant ces quelques jours chacun boit et mange pour se préparer au long jeûne à venir. Le carême commence avec son interminable série d'abstinences. Les Grecs font maigre tous les jours, c'est-à-dire qu'ils mangent du caviar, des olives, du riz et des légumes assaisonnés à l'huile. Les mercredis et vendredis cependant ils doivent accommoder tout à l'eau. Deux grandes fêtes permettent seules de servir à table du poisson : c'est le jour des Rameaux et le 25 mars, appelé *Évangélismos* parce qu'il correspond au jour où l'archange Gabriel annonça à la Vierge qu'elle aurait un fils. Cette fête religieuse est en même temps l'anniversaire de la délivrance de la Grèce, et, comme telle, on la célèbre avec la plus

grande pompe. C'est en effet le 25 mars 1821 que l'archevêque Germanos leva le premier à Calavryta le drapeau de la liberté.

Le premier samedi du carême est la « fête des âmes, » *Psychosabbaton*. Chacun se rend ce jour-là au cimetière, à la dernière demeure des parens ou des amis qu'il a perdus. A Aigion, la coutume est dans chaque église de distribuer aux fidèles et aux enfans qui se pressent aux portes du temple les *kollyra*, mélange de blé bouilli, de raisins secs, d'amandes et de grains de grenade qu'on envoie aussi en guise de lettre de faire part à tous les amis d'un mort la veille de son enterrement. L'usage veut qu'on en offre au mort lui-même. C'est un rite funéraire très ancien et particulier aux populations situées entre l'Adriatique et la mer Égée. M. A. Dumont, dans un mémoire *sur les bas-reliefs représentant le banquet funèbre*, s'est attaché à découvrir sur quelles superstitions reposait cette coutume, et il en donne ainsi l'explication : « Le propre de ce banquet, c'est que la nourriture est offerte au défunt, qu'elle doit refaire ses forces, qu'elle lui est nécessaire, parce que dans le tombeau il garde encore les appétits et les exigences de la vie terrestre. Son ombre réelle et tangible perdrait le peu de consistance et de force qui lui restent, si ces alimens lui manquaient. Cette croyance très précise, et qui pour nous a peu de sens, est aussi ancienne que la race grecque. » S'il en est ainsi, il est à croire qu'on envoie les *kollyra* aux amis du défunt, comme pour les convier à partager son dernier repas.

Enfin arrive la *grande semaine* (la semaine sainte); le jeûne devient plus austère encore, et tous les soirs chacun se rend à l'église; c'est un devoir sacré auquel le plus insouciant, le plus incrédule des Grecs, se ferait un scrupule de manquer. Le grand jeudi, on lit les douze évangiles, et la cérémonie se prolonge fort tard; le lendemain, jour de l'Épitaphion, tous les habitans viennent baiser la croix : l'église, froide, silencieuse, à peine éclairée, pénètre le cœur de tristesse, tandis qu'au dehors les allées et venues des fidèles qui se promènent en causant dans la ville font du vendredi saint un des jours les plus animés de l'année. Le soir, on porte en procession l'arche sainte dans les rues : les jeunes gens des premières familles de la ville se postent dans l'église pour avoir l'honneur de supporter un des bras de l'arche, et, le moment venu, c'est une véritable lutte entre eux; l'orgueil des castes et des factions politiques excite leur prétention, et je les ai vus près d'en venir aux mains et de tirer le revolver dans l'église même. Enfin les vainqueurs sortent triomphans et marchent en tête, tandis que les autres viennent ensuite humiliés, pleins de colère, et considérant cet échec comme une honteuse défaite; mais la voix des prêtres et les chants

des fidèles couvrent leurs dernières rumeurs, et le cortége s'avance éclairant tout à coup les rues sombres et irrégulières aux mille flammes des cierges que chacun tient à la main, et faisant retentir dans le silence de la nuit, au milieu des femmes et des vieillards agenouillés sur son passage, l'hymne solennel du Christ au tombeau. La procession revient ensuite à l'église où le silence se fait tout à coup : les fidèles sortent bientôt un à un, et la ville retombe peu à peu dans son sommeil paisible et sa tranquillité.

Le samedi, l'église est pleine avant minuit; la voix monotone du prêtre à l'autel arrive à peine à la foule silencieuse et perdue dans l'ombre. Tout à coup un chant d'allégresse résonne sous les voûtes; chacun le reprend à haute voix; tous les cierges s'allument et viennent embraser l'église retentissante de flammes innombrables : c'est l'heure de la résurrection. *Christos anesti ek nekrôn!* répète encore le prêtre, le Christ est ressuscité d'entre les morts! On se presse, on s'embrasse; ces deux mots sont sur toutes les lèvres : *Christos anesti, Christos anesti!* Au dehors, la fusillade éclate, les cris, les bravos retentissent, et tout ce peuple, si calme tout à l'heure, sort en foule de l'église, ivre de joie et de gaîté.

C'est le signal des fêtes de Pâques; elles vont durer trois jours pendant lesquels personne ne travaille. Déjà le samedi des bergers, descendus des montagnes et des villages, ont amené dans la ville leurs nombreux troupeaux. Chacun, même le plus pauvre, a choisi un mouton qu'il a déjà égorgé dans sa cour; c'est un vieil usage et une superstition : cette sorte de sacrifice doit porter bonheur à la maison. Le dimanche matin, on allume un grand feu dans la cour, on coupe et on taille une longue branche d'arbre bien droite qui tient lieu de broche, et l'on rôtit ainsi sur le feu vif le mouton dépouillé. La ville à cette heure-là est déserte et silencieuse comme une ville morte; chacun reste chez soi, tout est fermé, on ne rencontrerait pas un enfant dans les rues.

Le vendredi suivant, grande fête locale à Aigion, fête de Tripiti. Tripiti est le nom qu'on donne à une petite chapelle établie dans le creux d'une roche au bord de la mer, à l'ouest de la ville. Dès le matin, tous les habitans, hommes, femmes, enfans, s'y rendent en pèlerinage; puis tous reviennent ensemble au milieu des fusillades et des détonations des *varellota* (petit baril). On s'arrête sur une promenade appelée Galaxidi; les jeunes gens de la paroisse de la cathédrale, revêtus de leurs plus brillans costumes et parés de leurs plus belles armes, se réunissent en une bande nombreuse et parcourent la ville tambours en tête et portant au premier rang l'étendard de la paroisse. Toute la semaine, on a fait des quêtes dans les maisons pour se préparer à cette fête, et l'on s'est occupé à confec-

tionner dans les tribunes de l'église de petits caissons de 10 centimètres cubes environ, en carton très dur, et fortement serrés avec de la corde goudronnée; un tuyau en roseau, préservant la mèche, y est adapté; c'est là ce qu'on appelle les *varellota*.

La troupe, bien fournie de munitions, s'avance en chantant dans les rues jusqu'à ce qu'elle rencontre une seconde bande, celle de la paroisse de Saint-André. Alors le combat commence : deux camps se sont formés, et chacun, tirant de sa ceinture une *varellota*, l'allume à un tison embrasé et la lance sur les adversaires. Les *varellota* volent de tous côtés, se croisent en traçant dans l'air un léger cordon de fumée et viennent tomber comme une grêle d'obus dans chaque camp, où elles éclatent avec une détonation plus forte que celle d'un coup de fusil. C'est l'instant le plus animé de la fête. Comme on peut le croire, ce jeu barbare est la source de nombreux accidens presque toujours graves. Souvent en effet un des combattans, maladroit ou trop lent, laisse éclater la petite bombe dans la main, et c'est à peine si l'on compte à la fin de la journée les mains déchirées ou emportées et les malheureux aveuglés ou estropiés pour toute leur vie. Au reste de semblables exemples, répétés chaque année, ne corrigent personne, et je me rappelle avoir vu ce jour-là un jeune homme à qui l'on avait dû couper le bras droit à la suite d'un accident semblable, se consoler de cette disgrâce en se servant du bras qui lui restait avec plus d'ardeur qu'aucun de ses compagnons encore valides. Parfois aussi, et c'est ce qui se produisit en ma présence, la lutte dégénère en véritable bataille : les deux partis se passionnent pour leur église et leur drapeau; les *varellota* viennent à manquer, on se bat corps à corps; les plus violens tirent de leur ceinture les poignards et les pistolets, et le lendemain on apprend qu'au milieu de jeunes gens très grièvement blessés, un malheureux a été percé de vingt-deux coups de couteau. Ce sont des accidens qui se renouvellent tous les ans, et la police serait impuissante à les prévenir en face de l'enthousiasme et de la passion que tous les habitans d'Aigion apportent à ce divertissement.

Le 23 avril est encore une fête devenue nationale pour tous les Grecs. C'est la Saint-George, le patron de leur roi. Rien de particulier ne la signale à Aigion, si ce n'est que toute une partie de la ville rend visite à l'autre. C'est la coutume à Aigion, comme dans toutes les provinces grecques, d'aller saluer le jour de leur fête tous les amis qu'on peut avoir. Le prénom de George est avec ceux de Demitri et de Constantin le plus répandu en Grèce, et il est vraiment curieux d'assister ce jour-là, dans la maison d'un personnage connu, aux nombreuses visites qu'on vient lui faire. Dès le matin, tous les George de la ville font préparer sur de grands plateaux

d'argent des confitures, des tasses de café et d'énormes cigarettes. Le salon, généralement planchéié en bois blanc, a été lavé la veille à grande eau, et des siéges nombreux y ont été symétriquement rangés le long des murs. Quand l'heure est venue, les amis arrivent en bande, entrent gravement dans la salle, et, passant devant le maître de maison ou sa femme, s'il est lui-même en visite, lui serrent la main en répétant ces seuls mots : *eis eti polla*, « vivez longtemps, » puis vont s'asseoir sans ajouter une parole, tous à côté les uns des autres. C'est alors qu'entrent les trois plateaux : sur le premier, chacun prend à son tour une cuillerée de confitures et un verre d'eau, une tasse de café sur le second, une cigarette sur le dernier. Cette cérémonie dure en moyenne trois minutes, après quoi toute la bande se lève en même temps, salue encore avec l'éternel *eis eti polla*, et sort pour aller recommencer ainsi dans toutes les maisons où il existe un George.

Le 1er mai, jour des fleurs, on se rend aux « jardins. » On appelle ainsi les enclos que possèdent tous les propriétaires de vignes au milieu de leurs champs, et où ils s'installent en été pour surveiller la récolte. On part de bon matin et l'on revient chargé de fleurs dont on orne la façade de sa maison. Ceux qui n'ont pas de propriétés partent la nuit avec les *tavoulia*, et, pénétrant dans les enclos, prennent les fleurs des autres; c'est un cas où le vol est toléré comme un vieil usage.

L'Ascension, la Pentecôte, la fête du Saint-Esprit (Trinité) n'offrent pas d'intérêt spécial. Le 21 mai, jour de la Saint-Constantin et de sa mère sainte Hélène, est plus populaire et fêté en Grèce presqu'à l'égal de la Saint-George. Quinze jours de jeûne précèdent les fêtes des saints apôtres (saint Pierre et saint Paul) et de l'Assomption. Les mêmes cérémonies que celles dont nous avons déjà parlé se répètent ces jours-là tant à l'église qu'à la ville, mais on installe pourtant en outre sur une grande place des Panégyries, sorte de foires où règne la plus libre gaîté. La Toussaint n'est qu'une fête de l'église, et n'est importante que parce qu'elle est le précurseur du long jeûne qui précède Noël : un peu moins rigoureux que le carême, il est cependant une préparation suffisante aux festins et joyeuses débauches qu'amène cette grande fête. La Noël venue, on la célèbre pendant trois jours et souvent jusqu'au premier de l'an. La semaine se passe en longs repas et en divertissemens de toute sorte; la pâtisserie et surtout le *Christopsôma*, pain de Noël, sont en grand honneur à cette époque, et toutes les maisons en sont amplement fournies.

Telles sont durant l'année les nombreuses fêtes qui distraient un peu les Grecs de leurs jeûnes et de la constante monotonie de leur

existence. C'est à ces jours-là surtout qu'il est facile de les bien juger et de les connaître : le reste du temps se passe si tranquille qu'il semble plutôt un long sommeil où l'homme s'oublie lui-même et s'engourdit sans rien penser; mais quand viennent tout d'un coup ces jours de vie et de réveil, c'est alors qu'apparaissent dans toute leur vérité les traits distinctifs de leur caractère, et que se révèlent à l'observateur étonné des instincts et des passions vraiment vivantes qu'il n'aurait jamais soupçonnées sous leur froide enveloppe.

III.

Ce n'est pas cependant aux seuls jours de fêtes qu'il est donné aux voyageurs de découvrir avec quelle vivacité les Grecs s'enthousiasment et s'enflamment. La Grèce renaît à peine, et déjà, perdue par l'exemple, elle se débat et s'épuise au milieu de troubles de toute sorte. Comme les nations puissantes et redoutées, ce pauvre peuple s'agite sous le fardeau des ambitions personnelles représentées par de nombreux partis; mais chez lui le désordre est plus grave, parce que rien n'est encore organisé, parce qu'il n'a pas au moins cette force de résistance que trouve dans les lois la société contre l'individu, parce qu'enfin chez lui les passions naissent et se développent en plein chaos. On ne songe même pas à déguiser sous le nom de patriotisme les ambitions que chacun veut faire prévaloir; on parle à cœur ouvert, et, comme la société n'a pas encore introduit en Grèce les euphémismes parlementaires qui servent à tromper avec politesse, personne ne rougit d'attribuer ses préférences politiques à son intérêt. C'est en province, au milieu des intrigues et des cabales de tous les partis, qu'il est facile de bien suivre le mécanisme électoral de la Grèce. Athènes s'est déjà polie au contact presque direct de l'Europe, et la surveillance y est d'ailleurs mieux exercée que dans les petites villes.

Le suffrage universel est admis en Grèce, direct, absolu. Une chambre des députés, formée à peu de chose près comme la nôtre, représente la nation; un cabinet ministériel responsable est l'intermédiaire entre elle et le chef de l'état, en sorte que toutes les fois qu'un désaccord survient, et c'est un fait qui se produit en moyenne tous les trois mois, il y a chute du ministère ou dissolution de l'assemblée, selon que la volonté de l'un des deux pouvoirs a prévalu auprès du roi. Au premier cas, de nouveaux ministres sont choisis, nécessairement dans le sein de la chambre; dans le second, on procède à des élections générales. C'est alors que le petit drame commence.

Deux partis, quelquefois trois, sont en présence, représentés par les plus riches propriétaires du pays. Autour de chaque groupe se pressent d'abord tous les parens, ce qui forme déjà une petite foule, puis les amis des parens et enfin les intéressés, c'est-à-dire les gens auxquels on a promis une place en cas de réussite, et qui sont encore en plus grand nombre. Les deux camps bien formés, on commence la propagande; les maisons des chefs de caste s'ouvrent pour faire des prosélytes et tiennent pendant quinze jours table dressée et abondamment servie. Tous ceux qui demandent à être convaincus, les fainéans, les vagabonds, les mendians, viennent s'y asseoir, et je n'ai pas besoin de dire qu'ils restent hésitans entre les deux tables jusqu'au jour du vote. Pendant ce temps, les plus chauds partisans de chaque camp parcourent les campagnes et cherchent dans les villages des alliés à leur cause, ou bien revoient tous les débiteurs du futur député et leur promettent d'abaisser pour eux le taux de l'intérêt s'ils votent ou font voter comme ils veulent. Ce sont les heures bénies de ces malheureux qui ont été forcés d'emprunter de petites sommes pour ensemencer leurs champs ou améliorer leurs vignes. Ils croient à un peu de clémence de la part de leurs créanciers et espèrent ainsi gagner du temps; mais tous ont le même sort : le grand propriétaire prête au plus pauvre, qui lui engage sa terre en garantie ou qui la lui vend à réméré; le jour de l'échéance arrive, le débiteur ne peut pas payer et doit abandonner au prêteur, toujours impitoyable, son droit de propriété. C'est le moyen regardé comme le plus simple et le moins coûteux d'agrandir son domaine. Les monastères, les *pappas* font aussi de la propagande par les mêmes moyens; leur influence sur les paysans est très grande, et leur appui est pour cette raison très recherché des deux partis.

Ces préliminaires durent environ quinze jours et suffisent à mettre toute la province en révolution. On attache une grande importance au succès de celui qu'on porte à la députation, et personne ne s'en étonnera. Quand la nouvelle chambre sera reconstituée, si la majorité se trouve déplacée, ce qui arrive toujours, l'ordre des choses est complétement changé dans la nation. Une réforme radicale s'opère dans toutes les branches administratives, et dans ce bouleversement général tous les fonctionnaires sont remplacés, depuis le préfet jusqu'au gratte-papier, depuis le juge de paix jusqu'au géomètre de la ville.

Enfin le jour du vote arrive; la veille et l'avant-veille, les rues de la ville sont pleines de monde, les hommes parlent vivement entre eux, et leur attitude belliqueuse intimide la gendarmerie elle-même. Chacun est aux aguets, en quête de nouvelles; on épie les *ennemis*,

comme on appelle naïvement ses adversaires politiques, et des bandes nombreuses se promènent dans les rues, narguant tous ceux qui ne sont pas des leurs et insultant les partisans du camp opposé. On pérore, on crie, on gesticule, dans les cafés, au coin des rues; les passions s'excitent par le bruit, les vieilles haines se réveillent, et il ne se fait pas d'élection que la fusillade et les coups de couteau ne troublent et qui ne laisse après elle le souvenir de quelques assassinats.

Toute famille qui a eu un jour pour un de ses membres des prétentions à la députation possède ce que nous appelons en France une urne électorale. Comme chez nous, c'est une boîte carrée en bois ou en fer; mais la prudente défiance des Grecs y a ajouté un perfectionnement qui mérite d'être noté. L'urne est intérieurement divisée en deux parties par une planche verticale; un tuyau de fer-blanc peint, évasé au sommet, est exactement placé sur le point d'intersection, en sorte qu'il communique également avec chaque côté de la boîte. Les bulletins sont remplacés par de petites boules de plomb : chaque parti fournit les siennes aux votans; mais, et c'est un excellent moyen pour soustraire l'électeur à l'influence directe de ceux qui le font voter, quand celui-ci plonge le bras dans le tuyau, nul ne peut savoir s'il a jeté la boule d'un côté ou de l'autre, et s'il a été fort sollicité avant le vote, il est du moins resté absolument libre à l'instant décisif. Des parens de chaque candidat viennent se relayer auprès de l'urne jusqu'à ce que le scrutin soit fermé. De la sorte, on est à peu près certain de la validité des élections. Quand le résultat est connu, c'est le signal d'une joie sans bornes pour une partie des habitans, et d'une véritable consternation pour les autres. Il s'agissait en effet d'une partie importante, et les vainqueurs font retentir pendant plus d'un jour la ville de leurs cris et de leurs chants, tandis que les vaincus comptent tristement chez eux les milliers de drachmes qu'ils ont dépensées inutilement, et toutes les places et les beaux traitemens qu'ils perdent à la fois.

Les maires sont aussi élus au suffrage universel, et les mêmes cabales se forment pour faire triompher les élus de chaque camp. Ces élections ont autant d'intérêt que les élections générales, parce qu'elles en assurent d'avance le résultat. Le maire a en effet dans les villes une telle influence que lorsque deux partis sont en rivalité, il fait pencher la balance du côté qu'il veut. Aussi, quand l'époque de la réélection des maires se présente, chaque faction a bien soin de présenter son candidat afin d'avoir en lui un auxiliaire tout-puissant quand viendra la dissolution.

L'influence des partis si nettement divisés dans la province s'é-

tend, comme on peut le penser, sur tout ce qui touche à l'administration; la justice n'y est pas plus soustraite qu'un autre pouvoir, et chaque ville étant divisée en deux factions puissantes autour desquelles se rangent tous les habitans, il en résulte que tous les accusés sont toujours forcément jugés par des compères ou par des ennemis. Aussi le moindre procès civil ou criminel se trouve-t-il dès le début l'occasion d'intrigues de toute sorte; comme on doit profiter et se réjouir de la fortune d'un ami, c'est également un devoir sacré de le soutenir dans le malheur. S'il s'agit d'argent à donner, le dévoûment est souvent inutile; mais, quand il faut entraver ou favoriser l'action de la justice, l'amour-propre et l'esprit de parti animent tous les cœurs, et il n'est pas une demande qu'on épargne en faveur d'un ami ou contre un adversaire. La situation des juges est embarrassante : les chefs parlent haut et menacent, il est très imprudent de les mécontenter, et les malheureux savent bien que ce n'est pas en leur parlant de devoir, mot beaucoup trop vague pour des intelligences pratiques, qu'ils leur feront entendre raison. Invoquer l'autorité serait un enfantillage, puisqu'ils sont toujours certains d'être remplacés, quoi qu'ils fassent, après les nouvelles élections; opposer des textes de lois indiscutables? c'est un bien piètre argument pour les esprits les plus rusés d'Europe. Les meilleures raisons sont impuissantes contre un parti-pris, et quand on entend dire, à l'honneur de la magistrature grecque, qu'on a vu des juges placer leur conscience au-dessus de leurs intérêts et de leur rancune, on peut demander très sincèrement comment ils font.

Cependant on juge, on acquitte, on condamne. Les Grecs ont, à peu de chose près, les mêmes institutions pénales que les nôtres, depuis la prison préventive jusqu'à la peine de mort, comme ils ont la même organisation judiciaire; mais chez eux la cour d'assises joue relativement un plus grand rôle qu'en toute autre nation, parce qu'il y a plus d'homicides que de vols en Grèce. C'est une anomalie qu'on s'explique en songeant au triste métier que ferait un voleur dans ce pauvre pays, et en se rappelant avec quelle facilité les plus honnêtes gens se laissent aller à cette extrémité de l'assassinat quand il s'agit d'une vieille haine ou d'une vengeance. Les Hellènes ont un petit bagne et quelques prisons plus souvent vides qu'encombrées. Quand un prévenu est condamné aux travaux forcés on l'envoie aux Castels : ce sont deux anciens fortins turcs convertis en maison d'arrêt et en pénitencier, bâtis en face l'un de l'autre sur deux presqu'îles étroites, Rhion et Anthirhion, qui s'avancent toutes deux également dans la mer et ferment l'entrée du golfe de Corinthe au-dessous de Patras. Quelquefois la peine capitale est pro-

noncée. On raconte à ce sujet que pendant longtemps il fut impossible de trouver un bourreau dans tout le royaume, et qu'on dut renoncer à en chercher à l'étranger parce que la population les massacrait. En présence de cet obstacle, on songeait à réviser la loi quand un malheureux se présenta, c'était, je crois, vers 1850; depuis cette époque, les exécuteurs n'ont pas fait défaut. Ce personnage est logé comme les condamnés, dans un des castels. Il se passe quelquefois un long temps sans qu'il ait à exercer son métier, tandis qu'il lui est arrivé, quand l'armée avait fait une importante capture de klephtes, de trancher jusqu'à sept têtes par jour. On se rappelle le drame encore récent de Marathon, et l'exposition sur la place d'Athènes des têtes mutilées des brigands.

J'ai assisté à une exécution près d'Aigion, dans la campagne; c'est un souvenir qui m'est resté présent. Un habitant d'un village des environs avait empoisonné sa femme pour épouser sa maîtresse. De pareils actes sont rares en Grèce et n'excitent nullement la pitié; on avait fait l'autopsie de la victime, et quand on eut reconnu qu'elle avait absorbé de fortes doses de phosphore, le prévenu fut condamné à mort. Un empoisonneur n'est pas un homme intéressant en Orient; les passions violentes du midi méprisent les moyens détournés; le fusil, le couteau, font plus prompte et plus franche justice; mais la guillotine passe rarement à Aigion, et le spectacle d'une exécution devait être pour la plupart des habitans une nouveauté, pour tous une distraction.

Quand le jour fixé fut venu, dès le matin de nombreux groupes se formèrent, inquiets de savoir quel emplacement l'autorité avait choisi, et peu à peu quand le bruit courut que la guillotine se dressait dans un champ au-dessous de la ville, le public empressé se dirigea vers la mer. Il était environ huit heures du matin, un matin d'avril; la brise de la mer semblait chanter dans les branches des platanes et faisait trembler avec un frémissement joyeux leurs feuilles encore blanches; la plaine s'étendait à l'est luxuriante et les vignes étalaient déjà leur jeune verdure au milieu des oliviers noirs; le champ du supplice était planté de serpolet que le vent agitait par longues ondulations comme les vagues de la mer. Quand les spectateurs furent las de contempler l'échafaud vide, entouré de gardes, les regards se tournèrent peu à peu vers l'ouest près du port. Une petite frégate arrivée la veille au soir se balançait légère sur le bleu du golfe à un mille environ de la côte. C'était là qu'était le condamné : depuis plus de quinze heures, il attendait l'instant de son supplice, et pendant la nuit il avait entendu les manœuvres des matelots qui débarquaient la guillotine. Tout à coup un long murmure, un cri de joie à peine étouffé s'éleva de la

foule : deux barques venaient de se détacher l'une après l'autre du navire. La dernière attendit en mer pour laisser aborder d'abord l'autre qui conduisait le bourreau et ses aides; la plage était presque plate à l'endroit où le canot vint attérir, et l'exécuteur dut marcher dans l'eau pour débarquer. Une double haie d'armatoles et de soldats venus du Castel se forma pour le dérober aux injures et aux menaces qu'on proférait sur son passage; il gagna ainsi le milieu du champ, et les curieux se mirent à le regarder essayer le couperet et la bascule. Il était vêtu d'un large pantalon fendu sur la guêtre noire et d'un gilet très long, à manches étroites, de couleur sombre. Quand il eut terminé ses préparatifs, il fit un signe de son bonnet et la seconde barque s'avança. De son banc le condamné pouvait apercevoir depuis longtemps la silhouette noire de la guillotine se détachant sur la pureté du ciel. Il portait un costume tout blanc, et il était facile de le distinguer de loin, assis au milieu du canot à côté d'un moine à robe noire, au milieu des soldats et des matelots qui ramaient. La barque plus grande que la première toucha le fond à 10 mètres environ du rivage, et comme elle dansait légèrement sur les longues vagues qui venaient se briser une à une dans le sable, les matelots sautèrent dans l'eau pour la maintenir. Quatre soldats descendirent d'abord, enjambant tant bien que mal les bancs de l'embarcation; le condamné vint ensuite, qui les franchit d'un pas ferme, seul, malgré la chaîne qui entravait ses pieds, et, suivi du moine et des autres soldats, sauta aussi légèrement que l'avaient fait les matelots.

La foule devint silencieuse; c'était un empoisonneur qu'on allait exécuter, et chacun s'attendait à voir paraître un lâche. Quand on le vit marcher sans faiblesse, tous les regards fixés sur lui changèrent d'expression, et, au lieu de se presser, on s'écarta sur son passage. Il avança sans regarder autour de lui et ne s'arrêta qu'un instant à 30 mètres de l'échafaud pour le contempler. On le laissa faire. C'était un homme de taille moyenne, très mince et admirablement proportionné; il était extrêmement pâle, et sa pâleur était rendue plus frappante par une barbe noire épaisse et de fins cheveux bouclés qui lui encadraient le visage. De longs yeux noirs animaient ses traits corrects comme ceux d'un marbre antique et ses regards semblaient doux, plus tristes que désespérés. Dans une dernière pensée de coquetterie, il avait voulu sans doute se parer pour mourir, et on lui avait laissé garder sur la tête une élégante toque noire posée sur le côté, plissée derrière par un nœud de soie d'où s'échappaient quelques plumes de coq qui tombaient jusque sur son cou. Sa démarche en cet instant solennel, au milieu des spectateurs muets, avait quelque chose de majestueux, et, quand

d'un pas lent et fier il monta les quatre marches de l'estrade, il avait l'air de commander à la multitude réunie au-dessous de lui.

Le bourreau s'avança qui lui mit la main sur l'épaule pendant qu'un aide lui liait les mains; le moine murmura quelques mots à son oreille, et le condamné, répétant sans doute une leçon apprise par cœur : « Mes frères bien-aimés, dit-il d'une voix claire, vous voyez où conduit le crime; je vais vous quitter... A ce moment, je vous en conjure, que ma mort vous serve d'enseignement. Criez avec moi : Vive le roi! » et il ajouta ces paroles, qu'on ne lui avait pas soufflées : « Défiez-vous à jamais des femmes! »

Un tonnerre d'applaudissemens lui répondit, quelques voix s'élevèrent criant : Grâce! grâce! et au même instant les deux aides, le saisissant par les deux bras, bouclèrent sur lui assez lentement les courroies de la bascule. Le condamné ne baissa pas la tête : en face de lui s'étendaient les eaux tranquilles du golfe, sous le ciel transparent du matin, des champs de vigne, des prés où des chevreaux paissaient en liberté, et, au milieu du silence solennel de toute l'assistance, à cet instant suprême il regardait cette nature si fraîche, si belle, si pleine de vie, qu'il devait comprendre, car elle semblait lui sourire. La planche retomba; on put voir le malheureux rougir et fermer les yeux : il n'avait plus devant lui que le fond du panier plein de son, et sa tête se redressa comme pour y toucher de moins près. Le couperet allait s'abattre, et les plus cruels se détournaient émus de pitié, quand sur un ordre du bourreau un des aides s'approcha du patient. Les plumes de son béret ombrageaient légèrement son col et pouvaient arrêter le couteau; le valet essaya de les écarter, mais elles se redressaient malgré lui. Alors il se pencha vers le condamné et lui dit à l'oreille ces mots, que la foule devina sans les entendre : « baisse la tête; » le malheureux comprit encore et obéit. — Deux heures après, la jolie frégate quittait le port, emportant son funèbre chargement, et les troupeaux de chèvres broutaient de nouveau le long du champ de serpolet.

C'était à l'époque où tous les Grecs commencent leurs grands travaux de culture; chacun retournait à son champ : je rejoignis de mon côté quelques propriétaires qui s'étaient fait amener leurs chevaux pour se rendre à leurs terres et diriger la taille de leurs vignes. Personne ne parla du drame de la matinée; la route que nous suivions traversait de belles plaines plantées de vignes, exposées au plein soleil : chacun supputait d'un regard inquiet ce que promettait la récolte; la conversation tomba bientôt, comme toujours, sur la culture ou le commerce des raisins, et j'entendis pour la centième fois déplorer que l'industrie nationale ne vînt pas en aide aux propriétaires producteurs.

Aigion n'a pas d'industrie spéciale; la consommation y est trop faible et ne permet pas, en face de la concurrence de l'Europe et de la Turquie, l'importation des matières premières. La soie est, comme presque partout en Grèce, le seul objet de fabrication, et c'est à peine si le sol fournit assez de chanvre et de coton pour répondre aux besoins des habitans. On élève à Aigion une grande quantité de vers à soie, et la chaleur du climat, l'abondance des mûriers, en font un excellent rapport. La soie est très épaisse, d'une belle couleur et très également filée; la plus grande partie en est expédiée aux commerçans grecs de Marseille, d'où on l'envoie à Lyon. Le reste est conservé par les propriétaires qui la font tisser dans leurs propres maisons. Chaque famille a son *ergalion* ou métier; c'est un appareil en bois, très simple et peu coûteux, dont toutes les jeunes filles savent se servir. On ne trouve pas en France les étoffes qu'elles tissent ainsi; la trame en est beaucoup plus large que celle de notre soie et se rapproche plutôt de celle de la gaze de Chambéry. Presque toujours blanches, quelquefois traversées de soies cerise, elles présentent généralement entre elles une grande variété de dessins selon que le tissu en est plus ou moins serré. C'est avec ces étoffes de soie, si légères qu'elles sont transparentes comme du tulle, qu'on fait les chemises de femmes, les rideaux et même les draps de lit. Plus souvent on tisse à cet usage, sur le même métier, des pièces de coton avec des dessins semblables, composés de longues rayures mates et écrues plus ou moins rapprochées, et qui ont un grand rapport avec ce que nous appelons à Paris les étoffes algériennes. Il y a aussi des teinturiers à Aigion qui apprêtent la soie brute et la livrent aux brodeurs. Ceux-ci s'en servent pour orner les costumes et pour tisser les jarretières et les ceintures dont nous avons parlé. On fabrique encore, mais avec du cuir importé de Turquie, — celui que nous appelons cuir de Russie, — les *tsarouchia* brodés de soie, les *shylakia* (ceintures) des palikares et les harnais des chevaux.

Le commerce a pris depuis la guerre de l'indépendance une assez grande extension à Aigion. De grands troupeaux de brebis et de moutons, qui trouvent de quoi se nourrir sur les montagnes les plus arides, suffisent amplement à la consommation de la ville, et sont l'objet de marchés importans. Leur laine et leurs peaux se vendent et s'achètent également très bien. C'est une des richesses des propriétaires campagnards, des palikares qui vivent loin des villes pour surveiller leur bétail dont on ne fait le compte que par mille têtes.

Quant à Aigion, il faut distinguer deux genres de commerce : l'un qui porte sur les différens objets de consommation quotidienne

et qui est fort restreint, l'autre au contraire qui fait les frais d'exportations considérables; ce sont les produits agricoles. Le premier a son importance, c'est lui qui constitue surtout la maigre richesse de l'état. Les Grecs paient peu d'impôts, la douane est le plus sûr moyen de perception qu'on ait adopté jusqu'à ce jour, et tous les produits importés sont frappés de droits d'entrée. L'impôt foncier existe bien en Grèce, mais l'assiette en est très difficile à fixer, et si loin d'être déterminée qu'il ne rend qu'une faible partie de ce qu'on pourrait en attendre. Pourtant, quinze siècles au moins avant le nôtre, des arpenteurs publics, relevant pas à pas le plan des immenses provinces romaines, rapportaient à Constantinople des cartes cadastrales où l'empire tout entier était divisé en des milliers de fractions qui formaient des catégories distinctes de terrains, d'après lesquelles on pouvait établir sur une base équitable la lourde répartition de l'impôt foncier. M. G. Perrot raconte qu'il a trouvé dans un village de l'Attique le souvenir très précis de l'ancien cadastre romain. Des paysans avaient entendu vanter de père en fils les merveilles de cette administration qui étonna tant la Grèce conquise, et croyaient encore fermement que les tables de marbre ou de bronze sur lesquelles avaient été dressés les plans parcellaires étaient soigneusement conservées à Constantinople. Ces tables n'ont jamais été retrouvées; si on venait à les découvrir, la Grèce se verrait tout d'un coup dotée, sans l'avoir beaucoup désiré, d'un cadastre un peu vieilli sans doute depuis quinze cents ans, mais encore exact en somme, car au milieu de toutes les décrépitudes humaines, la terre seule ne change pas.

Toute la côte septentrionale du Péloponèse est aujourd'hui relativement riche; aux environs d'Aigion, de Corinthe à Patras et à Gastouni, pas un coin de terre n'est perdu jusqu'aux montagnes, et tout ce qu'il a été possible de défricher, on en a tiré parti. Le sol est bon, et le climat presque toujours favorable seconde les efforts des agriculteurs. Au reste, on ne rencontre dans la campagne d'Aigion, comme sur tout le littoral du golfe, que trois cultures : celle des raisins *staphidès* qu'on nomme en France raisins de Corinthe, celle des vignes et des oliviers. On trouve en outre çà et là quelques champs de coton, d'avoine ou de froment, mais dans une proportion si minime que la production en passe inaperçue.

Les raisins de Corinthe forment la branche principale du commerce d'exportation. Un grand nombre d'habitans sont propriétaires de terrains bien cultivés, souvent très étendus, et c'est leur unique occupation que d'en faire valoir la récolte. Les plus riches ont au bord de la mer un magasin où ils font porter au mois de juillet d'énormes quantités de raisins qu'ils ont préalablement lais-

sés sécher pendant dix ou douze jours au soleil, sur des terrains battus ou sur des nattes spécialement préparées à cet usage. S'il survient un jour, une heure de pluie durant ce temps, la récolte est perdue; les grains déjà couverts de sucre se collent entre eux et ne forment plus qu'une pâte gluante qu'il est impossible d'utiliser. C'est du reste une catastrophe fort rare, et la constance du climat est telle qu'on peut compter sans imprudence sur trente jours consécutifs de temps sec. Un grand nombre de femmes venues des montagnes sont installées dans les magasins et commencent, au fur et à mesure qu'arrive le raisin, à en faire le triage. Elles passent au tamis tous les grains pour en séparer la poussière et les petites pierres qui s'y trouvent mêlées, puis elles procèdent à un second travail plus long encore et qui consiste à diviser le raisin en trois catégories. Les rebuts ne sont pas vendus, on les garde, et quoiqu'il soit facile d'en faire d'excellente eau-de-vie on les donne aux pourceaux. Pendant ces différens travaux, six ou huit grands bâtimens à vapeur anglais, d'un fort tonnage, ont jeté l'ancre dans le port; ce nouveau voisinage est une grande distraction pour la ville et devient pour les propriétaires de *staphidès* et leurs familles l'occasion de véritables fêtes. Une fois entassés dans des myriades de caisses soigneusement marquées, on embarque les raisins, et les paquebots quittent Aigion, emportant à Londres la récolte de l'année. L'Angleterre seule en effet traite directement avec les grands propriétaires du pays : ceux-ci achètent à leurs voisins moins riches ou aux monastères tout ce qu'ils ont de raisin, afin d'en rassembler dans leurs magasins des quantités considérables, et l'expédient à leurs commissionnaires ou à des correspondans anglais qui les vendent là-bas. On a introduit depuis quelques années plusieurs perfectionnemens dans la manière de trier les grains de raisin, et c'est un point sur lequel les Grecs ne sont pas routiniers. Ainsi ils font venir des machines à bras qui ressemblent beaucoup à celles qu'on emploie en France pour passer le blé battu et qui facilitent et abrégent le travail si long qu'on laissait auparavant aux femmes.

La campagne d'Aigion produit aussi beaucoup de vin, et j'ai dit qu'il serait très bon, si on ne le gâtait pas en y ajoutant de la résine; il ne faut donc pas songer à l'exporter et l'on se contente de le vendre pour rien (deux sous la mesure qui correspond au litre). Des propriétaires ou des entrepreneurs plus avisés ont su à Patras tirer meilleur parti des abondantes récoltes que fournissent les vignes des environs; ils ne mettent pas de résine dans les tonneaux et conservent néanmoins les vins en les expédiant sur-le-champ. C'est aujourd'hui, avec l'exportation des raisins secs, une des plus riches ressources du commerce de Patras.

Les plaines et les routes d'Achaïe sont partout plantées d'oliviers, qui sont déjà et deviendront dans peu de temps d'un excellent rapport. Moins grands que nos oliviers de Provence, ceux de Grèce sont trapus, vigoureux, et en si grand nombre qu'ils pourraient à eux seuls faire la fortune d'une province. On n'avait pas songé jusqu'à présent à Aigion à tirer parti de l'huile excellente qu'ils produisent, autrement qu'en la vendant tant bien que mal dans le pays. On n'en avait ainsi qu'une seule qualité, qu'on employait à tous les usages, et j'ai vu pour mon compte, dans des maisons aisées, recourir alternativement au même broc pour assaisonner une salade et renouveler l'huile d'une lampe. Un des grands propriétaires du pays, M. S. Messinési, a eu l'idée depuis trois ans d'exporter à Londres, en même temps que ses raisins, les tonneaux d'huile d'olive qui encombraient ses caves. L'essai réussit, et il a trouvé dès lors de nombreux imitateurs.

Il y a pourtant sur ce point bien des innovations à faire. Les machines à presser, encore adoptées dans le pays, sont très simples, mais si imparfaites qu'elles ne tirent pas des olives la moitié de l'huile qu'elles devraient en exprimer. Elles se composent de deux pièces distinctes : la première consiste en un grand bassin rond en pierre, au milieu duquel est fixée une énorme poutre mobile et verticale, à laquelle sont adaptées deux lourdes meules en granit qui tournent avec la poutre. On verse les olives dans le bassin qui tient lieu de mortier, et un cheval, attelé à côté d'une des deux meules, tourne lentement les yeux bandés. C'est le travail préparatoire; les olives sont écrasées. Le second appareil est plus simple encore : c'est la presse. Un long sac de paille et de joncs tressés en forme de cône est placé entre deux poutres; une troisième poutre plus large, placée sur les deux autres, soutient une grosse vis de bois, qui la traverse et qui porte à son extrémité inférieure une solide plaque ronde qui vient s'appliquer sur le sommet du sac; une barre de fer horizontale à poignée traverse son extrémité supérieure, et deux hommes montés sur la poutre transversale tournent alternativement la vis, qui descend avec la plaque et presse les olives écrasées; le sac alors s'abaisse et l'huile coule de tous côtés, tombant d'abord dans un canal de bois circulaire et de là, par un long tuyau, dans une cuve placée en face de la machine. On renouvelle cette opération trois ou quatre fois par jour; mais, quels que soient les efforts des ouvriers et la surveillance du propriétaire, un appareil mieux construit et perfectionné tirerait certainement des rebuts que l'on jette une quantité considérable encore d'huile, et il est à penser que, si l'exportation continue et prospère, on suivra l'exemple de Mme Panagiotopoulos, qui a compris les bénéfices de production

que lui donnerait l'achat de quelques machines et qui a fait construire au milieu de ses champs d'oliviers un grand *magasin*, où elle fait presser les olives comme on le fait dans le midi de la France. Elle obtient ainsi un rendement double et plusieurs qualités d'huile, tandis que les autres presses n'en donnent au contraire qu'une seule, l'huile verte, qui est excellente, mais qui n'est jamais aussi claire que celle qu'on vend sur les marchés d'Europe, et dont les propriétaires doivent céder une grande quantité à vil prix.

Il est cependant facile de prévoir et d'assurer à Aigion comme à toutes les villes de la côte nord du Péloponèse un avenir commercial important. Elle possède par son sol trois élémens de prospérité dont un seul suffirait à lui donner un jour la richesse. Les raisins de Corinthe sont très bien exploités et ont fait la fortune de nombreuses familles. Les vins et l'huile restent encore presque sans produire; mais le jour où les perfectionnemens nécessaires et de nouveaux modes d'exploitation seront adoptés par les propriétaires, il est hors de doute que Vostizza prendra, comme Patras, une extension considérable et contribuera aussi pour sa part à relever peu à peu la Grèce, dont le plus grand mal est la pauvreté.

Plus d'un voyageur s'est refusé à faire pressentir cette résurrection, et il est permis de sourire quand on voit combien, malgré son activité turbulente, ses aspirations au progrès et aux réformes, une société relativement nouvelle est demeurée attachée à de vieilles coutumes, à des institutions surannées, à un mode d'existence banni de toutes parts en Europe; mais, si l'on tient à bien juger et à connaître les Grecs, il ne faut pas, comme l'ont fait tant d'hommes d'esprit et de talent, se contenter de mettre en parallèle leurs mœurs rudes et primitives avec la civilisation française et la marche des idées européennes; le contraste à coup sûr est piquant, mais il mène à une conclusion injuste. Si l'on jette les yeux cinquante ans en arrière, si l'on se reporte à cette époque où la Grèce n'existait plus que de nom, asservie, anéantie plutôt sous le joug écrasant de la Turquie, si on se rappelle par quelle période sanglante ce peuple est passé pour arriver à reconquérir son indépendance, c'est là qu'il faut chercher un point de comparaison, c'est en face de cette grande date de 1821 qu'il faut placer l'état actuel de la Grèce, et ce rapprochement donnera sûrement lieu à moins de sévérité.

Considérons ce que les Grecs ont fait depuis cinquante ans et ne comptons leur existence que depuis ce temps. Ils n'avaient pour tout bien que la liberté; ils existaient en fait; — on leur avait donné un roi, un semblant de gouvernement. Ce n'était pas tout; il fallait consolider un royaume, faire renaître une société, et cela sur des ruines, presque dans un désert, dans un pays où la nature

même du sol est un obstacle à toute espèce de progrès. Il fallait une administration, une capitale avant tout, une armée, des routes, des écoles, et ce n'est qu'après ces réformes successives, ces créations, qu'il était permis d'espérer la moralisation et l'instruction d'un peuple quasi sauvage, disséminé dans des bourgades perdues, sur les montagnes ou dans les îles. Cinquante années à peine sont peu de temps pour une pareille œuvre, et l'on doit convenir en bonne foi que ce qu'on a fait est beaucoup. La Grèce n'avait rien que le désordre et l'épuisement de la lutte après la servitude; aujourd'hui, empruntant aux principaux états ses voisins, et surtout à la France, qui l'avait délivrée, leurs meilleures institutions, elle a une capitale, un port, des villes de commerce déjà florissantes, telles que Syra, Patras, Corfou. Elle a des tribunaux, un recueil de lois civiles et commerciales, des facultés, des écoles, des églises, une banque nationale, une section de chemin de fer d'Athènes à la mer et une ligne importante en construction du Pirée à Lamia. Un service de paquebots fait communiquer régulièrement entre elles toutes les villes du littoral; la poste fonctionne tant bien que mal, mais elle fonctionne, ce qui est beaucoup. Les routes, si elles sont à peine meilleures qu'autrefois, sont du moins sûres aujourd'hui, et le voyageur peut les suivre tranquille en Attique et dans tout le Péloponèse sans être attaqué par les klephtes. L'armée est régularisée; plusieurs régimens de soldats montagnards ont été spécialement formés en vue de la répression du brigandage. Des compagnies d'armatoles ou de clytires sont détachées dans les provinces. Chaque ville a son école, une succursale de la banque, un bureau télégraphique, une préfecture ou une sous-préfecture, un maire et un conseil municipal. En un mot, il ne s'agit plus maintenant de créations, il s'agit de perfectionnemens, d'améliorations, ce qui est bien différent. Sur ce point sans doute, et les Grecs sont les premiers à en convenir, il y a beaucoup à faire; mais le premier pas, le plus difficile, est fait, et quand l'instruction se sera répandue peu à peu avec les nombreuses innovations qu'on apporte chaque jour, le moral et l'intelligence de la classe moyenne s'élèveront insensiblement, et c'est alors qu'on sentira bien le fruit de ces réformes encore stériles sous certains rapports, mais non pas aussi inefficaces qu'on s'est plu à le déclarer.

PAUL D'ESTOURNELLES DE CONSTANT.

L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE

EN 1778

D'APRÈS L'HISTOIRE DE BANCROFT.

Histoire de l'action commune de la France et de l'Amérique pour l'indépendance des États-Unis, par George Bancroft, traduite et annotée par le comte Adolphe de Circourt, accompagnée de documens inédits. Paris 1876.

M. Bancroft est en Amérique un des hommes qui connaissent le mieux l'Europe, où il a longtemps résidé. Historien des États-Unis, ce n'est pas lui qui sacrifierait l'ancien monde au nouveau, et qui négligerait d'étudier l'action réciproque qu'ils ont toujours exercée l'un sur l'autre. Commencé depuis vingt ans, son ouvrage se divise en périodes, dont chacune pourrait presque former une histoire séparée. Quand il aborda le dixième volume, c'est-à-dire la période de l'alliance française qui s'ouvrit en 1778, il sentit le besoin de jeter un coup d'œil sur l'état de l'Europe et d'expliquer à sa manière certains reviremens très propres à troubler la sérénité d'un historien. En effet, n'était-il pas bizarre que dans cette Europe, où la nouvelle république avait puisé les germes de la liberté civile et religieuse, la cause de l'indépendance eût pour uniques soutiens les puissances les plus catholiques et les plus monarchiques, la France et l'Espagne? Et pour un savant moderne, très enclin à faire rouler l'histoire du monde sur la théorie des races, n'est-il pas humiliant de devoir la grandeur de son pays au concours des races latines avec lesquelles on rougirait de se voir confondu? Ainsi M. Bancroft rencontrait sur son chemin les problèmes historiques les plus graves, et au premier rang celui de l'éternel désaccord entre les idées et les faits : ici, un peuple qui a enfanté la réforme et qui ferme l'o-

reille à l'appel des colonies protestantes; là, une mère patrie qui refuse aux enfans sortis de son sein l'usage de cette liberté dont elle leur a donné l'exemple, tandis qu'une nation frivole, généreuse et façonnée à la servitude, vient offrir son épée aux descendans de Penn. Quand on juge l'histoire en philosophe et qu'on distribue les siècles en périodes imposantes, il est assez facile de faire rentrer de gré ou de force les faits dans les idées : il n'en coûte rien de sacrifier quelques retardataires au triomphe définitif d'une loi providentielle; mais quand on pénètre dans le vif de l'histoire, il faut bien reconnaître que les événemens se combinent d'abord d'après les intérêts et les passions du moment. Il importe peu à l'Angleterre qu'elle serve de modèle à l'affranchissement des peuples; mais il lui importe beaucoup de faire respecter les décisions de son parlement et de conserver son empire colonial. Les princes allemands ne se demandent guère s'ils sont ici-bas les représentans de la liberté religieuse, à moins que ce rôle avantageux ne flatte leur vanité ou ne remplisse leur trésor.

Toutefois M. Bancroft pense que les intérêts d'un jour ne gouvernent pas seuls le monde. Supposez que plusieurs personnes, dans une circonstance solennelle, vous aient rendu un service : en conclurez-vous qu'elles sont toutes également généreuses, également dévouées à votre cause? L'une vous oblige par intérêt, et, comme l'intérêt est changeant, elle sera demain contre vous : l'autre suit sa fantaisie, qui passera encore plus vite; mais la troisième agit sur un principe général qui subsistera. Si vous poussez plus avant, vous découvrirez peut-être dans l'homme qui vous a nui un principe caché qui vous le ramènera plus tard, ou dans cet indifférent des velléités de sympathie sévèrement réprimées. Ce petit examen vous donnera de la froideur pour la personne qui vous a obligé, et beaucoup de goût pour votre ennemi de la veille. S'il paraît peu conforme aux notions vulgaires de la reconnaissance, on sait que cette vertu tient peu de place dans la politique, et d'ailleurs il est permis à tout historien de faire sur les peuples une espèce d'analyse qui sépare les faits passagers des sentimens durables. M. Bancroft en a usé largement, non pas en humoriste, mais en érudit, avec documens à l'appui. Il a consulté les archives des chancelleries, interrogé les mobiles des principaux acteurs; il est vrai que les sympathies de l'Américain et les opinions du philosophe nuisent singulièrement à l'impartialité du savant; mais il a le bonheur d'être complété, commenté, et finalement présenté au public français par un homme dont l'impartialité est le trait dominant. M. le comte Adolphe de Circourt a traduit ce dixième volume, en y joignant ses propres conclusions et des documens inédits. On a de la sorte un exposé très complet des rapports de l'Europe avec l'Amé-

rique pendant la dernière partie de la guerre d'indépendance. Doué d'une mémoire prodigieuse, dans laquelle les faits et les dates viennent s'ordonner sans effort, imbu de l'esprit historique et dégagé de l'esprit de système, jugeant les vivans comme s'ils étaient morts, et connaissant les morts comme s'ils étaient vivans, M. de Circourt sait par cœur les archives de l'Europe ainsi que le caractère des personnages qui contribuent à les enrichir. Il intervient donc à propos pour suivre les conséquences d'un événement sur l'échiquier du monde, et, tout en respectant les opinions de l'auteur, pour exposer les siennes de manière à redresser sans pédanterie les jugemens passionnés. Aidé de ses lumières, nous suivrons M. Bancroft dans son excursion à travers l'Europe.

I.

L'historien commence par l'Angleterre; à la vérité, il s'y arrête peu, car les affaires de la métropole sont tellement mêlées à celles des colonies qu'elles entrent dans le tissu même du récit. C'est par le cours naturel des événemens qu'on nous montrera le monde tout entier conjuré pour l'abaissement de la Grande-Bretagne : la France, sa rivale, toute prête à venger les humiliations de la guerre de sept ans, — l'Espagne, dépouillée de Gibraltar et des Baléares, — la maison d'Autriche, que l'Angleterre a combattue de concert avec la Prusse, et la Prusse, qui se plaint d'avoir été abandonnée trop tôt; bientôt l'application arbitraire du droit de visite aux navires des puissances neutres lui aliénera son plus fidèle allié, la Hollande, et mettra sur la défensive le Danemark, la Suède et la Russie. Il lui faut alors faire face de tous les côtés à la fois : entretenir des troupes dans le Hanovre, garder ses possessions espagnoles, combattre dans les Antilles, en Floride, dans les Indes-Orientales, et, bien loin de chercher à concilier l'opinion, elle semble encore exaspérer les indifférens par des mesures brutales. En Amérique, la guerre, sous le commandement de Cornwallis et de Clinton, prend un caractère d'atrocité qui ne sied guère à la nation la plus libre de l'univers. Aux Antilles, l'avidité des amiraux livre au pillage les marchandises déposées dans les entrepôts hollandais, sans distinction de nationalité. A l'endroit des faibles, l'Angleterre agit avec un sans-façon révoltant : rien ne paraît plus odieux que les procédés employés contre la Hollande. Le trafic sur les nègres confisqués pendant la guerre empêche d'armer les populations noires et déshonore les officiers anglais. A l'intérieur, l'entêtement du roi pour conserver les colonies maintient au pouvoir des hommes incapables, mal informés de l'état réel de l'Amérique, livrés aux préjugés de caste et aux instincts dominateurs,

sans esprit politique. A ce tableau un peu chargé, il convient d'opposer le jugement plus froid du traducteur : l'Europe était peut-être intéressée à l'abaissement de la Grande-Bretagne, mais elle avait tort de crier à la tyrannie quand celle-ci prétendait appliquer à ses colonies les règles du droit public en usage chez toutes les nations et qu'aucune d'elles ne songeait à réformer pour son compte. Le joug de la métropole avait pu sembler lourd aux fiers habitans de la Nouvelle-Angleterre, mais il était léger en comparaison des charges que la France ou l'Espagne imposaient à leurs propres colonies. Enfin, si les moyens employés par les généraux anglais en Amérique se ressentent de l'animosité d'une guerre civile, la plus parfaite courtoisie continuait à régler les rapports des belligérans dans les autres parties du monde, et notamment dans les Indes-Orientales.

Quoi qu'il en soit des fautes de l'Angleterre et de son obstination malencontreuse dans une guerre sans issue, M. Bancroft, pénétrant chez elle en 1778, se pose une question toute nouvelle : à qui incombe la responsabilité des événemens? Ne trouvai-je pas des frères dans nos ennemis? Ne peut-on rejeter sur une partie de la nation l'aveuglement, la colère, l'esprit de vengeance, toutes les furies déchaînées, et rencontrer dans l'autre des sympathies toujours vivaces, des sentimens de mansuétude et de paix? La vérité est qu'à cette époque la masse de la nation, fatiguée de la guerre et ne prévoyant qu'une longue suite de maux, commençait à revenir sur l'enthousiasme qu'elle avait d'abord marqué pour la conservation de l'empire, et s'avisait enfin que les Américains, comme ils réussissaient, pouvaient bien avoir raison. Dès lors on découvrait que l'on avait toujours formé des vœux secrets pour eux, que l'entêtement des ministres avait tout brouillé et prolongé ce triste malentendu. Cette découverte soulage évidemment M. Bancroft : jusque-là, il témoignait à l'Angleterre cette colère mêlée de regret qu'on éprouve pour les parens désagréables et qui est le fond des rapports entre John Bull et Jonathan. Une simple analyse politique lui permet de tout concilier, non sans profondeur : trois partis se disputent le gouvernement de l'Angleterre; celui du roi, représenté par les tories; celui du parlement, dominé par l'aristocratie des whigs, et un troisième, vaguement défini, le parti de l'avenir, celui du peuple : l'opinion publique. Le gouvernement des whigs a corrompu le régime parlementaire et faussé l'institution en la rendant moins libre au dedans, plus tyrannique au dehors. Il a soutenu contre les colonies la toute-puissance du parlement. Les fautes de celui-ci ayant rendu pendant quelques années le roi tout-puissant, il y eut un essai de gouvernement personnel qui échoua par l'incapacité des ministres, les scrupules du roi, la force de la constitution et les dé-

sastres militaires. Les tories, qui gouvernent en 1778 au profit de la prérogative royale, ne sont pas moins décidés contre l'indépendance de l'Amérique : le succès de la guerre est une espèce d'enjeu que se disputent les partis; mais alors une troisième force apparaît, l'opinion publique, qui s'est dégoûtée la première de la lutte et qui trouve avec raison qu'elle n'est plus représentée dans le gouvernement. Elle y entrera de vive force, après trois ans d'efforts : tantôt elle se fait jour au parlement par la bouche un peu vénale des grands orateurs; tantôt elle prend de l'empire sur les amis du roi, qui, comme lord Shelburne, pensent que la prérogative royale, pour se maintenir contre l'aristocratie, doit s'appuyer sur l'opinion publique; cette alliance passagère de deux forces si différentes amènera la paix, parce qu'elle arrachera le consentement de George III. Mais ce monarque aura rendu un hommage solennel à l'opinion, seul souverain véritable de la Grande-Bretagne. On voit d'ici les conséquences du système, que l'historien ne dit pas : c'est dans le corps de la nation que résident les sympathies permanentes pour la république américaine, et la guerre de l'indépendance va renouveler les principes du gouvernement de l'Angleterre. Celle-ci, jusque-là, n'avait compris la liberté que dans un sens étroit, et la considérait plutôt comme une collection de priviléges. Elle ressemblait fort à la cité romaine. Hors de son île, le sénat britannique agissait à peu près comme les princes du continent et ne songeait guère à répandre autour de lui les principes libéraux dont il vivait; cela dura jusqu'au jour où ces Romains rencontrèrent dans leurs colons d'autres Romains aussi fiers qu'eux-mêmes, aussi jaloux de leur indépendance, et qui l'appuyaient sur des principes absolument nouveaux. Par là, on explique à la fois l'hostilité passagère des deux branches de la famille saxonne et, à défaut de tendresse, les liens durables qui les enchaînent sans les unir.

En revanche, lorsqu'il passe le détroit, l'historien des États-Unis est complétement dérouté par la physionomie mobile de ses amis improvisés. Qui donc, dans cette France monarchique, aime les Américains et la liberté? Est-ce le roi, le plus catholique des hommes, qui déteste presque également les protestans et les rebelles? Il est entraîné, et le principal personnage de la pièce ne comprend pas le rôle qu'on lui fait jouer. Est-ce la jeune reine, capricieuse, fière, exigeante, n'entendant rien à la politique, quand elle ne touche pas à l'Autriche, et ne se mêlant des affaires que pour embrouiller tous les fils? Les sympathies américaines ne poussent guère de racines dans un tel caractère. Seraient-ce par hasard les ministres? mais aucun, dès le début, n'est porté pour la cause des colonies. Les ministres libéraux, comme Turgot et Necker, sont trop clairvoyans, trop alarmés de l'état des finances pour soutenir une campagne

coûteuse et stérile. Ceux de l'ancienne école ne voient pas sans appréhension cette atteinte portée à la dignité royale. Le premier ministre, le vieux Maurepas, répugne à toute initiative. Celui de la guerre, Montbarrey, se prononce nettement contre l'alliance américaine. M. de Vergennes, qui leur est supérieur à tous, est bien sollicité de combattre contre l'Angleterre, mais aucun penchant ne l'entraîne vers les insurgés. Si le cabinet se décide, ce sera par vengeance contre la Grande-Bretagne, par un intérêt bien ou mal entendu de la France, mais nullement par le principe arrêté des avantages d'un gouvernement libre. Au contraire, ils savent qu'un diplomate à la manière de Richelieu doit faire bon marché de ses principes et de ses préférences quand il s'agit de choisir un allié, et ils tendront la main aux rebelles d'Amérique comme jadis leurs devanciers aux protestans d'Allemagne. Il y a bien, derrière les ministres, une espèce d'opinion publique, ou soi-disant telle, qui pousse à aider les Américains. Mais est-ce là une force historique, ou simplement un engoûment de la mode? M. Bancroft paraît peu flatté de l'alliance des philosophes et de leur liberté spéculative. Il va dans les salons et dans les *cafés*, il y trouve des *frondeurs* qui censurent le gouvernement, des théoriciens qui attaquent l'église, une tourbe sans esprit politique et sans scrupule. Il est vrai que ces écrivains ont un pouvoir de généralisation, « dans laquelle la nation française excelle entre toutes. » Mais c'est une arme de luxe qui éclate dans les mains. D'ailleurs, comment se fier à une opinion aussi légère, qui fait une épigramme sur les Américains, le lendemain d'une bataille où le sang français a coulé pour eux? Ce qu'on remarque en France de bon et de solide, c'est la classe des petits propriétaires du sol, et voilà apparemment pourquoi nous sommes encore en vie. Or, de l'Amérique et de la guerre, les petits cultivateurs se soucient comme du Grand-Turc. Après mûre réflexion, M. Bancroft demeure convaincu qu'il est en présence d'une nation enthousiaste et folle, généreuse et légère, et, si son pays paraît lui avoir quelques obligations, il y a, dans le service rendu, un tel mélange de frivolité, d'intérêt ou de dépit contre l'Angleterre, qu'on ne peut faire aucun fonds sur cet ami d'un jour. Voilà tout ce que l'historien d'outre-mer a vu dans la grande agitation du XVIIIe siècle. Avant d'approfondir son opinion, n'est-il pas évident qu'il a été égaré par le désir d'être impartial, c'est-à-dire de ne pas trop accorder à l'entraînement de la sympathie? Autrement l'analyse lui eût montré dans la nation française, sinon des idées mûres et des principes établis, au moins des passions un peu plus énergiques que le simple engoûment. Bonnes ou mauvaises, ces passions ont eu plus de consistance et de durée que la mode, ou même que les combinaisons fortuites de l'intérêt, ou même que le désir

bien innocent de naviguer sans recevoir la visite des officiers anglais. Les passions politiques qui animaient alors la France ont fait assez d'éclat dans le monde pour que l'attention qu'elle prêtait à l'Amérique parût un épisode d'une révolution beaucoup plus vaste. Il est permis de ne les point approuver, mais non pas de les oublier parmi les forces permanentes qui préparent l'avenir à travers le conflit des intérêts moins durables ou des passions plus légères.

On va voir d'ailleurs que chez M. Bancroft cette froideur est non pas l'effet d'une inadvertance, mais la conséquence d'un système. Il passe de France en Allemagne, et découvre là des principes si étonnans, bien que cachés, des sympathies si prodigieuses, bien qu'impuissantes, qu'il éprouve le besoin d'en rechercher l'origine dans la nuit des temps. C'est à propos de l'Allemagne qu'il embrasse d'un regard le passé de toute l'Europe : tentative curieuse, venant d'un esprit très américain, qui n'a point de penchant vers les idées générales, et qui trouve que les Français en ont trop. Nous allons essayer d'en dégager les conclusions, bien que l'auteur, fidèle à ses goûts germaniques, se garde de les formuler.

Les deux idées dont il suit les traces incertaines à travers les âges, sont la liberté politique et la liberté religieuse; sur cette dernière vient se placer, comme une greffe plus récente, l'esprit philosophique, et les trois rameaux d'un développement inégal sont eux-mêmes greffés sur le vieux tronc de la race germanique. C'est dans les forêts allemandes qu'a grandi, comme chacun sait, le gouvernement constitutionnel, avec les assemblées d'hommes libres, et malgré d'assez longues éclipses. La civilisation latine nous a bien transmis le christianisme; mais un héros germain, Charles Martel, se fait l'apôtre armé de cette doctrine contre l'islam, et assure par là le triomphe du principe spiritualiste sur les appétits grossiers. Après lui, Charlemagne essaie de fondre ensemble la civilisation germanique et l'organisation romaine, et cette grande œuvre est cimentée par l'union du pape et de l'empereur. Toutefois l'instrument encore barbare qui a défendu sans le savoir les droits de la pensée humaine, les détruirait bientôt par le despotisme, si le chef spirituel de la chrétienté, le pape, devenait l'homme-lige de l'empereur. M. Bancroft indique avec beaucoup de sagacité que les papes, qui n'étaient pas Germains cependant, furent longtemps les champions de l'indépendance morale. Leur autorité dégénéra; en Allemagne, des principautés séculières sont remises aux mains des évêques, qui pèsent dans les conseils à la fois comme prélats et comme princes de l'empire. Tandis que le pouvoir universel de l'empereur n'est qu'une fiction, celui du pape s'étend sur toutes les consciences, et se joue des frontières que la force matérielle est tenue de respecter. Triste époque pour toutes

les espèces de liberté, car les successeurs de Charlemagne ne sont plus que les représentans les plus avides de l'égoïsme féodal, et l'humanité allemande se trouve prise entre l'usurpation spirituelle des uns et le despotisme séculier des autres. Où se réfugie alors la liberté politique? Dans les montagnes, comme en Suisse, ou sur les bords des fleuves commerciaux, comme dans les villes de la Hanse, mais toujours sur la terre allemande. Pour la liberté religieuse, elle va prendre un essor autrement rapide.

C'est à la fin du moyen âge que l'Allemagne enfante la réforme, et, pour comprendre l'enthousiasme des Américains, il faut se rappeler que la liberté politique est, chez eux, fille de la liberté religieuse. Ils oublient trop facilement que Luther respectait beaucoup les pouvoirs établis. Quoi qu'il en soit, ce réformateur ne se gênait pas pour tracer aux princes leur devoir, et il donna à l'église une organisation indépendante. Embarrassée dans les liens du monde féodal, la jeune religion appelait de ses vœux un sol vierge, où l'expérience pût se poursuivre sans obstacle. L'Amérique le lui donna, et, chose bizarre, ce furent des huguenots français qui s'avisèrent les premiers d'aller planter en Nouvelle-Écosse les principes de Calvin. D'où l'auteur conclut que « l'Allemagne, quoiqu'elle ne s'appropriât aucun territoire dans le Nouveau-Monde, a donné aux colonies la loi fondamentale de leur existence morale. »

Ne croyez pas cependant que M. Bancroft se contente d'une sympathie aussi vague que lointaine. Au moment même où des hommes hardis allaient chercher au delà des mers une liberté qui les fuyait, d'autres la demandaient tout simplement à une terre promise moins éloignée, et ce Chanaan, c'est, on le devine, l'électorat de Brandebourg. Ainsi la sécularisation intéressée de la Prusse, l'adhésion de l'électeur Sigismond aux principes des pèlerins, puis plus tard l'ordre admirable qui règne dans cette caserne protestante, sont présentés comme des gages donnés à la cause de la raison et de la liberté. En face de l'Autriche, Frédéric II devient une espèce d'apôtre chargé de conserver, dans un sanctuaire allemand, le dépôt sacré des vérités morales. Bientôt l'émancipation philosophique suit l'émancipation religieuse avec Kant, Lessing, Herder, Klopstock, Goethe, Schiller, et l'histoire de l'Amérique recueille avec empressement les velléités libérales de ces philosophes, qui ont presque tous témoigné de leur sympathie pour les Américains. Ainsi s'accomplit, sans sortir de l'Allemagne, la dernière évolution de l'esprit humain, à moins que les mécontens et les rêveurs, pour couronner l'œuvre, ne rappellent la liberté politique dans ces forêts où elle n'a pas beaucoup résidé depuis sa naissance.

Ne semble-t-il pas que M. Bancroft a écrit ces pages pendant son dernier séjour à Berlin, sous l'influence de savans remarqua-

bles, mais aveuglés par le patriotisme? On sait quel penchant les porte à refaire l'histoire de l'humanité sur un plan plus conforme aux bulletins des dernières victoires. Les théories sur les races rencontrent chez eux beaucoup de faveur, et la raison elle-même, dont la vieille école faisait l'attribut essentiel de tous les hommes, n'est maintenant qu'un produit du climat, une qualité infuse dans le sang, ou si l'on veut, un fruit naturel qui vient sur certains arbres, qui languit sur d'autres, et n'arrive point à maturité; d'où il suit que l'usage de cette raison, soit dans les affaires politiques, soit dans les questions religieuses, est inégal chez les différents peuples, et parfaitement inconnu à quelques-uns. Sans discuter cette grosse doctrine, deux ou trois objections suffisent à montrer combien l'application qu'on en fait ici est inexacte. La liberté religieuse n'est pas particulière à une race, car elle a été préparée en France, en Angleterre, aussi bien qu'en Allemagne, et quand elle s'est propagée en France, c'est parmi les méridionaux, c'est-à-dire parmi les populations les plus latines, qu'elle a recruté le plus d'adhérens. Il n'est pas vrai non plus que le plus court chemin de la liberté politique soit le protestantisme allemand, et si cette heureuse combinaison s'est accomplie de bonne heure en Amérique, il en a été autrement en Europe. Il peut y avoir, entre les protestans d'Allemagne et ceux d'Amérique, sympathie de religion, mais il y a divergence complète sur les principes politiques. La Prusse est protestante et n'est pas libérale. L'Amérique doit sans doute sa constance, sa fermeté et beaucoup de ses qualités actives à ses idées religieuses, mais elle doit ses institutions à la Grande-Bretagne : c'est à la chambre des communes, et non pas au prêche, qu'elle apprit à se taxer elle-même. Si la forme religieuse la plus répandue aux États-Unis est née en Allemagne, elle a dû passer par des cerveaux anglais ou même français avant de prendre le caractère colonisateur, et depuis, la variété des sectes a prouvé surabondamment que toutes les religions peuvent s'accommoder d'institutions libres, pourvu qu'elles se renferment dans le domaine spirituel. Est-il plus raisonnable de confondre, pour le plaisir de faire un système, des choses aussi différentes que la liberté toute féodale des cantons suisses, suzerains et oppresseurs de plusieurs pays, et la liberté mercantile, c'est-à-dire l'association pour le négoce, telle qu'elle a été pratiquée par les villes de la Hanse? Entre ces priviléges bourgeois et la démocratie américaine, il y a encore plus de distance qu'entre une ville libre du moyen âge et un petit tyran féodal. Liberté politique, religieuse, philosophique, liberté municipale ou civile, dans l'histoire, ne marchent pas toujours de compagnie et n'ont d'autres rapports entre elles que ceux qui existent entre les différentes manières d'exercer sa raison : il est incontestable que l'une mène à

l'autre, mais par un long circuit dont l'Allemagne, la nation-mère de tous les Germains, n'a encore parcouru que la moitié.

Enfin des mouvements aussi vastes que la réforme de Luther ou que la naissance de la philosophie moderne appartiennent non pas à un pays, mais à l'humanité toute entière ; ce qui est local et spécial, c'est le mode d'application pratique, l'association lucrative des marchands de la Hanse, l'union militaire des Suisses, l'esprit de contrôle et de discipline volontaire qui sont propres à l'Anglo-Saxon. Voilà l'héritage national de chaque peuple. Quant à la civilisation générale, aucun ne peut en revendiquer le monopole ; tous ceux qui contribuèrent à l'émancipation de la pensée ont ajouté une pierre à l'édifice. Tel est probablement le secret de l'étrange méprise que M. Bancroft commet sur notre histoire. Il n'aperçoit pas que la liberté d'examen a grandi, depuis Descartes, à l'ombre de nos institutions monarchiques, qu'elle a passé du domaine philosophique dans celui de la science, et de là dans la politique. Quels qu'aient été les inconvéniens d'une doctrine fondée sur des spéculations de cabinet, encore est-il qu'elle occupe une grande place dans l'histoire de la civilisation, et qu'elle devait fournir la première à l'Amérique des sympathies actives. Sans doute, il y avait beaucoup d'illusions dans cette ferveur révolutionnaire qui se forgeait des Américains de fantaisie. Sans doute, l'esprit rationnel qui célébrait les droits de l'homme, était bien différent de ce rare esprit, nourri de faits, d'expérience et de lutte, qui est celui de la société américaine. Cependant il eût été intéressant et vraiment historique de montrer, dans l'alliance des deux peuples, le mélange de deux conceptions : ici, la liberté pratique, limitée, fondée sur l'union des intérêts, — là, la liberté théorique, pleine de dangers parce qu'elle néglige les faits, mais dégageant les qualités essentielles de l'homme par-dessus le chaos des différences individuelles, et embrassant dans sa logique prématurée tous les temps et tous les lieux. Si les suites d'une conception aussi démesurée devaient, avec la révolution de 1789, troubler profondément notre histoire, elle a eu trop d'écho pour devenir, sous la plume des historiens étrangers, une pure fantaisie de salon. D'ailleurs cet esprit philosophique dont le foyer était en France a contribué au succès de l'autre liberté, non-seulement en lui suscitant des défenseurs, mais en lui conciliant l'opinion de l'Europe. Les idées de droit n'étaient pas alors fort répandues, et celles qui étaient dans la circulation portaient l'estampille française; d'où l'on peut conclure que les Américains d'alors, un Washington, un Franklin, ne traitaient pas de si haut les philosophes qui leur expédiaient des armes, et, comme leur *esprit politique* n'avait d'autre introducteur auprès des souverains que cette *raison pure* si décriée, ils croyaient bonnement qu'elle

n'était pas inconciliable avec la revendication pratique de l'indépendance.

Cette omission de l'historien produit des contrastes assez singuliers : après une préface aussi imposante sur le progrès des idées en Allemagne, quand il arrive aux faits, il ne peut recueillir, dans ce pays, que des sympathies stériles et quelquefois de l'hostilité à peine déguisée. Force lui est de s'en tenir au passé ou à l'avenir. Il est vrai qu'il ramasse avec joie une appréciation favorable, un bon conseil tombé de la bouche de Frédéric II ; mais il ne peut dissimuler que les meilleures troupes des Anglais sont fournies contre argent sonnant par les petits princes de l'empire, notamment par celui de Hesse : ô magnanime Frédéric, qui refuse à ces mercenaires le passage sur ses terres ! ô grand Goethe, qui daigne leur témoigner du mépris ! — Cependant il faut bien reconnaître que les commissaires américains sont à peu près mis à la porte par l'impératrice Marie-Thérèse. Aussi la maison d'Autriche, ce rameau flétri de l'arbre germanique, est voué à l'exécration du genre humain. Kaunitz, en résistant à la Prusse, n'a semé que des germes de mort, et l'historien, faisant un retour éloquent sur les chances de la fortune, nous montre cette maison d'Autriche humiliée par la Prusse, emportant avec elle la dépouille de la vieille Europe, c'est-à-dire « les blasons éteints, les trônes écroulés, la fiction du saint-empire romain... » En vérité, un habitant de Sirius, à cette lecture, pourrait s'imaginer que l'Allemagne forme aujourd'hui une confédération démocratique.

Malgré tous les efforts de l'historien pour donner à la figure de Frédéric vieilli je ne sais quelle grandeur mélancolique, ce prince reste à peu près tel qu'on le connaissait : clairvoyant, ferme, facile à irriter, exigeant l'obéissance passive, fort indifférent aux idées qui ne servent point ses desseins; l'esprit politique a envahi toutes ses facultés, et concentré son attention sur l'affermissement de la monarchie prussienne; mais les nouveaux documens publiés jettent une vive lumière sur ces différens traits de son caractère. On sent que l'entraînement philosophique a peu de prise sur ce véritable homme d'état. Quand il compare les avantages d'une république à ceux de la monarchie, ce qui le frappe, c'est la perpétuité des lois opposée à la succession des souverains : « la mort enlève les rois les meilleurs, tandis que les lois sages peuvent être immortelles. » Il pense toujours à l'instabilité de son œuvre, et il évoque par la pensée la suite de ses successeurs, « un ambitieux, un indolent, un dévot, puis un homme passionné pour la guerre,... » et il semble faire le compte des fautes qui peuvent compromettre ce qu'il a fondé. Le philosophe se trahit seulement quand il juge les autres par une certaine verve ironique, par des observations profondes, par

une liberté d'esprit qui l'affranchit de l'horizon un peu étroit de son Brandebourg, et qui apprécie de haut les différentes maximes de gouvernement. C'est un trait de ce génie qu'il sût rester ouvert aux idées générales sans cesser d'être très particulier et très minutieux dans la pratique. Son attitude est dans une harmonie parfaite avec ses principes : avant l'ouverture de la succession de Bavière, il est dans une sécurité relative et contemple les événemens en spectateur; seulement, comme l'Angleterre l'a abandonné à la fin de la guerre de sept ans et l'a contrecarré depuis dans ses vues sur la Pologne, il se réjouit des embarras de cette puissance, il pousse tout doucement la France dans le conflit en flattant la vanité du vieux Maurepas, auquel il fait croire qu'il le considère comme un grand politique. Cela ne l'empêche pas, portes closes, de railler la France, « ce convalescent qui veut faire le vigoureux, » et de porter des jugemens très sûrs touchant le mauvais état de nos finances. Mais au mois de janvier 1778, quand les prétentions de l'Autriche sur la succession de Bavière vont compromettre le nouvel équilibre qu'il a su imposer à l'Allemagne, il sort de son repos et change de ton. Il écrit à son ministre en France : « C'est ici le moment de vous évertuer de toute force. Il faut que les sourds entendent, que les aveugles voient et que les léthargiques ressuscitent, » c'est-à-dire, en bon français, il faut empêcher à tout prix le retour de l'alliance entre le roi très chrétien et la maison d'Autriche, système préconisé naguère par le duc de Choiseul, mais répudié par M. de Maurepas; il faut surveiller les démarches de la jeune reine, et mesurer son influence; il faut écrire si elle s'est trouvée seule avec le roi, et combien de fois, et les circonstances. Enfin on met sur le tapis une alliance entre la France, la Prusse et la Russie. Au moment où le monde entier a les yeux sur les États-Unis, pendant qu'une guerre de principes fait oublier les guerres dynastiques, la main vigoureuse de Frédéric arrête la main sournoise de Joseph II, qui s'étendait timidement du côté de la Bavière. Le cabinet de Versailles se félicite d'avoir secondé par ses bons offices l'heureuse issue de la politique de Frédéric et fondé la grandeur de la Prusse.

Cependant ces dernières affaires ont entraîné Frédéric bien loin des Américains; il se donne seulement le malin plaisir de faire des pronostics qui circulent dans les cours de l'Europe et vont exaspérer les Anglais. Le roi de Prusse a dit que nous serions battus! voilà ce que répètent les ambassadeurs de la Grande-Bretagne, et c'est quelque chose d'avoir contre soi le premier capitaine de l'Europe. La clairvoyance de Frédéric, la prédiction qu'il a faite dès le premier jour de la longueur de la lutte, les encouragemens prodigués à la cour de France pour la pousser dans une guerre qui affai-

blira tout le monde, tels sont les seuls gages donnés par ce monarque à la cause américaine. Encore la confiance de l'oracle est-elle ébranlée chaque fois que cette cause paraît compromise. On dirait presque, écrit le roi en 1780, que les Anglais reprennent l'avantage... Aussi se garde-t-il de donner contre lui des griefs qu'on ferait valoir en cas de succès; il refuse aux insurgés l'entrée du port d'Embden, dont il ne pourrait, dit-il, protéger la neutralité. Il rassure l'Angleterre sur l'établissement d'un commerce direct entre la Prusse et les colonies, et, même après la déclaration d'indépendance, il tient bon contre les commissaires américains qui sollicitent ce faible avantage; tout au plus consent-il à nouer avec eux des relations commerciales par l'intermédiaire de la France. Au demeurant, il les éconduit avec de belles paroles, et si poliment qu'ils auraient tort de se plaindre. Personne ne réussit mieux à conserver son prestige sans le compromettre, à ménager les gens sans leur prêter main-forte, et pour un peu il se ferait remercier des services qu'il n'a pas rendus, tandis qu'avec la France les Américains sont impérieux, pressans, s'impatientent du retard de la flotte ou d'un débarquement qui a manqué. Cent ans ont passé sur les événemens et refroidi les passions : un historien américain prend enfin la plume et donne plus d'éloges à Frédéric pour avoir soigné ses propres intérêts qu'à la France pour avoir adopté ceux de la république : mémorable leçon qui nous guérira peut-être des accès de générosité!

Les lettres du roi de Prusse ont un style rapide, caustique, qui fait disparate avec le ton compassé des diplomates; elles trahissent, chez cet esprit lucide et impérieux, plus d'un point de ressemblance avec Napoléon. Dans ses relations avec la Grande-Bretagne, il apporte un singulier mélange de calcul et de passion, de colère et de sagacité, de vues profondes et de petites rancunes. Le roi nourrit contre cette puissance une sourde irritation, d'autant plus vive qu'elle ne peut éclater. S'il combat, dans la maison d'Autriche, un rival dangereux, il déteste dans l'Angleterre une puissance prépondérante qui prétend tenir à sa solde les petits princes allemands. C'est presque la seule nation qui n'ait point connu à ses dépens la supériorité du grand capitaine et que la différence des institutions mette à l'abri du prestige exercé par le génie militaire. N'est-ce pas aussi le secret de la haine que Napoléon lui voua plus tard? Frédéric parle sans cesse de la morgue et de l'orgueil de la Grande-Bretagne; en réalité, c'est son orgueil qui souffre : « Fière sur sa prépondérance imaginaire, elle traite les autres puissances en subalternes, jusqu'à les brutaliser, et, à moins de lui montrer les dents, elle ne descend point de ses hauts chevaux. » Son dépit

éclate d'une façon plaisante lorsque l'Angleterre lui envoie, comme chargé d'affaires, un homme qu'il ne connaît pas et dont la naissance lui paraît obscure. Il écrit de sa main à son ambassadeur : « Si l'on nous envoie ici des polissons, je serai obligé de vous faire relever par quelqu'un de la même trempe. » La susceptibilité ombrageuse du parvenu qui perce dans ces lignes est accompagnée d'une bonne dose d'envie, telle que pouvait la ressentir un prince pauvre, économe et faisant maigre chère, en face d'une puissance prodigue, opulente, qui, par ses subsides, tenait table ouverte pour la famélique Allemagne. Aussi Frédéric goûte le plaisir des dieux chaque fois qu'elle écorne son patrimoine et que la guerre « fait une bonne saignée au trésor de la mère patrie. »

Toutefois la passion aiguise les esprits pénétrans, elle ne les aveugle pas. Frédéric juge la conduite de l'Angleterre avec une rare sagacité. Homme d'exécution, mais nullement tracassier, et plus libéral dans ses vues que scrupuleux sur le choix des moyens, il est frappé de l'ascendant que la royauté anglaise a pris pendant la guerre et du danger qu'il y aurait pour la Grande-Bretagne à dégénérer de ses institutions. Il a tort de prédire le déclin de l'astre britannique, mais il a raison de croire que la défaite des colonies amènerait à l'intérieur celle de la liberté, et montre, en cette occasion, une haute intelligence de l'histoire. Il indique enfin le défaut capital de la politique anglaise, qui est « d'agir selon ses intérêts, sans les combiner avec ceux des autres puissances. » Cette formule paraît bonne à retenir, car elle résume le vrai principe de la politique extérieure. Se faire dans le monde le champion d'une idée et poursuivre sa logique aux dépens de qui il appartiendra, prétendre régler le sort des peuples et travailler malgré eux à leur félicité, c'est un rôle présomptueux, impossible à soutenir. Le fondement de toute politique est l'intérêt bien entendu, mais à la condition de le combiner avec l'intérêt des autres et de ne point agir isolément, ce qui marque un défaut de prévoyance. En effet, la solitude se fait bientôt autour d'une pareille politique, et « il n'existe aucune puissance humaine qui ait les reins assez forts pour se défendre seule contre tous les revers possibles. » C'est encore Frédéric qui tire cette conséquence contre l'Angleterre. Le cas où elle s'était mise de ne pouvoir compter sur aucune puissance et d'en avoir indisposé plusieurs fut sans contredit l'obstacle invincible contre lequel échouèrent tous ses efforts pour ressaisir la suprématie des mers, « tant il est vrai, conclut Frédéric, qu'en politique il y a certains principes fondamentaux qu'on ne néglige jamais sans s'exposer à des pertes immanquables. » Même aujourd'hui l'Angleterre pourrait méditer cet avis d'un prince qui connaissait les retours imprévus de la fortune.

II.

M. Bancroft, après s'être attardé en Allemagne, rend visite aux cours du nord, et particulièrement à celle de la grande Catherine. Il est probable qu'il laisse derrière lui ses idées sur la liberté religieuse et politique, sur les avantages du protestantisme et sur la race germanique : tout ce bagage ne ferait que l'embarrasser auprès de cette princesse. Il lui rend d'ailleurs le même tribut d'éloges qu'à Frédéric et il use en cela des droits de l'historien, que l'habileté, la force et le génie séduisent toujours. L'attitude de Catherine a été irréprochable à l'égard des Américains, car elle a refusé son appui à la politique anglaise. Cependant, puisqu'on cherchait à discerner dans chaque peuple les causes permanentes de sympathie qui devaient régler ses rapports avec l'Amérique, il eût été bon de montrer ici, comme on faisait en France ou en Espagne, que la sympathie reposait non pas sur la conformité des principes, mais tout au plus sur la coïncidence des intérêts. M. Bancroft n'a pas cru devoir insister sur la différence des institutions, tant il se montre jaloux de ranger une si grande reine parmi les amis des Américains. C'est une maxime de sagesse pratique de ne point juger trop sévèrement ceux dont on peut avoir besoin, et l'historien-philosophe, en ressuscitant l'Europe de 1778, écrit visiblement sous l'influence des faits contemporains. Il est peu de ses compatriotes, à cette époque, qui missent à très haut prix l'alliance ou la connivence de la Moscovie, sortant à peine de ses glaces; mais aujourd'hui il n'en est plus de même : la Russie et l'Amérique ont beaucoup d'intérêts communs, mêmes ennemis, mêmes ambitions, mêmes difficultés à vaincre, au moins pour l'étendue des territoires. De plus, depuis que les États-Unis ont acheté à beaux deniers l'Amérique russe, les deux nations peuvent s'étendre à l'aise, chacune dans son hémisphère, sans trouver l'autre sur son chemin : autant de causes de rapprochement entre deux puissances dont les origines et les maximes offrent un si parfait contraste. La politique forme ainsi d'étranges amitiés, mais elle abuserait de ses droits, si elle défigurait l'histoire pour témoigner à de nouveaux alliés une sorte de tendresse rétrospective. On peut rechercher l'alliance de la Russie et pourtant condamner en principe le partage de la Pologne; or M. Bancroft, qui se donne carrière sur la politique européenne, ne touche pas un seul instant ce point délicat, qui l'obligerait à exprimer quelques réserves sur les nobles sentimens d'un Frédéric ou d'une Catherine. On ne peut donc pas dire que le portrait qu'il trace des deux cours soit faux, mais il est incomplet.

Il ressort du récit que Catherine resta très indifférente au sort

des Américains; mais le hasard tira de ce conflit l'une des plus belles occasions qui se soient offertes à la Russie de jouer un rôle dans le monde et l'impératrice sut mettre à profit le hasard, ce qui est le principal rôle d'un grand souverain. Par là, les destinées de la Russie se lièrent indirectement à celles de la république naissante. Elle était intéressée, comme toutes les puissances neutres, à entretenir des relations pacifiques avec les belligérans et à continuer le commerce qu'elle faisait soit avec la France, soit avec l'Espagne. Cependant il n'était pas encore bien établi que le pavillon couvrît la marchandise, et l'Angleterre s'arrogeait le droit d'examiner si les navires marchands ne portaient pas soit de la contrebande de guerre, soit même toute espèce de matériaux pouvant servir aux constructions navales. Cette prétention menaçait tout le commerce du nord, qui consiste principalement en bois de construction, en chanvre et matières brutes. Ce fut alors que les puissances, blessées dans leurs intérêts, songèrent à former une alliance pour défendre, même par les armes, leur neutralité. On inaugurait ainsi l'un des grands principes du droit public, qui est peut-être, dans notre partie du monde, l'aurore troublée d'une ère nouvelle. Comme il arrive souvent, cette importante conquête sortit d'une intrigue de cour et d'un mouvement de colère transformé par la réflexion. L'impératrice Catherine, toute occupée de ses vues sur la Crimée, avait montré peu de dispositions à se mêler de la guerre, malgré les efforts de l'ambassadeur anglais pour l'attirer dans l'alliance de la Grande-Bretagne. Celui-ci, que Frédéric appelle ironiquement « le cher Harris, » et qui devint plus tard lord Malmesbury, s'étant vainement adressé au ministre comte Panin, essaya d'atteindre l'oreille de l'impératrice par l'intermédiaire du favori, le prince Potemkin. Une lutte sourde s'engagea entre le parti anglais et celui du ministère, livré aux inspirations de la Prusse. Panin réussit d'abord à contre-balancer les influences qui pouvaient engager la Russie dans une alliance stérile; mais les calculs du ministre faillirent être déjoués par la maladresse de l'Espagne, qui mit la main sur deux vaisseaux russes, au mépris du droit des gens. La nouvelle, habilement exploitée par Harris, excita le courroux de l'impératrice contre toute la maison de Bourbon et l'aurait peut-être déterminée à entrer dans les vues de l'Angleterre, si l'habileté de Panin n'avait détourné le coup et donné à l'incident un dénoûment beaucoup plus digne d'un grand règne. Il représenta à sa souveraine qu'il serait glorieux d'intervenir comme arbitre de l'Europe pour la protection du commerce et la sauvegarde des états faibles; il approuva les mesures vigoureuses qu'elle avait prises pour mettre la flotte en état de guerre, mais, au lieu d'exiger par la force une réparation facile à obtenir, il lui conseilla d'employer cet armement

à protéger les puissances neutres contre toute espèce d'agression, de quelque part qu'elle vînt. Dès lors les manœuvres de l'Angleterre n'avaient abouti qu'à ruiner la suprématie maritime qu'elle s'attribuait. Le Danemark, la Suède, la Prusse, se hâtèrent d'adhérer à la ligue des neutres; la Hollande se débattit tant qu'elle put pour en partager les bienfaits. L'Angleterre dut renoncer à faire toute seule la police des mers et la Russie, dans cette circonstance, prit la plus belle initiative qui convienne à une nation civilisée. L'Europe enfin s'engagea dans un système d'assurances mutuelles dont l'avenir tirera peut-être les conséquences, et elle apprit tout au moins à circonscrire l'incendie qu'elle ne pouvait éteindre.

En revenant des cours du nord, M. Bancroft témoigne à la Hollande une sympathie moins suspecte, bien qu'elle mette trop de partialité dans ses jugemens. « Un intérêt douloureux, dit-il, s'attache au sort de cette puissance, qui, après avoir fourni le modèle de la liberté, devait perdre la sienne au moment où les États-Unis imitaient son exemple. » On sent qu'il est ici complétement à l'aise, entouré de protestans, de Germains, presque de compatriotes. Il s'écrierait volontiers, comme un des commissaires américains : « Dans nul pays je n'ai eu davantage l'illusion de la patrie! » Il rappelle comment la Hollande a été, de gré ou de force, liée à la fortune de l'Angleterre, après avoir lutté longtemps pour ses avantages maritimes; comment depuis 1688, malgré l'insigne honneur d'avoir donné un roi à la Grande-Bretagne, le petit allié souffrit maintes fois d'un accouplement inégal. Peut-être charge-t-il un peu le tableau; il n'en est pas moins vrai que ce pauvre satellite, entraîné dans l'orbite de l'Angleterre, a marché plus vite qu'il n'aurait voulu et s'est trouvé rudement secoué dans des guerres qui n'étaient pas proportionnées à sa taille. Il a payé cher la protection de son ancien antagoniste. On apercevait encore de loin en loin dans la petite planète hollandaise des élémens réfractaires qui luttaient pour l'ancienne indépendance : par exemple, chez MM. les états, sur qui l'Amérique ou la France exerçaient une attraction inégale en raison des distances, tandis que le point d'appui de l'Angleterre était dans le stathoudérat. La république était de la sorte fort tiraillée. M. Bancroft juge sévèrement le rôle du stathouder et de son parti, comme vendus à l'Angleterre; cependant, prudence ou cupidité, l'événement leur donna raison. Quant aux états, ils n'étaient pas toujours d'accord, et l'attraction vers l'Amérique était bien combattue par l'influence plus proche de la Grande-Bretagne. Sortis depuis longtemps de leur période héroïque, ils éprouvaient peut-être un entraînement moins vif vers la liberté. Ils espéraient continuer tout doucement leur train de vie sans recevoir de commotion trop violente; ils tâchaient de se faire oublier.

Cela ne fut pas possible. Leur commerce avec la France devint l'objet d'agressions multipliées. Ils voulaient se couvrir de leur neutralité; toutefois l'Angleterre comprenait à sa façon le droit des neutres, puis elle prétendait imposer à la Hollande l'exécution des traités d'alliance. Elle la somma de remplir ses obligations. Pour les autres puissances neutres qui se liguaient alors, elles ne poussèrent pas la magnanimité jusqu'à défendre un pays faible, mais glorieux, qu'on faisait mine d'attaquer sérieusement. De quelque côté que fussent la lettre et le droit, il est certain que la Hollande n'était pas en mesure de soutenir ce ton d'indépendance en face de son impérieux allié. L'Angleterre, assaillie de toutes parts et fort irritée, se retourna brutalement contre ce petit marchand qui voulait tirer son épingle du jeu, et vengea sur lui les mécomptes qu'elle éprouvait ailleurs. Elle canonna sa flotte, confisqua ses précieuses marchandises, pilla sans scrupule la colonie de Saint-Eustache, et de plus elle lui fit payer les frais de la guerre, car elle s'empara de tous les établissemens hollandais dans l'Amérique du Sud, au cap de Bonne-Espérance ou dans l'Inde. Certes le procédé n'était pas généreux; mais la résistance des Hollandais à des engagemens anciens, leur accès de fierté tardive, le rôle ambigu qu'ils essayaient de jouer, ou même la neutralité qu'ils réclamaient seulement au moment du péril, tout cela est peut-être moins intéressant que ne voudrait M. Bancroft, et à coup sûr ce n'était point d'une bonne politique. Il fallait choisir un autre moment pour braver l'orgueil anglais, déjà profondément blessé. John Bull n'a pas la main légère : d'un revers de férule, il écrasa son ancien ami.

Si la défiance envers de faux amis est un sentiment légitime, M. Bancroft a le droit de se défier des Espagnols. Jamais puissance ne témoigna plus de répugnance aux alliés que la nécessité lui imposait et ne poursuivit plus ouvertement un but incompatible avec ses engagemens. Ni les maximes de cette nation, ni ses intérêts sagement compris ne la poussaient à soutenir les Américains; aucune entente loyale ne pouvait se former entre elle et la France, malgré l'union apparente des souverains et la conformité trompeuse des institutions. L'Espagne possédait encore, au-delà de l'Océan, le vaste domaine qui avait fait sa grandeur d'un jour et son appauvrissement durable : elle devait craindre, en face des rebelles, la contagion de l'exemple. La France, descendue au dernier rang des puissances coloniales, devait désirer la destruction d'un monopole où elle n'avait plus sa part. L'Espagne, vivant sur de vieilles erreurs économiques, exploitait le Nouveau-Monde et n'avait guère de commerce réglé. La France développait le sien et gagnait beaucoup par l'établissement de relations directes avec les États-Unis. La différence des institutions n'était pas moindre que l'opposition

des intérêts. Sans doute les deux pays étaient gouvernés par des princes absolus appartenant à la maison de Bourbon; mais les rois de France, avec toutes leurs fautes, ne séparaient pas la politique extérieure des intérêts de la nation, bien ou mal compris, et sur chaque entreprise, même au XVIIe siècle, il se faisait une espèce d'opinion publique dont le murmure arrivait jusqu'à la cour. Depuis quelques années, cette opinion envahissait tout, jugeait les plans des ministres, se faisait écouter, non-seulement à la cour, mais dans toute l'Europe. En Espagne, la monarchie n'était ni inquiétée par la turbulence des uns, ni servie par la docilité des autres. Elle était héritière d'une maison qui avait poursuivi ses vues ambitieuses au détriment de la nation espagnole, étendu démesurément sa puissance au dehors, et qui en avait tari les sources par un despotisme mesquin. Ne trouvant dans l'opinion publique ni appui ni contradiction, cette monarchie dépérissait par l'isolement. Livrée aux inspirations d'un premier ministre plus ambitieux qu'habile et plus remuant qu'actif, accoutumée à mesurer sa grandeur par l'étendue de ses possessions, incapable de discerner entre plusieurs maux celui qui réclamait le remède le plus prompt, elle portait une main tremblante sur toutes les parties de son vaste domaine et s'épuisait à conserver des conquêtes lointaines et précaires.

Les vices d'une telle politique éclatèrent en 1779 : tandis que les ministres français, après de longues hésitations, se décidaient à soutenir les Américains sans arrière-pensée, le ministre espagnol, Florida Blanca, flottait encore entre des résolutions contraires : d'une part abaisser l'Angleterre, lui reprendre Gibraltar et Majorque; de l'autre étouffer ou contenir une insurrection dont il comprenait toute la portée. Ce n'était point assez que les intérêts de l'Espagne fussent douteux : il fallait encore satisfaire au pacte de famille, qui liait les deux branches de la maison de Bourbon; il fallait surtout que le ministre contentât sa propre ambition et choisît le rôle le plus fastueux, sinon le plus utile à son pays. Il essaya d'abord de se porter médiateur, soit entre les colonies et la métropole, soit entre l'Angleterre et la France; mais il manquait à cet arbitre la confiance ou le respect des parties en cause. Il offrit alors son alliance aux deux ennemis simultanément, et s'arrêta au dessein chimérique d'abaisser à la fois l'Angleterre et les colonies. Parmi toutes ces vaines finesses, qui sentaient l'ancien procureur n'ayant su se tracer aucune ligne de conduite, il s'abandonna à la routine du pacte de famille et subit l'ascendant de la France. Ce rôle effacé le servit mieux que n'avait fait l'intrigue. A la faveur d'une alliance dont il ne se soucia jamais d'exécuter les charges, sans avoir prêté aucun concours efficace aux belligérants, il put tirer de l'Angleterre la restitution de la Floride et des Baléares.

Le premier de ces avantages n'était qu'un leurre et compensait mal l'échec des armes espagnoles au pied du rocher de Gibraltar; c'était une folle politique qui aspirait à rétablir la domination de l'Espagne sur tout le golfe du Mexique. Jamais la disproportion entre les moyens et le but n'a été si choquante : une puissance qui n'était pas maîtresse chez elle prétendait enchaîner à sa destinée celle de vastes territoires, et dominer, à l'aide d'un souvenir, des mers déjà sillonnées par tout le commerce de l'Occident.

Contraire aux vrais intérêts de l'Espagne, le pacte de famille fut un embarras pour la France. L'adhésion du roi d'Espagne se fit attendre et on laissa passer l'occasion favorable pour entrer en campagne. On fit contre les côtes d'Angleterre une espèce d'*armada* qui échoua misérablement. Les amiraux ne s'entendaient pas et le temps se consumait en récriminations. La guerre se poursuit pendant trois ans sur toutes les mers, en Amérique, dans l'Inde, et l'Espagne n'appuie son allié que par de vaines démonstrations, ou bien elle le compromet par une arrogance intempestive, comme dans l'affair des vaisseaux russes. A la paix, elle se plaindra et se dira sacrifiée, si on ne lui rend encore Gibraltar, qu'elle n'a su prendre. A quoi donc a servi le fameux pacte de famille? Ne montre-t-il pas la vanité des alliances personnelles entre souverains? La France ressemble à une corvette, remorquant le lourd galion d'Espagne et toujours gênée dans ses évolutions par un compagnon avide, soupçonneux, impuissant. Ce qui fait les alliances solides, ce n'est ni le mariage des princes, ni le voisinage des peuples, ni même la conformité des races, ce sont des intérêts communs; c'est encore, s'il s'agit d'une guerre de principes, quelque ressemblance dans les mœurs politiques des alliés. Enfin, devant cette Espagne vacillante, cette France un moment ranimée, malgré les vices de sa constitution et cette Angleterre abattue, malgré la force de la sienne, osera-t-on tirer une conclusion nouvelle, inouie, invraisemblable, à savoir que toute politique extérieure doit avoir son point d'appui dans l'opinion? La Grande-Bretagne ne succomba-t-elle pas devant le sentiment public avant de céder aux armes des alliés? Le gouvernement de la France ne dut-il pas à une conduite toute opposée une dernière lueur de popularité? Mais ceci touche au paradoxe dans notre heureux hémisphère, où le bonheur, l'activité, les sentimens, la vie de plusieurs millions d'hommes, sont encore à la merci de deux ou trois fortes têtes.

M. Bancroft a été plus équitable envers la France dans le récit des événemens militaires que dans l'examen des sentimens qui lui ont mis les armes à la main. Il rend justice au courage de nos officiers, au sang-froid de nos marins, à la persévérance de nos ministres. Nous ne savons pas trop pourquoi nous nous battons, cependant

une fois lancés nous nous battons bien, et si nous engageons légèrement notre parole, un je ne sais quel honneur nous y rend fidèles. D'ailleurs les batailles gagnées, les villes prises, la flotte ennemie tenue à l'écart, ce sont des faits, des services rendus; or un Américain peut avoir ses idées, mais il respecte les faits, et quand il en profite, il oublie de leur demander leur passeport. Il en résulte que l'historien change plusieurs fois de ton pendant le cours du récit : sévère au début pour le peuple et pour la cour, il rend ensuite à nos troupes un hommage un peu froid, et il se laisse tout à fait attendrir au siége de Yorktown. Lorsqu'on parle de l'appui donné par la France aux États-Unis, on distingue naturellement le concours volontaire des particuliers et l'alliance acceptée par le roi. Le premier, que le nom de Lafayette a immortalisé, remplit toute l'histoire de la guerre, et il égale, par la chaleur de l'enthousiasme, l'obstination des Américains. La seconde, conclue seulement en 1778, a été moins célébrée : cependant elle apportait à l'insurrection des avantages infiniment plus solides. On a discuté l'opportunité de cette alliance et M. de Circourt paraît croire que, née d'un mouvement de dépit contre l'Angleterre, elle fut désastreuse pour nos finances, funeste à la royauté ainsi qu'à l'esprit public qu'elle acheva d'égarer. On pourrait répondre que la royauté lui dut de se soutenir pendant quelques années, que l'état de nos finances tenait à des causes plus graves et plus anciennes; pour juger les résultats de la guerre, il faudrait se représenter quelle eût été la situation de la France et du monde, si l'Angleterre victorieuse avait réussi à faire prévaloir son autorité depuis la baie d'Hudson jusqu'aux Florides, envahi peu à peu les colonies espagnoles, imposé aux nations cette suprématie maritime dont elle se montrait si jalouse, et développé enfin son empire jusqu'à des proportions funestes sans doute à elle-même, mais à coup sûr menaçantes pour l'équilibre européen. Quoi qu'il en soit, la politique française, une fois engagée dans l'alliance américaine, présenta un mélange de générosité et de prudence qui doit rendre le nom de Vergennes également cher aux deux pays. M. Bancroft aurait mieux servi la vérité historique s'il avait mis en lumière le double bienfait qu'elle procura : au dehors, elle donnait aux états confédérés la consistance d'une nation et les introduisait sous son patronage dans le concert des puissances. Au dedans, elle aidait le congrès à resserrer les liens de l'Union sans cesse compromis. Si imparfaite et si troublée que fût la constitution de la France à cette époque, elle avait sur la confédération naissante un avantage décisif pour la guerre : elle pouvait concentrer rapidement des hommes et de l'argent. Au contraire, la jalousie des états confédérés refusait au congrès toute initiative et le laissait, au plus fort de la lutte, sans influence et sans moyen

d'action. Il ne pouvait de son propre chef lever un homme ni un dollar. Quand l'armée était sans pain et sans souliers, il fallait prier humblement les treize états de vouloir bien s'imposer eux-mêmes. Les soldats regagnaient leurs foyers à l'échéance de leur engagement, fût-on sur le point de décider dans une bataille le sort de l'Union. Que d'efforts et de patience dut déployer Washington pour substituer au patriotisme étroit et local l'image d'une patrie collective! La division n'était pas moindre dans les esprits que dans la distribution des pouvoirs publics : au sein du congrès, un parti actif avait gardé l'empreinte des affections anglaises et se refusait à rompre le dernier lien qui rattachait les colonies à la métropole. Ce n'est pas du premier coup qu'un pays, même accoutumé à se gouverner dans ses propres affaires, atteint le degré de conscience qui confère la nationalité.

A tous ces germes de dissolution, la France opposa des semences d'espoir et d'union. Quand les états succombaient sous un mal dont ils souffrent encore, l'abus du crédit et la dépréciation du papier-monnaie, elle les assista, malgré le délabrement de ses propres finances. On vit ce spectacle frappant d'un pays jeune, plein de ressources disponibles et de richesse acquise, qui vivait sur les subsides d'une nation déjà vieille, chez qui la mauvaise assiette de l'impôt devait produire une révolution. Les ministres du roi très chrétien eurent assez de suite dans leurs desseins pour acheter, même à ce prix, le succès de leur politique. La présence des troupes françaises sur le sol américain raffermit les volontés chancelantes et enflamma les deux armées d'une émulation qui ramena la victoire dans leur camp. Enfin, par un hommage involontaire rendu à l'influence française, le parti national fut qualifié de *gallican*, et combattit sous ce titre les sympathies anglaises. Quand on envisage, d'après la correspondance diplomatique, les rapports des deux pays, la France représente la maturité, l'esprit politique, la science exacte des relations entre les peuples, en un mot toutes les qualités qu'on lui refuse aujourd'hui, tandis que la confédération unit, à plus de séve et de vitalité cachée, des vues incohérentes et une certaine franchise d'égoïsme qui sied peut-être à la jeunesse. En se séparant de l'Angleterre, les Américains réclament tous les priviléges des sujets anglais dans les pêcheries de Terre-Neuve, et la France contient à grand'peine ces appétits contradictoires. En revanche, M. de Vergennes ne se laisse pas détourner un seul instant de son but par la tentation d'envahir le Canada. En se dérobant à une entreprise qui aurait compromis le succès de la guerre sans obtenir l'appui des Canadiens, le ministre a fait preuve d'une fermeté peu commune. Bien qu'il goûte médiocrement le projet conçu par les Américains de s'emparer des possessions anglaises au sud des grands

lacs, il restera neutre et n'ira pas sacrifier la bonne entente des alliés à un mouvement de mauvaise humeur. Il recommande à l'agent français de rester au-dessus des partis qui divisent le congrès, de manière « à soutenir avec circonspection le courage des uns, et à ramener les autres dans la bonne voie par la persuasion. » Les erreurs que l'on peut reprocher à M. de Vergennes sont celles de son temps et de son pays. Serviteur dévoué du roi, il goûte peu les principes politiques que l'Amérique va faire fructifier. Ce qui le frappe, c'est l'impuissance du pouvoir central et l'inertie du congrès; accoutumé aux armées régulières et aux batailles rangées, il parle avec trop de dédain des hardis partisans qui ne cessèrent d'inquiéter l'armée anglaise; il ne sait pas voir, dans les opérations décousues des généraux américains, l'effort toujours renaissant d'un peuple opiniâtre, et il estime un peu trop haut la coopération militaire de la France. Les préjugés du grand seigneur ne lui permettent pas d'anticiper sur l'avenir et de mesurer la force d'expansion de l'esprit démocratique uni à l'énergie saxonne; aussi croit-il pouvoir tracer sur la carte la frontière de la nouvelle république. On sourit des digues que la diplomatie essaya d'opposer à l'essor de la confédération vers l'ouest; mais ces erreurs ne devinrent jamais des fautes: un homme d'action n'est tenu de peser que les forces qui se font contre-poids dans le moment où il agit; M. de Vergennes excella dans cette tâche et fit à chacun sa part sans prétendre commander au destin, qui refait à son gré l'œuvre des politiques.

Nous ne suivrons pas M. Bancroft sur les champs de bataille ou dans l'enceinte des assemblées américaines; mais il resterait à montrer quelle fut l'influence de l'Amérique sur les nations qui ont desservi ou favorisé sa cause. Ce sujet est parfaitement traité dans les conclusions historiques que M. de Circourt ajoute à sa traduction, et en lisant ces pages si pleines, si fermes, si claires, où l'écrivain embrasse sans effort les causes et les suites d'un événement considérable, on ne peut s'empêcher de faire un retour sur cette érudition surchargée, laborieuse, emphatique et obscure que certains écrits contemporains ont mise à la mode. On se demande si la science de l'histoire consiste à énumérer les détails les plus insignifians de la vie sociale, à donner des chiffres sur le revenu d'un prince, sur de nombre de ses serviteurs, sur le prix des plats servis à sa table ou la qualité des vêtemens qu'il porte, à peindre la physionomie extérieure, l'allure, les manies, les *tics* d'un certain nombre d'hommes pris au hasard dans les différentes classes, — si au contraire le véritable savoir ne doit pas négliger ces recherches puériles ou tout au moins les subordonner, comme des accessoires, à l'étude des intérêts, des sentimens, des principes et des œuvres qui marquent le vrai caractère d'une époque. M. de Circourt, conduit par son su-

jet jusqu'au seuil de la révolution française, trop savant pour faire étalage de science et trop bien informé pour altérer l'importance relative des faits, a su, dans le cercle qu'il s'était tracé, esquisser à grands traits la marche des idées et l'influence de la politique générale sur notre destinée particulière. Il a envisagé celle-ci, non comme un produit fatal de certains élémens chimiques, mais comme un enchaînement où les résolutions libres des hommes se marient sans cesse à la nécessité des lois historiques, et laissent à un peuple la responsabilité de ses actes.

Loin de se renfermer en France, il montre dans toute l'Europe les transformations profondes qui ont suivi la guerre d'Amérique : le système colonial ruiné et la partie méridionale du nouveau continent échappant au sceptre débile de l'Espagne; la Hollande vouée pour quelque temps à des discussions intestines qui finiront dans le calme plat d'une monarchie constitutionnelle; la Russie entrant dans la politique européenne par la formation honorable de la ligue des neutres; l'Autriche elle-même essayant, avec Joseph II, de renouveler les principes de son gouvernement, mais avec incohérence et brutalité. M. de Circourt suit jusqu'en Pologne et en Grèce l'écho de la révolution américaine; il s'arrête de préférence sur les deux nations qui en ont subi le contre-coup immédiat. Grâce aux traditions de son esprit politique, l'Angleterre, une fois le dépit apaisé, est la première à profiter des enseignemens de la guerre, et la fortune lui donne un homme qui vient juste à point pour recueillir ces enseignemens : cet homme est William Pitt, qui entre à la chambre des communes au moment où celle des lords retentit encore des belles paroles de son père mourant. Après les concessions qui, dès le début des hostilités, assurent la neutralité du Canada, l'Angleterre signe en 1786 le premier traité favorable au libre-échange commercial, et change adroitement de tactique en remplaçant partout le monopole par la liberté. L'émancipation de l'Irlande protestante en 1782 et celle de l'Irlande catholique en 1801 sont des conséquences indirectes de la guerre. La Jamaïque, les Antilles, Terre-Neuve, reçoivent des assemblées représentatives. Les violences de la compagnie des Indes-Orientales excitent l'indignation publique. Enfin une campagne opiniâtre ouverte en faveur des noirs sous la protection du ministère aboutira en 1807 à l'abolition de la traite.

En France, l'état des esprits et le soulèvement des passions font de l'indépendance des États-Unis une machine de guerre contre l'ancienne société, et ne laissent apercevoir de la liberté que la forme républicaine et démocratique, indépendamment des sages tempéramens dont les Américains l'entourent. Depuis Fénelon et Vauban jusqu'à Quesnay, les réformateurs n'avaient jamais pensé à porter

la main sur la prérogative royale que pour en faire l'instrument indispensable de leurs desseins. La révolution d'Amérique donna une force immense à la politique spéculative et prouva qu'on pouvait se passer de monarque. M. de Circourt fait observer que cette manière de raisonner reposait sur une illusion, puisqu'en France la séparation des ordres et des classes, l'absence d'esprit politique et l'inégalité du caractère national ouvraient un champ d'expérience tout différent aux théories américaines. Ce qu'il fallait emprunter à nos alliés, c'est leur esprit de contrôle et de modération, la rare circonspection dont ils avaient fait preuve, le dédain des théories abstraites et le goût des solutions tempérées. Ces dernières influences persistèrent parmi les hommes qui avaient combattu à côté des Américains au lieu de les applaudir de loin, et formèrent dans la noblesse française une école américaine qui aurait pu à la longue en modifier les principes. Cette école fut emportée par le flot révolutionnaire, dont il était déjà presque impossible de changer la direction, et il ne resta aux La Fayette, aux Rochambeau, aux D'Estaing que le très grand honneur d'avoir compris et servi la cause de la liberté malgré la clairvoyance et le dégoût qui les tenaient éloignés des excès de la révolution.

Il manque à ce tableau de montrer en quelques traits la grandeur réelle qui se mêlait à tant d'illusions et l'influence durable que l'Amérique, plus ou moins transfigurée, conserva sur la France révolutionnaire. Inférieure sur le terrain politique et vouée à de longs déchiremens, la France pouvait se méprendre sur ses véritables intérêts, mais elle reprenait à ses dépens, dans l'histoire de la civilisation, cette propagande des idées que M. Bancroft voudrait réserver à l'Allemagne. On peut penser avec Tocqueville que la démocratie, dont elle tient la tête en Europe, est un fait providentiel, universel, durable et qui échappe à la puissance humaine. Les hommes sont souvent les instrumens d'une loi supérieure, et les Français particulièrement, s'ils ne savent guère adapter leurs intérêts à cette loi, sont du moins les premiers à la signaler. Il y a ainsi deux parties de l'histoire, l'une générale et abstraite, celle des idées, l'autre vivante, celle des faits. La seconde mérite d'absorber les hommes d'état; mais les historiens, qui embrassent de vastes périodes, doivent tenir compte de la première, et distinguer dans les prétendues chimères les vérités du lendemain. Il leur appartient donc de montrer que la guerre d'Amérique, si elle a suggéré aux Anglais de sages réflexions qui n'ont profité qu'à eux-mêmes, a semé chez les Français des principes généreux qui ont modifié le cours de la civilisation.

René Millet.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mars 1876.

L'autre jour, — c'était le 8 de ce mois, — entre deux et trois heures de relevée, a expiré définitivement, officiellement, dans le salon d'Hercule au palais de Versailles, une assemblée souveraine qui pendant cinq ans a disposé des destinées de la France. Elle est morte sans bruit, avec une gravité simple, léguant à ses successeurs « les pouvoirs que la nation lui avait donnés. »

Tout s'est passé entre M. le duc d'Audiffret-Pasquier, dernier président de l'assemblée expirante, M. le garde des sceaux représentant le gouvernement et les doyens d'âge des deux chambres nouvelles, réunis pour la circonstance, pour la « cérémonie, » puisqu'on s'est servi de cette expression. Tout a fini par quelques paroles sobres échangées entre les personnages officiels au milieu d'une assistance silencieuse et par un procès-verbal. « M. le président déclare que, les bureaux provisoires du sénat et de la chambre des députés étant constitués, les pouvoirs de l'assemblée nationale sont épuisés. » A ces mots, une ombre indistincte et assez mélancolique s'est envolée à travers les fenêtres du palais, allant se réfugier dans l'histoire, dans la région des choses évanouies. C'était la fin de l'assemblée élue le 8 février 1871 entre les anxiétés de l'invasion étrangère et les menaces de la guerre civile. Dès ce moment, à la place d'une omnipotence parlementaire exceptionnelle, il n'est plus resté qu'une organisation régulière et définie; le sénat et la chambre des députés ont été les vrais pouvoirs de la France. M. le président de la république lui-même est entré dans le plein exercice de ces « prérogatives » et de ces « devoirs » dont a parlé M. Dufaure en recevant au nom de M. le maréchal de Mac-Mahon l'autorité exécutive, dont il ne doit se servir, « avec l'aide de Dieu et le concours des deux chambres, que conformément aux lois, pour l'honneur et l'intérêt de notre grand et bien-aimé pays. » En un mot, la constitution du 25 février 1875 a été

réellement et pratiquement inaugurée; il ne reste plus maintenant qu'à la respecter et à l'appliquer jusqu'au bout. C'est la situation nouvelle qui commence au lendemain et sous les auspices des élections du 30 janvier, du 20 février, complétées et corroborées par les ballottages du 5 mars. C'est ce qui est apparu l'autre jour à Versailles dans cette « cérémonie » où une assemblée près de disparaître a légué la république constitutionnelle à des pouvoirs sortis tout ardens du scrutin populaire.

Évidemment la situation est nouvelle. Ce que les élections sénatoriales du 30 janvier ont commencé, les élections des députés, les scrutins du 20 février et du 5 mars l'ont achevé en assurant la prépondérance décidée de la majorité républicaine. Entre la dernière séance publique de l'ancienne assemblée et la première réunion des nouvelles chambres, tout a singulièrement changé; l'évolution est complète, et il n'est pas étonnant que la transition soit un peu confuse, qu'il y ait des tâtonnemens, des illusions, une certaine incohérence mêlée de quelques jactances de victorieux impatiens. C'est un peu l'histoire de l'heure où nous sommes, de cette sorte de mise en mouvement d'un régime nouveau avec des pouvoirs qui se rencontrent pour la première fois, qui ont, pour ainsi dire, à lier connaissance avant de concourir ensemble à la pratique d'une constitution. La vérité est que, pour tout le monde, il y a un terrain à évaluer, une position à prendre, une ligne de conduite à se tracer. Depuis quinze jours déjà, le gouvernement, pour sa part, est en pleine réorganisation. Les deux chambres de leur côté, depuis qu'elles sont réunies, travaillent à se constituer; elles se hâtent de valider élections sur élections pour arriver aux affaires sérieuses. En attendant, les partis s'observent, s'étudient visiblement et cherchent à se classer. Cette majorité républicaine elle-même, qui existe incontestablement, qui se compose néanmoins d'élémens fort divers, cette majorité est occupée à s'interroger, à se reconnaître et à se débrouiller. Réunions séparées du centre gauche, de l'ancienne gauche, des radicaux, réunions plénières de toutes les fractions républicaines, qu'on voudrait absorber dans un vaste et confus amalgame, tout cela se succède depuis quelques jours et déguise à peine un travail d'enfantement assez incohérent. C'était inévitable, surtout dans une assemblée comme la chambre des députés, où il y a beaucoup de nouveau-venus et d'inconnus. L'essentiel est de ne point trop s'attarder dans la confusion de ces préliminaires obscurs, d'aller droit aux difficultés principales, au nœud de la situation, sans laisser à l'imprévu, aux passions, aux excentricités, aux tentatives de domination personnelle, le temps de tout compliquer et de tout aggraver.

Qu'on ne s'y trompe pas, les heures sont plus que jamais précieuses : tout peut dépendre du premier moment, de la manière dont les questions vont s'engager, de l'initiative et de l'action du gouvernement ap-

pelé à interpréter, à diriger et à régler ce mouvement d'opinion qui vient de se produire. La majorité parlementaire, dont on ne peut se passer, dépend elle-même de ce qu'on fera pour la fixer, pour l'enlever sans plus de retard aux incertitudes et aux excitations. C'est aujourd'hui l'œuvre du ministère récemment formé sous la présidence de M. Dufaure. Les négociations ont été, à ce qu'il semble, assez laborieuses, puisqu'elles ont été plusieurs fois interrompues et renouées depuis quinze jours. D'autres combinaisons ont été essayées de concert avec M. Casimir Perier, elles ont échoué, et le cabinet a fini par se constituer en réunissant quelques-uns des anciens ministres, M. le général de Cissey, M. le duc Decazes, l'heureux élu du VIIIe arrondissement de Paris, M. Léon Say et des hommes comme M. l'amiral Fourichon, M. Waddington, M. Teisserenc de Bort, M. Christophle. Le ministère de l'intérieur est confié à M. Ricard, qui dès son entrée en fonctions vient d'appeler auprès de lui comme sous-secrétaire d'état M. de Marcère, un des partisans les plus actifs, les plus intelligens de la république et de la constitution. Voilà donc le ministère formé et composé d'hommes dont le nom seul suffit pour lui donner le caractère constitutionnel le plus prononcé ; ce qu'il a de mieux à faire maintenant, c'est de se hâter, de couper court à tous les commentaires, de se présenter devant les chambres avec l'exposé simple et net de sa politique et de ses intentions. Que les impatiens et les dédaigneux ne l'attendent même pas à l'œuvre pour l'attaquer, qu'ils se plaisent à triompher de cette irrégularité d'un ministre de l'intérieur qui a été un des vaincus du scrutin et qui n'aura été relevé de sa défaite que par l'élection prochaine, à laquelle il devra sans doute d'être sénateur inamovible, soit : le cabinet doit être préparé à ces hostilités dirigées contre lui, surtout par les partis extrêmes. S'il le veut, il peut les dominer, parce qu'après tout il représente ce qu'il y a de réalisable dans le mouvement d'opinion dont les élections dernières sont l'expression, parce que dans son ensemble il répond à une des plus évidentes nécessités du moment, parce qu'enfin on serait peut-être embarrassé pour le remplacer.

Ce n'est là encore qu'un ministère du centre gauche, dit-on, et le centre gauche est dépassé; il n'est plus que le groupe le moins nombreux de la majorité républicaine. Eh! sans doute, c'est un ministère du centre gauche, c'est-à-dire de la fraction parlementaire qui, plus que toute autre, a rendu la république possible, qui, seule, peut encore l'accréditer par la modération, par l'esprit de mesure dans l'application graduelle d'une politique libérale, et on tranche bien vite la question de savoir à qui appartient réellement la majorité nouvelle. Pour le moment, le ministère a un mérite qui peut être sa force devant les chambres : il est l'expression vivante, modérée, mais suffisamment nette de l'évolution qui vient de s'accomplir; il est la garantie de la paix dans

les institutions, et, puisqu'on veut la république, il représente au pouvoir l'existence incontestée de la république dans un ordre régulier. Il a mis fin à une anomalie, à une équivoque qui n'a cessé de peser sur nos affaires depuis un an. Il faut voir la question là où elle est réellement. Les chambres qui viennent de se réunir n'ont pas la mission de tout changer, de tout transformer et de rejeter encore une fois la France dans l'inconnu. Il y a une constitution, il y a des pouvoirs définis, coordonnés, qui ont leurs droits et leurs obligations. Il s'agit de vivre, de bien vivre dans ces conditions, et avant tout il s'agissait de remettre ce que nous appellerons la franchise ou la sincérité dans le jeu des institutions nouvelles.

Le malheur c'est que, pendant près d'un an, cette franchise n'a point existé ou a paru ne point exister. Il y avait sans doute une constitution faisant de la république le régime légal de la France, et en même temps il y avait dans la place, au ministère de l'intérieur, une politique visiblement hostile, acerbe, nouant alliance avec tous les ennemis de la république, déclarant même la guerre aux autres ministres disposés à se montrer trop constitutionnels. Ce qui en est résulté, on le sait; la France a vu se développer cette politique qui se mettait en lutte contre le courant des choses, qui semblait toujours menacer le régime légal du pays, et elle a fini par s'impatienter de cette situation violente et fausse obstinément maintenue jusqu'au bout. Eh bien! c'est la politique contraire que le ministère nouveau porte maintenant au pouvoir; il représente l'apaisement, il se donne hautement, publiquement, pour mission d'en finir avec les contradictions dangereuses, de remettre la politique du gouvernement d'accord avec le caractère des institutions, de ramener, avec la sincérité, l'aisance et la confiance, dans la pratique du régime républicain créé le 25 février 1875. Voilà la différence! Aujourd'hui, dans le gouvernement comme dans les chambres issues des élections dernières, la république est consacrée, acceptée et respectée, et tout revient ici à la question de vivre et de bien vivre dans des conditions que personne ne met plus en doute. Où donc est le prétexte d'une hostilité systématique contre un ministère où des hommes comme M. Dufaure, M. Ricard, M. le duc Decazes, représentent les intérêts divers de la France?

On croit vraiment avoir tout dit lorsqu'on a parlé d'une politique républicaine opposée à la politique ministérielle, lorsqu'on a invoqué une majorité qui existe d'une manière générale, mais qui n'a pas eu encore l'occasion de manifester ses tendances réelles. Il y a pourtant une chose que ne devraient pas oublier ceux qui ont la prétention de s'ériger en dictateurs parlementaires, en arbitres du gouvernement : ce ministère que les suspicions poursuivent avant qu'il ait rien fait, qui est sans doute le gardien de la république, qui est tenu d'avoir l'appui du par-

lement, ce ministère a des devoirs plus étendus, plus complexes et plus délicats qu'on ne paraît le croire. Il n'a pas seulement à consulter la majorité de la chambre des députés; le sénat, lui aussi, a une majorité peut-être d'une nuance différente, et M. le président de la république à son tour a ses prérogatives et ses droits consacrés par la constitution. C'est le rôle du ministère de tout concilier, de faire marcher ensemble ces divers pouvoirs établis par la loi constitutionnelle, et il ne le peut que par la modération, par les transactions lorsqu'elles sont nécessaires. Ni M. Dufaure ni M. Ricard n'ont assurément l'intention de courir les hasards révolutionnaires pour le bon plaisir des tacticiens radicaux, et en restant des ministres conservateurs dans la république, ils n'auront pas seulement le concours énergique du centre gauche, ils obtiendront aussi très vraisemblablement l'appui d'une partie considérable de la gauche comme ils auront l'assentiment du pays. Qu'est-ce en effet que ce double scrutin du 20 février et du 5 mars? Le pays a voté pour la république, il a envoyé à Versailles une majorité républicaine, rien de plus évident, jusque-là on ne se trompe pas; mais il est également certain que la plupart des candidats n'ont pas négligé d'attester leur adhésion à la constitution, au pouvoir de M. le maréchal de Mac-Mahon; le plus souvent ils se sont étudiés à rassurer les intérêts conservateurs, à répudier les programmes révolutionnaires, et, à y regarder de près, on verrait qu'en dehors des élections ouvertement et excentriquement radicales, c'est la politique du centre gauche qui en définitive a triomphé plus que toute autre. C'est cette politique que le pays a implicitement ratifiée en votant pour la république avec la constitution, avec le pouvoir de M. le maréchal de Mac-Mahon.

Le suffrage universel est un personnage anonyme qu'on peut faire parler comme on voudra et qui au bout du compte a ses secrets. En réalité, c'est un personnage aussi redoutable que puissant, qui n'est pas tenu d'être toujours d'accord avec lui-même, qui met dans ses votes son impression du moment, sans craindre de se contredire le lendemain. Croire qu'en sanctionnant aujourd'hui le régime républicain, qui est l'ordre légal, le pays a cessé d'être profondément conservateur par ses habitudes, par ses instincts, par tous ses intérêts, et qu'il a donné son adhésion à une politique d'agitation ou d'aventure, ce serait se préparer une déception désastreuse et aller au-devant d'une réaction inévitable. L'histoire contemporaine est remplie des méprises des partis au sujet du suffrage universel. Qu'on ne s'abuse pas sur ce point: le dernier vote a une signification, peut-être assez compliquée, au fond suffisamment distincte. La masse du pays a voté pour la république sans cesser d'être ce qu'elle est : elle ne demande qu'à vivre tranquille, à travailler en paix, à se sentir protégée dans sa sécurité, dans ses intérêts, à échapper surtout aux secousses extérieures comme aux ébranlemens intérieurs.

Non assurément, cette masse nationale qui vient de se rendre au scrutin n'a point donné un mandat d'agitation, elle a donné un mandat de paix et d'ordre dans le régime établi. Si on lui refusait ce qu'elle demande, ce qu'elle attend, on s'exposerait à travailler pour l'empire, prêt à recueillir le prix des fautes de tous les autres partis; peut-être même, par des exagérations de polémique au sujet des dernières élections, a-t-on contribué au succès relatif des bonapartistes dans le scrutin du 5 mars. Et voilà pourquoi le nouveau ministère est sûr d'être dans la vérité en se tenant en garde contre les excitations. Il se conforme au vote national en étant le ministère de la république incontestée, il ne fera que s'inspirer du sentiment intime du pays en restant conservateur. C'est là certainement sa politique, et le programme qu'il présente aujourd'hui aux chambres ne peut être que la traduction de cette pensée de libérale et prévoyante modération, qui ne se confond nullement avec une politique d'immobilité.

Ce programme, que les chambres connaissent maintenant, qui a dû être lu par M. Dufaure et M. Decazes, ce programme est naturellement indiqué par les circonstances; il résoudra quelques-unes des questions qui s'agitent depuis quelque temps, et il les résoudra dans la mesure d'une politique à la fois libérale et modérée. Ainsi le ministère n'a aucune raison de se refuser à nommer une nouvelle commission des grâces en faveur des anciens condamnés de 1871; il repoussera certainement avec énergie cette proposition d'amnistie que M. Victor Hugo, avec ce tact, avec cet art de ménager le sentiment public qui le distingue, veut porter avec pompe au sénat le 18 mars, — pour fêter l'anniversaire de la commune! M. Victor Hugo est décidément un bon avocat, qu'il faudra charger des causes qu'on veut perdre ou qu'on sait perdues d'avance. Sur ce point, le gouvernement n'a pas beaucoup à s'inquiéter. Le dernier cabinet a eu la faiblesse de laisser amoindrir les droits de la société civile dans la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur; le nouveau ministère proposera, à ce qu'il paraît, la réintégration de l'état dans son droit de collation des grades. La levée de l'état de siége dans les départemens où il existe n'est plus même une question. La disposition exceptionnelle qui avait maintenu l'état de siége à Paris, à Versailles, à Lyon et à Marseille, devait dans tous les cas cesser au 1er mai. La loi qui a donné au gouvernement la nomination des maires sera modifiée; probablement on reviendra à la loi de 1871. Quant aux remaniemens du personnel administratif, qui ont peut-être la plus grande place dans les bruyantes revendications de ces derniers jours, il en est qui sont évidemment décidés dès aujourd'hui. Les préfets ou les fonctionnaires trop compromis sont nécessairement condamnés à disparaître avec la politique dont ils ont été les mandataires passionnés et emportés. Pour ceux-là, la disgrâce sera immédiate. Les

autres remaniemens s'accompliront sans précipitation, avec mesure, de façon à concilier les intérêts administratifs et les nécessités d'une politique nouvelle. Le ministère tient sans doute à ne point paraître imiter ces brusques révolutions de personnel dont on lui a donné l'exemple, et, à vrai dire, la question est moins dans la brutalité des révocations que dans la direction libérale, vigilante et active imprimée à l'administration tout entière. En définitive, ce programme ministériel est le mot d'ordre d'une politique qui, en s'inspirant des élections dernières, en répondant sur certains points aux impatiences d'une opinion victorieuse, veut marcher sans secousse et sans violence, réalisant jour par jour ce qui est possible, identifiant la république avec un progrès régulier. Si le ministère franchit les premiers écueils, s'il sait allier une certaine hardiesse confiante et l'esprit d'initiative à la prudence d'exécution, il peut assurément rendre les plus utiles services par la manière dont il aura inauguré la période réellement pratique du régime nouveau. Il ne tardera pas à conquérir cette majorité qu'on lui dispute aujourd'hui par une opposition anticipée et irréfléchie, au nom d'une politique plus bruyante et plus intempérante que précise.

C'est là en effet la question du moment, et les hommes du centre gauche, de la gauche modérée ne peuvent s'y tromper : la lutte est engagée entre la politique possible, pratique, marchant à l'affermissement de la république par la paix, par l'ordre régulier, par l'accord maintenu entre tous les pouvoirs, et une politique de turbulence et d'entraînement qui ne sait même pas ou qui ne dit pas où elle va. Nous assistons à ce duel avoué ou dissimulé. Depuis que les élections ont créé une situation nouvelle, il est clair qu'il y a un effort désespéré pour dénaturer les derniers scrutins, pour leur donner une signification qu'ils n'ont pas, pour précipiter le mouvement, au risque de compromettre dans des aventures ce qui a été conquis depuis quelques années par une persévérante modération. On dirait que les républicains d'une certaine classe sont impatiens de faire chavirer la barque que d'autres ont mise à flot, ou, pour parler plus simplement, de ruiner la république, dont ils se prétendent les serviteurs. Ils mettent un zèle redoutable à la ruiner de toute façon. Ils la livrent d'abord au ridicule par leurs jactances, par la puérilité de leurs déclamations, par cette comédie éternelle de l'esprit de parti gonflé, enivré et infatué de ses succès. Depuis que la république a obtenu la sanction du pays dans les votes du 20 février et du 5 mars, tout a positivement changé dans l'atmosphère! Si le soleil est encore obscurci par les giboulées de mars, c'est une erreur du ciel qui n'a pas eu le temps de se faire républicain et radical! Que Paris, pour se distraire, nomme M. Floquet ou M. Barodet, Paris vient de s'illustrer, de déployer sa puissance! Que M. Raspail doive à ses quatre-vingt-deux ans de présider la première séance de la chambre des dé-

putés, le vieux conspirateur, qui du reste a dit quelques mots fort simples, apparaît avec « la majesté de l'âge! » Il n'est plus question que de « sentimens larges et profonds » débordant de toutes parts. La France ne sait plus comment exprimer sa joie et son orgueil, et l'Europe elle-même, oui, « l'Europe a senti comme un frémissement;... tous les fronts se sont relevés non-seulement chez nous, mais au-delà de nos frontières, et depuis, les regards des peuples sont tournés vers cette France magnanime dont la gloire, disait-on, était morte... » Le scrutin du 20 février devient un événement auquel « rien ne saurait être comparé dans l'histoire. »

Voilà pourtant comment on parle, et, une fois dans cette voie, il est bien juste que le meneur le plus hardi du mouvement, celui qui cherche aujourd'hui à en recueillir le bénéfice, ait sa part dans ces apothéoses. Allons, ne marchandons pas : M. Gambetta est passé « grand homme d'état! » Il est tout simplement pour la France de 1876 ce que fut Richelieu au temps de la lutte contre la féodalité, ce que fut M. de Cavour pour l'Italie, ce qu'a été pour la Prusse M. de Bismarck, à l'heure où l'empire d'Allemagne était possible! M. Gambetta est la condensation vivante « des aspirations vagues du pays,... qu'il renvoie en rayons lumineux et chauds, c'est-à-dire dégagées de leur confusion et condensées en formules nettes... » On pouvait croire M. Gambetta un homme d'esprit; depuis quelques jours, il est occupé à reproduire cette scène de comédie où le père d'une jeune actrice qui veut avoir un rôle est occupé à répéter sans cesse aux oreilles d'un vaudevilliste : « Quel grand homme! » Le vaudevilliste trouve cela naturel. Ce qui se passe aujourd'hui est tout aussi sérieux, — et on le reproduit dans le journal dont on dispose. On se dit ces choses-là à soi-même, et on enregistre soigneusement les brevets de satisfaction qu'on reçoit de Berlin et de Vienne. Que M. Gambetta passe pour un bon politique à Vienne et à Berlin, qu'il soit tenu pour Richelieu ou pour M. de Bismarck à Bruxelles, soit : nous demandons très humblement pour la France, qui a gardé jusqu'ici le renom d'un pays spirituel, le droit d'être la première à se moquer de ces baroques apothéoses de la vanité satisfaite. C'est bien le moins qu'on n'enrôle pas la France dans ces représentations burlesques données devant l'Europe.

Malheureusement ce n'est pas par le ridicule seul que les républicains, les radicaux, risquent de compromettre et de ruiner la république. Sous toutes ces exhibitions et toutes ces déclamations, il y a un plan poursuivi avec ténacité. Les radicaux ont beau faire et M. Gambetta lui-même a beau s'évertuer dans sa politique de bascule entre la modération et la violence, M. Gambetta et son parti ont un penchant invincible pour tous les procédés révolutionnaires. Dès qu'ils aperçoivent une occasion, ils sont toujours prêts à sortir de la légalité, et déjà dans l'or-

gueil du succès ils sont occupés sinon à renier la constitution, du moins à chercher comment ils pourront l'annuler ou la plier à toutes leurs volontés. C'est au fond la vraie signification de cette tentative, qui a été faite, qui n'est point abandonnée, pour rassembler tous les républicains du sénat et de la chambre des députés dans ce qu'on appelle une « réunion plénière. » Le but est évident. Jusqu'ici les divers groupes, — centre gauche, gauche modérée, union républicaine, — ont eu des réunions séparées ; ils se sont alliés dans la campagne dont la proclamation définitive de la république a été le dénoûment, ils n'ont cessé d'avoir une existence propre, une politique indépendante. En les confondant aujourd'hui, en les amenant à ne former qu'une seule et même réunion, on efface les nuances; les modérés des deux chambres disparaissent dans le nombre, il ne reste plus qu'une masse compacte dont la direction appartient naturellement à M. Gambetta, l'inventeur de la combinaison. Il n'y a plus qu'une majorité dite républicaine dont M. Gambetta est le dictateur. Voilà les conséquences qu'on prétend tirer des dernières élections.

C'est évidemment une tentative audacieuse pour se passer de la constitution, pour dominer les délibérations régulières des deux chambres par les délibérations irrégulières d'une sorte de grand club central et supérieur. C'est créer un parlement commun et révolutionnaire à côté des assemblées constitutionnelles. C'est enfin une manière de dicter des volontés aux chambres comme au gouvernement, et déjà M. Gambetta n'a pas caché la portée de la proposition par laquelle il a tenté de s'emparer de la majorité des deux chambres. Avant même que le ministère ait parlé ou accompli un acte, la première « réunion plénière » lui a signifié ses volontés, et ces jours derniers encore M. Gambetta, sous une vaine apparence de modération, a laissé voir toute sa pensée. S'il a fait grâce de quelques jours au cabinet, c'est par pure magnanimité. S'il n'a pas signifié aux ministres leur indignité, il n'a pas moins maintenu son programme impératif, — de sorte que M. Gambetta semble placer le gouvernement entre la menace d'une opposition violente de cette majorité dont il croit disposer et l'humiliation de subir une pression extérieure. Il s'agit de rendre le jeu des institutions et le gouvernement impossibles par une sorte de convention ressuscitée à l'aide d'un subterfuge de tactique en pleine paix ! Tout cela est fort bien, il ne manque pour le succès de ce plan qu'une petite condition, c'est que tout le monde se soumettra et consentira à recevoir de si étranges mots d'ordre. Nous n'en sommes point heureusement tout à fait là. Le gouvernement n'est point disposé à se laisser placer dans ces alternatives, où il perdrait sa dignité et sa liberté; il agira comme doit agir un gouvernement qui se respecte, et il aura la majorité que sa politique lui assurera. Le centre gauche et la gauche modérée, de leur côté, ont eu la sagesse de prévenir

le danger des fusions extra-parlementaires en gardant leur indépendance. M. Gambetta, dans ses entreprises de domination personnelle, rencontrera plus d'une résistance, et probablement d'abord celle de M. Thiers lui-même, qui n'est point resté dans la chambre des députés pour livrer aux fantaisies et aux passions aventureuses cette république conservatrice dont il a été le premier à tracer les conditions. L'ancien dictateur de Tours a l'ambition un peu impatiente; il a encore plus d'un discours à faire, plus d'une victoire à remporter sur lui-même, avant de pouvoir disposer réellement des majorités et des destinées du pays. Pour le moment, il peut se contenter d'être Richelieu, Cavour et Bismarck, — dans un journal belge! Que lui faut-il de plus? A la France, il faut une vie régulière et paisible dans l'ordre constitutionnel qu'on a proposé l'autre jour à sa sanction, qu'on ne lui a pas donné sans doute pour en faire sortir aussitôt des agitations et des conflits nouveaux.

Rien de plus curieux et de plus utile à certaines heures que de lire le présent dans le passé. C'est le sérieux attrait du nouveau volume des *Mémoires* de M. Odilon Barrot, de cet ancien chef d'opposition, qui ne fut pas toujours peut-être un politique des plus clairvoyans, mais qui a été toute sa vie un type d'honnête homme, et qui au moment voulu a su être un ministre courageux et éloquent contre tous les déchaînemens révolutionnaires. La période que raconte aujourd'hui M. Odilon Barrot est courte et saisissante; c'est la période de son ministère entre le 20 décembre 1848 et le 30 octobre 1849, entre la proclamation de la présidence du prince Louis-Napoléon Bonaparte et le jour où le futur empereur, après avoir surmonté les premières difficultés, s'émancipait de la tutelle d'un ministère honnêtement parlementaire pour s'engager dans les aventures.

Il y a sans doute et heureusement bien des différences entre ce temps-là et l'époque où nous sommes. La révolution de 1848 avait eu la fatale idée de se donner une constitution combinée de façon à enfanter des conflits qui ne pouvaient être dénoués que par la force, par la victoire d'un pouvoir sur l'autre pouvoir. La constitution de 1875 a été faite avec plus de prévoyance, elle réunit toutes les garanties conservatrices, elle assure un dénoûment pacifique et régulier à toutes les difficultés. En 1848, le président élu par le suffrage universel trouvait des excitations dans son nom même, dans son humeur aventureuse, dans les traditions dynastiques qu'il représentait, dans les passions qui l'entouraient, dans les alarmes publiques qu'il n'avait qu'à exploiter. Aujourd'hui le chef de l'état est un soldat dévoué, un fidèle et loyal serviteur du pays, offrant cette garantie que la pensée d'un coup d'état possible, d'un acte d'ambition ou d'emportement ne vient à personne. La différence est à l'avantage de nos ministres d'aujourd'hui. M. Odilon Barrot n'avait pas la faveur d'une situation si commode. Il se trouvait placé

entre un président prétendant à une couronne dont il pouvait sans peine démêler les passions ambitieuses, et des partis révolutionnaires qu'il avait sans cesse à réprimer, à combattre jusque dans le parlement, au risque de servir sans le vouloir, par une nécessité de paix sociale, une réaction dont il serait la première victime. Ce ministère, où M. Odilon Barrot avait pour collègue M. Dufaure, a été une lutte constante, courageuse, pour l'ordre sans doute, mais en même temps pour la liberté parlementaire, dont il était la dernière défense. Et ces révolutionnaires de 1848, eux aussi, prétendaient ne point laisser à la France le temps de respirer. Ils se faisaient un jeu d'entretenir l'agitation, cherchant à s'ériger en convention et à dominer le gouvernement, se mettant au-dessus de la constitution, qu'ils représentaient à tout instant comme violée par d'autres, et ils ne voyaient pas que par leurs tristes passions ils ne faisaient qu'ouvrir le chemin à l'empire!

Le jour où l'assemblée constituante de 1848, à bout de crises violentes, se décidait à abdiquer définitivement, le président de cette assemblée, M. Marrast, disait au doyen d'âge de l'assemblée nouvelle: « Puissiez-vous, plus heureux que nous, éviter les horreurs de la guerre civile et transmettre à vos successeurs le dépôt de la république aussi paisiblement que nous vous le remettons. » On sait ce qui en advint avec l'aide des partis révolutionnaires agitant sans cesse et alarmant la France. L'autre jour, M. le duc d'Audiffret-Pasquier disait à son tour aux doyens d'âge des deux chambres nouvelles: « Comme nous, vous voudrez rendre à vos successeurs le pays pacifié, prospère et libre. » Cette fois du moins le pronostic a plus de chances de se réaliser, à la condition pourtant qu'on ne recommence pas des fautes qui ont été cruellement expiées et que les partis modérés des assemblées s'efforcent de maintenir les garanties régulières d'une république honnête par la sécurité de tous les intérêts, par la liberté pour tous.

Voilà donc la guerre civile décidément terminée en Espagne. Elle s'est même dénouée au dernier moment plus vite qu'on ne le croyait. Les bataillons carlistes, serrés, harcelés de toutes parts, se sont dispersés; les uns se sont soumis et ont rendu leurs armes aux généraux du roi Alphonse, les autres se sont précipités vers nos frontières. Don Carlos lui-même n'a plus eu bientôt d'autre ressource que de passer en France avec ce qui lui restait de son armée. Le prétendant espagnol n'a pas manqué, selon l'usage, de faire ses adieux à ses soldats, et d'annoncer au monde par des proclamations solennelles qu'il renonçait, pour le moment, à la lutte, sans abdiquer ses droits, — qu'il voulait mettre un terme à une effusion de sang inutile. Il était bien temps! Don Carlos aurait été bien embarrassé de continuer la lutte, il n'avait plus d'armée, et, s'il ne s'était pas hâté de franchir la frontière, avant quelques jours il eût été prisonnier. C'est là même la grande différence entre la

guerre qui vient de finir et la première guerre carliste qui se terminait en 1840. Celle-ci se dénouait par un traité qui assurait aux provinces basques leurs priviléges, aux officiers carlistes le droit d'entrer avec leurs grades dans l'armée régulière. Aujourd'hui rien de semblable, il n'y a ni traité ni conditions; tout a cédé à la force des armes, la paix a été conquise, les généraux alphonsistes occupent militairement les provinces du nord; ils les occuperont sans doute pendant quelque temps jusqu'à ce que la grande question soit résolue. A vrai dire, c'est la grosse difficulté. L'Espagne ne doit plus rien, il est vrai, aux provinces basques, et il est probable que, dans tous les cas, elle prendra des mesures pour empêcher par une unification militaire et politique plus complète le renouvellement des guerres civiles. Il reste à savoir si c'est absolument de l'intérêt de l'Espagne de détruire une certaine autonomie locale qui a fait longtemps du pays basque la contrée la mieux administrée de la Péninsule. C'est une question de mesure, que M. Canovas del Castillo saura sans doute résoudre comme il a résolu la question de la guerre contre les carlistes, comme il a résolu la question constitutionnelle, comme il défend en ce moment dans les chambres la liberté religieuse contre les emportemens de réaction.

CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

UN NOUVEAU LIVRE SUR MICHEL-ANGE.

L'OEuvre et la Vie de Michel-Ange. Paris 1876.

Les fêtes récemment célébrées à Florence pour le quatrième centenaire de la naissance de Michel-Ange ont provoqué en Italie la recherche et la publication de documens tendant à compléter ce qu'on savait de la vie du grand artiste et des événemens successifs auxquels elle a été mêlée. La *Vita di Michel-Angelo Buonarotti* par M. Aurelio Gotti, les *Lettres,* inédites jusqu'ici pour la plupart, qu'a recueillies M. Gaëtano Milanesi, d'autres publications très intéressantes encore, ont achevé de renseigner le public sur tout ce qui tient à la personne même de Michel-Ange, aux particularités de son existence, à sa biographie proprement dite. L'hommage rendu aujourd'hui à cette noble mémoire par un groupe d'artistes et d'écrivains français a une signification et une utilité différentes. Il consiste dans une série d'études consacrées chacune à l'examen d'une des faces sous lesquelles on peut envisager le génie de l'incomparable maître, de cet homme illustre entre les illustres, robuste entre les plus forts, qui avec la même volonté intraitable s'est servi

tour à tour du ciseau et du pinceau, du crayon de l'architecte et de la plume du poëte, pour nous livrer les secrets de son âme et donner un corps, quel qu'il fût, à l'idéal qui la tourmentait.

Rien de moins facile assurément que la tâche qu'il s'agissait ici d'entreprendre. Non-seulement ceux qui la tentaient couraient le risque, après tant de travaux accomplis à toutes les époques sur le même sujet, de ne faire que répéter en d'autres termes ce que depuis Vasari et Condivi jusqu'à Quatremère de Quincy, jusqu'à M. Charles Clément, cent écrivains avaient dit avant eux; mais pour quelques-uns des nouveaux panégyristes le danger était encore de tomber dans leurs propres redites. Déjà par exemple M. Paul Mantz, dans son livre sur *les Chefs-d'œuvre de la peinture italienne,* plus récemment M. Charles Blanc, dans une importante notice écrite pour l'*Histoire des peintres,* avaient rappelé les titres de Michel-Ange à l'admiration universelle avec une abondance d'aperçus et des développemens qui semblaient devoir leur interdire tout essai d'appendice à des travaux aussi complets. Et néanmoins en traitant, l'un *du Génie de Michel-Ange dans le dessin,* l'autre de *Michel-Ange peintre,* tous deux ont trouvé le moyen de revenir utilement sur des questions qu'ils croyaient peut-être eux-mêmes avoir épuisées.

De son côté, sans être aussi étroitement lié par ses antécédens personnels, M. Mézières trouvait pour apprécier les poésies de Michel-Ange plutôt des embarras que des ressources dans le nombre infini de commentaires, d'explications romanesques, de conjectures de toute sorte, auxquelles les *Rime* n'ont cessé de donner lieu à partir de l'année où elles furent publiées pour la première fois (1623) par un des neveux de l'artiste-poète. En outre, dès cette époque comme depuis lors, le texte original avait subi tant d'additions ou de suppressions, tant de vers de source apocryphe ou suspecte étaient venus le compliquer que, pour séparer ici l'ivraie du bon grain ou pour reconquérir quelque partie de la moisson perdue, il fallait une sûreté de coup d'œil et de goût égale à la patience dans les informations. M. Mézières s'est acquitté à souhait de cette besogne délicate. Tout en reconnaissant avec lui ce qu'il doit à l'excellente édition des *Rime* donnée, il y a quelques années, par M. Cesare Guasti, on ne saurait lui contester le mérite d'avoir à la fois achevé de porter la lumière sur plus d'un point historique encore incomplétement éclairci, et, pour les caractères mêmes des œuvres dont il s'était fait juge, d'avoir réussi à dégager le sens des sévères beautés qu'elles comportent, des pensées en quelque sorte passionnément austères qui les ont inspirées.

Ce qui distingue en effet les *Sonnets* de Michel-Ange des plus célèbres compositions du même genre en Italie, ce n'est pas seulement la fermeté tout individuelle de l'accent et du tour, c'est au fond chez celui qui les a écrits un sentiment de mélancolie saine, de mâle soumission

aux plus rudes devoirs de la vie morale et à la volonté de Dieu. Sans doute, jusque dans l'expression de l'amour, la langue que parle Michel-Ange est, — sauf quelques rares concessions à la rhétorique de l'époque, — aussi inflexible, aussi farouche, on dirait presque aussi terrible que le style accoutumé du peintre de la *Sixtine* ou du sculpteur des *Tombeaux des Médicis*, et pourtant sous cette indépendance énergique jusqu'à la violence, fière à ce qu'il semble jusqu'aux emportemens de l'orgueil, se révèlent, en même temps que la foi docile d'un cœur chrétien, le désintéressement et la raison d'une intelligence disciplinée par la philosophie.

La vie tout entière de Michel-Ange confirmerait au besoin les impressions que nous laissent l'éloquence souveraine des œuvres qui l'ont remplie et l'élévation des pensées qui en ont occupé la fin. Il suffit de parcourir dans l'exact résumé qu'en a donné M. de Montaiglon les détails de cette vie si foncièrement simple malgré l'éclat dont elle est environnée, si invariablement maîtresse d'elle-même malgré les agitations extérieures; il suffit de voir ce que fut Michel-Ange dans ses rapports avec sa famille aussi bien qu'avec les papes ou les princes qui l'employaient, pour reconnaître que jamais homme ne sut allier plus de droiture et de dignité dans le caractère à plus de puissance dans l'imagination. Nulle part moins que chez lui le désir de se ménager des protecteurs ou de recruter des partisans ne dégénéra en lâche complaisance, comme jamais non plus, quoi qu'on en ait dit, la confiance de Michel-Ange en lui-même ne l'empêcha de rendre justice aux mérites des efforts tentés avant lui.

Un des témoignages les plus significatifs de cet esprit d'équité est la lettre que, à l'époque où il venait d'être chargé des travaux de reconstruction de Saint-Pierre de Rome, Michel-Ange écrivait à son neveu, Leonardo Buonarotti, à Florence, pour lui enjoindre de faire prendre et de lui envoyer les mesures de la coupole de Sainte-Marie-des-Fleurs, « car, ajoutait-il, on peut s'écarter d'un pareil modèle, mais on ne peut faire mieux. » J'ignore si le savant architecte à qui la tâche était échue de nous parler dans le nouveau volume des édifices bâtis par Michel-Ange, j'ignore si M. Garnier s'est souvenu de cette lettre. Toujours résulte-t-il du fait que si, comme le pense M. Garnier, « Michel-Ange ignorait la langue de l'architecture, » ce n'était pas, on en conviendra, qu'il n'eût essayé de l'apprendre en bon lieu. On peut croire après tout qu'il l'avait apprise, sauf à la parler ensuite à sa manière. Lors même qu'il faudrait admettre avec M. Garnier que « la courbe donnée à la coupole de Saint-Pierre n'est pas de Michel-Ange, » Michel-Ange ne serait pour cela ni justement déchu de ses priviléges, ni dépossédé de ses droits. En concevant l'idée première d'un aussi admirable couronnement et en indiquant les moyens de le construire, il aurait encore assez bien

fait ses preuves pour mériter la place que le consentement universel et une tradition séculaire lui ont attribuée parmi les grands architectes.

Quelque considérable que soit en elle-même l'autorité qui lui appartient, M. Garnier nous semble donc avoir poussé bien loin la sévérité en déclarant absolument usurpée, ou peu s'en faut, la renommée de Michel-Ange dans le domaine de l'architecture. En tout cas, n'eût-il pas mieux servi la cause qu'il entendait soutenir s'il se fût appliqué à confirmer par des témoignages plus précis la légitimité de ses accusations? Que l'architecte du nouvel Opéra de Paris,— tout en confessant d'ailleurs certains emprunts qu'il n'a pas dédaigné de faire à l'architecte du Capitole,— reproche à celui-ci d'avoir manqué de « charme et de finesse » dans l'étude des détails, qu'il l'accuse d'avoir « amené l'architecture à une période de décadence, » il n'y a rien là qui ne fasse honneur aux exigences de son propre goût, rien à quoi l'on ne puisse à la rigueur souscrire; mais il devient au moins difficile de croire M. Garnier sur parole quand il va jusqu'à dire que « Michel-Ange ne sait pas la grammaire, » — il dit à un autre moment « l'orthographe, » — et qu'il « a fait de l'architecture sans paraître se douter que c'était un art. »

L'indépendance des opinions et l'entière franchise du langage ont sans doute leur prix en matière d'esthétique comme ailleurs. Toutefois il ne suffit pas toujours pour convaincre les gens de leur dire résolûment qu'ils se trompent; il ne suffit pas d'être hardi pour être persuasif; il faut encore appuyer sur des démonstrations les vérités qu'on veut faire prévaloir, et, — surtout quand on s'attaque à une gloire aussi unanimement respectée, — préciser ses griefs autrement que par quelques lestes paroles de blâme ou par des vivacités de style qui ne sauraient équivaloir à des raisons. A quoi bon insister? Les regrets que peut à certains égards inspirer le travail de M. Garnier, lui-même, avant de déposer la plume, ne les a-t-il pas éprouvés? Ne semble-t-il pas qu'il ait senti le danger ou tout au moins l'inopportunité de ses efforts pour démentir la tradition reçue? « Il est vraiment maladroit, dit-il en terminant, de chercher les taches du soleil, au lieu de se laisser tout bonnement éclairer et réchauffer par lui... Laissons-nous donc entraîner par le génie de Michel-Ange, laissons subsister la légende qui le représente comme le maître des trois grands arts. » Soit, mais alors n'eût-il pas été plus sage de commencer par cet acte de résignation et de s'accommoder tout d'abord d'une « légende » dont on devait arriver en dernière analyse à reconnaître ainsi la convenance et les bienfaits?

Quelle que soit au surplus dans l'ensemble des travaux de Michel-Ange l'importance relative des œuvres qu'il a produites comme architecte et même comme peintre, celles qui sont sorties de son ciseau suffiraient de reste pour caractériser son génie et pour en révéler la prodigieuse vigueur. Non-seulement Michel-Ange est le plus grand sculp-

teur des temps modernes, mais à le considérer en dehors des comparaisons avec autrui, dans ses aptitudes essentielles et dans ses coutumes dominantes, on peut dire qu'il est avant tout un sculpteur. Dans un livre dédié à Michel-Ange, une part principale revenait donc naturellement aux œuvres sculptées par lui et aux souvenirs qu'elles perpétuent. Or, puisque M. Guillaume s'était chargé de cette partie du livre, on devait prévoir qu'il apporterait dans l'accomplissement d'une pareille tâche les habitudes élevées et la rare netteté de son esprit aussi sûrement que son expérience technique.

On sait en effet que l'éminent statuaire est aussi, pour tout ce qui tient à la théorie de l'art, un des penseurs les plus solides et les plus érudits de notre temps. Les articles si substantiels qu'il a fournis depuis treize ans au *Dictionnaire de l'Académie des Beaux-Arts* et dont la plupart constituent de véritables traités, — quelques dissertations isolées, parmi lesquelles un excellent travail publié en 1866 sous ce titre : *Idée générale d'un enseignement élémentaire des beaux-arts,* — plusieurs autres écrits encore montrent assez la portée de cet esprit profondément philosophique jusque dans les plus arides questions de terminologie ou de métier. A plus forte raison, là où il s'agissait non plus de spéculations abstraites sur les conditions ou les procédés de l'art, mais d'observations formelles sur le génie et les travaux d'un grand artiste, M. Guillaume était en mesure de prononcer des jugemens sans appel. Aussi la critique ne saurait-elle guère où se prendre pour relever dans les pages qu'il vient de nous donner une proposition contestable ou seulement une explication incomplète. A peine se croirait-on autorisé à noter çà et là quelque apparence d'uniformité dans l'éloge ; à peine pourrait-on quelque peu s'étonner de voir parfois le judicieux écrivain accorder, au moins dans les termes, la même part d'admiration aux chefs-d'œuvre absolus du maître et à ceux de ses ouvrages qui ne laisseraient pas de permettre des réserves ; mais à côté de ces craintes peut-être exagérées d'irrévérence, à côté, si l'on veut, de cet excès de respect qui ne serait tout au plus qu'un péché bien véniel, que de témoignages sans équivoque d'une doctrine fondée à la fois sur la pratique personnelle et sur l'étude assidue des principes théoriques de l'art, de ses ressorts secrets, de sa raison d'être et de sa fin !

Aux yeux de bien des gens, la sculpture telle que l'a traitée Michel-Ange et malgré l'éclat des succès obtenus, cette sculpture grandiose, mais suivant eux grandiose à outrance, ce style vaillant jusqu'à l'extrême impétuosité, impliquent un démenti aux idées d'ordre et de calme que le ciseau a la fonction expresse et le devoir impérieux de traduire. De là cette admiration exclusive qu'on se croit obligé de professer pour les monumens quels qu'ils soient de la statuaire antique, et, sous prétexte de bon goût, cette intolérance traditionnelle pour tout ce qui n'est

pas grec ou romain; de là, en réalité, un préjugé aussi contraire aux sentimens que doit inspirer l'art antique lui-même qu'à la saine intelligence des intentions conçues ou des beautés découvertes par Michel-Ange. Si les marbres anciens n'avaient dû et ne devaient être pour les sculpteurs modernes que des exemples tout matériels, « qu'un répertoire de contours, » suivant l'expression de M. Guillaume, si l'art n'avait d'autre objet que de reproduire avec une fidélité imperturbable des formes irrévocablement définies, nul doute qu'il ne fallût reprocher au sculpteur du *Pensieroso* et du *Moïse* de s'être, quant à la manière extérieure, singulièrement affranchi des obligations imposées; mais si, au lieu de résulter uniquement de la sérénité des dehors, au lieu de consister tout entière dans une sorte de perfection muette, « l'excellence plastique des œuvres des anciens vient d'un sens caché dont les formes ne sont que le voile, » M. Guillaume a raison de louer Michel-Ange d'avoir mieux que personne réussi à pénétrer ce sens intime en appropriant à son tour les apparences dont il entendait revêtir sa pensée aux croyances, aux mœurs, aux besoins particuliers de son temps.

Dira-t-on qu'en renouvelant ainsi la sculpture dans le pays de Donatello et de Ghiberti, Michel-Ange n'arrivait en fait à opérer qu'une révolution stérile, puisqu'elle dépendait strictement de ses forces et de sa volonté personnelles, puisque le progrès ne pouvait en dehors de lui s'accomplir, ni après lui se continuer? Sans doute l'événement a prouvé que l'apparition de ce génie extraordinaire ne devait, en éveillant partout l'esprit d'imitation, qu'entraîner pour un temps le règne de la convention et du pédantisme; mais de ce que les élèves ou les successeurs de Michel-Ange n'ont su être qu'emphatiques là où il avait été éloquent, qu'artisans là où il s'était montré si ouvertement artiste, s'ensuit-il que leurs torts puissent lui être équitablement imputés? Autant vaudrait s'en prendre à Racine de toutes les médiocres tragédies taillées, à partir de la fin du règne de Louis XIV, sur le patron de *Britannicus* ou d'*Andromaque,* ou rendre Léonard de Vinci responsable du style affecté et des fausses grâces qui, après avoir affadi l'art lombard au XVIe siècle, l'ont ruiné dans le siècle suivant.

Non, comme Léonard, comme Corrége, pour ne parler que des Italiens, comme Raphaël lui-même, malgré l'influence bienfaisante qu'il a plus qu'aucun autre exercée, Michel-Ange doit être étudié en face, dans les œuvres directement issues de son imagination et de sa main, et non dans les contrefaçons qu'en ont données tant de fâcheux copistes. Ainsi envisagé, au point de vue de ses conceptions propres et de sa poétique personnelle, il cesse d'être le répréhensible précurseur de la décadence pour demeurer l'apôtre le plus fortement convaincu, le représentant le plus énergique de l'idéal nouveau, de cet idéal en quelque sorte militant, qui, contrairement à la tranquille majesté de l'art an-

tique, a pour moyen d'expression l'effort passionné, et pour objet l'image des luttes, des douleurs, de toutes les émotions de la vie.

Par là s'explique le caractère complexe des chefs-d'œuvre de Michel-Ange et le sentiment de sympathie qu'inspire, à notre époque surtout, celui qui nous les a légués. « Les premiers modèles du *Tombeau de Jules II,* les *Sépultures des Médicis,* sont des monumens politiques, philosophiques et religieux, » dit très bien M. Guillaume, mais il ajoute avec plus d'à-propos encore : « Plusieurs générations se sont reconnues dans Michel-Ange, aujourd'hui on se plaît à voir en lui ce que nous appelons l'homme moderne... La vérité est qu'au milieu de toutes les agitations de la vie du grand artiste nous voyons paraître sa conscience, nous avons le spectacle d'un homme, et d'un homme supérieur, abreuvé d'amertumes... On avait toujours admiré en lui la fierté, la grandeur indomptable du talent et du caractère; maintenant un autre sentiment s'ajoute à l'admiration : nous aimons dans Michel-Ange un génie souffrant. »

Grâce au beau travail de M. Guillaume et à plusieurs des études qui l'accompagnent, l'hommage rendu en France à la mémoire du maître immortel est le plus digne d'un aussi grand sujet, le plus sérieux dans le fond et dans les formes, qu'aient jamais obtenu cette mémoire tant de fois célébrée pourtant, ces œuvres si souvent décrites. Ajoutons que ces instructives considérations esthétiques ou littéraires ont un précieux complément dans les nombreuses estampes qui reproduisent, en regard du texte, des statues, des peintures, des dessins, conservés dans les édifices religieux ou dans les diverses galeries de l'Europe, comme les très consciencieux relevés faits par M. Duplessis et par M. Louis Gonse de tout ce qui a été gravé d'après Michel-Ange ou publié sur lui achèvent de nous fournir tous les renseignemens désirables. Ce volume, consacré à *l'Œuvre* et à *la Vie de Michel-Ange,* tient donc pleinement ce que promettait le titre. Il était depuis longtemps déjà bien glorieux pour nous de posséder au musée du Louvre deux des plus admirables marbres qu'ait laissés le sculpteur du *Moïse,* ces pathétiques *Esclaves* destinés primitivement, comme le *Moïse* lui-même, au *Tombeau de Jules II.* Aujourd'hui, toute proportion gardée, c'est un honneur aussi pour notre pays d'avoir vu se produire le meilleur livre que l'on ait écrit sur Michel-Ange et de se trouver ainsi, par ce temps de petites idées et de petites œuvres, directement associé aux plus grands souvenirs qui puissent être évoqués de l'art et du génie humain.

HENRI DELABORDE.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

MÉMOIRES

DU

GÉNÉRAL SHERMAN

Memoirs of general William T. Sherman, by himself. London 1875. Henry S. King.

Comment William Sherman, cadet de l'école militaire de West-Point, a-t-il fait son chemin dans le monde? Comment le jeune officier, après d'obscurs, mais aventureux débuts, s'est-il élevé rapidement, aussitôt que de grands événemens ont fourni à son incontestable supériorité l'occasion de se manifester? Comment est-il devenu enfin un des trois hommes dont le nom restera indissolublement lié au souvenir de la dernière crise, victorieusement traversée par la république américaine, la guerre de sécession?

Le général Sherman va répondre lui-même à ces questions, car il vient d'écrire ses mémoires, et le récit qui va suivre en sera la fidèle analyse.

Quand nous disons que trois hommes resteront illustres entre tous dans l'histoire de la plus vaste des guerres civiles, nous voulons désigner le président Lincoln et les généraux Grant et Sherman. D'autres noms sans doute ont brillé à côté des leurs, car, si la grande convulsion qui a secoué le Nouveau-Monde n'a mis au jour, heureusement pour lui, aucun génie, aucun dominateur, elle a poussé au premier rang une foule d'hommes remarquables. Farragut et Porter ont été de hardis marins, mais sont restés enfermés dans leur spécialité. Mac-Clellan, après avoir improvisé l'armée

américaine et glorieusement repoussé à Antietan le premier effort sérieux des armées sudistes, a disparu de la scène, emporté par le torrent des passions politiques. Quand plus tard une nouvelle tentative des confédérés est venue échouer à Gettysburg, dans cette terrible journée où les combattans ont laissé 40,000 hommes sur le champ de bataille, l'armée victorieuse se trouvait sous les ordres d'un simple divisionnaire nommé Meade, investi par intérim d'un commandement en chef qu'il n'a plus exercé depuis. Seuls, Lincoln, Grant et Sherman ont traversé toute la crise, se fortifiant chaque jour dans une mutuelle estime, grandissant sans cesse dans la confiance de la nation et de l'armée. A eux trois enfin, ils ont terminé la guerre et pacifié le pays; la reconnaissance nationale a su leur en tenir compte.

M. Lincoln, inconnu jusqu'alors et porté à la présidence par le hasard d'un compromis électoral, s'est trouvé providentiellement à la hauteur de la tâche immense qui lui était imposée. Guidé par son admirable bon sens, il a instinctivement joué le rôle que l'emploi des énormes armées modernes semble réclamer des chefs d'état : son nom a été la raison sociale de l'association d'hommes d'élite entre lesquels se fractionne leur maniement. Trait d'union entre eux tous, il n'a jamais entravé la vigueur de leur initiative, vis-à-vis de laquelle au contraire il était le premier à donner l'exemple de la discipline; mais depuis l'heure où son élection fut le signal de la lutte jusqu'au moment où le cri de guerre des confédérés a été poussé pour la dernière fois par l'assassin qui le frappait à mort, il a su porter seul et sans faiblesse le poids de la responsabilité : grands services qui le placent dans la mémoire reconnaissante du peuple au même rang que Washington.

A côté de cet enfant trouvé de la politique, Grant et Sherman ont été les fils de leurs œuvres. Soldats par éducation, mais ne connaissant de l'art militaire que les principes, ils ont eu à faire face tout à coup aux difficultés d'une grande guerre sans aucune tradition pour les guider, mais aussi sans routines du passé pour les retenir; ils ont résolu ces difficultés avec une sagacité, une originalité que tout le monde peut étudier avec fruit, et leur carrière se mesure au nombre et à l'éclat de leurs succès. Grant, mieux servi par les occasions au début de la guerre, a devancé Sherman. Taciturne, mais doué de la plus claire intelligence, il a tenu dans ses mains, sans les embrouiller, tous les fils épars d'opérations militaires qui embrassaient tout un continent; son inébranlable ténacité a fini par triompher de tous les obstacles. Il est aujourd'hui président des États-Unis. Quant à Sherman, le plus clairvoyant, le plus entreprenant et le plus résolu de tous les généraux américains, celui dont les conceptions, hardies dans la pensée comme dans l'exécu-

tion, ont porté les coups décisifs, il est général en chef de l'armée des États-Unis. Pour utiliser les loisirs que lui laisse cette haute position, il est venu, il y a deux ans, parcourir les principaux champs de bataille de l'Europe. Il a visité Paris et Versailles, et les curieux ont pu le voir un jour assister à une séance de l'assemblée nationale, dans la tribune du président de la république. Ils n'auront rien trouvé de militaire dans sa personne. Le général est grand, maigre et paraît avoir cinquante ans. Son visage est soigneusement rasé. Point de moustaches. Ses cheveux blonds ne sont pas taillés à l'ordonnance. Rien dans sa tournure n'indique la gêne habituelle de l'uniforme ou la raideur de l'homme toujours en représentation; mais la maigreur du corps a tous les caractères d'une de ces constitutions supérieures aux fatigues et aux privations, que les Américains appellent constitution de fil de fer (*wiry*). L'œil est à la fois doux et perçant, et l'ensemble de la physionomie montre une vive intelligence, une énergique volonté, mêlées à une pointe de malice. A son retour d'Europe, le général a rédigé les mémoires qui font le sujet de cette étude. Écrits avec vivacité, s'exprimant avec franchise sur nombre de personnages vivans, ces mémoires ont soulevé de l'autre côté de l'océan d'ardentes controverses dont nous ne nous occuperons pas; mais nous rechercherons avec soin les traits de caractère qui font du général Sherman une de ces raretés qu'on appelle *un homme*.

I.

En 1846, nous trouvons Sherman, récemment sorti de l'École militaire, lieutenant d'artillerie et commandant un dépôt de recrutement. Son premier pas dans la vie est un coup de tête. La guerre venait d'éclater entre les États-Unis et le Mexique; au bruit des premiers combats, l'imagination du jeune officier s'enflamme, il ne doute pas qu'on n'ait immédiatement besoin de ses services. Sans attendre d'ordre, il rassemble ses recrues, se met à leur tête, et s'embarque avec elles pour le lieu du rassemblement. Là, première déception. Au lieu d'apprécier son zèle, son colonel, un vieil officier manchot, l'accable d'injures et de malédictions pour avoir quitté son poste sans ordres, et le renvoie ignominieusement; mais un autre champ va s'ouvrir à son ardeur et à son activité. Sa compagnie reçoit l'ordre de se rendre en Californie, dont le gouvernement des États-Unis venait d'ordonner l'annexion. Lorsque Sherman et ses soldats y arrivent après avoir doublé le Cap-Horn, les officiers des navires de guerre américains venaient d'y planter le drapeau étoilé; tout était à créer en fait d'organisation. La Californie était encore presqu'à l'état sauvage. Quelques Mexicains enfer-

més dans les anciens *presidios* espagnols, des Indiens errans, des aventuriers américains en fort petit nombre, en faisaient toute la population. Mettre l'ordre au milieu de cet assemblage bigarré, assurer les droits du gouvernement des États-Unis, établir la base de la propriété et de l'impôt, telle fut la première tâche des officiers américains. Un colonel de dragons fut nommé commandant en chef; il prit Sherman pour aide-de-camp, un simple soldat pour secrétaire, et ces trois hommes formèrent à eux seuls le gouvernement californien.

Nous ne suivrons pas Sherman dans toutes les expéditions hasardeuses que ses fonctions lui imposèrent. Elles avaient rempli plusieurs années de son existence, lorsqu'un jour le jeune officier vit entrer dans la chambre qui servait de bureau deux Américains qui demandèrent à parler à son colonel en particulier. Au bout d'un moment, celui-ci l'appela, et lui montra quelques parcelles métalliques étalées sur de petits morceaux de papier. « Qu'est-ce que cela? avez-vous jamais vu de l'or natif? » Sherman répondit qu'il en avait vu en 1844 en Georgie. Il mâcha une des pépites, elle était malléable. On alla chercher dans la cour une hachette avec laquelle on en aplatit une autre; le lustre métallique était parfait. Plus de doute, c'était bien de l'or, et le premier découvert dans la Sierra-Nevada. La nouvelle de cette découverte se répandit bientôt, et tous les aventuriers d'accourir! Colonel et aide-de-camp allèrent visiter les *placers*, et, à la suggestion de Sherman, on acheta de la poudre d'or à 10 dollars l'once. On en remplit une boîte de fer-blanc qui avait servi à une conserve d'huîtres, et on l'envoya au président des États-Unis, qui fit de cet envoi l'objet d'un message au congrès. « Ainsi devint officiel, dit Sherman, ce qui jusqu'alors n'avait été qu'une vague rumeur. Alors aussi commença le développement prodigieux de la Californie et l'immense immigration qui arriva de tous côtés par terre et par mer. »

L'avenir était loin d'être aussi brillant pour Sherman. La fin de la guerre qui avait conduit l'armée du général Scott à Mexico, avait fait disparaître pour lui toute chance de se distinguer dans la carrière militaire. La fièvre de l'or allait rendre insupportable la vie des officiers en Californie. Tous leurs soldats désertaient pour aller aux mines, où le moindre salaire était de dix dollars par jour. Il fallut recourir à tous les expédiens pour vivre; toute prévision commerciale avait été devancée par l'arrivée subite de la foule imprévoyante des chercheurs d'or; les objets de première nécessité atteignaient des prix exorbitans. Sherman et son chef se tirèrent d'affaire en vendant l'excédant de leurs rations qu'ils touchaient en nature, et dont la valeur était énorme. Sherman se créa aussi quelques ressources en se faisant géomètre à ses momens perdus pour

le compte des particuliers; mais l'existence ainsi partagée entre les nécessités de la vie et un service militaire qui n'était plus que routine ne pouvait convenir à une nature comme la sienne; il se fit renvoyer à Washington.

Quelles étaient ses intentions en se rendant au siége du gouvernement? Il ne le dit pas. Voulait-il déjà quitter l'armée? C'est probable. Il se maria. Sa promotion au grade de capitaine coïncida avec son mariage, et il fut successivement employé à Saint-Louis et à la Nouvelle-Orléans; mais, deux ans après, nous le voyons demander un congé indéfini, et alors il repart pour San-Francisco comme associé à l'une des principales maisons de banque. Six ans s'étaient écoulés depuis le jour où le jeune lieutenant d'artillerie avait attaché son cheval à une des masures du village de Yerba-Buena, et San-Francisco était déjà grande ville; les banques et les établissemens de tout genre y pullulaient.

Au moment d'y arriver, Sherman faillit être victime de graves accidens. Le paquebot qui le portait, trompé par la brume, fit naufrage. C'était pendant la nuit; la surprise mit quelque confusion à bord; les passagers, ne sachant pas si le navire pourrait résister aux secousses qu'il recevait, voulurent se jeter dans les embarcations. Au premier qui essaya de forcer la consigne, le capitaine dit tout bas, mais résolûment : « Si vous touchez à cela, je vous fais sauter la cervelle. » Sherman l'entendit, et, dans un pareil moment, ce langage un peu raide lui causa la plus vive satisfaction. En effet, le navire était perdu, mais, grâce à l'ordre maintenu, tout le monde, après une nuit d'angoisses, fut mis à terre en sûreté. Sherman, resté un des derniers, débarqua à son tour, rejoignit sur la plage les passagers trempés et grelottans, puis s'offrit pour aller à la découverte, en quête de secours. Des traces de chevaux le conduisirent à une crique où il trouva une goëlette qui, le brouillard levé, partait pour San-Francisco, chargée de bois. Sauter à bord fut l'affaire d'un instant; mais un malheur n'arrive jamais seul. En donnant dans la passe des *Heads*, la goëlette, prise en sens contraire par un grain et le jusant, chavira. Sherman se sauva à la nage, fut recueilli par une barque et déposé par elle au pied du fort de la Pointe, qui défend l'entrée de la baie. Tout ruisselant d'eau, mais sans plus s'en inquiéter, il envoya sa carte à l'officier qui y commandait et gagna San-Francisco. « Deux naufrages le même jour étaient, dit-il, de mauvais augure pour le début d'une nouvelle et pacifique carrière. »

C'était en effet une carrière toute nouvelle pour lui que celle de gérant d'une maison de banque; cependant une année n'était pas écoulée, qu'il y faisait preuve de cette sagacité qui a marqué tous les actes de sa vie. A cette époque, la fièvre de la spéculation avait

remplacé à San-Francisco la fièvre de l'or. Sherman ne s'y laissa pas entraîner, et bien lui en prit.

La principale banque de la ville était commanditée par une grande maison de New-York, Page et Bacon. Sur le bruit que cette maison était fortement engagée dans une entreprise de chemin de fer d'un succès douteux, Sherman, prévoyant une catastrophe, avait prudemment resserré ses opérations, refusé tout emprunt nouveau, tout renouvellement, et usé de tous les moyens pour augmenter son encaisse. Tout à coup un paquebot accoste au quai, et la nouvelle se répand à l'instant que Page et Bacon ont fait faillite. La succursale californienne suspend aussitôt ses paiemens, une autre grande maison l'imite, et il se produit une de ces paniques que les Anglais appellent un *run*, littéralement une course sur toutes les banques. Presque tous ces établissemens ferment leurs portes. C'est le moment que Sherman avait patiemment attendu; il a pesé toutes ses ressources, il tiendra tête à l'orage. Le lendemain, dès le matin, une foule considérable remplit la rue; aussitôt les portes ouvertes, sa banque est envahie. Suivant l'usage, les créanciers les plus bruyans et les plus pressés sont les petits dépositaires, hommes et femmes; ensuite ceux qui avaient un compte considérable se montrent à leur tour et réclament leur remboursement. Le côté comique ne manque pas au tableau, et Sherman assiste à la scène, souvent décrite, de l'homme qui se fait écraser pour parvenir plus tôt jusqu'au comptoir, y réclame à grands cris son argent, et, tout surpris, ne sait plus qu'en faire dès qu'on le lui remet. Cependant des amis arrivent qui se contentent de demander à Sherman sa parole qu'il n'y a pas de danger; puis on fait donner les réserves, d'autres amis viennent déposer ostensiblement quelques milliers de dollars. Devant toutes ces scènes, Sherman reste impassible, impénétrable; mais la journée a été rude, et le soir le compte indique que, si le lendemain les remboursemens sont demandés dans la même proportion, il faudra suspendre les paiemens. Aussi, la nuit venue, Sherman fait seller son cheval, et le voilà en campagne, allant de débiteur en débiteur. Il trouve le premier, le principal, au comble de la détresse, accablé, s'essuyant le front avec une éponge : « Je vous attendais... Je ne puis rien... J'ai essayé d'emprunter à tout prix, mais dans ce moment tout le monde couche sur son argent. » Plus loin, Sherman est plus heureux. Malgré cela, quand l'heure arrive, il ne sait trop ce qui va se passer; mais la matinée est sereine, l'orage est apaisé, la banque est sauvée, et, après avoir traversé une pareille crise, la réputation de Sherman est faite. Toutes les batailles de la vie se ressemblent, et, pour gagner les unes ou les autres, il faut les mêmes qualités, la même pénétration, la même prévoyance, la même fermeté.

Malgré la position que ce succès lui avait faite, Sherman ne tarde guère à renoncer à son rôle de banquier, à cause d'un incident où nous retrouvons encore le soldat. Sa popularité parmi les habitans de San-Francisco l'avait fait élire général des milices, sorte de garde nationale placée aux ordres des autorités locales. Prenant son titre au sérieux, il avait proposé de réprimer par la force de graves désordres qui s'étaient produits dans la ville, et avait demandé qu'on lui remît les armes nécessaires. Elles lui avaient été refusées; il avait immédiatement donné sa démission. Le spectacle de l'anarchie qui s'ensuivit lui était odieux; aussi en mai 1857 quittait-il la Californie. Il revint à Lancaster dans l'Ohio, son pays, son *home;* mais il fallait vivre et faire vivre une femme et quatre enfans, tous habitués à un bien-être plus qu'ordinaire.

Sherman ne perdait jamais le temps en hésitations. La question posée était aussitôt résolue. De banquier, il se fait avoué, s'associe avec un de ses beaux-frères et établit l'étude de Sherman et Ewing à Leavenworth, Kansas, une de ces villes de l'ouest dont la rapide croissance confond toujours nos idées européennes. En Amérique, l'enseignement du droit fait partie du programme de toutes les écoles; mais, bien que Sherman, dans le cours de ses études militaires, eût lu Blackstone, Kent, etc., il sentait bien qu'il n'était pas fait pour être homme de loi. Aussi laissait-il à son beau-frère le soin de plaider devant les tribunaux, se réservant les courses, les rentrées, les agences de toute sorte. Cependant, dit-il, « comme l'étude portait mon nom, je crus devoir prendre une patente. En conséquence, un jour que le juge des États-Unis, Lecomte, se trouvait dans notre cabinet, je lui en parlai. Il me dit d'aller trouver son greffier, qui me la donnerait. Je lui demandai quelle sorte d'examen j'aurais à subir. — Aucun, dit-il, je vous admettrai comme très intelligent. » Et certes à ce titre jamais patente ne fut mieux placée. Il faut dire aussi que le rôle d'un avoué dans ces parages ne répond pas à l'idée que nous nous en faisons d'après celui qu'il remplit chez nous. Sherman reçut comme tel l'entreprise de la réparation d'une route militaire conduisant au fort Riley, situé à 130 milles dans l'ouest. Le pays est à peine habité, il y a autant d'Indiens que de blancs; cependant on rencontre çà et là un embryon de ville. En arrivant à une de ces stations dans l'ambulance à quatre mules avec laquelle il voyage, Sherman trouve tout le monde abattu par la fièvre; son cocher la prend à son tour, et le voilà avoué, entrepreneur, cocher et cuisinier tout à la fois. Malgré cela, malgré les obstacles qui naissent à chaque pas, il exécute son contrat et revient; mais les revenus de l'étude sont insuffisans. Il en est de même d'un essai de défrichement que Sherman entreprend comme fermier.

En désespoir de cause, il écrit à Washington pour demander si on

veut le reprendre dans l'armée comme officier-payeur, ou à n'importe quel titre. Sherman avait des amis à Washington; par leur entremise, par celle des parens de son ancien colonel, qui appartenait à une des premières familles de la Louisiane, il est nommé directeur d'une école militaire que les autorités de cet état venaient de fonder. Cette situation lui convenait parfaitement. Il accourt aussitôt. De son école, il n'existait encore que les quatre murs, gardés par un charpentier et une vieille négresse qui lui faisait la cuisine. Sherman se met en ménage avec eux, et avec l'aide du charpentier commence la construction des tables, des bancs, des tableaux noirs et de tout le matériel de l'établissement. En même temps, il enrôle tout un état-major de professeurs, anciens élèves de West-Point, car il veut que le collége d'Alexandrie se modèle sur la fameuse école où il a reçu son éducation. Le cours de génie civil et militaire sera fait par lui. Tout marche à souhait; la jeunesse de la Louisiane vient suivre ses leçons. Beauregard, qui va bientôt devenir son adversaire sur plus d'un champ de bataille, y envoie ses deux fils.

Nous sommes en 1860, et les événemens politiques se précipitent. L'élection de M. Lincoln éclate comme un coup de tonnerre. Le candidat du nord l'emporte sur le candidat du sud. Les états du sud, du moment que la majorité leur échappe, ne veulent plus de l'union, et le mouvement séparatiste commence. Sherman, bien qu'il ne partage pas les passions des abolitionistes, considère néanmoins la sécession comme un acte de trahison qui mène forcément à la guerre. « Jamais, s'écrie-t-il, le nord et l'ouest ne permettront que le cours du Mississipi échappe à leur contrôle.» Mais rien ne peut arrêter le torrent déchaîné. L'état de la Caroline du sud se sépare de l'Union; la Louisiane suit le mouvement; la doctrine que chaque état a le droit absolu (*state's rights*) de se séparer de l'Union par sa seule volonté, et de contracter telle alliance qu'il lui plaira, est proclamée. Tandis que les meneurs de l'insurrection brusquent les choses, forment la confédération des états du sud et élisent président M. Jefferson Davis, le nord assiste à ce démembrement de l'empire avec une indifférence apparente et dans une inaction dont Sherman ne revient pas. Les milices louisianaises attaquent l'arsenal fédéral, défendu par un capitaine Haskins qui se rend. « Haskins, dit Sherman, aurait dû défendre son poste jusqu'à la mort, mais jusqu'ici le gouvernement national de Washington avait montré une telle pusillanimité que les officiers de l'armée ne savaient ce qu'ils devaient faire. » Comme on voit, les révolutions se ressemblent partout. Après cet exploit, les armes enlevées aux autorités fédérales sont déposées au collége même dont Sherman est directeur, et lui, l'ancien officier de l'armée, se trouve condamné à être le recéleur de ces caisses bien connues sur lesquelles on a simple-

ment gratté l'emblème national U. S., comme en d'autres pays on gratte le chiffre du souverain déchu. Accepter ce rôle, continuer à enseigner l'art de la guerre à des jeunes gens qui vont peut-être porter les armes contre son pays, lui fait horreur. Il donne sa démission et retourne au nord.

Au moment où il quitte la Nouvelle-Orléans, le drapeau de l'Union avait partout disparu; il était remplacé par le pélican de la Louisiane. Des processions parcouraient les rues pour célébrer la délivrance; le despotisme du gouvernement des États-Unis n'existait plus, chacun affectait de regarder le changement comme définitif. La chose était inévitable, dit à Sherman un vieil officier de l'armée qui venait d'accepter un commandement des rebelles, « la sécession est un succès complet; il n'y aura pas de guerre, mais les deux gouvernemens arrangeront tout entre eux à l'amiable, et chacun vaquera à ses affaires sans plus de difficultés. »

Cependant, malgré cette confiance, les confédérés levaient et armaient des troupes, et devant ce spectacle Sherman s'indignait de plus en plus de ne pas voir venir de Washington le moindre signe d'efforts pour rétablir l'autorité nationale. A cette époque, son frère, abolitioniste déclaré, était sénateur des États-Unis. Sherman va le trouver à Washington. Le sénateur le mène à M. Lincoln. Cette première entrevue eut lieu dans une des salles de la Maison-Blanche et ne fut pas sympathique. « Mon frère, dit le sénateur, arrive de la Louisiane et peut donner quelques renseignemens. — Ah! dit M. Lincoln, comment cela va-t-il là-bas?.. — Ils pensent qu'on les laissera tout faire... ils se préparent ouvertement à la guerre, répondis-je. — Oh! dit-il, je suppose qu'on trouvera bien moyen de faire aller la boutique. — Ces mots me coupèrent la parole, je ne répondis plus rien; mais en sortant, profondément désappointé, j'éclatai contre mon frère John, maudissant tous les *politicians* en général : Vous avez amené le pays dans un enfer, tirez-vous-en comme vous pourrez. »

Rien ne put retenir Sherman; il se fit élire président d'une compagnie de chemin de fer, et partit pour Saint-Louis (Missouri) avec sa famille, résolu à se tenir complétement en dehors des événemens. Était-ce possible? Le Missouri, placé entre les états du sud et les états du nord, était divisé en deux camps. Une moitié de la population sympathisait avec les séparatistes, l'autre avec les unionistes. Cette profonde division se retrouvait à Saint-Louis. Dans un camp d'instruction pour les milices d'état situé à la porte de la ville, toute la jeunesse esclavagiste était réunie en armes. Dans la ville se trouvait un régiment d'infanterie régulière fédérale, et quelques corps de volontaires allemands partisans du nord, levés par Frank Blair, frère d'un des ministres de M. Lincoln. Dans une

pareille situation, une collision était inévitable; aussi Sherman fut-il peu surpris d'entendre crier un matin que les *Allemands* avaient marché contre le camp Jackson. Les mesures avaient été bien prises : les miliciens séparatistes se rendirent sans coup férir; mais avant la fin du jour survint un de ces accidens si fréquens en révolution. Laissons notre héros le raconter.

« Je m'en allais dans la direction du camp avec mon petit garçon Willie. Au haut d'Olive-street, en face de Lindell's-grove, je trouvai le régiment de Frank Blair, les rangs ouverts, et au milieu les prisonniers du camp. La foule s'était rassemblée à l'entour, appelant les prisonniers par leurs noms, quelques-uns criant hurrah pour Jefferson Davis, d'autres encourageant les troupes. Il y avait là des hommes, des femmes et des enfans. » A ce moment, un homme ivre voulut traverser la colonne; un sergent le repoussa rudement et le fit tomber. L'homme se releva, ramassa son chapeau, puis, tirant un pistolet de sa poche, fit feu et blessa un officier. « Le régiment s'arrêta. Il y eut un moment de confusion, et les soldats commencèrent à tirer. J'entendis les balles dans les feuilles des arbres au-dessus de nous, et je vis les hommes et les femmes, dont quelques-uns étaient blessés, courir dans toutes les directions. Charles Ewing jeta mon fils Willie par terre et le couvrit de son corps. Je me jetai aussi à plat ventre. Le feu, commencé en tête du régiment, s'étendit jusqu'à la queue, et, comme je vis que les hommes rechargeaient, j'enlevai Willie et me précipitai avec lui dans un égout, qui nous protégea. Une femme, un enfant et deux ou trois hommes étaient tués. »

Après cela et après le bombardement du fort Sumter à Charleston, la lutte était commencée; une carrière s'ouvrait pour tous ceux qui se sentaient les qualités et les connaissances de l'homme de guerre. Sherman le comprit. Il s'offrit pour commander non pas des volontaires levés pour trois mois, sorte de soldats pour lesquels il avait un profond mépris, mais des hommes enrôlés pour trois ans, « qu'un officier a le temps de préparer, et avec lesquels il peut rendre de bons services. » La réponse ne se fit pas attendre. Dans la disette d'hommes où l'on était, tous les anciens officiers étaient les bien-venus; il fut nommé d'emblée colonel, et appelé immédiatement à Washington.

Ici s'arrête la première partie de la carrière de Sherman. Le voilà arrivé à l'âge où l'homme est dans toute sa force, l'intelligence dans toute sa puissance. Laborieusement, honorablement, il a lutté sans relâche contre toutes les vicissitudes, toutes les déceptions de la vie. Son éducation est complète. Sorti d'une des premières écoles du monde, il a appris en Californie quels sont les besoins et les lois indispensables de toute société. Chef d'une grande maison de

banque, le maniement des affaires et des hommes n'a rien de caché pour lui. Chacune des positions qu'il a occupées a ajouté quelque chose à son expérience. Dans toutes, il a fait preuve d'une rare fermeté et d'une sagacité plus rare encore. Nous allons le voir appliquer ces qualités à la conduite d'une grande guerre.

II.

Tout le monde sait quelle était la situation de Washington au moment où éclatait la guerre de sécession. Ce Versailles américain, jusqu'alors le point central du plus pacifique des empires, se trouvait subitement transformé en ville frontière, et menacé par une armée ennemie dont les avant-postes s'apercevaient de l'autre côté du Potomac. Pour résister à une attaque dont aucun Américain n'avait jamais rêvé la possibilité, il fallait tout improviser, tout créer. Des troupes régulières, entretenues jusque-là par le gouvernement des États-Unis et dispersées sur son vaste territoire, on n'avait pu recueillir que d'infimes détachemens, et la moitié de leurs officiers, originaires des états séparatistes, avaient passé à l'ennemi. Les premières mesures prises pour suppléer à cette détresse militaire avaient été ridiculement insuffisantes. On s'était borné à ordonner la levée de quelques régimens de ces volontaires engagés pour trois mois, sorte de garde mobile élisant ses officiers, pour laquelle Sherman, avons-nous vu, professait un si profond mépris. Peu après, il est vrai, l'étendue du danger se révélant à tous les yeux, M. Lincoln avait demandé au congrès 400,000 hommes engagés pour trois ans, et 400 millions de dollars; mais pour rassembler et équiper 400,000 hommes il fallait du temps. Les vieux officiers voulaient qu'on fît tout au monde pour en gagner. Ils avaient, dès les premiers jours, fait construire sur la rive virginienne du Potomac une série d'ouvrages, sorte de tête de pont et de camp retranché qui, mettant la capitale à l'abri d'un coup de main, auraient permis d'attendre la réunion d'une force suffisante pour prendre avec succès l'offensive.

Les exigences de la foule sont les mêmes partout. Malheur aux gouvernemens condamnés à leur obéir! La vue des uniformes, le défilé, l'enthousiasme bruyant des volontaires de trois mois qui remplissaient Washington, troublèrent toutes les têtes. Le cri de : *à Richmond!* poussé par le congrès, par les journaux, par les badauds, fit taire les conseils de la froide raison. Les hommes qui ne s'exposent jamais, qui ne se battent qu'à coups d'injures et de calomnies, émirent des doutes cruels sur le courage des chefs qui résistaient à cet entraînement et voulaient attendre, pour se faire tuer, de pouvoir le faire utilement pour la patrie. La marche im-

médiate en avant fut décidée. Aussi, à peine débarqué, Sherman se vit-il investi du commandement d'une brigade; c'est en cette qualité, avec des soldats braves, mais « sans cohésion, sans discipline, sans respect de l'autorité, » qu'il dut faire, quelques jours après, ses premières armes, et prendre part à la désastreuse bataille de *Bull's-Run*. Il y alla sans enthousiasme, mais il en revint sans découragement, et, dès le premier jour, indifférent aux émotions du champ de bataille, l'homme de guerre vit juste. Laissons-le raconter ses impressions personnelles sur cette journée où il perdit son innocence de soldat.

« J'ai encore présent devant mes yeux l'affaire du gué de *Blackburn* où, pour la première fois de ma vie, je vis les boulets abattre des hommes et frapper dans les arbres tout autour de moi, et où, pour la première fois aussi, je fus témoin de l'écœurante confusion qui règne toujours en arrière d'une ligne de bataille; puis la marche de nuit de Centreville sur la route de Warrenton et l'interminable halte de plusieurs heures, dont personne ne comprenait le but; le déploiement en ligne dans les champs qui descendaient au ruisseau de Bull; la terrible épouvante d'un malheureux nègre pris entre deux feux; le passage du ruisseau avec la crainte d'être fusillé par derrière par mes propres soldats; la mort du colonel Haggerty, tué sous mes yeux, et les scènes nouvelles pour moi d'un champ de bataille couvert d'hommes et de chevaux morts. Pendant deux heures nous nous ruâmes sur ces bois remplis de rebelles; j'étais convaincu de leur complète désorganisation. Ils s'arrêtaient pour profiter de l'abri des bois, tandis que, pour arriver à eux, nous avions à traverser des champs découverts qui leur donnaient un avantage décidé. Après avoir engagé successivement mes quatre bataillons et les avoir vus repoussés l'un après l'autre derrière les remblais de la route, je n'avais aucune idée que nous fussions battus. Je reformais mes régimens, et je ne demandais qu'un peu de repos, quand je m'aperçus que ma brigade était presque seule. »

Selon lui, les deux armées s'étaient mutuellement repoussées, et « n'importe laquelle des deux eût tenu ferme eût décidé la fuite de l'autre. » Il avait parfaitement raison, et dès le premier jour son coup d'œil lui révélait ce qui advient dans la plupart des batailles; mais pour tenir ferme, ou mieux, pour reprendre l'offensive le lendemain d'une lutte indécise, il faut un chef assez résolu pour le tenter, assez sûr de ses soldats pour le leur demander. Dans le cas actuel, ce fut l'armée à laquelle il appartenait qui se retira, et, au milieu d'une foule désorganisée, cependant « peu émue, » il dut regagner ses anciens cantonnemens.

A l'abri des ouvrages de Washington commença le travail laborieux de la réorganisation. Les hommes s'étaient bien battus, mais ils

étaient déjà fatigués de la guerre et voulaient s'en aller. Ils devinrent si mutins que des régimens entiers durent être, comme mesure disciplinaire, déportés en Floride, et que Sherman dut un jour faire mettre des canons en batterie devant sa propre brigade, en menaçant de la mitrailler.

Un autre jour, il lui arriva l'aventure suivante. C'était le matin. L'appel et le rapport venaient d'être faits. On avait rompu les rangs lorsqu'au milieu des soldats, qui sortaient en foule du fort où ils étaient campés, il vit venir à lui un officier : « Colonel, me dit-il, je vais à New-York. Que puis-je faire pour votre service? — Comment, répondis-je, pouvez-vous aller à New-York? Je ne me souviens pas d'avoir signé votre permission. — Non, en effet, mais je n'ai pas besoin de votre permission. Je me suis engagé à servir pour trois mois; les trois mois sont dépassés. Que le gouvernement me retienne la paie qu'il me doit, cela m'est bien égal. Je suis avocat. J'ai négligé mes affaires suffisamment, et je m'en vais. — Je remarquai alors que bon nombre de soldats s'étaient arrêtés pour l'écouter, et je vis que, si cet officier pouvait me défier, ils feraient tous de même. Je lui dis donc sèchement : — Capitaine, cette question de votre temps de service a été soumise à qui de droit, et la décision prise a été publiée. Vous êtes soldat et vous devez obéir jusqu'à votre congé dûment en règle. Si vous essayez de vous en aller sans ordre, ce sera un acte de révolte, et je vous tuerai comme un chien. Rentrez dans le fort maintenant..., *à l'instant*, et gardez-vous d'en sortir sans mon ordre. — J'avais une capote, et *peut-être* ma main était-elle dans ma poitrine. Il me regarda fixement, hésita et rentra dans le fort. »

Quelques heures après, Sherman rencontra le président Lincoln qui passait en voiture découverte avec M. Seward et allait visiter le camp. Il lui demanda s'il comptait haranguer les soldats, et, sur sa réponse affirmative, il le pria de vouloir bien décourager les cris, les acclamations, la confusion, ajoutant qu'il y avait eu assez de hurrah! avant et après *Bull's-Run* pour désorganiser les meilleures troupes. Ce qu'il fallait, c'étaient de vrais combattans et des hommes de sang-froid. « Plus de braillards, plus de faiseurs d'embarras! » Cela dit, les troupes furent rassemblées, et M. Lincoln, debout dans sa voiture, fit son *speech*. A un passage de son discours, les soldats commencèrent à l'acclamer. « Ne criez pas, enfans, dit-il; j'avoue que, quant à moi, j'aime assez les hurrahs; mais le colonel Sherman dit que ce n'est pas militaire, et ce que nous avons de mieux à faire, c'est de nous rendre à son opinion. » En terminant, il ajouta que, comme président, il était commandant en chef, et demandait que quiconque avait une réclamation à faire s'adressât à lui. « A ce moment, dit Sherman, je vis dans la foule l'officier que j'avais remis à sa place le matin. Sa figure était pâle et ses lèvres serrées.

Je prévis une scène. Il se fraya un chemin dans la foule jusqu'à la voiture et dit : — Monsieur le président, j'ai une plainte à faire. Ce matin, je suis allé parler au colonel Sherman, et il a menacé de me brûler la cervelle. — M. Lincoln, toujours debout dans sa voiture : — Menacé de vous brûler la cervelle? — Oui, monsieur, il a menacé de me brûler la cervelle. — M. Lincoln le regarda, puis moi, et, baissant son grand corps maigre vers l'officier, lui dit à l'oreille sur le ton d'une confidence de théâtre, mais assez haut pour être entendu de tous : — Eh bien ! monsieur, si j'étais à votre place et s'il me menaçait de me brûler la cervelle, je ne m'y fierais pas, car je crois qu'il serait très capable de le faire. » L'officier disparut, les hommes se mirent à rire, et Sherman remercia le président en l'assurant que ce qu'il avait fait l'aiderait puissamment à maintenir la discipline. De ce jour data la confiance mutuelle que ces deux hommes se sont témoignée à travers tant d'événemens.

Laissons l'armée du Potomac se refaire et se préparer à de nouvelles luttes, et suivons Sherman, qu'un ordre du ministre de la guerre envoie dans l'ouest, où désormais se fera toute sa carrière. Dégoûté de l'intervention des *politicians* dans les affaires militaires, il sollicite avant de partir, et comme une faveur, de n'être employé que dans une position secondaire. M. Lincoln se hâte de le lui accorder, en ajoutant que ses plus grandes difficultés viennent de la foule de généraux, qui veulent tous au contraire être à la tête des affaires ou commander en chef. Un poste subalterne est en effet assigné à Sherman à Louisville, sur l'Ohio. Il est chargé d'y organiser une défense locale et il s'acquitte de sa charge avec vigueur; mais il reconnaît tout de suite l'inanité des petits projets, des petits moyens, du morcellement des efforts dans la lutte gigantesque qui commence, et dont, le premier, il entrevoit les proportions.

Un mot de digression est ici nécessaire.

Laissant de côté la Californie, désintéressée par son éloignement, et les territoires transmississipiens, à peine peuplés, le théâtre de la guerre va embrasser toute la contrée comprise entre l'Océan-Atlantique d'une part et le Mississipi de l'autre. Cette contrée est traversée du nord-est au sud-ouest par les Alleghany, chaîne de montagnes impropres aux opérations militaires, qui verse ses eaux à l'est dans l'Océan, à l'ouest dans le Mississipi. Transversalement deux cours d'eau partis de ces montagnes et se dirigeant, le Potomac à l'est, l'Ohio à l'ouest, tracent la limite entre les états du nord et les états à esclaves.

Dans la zone située à l'est des Alleghany se trouvent les deux capitales occupées par les deux gouvernemens rivaux, celui de M. Lincoln et celui de M. Jefferson Davis. Vingt-cinq lieues séparent les deux capitales. Sur ce terrain resserré entre les montagnes et la

mer, couvert de bois et coupé de nombreuses rivières, la lutte commencée à *Bull's-Run* va se poursuivre pendant quatre ans sans relâche, chacun voulant atteindre la capitale de son adversaire. Point de combinaisons militaires, point de grande stratégie. Le champ de manœuvres est trop étroit, trop fourré; les deux armées sont toujours en contact, mais retranchées toutes deux. Périodiquement l'une d'elles se jette sur l'autre, est invariablement repoussée et rentre aussitôt dans ses retranchemens, d'où il est également impossible de la débusquer. Des centaines de mille hommes sont consommées dans ce va-et-vient continuel; mais le nord est le plus peuplé : pour un soldat du sud tué, il peut en sacrifier trois ou quatre. Le jour viendra donc où, avec l'impitoyable logique de la guerre, cette effroyable lutte s'éteindra dans des flots de sang, à la suite de coups redoublés qui laisseront le sud sans combattans.

Dans la zone à l'ouest des Alleghany où Sherman est employé, la guerre aura un autre caractère. Là, les espaces sont immenses, sillonnés de grands cours d'eau navigables et traversés en tous sens par des voies ferrées. Ce pays magnifique, le grenier du monde, est riche en hommes, en chevaux, en denrées de tout genre. Si on laisse toutes ces ressources aux mains de l'ennemi, on doublera, on triplera sa puissance. Il sera alors assez fort pour franchir la ligne de l'Ohio et porter la dévastation dans les riches états du nord. Contre une pareille action toute défensive est impuissante, la ligne à défendre est trop étendue. Pour la prévenir, le nord n'a qu'un moyen : prendre l'offensive, attaquer résolûment, s'emparer des cours d'eau, désorganiser les chemins de fer, frapper à l'improviste, faire la guerre enfin, la véritable guerre, celle qui permet au génie d'un homme de déjouer toutes les conceptions des autres.

Voilà les réflexions que faisait le colonel Sherman dans son commandement de Louisville, quand il voyait disperser en petits paquets, pour une défensive grosse de désastres, des forces avec lesquelles *un chef*, — il était loin alors de penser que ce serait lui, — pourrait porter à l'ennemi des coups décisifs.

Apprenant que le ministre de la guerre, M. Cameron, était de passage à Louisville, il alla le voir. Il le trouva souffrant et étendu sur son lit dans une chambre d'hôtel pleine d'officiers, de *reporters* de journaux et d'autres personnes. Sherman refusa d'abord de s'expliquer devant tant d'étrangers; mais M. Cameron s'écrie : « Ce sont tous de mes amis ou des membres de ma famille, vous pouvez tout dire devant eux sans réticence. » Sherman lui exposa alors nettement ses idées sur la nécessité impérieuse de prendre l'offensive, et finit par lui dire que pour reconquérir l'ouest jusqu'au golfe du Mexique, ce ne serait pas trop de 200,000 hommes. « Grand Dieu ! s'écria M. Cameron en levant les bras en l'air, et où voulez-vous

que je les prenne? » Sherman affirma qu'il y avait une quantité d'hommes dans le nord prêts à venir, s'il voulait rétribuer leurs services. Il discuta ensuite le sujet complétement et amicalement, et crut avoir fait impression sur le ministre en lui démontrant la grandeur de la guerre qu'on allait avoir sur les bras, car il l'entendit recommander à l'adjudant-général Thomas de prendre note de sa conversation.

On en prit trop bien note, et les conséquences faillirent être désastreuses pour lui. A peine M. Cameron et sa suite furent-ils revenus à Washington qu'un journal, renseigné probablement par un des reporters qui avaient assisté à l'entrevue, en rendit compte et fit ressortir la proposition *insensée* d'avoir dans l'ouest une armée de 200,000 hommes. Tous les journaux répétèrent à l'envi cette indiscrétion en appuyant sur le mot *insensée*. Bientôt, comme la nouvelle allait en grossissant, l'épithète *insensée* passa de la proposition à son auteur, et les journaux se mirent à raconter douloureusement que le colonel Sherman était devenu *fou*. On se le répéta de bouche en bouche, et la rumeur arriva jusqu'à lui peu de jours après, juste au moment où il était transféré d'un commandement à un autre. L'opinion qu'il était *toqué* et *dérangé* le suivit dans son nouveau poste, où il fut entouré d'une surveillance pleine de ménagemens qui rendait toute autorité impossible. Enfin, dernier coup, sa femme, naturellement émue des rumeurs persistantes qui circulaient, accourut près de lui toute éplorée.

Maudissant les *reporters* et les journaux, Sherman comprit qu'il fallait laisser à l'orage le temps de se dissiper. Il prit un congé. Quand il revint, il trouva que les avis du *fou* avaient été suivis. De nombreuses troupes se concentraient; l'ordre de prendre l'offensive était donné, et, conséquence immédiate, non-seulement tout danger d'invasion avait disparu, non-seulement la confiance était revenue sur toute la frontière fédérale, mais c'était l'ennemi à son tour qui allait tomber dans l'erreur signalée par Sherman, former une longue ligne de défense et offrir ainsi une occasion éclatante de succès aux armées de l'Union. Pour diriger à la fois le mouvement offensif et toutes les opérations militaires dans l'ouest, on avait envoyé de Washington à Saint-Louis un habile homme, un organisateur de la victoire à la Carnot, un de ces généraux qui gagnent les batailles du fond de leur cabinet.

Un soir, Sherman se trouvait seul avec lui et le chef d'état-major, lorsqu'eut lieu entre eux un entretien dont la mise en scène a le tort de rappeler celle d'une opérette célèbre, mais qu'il faut pourtant rapporter. Le commandant en chef ayant à côté de lui ses deux interlocuteurs était « devant une carte étalée sur sa table, un grand crayon à la main; il demanda : — Où est la ligne des positions re-

belles? Le chef d'état-major prit le crayon et traça une ligne passant par Bowling-Green, etc. — Voilà leurs positions, dit le commandant en chef. Maintenant par où vaut-il mieux couper leur ligne? — Ici le chef d'état-major ou moi, dit Sherman, dont la modestie emploie toujours en pareil cas le dubitatif, répondit : Naturellement par le milieu. — Le général traça alors avec son crayon une ligne perpendiculaire par le milieu, qui se trouva coïncider presque avec le cours de la rivière Tenessee, et dit : — Voilà la vraie ligne d'opérations. »

Un mois après le jour où le *grand crayon* du général de cabinet avait ainsi ébauché le plan de campagne, un général de combat, qui paraissait pour la première fois sur la scène, l'exécutait avec une rare énergie, brisait la ligne ennemie, tombait successivement sur ses tronçons séparés, puis marchait en avant, refoulant et désorganisant tout devant lui, sans s'inquiéter des cris et des colères du Carnot de Saint-Louis, dont l'horlogerie militaire était toute détraquée par ces brusques opérations. Ce jeune général était Grant, le président actuel des États-Unis, et Sherman, son ami, son émule, était heureux d'aller servir sous ses ordres avec le commandement d'une division.

A peine l'a-t-il rejoint qu'il est appelé à prendre part à une des plus terribles batailles de la guerre, la bataille de Siloh. Grant, poursuivant ses premiers succès et voulant se saisir rapidement d'une ligne de chemin de fer importante, a remonté avec une flottille la rivière Tenessee, et débarqué une partie de son armée sur ses rives, tandis que le reste de ses forces suit par terre à marches forcées; mais avant que ces renforts aient eu le temps d'arriver, Sherman, allant en reconnaissance, reçoit une volée de coups de fusil qui tue son planton, puis il voit reluire les baïonnettes de grandes masses d'infanterie, et en un instant les fédéraux sont attaqués par des forces très supérieures. Adossés à une large rivière, ils ne peuvent être tournés; mais il n'y a point de retraite, et le premier choc est si rude qu'un mouvement de recul se manifeste. Il est heureusement arrêté grâce à Sherman et à l'ascendant qu'il exerce déjà. Son cheval est tué, deux de ses brigadiers gisent sur le sol, ses pertes sont grandes; mais on lutte toute la journée et on finit par atteindre le port de refuge des armées en détresse, la nuit.

A ce moment, Grant et Sherman se rencontrent. La moitié de leur armée a disparu; néanmoins ces deux chefs résolus décident, séance tenante, malgré le désordre, l'incertitude, la fatigue, la pluie, les émotions de toute sorte, de recommencer le combat le lendemain. Dans cette espèce de conseil, Sherman avait apporté les mêmes impressions qu'après *Bull's-Run*. De son côté, Grant en avait éprouvé

d'identiques. « Il m'ordonna, dit Sherman, de reprendre l'offensive au jour, disant qu'ainsi qu'il l'avait déjà observé à Donelson, des deux côtés on semblait battu, et que celui des deux qui reprendrait résolûment l'offensive était sûr de l'emporter. »

Grand exemple de ténacité, de promptitude de jugement et de décision, les premières qualités du chef de guerre! Admirons aussi les soldats qui répondirent à cet appel et qui retournèrent vigoureusement à l'attaque le lendemain d'un échec, car ni eux, ni Grant, ni Sherman ne savaient à cette heure que l'assaillant devant lequel ils avaient dû plier, avait perdu 12,000 hommes dans la lutte. Tous ignoraient que le chef ennemi, Sydney Johnston, avait été tué. Tout au plus Grant et Sherman avaient-ils été avertis de l'approche des renforts dont les confédérés avaient voulu prévenir la jonction avec eux. Le soir même de la bataille, la tête de colonne de ces troupes parut en effet, mais de l'autre côté de la rivière, et une heure et demie après sa décisive entrevue avec Grant, Sherman vit arriver à son bivouac leur chef, le général Buel, qui les avait précédés. En débarquant, Buel avait été salué par les clameurs des poltrons, des fuyards, des non-combattans de toute espèce, entassés au bord du fleuve, qui déclaraient tous l'armée battue et entièrement détruite. Ce spectacle et la vue des scènes qui font l'arrière-plan inévitable d'une bataille sanglante l'avaient fortement impressionné. Sherman fit tous ses efforts pour le rassurer, mais sans succès apparent. Peut-être Buel voyait-il toujours en lui le *toqué*, le *cerveau brûlé* des journalistes. « Il semblait, dit Sherman, se défier de moi, et répétait sans cesse qu'il n'aimait pas l'aspect des affaires, particulièrement au débarcadère. J'eus réellement peur qu'il ne refusât de faire traverser la rivière à ses troupes pendant la nuit, de crainte de grossir encore notre complet désastre. »

Buel laissa Sherman dans cette cruelle angoisse; cependant il finit par passer, et, lorsque le lendemain la bataille eut repris avec furie, on vit apparaître au milieu des fédéraux de longues colonnes à rangs bien remplis. Alors arriva ce qui se voit à la chasse, quand le relai inespéré est donné au milieu de la meute épuisée; toutes les fatigues furent oubliées en un instant, et l'armée entière se précipita sur l'ennemi, qui battit promptement en retraite. Le troisième jour, après ces quarante-huit heures d'anxiétés et d'efforts, quand tous prenaient un repos indispensable, nous retrouvons Sherman, à la tête de la cavalerie, combattant encore, harcelant, poursuivant l'ennemi, ramassant les prisonniers et ne s'arrêtant qu'après avoir constaté et assuré l'étendue de la victoire. Voilà le Sherman du champ de bataille. Tel il a été là, et tel il sera dans toutes les luttes auxquelles il prendra part : une tête froide sur un corps de fer, le jugement et la décision aussi justes, aussi

prompts l'un que l'autre. Point d'ambition, point de désir hâtif de paraître au premier rang où la force des choses va le faire monter. Bien au contraire! et quand une tâche lui incombe, il l'exécute, il en poursuit le succès par tous les moyens, avec une volonté, une résolution, une fermeté inébranlables, enfin avec cette vaillance simple qui ne court au-devant d'aucun danger, et qui, au besoin, les dédaigne tous.

Après la bataille, Sherman se prit de querelle avec les journalistes, contre lesquels il avait déjà une rancune, et dont la présence à l'armée lui suggère les réflexions suivantes : « Ils n'y font que du mal, ne vivent que de cancans, ramassent, disséminent toutes les médisances, et finissent par se fixer au quartier-général de quelque chef qui trouve plus facile de se faire faire une réputation par eux que de la gagner à la tête de ses troupes. Enclins à prophétiser, à raconter des faits qui donnent l'éveil à l'ennemi, ils sont aussi obligés de voir les choses au point de vue de leurs patrons, et par suite ils entraînent les officiers de l'armée dans des controverses politiques, ce qui est à la fois dangereux et coupable. » La querelle dont nous parlons vint de ce que Grant, plus occupé de battre l'ennemi que de satisfaire la curiosité publique, ayant négligé de faire un rapport sur la bataille de Siloh, la presse y suppléa à sa manière. Recueillant tous les propos des gens d'arrière-garde, des chirurgiens civils, des membres des sociétés de secours aux blessés, etc., on affirma publiquement que « nous avions été surpris, que les rebelles nous avaient trouvés dans nos tentes, dans nos lits, que le général Grant était ivre! » Un M. Staunton, qui occupait un poste électif important dans l'état de l'Ohio, se fit le propagateur de ces bruits dans des lettres publiques. Piqué au vif par ces calomnies, Sherman répondit vertement et avec un tel succès que l'accusateur, déchu et mis au ban de l'opinion, ne fut plus désigné que sous le nom de *feu M. Staunton*. Quel dommage que les calomniateurs ne soient pas tous traités de la même façon!

Ce n'était pas fini cependant, et ces calomnies eurent un autre résultat. Qui vit-on apparaître au camp quelques jours après la bataille? Le général en chef de Saint-Louis, l'homme au grand crayon! Il venait pour *réorganiser* l'armée, et son premier soin fut d'en ôter le commandement à Grant, relégué dans les fonctions illusoires de commandant en second. Quelle récompense le lendemain d'un grand succès! Grant dévora l'affront pendant quelques jours, puis se décida à renoncer à sa carrière. Au premier bruit de cette résolution, Sherman accourt. — « Vous vous en allez! Pourquoi? — Sherman, vous savez, je gêne ici. J'ai tenu bon tant que j'ai pu; mais la mesure est comble, je m'en vais! » Sherman lui représenta que, s'il s'en allait, les événemens n'en suivraient pas moins leur cours;

seulement il serait oublié, tandis que, s'il restait, il surviendrait certainement quelque accident qui le remettrait à la place qu'il devait occuper. « Voyez-moi, dit-il, avant la bataille de Siloh j'avais été désarçonné par un misérable article de journal me traitant de fou; cette seule bataille m'a remis en selle. » Heureusement pour lui-même et pour son pays, Grant suivit le conseil de son ami. Le chef qui l'avait supplanté fut quelques jours après appelé là où était sa véritable place, dans les bureaux à Washington, et Grant fut remis à la tête de ses troupes.

Si à ce moment on avait continué à tenir réunies sous un seul chef toutes les forces fédérales, et à les pousser vigoureusement en avant, comme le demandait Sherman, on aurait pu obtenir en un an les résultats qu'on n'obtint qu'en trois ans; mais ces forces furent morcelées. A l'armée de Grant, secondée par la flotte de Porter, échut la tâche de reconquérir le cours entier du Mississipi. La bataille de Siloh avait livré la partie supérieure du fleuve; l'amiral Farragut, par la prise de la Nouvelle-Orléans, s'était rendu maître de la partie inférieure. Après une série de mouvemens, de batailles et d'entreprises de tout genre, Grant était arrêté devant Vicksburg, la grande citadelle qui barre le cours intermédiaire du Père-des-Eaux. C'est là que nous retrouvons Sherman, passé du commandement d'une division à celui d'un corps d'armée.

Au point de vue militaire et politique, il était nécessaire d'emporter rapidement Vicksburg; mais, bâtie sur une falaise dominant une courbe marécageuse du Mississipi, flanquée à droite et à gauche par deux affluens dont les deltas, sillonnés de nombreux *bayous*, s'étendaient au loin, défendue par 30,000 hommes, et protégée par une armée de secours sur le seul chemin de terre ferme par lequel on pût l'approcher, la place n'était pas facile à prendre. Plusieurs attaques avaient échoué. L'idée, bien américaine, de détourner le cours du Mississipi n'avait abouti qu'à de gigantesques et inutiles travaux. Sherman, Porter et Grant lui-même multipliaient les reconnaissances, remontaient les *bayous* et cherchaient à travers ces canaux étroits, obstrués par une végétation amphibie, une voie praticable.

Un jour, l'amiral Porter était en exploration dans un de ces canaux avec plusieurs canonnières cuirassées, lorsque Sherman entendit tout à coup retentir au loin le bruit des grosses pièces de marine. Dans la nuit arrive un nègre apportant un message de Porter roulé dans une feuille de tabac. L'amiral annonçait qu'il avait rencontré une force considérable d'infanterie et d'artillerie, que le canal était si étroit qu'il ne pouvait plus ni avancer, ni reculer sans échouer, et que toute manœuvre extérieure était impossible, quiconque se montrait hors des blindages étant immédiatement atteint

par le feu des tirailleurs ennemis embusqués derrière les arbres. Il demandait à Sherman de l'aider à sortir de ce guêpier le plus vite possible.

Celui-ci n'était pas homme à laisser un ami dans l'embarras, ni à confier à d'autres le soin de l'en tirer. Sans calculer à quelles forces il aura affaire, il fait réveiller quelques bataillons, les empile sur le seul bateau à vapeur qu'il ait sous la main et dans des chalands, et le voilà parti. La nuit est obscure; le bateau à vapeur remonte le bayou en dépit des obstacles, des arbres, des branches qui abattent ses cheminées et rasent son pont. Bientôt cependant il ne peut plus avancer; on débarque, et la marche continue par terre à travers des fourrés de roseaux où l'on s'éclaire avec des chandelles, à travers des marécages où l'on a de l'eau jusqu'à la poitrine, où les petits tambours portent leurs caisses sur leurs têtes, et les soldats leurs cartouches au cou. Les soldats, dit Sherman, étaient enchantés de voir leur général à pied comme eux, mais « nous leur donnâmes un bon spécimen de ce qui s'appelle marcher, car nous avions fait 28 kilomètres avant midi. » Un premier combat s'engage, et on culbute un détachement confédéré, accompagné de bandes de nègres armés de haches, qui abattaient les arbres du bayou en arrière de la flottille de Porter, afin d'obstruer son retour et de la retenir prisonnière; puis la marche est reprise et accélérée par le bruit répété du canon. Les soldats attrapent un cheval échappé de quelque plantation, sur lequel Sherman, couvert de boue, monte à poil, et c'est dans cet équipage qu'après avoir chassé les forces qui canonnaient et fusillaient la flottille fédérale, il paraît devant elle, salué comme un sauveur, par une immense acclamation. Porter sort d'un abri qu'il s'était fait sur le pont avec une section de cheminée, et on peut deviner si l'entrevue des deux amis fut cordiale, et quels sentimens de dévoûment tous portaient au chef audacieux sur qui chacun pouvait compter à l'heure du péril.

Cette dernière aventure prouvait surabondamment que l'attaque de Vicksburg par les bayous était impossible. Alors Grant prend son parti. Par un mouvement hardi, comprenant deux passages du Mississipi, il s'établit entre l'armée de secours du général Johnston, qu'il bat, et la place, qu'un siége de six semaines lui livre avec toute sa garnison. La prise de Vicksburg terminait la plus importante entreprise de la guerre civile. Le cours entier du Mississipi était aux mains des fédéraux, et le grand fleuve allait, suivant l'expression de M. Lincoln, couler, *sans être taquiné*, de sa source à la mer.

Après cet événement, un changement notable se fait dans l'esprit et dans les idées de Sherman. Jusqu'ici il a été le plus intelligent, le plus clairvoyant, le plus résolu et le plus subordonné des lieutenans, mais voilà tout. Ayant la politique en horreur, il s'est

en toute circonstance exclusivement renfermé dans son rôle de soldat. Si, comme tel, il a dû être quelquefois impitoyable vis-à-vis des populations des états insurgés, l'homme s'est montré bienveillant pour elles. Gouverneur temporaire de Memphis, grande ville reprise aux confédérés, il a mis tous ses soins à y effacer les dernières traces de la guerre civile. Par ses ordres, les églises, les écoles, les théâtres, les magasins, se sont rouverts, la municipalité a repris ses fonctions, les journaux mêmes ont été autorisés à reparaître (1). Après la capitulation de Vicksburg, il se met à un autre point de vue. Ce grand succès, qui assurait le rétablissement de l'autorité fédérale dans l'ouest, avait coïncidé avec une victoire défensive, il est vrai, mais non moins importante, remportée par l'armée du Potomac aux environs de Washington, la bataille de Gettysburg. Selon Sherman et bien d'autres, ces deux faits de guerre simultanés, ces deux échecs des confédérés auraient dû marquer la fin de la lutte. Leur point d'honneur était sauf; ils avaient vaillamment combattu, mais la fortune se tournait contre eux, le moment était venu de se soumettre à la loi du plus fort, et d'arrêter l'effusion du sang et des dévastations désormais sans but; or ni les chefs ni la population rebelle ne l'entendaient ainsi. Le gouvernement confédéré n'avait aucun intérêt à traiter. Il n'y a que les gouvernemens à longues perspectives qui sachent braver l'impopularité en traitant à temps pour sauvegarder l'avenir. Un pouvoir éphémère, au contraire, n'ayant de justification que dans le succès, est condamné à réussir ou à périr. Est-il étonnant qu'il joue jusqu'à sa dernière carte? S'il perd, que lui importe le lendemain? Quant à la foule esclavagiste, abusée par les mensonges de la presse, surexcitée par les femmes, qui avaient mis toute leur passion dans la lutte, elle voulait la continuation de la guerre. Avec son jugement si prompt et si juste, Sherman ne fut pas long à reconnaître combien les espérances de paix étaient chimériques. Il fallait dès lors réagir au plus tôt contre le sentiment de lassitude qui suit toujours les grands efforts et qui en fait perdre souvent les fruits. Il

(1) Il leur a toutefois donné deux avertissemens caractéristiques, l'un, de ne parler de lui en aucune façon, ni en bien ni en mal. « Tout ce que le monde a besoin de savoir, écrit-il, est que je suis un soldat dont le devoir est d'obéir aux ordres de mes chefs, aux lois de mon pays, de vénérer sa constitution, et que, lorsque j'exerce une autorité, je l'exerce de mon mieux, et n'en dois compte qu'à mes supérieurs. » L'autre, plus général, était conçu en ces termes : « Si je trouve la presse de Memphis honnête, loyale, exclusivement dévouée à son pays, elle n'aura pas de meilleur ami que moi; mais si elle se montre personnelle, diffamatoire, si elle se permet des insinuations, des allusions à des entreprises ténébreuses, si elle ne cherche qu'à poursuivre un but égoïste, alors gare à elle, car je regarderai ses écrivains comme de plus grands ennemis de leur pays que les hommes qui, par un point d'honneur erroné, ont pris le fusil pour nous combattre jusqu'à la mort. »

fallait poursuivre la guerre avec la dernière vigueur, il fallait aussi, et cela par humanité, faire sentir tous ses maux à la foule souveraine et la contraindre ainsi à souhaiter la paix.

Le gouvernement de Washington, effrayé des sacrifices que la guerre imposait, était prêt, assurait-on, à proposer au sud une paix boîteuse, un compromis. Cette pensée de compromis indigna surtout Sherman, et voici ce qu'il écrivit aux chefs de son gouvernement :

« La loi des majorités a été jusqu'ici notre grand arbitre. Jusqu'ici chacun s'y est soumis dans les questions contestées, mais les majorités numériques ne sont pas toujours les majorités physiques. Les gens du sud, bien qu'inférieurs en nombre, soutiennent qu'ils peuvent vaincre la supériorité numérique du nord, et dès lors, suivant la loi naturelle, ils prétendent qu'ils ne sont pas tenus de se soumettre à la loi de la majorité.

« Il n'y a donc à mes yeux qu'une seule question à résoudre, et tout doit être ajourné jusqu'après sa solution.

« Pouvons-nous les contraindre? Si nous le pouvons, notre majorité numérique possède à la fois le droit naturel et constitutionnel de les gouverner; si nous ne le pouvons pas, ils affirment qu'ils ont le droit naturel de choisir leur gouvernement, et dans ce cas ils ont raison.

« Bannissant donc toute question secondaire, j'affirmerais la doctrine que les États-Unis ont comme nation le droit et la force de pénétrer dans toutes les parties du domaine national, et que nous le ferons à notre heure, peu importe que ce soit dans un an, dans deux, dans dix, dans vingt ans, que nous briserons tous les obstacles, dussions-nous tuer jusqu'au dernier homme, saisir le dernier acre de terre, la dernière parcelle de propriété, que nous ne nous arrêterons pas tant que le but ne sera pas atteint, que tous ceux qui ne nous secondent pas sont nos ennemis, et que nous n'avons aucun compte à en tenir...

« Le seul gouvernement que méritent les états de la Louisiane, de l'Arkansas, du Mississipi, c'est l'armée de Grant, ce qui veut dire simplement assez de recrues pour remplir ses rangs, et tout le reste viendra à son heure...

« J'espère donc que le gouvernement des États-Unis continuera à rassembler dans des armées organisées la force physique de la nation, qu'il continuera à l'employer au rétablissement de l'autorité nationale, et qu'il persévérera sans faiblesse jusqu'au bout. Si cette fin est proche ou éloignée, nul ne le sait; mais nous n'avons pas de choix entre le succès ou la dégradation. Ou nous serons les maîtres du sud ou il sera le nôtre. Vaincre ou être vaincus; il n'y a pas de milieu.

« Ils ne songent et ne demandent qu'à vaincre. Parler de compromis serait folie, car nous savons tous qu'ils en repousseraient l'offre avec mépris. »

Cette lettre vigoureuse fit une telle impression sur M. Lincoln qu'il demanda par le télégraphe à Sherman la permission de la publier; Sherman refusa. En empêchant son gouvernement de céder à des défaillances qui auraient annulé les résultats obtenus par deux ans de combats, il remplissait encore son devoir de soldat; mais il ne lui convenait pas de voir son nom mêlé à des polémiques de journaux. Ajoutons que, respectueux en tout de la discipline, il avait hiérarchiquement soumis sa lettre à son chef Grant, avec les réflexions suivantes : « Je sais qu'on me déclare incompréhensible à Washington parce qu'au début de la guerre je ne voulais pas qu'on s'y jetât en aveugle, sans préparation et dans l'ignorance complète de son étendue et de son but. J'étais *fou* alors, et maintenant, que j'insiste pour qu'on poursuive la guerre sans compromis, je suis *implacable*. Vous souvenez-vous de ce que Polonius dit à Laertes dans *Hamlet :* Crains de te mêler à une querelle, mais, une fois la querelle engagée, soutiens-la et fais que ton adversaire soit en crainte de toi. — Ce qui est vrai pour un homme est également vrai pour une nation. »

Si les idées de repos et de compromis avaient eu leur heure, les événemens se chargèrent de rappeler tout le monde au sentiment de la réalité. Vaincus là où Grant, Sherman et Porter unissaient leurs talens, les confédérés venaient de remporter ailleurs des succès décidés, et trois mois ne s'étaient pas écoulés que Sherman d'abord, puis Grant, étaient appelés en toute hâte sur un nouveau théâtre pour y réparer des désastres et remédier à une situation fort compromise. Le système des petits paquets, contre lesquels Sherman avait sans cesse protesté, portait ses fruits. Une de ces petites armées venait d'être outrageusement battue près de Chattanooga, aux confins de la Georgie; une autre, commandée par Burnside, était investie, et sa capitulation semblait imminente. Le mal fait, on s'adressait à Sherman pour le réparer. « Suppliez Sherman d'agir avec toute la promptitude possible, » télégraphiait-on de Washington.

Laissant le cours du Mississipi à la garde de la marine, il met aussitôt ses troupes en marche; mais il y a loin du grand fleuve à la frontière de la Georgie. On chemine partie à pied, partie par eau, partie en chemin de fer, sur une ligne où la voie et les stations sont gardées militairement contre les entreprises des guérillas dont le pays est infesté. Un train porte Sherman, son état-major et quelques compagnies d'escorte. Tout à coup, au sortir d'une station, un arrêt subit réveille le général, qui sommeillait. Il voit les soldats descendre des wagons et se mettre à courir; en même temps, le chef du poste de la station arrive au galop le prévenir que ses piquets sont ramenés et qu'on voit s'avancer rapidement des masses de cavalerie.

C'était un de ces *raids* qui allaient devenir si fréquens quand les armées, éloignées des voies fluviales et des canonnières, allaient dépendre des lignes ferrées soit pour vivre, soit pour combattre. Rentrer en gare au plus vite, distribuer le bataillon qui est sur le train dans les bâtimens crénelés de la station et dans une petite redoute qui l'avoisine, mettre le feu aux quelques maisons qui eussent pu abriter l'ennemi, puis télégraphier pour des renforts avant que le télégraphe soit coupé, est aussitôt fait qu'ordonné. On voit paraître alors la cavalerie, quatre mille chevaux environ, s'avançant en ligne de front. Elle se divise en deux détachemens qui occupent le chemin de fer des deux côtés de la station et se mettent à détruire la voie pendant que deux batteries canonnent la gare et démolissent le train et la locomotive. Les fédéraux, n'ayant point de canons, ne peuvent répondre. Sur l'ordre de Sherman, chacun s'abrite du mieux qu'il peut, en attendant l'assaut. Bientôt en effet les cavaliers démontés tentent l'attaque; mais les vieux soldats de Sherman savent tirer avec sang-froid et justesse, et l'assaut est repoussé à plusieurs reprises. Au bout de trois ou quatre heures, la cavalerie remonte à cheval et s'éloigne, avertie sans doute de l'approche des troupes d'infanterie appelées par le télégraphe. Ces troupes arrivèrent le soir, ayant fait 35 kilomètres d'une traite pour venir au secours de leur général.

Le lendemain de cette aventure, la voie était réparée, et Sherman reprenait sa route; mais Grant, qui l'a devancé de sa personne pour prendre le commandement de l'armée battue à Chattanooga, se trouve dans une situation critique, les vivres lui manquent, et l'ennemi le serre de près. Il envoie message sur message à Sherman pour le prier de se hâter. Celui-ci redouble d'efforts : ses divisions sont en superbe condition, malgré une marche de 450 kilomètres entremêlée de nombreux combats; il faut cependant improviser des ponts de 500 mètres et vaincre toute espèce de difficultés. Enfin il arrive, il passe une nuit dans une barque, où il rame lui-même, pour venir prendre les ordres de son chef, et la bataille de Chattanooga est livrée, bataille sanglante comme toutes les batailles américaines, où l'on se bat de près, au fusil, dans un pays boisé, peu favorable à l'emploi de l'artillerie. Ces immenses fusillades se prolongent indéfiniment, car les morts et les blessés tombant à l'insu de tous, excepté leurs voisins immédiats, le moral des troupes n'est pas ébranlé par le spectacle de grandes pertes, dont chefs et soldats ne connaissent l'étendue que le lendemain. Ici pourtant, Sherman avait jugé que ses pertes devaient être grandes, au nombre de généraux et de colonels dont on lui annonçait la blessure ou la mort. Chargé par son chef d'attaquer l'ennemi en flanc, pour l'obliger à dégarnir son centre, vers lequel Grant se réservait de diriger à une

certaine heure le mouvement décisif, il avait trouvé long le temps pendant lequel on l'avait laissé porter seul le poids d'une lutte, où le rôle brillant ne devait pas être pour lui. En cette circonstance, comme toujours, Grant avait compté sur son abnégation, et cette fois aussi le succès commun fit tout oublier, et vint récompenser les deux chefs si confians l'un dans l'autre.

Après la bataille, ce fut encore Sherman que Grant chargea d'aller débloquer Burnside. On était à la fin de novembre. Il gelait. Pour marcher plus vite, tous les bagages avaient été abandonnés, et depuis le chef, qui donnait toujours l'exemple, jusqu'au dernier homme, chacun n'avait gardé qu'une capote ou une couverture. Chacun aussi n'avait vécu pendant les derniers jours que de ce qu'on ramassait le long des chemins ou dans les bivouacs abandonnés par l'ennemi. Si des troupes avaient besoin de repos, c'étaient bien celles-là; mais il fallait, disait-on, arracher à la famine des camarades, une petite armée. Sherman et ses soldats partirent joyeusement, et Burnside fut délivré. Seulement le jour de sa délivrance il offrit à Sherman, affamé lui-même, un dîner servi dans une bonne maison; sur une nappe blanche, figurait une dinde rôtie qui fit faire à notre héros quelques réflexions sur les différentes manières d'interpréter le mot privations.

De pareils services ne pouvaient passer sans récompense; aussi les remercîmens du congrès furent-ils votés aux armées de l'ouest et aux chefs qui, après avoir reconquis le cours du Mississipi et gagné nombre de batailles, avaient partout rétabli les affaires de l'Union. On ne s'en tint pas à des remercîmens stériles; Grant, promu au grade de lieutenant-général, qui équivaut en Amérique à la dignité de maréchal, fut appelé à Washington et élevé au commandement en chef de toutes les armées fédérales; Sherman, fait major-général, c'est-à-dire général de division, reçut la succession de Grant et le commandement des armées de l'ouest.

III.

Voilà donc Sherman mis en présence de la redoutable épreuve, fatale à tant de réputations, d'une responsabilité non partagée. Le voilà chef absolu de ces 200,000 hommes qu'il avait été assez insensé, trois ans auparavant, pour déclarer nécessaires à la répression de l'insurrection dans l'ouest. Il n'a pas cherché cette fortune rapide, il s'est plutôt défendu contre elle, mais elle est venue. Il ne la doit ni à la faveur d'un maître, ni à l'art de la réclame, ni à la séduction de la musique oratoire; elle repose sur une base plus solide. Chefs et soldats ont vu Sherman à l'œuvre, et, après deux ans de campagnes et de combats incessans, tous ont dit en le mon-

trant : Voilà l'homme. Devant cette acclamation tacite, les gouvernans n'ont eu qu'à s'incliner, car cette confiance aveugle d'une armée dans son chef est déjà la moitié du succès. Heureux les hommes qui savent l'inspirer! heureux les peuples qui trouvent de pareils hommes à l'heure du péril!

Ce mouvement d'opinion militaire qui venait de désigner Sherman pour le commandement en chef allait, comme conséquence naturelle, engendrer l'attente de succès prompts et éclatans. Il y a là un danger dans lequel il ne tombera pas. Rien ne troublera son jugement ni la rectitude de son bon sens. L'heure n'est pas encore venue, selon lui, où l'on puisse hasarder des opérations trop audacieuses contre un ennemi dont le moral est encore intact, quelles que soient les impatiences de la foule. Cependant il va agir avec résolution, mais seulement après s'être assuré des moyens certains de succès.

De grandes difficultés sont accumulées autour de lui. Jusqu'alors les chefs des armées de l'ouest avaient eu pour sérieux sujets de préoccupation les opérations militaires, le combat, et cette partie de la politique inséparable de la direction des armées; mais ils avaient été affranchis du plus grave souci du commandement : la question des transports et des approvisionnemens. Jusqu'ici on s'est battu le long des fleuves et pour leur possession. Dès le début, les fédéraux ont eu sur leurs eaux non-seulement une flottille cuirassée qui a puissamment aidé Grant et ses lieutenans, mais surtout des transports à vapeur dont le nombre illimité leur a partout apporté et presqu'à heure fixe les vivres, les munitions, les hommes, et les a débarrassés avec une égale facilité des blessés, malades, prisonniers et de tous les détritus encombrans d'une armée.

Ce concours maritime va cesser. Déjà à Chattanooga, où se trouve Sherman, les voies fluviales ne sont plus d'aucun secours, et les approvisionnemens des troupes arrivent péniblement, au jour le jour, par un seul chemin de fer, celui de Nashville; de plus le pays est hostile et infesté de guérillas. Ces partisans ne peuvent rien contre les flottilles de transport escortées par les canonnières, mais la protection des chemins de fer contre leurs tentatives paralyse déjà des forces considérables. Si l'on s'avance au-delà de Chattanooga, ce sera bien pis. Or il faut marcher en avant, et personne n'est plus convaincu de cette nécessité que Sherman. La défensive, il l'a dit le premier et l'expérience lui a donné cent fois raison, c'est l'impunité assurée à toutes les entreprises de l'ennemi, c'est le désastre. Pour combattre avec succès l'insurrection, il faut ne lui laisser aucun repos. L'adversaire d'ailleurs se charge d'indiquer lui-même où il faut frapper. A environ 150 kilomètres de Chattanooga se trouve une des grandes villes de Georgie, Atalanta, ar-

senal important des armées rebelles et centre plus important encore d'un de ces réseaux de chemins de fer à l'aide desquels les confédérés font converger leurs moyens de résistance. Ils accumulent autour de cette place de grandes défenses et ils s'apprêtent à en disputer le chemin avec une armée de 60,000 hommes. Le plan de campagne est donc tout tracé; il faut aller à Atalanta malgré tous les obstacles. Pour combattre et pour vaincre, Sherman dispose de 100,000 hommes avec 35,000 chevaux ou mulets et 250 pièces de canon. Cette armée est excellente. Officiers et soldats se connaissent tous, sont rompus à la discipline et aguerris par deux ans de campagne. De ce côté point de soucis; mais comment les faire vivre dans un pays dont toutes les ressources sont à la disposition de l'adversaire, et où personne ne peut quitter les rangs sans être tué ou enlevé? A cela, il n'y a qu'une réponse : il faut tout apporter avec soi. De Chattanooga à Atalanta, il existe des voies ferrées que l'ennemi détruira en se retirant; il faudra les reconstruire rapidement et faire suivre à cette reconstruction les mouvemens de l'armée.

Le premier acte de Sherman est donc de décider la formation à Chattanooga d'un dépôt de vivres, de munitions, de matériaux de toute sorte, puis d'ordonner le rassemblement d'un grand nombre de wagons. Pour passer à l'exécution, il décrète que tout service de voyageurs et de marchandises sera suspendu sur tous les chemins de fer compris dans son commandement, tous les trains devant être réservés aux transports militaires. En même temps, comme il pressent que les compagnies chercheront à soustraire leur matériel à ce service forcé, il envoie des officiers établir sur certains points de vraies souricières, arrêtant et retenant tous les trains à l'arrivée, jusqu'à ce qu'il ait réuni une centaine de locomotives et un millier de wagons. Ces mesures soulèvent naturellement une vive clameur. On s'adresse au président Lincoln, qui intervient; mais Sherman tient bon et répond « qu'une grande campagne commence, campagne décisive, que les chemins de fer ne peuvent suffire à la fois au peuple et à l'armée, qu'il faut choisir entre les deux. » M. Lincoln se tait, et Sherman continue ses préparatifs. Le service des chemins de fer efficacement établi, il s'occupe de rendre son armée aussi mobile que possible. Officiers et soldats durent porter sur eux cinq jours de vivres. Le grand quartier-général n'eut que six voitures. Le personnel en était d'ailleurs peu nombreux. « Un grand état-major, dit Sherman, signifie partage de responsabilité, lenteur d'action et indécision; un état-major restreint, au contraire, veut dire activité et concentration vers le but. » Le matériel de bureau remplissait une boîte de la grandeur d'une « caisse à chandelles. » Point de paperasses; les seuls états demandés et reçus

étaient des états de situation. Ainsi organisé, Sherman mit en marche ses 100,000 hommes formant trois corps commandés par les généraux Thomas, Macpherson et Schofield.

Trois longs mois furent employés à parcourir les 150 kilomètres qui séparaient Chattanooga d'Atalanta. Il fallait d'abord combattre pour faire reculer l'ennemi, puis s'arrêter, reconstruire le chemin de fer nécessaire à l'alimentation de l'armée, refaire ses ponts, ses travaux d'art et élever les ouvrages indispensables pour les protéger. La voie rétablie, on se remettait en route, on ne tardait pas à retrouver l'ennemi de nouveau retranché, et tout était à recommencer. Sherman avait renoncé à toute attaque directe contre les positions fortifiées; ces attaques échouaient toujours. Une fois les positions reconnues, il établissait ses troupes sur une ligne parallèle, et en une nuit elles se couvraient de terre à leur tour. Il attendait alors le moment favorable pour ordonner un mouvement tournant qui avait toujours le caractère d'une surprise. En même temps les cavaleries des deux armées se montraient très actives. Toutes deux s'efforçaient de couper les lignes de communication de l'adversaire et y réussissaient quelquefois; mais dans ce genre d'opérations l'avantage était pour les confédérés, dont les troupes à cheval étaient infiniment plus mobiles. « Elles font cent milles contre les miennes dix, » s'écrie Sherman. Dans son opinion d'ailleurs, et elle mérite attention, car, plus que tout autre général américain, il a eu l'expérience de ces *raids*, la part de ces moyens de guerre dans le succès final était presque nulle. Selon lui, la cavalerie, toujours pressée, toujours en crainte d'être signalée par le télégraphe et de voir arriver l'infanterie, ne voulait ou ne pouvait travailler assez sérieusement pour mettre un chemin de fer complétement hors de service. Rien ne préoccupait plus Sherman que ces questions de chemins de fer. Comme tout Américain, il était un peu ingénieur. « Sans les chemins de fer, la campagne eût été impossible, » dit le chef d'armée. Quant à l'ingénieur, il raconte avec orgueil les prodiges de reconstruction rapide dont il fut témoin, et il n'a pas assez d'admiration pour un mécanicien qu'il vit, aux applaudissemens de l'armée, mener sa locomotive à une citerne sous un feu violent d'artillerie, prendre son eau sans sourciller et revenir sans accident, en répondant aux coups de canon par les cris de son sifflet. « Je suis convaincu, dit-il, que les dangers courus par le personnel de la voie, mécaniciens et autres, égalaient ceux de la ligne des tirailleurs, demandaient autant de courage et étaient aussi utilement affrontés. »

De combat en combat, Sherman est arrivé devant Atalanta, où l'ennemi va tenter un grand effort. Profitant d'un moment où la cavalerie des fédéraux est en expédition et où par suite ils ne peu-

vent s'éclairer au loin, le général confédéré Hood sort d'Atalanta avec la plus grande partie de ses troupes. Marchant rapidement la nuit à travers les bois, il attaque l'armée unioniste par derrière. La surprise est complète. Pendant que la cavalerie ennemie essaie d'enlever les parcs, l'infanterie, dissimulée par les bois, arrive au milieu des camps fédéraux, des ambulances, des bivouacs de l'artillerie et y jette un désordre considérable. Macpherson, le bras droit de Sherman, arrivé à trente-quatre ans au commandement d'un corps d'armée, était en conférence avec son chef lorsque le bruit du canon et de la mousqueterie dans une direction inattendue, révèle le danger. Il saute en selle; quelques instans après, le cheval revient seul, couvert de sang, et on rapporte le corps de Macpherson à Sherman, dont le quartier-général est déjà criblé de boulets. Le moment est critique, mais les ordres sont donnés clairs et nets. Attaqués à la fois par derrière et par devant, les soldats de Sherman résistent magnifiquement et traversent la plus rude épreuve qu'ait à subir le moral d'une armée. L'ennemi se retire avec des pertes cruelles, car les fédéraux enterrent 3,200 de ses morts sur le champ de bataille. Sa force de résistance était épuisée. La lutte soutenue depuis Chattanooga jusqu'à Atalanta, lutte qui avait coûté à l'armée de Sherman 27,000 hommes atteints par le feu de l'ennemi, allait se terminer par la capture de cette dernière ville. Sherman en effet, mettant à exécution le principe que l'art de la guerre consiste avant tout à deviner ce qu'on peut oser vis-à-vis de son adversaire, abandonne ses communications pour se porter, par un mouvement hardi, sur celles de l'ennemi. Ce mouvement, blâmé comme imprudent par ses propres lieutenans, réussit complétement et détermine l'évacuation d'Atalanta, où l'armée conquérante entre aussitôt.

La chute de cette place eut un grand retentissement; elle avait tant tardé qu'on ne l'espérait plus. Au même moment, Grant semblait être échec et mat devant Richmond. Enfin une élection présidentielle était à la veille de se faire, et la question électorale allait se poser entre M. Lincoln, champion de la continuation de la guerre jusqu'à la soumission du sud, et un autre candidat représentant le compromis entre les belligérans, la paix et la dissolution de l'Union. Dans ces circonstances, la nouvelle du succès de Sherman était triplement la bienvenue; aussi les félicitations ne lui manquèrent pas.

A la guerre, il n'y a rien de fait tant qu'il reste quelque chose à faire, et Sherman n'était pas homme à s'endormir dans son triomphe. Il l'était d'autant moins que sa sagacité lui avait déjà révélé les difficultés de la situation. Selon lui, il est impossible de rester à Atalanta. L'ennemi est trop affaibli pour pouvoir attaquer les forces qui y sont réunies; cependant il peut les affamer en interceptant le chemin de fer laborieusement reconstruit, qui seul relie l'armée

fédérale aux états du Nord, et qui, de Nashville à Atalanta, traverse 400 kilomètres de pays hostile. Jusqu'ici les interruptions causées par les maraudeurs ou les *raids* de cavalerie n'ont été que passagères parce que les trains, marchant quatre par quatre avec de fortes garnisons, ont été en état de se défendre contre eux, et parce que, les ponts et tunnels étant protégés par de petites forteresses, les dégâts de la voie ont été vite réparés; il n'en sera plus ainsi, si c'est tout un corps d'armée qui se donne la mission de maintenir hors de service cette artère indispensable à la vie des masses fédérales. Mobile, légère, disposant de toutes les ressources d'un pays dévoué où Sherman ne peut trouver d'espions, l'armée de Hood réussira sans doute à dérober sa marche, et à tomber inopinément sur certains points de cette longue ligne, où elle commettra d'irréparables destructions.

Pour que Sherman, qui connaît ce danger, ne l'oublie pas, M. Jefferson Davis, le chef du gouvernement confédéré, tout ému de la chute d'Atalanta, accourt de Richmond, et, avec le manque de tact et de discrétion dont les *politicians* font toujours preuve en affaires militaires, il annonce à ses soldats qu'ils vont être conduits sur les communications de l'ennemi, et promet à l'armée *yankee*, vaincue par la faim, une retraite aussi désastreuse que celle de Napoléon après Moscou; mais Sherman ne lui donnera pas cette satisfaction. Dans son esprit, l'abandon d'Atalanta est déjà arrêté. Seulement, quand il l'abandonnera, ce ne sera pas pour reculer, pour perdre le succès qu'il vient d'acheter si chèrement; ce sera pour frapper l'ennemi au cœur, en portant le ravage et la désorganisation au centre même de la rébellion.

Après les services que Sherman vient de rendre, les preuves qu'il vient de faire dans le commandement, nous sommes bien loin du *fou* de Louisville. Aussi, à la première nouvelle de son succès, M. Lincoln, Grant et le gouvernement lui écrivent-ils pour lui demander son avis sur la meilleure direction à donner aux opérations. Se renfermant dans la partie la plus immédiate de la question, Sherman donne son avis sans hésiter. Autant il a été partisan, au début de la guerre, quand l'insurrection était dans toute sa force, de n'agir qu'en grandes masses, autant il croit sage aujourd'hui de se départir de cette règle. Il propose donc d'abandonner Atalanta, de renoncer à la défense impraticable de longues lignes de chemin de fer, et de diviser enfin son armée en deux. L'une, sous les ordres de son lieutenant, le général Thomas, se retirera du côté de Nashville, à portée des fleuves et des canonnières. Avec l'autre, lui, Sherman, abandonnant toutes ses communications, traversera le grand état de Georgie, d'Atalanta à la mer, détruisant sur son passage les arsenaux, les voies ferrées de la confédération, prendra ses villes

maritimes à revers, la désorganisera de fond en comble, et tarira ainsi les dernières sources de la résistance. Selon lui, l'expérience de la campagne qui vient de se terminer à Atalanta prouve que l'ennemi est hors d'état de renforcer Hood, désormais réduit à une quarantaine de mille hommes. Que ce général s'attache à sa poursuite, ou, désespérant de l'atteindre, se jette sur le général Thomas, il trouvera devant lui des forces suffisantes pour lui résister. Voilà le plan qu'il trace avec une souplesse d'esprit qui se prête merveilleusement à toutes les circonstances, une sagacité militaire et politique bien digne d'admiration.

Aussitôt ce plan proposé, et en attendant qu'il soit accepté, Sherman en prépare l'exécution, sans perdre une minute ni se laisser arrêter par aucune considération. Son premier acte est de chasser d'Atalanta toute la population civile : « J'avais vu Memphis, Vicksburg, Natchez, la Nouvelle-Orléans enlevées à l'ennemi, et chacune occupée aussitôt par au moins une division, de telle sorte que le succès affaiblissait nos armées actives... Je savais que les populations rebelles verraient dans cette mesure deux choses : premièrement que nous ne plaisantions pas, et secondement que, si elles voulaient sincèrement, suivant leur cri populaire, *mourir dans le dernier fossé*, l'heure arrivait de le faire... La résidence ici d'une population pauvre nous obligerait, tôt ou tard, à la nourrir. » L'expulsion se fit rigoureusement, en dépit des protestations soulevées par cet acte d'*inutile barbarie*, et Atalanta devint ainsi un simple poste militaire qui pouvait être abandonné à toute heure sans inconvénient.

Cependant le temps s'écoule, et les autorités de Washington ne se pressent pas d'envoyer leur assentiment à un plan de campagne qui les étonne. Ce retard contrarie vivement Sherman, car il ne doute pas que Hood ne le mette à profit. En effet, un beau matin on apprend qu'il a disparu. Où est-il allé? Sans doute exécuter les ordres de Jefferson Davis, et couper quelque part ce malheureux chemin de fer, qui est pour l'armée fédérale comme le tuyau d'air du plongeur ; mais en quel endroit? Impossible de le deviner, et voilà Sherman condamné à mettre ses troupes en mouvement pour une poursuite immanquablement infructueuse. A peine parti, il assiste du haut d'une montagne à l'attaque de retranchemens qui défendent un grand pont. Le télégraphe étant coupé, il allume de grands feux pour indiquer l'approche de secours. Pour cette fois il réussit, car un message arrive du général commandant le poste attaqué : « Je n'ai plus qu'une joue et une oreille, mais je peux encore rosser ces damnés. J'ai perdu beaucoup de monde. Où est Sherman? » Où est Sherman? — la première pensée de tous à l'heure du danger comme au moment du succès.

L'ennemi ne pouvant brûler le pont, a bouleversé 10 kilomètres de chemin de fer. En sept jours, 10,000 travailleurs fédéraux rétablissent la voie; mais pendant ce temps les confédérés ont été frapper un autre point. Sherman s'indigne d'être ainsi le jouet de ses adversaires. Il s'indigne encore plus de voir sacrifier inutilement tant de braves gens. Aussi multiplie-t-il ses télégrammes : « En essayant de défendre nos chemins de fer, nous perdrons des milliers d'hommes sans bénéfice... » puis : « Nous ne pouvons rester sur la défensive. Avec 25,000 fantassins et une cavalerie aussi audacieuse que la sienne, Hood peut constamment couper mon chemin de fer. Je préférerais infiniment le détruire moi-même au-delà de Chattanooga et avec lui la ville d'Atalanta, renvoyer tous mes éclopés, et, avec les hommes valides, marcher à la mer... Au lieu de me casser la tête à pénétrer les plans de l'ennemi, c'est lui qui aura à deviner les miens; cela augmentera mes chances de 25 pour 100. » Mais Grant, opposé dès le début aux projets de Sherman, renchérit sur ses 25 pour 100 et lui expédie un général de cavalerie merveilleux, « qui par son activité, dit-il, accroîtrait de 50 pour 100 l'efficacité de cette arme. » Il lui conseille un peu ironiquement de l'envoyer accomplir tout ce qu'il se proposait de faire lui-même. Peu satisfait, peu confiant aussi dans l'emploi de la cavalerie, Sherman riposte en insistant pour faire la besogne en personne et avec des moyens suffisans. Grant continue à faire la sourde oreille et se borne à répondre : « Si vous voyez une chance de détruire l'armée de Hood, faites-le d'abord, et regardez tout autre but comme secondaire. » Sherman persiste : « Une seule armée ne le joindra jamais, et je suis convaincu que nous atteindrons les meilleurs résultats, si nous déjouons le plan chéri de Jefferson Davis, de me forcer par ses manœuvres à évacuer la Georgie. Mes efforts n'ont pas eu d'autre but. J'ai organisé mes troupes et réduit mes bagages de telle sorte qu'au premier mot je peux marcher dans n'importe quelle direction; mais la poursuite de Hood sera inutile. »

Entre ces deux hommes, qui de près se sont toujours si bien entendus, la discussion se prolonge de loin à coups de télégrammes. Si Grant est le plus tenace des hommes, Sherman est le plus subordonné des lieutenans, il l'a maintes fois prouvé; mais son jugement lui dit et lui répète qu'il a raison. Il demande à prendre tout entière la responsabilité de la campagne, en apparence si hasardeuse, qu'il propose, au bout de laquelle il voit un grand succès militaire et un grand résultat politique. Il insiste, et son opiniâtreté finit par triompher. Grant avait dans Sherman une confiance sans bornes. Peut-être partageait-il l'opinion de son lieutenant : « Aucun homme ne peut commander une armée de loin; il doit être pour cela à sa

tête. Certaines gens pensent que les armées modernes peuvent être organisées de telle façon qu'un chef assis dans son bureau puisse en faire mouvoir les parties comme les touches d'un piano; c'est une funeste erreur. L'âme qui dirige doit être au milieu de ses soldats. » Toujours est-il que la bienheureuse dépêche : « Faites comme vous proposez » finit par arriver. La bataille télégraphique était gagnée, et Sherman ne perd pas une minute pour en poursuivre les conséquences. Il organise et renforce en quelques jours le corps d'armée de Thomas, qu'il laisse à Nashville. Puis il trie un à un les soldats qui doivent composer son expédition, renvoyant impitoyablement tout homme dont la constitution donne signe de faiblesse, tout ce qu'il appelle la pacotille humaine. Il réunit ainsi 60,000 hommes valides, dont 5,000 cavaliers. Soixante pièces de canon attelées de huit chevaux, 600 ambulances, 2,500 voitures portant 200 coups par pièce, 200 cartouches par homme, deux équipages de pont et vingt jours de vivres composent son matériel roulant. Enfin, tout étant prêt, il donne l'ordre de détruire le chemin de fer de Chattanooga; les derniers trains s'éloignent à toute vitesse; les mécaniciens et les passagers agitent leurs mains en signe d'affection et d'adieu, et toute communication cesse entre la mère patrie et l'armée qui va se lancer à l'aventure en pays ennemi, isolée comme un vaisseau sur l'Océan.

Peu après, par une belle matinée d'automne, comme les troupes traversaient d'un pas élastique et au bruit des musiques militaires les sanglans champs de bataille où elles avaient combattu trois mois auparavant, laissant derrière elles Atalanta en flammes, un soldat cria à Sherman du milieu des rangs : « Hé! oncle Billy (1)! je suppose que Grant nous attend à Richmond! » L'instinct du soldat voyait juste; c'était en effet une attaque directe contre l'armée rebelle enfermée dans les lignes de Richmond qui commençait, bien qu'il y eût 1,500 kilomètres de pays ennemi à parcourir pour y arriver. C'était la campagne finale, le mouvement tournant décisif qui s'entamait, et le chef qui seul en avait eu l'idée, qui le premier en avait entrevu les conséquences, et dont la volonté de fer en avait poursuivi l'exécution en dépit de toutes les résistances, était un véritable homme de guerre.

L'armée de Sherman mit vingt jours à gagner le bord de la mer. Pendant sa marche, une stricte discipline avait été maintenue; mais un service de *fourrageurs*, régulièrement organisé, avait été chargé de l'approvisionnement, et comme jamais les habitans n'avaient

(1) *Billy*, diminutif familier du prénom de Sherman, William; — *oncle*, terme d'affection répondant au *papa* de chez nous.

soupçonné que la guerre pût venir jusqu'à eux, on traversait le pays abondamment pourvu. Ce système de *fourrageurs* était bien une forme de pillage, mais « il était indispensable là où il n'y avait ni magistrats, ni autorités civiles pour répondre à des réquisitions, comme cela se fait dans les guerres européennes. » Par ce moyen, l'abondance ne cessa de régner, et soldats, chevaux et attelages arrivèrent au terme du voyage en parfait état.

En route, on avait traversé Milledgville, capitale de la Georgie, où Sherman avait trouvé tous les journaux de la confédération, et appris par eux la consternation dont tout le sud avait été saisi à la nouvelle de *sa témérité :* « Beaucoup d'entre eux annonçaient gravement que nous étions en déroute, que nous nous précipitions vers la mer pour y chercher la protection de nos vaisseaux, et demandaient qu'aucun quartier ne fût fait. D'après leur dire, le monde du dehors eût dû nous considérer comme entièrement perdus. »

Les journaux n'étaient pas seuls à se permettre de folles jactances; les meneurs politiques adressaient aux populations les appels les plus pathétiques et les exhortaient à déployer un héroïsme dont ils étaient loin de donner l'exemple. Ces appels étaient dans cette forme stéréotypée que nous avons malheureusement appris à connaître. En voici deux échantillons :

« Au peuple de Georgie.

« Nous avons eu une conférence spéciale avec le président Davis et le ministre de la guerre. Ils ont fait et ils font tout ce qui est possible pour faire face au danger. Que tout le monde coure aux armes! Emmenez nègres, chevaux, bétail, provisions de toute sorte et détruisez ce que vous ne pouvez emporter. Brûlez les ponts, coupez les routes et assaillez l'ennemi en tête, en flanc, en queue, la nuit comme le jour! »

« Signé : les députés de la Georgie. »

« Au peuple de Georgie.

« Vous avez la meilleure occasion qui se soit jamais présentée de détruire l'ennemi... Chaque citoyen avec son fusil, chaque nègre avec sa pelle, peut faire l'ouvrage d'un soldat. Vous pouvez détruire l'ennemi en retardant sa marche.

Georgiens, soyez fermes, prompts à l'action, insensibles à la crainte.

« Signé Hill, sénateur.

« Approuvé cordialement.

« Le ministre de la guerre. »

Tout était dans ce ton. Aux proclamations se joignait le bagage habituel des décrets puérils ordonnant *la levée en masse*, l'arme-

ment des forçats et des enfans pour exterminer l'envahisseur. Après quoi, gouverneur et législature s'étaient empressés de décamper les premiers, aussitôt que le danger avait été proche. Leur inoffensif verbiage avait fait sourire Sherman. Quant à ses officiers, ils se donnèrent l'amusement de se réunir en assemblée dans la salle des représentans, d'y procéder à l'élection d'un président, et d'y tenir une séance burlesque.

On peut gouverner les hommes avec des assemblées et des proclamations tant que cette monnaie a cours, mais on ne repousse pas une invasion avec des fictions. Quand la baïonnette paraît, la fiction s'envole. Pour s'opposer à Sherman, il aurait fallu autre chose que des discours, il aurait fallu une bonne armée, et les confédérés ne pouvaient retirer un seul soldat des défenses de Richmond. On envoya bien en Georgie des chefs comme Beauregard pour essayer d'organiser une résistance. Ils reconnurent vite qu'elle était impraticable. Quelques meules de paille furent incendiées par l'ennemi, ces destructions furent facilement arrêtées par la menace de dévastations complètes là où elles auraient été commencées. Enfin Sherman, ayant eu des hommes atteints par des torpilles qui éclataient sous leurs pieds, fit placer des prisonniers en tête de toutes ses colonnes. De nos jours, un chef militaire, libre d'étendre à son gré les responsabilités, a vite raison des résistances anonymes. Rien ne s'opposa donc à la marche de Sherman. Aussi d'un bout à l'autre de la confédération les ténèbres créées par des bulletins mensongers se dissipèrent, les espérances s'envolèrent. L'incendie des établissemens du gouvernement rebelle partout où on en rencontrait, la destruction des propriétés appartenant aux instigateurs de la sécession, firent comprendre à tous que l'heure du succès était passée, et que les maux de la guerre allaient se faire sentir partout sans compensation. L'effet moral fut immense, et l'effet moral à produire sur un peuple n'est-il pas une des parties essentielles de la guerre? Chez les nègres aussi, à la vue des armées fédérales apportant avec elles le mot magique de *liberté*, un sentiment nouveau s'éveillait. Un soir que Sherman était assis au coin du feu après avoir fait raser devant lui la propriété du général Cobb, ancien ministre des États-Unis avant la guerre et un des chefs de l'insurrection, il vit un vieux nègre qui, une chandelle à la main, l'examinait attentivement. « Que me voulez-vous, bonhomme? — Li dire à moi que li être massa Sherman. — Je répondis que c'était vrai et lui demandai ce qu'il voulait; mais il voulait seulement me regarder, et il répétait tout bas : — Li nègre pas dormir di nuit. — Je lui demandai pourquoi il tremblait; il répondit qu'il voulait être sûr que nous étions bien des *yankees*, car une fois la cavalerie rebelle

avait mis des manteaux bleus et s'était fait passer pour des *yankees*, les nègres alors leur avaient montré de la sympathie, et avaient été, lui entre autres, terriblement battus! » Être libre, avoir des protecteurs qui l'empêcheraient d'être battu! Quel rêve réalisé! C'était toute l'institution esclavagiste qui s'écroulait.

Cependant Sherman arrive à la mer. Il se présente devant Savannah, la capitale commerciale et maritime de la Georgie. Avant de l'investir, il veut communiquer avec la flotte fédérale qui la bloque, et donner de ses nouvelles. Impatient surtout de savoir ce qui s'est passé depuis un mois qu'il est séparé du monde, il s'avance lui-même avec ses officiers sur la rive d'un bras de mer appelé Ossabaw-Sound. Ce bras de mer est barré par un fort confédéré avec lequel on échange des coups de canon. Le bruit de la canonnade attire l'attention des croiseurs, et vers le soir Sherman aperçoit à l'horizon une fumée, puis un navire. Du haut d'un moulin, il lui adresse un signal : « Qui êtes-vous? répond le navire. — Sherman. — Le fort est-il pris? — Non, mais il va l'être. » En effet, il est enlevé d'assaut à ce moment même par un brillant coup de main. Sherman assiste de loin à l'assaut, en proie à une vive émotion. Il répète involontairement le mot du vieux nègre : *li nègre li pas dormir di nuit*. La nuit était venue en effet, et Sherman se jette dans une barque dont de jeunes officiers sont les rameurs. Il se rend d'abord au fort qui vient d'être si bien emporté; le calme le plus profond y règne. Les vainqueurs, étendus au clair de lune, dorment déjà pêle-mêle avec ceux qui ne se réveilleront plus. Une sentinelle le prévient seulement qu'il y a des torpilles, et en effet une éclate sous ses yeux et met en pièces un soldat qui cherchait le cadavre d'un camarade. Puis il va à bord du croiseur, et là il apprend que l'on n'a pas reçu d'autres nouvelles de son armée que celles qui ont été données par les journaux rebelles. On l'avait considérée comme perdue; aussi se hâte-t-il d'expédier des dépêches à Grant et au gouvernement.

Cela fait, il revient à son quartier-général. Durant sa courte absence, les habitans et la garnison de Savannah ont envisagé la réalité de leur situation. La garnison s'échappe, la ville se rend, et les soldats de Sherman y font leur entrée, terminant ainsi et brillamment une des marches les plus hardies des guerres modernes. Pendant cette longue excursion en pays ennemi, les pertes en tués, blessés, disparus, se bornent au chiffre presque ridicule de 764 hommes sur 60,000; tant il est vrai qu'à la guerre les plus grands résultats s'obtiennent quelquefois au prix d'un faible sacrifice. Il suffit pour cela d'avoir des chefs qui sachent frapper juste et à l'heure précise, sans hésitation, ni retard : ils sont terriblement

rares! Mais en conduisant son armée d'Atalanta à Savannah, Sherman n'avait fait qu'un premier pas vers son but. « Sur la route de Richmond, dit-il, l'ennemi devait nous arrêter, nous combattre et nous vaincre, ou c'était nécessairement la fin de la guerre. » Aussi est-il prêt à porter le dernier coup quand il reçoit du président Lincoln une lettre ainsi conçue :

Washington, 26 décembre 1864.

« ... Au moment où vous alliez quitter Atalanta pour l'Atlantique, j'étais sinon épouvanté, au moins fort inquiet ; mais, comprenant que vous étiez le meilleur juge et me rappelant le proverbe : qui ne risque rien n'a rien, je n'ai pas voulu intervenir. Maintenant que l'entreprise a réussi, l'honneur vous appartient tout entier, car je pense qu'aucun de nous n'a été plus loin qu'un simple acquiescement...

« Mais aujourd'hui que faire ? Je suppose que le mieux est de laisser au général Grant et à vous le soin d'en décider.

« Signé : A. Lincoln. »

D'un autre côté, pendant qu'il entrait à Savannah, Grant lui écrivait : « Je voudrais savoir de vous ce qui doit et ce qui peut être fait. » On le voit, la renommée de Sherman est si grande, et le succès a donné tellement raison à son coup d'œil et à son jugement que, loin de lui donner des ordres, président et généralissime viennent bien plutôt lui en demander. En même temps, on apprenait que ses prévisions s'étaient également vérifiées dans l'ouest : Hood, furieux de se voir dédaigné, s'était jeté à Nashville sur les retranchemens du général Thomas, qui avaient été pour lui la gueule du lion. Sa petite armée avait éprouvé une défaite totale, et ce qui en restait cherchait à gagner la Virginie à travers les montagnes. C'était donc en Virginie que se concentraient tous les débris de l'insurrection. C'est vers elle que Sherman va marcher à la tête de son armée. « La question, écrit-il à Grant, est de savoir si Lee sortira de Richmond, vous évitera et viendra me combattre, dans lequel cas je compte que vous serez sur ses talons... Je suis certain que je puis détruire tout le système des chemins de fer des deux Carolines et être sur le Roanoke au premier printemps. Si vous vous croyez de force à battre Lee hors de ses retranchemens, je me sens également en état d'en avoir raison en rase campagne. »

Avant que Sherman ne parte pour aller jouer sa vie et celle de ses soldats dans la crise dernière d'où dépendent l'unité et la grandeur de son pays, il survient un incident qui lui cause une vive irritation. Le ministre de la guerre, un *politician* nommé Staunton, paraît tout à coup à Savannah. Venait-il s'éclairer sur la situation

militaire, les besoins de l'armée, les mesures à prendre pour assurer son succès? Nullement. Il venait s'occuper de coton et surtout de nègres. « La question des nègres commençait à poindre au milieu des éventualités politiques du jour, et bien des gens prévoyaient que non-seulement les esclaves allaient obtenir leur affranchissement, mais aussi qu'ils auraient des *votes!* » M. Staunton organisa donc une réunion *privée* de nègres et leur posa diverses questions, entre autres celle-ci : « quelle est l'opinion des hommes de couleur sur le général Sherman, et jusqu'à quel point regardent-ils ses sentimens et ses actions comme favorables à leurs droits et à leurs intérêts? » Étrange spectacle que celui d'un ministre de la guerre venant demander à des nègres des témoignages pour... ou contre un général qui avait commandé 100,000 hommes sur des champs de bataille! Laissons là ces misères et suivons Sherman, qui, après une campagne d'hiver de deux mois, arrive à Goldsborough, aux frontières de la Virginie.

Sur sa route, l'armée avait occupé et incendié Colombus, capitale de la Caroline du sud, Charleston s'était rendue, et tous les chemins de fer avaient été détruits. Le cercle se resserrait autour du foyer de la rébellion. Jeunes ou vieux, riches ou pauvres, perdaient leurs dernières illusions. On pouvait juger du découragement général à l'assurance des nègres, aux plaisanteries qu'ils hasardaient. A une question de Sherman, qui voulait savoir s'il y avait des guérillas sur une route, un d'eux répondait : « Des guévillas? Non, maîte. Li pâtis depuis deux jours. Vous pouvoir jouer aux caâtes su li basques de leurs habits, li si pressés! » Si les guérillas couraient, il y avait encore des hommes décidés à résister jusqu'au bout, et dont on ne peut se défendre d'admirer la persévérance. Au moment d'arriver à Goldsborough, l'armée de Sherman se heurte contre 30,000 hommes, malheureux débris ramassés de tous côtés, avec lesquels le général confédéré Johnston essaie de l'arrêter. Cette courageuse tentative ne pouvait réussir, mais elle donnait à craindre que l'ennemi aux abois ne fît des efforts désespérés sur l'étroit théâtre où la lutte se resserrait. Dans le dessein de s'entendre avec Grant sur les graves éventualités qui pouvaient surgir, Sherman alla le trouver au grand quartier-général devant Richmond. M. Lincoln y était venu de son côté. Les deux généraux eurent avec lui une longue entrevue.

La crise finale approchait. Dans l'impossibilité reconnue d'emporter de vive force les lignes de Richmond, il fallait en compléter l'investissement pour réduire l'ennemi par la famine. L'armée de Sherman allait remplir cette tâche. Il était probable qu'au lieu de se laisser enfermer Lee sortirait de ses retranchemens et unirait ses

troupes à celles de Johnston pour livrer une dernière et sanglante bataille, soit à Grant, soit à Sherman, avant que leurs deux armées pussent se joindre. Les deux généraux se disaient prêts pour l'une ou l'autre éventualité. Quant à M. Lincoln, dont à ce moment les heures étaient comptées, il répétait sans cesse qu'il y avait eu assez de sang versé, et demandait si une dernière bataille ne pouvait pas être évitée. « Nous n'y pouvons rien, dit Sherman, cela dépend de l'ennemi. » Le président alors demanda si le général Lee ne pouvait s'échapper vers le sud à l'aide des chemins de fer. « Non, dit encore Sherman, il ne peut s'en aller sans disperser son armée, qui, une fois débandée, ne se réunira plus jamais, et j'ai mis les chemins de fer du sud dans un tel état que personne ne s'en servira de longtemps. » Ici Grant, qui fumait dans un coin, reprit : « Mais qui est-ce qui les empêchera de replacer les rails? — Oh! dit Sherman, mes hommes ne font rien à moitié. Chaque rail, après avoir été chauffé, a été tordu comme une corne de bélier, et ne servira plus jamais. » La conversation passa alors sur ce qu'on ferait des armées rebelles après leur défaite ou leur capitulation. Que faire également des chefs de l'insurrection, de Jefferson Davis et autres? M. Lincoln répondit que tout ce qu'il demandait, c'était la dissolution des armées confédérées, et le retour des soldats dans leurs foyers, à la ferme, à l'atelier. Sur Jefferson Davis, il ne pouvait guère s'exprimer aussi nettement : ce que le président rebelle aurait de mieux à faire serait de quitter le pays; seulement ce n'était pas à lui, M. Lincoln, à le dire. Suivant son habitude, il exprima son idée par une espèce de parabole. « Un homme avait une fois fait serment de renoncer aux liqueurs fortes. Un jour, étant en visite chez un ami, on lui offrit une boisson alcoolique qu'il refusa à cause de son serment. On lui offrit alors de la limonade, qu'il accepta. En la préparant, l'ami montra la bouteille d'eau-de-vie en ajoutant que, si on en mettait quelques gouttes, la limonade serait bien meilleure. — Eh! dit l'autre, je ne dis pas non, mais il ne faudrait pas me le dire. » La conférence finit là, et Sherman ne revit plus le grand président. L'heure du dénoûment était arrivée.

Revenu à son quartier-général, Sherman met ses troupes en mouvement pour concourir à la combinaison arrêtée avec Grant; mais il apprend aussitôt que le gouvernement confédéré et l'armée de Lee sont sortis de Richmond, et bientôt après il reçoit un télégramme annonçant que Lee a capitulé. Deux jours plus tard, un parlementaire vient demander une entrevue à Sherman au nom du général Johnston. Au moment où il va s'y rendre, l'employé du télégraphe court à lui : « Attendez, il arrive une dépêche chiffrée d'une haute importance. » Une demi-heure après, on lui remet la

dépêche. Elle annonçait l'assassinat du président Lincoln, la tentative contre M. Seward et le soupçon que le même sort était réservé à Grant et aux principaux chefs fédéraux. Craignant l'effet d'une pareille nouvelle dans un moment aussi grave, Sherman met la dépêche dans sa poche, défend au télégraphiste d'en révéler à qui que ce soit le contenu et se rend à l'entrevue. Laissant derrière eux leurs escortes, les deux chefs ennemis se rencontrent à cheval sur la route, se serrent la main, puis mettent pied à terre devant une ferme.

Dès qu'ils furent tête à tête : « Je lui donnai, dit Sherman, la dépêche annonçant l'assassinat de M. Lincoln, et je l'observai attentivement. De grosses gouttes de transpiration tombèrent de son front, et il n'essaya pas de cacher sa désolation. Il dénonça l'acte comme une honte en manifestant l'espérance que je n'en rendrais pas responsable le gouvernement confédéré. » La situation était sérieuse. M. Lincoln était particulièrement populaire auprès des soldats. Il y aurait de la rage aussitôt que la nouvelle serait connue, et il suffirait de quelque sot propos tenu par une femme, pour que cette rage eût des conséquences terribles. Il fallait donc beaucoup de prudence. Johnston l'admettait. Il admettait aussi qu'au point où en étaient les choses, continuer la guerre serait commettre un meurtre, seulement il voulait traiter à la fois pour son armée et pour toutes les forces de la confédération.

Quelques jours se passèrent en négociations, les questions politiques reprirent le dessus; les questions militaires tombèrent au second rang. M. Lincoln n'était plus là pour mettre la paix dans le ménage et surmonter les difficultés à force de bon sens et de patriotisme. Les hommes d'état de Washington, n'ayant plus besoin des hommes de guerre, traitèrent fort mal Sherman, et il en ressentit une vive indignation; mais sa renommée fut loin d'en être atteinte. Enfin, le 26 avril 1865, il signa avec le général Johnston la convention qui mettait fin à la grande guerre civile.

Ici s'arrêtent les mémoires de l'homme dont nous avons essayé d'esquisser la remarquable carrière. Nous laissons au lecteur le soin d'en tirer les conclusions qu'il voudra.

L'EMPIRE DES TSARS

ET LES RUSSES

II.

LES CLASSES SOCIALES (1).

I.

LES VILLES, LES MECHTCHANÉ, LES MARCHANDS ET LA BOURGEOISIE.

Le fait le plus saillant que présente à l'observateur français la constitution sociale de la Russie, c'est la répartition de la population en groupes distincts, en classes nettement déterminées, pendant longtemps on aurait presque pu dire en castes. L'histoire et la loi ont divisé le peuple russe en compartimens divers, superposés les uns aux autres comme des étages qui, de la base au sommet, iraient en se rétrécissant brusquement. La société russe offre ainsi à distance l'aspect d'une pyramide à degrés comme la pyramide de Saqqarah aux bords du Nil, chaque degré se partageant encore en gradins secondaires. A ne regarder que l'extérieur, cette société savamment distribuée en cadres réguliers paraît faite pour les hommes qui, dans la classification des différentes couches sociales, voient la première condition de la grandeur d'une nation, de la durée d'une civilisation. De loin, avec toutes ses dénominations et ses rubriques officielles, la Russie semble réaliser les rêves des uto-

(1) Voyez, pour la première série de ces études, la *Revue* des 15 août, 15 septembre, 15 octobre 1873, 15 janvier, 1er mars, 1er mai, 15 juin, 1er novembre 1874, 1er mai et 1er juin 1875.

pistes de la hiérarchie : on dirait une vaste Salente où chaque homme en naissant trouverait son rang, ses occupations et presque son vêtement indiqués et fixés par la loi. De près, c'est tout autre chose. Au temps même où les démarcations en étaient le plus nettes et le plus respectées, ces cadres officiels où sont rangés suivant un ordre déterminé les différentes classes de la population, eussent peut-être réservé aux théoriciens des distinctions sociales plus de déceptions que de satisfactions. A plus forte raison en est-il ainsi aujourd'hui que des réformes multiples sont venues remanier, modifier, altérer de toutes façons l'ancienne constitution du peuple russe. En Russie même, les partisans de l'ordre hiérarchique se plaignent des atteintes portées à la hiérarchie sociale; quelques-uns s'en effraient, et du point de vue où ils se placent leurs inquiétudes ne sont pas sans fondement. Si sa force est là, comme l'imaginent certains esprits, surtout à l'étranger, la Russie aura bientôt perdu la force intérieure que lui ont longtemps attribuée l'admiration ou les appréhensions de l'Occident.

La constitution sociale de la Russie, telle qu'elle était sortie des deux ou trois derniers siècles, avait sa base dans le servage des paysans : l'émancipation des serfs ne pouvait pas ne point l'ébranler. Dans cette société régulièrement stratifiée, il était difficile que la couche inférieure se pût soudainement redresser sans soulever et incliner les étages qui reposaient sur elle. La grande transformation accomplie au fond du peuple en devait remuer jusqu'à la surface. L'affranchissement des serfs forçait à toucher aux prérogatives des anciens seigneurs, il conduisait à l'abrogation ou à la modification de toute une partie importante de la législation, il invitait au renouvellement de tous les rapports sociaux. A cet égard, le gouvernement russe n'a peut être point tenté tout ce qu'il lui eût été loisible de faire; il a fait certainement beaucoup plus qu'on ne pouvait exiger ou attendre de lui, beaucoup plus que l'indispensable. L'ancienne classification en ordres ou en états subsiste devant la loi, elle subsiste au moins nominalement, extérieurement; en réalité, elle a été singulièrement réduite, atténuée. Ce relâchement, cet amoindrissement progressif des distinctions de classes et des priviléges sociaux est même à y bien regarder le trait caractéristique, le trait encore trop peu remarqué de la Russie contemporaine.

Si l'on cherche à résumer en un seul tous les changements accomplis de nos jours dans l'immense empire du Nord, on trouvera, je crois, qu'ils se ramènent à ce fait essentiel, à la diminution, l'abrogation progressive des différences de classes ou de castes, ou ce qui revient au même, à la suppression, à l'élimination, non inter-

rompue des prérogatives ou des charges particulières aux diverses classes du peuple. C'est là le point central où convergent les nombreuses réformes du règne actuel, là le point culminant d'où l'observateur en découvre le mieux la marche et la portée. Réforme administrative ou judiciaire, réforme ecclésiastique, financière ou militaire, tous ces changements qui touchent à toutes les branches de la vie publique, toutes ces parties d'une même œuvre qui se complètent chaque jour, tendent au fond, plus ou moins directement, plus ou moins consciemment à la même fin, à l'abaissement des barrières de castes, à l'effacement des vieilles lignes de démarcation, à l'élargissement des anciens compartiments sociaux, en un mot à l'égale distribution entre toutes les parties de la nation des faveurs et des charges de l'état. Que le but soit ou non distinctement aperçu des hommes qui s'en rapprochent, qu'ils l'aient poursuivi avec une libre et claire volonté, ou qu'ils aient à leur insu cédé à un secret et involontaire entraînement, le terme final n'en apparaît pas moins après coup avec une parfaite netteté. Quelque partie des affaires, quelque branche de l'administration que l'on veuille étudier, sous quelque côté que nous voulions prendre la Russie moderne, tribunaux, armée, impôts, institutions municipales ou provinciales, nous y retrouverons toujours la même tendance. Là, encore une fois, est le lien qui rejoint toutes les réformes récentes et leur donne ce qui fait les grandes œuvres, l'unité. Certes il y a des incohérences, des restrictions, des contradictions de détails, on peut signaler çà et là, depuis quelques années surtout, des incertitudes, des velléités de réaction, des tentatives de retour en arrière; mais nous aurions tort de leur donner trop d'importance et de nous y laisser distraire. Dans la Russie d'hier, dans la Russie de Pierre le Grand et de ses successeurs, tous les droits, toutes les immunités administratives, judiciaires, militaires étaient attribuées à chaque classe du peuple séparément; aujourd'hui prévaut le procédé inverse, le procédé démocratique, devant lequel il y a un peuple et non des classes isolées. Au milieu du XIXe siècle, la Russie en était encore sous ce rapport aux vues et aux usages du moyen âge; sous le règne actuel, elle est définitivement devenue un pays moderne. A cet égard, l'œuvre encore inachevée de l'empereur Alexandre II ressemble singulièrement à l'œuvre aujourd'hui incontestée de notre révolution française, et le terme final, le résultat capital en sera le même, l'égalité civile sans distinction de classe, de race ou de religion.

Entre la réforme russe et la révolution française il y a cependant une double et importante différence: la première dans la manière dont chacune d'elles a été préparée, la seconde dans la manière dont l'une et l'autre ont été conduites. Dans la France de l'ancien

régime, les barrières morales entre les différentes classes, entre la noblesse et le tiers-état particulièrement, avaient été renversées et effacées par les mœurs avant de l'être par la loi. L'intervalle entre le noble et le bourgeois, encore immense au XVIIe siècle, avait été franchi au XVIIIe; les salons et les lettres avaient rapproché, souvent même avaient confondu les deux hommes. Ils ne se distinguaient plus l'un de l'autre que par l'extérieur, par l'habit, et le jour où le noble mit de côté l'épée et les broderies, toute différence s'évanouit. La parité des façons et des dehors ne faisait que manifester la parité des esprits. Selon la remarque d'un récent historien de l'ancien régime, l'égalité de fait avait précédé l'égalité de droit, la noblesse et le tiers étaient de niveau par l'éducation et les aptitudes quand ils étaient encore séparés par des priviléges (1). En France, à la veille de la révolution, le gentilhomme et le bourgeois étaient le même homme, la loi seule établissait entre eux des distinctions factices. En Russie, à la veille même des dernières réformes, il en était tout autrement. Le noble, le prêtre, le bourgeois, le paysan, le premier et les derniers surtout, n'étaient pas seulement séparés par les priviléges légaux, mais par les habitudes, l'éducation, l'esprit même; c'étaient autant d'hommes différens, et pour les rendre pareils, il ne suffisait point que la législation les mît sur un pied d'égalité. Les classes n'ayant pas été rapprochées par les mœurs avant de l'être par la loi, l'abaissement des clôtures légales qui les isolaient ne suffit point à les fondre ensemble, et ce n'est qu'à la longue et indirectement que pourront se manifester les grands résultats des réformes sociales.

Entre la révolution française et les réformes impériales, il y a une seconde différence, et comme une opposition jusque dans la ressemblance. Alors même qu'elles tendent au même but, les réformes d'un monarque et les révolutions populaires ne suivent pas la même marche : les unes ne procèdent point de la façon violente, brusque, entière, dont usent les autres. Tandis que les révolutions parties d'en bas s'attaquent avant tout aux dehors palpables et en veulent autant aux noms qu'aux choses, les réformes venues d'en haut sont souvent disposées à respecter l'enveloppe, les dehors des institutions qu'elles modifient, s'estimant d'autant plus heureuses que les innovations sont moins apparentes. Les distinctions de classes n'ont pas été abrogées en Russie, les formes, les moules extérieurs en subsistent dans leur intégrité. Au lieu de les abandonner comme des cadres vides ou de les laisser tomber comme un inutile échafaudage qui ne supporte plus rien, le légis-

(1) M. Taine, *les Origines de la France contemporaine : l'Ancien régime*, p. 407.

ateur a maintenu la plupart de ces compartimens, de ces cases multiples. Les partisans du passé peuvent ainsi rêver d'y faire un jour ou l'autre rentrer effectivement les diverses classes de la nation et de reconstruire sur les anciennes bases, avec quelques légères modifications, une nouvelle hiérarchie sociale. Les lois qui ont tant fait pour rapprocher, pour mettre sur le même niveau les différents groupes de la population, n'ont presque rien changé à la complexe nomenclature de la classification officielle. Ces distinctions, il ne faut point le perdre de vue, ont dans l'histoire et dans les mœurs du peuple des racines trop profondes pour s'effacer en quelques années. Elles ont gardé en Russie des raisons d'être que dans l'Europe occidentale elles n'ont plus depuis longtemps ou n'ont jamais eues. L'une est la manière exotique dont s'est introduite en Russie la civilisation moderne, et par suite la grande, l'incomparable diversité de mœurs et de culture; une autre, c'est la constitution même de la propriété territoriale, commune et inaliénable chez le paysan récemment émancipé, individuelle et héréditaire chez l'ancien propriétaire de serfs. Appuyée sur de tels fondemens, la distinction des classes pourra longtemps persister en Russie, bien qu'à l'avenir chaque réforme nouvelle semble destinée à en diminuer la valeur et l'importance. La législation et la société même paraissent à cet égard dans un état de transition dont il serait téméraire de prétendre fixer le terme; l'étude des différentes classes sociales en est devenue d'autant plus ardue et compliquée. Il est souvent difficile à un étranger de discerner ce que les récentes réformes ont abrogé et ce qu'elles ont respecté, de démêler les droits et priviléges nominaux des priviléges et droits effectifs. Pour la connaissance de la Russie, pour la distinction des faits et de l'apparence, rien cependant n'est plus important. A l'extérieur, cette société russe, la mieux encadrée, la plus nettement répartie en classes, semble une des plus aristocratiques de l'Europe; au fond, elle est une des plus démocratiques. Il y a là entre l'apparence et la réalité un de ces contrastes encore si fréquens en Russie, et qui en rendent l'intelligence malaisée. L'étude attentive des diverses classes d'une société n'a pas seulement pour résultat de dissiper les erreurs et les équivoques de ce genre, elle ne sert pas seulement à faire comprendre l'état intellectuel et économique des divers groupes de la population, elle va au delà du présent. Quand on connaît l'état social d'un pays, on peut sans témérité en préjuger, en conjecturer l'avenir politique le jour où les progrès de l'esprit public lui permettront de prendre une part active à la direction de ses affaires et de ses destinées.

I.

En Russie, l'individu n'est point, comme en France, isolé en face de l'état; le Russe serait peut-être encore effrayé d'un tel isolement. Chaque homme est classé dans la nomenclature administrative sous une certaine rubrique, chacun appartient par la naissance ou la professien à un groupe déterminé dont il partage les droits et les obligations. L'état n'a point devant lui des citoyens ou des sujets, tous à ses yeux semblables et égaux, pareils à des unités abstraites, mais des groupes concrets, des classes (*soslovié*) dont chacune a ses charges et ses priviléges particuliers. La loi distingue l'un de l'autre le noble, le prêtre, le paysan et l'habitant des villes. Jusqu'à ces dernières années, chacun d'eux avait une position différente devant l'administration et l'impôt, devant la justice et le recrutement militaire. Chacune des classes ou des ordres de l'état avait son organisation propre, ses formes corporatives, ses assemblées et ses chefs élus, quelquefois ses tribunaux et ses juges; chacune d'elles avait la tutelle de ses membres mineurs, et parfois était responsable et solidaire de ses membres majeurs. Ces charges ou ces immunités, ces liens communs et ce *self-government* intérieur persistent souvent encore, mais les diverses classes ont cessé d'être tenues à l'écart les unes des autres.

Le gouvernement de l'empereur Alexandre II, en dotant la Russie d'assemblées provinciales, a pour la première fois appelé les différens ordres de la nation à délibérer en commun; mais telle est encore la distance entre eux que, dans les réunions qui leur sont communes, dans les assemblées de toutes classes ou sans-classes (*vsesoslovnyia* ou *nesoslovnyia sobraniia*), chaque classe a le plus souvent ses représentans spéciaux, élus par elle dans ses assemblées particulières. Le gouvernement réformateur semble hésiter à rompre avec cette vieille tradition, ou avant d'oser les confondre dans un même moule politique, il croit devoir attendre que la civilisation et ses propres réformes aient amené la fusion morale des différentes conditions. En introduisant le *self-government* dans ses administrations locales, la Russie paraît demeurer en suspens entre le système qui donne à chaque groupe de la population des représentans spéciaux et celui qui mêle tous les habitans dans une seule et même représentation. La première méthode était naguère encore partout en usage; elle domine dans les conseils provinciaux, dans le *zemstvo*, la plus importante des assemblées délibérantes de la Russie actuelle; elle a été récemment abandonnée en faveur de la méthode opposée pour le conseil communal des deux capitales et d'O-

dessa. Lequel des deux systèmes triomphera définitivement? lequel sera préféré le jour où l'empire recevra une constitution générale? La noblesse, les villes et les paysans auront-ils encore des représentans distincts, élus séparément et délibérant seulement en commun? ou bien l'un des ordres de l'état, la noblesse par exemple, avec ou sans le clergé, aura-t-il, comme en Angleterre, une chambre particulière? Il y a là pour l'avenir de la Russie une question analogue à celle qui se posa chez nous au début de la révolution, lors de la convocation des états-généraux : question délicate qui, en demeurant en suspens, contribuera peut-être à retarder l'avénement d'une constitution politique. C'est encore là un problème qu'on ne saurait résoudre sans s'être familiarisé avec la vieille organisation sociale, sans avoir mesuré la valeur et la force réelle, le degré de civilisation et le degré d'individualité de chacun des grands groupes dont se compose la nation.

Tout un tome du volumineux code russe, *svod zakonof*, est consacré aux classes, états ou conditions (1). Le *svod* n'offre pas moins de seize cents articles sur cette difficile matière, et de nombreux changemens, corrections et appendices en accroissent constamment la complexité. La loi reconnaît en Russie quatre classes principales, la noblesse, le clergé, les habitans des villes, les habitans des campagnes. Cette division sort naturellement de l'histoire de l'ancienne Russie; on pourrait dire qu'elle sort de l'état social de tous les peuples primitifs. De l'Inde à la Scandinavie, presque partout à un certain âge de la civilisation, se retrouvent ces quatre ordres fondamentaux, les deux derniers tantôt séparés comme en Suède, tantôt réunis sous un même nom comme en France, sans être réellement confondus : en haut, les guerriers ou la noblesse, les prêtres ou le clergé, au-dessous les marchands ou la bourgeoisie, en bas enfin le paysan, cultivateur de la terre. Cette analogie de classification et de hiérarchie ne suppose point partout une identité parfaite des choses. Pour porter dans notre langue au moins les mêmes noms que les classes équivalentes de l'Europe, de la Suède par exemple, les classes sociales de la Russie n'en diffèrent pas moins profondément de leurs homonymes étrangères, et ce serait s'exposer à de graves méprises que de juger des unes par les autres. Dans l'Europe occidentale, quel que soit l'état social actuel des différens peuples, en Espagne ou en Allemagne, en Italie ou en Angleterre, les mots de noblesse, de bourgeoisie, de paysans ont au fond le même sens, ils ont le droit de porter à l'esprit des idées analogues, parce que les classes que ces termes désignent sont nées au même

(1) Tome neuvième du *Svod Zakonof*, — *Zakony o sostoianiiakh*, plusieurs fois remanié en 1863, 1864, 1868, 1871, etc.

âge sous l'influence des mêmes circonstances, à une époque où, selon une remarque de Tocqueville, toute l'Europe latine et germanique avait des institutions identiques. La Russie, comme la plupart des peuples slaves, ne faisant point alors partie de cette communauté européenne, les mêmes noms n'y sauraient avoir la même signification. Ces mots de nobles ou de bourgeois, nous ne les employons en parlant d'elle que faute de termes meilleurs, pour ne pas toujours nous servir de sons peu familiers aux oreilles françaises. En Russie aussi, toute cette hiérarchie, toutes ces dénominations de classes sont nées au moyen âge, mais dans un moyen âge isolé et différent du nôtre. Par l'origine, par l'esprit et le rôle historique, le *dvorianine* et le *mechtchanine*, le noble et le bourgeois russes s'éloignent peut-être encore plus du bourgeois ou du gentilhomme européens que le clergé grec du clergé latin, le pope orthodoxe marié du prêtre catholique voué au célibat. Entre l'un et l'autre, à peine y a-t-il un air de famille.

Comme toutes choses en Russie, c'est de Pierre le Grand, et après lui de la grande Catherine, que date la constitution des quatre principales classes de la société dans leur forme moderne. C'est Pierre qui, en établissant le *tchine*, la hiérarchie officielle des rangs selon le grade ou l'emploi, a définitivement donné à ce que les Russes appellent noblesse (*dvorianstvo*) son caractère national; c'est Catherine qui, sous l'influence du libéralisme occidental, a érigé cette noblesse, ainsi que la bourgeoisie des villes, en corporations pourvues de certains droits communs. Dans la société réglementée par Pierre Ier, chaque citoyen semblait avoir sa place marquée par la loi, chaque classe sa sphère d'activité définie, et pour ainsi dire sa spécialité. Au paysan le travail de la terre comme au bourgeois des villes le commerce ou l'industrie, au noble le service public comme au prêtre le service de l'autel. Chaque rouage, chaque engrenage avait son rôle indiqué dans la machine de l'état, et aucun ne s'en pouvait écarter. Ces classes, si nettement délimitées, entre lesquelles aujourd'hui même les mœurs et l'éducation tracent souvent une démarcation plus nette que la loi, ces groupes à vocations si étroitement déterminées n'étaient cependant point des castes fermées. La nature même du pouvoir dont elles étaient l'œuvre ne leur pouvait permettre de s'enclore et de se murer en elles-mêmes. Les unes comme les autres, les supérieures comme les inférieures, n'existaient que dans l'intérêt du trône et de l'état, non par elles-mêmes ou pour elles-mêmes, et, selon ses besoins ou ses vues, le souverain restait le maître d'élever ou d'abaisser ses sujets d'une classe à l'autre.

Dans une telle société, aucune classe ne tenant ses droits et pré-

rogatives de sa propre initiative, de ses ancêtres ou de la tradition nationale, aucune, ni la noblesse, ni la bourgeoisie des villes, ne pouvait avoir de droits, avoir de pouvoir vis-à-vis du pouvoir souverain. Toutes demeuraient également dépendantes de l'autorité absolue dont elles étaient la création, dépendantes du bon plaisir dont elles avaient reçu leurs prérogatives. Il n'y avait point dans ces classes russes, dans la noblesse et la bourgeoisie en particulier, d'organisme vivant pourvu d'un moteur spontané et d'un mouvement propre, intérieur et personnel; il n'y avait qu'un mécanisme inerte, docile à la main qui le dirigeait. L'exemple de la Russie montre que la hiérarchie et la délimitation des classes ne sont pas toujours un sûr garant de la liberté des peuples ni un solide obstacle au despotisme. Il est facile de se plaindre de l'émiettement des forces sociales dans les pays tels que le nôtre où, devant l'état, les individus sont dans leur égalité théorique à la fois confondus et isolés comme des grains de sable au bord de la mer. A ce mal, quelque grand qu'on le juge, il est difficile de remédier artificiellement. Pour donner aux groupes sociaux de la cohésion et de l'unité, il ne suffit point d'une législation qui agglomère les individus en corporations, en ordres, en classes. Au point de vue politique, il n'y a de vraiment consistans que les produits spontanés de la nature et de l'histoire, que les corps qui se sont formés et cimentés d'eux-mêmes, qui ont en soi et non au dehors leur principe de vie et de force.

En Russie, aucune classe ne possède de droits politiques d'aucune sorte; chacune assure à ses membres des droits ou priviléges personnels qu'elle tient de la loi et de la volonté du souverain. A cet égard, la société russe se divise, ou mieux se divisait, car dans la pratique les récentes réformes sont en train d'annihiler cette distinction, en deux groupes principaux, les classes privilégiées et les classes non privilégiées. Les premières étaient exemptes du service militaire, exemptes du plus lourd impôt direct, la capitation, exemptes enfin des châtimens corporels, du knout ou des verges. Comme partout, ces privilégiés étaient la noblesse et le clergé, auxquels on avait joint l'élite de la population urbaine et du commerce, ce que nous appellerions la grosse bourgeoisie. Le reste des habitans des villes, les petits bourgeois, les petits marchands et les artisans étaient, comme les serfs des campagnes, soumis au recrutement, à la capitation, aux verges. C'était, comme nous disions jadis en France, le peuple taillable et corvéable, et de plus, selon le mot russe, le peuple *rossable* à merci. La plèbe des campagnes et des villes formait ensemble une classe déshéritée, que par d'expressives métaphores on appelait de temps immémorial la *smerd*, la puante, et la *tchern*, la noire.

Parmi les classes privilégiées, il s'en fallait du reste qu'il y eût l'unité d'esprit, la conformité de culture, en un mot l'homogénéité morale qui s'est en d'autres pays rencontrée en semblable occurrence. Entre la noblesse et le clergé, il n'y avait rien de cette alliance ou de cette solidarité, il n'y avait aucun de ces liens multiples de famille ou d'intérêts qui dans l'ancienne France unissaient entre eux les deux premiers ordres de l'état. Dès avant Pierre le Grand, les dignités ecclésiastiques étaient désertées de la noblesse; déjà le clergé, condamné à se recruter lui-même, formait une sorte de caste héréditaire, la plus fermée de toutes les classes russes, non que l'accès en fût légalement interdit, mais parce que les fils de prêtres étaient presque seuls à en solliciter l'entrée (1). Le clergé, confiné dans ses devoirs ecclésiastiques et longtemps soupçonné de malveillance à l'égard des innovations et des imitations de l'étranger, était généralement depuis Pierre le Grand demeuré, comme la masse du peuple, attaché aux anciennes mœurs, aux anciens usages, à l'ancienne Russie. La noblesse, au contraire, recrutée d'étrangers de tous pays, de favoris du souverain et de fonctionnaires de toute sorte, s'était, après une courte résistance, ouverte au souffle de l'Europe; seule en Russie, elle avait pris le costume, la façon de vivre et les idées de l'Occident. Entre cette noblesse de propriétaires de serfs ou de fonctionnaires de l'état et la bourgeoisie privilégiée des villes, il n'y avait point davantage de liens d'intérêt ou de sentiment, le commerce et la bourgeoisie russes s'étant jusqu'à ce jour, moins que partout ailleurs, détachés du peuple par les goûts et l'éducation.

Ces classes, matériellement et moralement isolées les unes des autres, n'ont dans leur propre sein guère plus d'unité et de cohésion qu'elles n'ont de liens et de sympathies entre elles. De là un autre motif de leur peu de puissance, de leur peu de force vis-à-vis du pouvoir souverain. C'est une des singularités de la constitution sociale de la Russie que chacune des quatre classes de la population y est divisée en catégories, en sous-classes souvent fort étrangères, parfois même hostiles les unes aux autres. Le dualisme que nous avons rencontré dans le sein du clergé entre le prêtre et le moine, entre le clergé blanc et le clergé noir, se retrouve à un certain degré dans toutes les classes de la société. Dans la noblesse, il y a les nobles héréditaires et les nobles personnels, parmi les habitans des villes les marchands, les bourgeois notables d'un côté, les artisans et les petits bourgeois de l'autre; dans les campagnes même, il y a

(1) Pour tout ce qui concerne la classe du clergé, on peut se reporter à notre étude dans la *Revue* du 25 mai 1874.

les paysans des particuliers et les paysans de la couronne. Toutes ces catégories, toutes ces subdivisions multiples, avaient leurs obligations et leurs droits particuliers, et, dans les premières classes au moins, elles conservent encore des intérêts et un esprit différens.

La complication de la constitution sociale ne s'arrête pas là. En dehors de ces quatre grands cadres déjà coupés de cloisons intérieures, il y a des compartiments plus petits, des classes accessoires ou secondaires; les unes, débris d'une organisation antérieure, les autres, destinées aux habitans des pays plus ou moins récemment annexés qui rentraient difficilement dans les anciens cadres nationaux. Jusqu'aux récentes réformes, l'armée, de même que le clergé, pouvait être regardée comme une classe particulière. Dans la statistique russe, les soldats, leurs femmes et leurs enfants, figurent au milieu de la nomenclature sociale sous une rubrique spéciale (1). C'était là une conséquence du long service militaire : quand il fallait servir vingt ou vingt-cinq ans, on entrait dans l'armée à peu près comme dans le clergé, pour la vie. Le paysan devenu soldat cessait d'appartenir à sa commune natale, et perdait à jamais ses droits aux biens communaux de son village. La conscription était une sorte de mort civile. Le soldat, une fois rasé, ne revêtait plus le costume de sa jeunesse; le plus souvent, lorsque l'âge le faisait sortir du service actif, il gardait sa capote militaire dans les places qui lui étaient accordées, ou dans les lieux où il sollicitait la charité publique. Ce n'est que dans les dernières années que l'appel sous les drapeaux a cessé d'enlever le conscrit à la classe où il était né, et que la loi a rouvert au paysan l'entrée de sa commune.

Dans la première moitié du siècle, sous le règne d'Alexandre Ier, il y eut un moment où, grâce aux colonies militaires d'Araktcheief, le métier des armes sembla devenir, pour une notable portion de la nation, une profession viagère, profession héréditaire. Dans certains districts dont les habitants portaient le nom de soldats cultivateurs, les filles, comme les garçons, étaient de par la loi vouées à l'armée, et destinées en naissant à épouser et à nourrir des soldats. C'était une sorte de servage d'un nouveau genre, dont les promoteurs se flattaient de tirer grand avantage pour les forces et les finances de l'empire. La résistance du paysan, qui alla parfois jusqu'à la ré-

(1) C'est ainsi que, dans le *Statistitcheskii Vrémennik* de 1871, on trouve pour la classe militaire 3,743,000 âmes en Europe et près de 1 million en outre au Caucase et en Asie. Ces statistiques, mal comprises de l'Occident, deviennent souvent la cause de singulières erreurs. On donnait le chiffre de la classe comme celui de l'armée sans s'apercevoir que ce chiffre était pour plus de la moitié composé de femmes et d'enfans.

volte, dut, sous le règne de Nicolas, faire abandonner cette tentative, dont il n'est resté que peu de traces. Le règne d'Alexandre II obéit à cet égard à des tendances tout opposées à celles qui prévalurent sous Alexandre Ier. Pour les lois récentes qui entrent aujourd'hui en application, ce ne sera point assez de cesser de faire de l'armée une classe à part dans la nation. Le service militaire, abrégé de durée et rendu obligatoire pour tous, portera un coup sensible à toutes les distinctions de castes. Au lieu d'être un corps isolé et un sujet de priviléges ou de servitudes, l'armée deviendra un instrument d'égalité, elle sera un des principaux moyens de fusion des classes et des rangs.

Il est dans l'armée, ou plutôt dans les forces militaires de la Russie, un groupe considérable qui continue à former une catégorie à part, et demeure à quelques égards une classe distincte, une caste guerrière; ce sont les Cosaques. Là, sur les frontières méridionales de l'empire, sur le cours inférieur du Don, du Volga, de l'Oural, du Kouban, du Terek, se retrouvent encore des populations d'origines diverses, toutes vouées également à une organisation militaire. Les Cosaques n'ont que cette ressemblance avec les colonies de soldats cultivateurs d'Alexandre Ier. S'ils sont soumis à certaines conditions particulières pour le recrutement, ils ne vivent point d'ordinaire sous le joug de la discipline militaire, et, en échange de leurs charges spéciales, ils ont eu de tout temps des immunités auxquelles ils sont fort attachés; aussi sont-ils regardés comme des populations privilégiées, bien que leurs prérogatives personnelles et corporatives aient été singulièrement réduites dans le cours des siècles. A l'étranger, le nom de Cosaque, lié à des souvenirs d'invasion, éveille l'idée de barbarie et de pillage; en Russie, le même nom, lié aux souvenirs de la vie indépendante de la steppe, éveille l'idée de la liberté, de l'égalité. « Libre comme un Cosaque, » est pour le Russe une locution fortement expressive, car elle désigne l'homme qui n'a subi ni le joug étranger, ni la servitude de la glèbe. Chez les principaux groupes cosaques, chez ceux du Dnieper et ceux du Don, régnait jadis l'égalité, non moins que la liberté. Les uns et les autres, les premiers sous la suzeraineté de la Pologne, les seconds sous le sceptre moscovite, formaient une sorte de république démocratique. Ils élisaient eux-mêmes leurs chefs, leurs *atamans* et ne reconnaissaient entre eux pas plus de nobles que de serfs (1).

(1) Sur les anciens Cosaques de la Petite et de la Grande-Russie, le lecteur français peut consulter avec fruit *les Cosaques d'autrefois*, de Mérimée, qui ne sont qu'une réduction des travaux d'un des plus éminens historiens actuels de la Russie, M. Kostomarof.

A cet égard, l'extrême sud de la Russie ressemblait à certaines régions de l'extrême nord, où le servage et la noblesse n'ont pour ainsi dire point pénétré. Comme les paysans d'Archangel ou de Viatka, les Cosaques semblent avoir longtemps conservé les formes d'une ancienne société russe, d'une société étrangère aux distinctions de classes, ou bien au contraire on pourrait regarder ces libres colons de la steppe comme ayant laissé ou rejeté derrière eux dans la patrie qu'ils quittaient toute trace de hiérarchie sociale. Quoi qu'il en soit, les distinctions de classes sont peu à peu rentrées chez eux avec l'administration de la Russie moderne. La noblesse a été conférée à leurs officiers, et de l'ancienne égalité comme de l'ancienne liberté cosaque, il ne reste guère qu'un souvenir. Les Cosaques du Don, de l'Oural et de la Mer-Noire, les principaux héritiers de ce vieux nom national continuent à former des circonscriptions particulières jusqu'à ces derniers temps en possession d'une administration spéciale. Ils étaient exempts de certains impôts et avaient droit à un certain nombre de places dans l'administration du pays; ils avaient un budget particulier et gardaient la possession gratuite des terres de la communauté. Tous ces priviléges sont naturellement entamés et peu à peu rétrécis par les progrès constans de la centralisation, aussi bien que par les progrès du commerce et des voies de communication. L'individualité des Cosaques en est diminuée en même temps que leur autonomie.

Parmi les classes accessoires placées en dehors et comme dans l'intervalle des classes normales, une seule mérite encore une mention pour la singularité de sa situation, c'est celle dont les membres portent le nom bizarre d'*odnovortsy* (mot à mot, unicour), c'est-à-dire hommes d'une seule cour ou d'une seule maison, possesseurs d'une seule terre. Ces *odnovortsy* sont des hommes libres, qui, à l'inverse du paysan russe ordinaire, possèdent la terre qu'ils cultivent en pleine propriété individuelle et héréditaire. A cet égard, ils se rapprochent des nobles, tandis que, par l'éducation et la situation de fortune, par la capitation et le recrutement, qui pesaient sur leur tête comme sur les dernières classes de la nation, ils méritent plutôt d'être comptés parmi les paysans. Cette classe, ainsi intermédiaire entre les deux grands ordres de l'état compte, croyons-nous, de 2 à 3 millions d'âmes des deux sexes; parmi ses membres, plusieurs ont atteint une aisance rare chez le paysan russe. Les *odnovortsy* pourraient, de même que les Cosaques, être envisagés comme les représentans d'un autre âge de la société russe et d'anciennes forces sociales. Leur origine est assez obscure, et leurs rangs semblent s'être recrutés dans plusieurs classes différentes. Les *odnovortsy* se regardent eux-mêmes parfois, peut-être avec

raison, comme des nobles appauvris et depuis longtemps dépouillés de leurs priviléges. La plupart paraissent descendre d'anciens soldats ou d'anciens colons établis jadis pour protéger la frontière méridionale de la Moscovie, et, en échange de leurs services, pourvus de terres longtemps exemptes d'impôt. Répartis dans des habitations à la fois isolées et peu distantes, que depuis l'on a réunies en villages, ces cultivateurs militaires formaient vis-à-vis des Tatars une ligne d'observation et de défense qui, en se reportant peu à peu vers le sud, pénétrait graduellement dans les steppes. Encore aujourd'hui c'est dans les gouvernemens de Voronège, de Koursk, d'Orel, dans les gouvernemens limitrophes de l'ancienne Moscovie que se rencontrent le plus de membres de cette petite classe. Quelle qu'en soit l'origine, les *odnovortsy* peuvent, dans l'échelle sociale de la Russie, occuper une place plus importante que leur nombre. Ils sont, en dehors de la noblesse, presque les seuls représentans de la propriété territoriale, telle que nous la connaissons en Europe; à ce titre, ils sont le seul anneau intermédiaire entre l'ancien serf et l'ancien seigneur, et, plus facilement que le paysan des communes, ils pourraient peut-être doter la Russie d'une des choses qui lui manquent le plus, d'une classe moyenne rurale.

La plupart des classes entre lesquelles était divisée la population russe étaient si particulières à la Russie, si propres à son état social, qu'il était difficile d'y faire entrer des populations d'origine étrangère sans augmenter pour elles le nombre des subdivisions spéciales. Aussi d'ordinaire, pour ne point faire violence aux mœurs, pour ne point enfreindre les droits reconnus des pays conquis, le gouvernement russe était-il, à chaque annexion en Europe ou en Asie, contraint de créer pour ses nouveaux sujets de nouveaux cadres, de nouvelles rubriques. Chaque région, chaque race, et même chaque culte, en passant dans l'empire, y donne lieu à des divisions particulières, à des catégories sociales ayant chacune ses droits et obligations. Il y a dans la diversité des nationalités qui habitent l'empire une des difficultés qui, en Europe même, retardent la fusion et l'unification légale de toutes les populations comprises sur le sol russe. Les tribus nomades, comme en Europe les Samoïèdes ou les Kalmouks, restent naturellement en dehors des quatre classes normales. Les Tatars, les Bachkirs et toute la population mahométane gardent encore dans les villes ou les campagnes une position spéciale; il en est de même à certains égards des cultivateurs libres de la Bessarabie, des bourgeois de l'ancienne Pologne ou des provinces baltiques, des colonistes allemands ou grecs de l'intérieur, de même enfin des Juifs des provinces occidentales. S'ils ne constituent plus, comme dans la république de Pologne, un cinquième ordre de l'état

et une véritable caste, les Israélites, même après les dernières réformes, demeurent encore, quant au domicile, quant à la propriété et aux fonctions électives, soumis à certaines restrictions qui continuent d'en faire une catégorie particulière au milieu même des classes dont ils sont membres.

II.

La première chose qui frappe dans la répartition des classes de la population russe, c'est la proportion ou mieux la disproportion de leur force numérique, et en particulier la disproportion du nombre des habitans des villes et des habitans des campagnes. Cette dernière rubrique comprend à elle seule l'immense majorité des sujets russes. Dans la Russie d'Europe, sans le royaume de Pologne et le Caucase, les statistiques donnent pour la classe rurale (*selskiie obytately*), en y comprenant les Cosaques, le chiffre d'environ 55 millions d'habitans; pour les classes proprement urbaines, marchands, bourgeois, artisans des villes de toute sorte, les mêmes documens offrent un chiffre inférieur à 6 millions (1). Ces évaluations laissent en dehors la noblesse et le clergé, la première comptant dans ses deux subdivisions de 800,000 à 900,000 âmes, le second environ 600,000, le clergé habitant en majorité les campagnes, tandis que la noblesse se partage entre elles et les villes. Cinquante-cinq millions de paysans contre cinq ou six millions de bourgeois, de citadins de toute sorte, c'est là un fait considérable, un fait d'une importance capitale pour l'état social, l'état économique, l'état politique de la Russie.

L'importance de cette disproportion entre les deux principaux éléments de la population apparaît encore mieux, si l'on se rend compte de ce qui porte le titre de ville dans les statistiques russes. Ce n'est pas uniquement par leur rareté, leur dispersion sur un vaste territoire ou la faiblesse relative de leur population que les

(1) Les statistiques russes, et en particulier le *Statistitcheskii Vrémennik,* donnent à cet égard un double dénombrement en des tableaux séparés. La population s'y trouve à la fois répartie par classe, selon la qualité personnelle des habitans, et par localités, par villes ou districts ruraux, selon le domicile ou la résidence réelle des mêmes personnes. Ces derniers tableaux, s'appliquant à toute la population y compris la noblesse et le clergé, offrent naturellement pour les villes comme pour les campagnes un chiffre plus élevé. Le recensement de 1867 donnait ainsi pour la population rurale plus de 57 millions d'âmes, et pour la population urbaine 6,540,000. La comparaison des tables des deux modes de dénombrement montre que dans le second l'augmentation de la population des villes est en grande partie produite par le séjour des paysans qui y sont en résidence temporaire, et qui presque partout sont un des élémens importans de la population urbaine.

villes de Russie diffèrent des villes de l'Europe occidentale. Avec leurs maisons de bois basses et espacées, avec leurs rues d'une largeur démesurée qu'explique seule la crainte des incendies, leurs rues non pavées où, comme sur les routes de la campagne, règnent tour à tour et parfois côte à côte la neige, la boue et la poussière, la plupart de ces cités russes manquent, dans leur aspect comme dans leurs habitans, de ce qui pour nous constitue la ville et le caractère urbain. Au lieu de serrer leurs habitations les unes contre les autres comme nos anciennes villes de France, d'Italie ou d'Allemagne, au lieu d'entasser les étages vers le ciel, et de former un petit monde entièrement distinct des campagnes et uniquement rempli de l'homme et des œuvres de l'homme, les villes russes s'étalent et se répandent dans les champs jusqu'à se confondre avec eux, laissant entre les maisons et les édifices publics de vastes espaces que la population ne peut remplir ni animer et où l'homme semble à demi perdu. Aussi, pour les voyageurs arrivant de l'Europe, la plupart des villes moscovites ont-elles quelque chose de vide, de désert, d'incomplet ou d'inachevé; elles font souvent l'effet de leurs propres faubourgs, et l'étranger en est sorti quand il se croit sur le point d'y entrer. Pour lui, le plus grand nombre de ces villes ne sont que de grands villages, et de fait entre ville et village, pour le mode de construction comme pour la manière de vivre des habitans, il y a moins de différence en ce pays que partout ailleurs. La Russie tout entière ne fut pendant des siècles qu'un village de plusieurs milliers de lieues carrées. Pendant une longue partie de son histoire, pendant la période moscovite, il n'y avait guère, à proprement parler, en Russie qu'une ville, la capitale, la résidence du souverain, et encore celle-ci n'était-elle qu'une vaste bourgade de bois dispersée autour d'une forteresse de pierre. Ce n'est que depuis l'incendie de 1812 et la reconstruction qui l'a suivi, depuis que la pierre ou mieux la brique ont relégué les édifices de bois dans les faubourgs et permis aux maisons de s'élever et de se rapprocher, que Moscou a réellement pris l'apparence d'une grande cité. Les chefs-lieux de gouvernement, peu à peu réédifiés sur le modèle de la vieille capitale rajeunie, sont d'ordinaire encore pour nous les seules villes dignes de ce nom.

En comparant les surfaces, on trouve que dans la Russie européenne, même quand on décore de ce titre une foule de bourgades aux trois quarts rurales, les villes sont dix, quinze, vingt fois plus espacées que dans l'Europe occidentale. Il y a là un contraste des plus frappans et qui n'est point sans influence sur toutes les relations de la vie. En Russie, les villes sont comme des îlots isolés et dispersés à de grandes distances sur un océan de campagnes, tandis qu'en Occi-

dent elles se pressent les unes contre les autres comme les îles voisines d'un archipel : c'est à peu près la différence du Pacifique et de la mer Égée. Le contraste au point de vue de la population n'est guère moindre. En France, en Belgique, en Prusse, en Angleterre, les villes renferment le tiers, parfois même la moitié de la population totale. En Russie, les villes n'en contiennent guère plus du neuvième, peut-être même du dixième, et encore beaucoup des habitans qui leur sont ainsi attribués méritent-ils peu le nom de citadins. Malgré ses récens et constans accroissemens, la population urbaine de la Russie reste ainsi bien en deçà de la même population en Europe. Le peu d'importance, l'insignifiance des villes, dont les matériaux même semblaient lui manquer, est un des caractères historiques de l'ancienne Moscovie : toute proportion gardée, c'est encore aujourd'hui un des traits distinctifs de la Russie, de la Grande-Russie en particulier. Les deux principaux élémens de la population y sont dans un tout autre rapport que dans la plupart des pays de l'Europe ou de l'Amérique. Que de diversités dans les mœurs, dans les idées, dans les aspirations, que de diversités dans toute la civilisation n'implique pas ce seul fait! A la lueur de la statistique, le vaste empire du Nord, en dépit de ses rapides et incessans progrès, apparaît toujours comme un état rural, un empire de paysans. La Russie et les États-Unis d'Amérique qui, pour l'étendue du territoire et la répartition de la population, offrent tant de points de comparaison, sont à cet égard dans la plus complète opposition et figurent aux deux pôles contraires de la civilisation moderne (1).

Le même phénomène, la même disproportion entre les villes et les campagnes, se rencontre, à des degrés divers, chez la plupart des peuples slavons, chez les Slaves de l'occident comme chez les Slaves de l'est et du sud. C'est, on peut le dire, un des principaux signes et en même temps une des principales causes de l'infériorité historique des nations slavonnes vis-à-vis des nations latines ou germaniques. Au premier abord, les Slaves de l'ouest, les Tchèques et les Polonais semblent à cet égard comme à bien d'autres se séparer de leurs frères slaves pour se rapprocher de l'Europe occidentale. Le royaume de Pologne en particulier s'éloigne singulièrement par ce côté de l'empire auquel il est attaché. La population urbaine et la population rurale y sont à peu près dans le même rapport que dans les plus riches contrées de l'Europe germano-latine. La proportion de l'une à l'autre est comme 1 à 3 : environ

(1) En Russie même cependant, il est à remarquer que parmi les régions qui possèdent relativement la plus grande population urbaine figurent l'Ukraine, la Nouvelle-Russie, la Tauride et la plupart des pays récemment colonisés; ce qui fait penser que là comme ailleurs la colonisation moderne procède en grande partie par les villes.

1 million 1/2 d'habitans dans les villes contre 4 millions 1/2 dans les campagnes (1). Par malheur, cette ressemblance même est trompeuse, et la statistique induirait en erreur celui qui n'en saurait pas analyser les données. La population de ces villes polonaises est en grande partie israélite ou allemande, et trop souvent par l'esprit et les intérêts comme par l'origine elle est restée étrangère au peuple slave qui l'entoure. Ces villes de Pologne, souvent fondées par des colons allemands et toutes plus ou moins peuplées de Juifs parlant un patois allemand, ces villes jadis régies pour la plupart par le droit allemand de Magdebourg, demeuraient isolées au sein d'une république de gentilshommes, confinées dans leur étroite enceinte, enfermées dans leurs priviléges, sans place dans la constitution, sans rôle dans l'état, sans influence sur la civilisation et la politique du pays, pour lequel ce défaut de bourgeoisie nationale ne fut pas une des moindres causes de ruine. Dans l'ancienne Pologne, les villes étaient au milieu du peuple comme des colonies à demi étrangères; selon l'expressive image d'un publiciste d'outre-Rhin, elles étaient comme des gouttes d'huile sur un étang (2). En Russie, au contraire, les villes étaient bien sorties du sol national, mais elles étaient rares, diffuses, chétives et, sans institutions comme sans vie propres, elles émergeaient à peine de l'immense océan de campagnes. Sous une autre forme, le mal était le même, et l'esprit de progrès, l'esprit d'investigation et de liberté y manquait de son berceau naturel. Point de bourgs ou de cités, partant pas de bourgeoisie dans l'ancienne Russie. Novgorod et Pskof, toutes deux élevées à peu de distance de la Baltique, toutes deux en contact avec les marchands de l'Europe, sont une glorieuse et stérile exception. La Moscovie, qui les engloutit, était un pays essentiellement rural, et de là, en grande partie chez les Russes comme chez d'autres Slaves, la persistance tant remarquée de l'esprit patriarcal. Dans cet état de paysans et de propriétaires, les mœurs, les institutions, tous les rapports sociaux, ont longtemps conservé quelque chose de simple, de primitif et comme de rudimentaire. Le défaut de villes eut pour la Russie une autre grave conséquence : avec la population urbaine lui manquait le premier élément économique de la civilisation moderne, la richesse mobilière, le capital circulant, principe essentiel de tout grand développement matériel, de toute féconde activité sociale.

(1) *Statistitcheskii Vrémennik.*

(2) Hüppe, *Verfassung Polens,* p. 57. Dans toute la Russie occidentale, dans la Lithuanie, la Russie-Blanche et les parties de la Petite-Russie jadis unies à la Pologne, la situation est encore à peu près la même que dans la Pologne proprement dite. Les Juifs agglomérés dans les villes et les bourgades y forment également un des principaux élémens de la population urbaine et ne s'y fondent point avec les autres habitans.

Ce n'est heureusement pas au caractère du peuple russe ou aux prétendus goûts nomades de la race slave qu'il faut attribuer cette longue absence et cette rareté persistante des villes. La raison en est ailleurs; elle est dans les mœurs économiques de la Russie, et ces mœurs mêmes tiennent en partie à de vieilles habitudes qui changent chaque jour, en partie à des causes permanentes, au sol, au climat, à la conformation même du pays. Il n'y a pas encore en Russie de besoins de consommation capables d'alimenter la production d'une nombreuse population urbaine. Les métiers ou les professions, les industries de toute sorte, qui d'ordinaire ont leur siége dans les villes, y sont encore peu développés ou y restent dispersés dans les villages. L'ancienne constitution du servage amenait les propriétaires à faire tout fabriquer sur place, dans leurs domaines, par leurs serfs; les objets de luxe faisaient seuls exception, et la plupart se tiraient de l'étranger. La sévérité du climat, l'éloignement des distances, ont encore des effets analogues. Nulle part l'homme n'est à ce point excité à se suffire à lui-même. Dans la région du nord surtout, la pauvreté du sol, les longs chômages de la mauvaise saison et la longueur des nuits hibernales contraignent le paysan à chercher ailleurs que dans la culture de la terre ses moyens d'existence. De là vient que cette immense population rurale est loin d'être exclusivement agricole. La vie des champs et la vie industrielle sont moins séparées, moins spécialisées en Russie qu'en Occident. Ce qui en d'autres pays se fabrique dans les ateliers ou les manufactures des villes par des ouvriers essentiellement citadins se confectionne souvent en Russie dans les villages et la cabane du *moujik*. Les villes avaient ainsi contre elles l'état social, qui jadis liait le paysan à la glèbe et aujourd'hui encore le lie à sa commune, le peu de besoins ou le peu de richesse des masses et jusqu'à l'ingratitude du climat, jusqu'aux qualités mêmes du peuple. La facilité d'imitation, la dextérité et l'habileté de main du Russe tournèrent elles-mêmes contre les agglomérations urbaines en tournant contre les professions permanentes, contre les métiers sédentaires, contre la spécialité. Le paysan capable de fabriquer par lui-même tout ce qu'exigent ses faibles besoins est rarement obligé de recourir aux habitans ou aux produits de la ville. Avec de telles mœurs, celle-ci n'est guère qu'un centre d'administration ou un lieu d'échange, un marché souvent animé et encombré de population à l'époque des foires, vide et désert pendant la plus grande partie de l'année. Beaucoup ne sont que des créations artificielles de l'activité souveraine, qui en retirant sa main d'elles les laisserait retomber dans le néant des campagnes.

Ce mode de formation des centres urbains explique comment, en Russie, les villes et les campagnes diffèrent d'ordinaire si peu et

comment parfois elles diffèrent tant. Entre les unes et les autres, on ne voit d'un côté qu'analogie et similitude, et d'un côté que contraste et dissemblance. A cet égard, les grandes cités russes, les capitales en particulier, semblent des colonies d'un autre peuple ou d'une autre civilisation. On y trouve tout le luxe, tous les plaisirs, tous les arts de l'Occident, la vie y paraît tout européenne, tandis que dans les campagnes elle semble encore moscovite, à demi orientale, à demi asiatique. L'opposition est saisissante, et cependant tout ce contraste est extérieur, superficiel; les dehors de la vie diffèrent, l'homme est le même. A part une haute classe, élevée à la discipline de l'étranger, la masse des habitans de la ville est, par l'éducation et les goûts, par les usages comme par l'esprit, demeurée voisine des habitans de la campagne. Dans ces villes, souvent bâties de toutes pièces et parfois déjà populeuses, les paysans sont nombreux et les mœurs restent encore à demi rurales. Il n'y a le plus souvent ni bourgeoisie, à notre sens français du mot, ni plèbe urbaine comparable à la population ouvrière de nos grandes cités et de nos faubourgs.

III.

L'ancienne Moscovie faisait peu de distinction entre les villes et les campagnes, entre le bourgeois et le paysan, dont la Russie moderne a formé deux classes séparées. Aux voyageurs étrangers, la position de l'un semblait peu différente de celle de l'autre. L'Anglais Fletcher, ambassadeur de la reine Élisabeth près du fils d'Ivan le Terrible, regardait le marchand et l'artisan comme faisant partie de la dernière classe du peuple, désignée par lui sous le nom humiliant de *moujiks* (1). Ce n'est guère qu'au XVIIe siècle que les villes sont, devant l'administration, généralement distraites des campagnes. Ce n'est qu'à cette époque, lors de l'établissement du servage pour les paysans, que les populations urbaines commencent à être regardées comme une classe distincte et les villes comme des communes à part, constituées sur un plan spécial (2).

(1) Fletcher, ch. IX. « La dernière classe est celle des *moujiks;* on range parmi eux les marchands et les artisans. » Ivan le Terrible lui-même, dans ses lettres à la reine Élisabeth, donne aux négocians anglais venus en Russie pour y trafiquer le nom dédaigneux de *moujiks de commerce.* — Voyez l'étude de M. Alfred Rambaud sur *Ivan le Terrible et les Anglais en Russie,* dans la *Revue* du 15 février 1876.

(2) Tchitchérine : *Oblastnyia outchregdéniia Rossii v XVII^m véké,* p. 562-567. Il va sans dire que ce qui suit sur le régime des villes moscovites ne s'applique point aux villes occidentales, à Novgorod et à Pskof, dont les habitans avaient gardé le droit de se gouverner eux-mêmes et où, comme dans les villes d'Italie, se retrouvent les luttes des riches et des pauvres, du *popolo grasso* et du *popolo minuto.*

Jusque-là, les villes ou bourgs des provinces et les paysans des districts étaient souvent réunis dans le même *mir* ou commune, et soumis au même droit et aux mêmes autorités. La position du bas peuple des villes n'était guère plus enviable que celle des cultivateurs de la campagne. Le bourgeois, l'homme taillable (*tiaglyi tchelovek*), était fixé (*prikreplen*), était enchaîné à sa ville natale comme le paysan l'était à la terre, et cela pour des motifs analogues, afin que le fisc ne fût point frustré par le départ du contribuable, et que les bourgeois, taxés solidairement, n'eussent pas à payer pour les absens. Des dispositions qui rappellent celles inventées pour les *curiales* aux derniers temps de l'empire romain interdisaient sévèrement de passer d'une ville ou d'un bourg à l'autre, et pour cette fuite, pour cette sorte de désertion, les Romanof établirent en 1658 la peine de mort (1).

Il y avait cependant dans les villes de la Russie une classe privilégiée : c'étaient les riches marchands, les commerçans en gros et spécialement ceux qui faisaient le commerce extérieur. On les appelait les *hôtes*, *gosti*, probablement parce qu'à l'origine, et pendant longtemps, le plus grand nombre étaient étrangers. Ces *gosti* sont mentionnés dès l'époque des Varègues. Dans la Russie primitive, où l'éloignement et les guerres intestines rendaient le commerce à la fois plus précaire et plus précieux, les hommes assez entreprenans pour s'y livrer étaient entourés d'une considération qu'ils conservèrent plus ou moins à travers toutes les vicissitudes de l'histoire russe, au milieu même de l'abaissement où les guerres des princes apanagés et la domination tatare plongèrent le commerce national. Ce nom de *gosti*, sans doute d'origine germanique, était accordé par les grands-princes comme un titre d'honneur, et plusieurs de ces *hôtes* servirent aux *kniazes* de conseillers ou d'ambassadeurs. Au-dessous des *gosti* venaient les marchands inférieurs et les *posadskii* ou bourgeois, les uns et les autres répartis entre plusieurs catégories dont chacune avait son conseil ou *douma*, pourvu du droit de juger les contestations de ses membres.

Ces marchands et bourgeois pouvaient difficilement être une classe influente dans un pays comme la Grande-Russie, coupé de l'Europe et de la mer, coupé de toutes les grandes routes commerciales par la Lithuanie, l'ordre teutonique et les Tatars. Jean IV, Ivan le Terrible, l'ennemi des vieilles familles de *kniazes* et de boïars, avait cherché à relever les habitans des villes, les bourgeois de Moscou en particulier; mais la main des tsars ne sut pas faire revivre en Moscovie les libertés municipales qu'elle déracinait à

(1) Solovief, *Istoriia Rossii*, t. XIII, p. 100-130.

Novgorod et à Pskof, où elles avaient longtemps fleuri. L'absence même de féodalité, qui au premier abord semblerait avoir dû favoriser l'éclosion de la bourgeoisie, y fut plutôt un obstacle. Les souverains n'eurent pas autant d'intérêt à s'appuyer sur les villes, et les villes ne trouvèrent point dans les discordes des grands-vassaux et du pouvoir central une occasion d'affranchissement ou un moyen d'élévation. Un instant peut-être, lors de la crise qui suivit l'extinction de la maison souveraine, les cités russes se montrèrent capables de jouer un rôle politique; elles prirent part à la délivrance du sol national, envahi par les Polonais, en même temps qu'à l'élection de la dynastie nouvelle; puis, ruinées par cette longue période de trouble et comme épuisées de leurs propres efforts, elles abandonnèrent d'elles-mêmes, sous les premiers Romanof, les franchises que leur avaient accordées les derniers princes de la race de Rurik. Dans toutes ces villes sans industrie, sans moyens de communication, presque sans population, il n'y avait à l'avénement de Pierre le Grand, en dépit de quelques nouvelles tentatives de son père Alexis, rien qui méritât le nom de bourgeoisie.

Une telle lacune ne pouvait manquer de frapper le tsar artisan dont le modèle de prédilection était le pays le plus bourgeois de l'Europe, la Hollande. Une classe moyenne, une bourgeoisie ne se pouvait malheureusement improviser aussi vite qu'une flotte et une armée. Les règlemens spéciaux de Pierre le Grand, l'autonomie administrative et le *self-government* dont il dota les villes, contribuèrent peut-être moins à la création d'une classe urbaine que l'activité générale du réformateur, l'introduction de nouvelles industries et de nouveaux moyens de communication et surtout l'ouverture de la Russie à l'Europe. Les progrès furent cependant lents. La mauvaise administration des successeurs de Pierre le Grand, les restrictions apportées aux priviléges des villes et des marchands, enfin sous l'impératrice Élisabeth, l'érection des principales branches de commerce en monopoles concédés à des favoris de cour, retardèrent de plus d'un demi-siècle la naissance d'une classe moyenne. Catherine II, ici comme en toute chose, reprit et compléta l'œuvre de Pierre Ier. Elle voulut en même temps constituer une noblesse et une bourgeoisie, deux choses dont manquait presque également la Russie. C'est par elle que les habitans des villes ont été divisés entre les différens groupes qui subsistent encore aujourd'hui. Marchands, petits bourgeois, ouvriers, reçurent de sa main une organisation corporative, chacun de ces groupes divers eut ses chefs élus et tous furent réunis en corporations municipales auxquelles fut restitué le droit de justice avec le droit d'administration intérieure.

Dans l'organisation de la classe urbaine, la princesse d'Anhalt et le charpentier de Saardam imitèrent naturellement les institutions contemporaines de l'Europe occidentale, en particulier les institutions des pays germaniques, de l'Allemagne et de l'Angleterre, de la Hollande et de la Suède. De là une partie des défauts et une partie de l'insuccès d'une œuvre mal à propos copiée de l'étranger et imitée de modèles déjà en décadence. C'est quand ils étaient sur le point de disparaître des états les plus avancés de l'Occident, que les corps de métiers d'artisans et les *guildes* de marchands, que les maîtrises et jurandes furent introduits en Russie. De pareilles erreurs ne sauraient surprendre, quand on voit encore en France des hommes instruits regretter ces institutions du passé ou en rêver le rétablissement. Quels qu'en fussent les mérites et les inconvéniens, cette organisation en corporations à laquelle se prêtent volontiers les peuples germaniques était aussi étrangère au génie qu'aux habitudes de la Russie. Le Russe, selon une juste remarque de Haxthausen, a l'esprit d'association, il n'a point l'esprit de corporation, et entre l'un et l'autre la différence est grande. Le Russe a un mode national d'association, l'*artel*, dont tous les membres ont des droits égaux et travaillent pour le bénéfice commun, sous des chefs librement élus par leurs pairs; il a peu de goût pour les corporations fermées, pourvues au dehors de priviléges et de monopoles, et au dedans subdivisées hiérarchiquement en rangs ou échelons inégaux, comme nos anciens corps de métiers avec leur gradation de maîtres, de compagnons et d'apprentis. A cet égard, le peuple de l'Europe chez lequel les divisions extérieures de classes ont le plus persisté est peut-être de tous le plus naturellement étranger à l'esprit de caste et de subordination hiérarchique. L'esprit corporatif, qui en Occident n'était qu'une forme de l'esprit féodal, l'esprit qui dans le monde du travail avait introduit le même principe de privilége et de vasselage que dans la propriété et la noblesse, ne se retrouve nulle part dans l'ancienne Moscovie et n'a pu triompher dans la Russie nouvelle. Les tribus ouvrières aux frontières déterminées, les maîtrises et jurandes qui en Occident ont fait le noyau de la population urbaine, étaient aussi inconnues de la Russie que la féodalité occidentale, qui leur servait de type ou de patron. Sous ce rapport le mode d'existence des villes russes ne différait guère moins du mode d'existence des villes européennes que ne différait l'organisation rurale de la Russie et de l'Europe. Catherine II tenta en vain de réunir les artisans en corps de métiers et de les diviser régulièrement en maîtrises; en vain elle donna à chaque groupe des chefs élus, une administration et des bannières; les corps de métiers, les *tsekh*, selon le nom emprunté

de l'allemand (*zeche*), sont restés en Russie des cadres inanimés, presque de simples registres d'inscription pour la police.

La population des villes demeure depuis Pierre Ier et Catherine II partagée en cinq ou six rubriques réparties en deux groupes principaux : le gros commerce ou les marchands, formant la classe supérieure, classe longtemps privilégiée, et les petits commerçans, les artisans de toute sorte, divisés en plusieurs catégories qui ne diffèrent guère entre elles que par le nom. Il y a les *mechtchané*, petits bourgeois ou citadins, les *remeslenniki* ou artisans, les *tsekhovye*, membres des corps de métier; il y a les *raznotchintsy*, sorte de *caput mortuum*, contenant tous les gens qui ne sont rangés dans aucune autre classe. De toutes ces catégories, la première est la plus importante et peut être regardée comme le type de toute la population inférieure des villes. Le terme de *mechtchanine* est d'ordinaire traduit par bourgeois; l'homme qui porte ce nom russe répond cependant bien peu au mot français. Le *mechtchanine* est l'habitant des villes qui, n'étant ni noble ni prêtre, n'est pas assez riche pour être inscrit parmi les marchands et ne fait pas non plus partie d'une corporation d'ouvriers. Il vit d'ordinaire d'un petit commerce ou de métiers divers. Beaucoup n'ont point de moyens d'existence assurés. Il y a ou il y avait, jusqu'à ces derniers temps, une limite imposée à leur commerce et à leur fortune immobilière; ils ne pouvaient dépasser un certain chiffre d'affaires ni posséder un immeuble de plus de cinq ou six mille roubles. Pour aller au delà, ils devaient se faire inscrire parmi les marchands. Bien qu'il soit proprement l'habitant légal des villes, le citadin par excellence, le *mechtchanine* est souvent obligé d'aller chercher fortune au village. Dans certains gouvernemens, le nombre des *mechtchané* établis à la campagne est considérable, tandis que le paysan qui dans le travail de la terre ne peut toujours trouver une occupation permanente ou une rémunération suffisante, se presse fréquemment dans les villes et y a conquis le monopole de divers métiers. A Saint-Pétersbourg seul, vivent plus de 100,000 paysans (1). Les deux classes changent de résidence et prennent souvent ainsi la place l'une de l'autre, tantôt se faisant concurrence pour le travail manuel et le petit commerce dans les fabriques ou dans les foires, tantôt gardant chacune leurs professions de prédilection, le *mechtchanine* apportant à la campagne les arts et les procédés de la ville, le *moujik* apportant à la ville ses bras, sa hache, son cheval : tous deux exposés dans cette interver-

(1) Selon le *Statistitcheskii Vrémennik* (1871, p. 85), il y en avait 151,000 à Pétersbourg et à Kronstadt.

sion des rôles et du domicile à des chances diverses, plus sévères souvent pour le citadin que pour le villageois.

Cette classe de *mechtchané* et les groupes voisins d'artisans comptent environ 5 millions d'âmes, formant la grande majorité de la population des villes. C'est peut-être la portion la moins fortunée du peuple russe. Le paysan, le *moujik*, a, de par la loi d'émancipation, sa maison, son enclos à lui; il a de plus sa part du champ communal à cultiver; son existence et l'existence de sa famille sont ainsi toujours assurées. Tout autre est la situation du *mechtchanine*. Il vit, comme notre population ouvrière, à ses risques et périls; la loi n'a pas de garantie pour lui, la commune n'a ni terre ni travail certain à lui fournir. Si quelques *mechtchané* arrivent à l'aisance ou même à la richesse, la plupart n'ont qu'une existence précaire. Un dixième peut-être d'entre eux possède dans les villes une maison à soi. Le reste vit en loyer comme en Occident. Ceux qui vont chercher un refuge à la campagne n'y ont pas droit à la jouissance des biens communaux. On m'a montré de ces citadins qui avaient voulu se faire paysans, mais pour cela il leur avait fallu être admis par la commune rurale et acheter à deniers comptants le droit à la terre communale que le paysan tient de sa naissance.

Jusqu'à ces dernières années, le *mechtchanine* et le *remeslennik*, le petit bourgeois et l'artisan, étaient seuls, avec le paysan, soumis aux deux plus lourdes charges de l'état, à l'impôt de la capitation et au recrutement pour l'armée. La nouvelle loi militaire adoucit pour eux le poids du service en le répartissant sur toutes les classes de la société. Quelques années auparavant, une autre loi de l'empereur Alexandre II avait relevé de la capitation le *mechtchanine* et ses pareils. Cette réforme, une des plus modestes et des plus utiles du règne, a été, pour ainsi dire, l'acte d'émancipation du peuple des villes. La loi lui a donné l'égalité des charges et des droits; elle ne saurait aller plus loin et ne pourrait, comme au paysan, lui donner la propriété. Les Russes, grâce à leur système de vastes terres communales, se vantent de n'avoir pas de prolétaires et contemplent d'un œil dédaigneux les dangers dont cette plaie sociale leur paraît menacer l'Occident. La Russie n'a point en effet de prolétariat agricole; elle a déjà un prolétariat urbain, partout le plus embarrassant, le plus turbulent, et parfois presque le seul dont souffrent certaines nations d'Occident, le seul au moins dont souffre sérieusement la France. Il est des difficultés sociales auxquelles un pays quelque neuf et hardi, quelque vaste et riche de terres qu'il soit, semble ne pouvoir échapper; le prolétariat, le salariat des villes est de ce nombre. S'il n'est pas plus nombreux en Russie, c'est que les

villes elles-mêmes y sont relativement peu nombreuses et peu peuplées. L'avenir, le progrès de l'industrie et de la civilisation, le progrès même de la population ne feront là comme partout qu'augmenter le prolétariat urbain en accroissant les villes. Le *mechtchanstvo* a reçu de l'émancipation même d'importans renforts; il a été l'unique asile de plusieurs catégories de serfs, d'une en particulier, des *dvorovyé*, les serfs domestiques. Ces hommes que, depuis plusieurs générations, parfois le service de leurs maîtres avait soustraits à la culture des champs et détachés des communes de paysans, n'ont pu, en redevenant libres, recouvrer leur part des terres communales. De l'émancipation, ils n'ont reçu d'autre bien que la liberté personnelle, et, affranchis de la tutelle de leurs maîtres, ils doivent vivre de leur travail, vivre de leur salaire, sans droit de propriété sur la terre qu'ils foulent ou dans la maison qu'ils habitent, sans autre héritage à transmettre à leurs enfans que le léger pécule de minces économies. Pas plus la Russie qu'un autre état n'a encore trouvé le secret d'assurer à chaque homme une demeure permanente, à chaque famille un foyer héréditaire, et de mettre la population toujours croissante de nos fourmilières humaines au-dessus des atteintes du vice ou de l'imprévoyance (1).

Pour les conditions d'existence, ces *mechtchané* et ces artisans russes ressemblent à la population la moins favorisée de nos villes; ils en diffèrent par un point important : l'absence d'esprit particulier, l'absence d'esprit urbain. Le prolétariat des villes, le salariat ouvrier n'a pas, comme ailleurs en Europe, d'esprit de classe opposé à la fois à la haute bourgeoisie et au peuple des campagnes. C'est à ce point de vue que l'on peut dire que les grandes cités russes manquent de la plèbe urbaine de nos capitales européennes. Elles en ont déjà l'étoffe ou la matière première, mais ces élémens ne sont encore ni assez nombreux ni assez forts, ils n'ont pas encore assez conscience d'eux-mêmes pour avoir les aspirations ou les exigences ambitieuses des classes ouvrières de l'Occident. Par les idées, par les croyances et les sentimens comme par le costume et les mœurs, le peuple des villes russes se distingue encore peu du peuple des campagnes. Le *mechtchanine*, l'artisan surtout, n'est que le *moujik* des villes. La religion, qui en Russie est demeurée une des grandes forces sociales, retient encore sous son empire ces masses urbaines que, dans plusieurs pays de l'Occident, le christianisme catholique ou protestant semble avoir perdues sans retour.

(1) Il est juste de remarquer que les artisans des villages, aujourd'hui encore les plus nombreux, ont comme les autres paysans leur lot de terre. Nous aurons du reste occasion de revenir sur cette importante question en étudiant la situation de la classe rurale.

C'est au fond des villes aussi bien que dans les villages écartés, chez le *mechtchanine* aussi bien que chez le paysan, que germent et se propagent les sectes bizarres, dont la naissance même témoigne de la vitalité et de la naïveté de l'esprit religieux dans un peuple (1). Le *mechtchanine* est observateur des rites et des traditions, il est conservateur des mœurs de ses ancêtres, il est respectueux de Dieu et de son souverain tout comme le *moujik;* entre ce dernier et lui, il n'existe point encore de divorce, d'antagonisme moral. Il y a ainsi dans le fond du peuple russe une unité, une harmonie de sentimens et de croyances qui mérite d'autant plus d'être signalée qu'elle devient plus rare, et que là même où elle subsiste, le temps la rendra plus précaire. La Russie a là, pour une période plus ou moins longue, un principe de force et de stabilité qui fait défaut à tous les autres peuples du continent. S'il n'a point encore toute la fécondité, toute l'activité de notre civilisation urbaine, l'empire du Nord peut trouver dans cette infériorité même des dédommagemens, des compensations qui ne sont pas sans prix. Il n'est point encore exposé à ces luttes d'influences des villes et des campagnes dont l'Occident a déjà tant souffert, à cette guerre intestine des citadins et des ruraux qui, par de perpétuelles révolutions et réactions, entrave tout progrès; il échappe encore à ce conflit intermittent de l'esprit à la fois sceptique et utopiste de l'ouvrier des villes avec l'esprit grossièrement conservateur et aveuglément positif du paysan des campagnes.

IV.

La législation russe divise les habitans des villes en deux groupes, elle sépare nettement les artisans, ou petits bourgeois demeurés au bas de l'échelle sociale, des bourgeois parvenus aux degrés supérieurs. Ces derniers sont d'ordinaire compris sous la rubrique de marchands, *kouptsy*. Ce titre n'est légalement reconnu qu'aux négocians en possession d'un certain capital et payant certains droits de patente. Ces marchands, longtemps dotés de priviléges importans, n'ont pu naturellement constituer une classe fermée; le *mechtchanine*, le paysan, le noble même, qui se livrent au commerce, sont maîtres de se faire inscrire parmi eux : c'est une question de fortune et d'impôt. Ces *kouptsy* sont subdivisés en plusieurs catégories qui conservent le nom étranger de *guilde* introduit jadis par Pierre le Grand. Il y eut longtemps trois de ces *guildes* pourvues de

(1) Voyez notre étude sur les sectes populaires de la Russie dans la *Revue* du 1er mai et du 1er juin 1875.

prérogatives assez différentes; aujourd'hui, croyons-nous, il n'en reste que deux en possession de droits civils identiques. La distinction des deux *guildes* repose uniquement sur le chiffre du capital déclaré par les marchands et sur la patente par eux payée à l'état. Les membres de la première ont le privilége du libre commerce dans toute l'étendue de l'empire ainsi qu'à l'étranger; les membres de la seconde doivent se borner au négoce intérieur. Ces *guildes*, comme les autres fractions de la population urbaine, ont dans chaque ville leurs assemblées et leurs chefs ou syndics élus. Les marchands du reste s'élèvent ou descendent d'une *guilde* à l'autre, selon que s'enfle ou décroît leur fortune, et les mauvaises affaires les laissent exposés à retomber dans la classe inférieure des *mechtchané*.

Les membres des deux *guildes* font ou plutôt faisaient partie des classes privilégiées. Les empereurs leur avaient accordé tous les droits personnels de la noblesse : exemption de la capitation, exemption de la conscription militaire, exemption des verges et des peines corporelles. Dans un pays comme la Russie, on ne pouvait faire plus pour l'encouragement du commerce et de la bourgeoisie. Les marchands étaient libres de s'enrichir, libres de jouir de leurs richesses; une seule chose leur était refusée, et cette restriction même imposée aux négocians pouvait, aux yeux du législateur, passer pour un stimulant au commerce. Il était interdit au marchand, comme à toute personne étrangère à la noblesse, de posséder des terres habitées, *naselennyia imouchtchestva*, c'est-à-dire des terres peuplées de serfs. Or, dans ce pays de population faible et diffuse, ces terres habitées étaient en général les seules productives; par suite, les marchands qui n'y pouvaient prétendre se trouvaient de fait exclus de la propriété terrienne, de la propriété rurale au moins. Les seuls immeubles qui leur fussent accessibles étaient des maisons de villes ou des maisons de campagne aux environs des villes. Les placemens de fonds en terres de rapport leur étant interdits, les négocians pouvaient sembler moins enclins à retirer du commerce les capitaux qu'ils y avaient amassés. Cette prohibition avait un effet plus certain et moins avantageux : elle isolait le commerce de l'agriculture, elle maintenait le négociant ou l'industriel séparés à la fois du noble propriétaire et du paysan cultivateur. Alors que le servage rendait presque impossible la formation d'une classe moyenne dans les campagnes, le monopole nobiliaire des terres habitées empêchait la classe moyenne, lentement formée dans les villes, de se répandre sur les campagnes. Les marchands restaient enfermés dans la ville et comme emprisonnés dans les affaires; de là une autre cause de la faiblesse, du peu d'expansion,

du peu d'influence sociale de la bourgeoisie. Aujourd'hui que l'abolition du servage a supprimé la distinction entre les terres habitées et les terres non habitées, la propriété terrienne est devenue libre, l'accès en est ouvert à toutes les classes. Par cette conséquence indirecte, l'émancipation touche profondément la bourgeoisie russe, elle lui rend la libre disposition de sa fortune, elle lui ouvre les campagnes, et ce seul fait est une révolution qui sur l'avenir social de la Russie peut avoir une portée considérable.

Les marchands de la première guilde possédaient presque tous les priviléges personnels de la noblesse; les plus fortunés n'en cherchaient pas moins à sortir de leur condition. Cette noblesse, dont le législateur semblait leur avoir accordé les prérogatives utiles, ils la convoitaient pour eux ou pour leurs enfans, et beaucoup d'entre eux prenaient un chemin qui y menait rapidement, le chemin du service de l'état. De là encore une cause de débilité, d'amoindrissement pour la bourgeoisie, qui ne semblait grandir et s'enrichir que pour une autre classe. Le mode d'anoblissement par le *tchine*, par le grade ou l'emploi, resté en usage depuis Pierre le Grand, avait le double effet d'entraver à la fois la constitution d'une vraie noblesse et la formation d'une vraie bourgeoisie; un tel système appauvrissait la seconde en encombrant la première : de l'une il faisait un lieu de passage, un vestibule, une antichambre presque vide, de l'autre une salle confuse, une assemblée mêlée.

Dans cet appétit des marchands pour les fonctions ou les décorations qui anoblissaient, il serait injuste de ne voir en Russie, comme en d'autres pays, que puérile vanité et futile ambition. Le marchand russe jouissait de tous les droits réellement utiles de la noblesse; mais ces droits il ne les tint longtemps que de son inscription dans la guilde. Un revers de fortune les lui pouvait enlever, en lui faisant perdre le titre et le rang de marchand; un revers de fortune pouvait en un moment le ravaler au niveau du *mechtchanine*, soumis à la taille, à l'enrôlement forcé et aux verges. La noblesse héréditaire et par suite le service de l'état pouvait seul mettre une famille russe à l'abri d'une telle chute.

Cette instabilité de la position des marchands, cette fragilité des droits de la bourgeoisie, amena l'empereur Nicolas à créer pour elle une nouvelle rubrique, une nouvelle catégorie officielle. En même temps qu'il rétrécissait le chemin conduisant à la noblesse, ce prince instituait pour les bourgeois un titre qui leur devait assurer les avantages jusque-là cherchés dans l'anoblissement. Ce nouveau degré de l'échelle sociale russe porte le nom de *potchetnyi gragdanine*, *citoyen honorable*, ou mieux bourgeois notable. Ces citoyens honorables ont les priviléges des marchands de la première

guilde, sans être astreints à demeurer inscrits dans les guildes. C'était, en fait, une sorte de noblesse d'un nouveau genre, de noblesse bourgeoise conférée par le souverain ou par lettre du sénat, en récompense de certains services et de certaines fonctions. Comme la noblesse russe proprement dite, celle-ci comptait deux degrés, deux catégories. Il y eut le citoyen honorable personnel et le citoyen honorable héréditaire, ce dernier ayant le droit de transmettre à ses enfans sa qualité et les exemptions qui y étaient attachées. Cette rubrique existe toujours dans la nomenclature sociale de la Russie; mais le nom de *potchetnyi gragdanine* semble n'être plus qu'une distinction honorifique. Les principales exemptions attribuées à ce titre ont été accordées à tous les habitans des villes. L'abrogation de la capitation et des peines corporelles d'un côté, l'établissement du service militaire obligatoire pour tous d'un autre, ont singulièrement diminué la valeur de toutes ces distinctions. Les bourgeois honorables et les marchands ne peuvent conserver beaucoup de priviléges, alors qu'il n'en demeure presque plus à la noblesse. Les noms et la terminologie, les cadres des anciennes subdivisions, persistent comme des souvenirs ou des points de repère commodes pour l'administration et la statistique, ils ont peu de valeur effective. Dans l'intérieur des villes, naguère encore coupées en compartiments si multiples et si tranchés, l'égalité civile nous paraît si bien établie qu'il reste peu de chose à y ajouter.

Ce sont aujourd'hui les mœurs, l'éducation, le degré de civilisation, qui en Russie continuent à maintenir séparées les diverses classes de la société. Les habitudes dressent entre elles des barrières que la loi ne peut renverser. A cet égard, les distinctions de classes sont encore en Russie plus nettement marquées que dans le reste de l'Europe. De la façon inégale dont la civilisation a pénétré dans les diverses couches de la société, il n'en saurait être autrement. La noblesse, qui a longtemps eu le monopole de l'éducation européenne, continue à vivre à part, isolée des marchands et d'une bourgeoisie à laquelle la richesse n'a point encore fait franchir le seuil de la culture. C'est ainsi que dans les grandes villes il y a d'ordinaire deux cercles, deux clubs, l'un pour la noblesse, l'autre pour les marchands. Les deux classes forment, au point de vue du monde, deux sociétés, deux villes à part, se voyant peu dans la vie privée, différant même par le genre de vie. Déjà cependant se manifestent des signes d'une prochaine révolution. La noblesse et la bourgeoisie ne se rencontrent pas seulement dans les assemblées publiques pour les affaires de la ville ou de la province, elles commencent à se rapprocher l'une de l'autre par les mœurs, par les goûts, par la culture, l'une se faisant plus nationale, l'autre se faisant plus européenne.

Il y a quelques années, un marchand russe était toujours un homme à longue barbe, à long caftan, à grandes bottes de cuir; il était aussi fidèle que le paysan aux traditions moscovites comme au costume national. Aujourd'hui il y a le marchand du vieux temps, conservateur des vieux usages, parfois possesseur d'une grande fortune sans en être moins attaché à l'ancienne manière de vivre, le *koupets* orthodoxe ou *raskolnik*, comme le bas peuple, comme le *moujik* ou le *mechtchanine*, dont il ne diffère réellement que par la richesse, fidèle observateur des jeûnes et des fêtes, unissant à un singulier degré la superstition à la finesse, la simplicité de l'existence à la grandeur des opérations commerciales. Il y a aussi le marchand moderne, souvent le fils ou le petit-fils du précédent, le marchand au menton rasé qui abandonne les usages de ses pères pour imiter la noblesse et les modes françaises. Ces derniers sont déjà nombreux, et le nombre en croît naturellement chaque jour; ils ont des hôtels et des salons meublés avec luxe, si ce n'est toujours avec goût, et possèdent tout le confort de l'Occident. Leurs fils apprennent le français et voyagent à l'étranger; beaucoup déjà mènent à Paris une vie aussi mondaine, aussi dissipée que les jeunes nobles de leur pays, et à leur retour quelques-uns savent se faire admettre dans les salons de la noblesse. Entre ces deux types de marchands, il en est un intermédiaire, faisant pour ainsi dire la transition de l'un à l'autre, et ayant souvent les prétentions et les travers des deux : c'est le négociant enrichi, épris du luxe moderne, et ne s'y pouvant faire lui-même, s'entourant de meubles et de frivolités dont il méconnaît l'usage, et toujours mal à l'aise dans sa propre maison, dans ses propres vêtemens. Ce parvenu ignorant et plein de contrastes, ridicule victime de la vanité, est plus fréquent et plus étonnant en Russie que partout ailleurs. Soit amour du luxe, soit calcul de commerçant désireux d'établir son crédit, le marchand russe a fréquemment un goût de l'extérieur, un goût de la montre et de l'apparat qui, en Russie même, où ce penchant est général, se rencontre rarement ailleurs à un tel degré. Il est de ces marchands qui ont de riches appartemens où ils ne logent point, de somptueux salons qu'ils n'ouvrent qu'aux étrangers, une vaisselle où ils ne mangent pas, des lits auxquels pour dormir ils préfèrent à la vieille mode russe des tapis ou des divans. L'un d'eux, faisant admirer à un ingénieur anglais sa chambre à coucher et son lit sculpté recouvert d'un surtout de dentelle, lui disait avec un malicieux sourire : ce lit-là m'a coûté une somme folle, mais voyez-vous, je ne couche pas dedans, je couche dessous (1). On en rencontre

(1) Herbert Barry, *Russia in 1870*, p. 119. Bien que l'usage s'en répande de jour en jour avec les chemins de fer, les lits sont encore, dans quelques contrées de la Russie, un objet de luxe qui n'est pas toujours à la portée du voyageur. J'ai eu parfois

encore de cette force, mais le fils un jour couchera dans le lit du père et y dormira.

Comme la population inférieure des villes, comme le *mechtchanine*, le marchand appartient encore, par les idées et les habitudes, par le milieu et l'éducation, au même peuple, au même monde que le *moujik*. Il n'y a dans les guildes russes rien qui rappelle notre ancien tiers-état, avec son mouvement d'esprit, son instruction, ses ambitions. On y sent à peine encore un ferment d'activité politique ou intellectuelle. Jusqu'à ces dernières années, la science et la littérature ne devaient presque rien en Russie à la bourgeoisie (1). Comme l'indique ce nom même de *kouptsy*, de marchands, donné à la portion la plus élevée du tiers-état, il n'y a eu jusqu'ici en Russie qu'une bourgeoisie de comptoir, il n'y a eu chez elle d'autre classe moyenne que le commerce et l'industrie, tous deux dominés par un esprit exclusivement mercantile, conservateur et routinier. C'est encore là un des motifs du peu de culture, du peu d'influence de cette classe en Russie. La plupart des professions qui ont le plus relevé la bourgeoisie en Europe, celles qui en touchant à la science, aux lettres, aux lois, lui ont valu le plus de considération et souvent même lui ont assuré dans l'état et dans la société une autorité que la législation ne lui reconnaissait pas encore, la plupart des professions vulgairement appelées libérales, manquaient presque autant à la Russie de Pierre Ier et de Catherine II qu'à la Moscovie des Ivan et des Vassili. Chez elle, ni juristes, ni médecins, ni écrivains, ni professeurs, ni ingénieurs, pas même de notaires, d'avoués ou de procureurs, rien que des employés et des scribes, sans instruction et sans ressemblance pour l'éducation ou la considération sociale avec leurs analogues d'Occident. Il ne pouvait y avoir beaucoup d'avocats dans un pays où en 1860 la procédure était encore écrite et secrète; il n'y avait guère de jurisconsultes, alors que la législation était un chaos, que la justice était arbitraire ou vénale. La Russie ne connut jamais cette noblesse de robe qui par le rang et l'esprit tenait déjà une si grande place dans notre ancienne France; elle connaissait à peine une magistrature : les fonctions de tout ordre étaient exercées par la même classe de fonctionnaires, souvent par les mêmes personnes, sans spécialité et sans éduca-

moi-même de la peine à m'en procurer, et j'ai fait l'étonnement de certains aubergistes en ne me montrant pas satisfait d'un divan ou d'un canapé.

(1) A cette règle il n'y a guère, dans la littérature de la première moitié du XIXe siècle, qu'une double exception : deux poètes de province, jumeaux par le talent et l'inspiration comme par l'origine, Koltsof et Nikitine, l'un petit marchand, l'autre petit *mechtchanine*, et encore cette apparente exception confirme-t-elle indirectement la règle par le caractère naïf, tout national et tout populaire, des deux poètes. Aujourd'hui on pourrait citer quelques écrivains ou quelques savans sortis de la même classe.

tion professionnelle. La Russie de la première moitié du XIXe siècle était encore sous ce rapport en arrière de la vieille France du XVIIe ou du XVIe siècle. Les réformes de l'empereur Alexandre II, la réforme judiciaire en particulier, aideront à combler ce vide, et ce ne sera pas un de leurs moindres bienfaits. Ces réformes récentes n'ont pas seulement à modifier, à améliorer les institutions, elles ont à créer toute une classe nouvelle en créant des emplois ou des professions qui exigent une sérieuse culture de l'esprit, en ouvrant à l'activité intellectuelle des débouchés multiples et honorables. Les universités et les progrès de l'instruction, les chemins de fer et l'accélération des communications, l'élargissement même du commerce et de l'industrie, agiront dans le même sens et à côté de l'ancienne bourgeoisie, exclusivement marchande, contribueront à faire surgir une bourgeoisie libérale, à l'esprit en éveil, aux aptitudes variées. Cette classe nouvelle est en train de se former; mais, chose à remarquer, c'est souvent en dehors du cadre officiel de la bourgeoisie qu'il faut chercher cette future et véritable bourgeoisie russe : elle se recrute dans toutes les classes, parmi les fils de prêtres comme parmi les fils de marchands, et plus encore au sein de la noblesse. La bourgeoisie de l'avenir, la prochaine classe moyenne qui tôt ou tard sera la classe dirigeante, empruntera ses membres à toutes les catégories, à toutes les rubriques sociales de l'empire, en demeurant indépendante des unes et des autres; elle grandira en dehors de toutes les distinctions de castes, et aura d'autant moins de peine à s'élever au-dessus des préjugés de naissance, qu'en dépit des apparences, de tels préjugés n'ont jamais chez les Russes été bien puissants.

Pour la Russie, le principal résultat du XVIIIe siècle et des réformes de Pierre Ier et de Catherine II, a été la formation d'une haute classe cultivée, d'une noblesse élevée à l'européenne; pour elle, un des principaux résultats du XIXe siècle et des réformes de l'empereur Alexandre II sera la création d'une classe moyenne, d'une bourgeoisie vraiment européenne et moderne. Les progrès faits en ce sens depuis cinquante ans sont faciles à suivre. « Le tiers-état n'existe pas en Russie, écrivait Mme de Staël sous le règne d'Alexandre Ier, c'est un grand inconvénient pour le progrès des lettres et des arts;... mais cette absence d'intermédiaire entre les grands et le peuple fait qu'ils s'aiment davantage les uns les autres. La distance entre les deux classes paraît plus grande parce qu'il n'y a point de degrés entre ces deux extrémités, et, dans le fait, elles se touchent de plus près, n'étant pas séparées par une classe moyenne (1). » Il y aurait plus d'une réflexion à faire sur ces

(1) Mme de Staël, *Dix années d'exil.*

paroles de l'illustre écrivain. Il est vrai que les deux classes extrêmes, que le noble et le *moujik*, l'ancien seigneur et l'ancien serf, se touchaient de près, n'ayant entre eux aucune classe mitoyenne; mais ce n'était là qu'un contact matériel. Entre l'un et l'autre il n'y avait ni sympathie mutuelle, ni intelligence réciproque, il n'y avait ni lien moral ni communauté spirituelle. Entre le peuple russe demeuré fidèle aux vieilles mœurs moscovites et la noblesse à demi-française l'intervalle était énorme, la distance réelle d'autant plus grande qu'il n'y avait rien pour en rapprocher les extrémités. Cette distance, en grande partie le fruit de la révolution précipitée de Pierre le Grand, l'ancienne bourgeoisie officielle des *mechtchané* et des marchands était incapable de la diminuer, incapable de la combler, toute cette bourgeoisie mercantile des villes appartenant elle-même au peuple par l'éducation, les mœurs, les préjugés. Cet intervalle, qui longtemps sembla impossible à remplir, c'est à une bourgeoisie nouvelle de le faire disparaître, à une bourgeoisie cultivée, tenant à la fois au peuple par les intérêts et les sympathies, et à la civilisation moderne par l'éducation. Jusqu'ici, il n'a point existé en Russie de chaîne continue le long de laquelle les idées, les connaissances, les impressions, pussent descendre insensiblement du sommet au bas de la société. C'est là le grand obstacle au progrès économique, au progrès politique de l'empire. La masse de la nation était condamnée à ramper dans la routine pendant qu'une élite dépaysée s'envolait égoïstement à l'étranger ou se perdait vainement en de nuageuses utopies. Le remède est dans la formation d'une classe moyenne, d'une grande, et peut-être plus encore, d'une petite bourgeoisie servant d'intermédiaire entre les idées d'en haut et les besoins d'en bas. Alors seulement pourra prendre fin le dualisme social, le schisme moral, qui depuis Pierre le Grand est le mal de la Russie et survit à l'abrogation des priviléges et aux progrès de l'égalité. Alors seulement cette nation, divisée en elle-même et aujourd'hui encore coupée en deux moitiés séparément impuissantes, pourra donner à l'Europe la mesure de son génie, la mesure de ses forces intellectuelles. La tâche est malaisée et demandera des années; nous en verrons les difficultés aussi bien que l'importance en étudiant les deux classes, que naguère encore le servage enchaînait l'une à l'autre, en considérant de plus près la noblesse et les paysans, l'ancien seigneur et l'ancien serf, et en nous rendant compte des effets de l'émancipation sur l'esclave et sur le maître.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

LE

SYSTÈME MONÉTAIRE

LE SIMPLE ET LE DOUBLE ÉTALON.

On parle beaucoup aujourd'hui du système monétaire et des combinaisons qu'il doit offrir pour le plus grand avantage du commerce et la sûreté des transactions. Le sénat s'en est occupé dans la séance du 21 mars. On discute spécialement une question qui s'appelle celle du simple ou du double étalon. On verra bientôt en quoi elle consiste. Ce ne sont pas les seuls théoriciens qui échangent leurs idées à cette occasion, le monde des affaires s'en montre préoccupé. Le métal argent est affecté d'une forte baisse qui pourrait bien s'aggraver, et ce fait brutal a modifié brusquement les rapports entre les débiteurs et les créanciers dans les pays où ce métal est la base du système monétaire, et par réaction il trouble les autres pays.

Les questions qui concernent les monnaies ne sauraient être regardées d'un œil indifférent par personne, car elles touchent aux intérêts de tout le monde, à ceux du pauvre comme à ceux du riche. Elles sont dignes de la vive sollicitude des hommes d'état qui ont pour mission de veiller au maintien et au développement de la prospérité publique, et d'écarter du chemin des peuples tout ce qui pourrait y porter préjudice. Des esprits supérieurs qui ont consacré une partie de leur vie à étudier et à écrire l'histoire ont signalé les désordres monétaires comme un des plus grands fléaux que puisse subir une nation industrielle. Macaulay a, sur ce sujet, des pages éloquentes.

I.

Avant de s'engager dans un débat sur les monnaies, il est bon de s'entendre sur le sens exact des mots qu'on y emploiera. Disons d'abord ce que c'est que la monnaie. Ces disques d'or ou d'argent sont des marchandises aussi bien que peuvent l'être du fer, ou du plomb, du blé ou de la viande. C'est parce que les pièces de monnaie sont des marchandises que, dans toutes les contrées, on les accepte sans conteste ni hésitation en paiement quand on vend, ou on les donne avec la certitude qu'elles seront reçues quand on achète. Dans ces opérations, elles figurent juste en quantités telles que ce soit l'équivalent exact de la chose achetée ou vendue.

Nul, dans les temps modernes ni dans les temps anciens, n'a défini la monnaie mieux qu'Aristote, dont voici les paroles :

« On convint, dit-il, de donner et de recevoir dans les échanges une matière qui, utile par elle-même, fût aisément maniable dans les usages habituels de la vie; ce fut du fer par exemple, de l'argent, ou telle autre substance dont on détermina d'abord la dimension et le poids et qu'enfin, pour se délivrer des embarras d'un continuel mesurage, on marqua d'une empreinte particulière, signe de sa valeur. »

En un mot, les pièces de monnaie sont des lingots de métal et fonctionnent en cette qualité; mais ces lingots sont certifiés par l'état. Le certificat est rendu apparent par l'empreinte que seul le gouvernement a le droit de donner aux métaux précieux. Le certificat résulte aussi du contrôle que le gouvernement exerce à ses frais sur la fabrication de la monnaie (1), afin que chaque pièce en particulier ait le poids et le titre spécifiés par la loi. On désigne par le mot *titre* le degré de finesse du métal, c'est-à-dire la proportion du métal pur qu'offrent les espèces monnayées. En France, ce degré s'exprime indifféremment en dixièmes ou en millièmes. Les monnaies françaises sont au titre de 9 dixièmes ou de 900 millièmes (2) et cette proportion se répand de plus en plus dans le monde civilisé. Il suit de ce qui précède que c'est une locution inexacte de dire que la monnaie est un signe : elle est bel et bien une substance qui figure dans chaque transaction à titre d'équivalent de l'objet acheté ou vendu.

Dans chaque état, on adjoint aux monnaies proprement dites des

(1) Le monnayage, en France et dans la plupart des pays, se fait à l'entreprise par des entrepreneurs d'industrie qu'on appelle directeurs, et qui sont tenus de monnayer les matières que les particuliers leur apportent en prélevant pour leurs frais une très petite fraction, fixée par l'état, de ces matières.

(2) On ne peut employer au monnayage l'or et l'argent à l'état de pureté. Ces métaux, quand ils sont purs, sont mous et s'usent facilement; l'alliage les durcit.

pièces qui ne sont pas des équivalens, et qui par cette raison ne doivent pas être rangées dans la monnaie même. C'est ce qu'on appelle du billon. La destination du billon est de servir 1° d'appoint dans les paiemens de quelque importance qui ne se règlent pas en sommes rondes, 2° de moyen de paiement dans les menues transactions de la vie domestique. Il y a du billon en cuivre, il y en a hors de France, en nickel, il y en a même en argent. Depuis le 27 juillet 1866, toutes les pièces françaises en argent, autres que celles de 5 francs, sont du billon. Cinq pièces de 1 franc ou deux de 2 francs plus une de 1 franc ne contiennent pas la même quantité d'argent qu'une pièce de 5 francs. Les gouvernemens trouvent dans l'émission du billon, qui leur est exclusivement réservée, l'occasion de gagner quelque chose, ce qui les a maintes fois portés à en émettre trop et à en exagérer l'usage. Le billon serait de la fausse monnaie si l'on n'avait limité strictement par la loi l'emploi qu'on en doit faire dans les paiemens, à une somme peu élevée (1).

Le mot étalon a été introduit dans la langue monétaire pour indiquer une pièce de monnaie déclarée invariable en substance et en teneur, et à laquelle se rapporte la valeur de toutes les autres pièces de monnaie, y compris celles qui seraient d'un autre métal. La loi française dit que l'unité monétaire est le franc, qui consiste en 5 grammes d'argent au titre de neuf dixièmes; cette pièce de 1 franc est l'étalon de nos monnaies, quoiqu'elle ait disparu de la circulation depuis la loi du 27 juillet 1866, en vertu de laquelle les pièces de 1 franc sont du billon et fabriquées en conséquence. L'étalon se retrouve parfait, mais multiplié par 5, dans la pièce d'argent de 5 francs.

Le régime du simple étalon est celui où le pouvoir de constituer l'étalon monétaire sous les conditions d'un poids et d'un titre fixes est reconnu par la loi à un seul métal. Si la loi confère cette puissance à la fois aux deux métaux précieux, l'or et l'argent, il s'ensuit nécessairement qu'on établit un rapport fixe de valeur entre l'un et l'autre, car les pièces d'argent se rapportent à une pièce fixe d'or en même temps que les pièces d'or se rapportent à une pièce fixe d'argent. C'est ainsi qu'aujourd'hui en France le système du double étalon, qu'un certain nombre de personnes prétendent être établi par la loi, et qui jouit de l'existence de fait, revient à ceci, qu'entre l'or et l'argent monnayés il existe, à tort, un rapport de valeur permanent, immuable, représenté par le chiffre 15 1/2.

Le système du double étalon ne doit pas être confondu avec celui de deux monnaies légales, l'une en or, l'autre en argent; il est indubitable que le législateur français, tout en ne voulant

(1) La loi française dit cinquante francs; elle eût mieux fait de dire moins.

qu'un étalon qui est en argent, a voulu deux monnaies légales. Les deux métaux en effet, en vertu de la loi régulièrement interprétée, sont admis à circuler l'un à côté de l'autre et à payer, l'un aussi bien que l'autre, toute dette, quel qu'en soit le montant; mais la loi ne reconnaît de fixité qu'aux pièces de monnaie d'argent. Les pièces de 20 et de 40 francs, les seules qu'on fit d'abord, pouvaient et devaient, dans la pensée du législateur, varier de teneur conformément aux variations respectives des deux métaux dans le commerce, afin qu'elles fussent toujours l'équivalent de 20 ou de 40 francs en argent.

Ces préliminaires posés, essayons d'introduire le lecteur dans la discussion qui s'est engagée par la force des choses, et où les intérêts de la France entre autres sont fortement en jeu. Depuis le rétablissement de la paix, il y a soixante ans, l'Europe est en enfantement d'une organisation monétaire supérieure à celle d'autrefois. La grande variété des monnaies qui y circulaient et qui était un obstacle aux transactions, outre que c'était un grand ennui pour les voyageurs, tend à disparaître. Elle a fait place déjà à un nombre beaucoup moindre. On ne désespère même pas d'arriver un jour à une monnaie qui serait uniforme pour tous. Malheureusement ce dessein, très séduisant en soi, rencontre chez plusieurs nations du premier ordre des préjugés nationaux enracinés et intolérans, qui en retarderont l'accomplissement pendant bien des années encore, quelque simplification qu'on doive en attendre pour les opérations internationales du commerce, qui deviennent si étendues. Les Anglais tiennent extrêmement à leur livre sterling; les Américains sont amoureux de leur dollar; les Allemands, qui avaient de l'attachement pour leur florin ou leur thaler, ont consenti à se défaire de l'un et de l'autre, mais pour s'éprendre d'une nouvelle unité, le *marc*, qui est différente de toutes celles qu'ont les autres états. Les Scandinaves ont commis la même faute. Toutefois le mouvement de concentration est tel que, au lieu de trente systèmes monétaires, on n'en a plus que cinq ou six en Europe et dans l'ensemble de la civilisation occidentale ou chrétienne; mais on devrait n'en avoir qu'un, et l'on y tend bon gré mal gré.

La France a pris part à la transformation qui a eu lieu par l'association monétaire qu'elle a formée le 23 décembre 1865 avec trois états continentaux qui sont ses plus proches voisins, l'Italie, la Belgique et la Suisse. On y a même joint un petit pays, séparé de nous par une distance considérable, la Grèce, qu'on a accepté apparemment pour être plus en nombre, quoiqu'à cause de son état économique elle n'ajoute aucune force à l'association, et que même elle puisse la compromettre. Cette association s'appelle l'union latine. Les états qui y sont avec nous ont adopté notre système mo-

nétaire de fait. Ils sont convenus de donner le cours légal chez eux aux pièces d'or et d'argent fabriquées chez leurs associés. Les menues pièces d'argent, celles de 2 francs, 1 franc, 50 centimes, qui ne sont que du billon, jouissent même de cette faveur, ce qui peut être qualifié d'abusif. Tous les ans, les états, en cela confédérés, tiennent une conférence où ils se mettent en présence de l'acte qui les régit et dont depuis quelque temps la pratique leur cause de l'embarras.

Aux termes de la convention, la donnée sur laquelle se règle, dans l'union latine, la fabrication respective des pièces d'or et des pièces d'argent composant un même nombre de francs est qu'un kilogramme d'or est l'équivalent absolu de 15 kilogrammes 1/2 d'argent. C'est en effet, à peu de chose près, sur ce pied que s'échangeaient sur le marché général de l'Europe les lingots de l'un des deux métaux précieux contre ceux de l'autre en 1865, quand se constitua l'union latine (1). On oublia, en rédigeant la convention, qu'il n'y avait dans la nature des choses aucune raison pour que ce rapport de 1 à 15 1/2 entre l'un et l'autre métal subsistât indéfiniment et même pour qu'il ne fût pas profondément troublé. Il est pourtant évident que, si l'on voulait assurer de la durée dans un système monétaire composé des deux métaux précieux, le rapport entre la valeur attribuée à un même poids en pièces de monnaie respectives devait se conformer à la valeur respective des lingots, puisque dans les opérations commerciales les monnaies ne sont que des lingots certifiés qui s'échangent contre les autres marchandises en proportion de leur valeur courante. On avait donc inscrit dans la convention un principe contraire à l'ordre naturel des choses, et le malheur voulut qu'au moment même où l'on signait la convention, la valeur relative des deux métaux se mît à changer. L'argent éprouva par rapport à l'or une baisse sensible, et par conséquent la donnée fondamentale de la convention se trouva aussitôt faussée. Le courant du commerce, qui apporte chaque chose à l'endroit où elle se place avec avantage, apporta, en vertu de sa pente accoutumée, de l'argent dans chacun des états de l'union latine pour l'échanger contre des espèces en or. Ces envois d'argent étaient spécialement dirigés sur ceux de ces états qui avaient beaucoup de monnaie d'or, c'est-à-dire avant tout sur la France. Nous avons donné et nous donnons ainsi un métal valant plus contre un autre qui est déprécié, et notre monnaie tend à n'être plus composée que de ce dernier, l'argent, qui, outre le danger d'une dépréciation imminente, offre l'inconvénient d'une pesanteur incommode. La perspective de cette substitution soulève de vives réclamations.

(1) En réalité, l'or valait un peu moins que 15 fois 1/2 l'argent. En conséquence, l'argent avait été remplacé par l'or dans la circulation de la France.

Les délégués des quatre états de l'union, réunis en conférence, sauf la Grèce, qui n'y paraît pas, se demandent chaque année ce qu'il faudrait faire. Un des délégués de la France, qui avait eu le principal rôle dans l'acte même de la convention, M. de Parieu, a abordé la difficulté de front, et émis l'avis qu'on devait s'attendre à un changement très marqué dans la valeur respective des deux métaux, à cause de l'effort que faisait la population si intelligente et si entreprenante des États-Unis pour extraire l'argent des mines exceptionnellement riches, distribuées en grand nombre dans les vastes territoires récemment annexés à la grande république américaine sur le versant de l'Océan-Pacifique. D'où il conclut que le système monétaire fondé sur l'emploi simultané et parallèle des deux métaux, avec un rapport fixe entre eux, c'est-à-dire le système même adopté par l'union latine, est miné à la base, et qu'il conviendrait de se rallier au programme suivi depuis 1816 par l'Angleterre, qui n'admet plus de monnaie qu'en or, sauf à utiliser l'argent pour en faire du billon.

La proposition de M. de Parieu, quoiqu'elle date déjà de quelques années, et qu'il la renouvelle à chacune des réunions annuelles de la conférence des quatre états, n'a pas encore eu de succès. La Suisse dit oui très résolûment par l'organe de M. Kern, ministre de la Suisse à Paris, et de M. Feer-Herzog, vice président du conseil national, mais elle est seule à tenir ce langage; la Belgique dit non, par deux raisons qui sont au-dessous du médiocre, et l'Italie de même. La majorité des représentans de la France dans la conférence vote comme la Belgique et l'Italie; les hommes qui composent cette majorité, et ont un grand mérite chacun dans sa spécialité, sont médiocrement familiers avec l'économie politique. Tout ce qu'il a été possible d'obtenir de la conférence, c'est que dans chacun des états la fabrication des pièces de 5 francs en argent serait limitée à une somme déterminée, et il est juste de dire que cette somme va en décroissant. Pour 1876, ces autorisations sont : France 54 millions, Italie 36 millions, Belgique 10,800,000 francs, Suisse 7,200,000 fr., Grèce 12 millions, total 110 millions au lieu de 150 millions qui avaient été permis en 1875.

Cependant les événemens marchent, et les faits se prononcent de plus en plus, l'argent baisse constamment de valeur, il perd en ce moment 12 pour 100, ce qui est énorme. Les gouvernemens étrangers à l'union latine s'émeuvent; depuis quelques années même ils agissent. Naguère l'Angleterre était la seule avec le Portugal qui eût adopté l'étalon d'or : aujourd'hui le législateur s'est prononcé de même dans des états tous renommés pour les lumières de leurs gouvernemens, et dont plusieurs sont du premier ordre par leur

puissance politique et commerciale : l'Union américaine, l'empire d'Allemagne, les trois états scandinaves, la Hollande. Le système dit du double étalon, celui qui consiste dans la circulation simultanée et parallèle des deux métaux, avec la circonstance aggravante d'un rapport indissoluble entre les deux métaux, perd du terrain chez de grandes nations, de celles même qu'on voudrait y river, ou même qui font partie de l'union, ainsi que dans des villes appartenant à ces états. Plusieurs de ces pays ou de ces villes, en effet, inscrivent parmi les conditions des emprunts qu'ils négocient, ou des opérations financières auxquelles ils se livrent, la clause que les intérêts seront payés en or. C'est ce qu'a fait l'Italie dans la transaction préparée par le cabinet Minghetti pour l'achat des chemins de fer dits *Lombards;* c'est ce que pratique la ville d'Ancône, comme le portent des affiches en ce moment placardées dans les rues de Paris. La Russie, qui n'a pas adhéré à l'union latine, mais qui a pour unité monétaire le rouble d'argent, agit de même dans le service de ses emprunts, et il est fort probable que l'Autriche, dans une émission d'emprunt qu'elle médite, suivra cet exemple.

L'étalon d'or a ainsi, par la force même des choses, cause gagnée dans le monde civilisé, en dehors de la France. Or c'est un sujet pour lequel il est impossible à la France de s'isoler, car elle ne le pourrait qu'en imposant à son commerce avec l'étranger un grand désavantage. Si elle reste au régime du double étalon, elle servira d'exutoire à la production des mines d'argent, et donnera en échange son or. Quand elle vendra des marchandises à l'extérieur, on les lui paiera en métal argent, que l'acheteur étranger se procurera à 12 pour 100 de rabais sur la valeur attribuée audit métal en France, tant qu'il nous restera de la monnaie d'or circulant parallèlement à la monnaie d'argent. Quand elle achètera, elle aura à payer en or. Et, pour avoir cet or, après que celui qu'elle possède aura été épuisé, elle paiera une prime de 12 pour 100.

Lors donc qu'on se place sur le terrain pratique, il semble que la question du choix à faire entre le régime de l'étalon unique d'or et celui du double étalon ne comporte plus la discussion, et qu'elle soit tranchée en faveur de l'unique étalon d'or par l'impérieuse autorité des faits accomplis. Le système opposé compte cependant en France quelques partisans qui continuent la lutte avec ardeur. Bien plus, les influences administratives acquises depuis plusieurs années au *statu quo*, qui est en fait, je ne dis pas en droit, le double étalon, n'ont pas désarmé. Un économiste spirituel, originaire de l'Italie, qui semble avoir pris pour modèle un autre Italien homme d'esprit, l'abbé Galiani, contemporain de Turgot et adversaire de cet homme d'état supérieur, produit, avec une inépuisable fécondité, en faveur du double étalon, des essais aussi agréables à lire,

mais aussi remplis de paradoxes que ceux où son compatriote d'il y a un siècle combattait la liberté, aujourd'hui complétement victorieuse, du commerce des grains.

En réponse aux champions du double étalon, il y a lieu d'abord de montrer que, contrairement à leurs assertions, ce système n'a pas force légale en France, qu'il n'y subsiste que par abus, car ce n'est pas du tout ce qu'a voulu établir le législateur par la loi du 7 germinal an XI, qui est encore aujourd'hui notre loi fondamentale sur les monnaies. Dès lors la thèse des défenseurs de ce système ne sera plus qu'un fragile échafaudage sans fondations pour le soutenir. Il est possible de démontrer pareillement que la circulation simultanée des deux métaux est en fait absolument impraticable, du moment qu'on prétend établir comme une règle de fer qu'il y aura toujours entre les deux métaux un rapport immuable de valeur tel que celui de 1 à 15 1/2. Or c'est ce rapport immuable qui constitue le double étalon.

Ce dernier fait n'a point échappé à un économiste fort distingué, M. Wolowski, défenseur aussi du double étalon; mais au lieu de s'en laisser ébranler, il a cru qu'il y trouverait un argument à l'appui de son opinion. Acceptant ce que la justesse de son coup d'œil lui prouvait être conforme à la nature des choses, que le double étalon ne pouvait avoir pour résultat, si ce n'est accidentel, la circulation effective des deux métaux à la fois, il en conclut que la France, en se plaçant sous ce pavillon, aurait la circulation d'argent pendant une période durant laquelle l'argent serait en baisse, et où l'or le vaudrait plus de 15 fois 1/2; puis, pendant une autre phase, durant laquelle au contraire l'or vaudrait moins de 15 fois 1/2 l'argent, l'or en prendrait la place. Une oscillation nouvelle ramènerait la circulation de l'argent, et ainsi de suite. Selon lui, ce balancement serait favorable à la sécurité des transactions, en ce qu'il empêcherait les grands écarts dans la valeur des marchandises. Cette conséquence, à son gré infaillible, du double étalon lui semble devoir faire pencher la balance de ce côté. Nous essaierons de prouver que l'espérance de M. Wolowski, au sujet d'une stabilité relative des prix, est loin d'être fondée, et que son plaidoyer en faveur du double étalon ne saurait sauver ce système, frappé à mort qu'il est par la force combinée du raisonnement et des faits accomplis.

II.

La loi de germinal an XI ne fut pas une improvisation; elle fut au contraire le résultat d'une longue élaboration, pendant laquelle on discuta vivement sur ce qu'il fallait faire. Ce fut une gestation qui dura plus de deux ans, quoiqu'elle succédât à des travaux im-

portans échelonnés depuis 1789. Sous la constituante, Mirabeau avait publié un mémoire (12 décembre 1790) qui impressionna vivement l'assemblée; il tendait à maintenir simultanément les deux métaux dans la circulation : depuis longtemps, c'était la tendance générale en Europe. Mais s'il devait y avoir deux monnaies légales, il ne devait y avoir qu'un seul étalon, il disait *monnaie constitutionnelle :* c'eût été l'argent. L'or aurait été monnayé, tant pour la satisfaction des besoins généraux, auxquels répondait déjà l'argent, que pour des besoins spéciaux, tels que celui de faire commodément et rapidement des paiemens considérables, et celui d'avoir dans les voyages et pour la monnaie de poche des pièces très portatives. Enfin on aurait fabriqué, pour la commodité des petites transactions journalières, des pièces de cuivre. L'or, comme le cuivre, eût été subordonné à l'argent. Les pièces d'or et celles de cuivre eussent été englobées, quoique pour des raisons différentes, sous la dénomination commune de *signes additionnels.* Les pièces d'or nommément auraient passé avec une valeur variable par rapport à l'argent. Les lignes suivantes de Mirabeau caractérisent bien le genre de subordination qui aurait affecté l'or : « les espèces d'or variant de prix en raison de l'abondance et de la rareté de l'or, elles seront plutôt une marchandise qu'une monnaie, et l'empreinte servira à rendre authentique la vérité du titre et du poids, et non à assurer la valeur fixe et invariable de l'espèce. » Le programme de Mirabeau était complet. Le grand tribun avait pris la peine de rédiger en détail un projet de loi pour la constitution monétaire, le mode de fabrication des monnaies et l'organisation de l'administration chargée de surveiller ce genre d'industrie, car le monnayage est, à la lettre et dans la force du mot, une opération industrielle. Les idées de Mirabeau étaient conformes du reste à celles du célèbre philosophe anglais Locke et d'un autre écrivain anglais, M. Harris, qui avait fait une étude particulière de la matière, et Mirabeau ne dissimulait pas l'emprunt qu'il faisait à ces deux esprits éminens. Locke avait montré, au XVIIe siècle, la vanité des efforts qui tendaient à avoir dans la monnaie les deux métaux précieux, si l'on entendait les lier l'un à l'autre par un rapport permanent. Il sentait que, le rapport entre l'or et l'argent se dérangeant sans cesse plus ou moins, comme au surplus celui de deux autres produits quelconques, la valeur des marchandises rapportée à la monnaie d'or ne pouvait être réellement la même, si on la rapportait à celle d'argent, qu'autant que la mobilité du rapport entre les deux monnaies serait érigée en principe. Voici les paroles de Locke :

« Deux métaux tels que l'or et l'argent, dit-il, ne peuvent servir au

même moment, dans le même pays, de mesure dans les échanges, parce qu'il faut que cette mesure soit perpétuellement la même et reste dans la même proportion de valeur. Prendre pour mesure de la valeur commerciale des choses des matières qui n'ont pas entre elles un rapport fixe et invariable, c'est comme si l'on choisissait pour mesure de longueur un objet qui fût sujet à s'allonger ou à se raccourcir. Il faut donc qu'il n'y ait dans chaque pays qu'un seul métal qui soit la monnaie de compte, gage des conventions, et la mesure des valeurs. »

Sir William Petty avait écrit un peu auparavant :

« La monnaie est la mesure uniforme de la valeur des choses. Le rapport entre l'or et l'argent se modifie selon que les entrailles de la terre offrent à l'industrie humaine plus de l'un ou de l'autre; par conséquent on n'en peut prendre qu'un pour faire de la monnaie. »

Le système de l'étalon unique était donc très clairement en germe dans les écrits de Locke et de Petty et pareillement dans ceux d'autres écrivains anglais dont nous nous abstenons de citer des extraits, notamment de Harris. Les dispositions essentielles du mémoire de Mirabeau ont inspiré en France le législateur et l'administration jusques et y compris les auteurs de la loi du 7 germinal an XI (28 mars 1803).

Les premières lois qu'ait produites la révolution française sur les monnaies furent l'œuvre de la convention. Elles composaient le système des monnaies des deux métaux précieux, indépendamment du billon en cuivre ou en métal de cloche, mais la base du système monétaire était le franc, pièce d'argent qui devait être invariable. On en avait mis le poids à 5 grammes en comptant dans le poids un dixième d'alliage. Sous le directoire, on a fabriqué près de cent millions en pièces de cinq francs sur cette donnée; ce sont les pièces à l'effigie d'Hercule qu'on s'est remis à frapper à chaque retour de la république. On devait aussi avoir des pièces d'or, mais celles-ci étaient subordonnées à l'argent. La pièce d'or aurait pesé 10 grammes et sa valeur eût été fixée par le commerce, ce qui eût laissé la porte ouverte à des contestations dans chaque cas particulier. La monnaie fondamentale était donc bien l'argent. En d'autres termes, c'est à ce métal exclusivement qu'était dévolue la fonction d'étalon, quoique les deux métaux dussent, dans la volonté du législateur, circuler parallèlement. Quant à un rapport fixe entre l'argent et l'or, on en était aussi éloigné que possible. L'incertitude sur la valeur de la monnaie d'or relativement à celle d'argent parut au public un inconvénient tellement grave, qu'aucun détenteur de lingots d'or n'apporta sa marchandise à l'Hôtel des monnaies pour la faire frapper.

Sous le directoire, les deux conseils avaient repris la question dans le dessein d'écarter cette difficulté, mais la machine législative fonctionnait alors très mal. On s'était rallié à la combinaison qui eût consisté dans la fixation semestrielle du rapport entre les pièces d'or et celles d'argent, d'après le cours respectif qu'auraient eu les lingots d'or évalués en argent pendant le semestre précédent. Cette fixation n'eût été obligatoire que pour le paiement des contributions, la solde des employés de l'état et l'acquit des dettes de gouvernement. Les deux conseils législatifs, les cinq-cents et les anciens, quoique d'accord sur le fond, ne surent pas se mettre d'accord sur la rédaction, et l'affaire restait en suspens quand eut lieu la révolution du 18 brumaire an VIII, qui engendra le consulat. Il est bon d'observer que le pays n'était pourtant pas absolument privé de monnaie d'or; il restait une grande quantité de louis de 24 et de 48 livres, pièces d'or de l'ancien régime, qui circulaient régulièrement, quoique n'étant pas en harmonie avec le système métrique, et qui étaient honnêtement fabriquées.

Dès les premiers mois de l'an IX, le gouvernement consulaire voulut résoudre la question des nouvelles pièces d'or. Le ministre des finances Gaudin adressa aux consuls un rapport détaillé où il traitait longuement, non-seulement de ce point spécial, mais de tout le système monétaire. Renonçant à avoir des pièces d'or d'un nombre rond de grammes, il proposa de faire des pièces d'or de vingt francs, portant ce nom gravé sur leur revers, et dont le poids, en fin, serait déterminé par cette règle que le rapport entre l'or et l'argent serait représenté par le nombre 15 1/2, de sorte que, si avec 1 kilogramme d'argent (contenant un dixième d'alliage) on faisait 200 francs, avec le même poids d'or, titrant de même neuf dixièmes, on ferait 3,100 francs. Pour tout le reste, il se tenait sur le même terrain que Mirabeau, la convention et les deux conseils des cinq-cents et des anciens, c'est-à-dire qu'il visait à la circulation simultanée des deux métaux, sous la réserve qu'un seul, l'argent, serait l'étalon. Dans les pièces d'or ainsi faites, Gaudin trouvait l'avantage d'éviter tout débat lors des marchés et des règlemens de compte où l'or figurerait; mais il s'appliquait à faire comprendre qu'il ne considérait aucunement le rapport de 1 à 15 1/2 comme invariable. Il entendait et disait que de temps en temps, lorsque le rapport entre les deux métaux précieux en lingots aurait changé dans le commerce, les pièces d'or seraient refondues afin d'en mettre le poids en harmonie avec le cours comparé des deux métaux, la monnaie d'argent devant être absolument fixe dans sa teneur en métal. L'opinion de Gaudin sur la monnaie est exprimée en termes fort clairs dans divers passages de ses rapports; nous n'en citerons qu'un, suffisant pour lever tous les doutes.

« Le projet du système monétaire que j'ai l'honneur de vous présenter, citoyens consuls, paraît devoir fixer à jamais le prix et la valeur de l'argent : le prix sera à l'abri des progressions qu'il a éprouvées depuis des temps reculés jusqu'à ce moment; son abondance ni sa rareté ne pourront faire changer ni le poids, ni le titre, ni la valeur du franc. On ne sera pas exposé à voir effectuer des remboursemens avec des valeurs moindres que celles qui auront été prêtées; leur dénomination équivaudra à celle de leur poids. Celui qui prêtera 200 francs ne pourra, dans aucun temps, être remboursé avec moins d'un kilogramme d'argent, qui vaudra toujours 200 francs et ne vaudra jamais ni plus ni moins. L'abondance de l'argent ou sa rareté influera sur les objets de commerce et sur les propriétés; leur prix se réglera de lui-même dans les proportions du numéraire, mais l'argent restera au même prix. Ainsi on trouvera dans ce système la stabilité et la justice. »

Le projet de loi inséré dans le premier rapport de Gaudin commence par une série d'articles définissant le rôle attribué à chacun des deux métaux, et dont voici le texte : « Article 1er. L'argent sera la base des monnaies de la république française; leur titre sera de neuf dixièmes de fin et un dixième d'alliage. — Article 2. Les pièces d'argent seront de 1 franc, de 2 francs, de 5 francs. — Article 3. La pièce de 1 franc sera invariablement du poids de 5 grammes, c'est-à-dire à la taille de 200 pièces au kilogramme. — Article 6. La proportion de l'or avec l'argent sera de 1 à 15 1/2. Un kilogramme d'or vaudra donc 15 kilogrammes 1/2 d'argent. Si des circonstances impérieuses forcent à changer cette proportion, les pièces de monnaie d'or seulement seront refondues. » Ainsi dans la pensée de l'auteur de la loi, Gaudin, comme dans celle de Mirabeau, l'argent est l'étalon. Il y a une pièce d'argent qui contient un poids invariable de métal fin et à laquelle tout se rapporte dans le système. A côté de la monnaie d'argent, composée de pièces de 5 francs et d'un certain nombre de pièces moindres, — les pièces d'argent au-dessous de 5 francs ne sont devenues du billon que sous le second empire, — il y a une monnaie d'or, sans parler des pièces de cuivre, qui sont du billon, mais l'or est subordonné à l'argent, et les pièces qu'on en doit faire seront d'un poids variable selon les circonstances.

Les bases que nous venons d'indiquer étaient admises par tout le monde, le gouvernement, les corps politiques, dont le plus influent était le conseil d'état, la commission des monnaies, corps administratif composé de savans, l'Institut, dont le gouvernement d'alors demandait l'avis dans les cas où sa compétence était notoire. On était unanime particulièrement à vouloir un système monétaire où les deux métaux précieux auraient leur place et seraient égale-

ment admis à solder toute dette, quel qu'en fût le montant, — c'était le système de deux monnaies légales, — mais on était unanime dans la croyance que les pièces d'un seul devaient être absolument fixes dans leur teneur en métal fin, et, à cause d'une tradition ancienne, non-seulement en France, mais en Europe, on s'accordait à donner cette suprématie à l'argent.

On était alors très fortement préoccupé, et non sans raison, de la nécessité de susciter un obstacle insurmontable aux abus par lesquels l'ancien régime s'était signalé et déshonoré dans ses agissemens concernant les monnaies. On peut dire que depuis saint Louis, qui s'était comporté en parfait honnête homme, tous les rois, jusqu'à Louis XVI exclusivement, avaient altéré les monnaies et avaient été à la lettre et de propos délibéré des faux-monnayeurs. La mobilité du rapport entre les deux métaux précieux avait pu servir de prétexte à ces falsifications tant qu'il n'était pas expressément convenu que les pièces de l'un des deux, et nommément la pièce d'argent appelée la *livre*, était un élément immuable dans le système. Faute d'une précaution de ce genre, on faisait semblant de penser qu'il était légitime, si l'argent avait baissé de valeur, de diminuer le poids des pièces d'or pour qu'elles gardassent leur même relation avec l'argent, et puis, si quelque temps après la valeur de l'or baissait à son tour, de diminuer de même la quantité de métal fin contenu dans les pièces d'argent, et ainsi de suite; si bien que tout le système allait en s'appauvrissant sans cesse, et successivement les pièces de monnaie de l'un et de l'autre métal approchaient de rien. C'est ce qu'exposait très clairement le rapporteur du conseil d'état, M. Bérenger, dans le second de ses rapports. « Avec la disposition, disait-il, qu'ont tous les gouvernemens à affaiblir les monnaies, la valeur la plus basse serait toujours prise pour mesure. On rapporterait alternativement la valeur de l'or à celle de l'argent et la valeur de l'argent à celle de l'or, et on redescendrait du franc au soixante-seizième du franc comme on était descendu de la livre au soixante-seizième de livre (1). » Cette diminution successive du poids des pièces des deux métaux devait rencontrer un obstacle insurmontable dans l'établissement d'une unité monétaire déclarée par la loi invariable dans sa teneur.

La seule contestation à laquelle le projet de loi donna lieu et qui en retarda le vote de près de deux ans, concernait la pièce d'or exclusivement. Elle vint de ce que la section des finances du conseil d'état, chargée de faire la loi telle qu'elle serait présentée au corps législatif, était opposée à ce qu'on fît des pièces d'or de 20 francs, par la raison que c'était un poids d'un nombre de

(1) L'abaissement que la livre avait éprouvé dans sa teneur depuis Charlemagne.

grammes brisé : 6 grammes 452 milligrammes. Elle aurait préféré, pour la pièce d'or, un poids fixe en rapport simple avec l'unité de poids, c'est-à-dire un multiple du gramme, dont la valeur en francs eût varié conformément aux variations de la valeur des lingots d'or dans le commerce, comparativement aux lingots d'argent. Quant à faire de l'argent la base du système, l'étalon unique, c'est un point sur lequel elle était aussi ferme que Gaudin. Il y eut dans le cours de la discussion, au sein de la section des finances et entre le ministre des finances et le conseil d'état, une série de rédactions du projet de loi; celle du 13 nivose an x portait : « le franc, c'est-à-dire l'unité monétaire, faite de 5 grammes d'argent au titre de neuf dixièmes, est la mesure invariable de la valeur des monnaies d'or et de cuivre; » une autre, des 4 et 10 frimaire an xi (1), disait : « le franc est la mesure invariable des monnaies fabriquées avec un métal différent. »

Dans le projet définitif qui fut apporté au corps législatif et voté sans modifications par cette assemblée, ainsi que dans l'exposé des motifs accompagnant le projet, sont consignées pareillement, mais sous une autre forme, la suprématie de l'argent et l'adoption de ce métal comme base unique et immuable du système monétaire. Ce projet, plus concis que le projet de Gaudin, — il n'a que vingt-trois articles au lieu de trente-neuf, — s'ouvre par un article intitulé *Disposition générale*, et en dehors du numérotage des autres articles, qui est ainsi conçu : « 5 grammes d'argent au titre de neuf dixièmes de fin constituent l'unité monétaire qui conserve le nom de franc. » Dans cette formule laconique, toute personne compétente reconnaîtra que l'argent est investi, tout seul, de la qualité d'étalon monétaire. Pour qu'il n'y ait pas de doute à cet égard, l'exposé des motifs débute par un commentaire précis de la *disposition générale* et finit de la même manière. Au commencement et à la fin de ce document, on insiste sur l'idée salutaire du *point fixe auquel on ramène toutes les variations de valeur qui peuvent survenir entre les métaux employés à la fabrication des monnaies*, pour la garantie de l'exécution des transactions commerciales, et pour la conservation de la propriété. Ce « point fixe, » c'est la fixité de la composition métallique du franc : 5 grammes d'argent au titre de neuf dixièmes.

Restaient pourtant deux questions : comment procéderait-on si se réalisait le cas, prévu par Gaudin, d'un changement sensible dans le rapport entre les deux métaux? Et en supposant celle-ci résolue, quelle autorité commanderait la mise en pratique de la solution?

(1) C'est-à-dire antérieure de quelques jours seulement à la présentation du projet de loi au corps législatif.

Sur le premier point, Gaudin n'était aucunement embarrassé; il disait que dans ce cas on refondrait les pièces d'or, que ce n'était pas une grande affaire, les frais de refonte n'étant que d'un 1/2 pour 100, soit de 5 millions pour 1 milliard. Et encore il entendait que les frais seraient à la charge des particuliers à qui appartiendraient les pièces. Toutefois on négligea d'inscrire cette disposition dans la dernière édition de la loi, ce qui fut un tort. Quant à la mise en pratique de cette solution, on s'en remettait à la probité et à la sagesse du gouvernement.

L'erreur de Gaudin était de se méprendre totalement sur le nombre des refontes qui seraient nécessaires pour maintenir la pièce d'or, par rapport à celle d'argent, dans une proportion de valeur qui répondît aux cours comparés des lingots de l'un et de l'autre. Le commerce des métaux précieux en lingots et en monnaies était, depuis la révolution, devenu plus libre ou moins asservi, quoiqu'il fût loin d'avoir la liberté légale qu'il a aujourd'hui; mais les restrictions qui atteignaient la manipulation des monnaies étaient abolies. Il s'ensuivait qu'en tant que l'opération dépendait de la France, l'envoi de l'un ou l'autre des métaux précieux d'un pays où il avait moins de valeur dans un pays où il en avait une plus grande, en fondant en lingots les pièces de monnaie, était moins difficile qu'autrefois; par conséquent, la raréfaction de l'un ou l'autre des métaux précieux en France était facilitée aussi. Ce n'était pourtant qu'au retour de la paix générale que le commerce des métaux précieux, monnayés ou en lingots, devait recevoir la plénitude de la liberté.

Gaudin était persuadé, on ne sait pour quelles raisons, que l'or et l'argent, une fois monnayés conformément à la loi à laquelle il coopérait, demeureraient en France indéfiniment l'un à côté de l'autre. Il ne prévoyait pas qu'un changement notable dans l'offre et la demande de l'un ou de l'autre pût survenir prochainement, de manière à déterminer la hausse marquée de l'un par rapport à l'autre, ou, en d'autres termes, la rupture manifeste du rapport de 1 à 15 1/2. Il ne s'attendait pas non plus à une irruption soudaine de l'un des deux par la découverte de nouvelles mines d'une grande richesse. Il avançait donc assez témérairement que la nécessité d'une refonte des pièces d'or, motivée par un écart sensible de ce rapport, dans un sens ou dans un autre, ne se présenterait pas avant une cinquantaine d'années. Il était loin de soupçonner, ce qui arriva pourtant, qu'il assisterait sous peu à une demande de l'un des deux, l'or, assez forte en comparaison de l'offre pour altérer ce rapport, à ce point qu'en conscience, pour maintenir l'or à côté de l'argent, il eût fallu procéder, conformément à sa promesse, à une refonte des pièces de ce métal.

Il y avait du reste un autre expédient, bien plus expéditif, bien

plus commode, auquel il eût été possible d'avoir recours, dans le cas où le rapport commercial des deux métaux viendrait à éprouver une modification notable, et qui eût sans frais rectifié la situation. C'était que, dans ce cas, un acte législatif modifiât la valeur des pièces d'or en francs, l'élevât à 20 fr. 50 cent. ou 21 fr., ou la réduisît à 19 fr. 50 cent. ou 19 francs. selon que l'or aurait monté ou qu'il aurait baissé relativement à l'argent. C'est un procédé auquel on a eu recours en Russie pour les pièces d'or appelées impériales et demi-impériales, sans qu'il soulevât aucune réclamation, parce que c'était motivé par le cours réel d'un des métaux par rapport à l'autre. Pour être mieux en mesure d'utiliser ce procédé, il eût été convenable de s'abstenir d'écrire sur le revers des pièces d'or la dénomination de 20 ou de 40 francs, suppression sans aucun inconvénient, car elle était consacrée par l'usage, puisque les louis de 24 et de 48 livres n'offraient aucune inscription de ce genre. On peut du reste soutenir que l'inscription dont il s'agit n'enlève pas au gouvernement le droit de modifier, comme il vient d'être dit, la valeur des pièces d'or en pièces d'argent. On a sujet de s'étonner de ce que Gaudin, esprit judicieux et pratique, ait répudié cet arrangement.

L'expérience a démontré à plusieurs reprises, depuis la loi du 7 germinal an XI, qu'il est impossible de faire rester l'un à côté de l'autre, dans la circulation monétaire effective, les deux métaux, si l'on pose en principe que le rapport entre eux sera immuable. Nous sommes séparés de l'an XI par trois quarts de siècle environ. Pendant cet intervalle, le rapport des deux métaux dans le commerce a varié en divers sens, et il est résulté trois crises, ou, si l'on veut, trois oscillations qui ont produit trois émigrations successives, tantôt de celui-ci, tantôt de celui-là.

Peu d'années après 1803, l'or a monté assez pour que le rapport de l'or à l'argent fût exprimé par un nombre notablement plus fort que 15 1/2. Un document très digne de foi, le rapport adressé en 1839 par MM. Dumas et de Colmont à la grande commission des monnaies qui délibérait alors, contient un relevé des variations de la relation entre les deux métaux, année par année, depuis 1803. On y voit qu'en 1807 le nombre 15 1/2 est remplacé successivement par 16,228, — 16,190, — 16, et que 16 persiste jusqu'en 1812. L'écart était ainsi de 3 pour 100, tandis que les frais de refonte n'étaient que d'un 1/2 pour 100. L'or s'en allait ou se cachait. On n'en apportait plus au monnayage, et les pièces d'or étaient devenues en France une marchandise faisant prime, qu'on allait acheter chez les changeurs quand on avait à voyager. La circulation se composait exclusivement de pièces d'argent. Ainsi déjà sous le premier empire, et pendant que Gaudin restait ministre des finances, l'es-

poir de la circulation indéfinie des deux métaux l'un à côté de l'autre, avec les poids respectifs qu'on venait d'adopter pour leurs pièces, se trouvait déçu. Cet état de choses se maintint jusqu'en 1848 avec quelques interruptions pendant lesquelles le rapport des métaux se rapprochait fort de 15 1/2. L'exploitation des mines d'or de l'empire russe avait, à partir de 1825, compensé un peu la modicité de l'extraction de l'or dans les gisemens du Nouveau-Monde. La Russie fournissait, en 1830, environ 6,000 kilogrammes d'or fin, et en 1841 c'était monté à près du double. Mais en 1848 eut lieu la découverte des mines bien autrement productives de la Californie, et trois ans après, en 1851, la même race anglo-saxonne établie en Australie mettait la main sur les mines d'or non moins remarquables de cette contrée. La production de l'or acquit en peu d'années un développement inespéré : tandis qu'au commencement du siècle, à la date même de la loi de l'an XI, l'Amérique rendait 14,000 kilogrammes d'or seulement, sans que la Russie orientale et l'Australie y ajoutassent rien, en 1864 et 1865 l'Amérique en fournissait 83,000 kilogrammes, quantité que la Russie et l'Australie grossissaient ensemble d'un contingent de 118,000, total 201,000, soit quatorze ou quinze fois autant qu'au commencement du siècle. Dans le même intervalle, la production de l'argent n'augmentait que d'un tiers dans les régions accessibles à l'Europe; d'environ 900,000 kilogrammes, elle ne montait qu'à 1,200,000. Les proportions respectives de l'offre des deux métaux étaient ainsi bouleversées. L'or éprouva, par rapport à l'argent, une baisse bien moindre pourtant qu'on n'aurait pu l'attendre, mais qui fut assez marquée pour que l'or pût se substituer en France à l'argent avec rapidité. On nous apportait à monnayer beaucoup d'or et en retour on emportait nos pièces de 5 francs. La France passa ainsi du régime de la monnaie d'argent à celui de la monnaie d'or. Sous le second empire, le monnayage de l'or a été de 6 milliards 152 millions contre 625 millions en argent. Sous le règne de Louis-Philippe, il n'avait été que de 216 millions contre 1 milliard 757 millions en argent. Le public s'applaudit de cette introduction de l'or aux lieu et place de l'argent, par les mêmes motifs qui antérieurement avaient captivé les Anglais, à savoir que les pièces d'or sont d'un maniement plus facile, qu'on en peut porter commodément une certaine somme, et qu'avec elles le comptage prend bien moins de temps. On ne remarquait pas qu'en acceptant ce remplacement sur le pied de 15 1/2 d'argent contre 1 d'or, on se dessaisissait d'un objet de plus grande valeur pour en recevoir un autre qui valait sensiblement moins sur le marché général.

Mais entre temps on avait reconnu dans l'intérieur des terres, derrière la Californie, en l'état de Nevada, des mines d'argent d'une

richesse exceptionnelle, surtout le beau filon présentement célèbre sous le nom de Comstock, qui était destiné à produire, après qu'on aurait terminé divers travaux préparatoires d'une grande importance, les mêmes merveilles que le Potosi dans le haut Pérou pendant la seconde moitié du XVIe siècle. Pour comble de bonheur, les mineurs californiens, chercheurs infatigables, avaient trouvé à une médiocre distance de ces magnifiques gisemens d'argent une mine abondante de mercure, celle de New-Almaden. On sait que le mercure est le principal ingrédient pour l'extraction de l'argent. Les nouveaux états qui s'organisent successivement sur le versant de l'Océan-Pacifique, pour entrer à titre de membres effectifs dans la puissante union qui compose la grande république américaine, contiennent beaucoup d'autres mines d'argent qui semblent destinées à faire sensation.

Sous l'influence de la proportion forte et ascendante d'argent qui se tire présentement des entrailles de la terre dans cette région, et dont l'importance relative est accrue par une diminution fort appréciable de la production d'or qui avait lieu il y a une dizaine d'années, la valeur de l'argent par rapport à l'or a baissé, mais beaucoup plus que la valeur de l'or n'avait faibli après les découvertes faites en Californie et en Australie et fort au-delà de ce qu'on aurait pu pressentir. Le rapport de l'or à l'argent est devenu successivement 16, puis 16 1/2, et maintenant il dépasse 17, car la baisse de l'argent est d'environ 12 pour 100. Elle a été un moment entre 14 et 15. Depuis l'ouverture du siècle, la dépréciation qu'on avait pu observer dans l'argent relativement à l'or n'avait jamais atteint que le quart de cette proportion. Il est vrai que, conformément aux propositions des délégués de l'union latine réunis en conférence, on a limité l'invasion menaçante de l'argent en restreignant le monnayage des pièces de 5 francs de ce métal dans chacun des états composant l'union, et pour 1876 ce monnayage ne doit pas dépasser 110 millions, mais cette quantité vient presque tout entière se troquer chez nous contre de l'or, avec un beau profit pour qui fait l'opération. Si l'on fût resté complétement inactif, peu d'années auraient suffi pour que les grosses pièces d'argent de 5 francs devinssent ce qu'elles étaient avant 1848, notre unique instrument métallique dans les échanges.

Mais il faut autre chose que ce palliatif. Notre gouvernement a pu croire, — et c'est ce qui excuse ses attermoiemens, — que la baisse de l'argent était un accident dont on verrait la fin prochainement. Dans cette supposition, il attendait, comme le voyageur qui trouve sur son chemin une rivière subitement grossie par un orage et dont le gué est devenu infranchissable, attend que la crue soit passée. L'illusion aujourd'hui n'est plus possible. La baisse de l'ar-

gent s'accentue davantage chaque année, et on peut croire que la valeur de l'argent ne se relèvera pas, à moins de la découverte peu vraisemblable de gisemens d'or plus rémunérateurs que ceux qu'on connaît présentement. Dans l'état actuel des choses, la baisse de l'argent a des causes notoires dont l'action ne paraît guère à la veille de cesser. Ce sont, tout le monde le sait maintenant, l'abondance des gisemens et leur richesse, et le perfectionnement des procédés et méthodes employés pour l'extraction des minerais du sein de la terre. En ce genre, on peut citer la substitution de la dynamite à l'ancienne poudre de mine et le percement de longues galeries d'écoulement pour assécher les mines et faire disparaître la gêne causée par les eaux affluentes, — la grande galerie Sutro, ainsi appelée du nom de l'homme persévérant et éclairé qui l'a conçue et a réuni les capitaux nécessaires pour l'exécution, en est un bel exemple, du plus grand effet, — puis l'introduction de l'amalgamation à chaud au lieu de l'amalgamation à froid, que tous les mineurs du Nouveau-Monde pratiquaient uniformément depuis qu'elle avait été imaginée en 1557 par Barthélemy Médina, et avec laquelle on dépensait beaucoup de temps et on laissait échapper une trop forte proportion de métal.

Devant ces faits irrécusables, le gouvernement devait modifier sa ligne de conduite. Deux propositions se recommandaient à lui et s'imposaient à sa sollicitude pour l'intérêt public. La première est de présenter une loi pour la cessation de la fabrication des pièces de 5 francs, les seules qui soient réellement de la monnaie d'argent. La seconde consisterait à limiter la somme d'argent qui pourra entrer dans les paiemens à une centaine de francs par exemple, en se réservant de démonétiser plus tard l'argent, ainsi qu'on l'a fait en Angleterre. De ces deux mesures, la première était urgente, la seconde comportait un délai. Le gouvernement, par l'organe de M. Léon Say, ministre des finances, vient de présenter, à l'occasion de l'interpellation de M. de Parieu, un projet de loi moyennant lequel la première pourra être mise à exécution dès 1877.

Il n'est pas superflu de faire remarquer ici que la suppression du monnayage de l'argent, à laquelle le gouvernement vient fort sagement de se décider, ne sera pas un remède d'une efficacité absolue. Certaines éventualités pourraient exiger davantage. Il y a de par le monde une assez grande quantité de nos pièces de cinq francs qui circulent. Il y en a dans le Levant, il y en a dans l'Orient reculé. Il serait possible de nous les rapporter. Si la baisse de l'argent persistait telle qu'elle est aujourd'hui, ce serait lucratif. Or il se peut que non-seulement elle persiste, mais qu'elle s'accentue davantage. Et ce n'est pas tout. Il est à craindre qu'on ne nous en fasse de neuves avec l'argent extrait des mines. On les fabrique-

rait, non comme la fausse monnaie qui ne contient qu'une partie du métal fin prescrit par la loi, mais fort correctes de poids et de titre. Ce seraient des pièces pesant bel et bien 25 grammes dont 900 millièmes seraient de l'argent fin. Pourvu qu'elles soient semblables aux pièces sorties de nos hôtels des monnaies, ce qui n'est pas difficile, il n'y aura aucun moyen de les distinguer, car les seules différences qui soient à la portée du public, et qui même pour un métallurgiste soient probantes, sont celles qui existent dans le titre et dans le poids. Ce sont le poids et le titre qui seuls font la valeur des pièces de monnaie et en règlent le cours. Le public accepterait ces pièces fabriquées hors des hôtels des monnaies, les receveurs des impôts feraient de même, forcément. Comment barrerait-on le chemin à cette irruption, si des spéculateurs la tentaient? Y aurait-il un autre moyen que de démonétiser l'argent, à la manière des Anglais, au lieu de se borner pour quelques années à restreindre l'admission des pièces de 5 francs dans les paiemens à la somme de 100 francs? On avisera selon les circonstances; mais il ne faudrait pas dire que la crainte exprimée ici soit chimérique : ce genre d'industrie a été pratiqué. On a fait des piastres espagnoles correctes de poids et de titre pour les répandre en Chine, à cause de l'évaluation exagérée donnée par les Chinois à certaines catégories de ces pièces. On trouve à ce sujet des détails curieux dans un écrit de M. Natalis Rondot sur la Chine (article *Pékin* du *Dictionnaire* Guillaumin *du Commerce et des Marchandises*).

III.

Revenons maintenant aux argumens et propositions des défenseurs du double étalon. M. Wolowski, remarquant le fait qu'avec le double étalon, interprété comme il convient par la fixité du rapport entre les deux métaux précieux, l'effet qu'on obtenait infailliblement était non point la circulation simultanée de l'or et de l'argent, mais bien la circulation successive, en a bravement pris son parti. Il y aperçoit, avons-nous dit, l'avantage d'avoir plus de stabilité dans la valeur des marchandises. Supposons un état qui soit au régime du double étalon, ainsi compris, aujourd'hui que l'argent baisse par rapport à l'or : cet état, dit M. Woloswki, sera moins éprouvé qu'un autre où l'on ne reconnaîtrait qu'à l'argent la qualité de monnaie. En effet, le nouvel argent qu'on introduirait dans le premier pays, pour le faire monnayer, y trouvant beaucoup d'or à remplacer, la masse de monnaie n'y augmentera pas notablement, malgré les grands arrivages d'argent, puisque chaque importation d'argent serait compensée par une exportation d'or, que ne manqueraient pas de faire les importateurs de l'argent. Le montant

de la monnaie restant à peu près le même dans le pays, avec la seule différence que l'argent serait substitué à l'or, le rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent ne serait que faiblement altéré tant qu'il resterait de l'or à exporter, parce que l'or servirait de parachute à l'argent. Le prix des choses ne serait pas affecté d'une manière sensible. Un pays au contraire où il n'y aurait que de l'argent verrait la valeur de sa monnaie s'avilir dès la première importation d'une masse un peu forte de ce métal qu'auraient fourni les mines nouvelles, et l'avilissement continuerait au fur et à mesure des importations subséquentes. Ce raisonnement n'est que spécieux, car dans le premier des deux états que l'on compare, celui qui a le double étalon, le moment viendra après un petit nombre d'années où, l'or étant épuisé, les arrivages d'argent feront baisser la valeur de la monnaie, désormais toute composée d'argent; il n'y aura eu qu'un délai dans l'apparition du phénomène. Ensuite, pour se mettre dans la situation vraie, il faudrait comparer la France en ce moment non à un pays qui aurait l'étalon unique en argent, mais à ceux qui ont l'étalon d'or. Enfin il ne faut pas perdre de vue le dommage, déjà signalé, dont notre régime monétaire actuel nous menace dans notre commerce extérieur, qui est si vaste.

Il n'est pas hors de propos de se demander si notre position ne serait pas meilleure dans le cas où nous aurions adopté le système monétaire anglais il y a dix ans, lorsque le gouvernement ouvrit une enquête sur cette question. Notre monnaie alors était principalement et presque uniquement d'or. A Paris, on n'était payé qu'en or quand on ne l'était pas en billets de banque, et la Banque de France, quand on lui apportait de ses billets à échanger contre du métal, s'acquittait en or. Malheureusement l'administration a depuis laissé monnayer une certaine quantité d'argent. Notre situation a donc été gâtée; mais elle est encore bonne en ce sens que nous avons dans la circulation beaucoup plus d'or que d'argent. Il s'agit de savoir si, par condescendance pour des idées erronées, nous la laisserons empirer et devenir détestable.

Il est vrai qu'on peut dire que le tour de l'or peut venir aussi et qu'une production surabondante pourrait bien le déprécier un jour. Théoriquement parlant, l'hypothèse n'est aucunement irréalisable, mais elle ne prouve pas en faveur du double étalon, car le pays qui aurait et garderait sa monnaie édifiée sur la base du double étalon éprouverait, quand arriverait le nouveau phénomène, les effets de la dépréciation de l'or, de même que, dans la crise actuelle, il souffrirait de celle de l'argent. Les pays à double étalon sont donc sujets à être atteints et blessés des deux côtés; les pays à étalon simple ne peuvent l'être que d'un seul. Ainsi de tout point le double étalon est un mauvais système. Et enfin ce qui convient

le mieux à l'heure actuelle n'est pas de se livrer à des spéculations scientifiques sur ce qui arriverait si l'or éprouvait une forte baisse dans sa valeur. Nous sommes en présence d'une forte dépréciation de l'argent, dont depuis longtemps on n'avait vu la pareille ni pour ce métal ni pour l'autre, et qui paraît devoir se prononcer davantage par la double raison que les nouvelles mines d'argent semblent n'être qu'à leur début, et que plusieurs pays, qui avaient une forte proportion de monnaie d'argent, ayant démonétisé ce métal, en versent et vont encore en verser sur le marché de fortes quantités qui nécessairement l'aviliront, tout comme si c'était l'extraction d'une mine de plus. La question est de savoir si nous ferons les frais de cette décadence de l'argent, qui déjà est profonde.

Abordons maintenant les agumens et propositions de M. Cernuschi. En pareille matière, il n'est pas possible à un grand état, faisant un commerce extérieur de plusieurs milliards, d'agir seul, indépendamment de ses voisins. Les relations commerciales qui se multiplient et s'accélèrent entre les nations civilisées interdisent à toute nation industrieuse de s'isoler absolument des autres par sa monnaie. Nos rapports commerciaux avec nos voisins seraient faussés, si nous nous obstinions à maintenir chez nous, en dépit des prix courans des lingots, la règle arbitraire que 1 kilogramme d'or est l'équivalent de 15 1/2 d'argent. D'un autre côté, on ne peut se dissimuler que la tendance générale aujourd'hui est de démonétiser l'argent et d'adopter l'unique étalon d'or, et cette tendance est très forte chez les peuples les plus civilisés de l'Occident, je veux dire de l'Europe et de l'Amérique. On a vu plus haut que c'est un fait déjà réglé par la loi dans la plupart des plus puissans états.

Trop bon observateur pour ne pas se rendre compte de l'impossibilité où est la France de s'isoler, M. Cernuschi fait la tentative de convertir les autres gouvernemens en général. Il entreprend particulièrement d'amadouer les Anglais, qui ont une sorte de culte pour leur système monétaire fondé sur l'étalon unique en or. Il y perdra son temps, malgré le soin qu'il a pris de faire traduire en anglais ses écrits récens. Les Anglais, qui sont d'habiles commerçans, ne consentiront jamais à introduire chez eux en masse la monnaie d'argent, alors que ce métal est en baisse : ce serait s'encombrer d'une marchandise dépréciée. Ce qui est peut-être plus téméraire encore, c'est l'essai de M. Cernuschi pour attendrir l'homme d'Europe sur lequel un effort de ce genre peut le moins réussir, le grand-chancelier de l'empire d'Allemagne, M. de Bismarck. Il lui remontre qu'il existe en Allemagne des centaines de millions de thalers en pièces d'argent, et que ce riche trésor va être déprécié, s'il persiste dans la démonétisation qu'il a fait prononcer contre l'argent. Si le

prince de Bismarck jugeait utile de répondre aux objurgations de M. Cernuschi, il est vraisemblable qu'il lui répondrait à peu près en ces termes : Vous êtes, mon cher monsieur, dans la vérité en me faisant observer que nous ne pouvons évacuer qu'à perte nos 200 millions de thalers en argent (1); mais, si j'avais le malheur de me laisser séduire par votre éloquence, ce serait bien pis. Quelque puissant que je puisse être, je ne puis rien à cette baisse de l'argent, si ce n'est de la subir, sauf à m'appliquer à ne pas accroître le dommage qui nous échoit. Or, si je vous écoutais, dans peu d'années ce ne seraient pas 200 millions de thalers que nous aurions, ce serait le triple, et cette masse exorbitante subirait en proportion le même dommage que nos 200 d'aujourd'hui, sinon un plus fort. Ce serait donc pour le moins un sacrifice triple. Nous nous trouverions avoir imité ce personnage d'un proverbe français, qui se jette dans l'eau de peur de se mouiller.

Pour rallier à lui les adversaires du double étalon, M. Cernuschi présente une théorie de la richesse qui est loin d'être juste. A ses yeux, la baisse de l'argent, qui est imminente, qui est déjà prononcée, serait une atteinte à la richesse générale du monde. Quand même cela serait, il n'y aurait qu'à se soumettre, car les moyens d'y échapper que l'on propose seraient sans effet; mais l'assertion de M. Cernuschi n'a pas de fondement. Une baisse dans la valeur d'une marchandise importante, et l'argent mérite d'être qualifié ainsi, du moment qu'elle résulte d'une production plus abondante et plus intelligente, n'est pas une perte pour la société. Le fait qui se présente aujourd'hui d'une forte baisse dans la valeur de l'argent se manifesta avec plus d'énergie encore, peu après la découverte de l'Amérique, et personne jusqu'ici n'a dit que ce fût un mal; ce n'en est pas un davantage aujourd'hui.

Pour une nation, la richesse est cette manière d'être où la société est en possession régulière et constante des objets divers qui répondent à la satisfaction des besoins de ses membres, non-seulement des besoins de première nécessité, mais aussi de ceux que les progrès de la civilisation provoquent successivement. Une nation devient plus riche lorsqu'elle possède en plus grande quantité la grande diversité de ces objets, moins riche lorsqu'elle en a moins. La France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Europe en général, sont plus riches aujourd'hui, ou si l'on veut, moins pauvres qu'il y a cent ans, parce qu'elles ont plus de denrées, et des denrées meilleures pour s'alimenter, plus de tissus et des tissus meilleurs pour se vêtir, plus de combustible pour se chauffer, plus de maisons, et de

(1) Nous reproduisons ici cette évaluation à 200 millions de thalers (750 millions de francs), la monnaie d'argent de l'Allemagne, parce que c'est le chiffre mis en avant par les défenseurs du double étalon; mais il paraît que c'est le double de la réalité.

mieux bâties et mieux disposées pour se loger, plus de mobilier, plus d'ustensiles de ménage, plus d'objets de luxe et de confort; plus de champs bien cultivés, plus d'ateliers bien pourvus de matériel, plus de ce grand outillage qui se compose de routes, de canaux, de chemins de fer, de ports en bon état, plus de navires, plus d'établissemens d'instruction perfectionnés, plus de bibliothèques et de musées particuliers ou publics, plus de monumens consacrés au culte ou à d'autres usages.

Le progrès de la richesse s'étend de nos jours à toutes les classes de la société et spécialement aux classes ouvrières, sous l'influence d'une double cause : d'un côté le prix de l'immense majorité des objets diminue, grâce au progrès des arts, qui augmente indéfiniment la puissance productive de l'homme, et d'un autre côté la rémunération des populations peu aisées de l'Europe va en croissant, de sorte que sous cette action combinée il est possible, même aux classes les moins riches d'acquérir, en échange de leur salaire, une quantité de plus en plus grande des objets répondant à leurs besoins. Dans ces circonstances, le bon marché des divers produits, ou leur abaissement de valeur en comparaison du prix de la journée, est la preuve d'une civilisation qui grandit, tout comme leur enchérissement serait la preuve d'une décadence.

Le bon marché et la cherté ayant ces caractères, il faut se féliciter de l'un et déplorer l'autre. Ceci s'applique aux métaux comme aux tissus et aux denrées alimentaires, au métal argent aussi bien qu'au fer et au plomb. Ce n'est pas à dire qu'il ne fût avantageux à un individu que la chose qu'il produit ou qu'il détient fût chère pendant que les autres baissent : il en serait plus riche ; mais les autres en seraient plus pauvres. En 1817, on a vu l'hectolitre de froment monter à 40 francs, à 50 et même, dans un département, à 73. Ceux des cultivateurs qui, par exception, avaient fait de bonnes récoltes, gagnèrent gros; mais au contraire la richesse du reste de la société fut ébréchée par la nécessité de se nourrir. Pour les classes les moins aisées, ce fut un désastre.

Si l'argent baisse de valeur, si, toutes choses égales d'ailleurs, il faut 5 grammes de plus pour payer une journée d'ouvrier, 25 grammes de plus pour acquérir un hectolitre de blé, l'ouvrier, le producteur du blé, tout producteur en général se procurera plus aisément une quantité déterminée de ce métal. Les ustensiles en argent ou argentés seront à la portée d'un plus grand nombre. Cette baisse sera un bien pour la grande majorité de la société et pour les nouveaux arrivans dans ce monde. Il est vrai que ce sera une perte pour ceux qui possèderont une grande quantité d'argent, surtout à l'état de monnaie, car pour ceux qui auraient de même beaucoup d'orfévrerie faite de ce métal, la perte sera peu sensible : ils s'étaient procuré

leur vaisselle plate, les ornemens entassés sur leur table ou étalés dans leur buffet, non pour en faire commerce en les troquant contre d'autres objets, mais à cause de l'éclat du métal et de la facilité avec laquelle il se prête à recevoir de belles formes, et ces avantages-là ne seraient pas atténués. Dans l'inventaire de leur fortune, il y aura quelque diminution répondant à la moins-value de la matière première de ces articles; mais le dommage, peu considérable en comparaison de la valeur même des ustensiles et décors en argent, devra être accepté par eux comme un accident forcé. C'est la chance que courent souvent ceux qui descendent le fleuve de la vie en se transportant dans un temps nouveau avec le luxe d'un temps passé. Les personnes ou les institutions qui possèderaient de grosses sommes en pièces d'argent éprouveraient plus de préjudice, parce que la monnaie d'argent, sauf la retenue de 3/4 pour 100 moyennant laquelle se paient les directeurs des hôtels des monnaies, n'a pas plus de valeur que le lingot; ce n'est pas comme les splendides objets où le travail fait les trois quarts de la valeur. Ces personnes ou ces institutions auront lieu d'être fort mécontentes de la baisse de ce métal, car elles supporteront le choc tout entier. Assurément ce sera regrettable, mais quel expédient existe-t-il pour empêcher cette perte? Il n'y en a pas un qui soit avoué de la raison et de l'intérêt général. Vouloir, ainsi qu'on le propose, lutter contre la force des choses par le moyen d'une loi qui éterniserait le rapport de 1 à 15 1/2 entre la valeur de l'or et celle de l'argent, est une entreprise chimérique comme le fut la tentative de la convention de triompher de la cherté par le maximum, comme le sera tout effort ayant pour but de violenter le courant du commerce. Si le législateur français, alors que la valeur de l'argent est dix-sept ou dix-huit fois moindre que celle de l'or, décide qu'elle n'est moindre que dans le rapport de 1 à 15 1/2, il échouera; il se fera passer pour arbitraire ou ignorant, comme le pauvre roi Louis XVI, lorsque sous le ministère de Turgot il jeta du haut du balcon de Versailles à la multitude la promesse de mettre le pain à trois sous la livre, alors qu'il en valait plus de quatre.

L'idée de perpétuer à tout prix un rapport absolument fixe entre les deux métaux précieux convertis en monnaie est une conception qui date de peu d'années. Les économistes français à qui elle est due sont des hommes de beaucoup de mérite assurément. Il n'en est pas moins vrai qu'elle n'a de justification ni en théorie ni dans l'histoire. On peut même dire que c'est le renversement des notions les mieux établies de l'économie politique.

Dans les siècles antérieurs à la révolution française, on voulait, à peu près dans tous les états indistinctement, monnayer les deux métaux précieux à la fois et les maintenir dans la circulation l'un

à côté de l'autre. Les gouvernemens trouvaient juste et opportun, quand il s'était révélé un changement notable dans le rapport de l'or à l'argent, de modifier la proportion entre les poids d'or et d'argent monnayés qui faisaient la même somme et acquittaient la même dette. Le gouvernement anglais, qui s'est comporté beaucoup plus honnêtement que les autres dans les affaires de la monnaie, en a donné plusieurs exemples. Le grand Newton, qui avait l'emploi de directeur de la monnaie de Londres, la seule qui existât dans les trois royaumes, consulté dans des cas pareils, avait donné des avis qui tous recommandaient cet expédient comme le seul qui fût rationnel et efficace pour assurer la circulation simultanée des deux métaux. L'administration avait écouté ses conseils. En France, M. de Calonne, contrôleur général des finances sous Louis XVI, se trouvant aux abois, imagina en 1785 de refondre les monnaies d'or, de manière à tirer du même poids de métal un plus grand nombre de louis de 24 ou de 48 livres. L'opération réussit et procura un profit à l'état, profit légitime parce que en réalité l'argent, juste à ce moment, baissa par rapport à l'or, à peu près dans la proportion adoptée par le ministre. L'entreprise de M. de Calonne était parfaitement régulière, en considérant l'argent comme la matière de l'étalon monétaire.

A peine l'Amérique était découverte, que la reine d'Espagne Isabelle, remarquant que l'or apporté de Saint-Domingue avait changé dans la Péninsule le rapport entre l'or et l'argent et fait baisser l'or, rendait un édit daté de Medina, en vertu duquel, dans les monnaies, l'or, jusque-là admis sur le pied de 1 contre 11 six dixièmes d'argent, ne le serait plus que sur la base de 1 contre 10 sept dixièmes. Cet édit est de 1797. Il y avait cinq ans qu'on avait débarqué à Saint-Domingue.

La pensée à laquelle se sont souvent conformés les gouvernemens des siècles antérieurs au nôtre, quand le rapport entre les deux métaux avait changé notablement dans le commerce, de transporter dans la monnaie ce changement, par la modification du poids des pièces formant la même somme en pièces d'or et en pièces d'argent, était irréprochable sous la réserve que les variations apportées à la consistance des pièces de monnaie affectassent toujours celles du même métal, en laissant intactes celles de l'autre considéré comme la matière de l'étalon monétaire, ainsi que nous venons de le dire au sujet de l'opération de Calonne en 1785. Ce système n'était pourtant pas exempt de difficultés et d'inconvéniens destinés à s'aggraver dans l'avenir. Il y avait alors une force qui dans une certaine mesure tendait à empêcher les variations des monnaies d'être aussi fréquentes qu'elles auraient pu l'être, si le commerce des métaux précieux, soit monnayés soit en

lingots, eût été libre : c'était la législation énormément restrictive à laquelle chaque gouvernement avait soumis l'exportation des espèces monnayées et même des lingots. Cette exportation ne se faisait que par contrebande. Légalement elle entraînait la peine des galères, et même dans certains cas la peine de mort. L'obstacle suscité à l'exportation chez les uns gênait fort l'importation chez les autres. Le gouvernement espagnol, dans les domaines duquel se trouvaient pendant les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles les principales mines de métaux précieux, outre les lois draconiennes qu'il faisait pour retenir ces métaux chez lui, paralysait la production par les vices du régime politique, administratif et fiscal auquel étaient soumises ses colonies du Nouveau-Monde, qui recélaient ces mines. En outre, dans plusieurs états, notamment en France, les opérations sur les monnaies, telles que la refonte et le triage, qu'on appelait billonnage, étaient interdites très sévèrement. Mais dans le XVIIIe siècle l'opinion s'accrédita, parmi les hommes éclairés, que le commerce des métaux précieux, au lieu d'être le plus assujetti de tous, devait être le plus libre, et qu'il devait en être de même de la manipulation des monnaies, qu'on commençait enfin à assimiler aux lingots. Moyennant cette liberté, une fois qu'elle serait admise, la nécessité des variations dans les monnaies devait se présenter bien plus fréquemment, si on persistait à vouloir les avoir en circulation l'un et l'autre. Le problème d'effectuer ces variations juste au bon moment et dans la proportion convenable devait, sous le régime de la liberté, devenir complexe et fort embarrassant à résoudre. Il y avait aussi un péril résultant de ce que deux moyens se présentaient quand on aurait à modifier les poids des pièces de monnaie des deux métaux formant un même nombre de livres, à savoir, soit de diminuer le poids de la livre pour l'un, soit de l'augmenter pour l'autre. En profitant de cette alternative au gré de leur cupidité ou de leur situation besoigneuse, de manière à procéder toujours par voie de diminution, en promenant celle-ci de l'un des métaux à l'autre, ce qui assurerait un bénéfice au trésor public dans tous les cas sans exception, les gouvernemens pourraient faire tomber presque à rien la teneur des monnaies en métal fin. Pour parer à ce péril, l'adoption solennelle d'un seul étalon bien immuable offrait un avantage considérable, et ce fut la mesure à laquelle l'Angleterre se décida en 1816, sur un rapport adressé au roi par le premier ministre, lord Liverpool. Pour cette destination, elle choisit l'or, pour lequel la nation anglaise montrait un penchant dont nous avons dit la cause. Quelques hommes éminens disaient en outre qu'avec l'or il y a moins à redouter qu'avec l'argent des variations fortement accusées entre l'offre et la demande. Senior entre autres a soutenu cette opinion. Par la constitution d'un étalon unique, on

rentrait d'ailleurs dans la voie tracée antérieurement par Locke, par Harris, par Mirabeau, je pourrais dire par Aristote. C'était aussi la pratique archiséculaire d'un peuple dont l'origine se perd dans la nuit des temps, la Chine; seulement les Chinois ont fait choix de l'argent.

Depuis 1816 donc, l'Angleterre a très ouvertement mis en pratique le système de l'étalon unique que le législateur français avait proclamé, mais elle y a ajouté une clause limitative de la monnaie, devant laquelle la France avait reculé en l'an XI, l'exclusion de l'argent de la monnaie proprement dite, en le reléguant dans les fonctions de billon. En un mot, l'Angleterre a l'étalon unique et une seule monnaie légale, tandis que la loi de l'an XI, en consacrant l'étalon unique, reconnaissait deux monnaies légales.

En 1816, alors que l'Angleterre offrit au monde le spectacle de cette innovation, il y avait un quart de siècle que la France avait donné l'exemple de supprimer toutes les entraves que l'ancien régime avait accumulées sur les monnaies et les métaux précieux dont elles sont faites. Le tarif des douanes de 1791 avait rendu libre à l'entrée et à la sortie le commerce des matières et des espèces d'or et d'argent. Mais à peine le tarif était voté que le législateur se trouva en présence des efforts des émigrés, établis à Coblentz et ailleurs, pour faire sortir de France des sommes considérables. On rétablit alors l'interdiction de l'exportation des matières et des espèces d'or et d'argent. Cette prohibition à la sortie dura autant que la guerre de la France contre l'Europe. En 1814, l'ordonnance du 10 juillet restaura la liberté avec quelques restrictions pour les espèces monnayées, mais la loi de finances du 28 avril 1816 supprima ces entraves. Aujourd'hui le libre commerce des matières et espèces d'or et d'argent est la loi non-seulement de la France, mais de l'Europe.

IV.

Le système du double étalon a des désavantages d'une bien grande portée, indépendamment de ceux que nous avons signalés déjà et devant lesquels auraient dû s'arrêter, ce semble, dans leur entreprise les personnes versées dans l'économie politique auxquelles en revient la responsabilité. C'est qu'il est antiscientifique; c'est de l'économie politique à rebours. La monnaie est une marchandise qui dans tout achat s'échange, à titre d'équivalent exact et loyal, contre une autre, à savoir l'objet acheté. Est-il scientifique, est-il raisonnable, est-il équitable de vouloir faire passer dans les échanges la monnaie pour plus que sa valeur? C'est pourtant ce qui aurait lieu à la lettre tantôt pour un des métaux, tantôt

pour l'autre, si l'on prétendait rendre invariable le rapport de l'un à l'autre, et par exemple fixer à jamais ce rapport au nombre de 15 1/2.

La conception du double étalon, c'est-à-dire la fixation à 15 1/2 du rapport entre l'or et l'argent, n'est pas plus justifiée au point de vue des principes que les caprices dont s'éprennent quelquefois les princes de l'Orient dans le débordement de leur pouvoir absolu; car enfin d'où vient ce nombre de 15 1/2? quelle base a-t-il? de quoi s'autorise-t-on pour y fixer *ad vitam æternam* le rapport de l'or à l'argent? Existe-t-il dans la nature une raison quelconque pour que ce rapport subsiste et se continue de préférence à un autre? Est-ce à un degré quelconque une loi naturelle comme celle en vertu de laquelle la force de la gravitation agit en raison inverse du carré des distances, ou comme la proportion de dilatation des corps solides, liquides et gazeux, ou comme la congélation de l'eau à un degré fixe du thermomètre sous une pression barométrique déterminée? Personne assurément ne voudrait le soutenir; ce rapport de 15 1/2 est un fait accidentel qui existait en l'an XI quand on vota la loi sur les monnaies, rien de plus. L'histoire dit-elle que ce rapport ait existé ou à peu près pendant des siècles? Nullement; en l'an XI, il datait de quinze ou vingt ans au plus, non sans quelques écarts. On a vu que depuis l'an XI le rapport vrai s'était plusieurs fois écarté sensiblement de cette fixation; mais, si l'on remonte dans le passé, la déviation est bien autrement forte. A diverses époques dans l'histoire, le rapport entre l'or et l'argent a été exprimé par 10, par 11 et par 12. Il était à 12 environ quand Christophe Colomb découvrit le Nouveau-Monde, et à partir de là le mouvement général a été l'abaissement de l'argent, avec quelques oscillations en sens contraire. Si les nombres qui ont exprimé ce rapport avant Christophe Colomb se présentaient de nouveau, suppose-t-on qu'il serait possible à l'administration française de maintenir dans le système monétaire de la France le rapport de 1 à 15 1/2? Une autre hypothèse, qu'il est bien permis de poser à côté de la précédente, et qui a moins d'invraisemblance, est celle du mouvement inverse, qui ferait monter le rapport de l'or à l'argent et le porterait à 18 ou à 20. En ce moment, ce n'est pas une supposition déraisonnable, car nous sommes au-delà de 17; si le filon de Comstock et les autres filons des états ou territoires de l'Union américaine situés sur le versant de l'Océan-Pacifique sont ce que s'accordent à dire les journaux et les lettres de San-Francisco, la période ascendante n'est pas à son terme.

L'économie politique réprouve le système réglementaire qui substitue les élucubrations d'un ou de plusieurs employés de l'état aux tendances spontanées du commerce. Je ne connais pas d'acte plus

ultra-réglementaire que celui par lequel on décréterait que l'or vaut et vaudra toujours 15 fois 1/2 plus que l'argent. — Mais, dit-on, ce serait utile dans certains cas donnés, cela rendrait des services importans aux peuples civilisés. — Nous contestons ces services importans. Admettons cependant par hypothèse qu'ils dussent être réels, encore faudrait-il que la mesure fût praticable. Il y a des objets qui sont ou paraissent utiles, mais qu'il n'appartient pas à la loi d'ordonner, parce qu'ils sont au-delà de sa puissance. Il serait utile aux populations de l'Europe occidentale que le blé fût constamment à 20 francs l'hectolitre, ni plus ni moins, c'est-à-dire que 100 litres de blé s'échangeassent toujours contre 6 grammes et 452 milligrammes d'or au titre de neuf dixièmes (c'est le poids d'une pièce d'or de 20 francs); imagine-t-on qu'un législateur vienne proposer une loi fixant cette équation entre les 100 litres de blé et les 6 grammes 452 milligrammes du métal? Ce ne serait pourtant pas plus étrange, plus bizarre, plus contraire à la nature des choses que l'équation forcée entre 15 kilogrammes 1/2 d'argent et 1 kilogramme d'or. Prenons un autre exemple où l'analogie est plus visible : comparons l'or non plus au blé, mais à un métal autre que l'argent et encore plus important pour les peuples civilisés, le fer. Il serait utile que 100 kilogrammes de fer première qualité s'échangeassent toujours contre la pièce d'or de 20 francs ou 6 grammes 452 milligrammes d'or à neuf dixièmes de fin; croirait-on au bon sens d'un député qui prendrait l'initiative d'une loi par laquelle cette équation-là serait instituée? Chacun s'écrierait que c'est la quintessence de l'arbitraire. Qu'est-ce alors que d'inscrire dans une loi le rapport fixe de 15 1/2?

Lorsqu'en 1793 la société des Jacobins demanda et la majorité de la convention nationale vota la loi du maximum, les orateurs principaux des jacobins et de la convention croyaient rendre service au peuple français. Le service rendu fut, il faut bien le dire, la destruction du commerce, l'arrêt de la production. Qu'était-ce cependant que le maximum, sinon la fixation arbitraire d'un rapport entre le métal renfermé dans les pièces de monnaie, ou l'assignat, signe de cette monnaie, et l'ensemble des marchandises nécessaires au public? La loi du maximum partait ainsi du même principe que le système du double étalon. Les personnes qui réprouvent la loi du maximum ne peuvent donc approuver le double étalon, et ceux qui seraient pour le double étalon seraient embarrassés de répudier le système du maximum.

Ce qui se passe en ce moment pour l'argent pouvait se prévoir et avait été prédit, il y a trois quarts de siècle, par un savant du premier ordre, à qui l'on doit tant d'observations précieuses sur l'Amérique, Alexandre de Humboldt. Après avoir parcouru la majeure

partie du Nouveau-Monde, il avait été frappé de l'immense quantité d'argent qu'on en pouvait extraire, spécialement au Mexique; il avait exprimé son opinion en termes saisissans.

« En général, dit-il, l'abondance de l'argent est telle dans la chaîne des Andes, qu'en réfléchissant sur le nombre des gîtes de minerais qui sont restés intacts ou qui n'ont été que superficiellement exploités, on serait tenté de croire que les Européens ont à peine commencé à jouir de cet inépuisable fonds de richesse que renferme le Nouveau-Monde.

« ... L'opinion que la Nouvelle-Espagne (c'était le nom officiel du Mexique) ne produit pas la troisième partie des métaux précieux qu'elle pourrait fournir dans des circonstances politiques plus heureuses a été émise depuis longtemps par toutes les personnes instruites qui habitent les principaux districts des mines de ce pays. Elle est énoncée formellement dans un mémoire que les députés du corps des mineurs ont présenté au roi en 1774 et qui est rédigé avec autant de sagesse que de connaissance des localités. L'Europe serait inondée de métaux précieux si l'on attaquait à la fois, avec tous les moyens qu'offre le perfectionnement de l'art du mineur, les gîtes de minerais de Bolanos, de Sombrerete, de Batopilas, du Rosario, de Pachuco, de Moran, de Zultapec, de Chihuahua et tant d'autres qui ont joui d'une ancienne et juste célébrité. »

Un observateur éclairé, homme instruit et d'un excellent jugement, M. Saint-Clair Duport, venu quarante ans après Humboldt, a confirmé les dires de ce savant illustre, au sujet de l'abondance des filons d'argent, par des études plus longues.

« Les schistes argileux, talqueux, chloritiques, la diorite, quelquefois des calcaires assez anciens, et plus rarement encore les porphyres, sont sur bien des points traversés par des filons de quartz qui renferment souvent des sulfures métalliques; quand cette circonstance se présente, il est rare qu'on ne trouve pas dans le nombre des sulfures d'argent. Ces formations fort rares, du moins au jour, dans les environs de Mexico, percent plus souvent les masses trachitiques et porphyriques en avançant vers le nord; presque partout où elles se montrent il y a des exploitations plus ou moins importantes; mais, quand on traverse la chaîne principale vers le golfe de la Californie, ce ne sont plus alors des points isolés, c'est toute la pointe occidentale de la cordilière qui est composée de ces roches métalliques, sillonnée des mêmes veines de quartz sur un espace immense. C'est assez dire que les gisemens travaillés depuis trois siècles ne sont rien auprès de ceux qui restent à exploiter. »

M. Duport conclut par ces paroles remarquables : « le temps viendra, un siècle plus tôt, un siècle plus tard, où la production de l'argent n'aura d'autre limite que celles qui lui seront imposées par

la baisse toujours croissante de la valeur. » M. Duport n'avait pourtant pas pu pénétrer dans les régions alors désertes qu'on exploite aujourd'hui. Personne, alors qu'il écrivait, ne soupçonnait l'existence du filon de Comstock et de ceux de la même région.

L'histoire de la monnaie dans les monarchies fondées sur les ruines de l'empire d'Occident offre en nombre incroyable des tentatives contraires au bon sens et à l'équité, auxquelles se sont livrés les gouvernemens, indépendamment des atteintes que la monnaie recevait des faux-monnayeurs, qui remplaçaient l'argent par du plomb, et des rogneurs, qui enlevaient une partie de la substance des pièces. Le nombre des souverains qui ont voulu que leurs sujets fussent satisfaits de recevoir un poids d'or ou d'argent inférieur du quart, du tiers ou de moitié à celui qui avait été stipulé et proclamé pour la composition des monnaies, est extrêmement grand. D'autres ont prétendu contraindre les peuples à être payés avec du cuivre au lieu d'argent. C'est ce qu'essaya en 1695 le tsar Alexis; il remplaça l'argent par le cuivre poids pour poids. Il y en a eu qui, non contens du cuivre, ont voulu se servir de morceaux de cuir. Plusieurs ont même entrepris d'y substituer le papier, et à l'heure actuelle il y a bien, soit dans l'ancien, soit dans le Nouveau-Monde, sept ou huit états, monarchies ou républiques, où cette fiction est en honneur. Au commencement et à la fin du XVIIIe siècle, qui a mérité à plusieurs égards qu'on l'appelât le siècle des lumières, il s'est fait en matière de monnaie des prodiges d'extravagance. Si on lit ce qui se passa sous la régence pendant les quelques années où le système de Law fut imposé à la France, si on passe en revue les édits, déclarations et arrêts du conseil qui émanèrent alors de l'autorité royale, on croira assister à des scènes d'un hôpital de fous, tantôt de fous béats, tantôt de fous méchans et furieux. Dans l'édit de février 1726 par exemple, on trouve la confiscation avec amendes énormes, les galères à temps ou à perpétuité et même la peine de mort pour des actes reconnus par la législation actuelle comme complétement innocens, et qui même sont utiles à la société. En 1793, ce qu'on fit dans la convention afin de soutenir les assignats, qui baissaient, ne fut pas plus raisonnable ni moins rigoureux; les assignats n'en vinrent pas moins à zéro. Sous le second empire, en 1856, le gouvernement, à l'occasion d'opérations très licites qui se faisaient sur les monnaies, par exemple le triage et la refonte, le commerce avec prime, projeta de ressusciter l'édit de février 1726. Il en publia la menace dans *le Moniteur* du 9 octobre, prétendant que c'était « un dommage fait à la fortune publique, » tandis que c'était juste le contraire. Or voici quelles étaient les peines portées relativement à ces faits par l'édit de février 1726, article 12 :

« Pour la première fois le carcan, la confiscation desdites espèces et matières, trois mille livres d'amende applicable moitié à notre profit et l'autre au dénonciateur. Et en cas de récidive les galères à perpétuité; lesquelles peines auront lieu tant contre ceux qni auront offert ou donné que contre ceux qui auront marchandé, reçu ou acheté lesdites espèces ou matières à plus haut prix que celui auquel elles auront cours (1); et au cas qu'il fût prouvé que lesdites espèces ou matières auraient été surachetées dans le but de les faire sortir du royaume (2) ou les fournir aux faux fabricateurs, ils seront punis de mort. »

Des poursuites furent commencées à la suite des menaces portées par *le Moniteur*, mais le gouvernement eut honte du rôle qu'on lui faisait jouer, et il se désista.

Ce qui est pour le moins aussi fort, c'est que dans le code civil, qui est un des monumens de la sagesse moderne, il s'est glissé un article évidemment emprunté à la législation de l'ancien régime sur les monnaies. C'est l'article 1895 qui suppose que l'autorité a le droit de changer la teneur des espèces et d'en retrancher une portion du métal précieux, et qui prescrit qu'en pareil cas la personne à qui antérieurement serait due une somme serait tenue de se contenter des espèces affaiblies, en acceptant comme paiement régulier le nombre de pièces stipulé primitivement. Cette partie du code civil, promulguée en 1804, est postérieure à la loi des monnaies, et elle est contraire à tout ce qui s'était dit pendant l'élaboration de cette loi. Par un oubli bien surprenant, la contradiction, quelque flagrante qu'elle fût, ne fut pas remarquée quand le chapitre du code civil qui contient cet article fut discuté au conseil d'état et présenté au corps législatif.

En Angleterre, le gouvernement s'est comporté au sujet de la monnaie plus correctement que les gouvernemens du continent, car ceux de ses princes qui ont falsifié les monnaies sont en très petit nombre, et depuis les violences commises à cet égard par le roi Henri VIII, pour qui rien n'était sacré, et par son fils Édouard VI, tout ce qui est sorti de l'hôtel des monnaies de Londres a été d'une fabrication parfaitement orthodoxe. Cependant l'Angleterre a, dans le cours même du XIXe siècle, payé sous une autre forme son tribut d'aberration en matière de monnaies. Quelques années après que la Banque d'Angleterre eut suspendu (1797) le remboursement de ses billets en métal, on entreprit d'établir par l'autorité de la loi la parité absolue entre les billets de banque non remboursables et les espèces; ce qui était aussi absurde en principe que la parité vou-

(1) Cette offre, c'est-à-dire l'achat des espèces à prime, se faisait en 1856 et légitimement, pour l'argent. Antérieurement cela s'était fait pour l'or.

(2) Une grande partie des pièces d'argent achetées en 1856 était exportée.

lue par la convention en 1793 entre les assignats et les pièces d'or ou d'argent. Il y eut des peines sévères contre ceux qui contreviendraient à la loi. Et la majorité de la chambre des communes, comme si elle eût tenu à honneur de manifester avec éclat le désordre de ses idées en cette affaire, vota le 11 mai 1811 qu'en fait le papier-monnaie était au pair avec l'or, tandis qu'il n'était personne à Londres qui ne sût que c'était faux, et que le gouvernement lui-même achetait chez les changeurs des pièces d'or qu'il payait, avec une forte prime, en billets de banque. La majorité fut de 151 contre 75.

La campagne actuelle en faveur du double étalon peut être considérée comme une réminiscence affaiblie de l'erreur née dans le moyen âge et adoptée ensuite universellement dans les différens états de l'Europe, d'après laquelle l'autorité publique aurait parmi ses justes prérogatives l'omnipotence sur les monnaies. Dans cet ordre d'idées, un prince ou un parlement pouvait méconnaître à l'égard des monnaies le rapport naturel des choses, traiter les pièces de monnaie comme si c'étaient des signes variables de valeur à sa volonté, au lieu d'être des marchandises passant dans les transactions pour leur valeur spontanément et librement établie par le commerce. Selon cette doctrine, il leur eût été loisible de décréter que l'or vaut 15 fois 1/2 l'argent, alors que les faits les plus authentiques constateraient qu'il le vaut plus de 17 fois.

Dieu me garde de songer à comparer aux rois faux-monnayeurs, princes sans scrupule et sans vergogne, tels que Philippe le Bel, Philippe de Valois et Jean, ou que le roi d'Angleterre Henri VIII, les écrivains honorables qui de nos jours préconisent le double étalon d'or et les administrateurs qui font cause commune avec eux. Les rois faux-monnayeurs volaient sciemment leurs sujets; les défenseurs actuels du double étalon sont les plus honnêtes gens du monde, non-seulement désintéressés dans l'affaire, mais croyant rendre un service à la société. Toutefois les conseils qu'on donne aujourd'hui aux gouvernemens, en vertu de la doctrine du double étalon, ont le tort de les pousser à des actes qui seraient, tout aussi bien que ceux des rois faux-monnayeurs, le renversement arbitraire du rapport qui existe entre les métaux servant à faire de la monnaie et les autres marchandises. Aujourd'hui qu'on est plus éclairé, il convient de secouer définitivement ces traditions funestes et par conséquent de repousser le système du double étalon, qui en est le dernier écho. L'autorité, chez nous, est enfin rentrée dans la bonne voie que ses prédécesseurs avaient délaissée. Il faut l'exhorter à y rester et à la suivre avec cette alliance de la fermeté et de la circonspection qui est l'essence des bons gouvernemens.

MICHEL CHEVALIER.

LA

MADONE DE L'AVENIR

I.

L'histoire que je vais raconter me rappelle ma jeunesse et mon séjour en Italie, — deux beaux souvenirs. J'étais arrivé à Florence assez tard dans la soirée, et en achevant de souper, je me dis qu'un Américain qui débarque dans une pareille ville ne doit pas l'insulter en se mettant vulgairement au lit sous prétexte de fatigue. Je me levai donc, et je suivis une rue étroite qui s'ouvrait non loin de mon hôtel. Dix minutes après, je débouchai sur une grande piazza déserte qu'éclairaient les pâles rayons d'une lune d'automne. En face de moi se dressait le *Palazzo-Vecchio*, avec sa grande tourelle qui s'élance comme un pin au sommet d'une colline escarpée. Au bas de l'édifice se dessinaient vaguement des sculptures, et je m'approchai afin de les examiner. Une des figures que j'avais entrevues, placée à gauche de la porte du palais, était un magnifique colosse qui semblait lancer un défi aux passants. Je reconnus bien vite le *David* de Michel-Ange. Éclairée comme elle l'était, cette image de la force prenait un aspect sinistre, et ce fut avec une sorte de soulagement que je détournai les yeux pour contempler une statue de bronze posée sous la *loggia*, dont les élégantes arcades forment un si charmant contraste avec l'ensemble massif du palais. Rien de plus vivant, de plus gracieux que cette statue; le personnage conserve un certain air de douceur, bien que le bras nerveux qu'il allonge tienne une tête de Gorgone. Ce personnage a nom Persée, et vous trouverez son histoire, non pas dans la mythologie grecque, mais dans les mémoires de Benvenuto Cellini.

Tandis que mon regard allait de l'une à l'autre de ces belles œuvres, je témoignai sans doute mon admiration par quelques pa-

roles involontaires, car un individu que l'obscurité m'avait empêché d'apercevoir se leva sur les marches de la loggia et s'adressa à moi en très bon anglais. C'était un petit homme maigre, vêtu d'une sorte de tunique de velours noir (autant que je pus en juger) et coiffé d'une barrette moyen âge, d'où s'échappait une masse de cheveux rouges. Il me pria d'un ton insinuant de lui communiquer « mes impressions. » Je lui trouvai un air à la fois bizarre et pittoresque. On aurait été tenté de le prendre pour le génie de l'hospitalité esthétique, si en général ce génie-là n'accueillait les voyageurs sous la forme d'un guide dont la mise et l'allure sont celles d'un pauvre honteux. Cependant la brillante tirade que me valut mon silence embarrassé rendait l'hypothèse assez plausible.

— Je connais Florence depuis bien longtemps, monsieur, me dit mon interpellateur; mais jamais je ne l'ai vue plus belle, plus vivante que ce soir. C'est que pour moi les fantômes des morts illustres viennent animer les rues désertes. Le présent est endormi; le passé seul plane sur nous comme un rêve rendu visible. Figurez-vous les vieux Florentins arrivant en couples pour juger la dernière œuvre de Michel-Ange ou de Benvenuto! Quelle précieuse leçon, si l'on pouvait entendre leurs paroles! Le plus modeste bourgeois d'entre eux, avec son bonnet de velours et sa longue robe, avait du goût. L'art régnait alors, monsieur. Le soleil brillait de tout son éclat, et ses larges rayons dissipaient les ténèbres; nous, nous ne voyons qu'une supériorité dont le poids nous écrase. Le soleil a cessé de resplendir; mais je m'imagine,... vous allez rire de moi,... je m'imagine que la clarté perdue nous illumine ce soir. Non, jamais le *David* ne m'a semblé plus grandiose, le *Persée* plus beau! Cette atmosphère argentée par les rayons de la lune m'arrive imprégnée des secrets des maîtres, promettant de les révéler à quiconque se prosternera ici dans une pieuse contemplation! — Mon intéressant rapsode remarqua sans doute mon air intrigué. Il rougit et se tut; mais il ajouta bientôt avec un sourire attristé : — Vous auriez tort de me prendre pour un charlatan ou pour un fou; il n'est pas dans mes habitudes de m'embusquer sur la piazza afin de saisir au passage les innocents touristes. Ce soir, je l'avoue, je suis sous le charme, et d'ailleurs, je ne sais trop pourquoi, j'ai cru avoir affaire à un artiste.

— Je n'ose revendiquer ce titre dans le sens que vous donnez au mot, répliquai-je, et je le regrette. Vous n'avez pourtant aucune excuse à m'adresser, car moi aussi je suis sous le charme, et vos éloquentes réflexions sont loin de l'avoir rompu.

— Si vous n'êtes pas artiste, vous méritez de l'être, répondit-il en s'inclinant. Un jeune homme qui arrive à Florence au milieu de la nuit, — je vous ai vu débarquer, — et qui s'empresse de quit-

ter son hôtel pour rendre hommage au beau, a des droits à ma sympathie.

L'accent avec lequel il débita cette jolie phrase acheva de me révéler un compatriote. Il n'y a que les Américains pour s'enthousiasmer ainsi. — J'aime à croire, lui répondis-je, que, si ce jeune homme est un vil trafiquant newyorkais, vous ne le trouverez pas moins digne de votre estime.

— Les Newyorkais, répliqua-t-il avec une gravité qui semblait me reprocher mon badinage peu patriotique, sont de nobles protecteurs des beaux-arts.

La tournure que prenait cet entretien nocturne ne me rassurait pas. Mon compagnon était-il un Yankee entreprenant, un peintre sans ouvrage, désireux d'extorquer une commande? Par bonheur, je n'eus pas à défendre ma bourse. L'horloge de la tour qui se dressait en face de nous sonna le premier coup de minuit. Ma nouvelle connaissance tressaillit, s'excusa de m'avoir retenu et se disposa à s'éloigner; mais comme ma curiosité se trouvait éveillée, je lui proposai de faire route ensemble. Il y consentit volontiers. Traversant la piazza, nous longeâmes l'arcade ornée de statues du musée des Offices et nous gagnâmes l'Arno. Quel chemin suivis-je? Il ne m'en souvient guère. Je me rappelle seulement que, tandis que je me promenais à l'aventure, je fus initié à des théories esthétiques qui ne manquaient pas d'une certaine originalité. J'écoutai cette conférence en plein air avec une sorte de fascination, ne sachant trop que penser du singulier professeur. Il avoua, en secouant tristement la tête, son origine américaine.

— Chez nous, s'écria-t-il, le sens artiste n'a pour s'exercer qu'un champ aussi stérile que laid! Malheureux déshérités de l'art, nous sommes exclus du cercle magique, condamnés à rester toujours superficiels! Jamais nous n'atteindrons la perfection. Un peintre américain, s'il veut exceller, a dix fois plus à apprendre qu'un Européen; nous n'avons ni goût, ni tact, ni force. Comment en aurions-nous? Notre rude climat, notre passé silencieux, notre présent tapageur, la banalité dont l'étreinte nous comprime par tous les côtés sont aussi vides de ce qui peut inspirer un artiste, que mon cœur est vide d'amertume en avouant cette vérité. Nous n'avons d'autre ressource que de vivre dans un perpétuel exil!

— Franchement, répondis-je en souriant, vous me paraissez être chez vous dans l'exil, et Florence me semble une assez jolie Sibérie. Voulez-vous que je vous dise ma pensée? Rien ne me paraît plus oiseux que de gémir sur notre manque d'un sol propice à l'inspiration. Le vrai rôle de l'artiste est d'essayer de produire quelque chose de bon. Inventez, créez! Il n'existe dans notre glorieuse constitution aucun article qui s'y oppose. Quand il vous faudrait

travailler cinquante fois plus qu'un autre, peu importe! Pourquoi êtes-vous artiste, si ce n'est pour vaincre les obstacles? Soyez notre Moïse, ajoutai-je en lui posant la main sur l'épaule, et guidez-nous vers la terre promise.

— Vous parlez d'or, jeune homme! répondit mon compagnon. Inventer, oui, c'est là notre tâche, je le sais fort bien. Je travaille, je travaille nuit et jour. Je *crée* une œuvre! Je ne me donne pas pour un Moïse; je ne suis qu'un pauvre peintre doué de patience; mais quel triomphe, si je parvenais à répandre sur notre pays un rayon de cette gloire qui lui fait défaut! A minuit, lorsque le vent du sud caresse Florence endormie, il semble évoquer l'âme des belles œuvres cachées dans les églises et les galeries, il pénètre dans mon petit atelier avec le clair de lune et fait battre mon cœur au point de m'empêcher de songer au repos. J'en profite pour ajouter sans cesse une nouvelle idée à ma conception.

Mon bizarre compagnon connaissait à fond l'histoire et les traditions locales de la ville, et il m'apprit qu'il ne voulait plus quitter Florence. — Je lui dois tout, me dit-il. C'est ici que j'ai commencé à vivre, du moins de la vie intellectuelle. Une à une, les aspirations profanes, les ambitions mondaines ont disparu de mon horizon, ne me laissant que ma croyance, mon calepin et le culte des vrais maîtres.

— Et avez-vous beaucoup produit pendant votre long séjour? lui demandai-je.

Il garda un moment le silence.

— Je n'ai pas beaucoup produit, si vous interprétez littéralement le mot, répliqua-t-il enfin. Il me répugne de me manifester par des essais imparfaits. Ce qu'il y avait de bon dans chacun de mes efforts, je l'ai réabsorbé au profit de la force génératrice de conceptions futures; ce qu'il y avait de mauvais, — hélas! le mauvais abondera toujours, — je l'ai détruit sans hésiter. Je puis affirmer, non sans orgueil, que mon pinceau n'a pas contribué à accroître le nombre des platitudes qui encombrent le monde. Je suis un pauvre peintre patient, j'étudie et j'attends.

Je m'aperçus en ce moment que notre promenade m'avait ramené en face de mon hôtel, et je n'en fus pas fâché, car la société d'un génie aussi communicatif ne suffisait pas pour me faire oublier ma fatigue. Cependant je ne me séparai pas de mon compagnon sans exprimer le désir de le revoir. Au fond, ce n'était pas là une politesse banale. J'espérais bien le retrouver dans une des nombreuses galeries de Florence, et mon désir fut bientôt réalisé. Dès le lendemain, je l'aperçus dans la Tribune des Offices, ce petit musée d'œuvres parfaites. Il tournait le dos à la Vénus de Médi-

cis, les mains appuyées sur une balustrade, plongé dans la contemplation du superbe triptyque d'Andréa Mantegna. Pendant quelque temps, j'admirai, par dessus l'épaule de mon compatriote, ce tableau qui n'a ni l'éclat ni la vigueur imposante des toiles voisines, mais qui, resplendissant de la beauté qu'évoque parfois un travail patient, répond peut-être à un besoin plus général de l'âme. Enfin, poussant un profond soupir, il se retourna, et son regard rencontra le mien. Dès qu'il me reconnut, une vive rougeur lui monta au visage; il craignait sans doute de s'être rendu ridicule la veille. Je lui tendis la main avec une franchise cordiale qui lui prouva que je n'étais pas un railleur.

Je l'avais reconnu à sa chevelure ardente. Sous d'autres rapports, il me sembla très changé. Son enthousiasme nocturne n'animait plus sa physionomie, et son teint blême me rappela celui d'un acteur vu en dehors des feux de la rampe. Je le trouvai moins jeune que je ne l'avais cru. Qu'était devenue la bravoure de son costume et de son allure? Il avait bien l'air « d'un pauvre peintre patient », maintenant que l'absence du clair de lune lui ôtait son aspect pittoresque. Son habit de velours montrait la corde, et la teinte de rouille de son chapeau à larges bords, à forme peu élevée, annonçait plutôt une bourse mal garnie que le désir de se distinguer par une coiffure originale. Ses yeux, et tous ses traits du reste, avaient une expression de douceur résignée qui me frappa d'autant plus que je me demandai s'il fallait attribuer la pâle maigreur de ce visage à un régime insuffisant ou à la fièvre qu'allume le génie. Cependant, après avoir causé quelques minutes avec moi, il retrouva son entrain lyrique de la veille.

— Et c'est votre première visite à ces salles enchantées? s'écria-t-il. Heureux, trois fois heureux mortel!

Puis, me prenant par le bras, il se disposa à me faire admirer les œuvres les plus remarquables. Avant de s'éloigner, il jeta un dernier regard sur le Mantegna. — Celui-là ne se pressait pas, murmura-t-il. Il ignorait la hâte, qui a perdu plus d'un artiste.

Je ne saurais dire si mon nouvel ami était bon critique; mais en tout cas il m'amusa en développant ses opinions, ses théories, ses sympathies, le tout émaillé d'anecdotes et de souvenirs historiques. Il me parut un peu trop sentimental et trop porté à chercher partout des intentions subtiles qui eussent probablement fort étonné celui auquel il les prêtait. Par momens aussi, il se plongeait dans les flots de la métaphysique à des profondeurs où je n'aurais pu le suivre qu'au risque de me noyer; mais ses connaissances en peinture et la sûreté de son jugement annonçaient de longues heures consacrées à l'étude des maîtres.

Le musée des Offices peut non-seulement être fier des riches collections qu'il renferme; il a le droit de s'enorgueillir de l'heureux accident architectural, — si je puis m'exprimer ainsi, — qui le rattache aux salles princières du musée Pitti. Ces salles sont dignes d'un palais : cependant il faut avouer que les tableaux y sont assez mal éclairés; mais les chefs-d'œuvre y abondent et semblent briller dans une atmosphère lumineuse qui leur est propre.

Je contemplai longuement plus d'un Raphaël et plus d'un Titien; puis, comme je voyais que mon ami s'impatientait, je me laissai enfin conduire vers le but de notre voyage — vers la plus belle, la plus touchante des madones de Raphaël, la *Vierge à la chaise*. De tous les tableaux que l'on ait jamais peints, c'est celui qui prête le moins à la critique. Rien n'y trahit l'effort, la recherche des procédés mécaniques, la lutte presque inévitable entre l'artiste et son rêve, — lutte qui apparaît vaguement dans beaucoup d'œuvres hors ligne. Si vivante que soit cette création, si puissant que soit l'appel fait à nos sympathies humaines, on n'y distingue ni manière ni méthode; c'est à peine si l'on y reconnaît un style particulier. Elle s'épanouit dans sa beauté harmonieuse comme une improvisation immédiate du génie. Le spectateur ne sait s'il doit attribuer son émotion à la divine pureté ou au charme terrestre de cette figure. Il est enivré par la vue de la plus touchante image de la maternité qui ait jamais souri sur la terre.

— Voilà ce que j'appelle un beau tableau, dit mon compagnon, lorsque nous eûmes admiré la toile en silence. J'ai le droit d'en parler, car je l'ai copié si souvent que je le reproduirais les yeux fermés. Les autres œuvres de Raphaël sont *de lui;* dans celle-ci, nous tenons Raphaël lui-même. Ses autres œuvres, on peut les louer, les critiquer, les juger, les expliquer; celle-ci, il faut se contenter de l'aimer et de l'admirer. J'ignore sous quelle forme l'artiste apparaissait aux hommes lorsqu'il réalisa cette sublime inspiration; mais, l'œuvre accomplie, il ne lui restait plus qu'à mourir : ce monde n'avait plus rien à lui apprendre, il avait trouvé l'idéal.

— Ne pensez-vous pas, répondis-je, qu'il a eu un modèle, et qu'une belle jeune fille...

— Aussi belle que vous voudrez! Cela ne diminue en rien le miracle. Il a dû regarder autour de lui, sans doute, et peut-être votre belle jeune fille souriait-elle derrière la toile. Mais déjà l'idée du peintre avait pris son essor. Nuls contours humains, si admirables qu'ils fussent, ne pouvaient l'enchaîner à la trivialité du fait vulgaire. Il prête la perfection aux formes de son modèle; sans tâtonnemens, sans un coup d'aile de plus, il s'élève à la hauteur de son

idéal; il voit une rose et lui donne un parfum, il la complète. C'est ce que l'on nomme *idéalisme*. Bien que l'on abuse beaucoup du mot, la chose me semble bonne; en tout cas, c'est ma croyance. Belle madone, modèle et muse à la fois, je vous prends à témoin que moi aussi je suis idéaliste.

Désireux de provoquer de nouvelles confidences je répondis d'un ton moitié railleur : — Un idéaliste est donc un monsieur qui dit à la nature, représentée par une jolie femme : « Ma mie, tu es faite tout de travers. Ta finesse n'est que grossièreté, tes couleurs sont ternes, ta grâce n'est que de la gaucherie. Je vais te montrer comment tu dois t'y prendre. »

Mon compagnon se retourna vers moi d'un air presque irrité; puis il répliqua gravement :

— Regardez cette toile, et elle imposera silence à vos moqueries irrévérencieuses. Voilà ce que l'idéalisme produit! On ne l'explique pas, — il faut sentir la flamme! Qu'il parle à la nature ou à une belle femme, l'artiste ne prononce pas une parole dont l'une ou l'autre puisse s'offenser. Il dit à la jolie femme : « Considérez-moi comme un ami, prêtez-moi votre visage, ayez confiance en moi, aidez-moi, et vos yeux seront la moitié de mon chef-d'œuvre.

— Le ciel me préserve de refroidir votre enthousiasme! répliquai-je; mais ne vous semble-t-il pas que Raphaël, s'il a été servi par son génie, a eu la bonne fortune de vivre dans un siècle qui avait une foi religieuse que nous ne possédons plus? Il y a des gens qui nient que ses madones sans tache soient autre chose que les jolies blondes de l'époque, dont son talent un peu profane rehaussait les charmes. Que ces critiques aient tort ou raison, il est certain que du temps de Raphaël il existait de grands rapports entre les aspirations religieuses et les besoins esthétiques. J'en conclus que les saintes Vierges, visibles et adorables, étaient fort demandées.

Mon compagnon parut d'abord péniblement ému par mon scepticisme; puis il secoua la tête et répondit d'un ton convaincu :

— Elles seront toujours demandées, pour employer votre vilain mot commercial! Ce type ineffable est un des besoins éternels du cœur humain; mais les âmes pieuses n'osent exprimer leur désir. Qu'un nouveau Raphaël surgisse, et vous verrez s'il ne sera pas le bienvenu! Hélas! comment surgirait-il dans ce siècle corrompu? Une œuvre comme celle-là ne se fait pas sur commande. Par bonheur, il est encore...

— *Anch' io son pittore!* m'écriai-je. Si je ne me trompe, vous avez un chef-d'œuvre sur le chevalet. Lorsque votre tableau sera terminé, prévenez-moi, et, fussé-je à l'autre bout du monde, je reviendrai à Florence pour saluer la... *Madone de l'avenir.*

Il rougit et poussa un profond soupir.

— Je parle rarement de mon tableau, dit-il après un moment de silence. Les réclames avant la lettre dont abusent les artistes modernes me font horreur. Le silence, l'isolement, le mystère même, sont indispensables, si l'on veut créer une œuvre digne de vivre. Et puis, le monde est si cruel, si frivole, si peu capable de comprendre que l'on puisse songer, de nos jours, à peindre une madone! Je ne sais ce qui m'a poussé à me confier à vous. En tout cas, vous auriez tort de rire de moi, ajouta-t-il en posant la main sur mon bras; quel que soit mon talent, je possède au moins le mérite de la sincérité. Il n'y a rien de risible dans une noble ambition ni dans une vie consacrée au culte du beau!

En effet, il s'exprimait avec un tel accent de sincérité qu'il y aurait eu de l'impertinence de ma part à le questionner davantage. Cependant les occasions de l'interroger ne me manquèrent pas, car à la suite de cet entretien nous passâmes bien des heures ensemble. Presque tous les jours, pendant une quinzaine, nous nous donnâmes rendez-vous pour visiter les trésors de Florence. Il connaissait si bien la ville, son histoire, ses rues, ses églises, ses galeries, que je trouvai en lui un guide incomparable. Il parlait de Florence avec l'enthousiasme d'un amoureux; il m'avoua qu'elle l'avait captivé à première vue.

— Il est de mode chez nos écrivains, me dit-il, de donner à toutes les cités le genre féminin. C'est là une monstrueuse erreur. Florence est-elle du même sexe que Chicago? Non! Elle seule mérite de passer pour une femme; elle seule inspire à un jeune novice qui sort du collége le genre d'admiration qu'il ressent pour une belle dame plus âgée, que bien d'autres ont adorée avant lui.

Cette passion platonique semblait lui tenir lieu de toute attache sociale; il paraissait mener une existence solitaire et ne se soucier que de son travail. Je fus flatté de voir qu'il avait pris en amitié un personnage aussi frivole que moi et qu'il me sacrifiait généreusement bien des heures précieuses. Nous consacrions la plupart de ces heures à l'étude des vieux maîtres dont les tableaux enrichissent les galeries de Florence, nous arrêtant sans cesse avec une admiration sympathique devant ces premières floraisons de l'art pour nous demander si elles n'avaient pas une fraîcheur que l'on cherche en vain dans les œuvres plus savantes qui leur ont succédé.

Bref, rien de ce qui valait la peine d'être vu ne nous échappa. Nous parcourûmes mainte église obscure, maint quartier inconnu des touristes, maint palais désert, à la recherche d'un vestige de fresque, d'une ciselure ébauchée. Je fus de plus en plus ému par la prodigieuse facilité avec laquelle mon compagnon évitait de s'écarter de son idée fixe. Pour lui tout devenait un prétexte

de rapsodies idéalistes ou de rêveries esthétiques. Impossible de rien voir, de rien entendre qui ne lui inspirât une foule de phrases enthousiastes sur le vrai, le beau et le bon. Il manquait peut-être de génie, mais à coup sûr c'était en monomane qu'il admirait le génie des autres. Je pris autant de plaisir à suivre le jeu bizarre des lumières et des ombres de son caractère que s'il se fût agi d'un personnage tombé d'une autre planète. A vrai dire, il semblait fort dépaysé; il vivait dans un univers à lui, univers où régnaient les beaux-arts. Il serait difficile de concevoir un être moins souillé par le contact du monde, et je me demandais parfois si un ou deux petits vices innocens n'auraient pas contribué à compléter son organisation d'artiste. Par momens, je riais en songeant qu'il appartenait à la race si pratique des *Yankees;* mais, après tout, la meilleure preuve de son origine américaine ne se trouvait-elle pas dans cet amour du beau qui lui donnait la fièvre? Ce n'est que chez les convertis que l'on rencontre une ardeur aussi vive. La plupart des peintres du Nouveau-Monde qui visitent les musées de l'Europe savent manifester leur admiration sans oublier pour cela de tirer tout le parti possible de leur mérite personnel. Mon ami ne possédait pas ce talent. Du reste il avait conservé le goût du terroir pour les superlatifs. Ses moindres éloges se formulaient par les mots « écrasant, » « transcendantal, » « incomparable. » Quant aux épithètes moins louangeuses, c'était là une petite monnaie dont il dédaignait de se servir.

Malgré la franchise avec laquelle il exprimait ses opinions, il demeurait pour moi une énigme. Le peu qu'il me disait sur son propre compte ne m'apprenait pas grand'chose. Je ne savais pas au juste ce qu'il faisait ni comment il vivait. Soit par modestie, soit par fierté, il ne me parla pas de son intérieur. Il était pauvre, on le voyait; néanmoins il devait posséder de quoi vivre, autrement il n'eût pas avoué aussi gaîment que le culte de la beauté idéale ne lui avait jamais rapporté un écu. Je supposai que sa pauvreté l'empêchait de m'inviter à lui rendre visite. J'ignorais même son adresse. Nous nous donnions rendez-vous en quelque lieu public ou à mon hôtel, où je me montrai aussi hospitalier que je le pus sans risquer de l'offenser. Il paraissait avoir toujours faim. Était-ce là un de ces petits vices innocens que je lui souhaitais? Je l'ignore. En tous cas, je ne lui en connaissais certes pas d'autre. J'eus soin de lui épargner les questions indiscrètes; mais lorsque je le rencontrais, je n'oubliais jamais de lui demander des nouvelles de la *Madone de l'avenir.*

— Nous avançons, grâce au ciel, répondait-il avec un grave sourire. Cela marche. Voyez-vous, j'ai le grand avantage de ne jamais perdre mon temps. Les heures que je passe avec vous sont tout

profit. Ce sont des heures *suggestives*. De même qu'une âme pieuse prie sans cesse, de même le véritable artiste élabore sans cesse son œuvre. Il prend son bien où il le trouve et va dérobant un secret aux choses qui s'offrent à son regard. Quel don précieux que celui de l'observation! Que de joies elle nous procure! Chaque coup d'œil me donne l'idée d'une ombre, d'une teinte, d'un heureux contraste. Rentré chez moi, je dépose mes nouveaux trésors aux pieds de ma madone. Oh! je ne perds pas mon temps! *Nulla dies sine lineâ.*

II.

Un mois environ après mon arrivée à Florence, je fus présenté à une dame américaine dont le salon a le privilége d'attirer les visiteurs étrangers. Elle n'était ni jeune ni riche, mais elle offrait à ses hôtes de très bon thé, des gâteaux au choix et une conversation moins variée. Chez Mme Coventry l'entretien ne roulait que sur les questions esthétiques, car elle se donnait pour un juge infaillible en fait d'art. Son appartement était un musée Pitti au petit pied. Elle préférait « les vieux maîtres. » Il y avait je ne sais combien de Péruginos dans sa salle à manger; un Giotto ornait son boudoir, et un André del Sarto remplaçait le miroir sur la cheminée du salon. Grâce à ces trésors, à un fouillis non moins précieux de bronzes, de mosaïques, de triptyques aux panneaux vermoulus, où des saints aux contours anguleux s'extasiaient sur un fond d'or, elle passait aux yeux de ses compatriotes pour une sorte de grande-prêtresse des arts. En guise de broche, elle portait une immense miniature reproduisant la *Madonna della Seggiola*. Je la pris un soir à part et je lui demandai si elle connaissait un homme très remarquable nommé Théobald.

— Si je le connais! s'écria-t-elle. Si je connais ce pauvre Théobald! Tout Florence connaît ses cheveux flamboyans, sa tunique de velours noir et sa madone que personne n'a jamais vue.

— Comment, vous ne croyez pas à sa madone?

— Allons, je vois qu'il vous a endoctriné. Cela ne m'étonne pas. Je me rappelle le jour où il prit la ville d'assaut. Un second Raphaël était né, dont la gloire devait rejaillir sur notre chère Amérique! N'avait-il pas les cheveux de Raphaël? Les cheveux, hélas! et non la tête. Enfin on l'accepta tel quel, et on proclama son génie sur les toits. Les femmes mouraient d'envie de se faire peindre par lui et de devenir immortelles comme la *Joconde*. On s'accordait pour déclarer que ses manières rappelaient Léonardo, qu'il avait quelque chose de mystérieux. Par malheur, le mystère a beaucoup trop duré, si bien que l'on a fini par ne plus s'émerveiller. Le

maître refusa de produire son chef-d'œuvre. Il passait des heures entières à contempler le même tableau. Il ne voulait pas profaner son pinceau, disait-il, en peignant de vulgaires portraits. Peu à peu on cessa d'insister, et il ne tenta rien pour ramener les incrédules. — Les grandes œuvres exigent du temps, on verra! répétait-il. — Je crois qu'il me fait l'honneur de me regarder comme le chef d'une conspiration dirigée contre lui et qui dure depuis une vingtaine d'années. Parlez-lui de moi, et il vous dira que je suis une horrible vieille qui ai juré sa perte parce qu'il a refusé de peindre ma tête pour servir de pendant à la *Flore* du Titien. Lorsque je le rencontre par hasard dans un musée, il fixe sur moi ses grands yeux noirs avec une indifférence aussi sublime que s'il contemplait une mauvaise copie d'un Sasso Ferrato. J'ai su, il y a déjà longtemps, qu'il s'occupe d'une madone qui doit résumer les perfections de toutes les madones célèbres de l'école italienne. Peut-être vous a-t-il parlé de sa merveilleuse idée, bien qu'il ne la confie pas au premier venu. Je n'ai qu'un conseil à vous donner : ne lâchez pas votre argent avant d'avoir vu une esquisse. Je me figure, quant à moi, que si l'on pouvait pénétrer dans son atelier, on y trouverait des toiles assez semblables à celle dont il est question dans un des contes de Balzac, — une toile couverte d'affreux barbouillages.

Je me contentai de répondre que, directement ou indirectement, M. Théobald n'avait jamais sollicité une commande, avec ou sans esquisse, et que jamais il n'avait essayé de m'emprunter un écu. Néanmoins les paroles de la dame me causèrent une impression d'autant plus pénible qu'elles semblaient confirmer certains vagues soupçons qui m'étaient déjà venus à l'esprit. Peut-être le malheureux peintre ne possédait-il aucun talent; mais si Mme Coventry se trompait, elle commettait une erreur bien cruelle! La façon dont elle expliquait les excentricités de mon ami pouvait bien provenir du dépit; car, à l'époque où Théobald avait refusé avec dédain d'immortaliser ses contemporaines, elle n'était certes pas « une horrible vieille. » Je tenais beaucoup à savoir ce que l'artiste aurait à dire là-dessus. La première fois que je le rencontrai, je lui demandai à brûle-pourpoint s'il connaissait Mme Coventry. Il posa la main sur mon bras et me regarda d'un air attristé.

— Vous aussi, vous vous êtes laissé entraîner chez elle! s'écria-t-il avec un peu d'amertume. C'est une sotte, une femme frivole et sans cœur, qui a la prétention d'être bonne et affecte de ne parler que de choses sérieuses. Elle ne tarit pas sur « la seconde manière de Giotto, » et à l'entendre parler de la liaison de Vittoria Colonna avec « Michel, » on dirait que Michel demeure de l'autre côté de la rue et qu'on l'attend pour faire le quatrième à une table de whist. Au fond, elle se connaît en beaux-arts comme je connais

le bouddhisme. Elle profane les mots sacrés, ajouta-t-il avec plus de véhémence. Elle ne tient à vous voir dans son salon rempli de mensonges, de faux Pérugins, que parce que vous servez à passer les tasses de thé. Si vous ne voulez pas bâcler en trois jours un tableau qu'elle puisse soumettre à ses hôtes, elle proclamera sans hésiter que vous êtes un charlatan !

Décidément j'avais affaire à deux ennemis; mais l'épreuve à laquelle je venais de soumettre les assertions de Mme Coventry ne dissipait pas mes incertitudes. Notre entretien avait eu lieu assez tard dans l'après-midi, lors d'une visite à l'église de San-Miniato, située sur une des collines qui dominent la ville. Rien de plus beau que le panorama de Florence, vu du haut de la large terrasse qui s'étend en face de l'église aux murs de marbre crevassés. Les montagnes se dessinaient vaguement en bleu, comme une vaste coupe au fond de laquelle semble être tombée la petite cité aux mille trésors, avec ses amples dômes et ses légères tourelles. Cependant l'allée de cyprès qui des portes de la ville conduit à San-Miniato n'a rien de gai, et pour chasser les pénibles souvenirs qu'avait réveillés le nom de Mme Coventry, je proposai à Théobald de m'accompagner le soir même à l'Opéra, où l'on devait représenter une œuvre rarement jouée. Il refusa, ainsi que je m'y attendais presque, car j'avais remarqué qu'il ne disposait jamais de ses soirées en ma faveur, bien qu'il ne fît aucune allusion à la façon dont il les passait.

— Vous m'avez plus d'une fois rappelé, lui dis-je, la charmante tirade du peintre florentin dans le *Lorenzaccio*, d'Alfred de Musset : « Je ne fais de mal à personne. Je passe mes journées dans mon atelier. Le soir, je vais voir ma maîtresse; lorsque la nuit est belle, nous la passons sur son balcon. » Je ne sais si vous avez une maîtresse ou si elle a un balcon; mais pour peu que ce double bonheur vous soit échu en partage, je reconnais que vous auriez tort de venir écouter une *prima donna* de troisième ordre.

Il parut hésiter avant de répondre; il se tourna enfin vers moi d'un air solennel et me demanda : — Êtes-vous capable de contempler une belle femme avec toute la vénération qu'elle mérite?

— Ma foi, répliquai-je, sans me donner pour un saint, j'ose affirmer que je ne suis pas impudent.

Je le priai ensuite de s'expliquer plus clairement, et lorsque j'eus déclaré que je croyais pouvoir m'engager à tempérer l'admiration par le respect, il m'annonça d'un air mystérieux qu'il était à même de me présenter à la plus belle femme de l'Italie.

— Une beauté doublée d'une âme! ajouta-t-il.

— En vérité, vous êtes fort heureux, m'écriai-je. Je serai ravi d'être témoin de l'union de ces deux mérites.

— La beauté de cette femme, reprit Théobald, est une leçon, une moralité, un poème! J'y trouve un sujet d'étude inépuisable!

Avant de le quitter, j'eus soin de lui rappeler son offre et d'exiger de lui une promesse formelle qu'il hésita un peu à me donner.

— Il me semble presque commettre une profanation, dit-il, car jusqu'à présent j'ai été seul à contempler celle dont je vous parle. Je vous accorde une grande preuve d'amitié. Vous êtes le premier à qui j'aie confié mon secret; mais une trop longue familiarité nous fait parfois perdre de vue la valeur réelle des choses et peut-être agrandirez-vous mon horizon en me suggérant quelque interprétation nouvelle.

Il me donna rendez-vous pour le lendemain soir. L'heure venue, nous nous dirigeâmes vers une vieille maison située au centre de Florence, non loin du *Mercato-Vecchio*. Il nous fallut gravir jusqu'au dernier étage un escalier raide et mal éclairé. La beauté de Théobald semblait se cacher avec autant de soin que la belle aux cheveux d'or qui, on le sait, était reléguée au sommet d'une tour. Mon guide entra sans frapper dans l'antichambre de ce logis peu luxueux, et, poussant une seconde porte, m'introduisit dans un petit salon pauvrement meublé et d'un aspect assez sombre, en dépit des rideaux blancs qui s'agitaient devant une fenêtre ouverte. Assise près d'une table sur laquelle brûlait une lampe, je vis une femme vêtue de noir qui travaillait à un ouvrage de broderie. Lorsque Théobald se montra, elle redressa la tête pour lui sourire; mais, en m'apercevant, elle eut un mouvement de surprise et se leva avec une sorte de dignité majestueuse. Théobald s'avança et lui prit la main qu'il baisa avec un respect qui annonçait pourtant un long usage de ce genre de salutation. Tandis qu'il s'inclinait, elle me regarda d'un air mécontent, et il me sembla qu'elle rougissait.

— Contemplez la Sérafina! me dit Théobald avec un geste théâtral. Monsieur est un ami et un appréciateur des beaux-arts, ajouta-t-il en s'adressant à mon hôtesse.

Cette présentation me valut un sourire, une révérence, et l'on m'invita à prendre un siége.

La plus belle femme de l'Italie était une personne d'un beau type italien, très simple d'allure. Lorsqu'elle se fut rassise devant sa lampe et eut repris sa broderie, elle ne trouva que fort peu de chose à dire. Théobald, penché vers elle dans une sorte d'extase platonique, lui adressa une douzaine de questions tendrement paternelles sur sa santé, sur ses occupations, sur les progrès de sa broderie, qu'il examina et me fit admirer. Ce travail ornait quelque partie d'un vêtement ecclésiastique. Les broderies, tracées en fil d'or et d'argent sur un fond de satin jaune, annonçaient une ouvrière très habile. Sérafina répondait d'une voix à la fois douce et

sonore, mais avec un laconisme que j'attribuai à la gêne que lui causait ma présence inattendue. Elle raconta que le matin elle était allée à confesse, puis au marché, où elle avait acheté un poulet pour dîner. Elle se trouvait très heureuse, elle ne se plaignait de rien, si ce n'est du manque de probité des gens pour qui elle travaillait et qui lui fournissaient ses matériaux. Il lui répugnait d'employer un aussi mauvais fil dans un vêtement consacré, pour ainsi dire, au Seigneur.

De temps à autre, elle levait les yeux pour diriger de mon côté un regard où je ne vis d'abord que l'expression d'une curiosité fort naturelle. Ce manége s'étant renouvelé, je me demandai si elle ne cherchait pas à établir une entente avec moi aux dépens de notre compagnon. Fidèle à la promesse que j'avais faite de tempérer l'admiration par le respect, je me mis en mesure de juger jusqu'à quel point la dame méritait l'éloge de Théobald.

C'était en effet une belle femme, ainsi que je fus forcé d'en convenir malgré la surprise que j'éprouvai en remarquant qu'elle n'avait plus la fraîcheur de la jeunesse. Sa beauté du reste était de celles dont le charme essentiel consiste dans la forme ou dans ce que Théobald aurait appelé « la composition, » et qui ont le moins à redouter des ravages du temps. Elle était grande, largement charpentée, avec un front un peu étroit, de beaux yeux calmes et un teint pâle sous une peau brunie par le soleil d'Italie. L'épaisse chevelure noire qui cachait ses oreilles et une partie de ses joues formait une coiffure aussi modeste que le voile d'une nonne. Son port de tête avait une allure imposante dont la fierté était corrigée par un air de résignation dévote qui s'harmonisait à merveille avec le regard paisible qu'elle abaissait sur sa broderie. En somme, tout annonçait une vigoureuse nature physique et la sérénité d'un esprit que les nerfs laissent en repos. La Sérafina portait une toilette fort simple : une robe brune et un fichu d'un bleu foncé qui se croisait sur la poitrine, ne laissant voir qu'un cou bien modelé. Sur le fichu brillait une petite croix d'argent. J'admirai beaucoup mon hôtesse, mais non sans faire de larges réserves. Une profonde apathie intellectuelle accompagne d'ordinaire le type de beauté mûre que j'avais sous les yeux. Cette Égérie bourgeoise ne devait pas être tourmentée par des aspirations bien élevées. Une lueur intime avait-elle jamais éclairé ce visage? Il était permis d'en douter. En tout cas, la lueur s'était singulièrement affaiblie. Et puis, pour parler sans métaphore, la dame commençait à... engraisser! Ma déception alla presque jusqu'au désenchantement lorsque Théobald s'avisa de faciliter mon inspection secrète. Déclarant que la lampe brûlait mal et que la Sérafina s'abîmerait les yeux, il se leva pour prendre sur la cheminée deux bougies qu'il alluma. A peine les

eut-il posées sur la table que je m'aperçus que notre hôtesse méritait décidément d'être classée parmi les femmes « d'un certain âge. » Les années n'avaient ni flétri son teint, ni imprimé une ride sur son visage, ni mêlé un fil d'argent à ses cheveux noirs; elles se contentaient tout simplement de *dépoétiser* leur victime. Quant à l'âme, que l'on m'avait promise, je la cherchai en vain; je ne pouvais donner un nom aussi mystérieux à une expression de douceur qui ne manquait certes pas de charme, mais que reflètent les traits de plus d'une matrone de ma connaissance. Je n'aurais guère juré que cet air de pieuse résignation n'appartînt pas à toutes les brodeuses obligées de pencher sans cesse la tête sur leur travail. Il me vint même à l'esprit qu'il y avait là quelque chose de moins innocent qu'une habitude acquise, car, malgré le peu d'esprit que je lui supposais, l'imposante ouvrière me laissa entrevoir qu'elle prenait la situation moins au sérieux que ne le faisait son adorateur. Quand ce dernier s'était levé pour allumer les bougies, elle m'avait adressé un rapide sourire en se frappant le front à plusieurs reprises avec un de ses doigts. Il eût été déloyal de ma part d'avoir l'air de la comprendre, je refusai donc d'admettre que le pauvre Théobald eût le cerveau fêlé; elle haussa les épaules et se remit à broder.

Quels étaient les rapports de ce couple singulier? Mon compagnon était-il le plus chaleureux des amis ou le plus platonique des amoureux? La dame le regardait-elle comme un génie excentrique dont elle se plaisait à encourager l'admiration inoffensive en lui laissant passer quelques heures dans son petit salon durant les longues nuits d'été? Sa gravité, la simplicité de son costume, le vêtement ecclésiastique qu'elle brodait, lui donnaient l'air d'une sœur laie jouissant du privilége de demeurer en dehors des murs de son couvent. Ou bien vivait-elle à l'abri du besoin aux dépens d'un ami désireux d'avoir toujours sous les yeux le type éternel de la beauté parfaite? Je remarquai qu'elle avait de fort belles mains, fines et blanches, qui ne ressemblaient en rien aux mains d'une ouvrière.

— Et les tableaux? demanda-t-elle à Théobald après un intervalle de silence.

— Cela marche! cela marche! répliqua-t-il. J'ai ici un ami dont la sympathie et les encouragemens ont ranimé ma foi et mon ardeur.

Notre hôtesse se retourna vers moi, me regarda un moment d'un air qui m'intrigua un peu, se frappa le front comme elle l'avait fait une minute ou deux auparavant, et dit avec un sérieux imperturbable :

— Il a un génie immense!

— Je suis tout disposé à le croire, répliquai-je.

— Pourquoi donc souriez-vous? s'écria-t-elle. Puisque vous en doutez, il faut que vous voyiez le *bambino*.

Elle prit la lampe, et me conduisit vers l'autre bout de la chambre où se trouvait accroché au mur, entouré d'un simple cadre de bois noir, un grand dessin à la sanguine. Au-dessous, on voyait un bénitier. Le dessin représentait un très jeune enfant complétement nu, à moitié niché sur les genoux de sa mère, mais qui étendait en avant ses deux petits bras comme pour donner une bénédiction. Cette sanguine était exécutée avec une sûreté de main et une vigueur singulières, et semblait néanmoins resplendir de la délicate fraîcheur de l'enfance. Une sorte d'élégance et de grâce naïves, se mêlant à une merveilleuse fermeté de touche, rappelait la manière du Corrége.

— Voilà ce qu'il peut faire! dit mon hôtesse, c'est la vivante image du petit ange que j'ai perdu, et le signor Teobaldo me l'a donnée. Il m'a donné bien d'autres choses!

Je contemplai pendant quelque temps le dessin, et j'exprimai très sincèrement mon admiration. Je déclarai à Théobald que, si son œuvre était accrochée parmi les dessins du musée des Offices et signée d'un nom glorieux, les critiques s'y tromperaient. Mes éloges parurent lui causer un vif plaisir; il me pressa les mains avec effusion, et ses yeux se remplirent de larmes. Il éprouva sans doute le désir de me raconter l'histoire de cette esquisse, car il se leva bientôt et fit ses adieux à notre hôtesse, lui baisant la main avec la même ardeur respectueuse que lors de notre entrée. Je pensai que la façon dont elle accueillerait ma politesse m'aiderait à juger à quelle espèce de femme j'avais affaire, et je me disposai à imiter mon compagnon. Dès qu'elle s'aperçut de mon intention, elle retira vivement sa main, baissa les yeux et m'adressa une révérence cérémonieuse. Théobald me prit le bras et m'entraîna rapidement dans la rue.

— Et que pensez-vous de la divine Sérafina? s'écria-t-il dès que nous eûmes fait quelques pas.

— Sa beauté possède au moins le mérite de la solidité, répliquai-je.

Il me regarda un instant d'un air irrité; puis il parut oublier ma réponse pour s'abandonner au courant de ses souvenirs.

— Ah! je voudrais que vous eussiez pu voir la mère et l'enfant, dit-il, comme je les ai vus lors de ma première rencontre, — la mère, un châle drapé autour de la tête, le visage troublé par une douleur ineffable, le *bambino* pressé contre sa poitrine! Vous auriez avoué, je crois, que le hasard m'envoyait un modèle aussi beau que ceux de Raphaël! Je revenais un soir d'été d'une longue pro-

menade, lorsque cette apparition me frappa en dehors d'une des portes de Florence. La femme tendit la main. Je ne savais trop s'il fallait lui demander : — Que me voulez-vous? — ou me jeter à ses pieds pour l'adorer. Elle mendiait! Je vis qu'elle était aussi pâle que belle. On aurait pu s'imaginer qu'elle sortait de l'étable de Bethléem. Je lui donnai de l'argent, et je l'aidai à gagner la ville. J'avais deviné son histoire. C'était une fille-mère que le monde abandonnait à sa honte. Plus heureux que ces peintres cloîtrés d'autrefois qui avaient des visions, je voyais soudain se réaliser le type rêvé. Je tirai ces pauvres êtres de la misère, je m'attachai à eux, je veillai sur eux comme j'aurais veillé sur quelque œuvre d'art, sur quelque admirable fragment de fresque découvert au fond d'une église en ruines. Au bout d'un mois, — comme pour accroître et consacrer ma sympathie, — le pauvre petit enfant mourut. Lorsque la mère comprit qu'il n'y avait plus d'espoir, elle tint son fils devant moi pendant une dizaine de minutes, et je fis l'esquisse qu'elle vous a montrée. Vous avez sans doute remarqué la hâte fiévreuse avec laquelle le dessin a été achevé? Je voulais épargner le pauvre *bambino* qui avait à peine la force de poser, même soutenu par les bras de sa mère. Ensuite la Sérafina me devint doublement chère. C'est bien la créature la plus douce, la plus pieuse, la plus simple, la plus franche dont la vieille Italie puisse s'enorgueillir! Elle ne vit que dans le souvenir de son enfant, pleine de reconnaissance pour les légers services que j'ai été à même de lui rendre. Elle n'a pas l'air de se douter qu'elle est belle; mes éloges ne lui ont jamais inspiré le moindre accès de vanité, — Dieu sait pourtant que je ne cache pas mon admiration! Vous avez dû être frappé de la singulière transparence de sa physionomie expressive, de l'adorable modestie de son regard. Avez-vous jamais vu un front d'une pureté aussi virginale? Où trouverez-vous une chevelure qui ondoie avec une élégance aussi classique? Je l'ai étudiée. Je puis me vanter de la connaître. Je l'ai absorbée peu à peu; son image est maintenant bien gravée dans mon esprit, et je suis décidé à saisir l'impression; — je vais enfin l'inviter à m'accorder quelques séances.

— Enfin! répétai-je avec surprise. Voulez-vous me donner à entendre qu'elle ne vous a pas encore servi de modèle?

— Elle ne m'a pas précisément servi de modèle, répondit Théobald. J'ai pris des notes; j'ai l'impression fondamentale de mon sujet. C'est là l'essentiel; mais jusqu'à présent elle n'a point posé, convenablement drapée et éclairée, devant mon chevalet.

Mon tact et ma discrétion me firent défaut; je ne pus réprimer une exclamation que je devais regretter amèrement. Nous venions de nous arrêter au coin d'une rue, sous un réverbère. — Mon

pauvre ami, m'écriai-je en posant la main sur son épaule, vous avez *lambiné!* Votre modèle est trop vieille pour une madone.

Il recula comme si je l'eusse brutalement frappé en pleine poitrine. Je n'oublierai jamais le long regard désespéré qu'il m'adressa. — Lambiné! dit-il enfin. Vieille!.. vieille! Est-ce que vous plaisantez?

— Voyons, mon cher ami, je ne pense pas que vous la preniez pour une femme de vingt ans?

Il poussa un profond soupir et s'appuya contre le mur voisin, me contemplant d'un air de doute et de reproche; puis il s'élança vers moi, me saisit le bras et me demanda : — Répondez-moi avec franchise. Vous paraît-elle vraiment vieille? Est-elle ridée? est-elle fanée? Suis-je aveugle?

Je compris alors l'immensité de son illusion. Une à une, les années silencieuses avaient glissé sur lui, tandis qu'il s'abandonnait au charme d'une inactivité rêveuse, préparant sans cesse un travail sans cesse ajourné. Il me sembla que ce serait lui rendre un véritable service que de lui ouvrir les yeux.

— Vous n'êtes pas aveugle, répondis-je; vous avez au contraire perdu beaucoup de temps dans une contemplation stérile. Votre amie a été jeune et fraîche; elle a pu ressembler à une vierge, mais il y a des années de cela. Néanmoins elle conserve de beaux restes; faites-la poser, et...

Je ne pus achever ma phrase, tant l'effet produit par mon indiscrétion me peina. Théobald avait ôté son chapeau et passait son mouchoir sur son front avec un mouvement machinal.

— De beaux restes! Je vous remercie de votre euphémisme! Il faut que je compose ma madone avec de beaux restes, — quel chef-d'œuvre ce sera!.. Vieille! vieille! murmura-t-il ensuite comme en se parlant à lui-même.

— Peu importe son âge, m'écriai-je, peu importe ce que je pense d'elle! Vous avez vos souvenirs, vos notes, votre génie. Terminez votre tableau en un mois. Je suis sûr d'avance que vous produirez un chef-d'œuvre, et je vous l'achète au prix qu'il vous plaira de fixer.

Il me regardait en ouvrant de grands yeux, sans paraître me comprendre.

— Vieille, vieille! répétait-il d'une voix monotone. Si elle est vieille, que suis-je donc, moi? Si sa beauté a disparu, où est ma force? Ma vie a-t-elle été un rêve? Ai-je adoré trop longtemps, ai-je trop bien aimé?

Le charme était rompu. Il fallait que la trame de son illusion eût été affaiblie par une tension exagérée pour se déchirer aussi facile-

ment. Un mot prononcé par hasard avait dissipé les ténèbres où vivait le malheureux peintre. Il voyait clair maintenant. Soudain il baissa la tête et fondit en larmes.

Je le ramenai avec douceur vers mon logis; mais je n'essayai ni de calmer sa douleur, ni de lui voiler la dure vérité. Arrivé en face de mon hôtel, je l'engageai à entrer.

— Venez, lui dis-je. Nous boirons à l'achèvement de votre madone.

Il releva la tête avec un violent effort, parut se livrer un instant à de sombres réflexions, à en juger par ses sourcils froncés, puis il me tendit la main en s'écriant :

— Je la finirai dans un mois! Non, dans quinze jours! Après tout, *elle est là*, — et il se frappa le front. Oui, parbleu, elle est vieille! On peut le lui dire sans l'offenser, — une femme qui a fait passer vingt ans comme si ce n'était que vingt mois! Vieille, vieille! Eh bien, monsieur, elle sera éternelle!

J'offris de le reconduire jusque chez lui, mais lorsque je voulus lui reprendre le bras, il me repoussa avec un geste théâtral; il s'éloigna en sifflant et en brandissant sa canne. J'attendis quelques minutes, puis je le suivis à une certaine distance jusqu'à ce qu'il eût franchi le pont de la Santa-Trinita. Au milieu du pont, il s'était arrêté, comme à bout de forces, pour s'appuyer sur le parapet. J'eus soin de ne pas le perdre de vue; mais j'avoue que je demeurai assez inquiet tandis qu'il contemplait la rivière. Il se remit enfin en marche et continua sa route à pas lents, la tête baissée. Je ne jugeai pas à propos de l'accompagner plus loin à travers les rues.

III.

Comme j'espérais, grâce à mon imprudente exclamation, avoir décidé le pauvre Théobald à tirer un profit plus pratique de ses connaissances acquises et de son goût cultivé, je ne m'étonnai pas qu'il ne donnât plus signe de vie. Au bout de quatre ou cinq jours, voyant qu'il ne m'écrivait pas et qu'il ne se montrait ni chez moi ni dans les endroits qu'il fréquentait d'habitude, je commençai à me demander si, au lieu de réveiller son talent par une secousse salutaire, je ne l'avais pas tout simplement paralysé. Était-il malade? Cette pensée me tourmenta d'autant plus que je me serais accusé d'être la cause de sa maladie. Mon séjour à Florence touchait à sa fin et je tenais à me renseigner avant mon départ. Théobald ne m'ayant jamais donné son adresse, je ne savais où le trouver; mais rien ne m'empêchait d'aller aux informations chez la brodeuse du *Mercato-Vecchio*. J'avoue d'ailleurs que ma curiosité non satisfaite

m'inspirait le désir de revoir à la clarté du jour l'enchanteresse auprès de laquelle vingt années s'écoulaient avec une vitesse si prodigieuse. Peut-être ne lui rendais-je pas justice. Je me dirigeai donc un matin vers sa demeure, je grimpai les marches d'un escalier interminable et je m'arrêtai au dernier étage. Bien que la porte d'entrée fût entrebâillée, j'hésitais à me présenter, lorsqu'une petite servante traversa en courant l'étroite antichambre avec un panier où résonnaient des plats vides. Comme la seconde porte restait ouverte, je m'avançai vers le salon où Théobald m'avait introduit. Cette fois le salon se trouvait transformé en salle à manger. Une nappe couvrait la table, ou du moins un des bouts de la table devant laquelle était assis un monsieur, — non, un individu qui se penchait en arrière dans l'attitude béate d'un gastronome repu. Tout près de lui, je vis la maîtresse de la maison. Avant de songer à son propre appétit, elle s'était sans doute occupée de son hôte, car d'une main elle retenait sur ses genoux une assiette de macaroni au fumet appétissant, et de l'autre elle levait en l'air un des tubes onctueux de ce plat national. Sur le côté de la table que ne cachait pas la nappe étaient rangées une demi-douzaine de statuettes qu'à leur couleur on aurait pu prendre pour des terres cuites. Le commensal de la Sérafina brandissait son couteau et paraissait faire l'éloge de ces figurines.

En m'apercevant, la plus belle femme de l'Italie laissa tomber le macaroni... dans sa bouche, et se leva en poussant un cri de surprise, sinon de mécontentement. Je devinai aussitôt que la signora Sérafina avait quelque chose à cacher; en bon diplomate, je feignis de trouver tout naturel le tête-à-tête que je troublais. Je saluai et m'excusai de la déranger à une heure aussi matinale. L'irritation de la dame sembla se calmer. Elle me souhaita la bienvenue et m'offrit un siége. Ce fut d'un air presque gracieux qu'elle me présenta son commensal.

— Un autre de mes amis, dit-elle; un artiste aussi.

Son ami s'essuya la moustache et s'inclina jusqu'à terre. Évidemment je n'avais pas affaire à un sot. Ce monsieur, à n'en pas douter, était l'auteur des statuettes posées sur la table, et son regard perçant devait reconnaître à première vue un étranger qui a de l'argent à dépenser. En dépit de ses moustaches bien cirées, son nez retroussé nuisait à ses prétentions de joli garçon. Il portait, un peu de travers, une calotte rouge, et je remarquai qu'il était chaussé d'une belle paire de pantoufles brodées. Lorsque Sérafina annonça d'un ton plein de dignité que j'étais l'ami de M. Théobald, il se confondit en éloges et affirma que M. Théobald possédait un génie incroyable.

— Pour ma part, répondis-je, je ne puis en juger; je n'ai rien vu de lui, si ce n'est le *bambino* accroché là-bas et qui est certainement un dessin fort remarquable.

— C'est un chef-d'œuvre, un vrai Corrége! s'écria mon interlocuteur. Quel dommage, ajouta-t-il en clignant de l'œil, que le signor Teobaldo n'ait pas songé à se servir de bons vieux panneaux vermoulus!

Sur ce, la majestueuse Sérafina crut devoir protester.

— Il est trop homme d'honneur, dit-elle pour jamais se prêter à une supercherie. Je ne me connais guère en génie ou en peinture. Je ne suis qu'une pauvre veuve; mais je sais que le signor Teobaldo a le cœur d'un ange et la vertu d'un saint. C'est mon bienfaiteur.

— J'ai la plus grande estime pour lui, répliquai-je, et c'est pour cela que je m'inquiète de ne l'avoir pas rencontré depuis notre dernière visite. L'avez-vous vu? Serait-il malade?

— A Dieu ne plaise! s'écria Sérafina d'un ton qui ne permettait pas de douter de sa sincérité.

Son compagnon laissa échapper un innocent petit juron et lui demanda : — Pourquoi n'êtes-vous pas allée le voir?

Elle hésita un instant, minauda, puis répliqua d'un air de dignité offensée : — Il vient chez moi sans donner prise aux mauvaises langues; mais il n'en serait pas de même si j'allais chez lui, bien que l'on puisse presque dire qu'il mène la vie d'un saint.

— Il a pour vous la plus grande admiration, lui dis-je, et il se serait senti honoré de votre visite.

— Il a pour moi plus d'admiration que vous n'en avez, répliqua-t-elle d'un ton aigre, convenez-en!

Naturellement je repoussai l'accusation avec toute l'éloquence dont je suis capable, et ma mystérieuse hôtesse avoua qu'elle m'avait regardé comme un ennemi dès ma première visite et qu'elle me soupçonnait de lui avoir nui dans l'esprit de Théobald. — Dans ce cas, vous auriez rendu un triste service à ce pauvre homme, ajouta-t-elle, je puis vous l'affirmer. Il vient me voir tous les soirs depuis des années. C'est une amitié de longue date! Personne ne le connaît aussi bien que moi.

— Je ne prétends ni le connaître, ni le comprendre, répliquai-je; il reste un mystère pour moi. Cependant je me suis parfois figuré qu'il est un peu...

Je touchai du doigt mon front et je levai la main en l'air. Sérafina, qui m'avait appris ce geste, feignit à son tour de ne pas le comprendre et se tourna vers son ami comme pour le consulter. Celui-ci se borna à hausser les épaules tout en remplissant son verre. Alors la *padrona* me dit avec un sourire plein de candeur :

— Oui, et c'est pour cela que je l'aime! Le monde n'a aucune pitié pour les simples d'esprit! On se moque d'eux, on les méprise, on les dépouille. Il est trop bon pour vivre sur la terre. Est-ce ma faute s'il s'imagine trouver un petit paradis dans mon humble logis? Il a une étrange idée, — vraiment j'ose à peine vous en parler, — il se figure que je ressemble à la sainte Vierge! Dieu me pardonne! Je lui laisse penser ce qu'il veut, puisque cela le rend heureux. Il m'a soutenue lorsque les autres me repoussaient, et je ne suis pas de celles qui oublient un service. Aussi le reçois-je poliment chaque soir et je lui permets de me regarder de face ou de profil, selon sa fantaisie. Pour ce qui est de cela, je puis dire sans vanité que je valais la peine d'être regardée autrefois. J'avoue qu'il n'est pas toujours amusant, le digne homme. Quelquefois il reste assis pendant une heure entière sans prononcer une parole, ou bien il parle, sans discontinuer, de la nature, de l'art, de la beauté, du devoir, et de cinquante autres choses qui sont de l'hébreu pour moi. Je vous prie de croire qu'il ne m'a jamais dit un mot que la plus grande dame n'aurait pu décemment écouter. Peut-être est-il un peu *toqué;* moi, je le range au nombre des saints.

Sérafina ne racontait pas tout; elle oubliait certains détails de sa propre biographie, et elle aurait sans doute pu parler de plus d'un service rendu; mais elle m'en apprenait assez pour que le récit que m'avait fait Théobald me parût très touchant dans sa simplicité extatique.

— C'est un bonheur peu commun, poursuivit-elle, d'avoir pareil ami, — un ami qui est moins qu'un amoureux et plus qu'un ami.

Je regardai son compagnon, qui, conservant un sourire impénétrable, frisa les bouts de sa moustache et vida son verre. Celui-là était-il plus qu'un ami?

— Que voulez-vous? reprit Sérafina sans remarquer ma distraction. Dans ce bas monde, il faut garder ce que le ciel nous envoie. J'ai conservé mon excellent ami pendant vingt ans, et j'espère, signor, que vous ne venez pas l'indisposer contre moi?

J'affirmai que je n'avais aucun dessein de ce genre, que je serais au contraire désolé de troubler les habitudes ou les convictions de M. Théobald. Je m'inquiétais seulement de ne plus le voir et je désirais aller prendre de ses nouvelles. Elle me donna l'adresse du peintre et me fit un tableau fort pathétique des angoisses que lui causait l'absence de son visiteur habituel. C'était surtout la crainte de lui déplaire qui l'avait empêchée de se rendre chez le peintre, car il ne tenait pas à ce qu'elle pénétrât dans son intérieur.

— Vous auriez pu envoyer monsieur, lui dis-je.

— Ah! s'écria le monsieur en question, il admire la signora Sérafina, mais il ne m'admirerait pas.

J'allais me retirer, après avoir promis d'apporter à mon hôtesse des nouvelles de mon ami, lorsque son compagnon, qui s'était levé et avait sans doute prémédité l'attaque, me prit doucement par le bras pour me conduire devant la rangée de statuettes.

— Votre conversation, signor, m'a révélé un protecteur des beaux-arts. Permettez-moi d'attirer votre honorable attention sur ces modestes produits de mon talent. Ce sont là mes derniers essais; ils sortent de l'atelier et n'ont jamais été exposés en public. Je les ai apportés ici afin de les soumettre à cette chère dame, qui est très bon juge, bien qu'elle affirme modestement le contraire. Je suis l'inventeur de ce genre de statuette. Sujet, style, matériaux, tout est de mon invention. Touchez-les, je vous prie; vous pouvez les manier sans crainte. Si fragiles qu'elles semblent, elles ne se cassent pas. Mes diverses créations ont eu un grand succès. Elles sont surtout appréciées par les Américains. Trouvez-moi un plus joli ornement pour la cheminée d'un garçon ou pour le boudoir d'une jolie femme qui aime à rire! Cela n'est pas de l'art classique, évidemment; mais, entre nous, l'art classique manque de gaîté. Jusqu'à présent la caricature, la charge, comme disent les Français, n'a été cultivée que par les dessinateurs et les écrivains dramatiques, — je crois avoir été le premier à l'introduire dans la sculpture. Que dites-vous de mes types? L'idée ne vous paraît-elle pas aussi heureuse que hardie? Chattes et singes, singes et chats, — toute la nature humaine est là! La nature humaine envisagée au point de vue satirique, bien entendu.

Tandis que cet aimable Juvénal de la statuaire me débitait son boniment, il avait pris une à une les statuettes, les tenant en l'air, leur administrant des pichenettes pour prouver leur solidité, les contemplant avec admiration. Chacun de ses groupes se composait d'une chatte et d'un singe, grotesquement affublés, qui se faisaient la cour. Malgré la monotonie du sujet, le soi-disant inventeur avait déployé un certain talent, car ses personnages ressemblaient à des chats et à des singes aussi bien qu'à des femmes et à des hommes. Néanmoins j'avoue que la ressemblance ne m'amusa pas; ces imitations réussies avaient quelque chose de cynique. L'artiste qui les tenait entre le pouce et l'index, les caressant du regard, me fit l'effet d'un sapajou un peu plus intelligent que la généralité des quadrumanes. La politesse cependant m'arracha un sourire plus ou moins approbateur qui me valut un nouveau discours.

— C'est la nature prise sur le fait! s'écria le statuaire. J'ai chez moi une petite ménagerie de singes qui me servent de modèles. Quant aux chats, il suffit de regarder sur les toits voisins. Depuis que j'ai commencé à étudier ces petites bêtes, j'ai fait des observations qui ne manquent pas de profondeur. Un esprit aussi supé-

rieur que le vôtre, signor, reconnaîtra qu'il y a une portée philosophique dans mes créations.

Tout en empochant la carte que l'on me présentait, je regardai la madone de l'avenir, me demandant si elle était capable d'établir un contraste. Elle prit un des groupes et se mit à l'épousseter tendrement avec un plumeau.

Ce que je venais de voir et d'entendre avait tellement augmenté la pitié que m'inspirait le pauvre Théobald, que je m'empressai de m'éloigner. Je me dirigeai sans retard vers la demeure que m'avait indiquée cette femme bizarre, et qui se trouvait à l'autre bout de la ville. La maison avait un aspect sombre et misérable. Une vieille que je rencontrai sous la porte d'entrée et à qui je m'adressai, marmotta une espèce de bénédiction et poussa comme un soupir de soulagement; elle craignait que le pauvre artiste n'eût pas un seul ami au monde. Le logement de Théobald semblait ne se composer que d'une seule pièce située au dernier étage. Ayant frappé sans obtenir de réponse, je crus, bien que la clé fût sur la porte, qu'il était sorti, et je n'hésitai pas à entrer. Aussi fus-je péniblement ému de le trouver là, pâle et immobile, assis près de l'unique fenêtre, en face d'un chevalet qui soutenait une grande toile. Lorsque j'ouvris la porte, il tourna vers moi un regard atone, sans changer de position. Son attitude annonçait une prostration absolue. Les mains sur les genoux, les jambes étendues, il se tenait la tête penchée sur la poitrine. Ses cheveux en désordre, ses yeux éteints, son visage non rasé, joints à sa pâleur, lui donnaient un air hagard. Quand je m'avançai, il ne parut pas me reconnaître. Je m'étais attendu à d'amers reproches, je les redoutais presque, et maintenant je regrettais de voir que ma présence n'excitait aucune colère.

— Ne me reconnaissez-vous pas? lui demandai-je en tendant la main; m'avez-vous déjà oublié?

Il ne répondit rien et ne bougea pas, tout en me contemplant d'un air surpris, tandis que je regardais autour de moi. Ce que je voyais racontait avec éloquence l'histoire d'une longue misère. La chambre, sale et nue, était à la fois une chambre à coucher et un atelier, ou plutôt un semblant de chambre à coucher et d'atelier. En fait de mobilier, elle ne contenait qu'un lit de sangle, une table vermoulue et deux chaises dégradées; les objets de luxe étaient représentés par quelques reproductions en plâtre couvertes de poussière, quelques gravures jaunies clouées au mur, trois ou quatre vieilles toiles retournées, une boîte à couleur en assez bon état et le chevalet dressé près de la fenêtre. L'endroit suintait la pauvreté. S'il y avait là un trésor, ce ne pouvait être que le tableau posé sur le chevalet, — la madone de l'avenir! Comme le châssis faisait face à

la porte, il m'était impossible d'apercevoir la peinture. Enfin, un peu effrayé par l'immobilité de Théobald, je passai derrière lui en lui posant amicalement la main sur l'épaule. Je n'oserais dire que je fus par trop étonné de ce que je vis alors : une toile complétement vide, dont l'enduit avait été jauni et fendillé par le temps! C'était là l'œuvre qui devait rendre son nom immortel! Bien que je ne fusse qu'à moitié surpris, j'avoue que je me sentis très ému. Pendant plusieurs minutes, je n'eus pas le courage de prononcer une parole. A la longue, mon voisinage silencieux parut tirer mon hôte de sa torpeur; il tressaillit, se retourna, puis se leva et me regarda avec des yeux qui retrouvèrent lentement leur ancien éclat. Je murmurai quelques phrases bienveillantes à propos de sa santé, qui exigeait des soins et sur laquelle mon amitié me donnait le droit de veiller. Au lieu de m'écouter, il semblait absorbé par l'effort qu'il faisait pour se rappeler ce qui s'était passé entre nous.

— Vous avez raison, dit-il après un moment de silence et avec un sourire pénible à voir, j'ai lambiné! J'ai gaspillé ma force. Je ne suis plus bon à rien. Vous m'avez ouvert les yeux, et, quoique la vérité soit amère, je ne vous en veux pas. *Amen!* Depuis l'autre soir, je suis resté en face de la vérité, du passé, de ma misère et de ma nullité. C'est fini, je ne toucherai plus à un pinceau! Je ne me rappelle pas si j'ai mangé ou dormi. Regardez cette toile! Cela promet, n'est-ce pas? Pourtant, il y a là plus d'un chef-d'œuvre! poursuivit-il en se frappant le front avec énergie. Si je pouvais faire passer mes visions dans quelque cerveau doué d'une force pratique! J'ai dressé mon inventaire, et je suis arrivé à me convaincre que j'ai en moi les matériaux de vingt chefs-d'œuvre; mais ma main est paralysée, et personne ne les peindra! J'ai attendu, ne me trouvant pas encore digne de commencer, si bien qu'à force de me préparer au travail j'ai dépensé toute ma vigueur. Tandis que je rêvais à mes créations, elles s'évanouissaient. Je me suis trop méfié de moi. Michel-Ange a eu plus d'audace quand il s'est mis à l'œuvre dans la chapelle de San-Lorenzo. Il a essayé de son mieux, à tout hasard, et son premier essai est immortel. Voilà le mien! — Et il désigna la toile vide avec un geste plein de désespoir. Il faut croire que la Providence nous a assigné un rôle à part, à nous autres incapables qui ne savons ni agir ni oser. Nous nous rattrapons en paroles, en rêveries, en promesses, en projets! Mais vous saurez, s'écria-t-il en hochant la tête avec orgueil, que nos visions ont une beauté qui leur est propre et qu'un homme n'a pas vécu en vain lorsqu'il a vu les choses que j'ai vues. Naturellement, vous n'y croirez pas, puisque je n'ai d'autre preuve à offrir que ce canevas jauni; mais pour me permettre d'émerveiller le monde, il ne me

manque que la main de Raphaël. Son génie, je l'ai! Quel dommage, direz-vous, que je n'aie pas sa modestie! Ah! laissez-moi discourir, — c'est la seule consolation qui me reste. Je suis la moitié d'un génie. Où donc se trouve mon autre moitié? Logée peut-être dans l'âme d'un copiste servile ou dans les doigts d'un habile ouvrier qui fabrique à la douzaine ses pastiches vulgaires. Que ne me suis-je contenté d'être habile et médiocre! Si j'avais pu m'y résoudre, j'aurais trouvé des admirateurs.

Je ne savais que dire au pauvre peintre. Je compris seulement qu'il importait de l'attirer hors de cette chambre à laquelle on ne pouvait sans ironie donner le nom d'atelier. Je n'ose dire que je le décidai à sortir avec moi, — il se laissa tout simplement emmener. Dès les premiers pas que nous fîmes en plein air, je vis combien il était devenu faible. En dépit de mes instances, il refusa de prendre autre chose qu'un verre de madère. Il parut ensuite se ranimer et murmura qu'il voudrait revoir le musée Pitti. Je n'oublierai jamais notre triste promenade à travers ces riches galeries où chaque tableau paraissait briller d'un éclat nouveau et lancer un défi. Les portraits avaient l'air d'adresser un sourire plein d'un ineffable dédain au prétendant découragé qui avait songé à lutter avec les triomphateurs. La *Madone à la chaise* elle-même ne s'apitoya pas; un reflet de la sinistre ironie des femmes de Léonardo semblait tomber sur elle. Nous n'échangeâmes guère une parole. C'était le silence des adieux pénibles. A la façon dont Théobald s'appuyait sur mon bras et traînait la jambe, j'eus le pressentiment que cette visite serait sa dernière. En quittant le palais Pitti, il était si épuisé qu'au lieu de l'emmener dîner à mon hôtel, je le reconduisis chez lui en voiture. Durant le trajet, il tomba dans une sorte de léthargie. Les yeux fermés, pâle comme la mort, il s'affaissa dans son coin. Il ne dormait pourtant pas, car sa faible respiration était parfois entrecoupée par un gémissement étouffé ou un effort qu'il faisait pour parler. Aidé par la vieille que j'avais vue le matin, je parvins à l'amener jusqu'à son logis, où nous le déposâmes sur son misérable grabat.

— Ne le quittez pas, dis-je alors à la vieille; je cours chercher un médecin.

Tandis que je m'éloignais, elle me suivit jusque sur le palier et marmotta : — Cher digne homme, est-ce qu'il va mourir?

— J'espère bien que non. Son état n'a rien de très alarmant, autant que j'en puis juger. Il est très faible, voilà tout.

— Cela ne m'étonne pas; je crois qu'il ne s'est pas couché depuis quatre jours et il n'a guère mangé. Chaque matin, je le retrouvais assis devant sa grande toile à laquelle il avait l'air de dire ses

prières. Que lui est-il donc arrivé? A-t-il appris quelque chose sur le compte de la Sérafina? ajouta-t-elle avec un affreux sourire qui montra des gencives dégarnies de dents.

— Ne le quittez pas avant mon retour, répondis-je, et prouvez qu'il existe au moins une vieille femme sur laquelle on puisse compter!

Mon retour fut retardé par l'absence du médecin anglais que je voulais consulter. Il me fallut courir après lui de maison en maison chez une dizaine de ses cliens. Je l'amenai enfin au chevet de Théobald. Le malade dormait d'un sommeil agité. Le docteur lui tâta le pouls, griffonna une ordonnance et partit en hochant la tête.

— Je reviendrai tantôt, dit-il, je crains une fièvre cérébrale; mais il se peut que je me trompe.

Le soir, il m'annonça qu'il ne s'était pas trompé. A dater de ce moment, je ne quittai guère Théobald. Sa maladie, si elle fut pénible à voir, fut heureusement fort courte. Il délira jusqu'à sa dernière heure. Les étranges paroles de regret, d'aspiration, d'extase ou de terreur que lui inspiraient les tableaux qu'il croyait voir, ont laissé dans mon esprit une impression durable. Cela ressemblait à une page arrachée à quelque tragédie antique.

Huit jours plus tard, on l'enterrait dans le petit cimetière protestant qui se trouve sur la route de Fiésole. Malgré l'isolement volontaire où le défunt avait vécu pendant de longues années, une demi-douzaine de ses compatriotes suivirent le convoi, — entre autres Mme Coventry, que je rencontrai après la cérémonie.

— Eh bien! me demanda-t-elle, la fameuse madone, l'avez-vous vue?

— Je l'ai vue, répliquai-je. Elle est à moi, — il me l'a léguée.

Et je m'éloignai avec une brusquerie qui, je l'avoue, manquait d'urbanité. J'avais hâte de quitter Florence; l'ombre du pauvre Théobald semblait planer sur la ville et l'assombrir. Mes malles étaient déjà faites et je comptais partir le soir même. En attendant, afin de dissiper ma tristesse, je me mis à me promener à travers les rues. Le hasard me conduisit devant San-Lorenzo. Me rappelant une phrase de Théobald à propos du premier essai de Michel-Ange, j'entrai dans l'église et je me trouvai tout à coup en face d'une femme qui se levait après avoir terminé sa prière. Le châle noir, qui formait autour de sa tête une draperie pittoresque, encadrait le visage de la *madone de l'avenir*. Elle s'arrêta en me reconnaissant. Ses yeux brillaient, son ample poitrine se soulevait d'une façon qui présageait des reproches. Mon air attristé apaisa sans doute son ressentiment, car elle m'adressa la parole d'un ton dont une sorte de résignation maussade tempérait l'amertume.

— Je sens que c'est vous qui nous avez séparés, me dit-elle. Pourquoi vous a-t-il jamais conduit chez moi! Il est clair que vous ne pouviez me regarder avec les mêmes yeux que lui. Je viens de demander une neuvaine pour le repos de son âme, et je puis vous affirmer, signor, que je ne l'ai pas trompé. C'est lui-même qui s'est imaginé que je ne devais vivre que de belles phrases. Après tout, cela le rendait heureux. A-t-il beaucoup souffert? ajouta-t-elle d'une voix plus douce après un moment de silence.

— Oui, il a beaucoup souffert, mais ses souffrances n'ont pas duré longtemps.

— Et a-t-il parlé de moi?

Elle avait hésité un moment et baissé les yeux; elle les releva en m'adressant cette question. Son regard, si calme d'ordinaire, brilla d'un éclat passager qui ranima et illumina sa beauté. Pauvre Théobald! quelque nom qu'il donnât à sa passion platonique, c'étaient ces yeux-là qui l'avaient captivé.

— Soyez satisfaite, madame, répondis-je gravement, il a parlé de vous.

Elle baissa de nouveau les yeux, poussa un profond soupir et s'éloigna.

En traversant une rue étroite pour regagner mon hôtel, je remarquai au-dessus d'une porte une enseigne qu'il me sembla avoir déjà vue, bien que je n'eusse jamais pris ce chemin. Je me rappelai soudain qu'une carte que j'avais jetée dans le ruisseau portait la même inscription. Sur le seuil de la boutique se tenait l'habile artiste qui savait si bien vanter ses produits. Une pipe à la bouche, il polissait avec un chiffon une de ses inimitables « combinaisons. » Le bruit de mon pas attira son attention. Il me reconnut, ôta sa calotte rouge, me fit un salut obséquieux et m'invita du geste à entrer dans sa boutique ou dans ce qu'il appelait son atelier. Je lui rendis son salut sans m'arrêter. J'ai plus d'une fois regretté cette rencontre. Lorsqu'au milieu des ruines de l'ancienne Rome le souvenir des singulières illusions et du triste avortement de Théobald se réveillait en moi, il me semblait entendre une voix déplaisante murmurer à mon oreille :

— Chattes et singes, singes et chats, toute la nature humaine est là!

HENRY JAMES.

L'AVENIR DE LA HONGRIE

Lorsque s'est répandue, il y a quelques semaines, la nouvelle de la mort de François Deák, les Hongrois et les étrangers qui suivent avec intérêt les destinées de la Hongrie ont pu se demander si ce grand orateur, ce grand et sage patriote, n'avait pas emporté dans la tombe son œuvre entière et l'avenir de son pays. N'était-ce pas lui qui avait ranimé chez ses concitoyens magyars la vie politique et l'espérance, tout en tendant la main à la monarchie vaincue des Habsbourg, et en réussissant, malgré de cruels et récens souvenirs, à réconcilier la dynastie autrichienne avec les plus fidèles, bien que les plus indomptables de ses sujets? N'était-ce pas lui qui, non content d'avoir préparé et accompli le dualisme, avait consacré sa vieillesse à faire passer dans les mœurs et dans la vie de chaque jour cette combinaison difficile, calmant les impatiences, mais sans favoriser la tiédeur et le sommeil? Aussi avait-on pris l'habitude de le regarder comme le drapeau vivant de sa patrie : même dans ses dernières années, la fatigue et la maladie, en diminuant son activité, n'avaient point diminué son prestige. Nous l'avons connu dans cette période de sa vie, nous avons eu l'honneur de causer plus d'une fois avec lui dans cette simple chambre d'hôtel qui tenait lieu de palais à sa médiocrité volontaire, pour ne pas dire à sa pauvreté. Jamais nous ne perdrons le souvenir de ce regard franc et profond, tout brillant de loyauté et d'intelligence, de ces affectueuses et robustes poignées de main, de cette parole forte et sans prétention, quelquefois joviale. Deák était de ceux qu'on n'oublie pas.

Plus sa personnalité était puissante, plus sa mort a été vivement sentie, pas toujours avec regret, car les nombreux adversaires des Magyars ont salué son convoi funèbre comme si l'on avait célébré les funérailles de l'autonomie hongroise. D'autres symptômes qui se sont produits depuis quelques années dans la situation politique et dans la vie matérielle du pays leur ont paru et leur parais-

sent encore encourageans pour leurs espérances ou leurs rancunes. En dehors même des sujets non magyars de la couronne de Hongrie, Slaves, Germains ou Roumains, en dehors des contrées voisines et rivales, certains défauts des Magyars, comme aussi certaines circonstances dont ils ne sont pas responsables, ont irrité contre eux une bonne partie de la presse européenne, en particulier plusieurs journaux français. Le moment semble venu de nous demander, en laissant de côté tout parti-pris, quel est l'avenir de la Hongrie. Sans nous perdre dans des détails, et en recueillant les renseignemens que nous fournit l'histoire, complétés par les données d'un récent voyage, nous allons interroger la vie politique, les intérêts économiques, la situation religieuse et intellectuelle de ce noble et souvent malheureux pays.

I.

Les Magyars sont peut-être, s'il est permis de s'exprimer ainsi, le peuple le plus électoral qui existe. Nulle part on ne se préoccupe autant des élections avant, pendant, après, et d'une façon presque permanente, car à peine une élection a-t-elle produit ses résultats que l'on pense déjà à l'élection prochaine. Au moment même de ces solennités nationales, c'est une sorte de fièvre qui, par les accidens déplorables qu'elle cause, n'a pas été sans attirer sur ce peuple les reproches les plus mérités. Les violences célèbres de certaines élections britanniques ou américaines sont alors dépassées : il y a eu en plusieurs endroits autour du scrutin des rixes sanglantes suivies de morts d'homme. Le vin, qui est capiteux et à très bon marché, est prodigué dans ces occasions, et contribue à exaspérer les colères politiques et les rivalités personnelles. Du reste les Magyars, qui ont beaucoup de rapports avec les Anglo-Saxons, leur ressemblent aussi par leur respect pour les décisions de la législature une fois constituée, tandis qu'en France on a vu les crises révolutionnaires les plus redoutables précédées des élections les plus pacifiques. Néanmoins il est temps que de pareils scandales disparaissent des mœurs hongroises : c'est ce que ne semblent pas comprendre des hommes d'état très sérieux pourtant, lorsqu'ils parlent de ces coups de poing et de ces coups de couteau comme d'incidens prévus faisant partie intégrante du caractère national.

Toutefois il ne faudrait pas exagérer un pareil tableau en le généralisant, car il existe un grand nombre de comitats où tout se passe avec ordre, et dans les autres les combats meurtriers autour du scrutin sont heureusement exceptionnels. Il faut surtout comprendre que ce sont là des excès d'une chose bonne en elle-même,

le zèle passionné des affaires publiques. Cet attachement aux devoirs civiques a dans le passé des racines profondes, il tient à l'habitude séculaire de ce que les Anglais appelleraient le *self-government*. Aucun des pays qui avoisinent la Hongrie, aucun pays de l'Europe orientale ne saurait, sous ce rapport, lui être comparé. Seuls au milieu de ce monde vaste et compliqué, au milieu de cette Babel de races et de langues dominée par trois grands empires, les Magyars ont une tradition politique, une tradition de liberté. Même sous l'occupation ottomane, même sous la réaction autrichienne, ils conservaient au moins en principe leur indestructible constitution. Lors même que les circonstances empêchaient la réunion périodique des magnats et des députés en une diète nationale, — dans les cinquante comitats qui divisaient le sol, une nombreuse petite noblesse se réunissait, élisait des autorités locales, faisait l'assiette de l'impôt, réglait en un mot les affaires provinciales à défaut des affaires du pays. Lorsque revenaient des temps meilleurs, cette nombreuse petite noblesse, qui a été le seul peuple légal jusqu'en 1848, élisait des députés et votait un mandat détaillé qu'ils étaient tenus d'exécuter dans toutes ses parties. Chose étrange, le mandat impératif, qui est aujourd'hui dans plusieurs pays le rêve de la démocratie avancée, était une réalité dans cette constitution aristocratique, jalouse de consacrer l'action politique directe des citoyens.

Aujourd'hui encore les candidats sont tenus, dans l'intérêt de leur élection et surtout de leur réélection, de rester en communication fréquente avec leurs électeurs. Nous avons eu l'occasion, au mois de mai dernier, d'assister à l'une de ces rencontres dans une très petite ville, chef-lieu d'une circonscription. C'était le lundi de Pentecôte, jour de fête pendant lequel les travaux de la campagne sont interrompus. Dès le matin commençaient d'arriver les propriétaires et fermiers de plusieurs lieues à la ronde; à travers les larges rues, bordées d'acacias et de basses maisons blanches, sous le soleil ardent d'un été précoce, ils défilaient jusqu'à la modeste maison de ville où les convoquait leur député. La plupart portaient de longues chemises flottantes, des bottes larges et fortes, de grands chapeaux d'où l'on voyait sortir leurs cheveux souvent disposés en tresse comme ceux des hussards de notre première révolution. Quelques-uns, les plus riches et les plus instruits, méprisant ce costume national, portaient exactement les mêmes habits que les messieurs cultivateurs des campagnes françaises; un jeune noble, fort aimable et très élégant, était habillé selon la dernière mode de Vienne. A côté de ces électeurs venus des environs se faisaient remarquer les bourgeois et les fonctionnaires de la localité,

le pasteur protestant et son maître d'école à côté d'un supérieur de franciscains.

L'assemblée, qui se tenait en plein air, moitié à l'ombre, moitié en plein soleil, ne comptait guère plus de 300 personnes. C'était là non-seulement l'élite des électeurs, mais une notable portion du corps électoral, dans un pays où les circonscriptions sont plus petites qu'en France, et où le suffrage universel n'existe pas. Pour avoir droit de suffrage, il faut, ou bien être noble (condition transitoire qui n'aura bientôt plus d'effet), ou bien payer un impôt de 26 francs, ou bien enfin posséder un titre intellectuel quelconque, fût-ce le simple titre de maître d'école, figurer en un mot dans ce que nous appelions la liste des capacités, étendue aussi largement que possible. Il n'y a donc que le quart des citoyens à peu près qui soient admis à voter, ce qui rend plus faciles les communications directes, si chères depuis bien des siècles au tempérament magyar. Le député, qui nous avait invité à visiter son château, comparut devant l'assemblée, monta sur une table et présenta tout un exposé de la politique qu'il s'engageait à soutenir, avec la justification détaillée de ses votes importans de l'année précédente. Son discours, écouté avec le plus grand soin, obtint l'approbation générale; quelques questions lui furent adressées, il y répondit heureusement, et sa candidature fut proclamée en vue des élections prochaines.

Un banquet réunit ensuite, dans une salle immense, le candidat et ses électeurs. Excepté quelques paysans fort occupés de leur verre et de leur assiette, la réunion faisait moins attention aux mets et aux vins, excellens d'ailleurs, qu'aux discours accompagnés de toasts qui avaient commencé et devaient finir avec le dîner. L'usage veut que ces discours, prononcés debout, s'adressent à l'une des personnes présentes, laquelle doit écouter également debout, l'interpellant et l'interpellé tenant leur verre à la main. L'orateur conclut toujours en portant une santé qui est accueillie par le cri de *eljen*, vivat. Un des assistans prit sept ou huit fois la parole; d'autres une ou deux fois, la plupart se bornant à écouter et à applaudir. Étant nous-même l'objet d'un toast fort aimable pour nos concitoyens, nous avons risqué un discours en langue magyare, dans lequel était rappelée la vieille sympathie des Français et des Hongrois; on nous acclama cordialement en nous pardonnant un solécisme. Cependant les heures passaient; dans l'intervalle des allocutions, les Tsiganes de la petite ville jouaient avec leur verve ordinaire les airs nationaux. La musique étrangère était représentée par *la Fille de madame Angot*. Les principaux airs de cette opérette étaient interprétés par des musiciens fort habiles, mais qui n'avaient

aucune notion des paroles et du genre même de l'ouvrage, et ne connaissaient les motifs que pour les avoir entendus une fois dans un orchestre de Pesth, en sorte que l'air connu sous le nom d'*air des collets noirs*, joué avec une vigueur majestueuse, semblait un chant patriotique remarquable par l'ampleur et l'élévation.

Les souvenirs agréables que nous a laissés cette journée ne doivent pas nous faire négliger d'autres aspects de la vie politique hongroise : il faut l'envisager dans la capitale, au parlement. La tribune magyare est aujourd'hui, comme il y a trente ans avec les Széchenyi et les Kossuth, une des plus remarquables de l'Europe par le talent littéraire et l'éloquence. Malheureusement elle ne l'est pas au même degré par la modération et la sagesse politiques dans les questions où il s'agit de l'existence d'un ministère : on a pu signaler, tantôt avec inquiétude, tantôt avec une joie malicieuse, tous ces cabinets qui tombaient depuis trois ans les uns après les autres sans évidente nécessité. La principale cause en est sans doute dans le peu d'expérience qu'ont encore les Magyars du régime parlementaire complet. Habitués à la vie provinciale dans leurs comitats, habitués dans les diètes à une lutte patiente avec la couronne et avec les ministres allemands, ils n'avaient pas, dans leur vigoureuse mais imparfaite constitution, la responsabilité ministérielle proprement dite. L'expérience de 1848 avait été trop courte pour pouvoir compter; ce n'est donc que depuis huit ou dix ans que les députés ont entre leurs mains l'existence des ministères : est-il étonnant qu'ils aient usé de leur pouvoir avec trop de vivacité? Espérons qu'ils trouveront bientôt le moyen d'éviter des crises aussi fréquentes. Déjà la distribution des partis s'est simplifiée le jour où M. Tisza, en arrivant aux affaires, a fortifié le parti modéré par le précieux concours du centre gauche.

Lorsqu'on parle des députés, il semblerait que l'on dût aussi se préoccuper des magnats, car la Hongrie possède une pairie qui s'est constituée dès la fin du moyen âge comme la pairie anglaise, avec les mêmes élémens laïques et ecclésiastiques. Les révolutions et les réactions ont respecté cette haute chambre, sa composition, son cérémonial et ses costumes; au moins dans les grandes occasions, telles que la clôture des sessions législatives, à voir la robe rouge du primat, qui est presque toujours cardinal, les robes violettes des évêques, les sabres recourbés, les grands manteaux, les bonnets de fourrure, on pourrait se croire au temps de Marie-Thérèse, si ce n'est au temps de Mathias Corvin. Hélas! le courant qui entraîne les nations de l'Europe n'est guère favorable aux chambres héréditaires; partout où ces vieilles institutions ne sont pas rajeunies par un élément électif, ou bien elles disparaissent, ou bien elles perdent

toute force réelle et ne sont plus conservées que comme un musée d'antiquités qui rappelle le passé national. La pairie hongroise est peut-être celle du continent qui se soutient le mieux et qui durera le plus longtemps; mais son importance ne saurait se comparer à celle de la chambre basse.

Jusqu'à présent, nous avons envisagé les institutions politiques de la Hongrie dans leurs ressorts intérieurs, comme s'il s'agissait d'un peuple homogène sous un roi indigène, et la question se posant dans ces termes-là, nous pourrions dire que nulle nation de l'Europe, malgré d'incontestables défauts, ne présente plus de garanties de vie politique sérieuse et de sages progrès. Ce point de vue trop avantageux est celui où se placent volontiers les Magyars optimistes: on leur rendra service toutes les fois qu'on leur rappellera le double écueil qui les menace constamment. D'une part en effet, leur pays ne forme pas une monarchie indépendante, leur roi étant aussi l'empereur d'Autriche; d'autre part, sur leur propre territoire, ils ne sont pas la moitié de la population, la majorité se composant de trois races très distinctes: les Roumains, les Allemands, les Slaves qui sont au nord des Slovaques et des Ruthènes, et des Serbes au midi. Ces deux difficultés, très graves déjà par elles-mêmes indépendamment l'une de l'autre, deviennent bien plus redoutables encore si elles se réunissent, si les *nationalités* deviennent les alliées de la dynastie, coalition qui s'est déjà réalisée plus d'une fois. Lorsque des orateurs ou des journaux magyars, se refusant à tenir compte de ces périls, raisonnent comme si les choses se passaient à Londres, en pleine sécurité, entre les diverses nuances de la chambre des communes, ils méritent le reproche d'arrogance et de légèreté que leur adresse quelquefois la presse européenne.

De tels reproches sont d'autant plus mérités que ces dangers ne sont pas inévitables. S'ils étaient pressans au point de laisser entrevoir une destruction imminente, on comprendrait que la nationalité hongroise, renonçant à des tempéramens inutiles, jouât le tout pour le tout et risquât la mort contre le triomphe. Bien au contraire, la modération et le bon sens suffisent, dans notre conviction, à conjurer les périls que les ennemis de la Hongrie se plaisent à exagérer.

La plupart des hommes éclairés du pays n'ont pas besoin qu'on leur prêche la concorde avec l'Autriche, surtout avec l'empereur François-Joseph, qui pour eux et sur leur territoire ne saurait être que le roi. Ils savent que ce prince n'éprouve pas à leur égard les sentimens de défiance, presque d'aversion, que nourrissaient plusieurs de ses devanciers, que, tout au contraire, il les a en affection et en haute estime; ils connaissent l'accueil affable de la reine qui parle leur langue avec facilité et qui a repris la tradition des an-

ciennes souveraines populaires. Ils se rendent compte des bienfaits longtemps inespérés du compromis entre les deux moitiés de la monarchie, de l'avantage qu'il y a pour eux à ne supporter que les trois dixièmes des dépenses communes. Ils voient un Andrassy premier ministre de tout l'empire, un Apponyi ambassadeur à Paris, un Karolyi ambassadeur à Berlin, combien d'autres dans les situations politiques les plus enviées! Malgré tout cela, il est impossible de se dissimuler que le vieux levain de haine instinctive contre l'Autriche n'a pas disparu de tous les esprits. Ce sentiment a été trop justifié pendant des règnes entiers pour n'avoir pas plongé dans les âmes des racines profondes. La passion a disparu, mais la défiance n'est qu'endormie, et il suffit de peu de chose pour la réveiller, sinon à l'égard du prince, du moins à l'égard de ses conseillers habituels et des hommes d'état cisleithans.

Les rapports mutuels de la Hongrie et de l'Autriche ne sont pas sans fournir quelques prétextes au moins spécieux à cette tendance chagrine. Les économistes de Pesth se plaignent de voir les intérêts hongrois sacrifiés dans les questions relatives aux douanes, et ils sont préoccupés de l'établissement d'une banque nationale indépendante. Il est possible qu'à ces deux points de vue et à quelques autres la Transleithanie ait encore des progrès légitimes à souhaiter. Ce qui est fâcheux, c'est que des réclamations, même sérieuses et modérées, semblent encourager les aspirations chimériques de l'opposition extrême vers l'absolue indépendance du pays, c'est-à-dire vers le démembrement de la monarchie austro-hongroise. En effet, la sainte couronne magyare dût-elle être conservée à la maison de Habsbourg, la séparation complète des deux états équivaudrait à un démembrement. Nous conjurons les électeurs et les représentans de cette nation qui a de si précieuses qualités politiques, de bien envisager les conséquences d'un événement semblable, non-seulement pour l'Europe, mais avant tout pour eux-mêmes, et de faire tous leurs efforts pour prévenir jusqu'à la possibilité d'un aussi funeste dénoûment. Ils peuvent être assurés que dans les graves sujets qui agitent aujourd'hui la politique orientale, leurs intérêts spéciaux et leur honneur national, comme un ministre l'affirmait naguère au parlement, seront toujours pris en considération très sérieuse. Pour eux comme pour d'autres nations, l'impatience serait aujourd'hui une faute mortelle.

Les Magyars ont d'autant moins le droit de commettre cette faute que les autres nationalités en dedans et au dehors de leurs frontières ne manqueraient pas d'en profiter. Ils sont dans une situation tellement avantageuse, malgré ce qu'ils peuvent encore désirer, qu'ils ne pourraient que perdre à un bouleversement quelconque.

Ils le comprennent à merveille en ce qui concerne les relations extérieures, par exemple avec l'empire ottoman : ils se défient de tout remaniement territorial capable de fortifier les Slaves du sud, et ils rendront volontiers quelques services aux Turcs leurs ennemis séculaires, devenus quelquefois dans les temps modernes leurs alliés ou leurs amis. Puissent-ils comprendre aussi bien que les questions de race, dans l'intérieur de la monarchie elle-même, les exposent à des dangers permanens! Malheureusement ils sont trop disposés à ne pas s'en rendre compte. Un historien distingué dont nous attirions l'attention de ce côté nous répondait : « Les Slaves ne peuvent nous causer aucune inquiétude s'ils ne sont pas appuyés par la Russie ou par la dynastie; or la Russie s'occupe d'autres affaires et la dynastie nous est dévouée, donc nous sommes tranquilles. »

Leur sécurité, encore affermie par la conscience de leur supériorité en richesse, en lumières, en esprit politique, sur les Slaves et les Roumains régnicoles, n'est pas telle qu'ils se croient dispensés de toute mesure de précaution. Seulement les mesures qu'ils prennent ne sont pas toujours bien inspirées, car elles ne sont pas toujours libérales, et mieux vaudrait qu'ils fussent réellement exempts de toute inquiétude, assez pour dédaigner tout moyen d'oppression. Ils sont pressés de voir triompher partout, dans les limites du royaume, leur langue si difficile pour qui ne la sait pas de naissance; au lieu de se contenter de lents progrès déjà obtenus et qui ne pourraient manquer de continuer, ils sont enclins à préférer l'action brusque et précipitée de la loi et à fermer les colléges slaves qui les gênent. De tels procédés ne sont pas dignes de ce grand peuple, ils l'ont compromis chaque fois qu'il s'y est laissé entraîner, comme l'ont compromis toutes ses velléités d'autonomie absolue. La force et la gloire des Magyars est d'être la nation libérale du grand empire du Danube, de le diriger au nom de son intelligence politique et de son glorieux passé, de s'assimiler des élémens trop faibles à eux seuls, mais capables de perfectionnement, par la puissante attraction des viriles institutions et du patriotisme. Par là ils sont et resteront vraiment forts.

II.

Les économistes, dans ces dernières années, ne se sont pas moins préoccupés des affaires hongroises que les hommes politiques, et le plus souvent la tristesse ou la sévérité domine dans leurs appréciations. Ils ne pensent pas pouvoir dissimuler leurs inquiétudes sur l'avenir d'un pays où les finances publiques sont en souffrance comme la richesse des particuliers. A ce point de vue encore,

il faut constater les périls et les difficultés, tout en se gardant de craintes exagérées. L'admirable équilibre économique de la France, avec son agriculture variée et féconde, son industrie puissante et originale, ses habitudes financières, régulières et prudentes, cet équilibre encore fortifié aux yeux de tous par l'épreuve que nous avons faite, après la dernière guerre, de notre merveilleux crédit, nous rend volontiers des juges difficiles quand il s'agit de nations moins heureusement douées que la nôtre.

Assurément la Hongrie ne peut pas être comptée parmi les pays mal doués, mal pourvus par la nature; mais l'équilibre, l'harmonie économique lui fait défaut. C'est un malheur peut-être pour un grand pays industriel de devoir toujours compter sur son charbon, son fer et ses filatures; c'est un malheur aussi pour un pays d'être exclusivement agricole, au point de se trouver à la merci d'une mauvaise récolte. Traversez la *puszta* chantée par les poètes nationaux, la vaste plaine magyare qui voit chaque soir d'été le globe rouge du soleil disparaître derrière l'horizon lointain comme dans le désert ou l'océan; vous serez effrayé des périls qui menacent ce grenier magnifique. Ces terres noires et fortes, aussi plates que la mer par un calme absolu, sont presque au même niveau que les larges eaux de la Theiss et des autres cours d'eau; de votre wagon, le fleuve et le sol vous sembleront être juste à la même hauteur. Que sur les pentes des montagnes, disposées comme un cirque immense autour de la *puszta*, la neige fonde brusquement, ou que les nuages attirés et retenus par ces sommets laissent tomber des pluies trop abondantes, rien ne peut empêcher une inondation à perte de vue et la ruine des plus riches moissons. Ce soleil ardent, qui dore les épis et qui fait mûrir sur les coteaux le raisin de Tokay, s'il se fait sentir avec trop de force, dessèche et stérilise les champs de blé; c'est ainsi qu'il y a moins de deux ans quelques jours de chaleur excessive au printemps ont suffi pour détruire les plus belles promesses.

Dans de pareilles conditions, la récolte est superbe ou elle est nulle; or le malheur a voulu qu'après une série de bonnes années vînt une série d'années détestables comme les plus vieux paysans ne se rappellent pas en avoir vu. Qu'on se figure dans une semblable contrée les effets d'une mauvaise récolte! En France, où les ressources présentent une grande variété, où d'ailleurs il y a trop de climats différens pour que le mal frappe également toutes les parties du territoire, en France une mauvaise récolte est déjà une calamité. Qu'est-ce donc dans une région où la plaine, les coteaux, les montagnes s'arrondissent en cercles concentriques, où il fait presque toujours le même temps partout, dans une région où les

villes mêmes sont de grands villages agricoles : la ville de Debreczin par exemple a plus de 30,000 habitans, de beaux monumens, des libraires et des imprimeurs ; là aussi, à côté des magasins, vous trouverez des granges et des étables, les fiacres rencontrent au coin des rues les troupeaux de bœufs et les chars qui rentrent la moisson. Une mauvaise récolte est donc un désastre universel, à plus forte raison cinq mauvaises récoltes consécutives. La nourriture devient insuffisante et malsaine, et les épidémies ont plus de prise sur les corps affaiblis. Le choléra de 1873, qui n'a pas fait moins de 100,000 victimes, a été grandement aidé dans son œuvre de destruction par la mauvaise hygiène à laquelle ont été soumis les paysans plusieurs années de suite.

La disette et le choléra ne sont pas les seuls fléaux qui se soient abattus sur la malheureuse Hongrie. Des ouragans furieux, comme on n'en voit habituellement que sous les tropiques, ont détruit des maisons et noyé leurs habitans. Plusieurs rivières ont débordé, et tout récemment la crue du Danube faisait craindre l'entière destruction de la capitale. Les calamités naturelles, que la sagesse humaine ne peut ni conjurer, ni prévoir, suffiraient donc à expliquer en partie un incontestable malaise. Si dans les premiers temps du dualisme et du compromis avec l'Autriche tout semblait marcher à souhait dans le royaume transleithan, c'est que le sol produisait en abondance des grains demandés sur tous les marchés de l'Europe ; si dans la période suivante non encore terminée aujourd'hui tout a semblé paralysé, c'est que tous les malheurs se réunissaient pour accabler le royaume rendu depuis quelques années à son autonomie. Ce sont là des causes fatales, irrésistibles, nous pouvons ajouter rassurantes, car elles ne sont pas de celles qui peuvent s'acharner indéfiniment sur une société ; l'avenir ramènera sans aucun doute une série plus fortunée.

Il est vrai que ces causes ne rendent pas un compte suffisant de la situation vraiment inquiétante des finances publiques : disproportion toujours plus accusée entre l'accroissement des recettes et l'accroissement des dépenses, emprunts difficilement et incomplétement couverts, variations ministérielles amenant des systèmes nouveaux et peu durables. On ne s'expliquerait pas suffisamment non plus le succès médiocre de plus d'une entreprise particulière ou collective. Aux forces de la nature il faut ajouter en effet les fatalités historiques et les illusions des contemporains.

L'abolition du régime féodal en Hongrie ne date que de vingt-six ans, et il est loin d'avoir disparu des souvenirs et des mœurs. On peut ne pas s'en douter lorsque, dans un voyage à Constantinople, on s'arrête à l'hôtel Hungaria entre deux bateaux à vapeur pour

contempler le point de vue du château de Bude, se promener dans le bois de la ville de Pesth et regarder les collections du Musée national; mais passez quelques jours à la campagne, là où se trouvent un vieux château et une vieille famille, allez surtout dans la région voisine des Carpathes, où l'aristocratie seule est magyare, où le peuple est slovaque, dans un de ces châteaux dont la porte est encore aujourd'hui gardée par un homme d'armes, la hache sur l'épaule, et vous aurez l'impression d'un monde encore vivace disparu de notre Occident. La bonté des châtelains et des châtelaines, le respect dont on les entoure, ne les préservent pas des passions haineuses qu'engendre l'infériorité et que développent les malheurs publics. Lors du choléra de 1831, plusieurs seigneurs furent accusés d'empoisonner les fontaines et massacrés; une grande dame, qui pendant le choléra de 1873 soignait courageusement les paysans de sa propre main, nous a raconté qu'on murmurait les mêmes absurdités assez distinctement pour qu'elle les entendît au lit des malades. A vrai dire, dans ces régions-là presque rien n'a été changé par la suppression des lois féodales : les propriétés sont immenses, il n'est pas rare qu'un grand seigneur possède trente villages, les maisons comme les champs, de sorte que les paysans sont presque tous, non pas même leurs fermiers, mais leurs journaliers et leurs domestiques.

Même dans ces régions excentriques, même dans ces conditions qui semblent avantageuses, la noblesse magyare n'est pas à l'abri d'une crise économique qui va grandissant chaque jour. La grande propriété directe est ruineuse en cas de mauvaise récolte. Les très hautes et très riches maisons résistent, surtout quand elles possèdent des valeurs mobilières nationales ou étrangères; mais les maisons de second ordre, confiantes depuis longtemps dans leurs domaines étendus, habituées depuis longtemps à une vie noble et fastueuse, se voient obligées d'emprunter, et, comme il n'y a plus qu'un petit nombre de majorats, elles finissent par vendre une partie de leurs terres. L'acquéreur est inévitablement le Juif ou l'Allemand du voisinage, dont la maison s'élève à côté du château endetté : de là toute une crise sociale dont la noblesse magyare sortira à son honneur, si elle sait faire certains sacrifices d'amour-propre, car elle a subi victorieusement des épreuves encore plus redoutables que celles-là.

La suppression de la féodalité dans l'ensemble du pays a exercé et continue d'exercer une influence directe sur les finances du royaume. En France, trente-cinq ans après l'émigration, il a fallu 1 milliard d'indemnité pour effacer la trace des confiscations; en Hongrie, des millions de florins sont consacrés chaque année au

remboursement des droits féodaux que la révolution de 1848 n'a supprimés qu'en en stipulant le rachat. C'est là une très lourde charge qui a pesé tout particulièrement sur les années qui viennent de s'écouler, et qui sera toujours moins sensible dans l'avenir. Plus nous avançons dans l'exposé de cette situation économique, plus il devient évident que l'on a tort de prendre un singulier concours de circonstances fatales pour des causes permanentes de dissolution. C'est ce que nous faisait remarquer un député avec qui nous voyagions sur des routes très imparfaites, mais qu'on améliore chaque jour. « Nous avons eu, me disait-il, à entreprendre en quelques années un renouvellement des travaux publics, de l'instruction publique, de l'armée, de l'économie agricole, pour lequel les autres nations ont eu un demi-siècle, et cela pendant que tous les fléaux s'acharnaient sur nous. »

Cet honorable représentant faisait surtout allusion aux chemins de fer, au réseau dont la Hongrie s'est couverte un peu hâtivement. Le moment est venu de reconnaître ce qu'il y a de vrai dans les reproches adressés aux Magyars : ils se sont jetés avec une sorte de fièvre dans un trop grand nombre d'entreprises, afin de réparer le temps perdu. Leurs chemins de fer, aujourd'hui très nombreux, prêtent à diverses critiques, si l'on excepte la route déjà ancienne de Vienne à Pesth et de Pesth à Bazias, une des plus importantes et des plus rapides de l'Europe. Le voyageur n'a qu'à se louer sans doute de la politesse des employés et de ses compagnons; les voitures sont en général excellentes, mais les buffets sont loin de valoir ceux de la Russie par exemple; les différens embranchemens concordent mal, et la lenteur est souvent excessive. Il y a telle station où l'employé crie tranquillement : Quatre-vingt-onze minutes d'arrêt! et il tient parole. Ces défauts d'organisation sont dus à la précipitation avec laquelle des compagnies nombreuses et dépourvues de puissance financière se sont mises à l'œuvre. Pour ne pas les laisser périr, l'état se voit obligé à de grands sacrifices, et la nécessité d'une réforme s'impose aujourd'hui à tous les esprits.

En général, les Magyars n'ont pas assez conservé leur sang-froid depuis le glorieux rétablissement de leur autonomie. Ils se sont jetés dans des dépenses capables d'aggraver la crise inévitable que leur infligeaient des événemens indépendans de leur volonté; ils ont été entraînés, par l'ardeur de leur patriotisme et quelque peu par la manie de spéculations qui a bouleversé Vienne et Berlin dans ces dernières années, à plus d'une entreprise prématurée ou dangereuse. Ils ne se sont pas toujours assez rendu compte de la vraie nature et des vraies conditions de leur richesse nationale. Voilà ce qu'on peut de leur reprocher, et voilà ce dont l'expé-

rience les préservera bientôt. Lorsque ce progrès se sera accompli, lorsque les changemens sociaux amenés par les révolutions politiques ne pèseront plus sur les finances et sur l'économie rurale, lorsqu'une nouvelle série de belles récoltes aura produit ses effets, en un mot, lorsque la Hongrie sera sortie de cette épreuve multiple qu'elle supporte encore mieux que ne le feraient bien d'autres nations, alors elle sera certainement l'un des membres les plus prospères de la société européenne.

III.

Si l'état politique de la nation magyare peut faire naître à la fois l'admiration et l'inquiétude, si les intérêts matériels traversent une crise sérieuse sans être redoutable, la situation religieuse et intellectuelle est plus rassurante et plus enviable que dans les autres pays de l'Europe presque sans exception.

La diversité des religions n'est pas moins frappante que celle des races et des langues : dans la Hongrie proprement dite, Transylvanie comprise, 7 millions au moins de catholiques romains, 2 millions de protestans réformés ou calvinistes, 1,200,000 protestans luthériens, 60,000 unitaires, 1,500,000 grecs-unis, 2 millions 1/2 de grecs orientaux, 500,000 Juifs! On peut dire que nul pays du monde chrétien ne présente une telle bigarrure religieuse, car les nombreuses églises des États-Unis ont pour la plupart la même croyance et ne sont séparées que par des nuances relatives au culte public ou à l'organisation. L'hostilité des religions semblerait devoir être envenimée par la rivalité des races; en effet, les réformés sont tous de purs Magyars, les grecs orientaux sont tous des Slaves du sud ou des Roumains, les grecs-unis presque tous des Ruthènes, les luthériens presque tous des Allemands ou des Slovaques; parmi les catholiques romains, les Magyars dominent. On pourrait donc croire que la singulière recrudescence des passions confessionnelles, qui est un des fléaux de la société contemporaine, trouve en Hongrie un terrain merveilleusement préparé.

Il n'en est rien : les rapports entre les membres des différentes églises et les ministres des différens cultes sont empreints de bienveillance et de cordialité. Si parfois ils semblent se gâter, c'est qu'il y a au fond une question politique, une question de race, qui ne tarde pas à se dégager des fausses apparences d'une querelle religieuse. Si les Juifs sont mal vus dans certaines régions, cela tient à leur supériorité commerciale, à ce que leurs voisins s'alarment de voir les terres passer entre leurs mains : ils sont redou-

tés comme financiers plutôt que haïs comme infidèles. Ce sont là d'ailleurs des exceptions. Nous avons entendu récemment des conversations tout à fait amicales et paisibles sur les questions les plus brûlantes de la critique théologique, les ecclésiastiques catholiques s'entretenant avec une curiosité bienveillante, et non pas avec un ignorant dédain, des discussions qui agitent le monde protestant. Nous avons vu un aimable prieur de franciscains se promener dans son couvent en donnant le bras au pasteur protestant du village, qui entretient avec lui de fréquentes relations. Dans les séances et dans les travaux de l'académie royale, les membres des deux églises et des deux clergés, le pasteur Révész, comme l'évêque Ipolyi ou le pasteur Ballagi, apportent également leur pierre au monument de l'histoire nationale, malgré les mauvais souvenirs que pourraient éveiller beaucoup d'événemens des trois derniers siècles.

Nous venons d'indiquer un des secrets de cette bonne entente, devenue si rare ailleurs qu'en Hongrie. Le patriotisme ne s'y est point énervé; loin que rien fasse supposer dans l'avenir un affaiblissement de ce sentiment vivace, il est constamment aiguisé par les périls d'une race entourée de rivalités. Tout ce qui est magyar, tout ce qui sans être purement magyar tient à l'existence de la Hongrie autonome, constitutionnelle et libérale, se serre autour du drapeau national sans distinction de partis religieux. Rien n'est plus conforme à la tradition historique : les actes odieux de fanatisme qui ont été commis surtout pendant le XVIIe siècle étaient l'œuvre des étrangers. Les jésuites, qui ont été longtemps les plus dangereux adversaires de l'indépendance hongroise, bien que leur ordre ait donné au pays quelques savans distingués, sont regardés comme des ennemis par ces prêtres et ces prélats, qui dans leur jeunesse prenaient les armes pour la cause nationale. Au contraire, les protestans sont connus pour avoir vigoureusement résisté à l'Autriche absolutiste, et un évêque historien nous disait qu'on leur devait de la reconnaissance pour leur invincible attachement aux libertés de la patrie.

Cette heureuse et paisible situation religieuse n'est point causée par l'oubli ou la négligence des institutions propres à chaque confession : tout au contraire, chacune d'elles a conservé avec une rare fidélité l'organisation et l'esprit qui la caractérisent. L'épiscopat catholique, bien qu'il soit sur un pied de relations amicales et fraternelles avec le clergé inférieur et ne prétende pas le faire marcher comme un régiment, est entouré de l'éclat et de la richesse qui conviennent, dit-on, à une église hiérarchique. Il siége tout entier à la chambre haute; il possède de vastes domaines, si vastes

que l'évêque de la petite ville de Szathmar reçoit chaque année de ses fermiers près de 300,000 francs. Le clergé grec oriental, qui porte un costume tout différent, a son patriarche indépendant, qui réside à Carlowitz. Les évêques grecs-unis sont moins riches que leurs collègues catholiques romains; l'un d'eux n'a ait guère d'autre revenu, sous l'ancien régime, que certains droits féodaux sur les boissons, et il disait à ses paroissiens : « Buvez, mes amis, buvez, mais avec modération. » Nous avons visité le palais épiscopal d'Ungvar, la cathédrale, où le culte se célèbre comme dans les églises russes, mais sous la suprématie romaine, et le séminaire où étudient les futurs popes, vêtus comme leurs professeurs de longues robes bleu de ciel. Un de ces maîtres nous adressa des questions que notre ignorance du ruthène et sa manière de prononcer les autres langues ne rendaient pas faciles à comprendre; la lumière jaillit tout à coup au milieu d'une phrase latine : ce prêtre bleu des Carpathes voulait avoir des nouvelles de M. Gambetta.

Si les églises romaine, grecque et grecque-unie ont les institutions distinctes et les ressources qui leur conviennent, il en est de même des églises protestantes, réformée et luthérienne. Elles ont toutes deux une existence légale et officielle, mais elles ne reçoivent de l'état aucun subside, et elles sont dispensées de sa tutelle et de sa protection. Leur régime intérieur repose sur l'élection à divers degrés pour les paroisses, les séniorats ou consistoires et les synodes de cercle, ceux-ci présidés par un premier pasteur ou surintendant et par un membre laïque, lequel est, pour le cercle réformé de Pesth, l'ancien premier ministre, le comte Lonyay. Ces différens ressorts du régime le plus libéral que puisse posséder une société religieuse fonctionnent avec ordre et simplicité. Il y a des conseils d'église tels que celui de Debreczin, la principale ville réformée, qui sont de véritables assemblées, et qui ont contribué autant que les institutions politiques à entretenir dans la nation magyare l'esprit libéral et viril sans lequel un peuple ne vaut pas la peine d'être nommé.

L'avenir respectera-t-il les mœurs confessionnelles dont nous venons d'indiquer le tableau? Il est probable qu'elles se modifieront peu à peu, non point par un progrès dans la tolérance entre les différens cultes, laquelle ne laisse plus rien à désirer, mais par l'absolue liberté de conscience, par l'absolue laïcité de la loi. Déjà l'enseignement a cessé d'être exclusivement confessionel, et il est question de rendre le mariage civil obligatoire; sans doute il sera bientôt légalement permis de ne se rattacher à aucune des religions établies. Sans vouloir réclamer contre des changemens qu'amène la force des choses, et dont la plupart sont de véritables progrès,

il est à souhaiter que les principaux traits de notre esquisse ne soient pas démentis par l'avenir; il est à souhaiter que la Hongrie, avec sa tolérance laborieusement acquise, surprenne agréablement les esprits fatigués du spectacle de passions religieuses plus ou moins sincères, que ce spectacle ne réjouit guère et qu'il édifie encore moins.

Le patriotisme, qui est assez fort pour apaiser les passions confessionnellès, est aussi le trait dominant de la vie intellectuelle des Magyars. Aucune nation ne possède une littérature plus nationale, qui ait présenté ce caractère à un plus haut degré dès l'origine et qui le conserve davantage aujourd'hui. Nous avions l'honneur de prendre part il y a quelques mois, comme membre étranger, à la séance annuelle de l'académie royale : les membres du bureau, les orateurs inscrits à l'ordre du jour et une partie de l'assemblée portaient le grand manteau de fourrures, le long sabre recourbé et le bonnet surmonté d'une aigrette qui dans tous les livres illustrés constituent l'image du Hongrois. Les sujets traités dans cette séance avaient tous le rapport le plus direct avec l'histoire, la politique et la science régnicoles. Dans le banquet qui fut ensuite célébré sous la présidence d'un orateur jurisconsulte, M. Csengery, les discours et les toasts saluèrent des noms nationaux et des œuvres nationales, deux noms en particulier, celui de M. Toldy, l'historien de la littérature magyare, déjà souffrant du mal qui devait l'emporter au commencement de l'hiver; celui de M. Fogarassy, qui venait d'achever avec ses collègues le grand dictionnaire de l'académie, presque aussi volumineux, presque aussi riche que celui de M. Littré. Plus les difficultés spéciales de la langue et le petit nombre de ceux qui la parlent restreignent la publicité de pareilles œuvres, plus, dans ces étroites limites, on est disposé aux sacrifices nécessaires pour les soutenir.

Les présidens et les secrétaires des sections de l'académie sont tous des hommes qui ont rendu et qui continuent de rendre des services à leur pays dans le domaine littéraire : des poètes tels que MM. Arany et Gyulai reflètent dans leurs œuvres le génie particulier de la race et contribuent à le conserver pur tout en l'excitant au progrès. M. Horvath a écrit l'histoire de la Hongrie et de ses dernières révolutions. M. F. Pulszky dirige le musée national, dont il a fait une belle collection destinée à être visitée par les savans de toute l'Europe lors du prochain congrès archéologique; les monumens de l'épigraphie romaine ont été expliqués par M. Romer et par notre concitoyen M. Ernest Desjardins. Enfin M. Fraknói a entrepris la publication de tous les actes relatifs aux diètes hongroises dans les trois derniers siècles, rendant par là un service

signalé à l'histoire générale de la maison d'Autriche et même de l'Europe.

Ce n'est pas là une exception, fort heureusement : pour être nationale, la culture intellectuelle des Hongrois n'est pas étroite et exclusive. L'académie, assez richement dotée, continue plusieurs séries de publications qui apportent les contributions les plus précieuses à la science européenne. Les érudits magyars, qui fouillent les bibliothèques et les archives trop dispersées de leur pays, savent aussi consacrer des années de travail au dépouillement des collections italiennes, allemandes, françaises, belges, anglaises, et si même alors ils se préoccupent avant tout de ce qui peut illustrer le passé du royaume natal, le passé des états ennemis ou alliés de la Hongrie en reçoit d'utiles éclaircissemens. Par exemple, l'histoire de la maison d'Anjou à Naples et en Pologne, celle même de notre diplomatie au temps de Louis XIII ou de Louis XIV s'explique mieux grâce aux recherches de MM. Szilagyi, Wenzel et Simonyi. Les études philologiques de M. P. Hunfalvy et de M. Budenz intéressent l'Europe orientale et même l'Asie, tandis que les travaux géographiques de M. J. Hunfalvy et de M. Keleti fournissent de précieux termes de comparaison à la statistique européenne tout entière. Les Magyars comprennent à merveille l'utilité des échanges avec les littératures étrangères : tandis qu'à Pesth M. Greguss enseigne l'esthétique générale et que M. Szasz traduit Molière, à Paris M. de Ujfalvy enseigne les langues finnoises, comme il y a vingt ans M. Irányi nous racontait dans notre langue les grands événemens de la dernière révolution.

Telle est l'activité intellectuelle du peuple magyar, telles sont les œuvres récentes dont leur sont redevables la science européenne et le public sérieux. On conviendra qu'une nation peu nombreuse capable de tels travaux ne saurait être rangée parmi les nations en décadence. Notre but était de dresser en quelque sorte le bilan de la Hongrie actuelle et d'en tirer une conclusion pour son avenir. Cette conclusion, la voici : les Magyars ont des défauts et ils subissent des épreuves; mais leurs ressources sont plus grandes que leurs épreuves et leurs qualités plus grandes que leurs défauts. Nul peuple aussi peu nombreux n'est aussi vivace, et les prédictions de leurs ennemis ne les empêcheront pas de fournir une nouvelle carrière de progrès.

ÉDOUARD SAYOUS.

LA PSYCHOLOGIE MÉDICALE

DANS

LES DRAMES DE SHAKSPEARE

Tout semble avoir été dit sur Shakspeare. Depuis des siècles déjà, chez tous les peuples, la critique aurait épuisé ses recherches sur le poète et sur le philosophe, si un tel sujet n'était de sa nature inépuisable. Cependant le côté scientifique de cette vaste et puissante intelligence, la profondeur et la finesse de ses intuitions psychologiques, si j'ose le dire, la pénétration et la justesse de son coup d'œil d'aliéniste, n'ont guère été encore étudiés. Des médecins anglais et américains, M. Bucknill et M. Kellog surtout, ont naguère appelé l'attention sur la singulière exactitude des observations et de la science intuitive de Shakspeare dans le domaine des maladies mentales. Ces médecins se sont presque uniquement occupés des personnages atteints d'aliénation mentale ou simulant la folie; tous ont admiré avec raison la science de Shakspeare et l'exactitude vraiment étonnante avec laquelle il a décrit cette maladie. Ce n'est pas seulement dans l'étude de la folie que Shakspeare se montre observateur profond; il a su, presque dans chacun de ses drames, interpréter scientifiquement les troubles de nos sens et ceux de notre cerveau. Comment le poète qui a si bien connu l'humanité, qui a scruté si avant le cœur de l'homme, qui en a exprimé les passions avec une vie aussi intense, n'aurait-il pas été un grand psychologue, possédant toutes les qualités du véritable savant? Aussi, parmi les auteurs dramatiques, nul n'a poussé plus loin la connaissance des phénomènes de cet ordre, le sentiment intime des rapports de nos sensations et de nos idées. Il a dépeint en médecin

l'homme tel que la nature l'a créé, jouet inconscient de son tempérament et de son organisation physique. A cet égard, il est arrivé à une telle justesse d'observation qu'aujourd'hui même, et malgré les progrès de la science, on ne saurait décrire plus rigoureusement qu'il ne l'a fait certains symptômes de la folie, les troubles de nos sens et la plupart des phénomènes de l'hallucination. C'est sous ces différens aspects que nous nous proposons d'examiner successivement les principales créations de Shakspeare.

I.

« Mon père! Il me semble que je le vois par l'œil de mon âme, » dit Hamlet à Horatio, donnant ainsi en quelques mots la définition la plus courte et la plus exacte de l'hallucination. Aucun ouvrage spécial n'a mieux dépeint les phases et les conditions de ces illusions sensorielles que le monologue de Macbeth : « Est-ce un poignard que je vois devant moi, le manche tourné vers ma main? Viens, laisse-moi te saisir; je ne te tiens pas, et cependant je te vois toujours. Fatale vision, n'es-tu donc pas sensible au toucher comme à la vue? ou bien n'es-tu qu'un poignard imaginaire, la fausse création d'un cerveau opprimé par la fièvre? Je te vois encore et sous une forme aussi palpable que le poignard que je tiens maintenant. C'est d'un instrument tel que toi que j'allais me servir; mes yeux sont devenus les fous des autres sens, ou bien ils ne valent pas mieux que les autres... Je te vois toujours, et sur ta lame et ta poignée sont des gouttes de sang qui n'y étaient pas auparavant. Il n'existe rien de pareil, c'est cette entreprise sanguinaire qui fait surgir cette vision devant mes yeux. » Toute la théorie de l'hallucination se trouve indiquée en ce passage. Remarquons d'abord que cette vision, la première qu'ait eue Macbeth, est parfaitement reconnue et analysée par lui, tandis que plus tard il ne saura plus reconnaître son erreur au moment même où se produira l'hallucination. Cette gradation psychologique est celle qu'on observe chez la plupart des malades : dans les premiers temps, ils se rendent compte de l'illusion de leurs sens, mais bientôt ils ne savent plus discerner leurs impressions fausses de celles qui sont vraies.

Que nous sommes loin ici du merveilleux de la plupart des auteurs, de ces apparitions invraisemblables et souvent ridicules qu'ils introduisent sans raison! A la lecture, la beauté de ces détails se fait peut-être moins sentir; mais, lorsqu'on a l'occasion d'assister à des représentations de *Macbeth* et d'*Hamlet*, on est vivement frappé de la vérité des situations où intervient le merveilleux. Dans la plupart des drames anciens ou modernes, spectres et ombres n'ap-

paraissent que comme des moyens commodes d'émouvoir le spectateur; souvent ils remplissent un rôle secondaire et ne servent qu'à mener l'action, comme dans les féeries ordinaires. Dans Shakspeare au contraire, la scène est vraie; c'est bien une hallucination telle qu'elle devait forcément se produire d'après toutes les données de la psychologie. Plus d'intervention d'un merveilleux factice; c'est le merveilleux réel, si l'on peut dire, tel que le crée le cerveau de l'homme en proie à la fièvre ou aux passions. C'est cette réalité qui fait de Shakspeare le plus dramatique et le plus puissant des poètes. Lorsque le spectre de Banquo apparaît à Macbeth, notre impression est d'autant plus forte que le spectre n'est visible que pour Macbeth. Comment mettre mieux en évidence à la fois les troubles de l'âme et le supplice moral du criminel? Étant donné le tempérament de Macbeth, cette nature où l'on trouve un mélange si bizarre de courage et de superstition, de férocité et de pusillanimité, les illusions sensorielles devaient se produire fatalement et au moment précis où les place le poète.

Par quel effort de génie, par quelle intuition mystérieuse Shakspeare, à une époque où médecins et public croyaient encore que les affections nerveuses dépendaient de puissances occultes, est-il arrivé à se débarrasser complétement de ces préjugés et à indiquer la vraie cause de ces maladies? Ces affections, les plus compliquées et aujourd'hui encore les plus difficiles à bien reconnaître, ont toujours eu le privilége d'étonner, de terrifier même ceux qui en étaient témoins. Les manifestations de ces maladies prêtent singulièrement à la croyance à des êtres surnaturels, comme l'a fait remarquer M. Maury dans son livre *de la Magie et de l'Astrologie*; l'agitation des malades, leurs visions, les cris qu'ils poussent, les paroles étranges qu'ils prononcent, leurs mouvemens incohérens, leur aspect souvent effrayant, tout cela semble l'effet d'une puissance étrangère qui les domine et les subjugue. Le malade perd visiblement dans ces crises sa liberté et sa raison; il éprouve un sentiment d'oppression et de constriction, et semble lutter contre un être invisible qui a pris possession de son corps. Si, à l'époque où vivait Shakspeare, quelques-unes des plus simples et des plus communes de ces affections nerveuses avaient déjà été reconnues, la croyance au surnaturel trouvait encore un aliment dans la plupart de ces phénomènes. Comment s'en étonner, puisque aujourd'hui même ce penchant invétéré au merveilleux est si vivace qu'à chaque instant on le voit reparaître sous de nouvelles formes?

Dans les drames shakspeariens, nous aurons toujours à signaler l'exactitude des considérations médicales ou psychologiques; mais c'est surtout au point de vue des hallucinations que l'analyse de

ces œuvres présente un intérêt de premier ordre. Avant tout, il convient de rappeler en quelques mots les faits principaux qui accompagnent ces sortes d'affections. L'hallucination est un trouble de l'intelligence qui fait croire à la réalité de choses qui n'existent point. Sous l'influence d'émotions vives, d'une grande excitation cérébrale, notre âme crée des images sensorielles subjectives que nous prenons pour des formes réelles, et ces représentations internes sont constituées par de véritables images extérieures, comme celles que produisent les objets devant « l'œil vivant et ouvert, » selon l'expression de Burdach. Ces images subjectives ont pour l'halluciné absolument la même réalité que les perceptions qui lui viennent du monde extérieur. Cela se comprend de reste, car nous sommes habitués à nous en rapporter aux impressions et aux indications de nos sens, et toute notre éducation intellectuelle résulte de cette relation entre l'activité des sens et la perception; la conscience en effet ne connaît le monde que par l'intermédiaire des impressions transmises par les nerfs sensuels. A l'état ordinaire, ces impressions répondent à un objet réel, mais dans certains cas anormaux, et c'est là justement ce qui constitue l'hallucination, les impressions naissent spontanément et sans cause extérieure; elles sont perçues cependant par notre cerveau tout comme les premières, sans qu'il soit alors possible de distinguer ce qui est la vérité de ce qui est l'illusion. Notre conscience est relativement au monde extérieur comme un individu enfermé dans une chambre et qui ne connaîtrait ce qui se passe au dehors qu'au moyen de signaux spéciaux du dehors au dedans. On peut la comparer à l'employé d'un bureau télégraphique qui n'apprend ce qui se passe au bureau expéditeur que par les indications de l'aiguille aimantée. Au signal convenu, il croit à la réalité du fait indiqué, que la transmission ait eu lieu en réalité ou par accident. Il existe de même dans notre organisme un appareil expéditeur qui est représenté par les nerfs périphériques, et un appareil récepteur, le cerveau, où l'impression est sentie et comme enregistrée. Quand les nerfs périphériques transmettent une excitation, l'impression est réelle, et l'idée exacte; lorsqu'au contraire il n'y a aucune action extérieure et que l'idée est provoquée par l'activité spontanée, mais anormale, de nos appareils internes, l'idée devient erronée et donne lieu à une hallucination.

En effet, ce qui est impossible à réaliser pour les instrumens physiques, c'est-à-dire la spontanéité et l'indépendance des appareils récepteurs et enregistreurs, existe au contraire pour les organes vivans qui remplissent ce rôle. Nos cellules nerveuses cérébrales, qui reçoivent les impressions des nerfs périphériques, non-seulement

entrent en fonction lorsqu'elles y sont sollicitées par une excitation venue de ces nerfs, mais elles peuvent encore entrer en activité d'elles-mêmes, sans la moindre impression externe. Or la conscience ne connaît que ce qui se passe dans ces cellules, elle n'a aucune relation directe avec les appareils périphériques, et de toute nécessité elle admet comme vrai et réel ce que les centres nerveux lui indiquent. Si les hallucinations dépendent de l'activité anormale de nos sens internes, on comprend que les excitations cérébrales les plus vives sont seules capables de les produire; il faut que tous nos sens soient troublés en même temps, afin qu'aucun ne puisse contrôler l'erreur des autres, et pour cela il est nécessaire, en dehors des cas pathologiques, que notre intelligence tout entière soit envahie et dominée par une seule et même idée.

Les circonstances qui favorisent la production de ces troubles intellectuels sont, en même temps qu'un esprit faible et facilement impressionnable, la frayeur, l'exaltation des passions, la solitude, l'obscurité. Chez les malades atteints d'affections cérébrales, l'hallucination est chose commune; dans le cerveau sain, il faut, pour qu'elles se manifestent, tout un ensemble de conditions dont Shakspeare, surtout dans *Macbeth*, nous offre une étude très complète.

Shakspeare a commencé par nous montrer un soldat vaillant, mais dont l'âme crédule est dominée par une femme. Ambitieux et cruel, il demeure indécis, « laissant le *je n'ose pas* accompagner le *je voudrais.* » Lady Macbeth au contraire est d'une rare puissance de volonté; son audace, sa froide résolution est inaccessible à la pitié. Ce n'est qu'aux heures du sommeil, quand sa volonté est absente, que ses sens et ses terreurs reprennent le dessus; éveillée, elle redevient calme, et méprise alors avec une superbe ironie les hallucinations de son mari. Macbeth n'est pas un criminel fait d'une seule pièce; ce n'est que peu à peu et par les côtés les plus vulgaires de la nature humaine que l'ambition et la convoitise entrent dans son âme. Ses succès à la guerre le gonflent d'orgueil; aussitôt une vanité puérile, si commune chez les héros barbares, s'empare de tout son être; c'est le moment que choisissent les sorcières pour le saluer thane de Cawdor et roi. N'est-ce pas l'histoire de bien des chefs d'armée? Que de capitaines, jusque-là honnêtes et loyaux, sont devenus des ambitieux sans scrupule dès qu'ils ont acquis un peu de gloire et de puissance! Que de généraux victorieux ont entendu dans l'exaltation du triomphe des voix intérieures qui leur criaient : « Tu pourrais être roi! » A partir de cette heure, eux aussi ont été capables de tout.

Un criminel de sang-froid, Shakspeare le sait, n'aurait aucune hallucination; il accumule toutes les circonstances favorables à l'é-

closion du trouble : la peur, le réveil de la conscience et de la reconnaissance, l'obscurité, l'isolement. Avant le crime, Macbeth est seul dans une vaste salle, Banquo vient de le quitter; il lui a fait connaître les nouveaux bienfaits du roi, il lui a parlé de loyauté et de vertu. L'obscurité et le silence se font tout à coup. Au milieu des pensées qui assaillent son esprit de toutes parts, une seule finit par le dominer, c'est la promesse qu'il vient de faire à sa femme. Il va plonger son poignard au cœur de son bienfaiteur et de son roi; il s'est assuré de son arme. C'est alors qu'il voit devant lui un poignard « tel que celui dont il allait se servir. » Rien de plus vrai que cette scène. Shakspeare pourtant n'a pas voulu que la raison perdît si vite tous ses droits : Macbeth cherche à vérifier l'erreur du sens de la vue par le sens du toucher, et il se rend lui-même un compte exact de cette vision, qui n'est que « la fausse création d'un cerveau opprimé par la fièvre. » Aussitôt la vision disparaît, mais l'excitation cérébrale persiste. C'est là encore une observation pleine de justesse, car les paroles que prononce Macbeth en cet instant sont toutes d'exaltation et presque de délire.

Au moment du meurtre, le trouble de l'esprit est extrême; mais ce ne sont plus que des hallucinations de l'ouïe qu'il n'ose rectifier, tant son être tout entier est bouleversé : il a la gorge serrée; ses mains crispées retiennent les poignards qu'il aurait dû laisser dans la chambre, il oublie de se laver les mains, le moindre bruit l'effraie, tout l'épouvante, et c'est au milieu de ces angoisses qu'il entend les voix crier à travers toute la maison : « Ne sommeille plus! Macbeth tue le sommeil! » Ici encore rien n'est forcé, rien n'est exagéré, l'hallucination arrive naturellement et au moment précis.

Toutefois, en dépit de ces troubles de son esprit, Macbeth est un simple criminel; ce n'est pas un malade, il n'est atteint d'aucune affection mentale, et Shakspeare a si bien saisi cette nuance qu'il ne lui prête aucun penchant bizarre, aucune anomalie de l'intelligence; ce n'est que dans des circonstances extraordinaires que les troubles des sens reparaissent. Il ne voudrait pas le rendre inconscient de ses actes, et montrer son intelligence aux prises avec des symptômes morbides; ce ne sont que des rêves qui l'agitent quand il est endormi; lorsqu'il est éveillé, il semble avoir puisé dans le meurtre une nouvelle énergie virile. C'est lui maintenant qui médite l'assassinat de Banquo, il a tué, il faut qu'il tue encore; mais il n'hésite plus, il n'a plus de remords, il a banni tous ses scrupules, et n'aspire désormais qu'à trouver la sécurité dans de nouveaux crimes.

La plupart des critiques nous semblent s'être trompés en prêtant

à Macbeth, après le meurtre du roi, des sentimens de remords. Au contraire il désire uniquement profiter de son crime; il s'en applaudirait presque, s'il se croyait assuré de conserver la couronne. Plus de sentimens humains dans son cœur, sa conscience est morte; ce n'est plus l'horreur de son meurtre qui pourra ébranler son cerveau et amener une hallucination, c'est l'insuffisance du crime. Dès qu'il apprend que le fils de Banquo a échappé aux meurtriers, son esprit se trouble, et le délire des sens apparaît : « Sans cela, j'aurais été en repos absolu, entier comme le marbre, assis comme le rocher, libre et sans plus d'entraves que l'air ambiant, tandis que maintenant je suis enragé, enfermé, emprisonné, enchaîné dans des doutes et des effrois insolens. » Au moment même où il prononce ces paroles apparaît le spectre de Banquo, et tandis qu'après l'assassinat du roi il s'était écrié : « Il vaudrait mieux pour moi ne pas me connaître que de connaître l'acte que j'ai commis. Oh! si Duncan pouvait se réveiller!.. » maintenant, dès que l'apparition a disparu, ses premiers mots sont : « Cela voudra du sang, le sang appellera le sang, » et il arrête aussitôt dans son esprit le meurtre de Macduff.

Le génie de Shakspeare pouvait seul varier d'une façon aussi exacte les causes de l'hallucination chez un individu médicalement sain. Combien sa conception est plus élevée que celle que lui ont prêtée certains critiques! Macbeth a beau étouffer la voix de sa conscience, s'endurcir dans le crime, et n'avoir plus à redouter les angoisses du remords : il ne peut se soustraire aux tempêtes de l'âme, aux tortures morales qu'amènent les troubles des sens et de l'intelligence.

L'apparition du spectre de Banquo est encore accompagnée d'une grande excitation cérébrale, et ce détail n'est pas moins remarquable que le soin qu'a eu Shakspeare de ne rien ajouter qui dépasse les phénomènes ordinaires de ces perturbations intellectuelles. Le poignard est pareil à celui que Macbeth tient à la main; le spectre de Banquo n'offre aucune forme étrange, surtout il ne prononce aucune des paroles que les auteurs dramatiques ont l'habitude de prêter aux fantômes. Il est muet, immobile, le visage sanglant, car Macbeth vient d'apprendre que Banquo a reçu vingt blessures énormes à la tête, et il a vu à l'instant du sang au visage du meurtrier. En effet, les impressions vives qui ont eu lieu récemment à l'état normal reparaissent presque toujours pendant l'hallucination, de même que dans le rêve on retrouve les impressions qui se sont produites quelque temps auparavant, pendant l'état de veille. Il est donc naturel que le spectre de Banquo apparaisse à Macbeth couvert de sang, d'autant plus que Shakspeare a eu soin non-seulement d'en provo-

quer l'idée par le récit du meurtrier, mais de déterminer une impression physique par les taches de sang qui lui couvrent le visage.

Le tempérament de Macbeth était bien choisi pour la production des hallucinations; celui de lady Macbeth au contraire ne prête qu'à des accès de somnambulisme. Il y a une différence considérable entre ces deux formes de vésanies. Les hallucinations résultent du jeu de l'imagination, des émotions violentes, de l'excitation excessive du système nerveux, avec un manque d'équilibre cérébral. Le somnambulisme est un acte machinal, passif, dans lequel le cerveau proprement dit n'intervient que très faiblement; c'est toujours la répétition inconsciente de choses faites pendant la veille, le corps et les sens agissant mécaniquement tandis que la volonté et la raison dorment. Le somnambulisme est un simple phénomène réflexe, c'est-à-dire qu'il se produit de lui-même sans que l'intelligence y participe; c'est le jeu régulier des sens violemment affectés qui continue d'une manière automatique. Aussi, comme pour mieux indiquer que les troubles intellectuels de lady Macbeth ne sont pas les mêmes que ceux de son mari et pour marquer qu'ils n'ont rien d'incompatible avec son énergie morale, sa férocité froide et lucide, Shakspeare fait dire au médecin : « J'en ai connu qui se promenaient dans leur sommeil et qui sont morts saintement dans leur lit. »

Dans tous les cas, ce sont surtout les impressions des sens qui prédominent dans le somnambulisme, et les passions ne peuvent agir que comme cause prédisposante. La description minutieuse du somnambulisme de lady Macbeth est de tous points en harmonie avec les données de la science; elle n'a ni délire, ni idée proprement dite, elle ne fait que se souvenir; ce ne sont pas ses pensées ou ses impressions morales qu'elle évoque, c'est l'impression toute physique de ses sens. Comme chez son mari, ce n'est pas le remords personnel et conscient qui agite lady Macbeth, c'est pour ainsi dire le remords fatal et organique. Ils sont tous deux trop criminels pour se repentir et comprendre l'énormité de leur faute : ils arriveraient peut-être alors à exciter la pitié et la compassion du spectateur; mais, à défaut de conscience, l'ordre naturel des événemens et les seules lois de l'organisme vont amener forcément leur châtiment. Chez l'un, le cerveau se congestionne, le sommeil disparaît, la surexcitation cérébrale et la fièvre sont continues, et il meurt en proie à d'indicibles rages; dans l'autre, les troubles organiques sont moins apparens et moins fébriles, mais le système nerveux se fatigue à la fin par excès d'énergie et de dépense, les impressions violentes, un instant contenues, n'en ont pas moins été ressenties, et cette influence agit lentement, mais constamment :

c'est un foyer permanent et indestructible qui mine le corps peu à peu et chaque jour gagne du terrain. Chez l'un, c'est la fièvre du cerveau, chez l'autre l'action passive et lente des actes réflexes cérébraux.

Lorsque lady Macbeth revient de la chambre où Duncan a été tué, après avoir frotté de sang les visages des deux valets, elle reproche à son mari ses terreurs à la vue de ses mains couvertes de sang. « Mes mains sont de la couleur des vôtres, mais je serais honteuse de porter un cœur si blanc. — Un peu d'eau vous lavera de cet acte : combien la chose est facile alors! » En parlant ainsi, elle devait sentir le sang tiède se coaguler sur sa peau, rider et serrer l'épiderme, engluer ses doigts et en embarrasser tous les mouvemens. Quiconque s'est trouvé dans le cas d'avoir du sang chaud sur les mains se rappelle la sensation désagréable que donne cette coagulation. C'est cette impression qui revient à lady Macbeth dans son somnambulisme; elle se frotte les mains comme pour redonner à la peau sa souplesse et sa netteté, car la tache de sang irrite l'épiderme et produit une sorte de démangeaison. Ce n'est pas non plus un peu d'eau qui enlève aussitôt toute trace de sang; sa couleur rouge se trahit longtemps dans les plis de la peau, sous les ongles, et, quand tout est bien lavé, l'odeur subsiste encore pendant bien des heures. Longtemps après le meurtre, lady Macbeth a dû retrouver sur sa main l'odeur du sang, cette odeur si caractéristique qu'elle est même spéciale d'un animal à l'autre. Plus tard, sans doute bien souvent, sa pensée a dû se reporter involontairement à ces sensations, la faire tressaillir d'horreur et de dégoût. Ce sont ces impressions toutes physiques des sens, du toucher, de la vue et de l'odorat, qui réapparaissent d'une manière inconsciente, pendant ses accès de somnambulisme, alors que sa volonté est endormie. Qu'ils sont vrais, ces cris entrecoupés : « qui aurait cependant pensé que ce vieillard avait tant de sang? Quoi! ces mains ne seront donc jamais propres? Il y a toujours là l'odeur du sang! » et comme tous les détails sont en harmonie : la lumière, que garde toujours à côté d'elle lady Macbeth parce que rien ne contribue autant que l'obscurité à augmenter les terreurs, — la promenade silencieuse, — le retour *direct* au lit les yeux fixes grands ouverts, mais ne percevant aucune sensation lumineuse! Cette dernière observation est également des plus exactes, car beaucoup de somnambules ont les yeux ouverts; Magendie a même remarqué que la vue ne s'exerce chez eux que sur les objets qui ont trait à l'action dont ils sont occupés, et que la rétine reste insensible à la plus vive lumière éclairant un objet étranger à leur préoccupation.

Après le drame de *Macbeth*, celui d'*Hamlet* offre les observations les plus dignes d'être notées. Dans la première apparition du fantôme, il n'y a pas précisément un cas d'hallucination; d'autres qu'Hamlet ont vu le même fantôme, et maints détails semblent favorables à la réalité de l'apparition. Que l'intérêt du drame gagne ou non à cette mise en scène, qu'il fût ou non nécessaire qu'Hamlet n'eût aucun doute sur la réalité de cette vision, c'est ce que nous n'avons pas à examiner ici. Toutefois ce n'est qu'à contre-cœur et comme malgré lui que Shakspeare renonce un instant à tout expliquer par les phénomènes naturels de l'hallucination. Dès le commencement, il nous montre Hamlet mélancolique, porté au suicide, obsédé de visions, car il lui semble voir « l'image de son père par l'œil de son âme. » Pour mieux marquer qu'il n'y a rien de surnaturel dans cette apparition, il nous fait assister aux hésitations du prince danois, qui craint même un instant d'avoir été le jouet de ses sens.

C'est au milieu d'une froide et sombre nuit, quand on entend au loin l'orgie du roi criminel, que le fantôme apparaît. Quoique philosophe et sceptique, Hamlet ne cherche point à redresser l'illusion de ses sens; comme le remarque Horatio, dès les premiers instans « le délire s'est emparé de son imagination. » A mesure que l'hallucination envahit l'esprit d'Hamlet, l'excitation cérébrale augmente, et elle se prolonge encore longtemps après; ce n'est évidemment que sous l'influence d'une exaltation considérable qu'il s'écrie : « Bien dit, vieille taupe, comment peux-tu travailler si vite sous terre? » Plus Hamlet avance, plus le fantôme fuit devant lui. Il s'arrête alors : « Où veux-tu me conduire? Parle, je n'irai pas plus loin. » Rien de plus juste; la plupart du temps la vision semble s'éloigner à mesure qu'on marche vers elle. J'ai sous les yeux la relation d'un cas semblable : un halluciné, croyant voir une figure près de son lit, se lève, la vision lui apparaît alors près de la porte de sa chambre; il la suit, mais plus il approche, plus la vision fuit, et dans le corridor, et sur l'escalier, et jusqu'à la porte de la maison. Arrivé là, le malade se rendit enfin compte de l'illusion de ses sens.

La seconde vision d'Hamlet (1) a tous les caractères de l'hallucination réelle; la reine en effet ne voit pas le fantôme, et elle en in-

(1) Au théâtre, on fait toujours apparaître le fantôme assez loin de la place où le portrait du roi est suspendu. Le fantôme devrait au contraire être visible en premier lieu près de ce portait, car l'hallucination d'Hamlet est préparée par l'attention avec laquelle il a contemplé la figure de son père. En pareil cas, les personnages des tableaux revêtent peu à peu les apparences de la vie et semblent sortir du cadre, comme le démontrent plusieurs hallucinations religieuses où les fidèles en adoration, les yeux fixés sur les figures saintes, ont vu celles-ci s'animer et s'avancer vers eux.

dique elle-même la cause quand elle parle de « cette apparition sans corps, qui est une de ces œuvres que le délire est puissant à produire. » Hamlet répond comme tous les hallucinés : « Le délire! Mon pouls bat avec la même régularité que le vôtre et chante la même musique de santé. Ce n'est point la folie qui m'a fait parler; mettez-moi à l'épreuve, et je répéterai la chose mot pour mot. » C'est le raisonnement de tous les malades de ce genre : ils ne comprennent pas qu'on n'ajoute point foi à ce qu'ils croient voir et entendre. Comme Hamlet, ils demandent qu'on les mette à l'épreuve, car ils voient, sentent, entendent réellement; ils ne croient pas simplement voir, entendre et sentir, et si l'on veut combattre leurs illusions par des raisonnemens, ils vous répondent comme répondait un malade au docteur Leuret : « J'entends des voix parce que je les entends. Comment cela se fait-il? Je n'en sais rien; mais elles sont pour moi aussi distinctes que votre voix, et si vous voulez que j'admette la réalité de vos paroles, laissez-moi croire aussi à la réalité des paroles qui me viennent je ne sais d'où, car la réalité des unes et des autres est également sensible pour moi. » Cette foi profonde dans la réalité de l'hallucination existe surtout chez l'halluciné malade; elle se rencontre plus rarement chez les individus qui n'ont que des hallucinations passagères. Ainsi Macbeth, dans sa première vision, se rend parfaitement compte de l'erreur de ses sens; dans la seconde, il ne sait pas distinguer son erreur pendant qu'elle existe, mais, dès qu'elle a disparu, il en reconnaît la cause. Il en est de même pour l'hallucination de Brutus dans le drame de *Jules César*. Il n'existe en effet chez ces personnages que des troubles passagers d'une intelligence d'ailleurs saine; l'équilibre physiologique se rétablit bientôt, d'autant plus que tous deux sont des hommes énergiques qui ne se livrent guère aux rêves de l'imagination. Hamlet est d'une tout autre nature; il a de longues rêveries mélancoliques, et, comme il le dit lui-même, les illusions ont une grande puissance sur son âme. Il ne cherche jamais à démêler le vrai de ses visions, il les affirme, et loin de croire à une illusion de ses sens, il accuse les autres de ne pas voir ou de ne pas entendre; lorsque sa mère lui dit qu'il n'y a pas de spectre dans la salle, il s'écrie : « Mais, regardez donc là! Regardez de quel pas il s'éloigne! Regardez, le voici qui à ce moment même passe la porte! » Quelle variété dans ces scènes, et comme Shakspeare décrit toutes les formes d'hallucination selon le tempérament de ses personnages!

Le drame entier d'Hamlet offre une étude psychologique des plus intéressantes; à notre point de vue, demandons-nous d'abord, pour employer une expression médicale, quel est le diagnostic de l'organisation d'Hamlet. Est-ce un mélancolique qui bientôt va être saisi

par la folie? Est-ce un tempérament pathologique ou un individu sain, mais d'une nature impressionnable et délicate, doué d'une âme généreuse, ardente pour chercher, puissante pour sentir, que le spectacle du monde jette dans le découragement, les vagues malaises de l'esprit et le dégoût de la vie?

Le docteur Bucknill est convaincu qu'Hamlet est pathologiquement mélancolique, et qu'il y a peu de simulation dans ses paroles et dans ses actes; il déclare cependant que sa folie n'en est encore qu'à la période d'incubation. Certes on peut trouver dans Hamlet plusieurs symptômes de la mélancolie pathologique, et l'on pourrait donner une analyse fidèle de son caractère en copiant presqu'à la lettre la description de cette maladie dans un ouvrage spécial, au chapitre : Folie mélancolique. Quant à nous, il nous répugne de croire qu'Hamlet est un fou ou qu'il n'a plus qu'un pas à franchir pour le devenir. D'abord Shakspeare aurait mieux marqué cette tendance, car il a l'habitude de bien indiquer ce que doivent être ses personnages; or nulle part on ne trouve qu'il ait voulu faire d'Hamlet un malade qui doit bientôt succomber à la folie. Peut-on affirmer que, s'il avait vécu plus longtemps, Hamlet serait devenu fou? Rien ne le prouve; au contraire il semble qu'à la fin du drame une sorte d'apaisement se fait dans son esprit. Plus d'hallucination ni de conception délirante, aucun prodrome manifeste de folie : il montre seulement une grande exaltation sur la tombe d'Ophélie. D'autre part, s'il est vrai que la maladie commence souvent avec les idées dominantes qu'on retrouve chez Hamlet, il est impossible de considérer ces idées comme la preuve de perturbations cérébrales. Ces idées peuvent exister chez des individus qui jamais ne seront fous, qui ne donneront même jamais le moindre signe réel de trouble intellectuel, mais dont l'âme trop impressionnable, trop émue et ouverte, trop peu égoïste, s'affecte de toutes les injustices du monde. « Ils ne peuvent supporter les coups de fouet et les mépris du monde, les injustices de l'oppresseur, les affronts de l'homme orgueilleux, les tortures de l'amour dédaigné, les lenteurs de la justice, l'insolence des gens en place et les coups de pied que le mérite patient reçoit des indignes. » Que d'âmes d'élite qui ont pensé ainsi et chez lesquelles le spectacle du monde a amené le désenchantement et le dégoût de la vie!

L'organisation physique contribue sans doute à exalter cette tendance, qui consiste à ne voir que le côté affligeant des choses, et Shakspeare a eu soin de nous montrer Hamlet « gras et ayant l'haleine courte. » En faisant cette remarque, il ne songeait certes pas à l'acteur qui remplissait ce rôle, comme l'ont admis des critiques malavisés. C'est une organisation peu vigoureuse que celle

d'Hamlet, une nature maladive, un tempérament nerveux et lymphatique, n'ayant pas, même à la fleur de l'âge, les allures juvéniles et violentes que donnent la force et la santé exubérantes et qu'accompagnent l'insouciance, la gaîté, l'ardeur au plaisir et au travail propres au tempérament sanguin. Les natures comme celles d'Hamlet sont de bonne heure rêveuses et souffrantes; elles sont toutes de sensibilité, d'expansion, d'enthousiasme ou de désillusion, selon les circonstances; mais malgré leur bizarrerie, leur originalité et leur conduite qui souvent est opposée aux règles communes, ces individus ne deviendront jamais des aliénés; tels ils sont nés et tels ils resteront; ce sont des misanthropes généreux ou moroses, sympathiques ou ridicules, souvent brusques et méfians, mais capables de reparties fines et d'aperçus justes. Voilà pourquoi nous ne croyons pas, avec le docteur Brierre de Boismont et le docteur Bucknill, qu'Hamlet soit dans un de ces états intermédiaires entre la raison et la folie, qu'on a nommés la période d'incubation, période où des milliers de malades succombent, d'où des centaines d'autres sortent pour revenir à la santé. Pour nous, Hamlet ne saurait devenir vraiment fou; il ne saurait davantage être plus raisonnable; ce n'est pas un type intermédiaire, c'est un type réel et complet. S'il a des hallucinations, c'est que son âme est envahie par la douleur et par l'immensité du crime qu'il entrevoit. Son cerveau est mal équilibré, non par la maladie, mais par l'excès de la méditation et de la souffrance. Il faut considérer qu'à peine a-t-il eu le temps de se reconnaître et de comparer le monde tel qu'il est avec le monde tel qu'il a cru le voir dans sa naïve bonté, qu'il est obligé, lui si aimant, si respectueux, de se détourner avec horreur de la conduite de sa mère!

Il est des enfans nés musiciens qu'une fausse note irrite; dès leurs premières années, ils ont le sentiment de l'harmonie. Aucune note discordante ne leur échappe, et ils ne peuvent comprendre qu'il existe d'autres organisations d'où le sens de l'harmonie soit absent. D'autres naissent avec un sens exquis des couleurs et des lignes, et tout ce qui est contraire à leur art les blesse et leur répugne. Hamlet est une de ces natures d'artistes; c'est un artiste du sens moral. Né avec le sentiment le plus délicat de ce qui est honnête et généreux, il se passionne pour la loyauté et la vérité comme le musicien pour l'harmonie et le sculpteur pour la forme idéale; nos vices et nos faiblesses l'étonnent; ce sont pour lui des monstruosités.

Avec quel dégoût il souffre le contact des flatteurs et des hypocrites, et comme il les humilie à l'occasion! C'est avec un secret plaisir qu'il torture ce pauvre courtisan Osric, à qui il laisse voir

tout le ridicule de ses bassesses et de ses flatteries; il s'amuse à le faire patauger dans sa propre fange comme un animal immonde. C'est qu'Hamlet a reconnu son ennemi naturel, qui, contrairement à lui, est né avec l'amour du mensonge et « qui, avant de le sucer, faisait déjà des révérences au sein de sa nourrice. » Il hait les méchans ou plutôt il sent son cœur se soulever quand il les rencontre sous ses pas, au milieu de la cour de son oncle. On dirait le tressaillement involontaire de terreur et de dégoût qu'éprouve Marguerite près de Méphistophélès. Quelle joie au contraire lorsqu'il rencontre un honnête homme! Son âme épanouie se livre à l'idéal. Avec quel plaisir il serre la main loyale et franche d'Horatio! Chaque fois qu'il se retrouve avec lui, son cœur est soulagé et l'humanité lui paraît alors moins mauvaise. Que Shakspeare, pour créer ce type, ait connu les délicatesses de sentiment qu'il prête à Hamlet, on n'en saurait douter; c'est bien l'œuvre de l'homme honnête et affectueux que Ben-Jonson nous dépeint « civil de manières, d'un naturel ouvert et franc. » Lui aussi, comme il le dit dans ses sonnets, a été fatigué du spectacle du monde, de ce mélange d'injustices et de basse jalousie que crée la concurrence vitale.

Plusieurs critiques ont voulu trouver de l'analogie entre Hamlet et Werther, et les Allemands ont cru reconnaître dans Hamlet la personnification de leurs idées et de leurs sentimens. L'un d'eux s'est écrié : « Hamlet, c'est l'Allemagne! » Ce rapprochement n'est peut-être pas bien exact, car, s'il est vrai qu'Hamlet et que Werther sont tous deux de nature rêveuse, quelle différence dans leur caractère! Werther aime sans doute l'idéal et la vérité, mais il est égoïste, orgueilleux; il ne nous entretient que de ses rêves, de ses désirs, de ses douleurs; il estime que la nature humaine est chose de peu, que le spectacle du monde est désolant, uniquement parce qu'il ne jouit pas de tous les biens auxquels il aspire. Hamlet ne se préoccupe jamais de sa personne, il sacrifie sans plaintes jusqu'à son amour pour Ophélie; prince et héritier d'un trône, il ne laisse percer ni orgueil ni vanité; bon et affectueux envers tous, il souffre moins de ses maux que des vices de la société; c'est une nature expansive qui confond ses intérêts personnels avec ceux de l'humanité tout entière. C'est bien plutôt avec Alceste qu'Hamlet a le plus de ressemblance; l'un et l'autre aiment la loyauté et la franchise, prennent peu soin de leur intérêt personnel et ne sont misanthropes que parce qu'ils ne trouvent pas autour d'eux l'écho de leurs propres sentimens. C'est avec raison qu'on a rapproché ces natures qui se ressemblent tant en dépit des apparences, créations de génie de deux écrivains qui ne manquaient point d'affinités, car ils furent, comme l'a dit M. Taine, « des philosophes d'instinct

pour lesquels il faut avec les sens et le cœur le contentement du cerveau. »

Cette absence de préoccupation personnelle et d'égoïsme est une preuve de plus qu'Hamlet n'est point dans la période d'incubation de la folie; les mélancoliques aliénés en effet restent froids et indifférens à toutes les questions générales. Concentrés en eux-mêmes, ils n'étendent pas leurs idées au-delà de leur personne et ne songent qu'à leurs propres maux. D'autre part, la mélancolie d'Hamlet n'est pas absolue : ses lettres à Ophélie ne sont pas d'un hypocondriaque; pendant qu'il étudiait à l'université de Wittemberg, il fréquentait le théâtre et les acteurs. Il revoit avec plaisir ses anciens compagnons d'étude Rosencrantz et Guildenstern, et ne retombe dans ses tristesses et dans ses méfiances que lorsqu'il s'aperçoit que ses amis ne sont venus que pour le surveiller et pour l'épier. En un mot, si Hamlet présente des bizarreries de caractère qui rappellent les premiers symptômes de la folie, il est certain qu'il n'est nullement un aliéné, même à la période prodromique. Indécis, livré au cours des événemens, il est parfois possédé d'une activité sans frein. Ainsi, dans la scène de la représentation, il ne peut attendre le moment où la tragédie va commencer; il pose sa tête sur les genoux d'Ophélie, s'asseoit, se lève, interrompt les acteurs pour expliquer la pièce et hâter le dénoûment; dès qu'il voit pâlir le roi, il est pris d'un rire involontaire et spasmodique comme à la fin d'une crise nerveuse. Quant à ses hallucinations, elles ne permettent pas d'affirmer l'aliénation; il n'est point rare que des individus parfaitement sains aient des hallucinations; tous les médecins aliénistes sont d'accord sur ce point que ce symptôme ne suffit pas pour caractériser la folie. Dans la pièce *Comme il vous plaira*, le caractère de Jacques se rapproche beaucoup de celui d'Hamlet : lui aussi est un philosophe mélancolique qui se plaît à être seul et à récriminer contre la société; « ce sont les spectacles variés contemplés durant ses voyages qui, ruminés sans cesse par sa pensée, l'enveloppent dans une tristesse très originale. » On croirait entendre Hamlet, lorsqu'il s'écrie : « Morbleu ! il fait bon être triste. »

Malgré toutes ses bizarreries, Jacques, pas plus qu'Hamlet, n'est un aliéné. Tout autre est le caractère de Timon d'Athènes. Riche ou pauvre, Timon n'a ni raisonnement, ni jugement, ni discernement; ses prodigalités sont aussi ridicules que son optimisme est aveugle. C'est déjà une altération morale qui, sous le coup de l'infortune, va dégénérer en folie; aussi la misanthropie de Timon est-elle loin de ressembler à la misanthropie raisonnée et philosophique d'Hamlet et de Jacques : ce n'est même pas de la misanthropie, c'est une

série de conceptions délirantes engendrées par la haine et la colère.

Avant de quitter le drame d'*Hamlet*, remarquons encore combien la folie d'Ophélie est traitée avec science. Malgré ses pleurs et le souvenir terrible du trépas de son père, elle a des momens de gaîté exagérée. Quel contraste émouvant et vrai entre ces chants, ces fleurs dont elle fait des couronnes, ces rires nerveux et ces brusques retours de tristesse! C'est bien la folie d'une jeune fille, différant essentiellement par ses symptômes de celle d'autres malades du même genre, de celle du roi Lear par exemple. La vivacité et les grâces charmantes de la jeunesse percent dans tous les actes d'Ophélie; on sent que l'affection est accidentelle et subite, qu'elle ne résulte point d'un organisme prédisposé aux troubles de l'intelligence. Il y a encore bien de la finesse d'observation à montrer cette jeune fille si pure, si naïve, perdant tout à coup, par le fait même de la maladie, le sentiment de la pudeur; la veille, elle eût rougi en entendant la chanson qu'elle chante elle-même. C'est surtout lorsque l'on compare ces scènes à celles où d'autres auteurs ont cherché à dépeindre des situations analogues qu'on admire le génie de Shakspeare. Marguerite en prison est sans doute dramatique, mais elle n'agit ni ne parle comme une folle; elle est uniquement en proie à une violente excitation cérébrale, à un accès de délire.

Le drame du *Roi Lear* est une étude complète sur la folie. Dès les premières scènes, Shakspeare nous montre un vieillard orgueilleux se livrant à des actes qui témoignent d'une intelligence bizarre et mal équilibrée. Le roi sans doute paraît être en pleine santé; mais le germe de sa maladie existe déjà et tous les prodromes en sont nettement indiqués par la brusquerie de ses décisions, le manque de jugement, l'orgueil effréné, l'amour des hommages flatteurs. C'est le pouvoir suprême qui semble avoir causé ce trouble de l'esprit; il n'a jamais trouvé de contradicteurs, tout doit obéir à sa volonté; il croit même commander à l'avenir et ne doute pas que tout n'arrive comme il l'ordonne. Ainsi dès le début on assiste au développement de la maladie qui éclatera plus tard. Les événemens tragiques qui vont suivre ne seront que la cause apparente et occasionnelle de cette folie; mais, comme il arrive presque toujours, le germe de cette affection mentale remonte plus haut. Le caractère du roi est si nettement dessiné dès le premier acte, qu'il a frappé par sa justesse non-seulement les médecins aliénistes, mais des critiques littéraires. C'est ainsi qu'on peut approuver complétement, au point de vue médical, la réflexion suivante de M. É. Montégut : « de l'enquête poétique à laquelle Shakspeare nous fait assister, il résulte que Lear était fou, même en pleine santé, longtemps avant

que le délire ne se déclarât, que cette folie n'aurait jamais été connue, si Gonéril et Régane ne lui avaient fourni par les procédés de leur ingratitude une raison d'éclater. »

L'exaltation maniaque suit chez Lear la marche ordinaire. L'impressionnabilité exagérée du roi, sa *faiblesse irritable*, se traduisent par une extravagance de caractère et par des emportemens que rien ne motive. Il quitte avec hauteur Gonéril pour se rendre chez son autre fille Régane, il ne doute pas un seul instant qu'il ne soit reçu avec tous les honneurs qui lui sont dus; mais déjà son caractère change, il devient moins hautain, et il écoute sans irritation les vérités que lui dit son fou. Il sent que ses pensées se troublent, que son esprit est ébranlé par ce coup imprévu. Comme il arrive chez beaucoup d'aliénés, Lear a le sentiment de son état, il supplie le ciel de ne pas permettre qu'il devienne fou : « Que je ne devienne pas fou, ciel clément! Gardez-moi en équilibre, je ne voudrais pas être fou! »

Repoussé par sa seconde fille, humilié dans son orgueil de roi, blessé dans son amour de père, le roi Lear pourrait encore conserver sa dignité et se retirer dépouillé, mais fier, le cœur gonflé de mépris pour ses filles; mais, par cela seul qu'il est dans un état pathologique, il va tomber d'une exagération dans une autre; il s'humiliera jusqu'à renoncer à tous ses désirs, il s'abaissera à mendier ce qu'il rejetait avec dédain, il écoutera ses filles avec résignation, il essaiera même de se méprendre sur le sens de leurs paroles! Cette succession si rapide de douleurs et d'émotions violentes chez un homme qui a déjà présenté tous les symptômes de la manie à l'état d'exaltation devait ébranler profondément sa raison; mais Shakspeare ne se contente pas de toutes ces causes morales, il appelle à son aide le concours de la nature. C'est par une nuit de tempête que le vieux roi erre au milieu de la campagne, sans abri, tête nue, inconscient de ses souffrances physiques, « la tempête de son âme enlevant à ses organes tout autre sentiment. » Bientôt son exaltation s'apaise, la fatigue du corps l'emporte sur la surexcitation de son âme, il commence à sentir le froid; aux émotions violentes succède l'abattement, il s'attendrit, sanglote, et c'est lui, ce roi autrefois si superbe, qui dit à son fou : « Comment vas-tu, mon enfant? as-tu froid? Mon pauvre enfant, j'ai encore dans mon cœur une place qui souffre pour toi. » La colère est tombée, l'énergie est brisée, le cerveau est déprimé par une excitation trop violente; c'est la fin de la lutte avec la raison.

Chacune de ces observations est remarquable de justesse et la gradation des symptômes est observée avec une science que ne saurait surpasser un médecin aliéniste. Les scènes suivantes nous

montrent peut-être d'une façon encore plus manifeste à quelle profondeur a pénétré l'intuition de Shakspeare dans l'étude de la folie.

Les premiers symptômes bien caractéristiques de l'aliénation apparaissent au moment où le roi Lear rencontre Edgar; au milieu de pensées incohérentes et d'illusions des sens, une seule idée le domine, il y revient sans cesse; c'est celle de l'ingratitude de ses filles. Avec la logique de la folie et grâce au travail instinctif de l'association des idées qui persiste dans ces états pathologiques, il attribue l'état misérable d'Edgar aux mêmes causes qui ont produit son malheur : « En es-tu venu là pour avoir tout donné à des filles? » Et lorsque Kent lui fait remarquer qu'Edgar n'a pas de filles, il s'écrie : « A mort, traître! Rien n'aurait pu précipiter la nature dans un tel degré d'abjection, si ce n'est des filles ingrates. »

Les idées et les émotions violentes qui ont amené la folie exercent en effet presque toujours une influence déterminée sur la nature et l'objet des conceptions délirantes. Il est même souvent difficile d'établir une limite bien précise entre la folie et ce qui est encore le résultat physiologique, mais exagéré, de l'émotion qui a été éprouvée; la folie paraît ainsi souvent la continuation de l'émotion. Les hallucinations et les illusions portent dans ces cas le cachet de la douleur morale, et dans chaque cas particulier, à côté des symptômes généraux et communs à la plupart des malades, il y a une *note dominante* qui dépend de la violence du premier choc et surtout de la disposition d'esprit dans laquelle se trouve l'individu au moment où il est frappé. Cela explique les hallucinations du roi Lear, qui croit voir ses filles dans des escabeaux, et qui les fait juger par son fou, par Kent et par Edgar, qu'il proclame des justiciers. La simulation de la folie par Edgar sert de même à mieux faire ressortir tous les vrais caractères de la folie réelle du roi. Dès les premiers mots, ce contraste apparaît, nouvelle preuve et des plus remarquables du génie d'observation de Shakspeare. Edgar, malgré tous ses efforts, ne parvient pas à parler et à agir comme un fou réel; il ne faut pas une grande habileté pour reconnaître la simulation dans ses paroles. Comme tous ceux qui cherchent à simuler, il tombe dans des exagérations, suit les préjugés et les superstitions que le public prête aux aliénés. A l'entendre, un démon le tourmente, des esprits de différens noms habitent son corps; il répète à satiété : « Le méchant démon hante le pauvre Tom. »

Une des plus importantes questions de la médecine aliéniste, et sur laquelle on a vivement discuté, est touchée par Shakspeare. Le séjour des aliénés parmi d'autres malades du même genre leur est-il favorable, ou bien augmente-t-il et entretient-il les symptômes

de la folie? On a prétendu qu'une telle société avait une influence fâcheuse et qu'il fallait autant que possible isoler les malades. Un grand nombre de médecins au contraire repoussent la séquestration et l'isolement; Shakspeare semble être du même avis. Le roi Lear en effet paraît plus tranquille lorsqu'il est en compagnie d'Edgar; il demande à rester près de lui, veut qu'il l'accompagne, se plaît à causer avec lui et le prend en affection. Cette influence morale qu'exerce la société est expliquée par ces réflexions d'Edgar : « Qui souffre seul, souffre surtout dans son âme, parce qu'il laisse derrière lui des êtres exempts de chagrins et des spectacles de bonheur; mais lorsque le malheureux a des compagnons et que la douleur est associée à d'autres douleurs, l'âme esquive de grandes souffrances. »

Au début de la maladie du roi Lear, les conceptions délirantes sont fixes, de nature persistante et en petit nombre. C'est en effet ce qui arrive dans la première phase de la folie; plus tard, l'incohérence devient plus manifeste : aussi, quand au dernier acte nous retrouvons le roi Lear, il est moins exalté, mais le mal est plus profond. Il a des momens de gaîté, il se couronne de fleurs et chante à haute voix; les idées se succèdent constamment les unes aux autres, elles sont isolées, sans liaison; chaque circonstance occasionnelle en faisant surgir de nouvelles, leur association est légère et instable. L'intelligence cependant ne s'est point entièrement obscurcie; en dépit de la confusion des idées, la mémoire est fidèle, et quelquefois les pensées du roi Lear atteignent une élévation inattendue. Lorsqu'il se retrouve près de Cordélia, il semble avoir de courts éclairs de raison. Comme chez tous les malades de ce genre, alors même que leur état est plus ou moins susceptible d'être amélioré, Shakspeare nous montre l'intelligence du vieux roi incapable d'un effort prolongé et toujours d'une sensibilité exagérée. Il s'abandonne maintenant à son amour paternel pour sa fille Cordélia avec autant d'exaltation qu'il en avait mis autrefois dans ses colères et dans ses violences.

M. Bucknill et M. Brierre de Boismont ont remarqué avec raison que tout autre auteur dramatique n'aurait pas manqué de faire revenir à la raison le pauvre roi par la force de l'amour filial. Loin de tomber dans cette faute, Shakspeare n'indique que le degré d'amélioration qui était possible pour un individu dont la constitution était originairement d'une sensibilité exagérée, et dont le cerveau avait été profondément troublé par la maladie. A ne considérer que la science mentale, on serait tenté d'appliquer à chacun des épisodes du drame du *Roi Lear* les paroles que Voltaire eût voulu inscrire au bas de chacune des pages de Racine.

Un trait caractéristique de Shakspeare est que, chaque fois qu'il met en scène des personnages atteints d'aliénation mentale, il cherche à émouvoir le public en leur faveur, et on doit lui savoir encore plus de gré d'avoir parlé de la folie avec ces sentimens de sincère pitié que d'avoir su analyser si admirablement tous les symptômes de cette maladie. Partout il nous la représente digne de compassion, inoffensive, et il s'efforce d'attirer sur elle notre intérêt. En même temps il montre le ridicule du préjugé qui veut voir dans les aliénés des possédés et des êtres dangereux. Il faut se rappeler qu'à l'époque où vivait Shakspeare les fous étaient traités avec une cruauté sauvage; on les enfermait dans des maisons de correction, où ils étaient mêlés et confondus avec les criminels, ou bien on les jetait chargés de chaînes dans des cages, le plus souvent dans des réduits sombres et malsains. Ce fut peut-être un acte de courage d'avoir montré que la folie peut atteindre un roi aussi bien que le dernier des mortels; mais ce fut à coup sûr une pensée humanitaire qui fit affirmer à Shakspeare que l'aliénation mentale est une maladie qui a droit à tous nos soins et qui peut être guérie. Shakspeare, dans cette voie, a devancé Pinel, et c'est sans doute à son influence que l'Angleterre doit d'avoir été la première à élever un asile spécial pour les malades atteints de folie; c'est à l'hospice Saint-Luc de Londres, construit au siècle dernier, qu'ont été faites les premières tentatives en faveur de l'amélioration du sort des aliénés.

Les héros des drames de Shakspeare ont ce caractère particulier qu'ils nous apparaissent dans la plénitude de la vie avec tous les signes distinctifs de l'individualité. Dès les premières scènes, nous connaissons leur tempérament et nous pouvons prévoir comment ils vont agir dans toutes les circonstances. Avant qu'on ait aucune raison de supposer qu'Othello devienne jaloux, on peut déjà deviner comment il se conduira quand il le sera. Shakspeare ne cherche jamais à personnifier une idée abstraite; ses héros ne sont ni absolument vertueux, ni tout à fait criminels : ils sont humains. Lady Macbeth elle-même a les qualités de sa bestialité féroce, elle est épouse fidèle et aimante, « elle a nourri, et sait combien il est doux d'aimer l'enfant que l'on allaite. » Une telle conception des caractères est bien plus morale et plus vraie que celle des auteurs qui créent des types d'une telle perfection qu'ils ne répondent à rien de réel dans la nature. Qu'importent à Iago ou à Macbeth, d'un autre côté, les lois abstraites de la morale? Ils savent fort bien qu'ils font mal. Il nous semble qu'il serait ridicule, comme ne manqueraient point de le faire certains moralistes, de les montrer repentans après leurs crimes, en proie aux tortures de leur conscience

et édifiant le monde par leurs remords. Ceux qui ont pu commettre de tels crimes sont incapables de ces beaux retours à la vertu. Malgré l'autorité et la puissance de la religion aux époques où vivent les personnages de Shakspeare, le poète n'a pas songé un instant à ces dénoûmens faux et mièvres; il a montré au contraire combien, en dehors de toute influence morale, le cours naturel des choses amène le châtiment.

Non-seulement les personnages de Shakspeare vivent et agissent selon leur tempérament, ils conservent leur caractère propre jusque dans leurs maladies et dans leur genre de mort. Le gros et gras Falstaff, bon viveur et buveur, a des accès de goutte qui attristent son humeur; « il lui est arrivé de quelque peu malmener les femmes, mais alors il souffrait de ses rhumatismes. » Comme la plupart des alcooliques, il meurt d'une congestion du cerveau et des méninges; « il bavarde de campagnes vertes, remue ses draps, joue avec des fleurs et sourit à ses bouts de doigts. » Cette agitation automatique des doigts et des mains, que les médecins appellent carphologie, est le signe d'un danger imminent et survient particulièrement dans les affections des méninges. En même temps, comme le décrit Shakspeare, « le nez est effilé et froid, » le sang se retire des membres, et la température s'abaisse peu à peu des extrémités au centre; « alors, raconte l'hôtesse qui assistait à l'agonie de Falstaff, il m'ordonna de mettre d'autres couvertures sur ses pieds : je mis ma main dans le lit et je les touchais; ils étaient aussi froids qu'une pierre; alors je touchais ses genoux, et puis je touchais plus haut et puis plus haut, et tout était aussi froid qu'une pierre. »

La mort d'Henri IV d'Angleterre est également en parfait accord avec la vie de ce prince soucieux, triste, indécis, épuisé d'insomnie. Les détails du drame permettent d'affirmer qu'il est emporté par une maladie du cœur. Il tombe en de fréquentes syncopes; des angoisses l'étouffent, il demande de l'air, et il prie qu'on le mette sur son séant. Le roi Jean, mort empoisonné, se plaint surtout de la soif qui le dévore; c'est en effet le symptôme caractéristique des inflammations du tube digestif. « Nul de vous ne voudra donc ordonner à l'hiver de venir et de mettre ses doigts glacés dans ma gorge ou de faire couler les rivières de mon royaume à travers ma poitrine haletante. » La description de l'état cadavérique de Glocester (*Henri VI*, acte III, scène II) est un vrai modèle d'expertise médico-légale; on ne saurait mieux dépeindre les signes de la strangulation : « cette face noire et infiltrée de sang, ces yeux sortant de leur orbite, ces narines ouvertes sous l'effort de la lutte, ces mains étendues comme celles de quelqu'un qui a étreint fortement, la barbe mise en désordre et emmêlée... »

Que d'autres descriptions du même genre nous pourrions encore citer, où l'on retrouve cette exactitude, cette délicate observation des faits! Ainsi dans un rêve agité Hotspur non-seulement parle haut de ses préoccupations de guerre; des gouttes de sueur coulent le long du front, et, remarque bien plus originale, « sur le visage passent d'étranges mouvemens pareils à ceux que nous voyons passer sur le visage d'un homme qui retient son souffle sous la nécessité de quelque grande hâte soudaine. »

Dans *le Conte d'hiver*, pour augmenter les remords du roi criminel, Shakspeare fait mourir son fils unique « par l'effet des terreurs d'imagination et des craintes que lui a inspirées le sort de la reine sa mère. » Cette mort peut paraître étrange; il semble qu'il y ait quelque exagération, au moins pour l'époque, à faire mourir si vite un jeune prince par suite du chagrin qu'il éprouve des malheurs de sa mère. Remarquez cependant avec quel art Shakspeare rend ce dénoûment naturel et logique, avec quelle science médicale il montre dès les premières scènes un enfant doux, aimable, d'une délicieuse gentillesse, un peu frêle, et, comme il arrive souvent chez les enfans de constitution délicate, d'une intelligence des plus précoces! On le voit se blottir dans les genoux de sa mère, la fatiguer de ses embrassemens, et dire à une dame d'honneur : « Je ne veux pas de vous, vous m'embrasseriez trop fort, et vous me parleriez comme si j'étais toujours un bébé! » Sa mère lui demande de lui réciter un conte, il le choisit triste, plein d'esprits et de revenans. « Il y avait un homme qui habitait près d'un cimetière; — je vais le dire tout bas, — les cri-cris là-bas ne l'entendront point. » Ces quelques mots, si insignifians en apparence, nous expliquent comment l'emprisonnement de sa mère fera naître dans cette jeune imagination, d'une nature si délicate, les terreurs mortelles de la fièvre.

Quelle vérité dans les scènes de *Tout est bien qui finit bien*, où le roi croit devoir sa guérison à une drogue secrète! Du temps de Shakspeare comme aujourd'hui, il existait, paraît-il, des spécifiques d'une souveraine infaillibilité, et des remèdes pour guérir les maladies les plus désespérées, « alors que les écoles, à bout de leurs doctrines, ont laissé le mal à lui-même. »

Nous n'avons pas épargné les éloges au profond psychologue qui est dans Shakspeare; nous ne dissimulerons pas ses erreurs médicales, d'ailleurs peu nombreuses. L'action toxique de la jusquiame, telle que l'a dépeinte le spectre dans *Hamlet*, est loin d'être exacte; il est impossible que cette substance versée dans l'oreille d'un homme endormi puisse aussitôt déterminer des ulcères et amener la mort. Nous n'insisterions pas, si Shakspeare ne spécifiait avec soin la nature et les effets du poison. Du moment qu'il prétend discuter doctement sur cette matière, on a le droit de lui demander

quelque exactitude. A en juger par le choix qu'il fait de la jusquiame, il paraît que de son temps cette substance passait pour le poison le plus énergique.

La plus grosse erreur de Shakspeare se trouve dans la scène où Desdémone est étouffée par Othello. Le Maure ne frappe Desdémone d'aucun instrument tranchant, il ne lui fait aucune contusion, il ne se livre sur elle à aucune violence, il l'étouffe sous les oreillers. La mort arrive uniquement par asphyxie; c'est une action étrangère à toute lésion grave de l'organisme. Si cette cause mécanique cessait, la vie reviendrait aussitôt, alors même que déjà l'asphyxie aurait été presque complète. Une personne qui aurait été privée d'air pendant quelque temps échapperait à la mort, si elle pouvait encore respirer. Or, après avoir été étouffée, Desdémone proteste encore de son innocence et excuse Othello. Si elle peut parler, elle respire, et, si elle respire, il est impossible qu'elle meure asphyxiée. On conçoit qu'il ait répugné à Shakspeare de faire périr Desdémone par un meurtre sanglant : Othello ne saurait mutiler ce beau corps! Il fallait alors supprimer les paroles suprêmes de Desdémone.

Nous pouvons conclure de cette étude qu'il y a en Shakspeare, à côté du poète et du philosophe, un observateur des plus profonds, qui s'est rarement écarté de la vérité, quelle qu'ait été l'audace de son imagination. Il a donné à chacun de ses personnages le caractère spécial de son époque et même de sa race, et il a su, en même temps, marquer les qualités morales et les états psychologiques de chacun d'eux, selon son tempérament et son organisation physique. Il a ainsi imprimé à toutes ses œuvres le sceau de la réalité et de la vie. Dédaignant le merveilleux factice, il se sépare également de tous ceux qui ont cherché à introduire dans leurs drames ou dans leurs romans les données physiologiques et médicales, et dont les œuvres littéraires ne sont la plupart que des amplifications bizarres et fantastiques. Au lieu de reproduire avec une servile exactitude les élémens que fournissent les connaissances scientifiques, Shakspeare les domine, il leur assigne leur place et leur rôle, et en dépit des préjugés du temps, il leur donne leur signification réelle avec une clarté et une précision que l'on ne saurait assez admirer. Ce que nous réclamons pour lui, c'est le privilége d'une intuition merveilleuse et d'une puissance de conception qui restent toujours dans les limites de la vérité et du bon sens, tandis que son génie idéalise les faits les plus vulgaires et illumine les points les plus obscurs des passions humaines.

E. Onimus.

L'ORIGINE

DES CULTES PRIMITIFS

I. *Tree and Serpent Worship*, par James Fergusson. Londres 1868. — II. *The Origin of Animal Worship*, dans le troisième volume des *Essays scientific, political, and speculative*, par Herbert Spencer. Londres 1871.

L'homme, a-t-on dit, est un animal religieux. — Ce privilége, les transformistes le lui contestent aujourd'hui; d'autres, qui sont disposés à le lui reconnaître, douteraient volontiers qu'il fût pour lui un titre d'honneur. L'histoire des religions, semble-t-il, n'est guère que celle des superstitions du genre humain. Que sont les premiers dieux? Des animaux, des arbres, des fontaines, des pierres, les astres. Et pour toutes ces divinités impuissantes ou ridicules l'humanité se prend de terreurs indicibles; elle se déchire elle-même, elle couvre la terre de massacres et de sang! En vérité, a-t-elle donc le droit d'être si fière de cet attribut de *religiosité* qui la met au-dessus des espèces animales les plus voisines? N'est-on pas tenté de croire, avec Buckle, que la religion a fait, somme toute, plus de mal que de bien, et, avec Comte, qu'il est temps de dépouiller ce besoin de surnaturel, enfantine et funeste illusion de l'ignorance, et d'entrer enfin et à toujours dans l'âge viril de la science positive?

De telles réflexions assaillent parfois celui qui se donne, par l'étude de récens travaux, l'étrange et affligeant spectacle des cultes primitifs. Nous voudrions chercher ici ce qu'elles peuvent avoir de fondé. Est-il donc vrai que l'homme ait jamais choisi ses dieux au-dessous de lui? Faut-il prendre à la lettre l'adoration des animaux, des plantes, des pierres, et, en général des fétiches? N'y a-t-il pas,

derrière ces monstrueuses apparences, quelque signification raisonnable qui, même à l'origine, atteste l'essentielle dignité de l'intelligence humaine, trahisse les premiers efforts d'une réflexion judicieuse et contienne la promesse des progrès ultérieurs? Nous avons exposé dans une précédente étude (1) les motifs qui portent à croire que le niveau moral et religieux de l'humanité primitive fut beaucoup plus élevé que celui des sauvages les plus dégradés; c'est une démonstration nouvelle de cette hypothèse que nous nous proposons de tenter.

I.

Il n'est guère douteux que le culte des animaux n'ait été à peu près universel. Déjà au siècle dernier, De Brosses, dans un excellent mémoire sur le culte des dieux fétiches, signalait d'incontestables rapports entre la religion des Égyptiens et celle des peuplades sauvages. Les animaux qui sont l'objet de l'adoration populaire sont différens selon les pays. Certaines tribus de l'Afrique gardent au fond d'un sanctuaire un tigre orné de fétiches; on lui offre des moutons, des volailles, du maïs, on exécute des danses en son honneur. Ailleurs c'est le crocodile qui est l'animal sacré; agiter une lance au-dessus des eaux qu'il habite est un crime capital. L'ours est une divinité dans le nord, le jaguar au Brésil, le crapaud dans l'Amérique du Sud. Les Maoris vénèrent l'araignée; ils voient dans les fils de la Vierge le chemin que suivent les âmes des fidèles pour aller au ciel; aussi se font-ils scrupule de les rompre. A tous les échelons du règne animal, l'ingénieuse superstition a su trouver des dieux.

Mais aucun culte n'a été plus répandu que celui du serpent. L'universalité de cette religion a de quoi surprendre; un écrivain anglais, M. J. Fergusson, qui s'en est fait l'historien, la rencontre sous toutes les latitudes du globe. Certains témoignages d'Hérodote et de Plutarque permettent de penser qu'elle existait en Égypte; selon M. Fergusson, elle fut, chez les Juifs, antérieure au culte spiritualiste et monothéiste de Jehovah. Moïse fit d'énergiques efforts pour l'extirper; de là la malédiction prononcée contre le serpent dans la Genèse. Il ne réussit qu'imparfaitement; comme toutes les religions vaincues, celle du serpent subsista, latente et méprisée, dans les couches inférieures du peuple juif. De loin en loin elle reparut au grand jour, brava le mosaïsme et dressa autel contre autel. C'est ainsi que tout Israël se prosterne devant le serpent d'airain, qui pendant cinq cents ans fut publiquement encensé et adoré. Cette superstition tenace fait encore gémir Salomon, et ce

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1875.

n'est qu'au temps d'Ezéchias que le culte du serpent est définitivement aboli. D'après Sanchoniaton, cité par Eusèbe, on l'adorait en Phénicie : il était probablement la troisième personne de la trinité babylonienne; les anciens Perses lui attribuaient également un caractère religieux. Même après l'avénement du christianisme, on retrouve ce culte en Orient : au témoignage de Tertullien, la secte célèbre des ophites, probablement originaire de la Perse, mettait le serpent au-dessus du Christ lui-même.

M. Fergusson, à qui nous laissons, bien entendu, toute la responsabilité de ses conjectures, croit retrouver dans l'histoire des religions de la Grèce antique les mêmes phases que chez le peuple juif. A une époque fort reculée, les Pélasges auraient eu pour divinités principales les animaux, surtout les serpens. Les Hellènes, vainqueurs des Pélasges, auraient engagé contre ce culte odieux une lutte dont Hercule est le héros. A peine est-il né qu'il trouve deux serpens dans son berceau et les étouffe; plus tard, il tranche d'un seul coup les têtes toujours renaissantes de l'hydre, symbole de l'indestructible vitalité des superstitions populaires. De même Cadmus tue le dragon, et Apollon perce Python de ses flèches. Cependant le vieux culte n'est pas mort; il est seulement devenu inoffensif pour la religion nationale de la race victorieuse : le serpent pélasgique est tombé, pourrait-on dire, au rang de *dieu-patois*. Dans cette position modeste, on le tolère, on le relève même en partie de sa défaite; on lui rend quelques honneurs. Il a cessé d'être terrible, il a pris le rôle discret de divinité domestique, de génie tutélaire, ἀγαθοδαίμων. Il est plein de sagesse, il connaît les remèdes qui sauvent; il est le gardien des temples et rend des oracles; sa fuite de l'Érechtèum annonce aux Athéniens l'arrivée des Perses. Cher à Esculape, il l'est aussi à Pallas, dont il sert les vengeances, témoin Laocoon. C'est un heureux présage quand il se glisse au milieu d'un sacrifice, s'enroule autour de l'autel, goûte aux libations sacrées et se retire, furtif et mystérieux comme un fantôme.

Nombre de personnages illustres se vantaient d'avoir eu pour père un serpent. On le croyait d'Alexandre, et Philippe affectait de s'en montrer fort honoré. Amphytrion n'a pas le mauvais goût de se plaindre de Jupiter. Auguste eut l'adresse de faire courir le même bruit sur son compte. Scipion l'Africain passait pour avoir été nourri par un serpent. Le culte du serpent vint peut-être à Rome de l'Étrurie; en tout cas, il fut solennellement importé de la Grèce par ordre du sénat. Pendant une peste qui désolait l'Italie, une ambassade alla chercher à Épidaure le dieu Esculape, qui, métamorphosé en serpent, consentit à s'embarquer sur la flotte romaine, et, par sa présence, fit cesser le fléau. Bien après l'établissement du christianisme, ce culte se maintient encore dans la Grèce et l'empire

romain : Élien rapporte que de son temps on attribuait au serpent le pouvoir délicat d'indiquer la chasteté des filles.

Il serait trop long de suivre M. Fergusson chez les différens peuples où il signale les traces de cette singulière religion. Il la trouve chez les anciens Prussiens et les anciens Polonais, en Sarmatie, en Scandinavie, où jusqu'au VIe siècle de l'ère chrétienne les serpens passent pour des dieux familiers. Selon Castren, les Lapons croient que ces animaux vivent comme nous en société, qu'ils ont des chefs qui se réunissent annuellement et qui étendent leur juridiction même sur les hommes auxquels il est arrivé d'offenser ou de tuer quelqu'un de leurs sujets. Le même culte semble avoir existé autrefois en Gaule et dans la Grande-Bretagne; il existe encore chez certaines peuplades américaines et dans un grand nombre de tribus de l'Afrique. M. Fergusson pense qu'il précéda dans l'Inde le brahmanisme, reparut avec le bouddhisme, et qu'il est aujourd'hui vivant, mais effacé au fond des croyances religieuses de la grande péninsule.

L'adoration du serpent se présente presque partout étroitement unie à celle des arbres. M. Fergusson, qui signale le fait, ne se charge pas de l'expliquer; mais il est assez général pour permettre de conclure que les deux cultes n'en firent primitivement qu'un seul. Le culte des arbres paraît même avoir été plus répandu que celui du serpent, ou du moins avoir plus longtemps duré. L'Orient eut ses arbres sacrés. Moïse et les prophètes s'élèvent souvent contre cette superstition, fort répandue chez les Juifs. « Vous ne planterez point, dit Moïse, de grands bois ni aucun arbre près de l'autel du Seigneur votre Dieu. » Et Osée, parlant des Juifs infidèles, s'exprime ainsi : « Ils sacrifiaient sur le sommet des montagnes et des collines, ils brûlaient de l'encens sous les chênes, sous les peupliers et sous les térébinthes. » Nous savons par Eusèbe qu'on adorait encore au temps de Constantin le térébinthe sous lequel Abraham, selon la tradition, s'était entretenu avec les anges.

Les Indiens paraissent avoir voué un culte au palmier, au lotus et au sandal. Quand le roi Açoka voulut introduire le bouddhisme à Ceylan, il y transporta en grande pompe une branche du *bô*, cet arbre mystérieux à l'ombre duquel avait médité Çakya-Mouni. L'antiquité classique tout entière attribue à certains arbres un caractère religieux. Il est superflu de rappeler les chênes prophétiques de Dodone, les trirèmes d'Énée, métamorphosées en déesses marines, le figuier Ruminal. Un poirier du Péloponèse avait servi d'abri aux Dioscures; l'olivier était dédié à Minerve, le laurier à Apollon, le myrte à Vénus, le lierre à Bacchus, le peuplier à Hercule, le chêne à Jupiter. « Les arbres, dit Pline, furent les premiers temples et nous voyons aujourd'hui les campagnes, fidèles encore à la simplicité de l'ancien culte, consacrer leur plus bel arbre à la divinité. »

Au pied de ces arbres, on établissait des autels; on leur offrait du vin, des fruits et du miel en invoquant leurs rameaux. Souvent on les chargeait de bandelettes, et un ingénieux archéologue, M. Charles Toubin, pense que là pourrait bien être l'origine de nos arbres de la liberté.

Les mêmes croyances et les mêmes pratiques se retrouvent chez les anciens Celtes, qui semblent avoir vénéré principalement les pommiers et les chênes. Elles résistèrent longtemps à l'action du christianisme. Le concile d'Arles en 452, plus tard un concile d'Auxerre, Grégoire le Grand au VIe siècle, au VIIe saint Éloi de Noyon, recommandent de détruire les arbres que l'on nomme sacrés, de poursuivre et de chasser leurs adorateurs. A plusieurs reprises, les capitulaires de Charlemagne font mention de ce culte et édictent des peines contre ceux qui s'y livrent.

Des arbres aux fleuves, aux lacs et aux fontaines, la transition est assez naturelle : on n'est donc pas surpris de les voir figurer parmi les divinités de la religion primitive. Les sauvages de l'Amérique du Nord jettent ce qu'ils ont de plus précieux, tabac, couteaux, pièces d'étoffe, dans les rivières et les lacs pour se rendre favorable l'esprit qui les habite. Au temps de César, les Tectosages de Toulouse adoraient un lac et lui témoignaient leur dévotion en lui offrant des bracelets, des colliers, des monnaies d'or : depuis des siècles, un trésor immense s'accumulait au fond. Certaines de nos campagnes conservent encore aujourd'hui les traces de cette vieille superstition (1).

Les montagnes, les rochers, les pierres, semblent avoir été partout des objets sacrés. On sait les imprécations de l'Écriture contre les infidèles qui sacrifiaient sur les hauts lieux. Les témoignages des voyageurs sur l'adoration des pierres par les sauvages sont innombrables; souvent on les emmaillotte de bandes d'étoffe ou on les enduit de couleur rouge. Une pierre noire était la divinité des Arabes avant Mahomet. L'Hermès des Grecs était primitivement une simple pierre levée; « la Vénus de Paphos, dit De Brosses, était une borne ou une pyramide blanche; la Junon d'Argos, l'Apollon de Delphes, le Bacchus de Thèbes, des espèces de cippes... La Matuta des Phrygiens, cette grande déesse apportée à Rome avec tant de respect et de cérémonie, était une pierre noire à angles irréguliers. On la disait tombée du ciel à Pessinunte. » — Les anciens Celtes faisaient

(1) « La fontaine de Saint-Hilier (Seine-et-Marne), dit M. Ch. Toubin, guérit la fièvre, et l'on accourt de toutes les parties du pays environnant pour lui demander la santé; les malades jettent de l'argent dans la source même, qui passe pour contenir un trésor. Voilà bien tous les caractères des sources sacrées du paganisme, dites aussi *puits à la monnaie*... A côté de la source est un vieil arbre mort, taillé en forme de croix, et toujours chargé de lambeaux d'étoffe. »

probablement des offrandes à certaines pierres, car au XIIe siècle, en Gaule et dans la Grande-Bretagne, les conciles poursuivent encore de leurs anathèmes cette indestructible idolâtrie.

On a souvent pensé que le culte des astres et du feu présente un caractère plus élevé, plus spiritualiste que celui des animaux, des arbres et des pierres, et qu'en conséquence il est postérieur. Telle est l'opinion d'Auguste Comte, qui voit dans le sabéisme la transition constante et nécessaire du fétichisme au polythéisme. Rien n'est moins prouvé. Nous voyons le soleil, la lune, les étoiles, adorés par quelques-unes des tribus les plus grossières, en même temps que d'autres fétiches. D'autre part, Dupuy se trompe également en avançant sans preuves que le culte des corps célestes est la religion primitive, et que toutes les autres en sont dérivées. La vérité, semble-t-il, c'est que le sabéisme est contemporain des autres formes du fétichisme et n'indique pas par lui-même un degré supérieur de civilisation.

Que la superstition des premiers hommes ait égaré leurs hommages sur tous les objets de la nature, on le comprend encore : différentes explications, plus ou moins plausibles, peuvent en être données. Il est plus difficile d'admettre que des objets purement artificiels, des choses de fabrique humaine, soient devenus des dieux. D'après Hérodote, les Scythes adoraient un sabre de fer : en son honneur, ils sacrifiaient annuellement des bestiaux et des chevaux; il recevait à lui seul plus d'offrandes que toutes les autres divinités. Les Vitiens ont un respect superstitieux pour certains bâtons. Ici c'est une barre de fer qui reçoit les honneurs divins, là ce sont deux plats d'argent; ailleurs c'est un anneau destiné à être passé dans les cartilages du nez; ailleurs encore, c'est une crécelle. Le père Loyer a vu adorer le roi de cœur d'un jeu de cartes.

Que penser de tous ces cultes? Faut-il prendre à la lettre les témoignages qui en établissent l'existence à peu près universelle à l'origine? La raison humaine, le sentiment religieux, sont-ils vraiment partis de si bas? Comment le progrès sera-t-il possible, si les croyances primitives ne contiennent pas le germe, aussi obscur que l'on voudra, des développemens ultérieurs? De rien ne se fait pas quelque chose, et les formes épurées de religion auxquelles, dans le cours des siècles, s'élève de lui-même le genre humain, nous devons pouvoir les découvrir, vaguement dessinées déjà, dans la masse grossière des plus anciennes superstitions.

II.

Jusqu'ici nous nous sommes bornés scrupuleusement à exposer les faits : tâchons maintenant de les expliquer. Il faut distinguer

tout d'abord entre le fétichisme proprement dit et le culte des animaux, des plantes et des astres. L'usage a réservé le nom de fétiches à ces objets inanimés que les sauvages portent ordinairement sur eux et auxquels ils attribuent un pouvoir surnaturel; mais le fétiche est-il véritablement un dieu et adoré comme tel? En aucune façon. Le sauvage croit seulement que, par l'intermédiaire du fétiche, il peut contraindre son dieu à l'exaucer; le fétiche est, pour ainsi parler, un otage de la divinité qu'il tient entre ses mains; c'est, pourrait-on dire encore, comme un billet à ordre que le dieu s'est engagé d'honneur à ne pas laisser protester. Aussi, quand l'événement tourne contre son attente, le sauvage insulte et maltraite son fétiche; il le rejette comme chose vile et s'en choisit un autre. Ces dispositions se retrouvent, même chez des nations relativement civilisées, à l'égard des idoles, qui ne sont au fond que des fétiches. « En Chine, parmi le peuple, dit M. Lubbock, si après de longues prières adressées à leurs idoles, ils n'obtiennent pas ce qu'ils désirent, comme cela arrive souvent, ils les mettent à la porte comme des dieux impuissans; d'autres, les traitant plus mal encore, les injurient et quelquefois les battent. « Eh bien! chien d'esprit, lui disent-ils, nous t'avons logé dans un temple magnifique, nous t'avons couvert de dorures, nous t'avons bien nourri et abreuvé d'encens, et, après tous ces soins, tu es assez ingrat pour nous refuser ce que nous te demandons. » Puis ils attachent des cordes à l'idole, la précipitent à bas de son piédestal, la traînent dans les rues, au milieu de la boue et des ordures, pour la punir des dépenses inutiles qu'ils ont faites pour elle. Si, pendant ce temps, il arrive que leurs vœux sont remplis, ils la reconduisent au temple avec le plus grand cérémonial, la lavent, la replacent dans sa niche, s'agenouillent devant elle et lui font mille excuses de leur conduite. « Il est vrai, disent-ils, que nous avons été un peu trop vifs; mais toi, de ton côté, tu as été un peu trop lente à nous accorder ce que nous désirions. Pourquoi t'être attiré ces mauvais traitemens? Mais ce qui est fait est fait, n'y pensons donc plus. Si tu veux oublier le passé, nous allons te dorer à nouveau. »

Les circonstances dans lesquelles se fait le choix du fétiche prouvent bien qu'il n'a véritablement pas lui-même aucun caractère sacré. Un nègre intelligent dit un jour à Bosman : « Si l'un de nous est résolu à entreprendre quelque chose d'important, la première chose qu'il fasse est de chercher un dieu qui l'aide dans son entreprise. Dans ce dessein, il sort et prend pour dieu la première créature qui se présente à lui, un chien, un chat, peut-être même un objet inanimé qui se trouve sur son chemin, une pierre, un morceau de bois, ou quoi que ce soit, cela importe peu. Il offre immédiatement une offrande à ce nouveau dieu, lui explique son entreprise

et lui fait un vœu solennel que, s'il le fait réussir, il le considérera et l'adorera désormais comme son dieu. Si son entreprise réussit, il a découvert un nouveau dieu fort utile à qui il fait chaque jour de nouvelles offrandes; si le contraire arrive, il rejette le nouveau dieu comme un instrument inutile, qui redevient simple pierre comme devant. Nous faisons et défaisons donc journellement nos dieux et sommes par conséquent les inventeurs et les maîtres de ce que nous adorons (1). »

Il est clair d'après tout cela que le fétiche n'est pas un dieu, et qu'une vague notion du caractère immatériel de la divinité se cache sous ces grossières croyances. Le sauvage a l'instinct qu'un pouvoir mystérieux l'entoure, l'enveloppe, le domine : il le sent dans son cœur, il l'entrevoit dans sa raison obscure; nulle part ses yeux ne le découvrent. Inquiet, il voudrait s'y soustraire ou se le concilier; il s'ingénie à l'enfermer dans un lieu, à le matérialiser, pour le ramener à une mesure humaine et le tenir sous sa main. Ses laborieux et vains efforts, ses colères contre l'idole menteuse attestent l'action latente de la grande idée qui vit au plus secret de son être, et qu'il manifeste en la défigurant.

Quant au culte des animaux, des plantes, des fleurs, des fontaines, des astres, on en a donné diverses explications. Celle qui a cours d'ordinaire, c'est que l'homme confondit à l'origine la pensée, la vie, le mouvement et, par une sorte d'illusion naturelle, projeta au dehors de lui-même sa propre personnalité. Il se répandit dans la nature vivante et crut y trouver une âme semblable à la sienne. Cette âme universelle, qui rugit dans le tigre, rampe dans le serpent, fleurit dans la plante, coule dans les rivières, resplendit dans le soleil, scintille dans les étoiles, sollicite également, sous l'infinie variété de ses formes mobiles, l'adoration de la primitive humanité.

Prêter à celle-ci une pareille conception, c'est, croyons-nous, la faire à la fois trop enfant et trop philosophe. L'idée d'une âme du monde, d'une vie de l'univers, est le résultat de savantes et tardives réflexions; elle peut s'épanouir à l'aise dans la vaste et subtile intelligence d'un Platon, d'un Plotin : elle n'a pas sa place dans l'étroit et rude cerveau de l'homme des premiers âges. Se figurer d'autre part que l'humanité primitive anime toutes choses des rayons encore incertains de la personnalité qu'elle sent poindre en elle-même, c'est méconnaître les conditions de son existence.

On a étrangement abusé du parallèle, vrai par certains côtés, entre l'homme primitif et l'enfant. Jeté nu sur la terre, sans famille pour le recevoir, sans mère pour l'allaiter, l'enfant infailli-

(1) Lubbock, *les Origines de la civilisation,* traduction française, p. 327-328.

blement périrait. Quel qu'ait été l'homme primitif, il différait certes de l'enfant puisqu'il a survécu. Il eut à lutter contre des obstacles inouis : de gigantesques animaux lui disputaient l'empire; il dut fabriquer des armes, tailler des silex, user de force et de ruse, observer, calculer, prévoir, et cela dès les premiers jours de son apparition sur la terre. On ne saurait comprendre qu'il eût été capable de tels efforts sans une conscience déjà très claire et très énergique de sa personnalité. Or la personnalité n'existe qu'à la condition de s'opposer à ce qui n'est pas elle; se connaître comme une personne, c'est affirmer qu'on est autre que les objets et les êtres extérieurs; c'est les poser en face de soi, les déclarer étrangers à soi. Si pour nous les autres hommes sont des personnes, c'est que, par induction, nous découvrons en eux les marques d'une activité intelligente et libre, sœur de la nôtre, et cette parenté, c'est le langage qui la révèle. Quant aux êtres qui n'emploient ni n'entendent aucun langage humain, nous n'hésitons pas plus à leur refuser le caractère de la personnalité qu'à nous l'attribuer à nous-mêmes : les deux jugemens sont corrélatifs l'un de l'autre. Si donc l'homme primitif eut nécessairement conscience de sa personnalité, il connut du même coup, et d'une évidence également nécessaire, l'impersonnalité non-seulement des objets inanimés, mais des plantes et des animaux. Il comprit immédiatement son incomparable dignité, et, loin de se confondre avec les choses, il en commença la conquête, les plia l'une après l'autre à son usage, et lentement imprima sur la face de la nature le sceau de sa souveraine domination.

Il nous semble donc contradictoire avec les conditions d'existence des premiers hommes que le culte des animaux, des plantes, des fleurs, des astres, ait été vraiment primitif. L'homme dut, à l'origine, rapporter tout à lui; il avait trop à faire, il avait trop rude guerre à mener contre les êtres hostiles qui de toutes parts l'assiégeaient, pour s'alanguir dans la mysticité du panthéisme et curieusement écouter autour de lui les palpitations de l'âme universelle. Il estima les êtres et les choses à raison du mal ou du bien qu'ils lui faisaient. La férocité du tigre, son agilité prodigieuse à fondre sur sa victime, sa force, supérieure à celle de l'éléphant, le désignaient entre tous aux honneurs divins. On comprend aussi que le serpent se soit fait une large place dans le culte épouvanté des premiers hommes. Il se meut rapidement sans organes moteurs apparens, on dirait parfois qu'un ressort invisible le projette en avant comme une flèche, il enlace sa proie, l'étouffe, l'écrase en un clin d'œil, sa dent, quand elle est venimeuse, perce à peine la peau et donne une mort infaillible, il renouvelle au printemps son enveloppe et semble jouir du privilége du rajeunissement et de l'immortalité; il est mystérieux, furtif, inévitable : en voilà plus qu'il n'en faut

pour faire un très grand dieu. La même explication peut être donnée pour l'adoration des arbres. Une vague terreur se mêle à la demi-obscurité des forêts. « Si vous vous promenez, dit Sénèque, dans un bois planté de vieux arbres de grosseurs extraordinaires, dont les branches entrelacées interceptent la lumière du ciel, la grande élévation, le calme, l'ombre profonde, tout imprime à votre esprit la conviction qu'un dieu est présent. » Mais disons-le à la louange du genre humain : la reconnaissance fit peut-être encore plus de dieux que la crainte. C'est la gratitude pour les services rendus qui sans doute consacra ici le cheval, ailleurs le bœuf et l'ichneumon, ailleurs encore l'olivier, le hêtre, le chêne. La fène, plutôt que le gland traditionnel, pourrait bien avoir servi de nourriture aux premiers hommes, et quant au chêne, il dut, selon quelques-uns, ses honneurs moins à sa beauté qu'à l'abondance de son fruit, véritable providence pour les porcs, qui sont le plus riche et le plus précieux bétail des époques primitives (1).

Cependant les sentimens de reconnaissance et de crainte n'expliquent pas suffisamment l'origine des religions inférieures. Bien des animaux ont été l'objet d'un culte, qui semblent n'avoir jamais été ni fort utiles ni fort nuisibles : la tortue par exemple, si vénérée chez certaines peuplades de l'Amérique du Nord. D'autre part on a quelque peine, dans cette théorie, à rendre compte de ces créations fantastiques devant lesquelles trembla si longtemps et tremble encore sur plusieurs points du globe l'homme qui n'a pas dépassé un certain degré de culture intellectuelle : serpens et taureaux ailés, animaux à tête humaine, dieux à têtes d'animaux sur un corps humain. Sans doute, l'imagination fut pour beaucoup dans la production de ces monstres sacrés; mais il reste à expliquer pourquoi elle s'est avisée de les produire. L'imagination ne travaille pas en l'air; il lui faut un prétexte, un point de départ, des données positives, idées ou faits. Ce sont précisément ces idées qu'il s'agit ici de déterminer.

Quinet suppose que le souvenir, vaguement conservé à travers les âges, des animaux antérieurs au dilivium a bien pu servir de base à ce travail de l'imagination. « Les faunes éteintes des grands mammifères perdus sifflent, hurlent, beuglent, rugissent, au fond des traditions grecques, dont ils forment la plus ancienne couche... L'homme a vécu avec quelques-uns des colosses organisés des premiers temps, et, d'âge en âge, il en a gardé un souvenir d'effroi, que l'éloignement a augmenté. Comme la terreur s'est ajoutée à la distance pour tout grossir et défigurer, ne vous étonnez pas si les

(1) Vauban disait que, « s'il avait à coloniser avec de faibles ressources une île déserte, il commencerait par y lâcher un troupeau de porcs. » (M. Ch. Toubin.)

monstres gigantesques de l'époque tertiaire sont devenus, de tradition en tradition, plus monstrueux que dans la réalité. Celui qui aura rencontré le premier ancêtre du chien, l'amphycion, a cru lui voir trois têtes. Il en a fait Cerbère, le chien de l'enfer, à la voix d'airain. Il aura donné des ailes aux hipparions et des pieds de serpent aux énormes ruminans et pachydermes cachés dans les hautes herbes primitives... On pourrait reconnaître les singes (mésopithèques) du Pentélique dans les satyres, les rhinocéros dans les licornes, l'antilope dans la chèvre Amalthée, les sérénoïdes dans les sirènes, le *felis spelæus* dans le lion de Némée, le mastodonte dans le minotaure, et toute la faune miocène dans les Gorgones, les Cyclopes, les Lestrigons, Borée, aux pieds de reptile, qui erre aux derniers confins du monde grec. »

Le savant auteur de l'*Histoire primitive du genre humain*, M. Tylor, propose la même explication et croit retrouver dans le mythe indien de la tortue sacrée qui porte la terre, la trace de l'impression profonde que dut faire sur l'esprit des premiers hommes la vue de la tortue gigantesque de l'Himalaya, *colossochelys atlas*, aujourd'hui fossile. Il se pourrait que cette ingénieuse hypothèse contînt une part de vérité; mais c'est à la condition que l'homme eût été contemporain de l'époque tertiaire, ce qui n'est pas encore complétement prouvé. En tout cas, l'explication ne vaudrait que pour quelques cas particuliers, et elle ne rendrait nullement compte de l'adoration des plantes et des astres. Nous préférons de beaucoup une théorie originale de M. Spencer, qui ramène tous ces cultes inférieurs à une forme plus élevée, plus spiritualiste, plus véritablement humaine de la religion, le culte des ancêtres.

Les beaux travaux de MM. Mac-Lennan, Tylor, Lubbock ont jeté quelque lumière sur cette période de l'évolution religieuse de l'humanité qu'on appelle le *totémisme*. Le *totem*, d'origine américaine, désigne l'objet, ordinairement un animal, qui sert de divinité protectrice à toute une tribu. Le totémisme diffère du fétichisme proprement dit, en ce que ce dernier déifie une chose particulière, individuelle, tandis que le totémisme attribue un caractère sacré à tous les individus d'une même espèce. Ainsi le nègre, qui prend un épi de maïs comme fétiche, estime beaucoup cet épi en particulier; mais le maïs, comme espèce, lui importe peu. Le Peau-Rouge, au contraire, qui prend pour totem l'ours ou le loup, se sent en communication intime, sinon mystérieuse, avec l'espèce entière. Tous les loups ou tous les ours lui deviennent inviolables; il s'abstient de les poursuivre, de les maltraiter, de les tuer. De plus, le totem donne son nom à toute la tribu. On ne peut méconnaître dans le totémisme un degré supérieur de généralisation, et par là une forme plus élevée du développement intellectuel.

Quelle est, selon M. Spencer, l'origine du totémisme? Primitivement les hommes furent désignés par les noms de certains animaux ou de certains objets auxquels leurs qualités physiques ou morales les faisaient ressembler. La même tendance aux sobriquets expressifs se retrouve chez les enfans et les gens du peuple : preuve qu'elle dut exister chez l'humanité naissante. L'homme rude et grossier, on l'appellera l'*ours*, tel rusé compère devient le *vieux renard*, tel autre, prudent, cauteleux, taciturne, sera le *serpent*. Les sobriquets peuvent être tirés des arbres et des plantes : celui-ci, dont les cheveux sont rouges, ses camarades ne lui donnent bientôt plus d'autre nom que la *carotte*; celui-là, d'une force à défier tous les assauts, n'est rien moins qu'un *chêne*. Il est clair que la plupart de ces surnoms, répondant à des qualités toutes personnelles, durent changer d'une génération à l'autre; il put arriver néanmoins que les enfans d'un chef redoutable et puissant aient trouvé honneur ou profit à s'appeler comme lui. Son féroce courage l'avait fait surnommer le *loup*, ses fils et ses petits-fils héritent de ce nom glorieux et du prestige qui s'y rattache; plus tard la famille devient tribu : c'est la tribu des *loups*. Il n'est pas même nécessaire pour se transmettre que le sobriquet soit honorifique : il peut être méprisant, et par l'usage passer de génération en génération aux descendans les plus éloignés de celui qui l'a seul mérité. Ainsi s'expliquent les désignations souvent bizarres que se donnent à elles-mêmes certaines tribus sauvages. On trouve par exemple dans les régions de l'Amazone les tribus des *Tortues*, des *Diables*, des *Canards*, des *Étoiles*.

Une des croyances les plus essentielles à l'humanité, c'est que quelque chose de l'homme survit à son corps, et qu'on peut, par prières, offrandes, sacrifices, se concilier cet esprit devenu plus puissant dans ses nouvelles conditions d'existence. D'un autre côté, le langage primitif est tout concret, il ne contient guère que des mots qui désignent des êtres individuels et actuellement sensibles. On n'a pas encore appris à détacher le nom de la chose nommée, à le considérer à part : pour l'intelligence grossière du sauvage, ils s'impliquent l'un l'autre indissolublement. A mesure donc que se perd le souvenir de l'ancêtre qui a donné son nom à la famille, puis à la peuplade, se manifeste une tendance croissante à reporter vers l'animal qui suggéra le sobriquet originel, le culte dont l'âme du chef fut primitivement l'unique objet. Le *loup*, guerrier puissant, vient de mourir, ses enfans, qui l'ont connu, invoquent et adorent son esprit, ils savent bien à qui s'adressent leurs hommages; ses petits-enfans le savent encore, mais dès la troisième ou quatrième génération la mémoire du héros est abolie, le nom seul a survécu. L'habitude d'adorer le *loup* persiste : quel loup sinon l'animal fauve, hurlant, rapide, que chacun désigne par ce nom, le loup que les

yeux voient, que les oreilles entendent, dont troupeaux et pasteurs ont souvent senti les morsures? Voilà comment peu à peu le loup s'est substitué au grand chef oublié; c'est lui qui est l'ancêtre de la tribu, c'est lui qu'on vénère comme tel, sa vie est sacrée; s'il est tué par hasard, on lui en demande pardon, on fait pour l'apaiser des prières et des offrandes, on lui immole son meurtrier. Le loup est le totem, le dieu de la tribu.

Par là s'expliquent à la fois et la diversité presque infinie des dieux chez une même race, et l'universalité de certains cultes chez les races les plus différentes. On sait que dans l'ancienne Égypte le même animal, dont la vie était ici regardée comme inviolable, ailleurs était mis à mort sans le moindre scrupule : n'est-ce pas qu'antérieurement aux âges historiques chacune des tribus dont se forma le peuple égyptien avait son totem particulier qui devint plus tard une divinité locale? Et, si l'adoration du serpent se retrouve sous presque toutes les latitudes, n'est-ce pas que, sans parler de la crainte qui fut pour beaucoup dans la naissance et le développement d'un pareil culte, la rapidité silencieuse avec laquelle cet animal fond sur sa victime sans défense fut une des qualités les plus appréciées des guerriers primitifs qui tinrent à honneur de lui devoir leur surnom?

La même théorie vaut pour tous les totems en général, qu'il s'agisse d'animaux ou de plantes ou même d'objets inanimés. Le culte des astres, selon M. Spencer, n'a pas d'autre origine. De tout temps, les poètes ont prodigué à leurs maîtresses les noms de soleil et d'aurore. Shakspeare dit en parlant de Henri VIII et de François Ier : « Ces deux soleils de gloire, ces deux lumières des hommes, » et dans *Peines d'amour perdues* il appelle une princesse « une lune gracieuse. » Toutes ces associations d'idées furent primitivement beaucoup plus spontanées, énergiques, et par la pauvreté du langage le sens métaphorique s'effaça promptement. Qu'on se figure, au milieu des angoisses de la tribu en guerre avec ses voisins, le retour du chef vainqueur; pour toutes ces âmes courbées sous l'épouvante, sa face radieuse n'est-elle pas vraiment le soleil qui dissipe les nuages? Lui-même, il est le soleil, il n'a plus d'autre nom; ses descendans seront les fils du soleil, et, croyant honorer leur aïeul, inonderont de sang humain les autels de l'astre du jour dans le grand temple de Mexico. Ces vues de M. Spencer semblent confirmées par certains témoignages des voyageurs. Ainsi, selon Spix et Martius, les Abipones pensent descendre des Pléiades, et quand, à certaines époques de l'année, cette constellation disparaît du ciel de l'Amérique du Sud, ils croient que leur grand-père est malade et ils craignent qu'il ne meure; mais, aussitôt que ces sept étoiles reparaissent au mois de mai, ils reçoivent leur grand-père

comme s'il sortait de convalescence, avec des cris de joie et au son des trompettes, pour le féliciter de son rétablissement. De même, au témoignage de Marsden, cité par M. Lubbock, les indigènes de Sumatra semblent croire qu'ils descendent des tigres et les appellent respectueusement : *les ancêtres*.

La théorie de M. Spencer a l'avantage de rendre parfaitement compte du culte rendu partout, pendant les époques de civilisation primitive, à ces monstres complexes, où les formes animales les plus diverses se combinent, soit entre elles, soit avec la forme humaine. Qu'un chef appelé le Loup ait enlevé à une tribu voisine une femme connue sous le nom d'un autre animal, que la tradition conserve le souvenir de la double origine de la famille, les enfans seront issus du loup et d'un autre animal; puis l'imperfection déjà signalée du langage accréditera peu à peu la croyance à un ancêtre en qui les deux natures animales se sont trouvées unies. Si la tribu grandit et devient une nation, les représentations d'un tel monstre seront l'objet d'un culte. La femme peut avoir appartenu à une tribu qui n'avait pas de totem; dans ce cas, le dieu-ancêtre sera figuré par les formes combinées de la femme et du loup. De là, chez les Égyptiens, le dieu à tête d'épervier et la déesse Patch, avec son corps de femme et sa tête de lion; de là les divivités babyloniennes, l'une représentée par un homme ayant la queue d'un aigle, l'autre par un buste humain surmontant un corps de poisson. Ainsi s'expliquent encore les taureaux ailés à tête humaine des bas-reliefs de Ninive, les centaures, les satyres de la mythologie grecque.

Telle est dans ses traits essentiels l'ingénieuse théorie de M. Spencer. Nous ne voudrions pas en prendre l'entière responsabilité; mais elle est digne de toute attention. En dernière analyse, c'est dans la croyance à l'immortalité qu'elle place l'origine des cultes primitifs. Elle dérive d'une source élevée des superstitions dont l'absurdité paraît d'abord aussi invraisemblable qu'inexplicable, sans avoir besoin pour cela de faire des premiers hommes des métaphysiciens; mais, à son tour, cette croyance à l'âme immortelle, quelques formes grossières qu'elle revête au début, ne suppose-t-elle pas déjà, à un certain degré de pureté et d'énergie, le sentiment religieux? Qu'est-ce au fond que cette aspiration, vieille comme l'humanité même, vers un avenir meilleur, sinon l'instinct obscur d'un bonheur, d'une perfection qui ne sont pas de ce monde, d'un idéal enfin, dont l'attraction divine sollicite l'âme humaine par le tourment du mieux et la soulève au-dessus d'elle-même? Et si tout effet positif implique une cause positive, comment cette cause ne serait-elle pas ici l'idée même du parfait, imprimée, pourrait-on dire, au plus profond de l'homme et produisant, dès les premiers jours d'existence de notre espèce, dans la sensibilité comme dans

l'intelligence, tout un ordre de phénomènes auxquels la nature morale de l'animal reste éternellement étrangère?

III.

Les premiers hommes, avons-nous dit, ne furent pas des métaphysiciens, et c'est surtout par la conscience douloureuse de leur propre faiblesse, par le pressentiment d'une destinée meilleure, que le sentiment religieux s'éveilla tout d'abord dans leurs âmes. Nous devons croire cependant que, dès l'origine, la réflexion fut pour quelque chose dans cette évolution. Il est impossible que le spectacle de l'univers n'ait pas raconté à l'intelligence humaine, si grossière qu'on la veuille supposer, l'intelligence créatrice, la cause suprême de tous les êtres. Le principe qu'on appelle dans l'école *principe de causalité*, et qui est l'essence même de la raison, dut solliciter de bonne heure la réflexion et lui faire entrevoir l'existence d'un Dieu unique et tout-puissant. J'en trouve une preuve assez frappante dans le témoignage du missionnaire Crantz, qui rapporte ce raisonnement d'un Esquimau : « Un *kadjak* (canot) ne s'est pas fait tout seul, il a fallu, pour le construire, du travail et de l'adresse; mais un oiseau est construit bien plus adroitement encore, car un homme ne peut pas faire un oiseau. On dira que cet oiseau est né de parens, et ceux-ci d'autres parens, et ainsi de suite; mais il est nécessaire qu'il y ait eu à l'origine des premiers parens. D'où venaient-ils? Certainement un être doit exister capable de les faire, eux et toutes choses, et il est beaucoup plus puissant et savant que le plus savant homme. » Je soupçonne que le missionnaire a revu et corrigé le raisonnement de son sauvage; il a dû lui donner, au moins dans la forme, une rigueur et une précision dont l'Esquimau, si intelligent qu'on le suppose, eût été difficilement capable; mais d'ailleurs je ne vois aucun motif de révoquer en doute le témoignage de Crantz. Cette déduction s'impose irrésistiblement à l'esprit humain, et tout porte à croire qu'elle fut le produit naturel et spontané de la réflexion naissante.

Il s'ensuivrait qu'à l'origine l'humanité fut monothéiste, et que le polythéisme n'est qu'une forme ultérieure et dégénérée de la religion primitive. Cette opinion, toute paradoxale qu'elle peut sembler aux disciples d'Auguste Comte, est confirmée par l'étude attentive des plus anciens monumens du sentiment religieux. De récentes découvertes ont donné la certitude que sous les superstitions populaires de l'antique Égypte, se cachait la croyance à une intelligence unique et souveraine, ordonnatrice de l'univers, juge des humains dans l'autre vie. Le duc d'Argyll et M. Fergusson font observer avec raison que la religion des premiers Aryas fut de

tout point très supérieure au brahmanisme et au polythéisme grec qui en sont issus. Une inspiration monothéiste, remarquablement pure et élevée, circule à travers les Védas; Sõma, Agni, Indra, Varouna, ne sont, pour les vieux chantres aryas, que les manifestations diverses d'un principe unique, et ce dieu souverain, inaccessible dans son essence, sans nom comme sans bornes, est le père de tout ce qui est, de la terre et des cieux, des dieux et des hommes. Écoutons ce cantique admirable, l'un des plus beaux qui aient jailli de l'âme humaine pour glorifier son Créateur :

« Au commencement s'est élevé l'enfant resplendissant comme l'or; il était le seul seigneur né de tout ce qui existe. Il a affermi la terre et le ciel. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui qui donne la vie, celui qui donne la force, celui dont tous les dieux brillans révèrent le commandement, dont l'ombre est l'immortalité, dont l'ombre est la mort. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui qui, par sa puissance, est le seul roi du monde, qui respire et s'éveille; celui qui gouverne tout, les hommes et les bêtes. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui dont les montagnes neigeuses, dont la mer, ainsi que la rivière éloignée, proclament la grandeur; celui à qui appartiennent ces régions, comme si c'étaient ses deux bras. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui par qui le ciel est rendu brillant et la terre solide; celui par qui le ciel, le plus haut des cieux, a été affermi; celui qui a mesuré la lumière dans l'air. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui que le ciel et la terre, consolidés par sa volonté, révèrent en tremblant intérieurement; celui sur qui luit le soleil levant. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« De l'endroit où sont allées les grandes nuées qui contiennent la pluie, où elles ont déposé la semence et allumé le feu, de là s'est élevé celui qui est la seule vie des dieux brillans. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui qui, par sa puissance, a regardé par-dessus les nuées chargées de pluies,... celui qui est Dieu au-dessus de tous les dieux. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Puisse-t-il ne pas nous détruire, lui le créateur de la terre, ou lui, le juste, qui a créé le ciel; il a aussi créé les éclatantes et puissantes eaux. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice? »

Nous pourrions multiplier les citations; mais en poursuivant au-delà de l'état primitif l'étude de l'idée religieuse, nous sortirions du cadre que nous nous sommes tracé. Qu'il reste établi que la rai-

son concourt avec le sentiment pour donner naissance aux premiers cultes; les formes grossières que ceux-ci affectent quelquefois sont des masques trompeurs sous lesquels se dissimulent une aspiration sublime vers un idéal de perfection qui n'est pas de ce monde, et l'impérieux besoin de concevoir une première cause à tout ce qui est. Ce sont là les deux fondemens de la croyance en Dieu; ils sont contemporains de l'humanité même.

Sont-ils vraiment indestructibles, et tous les efforts de la critique viendront-ils éternellement s'y briser? Il semble que depuis quelque temps une campagne décisive soit commencée contre les vieilles et vénérables traditions religieuses de notre espèce. Les preuves d'un Dieu personnel, créateur et providence de l'univers, sont violemment battues en brèche. L'optimisme philosophique qui, de l'arrangement harmonieux du monde, croit pouvoir conclure à une cause infiniment sage et bonne, provoquait, il n'y a pas longtemps, de la part de Stuart Mill, une réfutation où l'on retrouve quelque chose de l'éloquence irritée de Lucrèce. Le principe des causes finales rencontre de rudes adversaires dans le matérialisme et la doctrine de l'évolution; l'idée même de l'absolu, chassée de la science par le positivisme, traduite devant le tribunal d'une critique sans merci, est déclarée inintelligible, contradictoire, indigne d'habiter plus longtemps l'esprit humain. Nous croyons, quant à nous, que, pour être vieux, les argumens de la théodicée traditionnelle n'en sont pas plus mauvais, et qu'il ne s'agit que de les entendre; mais nous croyons aussi que le raisonnement ne se suffit pas à lui-même, et qu'il doit se retremper, se fortifier à ces sources vives du sentiment d'où, pour la première fois, dans l'âme humaine jaillit l'idée religieuse. Est-il donc vrai que nous n'ayons plus conscience d'être imparfaits et misérables? Est-il donc vrai que la science soit à la veille de réaliser sur terre une félicité qui rende le ciel inutile? Est-il vrai enfin que l'homme n'aspire pas invinciblement au-delà de tout ce que la réalité peut fournir ici-bas, et qu'à mesure qu'il accroît la somme de son bien-être en diminuant celle de ses efforts, il ne sente pas grandir et multiplier ses besoins? Toute la question est là, et, sans aller jusqu'au pessimisme de Schopenhauer et de Hartmann, nous estimons comme eux qu'en dépit de toutes les promesses de la civilisation, l'homme souffrira toujours, d'autant plus vulnérable que son bonheur offrira plus de surface à des maux indestructibles, d'autant moins satisfait qu'en versant dans son âme plus de jouissances il aura acquis la certitude qu'elles sont impuissantes à la combler. Contemporaine de la douleur, la religion durera autant qu'elle; pour cesser de croire en Dieu, il faudrait que l'homme eût cessé d'être homme, et lui-même fût devenu Dieu.

LUDOVIC CARRAU.

LE

THÉATRE CONTEMPORAIN

MADAME CAVERLET. — L'ÉTRANGÈRE. — LES DANICHEFF.

Il y a maintenant quinze années que j'entretenais périodiquement les lecteurs de la *Revue* des productions de nos théâtres; aujourd'hui, après cette longue interruption, il me semble que je retrouve notre art dramatique juste au même point où je l'ai laissé. Rien qui me fasse apercevoir que le temps a marché, rien qui me donne une impression de quelque chose de nouveau et d'imprévu. C'est bien toujours le vieux terrain que je foule; c'est bien toujours de la même esthétique que s'inspirent nos dramaturges, l'observation franche, volontiers brutale, quelquefois cynique de la réalité, transportée directement et toute vive du monde des faits au théâtre, sans avoir subi aucune transformation qui en modifie les caractères. Et c'est bien toujours aussi le même drame qui résulte de cette esthétique; j'en reconnais tous les élémens : voici le même adultère, le même ménage, soit clandestin, soit interlope, soit séparé, les mêmes enfans quasi bâtards, quoique légitimes, orphelins sans l'être, de parens bien vivans. En parlant ainsi, je n'ai point l'intention de formuler une critique, je veux seulement constater que rien n'a changé dans les formes, les méthodes et les élémens du théâtre contemporain.

A vrai dire, ce *statu quo* n'a rien qui m'étonne; c'est le contraire qui serait fait pour surprendre. Le théâtre, se proposant l'étude exclusive de la société contemporaine, n'est point libre de changer à son gré d'é-

lémens et de méthodes; il doit nécessairement se conformer à son modèle, et comme ce modèle est démocratique, il est fatalement réaliste, car qui dit réalisme dit démocratie dans l'art. La démocratie allant toujours en s'étendant et en s'affermissant, le réalisme littéraire et dramatique persiste en conséquence, et, comme l'ère des réactions semble maintenant close dans la société, il est improbable que nous en voyions aucune bien sérieuse se produire au théâtre ; d'où naîtrait-elle et sur quoi s'appuierait-elle, n'étant ni préparée ni sollicitée par l'esprit public? Il faut donc prendre notre parti de ce théâtre comme nous avons pris notre parti de la république, sans compter sur le coup d'état d'un génie inconnu non plus que sur un miracle de la Providence pour nous délivrer de l'un et nous faire sortir de l'autre. Ni ce coup d'état, ni ce miracle, ne sont dans la nature des choses actuelles.

Je ne m'étonnerai pas davantage de cette trop grande abondance de caractères vicieux et d'âmes perverses dont le théâtre contemporain nous présente la peinture, non plus que de ces situations vigoureusement équivoques où il aime à placer ses personnages. La vraie morale en gémit souvent en dépit des prédications à intentions vertueuses de nos auteurs en vogue, mais c'est encore la démocratie qui le veut ainsi, et cela vaut la peine d'être expliqué. La nécessité des contrastes est une des lois les plus essentielles, peut-être la plus essentielle du théâtre; or, de tous les contrastes possibles, les plus simples, les mieux accusés, les plus dramatiques sont ceux qui se tirent de la différence et de l'inégalité des conditions. En voulez-vous une preuve que vous puissiez vérifier dès ce soir même? allez à l'Odéon assister à une représentation de ces *Danicheff*, qui vous transportent dans une société fortement hiérarchisée, et vous verrez comme le drame découle tout naturellement de cette loi des contrastes. Certes l'auteur est loin de posséder le talent de M. Augier ou de M. Dumas; mais il a pu s'en passer, et pour nous toucher il n'a eu qu'à mettre en présence ses personnages, la hautaine comtesse, Osip le cocher, Anna, l'orpheline serve, élevée par bienveillance au foyer aristocratique. Toutes les situations sont émouvantes parce qu'elles naissent spontanément du jaillissement de la nature sous la pression de cette fatalité des conditions inégales; tous les personnages, jusqu'aux plus petits, jusqu'au pope, forcé d'obéir en dépit de la loi divine qu'il est chargé d'enseigner, jusqu'au juif Zacharoff, forcé de ramper sous la loi sociale en dépit de ses richesses, sont dramatiques pour la même raison, sans que l'auteur ait eu besoin d'appeler à son aide les ressources de la psychologie. Si tout ce qui précède est vrai, où prendre les contrastes dans une société démocratique où tous sont égaux, et où il n'y a d'autre hiérarchie que la hiérarchie mobile et peu respectée de fonctions passagères? Dans l'opposition des personnes de vieille naissance avec les parvenus du mérite et du travail,

on l'a essayé plusieurs fois, et la tentative n'a jamais abouti qu'à fournir un thème de déclamations. Dans l'argent, on l'a essayé plusieurs fois aussi sans parvenir à créer un véritable contraste. C'est qu'on peut, sans paradoxe aucun, dire que, dans une société démocratique toutes les conditions étant égales, il n'y a plus moyen pour un personnage d'être dramatique qu'en défaisant lui-même cette égalité que ne peuvent entamer foncièrement les revers ou les faveurs de la fortune. Or les seuls agens par lesquels il puisse efficacement la défaire, sont le vice et le désordre. Le vice et la vertu, le désordre et la régularité, la fausse logique des passions, fertile en situations douloureuses, et la logique de la nature, tels sont les vrais contrastes d'une société démocratique dont les seules inégalités sont celles qui naissent des erreurs du libre arbitre humain. Voilà pourquoi nos dramaturges et nos romanciers ont tant abusé des courtisanes, de l'adultère, du demi-monde et des enfans de naissance extra-légale. On leur a reproché cet abus, et nous en gémissons; mais cependant il faut bien reconnaître qu'ayant besoin d'élémens dramatiques, ils ne peuvent en prendre que là où il y en a.

Et puis d'ailleurs n'est-il pas vrai que ces élémens, si scabreux qu'ils soient, valent simplement ce que valent l'adresse de main, l'ingéniosité et le sens moral de l'auteur qui les emploie? Allez voir, pour vous en convaincre, la nouvelle pièce d'Émile Augier, *Madame Caverlet*, dont le vrai titre, qu'un vieux dramaturge anglais du temps de Shakspeare n'aurait pas manqué de lui donner, serait plutôt *les Vertueux Adultères*. C'est l'histoire d'un de ces ménages illégaux où l'amant s'est substitué au mari et en remplit tous les devoirs; mais avec quel art l'auteur a su rendre les coupables intéressans et plus dignes de respect que bien des époux légitimes, et de quelle touche à la fois délicate et vigoureuse il a su ennoblir cette situation irrégulière et la sauver de la vulgarité!

Dans un chalet, au pied de Lausanne, vit heureuse dans l'ombre une famille française composée de deux époux qui n'ont du mariage que ce que notre code civil appelle *la possession d'état*, et de deux enfans qui n'appartiennent qu'à un seul des pseudo-conjoints, la mère. C'est assez dire que la position de cette famille laisse quelque chose à désirer au point de vue de la régularité sociale; mais le secret de cette irrégularité n'est connu que des deux amans, qui pour résoudre le difficile problème de ne pas mentir au monde et aux enfans, et en même temps de leur cacher la vérité, se sont ingénieusement tirés d'affaire en supposant un divorce là où il n'y a eu qu'une séparation de corps. Comme le père des enfans vit encore et que la bigamie est, par tous pays, un cas pendable, Mme Caverlet passera pour la femme divorcée d'un Anglais imaginaire, sir Edward Merson, tandis qu'elle n'est en réalité que la femme séparée d'un Français du nom de Merson,

fort peu baronnet, mais en revanche mauvais drôle accompli. C'est un peu plus, vous le voyez, que ce que les Anglais appellent un *blanc mensonge,* mais au moyen de ce mensonge la famille vit paisible et respectée, et il faudrait être par trop puritain d'ancien régime pour chicaner à cet égard. Gare cependant le moment où il faudra que tout se dévoile, où les enfans devront être instruits de la vraie situation de leur mère, et ce moment approche, que dis-je, il est arrivé déjà. Un voisin de campagne, M. Bargé, juge de paix à Lausanne, touché d'estime pour les vertus du ménage Caverlet, est devenu leur plus intime ami, et ce voisin possède un fils qui, longtemps compagnon de jeux des enfans, demande la main de Fanny, la fille de Mme Caverlet. Il faut donc se résoudre à faire au père du prétendant la délicate confidence, ce qui jette un certain froid dans les dispositions du vieux juge de paix, fort bon homme, mais élevé dans les traditions scrupuleuses de ce pays calviniste, et manquant en conséquence des hardiesses de ces courageuses âmes plus modernes qui sont ouvertes à tous les progrès. Le premier acte se termine sur cette confidence. Toute cette exposition est excellente, et l'on y sent la main d'un maître. Ce ménage sans bruit des époux Caverlet, ce bonheur qui n'est si discret que parce qu'il contient un secret de tristesse, ces enfans gais et heureux endormis dans une paix grosse d'orages, ces amis de Lausanne en qui respirent cette franchise tempérée de timidité, cette prude bonne humeur et cette honnête liberté d'âmes françaises modifiées par la tradition calviniste, tout ce tableau, fait de nuances singulièrement délicates, a été peint avec une sobriété fine, attendrie, émue, qui trouve le chemin du cœur. Quelques fausses notes cependant dans le rôle de M. Caverlet, l'amant protecteur et dévoué, qui parfois a un peu trop l'air d'un héros échappé d'un ancien roman de Mme Sand, — phase d'*Isidora,* de *Lucrezia Floriani* et du *Compagnon du tour de France.* « Tu es la plus sainte femme que je connaisse après ma pauvre mère, » dit-il, par exemple, en répondant à Mme Caverlet. S'il lui disait tout simplement : « Tu es la plus vertueuse » ou plus simplement encore, « la plus honnête femme que je connaisse, » le bon goût y gagnerait, et la vérité n'y perdrait rien.

Une apparition inattendue débarrasse les Caverlet du souci d'informer les enfans de leur fausse position, et cette apparition c'est celle du vrai père, Olivier Merson, qui arrive juste à point pour dénouer la difficulté en commençant par l'embrouiller. Cet honnête homme, perdu de désordres, s'est tout à coup senti saisi de remords pour sa conduite passée, et il vient chercher sa femme, dont il est séparé depuis quelque vingt ans, pour la réintégrer dans le domicile conjugal. En réalité, le drôle a eu nouvelle avant les principaux intéressés que sa femme venait d'hériter d'un million d'une vieille tante, et il s'est dit que ce million ferait bien son affaire. Il tombe dans les bras de son fils, jouant de la manière la

plus plaisante la comédie de la paternité, et lui révèle le véritable état des choses, bien sûr que l'enfant prendra M. Caverlet en haine et n'aura de cesse qu'il ne lui ait ramené sa mère. Donnons tous nos éloges à ce personnage d'Olivier Merson, qui est la réelle nouveauté du drame, type vrai, bien observé et rendu en toute perfection. C'est un véritable mari de boulevard parisien que ce mari bambocheur, coureur de drôlesses, hanteur de tripots, *soupeur* du restaurant Bignon, gai, bon enfant et amusant, un gredin qui n'excède pas la mesure d'un polisson. Le type, dis-je, est vrai, et il est tout à fait de notre temps et de notre pays. Parmi nous en effet, soit parce que notre nature est moins riche de tempérament, soit parce qu'elle est moins près de la barbarie primitive, ou qu'elle se sauve de ses propres excès par sa légèreté même, il est fort rare que nos vauriens arrivent jusqu'à la scélératesse. Que voulez-vous? chaque peuple a son caractère comme ses mœurs. Un vaurien italien arrive bien vite jusqu'au *ruffiano,* et vous savez tout ce que la langue italienne exprime par ce mot de scélératesse tortueuse, d'hypocrisie criminelle et de cynisme. Un vaurien allemand ou anglais va bravement jusqu'au point où il devient un parfait bandit fait pour Tyburn et Botany-Bay. Un vaurien français, au contraire, est les trois quarts du temps un simple grotesque, un personnage facétieux, prêtant à rire et ayant le goût de faire rire, sans dignité plutôt encore qu'indigne, oublieux de tout devoir plutôt qu'en révolte contre le devoir, et qui, s'il va aux extrémités, se dirige plus volontiers vers la police correctionnelle que vers la cour d'assises.

Cette révélation d'Olivier Merson produit le résultat qu'on devait en attendre : elle amène une scène d'explications entre le jeune homme et Caverlet, très vive d'abord, mais qui tombe bientôt comme un feu de paille et s'éteint faute d'alimens. La première explosion passée, l'indignation du jeune homme ne peut tenir. Que peut-il en effet reprocher à Caverlet? D'avoir réparé les fautes de son père et d'avoir été le protecteur dévoué de sa mère. Comme ces reproches porteraient à faux, il prend bien vite le parti de s'arrêter, et la scène, qui s'annonçait comme devant être cruelle et déchirante, tourne court et fait long feu. Nous avons rendu suffisamment ample justice aux excellentes parties de la comédie d'Émile Augier pour qu'il nous soit permis de signaler maintenant son défaut capital, et ce défaut, c'est qu'il n'y a pas de drame dans sa pièce. *Madame Caverlet* a quatre actes et pourrait facilement se réduire à moins de trois. Le sujet, qui conviendrait mieux pour une nouvelle de courte étendue que pour le théâtre, est d'une simplicité trop grande et s'est montré sans fécondité. Il n'y a pas là cette succession de péripéties s'engendrant les unes les autres, et poussant progressivement de leurs forces accumulées vers le dénoûment dont un drame doit se composer; il n'y a du commencement à la fin qu'une seule situation autour

de laquelle tournent les personnages sans que la passion parvienne à amener chez aucun une crise assez violente pour l'entamer ou en créer une nouvelle. Une fois l'exposition faite, sauf l'apparition d'Olivier Merson au second acte, à aucun moment le drame ne marche, et nous ne sommes pas plus avancés après la scène de récriminations entre Olivier Merson et sa femme que nous ne l'étions après la scène d'explications entre Caverlet et le jeune fils de sa maîtresse.

Le dénoûment remédie heureusement à l'impuissance des personnages et tranche la difficulté qu'ils ne peuvent résoudre. Il est tout à fait imprévu, ce dénoûment, très amusant et très original. Pour tirer ses personnages d'embarras, Émile Augier a trouvé un moyen qui fait autant d'honneur à son vigoureux bon sens d'honnête Gaulois qu'à son talent de dramaturge. Dans un cas pareil, Alexandre Dumas n'aurait pas manqué d'envoyer son Olivier Merson dans un monde plus parfait au moyen d'un bon coup d'épée; tel autre dramaturge n'aurait pas hésité à sacrifier la mère ou à faire intervenir quelque machine providentielle; Émile Augier, qui sait mieux comment on traite avec les coquins, a trouvé plus simple de faire partager à Merson le million dont sa femme vient d'hériter. Quoi, tuer une honnête personne pour ce drôle! quoi, des coups d'épée à ce vaurien, quand il est si facile de s'épargner ce meurtre innocent! Eh parbleu! garnissez ses poches, et soyez bien sûr qu'il vous tiendra quitte de ses anciens droits de père et de mari. Pas de bruit et un demi-million, à ce prix M. Merson se fera naturaliser Suisse, le divorce sera bel et bien prononcé, Mme Caverlet épousera son amant, et les enfans auront le droit de ne pas connaître l'intéressant auteur de leurs jours. Que dites-vous de ce petit dénoûment? Un Mérimée et un Fielding y auraient à coup sûr applaudi, et, par ce temps d'écœurante sensiblerie où il s'est dépensé à propos des coquins tant d'éloquence complaisante ou indignée qui aurait pu être mieux employée, il m'a tout simplement ravi.

De *Madame Caverlet* à *l'Étrangère*, la transition est facile, car, par une coïncidence assez singulière, c'est ce même type du vaurien à la française que le nouveau drame de M. Dumas met en scène dans le duc de Septmonts. Que disions-nous donc tout à l'heure que le théâtre contemporain ne nous présentait rien qu'il ne nous eût déjà montré depuis des années? Mais si, il nous présente quelque chose de très nouveau, le mari coupable et sacrifié sans pitié pour cause d'indignité. Remarquez-vous à ce propos comme le théâtre actuel est un singulier justicier et un étrange redresseur de torts? Il établit des catégories de coupables, il les prend par séries les unes après les autres, isolément, et pendant des saisons entières s'acharne à faire tomber sa sévérité sur chacune exclusivement. C'est comme une épidémie de justice atroce qui sévit sur telle ou telle fraction de notre pauvre société; à cette fraction sont tous

les torts, sans elle il n'y aurait que des amours chastes, des mariages bénis, des familles heureuses, des hommes de génie sortant triomphans des épreuves de la vie. Pendant un temps, cette épidémie de vengeance s'est abattue sur les courtisanes, avec quelle violence et quelle persistance, vous ne l'avez sans doute pas oublié; puis ce fut le tour des femmes adultères, ou, pour être exact, des femmes en général. Comme cet avisé magistrat italien qui demandait à propos de chaque cause *ove era la femina,* ou comme les docteurs de ce vieux concile qui avaient de la femme une si médiocre opinion qu'ils n'osaient prononcer qu'elle eût une âme, nos dramaturges se sont obstinés pendant des années à la présenter comme la source et la cause de tous les désordres sociaux. Que de colères contre ces âmes frivoles et perverses qui n'ont de loi que leurs passions et qui n'hésitent pas à leur sacrifier les devoirs les plus sacrés, que d'attendrissement pour l'infortuné mari geignant auprès de son foyer en compagnie d'enfans sans mère! Mais le poète latin l'a dit depuis longtemps, si la justice marche à pas boiteux, elle arrive toujours sûrement. Nos dramaturges se sont enfin aperçus que les torts n'étaient peut-être pas tous du côté d'un seul sexe, et qu'il existait des maris fort pervers et des pères fort indignes. Il ne nous reste plus maintenant qu'à les engager à sévir pendant une ou deux saisons contre les célibataires; alors nous serons au complet, et le théâtre ayant épuisé les séries de ses vengeances pourra s'arrêter enfin à cette conclusion consolante qui aurait dû lui servir de point de départ : les deux sexes se valent, et aussi les diverses classes sociales; il n'y a pas de *genres* et d'*espèces* coupables dans l'humanité, il n'y a que des individus pervers.

On dirait vraiment que M. Émile Augier et M. Alexandre Dumas se sont donné le mot avant de commencer leurs drames, tant leurs deux personnages d'Olivier Merson et du duc de Septmonts offrent d'étroites ressemblances. Ce sont deux Bobèches, l'un du monde de plaisir parisien, l'autre du monde titré, et à peu près aussi indignes l'un que l'autre, en dépit des nuances qui les séparent. Les conclusions des deux auteurs sont aussi fort analogues, mais il y a une très grande différence dans la manière dont elles sont présentées, et dans cette différence le tempérament dramatique de M. Dumas se révèle tout entier. Tandis qu'Émile Augier se contente de punir son mari Bobèche par le mépris, en silence et presqu'à huis-clos, Dumas sacrifie le sien, toutes portes ouvertes, avec une rage de férocité qui est, je crois, sans exemple au théâtre. Jamais ennemi personnel ne fut poursuivi dans la vie réelle avec ce degré de haine; comme s'il eût craint que l'exécution ne fût pas assez complète, il s'est assuré pour ainsi dire le concours de tous les personnages de la pièce : pas un défenseur dans tous ceux qui approchent son duc de Septmonts, pas un essai de plaidoyer en sa

faveur; parens, amis et simples connaissances poussent à sa ruine en toute conscience, et, à l'instar des anciennes vestales des cirques romains, prononcent sa condamnation le pouce renversé. C'est un homme bon à tuer, voilà le sens de toutes leurs paroles depuis la première scène du drame, et ce verdict, l'auteur l'exécute avec une rigueur qui finit par révolter. Eh bien! de même que cette conclusion suffit pour nous révéler le tempérament dramatique de M. Dumas, elle suffit pour nous révéler aussi sa morale, qui n'est pas fausse en principe, mais qui frappe d'ordinaire à faux parce qu'elle est à peu près toujours sans proportion. Ici sa morale dépasse le but et rejoint l'immoralité à force d'exagération. M. Dumas ne s'est pas aperçu que pour que cette sévérité eût un caractère de véritable justice sociale, il fallait que l'épouse de cet indigne mari fût son antithèse vivante, que ce fût une personne digne de toute l'estime et de tout le respect qu'on retire au duc de Septmonts, d'un caractère noble, d'un cœur vertueux, d'une âme sainte, ici toutes ces épithètes sont parfaitement à leur place. Or je crains fort que la duchesse de Septmonts ne laisse quelque peu à désirer pour être digne de l'intérêt que lui témoignent tous les personnages. Elle méprise, et justement, le duc de Septmonts; pourquoi l'a-t-elle épousé? Ce n'est pas l'autorité paternelle qui a pu agir beaucoup sur elle, car il lui était facile d'avoir raison d'un père aussi faible que le sien. Qu'elle avoue donc que sa vanité a été plus forte que son amour, que le titre de duchesse l'a éblouie, et qu'elle en a oublié son Gérard jusqu'au moment où elle s'est aperçue qu'un titre ne suffit pas pour créer le bonheur. Et n'est-il pas vrai aussi qu'elle est maintenant possédée d'un désir adultère, qu'à la lueur de ce désir son odieux mari lui apparaît comme un obstacle qu'il faudra franchir ou briser, que son amour pour Gérard, tout explicable qu'il soit, est complice d'un assassinat nécessaire, et qu'il n'y a pas de théologien, quelque autorisé qu'il se prétende, qui puisse absoudre un tel état d'âme? Pour que l'atroce dénoûment de *l'Étrangère* fût moral, il faudrait qu'il y eût proportion entre la vengeance et la personne vengée. Nous demandions une femme vraiment noble, et ce n'est qu'une péronnelle sentimentale que nous présente M. Dumas. La morale véritable, celle qui ne s'enseigne pas par des formules, mais se révèle par le tact, n'admettra jamais qu'un tel caractère vaille d'être vengé avec cet excès de rigueur.

Cette morale est sans proportions, je crains fort aussi qu'elle ne soit incertaine, c'est-à-dire que M. Dumas ne sache pas bien au juste ce qu'il a voulu condamner. « Il faut frapper l'oisif, » disait-il récemment à un de ses collègues de l'Académie qui lui faisait compliment sur son succès. C'est donc l'oisif que M. Dumas a voulu frapper; vous en étiez-vous doutés? Moi, j'avais cru naïvement que c'était le *vibrion,* pour lequel en effet il n'est pas de pardon possible ni sur la terre ni dans le

ciel quand il se permet, comme c'est ici le cas, d'infecter de son désagrégeant *vibrionisme* ceux qui lui sont devenus sacrés, et j'étais en conséquence assez porté à admettre que, si le châtiment excède le mérite de la duchesse, il n'excède pas en revanche l'indignité du duc. Il faut frapper l'oisif! L'oisiveté est donc un crime digne de mort? J'aurais cru qu'elle était simplement, selon les circonstances, soit digne de flétrissure, soit digne de blâme. Voilà une sévérité qui, je le crains bien, n'est pas destinée à faire fortune, même auprès des législateurs les plus draconiens de la société la plus démocratique. Il est vrai que, selon un vieux proverbe, « l'oisiveté est la mère de tous les vices, » et que le duc de Septmonts n'est pas précisément pour le démentir. Cependant il ne ressort pas avec évidence que ce soit de l'oisiveté qu'il tienne les vices qui le décorent. Je crois fort que c'est la nature plutôt que l'oisiveté qui fait les *vibrions*, et qu'on en compterait bon nombre parmi les gens très occupés. Il y a donc encore ici une de ces outrances de sévérité, si fréquentes chez M. Dumas, qui blessent presque infailliblement la morale qu'elles prétendent servir.

La morale de M. Dumas! quel curieux petit essai de psychologie il y aurait à écrire sur ce sujet, si nous avions quelque peu du loisir de ces oisifs qu'il veut châtier. Son effort pour moraliser par le théâtre, ses théories sociales, ses visées mystiques, il a été souvent question de tout cela dans ces dernières années, soit pour l'en railler, soit pour lui faire remarquer qu'il en devenait plus inhabile à construire ses pièces et qu'il y perdait en talent sans y gagner en portée. Nous ne lui ferons aucun reproche pareil, car, pour nous, rien autant que ces préoccupations ne témoigne de la supériorité de son intelligence. Il n'est pas d'un esprit vulgaire d'avoir su reconnaître qu'il y a quelque chose au-delà de nos succès et du monde qui nous les donne, il est encore moins d'une âme vulgaire d'avoir cherché Dieu quand on a si bien pratiqué et peint le diable. Sensées ou non, logiques ou non, la justification de ces visées c'est qu'elles sont sincères et sans ambition; il est évident, pour nous, que M. Dumas est venu à la philosophie et à la religion comme La Fontaine à Baruch et à Platon, naïvement et en toute admiration; il y est venu parce qu'il a beaucoup vu le contraire de ce qui est philosophie et religion. Je répète ma pensée en la variant et en la complétant : rien mieux que ces démangeaisons du divin n'est fait pour montrer avec quelle profondeur et quelle vigueur d'intelligence il a observé, scruté, pénétré le monde du mal; s'il ne le connaissait si bien, il ne chercherait pas ailleurs. Eh bien! qui le croirait? ce qui fait sa supériorité fait aussi sa faiblesse. Vous vous demandez pourquoi, avec tant de bonne volonté, sa morale frappe si souvent à faux; c'est précisément qu'il y porte les défauts que l'on contracte à la fréquentation et à l'étude du mal, et qu'il flagelle le diable avec l'esprit du diable même. Apreté

morose, rage frénétique, implacabilité meurtrière, tout cela, le mal l'inspire contre lui; mais tout cela fait en même temps partie de son essence, et il ne l'inspire que parce qu'il le contient. L'horreur du mal est une vertu, mais qui demande à être singulièrement ménagée, car cette horreur, le mal la ressent pour lui-même, et c'est l'imiter que de la pousser trop loin. L'enfer enseigne donc une morale, et, bien que cette morale lui soit ennemie, elle est cependant faite à son image, elle est toujours draconienne, lycurgienne, impitoyable comme lui, au contraire de la morale directement émanée de l'étude du bien, qui seule sait mesurer avec exactitude aux brebis égarées ou même perdues la toison et le vent. Et puis enfin, il y a quelque chose de plus délicat à dire, c'est que la science du mal peut être un aiguillon pour désirer, pour chercher le bien, pour le trouver même en aveugle et à l'aventure, mais qu'elle est un obstacle pour s'y porter d'emblée, naturellement et comme de soi-même; pour cela, il faut une candeur et une sorte de sainte bêtise que M. Dumas a trop d'esprit pour posséder jamais, heureusement peut-être pour nos plaisirs. Voilà bien de la morale théologique; mais M. Dumas nous en donne l'exemple, et nous ne faisons que l'imiter.

Je n'ai pas à entrer dans l'analyse de *l'Étrangère;* tout Paris a vu cette pièce, et une main de maître a pris soin d'en compter ici les nombreux défauts. Je n'ai donc qu'à ajouter à ce qui a été si bien dit mes impressions et mes réflexions personnelles, comme je viens de le faire à l'instant même. Il s'est produit à propos de ce drame un double courant d'opinions extrêmement curieux à observer et à constater. Condamné à l'unanimité par la critique dès le premier jour, il a trouvé au contraire auprès du public accueil et succès. Et ce succès n'est pas un simple succès de curiosité et de renommée. M. Dumas a rencontré des défenseurs enthousiastes dans le public le plus mondain et le plus lettré d'où il aurait dû le moins en attendre. Les femmes surtout ne tarissent pas d'éloges; si M. Dumas en a dit quelquefois du mal, je puis l'assurer qu'elles ne lui en gardent pas rancune, car peu s'en faut que quelques-unes ne proclament *l'Étrangère* le dernier mot de l'art dramatique. Comment expliquer cette contradiction, et qui a raison de la critique ou du public? Eh oui, la critique n'a pas tort, car la pièce est en effet pleine de défauts; l'exposition en est faite par un récit interminable, l'action en est engagée par un incident bizarre et choquant, qui fait croire qu'elle va se précipiter à toute outrance, puis reste suspendue pendant deux longs actes; les caractères en sont antipathiques depuis le premier jusqu'au dernier, repoussans quand ils représentent le mal, intolérables quand ils représentent le bien; le dénoûment enfin en est excessif et brutalement cruel. Tout cela est vrai, mais cette sévérité de la critique vient un peu tard. Est-ce donc pour la première fois que ces défauts la

frappent chez M. Dumas? Pour nous, le sujet mis de côté, la pièce, comme composition, nous paraît valoir les précédentes de l'auteur. Quand donc, sauf dans les trois premières, *la Dame aux Camélias, Diane de Lys, le Demi-Monde,* y a-t-il eu dans aucune, simplicité de plan et unité d'action? Quand donc tous les épisodes de ses drames ont-ils été fondus de manière à ne faire qu'un tout indissoluble, au lieu d'être simplement liés en faisceau, séparables et réunis à la fois? Quand donc, à côté de parties vigoureuses et excellentes, ces drames n'ont-ils pas présenté des parties languissantes ou bizarres? Il y a donc beaux jours que la critique aurait dû faire les réserves qu'elle a cru devoir faire cette fois sans hésitation, et, osons le dire, si elle avait été sévère à temps, peut-être son dernier arrêt aurait-il été moins rigoureux.

De ce que la critique a raison, il ne s'ensuit pas en effet que le public ait précisément tort. Donnons en toute franchise notre impression personnelle. Les caractères ont beau être odieux, les passions ont beau être révoltantes, la morale a beau porter à faux, la pensée a beau être confuse, l'effet de cette pièce est d'une singulière puissance. Il s'en dégage une sorte d'atmosphère dramatique, chaude et capiteuse à l'excès, quelque chose comme le parfum des tubéreuses ou des liqueurs fermentées, qui au bout de peu d'instans vous enveloppe, vous monte à la tête, et vous livre en proie sans résistance à l'hallucination la plus complète. Rien dans ce drame qui ne concoure à ce but, rien qui ne se propose un office de cruauté : les paroles des personnages rendent le son de balles qui tombent à terre ou d'épées qui se heurtent, les sentimens ont comme un goût de toxiques et d'essences vénéneuses, les situations font monter du cœur au cerveau ces angoisses du vertige qui vous saisissent au bord des précipices. Et veut-on savoir d'où émane cette atmosphère dramatique? Précisément de cette frénésie vengeresse à l'excès dont M. Dumas s'est acharné à poursuivre son principal personnage et que nous lui reprochions tout à l'heure au nom de la morale, en sorte que c'est le défaut capital même de la pièce qui en fait le succès. Le résultat est singulier mais très explicable. C'est que cette frénésie morale est chez M. Dumas toute de tempérament, et que par conséquent avant d'être condamné par la réflexion du spectateur elle a commencé par s'emparer de sa sensation et par lui faire goûter un plaisir cruel, qui n'est pas sans analogie avec celui que les cirques de la vieille Rome offraient à leur public lorsque les pouces impitoyablement renversés indiquaient que le gladiateur était condamné.

La pièce de M. Dumas met en présence deux sociétés, ou plutôt les montre enchevêtrées l'une dans l'autre, la société française et la société américaine. Quelle a été la pensée de l'auteur, et en a-t-il eu une bien nette? Voilà ce qu'il est fort difficile de découvrir. Ce n'est pas à coup sûr une opposition à l'instar du livre de Tacite sur les mœurs des Ger-

mains qu'il a voulu établir; il n'a pu se proposer de faire honte aux vices de notre vieille société avec les vertus de la jeune Amérique, car ce qu'il nous en montre n'est rien moins que digne d'imitation et d'envie. L'étrangère, mistress Clarkson, est voleuse, empoisonneuse, adultère, homicide, et quant à son mari le *Yankee,* audacieux entrepreneur d'affaires à tout risque, assez bestialement charnel pour poursuivre encore de son amour une femme qui l'a quitté subrepticement dès le jour du mariage en enlevant sa caisse, c'est bien le plus singulier vengeur que la morale ait jamais pu trouver. M. Dumas a-t-il au contraire voulu exprimer cette pensée très vraie que le mal est châtié par le mal même, et a-t-il employé ses deux Américains comme deux instrumens adéquats à cette triste besogne? Mais, s'il n'a pas eu d'autre pensée que celle-là, pourquoi aller chercher si loin ses instrumens de vengeance sociale? des Européens quelconques, voire de simples Français, y suffisaient. N'est-ce enfin qu'une fantaisie de l'auteur, et a-t-il voulu seulement utiliser deux types qu'il avait rencontrés et étudiés? Nous le croirions volontiers, n'étaient les visées philosophiques de l'auteur, qui nous mettent en défiance contre cette hypothèse trop simple pour être vraie, et qui nous font soupçonner une intention plus cachée. Eh bien! ici encore, si la pensée reste confuse et obscure, l'effet est puissant et par éclairs presque grandiose, sans qu'on puisse s'en expliquer nettement la raison. Qui nous dira par exemple pourquoi, devant cette apparition de l'esclave américaine émancipée par la volonté du vice, nous n'avons cessé d'être hanté par le souvenir des derniers siècles de la civilisation romaine, pourquoi nous avons revu passer sous nos yeux tous ses agens de sensualité et de meurtre, ses Canidies et ses Locustes, vendeuses de philtres érotiques et donneuses de coupes empoisonnées; ses magiciennes venues, comme l'étrangère, de lointains pays, ses évocations de fantômes homicides et souillés de sang? Est-ce seulement à l'habileté du jeu de la jeune actrice chargée d'interpréter le rôle de mistress Clarkson que nous devons cette impression? est-ce parce que son corps presque aérien et sa voix lente et chuchotante comme celle des mânes en font une réalisation parfaite de quelqu'un de ces fantômes mêlés au monde visible, qu'Apollonius de Thyane savait, dit-on, reconnaître? Non, l'impression est plus profonde, et l'effet vient de plus loin; il résulte de l'ensemble du drame, qui dans sa confusion et par sa confusion même, présente, sous ses formes bourgeoises et sa réalité triviale, le spectacle menaçant, presque apocalyptique, d'une humanité en décadence. Une vieille société corrompue, ouverte de toutes parts aux vers du sépulcre, ne conservant de ses vertus que des lambeaux de politesse et d'élégance, n'ayant plus d'attachement que pour ses vices et impuissante à les satisfaire, une jeune société sans virginité d'âme, brutale sans candeur quand elle sert la vertu, homicide sans remords quand

elle sert le vice, pénétrant à la manière des bêtes fauves dans l'édifice lézardé de l'antique civilisation; voilà bien en raccourci le drame de M. Dumas. Le tableau n'est flatteur pour aucune des deux sociétés, et il est heureusement assez peu ressemblant pour révolter; mais, fausse ou non, obscure ou non, la pensée a de la violence et de la prise, et il en résulte cet effet dramatique puissant que nous avons essayé de définir et de dégager, qui est le véritable mérite de ce drame, et qui parvient à en dominer les défauts, presque aussi nombreux que les scènes.

La pièce des *Danicheff* prête beaucoup moins à la discussion que *Madame Caverlet* et *l'Étrangère*, mais ne peut-on pas dire bien souvent des œuvres littéraires qui soulèvent peu de controverses ce que Montesquieu disait des peuples qui n'ont pas d'histoire? Si elles prêtent peu à la discussion, c'est souvent que, par compensation, elles donnent peu de prise à la critique. Étonnerai-je beaucoup en disant que, des trois pièces à succès qui se partagent pour l'instant la curiosité du public, c'est celle qui répond le mieux à l'idée d'un drame et qui la réalise de plus près? Cette pièce a un commencement, un milieu et une fin, le plan en est simple et bien suivi, l'action pathétique, les passions en sont naturelles, même dans ce qu'elles ont d'excessif, les personnages compréhensibles, même dans ce qu'ils ont de bizarrerie exotique. Le plus grand éloge que je puisse en faire, c'est de dire qu'elle méritait mieux que sa forme, et par là je n'entends pas un meilleur style, j'entends un autre langage. Elle pouvait supporter le vers, car le sujet en était suffisamment beau pour qu'un vrai poète l'eût jugé digne de son inspiration, et les sentimens en sont assez au-dessus de l'ordinaire pour qu'ils fussent dignes d'un langage plus exceptionnel et plus élevé que la simple prose. Qui se serait étonné que l'âme d'Osip, le cocher, eût besoin pour s'exprimer d'une forme plus musicale que l'âme du duc de Septmonts, et que le cœur d'Anna, la serve affranchie, revêtît tout naturellement ses douleurs et ses joies de mots plus chantans et plus ailés que ceux du langage vulgaire? Cherchez et comptez s'ils sont bien nombreux, les sujets dramatiques dont on pourrait dire que la prose les dépare et qu'ils appelaient comme leur vêtement légitime la forme de la poésie.

Les Danicheff nous présentent un tableau de la société russe à l'heure actuelle, monde bizarre et compliqué, où une vieille civilisation patriarcale et rustique se trouve accouplée à une élégance importée des capitales étrangères, féodal par les habitudes et démocratique par les instincts, sceptique des lèvres et religieux de cœur, à la fois tyrannisé et affranchi. L'auteur a su nous montrer habilement combien cet affranchissement est encore voisin du servage, combien il y retourne aisément, et combien est étroite la distance qui sépare ces deux états. Voyez par exemple le cas de la jeune Anna et du cocher Osip : leur

affranchissement n'est qu'une nouvelle forme du servage, et ils ne deviennent maîtres d'eux-mêmes que pour retomber à l'instant même dans l'obéissance par un acte imposé qui ne leur laisse plus la direction de leurs destinées. Voyez encore le cas moins grave de Zacaroff, le parvenu millionnaire. Voici dans un salon de Saint-Pétersbourg un monsieur en habit noir et en cravate blanche causant familièrement avec les maîtres de la maison, et vous pensez que, s'il n'est pas leur égal, il possède au moins cette indépendance que donne par tous pays une grande fortune; mais tout à coup, sur une parole dite, il a pâli et s'est courbé jusqu'à terre; c'est que des visions de verges correctrices viennent de passer devant ses yeux, et que son ancien tremblement de serf l'a repris. Au dire de certains juges autorisés, le tableau n'est pas exagéré; cependant l'auteur ne s'est pas soucié d'en adoucir les couleurs violentes ou sombres, et c'est en toute franchise et en toute impartialité qu'il nous montre les effets de cette terreur séculaire sous laquelle plient encore aujourd'hui les âmes russes. Je ne connais rien de plus déchirant que la scène du premier acte où, sur l'ordre de la comtesse Danicheff, Anna, l'orpheline serve affranchie et élevée par elle, est contrainte d'épouser le cocher Osip, rien qui fasse mieux apercevoir jusqu'où la tyrannie peut porter la violence contre la nature. Certes voilà un état de société, des mœurs, des institutions, des caractères qui nous sortent singulièrement de notre milieu démocratique, tout fait d'habitudes d'indépendance individuelle et d'égalité sociale; nous devrions donc avoir envie de nous indigner, de protester, de nous répandre en plaidoyers en faveur des droits du citoyen; comment se fait-il cependant que nous nous contentions d'être émus et navrés, et que ce soit la plainte et non la colère qui nous monte du cœur aux lèvres en face de ce spectacle? Comment donc! à *Madame Caverlet,* à *l'Étrangère,* à tel autre drame de nos théâtres, nous nous sommes révoltés vingt fois contre des erreurs de conduite tout individuelles, contre des fautes et des crimes qui ne trouvent aucun appui dans les institutions, aucune sanction dans les lois, qui par conséquent ne sont que des phénomènes qui peuvent être ou n'être pas, et ici, devant les erreurs et les crimes d'une tyrannie que l'on ne peut éviter et qui est lourde de tout le poids de l'édifice social, nous nous contentons de gémir à l'instar d'Anna la serve, et de nous résigner à l'instar d'Osip le cocher.

C'est que, si cette tyrannie brise les âmes, elle ne les avilit pas. Elle donne un spectacle cruel, elle ne donne pas un spectacle de méchanceté et de vice. Revêtue de cette sorte de légitimation qu'une longue existence imprime toujours à la loi sociale aussi mauvaise qu'elle soit, si elle nous paraît haïssable par quelques-unes de ses conséquences, par d'autres au contraire elle nous apparaît presque digne d'être bénie. J'en prends à témoignage les caractères de la pièce. Le rôle du cocher

Osip a généralement surpris; on a discuté ses vertus, qui ont paru plus grandes que sa condition, son dévoûment, qui a paru plus héroïque que la nature ne le permet; cependant tout ce que nous savons de la Russie, tout ce que nous en ont appris les voyageurs qui l'ont visitée, ses poètes et ses conteurs, nous oblige à croire non-seulement que ce caractère est possible, mais qu'il existe en toute réalité. Voilà bien cette résignation triste, douce et grave qu'on nous a décrite comme propre au paysan russe, cette humilité sans bassesse qui fait le fonds du caractère national, cette obéissance passive et cette fidélité à toute épreuve que l'on admire dans la discipline des armées du tsar, ces instincts mystiques qui sont l'originalité la plus saillante du génie populaire slave. Ce sont là de sérieuses et précieuses vertus; d'où sortent-elles cependant? Cette résignation est le fruit de la tyrannie, cette humilité est le fruit de l'inégalité, cette fidélité a pris ses racines dans les habitudes du servage. Eh! mais, pour ceux qui s'intéressent avant tout à la dignité de l'âme humaine, c'est une question que de savoir si une contrainte sociale qui peut donner naissance à de telles vertus et sous la pression de laquelle un cocher Osip peut arriver au degré d'élévation noble d'où nous le voyons comme planer au-dessus des autres personnages, dominant de toute la distance qui sépare la terre du ciel leurs caractères, leurs passions et leurs intérêts, n'est pas après tout aussi bienfaisante qu'une liberté qui ne laisserait l'homme maître de lui-même que pour se rapetisser à son gré, et pour s'isoler dans le culte exclusif de ses intérêts ou de ses plaisirs.

En tout cas, il y a une chose qui ne peut faire question, c'est que l'impression qui résulte des *Danicheff* est absolument morale et saine. Ainsi, parmi les pièces qui se jouent pour l'heure sur les théâtres de Paris, il y en a une qui donne un enseignement irréprochable, et c'est celle qui nous présente le spectacle d'une société dominée par la contrainte. S'il n'y a pas là de quoi convaincre, il y a peut-être de quoi faire rêver un instant quelques-uns de ceux-là même qui ne veulent pas être convaincus. Non-seulement l'auteur a atteint le but qu'il cherchait, mais il en a atteint un second qu'il ne cherchait pas. Il a voulu faire un plaidoyer en faveur d'une transformation de la société russe, et, en même temps qu'il y réussissait, il a présenté la justification même des institutions condamnées, en sorte que si, comme on le dit, il appartient à la Russie par ses origines, il se trouve avoir fait du même coup œuvre de libéral et œuvre de patriote.

ÉMILE MONTÉGUT.

LE

RACHAT DES CHEMINS DE FER

EN ALLEMAGNE

Dans le discours qu'il prononça au *Reichstag* le 22 novembre 1875, M. de Bismarck déclara qu'une réforme générale des impôts et des douanes était certainement désirable, mais que cette réforme était une œuvre de longue haleine, qu'elle demandait le concours de tous les états de l'empire, qu'on ne pouvait l'entreprendre sans danger, qu'il convenait de l'ajourner jusqu'à des temps plus propices. — La question est bien résolue dans mon esprit, disait-il, et je sais ce que je ferais, si j'étais libre de faire tout ce que je veux; mais je dois compter avec vingt-cinq gouvernemens, vingt-cinq parlemens, vingt-cinq ministres, voire avec mes propres collaborateurs. Tels que nous voici, nous nous entendons à merveille; le jour où il faudrait passer à l'exécution, on verrait se manifester de nombreuses divergences. Et puis représentez-vous un peu la vie d'un chancelier de l'empire; le *Reichstag* et le conseil fédéral se disputent ses journées. Comment aurait-il le loisir d'élaborer des réformes avec la maturité convenable? — M. de Bismarck ajoutait que l'empire allemand était jeune encore, beaucoup plus jeune que tous les autres états de l'Europe, qu'avant de le soumettre à de périlleuses épreuves, il fallait lui laisser le temps de grandir, de se fortifier, qu'on ne pouvait trop ménager cette plante délicate, éclose d'hier, dont la fragilité était à la merci d'une gelée, d'un accident, d'une maladresse, d'une bévue ou d'une utopie de jardinier. — « Si l'empire vient à périr, s'écria-t-il avec mélancolie, ce dont Dieu nous préserve, l'ancien état de choses sera rétabli, les divers particularismes qui jadis se partageaient l'Allemagne ressusciteront, principalement le plus puissant, le plus dangereux de tous, le particularisme prussien. La restau-

ration de l'ancien fédéralisme serait encore supportable pour quiconque n'a pas été délégué comme moi à la diète fédérale de Francfort. »

L'extrême modestie avec laquelle M. de Bismarck parlait de cet empire allemand qu'il a créé, les inquiétudes qu'il semblait éprouver pour son avenir, étaient propres à frapper, à émouvoir les esprits. Dans le fond, il n'était pas aussi inquiet qu'il voulait le paraître, et les craintes qu'il témoignait n'étaient qu'un artifice oratoire. Le 22 novembre 1875, M. de Bismarck cherchait à persuader au *Reichstag* de voter un nouvel impôt sur la bière qui, selon lui, non-seulement était nécessaire au trésor, mais devait par surcroît rendre la bière meilleure. A ceux qui lui disaient : « Au lieu de nous proposer une mesure impopulaire, que ne nous apportez-vous un projet de réforme générale de l'impôt? — il répondait : — Plus tard, quand l'empire sera mieux assis et mieux portant, nous ferons toutes les réformes qui vous plairont; pour le moment, nous vous demandons de l'argent et non des conseils, et surtout parlez bas, nous sommes dans la chambre d'un malade.

Quoi qu'il en dise, M. de Bismarck a foi plus que personne en la vitalité, en la robuste constitution de l'empire allemand. Il l'a bâti à ciment et à chaux, il le sait capable de braver tous les chocs, de résister à tous les accidens et à toutes les épreuves. Ce qui le prouve mieux que tout le reste, c'est la grande expérience économique, la gigantesque opération financière qu'il médite, entreprise aussi effrayante qu'une réforme radicale de l'impôt. Il a résolu de faire racheter par l'empire les 25,000 kilomètres de voies ferrées qui sillonnent l'Allemagne dans tous les sens, et dont le prix d'achat s'élèvera, au témoignage de certains experts, à 5 milliards de marks, selon les autres à près de 9 milliards, c'est-à-dire à plus du double de l'indemnité de guerre française. Ce colossal projet lui est, assure-t-on, particulièrement cher. Il ne souffre à ce sujet aucune contradiction, il surmontera ou brisera tous les obstacles, il poussera sa pointe jusqu'au bout : *sic volo, sic jubeo.*

Le chancelier de l'empire allemand est l'homme d'état le plus entendu dans l'art de tenir un peuple en haleine. Il ne dort guère et n'aime pas que les autres dorment; ses secrétaires ne le savent que trop, il se plaît « à tuer le sommeil. » Le nouveau dessein qu'il a conçu occupe, préoccupe, agite toute l'Allemagne; elle se passionne pour ou contre. L'Herzégovine, le *Kulturkampf* lui-même, se trouvent relégués à l'arrière-plan. Les uns approuvent et applaudissent avec enthousiasme, d'autres font leurs réserves, demandent à réfléchir, tournent avec défiance autour « d'un bloc enfariné qui ne leur dit rien qui vaille. » Ceux qui applaudissent font plus de bruit, ceux qui se défient sont peut-être plus nombreux.

Les imaginations germaniques font carême aujourd'hui, elles jeûnent au pain et à l'eau, elles traversent une phase de dégrisement et de résipiscence; elles ont perdu pour un temps le goût des grandes espé-

rances et des vastes pensées; de cruelles expériences leur ont appris que, s'il est glorieux de faire grand, cela coûte quelquefois très cher. La pluie d'or des 5 milliards était tombée sur elles comme une rosée divine et fertilisante; elles ne se refusaient plus rien, et rien ne leur semblait impossible, elles habitaient le palais des songes; ce palais s'est écroulé. L'accès de fièvre a duré deux ans, de 1871 à 1873; c'est ce qu'on appelle la *Gründerperiode,* c'est-à-dire l'ère des faiseurs éhontés, des spéculateurs sans vergogne, des forbans de la bourse et des pirates de la banque. Pendant ces deux années, dont M. Otto Glagau vient de raconter la très curieuse histoire, on a spéculé avec délices ou avec fureur, on a pratiqué à l'envi ce bel art qui consiste « à employer tous les moyens non prévus par la loi et insaisissables à la justice pour surprendre le bien d'autrui; » M. Glagau le définit plus simplement : « l'art de vendre ce qu'on n'a pas et d'acheter ce qu'on n'a jamais eu l'intention d'avoir. » Robert-Macaire tenait le haut du pavé; que de miracles n'a pas enfantés son esprit inventif! « Dans un vallon solitaire, disait la *Nouvelle Gazette de la Bourse de Berlin,* le spéculateur découvre une cheminée abandonnée, et de cette ruine il fait par un coup de baguette une fabrique de machines. Il avise sur la montagne un moulin à vent, vieille carcasse vermoulue aux bras ankylosés; il la transforme en un établissement de moulins par actions. En passant au bord d'un ruisseau, il se heurte contre un canot retourné, et déjà sur l'onde claire il voit voguer les navires à vapeur d'un nouveau Lloyd, d'un Lloyd de terre ferme. »

De 1790 à 1870, il s'était formé en Prusse à peu près 500 sociétés par actions; pendant les deux années 1871 et 1872 il s'en est fondé 780, c'est-à-dire en moyenne une par jour (1). Grâce aux facilités que fournissait la loi, 120 minutes suffisaient pour accomplir par-devant notaire toutes les formalités nécessaires à la constitution de la société; au bout de deux heures, elle avait fixé ses statuts et nommé son conseil de surveillance. Le nombre de maisons en l'air que la spéculation a bâties à Berlin dans ce temps de délire auraient suffi pour loger une population de 9 millions d'âmes. On mettait tout en actions, les terrains, les châteaux, les fabriques, les brasseries, les hommes et les consciences. Qu'est-il résulté de tant d'entreprises avortées, de tant de piraterie et d'agiotage? Les habiles ont tiré leur épingle du jeu, les fripons se sont enrichis, les dupes ont perdu du même coup leurs illusions et leur argent. Tel propriétaire campagnard avait vendu son bien, réalisé sa fortune; arrivé à Berlin avec 200,000 thaler, il les a employés à acheter des actions de la Banque centrale; six mois après, il n'avait plus rien, et il était le débiteur de son banquier. Tel autre, après avoir vendu 250,000 thaler une maison qui n'en valait pas 100,000, apprenant quinze

(1) *Der Börsen-und Gründungs-Schwindel in Berlin,* von Otto Glagau, p. 23.

jours plus tard qu'une banque venait de la racheter pour 400,000, a été pris d'un si violent accès de désespoir qu'il s'est pendu. Ceux qui ne se sont pas pendus se sont servis du peu de cervelle qui leur restait pour faire des réflexions; ils ont conçu une salutaire aversion pour les banques; les réclames et les prospectus, ils ont rappris le chemin des caisses d'épargne. Au lendemain de ces orgies financières, beaucoup d'Allemands se sentent atteints du *Katzenjammer,* c'est-à-dire de cette migraine accompagnée d'écœurement par laquelle on expie un jour de débauche et de folie. Ils maudissent les pluies d'or et les 5 milliards, quoique à vrai dire aucun d'eux n'ait encore proposé de les rendre, et ils s'avisent que la vraie richesse repose sur le travail et l'économie, ils sont portés à enterrer leurs écus, ils professent le culte de la tirelire et du bas de laine.

« A l'étourderie entreprenante, écrivait naguère un économiste allemand, à la recherche d'une vie opulente et somptueuse fondée sur des gains fictifs, à l'esprit d'aventure et aux coups de bourse, ont succédé chez nous une timidité exagérée, un penchant à réduire outre mesure sa dépense, un pessimisme qui se défie de tous les placemens et se retire de toutes les entreprises, même des plus solides (1). » En pareil cas, les particuliers sont toujours disposés à rendre le gouvernement responsable de leurs folies et de leurs malheurs, quoique le gouvernement pût leur répondre, comme l'a fait un jour M. Delbrück : « Quand les gens veulent à toute force se défaire de leur argent, il n'y a pas de législation qui puisse les en empêcher. » Nombre d'Allemands sont convaincus que leurs hommes d'état ont aidé à la crise, qu'ils ont fait preuve d'imprévoyance et d'incapacité financières ; ils les accusent d'avoir commis de grandes fautes, ils leur reprochent surtout les placemens véreux faits pour le compte du fonds des invalides. Aussi ne verraient-ils pas sans inquiétude tous les chemins de fer concentrés dans les mains du gouvernement impérial. L'Allemagne est devenue défiante; à ceux qui lui promettent monts et merveilles en l'engageant à les laisser faire, elle répond que la prudence est la mère de la sûreté. Aujourd'hui le vainqueur se recueille comme le vaincu, et le recueillement d'esprit est une bonne chose : « Douze coups de discipline appliqués à propos, disait Sancho Pança, sont plus agréables à Dieu que mille coups de lance qui tombent sur des géans, des vampires ou d'autres monstres de cette espèce. »

M. de Bismarck compte toujours avec l'état des esprits. Il n'ignore pas que ses desseins excitent bien des alarmes et soulèveront de vives oppositions. Aussi n'a-t-il eu garde de démasquer du premier coup toutes ses batteries. Le 25 mars dernier, il a déposé sur le bureau des chambres prussiennes un projet de loi fort modeste, autorisant le gou-

(1) *Die wirthschaftliche Krisis,* von Wilhelm OEchelhaeuser. Berlin, 1876.

vernement prussien à entrer en négociation avec l'empire allemand pour lui vendre ses chemins de fer d'état et pour lui céder ses droits sur les lignes administrées et exploitées par des compagnies particulières. Si la loi est votée, le prince de Bismarck, président du ministère prussien, sera autorisé à négocier cette importante affaire avec le prince de Bismarck, chancelier de l'empire germanique. Ce n'est pas la première fois que la Prusse prend l'initiative des sacrifices et du désintéressement. Elle se dépouille au profit de l'empire, elle immole son particularisme sur les autels de la commune patrie, et, quoiqu'il n'en soit rien dit dans l'exposé des motifs, prêchant d'exemple, elle se croit en droit d'espérer que tout le monde s'exécutera comme elle. Les Saxons et les Allemands du sud n'ont pour son désintéressement qu'une médiocre admiration, ils estiment que son sacrifice est plus apparent que réel. Ils ont pu apprendre, par un rapport qui a été lu dans la seconde chambre saxonne, que le rendement des chemins de fer prussiens a diminué d'année en année, qu'ils ne donnent pas en moyenne le 4 pour 100, qu'au surplus le gouvernement s'est vu obligé de racheter à des compagnies privées plusieurs lignes en souffrance, qu'il a stipulé en faveur de quelques autres des garanties d'intérêt, qu'enfin il ne peut différer plus longtemps de construire dans les provinces de l'est des chemins coûteux, qui ne rapporteront rien. Il ne serait pas fâché, dit-on, de se débarrasser sur l'Allemagne d'obligations onéreuses pour ses finances; ce n'est pas un cadeau qu'il lui fait, c'est un paquet qu'il lui passe. Aussi bien, ajoute-t-on, que lui en coûte-t-il de céder à l'empire ses droits sur les chemins exploités par des compagnies concessionnaires? Il n'y a là qu'un changement de nom et d'étiquette. La Prusse est la puissance dirigeante de l'empire, et ce qu'elle donne à l'empire, elle est sûre de ne pas le perdre. Dans un temps de détresse du trésor, un roi de France avait envoyé généreusement toute son argenterie à la Monnaie pour y être fondue, et il se vantait de son sacrifice à un gentilhomme, en l'exhortant à suivre son exemple. — Ah! sire, lui répliqua le gentilhomme, quand Notre-Seigneur mourut le vendredi, il savait bien qu'il ressusciterait le dimanche.

Personne ne doute d'ailleurs que la mesure préliminaire proposée par M. de Bismarck n'eût un effet décisif. Si elle est adoptée, il est sûr d'arriver à ses fins; ce premier pas fait, le reste ne sera plus qu'une affaire de temps. Du jour où le chancelier de l'empire aura réussi dans sa négociation avec le président du ministère prussien, il aura facilement raison de toutes les résistances que pourront lui opposer les ministres saxons, bavarois ou wurtembergeois. On est convaincu à Dresde « qu'une fois en possession d'un grand réseau qui couvrirait le nord de l'Allemagne et qui, poussant à l'est comme à l'ouest ses ramifications vers le sud, envelopperait dans ses mailles la Saxe, la Thuringe et les états méridionaux, il ne tiendrait qu'à l'office impérial des chemins de

fer de diriger le trafic de manière à le donner ou à l'ôter aux états secondaires, selon que ces états favoriseraient ou contrarieraient ses vues, et que partant il pourrait exercer sur les gouvernemens fédérés une pression telle, qu'ils se verraient contraints à faire également cession de leurs chemins à l'empire. » On a remarqué depuis longtemps que certaine politique avait pour principe de n'ôter à personne son habit. Elle se contente de vous arracher vos boutons l'un après l'autre; quand votre habit ne peut plus vous servir, elle a l'obligeance de vous en soulager.

M. de Bismarck n'a jamais fait d'entreprise au dehors sans s'être assuré au préalable qu'il aurait des alliés ou des complices, et jamais il n'a soulevé une question politique ou économique sans avoir passé un contrat avec cette puissance que les uns appellent le diable et les autres l'esprit du siècle. En proposant le rachat des chemins de fer, il est certain de satisfaire de nombreux intérêts et de trouver dans l'industrie et dans le commerce de chaleureuses adhésions. Saint-Just prétendait que le bonheur est une idée neuve en Europe. Ce qui est hors de doute, c'est qu'en tout ce qui concerne ses aises et sa liberté d'action l'homme du XIXe siècle est infiniment plus difficile et plus exigeant qu'on ne l'était avant lui. On a eu raison de dire que, si les abus ont diminué, la sensibilité aux abus est devenue plus vive, ce qui fait compensation. C'est une admirable invention que les chemins de fer; il reste à les perfectionner, ils n'ont pas dit encore leur dernier mot, et on ne peut nier que sur plus d'un point ils ne donnent prise à la critique, ils ne fournissent matière à des plaintes et à des doléances fort légitimes. Le morcellement politique de l'Allemagne l'avait empêchée d'établir sur un plan d'ensemble un réseau savamment combiné. Chacun des états souverains n'avait consulté en cette matière que son avantage et ses goûts, ici construisant et exploitant pour son compte, ailleurs faisant construire par des compagnies et se réservant l'exploitation, ailleurs encore l'abandonnant aux compagnies concessionnaires. Les règlemens variaient à l'infini, c'était une véritable bigarrure. Chaque administration en prenait à son aise, faisait son pot à part, sans souci du voisin. Les intérêts communs étaient sacrifiés aux convenances particulières. Il fut un temps où de Cologne à Berlin le malheureux voyageur était obligé de changer cinq fois de wagon. A force de se plaindre et de protester, on a obtenu la réforme des abus les plus crians; en ce qui touche au trafic, on est encore loin de compte.

Les marchandises sont classées en nombreuses catégories, et cette classification diffère de lieu en lieu. De là une multitude de tarifs spéciaux; à cette confusion s'ajoute celle des tarifs différentiels. Impossible à l'expéditeur d'un colis de calculer ce qu'il lui en coûtera pour le faire parvenir à destination; souvent l'employé qu'il interroge n'en sait pas plus que lui et ne lui répond que par un à-peu-près. C'est le règne des cotes mal taillées, toujours odieuses au commerce, qui se résigne diffi-

cilement à être renvoyé d'Hérode à Pilate. Soixante-trois administrations souveraines, réparties entre les vingt-cinq états de l'empire, et treize cent cinquante tarifs différens, il y avait là de quoi lasser la patience allemande, dont la réputation a été un peu surfaite. Le commerce n'a pas cessé de réclamer. Il est vrai que la constitution de l'empire a conféré au gouvernement central un droit de surveillance et de contrôle sur les voies ferrées et sur les tarifs, mais jusqu'aujourd'hui ce contrôle est demeuré inefficace. Une loi du 27 juin 1873 a institué un office impérial des chemins de fer, cet office n'a pas rendu tous les services qu'on espérait. A deux reprises le *Reichstag* a mis le chancelier de l'empire en demeure de lui présenter une loi sur les chemins de fer, à l'effet d'en régler la construction et l'exploitation par des principes uniformes. On a tenté de s'entendre pour faire cette loi, on n'y est point parvenu. Le bruit court que cet insuccès répété n'a pas chagriné M. de Bismarck, qui aujourd'hui peut dire à l'Allemagne : — Nous avons essayé des petits moyens et nous n'avons pas réussi, essayez de mon grand moyen; certains maux ne peuvent être guéris que par des remèdes héroïques.

Les partisans du remède héroïque préconisé par le chancelier de l'empire traitent durement les timides qui refusent d'en tâter. — Cerveaux étroits, leur disent-ils, quand donc renoncerez-vous à vos préjugés et à vos objections? Dieu soit loué, l'empire est fait, et nous ne sommes plus au temps de la diète de Francfort! Il convient à l'Allemagne de renouveler les habitudes de son esprit, et c'est le devoir d'un grand peuple d'aimer les grandes idées et de donner les grands exemples. Il nous sera glorieux de faire aux yeux de l'Europe attentive une expérience dont au demeurant le succès est assuré. Vous savez ce que vaut l'administration prussienne; n'est-il pas à souhaiter qu'elle propage partout ses principes, ses règlemens et ses procédés, dont l'excellence vous est connue? Quand le gouvernement impérial se sera substitué aux états et aux compagnies d'actionnaires, quand il tiendra dans sa main tout le réseau allemand, il introduira les innovations heureuses qu'il a déjà pratiquées dans l'Alsace-Lorraine. Les marchandises ne paieront plus qu'en raison de leur poids et de la distance à parcourir, tant par mille, tant par quintal. Non-seulement l'empire établira partout des tarifs rationnels et uniformes, les économies qu'il obtiendra dans l'exploitation lui permettront de les abaisser sensiblement. Il administrera les voies ferrées comme il administre déjà les postes et les télégraphes, en subordonnant l'intérêt fiscal à l'intérêt des particuliers, en ne demandant au public que le prix de sa peine et du service qu'il lui rend. Ainsi l'Allemagne deviendra le pays des chemins de fer à bon marché, l'*Eisenbahnparadies,* le paradis des rails, pour le plus grand avantage de son commerce et avec la certitude d'attirer bientôt à elle tout le transit européen.

A cela, les adversaires du rachat répondent : — Vous êtes bien sûrs

de votre fait, nous le sommes moins que vous. Nous ne contestons point les mérites de la bureaucratie prussienne, nous doutons seulement qu'elle fasse aussi bon marché que vous le dites des intérêts du trésor, et son esprit fiscal nous est connu. La Prusse exploite fort bien ses chemins d'état; exploitera-t-elle aussi bien ceux de toute l'Allemagne? Les difficultés d'une bonne administration croissent en raison géométrique avec l'étendue du réseau. Au surplus, nous ne voyons pas que ses chemins d'état soient plus économiques que les autres; telle compagnie privée se tire d'affaire à meilleur compte. L'empire simplifiera les tarifs, il lui sera fort difficile de les abaisser. Que s'il veut réaliser à tout prix l'idéal des chemins de fer à bon marché, il ne pourra couvrir les déficits de sa caisse qu'en se procurant d'autres ressources, en établissant de nouveaux impôts, en augmentant les contributions matriculaires que lui paient les états. L'expérience à laquelle vous nous conviez profitera peut-être aux commerçans, nous craignons que les contribuables n'en fassent les frais. Ce serait miracle qu'il en fût autrement, et nous ne croyons plus aux miracles, nous avons perdu la foi du centenier (1).

En proposant le rachat, M. de Bismarck pouvait compter sur la chaude adhésion du parti militaire, pour qui les voies ferrées ne sont que l'outillage de la guerre et qui estime que l'outil sera parfait quand l'autorité impériale l'aura façonné à sa mode. Les hommes de guerre allemands ont beaucoup médité sur le rôle considérable qu'ont joué les railways dans les événemens de 1870. — C'est grâce aux chemins de fer, disent-ils, que le maréchal de Mac-Mahon a pu sauver les débris de son armée battue à Wœrth; c'est encore grâce aux chemins de fer qu'à la dernière heure le corps du maréchal Canrobert a pu prendre part aux combats décisifs qui se sont livrés devant Metz, et d'autre part la destruction de la ligne de Frouard à Metz a obligé ce corps à laisser en arrière une partie de son effectif et la plus grande partie de son artillerie, circonstance qui a peut-être décidé de l'issue de la bataille du 18 août. Les chemins de fer ont permis aux Français d'approvisionner leur capitale et de prolonger leur résistance pendant plus de quatre mois, et c'est des chemins de fer que les grandes armées assiégeantes, condamnées à une longue immobilité, ont tiré leur subsistance. Le rétablissement de la ligne d'Amiens à Rouen a mis l'armée allemande qui cernait Paris au nord en état de se maintenir contre des forces supérieures, et c'est le chemin de fer de Metz à Paris qui a amené les troupes dont la résistance a fait échouer l'essai de sortie du général Ducrot. Enfin c'est le mauvais fonctionnement des voies ferrées de l'est

(1) Les objections qui peuvent être faites au rachat des chemins de fer ont été résumées par M. von Unruh dans une suite d'excellens articles publiés par la *Gegenwart*, revue hebdomadaire de Berlin, du 29 janvier au 26 février 1876. M. von Unruh est un national-libéral, membre du *Reichstag* et du *Landtag*, ingénieur et économiste distingué.

qui a fait misérablement avorter la campagne si bien commencée du général Bourbaki (1).

Les généraux prussiens sont obligés de convenir qu'en 1870, lors de la mobilisation de l'armée, les lignes allemandes ont fait merveilles; ils reconnaissent que les diverses administrations dont elles dépendent ont presque été sans reproche. En vertu d'une loi votée depuis, ces lignes seront, en cas de guerre, administrées militairement. Un article de la constitution stipule en outre que tous les chemins de fer dont l'établissement sera jugé nécessaire dans l'intérêt de la défense de l'Allemagne, pourront être construits pour le compte de l'empire, quoi qu'en puissent penser les états fédérés dont on empruntera le territoire. Ces décisions et ces précautions ne suffisent pas au parti militaire. Il a dû lire avec plaisir dans l'exposé de motifs qui accompagne le nouveau projet de loi « que l'heureuse issue de la dernière guerre a démontré l'importance considérable d'un réseau adapté à des fins stratégiques, et que c'est le devoir de l'empire de tirer tout le parti possible de ce réseau pour la défense du territoire. » Les généraux prussiens, qui prévoient tout, ont prévu le cas où l'Allemagne serait attaquée de deux côtés à la fois et aurait à faire front à deux ennemis; il n'y aurait de salut pour elle que dans ses railways, et il y va de la sûreté de l'empire que, dès ce jour, tous les chefs de gare soient des fonctionnaires impériaux, façonnés aux leçons de cette discipline sévère, de ce savant dressage dont on tient école à Berlin.

Le rachat n'intéresse pas seulement les commerçans et les militaires; il aura des conséquences politiques d'une incontestable gravité, dont s'alarment tous ceux qui désirent conserver aux gouvernemens secondaires le peu d'autonomie qui leur reste. « La Saxe, disait-on récemment dans la seconde chambre saxonne, est en possession d'un réseau de chemins de fer dont la formation a puissamment contribué au développement économique du pays. Elle y trouve non-seulement une source de revenus qui suffit pour payer les intérêts du capital engagé et pour l'amortir par degrés, mais un excédant qu'elle applique à d'autres besoins de l'état et à l'amélioration de plusieurs services, entre autres de celui des forêts, ce qui lui permet de ne pas augmenter ses impôts. Elle attache un grand prix à la conservation de cette propriété acquise par beaucoup de soins et de peines, d'autant plus qu'elle la sait en bonnes mains. Elle a souscrit pour la plus grande partie les emprunts nécessaires à la construction de ses voies ferrées, et par l'entremise de la représentation nationale elle peut contrôler la gestion de son gouvernement. Elle perdrait à jamais cet avantage, si les chemins saxons étaient absorbés dans le grand réseau de l'empire, dont l'administration

(1) *Militair-Wochenblatt vom 4 dezember 1875 : Die militairische Seite der Eisenbahnfrage.*

échapperait entièrement à son contrôle. » Les partisans du *statu quo* ne peuvent songer sans effroi à l'armée d'employés que le rachat mettrait à la disposition de l'empire, au nombre de places dont il deviendrait le suprême dispensateur, à tous les moyens d'influence et d'action qu'il acquerrait. Comme on l'a remarqué, le nombre et la vitesse des trains, la durée des arrêts, les heures de départ ou d'arrivée, deviendraient matière de gouvernement. Le patriotisme local n'est pas mort en Allemagne; les Saxons comme les Bavarois ont gardé quelque tendresse pour leur petite patrie, et il leur en coûterait de la sacrifier à la grande. L'empire unitaire leur fait peur; mais on n'échappe pas à sa destinée. Pour s'y dérober, les gouvernemens des états moyens ont l'intention, paraît-il, d'opposer au projet prussien un contre-projet aux termes duquel ils se feraient autoriser par leurs chambres, conformément à l'exemple que vient de leur donner le grand-duché de Hesse, à racheter dans leur territoire respectif tous les chemins de fer particuliers. On créerait ensuite quatre ou cinq administrations centrales, qui auraient à se concerter ensemble pour corriger les abus dont on se plaint, pour établir l'uniformité des règlemens et des tarifs. Selon toute apparence, cette proposition ne trouvera pas grâce devant les volontés impérieuses du chancelier de l'empire; il ne s'accommode pas de moyens termes. Le ciel a ouvert ses écluses, les eaux montent; il est à craindre que Noé ne s'y soit pris trop tard pour construire son arche.

L'accaparement des chemins de fer par l'empire n'est pas seulement redouté pour les conséquences politiques que cette grande mesure ne peut manquer d'avoir; ne peut-il pas se faire qu'elle ait aussi des conséquences sociales? Beaucoup d'économistes appréhendent les fâcheux résultats d'une centralisation poussée à l'excès; ils estiment que le gouvernement, en tout ce qui n'est pas de son ressort, ne saurait se substituer sans danger à l'initiative et à l'industrie privées. Quand il étend trop ses attributions et sa compétence, quand il se mêle de ce qui ne le regarde pas, il court le risque d'être rendu responsable de tout le mal qui arrive dans le monde et des inconvéniens attachés à l'irrémédiable infirmité des sociétés humaines. Toutes les souffrances s'en prennent à lui, et quand le moulin chôme, le meunier s'écrie : C'est la faute de ceux qui nous gouvernent.

On s'inquiète en Allemagne des progrès du socialisme. Ils doivent être imputés dans une certaine mesure aux criminelles folies de la spéculation pendant les deux années de la *Gründerperiode*. L'ouvrier allemand a subi l'universelle contagion; comme tout le monde, il a eu la fièvre, il a fait des songes délicieux et décevans, il a été en proie aux chimères. Il voyait des fortunes de hasard croître en une nuit comme des champignons et des gens de rien devenir millionnaires; il a rêvé d'avoir sa part au banquet. Dans ce temps d'appétits effrénés et d'extravagantes entreprises, on avait besoin de lui, on se disputait son travail,

il pouvait faire ses conditions, louer ses bras et ses peines aussi cher qu'il lui plaisait; la main-d'œuvre et les salaires ont haussé dans des proportions exorbitantes. Qu'a duré cet âge d'or? l'espace d'un matin. « L'ouvrier, écrivait récemment un économiste, s'est promené, lui aussi, parmi les palmiers, et on ne se repose pas impunément à leur ombre... Chaque verre de vin de Champagne qu'il a bu dans ces jours néfastes a coulé dans ses veines comme un dangereux poison. » Il a vu les chimères s'évanouir; il s'est réveillé la tête lourde et les mains vides, son ivresse a fait place au dégoût du travail et à la haine de son sort. Brouillé avec sa conscience, il se retrouvait en face de la vie telle qu'elle est, et ce visage est odieux à qui vient de rêver. — Que les gouvernemens y prennent garde, disent les sages, qu'ils soient économes de leurs promesses, qu'ils mesurent leurs paroles, l'ouvrier mécontent et dégrisé les écoute. Si le gouvernement de l'empire se pose en protecteur naturel de certains intérêts, quelle raison pourrait-il donner pour en négliger d'autres et pour fermer l'oreille aux requêtes de quiconque a quelque chose à lui demander? S'il prétend tout régler, s'il se vante d'être la providence visible de son peuple, peut-il refuser leur pâture aux petits des oiseaux? S'il croit de son devoir de réformer et d'abaisser les tarifs des chemins de fer, pourquoi ne fixerait-il pas le prix de la viande et du pain? S'il se fait industriel, s'il se fait voiturier par terre et par eau, pourquoi ne se ferait-il pas boulanger et boucher? Les déshérités de ce monde le mettront en demeure de faire pleuvoir sur eux la rosée du ciel et la graisse de la terre, et quand viendront les années maigres, l'Égypte éclatera en reproches contre Pharaon et criera après lui pour avoir de la farine. M. de Bismarck prononçait naguère ce mot juste et profond : « Il n'y a de société bien organisée que quand chacun se charge de balayer devant sa porte. » Pourquoi veut-il aujourd'hui que le gouvernement se charge de balayer pour tout le monde? M. de Bismarck est un économiste d'occasion et de circonstance; il subordonne tout à ses vues politiques. Apparemment ils ne se trompent pas ceux qui le soupçonnent de ne désirer le rachat des voies ferrées que pour préparer les chemins à l'empire unitaire.

Quel accueil fera le parlement à son projet? Quel sera le résultat final de la discussion qui vient de s'ouvrir? Si les chambres autorisent le gouvernement prussien à vendre ses chemins de fer d'état à l'empire, le conseil fédéral acceptera-t-il ce dangereux marché? On se dispute depuis longtemps à ce sujet; on calcule les chances, on suppute le nombre des adhérens et des opposans. En ce qui concerne la décision de la chambre des députés, tout dépend de ce que fera le parti national-libéral. On assure qu'il est très divisé sur la question, et « que les députés mêmes qui votent d'habitude tout ce que le chancelier impérial, président du ministère prussien, leur demande, en sont à craindre les conséquences financières de ce dualisme greffé sur une seule tête. » Les

paris sont ouverts. Les uns prétendent que les nationaux-libéraux ne résisteront que pour la forme, qu'ils se rendront sans attendre les trois sommations. Leur situation est difficile et un peu compromise. Le parlement n'a plus que quelques mois à vivre, l'ère électorale s'ouvrira avant peu. Les conservateurs prussiens, longtemps divisés, cherchent à reformer leur phalange; ils se coalisent contre l'ennemi commun, qu'ils travaillent à discréditer dans le pays, — ils l'attaquent à la fois par la sape et par le fer. Si M. de Bismarck retirait aux nationaux-libéraux sa faveur et son appui, s'il les abandonnait à eux-mêmes ou qu'il prît à leur égard une attitude hostile, assurément beaucoup d'entre eux succomberaient dans les élections prochaines, et le parti pourrait essuyer un désastre dont il aurait peine à se relever. Il est en froid avec le tout-puissant chancelier; il a eu des velléités de résistance, il a combattu et repoussé l'impôt sur la bière, il s'est permis d'amender les articles additionnels au code pénal. S'il refusait de voter le rachat des chemins de fer, on se brouillerait sérieusement; il ne s'agirait plus d'un dépit amoureux, ce serait une séparation de corps, et qui sait? peut-être un divorce.

De bons juges soutiennent cependant que les nationaux-libéraux n'accorderont pas facilement le rachat, qu'ils feront leurs conditions. On affirme qu'ils diront au chancelier de l'empire : « Vous nous en demandez beaucoup; donnant, donnant. Le gouvernement impérial acquerra par le rachat des chemins de fer, si nous le votons, un accroissement très considérable de ressources et de puissance. Il est naturel que nous exigions des garanties. Vous êtes jusqu'aujourd'hui, en votre qualité de chancelier, le seul ministre responsable de l'empire. Qui répond de tout ne répond de rien, et votre responsabilité est illusoire. Consentez à la partager avec d'autres ministres qui tiendront en bride votre omnipotence; concédez-nous au moins la création d'un ministère impérial et responsable du commerce. » Si les nationaux-libéraux élèvent cette prétention, un incident naîtra dans l'incident. On paraît croire à Berlin que M. de Bismarck ne l'emportera que s'il fait à M. Lasker et à ses amis la concession qu'ils réclament de lui. La fera-t-il? Jadis il s'y est nettement refusé. Il disait en 1869 : « Quiconque a été dans un ministère ou s'est trouvé à la tête d'un conseil de ministres, et a dû prendre des résolutions sous sa propre responsabilité, ne craint point cette responsabilité; mais il redoute la tâche de persuader à sept personnes qu'il a raison de vouloir ce qu'il veut. C'est un bien autre labeur que celui de gouverner un royaume. » Il disait aussi : « Voulez-vous un chancelier qui consente à accepter des collègues? Cherchez ailleurs. Je me fonde sur mon droit constitutionnel; j'ai accepté l'office tel qu'il est défini dans la constitution. Le jour où j'aurai un collègue, ce collègue sera mon successeur. »

M. de Bismarck a-t-il changé d'avis? A-t-il pris goût à l'art de persuader? Il est permis d'en douter; du haut de sa prodigieuse fortune, il doit voir les hommes comme des cirons. L'empereur Guillaume vient de fêter son quatre-vingtième anniversaire; M. de Bismarck n'a pas paru à la cour. Il s'est contenté de donner son banquet d'usage aux ambassadeurs et aux chefs de légation, qui sont bien rarement admis à l'honneur de le contempler face à face. Pendant tout le repas, il a parlé agriculture et il en a parlé à merveille. S'il lui en coûte peu de causer d'engrais et de reboisemens avec des diplomates, il lui en coûte davantage d'expliquer ses combinaisons politiques à ceux qu'il appelle ses collaborateurs; son omnipotence dirait volontiers, comme Agrippine :

..... Derrière un voile, invisible et présente,
J'étais de ce grand corps l'âme toute-puissante.

Cependant on peut inférer du remarquable discours qu'il prononça le 22 novembre 1875 que les nationaux-libéraux, s'ils sont très pressans et très habiles, ont peut-être quelque chance de gagner leur procès, qu'à tout le moins M. de Bismarck se prêterait à un accommodement. « Dans le système des ministères solidaires, disait-il, il y a quatre mois, au *Reichstag,* un président du conseil n'a rien à ordonner; il ne peut que prier, adjurer, pérorer jusqu'à extinction de chaleur naturelle, et je ne me résignerais jamais à ce rôle ingrat. En revanche, j'accepte volontiers la responsabilité d'un chancelier de l'empire, sans admettre que cette responsabilité s'étende aux menus détails. » Il ajouta : « Les détails seront l'affaire des ministres de l'empire, si jamais nous en avons. Nous avons déjà de véritables ministères impériaux, l'office des affaires étrangères, la marine, l'office des chemins de fer. Cela peut se développer. » En parlant ainsi, M. de Bismarck entr'ouvrait la porte; consentira-t-il à l'ouvrir tout à fait? Nous verrions sans chagrin les nationaux-libéraux voter le rachat des chemins de fer; cette grande expérience, quel qu'en soit le résultat, sera intéressante et instructive pour tout le monde. Notre satisfaction serait complète, s'ils réussissaient à doter l'empire allemand d'un ministère responsable. Nos voisins ont introduit depuis longtemps dans leurs codes civils la recherche de la paternité; il faut souhaiter qu'ils l'introduisent définitivement dans la politique, où elle offre beaucoup moins d'inconvéniens et beaucoup plus d'avantages. Ils ont vu dans l'établissement de la république en France un gage de paix; de leur côté, ils donneraient une précieuse garantie à la sécurité de l'Europe, s'ils parvenaient à établir chez eux le véritable régime parlementaire.

G. Valbert.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 mars 1876.

Peu à peu, par degrés, cette grande machine de l'organisation constitutionnelle de la France prend son équilibre et commence à s'ébranler. Elle n'en est pas encore sans doute à fonctionner avec la simple et forte régularité des pouvoirs dès longtemps établis : ce n'est peut-être pas même sans quelque embarras et sans un certain effort qu'elle se met en mouvement; mais enfin, si la machine n'est pas encore bien lancée, elle est à peu près en marche.

Le sénat s'est constitué et il n'a pas eu de peine à trouver le meilleur président : il a choisi M. le duc d'Audiffret-Pasquier, qui a dû à une élection exceptionnelle d'être le premier sénateur inamovible de la nouvelle république française. La chambre des députés, elle aussi, avait en se constituant son candidat naturel, M. Jules Grévy, qu'un vote à peu près unanime a fait président. M. le maréchal de Mac-Mahon, de son côté, est allé reprendre sa résidence à Versailles, et les trois présidens ont échangé les visites d'étiquette, ils ont fait officiellement connaissance : c'est la première entrevue des pouvoirs constitués. Le ministère, à son tour, a inauguré sa carrière en allant porter aux deux chambres les déclarations qui résument sa politique, la politique de la situation nouvelle, et M. le ministre de l'intérieur, une fois nommé sénateur, a pu se mettre à son travail d'épuration ou de révision administrative par l'élimination ou le déplacement d'un certain nombre de préfets. Les partis eux-mêmes enfin, après un moment de confusion, ont commencé à se reconnaître et à se grouper. Le centre gauche s'est constitué, la gauche s'est constituée; l'extrême gauche, qui s'appelle aussi l'union républicaine, a seule décidé jusqu'ici qu'elle ne se constituerait pas, qu'elle ne formerait pas un groupe distinct. M. Gambetta rêve toujours les « réunions plénières, » la fusion de toutes les fractions de la majorité dans un grand amalgame dont il doit prendre le commandement, et il ne s'aperçoit pas que sa diplomatie commence à s'user, que, si tous ces députés nouveaux qui arrivent à la vie parlementaire sont

encore incertains et inexpérimentés, la plupart répugnent par instinct à des campagnes aventureuses dont on ne leur dit pas le secret. A tout cela que manque-t-il donc? Il manque à ces chambres et à la majorité qu'elles représentent, au gouvernement appelé à tout concilier, à ces partis qui cherchent leur voie, d'entrer plus résolûment et plus pratiquement dans leur rôle. Ils ont besoin de presser un peu la marche, de franchir les préliminaires embarrassés d'une époque nouvelle, d'en finir avec toutes ces vérifications de pouvoirs où l'on se perd, avec les propositions inutiles et les motions agitatrices, avec ce qui ne sert à rien comme avec ce qui pourrait tout compromettre.

C'est là aujourd'hui la situation. En vérité, on perd du temps à Versailles, on s'abandonne un peu trop à ce sentiment de complaisance que les majorités ont souvent pour elles-mêmes, et au lieu de se hâter de mettre en pleine activité un régime qui est à peine en marche, on le ralentit par toute sorte de diversions inutiles ou dangereuses.

La diversion inutile, même quelquefois assez puérile, c'est cette vérification de pouvoirs qui devrait être déjà expédiée et que la chambre des députés prolonge indéfiniment, au risque de se fatiguer elle-même en fatiguant pour sûr le public. Le sénat a procédé plus lestement; il ne s'est pas trop arrêté à des incidens plus ou moins étranges, à des détails plus ou moins vifs qui disparaissent dans le tourbillon de la lutte électorale. Depuis trois semaines, la chambre des députés, quant à elle, se livre, avec un mélange de rigorisme consciencieux et de partialité presque naïve, à une perquisition acharnée et minutieuse sur les derniers scrutins. Elle a fait son lot d'élections contestées et réservées; maintenant elle invalide ou ordonne des enquêtes, et si ce système est suivi jusqu'au bout, il y aura un peu partout, du nord au midi, des élections cassées ou ajournées jusqu'à plus ample information parlementaire. La majorité républicaine de la chambre des députés croit sans doute exercer un droit et obéir à un sentiment de justice supérieure; elle ne voit pas que, si les invalidations et les enquêtes sont une garantie extrême pour les assemblées, elles ne doivent pas devenir une arme de parti et paraître servir à frapper des adversaires. La majorité ne s'aperçoit pas en outre que, par la manière dont elle procède aujourd'hui, elle glisse à chaque instant dans l'arbitraire le plus complet. Pourquoi en effet annuler certaines élections plutôt que d'autres qui se sont accomplies dans des conditions identiques? Pourquoi y a-t-il une enquête dans un arrondissement et non dans d'autres arrondissemens où les mêmes faits se sont produits? Qu'on se montre rigoureux là où l'on trouve des falsifications évidentes du scrutin, des atteintes constatées à la liberté électorale, des violences, des actes de corruption et de vénalité, rien de mieux. En dehors de cela, est-ce qu'il suffit, pour faire le procès d'une élection, de ramasser tous les commérages qui ont couru dans une circonscription, tous les faux bruits, les vivacités ou les ini-

quités de polémique, les certificats qui ne manquent jamais et les plaintes d'un candidat vaincu ? Est-ce qu'il suffit même de montrer que des maires, des préfets et des sous-préfets ont témoigné une préférence ou une opinion, pour crier aussitôt à la candidature officielle et pour casser une élection? Franchement, c'est la première fois qu'une assemblée procède avec cette désinvolture, avec ce parti-pris d'invalidation. Les enquêtes, en paraissant moins violentes, ne valent guère mieux. Elles risquent d'être inefficaces ou d'engager la chambre dans une voie vraiment assez périlleuse; elles n'aboutiront à rien ou elles peuvent dépasser le but.

Une enquête sur des faits exceptionnels et précis constituant une altération grave du suffrage universel, — bien; une enquête sur des opinions, sur des influences, sur des accusations réciproques de candidats opposés, sur les rapports d'un préfet avec les maires, d'un évêque avec ses prêtres, — à quoi cela conduira-t-il? Veut-on constater que M. le comte de Mun a été à Pontivy le candidat clérical par excellence, le chevalier du *Syllabus*, le protégé de M. l'évêque de Vannes, à l'exclusion de son concurrent, un ecclésiastique bonapartiste? L'élu de Pontivy l'avoue lui-même sans subterfuge, avec une candeur audacieuse d'apôtre égaré dans un parlement, et on ne découvrira rien de plus extrême que ce qu'il dit tout haut. Si on est réduit à confirmer son élection, après des interrogatoires et des rapports dénués de sanction, on sera bien avancé; si on l'invalide, on n'empêchera pas l'arrondissement de Pontivy de le réélire. Est-ce l'influence, l'intervention du clergé qu'on se propose de poursuivre et d'atteindre à Pontivy, comme on veut atteindre le bonapartisme ailleurs? Il faut savoir ce qu'on fait avant d'aller plus loin. Le cléricalisme est un danger, le bonapartisme est un autre danger; mais ce n'est pas avec des invalidations et des enquêtes qu'on peut les combattre efficacement aujourd'hui. On ne les contiendra que par une bonne politique, libérale dans sa direction en même temps que rassurante pour tous les intérêts conservateurs, offrant au pays la garantie d'un régime régulier et fait pour durer. Tout le reste ressemble à une vaine représaille de parti, à un abus de la victoire, à un procès de tendance.

Les républicains ne réfléchissent pas qu'ils forgent des armes qui pourraient bien, un jour ou l'autre, être tournées contre eux, et ce qu'il y a de curieux, ce qui est la partie assez plaisante de ces premiers débats parlementaires, c'est cette sorte d'ingénuité inconsciente avec laquelle la présente majorité s'attribue, à l'égard des élections, un droit de haute et basse justice, — qu'elle n'applique naturellement qu'à ses adversaires. Bien entendu en effet, les élections républicaines n'ont rien à voir avec les enquêtes ; elles sont pures de toute intrigue, de tout abus d'influence! Les républicains ne savent pas ce que c'est que tromper et capter le suffrage universel! Ils ne travestissent jamais les opinions de leurs adver-

saires! La «gauche millionnaire,» puisqu'il y a une gauche millionnaire, selon un éminent républicain, cette gauche ne sait pas se servir de l'argent dans les élections! Eh bien! soit, c'est convenu, les républicains sont la vertu, l'innocence même dans les élections comme dans le reste. Tout ce qu'on peut leur demander, c'est de ne pas se montrer des vertueux trop farouches, s'ils ne veulent pas être l'amusement de la galerie, et d'en finir au plus vite avec une vérification de pouvoirs où ils dépensent en rapports et en débats souvent puérils un temps qui pourrait être mieux employé.

La diversion dangereuse du moment, c'est cette question de l'amnistie qui a fait définitivement son entrée dans l'enceinte parlementaire sous la protection de M. Victor Hugo au sénat, de M. Raspail à la chambre des députés, et à laquelle M. le garde des sceaux, M. le ministre de l'intérieur, ont résolûment répondu par une demande d'urgence. Chose curieuse! depuis que la question a fait officiellement son apparition et que l'urgence a été réclamée par le gouvernement, voilà tous les promoteurs de l'amnistie qui sont en campagne, qui épuisent toutes les subtilités de la tactique pour atermoyer, pour éluder l'urgence. Ils ont fait ce qu'ils ont pu pour ajourner d'abord la nomination des commissions parlementaires; aujourd'hui ces commissions sont nommées au sénat comme à l'autre chambre, et ils éludent encore. Ils sont affamés de documens; ils ont besoin de lire les rapports de la dernière assemblée sur l'insurrection du 18 mars, le rapport de M. le général Appert sur les opérations de la justice militaire, le rapport de M. Martel sur les travaux de la commission des grâces. Ils éprouvent le besoin de consulter, d'interroger, d'être éclairés, ils font appel à la circonspection, à la réflexion. Ils n'étaient donc pas éclairés, ils ne savaient ce qu'ils faisaient lorsqu'ils prenaient l'initiative des propositions d'amnistie! Ou bien ils ont une autre raison : ils espèrent, en gagnant du temps, faire passer par quelque subterfuge, par un vote arraché à la lassitude ou à l'inexpérience d'une assemblée, une mesure dont ils se sont fait une arme dans les élections et dont ils sont embarrassés aujourd'hui. Les radicaux, qui ont mis sur leur drapeau le mot d'amnistie, jouent là en vérité un singulier rôle; ils ne s'aperçoivent pas qu'ils jouent avec une situation douloureuse dans un vulgaire intérêt de parti, et qu'ils rabaissent jusqu'à l'intrigue parlementaire la dignité même de l'acte qu'ils proposent.

Lorsqu'une amnistie comme celle qu'on met en avant devient possible, est-ce qu'il y a tant de documens à compulser, tant de chiffres à supputer? La vérité est qu'aujourd'hui c'est là une question qui ne peut plus être ni éludée ni ajournée, et qui ne peut avoir qu'une solution. Si la commune avait été une insurrection comme bien d'autres insurrections qui ont malheureusement plus d'une fois ensanglanté Paris et la France, si elle avait été simplement une sédition politique ou même

sociale comme la sédition de juin 1848, on pourrait voir encore; mais la commune de 1871 a eu cela d'exceptionnellement criminel, qu'elle a été un acte de trahison nationale, un déchirement de la patrie commune devant l'ennemi, et lorsqu'en se donnant l'air de plaider la cause de la population parisienne on invoque les circonstances atténuantes, les ressentimens du siége, les surexcitations mentales causées par les souffrances, c'est un vain subterfuge : il ne s'agit pas de la population parisienne qui a été la première victime, il s'agit, on le sait bien, de ceux qui ont abusé de Paris en fondant leur domination criminelle sur un égarement momentané, qui ont assassiné, incendié, qui ont exposé la France à rester spectatrice désarmée de l'entrée des Prussiens dans Paris, si les Prussiens l'avaient voulu. Ce sont là les vrais coupables, ceux que la justice a frappés et qu'aucune amnistie ne peut relever de la condamnation qui les a justement frappés.

Que parle-t-on de la nécessité ou de la convenance d'un acte d'oubli qui aurait la portée d'effacer ces faits encore si récens? On n'effacera pas du même coup les traces et les conséquences d'un tel attentat, on ne pourra pas effacer de sitôt tout ce qui est écrit sur les ruines accumulées dans Paris, et, dans la situation faite à la France, ce serait comprendre étrangement le patriotisme, le devoir national, de montrer qu'on peut mettre le pays en péril, donner des armes à l'étranger, provoquer une aggravation d'invasion, et en être quitte pour quelques années d'expiation. Il n'y aurait plus qu'à « effacer le fait! » Et quel moment choisit-on pour réclamer cet acte d'oubli? On vient de le voir, c'est le moment où ces coupables qu'on veut amnistier viennent de célébrer à Berne, à Lausanne, à Londres, l'anniversaire de l'insurrection du 18 mars. Ils n'oublient rien, quant à eux, ils prennent soin de se remettre dans la mémoire de la France en revendiquant la responsabilité de leurs exploits, en regrettant de n'avoir pas mieux fait, et en proférant des menaces nouvelles. Voilà les collaborateurs que M. Victor Hugo, M. Raspail et leurs amis sont assurés de trouver dans cette œuvre d'apaisement dont l'amnistie serait, à ce qu'ils prétendent, le symbole!

Ce n'est point sans doute pour le moment une amnistie de ce genre qui a des chances. La plus grande partie de la gauche ne l'accepterait pas ainsi comprise; les commissions du sénat et de la chambre des députés la repoussent, le gouvernement s'est prononcé sans hésitation contre un acte semblable. Que reste-t-il donc de l'avis de tous ceux qui, sans vouloir effacer des faits comme ceux de 1871, n'excluent point assurément de la politique l'humanité et la clémence? Il reste ce qui est écrit dans la constitution, le droit de grâce qui appartient à M. le président de la république et qui peut s'exercer selon les circonstances à l'égard des moins coupables ou des moins responsables. Jusqu'à quel point pourrait-on associer non pas à l'exercice de ce droit, mais à la préparation des grâces, une commission nouvelle prise dans le parlement?

Ce n'est plus qu'une affaire de détail. Il resterait toujours à examiner si ce ne serait pas compliquer gratuitement, inutilement, une situation où tous les esprits sensés semblent avoir la même opinion, et s'il n'y aurait pas pour les chambres plus de dignité à rester dans leur sphère en laissant le pouvoir exécutif accomplir librement une œuvre qui, à vrai dire, n'a jamais été interrompue; mais ce qu'il y a d'essentiel avant tout, c'est d'en finir avec tous ces subterfuges de tactique et ces atermoiemens, dont l'unique effet est de laisser subsister une question ingrate qui pèse sur le pays, qui embarrasse les partis eux-mêmes et qui semble arrêter les chambres au seuil de leurs véritables travaux.

Est-ce donc que les questions sérieuses, intéressantes et pratiques manquent aujourd'hui? Est-il nécessaire, sans parler de l'amnistie, de multiplier ces propositions qui ressemblent à une efflorescence de l'initiative individuelle? Les affaires sérieuses ne manquent certes pas. M. le ministre de la guerre vient de soumettre aux chambres deux lois qui font partie de notre réorganisation militaire, qui touchent à l'administration de l'armée et au service d'état-major. C'est un travail un peu plus important pour le pays que toutes ces motions radicales qui se succèdent. M. le ministre des finances, de son côté, a récemment porté au parlement le prochain budget, et M. Léon Say a la bonne fortune d'offrir aux nouveaux représentans de la France une œuvre aussi simple que rassurante, un budget équilibré. 2 milliards 672 millions de recettes, — 2 milliards 667 millions de dépenses! Ajoutez à ceci le contingent départemental et communal, ce sera un ensemble de 3 milliards 56 millions! L'équilibre est atteint sans taxes nouvelles, et il repose sur des données assez certaines pour qu'il n'y ait point de mécompte à craindre, à la condition toutefois qu'on ne cédera pas à la fantaisie de supprimer des impôts ou d'agiter le pays. Voilà ce que M. le ministre des finances offre aux chambres! M. le ministre de l'instruction publique arrive à son tour avec ses propositions : il vient de présenter une réforme des articles de la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur qui ont trait à la collation des grades. La loi subsiste tout entière, le droit seul de conférer les grades est rendu à l'état : ce droit, le dernier ministre de l'instruction publique l'avait abandonné au profit d'un jury mixte, M. Waddington le revendique justement tout entier pour l'état. Voilà des propositions assez sérieuses pour effacer toutes les motions individuelles dangereuses, inopportunes ou futiles, et, à vrai dire, c'est au gouvernement de ne pas se laisser devancer, de mettre un peu d'ordre dans la confusion parlementaire. Il a exposé sa politique, c'est à lui maintenant d'en diriger l'application et de faire sa majorité, s'il ne veut pas que cette majorité lui soit disputée par d'autres influences et lui échappe. Il a joué un peu jusqu'ici un rôle d'observation, le moment de l'action est venu pour lui : la France, comme la majorité des chambres, ne demande pas mieux que de se sentir rassurée, gouvernée et conduite.

L'Italie est aujourd'hui tout entière à une crise qui est peut-être plus qu'une crise ministérielle, quoiqu'elle se borne pour le moment à la chute d'un cabinet abandonné par la majorité et à l'avénement d'un cabinet nouveau. Le ministère Minghetti, qui était depuis trois ans au pouvoir, vient de tomber, et il est remplacé par un ministère de la gauche. Lorsque le parlement s'est réuni à Rome, il y a quelques jours, lorsque le roi Victor-Emmanuel a ouvert cette session nouvelle en annonçant que l'Italie allait enfin toucher prochainement à l'équilibre du budget, il y avait déjà des symptômes menaçans. Si le ministère n'avait eu à se défendre que contre la gauche, il n'aurait pas eu de peine à maintenir sa position, à rester maître du terrain; mais les premières opérations de la chambre élective ne pouvaient guère laisser d'illusion; elles révélaient, en même temps que la dislocation de l'ancienne majorité, l'existence d'une coalition qui changeait toutes les conditions parlementaires : à l'opposition ordinaire, à la gauche proprement dite, se joignaient des auxiliaires inattendus, les députés toscans avec M. Peruzzi, une fraction du centre avec M. Correnti, un certain nombre de Vénitiens mécontens. C'était plus qu'il n'en fallait pour déplacer la majorité. Les dissidens ne voulaient pas sans doute se séparer du gouvernement sur des questions de politique générale ou d'ordre public, ils ne liaient point précisément partie avec la gauche; seulement ils ne cachaient pas l'intention de résister désormais au cabinet, ils commençaient les hostilités en se réservant leur liberté d'action. Les causes de cette sécession peuvent être fort diverses. Quelques-uns se sont plaints de la dureté dans la perception de certains impôts. L'accusation la plus grave dirigée contre le ministère était celle de dévier de la ligne libérale, de pousser l'esprit de centralisation à outrance, et les dissidens voyaient surtout un signe de cette tendance dans la proposition de livrer à l'exploitation de l'état les chemins de fer de la Haute-Italie comme les chemins de fer méridionaux récemment rachetés. C'était là le grand grief, le point délicat entre le ministère et les dissidens comme M. Peruzzi, qui se trouvait en ce moment retenu à Florence par un deuil de famille, par la perte de sa mère, mais dont M. Minghetti n'ignorait pas les dispositions.

Quand les choses en sont là, ce n'est plus qu'une affaire de jours ou d'occasion, et comme il arrive souvent, on n'a pas attendu la question essentielle; on n'a pas même voulu tenir compte de l'habile et brillant exposé financier fait par M. Minghetti. La scission a éclaté dans une escarmouche à propos d'une interpellation d'un député de la gauche, M. Morana, sur l'impôt de la mouture. M. Minghetti a vainement demandé qu'on suspendît le vote sur cette interpellation, qu'on ajournât la question ministérielle au grand débat sur les chemins de fer; il n'a point réussi, il a été vaincu dans une échauffourée de scrutin par l'alliance de la gauche et des dissidens. Le ministère Minghetti a disparu ainsi presque obscurément après avoir passé au pouvoir trois années,

qu'il a certes employées avec fruit pour l'Italie : c'est lui qui a négocié cette réconciliation définitive avec l'Autriche qui s'est réalisée par l'entrevue de l'empereur François-Joseph et du roi Victor-Emmanuel à Venise. Tous ses efforts ont été pour la paix, pour l'indépendance italienne, même vis-à-vis des prépotens du jour, et dans ses rapports avec la France l'habile ministre qui a longtemps dirigé les affaires étrangères à Rome, M. Visconti-Venosta, a montré ce que peut un esprit élevé et sympathique dans des circonstances parfois délicates. M. Minghetti, qui est le plus aimable et le plus optimiste des présidens du conseil, a pu dire, sans trop de complaisance pour lui-même et pour ses collégues, qu'en descendant du pouvoir il laissait du moins une bonne situation diplomatique et une bonne situation financière.

Qu'arrivera-t-il maintenant? Ce qu'il y a de grave ou de caractéristique, c'est que pour la première fois le parti libéral modéré, qui a eu presque invariablement depuis quinze ans, depuis la constitution de l'Italie, la direction des affaires, s'éclipse complétement; le pouvoir passe brusquement à l'opposition, même à une opposition assez avancée. S'il y a eu des négociations pour former un cabinet mixte ou de coalition avec les dissidens qui ont aidé à renverser le dernier ministère, ces négociations ont échoué. D'ailleurs, se fût-on prêté à des transactions personnelles, il n'en serait jamais résulté qu'une combinaison sans cohésion et sans efficacité. Les dissidens restent donc en dehors de tout, et c'est la gauche seule, la gauche pure et simple qui triomphe. Le nouveau cabinet s'est formé avec M. Depretis, le chef reconnu de l'opposition depuis la mort de Rattazzi, avec M. Nicotera, un ancien agitateur républicain rallié à la monarchie constitutionnelle, avec M. Mancini, un avocat napolitain, promoteur plus éloquent que précis de théories humanitaires, avec M. Melegari, qui passe de la légation de Berne aux relations extérieures, avec M. Zanardelli, un Vénitien nouveau-venu aux affaires. Le danger pour ce ministère, particulièrement pour M. Depretis, qui est un vieux parlementaire piémontais, c'est d'arriver au pouvoir moins par un mouvement réel d'opinion que par une sorte d'accident, et de paraître représenter une politique qui n'aurait rien d'absolument rassurant si elle devait être un vrai programme. Il est certain que depuis quelques années la gauche s'est signalée par ses bruyantes préférences pour une intimité de l'Italie avec l'Allemagne, par ses déclamations sur les impôts, sur les tendances réactionnaires des modérés, sur les connivences cléricales du dernier cabinet. Le nouveau ministère ne se propose pas sans doute de faire de la politique avec ces déclamations. Le programme que M. Depretis vient d'exposer devant les chambres promet une réforme électorale, l'amélioration du système d'impôts, l'instruction obligatoire, un projet sur le Tibre, le règlement de la question des chemins de fer, une politique ecclésiastique plus accentuée. Après cela, M. Depretis se hâte de déclarer que le gouvernement ne doit pas

être un parti, qu'il acceptera le concours de tous ceux qui voudront l'aider.

Le fait est qu'une expérience assez nouvelle et assez curieuse commence aujourd'hui pour l'Italie. Les ministères de la gauche qui se sont formés quelquefois, par accident, sous la présidence de Rattazzi n'ont pas eu une longue durée et ont toujours assez mal fini. Celui qui vient de naître sera-t-il plus heureux? Les propositions qu'il annonce n'auront-elles pas pour effet de reconstituer l'ancienne majorité de libéralisme modéré, vers laquelle reviendront par la force des choses les dissidens qui viennent de se séparer momentanément? Le danger peut n'être pas immédiat. On laissera à la gauche le temps de montrer ce qu'elle est au pouvoir et de commettre des fautes. L'ancienne majorité, si désorganisée qu'elle ait été par les derniers incidens, n'existe pas moins dans le parlement; elle peut se rallier, surtout si on lui offre une occasion favorable. Le cabinet dissoudra la chambre, dit-on; c'est possible, si le roi se prête jusqu'au bout à une épreuve qui pourrait compromettre par des agitations nouvelles ce qui a été si laborieusement conquis par la modération. La question est toujours de savoir quelle force définitive aura un ministère qui, à un moment donné, peut trouver devant lui des hommes comme M. Minghetti, M. Sella, M. Lanza, M. Ricasoli, M. Peruzzi, M. Visconti-Venosta, M. Bonghi, tous ceux qui ont marqué au premier rang dans les crises de l'Italie renaissante.

L'Espagne, quant à elle, vient à peine d'échapper à la guerre civile, et elle est encore tout entière aux fêtes de la paix qu'on s'est hâté de célébrer. Le jeune roi Alphonse XII est entré à Madrid à la tête de 25,000 hommes de son armée, escorté par les généraux qui se sont signalés dans la dernière guerre contre les carlistes : Quesada, Martinez Campos, Morionès, Loma. Évidemment les ovations qui ont accompagné le jeune souverain, les chefs militaires et l'armée, ont été cette fois aussi spontanées que sincères; c'était le sentiment public qui éclatait au passage de ces soldats éprouvés par une rude campagne, et l'Espagne tout entière, représentée par des députations, assistait aux fêtes de Madrid. Il y a quelques mois à peine, l'Espagne en était réduite à s'épuiser dans cette lutte meurtrière et odieuse, dont on ne croyait pas voir si prochainement la fin, et qui aurait pu en effet se prolonger, tant les moyens dont le prétendant a disposé jusqu'au bout étaient puissans. Aujourd'hui tout est terminé, et le signe le plus frappant d'une pacification complète, c'est que le service du chemin de fer, interrompu depuis trois ans, est maintenant rétabli entre Madrid et la frontière de la Bidassoa. Une partie de l'armée a été laissée comme force d'occupation dans les provinces du nord, où il reste à effacer les traces de la guerre civile, et ce ne sont pas seulement des traces matérielles ; il faut aujourd'hui rétablir l'ordre légal partout, réintégrer les libéraux dans des propriétés dont ils ont été violemment dépouillés, et qui ont été vendues par le

gouvernement carliste. C'est toute une œuvre réparatrice à réaliser dans ces provinces séquestrées et exploitées par don Carlos pendant trois ans, et après tout l'Espagne a bien le droit de se sentir soulagée, de célébrer la paix qui lui est rendue, même avec une certaine prodigalité d'enthousiasme, de lauriers et d'illuminations.

Les réjouissances, les distributions de titres aux généraux et les vers adressés de toutes parts à Alphonse XII, au jeune roi « pacificateur, » ne suppriment pas malheureusement bien d'autres difficultés qui pèsent sur le gouvernement de Madrid, et dont quelques-unes sont la conséquence inévitable de la dernière victoire. L'Espagne a reconquis les provinces du nord, elle en a fini heureusement avec la guerre civile. Voici maintenant une question des plus graves, des plus délicates, qu'on ne peut plus éluder, celle du régime auquel on soumettra les provinces reconquises, et déjà deux politiques semblent être en présence. L'une, qui s'est déjà produite sous la forme de manifestations, de pétitions aux cortès, réclame l'abolition des *fueros,* des priviléges basques; l'autre politique, qu'on dit représentée par un des généraux les plus populaires aujourd'hui, par Martinez Campos, serait pour la conservation de ces priviléges. Peut-être même le général Martinez Campos, pour hâter la pacification, a-t-il fait quelques promesses. Le président du conseil, M. Canovas del Castillo, interrogé dans les chambres, n'a point hésité à déclarer que les provinces du nord devaient avant tout être ramenées à l'unité nationale et constitutionnelle, — puis qu'on pourrait s'entendre avec des représentans locaux sur le régime administratif qu'il faudra créer. En d'autres termes, cela veut dire que les priviléges d'exemption du recrutement militaire et des impôts généraux devront commencer par être supprimés, et qu'une certaine autonomie d'administration n'est point exclue. Ce n'est plus ici une question de droit comme en 1839, après la première guerre carliste, terminée par un traité, par ce qui s'est appelé le *convenio* de Bergara. Aujourd'hui les Basques ont combattu jusqu'au bout, ils ont été soumis par les armes, ils n'ont plus aucun droit, puisqu'ils ont eux-mêmes déchiré leur titre; mais la population libérale des provinces, qui a souffert de la guerre carliste, qui a été spoliée, traitée en ennemie par le prétendant, et qui est restée toujours fidèle à l'Espagne, au gouvernement de Madrid, cette population, elle aussi, tient aux *fueros;* elle a les droits de sa fidélité et de son dévoûment. Des villes comme Saint-Sébastien, Bilbao, qui ont subi des siéges, des bombardemens sans capituler devant l'ennemi, méritent de n'être point traitées absolument en pays conquis. C'est là le point délicat sur lequel le gouvernement et les cortès vont avoir à se prononcer.

Une autre difficulté, qui n'est pas moins grave, commence aujourd'hui pour l'Espagne, ou plutôt reparaît désormais au premier rang, puisqu'elle n'était jusqu'ici qu'ajournée, c'est la difficulté religieuse. Cette question

est agitée partout en ce moment au-delà des Pyrénées; elle a été discutée dans les cortès à l'occasion de l'adresse au roi, elle doit être maintenant résolue à propos de la constitution nouvelle que le cabinet vient de soumettre au parlement. Le président du conseil, soutenu jusqu'ici par le jeune roi, M. Canovas del Castillo s'est prononcé pour la liberté ou tout au moins pour la tolérance religieuse, mais il a contre lui des influences puissantes, le clergé, la fraction absolutiste de l'ancien parti modéré, peut-être même des généraux, puisqu'il y a toujours des généraux dans la politique au-delà des Pyrénées, — et voilà maintenant la lutte plus enflammée que jamais par un bref que le pape vient d'adresser à l'archevêque de Tolède en faveur de l'unité religieuse espagnole. Le pauvre pontife a cru sans doute que la jeune monarchie rétablie depuis si peu de temps encore à Madrid n'avait pas assez d'embarras, et il lui a envoyé son bref pour aider à la pacification des esprits au lendemain de la défaite des carlistes! Un effort désespéré va évidemment être tenté. M. Canovas del Castillo a plus que jamais besoin d'être soutenu, non-seulement par le roi, mais par tous les libéraux. Il obtiendra sans nul doute de faire inscrire dans la constitution les idées de tolérance dont il est le défenseur, et il les fera respecter. C'est la monarchie constitutionnelle libérale qu'il a voulu rétablir d'accord avec le jeune souverain lui-même, et cette monarchie ne peut chercher sa force dans une politique qui a son représentant naturel dans le prétendant vaincu d'hier. Alphonse XII est rentré avec le drapeau libéral à Madrid, avec ce drapeau il a eu raison de l'insurrection carliste. Son principal conseiller, M. Canovas del Castillo, a une dernière victoire à gagner, c'est de ne point laisser les passions religieuses assombrir et troubler le nouveau règne en lui préparant la fin qui est au bout de toutes les réactions. L'Espagne ne peut pas s'isoler aujourd'hui dans le mouvement libéral qui entraîne l'Europe.

CH. DE MAZADE.

REVUE SCIENTIFIQUE.

DE LA MÉTHODE GRAPHIQUE ET DE LA CONTRACTION MUSCULAIRE.

Marey, *Du Mouvement dans les fonctions de la vie*, 1868. — *La Machine animale*, 1873.

Il est plus utile de découvrir un fait que de créer une hypothèse; mais il est plus utile d'inventer une méthode que de découvrir un fait. C'est qu'en réalité une méthode permet d'analyser et de comprendre une nombreuse série de faits qui jusqu'alors avaient passé inaperçus ou incompris. La méthode graphique n'a été appliquée aux lois biologiques que depuis peu de temps, mais les résultats qu'elle a donnés sont d'une extrême importance. La théorie de la circulation du sang a été modifiée et établie sur des bases nouvelles. Nous ne nous occuperons pas aujour-

d'hui des applications de la méthode à l'étude des phénomènes circulatoires; nous nous contenterons d'exposer l'histoire de la contraction musculaire, qui, grâce à ce procédé exact et délicat d'analyse, est devenue une des parties les plus précises de la biologie.

Disons d'abord quelques mots de la méthode et des moyens qu'elle met en usage. Elle a été pour la première fois appliquée aux phénomènes physiques pour déterminer les lois de la chute des corps par Poncelet et Morin. Un corps en tombant laisse une trace de son passage sur un cylindre animé d'un mouvement régulier d'horlogerie. Plus tard Ludwig en fit emploi pour enregistrer les variations de la pression artérielle. Helmholtz construisit le premier myographe, c'est-à-dire l'appareil destiné à enregistrer les modifications de la contraction d'un muscle; mais ces appareils étaient irréguliers, coûteux, difficiles à faire fonctionner, et n'auraient en somme donné que des résultats assez médiocres, si, grâce à des recherches aussi ingénieuses que patientes, M. Marey n'eût fait construire une quantité d'appareils précis et réguliers qui permettent d'étudier la contraction musculaire avec autant de rigueur et d'exactitude qu'un phénomène d'astronomie ou de physique.

Voici en quelques mots seulement le principe de la méthode telle que depuis plusieurs années elle est appliquée au Collége de France. Un régulateur mû par un appareil d'horlogerie porte plusieurs axes animés chacun d'une vitesse différente, mais constante pour chacun d'eux. A ces axes, on adapte un cylindre recouvert d'une feuille de papier enfumé. La pointe d'une aiguille, si elle est immobile, fera une raie blanche sur le papier, lequel, une fois déroulé, montrera une ligne droite. — Si l'on agite l'aiguille, les oscillations en seront marquées et laisseront leur trace sur le papier. Que si l'on prend soin de plonger le *tracé* dans du vernis pour fixer le noir de fumée, l'on aura une reproduction inaltérable et persistante des moindres mouvemens de l'aiguille.

Qu'on se rende compte un instant de la difficulté qu'on aurait à suivre de l'œil les petites secousses communiquées à l'aiguille, et même les eût-on observées, comment s'en serait-on souvenu? Aurait-on retenu les dérangemens imperceptibles qu'elle a subies et enfin pourrait-on en donner la preuve matérielle, palpable, indiscutable, non-seulement aux témoins de l'expérience, mais aux savans de l'Europe entière, et même aux générations futures? Avec le *tracé*, au contraire, tout est indiqué : la marche de l'aiguille, l'étendue, la durée de son déplacement. Personne ne peut contester le fait, et les erreurs de la mémoire ou de l'imagination sont impuissantes à en fausser la nature. C'est le fait lui-même qui parle, et chaque fois qu'on voit un tracé, c'est comme si on assistait à une expérience.

L'appareil que M. Marey a imaginé pour transcrire sur le papier enfumé les oscillations musculaires est extrêmement simple. L'aiguille est un bras de levier dont une des extrémités est attirée par un fil. Ce fil

est attaché au tendon d'un muscle de grenouille. Quant à la grenouille, elle est fixée sur un petit chariot qui se meut régulièrement le long du cylindre. Par suite de dispositions trop compliquées pour être décrites ici, on peut faire en sorte que la contraction du muscle arrive toujours à une même phase de la rotation du cylindre, et comme le chariot est animé d'un mouvement uniforme, toutes les secousses sont les unes au-dessus des autres, et on peut juger des modifications graduelles qu'elles éprouvent. Nous n'insisterons pas sur la technique de ces différens appareils, il vaut mieux dire à quels résultats M. Marey est arrivé, et avec lui les principaux physiologistes contemporains.

Lorsqu'un muscle se contracte, il se raccourcit, et, comme il est attaché à ses deux extrémités, que de plus une de ces extrémités est mobile, c'est l'extrémité mobile qui se déplace. Certes, envisagé dans sa nature intime, ce raccourcissement du muscle est un phénomène inexplicable; mais, si nous ne pouvons comprendre pourquoi, il est permis de rechercher comment il s'opère. Sur un animal supérieur, tel que le lapin ou le chien, le phénomène est beaucoup trop rapide pour être facilement analysé, mais sur une tortue on voit très bien qu'il y a une *onde* musculaire, c'est-à-dire une sorte de renflement qui apparaît en un point du muscle, progresse rapidement, et s'étend jusqu'au point opposé. Si l'on observe au microscope les muscles de la patte d'un insecte, la fibre musculaire, en se contractant, offre aux yeux de l'observateur des nodosités qui cheminent dans le même sens et disparaissent rapidement. On peut écrire le phénomène sur le cylindre enregistreur, en plaçant sur le muscle des leviers-aiguilles de place en place; ces leviers ne se déplacent pas au même moment, et la distance qui, sur le papier enfumé, sépare le début du déplacement de chacun d'eux, peut être évaluée facilement. La vitesse de l'onde musculaire mesurée ainsi semble être d'un mètre par seconde : vitesse très grande pour la faible dimension des muscles.

Un fait que l'on peut aussi étudier à l'aide de ces appareils, c'est la vitesse de l'agent nerveux. La nature intime de cette force impondérable nous est tout aussi peu connue que celle des autres forces telles que l'électricité, la chaleur et la lumière. Il faut nous contenter d'en étudier les effets, qui rentrent dans le domaine de ce qui est accessible à notre intelligence. Pour mesurer la vitesse de l'agent nerveux, Helmholtz fait l'expérience suivante. Sur le même animal, il met à nu une longueur très grande de nerf, et il excite le nerf tout près de l'endroit où il entre dans le muscle; il obtient une contraction presqu'au même instant. On peut, comme le fait M. Marey, avoir un signal électrique qui avertit du moment précis où se fait l'excitation : dans ce cas, il y a un retard qui se traduit sur le cylindre. Ce retard est dû non pas au nerf, mais au muscle, qui ne réagit pas immédiatement après que le nerf a été excité. Supposons que ce retard soit d'un centième de seconde, quand le nerf est ex-

cité tout près du muscle. Si l'on excite le nerf très loin du muscle, on aura un retard plus grand, de deux centièmes de seconde par exemple : alors on pourra en conclure que l'influx nerveux a mis un centième de seconde à aller d'une extrémité du nerf à l'autre, et ainsi, en mesurant exactement la longueur du segment nerveux ainsi excité, on pourra calculer la vitesse de l'influx nerveux dans le nerf. Cette vitesse est de 25 à 30 mètres par seconde.

Il était indispensable de rechercher l'influence des centres nerveux sur ce retard musculaire. En effet, lorsque par l'électricité, par un agent mécanique ou chimique, on excite un nerf qui se rend à un muscle, ce nerf est inactif : il ne fait que transmettre l'excitation qui lui a été communiquée, tout comme le fil du télégraphe électrique. En somme, le nerf, livré à lui-même, ne peut avoir aucune action sur le muscle. Il est toujours passif; c'est un cordon qui transmet l'action nerveuse. L'excitant qui le fait entrer en action peut être soit un excitant extérieur, tel que l'étincelle électrique, soit un excitant intérieur tel que le centre encéphalo-médullaire. Mais, quand l'excitation vient des centres, deux cas peuvent se présenter. Dans le premier cas, la moelle est seule excitatrice; dans l'autre cas, le cerveau et la moelle réunissent leur action pour exciter le nerf.

Voyons d'abord ce qui se passe dans le premier cas, la moelle étant séparée du cerveau. Si l'on excite un point quelconque de la peau, le nerf sensitif transmettra la sensation à la moelle épinière, qui, pour produire un mouvement, ira exciter le nerf moteur. Le nerf moteur transmettra l'excitation au muscle, et le moment précis de l'excitation de la peau et du début de la contraction musculaire pourront être enregistrés sur le cylindre. C'est ainsi qu'on calcule le temps qu'il a fallu à la moelle épinière pour changer une impression sensitive en une excitation motrice. Ce passage et cette transformation de l'irritation nerveuse dans le centre médullaire s'appelle une action réflexe.

On a essayé aussi de calculer le temps d'une perception. Depuis longtemps les astronomes avaient constaté un désaccord entre leurs observations, quand il s'agissait d'estimer le passage d'une étoile devant le fil de la lunette méridienne. Cette différence, qui est quelquefois de plus d'une seconde, est appelée erreur ou équation personnelle. Il semble en effet qu'elle varie selon les individus. Wolff a imaginé un moyen pour la calculer. Il fait passer devant le fil de la lunette un *astre artificiel*, qui, au moment du passage, fait vibrer un signal électrique qui s'inscrit sur un cylindre. L'observateur indique sur le même cylindre le moment où il voit l'astre, et l'on peut ainsi évaluer exactement la distance qui sépare les deux signaux écrits sur le papier. Comme le cylindre tourne avec une vitesse constante, cette distance peut être mesurée en fractions de seconde. On a ainsi la mesure exacte de l'équation personnelle. Un fait important noté par Wolff, c'est qu'on peut, avec de l'attention, cor-

riger et diminuer considérablement cette erreur personnelle. C'est ainsi qu'il est arrivé à la réduire de trois dixièmes à un dixième de seconde.

On peut procéder aussi d'une autre manière, en excitant, soit la main, soit le visage, soit le pied d'un individu, en lui faisant voir des objets, entendre des sons, faire un dilemme (Donders), et après avoir transmis sur le cylindre le moment précis de l'excitation, faire transmettre sur le même cylindre par l'individu le moment de sa perception. On arrive ainsi à des conclusions assez curieuses. L'attention soutenue diminue le retard dans les centres. L'excitation de l'œil est celle qui est le plus vite suivie de perception : l'ivresse retarde singulièrement la marche des idées; mais l'individu qui réagit croit réagir avec une très grande rapidité. C'est ainsi qu'Exner a trouvé 8 mètres par seconde pour la vitesse de l'agent nerveux dans la moelle. Ces essais sont assez intéressans par eux-mêmes, mais surtout ils montrent quel profit la psychologie peut tirer de l'application sage et méthodique des expériences physiologiques. Le temps des inductions stériles est passé, et c'est sur des faits, et des faits bien observés, que les théories philosophiques, si par hasard il en est de nouvelles, doivent désormais s'appuyer.

Le principal excitant de la force nerveuse est l'électricité; mais il faut bien se garder de les confondre. Quand on fait passer un courant électrique par un nerf, l'électricité n'agit que sur le nerf; elle excite le nerf, lequel nerf agit sur le muscle pour provoquer la contraction. D'un autre côté, l'électricité appliquée directement sur le muscle le fait se contracter, en sorte qu'il y a deux moyens de provoquer une secousse musculaire par l'électricité, c'est de porter l'excitant électrique d'une part sur la fibre musculaire elle-même, d'autre part sur le cordon nerveux. C'est ce dernier procédé qu'on emploie généralement, car on obtient des phénomènes plus réguliers, plus constans, fatiguant moins le muscle, et exigeant une bien moins grande tension électrique.

Il y a deux sortes d'électricités qu'on peut employer pour provoquer des contractions musculaires : l'électricité de la pile ou l'électricité d'induction. Le courant de la pile, lorsqu'il n'est pas trop intense, ne provoque de contraction qu'au moment de la clôture et au moment de la rupture; quelquefois cependant, il met le nerf dans une sorte d'état tétanique, de *tétanos*. C'est ce tétanos qui survient toujours quand on emploie l'électricité d'induction interrompue à des intervalles très rapprochés.

Pour comprendre exactement la signification de ce tétanos, il faut se rapporter aux tracés que donne une contraction musculaire simple. A vrai dire, le mot contraction n'est pas exact; il vaut mieux, ainsi que le fait M. Marey, appeler secousse musculaire le mouvement simple et rapide du muscle lorsqu'il est excité par la clôture ou la rupture d'un courant induit. Après la secousse, il revient immédiatement sur lui-même; mais si, au moment où il retourne ainsi à son état primitif, il

reçoit une nouvelle excitation, il se raccourcit encore, et si une troisième excitation vient le surprendre, il continue à se raccourcir, et ne redescend plus. Que si l'on suppose une série d'excitations très fréquentes se succédant les unes aux autres, il n'y aura plus cette secousse simple produite par une excitation électrique unique, mais un tétanos constitué par la fusion d'un grand nombre de secousses musculaires. Plus la fréquence des secousses est grande, plus leur fusion est complète, et si l'interruption est très rapide, on finit par ne plus saisir qu'un seul mouvement, qui paraît simple, mais qui en fait est la fusion d'une grande quantité de petites secousses.

Cette étude du tétanos musculaire provoqué par une série d'excitations électriques se succédant à de très courts intervalles, est nécessaire pour faire comprendre la nature de la contraction musculaire volontaire. En effet, un muscle que la volonté met en action ne donne pas une secousse musculaire, mais une série de secousses fusionnées; en somme, un véritable tétanos, plus parfait et plus complet que le tétanos produit par l'interrupteur de la bobine de Ruhmkorff. Helmholtz a fourni une démonstration fort élégante de ce fait en étudiant le bruit musculaire. Si un observateur applique l'oreille sur un muscle qui se contracte, le muscle de la mâchoire par exemple, ou du bras, il entendra un son musical dont il pourra reconnaître la tonalité. En général, cette tonalité est de 39 vibrations par seconde. La conclusion est bien simple. Puisque le muscle vibre quand il se contracte, il faut bien que la contraction se compose de plusieurs secousses; chaque secousse étant une vibration. Il y a lieu à ce sujet de faire une exception remarquable. Le cœur est un muscle dont la contraction n'est pas un tétanos, c'est-à-dire une série de secousses fusionnées; c'est une seule secousse, et chaque fois que le muscle cardiaque se referme pour chasser le sang dans les artères, c'est un seul mouvement qui s'inscrit sur le cylindre. Peut-être faut-il chercher la cause de cette particularité dans la structure même des fibres musculaires du cœur. Au lieu d'être simples comme dans les autres muscles, elles sont bifurquées et anastomosées entre elles, en sorte qu'il y a une solidarité étroite entre toutes les parties du muscle, ce qui les force à se raccourcir et à réagir en même temps. En présence de ce fait il y a lieu de se demander si le bruit qu'on entend, au moment de la contraction du cœur, est dû à la vibration musculaire, comme quelques auteurs tendaient à l'admettre. Cela ne paraît guère probable, la systole, c'est-à-dire la contraction du cœur, étant une secousse musculaire simple, et non la fusion de plusieurs secousses déterminant un bruit musical par la rapidité de leurs vibrations.

C'est ainsi que par la précision avec laquelle le levier-aiguille marque sur le cylindre enregistreur les moindres oscillations de la fibre musculaire, M. Marey a pu étudier l'effet de différens poisons, de la vératrine, de la brucine et de la strychnine. Cette dernière substance

produit les effets les plus curieux. Injectée à très petite dose sous la peau d'une grenouille, elle est rapidement absorbée, et empoisonne le système nerveux et le système musculaire. Cette influence se fait sentir au bout de quelques minutes. On voit alors la secousse musculaire, provoquée par une excitation électrique simple, devenir un tétanos d'abord léger, puis successivement de plus en plus complet. C'est que la strychnine rend le système nerveux très excitable. Il est probable qu'elle augmente la vitesse du fluide nerveux, mais en tout cas elle surexcite l'action réflexe. Le moindre attouchement d'un nerf provoque immédiatement un tétanos complet, non-seulement du muscle animé par ce nerf, mais de tous les muscles de l'animal. L'excitation tétanique réside dans la moelle épinière, car, si on coupe ce centre nerveux et si l'on excite un nerf de la portion inférieure, la contraction spasmodique des muscles animés par le tronçon supérieur cesse aussitôt. Il ne faut pas croire qu'il soit besoin d'une excitation violente pour produire ce tétanos. Il suffit du moindre attouchement; si l'on frappe la table où repose une grenouille empoisonnée par la strychnine, elle contracte aussitôt tous ses membres et devient rigide comme un bâton.

Le myographe traduit fidèlement toutes ces formes de l'action musculaire, mais il n'est pas nécessaire que l'empoisonnement soit si profond. Bien souvent il arrive qu'on se serve par erreur d'une épingle qui a touché précédemment une grenouille empoisonnée; elle ne retient guère de strychnine, et cependant on aperçoit au myographe un début de tétanos, tant la recherche par ces instrumens enregistreurs est précise. Il est probable qu'on en fera une heureuse application à la médecine légale, dans les cas si nombreux où la quantité de substance recueillie est insuffisante pour une analyse organique sérieuse.

Le froid, la fatigue, exercent aussi une influence remarquable sur la secousse musculaire. D'abord le muscle est plus long à se contracter, à mesure qu'il se fatigue. Non-seulement il tarde à entrer en action, mais il tarde encore à revenir à son état primitif, et la secousse, au lieu d'être brève, est très allongée. Le froid a une action analogue. La chaleur au contraire a une action opposée. Plus on chauffe un muscle, plus il se contracte vite, et plus sa contraction est intense; mais son excitabilité se perd plus rapidement, et d'ailleurs il ne faut pas dépasser 40 ou 45 degrés, car à cette température on coagulerait les substances albuminoïdes qui constituent les élémens chimiques du muscle, et sa mort en serait la conséquence.

Il y a aussi des différences curieuses entre la forme de la secousse musculaire chez les divers animaux. Toutes choses égales d'ailleurs, la fibre musculaire de l'oiseau se contracte très rapidement, celle des mammifères avec un peu plus de lenteur; en particulier, les mammifères dits hibernans, tels que la marmotte, le hérisson, lorsqu'ils sont plongés dans le sommeil hibernal, ont une secousse plus lente et plus

allongée que celle des autres mammifères. Les reptiles ont une secousse musculaire dont la durée est très grande et la lenteur considérable à toutes ses phases. La cause en est sans doute dans le peu d'intensité des phénomènes chimiques dont le muscle d'un reptile est le siége. Rien n'est plus instructif à cet égard que l'étude du système musculaire de la tortue. On peut par un temps froid couper la tête d'une tortue et conserver l'animal vivant pendant deux ou trois semaines. On voit ses muscles se contracter encore pendant tout ce temps, quoique les fonctions du système nerveux soient presque totalement abolies. Le muscle cardiaque des animaux vertébrés inférieurs, tels que la grenouille, offre aussi une *longévité* remarquable. Si l'on évite l'évaporation, le contact des substances irritantes, comme l'ammoniaque ou l'acide carbonique, on peut conserver *vivant* pendant plusieurs semaines un cœur de grenouille arraché de la poitrine, l'organe ainsi isolé conservant le mouvement rhythmique de systole et de diastole dont il était animé lorsqu'il était en place. C'est qu'en effet la vie n'est pas une force idéale siégeant dans l'ensemble de l'organisme. Elle réside dans chacun des tissus dont cet organisme se compose, et l'on comprend très bien que la mort puisse frapper à des heures différentes tel ou tel de ces tissus.

Pour explorer la secousse musculaire chez l'homme, on ne peut avoir recours à des moyens qui nécessitent une mutilation; il faut opérer d'une autre manière. M. Marey s'est servi d'une pince dite myographique, qui prend entre ses mors la partie la plus renflée d'un muscle, au pouce par exemple, ou au bras. Le muscle, en se contractant, se gonfle par suite de la formation d'une onde musculaire. Le gonflement soulève la pince myographique, laquelle appuie sur un petit appareil dit tambour à levier. L'air contenu dans le tambour à levier fait osciller un levier-aiguille, selon qu'il est plus ou moins refoulé par le déplacement de la pince myographique, et l'on peut ainsi inscrire les contractions du muscle sur un cylindre enregistreur.

Ainsi donc la méthode graphique dans l'étude des mouvemens a une importance extrême, non-seulement par les résultats acquis, mais encore par les espérances qu'elle donne. Les appareils qu'elle exige ne sont ni très coûteux, ni très difficiles à manier, et, mis en œuvre avec méthode et ingéniosité, ils aideront à résoudre toutes les questions délicates que soulève l'étude du mouvement. Déjà M. Marey l'a appliquée au vol de l'oiseau et de l'insecte, et tout permet d'espérer que le problème de la locomotion aérienne pourra quelque jour être résolu par l'emploi des appareils enregistreurs. C'est une légitime espérance, et ce jour-là la science aura réalisé au profit de l'humanité un des plus grands progrès qu'on peut attendre d'elle. CHARLES RICHET.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

RAYMONDE

PREMIÈRE PARTIE.

I.

La forêt a pour ses familiers de secrètes jouissances qu'ignorera toujours un Parisien, dont les promenades coutumières sont bornées par l'Arc-de-Triomphe et les Tuileries. L'un de ces plaisirs passionnans, mais dont les initiés seuls peuvent déguster l'agreste saveur, c'est la chasse aux champignons. — Par une belle fin d'été, quand l'ondée de la nuit a légèrement mouillé la terre, partir pour les bois fumans de rosée, s'enfoncer sous la futaie que traverse obliquement la vermeille illumination du matin; là, dans un silence profond, à peine troublé par un gazouillis de mésange ou un grignotement d'écureuil, guetter avec le flair d'un chien truffier et le religieux respect d'un gourmand les nombreuses variétés de bolets et d'agarics éclos pendant une nuit d'août; — y a-t-il beaucoup de plaisirs plus innocens et aussi vifs? On y trouve tout ce qui fait le suc et le piquant des joies humaines : les émotions de la chasse, le charme de la possession, les délicates surprises de l'inattendu, l'espoir longuement choyé d'un plat affriolant pour le repas du soir...

C'est à quoi pensait le vieux professeur Noël Heurtevent, un matin de juillet, en parcourant les bois qui séparent le val d'Auberive de la gorge de Vivey. Un panier passé au bras et sa chienne lui frottant les jarrets de son fin museau de renard, il flânait allègrement à travers les terrains mamelonnés de la futaie des Fosses. Le commencement de l'été avait été pluvieux, et sous l'influence d'une humidité chauffée par de rapides pluies d'orage, tout le peuple des

cryptogames s'était développé prématurément. Les *boules de neige* à dessous rose foisonnaient dans les clairières, les *giroles* étincelaient dans la mousse comme des louis neufs, et les *ceps* ventrus arrondissaient parmi les bruyères leurs dos bruns à demi rongés. M. Noël, son eustache à la main, reniflait bruyamment l'air matinal, fouillait les herbes, s'agenouillait, se relevait avec la vivacité nerveuse d'un chat maigre. De temps à autre, comme pour s'exciter davantage, il apostrophait sa chienne : — Eh! ohé! et cette *coulmelle* qui ouvre son parasol dans les millepertuis, tu ne l'avais pas vue, toi, *Vagabonde!* Tu es bien de ton sexe : beaucoup de bruit et peu de besogne!.. Eh bien! quand tu me regarderas avec tes yeux mourans? Ce que j'ai dit est dit; tes mines alangouries n'y changeront rien, embobelineuse!

M. Noël frisait la soixantaine. Petit, chétif, son corps disparaissait presque sous une longue redingote dont le soleil et la pluie avaient fait passer le drap par toute la gamme des verts, depuis le vert-épinard jusqu'au vert-canari. Sa barbe grisonnante poussait en broussaille, et ses cheveux déjà blancs tombaient en désordre sur ses épaules inégales. Son nez aux narines largement ouvertes, sa bouche trop grande et ses mâchoires saillantes donnaient au premier abord à son visage inculte un accent de vulgarité; mais un front haut, des yeux bruns au regard profond, triste, presque amer, corrigeaient l'aspect déplaisant du bas de la figure, et disaient l'homme qui a beaucoup pensé, beaucoup souffert. — *Vagabonde*, sa chienne, avait comme lui la tournure commune, mais elle rachetait ce défaut de distinction par une expression des plus originales. Elle tenait à la fois du loup et du renard, et sa mère, dans ses courses à travers bois, avait dû certainement entretenir de criminelles conversations avec quelque fauve d'humeur galante. Sa robe jaune à reflets noirs, sa queue ronde, touffue, étalée en panache; surtout sa tête fine, allongée, fûtée, avec un petit bout de nez gris et deux yeux noirs luisants, malicieux, trahissaient son origine sauvageonne.

Après avoir essuyé la réprimande de son maître, la chienne s'éloigna d'un air humilié, la queue basse et les oreilles couchées. — Ah! tu boudes, murmura le bonhomme en haussant les épaules, à ton aise!.. Avec les personnes de ton sexe il ne faut pas s'inquiéter de ces minauderies-là. — Il reprit silencieusement sa quête aux champignons à travers la bruyère. Cependant le soleil devenait plus ardent, et le panier, plein à ras-bord, commençait à peser. Au bout d'une demi-heure, M. Noël s'essuya le front et chercha des yeux un endroit propice à la sieste. A une centaine de pas, vers la pente qui descend à Vivey, le glou-glou d'une source se faisait entendre. Le

vieux professeur se dirigea vers le bouquet de hêtres, au pied duquel l'eau s'était creusé un réservoir. Les racines moussues formaient un siége moelleux à souhait, et M. Noël s'y étendit, le front appuyé sur son coude. — Hé! soupira-t-il en étirant ses jarrets un peu roides, je n'ai plus mes jambes de vingt ans... — Et peu à peu, soit fatigue, soit tristesse, son visage s'allongea et prit une expression chagrine.

La tête penchée du bonhomme se réfléchissait dans l'eau assombrie par un fond de cressons; ses regards mélancoliquement fixés sur le miroir de la source devenaient de plus en plus rêveurs. Par un singulier effet d'optique ou d'imagination, le reflet qu'il voyait se bercer dans l'eau se transformait et se rajeunissait. Au lieu de son visage de sexagénaire aux traits fatigués, au poil grisonnant, il distingua peu à peu, au fond du réservoir encadré de menthes, une figure imberbe aux yeux ardens et aux cheveux bruns; — sa propre figure lorsqu'il avait trente ans de moins, — et insensiblement, à travers sa songerie somnolente, les souvenirs du temps d'autrefois vinrent se peindre dans l'eau verte. Il se retrouva à sa sortie de l'École normale, dans un restaurant du Palais-Royal, où ses camarades de promotion fêtaient leur ancien *cacique*, reçu le premier à l'agrégation; et ce *cacique* triomphant, c'était lui, Noël. Il revit le salon à moulures dorées, orné de hautes glaces où se reflétaient à perte de vue des files de becs de gaz; il entendit le tintement des verres qu'on choquait et les toasts enthousiastes auxquels il répondait d'une voix émue. Que de projets ambitieux, que de rêves de gloire montaient alors, comme le champagne, en bulles d'or dans sa tête échauffée!.. Il était jeune, bien portant, et il avait l'espoir tenace. Il se trouvait à cet été de la vie où les fruits de l'illusion pendent encore aux branches de l'arbre enchanté; le soleil est en train de les mûrir, et il semble que pour les cueillir on n'ait plus qu'à allonger la main...

A ce moment, la chienne, lasse de bouder, vint se poster devant son maître. Assise sur ses pattes de derrière, le museau relevé, la queue frétillante et l'œil interrogateur, elle avait l'air de lui dire : « A quoi bon repenser à tout cela? » Mais il ne prenait pas garde à elle et s'enfonçait toujours plus avant dans ses songeries. Alors elle hasarda un grognement expressif, puis levant une patte, gratta brusquement le genou du rêveur. M. Noël ne tourna même pas la tête. Impatientée, elle se mit à happer une série de mouches imaginaires, avec des claquemens de mâchoire et des contorsions comiques. A la fin, dépitée d'avoir prodigué en pure perte ses meilleurs jeux de scène, elle se laissa tomber à terre lourdement, d'un air profondément découragé, en poussant un ronflement mélancolique.

Aux entours, la forêt en plein réveil berçait la méditation de M. Noël avec ses longs murmures confus et harmonieux; des milliers d'insectes bourdonnaient dans les ronces, les piverts martelaient du bec l'écorce des hêtres, et les geais se chamaillaient dans les ramures. Tout à coup, du fond d'un village enfoui dans un creux de vallée, un tintement de cloches argentines s'égrena sous la futaie. C'était une volée tapageuse et gaie comme on en sonne aux messes de mariage. M. Noël prêta l'oreille, secoua ses longs cheveux blanchis, et de ses larges narines s'échappa un soupir sifflant et plaintif...

Vous est-il arrivé de retrouver la clé perdue d'un antique meuble fermé depuis des années, et de faire jouer lentement le pêne de la serrure rouillée? Le tiroir ouvert avec effort révèle soudain ses cachettes pleines de vieilles choses, encore rangées dans l'ordre où on les avait laissées il y a un demi-siècle. C'est comme une résurrection : les lettres jaunies, le livre aux pages piquées, les rubans aux nuances passées, le flacon encore imprégné d'un parfum démodé, toutes ces vieilleries sont autant de revenans doux et tristes d'un monde disparu. — Hélas! chacun de nous porte dans un recoin de son cœur un de ces tiroirs secrets, pleins de reliques aux parfums amers; personne n'en soupçonne l'existence, la cachette reste oubliée pendant des années, jusqu'à ce qu'un hasard fasse retrouver la clé qui ouvre la serrure rétive. — La musique lointaine des cloches avait été pour M. Noël le magique « Sésame, ouvre-toi! » poussant le ressort d'une porte mystérieuse et longtemps close.

Était-ce le courant de la source qui s'était troublé ou un brouillard qui avait passé sur les yeux du bonhomme?.. Il ne voyait plus dans le réservoir que du sable et de la boue, et il songeait avec dégoût aux monotones saisons qui avaient suivi ces premières années d'illusions. Maintenant la perspective que le vieux professeur apercevait dans le lit de la source était d'une tristesse navrante : une maisonnette isolée et morne au coin d'un bois, une fin de vie solitaire et maussade entre un chien fantasque et des livres moisis.

Il en était là de sa chagrine et misanthropique méditation, quand la chienne lança un aboiement sonore et soudain bondit sous les arbres en se tortillant d'une si merveilleuse façon que sa queue rejoignait presque sa tête. — Là! là! cria une voix dont les intonations traînantes trahissaient l'accent langrois, oui, tu es une bonne fille, tu as plus d'esprit qu'une personne... Hop! monsieur Noël, dormez-vous ou ne connaissez-vous plus vos vieux amis?

Le bonhomme tressaillit, et, relevant la tête, aperçut devant lui le garde-général d'Auberive, suivi de son brigadier. Le garde-général, grand, maigre, les moustaches et les cheveux coupés en

brosse, la figure tannée, avec une longue balafre sur la joue gauche, avait sous son vieil uniforme vert la tournure rigide d'un ancien soldat; le brigadier, en blouse, le fusil en bandoulière, se tenait respectueusement à distance de son supérieur.

— Pardon, Verdier, murmura M. Noël, je m'étais assoupi. Je faisais même un assez vilain rêve.

— Eh bien! pour vous réveiller, je vais vous apprendre une bonne nouvelle. Nous avons reçu une longue lettre de votre ancien écolier.

La figure du vieux professeur s'éclaircit. — Antoine va bien? demanda-t-il avec vivacité.

— Notre Antoine fait des merveilles! répliqua le forestier d'un ton où perçait une pointe d'orgueilleuse satisfaction; accompagnez-moi jusqu'à la Belle-Étoile, où je dois marquer des *châblis* abattus par le dernier orage, et je vous conterai tout par le menu...

Le bonhomme reprit silencieusement son panier et suivit le garde-général. — Je vous disais donc, continua celui-ci, que notre Antoine nous mande une bonne nouvelle; il a passé son concours d'agrégation et on l'a nommé,... devinez! professeur de chimie à l'école des mines...

— Vous voyez que j'avais raison de le pousser vers les sciences, dit M. Noël.

— Pour ça, oui; moi, j'y regardais à deux fois, parce que nous ne sommes pas riches, et dame, les sciences c'était bel et bien chanceux, tandis qu'une fois à l'école forestière, Antoine était sûr de gagner son pain.

— Oui, son pain sec... Dix-huit cents francs par an.

— Je sais bien; mais notre ménagère Sœurette n'est pas ambitieuse, et Paris lui faisait peur. — On va me le perdre là-bas! geignait-elle du matin au soir. — Croyez-vous que maintenant encore elle me réveille en sursaut dans les nuits d'hiver : — Ah! gémit-elle, comme il neige, et penser que le *petit* erre peut-être à cette heure dans les rues de Paris! — Elle le voit écrasé par une voiture, assassiné au coin d'une rue, que sais-je!.. Tenez, les mères de fils unique, c'est terrible. On ne s'imagine pas toutes les idées qui vont se loger dans leur cervelle.

— Si vous vous arrêtez à des sensibleries de femme, vous n'êtes pas au bout! grogna M. Noël.

— Bah! je n'en fais que rire... D'ailleurs Sœurette convient elle-même que vous avez eu raison. Elle est assez fière de son fils, allez!.. Et elle vous en défile des chapelets, en reconnaissance du dévoûment que vous avez eu pour Antoine!

— Ne parlons pas de ça! grommela le bonhomme.

— Et de quoi voulez-vous que nous parlions? Ne lui avez-vous pas donné votre temps et même votre argent? Vrai, Sœurette et moi, nous ne dirons jamais assez toute la reconnaissance que nous vous devons.

M. Noël frappa violemment du pied. — Vous ne me devez rien! s'écria-t-il avec colère, ce que j'ai fait, je l'ai fait pour ma propre satisfaction!.. J'avais plaisir à voir les belles facultés de votre garçon, comme vous en auriez à voir pousser un bel arbre. Je le soignais, je l'entourais de bonne terre... Ça me réchauffait le sang, je trouvais les journées moins longues. C'était de l'égoïsme, voilà tout! Mais vous ne me devez rien, entendez-vous! Rien!.. n'en parlons plus.

— Je n'en parlerai plus, si cela vous contrarie, répondit le forestier, ébahi de l'humeur rageuse du bonhomme, je me contenterai d'y penser... mais chut! écoutez donc!

Du fond de la combe voisine un bruit sec venait de monter, quelque chose comme le fracas d'une branche qu'on brise. — Le garde-général et le brigadier se lancèrent un coup d'œil d'intelligence.

— En voilà un là-bas, grommela M. Verdier, qui n'attend pas l'aide du vent pour me faire des châblis.

— Ça vient de la Combe-aux-Fontaines, murmura le brigadier.

— Nous allons bien voir, reprit Verdier en mordant sa moustache; gagnons la combe et tâchons de prendre la pie au nid... Veillez sur *Vagabonde*, monsieur Noël, et empêchez-la de bavarder.

Le bonhomme noua son mouchoir en guise de laisse au collier de sa chienne, et lui ayant administré au préalable l'injonction de tenir sa langue, il enfila derrière les forestiers une coulée qui dévalait tout d'un jet jusqu'au fond de la combe. Le bruit des pas était amorti par la mousse qui veloutait le sol, de sorte que le coupeur de bois, tout occupé à sa besogne, n'entendit rien venir. Les trois hommes tombèrent sur lui au moment où il achevait de briser la plus haute branche d'un érable. *Vagabonde*, se dérobant à la surveillance de M. Noël, prit son élan avec de si frénétiques aboiemens que le délinquant ahuri laissa tomber sa hachette.

Ce délinquant était un pauvre petit diable de treize ans, maigre et alerte comme un singe, avec des cheveux embroussaillés tombant sur sa figure fûtée et sournoise. Terrifié par la menaçante apparition des forestiers, il resta d'abord bouche bée, ouvrant de gros yeux ronds comme un chat pris en flagrant délit.

— Drôle! s'écria le garde-général.

— D'où sors-tu, vermine? ajouta rudement le brigadier qui s'était emparé de la hachette; tu vas me dire ton nom, et d'abord je confisque ton outil.

A la pensée de cette confiscation, qui l'inquiétait plus que tout le

reste, le gamin fit éclater brusquement son désespoir. — Grâce, monsieur le garde! hurlait-il en sanglotant, je ne recommencerai plus... Rendez-moi la hachette; si je rentre sans la rapporter, je serai battu!

— Tu n'auras que ce que tu mérites, mon *gachenet* (mon garçon); où demeures-tu?

Mais cela ne faisait pas l'affaire du *gachenet*; au lieu de répondre, il tordit désespérément ses mains dans sa blouse en lambeaux et remplit la combe de ses lamentations. — Ma hachette! s'exclamait-il, grâce!.. ma hachette!..

Un bruit de branches froissées et le trot d'un cheval sur le chemin qui allait de la combe à la route de Vivey, attira soudain l'attention des trois hommes. Brusquement, entre deux cépées de noisetiers, apparut une jeune fille montée sur un petit cheval breton au poil bourru, à l'allure nerveuse, et qui bondissait à travers les branches avec la même fougue que s'il eût galopé dans sa lande natale. M. Noël et les forestiers, surpris de cette intrusion inattendue, se tournèrent ébahis vers l'inconnue dont la jeune et impérieuse beauté les frappa vivement. Elle était rousse, et sa luxuriante chevelure à demi dénouée par les caresses des branches, avait roulé de dessous sa toque hongroise jusque sur le corsage de sa robe d'amazone, où elle flottait mêlée à des rubans bleus. Son visage, d'une blancheur rosée, était éclairé par de grands yeux fauves brillans sous de longs cils. Les narines frémissantes, la bouche dédaigneuse, agitant une cravache dans sa petite main nue, elle avait profité de la stupéfaction des forestiers pour pousser son cheval entre eux et le délinquant.

— Il faut que vous soyez bien lâches, s'écria-t-elle d'une voix mordante et indignée, de vous mettre trois pour faire pleurer cet enfant!

M. Verdier ayant le premier retrouvé son sang-froid, ébaucha gravement le salut militaire. — Vous êtes un peu prompte à juger les choses, mademoiselle, répondit-il; ce jeune drôle fabriquait des fagots avec les plus belles gaules du taillis.

— Où est le mal? repartit la jeune fille, la forêt n'est-elle pas à tout le monde?

— Nenni, la forêt est à l'état, et couper du bois en forêt, trois voler l'état.

— L'état ne sera pas ruiné parce que cet enfant aura cassé c'est ou quatre méchantes branches... Va-t'en, petit, et laisse-les dire.

Le gamin coula un regard sournois dans la direction de sa protectrice et sanglota d'un ton piteux : — Ils ont pris ma hachette!

— Tiens, reprit-elle en tirant rapidement une pièce d'or de son porte-monnaie, ramasse et décampe!

Il ne se le fit pas répéter; en un clin d'œil, il happa la pièce, la mit dans sa bouche et s'élança dans le fourré, où il disparut.

— Sacré mille tonnerres! cria le brigadier.

M. Noël ouvrait de grands yeux et dévisageait la jeune fille avec une curiosité croissante. Le garde-général se mordit les lèvres : — Vous donnez là un bien mauvais exemple, dit-il avec humeur; je ne comprends pas qu'une demoiselle bien élevée encourage ainsi les vagabonds à se mettre au-dessus des lois.

— Elles sont jolies, vos lois! riposta celle-ci en relevant d'un air espiègle sa chevelure flottante. — Et comme le brigadier faisait mine de courir sus au délinquant, elle poussa en travers du sentier son cheval, qui commençait à s'impatienter et à regimber. La chienne, que ce manége agaçait, s'était remise à aboyer; le cheval se cabra en reniflant bruyamment. — Vous feriez mieux de surveiller votre chien, cria la jeune fille irritée au brigadier qui étendait la main pour saisir la bride. — En même temps elle lança à l'adresse de la chienne un coup de cravache qui rencontra les doigts du brigadier. *Vagabonde*, à peine effleurée, alla rouler sur le panier de M. Noël; les champignons s'éparpillèrent dans les ronces, tandis que la malicieuse bête hurlait comme si on l'avait assommée. Le chemin était redevenu libre, le cheval partit au grand trot et l'amazone disparut derrière les *gaulis* de la combe.

— On a raison de dire : mauvaise comme une rousse!.. La connaissez-vous, Saudax? demanda le garde-général au brigadier.

— Ce ne peut être que la demoiselle de la *Maison Verte*, répondit celui-ci en soufflant sur sa main meurtrie.

— La Maison Verte est donc habitée maintenant?

— Oui, mon général, elle a été achetée cet hiver par le fils d'un maître de forges de la Franche-Comté, un M. La Tremblaie, qui y demeure depuis quatre mois avec sa femme et sa fille. La demoiselle est un diable déchaîné, et nous venons d'avoir un échantillon de son caractère.

— La Tremblaie, répéta M. Noël en tressaillant, vous avez bien dit La Tremblaie, Saudax?

Le brigadier fit un signe affirmatif. — Est-ce que vous le connaissez?

Le bonhomme secoua la tête. — Non! répliqua-t-il sèchement, je ne le connais point et ne me soucie pas de le connaître. — Il ramassa les débris de ses champignons, et sifflant sa chienne : — Allons, soupira-t-il, il est temps de retourner au Chânois... Nous avons mal commencé la journée. Bonjour, messieurs!

II.

En quittant la Combe-aux-Fontaines, l'amazone avait gagné la route. Là, comme le chemin montant longeait la lisière du bois, elle mit son cheval au pas et le laissa souffler jusqu'au point culminant d'où l'on découvre Vivey. Le village, dominé de trois côtés par des roches à pic et des escarpemens boisés, repose au fond d'un puits de verdure. Les derniers hêtres de la forêt effleurent presque les toitures de pierres plates de ses maisons basses et ramassées autour d'un ruisseau qui sort de la roche. Une étroite langue de prairie sépare seule les habitations du versant opposé, où les arbres recommencent à moutonner. A cent pas du village, la prairie s'élargit un peu, le ruisseau décrit entre les aunelles un petit arc de cercle, et dans la verte presqu'île formée par l'eau capricieuse, s'élève l'ancien manoir seigneurial, dont le modeste corps de logis à toit d'ardoises est flanqué de deux tourelles coiffées en éteignoir. Une allée de tilleuls le relie au village. Les murs de l'habitation disparaissent presqu'en entier sous le lierre et les aristoloches, et c'est sans doute à ce revêtement de verdure qu'elle doit le nom de Maison Verte sous lequel on la désigne dans le pays.

Du point où se trouvait la jeune fille, on plongeait comme à vol d'oiseau sur les dépendances de cette demeure et jusque dans les moindres recoins du village. Elle arrêta brusquement son cheval, et ses yeux se dirigèrent vers la grande porte de la Maison Verte, devant laquelle un cabriolet à capote poudreuse, attelé d'un cheval pie, stationnait sous la garde d'un domestique en blouse. Le propriétaire de cet équipage se tenait lui-même sur le seuil de la porte, faisant de cérémonieux saluts à une dame penchée à l'une des fenêtres du rez-de-chaussée. C'était un robuste garçon, haut sur jambes, taillé en hercule et costumé en chasseur campagnard. Après un dernier salut, il s'installa sous la capote du cabriolet et prit les rênes; mais dès le premier coup de fouet le cheval, au lieu de partir, s'arc-bouta sur ses jambes de derrière, recula, rua et finalement se coucha sur le flanc dans le sable de l'allée. Le géant sauta hors du cabriolet, fouilla dans la poche de sa veste, et sans manifester la moindre impatience, en homme habitué à pareille aventure, vint se planter en avant de sa bête et lui montra à distance quelque chose qui devait être un morceau de sucre. L'aimable animal tendit le cou, se releva, et se décida à suivre l'appât dont son maître l'alléchait en courant à petits pas en avant de l'équipage. Ce grand gaillard trottinant, les mains derrière le dos, et de temps en temps tournant la tête pour encourager sa bique rétive, cette maigre haridelle aux couleurs voyantes, cet antique cabriolet

louvoyant sur les cailloux, tout cela formait un si grotesque ensemble que la jeune fille, du haut de son observatoire, fut prise d'un fou rire. Après trois minutes de cet exercice, le géant jugeant que son cheval était suffisamment entraîné, se déroba par un brusque mouvement de côté, sauta à la volée dans le cabriolet, reprit les rênes et s'éloigna au trot. La jeune fille le suivit encore quelque temps avec une expression moqueuse au coin des lèvres, puis fredonnant irrévérencieusement l'air de : « Bon voyage, monsieur Dumolet, » elle caressa de sa cravache le petit cheval breton, qui descendit lestement la rampe de Vivey.

La dame à laquelle le propriétaire du cabriolet avait envoyé de si galans saluts était restée à la fenêtre. Quand l'équipage eut disparu, elle se retourna vers l'intérieur de la pièce où un homme d'une cinquantaine d'années, enfoncé dans un fauteuil, lisait un journal. — Eh bien! Clotilde, demanda celui-ci, M. de Préfontaine est-il enfin parvenu à faire marcher son cheval pie?

— Oui, répondit-elle, mais comme toujours il y a eu du tirage.

Elle vint s'asseoir en face du liseur. Ces deux têtes opposées l'une à l'autre formaient un contraste curieux. La femme, grande, élégante, aux épaules larges et à la poitrine développée, avait la complexion chaude et puissante des brunes. Sa quarantaine était sonnée, mais, si son teint avait perdu sa fraîcheur, sa beauté un peu masculine conservait encore de l'éclat. Le front bas et lisse, le menton gras et massif, annonçaient une nature opiniâtre, dominatrice, plus sensuelle que tendre; mais les lèvres humides et souriantes, les yeux noirs étincelans sous de longs cils avaient une expression à la fois hardie et voluptueuse, il s'en dégageait un fluide attirant et enveloppant. — L'homme était de taille moyenne, blond, lymphatique, avec des traits distingués, quoique peu accentués; ses yeux gris à fleur de tête, intelligens, mais timides, ses gestes indécis, trahissaient cette molle indolence rêveuse qui caractérise certains tempéramens de blonds. Son cou, tantôt penché en avant, tantôt infléchi paresseusement sur l'une des épaules, le vague de ses regards et la lenteur de ses paroles disaient plus encore; un physiologiste aurait certainement découvert dans cette languissante attitude les premiers symptômes d'un affaiblissement nerveux. Cette femme au sang riche et abondant, aux nerfs élastiques et résistans, semblait avoir absorbé toute la force vitale de son vis-à-vis. Elle le tenait courbé pour ainsi dire sous le rayon de ses noires prunelles. Il finit par subir à travers les pages de son journal l'influence de ce regard despotique, car il replia tout à coup la feuille et dit en souriant : — Un honnête garçon que ce Préfontaine, mais un peu lourd et manquant de conversation.

— Tel qu'il est, répondit-elle en haussant les épaules, nous de-

vons nous en contenter, puisque c'est le seul de nos voisins qui ait daigné nous rendre nos visites.

M. La Tremblaie étouffa un soupir. — Entre nous, reprit-il, je crains qu'il ne vienne ici beaucoup moins pour nos beaux yeux que pour ceux de Raymonde.

— Où est le mal? répliqua Mme Clotilde La Tremblaie d'une voix insinuante; M. de Préfontaine n'est pas à dédaigner. Il a un beau nom, et s'il est sans fortune, du moins il est bien posé dans le canton... Vous avez intérêt à choisir un gendre qui vous aide à nouer des relations dans le pays.

— Mais Raymonde?..

— Elle sera bien à plaindre de prendre un mari qui l'adorera.

— Crois-tu qu'elle ait du goût pour M. de Préfontaine?

— Je crois qu'elle a du goût pour le mariage... Malgré son étourderie, elle comprend déjà bien des choses, et elle sent qu'en fait de maris, elle n'a pas l'embarras du choix.

M. La Tremblaie soupira de nouveau, et il y eut entre les deux interlocuteurs un moment de silence pendant lequel on entendit le trot d'un cheval sous les tilleuls. — Justement, la voici! dit Mme Clotilde en allant à la fenêtre.

En effet, quelques minutes après, la porte s'ouvrit, livrant passage à la jeune fille de la Combe-aux-Fontaines. Elle entra, tout échevelée encore de la course, et s'élança vers son père qu'elle baisa au front.

— As-tu fait une bonne promenade? demanda M. La Tremblaie, dont la figure songeuse s'illumina d'un sourire.

— Excellente! Il m'est arrivé une aventure à la Don Quichotte, que je te conterai.

— Pendant que tu courais les champs, ma chère, dit Mme Clotilde, tu as perdu la visite de M. de Préfontaine.

— Je le sais, répondit Raymonde en ébauchant une grimace espiègle, j'ai assisté de loin à la scène du morceau de sucre, et j'en ai bien ri.

— Il a regretté de ne pas te rencontrer.

— Il a eu tort; j'étais en veine de taquinerie, et il en aurait pâti.

— Mais il reviendra demain, continua Mme La Tremblaie, il dînera avec nous, et j'espère que tu nous feras grâce de tes gamineries.

Raymonde tourna brusquement vers sa mère un visage dont l'expression était devenue méfiante et presque agressive. — Je n'ai pas le talent de parler autrement que je ne pense, répliqua-t-elle vertement; quand je vois M. Osmin de Préfontaine, il ne me vient que des pensées drôles... Que veux-tu que j'y fasse?

— Je veux, mademoiselle, s'écria Mme Clotilde avec emportement,

que vous ayez plus d'égards pour un garçon qui mérite qu'on le traite sérieusement!.. Je vous laisse avec votre père, qui vous dira le reste.

Elle sortit lentement, tandis que Raymonde la suivait de ses grands yeux étonnés. — Qu'est-ce que cela signifie? murmura la jeune fille en courant se pelotonner sur les genoux de son père, dont elle prit le cou dans ses bras.

— Ta mère a raison, répondit M. La Tremblaie d'un air embarrassé, M. de Préfontaine est un galant homme que tu devrais traiter avec moins de sans-façon. — Il réfléchit un moment, tandis que la jeune fille continuait à se câliner sur ses genoux, puis reprit : — Raymonde, te souviens-tu de ta dernière année de pension?

— Oh! oui, fit-elle, tiens, j'en bâille encore rien que d'y penser.

— Et te rappelles-tu un jour où j'entrai au parloir, tandis que tu étudiais ton piano? Tu me tournais le dos et tu ne me savais pas là; au lieu de jouer, tu avais posé languissamment tes mains sur le clavier (je te vois encore), et tu soupirais d'un ton lamentable : — O mon Dieu, un petit mari! un tout petit mari!

— Je crois bien, je m'ennuyais à avaler ma langue.

— Et maintenant tu ne t'ennuies plus?

— Pas quand je suis avec toi! dit-elle en lui déposant un baiser sur le front; mais de temps à autre, quand je suis restée trop longtemps en tête-à-tête avec moi-même, il me vient des giboulées d'ennui.

— Et si alors on t'offrait un mari, petit ou grand?

Elle dénoua vivement ses bras et d'un bond sauta à terre. — Tu veux me marier avec M. de Préfontaine? s'écria-t-elle en regardant fixement son père et en le menaçant du doigt.

— Mon Dieu, repartit M. La Tremblaie en rougissant, ta mère et moi nous en causions tout à l'heure... Franchement, ce serait un parti convenable... En admettant qu'il te plaise, mignonne!

Elle secoua les épaules à la manière des enfans mécontens, tourna le dos à son père et se campa devant la fenêtre, où ses doigts se mirent à tambouriner.

— Préfontaine, reprit timidement M. La Tremblaie, n'est pas un bellâtre, mais il est bien portant et bien taillé.

— Comment donc? interrompit Raymonde en tambourinant avec fureur, six pieds, un géant!

— Il a un beau nom, ses ancêtres...

— Sont allés aux croisades, je sais!

— Il s'est bravement conduit pendant la guerre; il a un caractère loyal, un cœur d'or, et il t'aime...

— Bêtement, c'est vrai; mais, si nous étions mariés, je le verrais toujours courant avec un morceau de sucre en avant de son cheval pie.

— Peux-tu t'arrêter à de pareils enfantillages? s'écria M. La Tremblaie, impatienté; on dirait vraiment que dans ce pays perdu tu as l'embarras du choix.

— Les maris ne poussent pas que dans ce pays, je suppose!

— Nous sommes fixés ici... Et puis, poursuivit tristement le père de Raymonde, il y a d'autres raisons plus graves qui bornent forcément ton choix.

Elle se retourna brusquement : — Lesquelles?

— Tu les connaîtras plus tard.

— Eh bien! alors, attendons!

— Oui, mais moi, mauvaise enfant, je ne voudrais pas te laisser seule avec ta mère, et je puis mourir.

— Oh!.. — Elle contempla avec effroi la figure pâlie et maladive de son père, et il y eut entre eux un moment de profond silence. Par la fenêtre ouverte, on entendait le bruissement rhythmé des faux dans la prairie, les aboiemens lointains des chiens du village et le bourdonnement sourd des abeilles parmi les tilleuls de l'avenue. Raymonde revint doucement vers M. La Tremblaie et, s'agenouillant près de lui, la tête levée vers la sienne, les yeux dans ses yeux: — Voyons, père, murmura-t-elle, ce mariage te ferait-il bien, bien plaisir?

— Il me rassurerait sur ton avenir en même temps qu'il nous ferait prendre pied dans ce pays, où l'on nous regarde un peu trop comme des oiseaux de passage. Ce serait une bonne chose pour nous tous.

— Eh bien! pour toi... rien que pour toi, tu entends!.. je te promets d'essayer de m'habituer à cette idée-là; mais il ne faudra pas trop me presser, tu sais!.. Ma mère et *lui*, vous me laisserez le temps de m'acclimater petit à petit.

— Chère enfant! dit-il en lui prenant les mains, pauvre enfant!

Raymonde sentit son front mouillé par une larme; elle sauta au cou de son père, le baisa avec une brusquerie passionnée et sortit sans ajouter un mot.

Elle monta rapidement dans sa chambre, dont les fenêtres donnaient sur les bois, alla s'asseoir dans l'embrasure d'une croisée et plongea sa figure brûlante dans les feuillages du lierre qui en tapissait les parois. — Le mariage! Elle y avait souvent rêvé, depuis deux ans, à Paris ou en province, entre les quatre murs des pensions où l'avait promenée la vie nomade et singulière de ses parents; mais le mari idéal dont elle voyait la vague image danser entre ses yeux et les pages de son livre ne ressemblait guère au colossal Osmin de Préfontaine. C'était un héros de roman doué de toutes les séductions, paré de toutes les élégances :

Charmant, jeune, traînant tous les cœurs après soi.

Plus tard, quand, amenée à Vivey en plein printemps, elle avait été libre de galoper à travers bois, le fantôme de l'idéal amoureux l'avait de nouveau hantée pendant ses folles courses sous la haute futaie. Elle le cherchait jusqu'au creux des ravins où chantent des sources à la voix berceuse; elle s'imaginait le voir soudain apparaître au détour d'une sente, comme un fils de roi dans un conte de fées. Maintenant il fallait dire adieu aux rêves, renoncer à chevaucher en plein pays de féerie et marcher prosaïquement au-devant du fiancé réel que le hasard lui offrait. Celui-là n'avait rien d'un pur esprit, non, c'était bien un amoureux de chair et d'os, — et quelle chair florissante, quelle massive ossature! — Un robuste gentilhomme campagnard, chassant six mois de l'année et passant les six autrès mois à des parties de pêche ou à des parties de *rams*. Raymonde quitta l'embrasure de la fenêtre et d'un bond vint se placer devant une haute glace oblongue, encadrée dans des baguettes aux dorures ternies, et surmontée d'un trumeau. Sur le trumeau était peint un berger à la veste enrubannée, jouant du chalumeau aux pieds d'une bergère en paniers, qui l'écoutait avec des mines langoureuses. Dans le fond sombre de la glace, Raymonde vit se refléter la partie supérieure de son corps : sa taille svelte gracieusement moulée par son corsage d'amazone, son cou blanc et flexible, l'ovale élégant de son visage, sa bouche d'enfant aux lèvres d'un rouge vif, ses grands yeux aux brunes prunelles piquetées de points d'or, et le luxe soyeux de son abondante chevelure aux tons chauds. Elle n'avait pas de fausse modestie et se trouvait franchement belle. Et songer que cette triomphante beauté serait à jamais cloîtrée dans le triste pigeonnier de Lamargelle, que M. de Préfontaine décorait du nom de château!.. Ses yeux remontèrent avec une expression désolée jusqu'à la bergerie du trumeau. Ce berger, jouant éternellement la même chanson d'amour, semblait lancer à la jeune fille des œillades ironiques; cette bergère galamment pomponnée la regardait d'un air de pitié. Elle frappa du pied avec un dépit concentré et retourna se blottir dans son embrasure, inquiète, farouche, indécise, mordillant des feuilles de lierre arrachées au treillage, et se demandant quelle mine elle pourrait bien faire le lendemain pour décourager M. de Préfontaine.

III.

— Certes, madame, Pigeau n'est pas une bête parfaite; il a le garrot sensible, et répugne à donner le premier coup de collier; mais une fois lancé, on ne peut plus l'arrêter... Hé! hé! il ressemble à son maître, et c'est pourquoi nous nous aimons, Pigeau et moi, malgré nos défauts.

Tout heureux de cette saillie, M. Osmin de Préfontaine emplit de son large rire le salon où il causait avec M. et Mme La Tremblaie en attendant le dîner. Très grand et membré à l'avenant, Osmin avait une voix de stentor, des cheveux plantés dru sur un front de taureau, et la barbe en éventail. Bien qu'il eût vingt-cinq ans sonnés, son teint frais, ses gros yeux humides et son excessive gaucherie lui donnaient l'air ingénu d'un adolescent qui a démesurément grandi pendant sa dernière année de collége. La bonté et la confiance se lisaient sur son visage qu'un rien faisait rougir. Il y avait dans l'ensemble de ce géant quelque chose qui rappelait la lourde et indulgente bonhomie de ces gros chiens des Pyrénées, si terribles d'aspect et si doux de caractère. Ses mains et ses pieds semblaient l'embarrasser considérablement. Il n'en savait que faire, et tentait pour les dissimuler des efforts qui ne servaient qu'à attirer l'attention sur ces malencontreuses extrémités. Dès qu'il apercevait ses chaussures, ornées pour la circonstance de guêtres de piqué dont la blancheur crue tirait l'œil, il se hâtait de les renfoncer sous le siége de son fauteuil; puis, comme elles y étaient mal à l'aise, il finissait par les délivrer de leur prison et par les croiser modestement l'une sur l'autre. Il n'interrompait ce travail que pour jeter à la dérobée de timides regards vers la porte par où devait entrer Raymonde.

Elle parut enfin, demi-souriante et demi-sérieuse, la taille bien prise dans une robe de toile, et la tête environnée comme d'une auréole par ses cheveux roux légèrement crêpés. Le dîner était servi, Préfontaine offrit le bras à Mme Clotilde, et l'on passa dans la salle à manger dont les fenêtres ouvertes apportaient aux dîneurs une fine senteur de chèvrefeuille, mêlée à l'odeur plus pénétrante des foins récemment fauchés. Trompant les craintes de Mme La Tremblaie, Raymonde s'étudiait à mettre une sourdine à ses espiègleries habituelles. Réservée, presque silencieuse, elle retenait sur ses lèvres les saillies d'enfant terrible que provoquaient d'ordinaire les naïves réflexions d'Osmin. La contrainte qu'elle s'imposait donnait à sa figure une expression mystérieuse et piquante qui fut un nouveau charme pour M. de Préfontaine. Deux ou trois fois ses yeux cherchèrent ceux de la jeune fille et furent étonnés de rencontrer un regard qui n'avait rien de moqueur. Elle écouta une longue histoire de chasse sans l'interrompre une seule fois, et au dessert, comme Osmin s'extasiait sur la beauté d'une corbeille de fleurs placée au centre de la table, Raymonde poussa l'amabilité jusqu'à y prendre un bouton de rose et à le fixer elle-même à la boutonnière du géant. Mme Clotilde n'en pouvait croire ses yeux, M. La Tremblaie souriait silencieusement, et Préfontaine, dans son ravissement, but coup sur coup deux verres de vieux bourgogne qui achevèrent de lui procurer une douce griserie.

Après le café, Raymonde et sa mère, laissant les deux hommes fumer leur cigare, regagnèrent le salon, et quelques minutes après les sons du piano touché par la jeune fille arrivèrent mollement jusqu'aux oreilles d'Osmin. Il avait enfin réussi à mettre ses jambes à l'aise et se creusait la tête pour entretenir une conversation que M. La Tremblaie laissait s'éteindre à chaque instant. Préfontaine trouvait ce soir-là au piano des sons d'une mélodie charmante, et il manifestait sa joie en battant la mesure à contre-temps. Pourtant, s'il eût été plus au courant de la musique contemporaine, l'air choisi par Raymonde aurait dû lui inspirer des craintes. Elle jouait avec une expression singulièrement ironique un motif d'une opérette en vogue, dont les paroles, si elles avaient été connues d'Osmin, l'auraient prodigieusement ébahi. C'était l'air de *la Grande-Duchesse :*

Dites-lui qu'on l'a remarqué,
Distingué;
Dites-lui qu'on le trouve aimable.

— Une jolie musique! murmura Préfontaine en dodelinant de la tête, je ne suis pas connaisseur, mais je n'ai rien entendu qui m'ait fait autant de plaisir.

M. La Tremblaie, qui connaissait l'opérette et flairait une nouvelle espièglerie de Raymonde, avait d'abord froncé le sourcil; mais, voyant l'air naïvement émerveillé de son compagnon, il se rassura, et s'inclina en signe d'assentiment.

Une à une, les notes s'envolaient railleuses, câlines, vibrantes, et emportaient avec elles la raison d'Osmin de Préfontaine...

Dites-lui que, s'il le voulait,
On ne sait
De quoi l'on serait capable.

Osmin se leva, jeta son cigare et hasarda quelques pas dans la direction du salon. A la fin, n'y tenant plus, il regarda M. La Tremblaie d'un œil si suppliant que celui-ci eut pitié de son impatience : — Mon cher monsieur, murmura-t-il, ne vous embarrassez pas de moi. La musique me plaît mieux d'un peu loin. Allez, je ne vous retiens plus.

Préfontaine n'avait pas attendu la fin de ces paroles pour ouvrir la porte. Il se dirigea rapidement vers le salon, dont le séparait la bibliothèque; mais on n'est pas haut de six pieds et taillé en proportion sans avoir le pas lourd, surtout lorsqu'on est chaussé de forts brodequins fabriqués par le maître cordonnier de Lamargelle. — Raymonde distingua de loin ce pas retentissant sur le parquet sonore; elle eut le pressentiment d'un long et inquiétant tête-à-tête, ménagé entre elle et son colossal amoureux. Brusquement ses doigts

s'arrêtèrent sur le clavier, et sans écouter les observations de sa mère, elle s'enfuit dans le jardin, avec lequel communiquait le salon.

Lorsqu'Osmin entra timidement, le piano ouvert vibrait encore, mais la musicienne s'était envolée; il ne restait plus que Mme Clotilde étendue dans un fauteuil et en train de feuilleter un journal de modes. La figure de Préfontaine s'allongea et prit une si comique expression de désappointement, que la dame ne put réprimer un sourire. — Ce n'était pas pour moi que vous veniez, hein? s'écria-t-elle. — Elle lui fit signe de s'asseoir près d'elle et continua : — Avouez que vous l'aimez joliment?

— Mon Dieu, oui, répondit-il après avoir soupiré, je l'aime, bien que je reconnaisse n'avoir rien en moi de bien séduisant : je suis pauvre, je ne sais pas parler et j'ai une taille ridicule...

— Vous êtes trop modeste, cher voisin, interrompit Mme La Tremblaie; avec votre nom et votre situation dans le pays, ou peut prétendre aux partis les plus huppés. Voulez-vous que je vous parle franchement? Eh bien, si vous aimez Raymonde, osez le lui dire; plaidez vous-même votre cause, et vous réussirez. Seulement...

— Seulement?.. répéta-t-il d'une voix anxieuse.

— Quand il faudra conclure, je crains bien que les objections ne viennent de votre côté et non du nôtre.

— Du mien! s'écria-t-il, ah! chère dame, vous ne savez pas à quel point je l'aime. Je serais homme à déraciner la forêt de Vivey tout entière, si elle se dressait pour m'empêcher d'épouser Mlle Raymonde.

— Il ne s'agit pas de déraciner une forêt, mais de sauter à pieds joints sur un préjugé : Raymonde n'a pas de nom.

— N'est-ce que cela? dit-il avec un large éclat de rire, oh! oh! je ne suis pas entiché de ma noblesse au point de m'imaginer que je me mésallie en épousant une jeune fille qui n'a point de particule. D'ailleurs, je n'ai d'autre parent qu'un vieil oncle, fort indulgent en pareille matière, car il s'est marié avec sa servante.

— Nous ne nous entendons pas, reprit Mme La Tremblaie, je parle d'un préjugé plus fortement enraciné.

— A part la question d'honneur, répliqua Osmin, il n'y a rien que je ne sois prêt à sacrifier.

— Je ne vous demande rien qui touche à votre honneur, dit-elle d'une voix insinuante, au contraire c'est sur lui que je me repose, en vous confiant un secret que personne ne connaît ici.

Préfontaine commençait à la regarder d'un air inquiet; elle continua : — Raymonde n'a pas de nom, ou du moins elle n'a pas le droit de porter celui de son père. En un mot, ajouta-t-elle en baissant les yeux, M. La Tremblaie et moi, nous ne sommes pas mariés.

Osmin fit un haut-le-corps et tortilla sa barbe en arrondissant ses gros yeux effarés.

— Oh! reprit-elle d'une voix humble et doucereuse, ne vous hâtez pas de me mal juger. Quand vous saurez comment les choses en sont venues là, vous serez plus indulgent.

Alors elle lui conta rapidement qu'elle avait été mariée toute jeune à un homme beaucoup plus vieux qu'elle, qui la négligeait pour s'occuper de politique, et qui avait compromis sa position en affichant des opinions révolutionnaires. Délaissée à un âge où l'on n'a pas l'expérience de la vie, elle avait connu M. La Tremblaie, ils s'étaient aimés, et elle avait consenti à s'enfuir avec lui. Raymonde était née en Italie, et avait été inscrite sur les registres de l'état civil sarde comme enfant légitime de M. La Tremblaie. — Aux yeux du monde, poursuivit-elle, nous sommes mari et femme, et tout est arrangé pour que le mariage de Raymonde ne soulève aucune difficulté. M. La Tremblaie lui remettra, de la main à la main, sa dot, qui se compose de deux cent mille francs en rentes sur l'état; le maire de Vivey n'aura aucune objection à faire, puisque nous lui présenterons un acte de naissance régulier; il n'y a donc aucun scandale à craindre, et c'est uniquement parce que je vous estime et que j'aurais conscience de vous tromper, que je vous ai révélé cette triste histoire. Inutile d'ajouter que la pauvre Raymonde ne se doute pas de sa situation irrégulière.

Osmin tortillait toujours sa barbe avec fureur. — Merci, dit-il d'une voix altérée; mais votre,... cet homme, qui vous a abandonnée, existe-t-il encore?

— Hélas! murmura-t-elle, nous l'ignorons. Cette incertitude seule nous empêche de régulariser une liaison de vingt ans, qui certes, aux yeux de Dieu, a le caractère sacré d'un véritable mariage. Voilà plus de dix ans que je n'ai eu de nouvelles de celui qui a gâté toute ma vie. M. La Tremblaie a fait faire à son sujet des recherches qui n'ont amené malheureusement aucun résultat.

Elle avait conté tous ces détails avec un tel accent de sincérité émue que Préfontaine ne douta pas un seul instant qu'ils ne fussent de la plus scrupuleuse exactitude. Il plaignit naïvement du fond du cœur cette femme, obligée de s'humilier devant un étranger et de lui confesser un péché que le monde ne pardonne guère. Il était surtout plein d'une tendre pitié pour Raymonde, pour cette charmante fille que les lois mondaines comme les lois civiles condamnaient à subir les conséquences d'une faute qu'elle n'avait pas commise; mais, en dépit de cette pitié et de ce tendre intérêt, il restait fort empêché et sentait cette confidence inattendue lui peser comme une pierre sur la conscience.

Mme Clotilde le vit hésitant et, avec cette hardiesse qui formait

la trempe de son caractère, elle résolut de frapper un dernier coup, destiné à briser net les scrupules de l'honnête garçon dont elle voulait faire son gendre. Elle alla vers Osmin, qui s'était levé et se promenait de long en large dans le salon, où glissaient les premières ombres du crépuscule : — Maintenant, mon ami, dit-elle en lui tendant la main, vous voilà au courant... Je ne veux pas vous influencer... Raymonde est au jardin, allez la rejoindre, si vous le jugez à propos; mais réfléchissez mûrement avant de vous engager, et faites ce que vous dictera votre cœur.

Elle l'avait conduit jusqu'au bord des massifs, où les pétunias répandaient dans la nuit leur odeur de girofle, et quand Préfontaine se retourna pour lui répondre, elle avait déjà regagné la maison.

Le grand garçon resta un moment pensif, secoua ses épaules, tira un long soupir du fond de sa large poitrine et contourna rapidement la pelouse assombrie. Il fureta vainement dans les allées qui s'enfonçaient, mystérieuses, sous des bouquets de sorbiers et d'arbres verts; il visita le potager, la serre et le verger, — personne! Comme il longeait une dernière allée, riveraine du mûr de clôture, il vit que la petite porte donnant sur les bois était restée entr'ouverte. — Bon! pensa-t-il, l'espiègle aura pris la clé des champs. — Et, poussant lui-même cette porte entre-bâillée, il s'engagea dans un sentier étroit et rapide, qui escaladait le coteau parmi des bouquets de trembles et d'alisiers.

Il avait allumé un cigare et cheminait lentement, n'étant point fâché de se trouver un moment seul et de réfléchir à son aise aux étranges révélations de Mme Clotilde. Le bon Osmin avait l'intelligence lourde, et il lui fallait longuement ruminer les choses avant de se les assimiler. Ce qu'on venait de lui apprendre l'avait singulièrement déconcerté et refroidi. Ce n'était pas pourtant qu'il fût collet-monté ni qu'il eût des principes rigides. Son éducation avait été toute rustique. Il avait perdu sa mère de très bonne heure; son père, en vrai gentilhomme campagnard, passait sa vie à la chasse ou au jeu, et l'avait abandonné jusqu'à dix ans aux soins des domestiques. Un curé de village, chargé de son instruction, avait à grand'peine dégrossi son esprit opaque. Dès l'âge de quinze ans, les façons et les mœurs d'Osmin s'étaient modelées sur celles des paysans et des chasseurs avec lesquels il frayait. Il ne s'effarouchait nullement d'une mésalliance et, si le cœur lui en avait dit, il aurait sans scrupule épousé la fille d'un bûcheron ou d'un charbonnier; mais il avait la répugnance instinctive du paysan pour les naissances illégitimes, et la position équivoque de Mlle La Tremblaie le troublait. Pourtant, quand le cours de ses réflexions ramenait dans son cerveau l'image de Raymonde avec sa magnifique chevelure, son corps souple, ses beaux bras attirans, il se sentait remué des pieds à la

tête, sa gorge se serrait, et il était empoigné par un violent désir de posséder à lui tout seul cette éblouissante fleur de beauté. — Après tout, se disait-il, on n'épouse pas la famille... Une fois que Raymonde sera ma femme, nous vivrons chez nous, et ne verrons les La Tremblaie qu'aux fêtes carillonnées. Personne ne saura où le bât nous blesse; c'est loin, l'Italie! et Mme Clotilde est une maîtresse femme qui a pris toutes ses précautions. Je me trouve ridicule, ma parole! Il semblerait, à me voir faire le pointilleux, que je n'ai plus qu'à tendre la main pour emmener Raymonde chez moi! Mais, triple niais, songe donc combien elle est élégante, fine, spirituelle! Une vraie duchesse! Sais-tu seulement si elle voudrait d'un rustre comme toi?

Il en était là de ses réflexions quand il heurta du pied une souche à demi déracinée, et, relevant la tête, il s'aperçut qu'il était arrivé à un large pâtis parsemé de touffes de genévriers et encadré dans les bois. — Diantre! murmura-t-il, me voici déjà au *Champ-Carré*, et point de Raymonde! — Le ciel fourmillait d'étoiles; sur l'horizon plus clair, les lisières immobiles de la forêt détachaient leurs masses sombres. A gauche, du côté de la gorge de Vivey, le bruit du ruisseau montait avec des sons flûtés, et de blanches buées traînantes, indiquant le cours de l'eau, ondulaient comme une gaze parmi des bouleaux au feuillage frémissant. Les regards d'Osmin fouillaient vainement la grise étendue de la friche. Tout à coup il poussa un grognement de surprise et s'arrêta net, tandis qu'un léger frisson courait le long de son épine dorsale. A deux cents pas environ, vers l'endroit où les buées commençaient à raser la pelouse, une lueur rouge dansait derrière des genévriers, et, s'enlevant en noir sur cette rougeur, une svelte silhouette humaine agitait sa tête, couronnée d'une auréole de petites étoiles phosphorescentes. Osmin, superstitieux comme un franc paysan, songea tout d'abord au *Folletot*, ce lutin de la montagne langroise, et ne put réprimer un mouvement d'instinctive frayeur. Comme il était brave, au demeurant, il eut vite raison de cette première sensation de malaise et s'avança d'un pas délibéré vers les lueurs mystérieuses. Il n'était pas à moitié du chemin que l'aboiement d'un chien l'avait déjà ramené en pleine réalité. En même temps, l'étrange silhouette couronnée d'étoiles s'était approchée de lui et il reconnut Raymonde. La coquette fille avait tout simplement niché dans ses cheveux une dizaine de vers luisans, qui continuaient de jeter leurs feux verdâtres parmi les soyeuses crépelures de ses boucles abondantes. — Gageons que je vous ai effrayé, s'écria-t-elle en riant.

— Effrayé, non, répliqua-t-il, mais troublé... Vous êtes belle comme une fée.

— Venez, continua-t-elle, j'étais en train de me faire tirer la

bonne aventure... Croyez-vous aux sorciers, monsieur de Préfontaine?

Elle l'amena encore tout ébahi près d'un feu de pâtre, où se tenait enveloppé dans sa limousine un paysan maigre et dépenaillé dans lequel Osmin reconnut le berger de Vivey. — Hé! c'est Trinquesse, dit-il en riant à son tour, bonsoir, vieux!.. Les juges de Langres ne vous ont donc pas encore dégoûté de votre métier de sorcier?

Le berger souleva son feutre à larges bords, et imposant silence à son chien : — Les juges ne changeront pas ce qui est, monsieur de Préfontaine, murmura-t-il, tandis que sa face plissée de rides grimaçait un sourire et que ses petits yeux malins dévisageaient le jeune homme; ils n'empêcheront pas les lignes de se croiser dans le creux des mains ni les étoiles de se marier dans le ciel. Et si les signes célestes ont des correspondances avec les signes de la main, qu'y peuvent les juges?.. Eh! eh! répondez, vous qui êtes un monsieur et qui avez été aux écoles!.. Voyez-vous, les signes sont muets ou raisonnables suivant qu'on a le don de les faire parler, et qui possède le don sait bien des choses que les juges ne connaîtront jamais... Ha! ha! j'ai dit à plus d'un des pensées qu'il croyait enfermées à clé au mitan de son cœur!

— Le fait est, ajouta Raymonde, que Trinquesse m'a conté des choses qui me renversent... A votre tour, monsieur de Préfontaine, donnez-lui votre main.

— Volontiers, répondit-il en s'agenouillant dans l'herbe; voici ma main, mon brave, et la pièce d'argent blanc avec... Dites-moi si j'aurai ce que je désire?

Le berger jeta une poignée de ramilles sur le feu qui se ranima, et prenant la large paume d'Osmin, l'étudia minutieusement aux lueurs du brasier. Raymonde s'était assise sur une pierre, le front dans ses mains. Autour d'eux, on n'entendait que le lointain murmure du ruisseau, et parfois la voix chevrotante d'un mouton qui se réveillait dans le parc voisin et jetait un bêlement plaintif à travers la nuit.

— Ouais! commença Trinquesse, voici un doigt *annulier* qui ne portera pas d'anneau de mariage, et cette croix sur le *mont de Saturne* annonce des déboires d'amour... Vous ne vous marierez point, monsieur de Préfontaine.

— Plaît-il? grogna Osmin, fort mécontent de ce début.

— Apaisez-vous, poursuivit le berger, vous n'en serez mie plus malheureux... Votre ligne de vie est claire, saine et rubiconde, vous vivrez longtemps en joyeuse humeur, avec bonne table et bon feu...

Raymonde éclata de rire. — La peste! dit Osmin, humilié de la gaîté de la jeune fille et du peu glorieux horoscope formulé par

Trinquesse, vous n'y entendez rien, vieux farceur, et je suis bien bon d'écouter vos *dailleries*... Il se fait tard, mademoiselle Raymonde, si nous laissions le bonhomme à ses moutons?

Raymonde fit un signe d'acquiescement, et ils prirent congé de Trinquesse. La jeune fille, relevant avec un joli geste ses longues jupes qui traînaient dans la rosée, se mit à marcher d'un pas net et bien détaché, serrant autour de sa taille cambrée un petit châle de laine, et redressant avec crânerie sa tête toute scintillante de vers luisans. Osmin se tenait silencieux à son côté, d'un air déconfit, mâchonnant entre ses lèvres un brin de sauge arraché au gazon pendant la consultation du berger. Le malencontreux pronostic de Trinquesse avait troublé le bel ordre du discours qu'il s'était proposé d'adresser à Raymonde, et il ne savait plus par où commencer. Pour achever de l'intimider, la lune se leva au-dessus des bois et jeta des nappes bleuâtres sur la friche du *Champ-carré* où les grillons poussaient en chœur leurs petits cris qui semblaient à Osmin autant de grêles éclats de rire. — Cette grande clarté ne me va pas, pensa-t-il, je parlerai quand nous serons sous bois.

Quant à Raymonde, rassurée par la réserve de son amoureux, elle avait repris tout son aplomb. — Vous êtes taciturne, dit-elle à Osmin; moi, tout au contraire, cette lune me met en gaîté. La nuit, dans les bois, toutes les vieilles chansons de ma nourrice me reviennent aux lèvres, et il faut que je chante. — Et brusquement elle entonna de sa voix chaude et vibrante une ballade rustique qui rendit un peu de courage à Préfontaine. Ses dernières hésitations se fondaient à mesure que les paroles s'envolaient dans l'air sonore. C'était un vrai chant de sirène, et Osmin eût suivi jusqu'au bout du monde la charmeuse qui lançait d'une voix mordante et pourtant si câline ces quatre vers :

L'amour, l'amour qu'on aime tant,
Est comme une montagne haute;
On la monte tout en chantant,
On pleure en descendant la côte...

Ils descendaient, eux aussi, la rampe qui aboutissait à la porte du jardin; à chaque pas se raccourcissait le terme de la promenade, et à mesure diminuait la chance qui avait été donnée à Osmin de déclarer ce soir-là son amour. — N'est-ce pas que cet air est joli? murmura la chanteuse en levant vers son colossal compagnon sa tête ébouriffée, où les vers luisans ne jetaient plus qu'un éclat affaibli, mais où en revanche deux yeux ensorcelans étincelaient au clair de lune.

Osmin ne put résister à ce regard. Il fit une brusque volte-face, et s'adossant à un poirier sauvage qui avait poussé au beau milieu du sentier : — Mademoiselle Raymonde, commença-t-il d'une voix

étranglée par l'émotion, je vous aime bien! et malgré ce qu'a dit ce vieux fou de berger, je me crois d'étoffe à faire un bon mari... Auriez-vous de la répugnance à vous appeler Mme de Préfontaine?

Elle recula, visiblement décontenancée par cette déclaration à brûle-pourpoint, baissa les yeux, regarda entre ses cils la mine anxieuse de ce grand garçon qui lui barrait le passage, et dont le visage était illuminé par un rayon de lune, puis elle se mordit les lèvres et chercha s'il n'y aurait pas moyen de fuir en se lançant en plein taillis; mais de chaque côté le fourré était épais, et Osmin tenait toute la largeur du sentier... Il fallait répondre et elle demeurait sans voix.

— Vous gardez le silence, murmura-t-il, ma brusquerie vous a effrayée?

— Un peu, répliqua-t-elle en essayant de plaisanter... C'est la première fois qu'on m'honore d'une pareille demande, et j'en suis tout ébaubie.

— Je sais mal m'y prendre... J'aurais dû vous dire d'abord que madame votre mère connaît mon désir, et que c'est avec son agrément que je me permets de vous poser cette question.

Comme elle restait silencieuse, il reprit : — Je conviens que c'est hardi de ma part... Je ne suis pas un parti brillant, et je ne m'abuse pas sur mes avantages personnels.

Cet humble et honnête aveu eût mérité au moins un mot aimable; Raymonde le sentait, et rien ne lui venait aux lèvres qu'une petite moue boudeuse, qui lui allait d'ailleurs à ravir. Elle roulait et déroulait autour de ses mains les bouts de son châle de laine.

— Je suis gauche et déplaisant! soupira Osmin désappointé.

— Je ne dis pas cela! s'écria-t-elle enfin après un long effort; mais... mais je n'ai jamais songé au mariage... Il me semblait toujours que j'aurais bien le temps d'y penser quand je serais plus vieille.

— A cinquante ans, par exemple! fit-il avec un gros rire.

— Non, mais dans une couple d'années, au plus tôt. Après tout, j'ai dix-huit ans à peine.

— Rassurez-vous, murmura-t-il mélancoliquement, je ne veux point vous mettre le pistolet sur la gorge... Je vous donnerais du temps. Dites-moi seulement que vous essaierez de vous apprivoiser à l'idée d'être ma femme, si étonnant que cela vous paraisse tout d'abord.

Elle le regarda de nouveau entre ses longs cils, et le voyant carrément accoté à son arbre, bien résolu à ne point bouger avant d'avoir reçu satisfaction, elle poussa un soupir : — De sorte, insinua-t-elle, que si je consentais à essayer, vous me laisseriez le temps de la réflexion?

— Je vous le promets.

— Et ensuite, poursuivit-elle avec un provocant sourire, si, après avoir tout fait pour essayer, je ne me décidais pas?..

Osmin baissa le nez sans répondre.

— Vous ne manqueriez pas, s'écria-t-elle, de le crier sur les toits et de me traiter de fieffée coquette!

— Non, dit-il en relevant bravement la tête, je maudirais ma mauvaise chance et je m'éloignerais, vous aimant et vous estimant toujours.

Les yeux d'Osmin étaient devenus humides. Raymonde semblait touchée et impatientée à la fois; elle battait nerveusement la terre du talon de sa bottine. — Je vous ennuie, fit piteusement Préfontaine, vous voudriez bien être débarrassée de moi?

— Non... seulement il est tard, et on sera inquiet à la maison.

— Pardon d'avoir si mal choisi mon heure... Mais je souffrais trop de me taire... Vrai, j'en maigrissais!

Elle sourit et mesura la haute carrure du géant d'un regard malicieux qui semblait dire : — Il n'y paraît guère!

— Je n'ai pas eu le courage d'attendre à demain, continua-t-il, j'ai voulu connaître ma sentence dès ce soir... Et avec tout cela, je ne la connais pas; je ne sais pas encore si vous m'aimez un peu ou si vous me haïssez.

— Je ne vous hais point, répliqua-t-elle, tout comme Chimène, mais avec moins d'enthousiasme. Son embarras redoublait; Osmin avait fait un pas en avant et avait saisi les doigts de la jeune fille dans sa forte main. — Dites-moi oui ou non, murmura-t-il.

En sentant ses doigts prisonniers dans ceux du sentimental Préfontaine, elle jeta à droite et à gauche un regard désespéré. Incertaine de ce qui allait suivre, effarouchée, agacée, elle marmotta précipitamment : — Eh bien, oui, oui! — Et profitant de ce qu'Osmin en se déplaçant avait laissé un petit espace libre entre l'arbre et le taillis, elle lui glissa entre les doigts comme un lézard, dévala rapidement jusqu'au bas de la rampe, et saisit en toute hâte la poignée de la petite porte... Pourtant, voyant sa retraite assurée, elle eut comme un remords de sa cruauté, et avant de disparaître : — J'essaierai! s'écria-t-elle de sa voix vibrante, à demain! — Et la porte se referma.

IV.

« Mieux vaut, dit le livre des *Proverbes*, être convié de bon cœur à un simple repas d'herbes, que de mauvaise grâce à un festin de bœuf rôti. » — Osmin n'était pas de l'avis du roi Salomon, car malgré la grise mine et les façons embarrassées de Raymonde,

il avait pris ses réponses évasives pour un bel et bon engagement. Fort de la ratification de Mme Clotilde et de M. La Tremblaie, il se regardait comme un fiancé en titre et faisait sa cour avec ferveur. Raymonde, moitié par obéissance, moitié par désœuvrement, acceptait sans trop de rebuffades les hommages de son amoureux. Quand on vit dans un pays perdu où les adorateurs ne poussent pas précisément comme des champignons, il y a toujours une secrète douceur à se sentir adorée, même d'un homme qu'on n'aime pas. A dix-huit ans, à défaut de l'amoureux on aime l'amour, on trompe son cœur comme on trompe sa faim par toute sorte de faux semblans. Raymonde se divertissait à sentir cette plaisante odeur qui émane d'un cœur sincèrement épris. Si grossier que fût le vase, le parfum n'en fleurait pas moins agréablement, et ses délicates narines roses ne dédaignaient pas de le respirer de temps à autre. Elle accueillait les tendresses d'Osmin de l'air bénévole d'une reine qui croit que tout lui est dû, sans se douter que ses sourires étaient considérés par Préfontaine comme autant de billets qu'il se promettait bien de présenter à l'échéance; mais les filles coquettes, de même que les emprunteurs, croient que l'échéance n'arrivera jamais. Elle avait du temps devant elle, on lui avait promis de ne pas la presser, et le terme du mariage était dans un lointain si brumeux qu'elle le perdait de vue à chaque instant.

Osmin, au rebours, envisageait ce terme bienheureux comme une blanche statue souriante, solidement assise à l'extrémité d'une verte avenue dans laquelle il faisait un pas de plus chaque jour. Il prenait ses mesures en conséquence et il avait déjà installé des ouvriers dans son pigeonnier de Lamargelle, afin que la vieille demeure prît une physionomie plus gaie, et que Raymonde y trouvât un nid convenable, lorsqu'elle se déciderait à l'habiter. — Tout sera bientôt prêt et arrangé à souhait, dit-il un soir à Mme Clotilde, je n'ai plus à m'occuper que d'une formalité indispensable ou plutôt d'une corvée, puisqu'elle me forcera à m'absenter pendant quelques semaines. Je vous ai parlé d'un vieil oncle qui habite à quarante lieues d'ici, dans le Morvan; je suis son filleul et son unique héritier, mais il a épousé sa gouvernante, une madrée paysanne qui tirerait volontiers à elle toute la couverture, si je n'y mettais le holà. Aussi vais-je tous les ans, à l'ouverture de la chasse, passer six semaines avec le bonhomme. Il est quinteux, et, si je ne lui soumettais par tout d'abord mon projet de mariage, il serait capable de me jouer un tour dans son testament. Je vais l'aller voir et je profiterai de ma visite pour lui demander son consentement. A mon retour, j'espère que nous fixerons le jour de la noce.

Raymonde apprit sans grand émoi la nouvelle de ce voyage; l'idée de vivre quelques semaines sans avoir Osmin planté sans cesse à

son côté ne lui parut pas trop insupportable. La veille du jour fixé pour le départ, elle n'en fit pas moins joyeusement sa chevauchée à travers bois, revint de bonne humeur, déjeuna de bon appétit, et, pour jouir plus à l'aise des douceurs de la sieste, s'alla reposer dans un hamac qui se balançait au fond du jardin, à l'ombre de deux vigoureux platanes. De là elle voyait à cent pas le ruisseau glissant comme une couleuvre entre les oseraies, puis les maisons du village dont les cheminées envoyaient toutes dans la même direction leurs colonnes de fumée. Les coqs se répondaient d'un bout de la rue à l'autre, les fléaux dans les granges battaient les gerbes alternativement; plus haut, sur le grand plateau qui domine Vivey et où les dernières vagues de la forêt viennent expirer, des alouettes chantaient au-dessus des chaumes. La jeune fille suivait de l'œil leur va-et-vient. Elles montaient en droite ligne dans le bleu, s'y perdaient gazouillant toujours, puis se laissaient tomber perpendiculairement et tout d'un trait; d'autres leur succédaient, la musique aérienne et berceuse ne cessait jamais. Les paupières déjà mi-closes, l'esprit à demi submergé par le rêve, Raymonde savourait avec volupté ce moment délicieux qui précède le sommeil, où la réalité des objets s'efface, où il ne surnage plus des choses que la musique et le parfum. Elle entendait les alouettes lui chanter : — Osmin s'en va. — L'écluse du moulin répétait : — Il part demain; — et les cloches de midi semblaient ajouter : — Bon voyage!.. — Puis ses yeux se fermèrent tout à fait, elle ne distingua plus rien et se plongea dans le sommeil.

Elle rêva d'une longue allée, se prolongeant à travers une futaie de hêtres et de tilleuls; tout au fond, Osmin galopait sur son cheval pie. La bête et le cavalier ne formaient déjà plus qu'un seul point dans l'éloignement, et, sans plus se soucier d'eux, Raymonde s'amusait à cueillir un bouquet parmi de hautes digitales qui semblaient tendre vers elle leurs corolles pareilles à des doigts empourprés. Tandis qu'elle composait sa gerbe, du milieu de la futaie une voix chantait, une voix mâle et caressante, forte et tendre en même temps. Elle était sous le charme; l'herbe paraissait plus verte, les odeurs plus pénétrantes, à mesure que s'élevait cette voix magique. Tout à coup le galop du cheval, retentissant de nouveau, se rapprochait rapidement, et le rire d'Osmin, ce rire énorme et assourdissant étouffait la voix de l'inconnu et rompait l'enchantement...

Une pluie de feuilles de roses tombant sur son visage et sur son cou la réveilla en sursaut, et à peine ses yeux furent-ils entr'ouverts qu'elle aperçut Osmin debout devant elle et riant aux éclats. — La plaisanterie est mauvaise! s'écria-t-elle en frottant ses paupières alourdies avec le geste dépité et gracieux d'un enfant dont on interrompt le premier sommeil; y a-t-il longtemps que vous êtes là?

— Un gros quart d'heure, répondit-il.

— Et vous ne disiez rien? reprit-elle furieuse. — Elle s'aperçut que sa robe, soulevée par le mouvement du hamac, laissait voir la naissance de ses jambes chaussées d'un fin bas de soie à rayures blanches et bleues; son courroux redoubla, et, ramenant précipitamment ses petits pieds sous sa jupe : — C'est une trahison, continua-t-elle; regarder dormir quelqu'un, c'est aussi mal que d'écouter aux portes. Pourquoi ne m'avez-vous pas réveillée sur-le-champ?

— Je m'en serais bien gardé! Vous dormiez trop joliment et j'étais trop heureux de pouvoir vous admirer à mon aise. D'ailleurs vous aviez l'air de faire un si charmant rêve!

— Point, interrompit-elle, je rêvais de vous.

— Vraiment! s'écria Osmin, trop enchanté de cette réponse pour discerner ce qu'elle avait d'impertinent. — Il prit un siége rustique et s'assit près du hamac, de sorte que sa tête se trouvait de niveau avec celle de Raymonde. — J'arrive de Langres, ajouta-t-il, et je n'ai pas voulu passer devant votre porte sans entrer. Songez que je pars demain, mademoiselle Raymonde... Comme le temps va me durer là-bas, près de mon ennuyeux parrain!

— Est-ce que c'est lui, demanda-t-elle ironiquement, qui vous a gratifié du nom d'Osmin?

— Nenni, répondit-il, ce nom est dans la famille depuis la troisième croisade. Mon ancêtre, Huon de Préfontaine, étant prisonnier d'un musulman nommé Osmin, séduisit par sa bravoure la fille de ce mécréant. Elle lui proposa de le faire évader, à la condition qu'il l'emmènerait avec lui. Mon aïeul était aussi pieux que brave, il refusa net, comme vous pensez bien, et le père, qui sut la chose, en fut si touché qu'il le renvoya sans rançon, à la condition que le baron de Préfontaine et tous ses hoirs à perpétuité donneraient à leur aîné le propre nom de ce mauricaud.

— De sorte, dit-elle en clignant les yeux, que, si vous avez un garçon, il s'appellera Osmin. Oh! ça, jamais, par exemple!

Cette protestation indignée impliquait tant d'agréables hypothèses, et faisait venir si délicieusement l'eau à la bouche du sire de Préfontaine qu'il se sentit prêt à abandonner lâchement toutes ses vénérables traditions de famille. — Il s'appellera comme vous voudrez, répliqua-t-il la mine épanouie, tant pis pour le Sarrasin!

Elle tourna brusquement de l'autre côté du hamac sa tête dédaigneuse, et une légère nuance rose courut sur son teint blanc. — Mademoiselle Raymonde, continua le géant en posant sa lourde main sur le bord du hamac, qui se mit à osciller comme un pendule, vous penserez un peu à moi quand je serai là-bas?

Point de réponse. — Promettez-moi au moins de ne pas penser à un autre...

Le visage de la jeune fille se montra de nouveau entre les mailles du hamac, et elle regarda railleusement Osmin entre ses cils : — Qui sait? répliqua-t-elle, j'essaierai peut-être de troubler le cœur du garde-champêtre ou du maître d'école? Ce pays-ci offre tant de ressources!

— N'importe! je ne dormirai pas tranquille. Vous êtes si séduisante et je le suis si peu. — Aussi, balbutia-t-il en tirant de sa poche un écrin de velours grenat, je vous demande comme une grâce de porter en mon absence ce bracelet que j'ai pris à Langres pour vous.

Elle fit volte-face et ses yeux se fixèrent curieusement sur l'écrin entr'ouvert, qui laissa voir un porte-bonheur dont le cercle émaillé était orné d'une pensée avec ces mots : *pensez à moi*, gravés en or sur l'émail noir. Le tout constituait un bijou d'un aspect lourd et d'un goût douteux.

— Où avez-vous déniché cela? murmura-t-elle du bout des lèvres.

— Il vous plaît, n'est-ce pas? s'écria le brave Osmin; permettez que je l'attache moi-même et promettez-moi de ne plus le quitter.

Raymonde tendit nonchalamment son bras; il y agrafa le porte-bonheur, puis, s'inclinant vers ce bras blanc et potelé, il y mit respectueusement ses lèvres. — Maintenant, soupira-t-il, je retourne moins inquiet à Lamargelle. Demain mon domestique me conduira avec Pigeau jusqu'à Latrecey, où je prendrai le train. Nous passerons devant la Maison Verte à neuf heures. Ne me ferez-vous pas un bout de conduite?

Elle le lui promit, et il s'en alla demi-joyeux et demi-mélancolique.

Le lendemain, quand le modeste équipage traîné par Pigeau tourna l'angle du moulin de Vivey, Préfontaine vit une jupe d'amazone flotter entre les tilleuls de la Maison Verte, et entendit le galop d'un cheval. Une demi-heure après, Raymonde et lui couraient de compagnie sur le chemin d'Auberive. Après avoir traversé le bourg, ils prirent la route qui suit le cours de l'Aube et parfois surplombe à pic au-dessus de la rivière. En cet endroit, l'Aube, encaissée entre des collines boisées, décrit de brusques circuits à travers un terrain bossué et pierreux. Au pied de l'un de ces tertres rocailleux, une forge abandonnée dresse la carcasse noircie de ses bâtimens en ruine, et sur la plate-forme du mamelon une vieille maison basse, maussade, trapue et flanquée d'une tourelle carrée à deux étages se profile sur le fond vert des bois, en face de la route dont elle n'est séparée que par le profond encaissement de la rivière. Quand Raymonde et Osmin arrivèrent en vue de cette habitation isolée, la jeune fille considéra la forge en ruine et la maison à tourelle dont la mine rébarbative faisait tache dans l'ensemble riant de la vallée. — Qu'est-ce que cette bâtisse? demanda-t-elle à Préfontaine.

— Ça, c'est Le Chânois, répondit-il; le propriétaire est un original nommé M. Noël, qui y vit seul comme un hibou dans le creux d'un arbre mort.

— Le nid est fait à souhait pour l'oiseau! dit dédaigneusement Raymonde, — et ils trottèrent de nouveau jusqu'à l'endroit où la route de Latrecey s'embranche dans la vallée de l'Aube, et où la jeune fille prit congé de son fiancé avec une rapide poignée de main. Elle revint sur ses pas au galop; mais quand elle fut en face du Chânois, elle s'arrêta pour examiner l'habitation dont la physionomie revêche l'avait frappée. Au même moment, un chien au poil fauve s'élança dans le jardinet qui précédait la maison et salua Raymonde par de longs aboiemens rageurs.

— Eh bien! *Vagabonde,* à qui en as-tu? s'écria de l'intérieur du logis une voix grondeuse, ne pourras-tu jamais tenir ta langue? — Et M. Noël, vêtu de sa redingote verdâtre, parut sur la terrasse. Dès qu'il eut jeté les yeux sur la route et aperçu l'amazone chevauchant sur son cheval au poil bourru, il poussa à son tour un grognement : — Ah! ah! tu l'as reconnue, toi!.. Rancune de femme est plus vivace que chardon et ortie. Allons, rentre! Quand tu gronderas?.. le passé est le passé, et mieux vaut n'y plus songer...

Vagabonde, le poil encore tout hérissé, lança un dernier aboiement sec dans la direction de la route, et suivit en maugréant son maître dans la pièce du rez-de-chaussée qui servait à la fois de salle d'étude et de cuisine. Cette salle, avec un retrait contigu transformé en bibliothèque et une chambre à coucher pratiquée dans la tourelle, composait toute la partie habitable du Chânois; le reste était abandonné aux rats et aux chauves-souris. Les petits carreaux verdâtres de la fenêtre encombrée de livres éclairaient mal le pavé disjoint, la haute cheminée noircie, la huche ventrue et l'horloge dans sa longue caisse de bois. Aux solives enfumées pendaient des bottes d'oignons, de jaunes épis de maïs et de longues franges de haricots desséchés dans leurs gousses entr'ouvertes. Un mince filet de soleil, pénétrant par la porte entre-bâillée, jetait dans ce clair-obscur un long trait d'or jusqu'au bord de la table où M. Noël était en train d'éplucher des légumes. Le bonhomme n'avait pas de domestique. Il faisait lui-même son ménage et son lit, et ne souffrait pas qu'une femme mît les pieds dans sa chambre. — Ces créatures là, disait-il brutalement, n'apportent dans un logis que des puces et de mauvaises raisons. — Une vieille fermière du voisinage avait seule l'autorisation de venir tous les huit jours déposer sur la huche le pain et les provisions de la semaine. M. Noël se chargeait du reste, et, pour le quart d'heure, il était occupé à préparer son pot-au-feu. Pendue à la crémaillère, la marmite commençait à chanter sur les tisons, et un corbeau apprivoisé surveillait l'ébullition de

l'eau en sautillant devant les chenets avec de comiques dodelinemens de tête.

Ce corbeau était l'une des constantes préoccupations de *Vagabonde*. La chienne et lui vivaient sur le pied d'une paix armée, se tolérant mutuellement, mais ne cessant de comploter chacun en son pardedans de petites niches machiavéliques à l'adresse du confrère. Pour le moment, le corbeau lorgnait un morceau de pain sec tombé aux pieds de M. Noël, et il s'en était approché en tapinois; déjà il le secouait dans son bec avec des mines voluptueuses quand la chienne, qui feignait de dormir, se précipita d'un bond sur le croûton, le couvrit de ses deux pattes de devant et s'accroupit en répondant par des grognemens sourds aux coups de bec désespérés de maître corbeau. — Est-ce fini? cria M. Noël impatienté, engeance hargneuse et jalouse, tu as tous les défauts de tes pareilles... Leur malicieuse carcasse héberge tour à tous les sept péchés capitaux... Tu détestes le pain sec, tu ne le mangeras pas; mais tu t'en moques, pourvu que tu fasses le mal d'autrui, mauvaise bête! — Il lui arracha le croûton des pattes et le porta lui-même au corbeau, qui s'était réfugié sur la huche. Au même moment, la porte fut poussée par une main robuste, et le garde-général Verdier parut sur le seuil ensoleillé. Le vieux forestier s'avança rayonnant, comme s'il eût emporté avec lui un lambeau du rutilant soleil qui flambait au dehors.

— Bonjour, monsieur Noël, s'écria-t-il en agitant une lettre au-dessus de sa tête, bonne nouvelle!.. Notre Antoine arrive.

Le bonhomme répondit par une exclamation joyeuse. — Les bonnes nouvelles sont des oiseaux rares, dit-il sentencieusement, surtout pour moi!.. Mais celle-ci me ragaillardit... Je vais donc le retrouver grand garçon et déjà un maître homme! Savez-vous que voilà sept ans que je ne l'ai vu?

— Eh! oui, sept ans, c'est un long bail quand on n'a qu'un enfant. A la maison, on languissait aussi après lui, et, quand j'ai annoncé la chose à la ménagère, elle a failli se pâmer... Depuis hier soir, elle est comme une poule qui a perdu ses poussins, allant et venant de la cave au grenier, et mettant la maison à l'envers pour installer son Antoine.

— La lettre! la lettre! s'écria M. Noël avec impatience, voyons son style, à ce savant!

— Voici! reprit Verdier, ayant au préalable ajusté des lunettes sur son grand nez maigre. — « Mon bon père, je puis enfin disposer de trois mois et je veux vous les donner tout entiers. Avant huit jours, je serai au pays. Je me fais une fête de vous embrasser à mon aise et de revoir ma maison, mes bois, toutes ces bonnes choses qui me manquent depuis si longtemps. A la seule idée du voyage,

je danse dans ma chambre comme un enfant. J'ai besoin de me tâter le menton et de sentir ma barbe pour me rappeler que je suis maintenant un garçon sérieux... Sept ans sans vous voir, sans respirer l'air de notre forêt, savez-vous que c'est dur?.. Et pourtant, je ne regrette pas ce temps-là, puisqu'il m'a permis de travailler à devenir un homme et à vous donner un peu de satisfaction, à vous tous qui vous êtes donné tant de peine pour moi. Quand je parle de vous, j'y comprends aussi mon cher maître, M. Noël. N'est-il pas de la famille? Allez lui annoncer mon arrivée, et sondez-le adroitement ainsi que ma mère, pour savoir ce que je pourrais leur rapporter de Paris, qui leur fît plaisir... » Bigre! murmura M. Verdier en s'interrompant, j'aurais dû sauter cette ligne-là. Adieu la surprise!

— C'est bon! grogna M. Noël, répondez-lui que je n'ai besoin de rien. — Il passa le dos de sa main sur ses paupières et parut furieux de les sentir humides. — Cette maudite cheminée ne tire pas, reprit-il, et la fumée vous pique les yeux; ne trouvez-vous pas, Verdier?..

Il détourna la tête et aperçut la chienne qui avait volé de nouveau le croûton de maître Jacques. — Ah! mauvaise, tu n'as pas voulu avoir le dernier, et tu en es venue à tes fins... Toutes les mêmes, monsieur Verdier, toutes les mêmes!

V.

— Bonjour, Bernard, quand partons-nous?

— Diantre, jeune homme, vous êtes vif comme un *verderet* (lézard vert), répondit le conducteur qui faisait le service de Langres à Auberive; cinq heures viennent à peine de sonner à Saint-Mammès, et je ne démarre pas avant six heures... Eh! mais, ajouta-t-il en montrant hors de la patache sa rougeaude figure ensommeillée, c'est-il vous, monsieur Antoine?.. J'avais bien dit que quand vous reviendriez, vous auriez de la barbe au menton; je ne vous reconnaissais pas tout d'abord, tant vous êtes *renforci* et embelli!

Antoine Verdier était en effet un beau garçon de trente ans, svelte de taille, large d'épaules, ayant le teint olivâtre, une barbe noire bien plantée, le visage à la fois sérieux et ouvert. Deux détails frappaient surtout dans sa figure expressive : les yeux allongés et demi-voilés, d'où jaillissait un regard caressant et pénétrant, et le front haut, large, intelligent, coupé verticalement entre les sourcils par trois légères rides qui indiquaient l'habitude de la réflexion et de l'observation. Sa parole nettement articulée et pour-

tant douce, ses gestes sobres et énergiques annonçaient une nature bien équilibrée et un homme déjà maître de lui.

Il se promena un moment devant l'auberge où la voiture, non encore attelée, stationnait sous le porche de l'écurie. Les matinales lueurs d'une belle journée de la fin d'août commençaient à éclairer la rue déserte, et l'on entendait sonner la diane dans les casernes de la citadelle. — Je vais toujours en avant, dit brusquement Antoine au conducteur, et je vous laisse le soin de mes bagages, Bernard!.. Nous nous retrouverons à la montée de Pierrefontaine.

Il traversa la ville endormie, descendit la montagne par un petit *raidillon* qui aboutissait au chemin de Noidant, et suivit d'un pas allègre la route herbeuse et imprégnée de rosée. On sentait qu'il était heureux rien qu'à la façon dont il marchait en brandissant sa canne. Il regardait d'un air souriant le ciel couleur de perle où le soleil n'avait pas encore paru, et où la lune montrait sa pâleur de médaille effacée; il écoutait le réveil des alouettes et se rappelait combien de fois, lorsqu'il était au collége de Langres, il avait pris ce chemin, le samedi soir, pour aller passer en famille son congé du dimanche. Les fermes éparses dans les champs moissonnés, les huttes des cantonniers, les petits villages aux toitures de pierres plates, défilaient devant lui comme de vieux amis bienveillans. Il allait, et l'enivrement du retour, uni au charme de cette claire matinée, le possédait davantage à chaque pas. Quand il eut dépassé Perrogney, et qu'au soleil levant il vit les masses verdoyantes de la forêt moutonner devant lui, son cœur ne fit qu'un saut, sa gorge se serra et des larmes lui vinrent aux yeux. — Foin de Bernard! s'écria-t-il, je serais un naïf de l'attendre et de m'enfermer dans sa patache, tandis que je puis tout à mon aise marcher sous bois jusqu'à Auberive...

Au lieu de descendre vers Pierrefontaine, il prit lestement l'ancien chemin des Romains et atteignit en quelques minutes la lisière de la forêt. Là s'élève un antique tumulus celtique, qu'on nomme le *Feu de la Motte*, et où il se reposa un moment avant de continuer sa route. A ses pieds, dans un creux de ravin, la source de l'Aujon modulait ses premiers gazouillemens, et, au loin, tous les coqs de la ferme de Crilley s'égosillaient. Que de fois, aux vacances, Antoine était venu s'asseoir dans la grande herbe du tumulus pour s'y absorber dans la lecture d'un vieux volume tout plein de l'histoire des *Hommes célèbres*. Parfois il s'arrêtait au bas d'une page, et la tête montée par les aventures qu'il avait lues, il prêtait l'oreille et il lui semblait que les fées de la forêt s'éveillaient autour du vieux tertre celtique pour lui prédire de triomphantes destinées. Les vertes retombées des hêtres se balançant sur son front, avaient l'air de lui murmurer en sourdine: « Toi aussi, tu auras de la gloire! » La

gloire, il ne la possédait pas encore; dans la carrière qu'il avait choisie, la notoriété n'arrive que lentement; mais son chemin du moins était frayé, les broussailles et les fondrières étaient maintenant derrière lui; on citait avec éloge ses premières découvertes, on vantait la sûreté de ses observations physiologiques, et surtout ce don de l'intuition, ce je ne sais quoi qui fait d'un savant un trouveur, c'est-à-dire presqu'un poète. Et il était jeune; il avait en réserve une longue suite d'années fécondes. Il se sentit pénétré d'un profond sentiment de gratitude. Encore un peu, et il aurait baisé pieusement le sol de la forêt, cette terre natale qui, pendant des siècles, avait nourri les obscures générations de paysans d'où il était sorti.

Il entendit la voix grêle de l'horloge de Perrogney sonner neuf heures. — Égoïste, se dit-il, tandis que tu t'amuses à rêvasser, ta brave femme de mère compte peut-être les minutes. Bernard arrivera sans toi, et toute la famille sèchera d'inquiétude. Allons, en route!

Il prit son bâton, se laissa couler au bas du tumulus et marcha rapidement sous les arbres. Il avait déjà traversé un bon quartier de forêt, lorsqu'en coupant obliquement un carrefour, il aperçut au fond d'une tranchée transversale un épais nuage de fumée. Il lui sembla même distinguer une vague forme d'homme ou de femme qui faisait des signaux. — Hein! qu'est-ce qui brûle là-bas? se demanda-t-il, — et il s'était déjà engagé spontanément dans la tranchée, quand un hop! lancé par une voix sonore et envoyé évidemment à son adresse lui fit doubler le pas.

A mesure qu'il avançait, les objets devenaient plus précis. Il distingua bientôt un attelage immobile au milieu de la tranchée; un garçon d'une quinzaine d'années allait précipitamment du chariot à la berge du chemin, y puisait de l'eau dans son chapeau de feutre, grimpait sur l'une des roues, vidait sur les matériaux fumans ce seau improvisé, puis recommençait son manége. Au bord du talus, un petit cheval, la bride sur le cou, tondait sans façon les pousses des jeunes hêtres, et au milieu du chemin une jeune fille aux cheveux d'un blond ardent, relevant d'une main sa jupe d'amazone, agitait l'autre en l'air pour inviter Antoine à se hâter. — Arrivez vite, monsieur! lui cria-t-elle dès qu'il fut à portée, ce garçon perd la tête, et son chargement de charbon va flamber, si on ne lui vient en aide.

En effet, dans la longue banne, pleine jusqu'aux bords, on entendait de sourds crépitemens. On avait sans doute chargé le charbon avant qu'il ne fût complétement éteint, et une fois en route, le courant d'air avait suffi pour tout rallumer. La jeune fille avait été

attirée par la fumée et les cris du conducteur, qui s'arrachait les cheveux, ne sachant plus à quel saint se vouer. — C'est moi, dit-elle, qui lui ai donné l'idée de s'arrêter près de la source et d'y puiser de l'eau avec son chapeau.

— Malheureusement, répondit Antoine en considérant avec surprise sa jolie interlocutrice, qui n'était autre que Mlle La Tremblaie, ces quelques gouttes d'eau ne servent guère qu'à alimenter la combustion; il faudrait jeter bas une partie du charbon et répandre sur le reste de la terre mouillée... Est-ce que la *vente* des charbonniers est loin d'ici? demanda-t-il au charretier affolé.

— A une bonne demi-heure, monsieur.

— Cours prévenir les charbonniers, dis-leur d'apporter un seau, des pelles et un pic. Pendant ce temps, je verserai de l'eau sur la banne.

— Monte sur mon cheval, s'écria Raymonde, tu iras plus vite.

Le garçon ne se le fit pas répéter; il tendit à Antoine son feutre mouillé, se jucha sur le dos du petit cheval et le lança dans la direction de la *vente*.

— Puis-je être bonne à quelque chose? reprit Raymonde quand elle fut seule avec Antoine, près de la banne grondante.

— Si vous ne craigniez pas de gâter votre robe, répliqua-t-il, vous pourriez remplir à la source le chapeau de ce garçon et me le tendre, une fois que je serai monté sur l'une des roues... Mais ce sera une besogne ennuyeuse et fatigante, mademoiselle.

— Je ne suis pas une petite-maîtresse! dit-elle en riant. — Elle retroussa légèrement sa jupe, la noua par derrière, jeta sa toque sur une cépée de cornouillers et se mit en devoir de puiser de l'eau. A mesure que le chapeau était plein, elle se redressait et le présentait à Antoine, qui, appuyé contre le treillis de la banne, en versait rapidement le contenu sur les charbons fumans. Leur attention à tous deux n'était pas tellement absorbée par ce travail qu'ils ne prissent le temps de s'examiner l'un l'autre à la dérobée. Raymonde lorgnait du coin de l'œil la tournure élégante et la figure expressive du jeune voyageur, campé en équilibre sur le moyeu de la roue, la tête en pleine lumière et les cheveux au vent dans un nimbe de fumée. Quant à Antoine, il ne pouvait s'empêcher d'admirer la jeune fille lorsqu'elle se relevait, dressant vers lui, à l'extrémité de ses bras nus, le feutre ruisselant. Le haut du corps rejeté en arrière laissait mieux voir les contours harmonieux et souples de son buste, les inflexions serpentines de son cou bien blanc et la carnation satinée de ses joues, où l'agitation avait répandu une délicate nuance rose. Le soleil, filtrant à travers les arbres, faisait pleuvoir sur ses cheveux et sur son visage des gouttes d'ombre et de lumière, dont le jeu changeant accroissait encore la séduction

de ses grands yeux. Cette besogne, à laquelle elle n'était pas accoutumée, l'essoufflait un peu et sa jeune poitrine palpitait.

— Reposez-vous, mademoiselle, j'irai moi-même puiser de l'eau, dit Antoine, touché de sa bonne volonté et trouvant que c'était un crime de condamner à un pareil travail une aussi jolie personne.

— Non, non, répondit-elle, je vous assure qu'on s'y fait.

— Je vous en prie, reposez-vous, répéta-t-il en sautant à terre et en lui prenant le feutre des mains. — Les yeux du jeune homme avaient une expression de volonté qui frappa Raymonde. Elle se mordit les lèvres. — Vous me trouvez trop maladroite! dit-elle d'un air piqué.

Il se repentit d'avoir été un peu brusque, son regard sérieux redevint subitement caressant. — Au contraire, reprit-il en souriant, je vous admire; mais vous avez assez travaillé. Du reste les charbonniers ne peuvent tarder maintenant.

En effet, quelques minutes après, le trot du petit cheval breton résonna dans un sentier voisin et les charbonniers haletans débouchèrent dans la tranchée. Ils avaient apporté avec eux les outils nécessaires et se mirent rapidement en besogne. Après s'être assuré que son aide était désormais inutile, Antoine, impatient de continuer sa route, prit congé d'eux, tandis que Raymonde, courant à son cheval, rajustait adroitement la selle.

— Te voilà en nage, mon pauvre Jannic, dit-elle à l'animal en le flattant de la main; va, je te laisserai souffler, et je vais faire un bout de chemin à pied. — Elle donna de légères tapes sur ses cheveux ébouriffés, se recoiffa et rejoignit Antoine, pendant que le petit cheval la suivait par derrière comme un chien. Ils cheminèrent rapidement jusqu'à un carrefour où quatre tranchées se croisaient en étoile. Raymonde jeta les yeux à droite et à gauche d'un air indécis : — Je ne m'y reconnais plus, fit-elle, où sommes-nous?

— Au carrefour de La Tillaye, répondit-il, et cette allée que voici débouche sur la route... Vous retournez à Auberive, mademoiselle?

— Non, à Vivey... Je demeure à la Maison Verte.

— En ce cas, ayez la bonté de me suivre; au bout de la tranchée, vous verrez le chemin de Vivey... La Maison Verte est donc habitée maintenant ?.. Vous devez trouver le pays un peu sauvage?

— J'aime les choses sauvages... D'ailleurs, quand on a été claquemurée six ans dans de maussades pensions, c'est un plaisir de courir en plein air. A la maison, on me laisse la bride sur le cou, et j'en profite comme vous voyez... Je suis amoureuse de la forêt.

— Elle est si belle ! dit Antoine en s'animant : il y a tel coin de nos bois qui ressemble à un jardin... celui-ci, par exemple.

Ils s'étaient engagés dans une allée ombreuse, humide, encais-

sée entre de verdoyans talus, plantés de tilleuls et baignés par des sources qui coulaient à petit bruit sous l'herbe épaisse des fossés. Cette ombre et cette abondance d'eau avaient développé une végétation plantureuse : des reines des prés et de hautes impératoires croissaient confusément le long des rigoles; les sveltes hampes des digitales jetaient çà et là une note pourprée au milieu de ce fouillis d'ombelles grises et d'aigrettes pâles, sur lesquelles de grands papillons fauves se jouaient dans un rayon de soleil.

Raymonde examinait ces détails avec attention, et ses yeux grands ouverts exprimaient à la fois le plaisir et la surprise. Elle n'était jamais venue dans cette partie de la forêt, et cependant ce paysage avait pour elle je ne sais quoi de familier. Il lui semblait avoir déjà vu quelque part ces bouquets de tilleuls aux fûts élancés et minces, ces ornières humides et ces digitales empourprées. Toute à son étonnement, elle s'était arrêtée, tandis qu'Antoine, plus impatient à mesure qu'il approchait de son village, avait continué de marcher. Il se retourna brusquement et la vit immobile au milieu du chemin. — Vous trouvez que je vais trop vite, mademoiselle? lui demanda-t-il, excusez-moi... Auberive est mon pays natal, j'y ai ma famille, et j'y reviens en vacance pour la première fois depuis sept ans.

— Oh! s'écria-t-elle en se hâtant de le rejoindre, c'est moi qui vous ai retardé. On vous attend là-bas?

— On m'attend sans m'attendre. Je leur ai annoncé mon arrivée sans désigner le jour, je voulais les surprendre; mais je suis sûr que la maison est déjà sens dessus dessous, et que chaque matin mon père et ma mère guettent le courrier en se disant : « C'est pour aujourd'hui!.. » Si la patache que j'ai devancée arrive avant moi, adieu la surprise!

Les yeux d'Antoine brillaient d'impatience; Raymonde examinait son compagnon avec un intérêt croissant, et mentalement elle comparait, non sans une vague mélancolie, l'accueil préparé à ce fils ardemment attendu avec la réception presque froide que sa mère lui avait faite à son retour de pension. Elle enviait le bonheur de ce ménage où l'enfant et les parens semblaient si étroitement unis. Les quelques mots échappés au jeune homme avaient suffi pour lui faire entrevoir un intérieur calme, doucement heureux et tout patriarcal. — Maintenant, reprit-elle, me voilà confuse de vous avoir fait perdre une bonne heure.

En relevant la tête, elle rencontra le regard d'Antoine curieusesement fixé sur elle, et elle tressaillit. Les yeux chercheurs du jeune homme semblaient vouloir lire au fond de son cœur. Les longs cils de Raymonde se rejoignirent soudain comme des ailes de papillon qui se referment, et elle demeura déconcertée. Jamais coup d'œil ne l'avait troublée à ce point, et pourtant ce regard n'avait rien

d'offensant; il était plutôt attentif et indulgent, mais comme il avait pénétré victorieusement jusqu'au fond d'elle-même! Pour la première fois, elle se sentait en face d'un caractère et d'une volonté.

— Je ne regrette pas cette heure-là, répliqua courtoisement Antoine d'une voix à la fois grave et très douce.

Elle ne parut pas trop mécontente de la réponse, pourtant elle demeura silencieuse et doubla le pas. De temps à autre, elle arrachait d'une main distraite des poignées d'herbe et les tendait à Jannic, qui les mâchait avidement. Tout à coup ses yeux tombèrent sur l'un de ses bras, elle s'arrêta, et la mine légèrement allongée : — Ah! s'écria-t-elle, j'ai perdu mon porte-bonheur!..

Les sourcils du jeune homme se froncèrent à la pensée d'une nouvelle halte. Raymonde, hésitante, avait déjà fait quelques pas en arrière; elle devina plutôt qu'elle n'aperçut ce froncement de sourcils, et aussitôt, avec un mouvement de tête à la fois insouciant et agacé, qui avait l'air de répondre à un mystérieux scrupule : — Bah! tant pis! murmura-t-elle... D'ailleurs, ajouta-t-elle en se remettant à marcher près d'Antoine, il était laid, et la perte n'est pas grande.

En la voyant se consoler si facilement, son compagnon n'eut garde d'insister, et ils cheminèrent ensemble d'un bon pas. En quelques minutes, ils atteignirent l'extrémité de la tranchée et virent se creuser à leurs pieds le val d'Auberive avec ses collines boisées, son pont à dos d'âne jeté sur l'Aube et sa route blanche serpentant à mi-côte.

— Voici mon pays, dit Antoine d'une voix émue.

— Et voici probablement vos amis qui vous attendent, reprit Raymonde en désignant deux personnages appuyés au parapet du pont. — Ils avaient aperçu le jeune homme et agitaient leurs casquettes en signe d'allégresse, tandis qu'un chien au poil fauve gambadait autour d'eux en aboyant. — Dieu me pardonne, ce sont mes forestiers de la Combe-aux-Fontaines! poursuivit la jeune fille.

— C'est mon père avec mon vieux maître, répondit Antoine, dont le cœur bondissait.

— En ce cas, je vous quitte, car je ne suis pas de leurs amies. — Elle tendit gentiment la main au jeune homme, qui la regardait étonné. — Adieu, monsieur, ne les faites pas attendre... Bonnes vacances et merci!

Elle s'élança légèrement sur Jannic et partit au grand trot dans la direction de Vivey.

André Theuriet.

(La seconde partie au prochain numéro.)

LE FONDATEUR

DU

SOCIALISME MODERNE

SAINT-SIMON.

Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin, publiées par les membres du conseil institué par Enfantin, Paris 1866-1875.

Le premier en date de nos réformateurs contemporains est celui de tous dont les doctrines sont le moins connues. L'éclat même de son école l'a rejeté dans l'ombre, et les disciples ont fait oublier le maître. Les meilleurs historiens du socialisme, M. Louis Reybaud, M. Thonissen, le savant professeur de Louvain, M. A. Sudre (1), sont riches en détails sur le saint-simonisme, mais incomplets et courts sur Saint-Simon lui-même. La cause de ce silence était dans la rareté des documens. Les écrits de Saint-Simon, très nombreux, mais disséminés à tous les vents, publiés au jour le jour, commencés souvent sans être finis, tirés à un petit nombre d'exemplaires, composés la plupart du temps en collaboration, étaient devenus presque introuvables. Le seul recueil connu et à la portée de tous, consulté par les auteurs que j'ai nommés, était le choix d'écrits publiés en 1832 par Olinde Rodrigues, choix qui contient bien, si l'on veut, l'essentiel des idées de notre prophète, mais ne nous apprend nul-

(1) Tout le monde connaît les belles *Études sur les réformateurs contemporains* de M. Louis Reybaud. M. Thonissen a fait une *Histoire du socialisme depuis l'antiquité jusqu'en 1852* (2 vol. in-8°, Louvain 1852). Voyez enfin l'*Histoire du communisme* de M. A. Sudre (Paris 1849).

lement le détail de ces idées, l'enchaînement systématique qui les unit, et les phases diverses qu'elles ont parcourues. Aujourd'hui, grâce à une publication importante et encore en voie d'exécution, les principaux documens de l'œuvre sont entre nos mains et rendent facile un travail qui eût été autrefois des plus compliqués. Cependant, même dans cette nouvelle collection, due au zèle et à la foi des derniers survivans de la célèbre secte, c'est encore l'étoile d'Enfantin qui a fait pâlir celle de Saint-Simon.

C'est en effet M. Enfantin qui, conservant jusqu'après sa mort son rôle de grand-prêtre et de grand chef dans la petite église saint-simonienne, a été par son *Testament* l'inspirateur de cette édition nouvelle. C'est lui qui a institué pour cette œuvre une commission composée des membres les plus dévoués et les plus fidèles, dont quelques-uns ont déjà disparu. C'est lui qui a laissé des fonds pour faire les frais de cette publication. Ajoutons qu'il a légué à la Bibliothèque de l'Arsenal toute sa bibliothèque, tous ses papiers et les archives les plus secrètes de l'église, archives encore fermées aujourd'hui à la curiosité, mais qui permettront plus tard aux savans d'en reconstruire avec la dernière précision l'histoire intérieure. Enfantin étant donc le véritable auteur et, quoique mort, l'inspirateur toujours vivant de la publication récente, il n'est que naturel qu'il s'y soit fait une place importante. Le principal but qu'il paraît s'y être proposé a été de donner une grande idée de son rôle, non-seulement par la réimpression de ses discours, de ses articles du *Globe*, de ses opuscules, mais surtout par la publication de sa correspondance, correspondance volumineuse dont l'intérêt n'est pas égal à l'étendue. Il a voulu, selon toute apparence, laisser cette impression, que depuis 1831, époque où il paraissait avoir disparu de la scène, il n'a pas cessé de gouverner son école, et par elle, d'influer sur l'histoire du monde. On y reconnaît son habileté à tirer parti de tout, à tourner à lui tout ce qui se passait au dehors, à interpréter dans le sens saint-simonien tous les événemens, et à transformer l'isolement réel où il était en une sorte d'influence occulte, d'autant plus efficace qu'elle était plus cachée. Tandis qu'en réalité l'église saint-simonienne était vraiment dissoute, et s'était noyée dans le mouvement général de la société, tandis que la foi positive des saint-simoniens avait disparu, ne laissant après elle qu'une vague disposition d'humanitarisme et de religiosité commune à beaucoup d'écoles, tandis que le lien étroit et précis qui constitue une secte s'était relâché, chacun de son côté allant où l'appelait son goût et son génie, — en un mot, tandis que le saint-simonisme était mort et bien mort, Enfantin croyait ou faisait semblant de croire, et voudrait encore nous faire croire aujourd'hui qu'il était l'oracle caché d'où tout partait, que tout ce qui

se passait dans le monde était la réalisation de ses prophéties et l'œuvre lointaine ou prochaine de son influence. Le vénérable Laurent de l'Ardèche, l'éditeur infatigable et le plus fidèle disciple d'Enfantin, celui qui s'est chargé de cette publication, ne paraît pas trop éloigné de la même opinion : à chaque tome nouveau qu'il publie, il ajoute une préface où il parle à la société actuelle au nom du saint-simonisme, comme au nom d'une loi vivante et présente; il interprète tout avec ses souvenirs de néophyte dévoué. Il pleure comme les prophètes sur l'aveuglement d'une société qui ne l'écoute pas. Il est persuadé que les malheurs qui ont fondu sur la France eussent été évités si la France s'était faite saint-simonienne. C'est ainsi que toute église interprète dans le sens de sa foi et de ses dogmes les circonstances où nous sommes, et que chacun, au lieu de chercher à s'éclairer soi-même, tire parti des malheurs publics pour se persuader qu'il a seul raison.

Il nous est difficile aujourd'hui, malgré les nombreux monumens que nous possédons de sa parole et de sa plume, de nous faire une idée exacte de la puissance exercée par M. Enfantin. Ses écrits, qui transportaient autrefois ses disciples, sont morts aujourd'hui pour nous; mais, d'après le témoignage unanime de tous ceux qui ont été touchés par lui, son influence était prodigieuse. Ce n'était pas un professeur, c'était un prêtre, un apôtre. Il avait un don particulier de fascination, de magnétisme. Il agissait par la voix, par le regard, par la beauté même de son visage, et par une sorte de calme extatique qui produisait un effet surprenant sur des jeunes gens mondains ne connaissant rien de la vie des cloîtres et tout prêts à recevoir cette action mystique qui se développe dans les communautés religieuses sous l'empire d'une contagion presque maladive. Les lettres et les prédications d'Enfantin se caractérisent par une sorte de mysticité sensuelle analogue à celle que l'on attribue à Molinos, et que l'on retrouverait sans doute dans les écrits de Mme Guyon ou d'Antoinette Bourignon. Il est presque impossible de dégager de ses écrits une doctrine nette, suivie, rigoureuse : c'est une éloquence voilée, mystérieuse, abondante, souvent inintelligible, qui caressait, enveloppait, engourdissait les volontés individuelles, en même temps que, par une sorte d'électricité morale, elle les stimulait, les exaltait, les entraînait à toutes les folies de la dévotion. Tel a été Enfantin dans la grande crise saint-simonienne. Plus tard, il est revenu à un ton plus humain et plus terre-à-terre. Le politique l'emporta sur le mystique; mais celui-ci n'a jamais abdiqué, et le ton de prédicateur a subsisté jusqu'à la fin, comme il s'est communiqué du reste à la plupart de ses disciples, qui ont toujours conservé quelque chose du missionnaire et du voyant.

Quelque curieuse étude que puissent fournir la personne et la

figure de celui qu'on a appelé le père Enfantin, nous répétons que ce qu'il y a de moins connu dans le saint-simonisme, c'est Saint-Simon ; et il est à regretter que ses disciples n'aient pas saisi l'occasion qui leur était offerte d'élever à leur premier maître, au vrai fondateur de l'école, un monument durable dans une publication tout à fait complète de ses œuvres. Celui d'entre eux qui s'était chargé du travail nous dit lui-même qu'il n'a pas voulu donner cette édition, qu'il s'est borné à en préparer les matériaux. Se retrouvera-t-il jamais quelqu'un pour une telle entreprise? Il faut reconnaître cependant que le nouvel éditeur aura singulièrement facilité la tâche par les recherches bibliographiques auxquelles il s'est livré, et par le travail critique dont il accompagne sa publication, travail d'une abondance et d'une précision de détails des plus méritoires quand on songe à la difficulté de l'œuvre : il mentionne, il paraît avoir recueilli et même posséder encore entre les mains la moindre feuille d'impression sortie de la plume de Saint-Simon ou de celle de ses collaborateurs : c'est là une collection précieuse qui, nous l'espérons, ne sera pas perdue, et pourra rejoindre un jour les archives saint-simoniennes. Cependant, malgré tous ces matériaux, on n'a cru devoir nous donner encore qu'une édition choisie, beaucoup plus riche, je le reconnais, qu'aucune des précédentes, mais qui ne laisse pas de présenter de notables lacunes. C'est ainsi que les écrits de Saint-Simon relatifs à la philosophie générale et aux sciences et qui l'ont occupé pendant tout le temps de l'empire, écrits intéressans en ce qu'on peut y trouver le point de départ de la philosophie positive, ne nous sont donnés qu'en résumé (1). C'est ainsi que le *Catéchisme industriel,* déjà réimprimé sans doute, mais en partie seulement, avait été omis par l'éditeur, et vient seulement d'être publié à la suite des lettres d'Enfantin, séparé ainsi des autres œuvres de Saint-Simon par toute l'œuvre de celui-là (2). C'est ainsi encore que l'éditeur ne nous a pas donné la troisième partie du *Système industriel*, ni dans la seconde, la *Lettre à messieurs les Ouvriers,* très significative, car elle indique le moment où Saint-Simon a commencé à se tourner vers le prolétariat : on peut signaler encore d'autres lacunes. Enfin il semble qu'une édition de ce genre devait comprendre non-seulement ce que Saint-Simon avait

(1) On trouvera ces écrits avec un portrait de Saint-Simon dans l'édition en trois volumes in-12, publiée à Bruxelles en 1859 par M. Lemonnier. L'éditeur y a ajouté une grande étude sur les doctrines de Saint-Simon. Quant aux rapports de Saint-Simon avec la philosophie positive, on peut consulter le livre de M. Littré, *Auguste Comte et la philosophie positive,* ch. V, p. 74.

(2) C'est M. Laurent de l'Ardèche qui a repris ici l'édition. Il a introduit avec raison dans son dernier tome le troisième cahier du *Catéchisme industriel,* qui est de la main d'Auguste Comte, et qui a été l'occasion de la rupture entre les deux philosophes, mais qui doit faire partie intégrante des œuvres de l'un et de l'autre.

écrit lui-même, ce qui du reste est très difficile à constater (1), mais encore tout ce qui avait été publié sous sa direction et fait par conséquent partie de son œuvre, par exemple les *Opinions littéraires et philosophiques*, où rien n'est de sa main, mais où se trouve une exposition large et élégante de ses principales idées. Comme les plus vieux philosophes de l'antiquité, Saint-Simon est un nom et un mythe qui embrasse plusieurs personnes diverses, les unes dont il a emprunté la plume en leur suggérant ses idées, les autres dont il empruntait les idées en fournissant la plume : il s'appelait *légion*. Comme Pythagore, on ne sait au juste ce qui lui appartient en propre dans sa doctrine, sauf le souffle inspirateur; mais par cela seul il a mérité d'être la raison sociale de ses collaborateurs : les plus grands, les plus célèbres, Augustin Thierry et Auguste Comte, ne sont encore que lui-même tant qu'ils ont écrit sous sa direction. Ils n'ont eu de personnalité, et n'ont droit à leur propre nom que lorsqu'ils l'ont eu quitté.

Malgré ce qui peut manquer à l'édition nouvelle pour satisfaire la curiosité de l'érudit, reconnaissons que ce qui est publié constitue la partie la plus notable de l'œuvre de Saint-Simon, œuvre presque ignorée, et fournit amplement de quoi nous former aujourd'hui une idée complète et fidèle de la philosophie sociale de ce réformateur, et lui restituer sa véritable part, trop confondue dans les additions et exagérations de son école. Autre chose est la doctrine de Saint-Simon, autre chose est le saint-simonisme. C'est cette philosophie sociale de Saint-Simon que nous essaierons de dégager dans les pages qui suivent, avec la même fidélité et le même désintéressement que s'il s'agissait d'une philosophie du moyen âge ou de l'antiquité.

I.

En 1817, époque où Saint-Simon a publié ses premiers écrits de réforme sociale, il n'y avait que deux écoles en présence : d'un côté, l'école aristocratique et théocratique, l'école de Bonald, De Maistre, l'abbé de Lamennais, de l'autre, l'école libérale et philosophique, celle de Benjamin Constant, des écrivains de la *Minerve*. La première défendait la société de l'ancien régime et du moyen âge; la seconde, le XVIIIe siècle et la révolution. Pour les uns, la société la meilleure et la plus parfaite est celle qui est fondée sur la hié-

(1) Par exemple, les *Lettres à un Américain* (t. II de Saint-Simon, XVIII de la collection) sont données par l'éditeur comme de Saint-Simon, tandis que M. Charles Dunoyer, très en mesure d'être bien informé, nous apprend qu'elles sont l'œuvre de M. Magnien, professeur de philosophie (*OEuvres de Ch. Dunoyer*, t. II, *Notice d'économie sociale*, p. 184).

rarchie sociale et l'unité de croyance : d'une part la protection des faibles par les forts, organisée dans le régime féodal; de l'autre, la paix, l'union des âmes, la charité représentées par l'église. Selon l'école libérale, au contraire, la domination féodale n'était qu'oppression, et l'empire de la foi chrétienne, superstition. Le moyen âge avait été une période de barbarie et d'anarchie. Voltaire était le philosophe de cette école, et Condorcet lui-même, tout en défendant le principe de la perfectibilité, partageait sur ce point les vues de Voltaire. L'antiquité grecque et latine, selon les mêmes philosophes, avait été un temps de culture et de lumières, d'indépendance politique et de gloire littéraire bien supérieur au moyen âge.

Saint-Simon essaya de s'élever au-dessus de ces deux écoles, et tout en empruntant à la première ses prémisses, il en tira d'autres conséquences. Ce qu'il reprochait au XVIIIe siècle, et notamment à Condorcet, c'était d'avoir dit que les religions avaient toujours été un obstacle au bonheur de l'humanité. « L'histoire au contraire, écrit-il en 1811 à M. de Redern, constate que c'est au moyen des institutions religieuses que les hommes de génie ont civilisé l'espèce humaine (1). » Il n'hésitait pas à soutenir la supériorité du moyen âge sur l'antiquité grecque et latine (2). Il faisait remarquer que le servage était un progrès sur l'esclavage antique, que le clergé du moyen âge était pris dans toutes les classes de la société, et par conséquent faisait une large part au mérite individuel. Il insistait sur les services rendus par le clergé à la civilisation : défrichement des terres, conservation des monumens, trêve de Dieu, etc. Il soutenait encore avec Joseph de Maistre que la papauté avait servi de lien moral entre toutes les parties du monde civilisé, que la société était alors une véritable république chrétienne (3); que, si le moyen âge n'avait pas été supérieur scientifiquement aux siècles passés, c'était lui cependant qui avait préparé le développement scientifique des temps modernes. Enfin une société, disait-il, n'est véritablement une société que lorsqu'elle a des idées communes, un système commun, un but d'activité, lorsqu'elle sait où elle va, et qu'elle marche à ce but avec confiance, sous la direction du pouvoir social. Tel était le grand mérite de la société du moyen âge.

Jusque-là Saint-Simon semblait marcher d'accord avec les chefs du parti rétrograde; il s'en séparait dans ses conclusions. Il se

(1) T. XV, p. 115. — Dans la même lettre, il critique encore justement dans Condorcet la théorie d'une perfectibilité indéfinie. Il montre que le progrès n'existe que dans les sciences et l'industrie, et non dans les beaux-arts. « Les facultés se remplacent, dit-il, mais ne se cumulent point. »

(2) *Opinions littéraires, philosophiques et industrielles.*

(3) C'est depuis la réforme de Luther, selon lui, que l'on voit commencer les grandes guerres ayant pour but la monarchie universelle. (*Réorganisation de la société européenne*, t. XX, p. 275.)

contentait de louer leur système dans le passé; il reconnaissait qu'aujourd'hui ce système était caduc, car il était fondé d'une part sur la guerre, de l'autre sur la foi : c'est-à-dire sur la force dans l'ordre temporel et sur l'hypothèse et la conjecture dans l'ordre spirituel. Ce système avait dû tomber devant deux faits nouveaux : d'une part le travail, de l'autre la science. Il n'y a que deux manières de s'enrichir : la conquête ou le travail, — deux manières d'atteindre la vérité, la conjecture ou la science. Le moyen âge était organisé pour la conquête et dirigé par la foi. La société moderne doit être organisée par le travail et dirigée par la science. Il ne suffit pas de détruire une société, il faut la remplacer : « Il faut un système pour remplacer un système. » Or il n'y a que deux systèmes possibles : le système féodal et théocratique, et le système industriel et scientifique. Le premier a été l'œuvre du moyen âge; le second est la nôtre. C'est en 1819, dans *l'Organisateur* (1), que Saint-Simon a développé ces vues historiques avec le plus de force et de talent. Il les a plus tard reprises et développées ou fait développer dans le *Système industriel* et dans les *Opinions;* car aucun écrivain ne s'est moins soucié de se répéter, et l'on ne peut guère ouvrir un de ses écrits sans retrouver quelques idées analogues à celles que nous indiquons ici.

Il n'y a donc que deux systèmes, et le problème est de substituer le second au premier, le système industriel et scientifique au système féodal et théologique; mais, pour qu'un système se substitue à un autre, il faut que celui-ci ait disparu. C'est ici la part faite à l'école libérale : celle-ci a eu pour rôle de dissoudre l'ancien système; elle a compris la nécessité de cette destruction, c'est en quoi elle a eu raison; mais elle s'y attarde, et c'est là son tort.

C'est au sein même de la société féodale et théologique du moyen âge que le nouveau système a pris naissance, d'abord sous la forme la plus modeste, bientôt sous une forme plus hardie et plus menaçante. D'une part, l'établissement des communes, de l'autre l'introduction des écrits scientifiques des Arabes : tels sont les deux faits qui signalent l'apparition du travail et de la science dans la société militaire et religieuse du moyen âge; mais ces faits grandissent : de subordonnées d'abord, les forces nouvelles deviennent prépondérantes et destructives. Copernic, Luther, Voltaire déracinent la théocratie, la papauté, la domination ecclésiastique. Les révolutions modernes, la philosophie du XVIIIe siècle, la révolution française, ont détruit l'aristocratie et la royauté.

Ce travail de dissolution et de destruction était nécessaire, mais il est fini. C'était une œuvre négative et transitoire; c'était l'œuvre

(1) Lettres VIII et IX, t. XX.

révolutionnaire. La nôtre est toute différente. « La philosophie du XVIIIe siècle avait été révolutionnaire; celle du XIXe doit être *organisatrice.* » Cette antithèse perpétuelle entre l'esprit *critique* du siècle dernier et l'esprit *organisateur* que doit avoir le siècle présent, voilà la vue dominante de Saint-Simon. C'est lui qui a popularisé et répandu dans les écoles socialistes ce terme « d'organisation, » devenu depuis le symbole caractéristique de toutes ces écoles. S'il a une idée, c'est celle-là. C'est en se plaçant à ce point de vue qu'il se rencontre si souvent avec les écoles rétrogrades dans ses critiques du libéralisme : comme elles, il lui reproche de nier sans affirmer, de détruire sans rien fonder, de manquer de système, de plans, de vues positives. Il lui reproche ses défiances excessives envers l'autorité; lui-même, bien loin de partager ces défiances, c'est au pouvoir, c'est à la royauté qu'il s'adresse pour opérer ses réformes, lui rappelant l'antique alliance du roi et des communes contre le régime féodal, et demandant à Louis XVIII de se mettre à la tête du système industriel (1).

C'est un fait important à signaler que le socialisme du XIXe siècle, à son origine, n'a eu aucune accointance avec l'esprit révolutionnaire, et même s'est présenté en opposition avec lui. Nulle liaison en effet entre Saint-Simon et les démagogues de 93 : pendant la révolution, on ne voit pas qu'il ait été préoccupé de théories sociales; il a manqué même d'être une des victimes de la terreur (2). Si on lui eût dit que certaines de ses idées pouvaient bien aboutir un jour ou l'autre à quelque chose de semblable au babouvisme, il en eût été fort étonné, et certainement révolté. On peut trouver dans ses écrits des rêves, des conceptions hardies, mais pas un mot d'esprit de révolte, de haine sociale, de passion démagogique. C'est au contraire le sentiment de l'ordre social, de la hiérarchie et des nécessités du pouvoir qui l'inspire partout, et c'est parce que ce sentiment ne trouve à se satisfaire ni dans les idées anarchiques, suivant lui, du libéralisme, ni dans les idées rétrogrades du parti théologique qu'il essaie de découvrir un système nouveau.

En outre, le socialisme de Saint-Simon se distingue de celui du XVIIIe siècle, celui de Jean-Jacques, de Mably, de Saint-Just. Le communisme du XVIIIe siècle était né d'une admiration mal éclairée des républiques de l'antiquité et en particulier des institutions de Sparte. Il était porté à considérer la richesse comme un mal, comme

(1) *Le Système industriel, Lettre au roi* (*OEuvres*, t. XXII, p. 135).

(2) Michelet a fait remarquer dans un de ses derniers ouvrages qu'au 9 thermidor les trois fondateurs du socialisme moderne, Babœuf, Saint-Simon et Fourier, étaient en prison. Le fait n'est pas absolument exact pour Fourier, qui était sorti de prison depuis deux ou trois mois; mais il est certain que tous les trois ont été en danger, ce qui nous montre bien la clairvoyance de la démocratie en fureur.

un principe corrupteur et désordonné, par conséquent l'industrie et le commerce comme des institutions plus ou moins funestes. Montesquieu lui-même semble donner raison à ces préjugés lorsqu'il nous dit que les républiques doivent reposer sur la frugalité, lorsqu'il loue les impôts somptuaires, et approuve les mesures antiques qui avaient établi l'égalité des biens. En un mot, l'idée d'un certain âge d'or antérieur à la civilisation, le rêve d'une vie patriarcale, agricole, sans arts, sans luxe, sans industrie, sans commerce, voilà ce que Saint-Just dans ses *Institutions républicaines* appelait « le bonheur commun, » et, quoique grossièrement interprétées par le dernier disciple de l'école, Babœuf, c'étaient bien là cependant les idées favorites de ses deux maîtres, Rousseau et Mably.

Tout autres et profondément différentes dans leur principe sont les idées de Saint-Simon. Ce n'est pas dans la littérature classique mal entendue, c'est dans l'économie politique qu'il faut chercher l'origine de son socialisme. Ce sont les économistes, c'est Adam Smith et Jean-Baptiste Say, dont il se déclare le disciple, qui lui ont inspiré ses vues sur le rôle prépondérant de l'industrie. Bien loin de faire la guerre au luxe et à la richesse, c'est au contraire l'accroissement de la richesse publique qu'il se propose : son idéal n'est pas une république militaire comme celle de Sparte, c'est une république industrielle et commerçante, l'agriculture n'étant elle-même à ses yeux qu'une industrie. On peut dire que le saint-simonisme n'a été une utopie que comme l'a été la république de Platon, c'est-à-dire en exagérant et en idéalisant les conditions réelles de la société au sein de laquelle il s'est produit.

Entrant plus avant dans l'analyse de ce que doit être une société organisée, Saint-Simon faisait remarquer, toujours l'exemple du moyen âge sous les yeux, qu'il doit y avoir dans toute société deux pouvoirs : un pouvoir spirituel et un pouvoir temporel. Au moyen âge, le pouvoir temporel était aux mains des guerriers, c'est-à-dire des nobles, et le pouvoir spirituel entre les mains des prêtres. Par analogie, dans le système nouveau qu'il s'agit de fonder, il y aura un pouvoir temporel qui appartiendra aux industriels, et un pouvoir spirituel qui appartient de droit aux savans. Ce système n'existe pas encore, et la société depuis deux ou trois siècles est dans un état provisoire, qui n'est plus celui du moyen âge, et qui n'est pas encore celui des temps nouveaux; mais ce système intermédiaire n'a pas pu durer lui-même sans deux pouvoirs : le pouvoir temporel entre les mains des légistes, le pouvoir spirituel entre les mains des métaphysiciens (1). Les uns et les autres ont rendu de

(1) *Le Système industriel*, préface. Cette préface est très remarquable. On y constatera l'analogie des idées avec celles d'Auguste Comte. Est-ce lui qui l'aurait rédigée? Il était alors associé avec Saint-Simon depuis près d'un an.

grands services. Les légistes ont introduit une meilleure justice, un ordre matériel plus régulier; les métaphysiciens ont obtenu la liberté de conscience.

Cependant les uns et les autres ont eu le tort de prendre la forme pour le fond, et c'est ici surtout que s'accuse la séparation de Saint-Simon et de l'école libérale. Cette école tout entière, selon lui, ne se compose que de légistes et de métaphysiciens. Ce qui la caractérise, c'est de ne pas se demander quel est le but de l'activité sociale. Toute association doit avoir un but. « Légiférer, ce n'est pas un but, ce n'est qu'un moyen. » Les hommes ne se sont pas réunis pour se donner des lois les uns aux autres. « Ne semblerait-il pas voir des hommes qui se réuniraient gravement afin de tracer de nouvelles conventions pour les échecs, et qui se croiraient des joueurs? » De même la liberté, selon Saint-Simon, n'est pas un but : « On ne s'associe pas pour être libres. » Autant vaudrait rester isolés. On s'associe pour la chasse, pour la guerre, pour une œuvre déterminée. C'est à quoi l'école libérale ne pense pas. La liberté en réalité n'est ni un but, ni un moyen; elle est un effet. Elle résulte du développement progressif de l'humanité; chacun est plus libre à mesure qu'il est plus puissant et qu'il a plus de moyens d'action sur la nature (1).

Quel est donc le but social? C'est, dit Saint-Simon, « la production des choses utiles à la vie. » L'espèce humaine tout entière tend vers ce but, et « tout homme doit se considérer comme engagé dans une compagnie de travailleurs (2). » L'ancien système consistait à agir sur les hommes; le nouveau système doit agir sur la nature. En un mot, le but final de l'activité sociale est « l'exploitation du globe par l'association. » C'est ce but que les saint-simoniens opposèrent plus tard « à l'exploitation de l'homme par l'homme, » formule devenue célèbre. Une fois la production proposée comme but final à l'activité humaine, Saint-Simon se trouva amené à diviser les hommes en deux classes : les producteurs et les non-producteurs, « les abeilles et les frelons (3), » ou encore « les travailleurs et les oisifs. »

(1) Cette théorie de la liberté, à peine indiquée dans une note de la préface du *Système industriel* (*Œuvres*, t. XXI, p. 14), est très importante; elle est à elle seule tout le socialisme. Pour le socialisme, la liberté consiste non pas dans le droit d'agir, mais dans la puissance d'agir. Le droit, sans moyens d'action, est une faculté nominale, un titre vide, comme une créance sur un débiteur insolvable. Celui qui n'a aucun moyen d'action, aucun instrument de travail, ces instrumens étant déjà appropriés par d'autres, celui-là n'est pas libre. De là vient qu'il n'y a pas de liberté sans égalité. Encore s'agit-il non pas d'une égalité abstraite, idéale, morale, mais d'une égalité réelle. C'est ainsi que le problème de la distribution des instrumens de travail devient le problème fondamental.

(2) *Lettres à un Américain*, t. XV, p. 182.

(3) *Œuvres*, t. XIX, p. 211.

Au nombre des premiers, il rangeait les agriculteurs, les artisans ou les manufacturiers, les savans, les artistes, ceux des avocats qui défendent les intérêts industriels, et le petit nombre de prêtres prêchant la saine morale. Dans l'autre camp, il comptait les nobles, les prêtres faisant consister la morale dans la crédulité aveugle, les propriétaires d'immeubles vivant noblement, c'est-à-dire sans rien faire, les juges qui soutiennent l'arbitraire, les censitaires qui lui prêtent leur appui, en un mot tous ceux qui s'opposent à l'établissement du système industriel. C'est cette opposition des producteurs et des non-producteurs que Saint-Simon a exposée de la manière la plus piquante dans un morceau célèbre, le meilleur qui soit sorti de sa plume et qui a reçu le nom de *Parabole* de Saint-Simon, publication qui lui valut un procès, un acquittement et la célébrité (1).

Le fond des idées précédentes n'était pas très différent, à l'origine du moins, de celles qui vers le même temps s'étaient développées dans une certaine branche de l'école des économistes, issue de Jean-Baptiste Say, et dont les deux représentans principaux étaient MM. Charles Comte et Dunoyer, les fondateurs d'une publication célèbre au commencement de la restauration, le *Censeur européen*. Le régime militaire de l'empire et ses terribles conséquences avaient dû développer par réaction l'idée, peut-être exagérée, de l'importance prépondérante des travaux productifs et pacifiques sur les travaux destructifs et militaires. Ainsi naquit l'idée de l'industrialisme, commune alors à plusieurs groupes de penseurs.

C'est, nous dit M. Charles Dunoyer dans un curieux écrit *sur l'industrialisme* (2), d'une phrase de Benjamin Constant que serait née la conception fondamentale de l'école industrielle. « Le but unique des nations, disait Benjamin de Constant en 1813, c'est le

(1) C'est le petit écrit débutant par ces mots : « Nous supposons que la France perde subitement ses cinquante premiers physiciens, ses cinquante premiers chimistes, etc. » Le morceau est beaucoup trop long pour être cité; mais il est charmant, et d'une insolence élégante digne de Beaumarchais. C'est du reste M. Olinde Rodrigues qui dans son édition des *OEuvres* de Saint-Simon (1832) a publié ces pages séparément et leur a donné le titre de *Parabole*. En réalité, ce sont les premières pages de la publication intitulée *l'Organisateur* (*OEuvres*, t. XX, p. 17). M. Louis Reybaud a donné cette parabole dans son livre des *Réformateurs contemporains*.

(2) Voyez ses *Notices* récemment publiées, p. 173. — Ce n'est pas seulement à cause de l'analogie des idées que Saint-Simon doit être rapproché des écrivains que nous venons de mentionner. Saint-Simon a eu en outre des relations avec le *Censeur européen;* il y a publié quelques articles, et l'on peut supposer qu'il en a subi l'influence, quoique ses premiers écrits soient à peu près contemporains des premières livraisons du *Censeur européen*. M. Ch. Dunoyer a signalé avec précision les rapports et les différences des deux écoles. Il est piquant que Saint-Simon se soit trouvé successivement en rapport avec deux écrivains du même nom, diversement célèbres, dont les idées ne sont pas sans analogie, Charles Comte, Auguste Comte, et qu'il se soit inspiré de l'un et de l'autre.

repos, avec le repos l'aisance, et, comme source d'aisance, l'industrie. » Cette pensée avait été, paraît-il, très remarquée. M. de Montlosier, de son côté, par son opposition même, n'avait pas peu contribué à mettre en relief cet aspect nouveau de la société. « Nous allons voir, écrivait-il avec une sorte d'indignation, s'élever au milieu de l'ancien état un nouvel état, au milieu de l'ancien peuple un nouveau peuple... Les propriétés mobilières se balancent avec les propriétés immobilières, l'argent avec les terres, les villes avec les châteaux. » Enfin Jean-Baptiste Say avait été amené, dans son économie politique, à faire de l'industrie l'objet fondamental de la société. Cependant aucun de ces écrivains n'avait tiré parti de ces idées, et n'en avait fait une application sérieuse à la politique. Ce fut là l'œuvre et la pensée principale de MM. Comte et Dunoyer. Ces deux écrivains, alors tout jeunes, avaient publié en 1814 un journal exclusivement politique sous le titre de *Censeur*. Ce journal, très hostile à la restauration, fut supprimé par les Bourbons. Ce fut pendant les loisirs que leur procura cette interruption violente de leurs travaux, que nos jeunes libéraux furent amenés à des réflexions qui firent une révolution dans leurs idées. Ils se demandèrent « si l'opposition libérale, si la politique constitutionnelle avait un objet bien déterminé. » Ils furent obligés de convenir « que le parti libéral ne savait pas et ne se demandait même pas où la société doit tendre, et en vue de quel objet général d'activité elle devait être constituée. » Ils s'appliquèrent donc à découvrir « le but d'activité sociale, » et reconnurent que c'était « l'industrie. » De l'aveu de M. Dunoyer lui-même, « le *Censeur* avait été un ouvrage de pure polémique et de politique acerbe, » sans aucune préoccupation économique. Ils comprirent enfin que ce qu'il fallait attaquer, c'étaient « les passions révolutionnaires, militaires, ambitieuses, dominatrices, » et que c'était vers « le travail » qu'il fallait diriger l'activité des intelligences. On voit que la pensée fondamentale du *Censeur européen* était exactement la même que celle de Saint-Simon dans les premiers temps. M. Charles Dunoyer fait remarquer cette analogie sans méconnaître du reste l'originalité des vues de Saint-Simon, qui, disait-il, avait été conduit « de son côté » aux mêmes résultats. Ce fut d'ailleurs la même année, en 1817, que le *Censeur européen* d'une part, et de l'autre, quelques mois après, *l'Industrie*, de Saint-Simon, posèrent les principes de cette nouvelle doctrine politique.

On retrouve non-seulement dans le *Censeur européen* l'idée fondamentale du saint-simonisme à son origine, à savoir l'idée industrialiste, mais encore la distinction importante, et devenue plus tard si redoutable par les conséquences qu'on en a tirées, des pro-

ducteurs et des non-producteurs. Cette opposition est même exprimée quelquefois en termes si énergiques qu'elle serait aujourd'hui facilement taxée de socialisme. C'est ainsi par exemple que, cherchant de quels élémens doit se composer un sénat, Charles Comte disait, comme le fera plus tard Saint-Simon, qu'il faut les chercher « parmi les hommes qui augmentent le plus la richesse nationale,... parmi les agriculteurs, les fabricans, les négocians, les banquiers; » mais qu'il fallait éviter « les hommes inutiles,... qui ne vivent que sur les produits d'autrui, fussent-ils barons ou marquis,... ceux qui, possédant des terres considérables, les abandonnent à des fermiers pour vivre *oisifs* dans les grandes villes. Dans ce cas, il faudrait admettre plutôt le fermier que le propriétaire (1). » Le même auteur disait encore plus énergiquement dans un autre passage : « Il n'existe dans le monde que deux grands partis : celui des hommes qui veulent vivre du produit de leur travail ou de leurs propriétés, et celui des hommes qui veulent vivre sur le travail ou sur la propriété d'autrui : celui des agriculteurs, des manufacturiers, des commerçans, et celui des courtisans, des gens à place, des moines, des armées permanentes, des pirates et des mendians. » M. Ch. Dunoyer, en général plus modéré et d'un esprit plus calme et plus sûr, opposait cependant aussi aux *industrieux* ceux « qui vivent noblement, » et il employait, comme Saint-Simon, la comparaison des abeilles et des frelons (2).

Il y a donc eu à l'origine une frappante analogie de vues entre Saint-Simon et les disciples de J.-B. Say, et il est très digne de remarque que le socialisme, qui s'est plus tard posé en adversaire déclaré de l'économie politique, n'en a été d'abord qu'une branche dissidente. Cependant, dès ces premiers temps, des différences notables qui allèrent toujours en s'accusant davantage, séparaient les idées de Saint-Simon de celles des économistes. Ceux-ci ne demandaient après tout pour l'industrie que la liberté, et ils réduisaient le gouvernement à son rôle de « producteur de sécurité. » Saint-Simon allait plus loin, il tendait, comme nous le verrons, à la constitution de la classe industrielle, à titre de classe privilégiée. Tandis que les uns réduisaient de plus en plus l'action gouvernementale, Saint-Simon au contraire faisait de l'industrie une fonction sociale et lui mettait entre les mains le gouvernement. Il faut remarquer en outre que le *Censeur européen*, dans sa guerre aux non-producteurs, entendait surtout combattre deux choses : le militarisme et le fonctionnarisme. Dans Saint-Simon, l'opposition

(1) *Censeur européen*, t. II, p. 38 (1817). — *De l'Organisation sociale*, etc.
(2) Ch. Dunoyer (*Œuvres*, t. II. — *Notices*, p. 43, 44).

des travailleurs et des oisifs allait plus loin : parmi les oisifs, il rangeait expressément les *rentiers*, c'est-à-dire ceux qui reçoivent un revenu sans travailler, sans se préoccuper d'ailleurs de savoir si cette rente était faible ou forte, si elle était la récompense d'un travail antérieur et le prix d'un repos mérité. Néanmoins il est juste de reconnaître que malgré ses attaques contre les oisifs, Saint-Simon n'a jamais eu la pensée de proscrire ce qui a été depuis l'objet de si violentes attaques, à savoir le capital. Il n'a jamais appelé du nom d'*oisifs* ceux qui, étant à la tête d'une industrie, d'une banque, font valoir eux-mêmes leurs capitaux. Bien au contraire, ce sont toujours les principaux capitalistes, comme il les appelle, les principaux banquiers qu'il met à la tête de la société, et son système n'était en réalité qu'une *ploutocratie*; mais c'est assez en esquisser le trait général, le but final et les tendances caractéristiques. Il est temps de passer aux moyens d'application : c'est ici que l'on touchera du doigt le caractère utopique et chimérique de ses conceptions.

II.

Après avoir fixé le but de l'activité sociale, il s'agit de trouver les moyens d'atteindre ce but et de procéder à l'organisation du système; il s'agit de trouver le mécanisme qui assurera la prépondérance définitive du système industriel et scientifique sur le système féodal et théocratique.

Nous rencontrons dans les œuvres de Saint-Simon trois plans différens d'organisation sociale (1) : le premier dans *l'Industrie* (1818), le second dans *l'Organisateur* (1819), le troisième dans le *Système industriel* (1821), reproduit plus tard dans le *Catéchisme industriel* (1823). Le premier de ces systèmes est une sorte de révolution sociale : Saint-Simon y attachait une si grande importance qu'il en envoyait d'avance le plan au *Journal général de France*, afin de prendre date et de s'assurer la priorité de l'invention (2). Ce système touchait d'une manière grave à l'organisation de la propriété. Saint-Simon ne se le dissimulait pas; mais il faisait remarquer que, si la propriété est la base fondamentale de la société, il appartient cependant à la société de fixer les conditions de cette loi fondamentale. « Ce qui est nécessaire, disait-il, c'est une loi qui établisse le droit de propriété, et non une loi qui l'établisse de telle ou de telle manière... Cette loi dépend elle-même d'une loi supérieure et plus

(1) *Œuvres*, t. XIX, seconde partie, p. 73 et suiv.; — *ibid.*, t. XX, sixième lettre, p. 50 et suiv.; — *ibid.*, t. XIX, p. 236.

(2) *Ibid.*, t. XIX, p. 43.

générale qu'elle, de cette loi de la nature, en vertu de laquelle l'esprit humain fait de continuels progrès, loi dans laquelle toutes les sociétés politiques puisent le droit de modifier et de perfectionner leurs institutions, — loi suprême, qui défend d'enchaîner les générations à venir par aucune disposition, de quelque nature qu'elle soit (1). » C'est en partant de ce principe que l'école saint-simonienne a cru plus tard pouvoir modifier d'une manière bien autrement profonde le système de la propriété. Ici, il ne s'agit encore que d'une mesure moins grave sans doute et même assez modeste en apparence, et qui cependant touchait en réalité aux fondemens de notre organisation sociale.

Ce qui avait suggéré à Saint-Simon l'idée de la réforme proposée était la comparaison faite par lui entre le rôle des propriétaires fonciers ou agriculteurs, et celui des bailleurs de fonds ou commanditaires dans l'industrie. Saint-Simon montrait combien, dans l'état actuel des choses, ces deux rôles sont différens, et il essayait de prouver qu'ils doivent être identiques. En industrie, les commanditaires ne sont pas en nom dans l'entreprise; la raison sociale est prise de la maison de commerce. C'est le négociant, c'est le fabricant qui est en titre, soit qu'il opère avec ses propres capitaux ou avec ceux des autres; il est le principal personnage. En agriculture, il en est tout autrement. Le fermier n'est qu'un subalterne, le propriétaire est son maître. Dans l'industrie, le travailleur peut engager les fonds du commanditaire, il est associé; dans l'industrie agricole, le fermier n'est que locataire. Dans l'une, le bailleur est compromis pour la totalité de ses fonds; dans l'autre, le propriétaire ne l'est que pour une année de ses revenus. Enfin, si le propriétaire cultive lui-même, il doit la considération dont il jouit non à son rôle de travailleur, mais à celui de propriétaire. Il en est tout différemment dans le commerce. De là vient la supériorité de l'industrie commerciale et manufacturière sur l'industrie agricole. En conséquence, Saint-Simon proposait ce projet de loi : « Les propriétaires fonciers seront à leurs fermiers dans les mêmes rapports que les commanditaires aux commerçans et aux fabricans. » Cette réforme devait s'exécuter de ces deux manières : 1° à chaque commencement et à chaque fin de bail, on dresserait un état de la terre, afin de partager les bénéfices et les pertes, ainsi que cela a lieu en Angleterre; 2° droit serait reconnu au fermier d'emprunter sur la terre qui lui est fournie, après arbitrage.

Quelle que pût être en elle-même la valeur d'une telle mesure, Saint-Simon, en la proposant, méconnaissait l'une des lois fondamentales de l'économie politique, dont cependant il invoquait les

(1) *OEuvres*, p. 89.

principes. Il ne réfléchissait pas que, si dans le fait le commanditaire engage ses fonds dans une industrie, c'est qu'il le veut bien : aucune loi ne lui en fait l'obligation; c'est par l'espérance de plus gagner qu'il se fait bailleur de fonds au lieu de se borner au rôle de simple prêteur; mais il peut, s'il le veut, se contenter de ce dernier rôle; il peut faire valoir lui-même ses capitaux, il peut même les consommer improductivement. Or il en est absolument de même du propriétaire foncier. S'il plaît à celui-ci de commanditer son fermier en s'associant avec lui, en partageant les bénéfices et les pertes, en lui permettant d'emprunter sur la terre, il en est libre; la loi ne s'y oppose pas; mais elle ne pourrait le lui commander sans faire pour la terre ce qu'elle ne fait pas pour le capital industriel, ce qui détruirait précisément la parité que Saint-Simon veut établir entre l'une et l'autre. Que ces mesures soient bonnes ou mauvaises, c'est une autre question; mais en supposant qu'elles soient bonnes, et qu'elles n'aient d'autre obstacle que le préjugé et l'habitude, ce sont les propriétaires fonciers qu'il faudrait persuader, et il est inutile d'armer pour cela le gouvernement d'une loi nouvelle et de compromettre le principe de la propriété.

De cette réforme sociale, Saint-Simon tirait en outre une réforme politique qui ne serait plus d'aucune importance aujourd'hui, mais qui en avait une grande à cette époque. Il faisait payer les impôts fonciers aux travailleurs, c'est-à-dire aux fermiers, et par là leur assurait les droits politiques au détriment des propriétaires. C'était un des moyens qu'il comptait employer pour assurer la prépondérance politique à la classe des producteurs.

Enfin un troisième projet de loi avait pour objet la mobilisation du sol. Saint-Simon, toujours plus généralisateur que praticien, n'entrait dans aucun détail sur cette réforme : il se contentait de signaler le rôle important que devaient jouer, disait-il, les banques *foncières* et *territoriales*. Ces banques, à la vérité, avaient été déjà expérimentées sans succès; mais la cause de cet échec était, suivant lui, dans les obstacles opposés par notre législation au transfert des propriétés : obstacles que la nouvelle législation aurait précisément pour but d'aplanir. Par cette mobilisation du sol et par la faculté accordée aux fermiers d'engager les fonds, Saint-Simon voyait 30 milliards versés dans la circulation et une immense impulsion donnée aux affaires. En résumé, son système consistait à transformer la propriété territoriale en propriété industrielle, la propriété immobilière en propriété mobilière.

Une des conséquences de ce changement devait être de porter un coup décisif à l'influence des légistes, dont toute l'importance repose sur la propriété foncière, la seule dont les jurisconsultes se soient occupés. En effet, le changement dans la nature de la pro-

priété amènerait un changement dans la juridiction. Toutes les affaires devenant industrielles ne ressortiraient plus qu'à des tribunaux spéciaux, à savoir aux tribunaux de commerce. Ces tribunaux, qui sont plutôt des arbitres que des juges, devaient se substituer peu à peu aux tribunaux ordinaires : par là, la classe industrielle prenait dans l'ordre civil la place des légistes, comme dans l'ordre politique la place de l'aristocratie militaire et territoriale.

Tel est le premier système d'organisation sociale proposé par Saint-Simon en 1818. On peut y remarquer ce double caractère qui a été aussi celui de l'école : d'une part, l'esprit de chimère qui caractérise l'utopiste, et de l'autre un sentiment singulièrement juste des tendances nouvelles de la société. Toutes réserves faites sur le droit de l'intervention légale dans le régime des travailleurs, et tout en faisant la part des exagérations d'un inventeur, il faut en effet reconnaître que ce premier plan n'était pas en désaccord avec les faits généraux qui caractérisent l'état social de notre temps. Depuis Saint-Simon, nous avons vu les banques foncières ou territoriales prendre un crédit de plus en plus grand; nous avons vu aussi les tribunaux de commerce agrandir leur sphère et prendre plus d'extension au détriment de la justice civile. Un grand esprit, publiciste et économiste à la fois en même temps que jurisconsulte, Rossi, dans un travail mémorable sur les rapports du code civil et de l'économie politique (1), avait également remarqué que nos lois civiles, faites par des jurisconsultes qui ne connaissaient que la propriété immobilière, devaient être modifiées en tenant compte de l'immense développement de la propriété mobilière et industrielle. Cependant, chose étrange, après avoir émis ces vues importantes, moitié chimériques, moitié judicieuses et prophétiques, au lieu de les éclaircir, de les développer ou de les rectifier, d'en poursuivre les conséquences et l'application, Saint-Simon les abandonne absolument pour n'en plus parler. Essentiellement improvisateur, comme l'ont été du reste presque tous les saint-simoniens, il jetait au vent ses idées et souvent les oubliait après les avoir le plus aimées. Très fidèle dans ses idées fondamentales, il en variait sans cesse les applications. Soit par prudence, soit par légèreté, ces plans de mobilisation du sol et de révolution dans la propriété disparaissent de ses écrits pour reparaître plus tard transfigurés et agrandis dans les écrits d'Enfantin. Pour lui, il abandonne le but social pour ne plus s'attacher qu'au mécanisme gouvernemental, jusqu'au moment où sa doctrine, prenant encore un nouvel aspect, aspirera à devenir le point de départ d'une révolution morale et religieuse.

(1) *Mémoires de l'Académie des Sciences morales et politiques*, t. II, 1839, p. 621.

C'est dans *l'Organisateur* que nous trouvons le plan de constitution par lequel Saint-Simon compte organiser le pouvoir de la classe industrielle. Ce plan, d'un caractère tout à fait utopique, rappelle les rêves de l'abbé de Saint-Pierre. Comme c'était alors la mode du gouvernement parlementaire, Saint-Simon constitue, lui aussi, un gouvernement parlementaire. Bien plus, au lieu de deux chambres il en établit trois : une chambre d'*invention*, une chambre d'*examen*, une chambre d'*exécution*. Le but social étant, comme nous l'avons dit, la production, c'est-à-dire l'exploitation du globe pour la plus grande utilité des hommes, la chambre d'invention aura pour objet de découvrir et d'inventer des projets utiles, des plans de travaux publics sur une vaste échelle (canaux, voies de communication de toute nature, assainissemens, exploitations de mines, reboisemens, etc.). Tel sera dorénavant l'objet principal de la politique, le reste n'est qu'accessoire; mais, comme l'utilité n'est pas tout pour l'homme et qu'il faut aussi faire la part du plaisir et de l'imagination, la chambre d'invention n'aura pas seulement à s'occuper des travaux publics : elle sera chargée en outre des fêtes publiques, elle en aura l'initiative et devra présenter également des projets à cette fin. Il devait y avoir deux sortes de fêtes, les fêtes d'*espérance* et les fêtes de *souvenir*. Cette singulière préoccupation des fêtes publiques est un des traits caractéristiques de l'utopiste, et l'on sait quel rôle important leur avait attribué pendant la révolution le parti républicain. Quant à la composition de cette chambre, Saint-Simon donnait dans le dernier détail le nombre et la qualité de ceux qui devaient en faire partie. C'est un des traits curieux de l'utopiste d'accuser avec une extrême précision les circonstances les plus insignifiantes, afin de donner par là l'illusion d'un plan pratique tout prêt à être exécuté (1).

La seconde chambre s'appelait *chambre d'examen*. Elle avait pour objet, comme son nom l'indique, d'examiner les projets de la première et devait être chargée en outre d'un plan d'éducation publique, et, ce plan une fois accepté, elle en surveillait l'exécution. Elle devait s'occuper aussi d'un projet de fêtes publiques; on ne nous dit pas en quoi il différera de celui de la chambre d'invention,

(1) La chambre d'invention se composerait de trois sections : la première formée de 200 ingénieurs, et dont le noyau seraient les 86 ingénieurs en chef des départemens; — la seconde, de 50 littérateurs, dont seront de droit les 40 de l'Académie française; — la troisième de 25 peintres, de 15 sculpteurs et de 10 musiciens, choisis en partie parmi les membres de l'Institut. Le reste se compléterait ensuite par voie d'élection. Enfin Saint-Simon, qui, comme son école, n'a jamais négligé le côté solide des choses, décide que les membres de cette chambre auront 10,000 francs de traitement. On remarquera qu'ici encore l'utopiste est tombé juste, puisque nous avons vu s'établir le principe d'une indemnité pour les législateurs, et que le montant de cette indemnité est à peu de chose près celui qu'avait fixé Saint-Simon.

et quelles seront, relativement à ces fêtes publiques, les attributions respectives des deux chambres. Le noyau de cette seconde chambre est formé par l'Académie des sciences, et ses membres reçoivent également 10,000 francs de traitement.

Les deux premières chambres ne sont après tout que consultatives : celle qui tient les cordons de la bourse, et qui par conséquent est véritablement en possession du pouvoir, est la *chambre d'exécution*, laquelle n'est autre chose que la chambre des communes ou chambre des députés. Celle-là seule doit établir l'impôt et le percevoir. Les membres de cette chambre ne toucheront pas de traitement, car ils doivent tous être riches, et ne doivent être choisis que parmi les principaux chefs des maisons d'industrie. On voit que, dans cette première phase du socialisme contemporain, le capital, bien loin d'être proscrit et maudit, comme il le sera plus tard, est au contraire mis à la tête de la société nouvelle. C'était en effet aux premiers capitalistes, aux premiers financiers du temps que Saint-Simon s'adressait pour le succès de ses idées. C'est avec le concours des Laffitte, des Périer, des Ternaux, qu'il publiait ses premiers écrits : c'était eux qu'il avait en vue pour directeurs futurs de son entreprise réformatrice. Quant au but positif et effectif de cette entreprise, il n'en parlait plus, et se contentait de l'indiquer vaguement en ces termes : « La propriété devra être reconstituée et fondée sur les bases qui peuvent la rendre la plus favorable à la production (1). » Enfin, comme mesure de transition, l'auteur demandait un emprunt de 2 milliards pour indemnité envers les personnes auxquelles le nouveau système aura causé quelque dommage.

Le plan précédent devait avoir pour effet d'établir le système industriel et scientifique, et de le substituer au système féodal et théologique pour mettre fin à la révolution. La classe industrielle, chargée d'une part d'inventer les projets par le moyen des ingénieurs, de l'autre de les voter par le moyen des chefs d'industrie, était véritablement mise en possession du pouvoir temporel de la nouvelle société. D'un autre côté, la classe savante, chargée du contrôle et de la critique, et pouvant arrêter tout projet contraire aux principes de la science, avait véritablement par son *veto* le pouvoir spirituel; mais un nouvel élément, peu indiqué jusque-là, était intervenu : c'était celui des artistes et des lettrés. A la vérité, Saint-Simon ne leur attribuait guère qu'un rôle assez secondaire, celui d'organiser des fêtes publiques; mais en les rendant membres de la chambre d'invention et en les faisant participer au vote d'ensemble sur tous les projets, il leur donnait en réalité une part

(1) *OEuvres*, t. XX, p. 59.

d'action assez considérable. Aussi voit-on la formule primitive se modifier, et de dualiste devenir trinitaire. Entre les savans et les industriels, Saint-Simon continuera de nommer les artistes, et c'est cette formule trinitaire qui plus tard sera toujours celle de l'école.

Le troisième plan social de Saint-Simon est exposé dans le *Système industriel.* Sans entrer dans des détails fastidieux (que nous importent les différences entre des projets aussi inexécutables les uns que les autres!), signalons comme la principale de ces différences l'omission presque complète des savans et des lettrés dans ce nouveau plan, — et ce n'est pas, comme on pourrait le croire, un simple oubli qu'expliquerait la légèreté d'un esprit aventureux et mobile; non, c'est volontairement et systématiquement qu'après avoir donné le pouvoir aux savans, Saint-Simon le leur enlève ensuite. Lui-même se fait l'objection, et il y répond d'une manière curieuse. C'est que « si malheureusement, dit-il, il s'établissait un ordre de choses dans lequel l'administration des affaires temporelles se trouvât placée dans les mains des savans, on verrait bientôt le corps scientifique se corrompre, et s'approprier les vices du clergé; il deviendrait métaphysicien, astucieux et despote (1). » Observation remarquable et en quelque sorte prophétique, par laquelle Saint-Simon semble condamner d'avance le caractère clérical et sacerdotal que prendra après lui sa propre école devenue église, et gouvernée, pour ne pas dire subjuguée, par un audacieux hiérophante.

Tous ces plans de réformes, par des combinaisons différentes, tendent tous au même but : organiser l'autocratie industrielle sous le patronage de la royauté.

C'est qu'en effet ce n'est pas contre la royauté, ni même en dehors d'elle, que Saint-Simon se propose de faire sa révolution. Ayant toujours devant les yeux le souvenir des communes du moyen âge et de leur alliance avec la royauté, c'est une alliance du même genre qu'il demande entre les industriels et les Bourbons. Deux intérêts doivent les rapprocher : la crainte des révolutions, la crainte de la guerre. Pour éviter les révolutions, la royauté doit se jeter dans les bras des industriels; pour éviter la guerre, ceux-ci doivent se garantir des séductions du parti militaire, insidieusement uni au parti libéral, et se rallier au parti des Bourbons. Il invite le roi à se déclarer « le premier industriel du royaume, » et à consommer cette révolution par ordonnance royale. Le goût des saint-simoniens pour la dictature et pour le pouvoir absolu commence à se révéler très nettement dans les lettres de Saint-Simon adressées au roi. « Le progrès, dit-il, ne se fait que par deux moyens : les révolutions ou la dictature. Or la dictature

(1) *OEuvres,* t. XXI, p. 161.

vaut mieux que la révolution (1). » Il ajoutait enfin que la royauté n'avait nullement à se préoccuper du prétendu dogme de la souveraineté du peuple, que ce dogme n'était qu'une antithèse à celui du droit divin ou de la grâce de Dieu, que ces deux dogmes étaient réciproques : « ce sont les restes de la longue guerre métaphysique qui a eu lieu dans toute l'Europe contre les principes du régime féodal. Une abstraction a dû provoquer une autre abstraction. La métaphysique du clergé a mis en jeu la métaphysique des légistes; mais cette lutte est aujourd'hui terminée (2). »

Tout en faisant appel à la dictature royale pour substituer le régime industriel au régime aristocratique et théologique, Saint-Simon, par une étrange contradiction, s'efforçait en même temps de rester fidèle aux principes de l'économie politique, en prouvant que son système a pour but de détruire les abus du gouvernementalisme. Il y a deux sortes de gouvernemens : le gouvernement sur les choses, le gouvernement sur les hommes; le premier, fondé sur des principes scientifiques, est l'ennemi de tout arbitraire; le second, fondé sur la volonté, est au contraire essentiellement arbitraire; le nouveau système consiste à substituer le gouvernement des choses au gouvernement des hommes, le système administratif au système politique, les « capacités » aux « pouvoirs. » La fonction propre au gouvernement, qui est de maintenir l'ordre matériel, ne sera plus qu'une fonction « subalterne. » Saint-Simon se représente le gouvernement de la société nouvelle sur le modèle des grandes compagnies industrielles, de la Banque de France par exemple. Il emprunte encore un exemple remarquable à l'École polytechnique. Dans cette école, du moins à l'origine, les professeurs étaient en même temps administrateurs. Ceux qui travaillaient à produire (c'est-à-dire à répandre la science) étaient en même temps ceux qui gouvernaient, car c'était leur intérêt que tout allât le mieux possible; quant à la tâche de maintenir l'ordre, elle était entre les mains d'un agent estimable, mais subalterne, car ce n'était en réalité qu'une fonction subalterne. Depuis, le despotisme de l'empire a tout changé : un état-major a remplacé le corps des professeurs. « L'ordre primitif et naturel a été interverti, la partie subalterne de l'établissement en est devenue la tête, et les fonctions vraiment importantes ne sont plus qu'en seconde ligne (3). » Dans le nouveau système politique au contraire, les affaires seront dirigées par les capacités compétentes : les sciences, les beaux-arts, les arts et métiers. Il n'y aura plus de place pour l'arbitraire.

Qu'y a-t-il de moins arbitraire que la vérité? or l'administration

(1) *OEuvres*, t. XXII, p. 254.
(2) *Ibid.*, t. XXI, p. 211.
(3) *Ibid.*, t. XX, p. 205.

n'aura d'autre fonction que de déclarer la vérité. Donnons quelques exemples : il s'agit d'établir un système de poids et mesures. La science déclare que le meilleur système, le plus rigoureux, le plus simple, est le système métrique : quoi de moins arbitraire? Cependant il faut appliquer le système et le faire exécuter : c'est ici le rôle de la police ou du gouvernement; fonction très inférieure. S'agit-il de salubrité publique? Qui doit décider? qui doit diriger? Ce sera un conseil d'hygiène. Il déclarera ce que la science nous apprend relativement à ce qui est salubre ou insalubre : la police n'a qu'à surveiller l'exécution. De même des grands travaux publics, des fêtes publiques, de l'éducation; tous ces objets qui sont le véritable objet du gouvernement, parce que tous se traduisent en effets utiles, doivent être jugés par les hommes compétens; la politique doit leur être subordonnée. Dans la réalité il en est tout autrement : c'est la politique qui est la maîtresse, et les objets utiles qui sont subordonnés. Il y a beaucoup de justesse dans ces considérations. Cependant Saint-Simon se fait illusion lorsqu'il croit détruire par son système le gouvernementalisme. Lorsque l'industrie en effet aura remplacé ce qu'il appelle le gouvernement, ce sera elle qui sera le gouvernement. Or ce n'est pas là un fait inconnu dans l'histoire. Il y a eu de grandes compagnies industrielles qui ont été des gouvernemens. On ne voit pas qu'elles aient laissé un souvenir d'équité et de douceur supérieur à celui des autres autorités. Il y a eu peu de pouvoirs plus tyranniques que ceux de la compagnie des Indes, soit en France, soit en Angleterre. Il est vrai que ce pouvoir était exercé en pays étranger et sur peuples conquis, mais rien ne prouve qu'il serait plus doux s'il était exercé sur des compatriotes. Saint-Simon a raison de dire : « Qu'on juge où l'on pourrait atteindre si les hommes, cessant de se commander les uns aux autres, s'organisaient pour exercer sur la nature des effets combinés! » Mais pour s'organiser ainsi, il faudra toujours qu'il y ait des hommes se commandant les uns aux autres : car nulle association sans discipline. Le gouvernementalisme reviendrait donc par le système même qui prétendait l'abolir.

Jusqu'ici la doctrine de Saint-Simon nous a paru surtout une sorte d'industrialisme, et, pour la distinguer des doctrines analogues, on pourrait la caractériser comme un industrialisme centralisateur. Mais nous n'y avons encore signalé aucune trace des deux caractères qui feront plus tard le succès, l'originalité et la ruine de l'école saint-simonienne : d'une part, le caractère philanthropique, humanitaire, populaire; de l'autre, le caractère religieux. Cependant ces deux caractères n'ont pas été étrangers à la doctrine du maître, et ils ont signalé la dernière phase de ses idées; celle qui

a eu le plus d'influence sur ses disciples, et qu'il a lui-même indiquée comme la plus importante; celle enfin qui a été marquée par la publication du *Nouveau Christianisme*.

III.

Le caractère philanthropique et populaire de la doctrine de Saint-Simon commence à paraître dans sa publication du *Système industriel*. « Le but direct de mon entreprise, disait-il dans une de ses lettres aux industriels, est d'améliorer le plus possible le sort de la classe qui n'a d'autre moyen d'existence que ses bras... Ce serait d'elle que les gouvernemens devraient s'occuper principalement, et au contraire c'est celle de toutes dont ils soignent le moins les intérêts; ils la regardent comme essentiellement gouvernable et imposable, et le seul soin important qu'ils prennent à son égard est de la maintenir dans l'obéissance passive (1). » Quels sont maintenant les besoins de cette classe si nombreuse et si intéressante? Ils se réduisent à deux : le travail et l'instruction. L'un et l'autre seront le résultat du système industriel et scientifique : car d'une part les industriels chargés de faire le budget tendront à donner le plus d'extension possible aux entreprises industrielles qui occupent le plus de bras; et de l'autre, les savans sont le plus en état de donner un bon système d'éducation populaire; car ce qui est le plus utile au peuple dans ses travaux, ce sont les notions pratiques déduites des sciences positives. On voit à quoi se réduit jusqu'ici le socialisme de Saint-Simon. Il consiste dans une vaste entreprise de travaux publics et dans la prédominance de la classe industrielle; mais il n'a jamais encouragé ni même soupçonné cet antagonisme de la classe possédante et de la classe ouvrière dont on a fait depuis un des dogmes du socialisme. Dans un autre écrit (2), la tendance philanthropique et réformatrice est plus marquée. Il donne pour but à la politique « de travailler directement à l'amélioration du bien-être moral et physique des travailleurs; » nous reconnaissons déjà une partie de la formule saint-simonienne, qui ne deviendra complète que dans le *Nouveau christianisme*. Les moyens proposés pour arriver au but qu'il vient d'indiquer sont : de procurer du travail à tous les hommes valides (nous approchons, on le voit, de l'organisation du travail et du droit au travail), — de répandre le plus possible les connaissances positives dans la classe populaire, — de lui garantir enfin des plaisirs et des

(1) *OEuvres*, t. XXII, p. 81.
(2) *Opinions philosophiques*, p. 108 et suiv.

jouissances propres à cultiver son intelligence. Ailleurs, il signale l'aptitude des prolétaires à l'administration de leurs propriétés (1). Enfin, dans les *Ordonnances* qu'il faisait porter par le roi dans son plan de révolution industrielle, il proclamait que « le budget devait tendre le plus directement possible à l'amélioration de l'existence du peuple, » et que « les deux premiers articles de dépenses seront : 1° celui relatif à l'instruction du peuple; 2° celui ayant pour objet d'assurer du travail à ceux qui n'ont pas de moyens d'existence (2). »

Cette prédilection pour les intérêts de la classe populaire prit peu à peu chez Saint-Simon un caractère sentimental et quasi-religieux. C'est lui-même qui caractérise ainsi cette nouvelle phase (3), et il interprète de cette manière les causes de sa rupture avec Auguste Comte; c'est ici en effet le point de bifurcation du saint-simonisme et du positivisme. L'idée d'une forme religieuse nouvelle commence à prendre chez Saint-Simon des contours arrêtés. Il est intéressant de suivre les progrès de cette idée dans son esprit.

Déjà dans son premier ouvrage, *Lettres à un habitant de Genève* (1801), nous voyons se faire jour l'idée d'une religion nouvelle : à la vérité, c'est une sorte de fantaisie demi-ironique, demi-chimérique (car on ne sait jamais ce que l'on doit croire de ces illuminés), mais c'est cependant une première indication. Ce nouveau culte n'était encore qu'un culte scientifique. Il devait s'appeler « la religion de Newton. » Il y aura un mausolée consacré à Newton « dont une moitié sera construite de manière à donner une idée du séjour destiné pour une éternité à ceux qui nuiront au progrès des sciences et des arts. » Ainsi, dans cette religion nouvelle, il y aurait un enfer pour les ennemis des lumières. Chaque année, tous les adeptes à proximité devaient faire des pèlerinages au tombeau de Newton, et ceux qui manqueraient à ce devoir seraient considérés comme « ennemis de la religion. » Enfin le grand-prêtre de cette religion aura le droit d'être enterré dans le tombeau de Newton. Tout cela n'est vraisemblablement qu'un jeu, mais un jeu qui finira par être pris au sérieux; car la religion saint-simonienne a été ou devait être en partie un culte scientifique, et ce caractère se retrouve encore dans la religion positiviste qui en est sortie.

(1) *Opinions philosophiques*, p. 95. — Il signalait comme exemple les paysans, qui en 89 sont devenus propriétaires par l'achat des biens nationaux, et qui ont su parfaitement les faire valoir, et les ouvriers qui ont remplacé leurs maîtres dans beaucoup d'industries.

(2) *OEuvres*, t. XXII, p. 340.

(3) *Catechisme des industriels*, troisième cahier, avec une double préface, l'une de Saint-Simon, l'autre d'Auguste Comte. La publication de ce troisième cahier est toute une histoire que l'on trouvera dans le livre de M. Littré sur Auguste Comte.

Ces idées, toutes chimériques qu'elles sont, ont dû germer en silence dans l'esprit de Saint-Simon, plus ou moins étouffées par d'autres plus éclatantes, mais elles ont fini par reparaître à la fin de sa vie. Nous pourrons retrouver quelques traces çà et là de cette germination intérieure. Déjà nous l'avons vu en 1811, dans ses *Lettres* à M. de Redern, protester contre la fausse interprétation des religions donnée par Condorcet et par tout le XVIIIe siècle. Dans un autre morceau très remarquable, d'un assez beau style et dont nous ne savons pas la date (1), l'auteur (Saint-Simon ou tel autre sous son nom) explique l'origine et le développement du christianisme exactement comme le fera plus tard le saint-simonisme. Jouffroy a décrit de la même manière la même révolution dans le célèbre morceau : *Comment les dogmes finissent*. Ainsi Saint-Simon apportait dans l'appréciation des idées chrétiennes un esprit plus large et plus élevé que le parti philosophique, et il nous montrait le progrès religieux comme une condition du progrès social. Cependant ce n'est pas d'abord d'une nouvelle religion qu'il s'agit : les esprits étaient alors trop éloignés d'une telle conception. Il se contente de proposer « une morale nouvelle. » Il disait que le plus grand intérêt de la politique était la conservation de la propriété. « Or la seule digue que les propriétaires puissent opposer aux prolétaires, c'est un système de morale. » Ce nouveau système est ce qu'il appelle « la morale terrestre, » et il annonçait un prochain écrit sur « la morale au XXe siècle, » écrit qui n'a point paru (2). Il revenait encore sur la même idée dans ses publications suivantes. Il faisait remarquer qu'il n'y a point de société possible « sans idées morales communes, » que l'ancien système de morale était plein de lacunes, et qu'il fallait en édifier un nouveau sur des bases nouvelles. Il y a deux lacunes principales : celle des rapports réciproques des gouvernans et des gouvernés, et celle des relations de peuple à peuple. Pour le premier point, le changement à opérer consiste à considérer le gouvernement non comme le « chef, » mais comme « l'agent, le chargé d'affaires » de la société. Sur le second point, il faut combattre l'erreur qui consiste à penser « que chaque nation ne peut prospérer que pour le malheur des autres : de là la prohibition, les guerres, etc. » Quant aux bases nouvelles de la morale, elles se ramènent à ceci : substituer une morale terrestre à la morale céleste ; et, comme on ne peut pas changer les institutions religieuses existantes, Saint-Simon voulait que le clergé fût tenu d'enseigner la morale « par des principes positifs, » et pour

(1) *OEuvres*, t. XIX, p. 171. — *Naissance du christianisme*. L'éditeur croit pouvoir fixer la date de cet écrit entre 1818 et 1819.

(2) *Industrie*, lettres et prospectus (*OEuvres*, t. XVIII, p. 214).

cela qu'il fût assujetti à un examen scientifique. Dans le *Système industriel*, il revenait encore sur la nécessité d'une « doctrine nouvelle appropriée à l'état des lumières. » Quant à la formation de cette doctrine, si nécessaire au régime industriel, il en excluait les lettrés, les artistes, les métaphysiciens, tout aussi bien que les théologiens (1); mais il en excluait également les savans, auxquels manque l'esprit de généralisation. Ce rôle devait appartenir essentiellement « aux philosophes positifs (2). » Pour les métaphysiciens, les lettrés, les publicistes, leur rôle devait être non pas l'invention, mais la vulgarisation; les théologiens eux-mêmes ne seraient pas exclus. Saint-Simon faisait remarquer l'analogie de notre temps avec celui « où la partie civilisée de l'espèce humaine a passé du polythéisme au christianisme. » La religion chrétienne a été organisée, disait-il, par les philosophes d'Alexandrie, et répandue par des hommes de toutes les classes. Ce fut une des idées fondamentales du saint-simonisme de comparer sans cesse la chute de la société du moyen âge à la chute du polythéisme, et, poursuivant l'analogie, de conclure à la nécessité d'un dogme nouveau.

Le rôle de réformateur religieux s'accuse de plus en plus dans les lettres qui suivent, et, chose étrange, c'est au roi lui-même que Saint-Simon s'adresse (à Louis XVIII !) pour opérer cette révolution religieuse qui commence à solliciter son esprit : « Sire, disait-il, le principe fondamental du christianisme commande aux hommes de se regarder comme des frères et de coopérer le plus complétement possible au bien-être les uns des autres (3). » Mais lorsque Jésus-Christ a posé ce principe, la société était trop imparfaite pour qu'il pût servir à l'organiser comme principe dirigeant. Il ne put agir qu'indirectement, comme principe modificateur, sans en prendre la direction. En d'autres termes, le principe chrétien n'a jamais été qu'un principe moral et non un principe social proprement dit. Mais « le divin auteur du christianisme » n'a pas dû vouloir borner son œuvre à n'être qu'une critique du système politique; c'est aujourd'hui qu'il faut tirer les conséquences positives de ce principe. Ces conséquences sont : que le pouvoir temporel appartienne « aux hommes utiles, laborieux et pacifiques, » et le pouvoir spirituel aux hommes qui possèdent les connaissances utiles. Ainsi le système industriel et scientifique n'est autre chose que le christianisme lui-même devenu constitution politique, car la « doctrine de la fraternité ne peut pas être établie tant que le pouvoir restera entre les mains des guerriers et des théologiens, » puisque les

(1) *Système industriel*, t. XXII, p. 31.
(2) *Ibid.*, p. 58.
(3) Lettre au roi (*Œuvres*, t. XXII, p. 229).

guerres et les abstractions théologiques sont les causes les plus actives de haines parmi les hommes.

Enfin dans une « adresse aux philanthropes (1), » en rappelant que le but était de faire passer le christianisme de la spéculation à la pratique, il se demandait quelle était la force morale qui pouvait opérer ce changement. « Cette force, disait-il, c'est le sentiment moral, » dirigé par « les philanthropes » qui seront à la nouvelle doctrine ce qu'ont été les fondateurs du christianisme. Et quel sera le moyen employé par les philanthropes? « La prédication, tant verbale qu'écrite. » Ils « prêcheront » les rois, les industriels et les peuples. Ils chercheront non pas à renverser les trônes, mais au contraire à rendre partout le pouvoir royal favorable aux nouvelles doctrines et à la complète organisation du « nouveau christianisme. » Enfin quel sera le but final de cette réforme? Le voici : « *organiser* la société de la manière la plus avantageuse pour le plus grand nombre. »

On voit que le *Nouveau Christianisme* se trouvait déjà en germe dans les écrits de Saint-Simon, et l'éditeur a raison de dire que cet ouvrage n'est pas, comme on l'a écrit, le fait d'un affaiblissement intellectuel qui aurait suivi la tentative de suicide de 1822 (2), puisqu'avant cette époque on en retrouve le fond et les idées principales dans de nombreux passages. Seulement ces idées se sont condensées et ont pris une forme plus accentuée et plus définie. Ce livre a été fort admiré par les saint-simoniens, et, avec l'*Éducation du genre humain* de Lessing, il a été en quelque sorte l'évangile de la nouvelle église. Saint-Simon lui-même, en mourant, le signalait à Olinde Rodrigues comme son œuvre capitale. Nous n'éprouvons pas aujourd'hui la même admiration; car, quoique ce fût la prétention de Saint-Simon d'avoir substitué dans cet écrit la doctrine à la critique, ce qui y manque surtout c'est la doctrine, et il ne contient guère autre chose que de la critique. Critique du catholicisme, critique du protestantisme, voilà ce qui remplit la plus grande partie de l'ouvrage. On nous dit bien qu'il faut un nouveau dogme à une société nouvelle; mais quel est ce dogme, c'est ce que nous n'apprenons pas. Sous forme religieuse, ce n'est encore qu'une morale résumée dans cette maxime célèbre : « Tous doivent travailler au développement physique, moral et intellectuel de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. » On est donc porté à croire que, dans son *Nouveau Christianisme*, Saint-Simon n'avait rien de plus dans l'esprit que le système déjà tant de fois

(1) *OEuvres*, t. XXII, p. 85.

(2) Voir sur cette singulière tentative de suicide la *Notice historique* de l'éditeur (*OEuvres*, tome I, p. 104).

exposé. Cependant il est visible qu'il désirait rattacher sa nouvelle morale à quelque dogme religieux, puisque l'ouvrage commence par ces mots : « Croyez-vous en Dieu? — Oui, je crois en Dieu. » C'est la première fois que Saint-Simon parle de Dieu dans ses écrits, et à moins de supposer que ce n'est là qu'un simple acquit de conscience, que rien n'expliquerait ni ne justifierait, on peut penser que ces mots indiquent une tendance à relever l'idée religieuse du discrédit où elle était tombée au XVIIIe siècle. C'est d'ailleurs la seule trace d'une tendance théologique à noter dans Saint-Simon; on la signalerait à peine si elle n'avait pas été si brillamment et si hardiment développée par l'école qui, sur ce point ainsi que sur tant d'autres, a transformé, agrandi, en l'altérant presque toujours, la doctrine du maître.

C'est en effet un des caractères de l'école saint-simonienne d'avoir en elle-même une véritable originalité indépendamment du maître. C'est une des différences qui distinguent le saint-simonisme du fouriérisme. Dans cette seconde école, les disciples n'ont absolument rien ajouté à la doctrine de Charles Fourier : ils l'ont vulgarisée et simplifiée, ils ne l'ont modifiée en rien d'important. Il n'en est pas de même des élèves de Saint-Simon. Leur doctrine sociale, leur doctrine religieuse, est un développement inattendu et hardi du système de leur maître : c'est un dogme systématiquement élaboré, avec la prétention évidente de reproduire le travail organisateur du dogme chrétien. Saint-Simon avait bien désiré donner un caractère religieux à sa doctrine, mais il n'a jamais songé à constituer un dogme, une église et un sacerdoce. De même, au point de vue social, il a voulu une réforme qui fît passer le pouvoir et l'influence des oisifs aux travailleurs, et il aurait approuvé une modification du régime de la propriété foncière; mais, quant à un changement radical des conditions économiques de la société, il ne l'a jamais rêvé, et avec ses tendances conservatrices il est fort probable qu'il eût désavoué les conséquences étranges de ses disciples; enfin ses vues sur la hiérarchie sociale ne paraissent pas avoir été jusqu'à la suppression absolue du régime parlementaire et jusqu'à l'établissement d'une théocratie absolutiste, ce qui fut le caractère de la doctrine interprétée par ses disciples.

On peut se rendre compte maintenant de ce qu'a été le célèbre fondateur du socialisme contemporain. Ce remarquable personnage nous paraît surtout un esprit facile et ouvert, d'une merveilleuse aptitude à s'assimiler les idées d'autrui en leur prêtant d'ailleurs une sorte d'éclat et de prestige, non par le style bien entendu, mais par un ton d'apostolat et de prosélytisme qui entraînait. On ne peut dire au juste ce qu'il a inventé, tant il a eu de collaborateurs

et tant il a emprunté autour de lui; mais n'eût-il rien découvert en particulier, c'est lui qui a inventé le tout, qui de toutes ces idées réunies a fait quelque chose de vivant, d'actif, de séduisant. Esprit léger et, au total, peu instruit malgré sa curiosité universelle, il avait de l'élévation et du brillant, quelque chose du grand seigneur qui vit à crédit et fait beaucoup avec rien. Peu précis, peu consistant, improvisateur plutôt que penseur, il a eu cependant un fonds d'idées durables qui se sont répandues partout, et que nous avons tous plus ou moins respirées dans l'atmosphère de notre temps. C'est entre les mains de ses disciples que ces idées ont pris une forme précise et se sont coordonnées réellement en système; mais de lui seul on peut dire qu'il avait du génie : les autres, pleins de talent et d'imagination, n'ont travaillé qu'en sous-ordre. Il est le maître. A lui le souffle initiateur, la grande direction. Aventurier, agioteur, noble ruiné et mendiant, tout cela ne compose pas un caractère bien pur et bien digne de respect; et cependant il excite l'intérêt par cette opiniâtreté de l'inventeur, tout entier à son idée, y revenant sans cesse, la reproduisant sous toutes les formes, mourant de faim et de froid sans y renoncer, se dépouillant de tout et faisant tous les métiers sans scrupule pour travailler à son rêve; semblable à ce personnage dont Balzac, dans la *Recherche de l'absolu*, nous a laissé l'admirable portrait. Descendant de Charlemagne, croyait-il, et légitime héritier du trône de France, il traitait les Bourbons de petite noblesse, et vivait aux dépens de son valet de chambre enrichi, rappelant ce mot de Pascal qui semble fait pour lui : « Ce sont misères de grand seigneur, misères d'un roi dépossédé. » Utopiste et positif à la fois, un pied dans la réalité, l'autre dans la chimère, comptant sur Louis XVIII et M. Laffitte pour en faire les apôtres d'un nouveau christianisme; homme d'esprit d'ailleurs quand il lui plaisait, ce qui donne à penser qu'il a pu quelquefois se moquer du monde; médiocre écrivain, pauvre philosophe, savant frelaté, apprenti économiste, historien par occasion, amateur en tout, et avec cela ayant entraîné l'espèce humaine dans une voie nouvelle; type étrange, supérieur même dans sa bassesse, et qui ne pourrait être peint dans toute sa vérité, dans toute sa crudité, que par un autre Saint-Simon.

PAUL JANET.

LES PREMIÈRES

PERSÉCUTIONS DE L'ÉGLISE

Histoire des Persécutions de l'Église jusqu'à la fin des Antonins,
par M. Aubé; Didier 1875.

L'histoire des premières persécutions de l'église, fort obscure par elle-même, s'est obscurcie encore grâce aux polémiques des partis. Les anciens documens qui pouvaient nous en conserver le souvenir sont rares; la négligence des fidèles en avait sans doute laissé perdre un grand nombre quand Dioclétien ordonna de détruire ce qui en restait. Tout porte à croire que ses ordres furent impitoyablement exécutés: saint Augustin se plaignait que de son temps on eût peine à se procurer les *Actes des Martyrs*, quand on voulait les lire au peuple à l'anniversaire de leurs fêtes. L'absence de documens certains laissait la place aux récits apocryphes; dans ce terrain vide, sur ce sol bien préparé, la légende germa bientôt en abondance. On imagina de tous côtés des histoires merveilleuses qui, pendant plusieurs siècles, ne trouvèrent pas d'incrédules. Ce n'est guère qu'avec la renaissance et la réforme qu'on commença à s'en méfier, et, comme il arrive d'ordinaire, on alla bientôt dans le doute aussi loin qu'on avait été dans la foi. En 1684, l'Anglais Dodwell, dans son traité « sur le petit nombre des martyrs, » essaya de prouver que la rigueur des persécutions avait été fort exagérée, et ce devint un lieu commun, pendant tout le XVIIIe siècle, de penser et de dire qu'il n'y avait qu'erreur et mensonge dans les récits que nous font les historiens de l'église.

Il est temps que la question soit traitée froidement et sans parti-pris; elle n'est pas de celles après tout qui troublent les consciences et doivent nécessairement soulever des orages. Sulpice Sévère rapporte que saint Martin ne se croyait pas obligé d'ajouter foi à tout ce qu'on racontait des martyrs, et qu'il démontra un jour qu'on voulait lui faire adorer comme un saint un ancien voleur mis à mort pour ses crimes. Au XVIIe siècle, des prêtres pieux, comme Mabillon et Tillemont, ne se faisaient pas scrupule non plus de discuter les anciennes légendes et de les rejeter quand ils les croyaient fausses. Ils avaient raison de penser qu'un historien ne sert bien l'église qu'en se faisant d'abord le serviteur de la vérité, et qu'il est bon qu'on la débarrasse de toutes ces erreurs, difficiles à défendre, qui décrient sa cause. D'un autre côté, je ne vois pas quel intérêt on peut avoir, dans le camp contraire, à nier tout ce que racontent les écrivains ecclésiastiques, à refuser obstinément de croire à des rigueurs qui n'étaient que trop naturelles et ne sont que trop constatées, à paraître traiter en ennemis les martyrs, c'est-à-dire des gens qui, en mourant pour leur foi, protestaient contre l'intolérance, et à se donner ainsi l'apparence fâcheuse de se déclarer pour les persécuteurs contre les victimes.

Il faut savoir beaucoup de gré à M. Aubé d'avoir cherché à connaître la vérité, dans une question si controversée, et d'avoir eu la ferme intention de la dire. Il a étudié avec soin les textes originaux; il connaît les travaux de la critique moderne, surtout ceux de M. de Rossi, qui est le maître en ces recherches. De plus, ce qui n'est pas à dédaigner, il porte légèrement sa science et expose bien ce qu'il sait. Le volume qu'il vient de donner au public est un de ces livres à la fois agréables et solides, où la sûreté des informations ne nuit pas à l'intérêt du récit, et qui sera lu avec profit et avec plaisir de tous ceux qu'attire l'histoire des premiers temps du christianisme.

Je lui fais pourtant un reproche général : il tient tant à ne pas croire à la légère et à ne pas nier sans motif qu'il éprouve parfois quelque peine à se décider. Il paraît trop hésitant, trop incertain dans ses conclusions; il s'entoure, ou plutôt il s'embarrasse de trop de réserves; il y a toujours quelque hésitation dans ses doutes et quelque doute dans ses affirmations. Souvent aussi on s'aperçoit qu'il a traversé des opinions différentes, et quand il expose celle à laquelle il s'est définitivement arrêté, les anciennes se montrent et réclament. Par exemple, lorsqu'il s'agit de la fameuse lettre de Pline au sujet des chrétiens, il nous donne d'abord tant de bonnes raisons de la croire supposée qu'on est fort surpris qu'il finisse par l'accepter et s'en servir. Ces indécisions, quand elles se reproduisent trop fréquemment, risquent de troubler un lecteur qui veut s'in-

struire et de nuire à la clarté et à l'intérêt du récit. Sans doute le sujet que traite M. Aubé est obscur, difficile, et peut soulever des controverses sans fin; je crois pourtant qu'il s'en est exagéré les obscurités. Quelque désir qu'on ait de n'être pas dupe, il y a dans cette histoire incertaine, quand on la prend uniquement dans les sources, quelques points qu'on peut affirmer sans témérité, et il me semble possible, à l'aide de M. Aubé lui-même, de faire assez aisément la part de l'ombre et du jour.

I.

Il importe d'abord de savoir, quand on veut connaître l'histoire des persécutions, comment la législation romaine traitait les religions nouvelles, et s'il y avait alors des lois qu'on pût appliquer aux chrétiens. C'est la question par laquelle il convient d'entamer cette étude; c'est aussi une de celles sur lesquelles M. Aubé ne se prononce pas avec assez de netteté. Tantôt (p. 189) il refuse de croire ceux qui prétendent qu'on pouvait invoquer contre les chrétiens la loi sur les cultes étrangers, celle sur les maléfices, sur le sacrilége, etc.; « s'il en était ainsi, dit-il, on ne comprend pas qu'un seul d'entre eux eût survécu dans l'empire. » Tantôt au contraire (p. 340) il affirme « que les textes de la loi de majesté (*Lex Julia majestatis*), de la loi *de Veneficiis*, de la loi contre les conjurations ou les auteurs de tumultes populaires, et tant d'autres encore dans la forêt touffue de la législation pénale de Rome, pouvaient être directement ou indirectement tournés contre eux. » Cette fois il a pleinement raison; les magistrats romains, s'ils étaient ennemis du christianisme, ne manquaient pas d'armes pour le frapper. La législation républicaine et les constitutions impériales les leur fournissaient en grand nombre : il faut savoir seulement dans quelle condition et de quelle manière il était d'usage de s'en servir.

On discutait beaucoup au siècle dernier pour savoir si les Romains étaient tolérans ou non. Voltaire soutenait qu'ils n'avaient jamais persécuté personne, « qu'ils acceptaient les dieux de tous les peuples, et que cette sorte d'hospitalité divine fut le droit des gens dans toute l'antiquité. » D'autres répondaient en énumérant, d'après Tite-Live, les temples qu'ils avaient renversés et les dieux qu'ils avaient proscrits. Le fait est qu'ils avaient tous raison et que en principe les Romains devaient être, comme tous les peuples anciens, fort tolérans hors de leur pays, mais assez intolérans chez eux. Les religions alors étaient toutes locales; c'était une croyance commune que chaque état possède ses divinités particulières, qui lui appartiennent en propre, et qui, en échange du culte qu'elles

reçoivent, se chargent de le protéger. Quand les Romains visitaient un pays étranger, ils se montraient pleins de déférence pour les dieux de la contrée, et n'hésitaient pas à se mettre sous leur protection tant qu'ils se trouvaient sur leurs terres; mais, s'ils ne gênaient pas les divinités des autres peuples, c'était à la condition qu'on ne viendrait pas non plus inquiéter les leurs. Chaque religion, ayant son domaine limité, devait rester maîtresse chez elle. Les Romains n'ont jamais songé à imposer leurs dieux aux nations qu'ils avaient vaincues; en échange, ils devaient défendre aux divinités étrangères de s'établir à Rome.

Rien de plus naturel et qui s'explique mieux que cette défense. Chez tous les peuples antiques, la religion était une autre forme de l'état, ou plutôt elle donnait à l'état sa forme et son existence. C'était le culte des mêmes dieux, la pratique des mêmes rites, qui constituait l'unité de la famille, de la tribu, de la cité. Toutes les fois que des individus isolés se groupaient pour former une association, ils se réunissaient autour du même autel; la divinité qu'on y adorait donnait ordinairement son nom à la société nouvelle, elle en devenait le centre et le lien. Il ne suffit donc pas de dire qu'il y avait dans l'antiquité des religions d'état, puisqu'alors l'état et la religion étaient la même chose. C'est le christianisme qui, en se constituant en dehors de la société civile et en opposition avec elle, a séparé le premier ce que toute l'antiquité avait uni. Aussi la défense du culte national était-elle le premier devoir que s'imposaient les nations anciennes; aucune ne l'a négligé, et il était naturel que Rome l'accomplît avec plus de sévérité encore que les autres. Il y était défendu aux citoyens d'honorer d'autres dieux que ceux de la cité, *separatim nemo habessit deos*. Tertullien cite une loi spéciale qui interdisait d'introduire à Rome aucune divinité qui n'eût été d'abord adoptée par le sénat. Cette loi ne se retrouve plus sous cette forme dans les codes romains, tels que nous les avons aujourd'hui, mais son existence n'en est pas moins constatée par les nombreuses applications qu'on en a faites. Nous savons que beaucoup de dieux nouveaux ont été officiellement reconnus par des sénatus-consultes, tandis qu'on en a rigoureusement exclu beaucoup d'autres que le sénat avait refusé d'admettre. « Que de fois, dit Tite-Live, n'a-t-on pas donné l'ordre aux magistrats d'interdire les cultes étrangers, de chasser du Forum, du cirque, de la ville, les prêtres ou les devins qui les propageaient, et de ne souffrir, dans les sacrifices, que les pratiques de la religion nationale! »

Toutes ces mesures furent inutiles, et elles n'empêchèrent pas un grand nombre de divinités du dehors de s'établir à Rome. Ce qui rendit vaines les prescriptions de la loi, c'est que le sentiment pu-

blic leur était contraire. Autant l'état montrait de mauvais vouloir aux cultes étrangers, autant le peuple témoignait d'attrait pour eux. C'était la maladie ordinaire de ces nations polythéistes de ne pouvoir jamais se rassasier de dieux; plus elles en avaient, plus elles en voulaient avoir, et elles finissaient par s'approprier ceux de tous les peuples voisins. Il y avait d'ailleurs à Rome une raison particulière pour qu'il fût difficile d'y exécuter la loi dans sa rigueur. On sait avec quelle générosité elle accorda d'abord aux individus isolés, puis aux nations entières, le droit de cité. Ces Romains nouveaux devaient être naturellement tentés d'apporter avec eux à Rome leurs anciens dieux, et il était difficile de les contraindre à y renoncer. Le Gaulois dont César ou Auguste avait fait un citoyen devenait aussitôt un fervent adorateur de la Diane de l'Aventin ou du Jupiter du Capitole; mais il ne pouvait pas oublier brusquement ce vieil Ésus ou ces déesses-mères que ses aïeux adoraient, et qu'il avait lui-même tant de fois invoqués dans sa jeunesse. Il les unissait ensemble dans le même culte sans qu'on pût le trouver mauvais et qu'il fût possible de l'empêcher. Du moment que la loi était forcée d'être complaisante dans certains cas, il lui devenait assez difficile de ne pas l'être toujours, et par là la porte se trouvait ouverte à toutes les divinités de l'étranger. C'est ainsi que celles du monde entier finirent par se réunir à Rome. Les religions monothéistes elles-mêmes, comme le judaïsme, qui refusaient obstinément de s'unir avec les autres, qui proclamaient que leur Dieu est le seul véritable, et se trouvaient être, par leur principe, ennemies implacables des cultes existans, ne furent pourtant pas, malgré cette hostilité déclarée, aussi sévèrement écartées qu'on pourrait le croire. Dès la fin de la république, les Juifs étaient établis à Rome en grand nombre, et, après quelques persécutions passagères, ils finirent par obtenir la liberté de pratiquer leur culte à des conditions assez douces (1). On peut donc dire qu'en réalité vers le règne de Claude, quand les premiers chrétiens arrivèrent à Rome pour y prêcher leur doctrine, toutes les religions y étaient souffertes, et

(1) Ils étaient forcés de payer un tribut annuel à l'empereur, et, au moins du temps de Celse, on leur défendait de circoncire les gens qui n'étaient pas de leur pays. A ces deux conditions, il leur était permis de pratiquer leur culte en liberté, et la police romaine se chargeait de punir ceux qui en gênaient l'exercice. La grande raison de cette tolérance est donnée par Celse. « Après tout, dit-il, les Juifs suivent le culte de leurs pères et conservent les usages de leur pays, » tandis que les chrétiens se recrutaient chez tous les peuples et rompaient avec toutes les croyances nationales, ce qui devait scandaliser un Romain. Il ne faut pourtant pas oublier que le culte des Juifs n'était que souffert. M. de Rossi va peut-être un peu loin quand il dit : *E noto che il giudaismo fu espressamente reconosciuto.* Le judaïsme, même quand on tolérait ou qu'on protégeait ses cérémonies, était toujours regardé comme une religion étrangère. Dans la loi même du Digeste, qui accorde aux Juifs les plus grands priviléges, on l'appelle expressément *superstitio judaica.*

que l'autorité ne semblait guère se préoccuper de la vieille loi qui leur défendait de s'y établir, si elles n'étaient pas acceptées par le sénat.

On ne l'avait pourtant pas abrogée : elle subsistait toujours dans cette forêt de lois antiques dont parle Tertullien, où les conservateurs romains avaient tant de peine à porter la hache. On la citait avec respect, on la gardait comme une menace contre cette population bruyante et cosmopolite qui remplissait les quartiers obscurs de la grande ville, et il arriva même que, dans des cas exceptionnels, elle fut quelquefois appliquée. A l'époque de Tibère, deux prêtres d'Isis persuadèrent à une grande dame fort dévote aux divinités égyptiennes que le dieu Anubis, qui était amoureux d'elle, l'attendait dans son temple, et sous ce prétexte ils la livrèrent la nuit à un jeune débauché de Rome. Vers le même temps, des Juifs, abusant de la crédulité d'une autre dame, dont le mari était un des amis de l'empereur, se firent remettre par elle des sommes considérables, sous prétexte de les envoyer à Jérusalem, et les gardèrent. Quand Tibère le sut, il voulut faire un exemple dont on se souvînt : non content de frapper les coupables, il résolut d'atteindre aussi tous ceux qui partageaient leurs croyances. Le temple d'Isis fut rasé, et l'on jeta la statue de la déesse dans le Tibre. Quant aux Juifs, 4,000 d'entre eux furent relégués en Sardaigne, pour y mourir de la fièvre; le reste reçut l'ordre de quitter Rome, ou d'abjurer sa foi. C'était bien au nom de la vieille loi sur les cultes étrangers qu'on les poursuivait : Sénèque le dit expressément. Voilà la preuve manifeste qu'elle existait toujours, mais, en l'appliquant si rarement, l'autorité laissait voir qu'elle ne la regardait plus que comme un moyen de police dont elle se réservait d'user à sa convenance quand elle croirait en avoir besoin. C'est bien ce que semble indiquer le jurisconsulte Paul lorsqu'il dit qu'on punit de l'exil ou de la mort ceux qui introduisent des religions nouvelles « qui sont capables d'enflammer les esprits des hommes, *quibus animi hominum moveantur.* » Cette restriction est importante à signaler : ce ne sont donc plus tous les cultes nouveaux qu'on poursuit, ce sont seulement ceux qui peuvent créer un danger pour la sécurité publique.

Voilà la loi qui s'appliquait le plus naturellement aux chrétiens : elle fournissait, il faut l'avouer, un prétexte très plausible à ceux qui voulaient les poursuivre; mais il y en avait d'autres qu'on pouvait aussi fort aisément tourner contre eux. « Nous sommes accusés, dit Tertullien, de sacrilége et de lèse-majesté : c'est là le point capital de notre cause, ou plutôt c'est notre cause tout entière (1). »

(1) Tertullien ne veut pas dire qu'on reprochait expressément aux chrétiens ces

Cherchons à savoir ce qu'entendaient les jurisconsultes romains par ces crimes, et comment on pouvait prouver que les chrétiens en étaient coupables.

Il paraît résulter des explications données par Tertullien qu'on accusait les chrétiens de sacrilége, parce qu'ils refusaient de rendre hommage aux dieux de Rome, — *Deos non colitis;* — mais cette interprétation ne se concilie pas facilement avec les lois romaines telles que nous les avons aujourd'hui. Elles appellent sacrilége le crime de ceux qui dévastent les temples et en enlèvent les objets sacrés. Ce crime est, on le voit, assez restreint, et, pour empêcher qu'on ne l'étende, la loi a grand soin de définir ce que le mot « objets sacrés » veut dire. Il ne s'applique pas à tout ce que contient un temple, « et si, par exemple, un particulier y a déposé son argent, celui qui le vole ne commet pas un sacrilége, mais un simple larcin. » Il en résulte qu'aux termes de la loi ceux-là seuls étaient coupables de sacrilége parmi les chrétiens qui se laissaient entraîner, comme Polyeucte, par l'ardeur de leur zèle et allaient briser les idoles dans les temples : or de telles hardiesses étaient rares et l'église les condamnait. Il est donc probable que, si la loi n'avait que le sens que lui donnent les jurisconsultes, on n'a pas dû avoir l'occasion de l'appliquer souvent aux chrétiens; mais peut-être en avait-on forcé la signification et étendu la portée au IIe siècle. Nous ne voyons pas que, pendant la république, personne se soit avisé de poursuivre devant les tribunaux ceux qui doutaient de l'existence des dieux ou qui se permettaient de rire de leurs légendes; ni Lucilius, ni Lucrèce, n'ont été inquiétés pour leurs vers impies. C'était alors une maxime parmi les gens sages qu'il faut laisser aux dieux le soin de venger leurs offenses, *deorum injuriæ dis curæ;* mais on dut devenir plus attentif et plus scrupuleux quand la vieille religion fut menacée par le christianisme. L'approche de l'ennemi rendit sans doute la défense plus vigilante : ce qui avait semblé jusque-là fort innocent devint criminel. On nous dit que les deux traités de Cicéron *sur la Nature des dieux* et *la Divination* furent brûlés solennellement avec la Bible par l'ordre de l'empereur, « parce qu'ils ébranlaient l'autorité du culte national. » Il serait curieux de savoir de quelle loi on se servit pour autoriser cette exécution, et si ce n'était pas quelque application nouvelle de la vieille loi de sacrilége. Ainsi étendue, elle pouvait atteindre les

différens crimes. Il nous apprend, nous le dirons plus tard, que la sentence, quand ils étaient condamnés, ne contenait aucun grief particulier. On ne les accusait que d'être chrétiens : ce mot voulait tout dire; mais si on n'alléguait, dans les poursuites, ni la loi de majesté ni celle du sacrilége, au fond la sévérité des magistrats ne s'explique que par leur conviction que ces lois étaient violées, et par leur désir de les faire respecter.

chrétiens, et rien n'était plus aisé que de s'en servir contre eux.

La loi de majesté était d'un usage plus commode encore pour les ennemis du christianisme. Par sa formule vague et générale, elle pouvait se prêter à tout, et l'on sait l'usage terrible que les mauvais empereurs en ont fait. On entendait par crime de majesté, ou de lèse-majesté, comme nous disons aujourd'hui, « tout attentat commis contre la sécurité du peuple romain. » A la rigueur, on pouvait prétendre que les chrétiens en étaient coupables, car l'introduction d'une religion nouvelle jette toujours quelque trouble dans un état. Avec l'empire, ces accusations étaient devenues plus communes : le peuple romain s'était personnifié dans un homme qui croyait toujours qu'on voulait attenter à sa sûreté. Cet homme, qui se savait haï, devenait aisément soupçonneux. La subtilité des délateurs, qui trouvaient partout des complots, et la complaisance des juges, qui ne refusaient jamais de les punir, entretenaient ces soupçons. Personne n'y échappait, et les chrétiens eux-mêmes, malgré l'innocence de leur vie et leur éloignement des dignités politiques, finirent par en être victimes. Ils étaient ordinairement graves, réservés, sérieux; on les accusait d'être tristes, et leur tristesse passait pour un outrage à « la félicité du siècle. » Convenait-il de paraître mécontent quand le sénat proclamait dans des décrets solennels que jamais le monde n'avait eu tant de raisons d'être heureux! Ils semblaient ne vouloir prendre aucune part aux réjouissances publiques; quand la nouvelle d'une victoire arrivait à Rome, on ne les voyait pas, comme tout le monde, orner leurs portes de festons et y allumer des flambeaux. Ils ne sacrifiaient pas à la déesse Salut lorsque l'empereur tombait malade ou qu'il était guéri. Ils fuyaient les cirques, les théâtres, les arènes, lorsqu'on y célébrait des jeux solennels pour fêter l'anniversaire de la naissance du prince ou de son avénement au pouvoir. C'était bien assez pour devenir suspects dans un temps où on l'était si vite. Ce qui confirmait les soupçons, c'est qu'ils ne voulaient pas reconnaître la divinité de l'empereur. « Je ne l'appelle pas un dieu, disait un de leurs apologistes, parce que je ne sais pas mentir, et que je ne veux pas me moquer de lui. » Le proconsul qui les faisait comparaître devant lui avait toujours dans son prétoire quelque statue du prince. C'est en présence de cette image qu'on traînait le chrétien; on lui demandait de témoigner son obéissance aux lois en brûlant un peu d'encens en l'honneur de César, et d'ordinaire on ne pouvait pas l'obtenir. Ce refus, auquel un païen ne comprenait rien, les faisait passer pour de mauvais citoyens, des sujets indociles, et l'on croyait pouvoir sans scrupule tourner contre eux les prescriptions rigoureuses de la loi de majesté.

Parmi ces prescriptions, il en était qui semblaient s'appliquer

tout à fait aux chrétiens; l'une d'elles interdisait formellement « de tenir aucune réunion ou assemblée qui poussât les hommes à la sédition. » C'était une défense que certains empereurs, les plus honnêtes d'ordinaire et les plus vigilans, faisaient observer avec une grande sévérité. Trajan était si ennemi du droit de réunion, il redoutait tant les désordres qui en sont la suite naturelle, qu'il ne voulut jamais permettre qu'on formât à Nicomédie une association d'ouvriers pour éteindre les incendies. Les assemblées des chrétiens se tenaient ordinairement dans des maisons pauvres, et souvent la nuit; ils en écartaient avec soin les indiscrets et les curieux, ils y réunissaient en grand nombre des ouvriers et des esclaves : toutes ces circonstances devaient paraître suspectes à des princes amis de l'ordre et éveiller l'attention des magistrats. La loi de majesté punissait aussi « ceux qui tentaient de gagner les soldats et de causer parmi eux quelque émotion. » C'était encore un crime que la malveillance pouvait reprocher aux chrétiens. La religion nouvelle paraît s'être répandue assez vite dans l'armée. Les soldats, comme le petit peuple, étaient dévots, et fort adonnés surtout aux superstitions de l'Orient. Beaucoup d'entre eux se laissèrent entraîner facilement au christianisme. Ces conquêtes, dont il était fier, lui causèrent dans la suite beaucoup d'embarras et de dangers. Les empereurs ne pouvaient pas lui pardonner de venir séduire leur armée, d'affaiblir dans le cœur de leurs soldats le sentiment de la discipline, qui reposait sur la religion, et de troubler leur courage en suscitant dans leur conscience des doutes sur la légitimité de la guerre.

C'était une affaire grave pour la nouvelle religion que de tomber sous le coup de la loi de majesté. Aucune n'était exécutée avec autant de rigueur, aucune ne donnait lieu à des poursuites aussi sévères et à des peines aussi terribles. Il n'y avait pas de privilége qu'on pût invoquer contre elle; les droits du sang et de la naissance, que les Romains observaient si scrupuleusement, étaient suspendus dès qu'il s'agissait d'une accusation de majesté. Tout personnage soupçonné de ce crime pouvait être mis à la torture; on y soumettait les hommes libres comme les esclaves, les grands seigneurs comme les pauvres gens. Toutes les délations étaient acceptées avec empressement, tous les témoignages étaient bons pour perdre l'accusé. En dehors des accusateurs ordinaires, on écoutait avec complaisance les rapports du soldat, « car il veille sur la paix publique, » et il a plus d'intérêt que les autres à la défendre; on ne rebutait pas même ceux de l'homme mal famé qui avait été flétri par un jugement, ni ceux de l'esclave, auquel on laissait le droit terrible d'accuser son maître. Tertullien nous dit précisément que les soldats et les esclaves ont été avec les Juifs les accusateurs ordinaires des chrétiens.

Telles étaient les lois sous lesquelles ils pouvaient tomber (1); il y en avait assurément bien assez pour les perdre, et l'autorité, si elle voulait les frapper, n'était que trop armée contre eux. Il faut pourtant reconnaître que ces armes qu'elle avait à sa disposition étaient d'un usage assez rare. La loi de majesté, fort employée par les mauvais empereurs, l'était beaucoup moins sous les bons; ils n'en gardaient que ce qui était nécessaire pour maintenir la paix publique, et les chrétiens, si éloignés de toute ambition politique, si soumis aux puissances, ne pouvaient pas penser qu'on dût un jour la tourner contre eux. La loi contre les cultes étrangers, qui les menaçait plus directement, leur causait encore moins de frayeur. Sans doute, elle n'était pas officiellement abolie; mais, comme on ne s'en servait guère, ils ne paraissent pas l'avoir redoutée, jusqu'au jour où elle leur fut appliquée si rudement. Il est sûr que les persécutions les surprirent beaucoup. Ils voyaient autour d'eux tous les cultes tolérés et ne s'attendaient pas à être traités autrement que les autres. Dans leur étonnement douloureux, ils allèrent jusqu'à prétendre qu'ils étaient frappés « en dehors de toute justice et de toute légalité. » Ce n'était pas tout à fait exact, comme on vient de le voir; l'autorité avait la loi pour elle, mais la loi cesse de paraître juste quand on ne l'applique pas dans tous les cas et à tout le monde. L'impunité dont quelques-uns jouissent semble créer un droit pour tous; lorsque la légalité ne se réveille que par intervalles, elle ne paraît être à ceux qu'elle atteint qu'un régime de violence et de bon plaisir. Il fallut du temps à l'église pour s'habituer à cette exception cruelle dont elle était victime. Alors elle se ressouvint que le Christ avait prédit ces maux dont elle souffrait; elle vit l'annonce des persécutions dans ces paroles qu'il adressait à ses disciples : « Vous serez conduits devant les rois et les gouverneurs à cause de moi, pour rendre témoignage en leur présence. » — « Qui n'admirerait, dit Origène, la précision de ces paroles! Aucun exemple puisé dans l'histoire n'a pu donner à Jésus-Christ l'idée d'une pareille prédiction. Avant lui, aucune doctrine n'avait été persécutée. Seuls, les chrétiens, ainsi que l'a prédit Jésus-Christ, ont été traînés devant des juges, contraints de renoncer à leur foi, et punis par l'esclavage ou la mort, s'ils étaient fidèles à leurs croyances. » C'est ainsi qu'on fit servir les persécutions même et l'annonce que le Christ en avait faite à établir la vérité de sa parole.

(1) On pouvait encore les accuser de magie et de sortiléges, et l'on sait que la loi romaine était impitoyable pour ces sortes de crimes. Sur toutes ces questions, on consultera avec beaucoup de fruit le mémoire de M. E. Le Blant, membre de l'Institut, *sur les Bases juridiques des poursuites dirigées contre les martyrs*. Ce mémoire a été publié dans les comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions de l'année 1866.

On peut donc dire que la situation légale des caretiens, quand leur religion pénétra dans la capitale de l'empire, n'était ni tout à fait bonne ni entièrement mauvaise. Sans doute, la loi, prise à la lettre et interprétée avec rigueur, leur était défavorable; mais on s'était accoutumé à la voir fort peu exécutée. Il était défendu d'introduire à Rome des religions nouvelles, et toutes les religions du monde s'y établissaient librement. En somme, si la tolérance était contraire à la législation des Romains, elle était conforme à leurs habitudes. Il pouvait donc se faire qu'à un moment ce vieil esprit intolérant et cruel qui avait inspiré les anciennes lois se réveillât; mais il se pouvait aussi que le christianisme ne fût pas plus inquiété que les cultes égyptiens ou syriaques qu'on laissait célébrer en paix leurs bruyantes cérémonies. La persécution était possible, elle n'était pas inévitable. Dans une situation pareille, l'imprévu domine, et les événemens les plus légers peuvent avoir les conséquences les plus graves. Ce fut en effet un hasard, un accident qui devint la cause de la première persécution et amena toutes les autres.

II.

Pendant le mois de juillet de l'année 64, un terrible incendie avait dévoré plus des deux tiers de Rome. Les malheureux habitans des quartiers détruits, qui avaient tout perdu en quelques jours et se trouvaient sans asile et sans pain, accusaient Néron d'être l'auteur du désastre, et, comme on connaissait l'empereur, ce bruit trouvait beaucoup de créance. Pour détourner les soupçons de lui, Néron eut naturellement l'idée de les diriger sur d'autres. Il fallait trouver des victimes qu'on pût sacrifier sans danger, dont le sort fût indifférent à tout le monde. Les chrétiens, pour leur malheur, furent choisis; c'était une secte juive qu'on savait obscure, méprisée. On supposa qu'il ne paraîtrait pas invraisemblable de les accuser d'un crime, que personne ne s'aviserait de les défendre.

On ignore tout à fait de quelle manière la procédure fut conduite, mais il ne me semble guère probable qu'on ait mis en avant du premier coup cette accusation d'incendie qu'il était si difficile d'établir : les chrétiens durent être punis comme chrétiens. « On saisit d'abord, dit Tacite, ceux qui avouèrent qu'ils appartenaient à cette secte. » S'ils l'avouaient, c'est qu'on avait commencé par le leur demander, ce qui laisse croire qu'en s'emparant d'eux on ne faisait qu'appliquer la vieille loi sur les cultes étrangers. Cette loi, qu'ils avaient évidemment violée, les mettait sans contestation sous la main de l'autorité; elle permettait de les poursuivre et de les punir, même quand on ne pouvait pas les convaincre d'un autre

crime. C'était donc le commencement naturel de l'affaire, et il convenait de l'entamer par là : on avait l'avantage, en agissant ainsi, de donner un fondement solide à une accusation incertaine. Tacite ajoute qu'à la vérité on ne put pas prouver qu'ils étaient les auteurs de l'incendie, peut-être même ne prit-on pas beaucoup de peine pour essayer de l'établir : les légistes habiles qui entouraient Néron savaient bien que ce serait une peine perdue et qu'on ne parviendrait pas à démontrer directement que les chrétiens étaient coupables. Il valait mieux essayer d'y arriver d'une manière détournée. La voie la plus sûre consistait à les rendre odieux à tout le monde et à les charger de tous les forfaits. Il suffisait de faire croire qu'ils étaient capables de tout pour qu'on soupçonnât, sans autre preuve, qu'ils pouvaient bien avoir mis le feu à Rome.

Les conséquences de cette première poursuite furent graves pour les chrétiens : d'abord elle les fit connaître de tout le monde; ils passèrent subitement de l'ombre au grand jour. Après l'éclat des supplices terribles qu'on avait employés contre eux, ils ne pouvaient plus être ignorés; il ne leur était plus permis de se dérober dans la foule obscure des quartiers populaires pour pratiquer leur culte en liberté, les yeux de tous étaient fixés sur eux. Désormais ils seront exposés aux colères des dévots, aux tracasseries de la police, aux soupçons de l'autorité. Toutes les fois qu'un magistrat zélé voudra exécuter les lois sur les cultes étrangers ou les réunions illicites, ils sont sûrs d'être atteints les premiers. De plus la persécution de Néron crée un précédent contre eux, et chez un peuple fidèle aux usages, observateur rigide des traditions, comme l'étaient les Romains, un précédent légitime tout. Que de choses chez eux se sont toujours faites parce qu'elles s'étaient faites une fois! Dans ces pays conservateurs, qui vont par habitude, une première impulsion décide souvent de tout le reste. Il est vrai que Néron était un prince odieux, qu'il laissait une mémoire détestée, et qu'on pouvait espérer que son exemple ne servirait pas de règle à ses successeurs; mais, par une fatalité que Tertullien déplore, de toutes les institutions de ce prince, celle-là seule lui survécut, *permansit erasis omnibus hoc solum institutum neronianum*, et elle finit par devenir la loi de l'empire.

Pour qu'elle le soit si aisément devenue, il faut qu'elle ait rencontré des circonstances favorables et un terrain préparé. Dans l'entreprise violente que les empereurs tentaient contre la religion nouvelle, ils ont été encouragés par tout le monde; ils n'étaient jamais plus populaires et plus approuvés que quand ils frappaient l'église. En réalité, ce ne sont pas les empereurs seuls, c'est toute la société païenne qui est coupable des persécutions. Le peuple les réclamait d'ordinaire avec emportement, et les honnêtes gens n'ont jamais

protesté contre elles. Les chrétiens ont soulevé des haines inexplicables que deux siècles et demi de souffrances résignées n'ont pu calmer. Les esprits les plus droits les ont défavorablement jugés, les âmes les plus douces leur ont été sévères, ils n'ont rencontré nulle part ni justice, ni pitié. Dans l'histoire des persécutions, il n'y a rien de plus surprenant que ce long égarement et cette cruauté obstinée d'une société qui était au fond si éclairée et si humaine. Cherchons-en l'origine et les causes; essayons de savoir d'où ces sentimens ont pu naître, et ce qui les a si longtemps entretenus.—Il n'est pas sans utilité de nous donner quelquefois à nous-mêmes le spectacle de ces erreurs étranges et de ces préjugés tenaces pour nous tenir en garde contre l'opinion et nous apprendre à nous défier de ses jugemens.

Commençons par la haute société romaine, celle dont la littérature reflète d'ordinaire les goûts et les idées : le sentiment qui dominait chez elle à l'égard des chrétiens, c'était le mépris. On leur pardonnait difficilement la source d'où ils sortaient. Le dédain et la haine que les vieux Romains éprouvaient ou qu'ils affectaient d'éprouver pour les nations asiatiques, surtout pour les Juifs, devaient les mal disposer envers une religion qui tirait de là son origine. Quand les zélés de la synagogue de Corinthe traînèrent saint Paul devant le proconsul d'Achaïe, ils en furent très mal reçus. « C'est une querelle de Juifs, » répondit-il d'un ton hautain, et il refusa de les entendre. C'est ainsi que Léon X, au début de la réforme, quand on lui parlait des démêlés de Luther et de ses adversaires, se contentait de dire : « C'est une affaire de moines. » Qui pouvait croire que ces disputes de moines et ces querelles de Juifs changeraient le monde! La société distinguée, les lettrés, les gens d'esprit, qui devaient être plus éveillés et plus perspicaces, s'en doutaient encore moins que les autres. Leurs impressions sont d'ordinaire trop vives pour être toujours justes, ils éprouvent des antipathies violentes pour des causes légères, ils sont esclaves des idées reçues; ils n'ont pas le courage de se prononcer contre l'opinion commune et d'être seuls de leur sentiment; enfin ils restent trop volontiers à la surface, ils se décident trop souvent sur les apparences pour bien discerner le mérite des personnes et l'importance des événemens.

Quand on connaît ces dispositions et ces faiblesses des gens du monde, on est moins surpris qu'ils aient eu tant de peine à rendre justice aux chrétiens. Ils les voyaient obscurs, pauvres, méprisés, se recrutant parmi les petites gens, « les foulons et les cordonniers,» se complaisant à discuter, non sous les portiques d'une académie, mais dans de misérables échoppes, avec des femmes, des affranchis, des esclaves. Ce n'était pas ce qu'il fallait pour plaire à ces esprits

délicats et distingués. Ils étaient blessés surtout de les trouver non-seulement grossiers et ignorans, mais portés encore à dédaigner et à condamner ces connaissances qui leur étaient étrangères. Il est sûr que la religion nouvelle ne pouvait pas éprouver beaucoup d'attrait pour les arts et les lettres de la Grèce, qui étaient en général contraires à ses croyances; on avait vu plus d'une fois sans doute quelques-uns de ses disciples les plus zélés témoigner ouvertement leur répugnance pour ces chefs-d'œuvre anciens, inspirés par des cultes qu'ils abhorraient, pleins de la glorification des dieux et des déesses auxquels ils refusaient leurs hommages, et c'est ce qu'on ne pouvait pas comprendre. Dans une société si éprise de l'art antique, si amoureuse de littérature, c'était un véritable phénomène que de trouver des gens qui ne voulaient pas lire l'*Iliade*, et qui détournaient la tête devant une Vénus d'Apelles. La civilisation gréco-romaine, qui s'était répandue dans tout l'univers, formait une sorte de lien commun pour toutes ces nations divisées d'origine et d'intérêt; c'est elle qui les réunissait, malgré tant de raisons qu'elles avaient de se séparer. Y renoncer volontairement, c'était se mettre soi-même en dehors de la société et presque de l'humanité. Il fallait vraiment être un barbare, un sauvage, à peine un homme, pour rester insensible à ce qui causait partout une si vive admiration, et déclarer la guerre à ces nobles plaisirs dont la meilleure partie de l'univers civilisé ne pouvait plus se passer.

Ainsi se forma, dans ce monde spirituel et léger qui juge vite et ne revient guère, un préjugé contre la nouvelle religion. Il devint bientôt si violent et si répandu que peu de personnes parvinrent à y échapper tout à fait. Pline le Jeune semblait être assurément l'un des hommes les mieux faits pour rendre justice aux chrétiens. La nature l'avait fait doux et bienveillant; sa passion pour les lettres lui donnait plus qu'à personne le sentiment de l'humanité que les anciens définissaient « cette culture de l'esprit qui rend les âmes plus douces. » Il n'avait pas assez approfondi la philosophie pour devenir un sectaire, il en avait assez approché pour être curieux des nouveautés et disposé à les accueillir sans scandale. Dans sa maison, il témoignait une affection touchante pour ses esclaves, il cherchait leur bien-être, il s'occupait de leur santé, il essayait de les rendre heureux pendant leur vie, il les pleurait après leur mort. Magistrat et proconsul, il penchait naturellement vers les mesures les plus clémentes, et il lui fallait un ordre de l'empereur pour être rigoureux. Quand il fut envoyé par Trajan en Bithynie et que les chrétiens furent déférés à son tribunal, il voulut les connaître avant de les condamner. C'était une nouveauté; on se contentait d'ordinaire de les juger sur leur réputation. Pline interrogea des gens qui, après avoir partagé leur croyance, l'avaient abandonnée,

et, quoiqu'en général on ne se pique pas d'être juste pour ceux qu'on a trahis, ceux-là lui dirent la vérité. Il raconte à Trajan, d'après leur témoignage, que « tout le crime des chrétiens consiste à se réunir avant le lever du soleil et à chanter ensemble des prières au Christ comme à un dieu. Ils s'engagent ensuite par serment, non pas à quelque action coupable, mais à ne commettre ni vol, ni violence, ni adultère, à ne point manquer à leur parole, à ne pas refuser de rendre un dépôt réclamé. Après quoi, ils se retirent chacun de leur côté, et se réunissent de nouveau pour prendre ensemble une nourriture commune et innocente. » Voilà ce que Pline écrit dans un moment de justice; mais cette impartialité ne se soutient pas jusqu'au bout. Après s'être soustrait quelque temps aux préventions générales, tout d'un coup, et sans que rien nous y prépare, il y cède à la fin de sa lettre. « Je n'ai rien trouvé à reprendre chez eux, dit-il, qu'une superstition coupable et exagérée, *nihil aliud inveni, quam superstitionem pravam, immodicam.* » Voilà en vérité une opinion qui ne s'attendait guère; on ne peut l'expliquer qu'en disant que Pline s'est laissé brusquement ressaisir par les préjugés de son temps et de son pays. C'était l'honnête homme et le sage qui avait fait l'enquête, c'est le Romain qui a conclu. Assurément, dans tout ce qu'on avait dit à Pline, il ne se trouvait aucune trace de croyance ou de pratique superstitieuses, au sens où nous l'entendons aujourd'hui; mais, pour les Romains, tout culte étranger, quel qu'en fût le caractère, était une superstition. Celle des chrétiens semblait plus criminelle encore que les autres en ce qu'elle leur inspirait des sentimens qu'on ne connaissait guère avant eux. Non contens de pratiquer un nouveau culte, ils ne voulaient pas reconnaître les anciens. Ils avaient leur Dieu particulier qu'ils honoraient, mais de plus ils appelaient les autres des faux dieux; c'est ce que les païens trouvaient tout à fait inexplicable. Leurs dieux à eux ne s'excluaient pas mutuellement, et la préférence qu'on avait pour l'un d'eux n'empêchait pas d'être respectueux pour le reste. Les chrétiens, au contraire, ne voulaient adorer que le leur et proscrivaient tous les autres; cet esprit d'exclusion était ce qu'on avait le plus de peine à comprendre et à pardonner. Nous lisons dans les *Actes des Martyrs* qu'un magistrat qui était en train d'interroger un chrétien lui disait, en lui montrant une statue du prince : « Quel mal y a-t-il donc à dire : Seigneur! et à brûler un peu d'encens? » Un autre ajoutait d'un air fâché : « Et nous aussi, nous sommes religieux, les plus religieux des hommes, et pourtant nous consentons à sacrifier à César! » Pourquoi refusaient-ils seuls de le faire? Plus ce qu'on leur demandait paraissait facile et simple, plus leur refus obstiné pas-

sait pour criminel. Pline partageait sur ce point l'opinion commune. Comme il avait l'ordre d'être sévère contre les chrétiens et qu'au fond ils ne lui paraissaient pas très coupables, il était presque heureux de trouver chez eux quelque chose à reprendre. Il lui semblait que, quelle que fût leur croyance, ils avaient au moins le tort d'être trop entêtés, et ce crime, à défaut d'autres, lui suffisait pour s'excuser à ses yeux de les envoyer au supplice.

Ainsi, ceux même qui, dans la société distinguée de Rome, se montraient le mieux disposés pour les chrétiens, leur reprochaient « une obstination inflexible et une superstition exagérée. » Il y en avait d'autres qui étaient beaucoup plus sévères. Le grand monde, à Rome, a toujours été très conservateur. L'aristocratie s'y est renouvelée plusieurs fois, elle a libéralement ouvert ses rangs à de grandes familles qui arrivaient de la province ou même de l'étranger; mais les nouveau-venus, quelle que fût leur origine, prenaient vite les principes de leurs aînés. Dans le sénat de l'empire comme dans celui de la république, on a toujours répété les vieilles maximes et prêché le respect des anciens usages. « C'est un grand crime, disait Dioclétien dans un de ses édits, de vouloir défaire ce qui, une fois établi et fixé par l'antiquité, garde depuis lors sa marche régulière et sa situation légitime. » Caton ne s'exprimait pas autrement. Certes l'esprit de conservation fait la force des états; mais il est capable aussi, quand il n'est pas éclairé, de beaucoup d'excès et de fautes. Une de ses erreurs les plus fréquentes consiste à croire que toutes les institutions qui existent sont nécessaires, et à ne pouvoir imaginer aucune autre forme de société que celle sous laquelle on vit. S'il n'y a qu'elle de possible, si c'est tout compromettre que de rien changer, tout doit rester à sa place, les abus eux-mêmes deviennent sacrés, et ceux qui leur font la guerre sont non-seulement des esprits chimériques et aventureux, mais des ennemis publics. Les gens qui pensaient ainsi au Ier siècle étaient fort nombreux. On venait de traverser ce grand règne d'Auguste, qui avait donné au monde une paix à laquelle il n'était pas accoutumé. Après tant d'orages, on se félicitait de jouir enfin du repos, et l'on se sentait transporté de colère contre ceux qui semblaient ne pas goûter assez le bonheur présent, ou qui, par une opposition coupable, risquaient de le compromettre. Quand on voyait les chrétiens vivre à part, s'isoler des autres, fuir les temples où l'on remerciait les dieux de la félicité publique, s'éloigner des théâtres et des cirques où se manifestait la joie générale, on ne se contentait pas de les regarder comme des esprits bizarres et mal faits, on les soupçonnait de s'affliger de ce qui réjouissait tout le monde, de rêver des bouleversemens, de préparer des révolutions, d'être les ennemis irréconciliables de ces in-

stitutions sans lesquelles on croyait qu'une société ne peut pas vivre. Tous ces griefs ont été résumés par Tacite en un mot, quand il prétend qu'ils furent convaincus de « haïr le genre humain. »

Ce qu'il y avait de plus grave dans ces préventions dont les chrétiens étaient victimes, c'est qu'elles faisaient penser au plus grand nombre qu'ils ne valaient pas la peine qu'on s'occupât d'eux. Ils étaient si haïs, si calomniés, qu'on se croyait en toute sûreté de conscience le droit de les maltraiter sans les connaître. Les apologistes se sont plaints amèrement de cette injustice. Il y eut pourtant, dès le commencement du IIe siècle, des esprits curieux ou des cœurs malades, des philosophes que séduisait l'inconnu, des dévots que les religions populaires ne pouvaient pas contenter, des vagabonds qu'une imagination capricieuse entraînait à la suite des croyances les plus singulières, qui ne furent pas rebutés par l'opinion commune, et s'avisèrent d'étudier de près cette doctrine méprisée. Beaucoup du premier coup furent gagnés, mais il s'en trouva aussi qui résistèrent. Telle était la force du préjugé que des gens éclairés et sincères lurent la Bible et l'Évangile sans les comprendre, et ne se doutèrent pas des beautés et des grandeurs que ces livres contenaient. C'est ce qui arriva par exemple à Celse, auteur d'un ouvrage contre les chrétiens dont Origène nous a conservé la plus grande partie. Il reproche précisément au christianisme ce que nous admirons le plus chez lui, ce qui a le plus aidé à son triomphe. Il le raille de s'adresser à tout le monde, d'appeler à lui les pauvres, d'annoncer la vérité aux simples et aux petits. Il est choqué de voir qu'il a des paroles de consolation et de sympathie non-seulement pour les malheureux, mais pour les coupables, qu'il prêche la pénitence et le pardon des péchés. Il aime bien mieux les prêtres de Delphes, qui, quand ils proclament solennellement leurs mystères, n'invitent à la cérémonie sainte « que les gens dont les mains sont pures de tout crime et dont l'âme n'est souillée d'aucun remords. » Le Christ a dit, au contraire : « Venez à moi, vous qui êtes fatigués et chargés. » Il écoute de préférence le publicain, qui se tient à la porte du temple, qui n'ose pas lever les yeux au ciel et frappe sa poitrine en disant : « Mon Dieu, ayez pitié de moi, qui suis un pécheur ! » — « Voilà les gens, dit Celse avec indignation, qu'ils appellent à eux ! voilà ceux qui, à les entendre, doivent avoir les premières places dans le royaume de Dieu ! Mais que sont les pécheurs, sinon des larrons, des empoisonneurs, des assassins, des sacriléges, des violateurs de toutes les lois divines et humaines ? S'y prendrait-on autrement, si l'on voulait composer une troupe de voleurs ? » Celse se vante plusieurs fois de connaître les livres sacrés des chrétiens : « J'ai tiré tous mes argumens de vos Écritures ; je n'ai pas besoin d'autre

preuve pour vous convaincre : vous vous blessez vous-mêmes avec vos armes. » Comment se peut-il faire qu'il ait lu l'Évangile sans être frappé de cette figure du Christ, qui nous semble si belle! Il ne peut comprendre que les chrétiens aient choisi pour Dieu ce Juif obscur lorsqu'ils pouvaient prendre Hercule, Esculape ou Orphée. Il est près de les plaindre d'avoir été chercher chez les barbares un si médiocre personnage quand la Grèce leur offrait les trésors de sa poétique mythologie. Il lui oppose, avec des airs de triomphe, les faiseurs de miracles les moins connus et les plus ridicules, Aristée de Proconèse, qui apparut à ses amis après sa mort, Abaris l'Hyperboréen, qui fendait l'air comme un oiseau, quand il le voulait, et ce Cléomède d'Astypalée, qui paria qu'il se sauverait sans être vu d'un coffre où on le tenait enfermé. Il ose même le comparer au misérable favori d'Hadrien, à cet Antinoüs que la bassesse des Grecs avait déifié, et qui passait pour opérer des prodiges. Ce rapprochement incroyable montre combien le préjugé trouble les intelligences les plus vives et les plus droites, et jusqu'à quel point il peut rendre incapable de justice et de vérité.

Telles étaient les dispositions de la société distinguée de l'empire, des gens riches et lettrés, au sujet des chrétiens. Les moins malveillans les méprisaient, les autres se croyaient le droit de les haïr. Tous leur en voulaient de s'éloigner des opinions reçues et des anciennes croyances, tous pensaient qu'il était légitime de les punir parce qu'ils n'obéissaient pas aux lois du pays, et, quand ils étaient magistrats, ils les condamnaient sans remords. Ce n'était pas d'eux pourtant que venait d'ordinaire l'initiative des poursuites, surtout en ces premières années. Ils laissaient faire, et même quelquefois ils aidaient, mais le signal partait d'ailleurs. Les chrétiens avaient d'autres ennemis plus redoutables, plus acharnés, plus pressans, qui réclamaient les persécutions, qui souvent les devançaient, qui les rendaient plus cruelles en excitant sans cesse contre les victimes les empereurs et les proconsuls, et sur qui doit retomber surtout la responsabilité des supplices.

Ces ennemis se trouvaient dans les rangs du peuple. C'est ce qui paraît d'abord assez surprenant; il semble que le peuple aurait dû se déclarer tout entier en faveur d'une doctrine qui témoignait tant de soin pour lui, qui relevait sa dignité et mettait à sa portée les grands problèmes de la vie. Aussi est-ce bien dans les classes populaires que le christianisme fit ses plus nombreuses conquêtes, mais il ne parvint pas à tout gagner, et ceux qui lui échappaient se déclarèrent contre lui avec la dernière violence. C'est la nature du peuple de ne pas connaître de mesure et d'aller en tout à l'extrême. Il est probable qu'il y avait dans la société distinguée beaucoup d'indif-

férens que ces querelles religieuses n'intéressaient guère, qui ne tenaient pas à se décider et restaient neutres entre les deux cultes. Je ne crois pas qu'il s'en trouvât dans les rangs du peuple : là, les partis étaient tranchés, et le christianisme n'y comptait que des disciples dévoués ou des adversaires fanatiques. Les haines étaient peut-être attisées contre lui par le clergé inférieur des religions dominantes, par ces devins, ces haruspices, ces isiaques, ces prêtres mendians de Cybèle, ces initiateurs et ces purificateurs de toute espèce, qui vivaient de la dévotion publique et que le succès du nouveau culte réduisait à la misère. On sait qu'ils hantaient les cabarets, couraient les campagnes, opéraient sur les places publiques, toujours mêlés à la foule ignorante et grossière, sur laquelle ils avaient pris beaucoup d'empire : est-il surprenant qu'ils aient fini par lui inspirer toutes leurs colères? Ils cherchèrent surtout à la convaincre que les chrétiens étaient la cause des maux qui affligeaient l'empire, et n'eurent pas trop de peine à y parvenir. Le peuple n'avait pas l'habitude, alors plus qu'aujourd'hui, d'expliquer les fléaux qui le frappaient par des causes naturelles; il croyait y voir une vengeance des dieux, et de quoi les dieux pouvaient-ils être plus justement irrités que du triomphe de cette religion inconnue qui venait leur enlever leurs fidèles et faisait déserter leurs temples? Tertullien raconte que, s'il pleuvait trop ou s'il ne pleuvait pas assez, « si le Tibre sortait de ses rivages ou si le Nil restait dans les siens, » s'il survenait une famine ou une peste, aussitôt la foule s'écriait : « Les chrétiens aux lions ! » Les mêmes cris se faisaient souvent entendre pendant les fêtes religieuses qui excitaient la dévotion générale. A la suite des bacchanales, on vit le peuple se précipiter sur les sépultures chrétiennes, « en arracher les cadavres, quoique méconnaissables et déjà corrompus, pour les insulter et les mettre en pièces ! » Mais c'était dans les théâtres et les cirques que se réveillait surtout la fureur populaire. Les spectacles étaient alors des cérémonies sacrées; on y portait en pompe les statues des dieux, qui semblaient y présider, entourés de leurs prêtres. L'aspect de ces images vénérées devait naturellement enflammer le peuple contre les impies qui, non contens de leur refuser leur hommage, osaient encore les outrager par leurs railleries. Le principal attrait de ces spectacles consistait, comme on sait, dans les combats de gladiateurs ou de bêtes féroces; la vue du sang versé ne manquait pas d'y produire son effet ordinaire : elle ranimait les instincts de cruauté qui sommeillent au fond des cœurs dans les foules. Cette passion cruelle, une fois éveillée, ne se contentait pas aisément et demandait toujours des satisfactions nouvelles : quel plaisir, si l'on pouvait joindre aux bestiaires ou aux gladiateurs promis quel-

ques victimes imprévues! Il y en avait précisément qu'on avait toujours sous la main, et qu'il était aisé d'atteindre et de frapper dès qu'on le voulait. C'étaient les chrétiens, livrés par une loi sans pitié à l'arbitraire des magistrats, dont le jugement n'exigeait ni enquête, ni témoins, ni délais, qu'on pouvait saisir, condamner et punir sans faire attendre l'impatience populaire. La tentation était trop forte pour qu'on y résistât toujours. Aussi Tertullien nous dit-il que c'était surtout pendant les jeux du cirque et de l'arène que le peuple réclamait le supplice des chrétiens.

Ce qui est plus triste encore, c'est que les magistrats ne se montraient pas trop contraires à ces exigences. Le peuple, qui avait perdu tous ses droits politiques, ne conservait guère d'importance qu'au théâtre; mais là il osait être mutin, bruyant, impérieux, il manifestait ses préférences, il indiquait ses volontés. Le plus souvent on cherchait à le satisfaire; dans les grandes villes de province, où il disposait encore des fonctions publiques, ses moindres désirs étaient des ordres pour tous ceux qui voulaient être édiles ou duumvirs. Les inscriptions nous apprennent que les magistrats ajoutaient souvent aux libéralités qu'ils faisaient à leurs concitoyens, à propos de quelque dignité qu'on leur avait conférée, des combats de gladiateurs ou des courses de chevaux, et l'on nous dit expressément que c'était sur la demande du peuple, *petente populo*. Quand la foule réclamait la mort de quelque chrétien célèbre, le magistrat ne résistait pas davantage; peut-être même cédait-il plus vite, heureux de la satisfaire à si bon compte. Après tout un chrétien ne lui coûtait rien, tandis qu'il lui fallait payer cher les gladiateurs et les cochers. La trace de ces interventions populaires se retrouve fréquemment dans les *Actes des Martyrs*. Ce fut la population de Smyrne qui, poussée par les Juifs, demanda le supplice de saint Polycarpe. Le proconsul, qui voulait plaire, s'empressa de l'envoyer prendre. Les jeux allaient finir quand on l'amena. Il fut interrogé dans l'amphithéâtre même, et le proconsul ne lui dissimula pas qu'il le sacrifiait aux emportemens de la multitude. « Satisfais au peuple, » lui disait-il; à quoi le martyr répondait : « C'est à toi que je satisferai, si tu me commandes des choses justes. Notre religion nous enseigne à respecter les puissances qui sont instituées par Dieu. Quant à cette foule, je la crois indigne de rien faire pour elle. Il faut obéir au magistrat et non au peuple. » Cet interrogatoire solennel faisait partie des plaisirs qu'on offrait à la populace; comme elle n'en voulait rien perdre, on plaçait le malheureux sur une estrade élevée (*in catasta*), pour qu'il fût exposé à tous les regards; on le promenait ensuite devant cette foule entassée « comme dans une procession de théâtre. » Enfin, quand on

passait de ce simulacre de jugement à la réalité terrible du supplice, il fallait qu'on eût grand soin de placer la victime au milieu de l'arène, afin que de tous les côtés on pût la bien voir mourir. Ce déchaînement de fureurs populaires, ces complaisances honteuses des magistrats pour des haines insensées allèrent si loin, que les empereurs eux-mêmes finirent par en être blessés. Ils défendirent solennellement qu'on cédât à ces exigences. « Il ne faut pas, disaient-ils, écouter la voix de la populace quand elle demande que l'on absolve un coupable ou que l'on condamne un innocent. »

On dirait vraiment que le peuple éprouvât le besoin de se justifier à ses yeux de sa cruauté en chargeant les chrétiens des crimes les plus odieux. Il ne prit pas beaucoup de peine et ne se mit pas en frais d'imagination pour les inventer. Il y avait alors, comme aujourd'hui, tout un répertoire d'accusations banales, à l'usage de tous les partis, au service de toutes les haines, qu'on répétait depuis des siècles sans qu'elles se fussent jamais discréditées. C'est ainsi que, pendant toute l'antiquité, on a reproché la vénalité aux hommes d'état ou la trahison aux généraux malheureux, et qu'on a prétendu que les philosophes étaient des impies et les savans des magiciens. Ce furent des accusations de ce genre qu'on tourna contre les chrétiens, après les avoir employées contre beaucoup d'autres. On les appela des *athées :* ce nom était celui qu'on donnait à tous ceux qui refusaient de reconnaître les dieux officiels. On raconta que, dans leurs agapes, où ils assistaient avec leurs mères et leurs sœurs, les lumières s'éteignaient à un signal convenu, et que des adultères ou des incestes se commettaient dans l'ombre : cinq siècles auparavant, on avait reproché le même crime aux fanatiques réunis pour célébrer les bacchanales. Enfin on prétendit que les chrétiens avaient coutume de couper un enfant par morceaux et de le donner à dévorer à tous ceux qu'ils admettaient à leurs mystères : c'était encore une vieille fable et fort souvent employée. Il n'y avait guère de magicien qui n'eût à s'en défendre, et Salluste raconte gravement la même histoire de Catilina et de ses complices. Ce qui est vraiment incroyable, c'est que ces accusations, tant de fois renouvelées, tant de fois reconnues fausses, n'ont jamais perdu leur crédit. On n'était pas choqué de leur invraisemblance, on n'avait pas besoin de preuves pour y croire. Un simple bruit, inventé par la haine, accueilli par la sottise, propagé par la malveillance, suffisait pour qu'on ajoutât foi aux forfaits les plus abominables, et si par hasard les esclaves de quelque maison chrétienne, menacés de la torture ou gagnés par les ennemis de leurs maîtres, avouaient qu'ils étaient coupables, il y avait alors dans la populace d'incroyables explosions de colère. Les chrétiens,

trahis par leurs amis, abandonnés et reniés par leurs proches, étaient recherchés dans leurs maisons, chassés des édifices publics, insultés et massacrés dans les rues, et des cris s'élevaient de tous les côtés vers l'empereur pour le supplier d'en délivrer l'humanité.

Telles étaient les dispositions de la société romaine à l'égard des chrétiens. Ils rencontraient en face d'eux une autorité attachée aux traditions, défiante des nouveautés, jalouse de ses droits et armée de lois terribles pour les défendre, un grand monde indifférent, dédaigneux, ennemi des changemens, ouvert à tous les préjugés, une populace égarée, furieuse, portée à les croire capables de tous les crimes, prête à leur reprocher tous ses malheurs : c'est plus qu'il ne faut pour comprendre qu'on les ait traités sans pitié, et que la persécution, qu'un hasard avait déchaînée, ait duré près de trois siècles.

III.

Rien n'est donc plus facile que de se rendre compte des raisons générales qui ont rendu les persécutions si longues et si cruelles; il est bien moins aisé de connaître l'histoire de chacune d'elles, d'en savoir les causes ou la durée, d'en apprécier les conséquences. Dès qu'on veut entrer dans ces détails, les difficultés naissent à tous les pas. Les historiens s'accordent à dire qu'après Néron l'église fut laissée en repos jusqu'aux dernières années de Domitien. Alors commença une persécution nouvelle, qui semble avoir été amenée par des motifs politiques. Ce « règne de Dieu, » dont les chrétiens annonçaient l'arrivée prochaine, que saluaient d'avance les poètes sibyllins et les faiseurs d'apocalypses, causa sans doute quelques inquiétudes à un prince soupçonneux. Les païens s'y trompaient quelquefois, et saint Justin fut obligé de leur expliquer qu'il s'agissait non de la terre, mais du ciel, et que la venue du Christ ne faisait courir aucun danger à l'autorité des césars. Domitien avait d'autant plus vite pris l'alarme que la nouvelle religion s'était, dit-on, glissée jusque dans son palais et qu'il pouvait redouter qu'elle ne lui suscitât quelque rival parmi ses plus proches parens. D'ailleurs il affectait d'être un justicier sévère et d'exercer la police religieuse de Rome comme on le faisait du temps de Caton. On raconte qu'il chercha l'occasion d'enterrer vive une vestale pour avoir l'air d'appliquer dans toute leur rigueur les vieilles lois de la république. La protection de la religion nationale et la poursuite des cultes étrangers étaient aussi des traditions antiques qu'il voulait se donner la gloire de respecter. Toutes ces raisons devaient l'amener à persécuter les chrétiens.

Les deux premières persécutions paraissent donc hors de doute; ce qui reste obscur, c'est la manière dont l'autorité procéda pour atteindre les victimes. On s'est d'abord demandé s'il est sûr que Néron et Domitien aient publié contre le christianisme des édits de proscription. Les historiens profanes n'en disent rien, mais les écrivains ecclésiastiques sont unanimes pour l'affirmer, et, quoi que prétende M. Aubé, tout me semble leur donner raison. Il était aisé de récuser leur témoignage quand on pouvait soutenir que les chrétiens n'avaient pas été d'abord inquiétés en dehors de Rome. Pour les saisir et les frapper dans l'enceinte de la grande ville, il n'était pas besoin à la rigueur d'un décret ou d'une loi, un ordre verbal suffisait; mais il n'est plus possible aujourd'hui de ne voir dans la persécution de Néron qu'une sorte d'accident passager, une violence temporaire et locale, dont Rome a été l'unique théâtre. Depuis qu'on connaît la date exacte de l'Apocalypse, on sait que le contre-coup s'en est fait sentir ailleurs. Il n'est plus douteux qu'à la suite des supplices ordonnés par Néron dans sa capitale le sang des chrétiens n'ait coulé dans les principales villes de l'Asie, et qui sait s'il n'en a pas été de même dans d'autres provinces? Dès lors il devient assez naturel de supposer que les magistrats de ces pays lointains ne se décidèrent à frapper que sur quelque édit ou quelque lettre de l'empereur. Les lois, comme on l'a vu, étaient incertaines, mal exécutées, presque tombées en oubli; pour qu'on sût qu'on devait les appliquer aux chrétiens, et qu'ils étaient seuls exceptés de la tolérance générale, il fallait bien qu'on en fût averti par quelque communication officielle. Nous voyons, à partir de Dèce, quand l'histoire du christianisme nous est mieux connue, chaque persécution précédée d'un édit particulier qui ordonne les poursuites; pourquoi veut-on qu'il n'en ait pas été de même auparavant? Enfin nous avons des textes précis de Tertullien, de Lactance, qui nous apprennent qu'avant Dèce des édits avaient été publiés contre les chrétiens, et en grand nombre. Le jurisconsulte Ulpien, qui vivait sous Caracalla, les avait réunis et commentés dans un de ses ouvrages à l'usage des persécuteurs de l'avenir. Nous n'avons pas conservé le passage d'Ulpien, et avec lui s'est perdu le texte de ces édits; mais nous pouvons conjecturer, d'après ce qu'on nous en rapporte, qu'ils étaient courts et concis, qu'ils ne contenaient pas d'accusation précise, qu'ils ne s'appuyaient sur aucune ancienne loi, qu'ils n'indiquaient pas de procédure régulière, et qu'ils se résumaient à peu près dans ces termes : « il est défendu d'être chrétien. »

Ce n'est pas tout à fait ainsi que s'exprime d'ordinaire le législateur chez les Romains, mais les pères de l'église font remarquer que

tout est étrange dans ces poursuites. Les formes de la justice y sont à chaque instant violées. En réalité, on ne reproche aux malheureux que le nom qu'ils portent. Ce nom suffit pour que la loi les frappe sans pitié. La sentence qui les condamne ne contient pas d'autre accusation, elle n'allègue aucun autre crime; ils sont punis non comme impies, comme rebelles, comme homicides, mais uniquement comme chrétiens. Dès lors la procédure devient d'une simplicité effrayante; il n'est besoin ni de témoins, ni d'enquête, on se contente de l'aveu de l'accusé. La loi romaine dit pourtant en propres termes que l'aveu n'est pas une preuve suffisante, *confessiones reorum pro exploratis criminibus haberi non oportere*; mais quand il s'agit d'une secte abhorrée, est-il besoin de respecter la loi? Tertullien, en jurisconsulte scrupuleux, s'indigne de ces injustices. Tout est-il donc fini, nous dit-il, quand l'accusé se reconnaît coupable? N'y a-t-il pas des degrés dans le crime, et, avant de punir, ne faut-il pas connaître les circonstances qui l'aggravent ou l'atténuent? Cet homme avoue qu'il est chrétien, cela veut dire sans doute qu'il a pris part à ces orgies nocturnes qu'on reproche à ses frères; mais combien de fois y a-t-il assisté? combien d'incestes a-t-il commis? de combien d'enfans égorgés s'est-il repu? Il importe à la justice de le savoir, et l'on ne songe pas à le demander! Ce qui passe tout le reste, c'est la manière dont on se sert de la torture contre les chrétiens. La torture est un moyen d'information qu'on emploie pour obtenir du coupable l'aveu de sa faute. C'est d'ordinaire quand l'accusé nie qu'on le torture pour qu'il avoue; ici on le torture lorsqu'il avoue, pour le contraindre à nier. On épuise sur lui tous les supplices tant qu'il persiste à dire la vérité; dès qu'il consent à mentir, on le relâche. Voilà des illégalités que Tertullien ne peut souffrir, et dans son indignation il ose parler en face aux empereurs comme ne le faisaient guère les jurisconsultes de son temps, si complaisans pour le maître. « Sachez, leur dit-il, que le pouvoir dont vous êtes revêtus n'est point arbitraire, qu'il est réglé par les lois, et qu'il n'appartient qu'aux tyrans d'agir comme vous faites! »

Malheureusement ces protestations isolées ne produisaient guère de résultat : juste ou non, la loi existait, et c'était le devoir des magistrats de la faire exécuter. M. de Rossi pense que jusqu'à Constantin elle n'a jamais été tout à fait abrogée. Des empereurs plus éclairés et plus clémens ont bien pu, par des instructions particulières, par des mesures transitoires, en atténuer ou même en suspendre l'effet; mais après eux, ou même quelquefois de leur vivant, elle était remise en vigueur et reprenait toute son efficacité. Elle est donc restée jusqu'à la fin comme une menace suspendue sur l'église; elle a troublé son repos même dans les temps les plus

calmes, et mêlé toujours quelque inquiétude à sa tranquillité. C'était une arme redoutable dans la main de ses ennemis; tous ceux qu'une querelle personnelle, une rivalité d'intérêt, un accès de mauvaise humeur, un désir de vengeance, excitaient contre quelque chrétien, pouvaient aisément s'en servir, et l'on ne s'en faisait pas faute. La doctrine nouvelle n'a pas pu se répandre dans le monde sans y causer beaucoup de divisions et de déchiremens. Elle a désuni les concitoyens, séparé les amis; dans les familles, elle a semé des haines irréconciliables entre les parens les plus proches. Le chef de la maison, resté fidèle au culte de ses dieux, qui voyait sa femme, son fils ou ses serviteurs les abandonner, ne pouvait s'empêcher d'éprouver de violentes colères. Il ne se demandait pas quels effets leur croyance nouvelle avait produits sur eux et s'ils étaient devenus meilleurs ou pires; on avait beau lui dire qu'il n'avait rien à craindre de ce changement, qu'au contraire sa paix et son bonheur intérieurs s'en trouvaient mieux assurés, sa passion ne lui permettait pas de rien entendre. « Sa femme, dit Tertullien, est devenue honnête, elle ne lui donne plus lieu d'être jaloux, et il la répudie; son fils obéit à ses volontés, et lui, qui tolérait autrefois ses révoltes, il le déshérite; il éloigne de lui un esclave qu'il aimait depuis qu'il est devenu soumis et fidèle. » Quelquefois même il allait dans sa colère jusqu'à les dénoncer aux magistrats, et il invoquait les peines terribles prononcées par les édits de proscription pour venger ses querelles de famille. Saint Justin en rapporte une histoire curieuse. Une femme qui avait jusque-là mal vécu venait de se convertir. Éclairée par sa foi nouvelle, elle tenta d'ouvrir les yeux de son mari sur des désordres coupables qu'elle avait jusque-là soufferts et partagés. N'ayant pu le corriger, elle voulut se séparer de lui et demanda le divorce. Le mari irrité l'accusa aussitôt d'être chrétienne; elle, qui voulait gagner du temps et éloigner une punition inévitable, présenta une requête à l'empereur pour être autorisée à terminer d'abord ses affaires domestiques, promettant de répondre plus tard sur l'accusation qu'on soulevait. Alors le mari, qui ne voulait pas perdre tout à fait sa vengeance, poussa un centurion de ses amis à se saisir d'un certain Ptolémée qu'il accusait d'avoir entraîné sa femme à quitter l'ancienne religion. Après être resté quelque temps en prison, Ptolémée fut conduit devant le juge, qui se contenta de lui demander s'il était chrétien, et sur son aveu le fit immédiatement égorger. Ces faits se passaient à Rome sous le règne d'Antonin le Pieux, c'est-à-dire du plus honnête et du plus doux des princes.

Voilà comment la loi fut exécutée dans les meilleurs temps de l'empire et quelles en furent les conséquences. Comme elle servait les haines privées autant que les passions religieuses, on ne la

laissa nulle part tomber en oubli. Il n'était pas besoin, pour que la persécution se ranimât dans les provinces après quelques années de calme, que l'impulsion vînt de Rome et de l'autorité. Un événement imprévu, un intérêt particulier et local pouvaient tout d'un coup enflammer les esprits, et, une fois excités, la loi ne leur offrait que trop de moyens de se satisfaire. C'est ce qui arriva sous Marc-Aurèle à Lyon, où les chrétiens furent, on ne sait pourquoi, insultés, battus, lapidés, traînés devant les magistrats, torturés et mis à mort; ce n'est qu'après en avoir exposé quelques-uns aux bêtes, sur la demande du peuple, et en avoir fait mourir d'autres en prison, que le proconsul, effrayé de voir leur nombre s'accroître tous les jours, s'avisa de consulter l'empereur, qui du reste ordonna de continuer comme on avait commencé. Nous voyons de même la persécution éclater brusquement à Alexandrie un an avant l'édit de Dèce : la prédication d'une sorte de prophète ou de poète excite la populace, qui se jette sur les chrétiens, pille leurs maisons, les assomme dans les rues, allume des bûchers au milieu des places et les y précipite. Peu de temps après le règne d'Alexandre Sévère, pendant la paix profonde dont jouissait l'église, la Cappadoce et le Pont ayant été dévastés par des tremblemens de terre qui renversent les temples, détruisent les villes, engloutissent les habitans, le peuple, suivant son habitude, s'en prend aux chrétiens et leur fait subir toute sorte de supplices. Ces massacres n'étaient pas commandés par l'autorité, mais ils n'étaient non plus ni arrêtés, ni punis. Après tout, le peuple avait la loi pour lui; il l'exécutait sans doute un peu brutalement, mais, comme elle n'était qu'un décret d'extermination, il n'importait guère d'y mettre des formes. Les proconsuls laissaient s'accomplir ces vengeances populaires ou ne s'y opposaient que mollement. Personne n'attachait beaucoup d'importance à la mort de ces sectaires inconnus, et il est probable que le bruit de ces exécutions ne sortait pas des pays qui en étaient le théâtre. C'est par hasard que le souvenir de quelques-unes d'entre elles est arrivé jusqu'à nous, et nous devons certainement en ignorer le plus grand nombre. On peut donc dire qu'en somme la persécution n'a jamais complétement cessé dans la vaste étendue de l'empire; elle ne s'éteignait ici que pour se ranimer un peu plus loin. Pendant les deux cent cinquante ans qui séparent Néron de Constantin, les chrétiens ont pu jouir de quelques momens de relâche, mais jamais leur sécurité n'a été complète. Leur sort dépendait de l'imprévu, leur condition changeait d'un pays à l'autre, et les empereurs qui les aimaient le plus n'ont pas pu les soustraire partout aux emportemens du peuple qui s'appuyaient sur les injonctions de la loi.

Mais alors, si la persécution a été continue, s'il est vrai qu'elle ne

se soit jamais entièrement arrêtée, d'où vient que les historiens de l'église sont d'accord pour distinguer neuf ou dix persécutions particulières? On a souvent pensé, — et M. Aubé est tout à fait disposé à le croire, — que ce n'est là qu'une sorte de classement arbitraire imaginé longtemps après les événemens, quand on éprouvait le besoin de faire une histoire héroïque à l'église. Il faut abandonner aujourd'hui cette opinion, car nous avons la preuve que les persécutions ont été distinguées et classées par les gens mêmes qui en avaient souffert. Le vieux poète Commodien, dans un ouvrage qu'on a découvert il y a quelques années, parle de celle de Dèce, dont il a été témoin, et dit expressément que c'est la septième. Ce témoignage des contemporains, des victimes, ne permet plus de traiter légèrement la classification ordinaire. Il faut bien admettre qu'elle s'appuyait sur quelque fondement solide. Il faut croire que, si les chrétiens n'ont pas cessé d'être maltraités sous l'empire, il y a eu des momens de recrudescence, où, pour des motifs que nous ignorons, ils l'étaient davantage. Ce sont ces momens de reprise, ces retours et ces réveils de rigueur, se détachant sur un fonds général de tracasserie et de violences, qu'on appelle les persécutions.

De Domitien jusqu'à Dèce, on en compte quatre, dont on sait fort peu de chose. Comme elles sont très mal connues, il a été facile d'en contester l'existence. On a fait remarquer que c'étaient précisément les meilleurs et les plus honnêtes des princes qu'on accusait d'avoir persécuté les chrétiens. Leur conduite ordinaire, a-t-on dit, leur renom de sagesse et d'humanité protestent contre ce reproche. Est-il possible de croire un Trajan capable de ces cruautés? Peut-on comprendre qu'un Marc-Aurèle se soit fait l'imitateur de Néron? La surprise qu'on éprouve en voyant ces excellens princes rangés parmi les persécuteurs n'est pas nouvelle; nous la retrouvons déjà chez les chrétiens de leur temps. Ils étaient victimes des persécutions et ne pouvaient pas y croire; ils se demandaient pourquoi, sous ces règnes honnêtes et glorieux, ils étaient seuls exclus de la félicité générale; ils ne pouvaient s'imaginer que lorsqu'on avait reçu le surnom de *pieux* ou qu'on se glorifiait du titre de *philosophe*, on se montrât si dur pour une doctrine qui enseignait la piété et répandait parmi les ignorans les leçons de la philosophie. L'évêque de Sardes, Méliton, qui voyait les chrétiens poursuivis avec plus de sévérité que jamais dans toute l'Asie, écrivait à Marc-Aurèle : « Si ces choses se font par votre ordre, nous n'avons rien à dire. Nous savons qu'un empereur aussi juste que vous ne peut rien ordonner d'injuste. » Mais il aimait mieux croire que Marc-Aurèle ignorait tout, et que ces excès se commettaient sans son aveu : il ne lui paraissait pas plus possible qu'à nous qu'un aussi bon prince pût être un persécuteur.

Ce n'était pourtant que trop vrai : Trajan, Hadrien, Marc-Aurèle,

ces empereurs si sages, si vertueux, si humains, ont persécuté, et, ce qui est plus étrange, c'est qu'ils ne persécutaient que parce qu'ils étaient de bons princes. Il me semble que lorsqu'on a lu la correspondance de Trajan avec Pline on comprend les raisons qu'il pouvait avoir d'être si dur envers les chrétiens. C'était un brave soldat, nourri dans le respect de la discipline et convaincu qu'on gouverne un empire comme on commande une armée. On l'avait appelé au pouvoir dans des circonstances graves, au milieu de ces crises violentes qu'entraîne l'établissement d'une dynastie nouvelle. Il pensait que l'empire ne retrouverait l'ordre et la paix que si l'on rendait aux lois tout leur crédit. Il voulait qu'on prît l'habitude de leur obéir sans discuter, comme dans les camps, sans faire de distinction entre elles, sans chercher si elles étaient justes ou non et comment s'appelait l'empereur qui les avait promulguées. On le voit, dans sa correspondance, témoigner de grands égards pour la divinité de Claude, parce que le sénat l'avait prononcée, et respecter scrupuleusement les décisions de Domitien. Il pensait, comme tous les conservateurs de Rome, qu'il faut changer le moins possible à ce qui existe, qu'on doit veiller au maintien de toutes les lois du pays sans exception, et que, si on en laisse impunément violer quelques-unes, on ébranle toutes les autres. C'est le sentiment qui le guida dans sa conduite envers les chrétiens. Il y avait une loi formelle qui ordonnait de les punir : on voit bien qu'elle ne plaît pas beaucoup à Trajan et qu'il la trouve sévère; il ne l'aurait probablement pas faite lui-même, mais, du moment qu'elle existe, il entend qu'elle soit exécutée. C'est le sens de la fameuse lettre qu'il écrivit à Pline. « Je défends qu'on recherche les chrétiens, lui disait-il; mais, s'ils sont amenés à votre tribunal et convaincus, il faut les punir. » Un prince décidé avant tout à faire respecter les édits de ses prédécesseurs ne pouvait aller plus loin dans les concessions.

La conduite de Marc-Aurèle surprend davantage : c'était un philosophe qui devait comprendre la loi d'une façon moins étroite que Trajan. Comment ne s'est-il pas demandé, avant d'exécuter les édits de Néron ou de Domitien, s'ils étaient justes, et quels crimes les chrétiens commettaient pour être si sévèrement punis; mais qui sait si sa philosophie même, au lieu de le porter à la clémence, ne contribua pas à le rendre plus rigoureux? Il avait son système, il était d'une école, ce qui ne dispose pas toujours à être juste pour une autre doctrine. Ces rivalités de secte se glissent sans qu'on s'en doute dans les cœurs les plus sincères et y laissent toujours quelque aigreur. Quand on est trop sûr d'être dans le bon chemin et de posséder la pleine vérité, on ne peut s'empêcher de ressentir un peu de dédain et de dépit contre ceux qui s'obstinent à la chercher dans d'autres routes. On voit bien, à la façon dont Marc-Aurèle parle

des chrétiens dans ses *Pensées*, qu'ils ne lui inspirent pas de sympathie. Un stoïcien aurait dû au moins comprendre et respecter leur détachement de la vie et cette fermeté héroïque qui ne se démentait pas dans les plus terribles supplices. Il parle d'eux sans estime et trouve que « leur courage n'est point exempt d'ostentation et de parade. » C'est ce qui explique que, malgré son humanité naturelle, il n'ait éprouvé aucun scrupule à leur laisser appliquer la loi dans sa rigueur.

Ce qui est sûr, ce qu'on ne peut nier, c'est que sous son règne, comme sous celui de Trajan, les chrétiens furent persécutés; la lettre de Pline et celle de l'église de Lyon le prouvent. Et remarquons que les faits que ces lettres rapportent ne sont pas donnés comme des événemens exceptionnels; rien n'indique qu'en cette occasion les chrétiens aient été victimes d'un hasard malheureux et rare. Tout y démontre au contraire que c'était leur sort dans tout l'empire. Soyons assurés que ces drames qui se sont passés alors dans la Bithynie et dans la Gaule ont dû se reproduire souvent ailleurs. Il n'est donc pas d'une bonne critique de dire avec M. Aubé: « La troisième persécution, comme on l'appelle, fort grossie par la tradition, se réduit en somme à quelques condamnations prononcées par Pline le Jeune. » Qu'en savons-nous, et de quel droit pouvons-nous affirmer qu'il n'y ait eu d'autres victimes que celles que nous connaissons? La lettre de Pline est, à la vérité, le seul document qui nous conserve aujourd'hui le souvenir de ces supplices; mais ce document en suppose beaucoup d'autres. Il serait vraiment étrange de prétendre que, de tous les gouverneurs de province, celui-là seul ait eu l'occasion de frapper les chrétiens que sa nature éloignait le plus de ces exécutions sanglantes. La nécessité qu'il a subie a dû s'imposer à beaucoup d'autres, et les autres l'ont sans doute acceptée avec moins d'hésitations et de scrupules que lui.

La seule raison spécieuse qu'allèguent M. Aubé et tous ceux qui veulent, sinon nier l'existence, au moins diminuer l'intensité de ces premières persécutions, c'est que les auteurs profanes n'en ont pas parlé; mais cette raison ne touchera guère ceux qui savent de quelle façon et dans quels ouvrages nous est parvenue l'histoire du IIe et du IIIe siècle. Par une fatalité déplorable, depuis Tacite jusqu'à Ammien-Marcellin, nous n'avons aucun historien digne de ce nom. Tout s'est perdu sans retour dans ce grand naufrage qui a emporté l'empire, et nous sommes réduits à chercher quelques renseignemens douteux dans de misérables chroniques ou des recueils d'anecdotes. Quelle confiance peut nous inspirer un Xiphilin, abréviateur maladroit de l'ennuyeux Dion-Cassius? Quel cas devons-nous faire des compilateurs médiocres qui ont rédigé l'*Histoire Auguste?* Ils sont pleins surtout de lacunes inexplicables, et si

M. Aubé ne peut se décider à croire que ce qu'ils rapportent, il faut qu'il nie la persécution de Néron, dont Xiphilin ne dit pas un mot, et qu'il doute de celle de Valérien, que l'*Histoire Auguste* oublie de mentionner. S'ils omettaient des événemens si connus, si certains, quelle conclusion peut-on légitimement tirer de leur silence? Ainsi les historiens profanes ne nous ont pas parlé des persécutions par cette excellente raison qu'il n'y avait pas alors d'historiens, ou que, s'il s'en trouvait, nous ne les avons pas conservés. J'ajoute que, quand nous aurions encore ceux qui sont perdus, il n'est pas probable qu'il y fût beaucoup question des chrétiens. On a vu que leur sort ne préoccupait guère les lettrés de ce temps; la punition de quelques Juifs ou de quelques Grecs obscurs ne semblait pas à ces écrivains du grand monde un événement qui méritât d'être raconté. C'est seulement dans les écrits des victimes qu'il en faut chercher le souvenir; là nous le retrouverons vivant, malgré les années, et sans que rien puisse éveiller chez nous la moindre méfiance. Les ouvrages qui le conservent ne sont pas de ceux qui sont composés pour la postérité, et qui n'étant vus que par elle, peuvent mentir impunément. Ils étaient destinés à des contemporains, quelquefois même ils s'adressaient à des ennemis; il n'est pas possible qu'on ait osé y raconter des violences imaginaires et des supplices de fantaisie. On peut dire qu'il n'y a pas un seul des ouvrages chrétiens de ces premiers siècles, depuis l'Apocalypse de saint Jean jusqu'aux *Institutions divines* de Lactance, où la persécution ne se retrouve. C'est elle qui inspire les colères des sibylles et les rêves du pasteur d'Hermas. Elle n'est pas oubliée dans l'épître éloquente de Clément Romain, elle revient à chaque page chez les apologistes avec des descriptions de supplices qui font frémir. Aucun fait historique n'est donc mieux établi que celui-là. Ce sont à la vérité les victimes qui l'attestent, mais avec une constance et une sincérité qui ne peuvent pas nous tromper (1). Il semble que pendant deux longs siècles on entend sortir sans interruption des âmes chrétiennes le même cri de douleur, et ces plaintes sont si profondes et si vraies, elles ont un accent à la fois si ferme et si déchirant, qu'on ne peut croire qu'elles viennent de gens qui ne disent pas la vérité, ou de lâches qui s'exagèrent leurs souffrances.

(1) J'ai tort de dire que les chrétiens seuls ont parlé des persécutions; on en trouve la trace aussi chez leurs ennemis. Elles sont mentionnées non-seulement par Tacite et par Pline, mais par Lucien, dans son dialogue si curieux sur le cynique Pérégrinus. Celse aussi y fait allusion dans ce passage où il se moque d'une façon si superbe des promesses que le Dieu des Juifs et celui des chrétiens faisaient à leurs sectateurs. « Les Juifs, dit-il, au lieu de devenir les maîtres du monde, ne possèdent pas un pouce de terre ou un coin de maison. Et vous, si vous subsistez encore deux ou trois errans et cachés, on vous cherche partout pour vous conduire au supplice. »

Il faut avouer pourtant que les persécutions de Trajan, d'Hadrien, de Marc-Aurèle, n'ont pas eu tout à fait le même caractère que les autres. L'initiative n'en vient pas directement des princes; ils suivent l'impulsion plus qu'ils ne la donnent. Ils reconnaissent sans doute la légitimité des poursuites, ils ordonnent de punir sans pitié les chrétiens quand ils sont dénoncés; mais ils n'aiment pas qu'on devance ou qu'on provoque les dénonciations, et qu'on recherche les coupables. « Vous souffrez, dit Athénagore à Marc-Aurèle, que nous soyons chassés, pillés, mis à mort. » Il le souffre, mais il ne l'ordonne pas; il est moins cruel que faible et complaisant aux passions populaires. Aussi l'apologiste s'empresse-t-il d'ajouter : « Nous vous prions de vous occuper de nous, afin que nous cessions d'être victimes des sycophantes. » Il est donc arrivé que, quoique la persécution ait été violente sous leur règne, comme elle n'était pas directement leur ouvrage et qu'ils n'en avaient pas donné le signal, on ne les a pas toujours rangés dans la liste des princes qui ont persécuté l'église. Méliton refuse d'y mettre Trajan, Tertullien n'y place ni Trajan ni Marc-Aurèle; tous deux comprennent que ce serait un mauvais signe pour la doctrine nouvelle d'avoir été maltraitée par de si bons princes. Ils se glorifient au contraire qu'elle n'ait eu encore pour ennemis qu'un Néron et un Domitien, c'est-à-dire les ennemis mêmes du genre humain.

Le caractère particulier que prit alors la persécution explique que cette époque soit celle où commence l'apologétique chrétienne. On aurait quelque peine à comprendre qu'elle fût née plus tôt ou plus tard. Qu'aurait servi de plaider la cause de l'église devant des princes comme Néron ou Domitien, auxquels il était si difficile d'arracher leurs victimes? Pouvait-on espérer jamais de ramener ces âmes cruelles à la justice et à la vérité? Il n'était pas raisonnable non plus de croire que Dèce ou Valérien prêteraient l'oreille aux défenseurs d'un culte qu'ils étaient décidés à détruire et qu'ils avaient proscrit par des édits impitoyables. Mais, quand on avait affaire à des princes honnêtes et clémens, comme Antonin et Marc-Aurèle, et qu'on pouvait les croire entraînés à des mesures rigoureuses contrairement à leur nature et malgré leur volonté, il était naturel qu'on essayât de les éclairer et de les fléchir. C'est ce que tentèrent les apologistes, dans des œuvres admirables, dont l'effet a été très grand sur la littérature chrétienne. Cette littérature, qui à ce moment était déjà née ou allait naître, semblait condamnée d'avance, par ses origines et ses scrupules, à ne sortir jamais d'un cercle étroit. Timide, défiante, comme elle devait l'être, éloignée de la foule et de la vie, ennemie d'un art idolâtre qui lui faisait horreur, il était à craindre qu'elle ne pût produire que des

traités mystiques ou des livres de controverse. Elle aurait ainsi vécu obscurément de ses inspirations propres, s'enfermant en elle-même avec ses spéculations et ses rêves, s'aiguisant et se raffinant toujours, sans entretenir avec le dehors de ces communications fécondes qui complètent et renouvellent les littératures. La persécution la jeta dans d'autres voies : il lui fallut se mêler au monde pour le convaincre, elle éprouva le besoin de choisir des défenseurs qu'on écoutât. Au lieu de dévots obscurs et de théologiens renfermés, elle alla chercher, au barreau et dans les écoles, des rhéteurs, des philosophes, des jurisconsultes. Ces gens, qui avaient l'habitude des affaires et le sens de la vie, portèrent le christianisme au grand jour et le jetèrent dans la mêlée. Ils comprirent d'abord que, pour se faire entendre, ils devaient parler la langue de ceux auxquels ils s'adressaient. Ils trouvèrent naturel et légitime de combattre leurs adversaires avec leurs propres armes; ils appelèrent la rhétorique et la philosophie au secours de leur cause menacée, et c'est ainsi que le mélange de l'art ancien et des doctrines nouvelles, qui aurait demandé beaucoup de temps et d'effort, se trouva de lui-même accompli. L'exemple une fois donné, et avec un éclat merveilleux, la littérature chrétienne n'hésita plus à se servir des ressources de l'art antique, et, comme elle avait de grandes idées à mettre dans ces formes vides, elle produisit dès le premier jour des œuvres bien supérieures à celles des rhéteurs et des sophistes païens, qui pour la plupart n'avaient plus rien à dire.

Un autre résultat, et non le moins curieux, de ce caractère indécis, incertain, qu'avait alors la persécution, c'est que les apologistes osent parler sans crainte. Malgré les menaces de la loi et la sévérité des poursuites, ils disent très ouvertement qu'ils sont chrétiens. Ils savent qu'ils s'adressent à des princes honnêtes, et ne semblent pas inquiets de la manière dont leurs plaintes seront accueillies. C'est un grand honneur assurément pour Hadrien, pour Antonin, pour Marc-Aurèle que les disciples d'une secte qu'ils traitaient avec tant de rigueur aient cru pouvoir compter ainsi sur leur justice et se soient exprimés devant eux avec cette fermeté. Leur ton n'est jamais humble ni suppliant; quand ils demandent qu'on rende la liberté à leur culte persécuté, ils n'ont pas l'air d'implorer une faveur : ils réclament un droit. C'est ce qui frappe d'abord chez eux et ce qu'il importe de remarquer; ils ont été les premiers à proclamer le principe de la tolérance des cultes. Avant eux, il n'en était pas question, et l'antiquité n'en pouvait pas avoir l'idée. Tant que les religions furent locales et qu'elles firent partie de l'état, on ne pouvait songer à en laisser vivre plusieurs ensemble, dans les mêmes pays, avec les mêmes droits. Pour être citoyen, il fallait

honorer les dieux et obéir aux lois de la cité : ces deux conditions étaient aussi nécessaires l'une que l'autre. Il ne venait à la pensée de personne qu'on pût continuer à faire partie d'un état, si l'on cessait d'en pratiquer le culte. Aussi les philosophes grecs, dont l'esprit est si entreprenant, si ouvert, qui remuent tant d'idées, qui semblent si souvent prévoir les problèmes de l'avenir, n'ont jamais paru préoccupés de cette grave question de la tolérance. Les plus hardis ne l'ont pas même soulevée, et ceux qui l'ont entrevue n'hésitent pas à la résoudre dans le sens de la loi civile et des sentimens populaires. Platon défend que personne ait chez soi une chapelle à son usage, tant il craint qu'on ne s'écarte des pratiques religieuses de la cité! Il ne veut pas que, dans sa république, quelqu'un se permette de ne pas croire aux dieux ou d'en parler légèrement. Les impies sont divisés en deux classes : ceux qui ne se laissent entraîner à des opinions coupables que par défaut de jugement, et qui ne peuvent être ramenés et convertis, sont enfermés dans une prison assez douce qu'on appelle le *sophronistère*, c'est-à-dire la maison où l'on devient sage. Ils y restent cinq ans, séquestrés du monde, et ne recevant la visite que de sages personnes « qui les viennent entretenir pour leur instruction et le bien de leur âme. » S'ils se laissent toucher à ces exhortations et à ces réprimandes, on les rend à la liberté. S'ils persistent ou s'ils récidivent, ils sont punis de mort. Ceux qui non-seulement ne croient pas aux dieux, mais empêchent les autres d'y croire, les violens, les emportés, les habiles qui troublent les âmes simples avec leurs raisonnemens captieux, sont encore plus durement traités : on les enferme dans un cachot d'où ils ne sortiront jamais, et, après leur mort, leur cadavre est jeté sans sépulture hors du territoire de la patrie; voilà presqu'un avant-goût de l'inquisition.

Avec le christianisme, tout change. Ce n'était pas la religion d'un peuple ou d'un pays; il appelait à lui toutes les nations, il voulait s'étendre sur le monde entier. Les chrétiens n'ont pas de ville sainte, comme les Juifs, ni de temple préféré. Ils proclament que Dieu écoute tous les hommes, que tous les lieux sont bons pour l'implorer, qu'il se trouve toujours avec ceux qui le prient en esprit et en vérité. Il ne leur était possible de faire des prosélytes chez tous les peuples à la fois qu'à la condition de ne se lier à aucun d'eux en particulier. Pour pouvoir être à tous, une religion doit n'appartenir en propre à personne; pour convenir à des états divers, il est bon qu'elle commence par se séparer partout de l'état. C'est ainsi que le christianisme prit tout de suite à Rome une attitude différente des autres cultes étrangers. Ces cultes essayaient de bien vivre avec la religion romaine, ils exagéraient les ressemblances qu'ils avaient avec elle pour qu'on pût les confondre ensemble, ils demandaient

qu'on leur permît de s'y insinuer et d'en faire partie. Le christianisme est plus hardi et plus exigeant; il se tient à l'écart, il veut être accepté sous son nom. Il réclame une place en dehors de la religion nationale et sur le même rang qu'elle. En réalité, c'est une révolution complète qu'il prépare. Il exige de l'état qu'il se détache désormais des religions, il sépare ce que toute l'antiquité regardait comme indissoluble, il demande que les citoyens d'un même pays puissent pratiquer des cultes différens, et que chacun honore ses dieux en liberté. C'est la prétention qu'expriment dès le premier jour les apologistes. Quand ils soutiennent qu'on les persécute injustement, quand ils offrent de prouver qu'ils ne sont ni homicides, ni factieux, ni rebelles, et qu'ils en concluent qu'il ne faut pas les traiter comme des criminels, que veulent-ils dire sinon qu'on ne doit poursuivre que ceux qui se rendent coupables de quelque crime de droit commun, et qu'il n'est pas permis de punir quelqu'un pour ses croyances? Ce n'est encore qu'une réclamation timide, mais ils parlent bientôt plus clairement. Ce que Justin et Apollodore se contentent de laisser entendre, Tertullien l'exprime avec une admirable fermeté. « Le droit commun, dit-il, la loi naturelle, veulent que chacun adore le dieu auquel il croit. Il n'appartient pas à un culte de faire violence à un autre. Une religion doit être embrassée par conviction et non par force, car les offrandes à la divinité exigent le consentement du cœur... Prenez garde que ce ne soit une sorte d'irréligion d'empêcher quelqu'un de suivre sa religion et de ne pas lui permettre de choisir son dieu. » L'église persista dans ces principes tant qu'elle fut persécutée. Un siècle après Tertullien, Lactance parlait encore comme lui. « Ce n'est pas en tuant les ennemis de sa foi, disait-il, qu'on la défend, c'est en mourant pour elle. Si vous croyez servir sa cause quand vous versez le sang en son nom, vous vous trompez; vous ne faites que la déshonorer. Il n'y a rien qui doive être plus librement embrassé que la religion. » Ce qui est plus rare, c'est qu'après la victoire l'église ne désavoua pas les maximes qu'elle avait professées pendant le combat. En prenant possession de l'empire, elle s'empressa d'offrir aux autres cette tolérance qu'elle avait vainement réclamée pour elle. Constantin disait en tête du célèbre édit de Milan : « Nous avons reconnu depuis longtemps que la religion doit être libre et qu'il faut laisser au choix de chacun de servir Dieu de la manière qu'il le juge à propos. » Ces sentimens changèrent bientôt, et ce fut un grand malheur; mais, quoi qu'il soit arrivé dans la suite, il est juste de ne pas oublier que ce sont les apologistes qui ont proclamé avant tous les autres le grand principe de la tolérance, et que c'est un empereur chrétien qui l'a le premier inscrit dans la loi.

Il resterait encore bien des questions à traiter pour achever ce qui

concerne l'histoire des premières persécutions de l'église. On voudrait savoir par exemple si elles ont fait couler beaucoup de sang. C'est un point sur lequel les contemporains eux-mêmes n'étaient pas d'accord. Origène prétend « que le nombre des victimes ne fut pas considérable et qu'il est aisé de les compter; » saint Cyprien parle au contraire « du peuple innombrable des martyrs. » Entre ces deux affirmations opposées, chacun se décide d'après ses opinions. Ce qui est sûr, c'est que les progrès du christianisme ne furent jamais arrêtés. A chaque persécution nouvelle l'énergique résistance des chrétiens, après avoir d'abord excité les bourreaux, finissait par les lasser. Au bout de quelque temps les rigueurs, qu'on savait inutiles, devenaient plus rares, et d'elle-même, par fatigue et par impuissance, la persécution s'arrêtait. On voyait alors les fugitifs revenir de leurs solitudes; ceux qui s'étaient cachés par prudence osaient peu à peu se montrer; les renégats sollicitaient leur pardon et rentraient humblement dans l'église; des conquêtes nouvelles prenaient la place des morts glorieux qu'on avait perdus. C'est ainsi qu'après chacune de ces tempêtes la communauté chrétienne se retrouvait plus nombreuse, plus ferme, plus fière du passé, plus confiante en l'avenir, plus attachée à des croyances pour lesquelles elle avait souffert, plus assurée de l'inutilité de la force et du triomphe certain de la foi. Le résultat le plus clair de tous ces supplices était de rendre à chaque fois l'audace des chrétiens plus grande. C'est après les persécutions de Septime-Sévère qu'ils bâtirent leurs premières églises, et que leur doctrine, qui s'était cachée jusque-là dans des maisons particulières ou des oratoires secrets, osa s'exposer au grand jour. Les empereurs comprirent alors que, s'ils voulaient avoir raison d'une religion aussi opiniâtre, il leur fallait prendre d'autres mesures. Ces violences intermittentes et capricieuses, entreprises au hasard, conduites sans dessein, n'arrivaient à rien; ils pensèrent qu'en prenant eux-mêmes la direction des poursuites, en y mettant plus de régularité et d'ordre, elles auraient plus de succès. Ils résolurent d'y apporter cet esprit administratif et méthodique qui avait inspiré dans d'autres temps les proscriptions de Sylla et d'Octave. Le nouveau système mis en pratique par Dèce dura jusqu'à Dioclétien : il fut beaucoup plus cruel que l'autre, sans être plus efficace, et n'empêcha pas le triomphe définitif de l'église avec Constantin.

GASTON BOISSIER.

LE

COMTE ROSTOPCHINE

D'APRÈS UNE CORRESPONDANCE NOUVELLEMENT PUBLIÉE

M. Pierre Barténief : I. *Arkhiv Kniaza Voronzova*, t. VIII, Moscou 1876. — II. *Dévétnadtsatyi Viek*, t. II, Moscou 1875. — III. *Rousskii Arkhiv*, année 1875, Moscou.

Le comte Féodor Rostopchine s'est trouvé mêlé à l'un des plus grands événemens de l'histoire universelle. Si vraiment il fut l'auteur de l'incendie de Moscou, comme c'est l'opinion commune, on peut dire que non-seulement il a porté le coup mortel à la fortune de Napoléon, mais qu'il a suscité la crise qui décida du sort de notre pays devant l'Europe, jeté dans la balance encore indécise du destin le poids qui la fit trébucher à notre détriment, arrêté brusquement la marche ascendante de la France et donné l'impulsion qui la fit décliner. Sous la révolution et l'empire, notre race atteignit à son maximum de puissance matérielle, et c'est dans la campagne de Russie qu'elle la déploya tout entière : la grande armée en 1812 s'avança dans le nord-est de l'Europe à une distance que n'atteignit jamais armée gauloise ou latine, ni dans les courses aventureuses de Brennus, ni dans le siècle triomphal des Trajan et des Marc-Aurèle, et cependant du bassin du Volga elle fut ramenée sur la Seine, de Moscou rejetée sur Paris. Conquérante de l'Europe continentale, la France fut conquise à son tour, et l'hégémonie politique que lui avaient assurée dix siècles de progrès et de supériorité en tous genres, vingt années de victoires inouies, passa à d'autres peuples. Dans cette année critique de 1812, il y eut un moment

particulièrement critique, c'est celui de l'incendie de Moscou, et il y a un homme à qui l'on a voulu faire remonter toute la responsabilité du désastre; comme il le dit lui-même en son langage humoristique, le nom de Rostopchine « servit de refrain à l'incendie comme celui de Marlborough à la chanson. » Napoléon tout d'abord le dénonça comme l'auteur de sa ruine, les bulletins de la grande armée et les colonnes du *Moniteur* consacrèrent la gloire sinistre du nouvel Érostrate; mais à ces affirmations, répétées par la plupart des écrivains, Rostopchine a opposé une sorte de dénégation : voilà pourquoi l'histoire, après avoir affirmé, en revient à douter. La question ainsi renouvelée prend l'attrait irritant d'un mystère : ce drame formidable de 1812 garde son côté énigmatique; c'est pour ce double motif qu'on ne peut oublier Rostopchine, et qu'à chaque publication nouvelle le débat recommence sans laisser de repos à sa mémoire ni à notre curiosité.

Il y a d'autres raisons encore pour que rien de ce qui le concerne ne nous laisse indifférens : ce personnage, qu'une telle catastrophe eût suffi pour immortaliser, eût-il été le plus obscur des hommes, a joué, même avant 1812, un rôle considérable : il a grandi au milieu de la cour de Catherine II, il a été ministre de la guerre et des affaires étrangères sous Paul Ier. Après son exil volontaire de Russie, il a été notre hôte à Paris pendant les premières années de la restauration et a jugé sans contrainte les hommes et les choses de France. Sa correspondance constitue donc une source fort importante pour l'histoire de la Russie et de la France pendant près de trente-cinq années. Rostopchine était un grand original : par les lacunes et le brillant de son éducation, par les singularités de son esprit et de son caractère, il marque une époque dans le développement de la société russe; il peut servir de type pour toute une génération de nobles et de boïars. Chez eux, la culture européenne était poussée aux derniers raffinemens; mais l'homme intérieur ne semblait pas atteint par la transformation : si les dehors étaient français, le vieux fond moscovite restait intact. Ils demeuraient attachés aux vieilles idées, même aux superstitions nationales, dévoués au principe autocratique, entichés de leurs droits sur leurs paysans serfs, fermés à toutes les idées généreuses qui devaient faire leur chemin pendant le règne d'Alexandre, pleins de mépris pour les constitutions libérales et de haine pour les théories émancipatrices. Il suffit de comparer Rostopchine aux courtisans demi-barbares de Pierre le Grand et d'Élisabeth pour avoir une idée du progrès accompli; il suffit de le comparer à un Nicolas Tourguénief pour avoir une idée du progrès qui restait à faire. Rostopchine tient à la fois à l'ancienne Russie et à la nouvelle; il y a chez lui comme deux hommes qui se combattent, l'Asiatique et l'Européen; les contrastes sont d'autant plus vifs chez

lui qu'il se targuait de son origine tartare et prétendait descendre d'un fils de Gengis-Khan. Cette dualité et ce désaccord intérieur peuvent expliquer ce qu'il y avait en sa nature de mal assis et de mal équilibré, e contradictoire et de faux; de là cette humeur fantasque, ces bizarreries naturelles ou voulues, cette affectation de sauvagerie et cette recherche de bel esprit. Rostopchine parut un original, même à la cour de Paul Ier, même à côté d'un Souvorof; de cette originalité, il est probable qu'il se fit gloire, qu'il tint à justifier la singulière filiation qu'il se donnait, qu'il jouissait de l'étonnement de la galerie, que les exclamations ou les rires étaient pour lui un encouragement. A la fin, personne, pas même lui, ne put distinguer ce qui était joué de ce qui était naturel en lui; il était devenu l'homme de son rôle, Rostopchine était le comte *original*. Dans maintes de ses paroles et de ses actions, il est visible qu'il a cherché l'effet; lui-même à certains de ses procédés applique le mot de *charlatanerie*. Et en effet il est charlatan à la manière de Souvorof, qui affecta la bizarrerie comme le seul moyen de se faire jour au milieu de tant d'autres, fit le fou pour attirer sur son mérite réel l'attention distraite de l'impératrice. Chez Rostopchine, l'esprit de contradiction et de singularité, soutenu d'un fonds d'orueil prodigieux, fut la source de beaucoup de défauts et de quelques qualités. Pour ne rien vouloir faire comme les autres, il fut parfois bien inspiré : il brava les favoris quand tout le monde les adulait, et leur témoigna des égards quand tout le monde s'éloigna d'eux. Son originalité fait de lui un écrivain à part, enclin aux incartades, insoucieux de la mesure, admirable dans la caricature plus que dans le portrait, un Saint-Simon qui aurait perdu tout frein classique et tout sentiment de respect. Cet esprit vif et libre se révèle dans ses écrits russes (*le Mort vivant*, les *Pensées à haute voix sur l'escalier rouge*, les proclamations au peuple de Moscou); il éclate aussi bien dans ses ouvrages français, ses *Mémoires écrits en dix minutes*, *la Vérité sur l'incendie de Moscou*, dans sa vaste correspondance, qui est presque toute en français, car c'est en français surtout, à travers maintes incorrections ou étrangetés, en se faisant une langue à lui dans cet idiome welche qu'il façonne et malmène, que son talent se révèle le plus complétement. Ce qu'il exècre par-dessus tout, ce sont les Français, et c'est dans leur langue qu'il est le plus à son aise pour les insulter.

Rostopchine se retrouve tout entier dans le huitième volume des *Archives Voronzof* que publie cette année même M. Pierre Barténief, au labeur incessant duquel nous devons en outre trois autres collections : l'*Archive russe*, le *Dix-huitième siècle* et le *Dix-neuvième siècle*. Ce volume renferme cent cinquante-huit lettres inédites de Rostopchine à divers membres de la famille Voronzof : elles

vont de 1796 à 1825, c'est-à-dire des dernières années de Catherine II à la mort de Rostopchine. Il est d'autant plus utile de signaler ce livre aux lecteurs d'occident qu'il n'a guère de russe que le titre et l'en-tête des pages : toutes les lettres de Rostopchine et les réponses de ses correspondans sont imprimées en original, c'est-à-dire en français.

Le plus important de ces correspondans est le comte Semen Romanovitch Voronzof, ambassadeur de Russie à Londres, à qui cent vingt-neuf lettres de Rostopchine sont adressées. Voronzof semble avoir été, comme on le voit dans les *Mémoires* publiés en tête du volume, d'un caractère fier et triste, incapable de supporter les injustices, bouillant et emporté. « Dans ma jeunesse, dit-il, j'étais vif comme un Français et inflammable comme un Sicilien. » Comme presque toute sa famille, il était resté attaché à la mémoire de l'impératrice Élisabeth : sous Catherine II et Paul Ier, il ne servait plus que par devoir. Lors de la révolution de 1762, qui coûta le trône et la vie au neveu d'Élisabeth, Semen Voronzof, alors âgé de dix-huit ans et lieutenant au Préobrajenski, fit de vains efforts pour empêcher ses soldats de prendre part à la révolte; toute sa vie il conserva le souvenir du malheureux empereur Pierre III, une haine persistante contre les régimens des gardes, l'horreur des « infâmes traîtres, » une aversion profonde pour les favoris. Mal en cour, il se venge en frondant. Militaire et brave militaire, il prend plaisir à railler l'ignorance de Potemkine; diplomate, il se moque de l'incapable Zoubof, qui se mêlait des affaires étrangères, de « ce jeune favori à qui rien ne résistait en Russie, et qui croyait pouvoir gouverner toute l'Europe. » Rostopchine et lui présentent bien des traits communs : l'un reste fidèle à la mémoire de Pierre III, comme l'autre à celle de Paul Ier, victime d'une révolution semblable; l'un attaque le gouvernement de Catherine II, comme l'autre celui d'Alexandre Ier; dans leur correspondance, ils malmènent également les favoris Potemkine ou Zoubof; le vieux diplomate pense comme le jeune comte (1) au sujet de « l'exécrable république française » sans éprouver plus de sympathie pour les émigrés et les amis du comte d'Artois « dont la moitié sont des fats et l'autre des intrigans. » Tous deux, sous Paul Ier, l'un comme ambassadeur à Londres l'autre comme ministre des affaires étrangères, ont travaillé à coaliser l'Europe contre la France. Cette conformité d'idées et de goûts explique leur longue intimité. On n'a pas retrouvé les réponses de Semen Voronzof. Rostopchine en donne la raison : lors de sa disgrâce de 1794, « je fis brûler, dit-il, tous les papiers que j'avais

(1) Voronzof, né en 1745, mort en 1832. — Rostopchine, né en 1763, mort en 1826.

dans mon portefeuille; vos lettres sont perdues pour moi; je les brûle aussitôt que je les reçois et je me prive des marques flatteuses de votre estime, pour être tranquille et n'avoir pas une grande imprudence à me reprocher. » Parfois il recommande de détruire les siennes : « Lisez ma lettre et jetez-la au feu ! » Voronzof n'a pas voulu *s'en priver*, et c'est ainsi qu'elle nous est parvenue. Toutefois même dans les lettres de Rostopchine nous remarquerons des lacunes, des interruptions : dans des circonstances critiques, l'amitié prudente a dû faire son office.

I.

Les premières missives de Rostopchine nous jettent, *in medias res*, au milieu de la cour de Catherine II dans ses dernières années. Ce long règne de trente-quatre ans prend, vers la fin, un air de décadence. L'insolence et le gaspillage des favoris, l'impunité de leurs plus misérables créatures avaient comme ébranlé la moralité publique, affaibli la crainte du maître, qui, dans un état despotique, est le principe de la sagesse. C'est ce qui explique la réaction autocratique de Paul Ier, la dure discipline à laquelle il voulut remettre la Russie, l'emportement avec lequel il exigea les marques extérieures les plus gênantes de respect pour la personne impériale. Qu'on ajoute à cette anarchie aulique l'influence de certaines idées venues du Paris de la convention et qui, tombant dans des têtes mal préparées, y subissaient de singulières déformations; c'était aussi dans les bizarreries séditieuses de la mode que la révolution française avait son retentissement. « Les vieux, écrit Rostopchine, sont très indignés de se voir négligés; ils sont la plupart du temps avec les jeunes gens, qu'ils imitent, et les partisans déclarés de toutes les nouvelles modes que le charmant prince Boris Galitzine introduit en dépit du bon sens et de la bienséance. La manie de porter de grosses cravates qui cachent le menton a choqué. L'impératrice a ordonné, pour la seconde fois, de ne plus les porter; mais nos jeunes gens, en dépit de la défense, s'habillent comme auparavant, et le dernier dimanche, la comtesse Soltikof ayant voulu mettre à la raison son neveu, il fit sonner si fort le mot de liberté, qu'elle s'enfuit à toutes jambes, croyant voir dans cette famille Galitzine le germe d'une révolution (1793). » Ces cravates, qui sentent le jacobinisme, donnent de l'humeur à Rostopchine; mais n'y a-t-il pas un peu de cette licence jacobine dans les jugemens qu'il porte sur tout ce qui l'entoure? Ces piquans portraits de personnages en faveur ne sont possibles que sous un prince débonnaire. Est-ce sous l'impératrice Élisabeth, aux beaux jours de l'in-

quisition d'état, qu'on se fût permis d'écrire de ce style? Le comte Féodor ne respecte rien; sa verve caustique s'attaque au tout-puissant Potemkine. La mort misérable du favori sur une des routes de la Moldavie ne désarme point Rostopchine : « Sa mémoire, quoique odieuse à tout le monde, influe sur les opinions de la cour; on ne peut lui appliquer le proverbe : *morta la bestia, morto il veneno.* » Potemkine eut pour successeur Zoubof, devenu le comte Platon Zoubof, et dont Rostopchine trace à l'eau-forte ce portrait : « Zoubof fait sentir sa toute-puissance d'une façon révoltante; il est bête naturellement, mais sa mémoire supplée au jugement; son jargon, tantôt savant, tantôt mystique, fait prendre le change sur son compte. Il affiche une fierté brutale et révoltante; ses actions se ressentent de sa mauvaise éducation. » Ce n'est pas encore l'insolence du favori qui répugne le plus à Rostopchine, c'est la bassesse de ses courtisans. On est surpris de voir figurer dans cette bande un homme qui n'était pas le premier venu : son nom a été uni à celui de Rostopchine dans le drame solennel de 1812; sa statue de bronze se dresse devant Notre-Dame de Kazan, le bâton de commandement à la main, foulant aux pieds les canons et les drapeaux de la grande armée; c'est le futur feld-maréchal Koutousof. « Savez-vous ce que fait cet homme? écrit avec indignation Rostopchine (1795) : il vient une heure avant le lever du comte Zoubof et fait son café, qu'il prétend posséder le talent de préparer, et devant une foule de monde le verse dans une tasse et la porte à l'impudent favori couché dans son lit! » Le général d'artillerie Melissino, qui n'était pourtant pas sans mérite, baisait la main du parvenu, et le major Masson a rapporté les scènes les plus humiliantes pour ce vieil homme de guerre, se tuant à expliquer ses projets de perfectionnement, à étaler ses plans devant Zoubof, qui l'écoutait à peine et se faisait nettoyer les dents par son chirurgien.

Cet abaissement des caractères, cette corruption de la cour, dont Rostopchine fut préservé par la hauteur de son caractère, peut-être aussi par sa mauvaise santé, lui inspire un tel dégoût qu'annonçant à Voronzof le départ d'un de leurs amis communs pour l'Angleterre, il ajoute : « Vous saurez de lui comment tout le monde vit ici et comment plusieurs ne crèvent pas de honte. » Gueux, polissons, vauriens, voilà les mots qui reviennent constamment dans sa correspondance. Les femmes ne trouvent pas grâce devant lui; par dépit contre elles, il rédige leur chronique scandaleuse; l'épithète de *coquette* devient facilement sous sa plume celle de *coquine*.

Ce qui l'inquiète surtout dans cette dépravation, c'est de voir les dangers qui en résultent pour les jeunes princes, pour le grand-duc Alexandre, sa femme Élisabeth, son frère Constantin; c'est de voir que l'avenir risque d'être attaqué des vices du présent. Cathe-

rine II avait pour l'éducation de ses petits-fils des soins maternels (1), elle veillait à ce qu'ils fussent élevés sévèrement et chastement, elle les avait confiés à l'austère Laharpe, ce républicain vaudois qu'elle appelait en badinant « monsieur le jacobin. » Les courtisans s'appliquaient à éluder les bonnes intentions de l'impératrice et profitaient de toutes les défaillances de sa volonté. « Le grand-duc Alexandre, écrivait Rostopchine, on peut le dire hardiment, n'a pas son pareil dans le monde; son âme est encore plus belle que son corps, jamais le moral et le physique n'ont été plus achevés dans un individu; » mais cette cour est trop mal composée : « ce sont ou des sots, ou des polissons, ou des jeunes gens dont on ne peut rien dire. Le grand-duc Alexandre est ignorant au suprême degré pour ce qui regarde la connaissance des hommes et de la société; il s'est familiarisé avec la bêtise, ayant été entouré de gens ineptes... Il entend dire tant de platitudes qu'il ne sera pas étonnant s'il succombe. » — « On lui a mis en tête que sa beauté lui assurera la conquête de toutes les femmes, et notre jeune prince se plaît à leur en conter. Vous pouvez bien penser qu'il trouvera assez de coquines qui lui feront oublier ses devoirs. » Sa jeune femme Élisabeth est en butte à la folle passion du comte Zoubof : ainsi le favori de la grand'mère osait courtiser la petite-fille! Il y eut dans le palais plus d'une scène étrange, et l'impératrice fit au volage des yeux terribles. La grande-duchesse montra une dignité et un tact admirables, ayant l'air de ne rien voir et de ne rien entendre, décourageant la calomnie et l'intrigue. Certains la taxaient de fierté et d'arrogance : avec de tels défauts, on échappe à bien des faiblesses.

Le grand-duc Constantin était moins sympathique à Rostopchine. D'abord celui-ci crut découvrir en lui de précieuses qualités : « il est vif, sensible, militaire dans l'âme. » Trop militaire, malheureusement! C'était chez lui moins un goût qu'une manie; il reproduisait dans ce qu'il avait de moins heureux le type paternel. « Il commence, dira plus tard le comte Féodor, à donner des preuves de sa ressemblance avec son père. Il se laisse aller à la colère, n'obéit à personne et a le maintien d'un polisson. Il se pique de négliger sa parure, et porte souvent des habits retournés et des cravates sales de taffetas noir (1794). » — « Toutes ses inclinations le portent au mal, et il ne se repent plus de le faire. Il est rapporteur de l'impératrice, de son père et de M. Zoubof, calomnie sans distinction, dit des grossièretés à tout le monde, rosse ses gens et menace à chaque instant de demander vengeance. » — « Il découvre

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er mars 1874, l'étude sur *l'Impératrice Catherine II dans sa famille.*

tous les jours quelques nouvelles mauvaises qualités, et promet d'égaler Pierre le Cruel ou le tyran Denis de Syracuse. En allant visiter la maison de marbre où il logera, il a commencé par désigner une chambre froide au donjon pour y enfermer ses cavaliers qui tarderont un peu. Son parler est celui d'un homme de la lie du peuple... Je sais qu'il ne m'aime pas, car il déteste la vérité, mais il me craint parce que j'approche de son père (1795). »

Si Rostopchine est mécontent de la cour, il ne l'est pas moins de ce qui se passe à l'extérieur. Les faciles victoires de Perse et de Pologne ne l'éblouissent point; il en augure un succès médiocre pour les guerres sérieuses de l'Occident. Il ne voit que la nullité des généraux, les pilleries des armées, l'oppression des vaincus. Toute cette gloire lui semble de mauvais aloi, et il s'inquiète de ce qu'il entrevoit de charlatanisme dans les chefs victorieux. « Les cruautés des Espagnols dans le Nouveau-Monde et des Anglais aux Indes ne sont rien en comparaison de notre philosophe militaire (Paul Potemkine, frère de l'ancien favori), qui s'est occupé à traduire l'*Héloïse* de Rousseau en faisant périr tous ceux qui possédaient des effets capables de tenter sa cupidité. » Rostopchine n'aime pas la Pologne; elle reste pour lui « le pays ennemi, haineux de la Russie depuis six siècles; » il représente les Polonais comme « rampans et n'aimant point à se battre; » il s'irritera plus tard de voir Alexandre Ier leur octroyer une constitution qui leur fait un sort plus honorable que celui des Russes; cependant à travers ses antipathies, on voit percer un certain fonds d'équité qui le porte à s'indigner de leurs souffrances. « On ne peut se faire une juste idée de nos troupes et de nos officiers : ce sont toujours les mêmes hommes, mais dénués d'âme, devenus plutôt voleurs de grand chemin que soldats. Je ne sais si vous êtes bien instruit des horreurs qui se commettaient à Varsovie. On enlevait des femmes à leurs maris et des filles à leurs pères sans que le droit de se plaindre leur fût accordé. Les paysans étaient pillés, poussés au désespoir, et les nobles se voyaient traités pire que leurs esclaves (1794). » — « En Pologne, les chefs ont dévasté le pays à la manière des Tartares, et semblaient avoir pris pour modèle ces mêmes Polonais lorsqu'ils venaient porter le fer et la flamme en Russie du temps des imposteurs (1796). »

On voit que les lettres de Rostopchine sur cette période de l'histoire russe sont une source de quelque valeur. A côté des documens officiels qui établissent la grandeur du règne de Catherine, voici des lettres familières qui en signalent les petitesses. On remarquera que, malgré une modération relative d'expressions, elles sont à peine moins vives contre elle que les pamphlets du XVIIIe siècle; il faut tenir compte de cette circonstance, qu'elles portent sur

les dernières années du règne, années toujours pesantes et pénibles quand le règne a été long, années où éclatent surtout les vices latens que dissimulaient les splendeurs de la période de force, où le triomphal édifice commence à se dégrader et à se lézarder, où de la vieillesse du souverain l'empire semble vieillir. Il ne faut pas chercher dans la correspondance de Rostopchine une appréciation impartiale; on n'y trouverait que l'impression d'un homme de parti, d'un disgracié, d'un frondeur. Son correspondant et lui sont deux mécontens : ils se consolent d'être négligés en critiquant, et la critique de Rostopchine est particulièrement âpre, amère, souvent injuste. Les regrets que laissa derrière elle la grande impératrice prouvent que les peintures comme les appréciations du comte Féodor ne doivent pas être admises sans un correctif.

II.

Le règne des favoris est terminé : Catherine la Grande se meurt. Ses derniers momens ont trouvé un digne historien dans Rostopchine : son récit est un des beaux morceaux de la littérature russe au XVIIIe siècle, il mérite d'être comparé au récit de Saint-Simon sur la mort du grand dauphin. Qu'on se représente l'intérieur du Palais d'Hiver dans la nuit du 18 novembre 1796 : étendue sur un matelas agonise la tsarine; debout auprès d'elle, son héritier, l'empereur de demain, qui après tant d'humiliations, une si longue attente, voit la couronne lui échoir à quarante-deux ans et s'effraie de cette responsabilité nouvelle; en un coin du palais sanglote le favori Zoubof, hier encore tout-puissant et dont chacun aujourd'hui s'écarte soigneusement; le verre d'eau qu'il demande vainement à ses courtisans terrifiés, il faut que Rostopchine, son ennemi de la veille, le lui fasse apporter par un laquais et le lui présente de ses propres mains. Même générosité envers l'ancien favori Orlof, surpris par une si étrange nouvelle et que les serviteurs du nouveau régime se préparent à harceler. Rostopchine le protége et l'admire, car dans une situation si redoutable il n'a pas remarqué en lui « le moindre signe de bassesse et de crainte. » Peut-être y a-t-il dans le récit du comte Féodor un certain arrangement qui vise à l'effet, un contraste voulu entre la lâcheté des courtisans et sa propre fierté, un certain penchant à se grandir lui-même en exagérant une servilité qui serait une honte pour le caractère national. S'il est humain pour Zoubof, généreux pour Orlof, comme il s'en dédommage sur le dos de tous les autres! Il faut remarquer enfin que cette magnanimité lui était plus facile qu'à un autre. N'avait-il pas toute la confiance du nouveau maître?

C'est ici le lieu de revenir sur l'origine de sa faveur auprès de

Paul Ier. La publication de M. Barténief nous permet d'en saisir le progrès pour ainsi dire jour par jour. En 1792, le lieutenant Féodor Rostopchine, alors âgé de vingt-neuf ans, venait d'être nommé par Catherine II gentilhomme de la chambre et attaché au service du grand-duc Paul. Il était dès lors aussi enclin à la satire qu'au temps de sa bilieuse vieillesse. On ne peut dire si c'est par esprit de contradiction ou par une ambition bien entendue, plus prévoyante que celle du commun, qu'il se rapprocha du grand-duc; peut-être fut-il attiré vers lui en voyant que tous, à l'exemple de sa mère, affectaient de le négliger et de le dédaigner. D'abord il avait eu pour le prince une sympathie médiocre : l'intrigue de Paul avec Mlle de Nélidof, l'espèce d'abandon où il laissait la grande-duchesse, répugnaient à la sévérité de principes du jeune chambellan. Celui-ci était en outre frappé de sa médiocrité d'esprit : la mauvaise fortune n'avait pas été pour Paul bonne conseillère; dans cette sorte de dépendance et d'esclavage où on le tenait, c'était un despote qui grandissait. Rostopchine accuse l'ambassadeur d'Autriche, Esterhazy, d'avoir eu sur Paul une fâcheuse influence : « Il a tant prêché le despotisme et la nécessité de gouverner avec une verge de fer que Mgr le grand-duc a adopté ce système, et se conduit déjà en conséquence. On n'entend parler tous les jours que de ses actes de violence et de petitesse, qui feraient rougir un particulier. » A ce moment déjà, Paul avait distingué Rostopchine, mais « peut-on compter sur cela? » dit avec quelque dédain le comte Féodor, et il trace de son futur maître ce portrait peu flatté : « On ne peut voir sans pitié et sans horreur tout ce que fait le grand-duc; on dirait qu'il invente des moyens pour se faire haïr et détester. Il s'est mis en tête qu'on le méprise et qu'on cherche à lui manquer; partant de là, il s'accroche à tout et punit sans distinction. Il a quelques centaines d'hommes sous ses ordres, et c'est avec cela qu'il s'imagine être le défunt roi de Prusse. Le moindre retard, la moindre contradiction, le mettent hors des gonds, et il s'emporte. Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'il ne répare jamais sa faute et continue à se fâcher contre celui à qui il a manqué... Il est continuellement de mauvaise humeur, la tête pleine de visions, entouré par des gens dont le plus honnête peut être roué sans être jugé. Il croit voir partout les branches de la révolution. Il trouve des jacobins partout, et l'autre jour quatre pauvres officiers de ses bataillons ont été mis aux arrêts, parce que leurs queues étaient un peu courtes, — raison pour leur supposer un esprit de rébellion. » Est-il étonnant que Rostopchine, comme il le dit lui-même, s'éloigne autant que possible de la faveur d'un tel homme? Pourtant il s'indignait de voir l'héritier du trône humilié par les favoris de l'impératrice et par les favoris des favoris. Les douze gentilshommes de la chambre

désignés pour servir auprès de Paul poussaient la négligence dans le service jusqu'à l'insolence. Rostopchine toucha d'abord le cœur du prince en remplaçant bénévolement ceux qui s'absentaient. Il arriva une fois que pendant près de quinze jours personne ne se présenta pour le relever; il écrivit alors au maréchal de la cour une lettre très verte pour ses collègues, ajoutant que d'ailleurs, « n'ayant ni maladie à soigner, ni chanteuse italienne à entretenir, » il continuerait avec plaisir à faire leur service auprès du grand-duc. Ses camarades furent piqués de ces allusions, et il y eut des scènes assez vives. Par ordre de l'impératrice, il fut exilé pour un an sur ses terres; mais le grand-duc lui sut un gré infini de s'être porté son champion, et d'avoir bravé pour lui les puissans du jour. Tant que dura son exil, Paul ne voulut recevoir le service d'aucun de ses collègues; dès qu'il fut de retour, le prince le manda en toute hâte à Pavlovski. Rostopchine continuait à regimber contre ses avances : « Connaissant mieux que personne combien son caractère est porté au changement, je ne fais pas grand fonds sur ses sentimens présens, et je ferai mon possible pour ne pas être trop avant dans son intimité. D'ailleurs ses secrets sont d'une nature repoussante pour moi, et j'aimerais mieux encourir une disgrâce signalée et mériter sa haine que de devenir méprisable par de lâches complaisances, que l'on regarde ici comme les moyens permis et nullement criminels (1795). » Six mois après (février 1796), Rostopchine est déjà disposé à le payer de retour : c'est surtout en bravant Zoubof qu'il veut prouver à Paul combien il est sensible à ses bontés; il rend au favori les insolences dont le grand-duc est abreuvé. « Ce prince oublié, humilié, méprisé, me fait fermer les yeux sur ses défauts et je n'écoute que la voix de mon cœur. Je l'aime, je le plains et j'espère qu'il sera tout autre en sortant de l'état dans lequel il se trouve. C'est un vœu ardent que je forme pour notre patrie et pour lui. » Rostopchine cède à son cœur, mais, quoiqu'il s'en défende, il entrevoit déjà certaines « chimères de l'avenir, » certaines « brillantes illusions; » sans doute il leur préfère de beaucoup son repos, mais enfin cette idée de l'avénement de son ami, auquel semblent ne pas songer les sots courtisans, les étourdis gentilshommes de la chambre, lui a déjà traversé l'esprit.

Le prince et le favori achevèrent de se lier dans cette nuit mémorable qui vit un règne nouveau succéder à l'ancien. Rostopchine fut le premier qui reçut Paul à sa descente de voiture, le premier qui écouta la confidence de ses doutes et de ses projets. Bien lui en prit d'avoir été autrefois persécuté, exilé, mal vu des puissans. Disgracié avec son prince, il monta avec lui au pinacle. Le frondeur de l'ancienne cour devint un des dignitaires de la nouvelle. D'un seul coup la fortune le dédommage de ses rigueurs passées.

De lieutenant il devient général : il est un favori dans le sens propre du mot, car on ne mesure pas à ses capacités les grâces dont on le comble : décorations, charges, ministères, dons de terres et de paysans pleuvent sur lui, et Paul Ier, dans ses lettres-patentes, paraît prendre plaisir à accuser le caractère « gracieux » de ces récompenses. Sous le titre d'aide-de-camp général, il est réellement le ministre de l'empereur, d'abord pour la guerre, ensuite pour les affaires étrangères. Le maître et le serviteur se ressemblent en plus d'un point : tous deux fantasques et capricieux, et leur double originalité plus d'une fois les met aux prises. Rostopchine est, comme le tsar, passionné pour le bien public, la grandeur de la Russie, fanatique de l'honneur national; mais Paul a un certain fonds de bonté native qui n'apparaît point chez Rostopchine. Il eut d'admirables élans de cœur, tandis que le favori n'eut que des boutades. Il y avait plus de magnanimité de sa part que de celle du comte Féodor à pardonner aux favoris de Catherine. Rostopchine n'aimait point la Pologne : Paul se sentit ému pour elle, il pleura dans la prison de Kosciuszko, il entrevit peut-être ce qui échappait au comte moscovite : le lien de fraternité qui unissait les deux nations slaves et que brisèrent les fatalités historiques. Quand le tsar devint l'allié du premier consul et qu'on parla d'envoyer une armée française en Orient, il eut une noble inspiration : il demanda que le commandement en fût confié à Masséna, le vainqueur de Zurich. Tous deux, dans cette cour peuplée d'Allemands, ils étaient, comme le dit Michelet, *les vrais Russes :* ils personnifiaient à merveille le caractère russe de cette époque dans ce qu'il avait d'incomplet et de grand; mais Paul semble avoir eu, plus que le comte Féodor, un sûr instinct des véritables intérêts nationaux. Ce qui troublait la clairvoyance de Rostopchine, c'était sa haine passionnée pour la France, tandis que Paul montra qu'il était capable de comprendre et d'admirer nos grands hommes de la révolution. L'ami de Voronzof, en haine de la France, fut prêt un moment à livrer aux Anglais l'empire des mers, l'Indoustan et les îles de la Méditerranée, sacrifiant ainsi sans retour le grand avenir de la Russie en Orient : « Si la cour de Londres a en vue les possessions des Français et des Hollandais aux Indes, ne sera-t-elle pas deux fois plus riche et plus puissante après la guerre qu'elle ne l'était avant? Ayant Gibraltar et l'empereur étant maître de Malte, après avoir détruit la marine française et espagnole, ne sera-t-elle pas la maîtresse du commerce du Levant? » Paul n'eut point cette faiblesse : c'est surtout pour refréner les convoitises britanniques, protéger les petits états maritimes, qu'il se rapprocha de Bonaparte. C'était une politique excellente, car tout en contenant les Anglais par Bonaparte, il con-

tenait Bonaparte par son alliance et, en lui donnant la sécurité, pouvait lui inspirer de la modération. L'ambition du parvenu corse ne devint indomptable, ne déborda sur l'Europe entière que lorsque, après le meurtre du tsar Paul, il se vit abandonné par la Russie, harcelé par Alexandre, sans allié en Europe, n'ayant plus d'autre ressource que la guerre à perpétuité et la victoire à outrance. En 1801, il eût peut-être accepté l'influence modératrice de Paul Ier, tandis qu'en 1807, quand il se rapprocha d'Alexandre, il était trop tard : il se voyait déjà pris dans le terrible engrenage des affaires allemandes et du blocus continental. Il est à remarquer que Rostopchine se trouva d'accord avec son maître tant qu'il fut question de combattre les Français; leur brouille, dont les causes sont encore mal connues, semble dater du jour où le tsar se rapprocha de la république.

Comme président du comité de la guerre, c'est Rostopchine qui a réorganisé, équipé les troupes qui, en Italie, en Helvétie, en Hollande, allèrent se mesurer contre les Français. Grâce à lui, l'armée qui, dans les dernières années de Catherine II, avait été entraînée dans le laisser-aller et la décadence générale, se releva promptement. « On ne se peut faire une idée, sans l'avoir vue, de notre infanterie, écrit-il à Voronzof, et cela dans l'espace d'un an. J'ai pu voir celle qui a coûté tant de peine au feu roi de Prusse, et je vous assure qu'elle aurait cédé à la nôtre. » Mais que faire d'une si belle armée? L'empereur, peut-être par réaction contre la politique belliqueuse de sa mère, paraît animé des dispositions les plus pacifiques : « Il a déjà dit qu'il aime le militaire, mais qu'il hait la guerre; que Dieu le confirme dans ces intentions! » Il est bien difficile d'aimer le militaire sans être conduit, tôt ou tard, à guerroyer. Catherine II s'était tenue en garde contre toute intervention en Occident; elle prêchait volontiers aux souverains de Prusse et d'Autriche la croisade contre les « athées de France; » mais elle se gardait bien d'y hasarder un soldat, préférant garder les mains libres en Orient et en Pologne. Paul Ier, moins habile ou moins sceptique, cède à l'entraînement; la Russie entre dans la deuxième coalition.

L'empereur d'Autriche avait fait l'honneur à Souvorof de le demander à son maître pour commander en chef les armées austro-russes d'Italie; Paul, qui n'aimait pas le vieux général, sacrifia ses répugnances personnelles à la gloire de ses armes. Il lui adressa une lettre noble et flatteuse : « Souvorof n'a pas besoin de lauriers; mais la patrie a besoin de Souvorof. » Rostopchine abdiqua, comme l'empereur, ses antipathies contre un homme qu'il croyait surfait et qu'il regardait comme un bouffon. Jalousie de métier peut-être :

Rostopchine, lui aussi, avait du goût pour les bouffonneries, et on dit qu'il y excellait. Dans la tragique année 1812 (1), on le voyait contrefaire la démarche chancelante et les prétentions caduques du vieux feld-maréchal Goudovitch, le représenter passant la revue de ses troupes, et tous les assistans de rire aux larmes. Lui-même convient qu'il était né comédien; peut-être l'excellent acteur méprisait-il dans Souvorof le farceur de bas étage. « Le comte Souvorof, écrivait-il en 1796, continue à faire le bouffon. C'est l'être le plus orgueilleux qu'il y ait dans le monde, et il s'est plaint à l'impératrice du grand-duc Alexandre, parce qu'il refusait de suivre son conseil de ne pas se servir d'une lorgnette au spectacle. Le grand-duc disait qu'il avait la vue basse, et le maréchal répliquait qu'il avait défendu l'usage des lunettes et lorgnettes dans toute son armée, à quoi le grand-duc dit qu'il croyait que cette défense ne le regardait pas. » — « On ne sait comment se défaire du maréchal Souvorof, dont les plates bouffonneries ennuient et font rougir l'impératrice. » Souvorof jugé par Rostopchine et jugé avec cette sévérité! Mais une sentence conçue en des termes si peu mesurés n'est-elle pas révisable? Le comte Féodor a-t-il bien étudié ce caractère si complexe de Souvorof, cette nature singulièrement mêlée de brutalité et de finesse, de charlatanisme et de qualités héroïques? Non, et c'est là une des infirmités de l'intelligence de Rostopchine. On ne peut dire qu'il juge, car c'est à peine s'il examine; son humeur bilieuse et quinteuse lui fait saisir du premier coup quelque côté bas ou repoussant d'un personnage, et c'est tout ce qu'il en veut voir. Son esprit fantasque et inquiet, jamais rassis, lui interdit de plus amples réflexions. C'est en cela que, malgré tout son raffinement et toute sa culture littéraire, il reste un barbare, car le propre du barbare c'est d'être l'esclave de la première impression et du premier mouvement, par défaut d'application et de maturité intellectuelle. Que de fois Rostopchine n'est-il pas obligé de se désavouer et de se démentir! Cet orgueilleux personnage est l'homme des palinodies et des contradictions. Il fut obligé de changer d'avis sur Souvorof. Dès la fin de 1796, il relève dans le maréchal quelques traits qui lui reviennent, il pressent entre cet original et lui certaines affinités de nature. Souvorof lui plaît d'abord par le mépris qu'il témoigne ouvertement au favori de l'impératrice. Souvorof, comme Rostopchine, brave les puissans; aussi lestement que lui, il traite les gens de polissons; ceci réconcilie avec lui le comte Féodor, qui commence à se douter que Souvorof pourrait bien être « un homme de mérite. » Quand du vieux bouffon se dégage

(1) Voyez *Moscou en 1812* dans le *Rousskii Arkhiv* de 1875, p. 402.

enfin le héros, quand le général fantaisiste des guerres turques et polonaises devient le brillant conquérant d'Italie, plus admirable encore dans l'infortune que dans le triomphe, égalant par sa fuite héroïque à travers les Alpes l'éclat de ses premières victoires, Rostopchine devient le plus passionné de ses admirateurs. Souvorof est pour lui un « véritablement grand homme, » et il écrit à Voronzof : « Que dites-vous de notre vieux maréchal? Comme il répond bien à ceux qui prétendaient qu'il n'avait du talent que contre les Turcs? » Mais qui donc prétendait que Souvorof n'avait du talent que contre les Turcs? Fragilité des jugemens humains! Qui? Rostopchine lui-même, assurant à ce même Voronzof que « la dernière guerre contre les Turcs a gâté même ceux qui annonçaient des talens. »

Il faut voir dans quelle inquiétude est le ministre de Paul quand d'Helvétie commencent à arriver de fâcheuses dépêches, quand il apprend la victoire de Masséna à Zurich, quand du feld-maréchal, perdu dans les profondes gorges des Alpes, on n'a plus aucune nouvelle! Qu'est donc devenu Souvorof? Rostopchine tremble pour lui; il craint la nature, les Français, et, plus que les ennemis, il craint les alliés : « Je suis très inquiet sur la marche du prince-maréchal. Je crains plus les Autrichiens que les Français mêmes; leur haine contre ce respectable guerrier est au comble... (9 octobre 1799). Nous sommes dans de grandes angoisses : aucune nouvelle du prince-maréchal. Les gazettes se contredisent, et on le fait tantôt vainqueur, tantôt battu et exterminé. Oh! quelle perfidie! Comment l'empereur a-t-il confié à un Thugut 60,000 hommes de ses troupes et l'honneur de ses armes? » Non, Souvorof n'est pas exterminé, mais vingt autres généraux l'eussent été à sa place. Il lui a fallu une âme indomptable et une merveilleuse énergie pour ne pas se laisser enfermer dans les impasses des Alpes, pour s'être tiré de ces prodigieuses souricières du Kleinthal et du Muntenthal. Rostopchine ne peut retenir un cri d'admiration; c'est mieux qu'une retraite, c'est une victoire, « une grande victoire. » Il répète avec attendrissement les plaisanteries bonnes ou mauvaises par lesquelles Souvorof remontait le courage du soldat. Il ne trouve plus que le maréchal soit un bouffon! Surtout il épouse avec passion sa querelle contre l'Autriche et le cabinet de Vienne. Le premier mot du « prince d'Italie, » échappé à tant de périls, fut celui de *trahison!* Ce mot de trahison, toute la Russie le répéta. Contre l'ineptie et l'égoïsme des Autrichiens, l'incapacité des généraux, contre Thugut, « ce misérable greffier, » ce fut un déchaînement universel. « Sans la politique infernale de ce baron, écrit Rostopchine, le grand homme russe aurait vaincu et scellé l'œuvre de la coalition.» Souvorof est mort à la peine; les Français eux-mêmes se sont

chargés de le justifier et de le venger : « La bataille de Marengo, s'écrie en 1800 le comte Féodor, est le plus beau monument érigé à sa gloire. » Cette vengeance ne lui suffit pas encore; de dépit, Rostopchine devient véritablement prophète : « Je me trompe fort ou avant deux ans l'empereur d'Allemagne cherchera vainement un asile en fuyant les ennemis maîtres de sa capitale. » Donnez à Bonaparte un délai de quatre ans, et la prédiction du comte Féodor sera réalisée.

Ce n'est pas en Helvétie seulement que les armes russes n'ont pas eu tout le succès qu'elles semblaient mériter. En Hollande aussi, les soldats du tsar ont été vaincus, et le désastre de Bergen n'a pas eu, comme celui de Zurich, la glorieuse compensation du Muntenthal. Le patriotisme de Rostopchine est douloureusement atteint : il s'évertue à expliquer cette chose inexplicable, la défaite d'une armée russe ! Il y met une obstination à la fois puérile et touchante. Lui-même a reproché durement aux Français une certaine tendance à expliquer tous leurs échecs par quelque trahison; mais ce qui est excusable dans une foule paraît bien singulier chez un homme d'état, surtout quand il fait profession de mépriser la foule. Pour Zurich, il a pu, avec Souvorof, accuser la perfidie des Autrichiens; pour Bergen, il voudrait bien accuser les Hollandais, qui sans doute « seconderont ces misérables Français; » il s'en prend à l'amiral Popham, qui est « un marin de cabinet et plutôt Viennois qu'Anglais. » Tout cela ne le satisfait pas encore. Tout à coup il croit avoir trouvé cette explication qu'il poursuit avec une fiévreuse irritation. Sait-on pourquoi les Russes ont été battus? C'est parce qu'ils avaient à leur tête un faux Russe, un Allemand d'origine, le général Hermann. C'est Hermann qui devient le bouc émissaire, le Thugut du désastre de Hollande. « Malédiction sur lui !.. Pourquoi son collègue Gérébtsof a-t-il été tué? C'est la différence d'un Russe avec un Allemand... Il faut à nos soldats des chefs russes. Il faut savoir leur parler, et on les mènera faire campagne en enfer. »

Les batailles de Zurich et de Bergen portèrent à la coalition un coup mortel : Masséna et Brune eurent la gloire de sauver la France avant que débarquât à Fréjus le prétendu sauveur qui devait la perdre. Paul, exaspéré contre ses alliés, avait hâte de rappeler ses troupes. A Saint-Pétersbourg, on disait hautement qu'elles n'étaient point en sûreté sur le territoire autrichien, et Rostopchine s'écriait dans un accès d'orgueil national : « La vie de ces 54,000 Russes vaut plus que toute l'Autriche et toute l'Italie. » En s'éloignant de la cour de Vienne, le tsar se rapprochait chaque jour de la France. Quelle part eut Rostopchine à la réconciliation de l'empire de Russie et de la république française?

III.

Dans un livre récent (1), on a pris à tâche de nous représenter le ministre de Paul Ier comme un ami de notre nation. Son biographe, qui est en même temps son petit-fils, s'inspire en cette occasion d'un double sentiment de piété envers la patrie française et envers la mémoire d'un homme auquel il est uni par les liens du sang. Que Rostopchine ait aimé un Français, un de Ségur, au point de lui donner sa fille, c'est bien possible; qu'il ait aimé la France, il est permis d'en douter. « Rostopchine, remarque le même historien, ne confondait pas la France, qu'il aimait, avec la révolution, qu'il abhorra toujours. » Les documens que nous avons sous les yeux ne nous permettent pas d'accepter cette distinction. Le comte Féodor nourrissait les mêmes sentimens pour l'ancienne France et la nouvelle, celle de l'émigration et celle de la révolution; il ne traitera pas mieux la France impériale, ni la France parlementaire de la restauration. Commençons par les émigrés, par le comte de Provence et le comte d'Artois, par ceux qu'il appelle ironiquement les *aimables princes français*. « Je m'étonne, écrivait-il en 1792, comment *ces gens* peuvent inspirer un intérêt réel. Je ne leur en aurais jamais accordé d'autre que celui qu'on accorde à la représentation d'une pièce touchante, car *cette nation n'existe que par la comédie et pour la comédie*. » Remarquez cette tendance de l'écrivain satirique à étendre à la nation entière ses jugemens sur les individus : « Si l'on étudie les Français, on trouve quelque chose de si léger dans tout leur être qu'on ne conçoit pas comment ces gens tiennent à la terre; je suis tenté de croire qu'ils sont formés de gomme élastique qui se prête à tout. » Quand il veut accabler quelque jeune Russe dont il raille la frivolité sous le poids d'une injure suprême, il ne manque pas d'insinuer que, s'il est devenu « un faquin insupportable, » c'est pour avoir voulu imiter « messieurs les émigrés gaulois. » Que s'il se rencontre parmi ces émigrés gaulois quelque gentilhomme de plus fière et plus sévère tenue, comme le comte de Lambert, ce n'est plus la légèreté qu'il lui reproche, c'est la morgue et l'affectation. L'un d'eux aurait pu trouver grâce à ses yeux : le prince de Condé, dont le crime envers son pays ne doit pas faire oublier les mérites sérieux. Celui-là n'était pas venu pour courtiser les belles Moscovites, il ne donnait point à la vertueuse jeunesse russe le spectacle d'une légèreté corruptrice; mettant sa conduite d'accord avec les principes, il avait tiré l'épée pour la cause des rois et groupé autour de lui tout

(1) *Vie du comte Rostopchine*, par le comte A. de Ségur, Paris 1872. — Comparez Schnitzler, *la Russie en 1812, Rostopchine et Koutouzof*, Paris 1863.

un corps de vaillans émigrés. Celui-là ne demandait qu'à se battre et prit part aux campagnes des Russes en Helvétie. Bien accueilli d'abord à Saint-Pétersbourg, il éprouva ensuite plus d'une déception. « On le traite assez mal, dit Rostopchine avec un ton de contentement; comme c'est une espèce d'aventurier, héros et Français, il saura se remettre. » Ainsi c'est l'*héroïsme* même du prince de Condé qui sert de texte aux railleries de Rostopchine. Ce duc de Richelieu auquel la reconnaissance des Russes a élevé sur les boulevards d'Odessa une statue de bronze, et qui du haut de son piédestal semble contempler cette flotte, ces ports qu'il a créés, cette grande cité qu'il a fait sortir du désert, Rostopchine n'est pas long à régler son compte. « On lui a annoncé le cordon bleu, je suppose que c'est pour la découverte de la Mer-Noire à Odessa, de même que Langeron a eu 40,000 roubles de rente pour avoir fait la rivière du Boug. »

Si la société française de l'ancien régime est vraiment si frivole et si vicieuse, si l'émigration ne se compose que de princes méprisables, de nobles qui ont « lâchement abandonné » leur roi, d'aventuriers prétentieux et incapables, ne doit-on pas savoir gré à la nation française d'avoir secoué le joug de parasites fanfarons et dangereux? Si la France royaliste est à ce point misérable, la France révolutionnaire ne mérite-t-elle pas quelque sympathie? Comment ses violences mêmes envers de pareils « faquins » ne seraient-elles pas excusables? Comment refuser son admiration au vaillant effort de ce peuple soulevé tout entier contre le despotisme et l'invasion, battant les vieilles troupes d'Autriche et de Prusse avec des régimens de conscrits, opposant aux marins d'Angleterre des paysans improvisés matelots, reportant chez les rois agresseurs « non le fer et la flamme, mais la liberté? » Le comte Rostopchine est trop de sa caste pour entendre quelque chose aux *droits de l'homme*. Propriétaire de paysans serfs, maître absolu de ses esclaves, sujet et favori d'un maître absolu, toute son éducation, tous ses instincts font de lui l'ennemi de la révolution. Le boïar moscovite a pour cette grande tentative d'émancipation humaine une haine sans bornes. Les Français de la révolution, ce sont « les brigands universels, » « l'engeance infernale » qu'il faut anéantir. De là son indignation contre les calculs et les hésitations des coalisés : « La destruction de la république française vaut bien la peine qu'on lui sacrifie de petits mécontentemens! » Mais l'aversion de Rostopchine fait la part plus belle à la France démocratique qu'à celle des nobles émigrés : pour celle-ci, pour « sa majesté le roi Louis XVIII, » comme il appelle ironiquement le comte de Provence, son mépris est presque sans mélange; pour celle-là, sa haine est mélangée de terreur, et c'est la seule manière dont un Rostopchine pût lui rendre hommage.

« Il paraît, dit-il en 1794, que les succès des Français dépassent ceux des années précédentes. Il serait bien malheureux s'ils parvenaient, en changeant de système et de conduite dans les pays conquis, à faire goûter leurs principes détestables et capables de produire un bouleversement total dans l'ordre social. Ils connaissent trop bien leurs forces et sont trop enhardis pour renoncer à la propagation du désordre universel; d'ailleurs leurs prétendus législateurs ou délateurs réciproques sont intéressés à occuper l'esprit du peuple par le danger de la guerre et à tenir les armées éloignées de la patrie où elles pourraient s'ériger en maîtresses. Comme ils suivent la marche des Romains, ils se souviennent sûrement des Sylla et des Marius. La guillotine vaut bien le *roc tarpéien* et empêchera quelques gueux, plus hardis que leurs compagnons de crime, d'aspirer au commandement de la nation, du moins pour quelque temps, car *ils sont toujours Français.* »

Rostopchine, si perspicace dans sa passion, prévoit dès 1794 l'hypothèse d'une usurpation militaire. Cinq ans après, l'un de ces *gueux* que la crainte de la guillotine, à son avis, tenait seule en respect, apparut sur la scène du monde. Bonaparte se révéla. « Je ne sais ce que vous pensez de ce retour de *Buonaparte* en France, écrivait Rostopchine à Voronzof; mais je voudrais que cela fût. L'armée laissée en Égypte serait la victime des habitans ou une victoire aisée pour les Turcs, et Buonaparte, après le dessein de se défaire de lui, ne pourra jamais se résoudre à servir ses bourreaux et préférera peut-être de produire une révolution en France, soit en faveur de la royauté, soit en faveur de lui-même. » Ainsi, avant même que la nouvelle du débarquement de Fréjus soit confirmée, Rostopchine se sent pris d'intérêt pour Bonaparte. Peut-on savoir ce qui l'attire vers l'homme qui devait faire tant de mal à la Russie comme à la France? Est-ce cette apparence de grandeur héroïque qui séduisit l'âme généreuse de Paul Ier? Non, ce qu'il aime chez le séditieux général, c'est qu'il a trahi une armée française qui périra sous le sabre turc, c'est qu'il devine en lui un de ces *gueux* qui ont l'étoffe d'usurpateurs, c'est qu'il lui sait gré par avance de la violation de son serment et de la confiscation de nos libertés.

Bonaparte n'a pas trompé l'espérance de Rostopchine. Le *gueux* grandit, et le comte Féodor sent grandir son enthousiasme pour lui; mais ce revirement ne comporte aucun retour de sympathie, ni pour les Français, dont « l'amour pour la liberté, après leur avoir coûté 2 millions d'hommes, les a rendus esclaves d'un étranger, » ni pour la révolution que, — plus rassuré, — il compare à « une insurrection des Petites-Maisons, » ni même pour Bonaparte, qui n'est encore pour lui qu'un « grand aventurier. » En 1803, Bonaparte usurpateur gagne encore dans son estime; il s'intéresse à ses

jours menacés par les assassins : « Je serais fâché qu'il cessât d'exister, car je le regarde comme un grand homme, et, connaissant moi-même la faiblesse humaine, j'excuse même ses faiblesses de parvenu. » Quand Napoléon succombera en 1814 sous l'effort de l'Europe coalisée, le *grand aventurier*, le *grand homme* redeviendra pour Rostopchine ce qu'il était d'abord : « Quelle fin a eue ce misérable Bonaparte! depuis son avénement au consulat, la mort du duc d'Enghien et l'aventure de Milan, *je me suis convaincu qu'il était un gueux*. Sans parler de ses bévues militaires, il s'est montré plus lâche que Néron, car l'autre du moins, n'ayant pas le cœur de se tuer, en a chargé son affranchi. »

Donc en 1801, si Rostopchine renonce au système de guerre contre la France, c'est pour des motifs dans lesquels l'amitié ou l'admiration n'ont rien à voir. Il croit simplement qu'une nouvelle tentative contre la révolution échouerait par les mêmes causes qui ont fait échouer les précédentes, et qu'une troisième coalition ne ferait que justifier un nouvel agrandissement de la France. Lorsqu'il fait échec à la mission de Dumouriez, qui venait de la part de Louis XVIII engager Paul Ier à reprendre les armes, ce n'est point pour rendre service à notre pays : c'est que le remède proposé par Dumouriez lui paraissait précisément un de ceux que l'on avait déjà employés et qu'il jugeait *contraires à la nature du mal*. « Les coalitions, les neuf ans de guerre, n'ont fait que réunir les esprits en France... La contre-révolution n'existe que dans les projets et les paroles des aventuriers émigrés et des songe-creux politiques. » Puis il commence à croire que la Russie a peut-être d'autres ennemis que la France; il ne sait si son démembrement ne favoriserait pas les projets envahissans de l'Angleterre, l'accroissement des maisons d'Autriche et de Brandebourg, « toutes deux nos voisines et toutes deux jalouses de notre prépondérance. »

M. de Ségur se demande si, dans ce revirement de la politique du tsar qui le rapprochait des Français, « Rostopchine le poussa ou chercha à le retenir dans cette voie où il l'avait si sagement engagé. » Il paraît plus probable qu'il s'efforça de le *retenir*. Paul Ier à cette époque affectait de s'entourer des portraits du premier consul, de boire publiquement à sa santé, il enjoignait à Louis XVIII de quitter Mittau dans les vingt-quatre heures; les flottes et les armées russes se préparaient à agir de concert avec celles de France. Rostopchine ne pouvait partager cet enthousiasme. Sa liaison avec Semen Voronzof nous en est un gage; l'ambassadeur de Russie à Londres était resté ferme dans ses idées d'hostilité envers la grande république. Ce désaccord avec la politique nouvelle fut sans doute la cause de sa disgrâce et de son rappel. C'est probablement à cette occasion que Rostopchine lui adressa, en chiffres, la

dépêche suivante : « Vous voyez ce que je dois souscrire et si je puis rester. Si on vous traite ainsi, quel avenir peut m'attendre? Mon cœur saigne, et je vous plains. Je baigne vos mains de mes larmes. Pleurons ensemble. » Il est évident que la disgrâce de Voronzof frappait également les deux amis; en contre-signant le rappel de son protecteur, Rostopchine signait du même coup la condamnation de leur politique commune. Il put adoucir le sort de l'ambassadeur, mais le dissentiment entre l'empereur et lui restait entier. Il ne pouvait plus être son conseiller.

Peu de temps après, Rostopchine fut relégué sur ses terres. L'ordre d'exil, qui paraît avoir été arraché au tsar par les intrigues du vice-chancelier Panine, fut sans doute le premier acte du complot tramé contre Paul Ier. On profita de leurs dissentimens politiques pour séparer le favori du maître, éloigner de l'empereur un serviteur dévoué, dont les yeux clairvoyans gênaient les conspirateurs. Le malheureux prince ne fut plus entouré dès lors que de ses mortels ennemis, les hommes du parti allemand et anglais. Quelques jours avant la catastrophe, Rostopchine reçut de l'empereur cette dépêche laconique, qui témoignait d'une secrète inquiétude : « J'ai besoin de vous; revenez vite! » Rostopchine se mit en route; à Moscou, on lui annonça la « mort subite » de Paul Ier. Il comprit tout et rebroussa chemin vers sa terre de Voronovo. Cette horrible nouvelle ne le surprenait pas trop; dès le début du règne, il semble en avoir prévu la fin tragique. « On flatte l'empereur, écrivait-il en 1797, mais on ne l'aime guère. Il a des millions de sujets, mais peu qui lui soient dévoués. Dieu veuille qu'il n'ait pas besoin de leur zèle et de leur sang! » Son affection pour ce maître fantasque ne comportait aucune de ces illusions qui caractérisent les passions vives; il voyait clairement les progrès de son impopularité : l'empereur était resté trop semblable au grand-duc héritier. Rostopchine soupçonna que l'intrigue n'avait pas été étrangère à sa disgrâce auprès de Paul Ier; il en accuse hautement Panine, l'un des meurtriers : « Depuis qu'il a perdu sa place de chancelier, sa conduite est telle qu'elle mérite l'échafaud de la justice, le mépris des honnêtes gens et l'admiration des gueux. Lui et ses semblables m'ont fait l'honneur de *me croire le seul homme qu'on devait éloigner*. Ils y ont réussi. » L'attentat du 23 mars 1801 lui inspira une indicible horreur. Toute sa vie, il en conserva une haine implacable contre Pahlen, Benningsen et leurs complices, une secrète antipathie contre le nouveau règne. Pourtant sa lettre à Voronzof, un mois après l'événement, est bien compassée et bien calme. Il expose longuement les services qu'il croit avoir rendus au pays en contenant son impétueux souverain, « en arrêtant trois fois des déclarations de guerre à la Prusse et deux fois à l'Autriche. » Il se plaint

des calomnies dont on a voulu le flétrir, jusqu'à prétendre qu'il « avait été vendu aux Français et avait reçu une vaisselle d'or de Bonaparte. » Quand il parle du régicide, on s'attendrait à un cri du cœur, à un rugissement de colère et de douleur, on trouve une oraison funèbre froide, contrainte, avec des réticences singulières; les ennemis de Paul Ier auraient pu y souscrire. Est-ce donc l'empereur seulement, et non pas Paul Pétrovitch que Rostopchine a aimé? — « Je ne vous ai rien dit dans cette longue lettre de feu l'empereur : trente bienfaits répandus sur moi pendant un règne de quatre ans *me ferment la bouche* en remplissant mon âme d'une reconnaissance éternelle. D'ailleurs mon éloge sur ses bonnes qualités pourrait être suspect. L'histoire ne le jugera que trop sévèrement; mais ce que je peux attester, c'est que ce souverain, avec tous les moyens de régner glorieusement et de se faire adorer, n'a jamais goûté un seul instant de bonheur et a fini tout aussi malheureusement qu'il avait vécu. » Du moins il reste fidèle à cet empereur si malheureux, qui semble marqué dès sa naissance pour l'infortune, humilié comme prince héritier, menacé comme souverain, frappé moins pour ce qu'il faisait de mal que pour ce qu'il méditait de bien, puni par de féroces oligarques de ses sympathies pour la France et de sa généreuse compassion pour la Pologne. — Le favori du père ne fut jamais celui du fils.

Dans son exil de Voronovo, nous le voyons, pendant près de onze années, uniquement occupé de l'administration de ses biens, de l'éducation de ses fils et de ses filles. Cet homme si sec et si caustique, qui semble n'avoir jamais aimé personne, aimait du moins passionnément sa femme et ses enfans. Cette âme inquiète et malade connut le bonheur domestique. On ne peut s'attendre que dans son administration domaniale il ait été tourmenté par ces idées de réforme sociale, ces scrupules humanitaires, ces nobles aspirations dont tant de propriétaires d'esclaves commencèrent à se préoccuper vers cette époque. Nicolas Tourguénief devait formuler énergiquement ce *desideratum* de la conscience russe. Rostopchine était trop de la vieille école pour être accessible à ces rêveries philanthropiques. Son petit-fils avoue que le comte Féodor « ne croyait pas à la possibilité, au moins immédiate, de l'émancipation. » Bien plus, il en repoussait l'idée avec colère, comme nous le voyons dans une lettre au prince Titsianof. Le fils d'Arthur Yung est venu le visiter à Voronovo et lui a fait entendre qu'il travaillait à un projet d'amélioration du sort des paysans. Dès lors il n'est plus aux yeux du comte qu'un émissaire de Pitt : « la Russie leur est à charge à tous! Or c'est son mode de gouvernement qui fait toute sa force; changez-en le ressort, au lieu d'une magnifique horloge, vous n'avez plus qu'un coucou. » Il ne désirait pas l'émancipa-

tion, ajoute son biographe, « parce que, bon et juste pour les paysans, il n'en voyait pas les inconvéniens pratiques; » mais tous les maîtres d'esclaves autour de lui étaient-ils également justes et bons? Quelle courte vue avait donc cet homme d'état! A supposer qu'il fût, — comme on l'a dit d'Alexandre Ier, — *un accident heureux parmi les siens*, un *accident* pouvait-il tenir lieu d'une réforme? Un homme était-il un remède suffisant aux énormes abus de l'institution? Rostopchine, en 1812, à l'honneur du peuple russe citera d'admirables traits de patriotisme; il nous montrera les paysans incendiant eux-mêmes leurs chaumières à l'approche de l'envahisseur, de vieilles mères qui amenaient leurs fils pour l'enrôlement, des jeunes gens qui dans leur désir de combattre *le Français* perdaient l'appétit et le sommeil. N'avait-il pas honte en songeant que de tels hommes restaient esclaves, qu'il n'y avait pas de liberté pour ceux auxquels la Russie devait son indépendance? Cet ardent patriote n'a-t-il donc pas ressenti l'opprobre que faisait peser sur son pays cette vieille souillure asiatique? Dans son aversion pour les choses d'Occident, il s'éprendra parfois d'un bel enthousiasme pour les anciennes mœurs nationales, pour le *moujik*. « Voilà, dira-t-il, la meilleure garantie de l'intégrité russe, et la barbe d'un paysan russe est comme un Gibraltar. » Cet amour du paysan, ce culte du *moujik* est vraiment trop platonique.

Dans sa seigneurie de Voronovo, le comte Féodor ne s'occupe guère que d'améliorations matérielles; il s'applique à perfectionner la race ovine bien plus que l'espèce humaine. Ce qu'il demande à Voronzof, c'est de lui procurer une douzaine de brebis anglaises : de leur mélange avec la race suédoise il se promet « les résultats les plus heureux, tant pour la laine que pour la beauté des animaux. » Que ne lui a-t-il demandé quelques-unes de ces brochures qui circulaient dès lors en Angleterre sur la traite des noirs et l'abolition de l'esclavage? Il a conservé toute sa haine pour les idées libérales. Il sait que le monde de Saint-Pétersbourg est devenu une *société infernale*. « On y voit par centaines des jeunes gens qui mériteraient d'être les fils adoptifs de Robespierre et de Danton... Notre jeunesse est pire que la française; on n'obéit et on ne craint personne. » Ainsi ce que Rostopchine hait le plus dans le régime nouveau, après le vice sanglant de son origine, c'est la détente du pouvoir absolu, les vagues aspirations libérales du gouvernement et de la société. Cela va si loin qu'il s'en prendra à ce même Laharpe, qu'il appelait un « excellent et digne homme en 1792, et qui deviendra l'un des « individus qui ont le plus contribué à gâter le caractère primitif de l'empereur par ces principes révolutionnaires qui mènent les peuples au malheur et les souverains à l'échafaud. »

IV.

De 1803 à 1813, il y a une lacune de dix années dans la correspondance de Rostopchine et Voronzof. Pour les premières années seulement, on peut y suppléer avec les lettres au prince Titsianof, un des conquérans du Caucase. Ces lettres sont toutes datées de Voronovo et s'arrêtent à l'année 1805. Elles ont été imprimées en original dans un livre publié en 1864 par un fils de Rostopchine et tiré uniquement à *douze* exemplaires, puis traduites en russe dans le *Dix-neuvième siècle* de M. Barténief. M. A. de Ségur en a donné d'assez larges extraits dans sa *Vie du comte Rostopchine* pour que je n'aie pas à y insister. On y voit que l'ancien ministre de Paul Ier persiste dans son système de neutralité armée entre la France et l'Angleterre : toutes deux lui paraissent également dangereuses, l'une par sa propagande révolutionnaire, l'autre par ses envahissemens. L'Europe coalisée pourrait bien forcer la France à rentrer dans ses anciennes limites, mais jamais l'Angleterre, si on se bornait à lui faire la guerre en Europe. Pour l'atteindre plus sûrement, Rostopchine proposait un partage de l'empire turc qui eût affranchi la Grèce, attribué le Bas-Danube et Constantinople à la Russie, l'Égypte à la France, le reste à l'Autriche et à la Prusse. En outre, écrivait-il à Titsianof, il faudrait « envoyer 50,000 hommes sous ton commandement à travers la Perse dans l'Inde et y détruire de fond en comble les possessions anglaises. » Ce plan est à peu près celui qu'en 1801 il proposait à Paul Ier et qui se trouve analysé dans le dernier volume des œuvres posthumes de Michelet. Les desseins de Rostopchine étaient aussi grandioses et chimériques que ceux de Bonaparte : il y a loin du Caucase et de l'Égypte à l'Hindoustan ! Rostopchine, fidèle à ses idées de neutralité, désapprouvait le zèle d'Alexandre pour la coalition, comme il avait désapprouvé celui de Paul Ier pour le premier consul. La défiance contre l'ambition de la Prusse et l'insolence dominatrice des Habsbourg était aussi dans son programme. Quand il apprit l'accession de la Russie à la troisième coalition, il écrivit : « Notre empereur, qui a déjà eu la rougeole et la petite vérole, veut encore essayer des Anglais et des Autrichiens. » On retrouve chez lui la même disposition à attribuer toutes les défaites à « la trahison des Allemands. » Son patriotisme froissé n'accepte pas plus Austerlitz en 1805 que Zurich ou Bergen en 1799. Ce chauvinisme un peu puéril semble un des traits persistans de son caractère : il y a du badaud dans ce patriote. Son récit de la bataille d'Austerlitz est le plus fantastique que l'on puisse imaginer : on a peine à croire qu'un militaire, un ancien ministre de la guerre, admette de pareilles billevesées : « Le

plan de l'empereur Alexandre a été communiqué en trahison à Bonaparte : quarante-huit heures avant le jour fixé pour l'exécution, celui-ci attaqua à la pointe du jour. Dès le début, la moitié des Autrichiens posèrent les armes, l'autre moitié passa à l'ennemi, et quelques-uns même tirèrent sur les nôtres. La garde se trouva prise entre deux feux, etc. » Nos malheureux nouvellistes de 1870 n'ont rien imaginé de plus fou.

La correspondance avec Voronzof reprend le 28 avril 1813. Que d'événemens dans l'intervalle! Rostopchine a été gouverneur de Moscou, de cette cité tragique où la Providence, suivant ses expressions, « avait marqué le tombeau de la puissance de l'homme-diable. » C'est du milieu des ruines de la ville sainte que Rostopchine écrit à son ami. Sa première lettre est encore toute frémissante des passions de la lutte : elle nous montre l'exaspération des populations levées en masse contre l'envahisseur et le funèbre champ de bataille de Borodino, où Rostopchine a dû faire brûler sur des bûchers 58,650 cadavres d'hommes et 33,000 de chevaux. Ne pourrait-on espérer que ces lettres si émues seront sincères? Faut-il renoncer à y trouver quelque élan spontané, quelque aveu involontaire, qui donne la solution de cette question tant de fois controversée : Rostopchine est-il vraiment l'auteur de l'incendie? Je renvoie à Schnitzler et à M. de Ségur pour l'énumération des argumens en faveur de l'affirmative. Ils paraissent concluans, car presque tous les historiens russes, français, allemands, anglais, de Wolzogen à M. Bogdanovitch, de Robert Wilson à M. Thiers, ont attribué à Rostopchine l'honneur et la responsabilité de la catastrophe. Comment se fait-il pourtant qu'en 1823, en réponse à certaines publications sur la campagne de Russie, il ait écrit sa *Vérité sur l'incendie de Moscou*, où tout le monde a vu une dénégation formelle? Elle parut même si péremptoire qu'on ne chercha plus qu'à l'expliquer par des considérations d'intérêt personnel : on pensa que, désireux de retourner à Moscou, Rostopchine voulait se réconcilier avec les habitans, qui l'accusaient de leur misère et de leur ruine. C'est pour retrouver la paix dans sa patrie qu'il consentit, suivant l'expression de Schnitzler, à *passer sous les fourches caudines*. Son petit-fils n'ose s'expliquer sur les motifs, mais il convient que « cette dénégation subsiste comme une ombre dans cette belle vie et comme une preuve nouvelle après tant d'autres que les plus fiers esprits et les caractères les plus indépendans ont leurs momens de défaillance. » Plus récemment M. Barténief a essayé de défendre le comte Féodor. « Dans son livre, écrivait-il en 1872, Rostopchine ne songe nullement à se justifier de l'incendie de la capitale, comme l'ont proclamé les écrivains étrangers et après eux les Russes qui n'avaient pas lu sa brochure : il dit seulement

qu'il ne faut pas lui attribuer à lui seul l'honneur d'un exploit qui appartient à la population moscovite tout entière. » Pourtant les expressions de Rostopchine ne prêtent guère à l'équivoque : il est *ennuyé d'entendre débiter la même fable;... le fait est entièrement faux.* Les documens apportés aujourd'hui par M. Barténief lui-même dans le débat modifieront peut-être son opinion sur son héros : dans la correspondance avec Voronzof, la même dénégation se reproduit avec persistance; en 1813, elle n'était pas commandée par ces considérations personnelles qu'on a pu lui attribuer en 1823; c'est peu de mois après l'événement, dans une lettre toute confidentielle à son meilleur ami, qu'il rejette toute part de responsabilité. Il commence par reproduire une allégation ridicule que pas un historien ne pouvait prendre au sérieux : il prétend que c'est Napoléon lui-même qui fit brûler Moscou ! On croit rêver : à qui le comte Féodor espérait-il faire croire cette absurdité? A-t-il pu lui-même en être dupe une seule minute? Quoi! Napoléon aurait brûlé cette ville, qui était son unique ressource, son seul gage de salut et de paix, à la vue de laquelle il laissa échapper ces mots significatifs : « Enfin !.. il était temps! » Que les plus ignorans des *moujiks* et des soldats aient pu en ce temps-là accuser Napoléon, que les moines du couvent de Troïtsa aient consacré cette ineptie par une plaque commémorative, cela se comprend encore; mais Rostopchine écrivait six mois après la catastrophe, Voronzof savait aussi bien que lui à quoi s'en tenir sur ce bruit absurde; comment osait-il lui écrire : « Napoléon fut trompé dans ses grandes espérances sur les dispositions de l'empereur et du peuple russe. Il livra la ville aux flammes pour avoir un prétexte de la livrer au pillage! » Était-il homme à vouloir tromper son plus intime confident? On pourrait le croire à lire ce passage d'une lettre de 1814 : « Bonaparte, pour rejeter l'odieux sur un autre, m'a gratifié du titre d'incendiaire, et plusieurs Russes le croient, — moi qui ai perdu à toute cette histoire près d'un million, car Voronovo et tous les établissemens sont brûlés; ma maison de campagne, qui me coûtait 150,000 roubles, brûlée par ordre suprême de Bonaparte; ma bibliothèque, mes tableaux, mes estampes, mes instrumens de physique, tout a été pillé et saccagé. *Je le dis à vous comme à mon ami*, car je ne parle pas de cela et je n'y pense pas. » Sur quelles considérations mesquines il appuie sa dénégation! Il appelle l'incendie de Moscou une *histoire*, et, comme s'il n'avait pas conscience de la grandeur de l'acte alors accompli, il regrette ses estampes et ses instrumens de physique. Il donne à entendre que ce sont les Français qui ont brûlé Voronovo. Que devient alors le récit dramatique de Robert Wilson, qui nous montre Rostopchine entrant dans son château avec ses amis, leur distribuant des torches enflammées, met-

tant lui-même le feu dans sa chambre à coucher, puis tout à coup ému des souvenirs que lui rappelle son lit de noces, priant le commissaire britannique de se charger lui-même de sa destruction? Qui des deux a menti, ou Rostopchine à son meilleur ami, ou Wilson à la postérité? Si les documens produits par M. Barténief ne décident pas la question, ils prouvent du moins chez Rostopchine une singulière inconscience du vrai et du faux. Tous les textes qui nous sont parvenus témoignent d'une prodigieuse versatilité chez cet homme, qu'on se représenterait volontiers comme un Romain de l'antiquité, *justum et tenacem propositi virum.* En 1812, il déclare au peuple russe, en 1813, il écrit à Semen Voronzof que c'est Napoléon qui a brûlé Moscou; en 1814, il s'enorgueillira de la haine furieuse que lui porte Bonaparte et qui « a rendu son nom immortel comme celui de Sidney Smith; » en 1816, il confiera à sa fille que l'incendie est « un événement qu'il a préparé, mais qu'il a été loin d'effectuer; » en 1817, il contera à Varnhagen qu'il s'est contenté « d'embraser les esprits des hommes; » en 1823, le titre d'incendiaire *l'ennuie* décidément, il ne veut plus jouer avec le feu, il a hâte d'en finir avec cette *fable.* Rostopchine se vantait, comme on sait, d'être un excellent comédien; peut-être a-t-il simplement cherché à travers mille tâtonnemens à se *faire une tête,* comme on dit en langage de théâtre, modifiant son rôle suivant les circonstances et le goût changeant du public, et, comme ce public n'est plus monté au diapason héroïque, s'appliquant enfin à rendre son masque moins effrayant et moins tragique.

Vers le temps où il ne se défendait pas trop d'une si glorieuse accusation, il conçut le désir d'obtenir de la Cité de Londres une récompense honorifique : « une épée, un vase, le droit de bourgeoisie, tout me serait honorable d'une nation qui sait priser les bonnes actions, et mes droits sont la haine du Corse *et le mal que je lui ai fait.* » Quel mal, sinon l'incendie de Moscou? On peut s'étonner de voir Rostopchine, ce hautain, ce dédaigneux philosophe, courir après les distinctions, et quelles distinctions! octroyées non par un autocrate, un prince légitime, mais par une démocratie de *moujiks de commerce,* par un peuple de roturiers affranchis, qui depuis les siècles des Plantagenets et des Tudors se trouvait bien des « utopies constitutionnelles. » Dans le même temps, il demande pour son fils un ordre napolitain, que la comtesse Rostopchine trouve avec raison fort *ridicule.* A sa demande d'une distinction anglaise, Semen Voronzof lui répond que la Cité de Londres n'est pas ce qu'il pense, que c'est « la populace qui y domine, que cette corporation est tombée dans le plus profond mépris, étant dirigée par des jacobins, qu'elle a prodigué le droit de bourgeoisie, les tabatières et les coupes de vermeil à des gens condamnés par

les tribunaux. » Mais, que le comte Féodor se console, il est encore populaire en Angleterre : « ma fille m'écrit qu'aux courses de Salisbury le cheval qui a gagné le prix s'appelait Rostopchine, » comme d'autres chevaux se sont appelés Nelson, Souvorof, Blücher, Wellington, etc. Qu'il méprise donc les artisans de la Cité : sa gloire se perpétuera dans les écuries des nobles.

V.

Rostopchine, qui ne peut souffrir les Français, estime sans doute, comme tant d'autres gallophobes, que Paris est un coin de terre où il fait bon vivre. En 1817, il vient s'y fixer; on pourrait même donner ses adresses successives : rue du Mont-Blanc, rue Pigalle, rue Chauchat. « Il aima tant la France, dit son biographe, qu'il y demeura six années presque sans interruption et qu'il ne la quitta qu'avec un immense regret. » Je ne vois pas sur quels textes M. de Ségur a pu fonder cette appréciation. Les correspondances que lui-même a pris soin d'analyser sont déjà pleines de traits peu bienveillans pour nous, et encore Rostopchine est-il obligé de se contenir, puisqu'il écrit à sa femme et à ses filles, dont il connaît les sympathies françaises. Il se trouve bien plus à son aise avec Voronzof, l'ami des Anglais. Dans ses lettres au comte Semen, il n'est pas un sarcasme, pas un outrage qu'il ne prodigue soit à Paris, qu'il appelle ironiquement « la capitale de l'Europe, » la « régente de l'Europe, » soit à la France, qu'il appelle « la grande nation, la nation une et invincible, quoique partagée et battue : » lourdes plaisanteries, presque germaniques, peu généreuses envers un peuple qui n'était pas tombé sans gloire et dont la ruine avait demandé plus d'une campagne aux armées de l'Europe coalisée. Paris est pour lui « un immense Charenton, » le « siége du vilain idéal. » Parlant des intrigues du congrès d'Aix-la-Chapelle, il dira qu'on « négocie par les femmes la destinée de la plus grande coquine du monde, c'est-à-dire de la France. » Est-il vrai qu'il n'ait quitté la France qu'avec un *immense regret*, comme l'assure son petit-fils? J'en croirai plutôt Rostopchine lui-même : « Je quitterai Paris sans y regretter un seul individu. » Ailleurs il formule ce vœu digne d'un sauvage et qui eût demandé pour exécuteur un de ses ancêtres mongols : « Le monde ne sera jamais tranquille tant qu'il y aura une nation française dont la capitale sera Paris. Il faut que l'herbe croisse dans la rue Richelieu et qu'on aille tirer des lapins sauvages au Palais-Royal. On a manqué une belle occasion en 1814 et en 1815 de mettre la France hors d'état de nuire à l'Europe. »

Que lui avaient donc fait ces odieux Français, cet abominable Paris? Quand sa gallophobie n'est pas excitée par celle de Voronzof et qu'il est obligé de surveiller sa plume, il convient qu'il n'a reçu de nous que de bons procédés. Je ne parle pas des malheureux qui flattaient bassement « nos amis les ennemis » et qui lui disaient : « Sans vous, nous ne serions pas ici; » je parle du public patriote, de vaillans officiers de la grande armée. Comme les Français avaient succombé honorablement, ils croyaient pouvoir honorer en lui un ennemi loyal dont on enviait à la Russie la redoutable énergie. A la frontière, deux de ces officiers, entendant prononcer son nom, s'approchent de lui, lui racontent qu'ils ont été en Russie, qu'ils ont vu son château incendié par lui et le félicitent hautement de son patriotisme. Il trouve notre paysan bon et serviable, même spirituel, et de pauvres gens lui ont dit des mots charmans. « Depuis six semaines que je suis entré en France, écrit-il à sa femme, je n'ai pas entendu l'ombre d'une grossièreté. » C'est une expérience qu'on ne pourrait pas faire en tout pays, même dans ceux où les anciennes haines sembleraient devoir être assouvies par les victoires nouvelles. A Paris, on traite Rostopchine avec distinction, et il dit qu'il en est reconnaissant. Le public se presse au théâtre qu'il fréquente, les gens de marque tiennent à honneur de le recevoir chez eux et répondent avec empressement à ses invitations. Eh bien! cette générosité française, cette facilité d'oubli, ce penchant à honorer l'ennemi de la veille, et qui fut aussi prononcé chez nous envers les prisonniers russes de 1854 qu'envers les victorieux de 1814, voilà ce que Rostopchine prend pour de la bassesse. Il mériterait vraiment qu'on lui fît l'application du vieux dicton français : « oignez vilain... » Les prévenances l'étonnent d'abord, puis lui inspirent orgueil et mépris. Il donne un bal, et naturellement ses invitations sont bien accueillies : loin d'être reconnaissant de cet empressement, il y voit un « signe de l'impudence française. » Dans ses rapports avec la société d'alors, il ne peut guère échapper au reproche de duplicité. S'il est reçu dans les salons parisiens pendant six ans, c'est qu'apparemment il ne répondait pas aux complimens par des grossièretés. Comment pouvait-il en même temps faire belle mine à ses hôtes et écrire tant de mal d'eux à Voronzof : « Pauvre pays! faquins, taquins et coquins. Esprits de paille, projets de canaille. — Il faudrait ici le régime des Petites-Maisons, la veste et le bâton. — Plus on connaît cette race française, et plus on adopte le grand principe qu'il faut suivre avec les Français : mépriser et écraser! »

Dans l'armée russe d'occupation, il se rencontrait des hommes de cœur et d'intelligence qui rendaient plus de justice à notre nation, à ses idées, à leur influence heureuse sur le reste de l'Europe. Beau-

coup d'officiers emportèrent de chez nous une conception nouvelle de la vie nationale. « C'est à dater du retour des armées russes, écrivait Nicolas Tourguénief, que les *idées libérales*, comme on disait alors, commencèrent à se répandre en Russie. » Elles n'eurent aucune prise sur Rostopchine; il semble que par un fâcheux effet d'atavisme le sang mongol, dont il se vantait quelquefois, ait repris chez lui toute sa force. C'est un Asiatique, un Touranien réfractaire à la civilisation européenne. Six ans de séjour à Paris n'ont en rien modifié ses idées ; le loup est resté un loup. Pourtant il assistait à une lutte politique qui ne manquait pas de grandeur, même après les batailles épiques de l'empire. Il s'agissait de savoir si une constitution libérale était possible ailleurs qu'en Angleterre, et c'est à la France qu'était réservé l'honneur de faire cet essai pour le continent tout entier, pour l'Italie et l'Espagne, livrées à de misérables princes, pour l'Allemagne, où les rois et les grands-ducs faussaient tous les sermens et toutes les promesses de 1813, pour l'Autriche, devenue la citadelle de la réaction européenne. Il s'agissait de savoir si les conquêtes civiles de la révolution seraient maintenues contre les revendications de l'aristocratie et du clergé, et c'est à la France que revenait l'honneur de les soumettre devant son parlement à une solennelle discussion. Rostopchine ne daigna pas prendre parti : il ne voyait à droite ou à gauche que des fous ou des misérables. « Les *ultras* ne visent qu'à rétablir les parlemens, écrivait-il en 1820, les libéraux veulent une convention, et vous verrez à la fin de cette année recommencer les farces tragiques qui amènent des révolutions dans ce pays abandonné de Dieu et détesté des hommes. » Il se moque des travers de Louis XVIII, « qui digère bien et par conséquent règne glorieusement; » il méprise autant qu'en 1792 le comte d'Artois. Decazes est un *fol Français*, un *myrmidon;* Manuel est un *coquin*. Les royalistes ne cessent pas d'être des *imbéciles*, mais les libéraux sont « le parti de la guillotine. » Quand le duc de Berry tombe sous le couteau de Louvel, Rostopchine ne peut résister au plaisir de placer un bon mot : « Remarquez une chose qui diminue l'horreur du tableau : le coup a été donné à l'Opéra, le blessé transporté à l'Opéra, la famille se réunit à l'Opéra, etc. » Quand naît le duc de Bordeaux, Rostopchine arrive au berceau de l'enfant royal, et, comme les enchanteurs malveillans des contes de fées, jette un sort sur sa destinée : « Je le regarde comme un sursis pour les Bourbons, une espérance pour les royalistes, un proscrit pour les libéraux, une curiosité pour la France et un prétendant pour l'Europe. » Il n'aime chez nous ni les uns ni les autres. Rappelons son mot de 1794 : « ils sont toujours des Français! »

Et pourtant il n'est pas complétement inintelligent de la situa-

tion; au contraire, il semble que le vieux seigneur moscovite ait très bien entrevu les conséquences qui découleraient pour l'Europe du triomphe des idées libérales à Paris. Propriétaire d'esclaves, comment ne serait-il pas réactionnaire? S'il exècre la *canaille libérale*, c'est qu'il craint sa propagande : « ces jacobins français sont comme les ivrognes qui s'empressent de faire boire le dernier venu pour être au pair. » Or Rostopchine ne se soucie pas qu'on fasse boire ni les Espagnols, ni les Italiens, ni surtout les paysans russes. Il sent sa cause liée à celle des Ferdinand d'Espagne et des Ferdinand de Naples. Même le soulèvement de la Grèce, il le désapprouve; tout zélé orthodoxe qu'il soit, il aime mieux voir ses coreligionnaires sous le joug ottoman que d'autoriser un tel prétexte de révolutions. Il a fait d'ailleurs une découverte et il voudrait la crier sur les toits aux conservateurs du monde entier : c'est que la France libérale, vaincue sur les champs de bataille, prépare sa revanche par la révolution universelle; c'est qu'elle trouve une satisfaction d'amour-propre dans le bouleversement des trônes. « Les Français jouissent des sottises des autres en se persuadant que c'est leur ouvrage, et après avoir brigué la gloire d'être les modèles en politesse, en littérature, en législation et en conquêtes, ils ne dédaignent pas de produire des préceptes en révolution, et, par l'enseignement mutuel, de former des élèves en crimes et en trahison. »

Il faut avouer que Rostopchine nous arrange de la belle façon. Les *Franzosenfresser* d'outre-Rhin ont-ils jamais imaginé de pires gentillesses? Mais que nos voisins veuillent bien ne pas trop se prévaloir de ces épigrammes contre nous. Ce qui nous a valu l'avantage de ce gros volume d'invectives, c'est que Rostopchine est resté six ans chez nous. Pendant six ans, il a pris plaisir à s'y déplaire. Ah! s'il avait passé tout ce temps chez nos voisins d'Angleterre ou d'Allemagne, que je les plaindrais! Au commencement, il est tout miel pour les gens d'outre-Manche : « Il me tarde beaucoup de me voir en Angleterre, écrit-il à Voronzof, pour retrouver la raison et des hommes dans le pays des *réalités*, comme la France est le pays des *variétés*. » Heureux Moscovite! il passe enfin le détroit. Il n'est pas depuis six semaines à Londres que son humeur a tourné : « Je suis tombé de Charybde en Scylla, et la durée de l'égarement moral des deux pays est comparativement ce qu'une minute est au siècle. » — « Ce qui m'a le plus étonné à Londres, c'est que la moitié de l'Angleterre crève d'ennui et l'autre de faim, que l'Anglais libre est l'esclave de la mode et de l'étiquette, et qu'il n'y a que quatre classes de gens polis et prévenans : les marchands, les postillons, les gens d'auberge et les enfans. J'ai vécu sous la protection des lois et du parapluie, car sur trente jours il a plu pendant vingt-

huit, etc. » Décidément il vaut mieux revenir manger du Français.

En Allemagne, Rostopchine n'a fait que passer; M. de Ségur a publié une partie de ses notes de voyage en 1792 et en 1815. Rostopchine y prend ses ébats aux dépens des académiciens, des postillons et des majors prussiens. Plus bilieux en 1817, il appelle le roi de Prusse un *badaud;* le *Tugend-Bund* devient le *Tue-jambon;* il ne trouve à féliciter que les grands-ducs de Bade et de Nassau, parce que, « malgré le cours du Rhin dans leurs états, ils n'ont pas jusqu'à présent de ministre de la marine. » Enfin je crois que le passage suivant, où le vieux Tatar ne fait pas grâce même au beau sexe, est un échantillon assez réussi de ce qu'eût été la correspondance de Rostopchine, s'il eût fait ses délices des capitales germaniques :

« J'ai perdu toute considération pour les Allemands. Ennuyeux à périr, existant pour ne rien concevoir, ayant l'apparence de réfléchir, ils passent leurs jours à se remplir l'estomac de viande, la vessie de bière et la tête d'idées abstraites; depuis l'éloignement de Bonaparte, ils se sont rembourrés d'orgueil et d'honneur national, et je leur prouve toujours qu'ils n'ont rien fait que se joindre aux vainqueurs et que poursuivre un ennemi terrassé dans la guerre et réduit à ses propres moyens. Les Allemands reprochent aux Français d'être pillards; mais eux-mêmes qu'ont-ils fait pendant le règne de Bonaparte? Ils ont porté le joug en fumant et l'ont aidé en volant leurs voisins, leurs amis. Ils n'aiment pas quand on leur démontre qu'il n'y a que trois nations dans le monde : l'anglaise, la russe et l'espagnole. Malgré cela, et quoique mis en pièces de tout temps, ils font sonner bien haut leur gloire germanique. Tout est national, et les pauvres femmes, qui sans distinction de nation aiment les hommes de tout pays, sont les seules qui ne goûtent ni les maximes, ni l'enthousiasme, ni les jouissances patriotiques. »

Et que pense-t-il de la Russie? La personne même du souverain ne lui en impose pas : il raille agréablement ses colonies militaires, sa Bible, sa popularité, ses idées constitutionnelles. La Russie « quant au moral, est le pays le plus gangrené. » Réprimer le vol administratif serait un travail d'Hercule. Rostopchine n'aime pas ses compatriotes : à Carlsbad, ce sont surtout les Russes qu'il évite. Mais ce qui devait être sacré pour lui, c'est la ville sainte de Moscou, avec ses glorieux et terribles souvenirs de « l'année douze. » Il y revient après avoir *passé par les fourches caudines*, et aussitôt il la prend en dépit. « Cette ville de Moscou me répugne; on ne peut se faire à un public bête, oisif et rampant. » — « La vie que l'on mène ici se partage entre les cartes, la gloutonnerie et la calomnie; on ne voit que des hommes engraissés et des femmes enflées, et on serait tenté de croire que l'on élève ici des chapons et des poulardes. »

Décidément cet ennemi des Français est celui du genre humain ; ce gallophobe est un misanthrope universel. Voilà donc les seules impressions qu'il retrouve, après dix ans, dans cette ville martyre qui s'est sacrifiée pour le salut de l'empire, où il trouva au jour suprême d'admirables dévoûmens, où son projet d'holocauste effrayant a trouvé des exécuteurs tout prêts parmi ceux qui en étaient les victimes! Ces habitans auxquels, dans sa brochure de 1823, il a publiquement cédé l'honneur de la grande initiative, il les trouve aujourd'hui *bêtes et rampans*. Le formidable spectacle de 1812, une immense capitale se tordant dans les flammes, Moscou illuminant de son embrasement 50 lieues de pays comme un prodigieux feu d'alarme qui appela les peuples à la guerre sainte, tous ces grands et poétiques souvenirs se sont effacés de sa mémoire. Il s'ennuie sur le théâtre de sa gloire, — peut-être usurpée. Moscou, que le pèlerin salue de loin du haut de la colline des Prosternations, Moscou, le tombeau de la grande armée, Moscou, dont le nom semblait devoir être associé à celui de Rostopchine dans les siècles des siècles, « Moscou lui répugne. » Ces blasphèmes nous consolent de ses impertinences envers Paris.

D'ailleurs ce n'est plus seulement l'humeur caustique de ses premières années qui parle en lui, c'est la maladie, la décrépitude précoce. Il souffre physiquement, et la souffrance ajoute encore du fiel à son humeur chagrine. A chaque page de sa correspondance, il se plaint de la bile, des rhumatismes, de son estomac gâté, bref d'une véritable « collection de maladies. » Dans ses critiques contre Paris, dans son aversion contre « la maudite nation, » dans ses prédictions, dans ses craintes et ses dégoûts, il y a surtout un vieillard caduc qui épanche sa bile, *ægri somnia*. Ses appréciations lui restent personnelles; s'il fallait nous en dédommager, nous retrouverions dans la littérature russe de ce temps assez de témoignages de sympathie. Il est dès lors un des derniers types d'une race qui s'en va. Même en 1825 il n'est plus compris que de quelques vieux seigneurs cacochymes, revêches à tout progrès, qui continuent à déblatérer, — en français, — contre la France, les idées libérales et les projets d'émancipation. La Russie elle-même s'est chargée de nous venger de Rostopchine en réalisant presque tout ce qu'il craignait pour elle et beaucoup de ce qu'il abhorrait chez nous. « Mépriser et écraser, » disait Rostopchine en confondant dans la même haine la France et le progrès social. On ne méprise pas, on n'écrase pas le progrès. Quant à la France, elle peut bien se passer de l'estime de Rostopchine, — surtout depuis qu'il n'est plus certain qu'il ait brûlé Moscou.

ALFRED RAMBAUD.

LE

COMTE DE CAVOUR

ÉTUDE DE POLITIQUE NATIONALE ET PARLEMENTAIRE.

I. *Il conte di Cavour, ricordi biografici*, par Giuseppe Massari, 1 vol. in-3°. — II. *Discorsi parlamentari del conte Camillo di Cavour*, raccolti e publicati per ordine della camera dei deputati, 12 vol. — III. *Le comte de Cavour, récits et souvenirs*, par M. W. de La Rive, 1 vol. in-8°, etc. — IV. Documens inédits, etc.

II.

LA POLITIQUE DE CAVOUR. — LE PREMIER ACTE DU DRAME NATIONAL (1).

Lorsque Cavour, après une retraite de quelques mois, rentrait victorieusement aux affaires comme président du conseil le 4 novembre 1852, il arrivait au pouvoir dans des circonstances qui ne pouvaient que donner à son avénement un caractère plus décisif. Au moment où s'effaçait ce ministère d'Azeglio qui avait si patriotiquement dénoué les crises du lendemain de Novare, une dernière tentative, à laquelle le roi ne se refusait pas, était faite par le comte Balbo pour reconstituer un cabinet purement conservateur, ce qu'on aurait pu appeler un ministère de réconciliation avec Rome. Cavour, consulté tout d'abord par Victor-Emmanuel, avait laissé passer cette expérience dont il démêlait l'inanité, il était parti pour Leri. Balbo avait épuisé les négociations et les combinaisons, il avait échoué; il n'avait essuyé que des refus de ses amis eux-mêmes, à

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars.

commencer par M. de Revel, qui ne se sentait pas de force à dominer le courant de l'opinion. L'avénement de Cavour, après cette dernière et vaine expérience, devenait d'autant plus significatif; il tranchait la question entre les deux systèmes qui depuis près de trois ans étaient perpétuellement en lutte à Turin.

Le nouveau président du conseil arrivait au gouvernement dans les conditions qu'il avait lui-même préparées, qu'il avait maintenant à étendre, à fortifier; et ici qu'on remarque la manière de procéder de Cavour. S'il était bien résolu à ne plus se laisser arrêter par les résistances de la droite, du « parti clérical, » il n'avait nullement l'intention de déplacer brusquement l'équilibre politique, de se séparer de ses amis, les modérés libéraux; il n'avait garde de « rompre la chaîne, » comme il le disait, et avant tout il avait tenu à s'assurer le concours des principaux membres du cabinet d'Azeglio dont il avait été le collègue. « Sans La Marmora, répétait-il familièrement, je ne pourrais pas être ministre. » Pour lui, La Marmora représentait la réorganisation militaire, comme Paleocapa, ingénieur de premier mérite, représentait l'esprit de progrès dans les œuvres matérielles, comme Boncompagni représentait l'esprit de sage réforme dans les questions religieuses. Les nouveaux ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, le général Dabormida et le comte Ponza de San-Martino, se rattachaient aux mêmes traditions. C'était toujours un gouvernement de centre droit, avec un chef aux allures plus décidées, qui ne gardait pour lui que les finances, mais qui était de force à tout diriger. Ce n'est qu'après quelques mois, lorsque le cabinet avait eu déjà le temps de s'affermir, que l'entrée de Rattazzi au ministère de la justice réalisait l'alliance définitive avec le centre gauche. L'évolution s'accomplissait ainsi comme elle devait s'accomplir, par une sorte d'assimilation conduite avec autorité. Cavour ne subissait pas le centre gauche, il l'absorbait ou l'annexait, et le centre gauche avait raison de se laisser annexer, puisqu'il aidait au succès d'une idée juste et féconde par l'alliance de toutes les fractions libérales sous le plus habile des guides. Avant qu'une année fût écoulée, cette pensée recevait du pays lui-même la sanction la plus éclatante par des élections qui envoyaient à la chambre une immense majorité ministérielle.

A partir de ce moment, Cavour pouvait dire en toute vérité qu'il avait « élevé une barrière assez haute pour que la réaction ne pût la dépasser. » Il avait désormais, avec la confiance du prince, son ministère, sa majorité, c'est-à-dire toute une situation parlementaire qu'il avait conquise, sur laquelle il pouvait s'appuyer pour marcher à l'accomplissement de ses desseins, à la réalisation progressive de sa politique.

I.

Cette politique, qui commençait par se créer à elle-même son instrument d'action, elle a été en effet l'œuvre originale, je pourrais dire l'expression du génie d'un homme. Cavour ne l'avait point sans doute tirée de son imagination, il la recevait des circonstances. Il n'était point évidemment le seul à en avoir l'idée, d'autres en ont eu l'instinct ou le pressentiment; mais c'est lui qui l'a coordonnée, qui l'a ramenée à des conditions pratiques, en la marquant du sceau de son esprit à la fois mesuré et hardi, en faisant une réalité de ce mot d'une génération vaincue et non désespérée : « nous recommencerons ! » Un des premiers, Cavour avait saisi les conséquences de cette vérité supérieure qu'il résumait un jour en disant : « Il est impossible au gouvernement d'avoir une politique nationale, italienne en face de l'étranger, sans être à l'intérieur libéral et réformateur, de même qu'il nous serait impossible d'être libéraux au-dedans sans être nationaux et Italiens dans nos rapports extérieurs. » Mieux que tout autre, il avait compris que, si le Piémont voulait s'attacher à ce programme dans la position difficile où il se trouvait après la défaite, sous le regard toujours défiant de l'Autriche, il avait à déployer dans un petit cadre les ressources d'énergie, de sagesse et d'activité d'un grand pays; le Piémont avait à commencer par se relever lui-même, par se refaire en Europe comme en Italie une situation, un crédit à la hauteur de ses ambitions. De là toute une politique invariable dans sa direction, flexible et variée dans ses moyens, embrassant à la fois les finances, la réorganisation militaire, la diplomatie, les affaires religieuses.

Tout procède d'une même pensée dans cette œuvre qui se développe et se dégage par degrés sous une impulsion vigoureuse. Les affaires économiques et financières sont les premières auxquelles s'attaque l'activité de Cavour. Le Piémont, comme tous les vaincus, avait à payer ses revers. Il restait sous le poids de deux campagnes malheureuses qui du premier coup, avec l'indemnité autrichienne, lui coûtaient bien près de 300 millions. Sa dette, qui avant 1848 ne comptait que pour 5 millions de rente, s'élevait rapidement à plus de 30 millions. Le budget de ses dépenses, qui n'était que de 80 millions avant la guerre, passait à 178 millions en 1848, 216 millions en 1849, 189 millions en 1850, pour finir par se fixer entre 130 et 140 millions. Ainsi, même après les premiers momens, les dépenses restaient presque doublées, la dette avait sextuplé, et, toute proportion gardée, pour l'époque, — il y a de cela vingt-cinq ans, — pour un pays de moins de 5 millions d'âmes, aux ressources encore peu développées, ces chiffres représentent un fardeau presque

aussi lourd que celui qui a été depuis supporté par la France dans des circonstances plus tragiques encore. Voilà la situation. Deux systèmes étaient possibles, et que de fois ils se sont trouvés en présence! On pouvait procéder par une stricte et méticuleuse économie, poursuivre un modeste équilibre en resserrant les dépenses, en limitant le déficit et en recourant pour le reste aux aggravations d'impôts les plus nécessaires; mais alors il fallait renoncer à tout rôle extérieur, réduire l'armée, s'interdire ou tout au moins ajourner indéfiniment les travaux les plus utiles. C'était peut-être de la prudence d'une certaine façon, ce n'était pas de la prévoyance, puisqu'on avait toujours à imposer au pays des surcroîts de charges inévitables sans lui offrir aucune compensation, sans rien faire pour développer sa vitalité, pour l'aider à porter plus aisément le fardeau qu'on ne pouvait lui épargner. Cavour avait d'autres idées, et c'est lui qui a créé réellement le système financier de l'ordre nouveau, du Piémont constitutionnel, libéral; c'est lui qui a fait ce que j'appellerai, en prenant son langage, le budget « de l'action et du progrès »

Le budget de Cavour était l'expression d'une politique, d'une situation, l'œuvre d'un homme qui, en subissant la nécessité de demander au pays la rançon de ses malheurs, prétend faire de cette rançon forcée un moyen de réparation. Les impôts nouveaux, dans tous les cas, ne pouvaient être évités sans doute : ils étaient une condition de solvabilité et de crédit pour le Piémont. Combiner la création de ces impôts nouveaux avec la réorganisation des anciens impôts inégalement répartis dans les provinces, c'était la première nécessité. Cavour n'ignorait rien du problème qu'il avait à résoudre, et dès son entrée au pouvoir il s'était mis à l'œuvre sans hésiter, sans s'émouvoir de l'impopularité qui attend toujours le ministre réduit à faire crier le contribuable.

Et lui aussi il avait à se débattre avec les propositions de réformes radicales et les théories spécieuses, même avec l'impôt sur le revenu. Il écartait résolûment les expériences inopportunes comme les utopies pour s'arrêter à ce qui lui semblait possible. Il mettait toute son habileté à disputer aux oppositions, à conquérir sur le patriotisme des chambres un certain nombre de taxes sur le personnel et le mobilier, sur les patentes, sur les successions, sur l'enregistrement. Avec cela, il pensait donner à son budget un lest nécessaire de 25 ou 30 millions; mais ce n'était qu'une partie de ses combinaisons. Il sentait bien que, pour les desseins de sa politique, cela ne pouvait suffire. Il savait que, si le Piémont restait pauvre, les taxes seraient toujours trop lourdes, et que le meilleur moyen de vivifier le budget, les finances publiques, était de vivifier le pays par l'essor de l'industrie et du travail, par le déploiement des forces productives, par tout ce qui pouvait aider au pro-

grès de la fortune nationale. De là ce qui complétait son système financier, ou plutôt ce qui en était la partie essentielle et originale. D'un côté, au lieu de suspendre les dépenses, au risque de proroger ou même d'aggraver momentanément le déficit par de nouveaux appels au crédit, Cavour ne craignait pas d'engager plus de 200 millions dans la construction des chemins de fer de Gênes, du Lac-Majeur, de Novare, de Suze, de Savoie, dans des travaux de toute sorte. Il hâtait le développement des communications intérieures, il favorisait l'esprit d'association et d'entreprise sous toutes les formes. D'un autre côté, à peine arrivé au pouvoir, Cavour n'avait point hésité à réaliser dans le petit Piémont une grande idée, la liberté commerciale, qu'il inaugurait par une réforme douanière, qu'il consacrait diplomatiquement par des traités de commerce avec la France, avec l'Angleterre, avec la Belgique, avec la Suisse. Cavour ne procédait point sans doute en théoricien de l'absolu, en libre-échangiste de fantaisie ou de parti-pris; il accomplissait pratiquement une réforme graduée, proportionnée aux circonstances, qui devait profiter aux consommateurs par les dégrèvemens de tarifs, favoriser le commerce maritime, stimuler l'industrie intérieure par la concurrence étrangère et l'alimenter par le dégrèvement des matières premières, en ouvrant des débouchés aux produits nationaux.

Aggraver les dépenses et les dettes lorsqu'on avait à créer de nouveaux impôts, accomplir une réforme des tarifs après une réforme postale, après une réduction de la taxe du sel, lorsqu'on avait un déficit dans le budget, c'était assurément de la hardiesse, peut-être de la témérité. Cavour déployait dans cette œuvre compliquée, difficile, une confiance imperturbable, comptant sur « la liberté et les miracles qu'elle peut produire, » selon son expression, sur l'influence vivifiante de ces dépenses qu'on lui reprochait, qu'il avait sans cesse à défendre contre toutes les attaques. Il montrait que, si l'on consacrait 1 ou 2 millions à l'amélioration des ports, c'était pour gagner 500,000 francs par an, que, si l'on employait 10 millions au percement du Luckmanier, on augmentait d'un tiers, peut-être de la moitié, le commerce de Gênes; qu'en garantissant un intérêt au chemin de fer de la Savoie, on faisait dépenser 40 ou 50 millions dans cette province, qui manquait de capitaux. « Pour pouvoir réaliser notre programme, disait-il, pour faire fructifier les ressources du pays, il était nécessaire de donner une grande impulsion aux œuvres d'utilité publique, de pousser nos chemins de fer avec toute la sollicitude possible et d'encourager les autres entreprises... Pour ne point déchoir de la position où s'est maintenue pendant tant de siècles la monarchie de Savoie, il était nécessaire de réorganiser et de fortifier notre armée... Ce système nous imposait la nécessité de

contracter de nouveaux emprunts, ou du moins de contracter des emprunts plus considérables qu'ils ne l'auraient été, si nous avions suivi le système de la modestie et de l'économie. Il fallait par conséquent augmenter les impôts; mais on ne pouvait augmenter les impôts et obtenir le développement des ressources du pays, si l'on n'entreprenait en même temps sur une large échelle la réforme de notre régime économique... »

Cette réforme économique entreprise pour susciter l'activité et les ressources du pays, elle n'était pas seulement, à vrai dire, une œuvre commerciale et financière; par la forme diplomatique sous laquelle elle s'accomplissait, elle avait dans l'esprit de Cavour, dans l'ensemble de ses desseins, un autre caractère et un autre rôle. Elle tirait le Piémont de l'isolement où il était resté après son désastre, elle le rapprochait des grandes nations de l'occident, de l'Angleterre, de la France; elle nouait en un mot une alliance d'intérêts qui pouvait devenir une alliance d'idées et de politique. L'Autriche ne s'y trompait pas : avant de mourir, le prince Schwartzenberg, premier ministre à Vienne, disait avec une mauvaise humeur mal déguisée : « le Piémont veut acheter l'appui de l'Angleterre pour l'Italie avec sa politique commerciale! » Ce n'était pas absolument vrai, ou du moins Cavour ne sacrifiait rien, et quelquefois il se défendait d'avoir été conduit par une arrière-pensée politique à une réforme qu'il croyait utile à son pays; en réalité, il se fiait à la logique des choses, il ne doutait pas que le Piémont, demeurant constitutionnel, adoptant la liberté commerciale avec toutes les autres libertés, ne gagnât rapidement les sympathies de l'opinion anglaise et que ce ne fût pour lui une force nouvelle. « L'Angleterre, disait-il dans l'intimité, n'est plus le champion de l'absolutisme sur le continent, et il ne serait pas facile à un ministère anglais de s'allier avec l'Autriche pour l'oppression de l'Italie. »

Quant à la France, Cavour ne cachait certainement pas l'intention de nouer amitié avec elle sous le voile d'un traité de commerce. Si ce traité n'était pas tout ce qu'il aurait voulu, s'il avait été obligé de faire des concessions au système protectionniste français, il en prenait son parti, il voyait ici l'avantage politique encore plus que l'avantage économique. « L'horizon est encore sombre autour de nous, disait-il, et nos institutions ne sont pas à l'abri de tout péril. Il est possible que quelque événement vienne à se produire qui nous fasse désirer l'appui au moins moral de la France... Je le déclare franchement : en présence des faits qui peuvent surgir, je crois qu'il est prudent, conforme aux intérêts du pays, de nous mettre en bons rapports avec la France. Voilà pourquoi nous avons, non pas sacrifié, mais laissé au second plan les considérations économiques. C'est par des vues politiques que nous avons été conduits

à accepter ce traité, qui affermit nos bonnes et cordiales relations avec la France... » Et Cavour ajoutait un mot plus frappant encore qui, prononcé en 1851, ressemble à une prophétie : « Ne peut-il pas arriver telle complication où soient enveloppés tous les peuples qui nous entourent, qui partage en deux camps l'Orient et l'Occident? Si cela arrivait, voudrions-nous n'être pas bien avec la France?.. » Ainsi tout se coordonnait sous le sceau d'une pensée libérale et prévoyante qui savait se servir des finances, du commerce, de la diplomatie, pour remettre le Piémont en marche.

Ce que Cavour faisait par son système financier et commercial, il le tentait et le réalisait dans une plus haute sphère morale par sa politique religieuse, par cette politique qui a été une des expressions les plus complètes du libéralisme appliqué aux affaires de l'église. Remettre la situation ecclésiastique d'accord avec les principes du « statut, » maintenir la direction libérale et nationale de la politique piémontaise dans les relations de la puissance civile avec l'église et avec la cour de Rome, c'était là le problème qui se débattait à Turin. Il se reproduisait invariablement à mesure que se succédaient, comme des conséquences de l'ordre nouveau, toutes ces lois sur l'abolition des priviléges ecclésiastiques, sur le mariage civil, sur la réorganisation des biens du clergé, sur la suppression de certains ordres monastiques. Sur chaque projet, la lutte renaissait plus ardente; à l'agitation cléricale, entretenue par les protestations de Rome, répondait l'agitation anticléricale. Dans le parlement, la gauche accusait le gouvernement de ne pas procéder avec assez de résolution et d'énergie dans les affaires religieuses; la droite se plaignait qu'on ne négociât pas avec le saint-siége, qu'on n'attendît pas le bon plaisir de Rome. Cavour portait dans le maniement de ces questions aussi délicates que redoutables l'esprit le plus décidé et en même temps le plus affranchi de préjugés.

Un moment, il est vrai, il avait été de ceux qui croyaient qu'on pouvait s'entendre avec le saint-siége; il ne tardait pas à s'apercevoir que c'était impossible, d'autant plus que la réaction religieuse, grandissant en Italie comme en Europe, ne faisait que fortifier la cour de Rome dans ses exigences et dans ses résistances. Il voyait bientôt surtout le pontificat se compromettre par une victoire de théocratie, par le concordat autrichien, dans la plus dangereuse solidarité avec la domination étrangère au-delà des Alpes. Au fond, il ne croyait plus à un accord avec Rome pour la réalisation des réformes que le Piémont avait à cœur, et, quant à lui, il ne le désirait plus. « Si nous nous mettons en relation directe avec Rome, écrivait-il dans une lettre tout intime, nous ruinons de fond en comble l'édifice politique que nous avons tant de peine à élever. Il n'est pas possible de conserver notre influence en Italie, si nous entrons

en arrangement avec le pontife. Qu'on ne pousse pas trop la lutte, bien; mais qu'on ne fasse point un pas en arrière! Vous savez que je ne suis pas prêtrophobe, que je suis disposé à la conciliation, que je voudrais donner à l'église des libertés plus grandes que celles dont elle jouit, que je serais disposé à renoncer aux *exequatur*, au monopole universitaire, etc.; mais dans les circonstances actuelles je suis persuadé que toute tentative d'accord tournerait contre nous... » Il parlait ainsi comme il disait dans une autre circonstance, au feu de l'action : « Nous avons à combattre l'Autriche à Venise et à Milan, — et aussi à Bologne et à Rome. »

La question des réformes religieuses, des rapports avec l'église et avec Rome, devenait ainsi aux yeux de Cavour une question de nationalité autant que de régime intérieur; elle était un des élémens de la situation italienne. Prétendre la résoudre par des transactions et des compromis, ce serait s'user inutilement dans des négociations sans fin et sans profit. Pour lui, il n'y avait qu'une solution, — la liberté, l'indépendance complète du pouvoir civil et du pouvoir religieux : simple et grande idée, qui allait bientôt se résumer dans un mot retentissant, « l'église libre dans l'état libre! » Celui qui élevait ce drapeau dans un coin de l'Italie n'était ni un théoricien ni un révolutionnaire cédant à une fantaisie de nouveauté au risque de bouleverser les intérêts, les traditions et les croyances; ce n'était pas non plus un tacticien dans l'embarras couvrant du prestige d'un grand mot une campagne parlementaire contre le cléricalisme. Cavour n'avait ni les passions d'un sectaire ni les subtilités d'un casuiste, ni la légèreté d'un innovateur étourdi. Il voyait dans la liberté acceptée sans subterfuge un moyen d'affranchir la société civile, — je dirai la société nationale, puisqu'il ne séparait pas l'Italie du Piémont, — sans asservir la société spirituelle qui s'appelle l'église.

« Oh! celui-là, disait plus tard à Rome Mgr Darboy, la future victime de la commune, celui-là était vraiment un homme hors ligne, il n'avait pas le moindre sentiment de haine dans le cœur. » Rien n'était plus vrai : le libéralisme du grand Piémontais ne procédait d'aucun sentiment de haine ou d'animosité vulgaire. Cavour n'avait rien du « prêtrophobe, » comme il le disait, et c'est ce qui a fait la supériorité, l'originalité de sa politique religieuse. Il avait inauguré, il entendait bien poursuivre jusqu'au bout les réformes dans lesquelles il voyait le développement du « statut; » mais en revendiquant l'indépendance de la vie civile et nationale, il ne refusait pas la liberté à l'église. Il la laissait maîtresse dans son domaine, il poussait même fort loin ce sentiment de l'incompétence laïque. Lorsque des députés de la gauche, Brofferio, Asproni, demandaient que l'état surveillât l'enseignement des séminaires, i

répondait vivement : « Si j'avais une opinion à émettre comme citoyen, non comme ministre, je dirais que le gouvernement doit rester étranger à l'enseignement de la théologie, sur lequel il appartient aux évêques seuls de veiller. Les évêques ne doivent pas faire la besogne des députés ni les députés celle des évêques. Nous sommes libres de croire ou de ne pas croire, de choisir pour directeurs spirituels qui bon nous semble. Si les séminaires enseignent une mauvaise morale, nous prendrons pour confesseurs des théologiens qui aient été à l'école de M. Asproni. » Et, parlant plus sérieusement, Cavour ajoutait : « Comment le clergé se convertira-t-il à nos institutions, comment les aimera-t-il, si après lui avoir ôté, et avec raison, quelques-uns des priviléges que l'ancien régime lui attribuait, si au moment de lui ôter ceux qui lui restent encore, vous venez lui dire : Nous réformons selon les principes de l'égalité et de la liberté toutes les parties de la législation qui vous étaient jadis favorables; mais, quant à votre indépendance et à votre liberté, nous voulons conserver les traditions du passé que nous appelons, en tant qu'elles vous sont contraires, l'héritage glorieux de nos pères!.. Le meilleur moyen d'accroître l'influence politique du clergé est de lui faire une situation exceptionnelle, de le persécuter ou seulement de lui infliger des vexations... »

Assurément Cavour avait son opinion sur la direction absolutiste et théocratique de l'église contemporaine, et sur les dangers de cette direction. Il n'avait aucune illusion sur le cléricalisme mêlé à la politique, il avait souvent à le combatre et à lui tenir tête. Il se gardait néanmoins de répondre à des agressions par des représailles de gouvernement; il ne cessait point pour cela d'être modéré, même dans ces réformes qu'on lui reprochait si violemment. Qu'était-ce en effet que cette loi, une de celles qui ont fait le plus de bruit, sur la suppression de certains ordres monastiques et sur les biens du clergé? La loi, sans porter atteinte au droit d'association religieuse, supprimait les ordres mendians et quelques autres, qu'elle dépouillait de la personnalité civile; elle laissait vivre les ordres enseignans, les ordres hospitaliers, surtout les sœurs de charité, et Cavour était le premier à les défendre contre la gauche en déclarant que rien ne le déterminerait à signer une loi qui supprimerait les ordres de charité. « Je quitterais dix fois le ministère, s'écriait-il, plutôt que me rendre solidaire d'un acte qui, à mon avis, ferait un tort immense à notre pays aux yeux de l'Europe civilisée... » Quant aux biens ecclésiastiques, tout consistait dans la création d'une caisse spéciale dotée avec les revenus des ordres supprimés et affectée entièrement au clergé.

Sur ce point, Cavour n'hésitait pas, c'était une des idées fixes de sa politique : il a été toujours opposé à ce qu'on appelait l'*incamé-*

ration des biens ecclésiastiques, ou, si l'on veut, à l'expropriation de l'église, transformée en corps salarié par l'état, et il en donnait une raison singulière pour un ministre : c'est que cette mesure créerait le pire des despotismes, le despotisme administratif. « J'ai le malheur ou la bonne fortune, comme il vous plaira, disait-il, d'être ministre dans un pays où règne à un certain degré la centralisation, où le gouvernement a des moyens d'action assez nombreux. Eh bien! je vous déclare que, si vous ajoutez à ces moyens celui dont vous parlez, vous donnerez au gouvernement un pouvoir menaçant pour la liberté... » Mais ce n'était pas la grande raison, la raison de « haute politique » qui déterminait Cavour. Le vrai motif, c'est que l'expropriation conduirait au développement, à l'exaltation de l'esprit de caste, par l'isolement complet du clergé au milieu de la société civile, par le resserrement des liens qui attachent l'ecclésiastique à la hiérarchie sacerdotale. « L'incamération, disait-il, s'est accomplie sur une immense échelle dans quelques pays d'Europe. En France, avant la révolution, le clergé était, si je ne me trompe, aussi riche que celui d'Espagne. Il fut totalement dépouillé, et aucun débris ne lui resta de ses anciennes possessions. Qu'arriva-t-il? Je respecte beaucoup le clergé français, et je reconnaîtrai qu'il est plus moral, plus zélé que celui d'autrefois; mais personne ne niera qu'il ne soit beaucoup moins national, beaucoup moins libéral que ne l'était le clergé de l'ancien régime. Celui-ci était animé d'un esprit d'indépendance à l'égard de Rome, d'un certain attachement pour des maximes nationales; il avait des instincts de liberté. C'est tout autre chose aujourd'hui : tous les faits démontrent que le clergé de France est infiniment plus ultramontain que notre clergé national. — On dira : Mais il y a un autre parti à prendre, laissons les fidèles payer leurs ministres. — Savez-vous ce qui s'ensuivrait? Un redoublement de zèle, de fanatisme, d'ultramontanisme. Ce système existe en Irlande. Là, le clergé n'est point salarié; ses moyens d'existence consistent dans l'aumône et les souscriptions volontaires des fidèles. Ce clergé est moins libéral encore et plus fanatique que celui de France. » Cavour pensait sur ce point comme Tocqueville, qu'il avait devancé. Aussi refusait-il de s'engager dans cette voie des expropriations ecclésiastiques et de chercher dans de pareils moyens l'équilibre de son budget. Les réformes religieuses devaient être la sécularisation légitime et progressive de la société civile, non un expédient d'hostilité et de persécution.

C'était un grand libéral qui était en même temps un grand politique. Décidé à aller jusqu'au bout, à désintéresser les vœux libéraux du pays, à enlever les redoutables questions religieuses aux passions révolutionnaires, il tenait aussi à ne rien brusquer. Il avait

surtout le souci de l'opinion, qu'il voulait éviter de diviser, et il en disait la raison sans déguisement, un jour que M. Depretis la lui demandait, — « afin que la nation soit unanime, si une occasion se présente de racheter nos destinées par un effort énergique. » Il ne voulait ni diviser l'opinion, ni laisser les partis compromettre la bonne renommée du pays par des vexations inutiles, et lorsqu'on proposait de soumettre tous les clercs sans exception, tous les élèves des séminaires au recrutement militaire, il s'y opposait sans hésiter. « Votre proposition sera regardée à l'extérieur comme un acte révolutionnaire... Eh bien! dans la condition présente des choses, je considère comme un grand mal tout acte qui pourrait être représenté au dehors comme une mesure révolutionnaire. » Précisément parce que c'était un politique poursuivant sans préoccupations banales la réalisation d'une pensée supérieure, il n'avait aucune peine à rester modéré, à dédaigner les excitations des partis. Génie tolérant et pratique avant tout, il ne croyait pas nécessaire de prodiguer les violences de langage, de blesser à tout propos les susceptibilités du clergé; il mettait au contraire de l'art à le gagner aux réformes qu'il lui imposait, à le séduire, et il réussissait, témoin cette circonstance où le général d'un ordre religieux arrivant de Rome restait abasourdi de l'accueil qu'il avait reçu auprès de lui, et Cavour disait en souriant : « Ce frère est allé en sortant de chez moi à l'évêché, qui ne l'a pas certainement reçu comme je l'ai accueilli. Il fera la comparaison, il retournera à Rome, il racontera ce qui lui est arrivé, et, s'il veut être de bonne foi, il dira que je ne suis pas ce ministre persécuteur, cet homme diabolique qu'on se figure à Rome. » Il n'y mettait peut-être pas tant de calcul; il agissait ainsi tout naturellement, comme il distribuait sans bruit, sans ostentation, des secours aux prêtres malheureux qui s'adressaient à lui. Quelquefois le matin, puisant dans sa bourse aussi souvent que dans la pauvre escarcelle de l'état, il préparait avec un de ses collaborateurs les petits subsides que quelques ecclésiastiques attendaient, et il répétait en se frottant gaîment les mains : « Ah! si ces messieurs de la gauche nous voyaient occupés à faire ces belles choses! »

C'est que dans le fond de sa nature Cavour était un esprit libre, il n'avait rien d'un vulgaire esprit fort se faisant un jeu des croyances dans lesquelles il était né, et il en avait donné une preuve curieuse, longtemps inconnue. Sept ans avant sa mort, au plus fort de ses luttes pour la loi des couvens, pendant une épidémie meurtrière qui désolait Turin, Cavour avait pris ses précautions pour n'être pas exposé, s'il était frappé, aux scènes douloureuses qui avaient accompagné l'agonie du comte Santa-Rosa. Il avait voulu s'assu-

rer que les secours de l'église ne lui manqueraient pas. Un matin, il avait tout réglé tranquillement avec un prêtre de la paroisse de la *Madone-des-Anges*, qu'il prenait souvent pour le confident de ses charités, fra Giacomo. Au dernier moment de l'entretien survenait Rattazzi, depuis peu ministre de l'intérieur, et Cavour, après avoir reconduit gracieusement le prêtre, se tournant vers son collègue, lui disait d'un ton plein de bonhomie : « Nous avons tout arrangé avec lui au cas où il m'arriverait malheur. » Et, chose à remarquer, sept ans après, à son lit de mort, le ministre piémontais, devenu le premier ministre du royaume d'Italie, voyait accourir fra Giacomo, fidèle à sa promesse de 1854 ! C'est avec cet esprit, avec ce mélange de hardiesse, de ménagemens, de simplicité, de confiance libérale, d'activité appliquée à tout, que Cavour poursuivait cette campagne religieuse, qui avec les finances, avec la diplomatie, était l'expression de sa politique.

Cette politique, à vrai dire, ne marchait pas toute seule. Elle avait à se frayer un chemin à travers les résistances, les contradictions, les oppositions passionnées, et Cavour avait à compter chaque jour avec des difficultés de toute sorte, extérieures et intérieures. Presqu'au lendemain de son avénement à la présidence du conseil, dès le commencement de 1853, les relations avec l'Autriche avaient subi une première épreuve. L'Autriche avait saisi le prétexte d'une échauffourée mazzinienne qui éclatait à Milan pour frapper les émigrés lombards réfugiés à Turin ; elle avait séquestré les biens des Casati, des Arese, des Arcanati, des Torelli et de bien d'autres. Le Piémont, après avoir rempli sans hésiter ses devoirs de police internationale en présence de l'échauffourée milanaise, ne pouvait se dispenser de protester contre une mesure de spoliation qui atteignait des hommes évidemment innocens, devenus Piémontais par la naturalisation, et dont quelques-uns étaient membres du parlement. La protestation n'avait eu aucun effet : de là, sinon une rupture, du moins un premier refroidissement, manifesté par le rappel réciproque des ambassadeurs. Au fond, Cavour ne regrettait pas trop un incident qui, moins de quatre années après la paix, semblait faire revivre la question nationale, et où l'Autriche gardait la responsabilité d'une provocation acerbe blâmée par la France et l'Angleterre. « L'Autriche, disait-il, a mis contre elle l'opinion tout entière, les gouvernemens de l'Europe. En voulant nous faire du mal, elle nous a rendu service ; nous en profiterons ! » Cette semi-rupture ne créait pas moins une situation épineuse, délicate, précaire, qui entretenait une certaine inquiétude, que tous les fauteurs de réaction en Piémont et en Europe pouvaient exploiter, et exploitaient en effet, en la représentant comme l'œuvre d'une politique d'impatience imprévoyante, d'un cabinet d'agitation révolution-

naire; mais ceci n'était rien encore. C'est à l'intérieur que les difficultés devenaient par instans sérieuses et même pénibles.

Tout ce système d'impôts nouveaux, de réformes financières, de traités de commerce, ne pouvait malheureusement être mis en action sans émouvoir bien des intérêts, sans provoquer des malaises, des froissemens, des crises d'un moment. Les mauvaises récoltes, les épidémies sur les vers à soie ou sur les vignes venaient aggraver le mal. Tout était exploité par l'esprit de parti ou de faction. Si le prix du pain s'élevait, c'était évidemment la faute de Cavour et de ses réformes! On déclamait contre le ministre qui affamait le peuple, contre les accapareurs, et un soir, dans cette paisible ville de Turin, une foule ameutée se portait, avec des cris de mort, vers la « maison Cavour, » dont elle brisait les vitres, qu'elle tentait de prendre d'assaut. Ce ne fut qu'une échauffourée qui ne répondait en rien du reste aux sentimens de la vraie population turinoise. Le lendemain, Cavour, accompagné de La Marmora, parcourait à pied les rues de Turin, se rendant comme d'habitude au ministère des finances, et partout sur son chemin il recevait les marques d'une affectueuse déférence. En Savoie, les journaux de la réaction s'efforçaient d'enflammer les passions, de propager le mécontentement en mettant perfidement en regard ce qu'on payait autrefois et ce qu'imposaient les taxes nouvelles. On accusait publiquement Cavour « d'écraser l'ouvrier, le paysan, d'impôts pour ses utopies italiennes. » Le conseil municipal de Chambéry, livré tout entier aux influences réactionnaires, donnait presque le signal du refus de l'impôt. La garde nationale s'abstenait de se rendre à la fête du « statut, » et un député savoyard écrivait à Cavour : « A têtu, têtu et demi; ce n'est pas en Savoie que les têtes sont des girouettes. »

La politique religieuse devenait un prétexte d'agitation plus redoutable encore. Aux luttes du parlement répondaient les excitations du dehors. On menaçait le gouvernement qui entraînait le Piémont « au schisme, à l'anarchie, à la décomposition. » On provoquait des scènes pénibles de résistance à l'exécution de la loi qui supprimait certains couvens. Les épidémies, les disettes étaient représentées comme le châtiment des lois sacriléges. Qu'était-ce donc lorsque le malheur s'abattait sur la famille royale elle-même, lorsque la mort enlevait en quelques jours la reine-mère, la reine, le duc de Gênes? Ces malheurs, ces deuils imprévus étaient signalés à la cour, dans l'entourage même du roi, comme des avertissemens de Dieu! Au milieu de ces complications, Cavour, sans faiblir un instant, ne laisse pas quelquefois d'être inquiet. « La politique s'embrouille de plus en plus, écrit-il à ses amis de Genève; nous avons à lutter contre la disette, les nouveaux impôts, les prêtres et

les rétrogrades... Toutefois je ne désespère pas... » Un autre jour, de Leri, où il est allé prendre un instant de repos, il écrit : « Après une lutte acharnée, soutenue dans le parlement, dans les salons, à la cour comme dans la rue, et rendue plus pénible par une foule d'événemens douloureux, je me suis senti à bout de forces intellectuelles et je suis venu me retremper par quelques jours de repos. Grâce à l'élasticité de ma fibre, je serai bientôt en mesure de reprendre le fardeau des affaires; avant la fin de la semaine, je compte être revenu à mon poste, où m'attendent les difficultés auxquelles donne lieu une position politique chaque jour plus tendue... » C'était une lutte laborieuse, incessante, mêlée de complications intimes et de péripéties où se serait épuisé un chef de cabinet à la fibre moins élastique.

A travers tout cependant, cette politique si contestée ne tardait pas à se « débrouiller, » à se dégager dans ses premiers résultats, et, en peu d'années, elle commençait à porter ses fruits. De toutes parts, le mouvement se dessinait. Déjà La Marmora, avec son énergie persévérante et méthodique, avec l'aide d'un ministre des finances qui ne lui marchandait pas l'argent, avait eu le temps de réorganiser les institutions militaires, de refaire une armée qui ne pouvait être nombreuse, mais qui était en état de porter dignement le drapeau italien. Le nouveau régime économique ne restait pas stérile. L'activité nationale, stimulée par la liberté, se manifestait sous toutes les formes de l'industrie et des entreprises commerciales. Les travaux d'utilité publique, à mesure qu'ils s'achevaient, devenaient un élément de richesse. Au commencement de 1854, on pouvait inaugurer le chemin de fer de Gênes, se frayant un passage à travers l'Apennin jusqu'à ce golfe de la Méditerranée où Cavour était fier d'arriver sur la première locomotive. Peu à peu le Piémont en venait à offrir le spectacle d'un petit pays vivace, prompt à se relever, sachant pratiquer sans trouble toutes les libertés du régime constitutionnel, et il se faisait rapidement une bonne renommée en Europe, en France comme en Angleterre. Il attirait les regards et les sympathies.

Cavour lui-même grandissait visiblement dans l'opinion. Il intéressait par l'habileté qu'il déployait dans les luttes qu'il avait à soutenir, d'où il sortait toujours plus fort, dominant ses adversaires et ses amis, inspirant autour de lui une confiance croissante. Au milieu de toutes ces affaires, il avait la pensée fixe de la redoutable partie qu'il engageait, dont il ne se dissimulait pas la gravité, et un jour de 1854 il disait dans une lettre tout intime à Mme de Circourt : « Les événemens ont amené le Piémont à prendre une position nette et décidée en Italie. Cette position n'est pas sans dangers, je le sais et je sens tout le poids de la responsabilité que cela

fait peser sur moi; mais elle nous était imposée par l'honneur et le devoir. Puisque la Providence a voulu que seul en Italie le Piémont fût libre et indépendant, le Piémont doit se servir de sa liberté et de son indépendance pour plaider devant l'Europe la cause de la malheureuse péninsule. Nous ne reculerons pas devant cette tâche périlleuse : le roi, le pays, sont décidés à l'accomplir jusqu'au bout. Vos amis les doctrinaires et les libéraux qui pleurent la perte de la liberté en France après avoir aidé à l'étouffer en Italie, trouveront peut-être notre politique absurde et romanesque. Je me résigne à leurs censures, certain que les cœurs généreux comme le vôtre sympathiseront avec nos efforts pour rappeler à la vie une nation renfermée depuis des siècles dans un affreux tombeau. Si je succombe, vous ne me refuserez pas un asile au milieu des *vaincus* éminens qui viennent se grouper autour de vous... Recevez cet épanchement comme l'aveu que toute ma vie est consacrée à une œuvre unique, l'émancipation de ma patrie... »

Voilà le but suprême avoué; mais, pour y arriver, Cavour savait bien qu'il y aurait plus d'une étape, qu'il pouvait y avoir aussi plus d'un chemin, et le résultat de la politique qu'il suivait depuis quatre ans, par laquelle il grandissait lui-même en relevant son pays, c'était précisément de mettre le Piémont en mesure de marcher à son but par tous les chemins, de saisir les occasions favorables. Le jour où une de ces occasions naissait, il n'était pas homme à la laisser échapper.

II.

Ce que Cavour avait prévu dès 1851, lorsqu'il parlait des avantages diplomatiques des traités de commerce, devenait tout à coup en effet une réalité ! La guerre de la France et de l'Angleterre contre la Russie était cet événement qui pouvait envelopper tous les peuples, qui partageait « en deux camps l'Orient et l'Occident. » Depuis le commencement, Cavour suivait d'un œil attentif le grand conflit, il en pressentait l'extension inévitable et il en subissait, dirai-je, la fascination. Dès le printemps de 1854, au moment où les armées de France et d'Angleterre cinglaient vers la Mer-Noire, se trouvant un soir avec le comte Lisio chez sa nièce la comtesse Alfieri, auprès de qui il aimait à se reposer, Cavour semblait pensif. « Pourquoi n'enverriez-vous pas dix mille hommes? » lui disait tout à coup sa nièce, comme pour répondre à sa pensée. « Ah ! répliquait-il vivement, si tout le monde était de cet avis, ce serait déjà fait. » De temps à autre, la comtesse Alfieri, femme intelligente et faite pour comprendre son oncle, reprenait : « Eh bien ! partons-nous? » Et il se bornait à dire en souriant : « Qui sait? »

La vérité est que Cavour était déjà tout entier à cette idée et que, si cela n'eût tenu qu'à lui, il serait entré dès le premier jour dans l'alliance occidentale ouverte par le traité anglo-français du 10 avril 1854. Le Piémont se trouvait fort à l'aise; il n'avait aucune relation régulière avec la Russie depuis 1848. L'empereur Nicolas, peut-être par antipathie contre le régime libéral de Turin, un peu aussi sans doute pour plaire à l'Autriche, n'avait pas même daigné répondre aux premières notifications officielles du roi Victor-Emmanuel. Rien ne gênait donc le Piémont dans la liberté de ses résolutions et de ses sympathies pour la cause occidentale; mais Cavour n'était pas seul. Après le roi, gagné le premier à son idée, il avait encore à conquérir ses collègues, presque tous récalcitrans, le ministre des affaires étrangères Dabormida, Rattazzi comme les autres, puis le parlement, l'opinion. Au premier moment, à Turin, il faut le dire, ce projet à demi ébruité faisait l'effet d'une fantaisie d'esprit aventureux. Quelle raison avait-on de se jeter dans cette entreprise lointaine? Que serait le petit Piémont à côté des deux plus grandes puissances de l'Europe? Quel pouvait être le rôle du modeste contingent sarde au milieu des armées de la France et de l'Angleterre? Était-ce le moment d'imposer au pays de nouveaux sacrifices pour une folie ruineuse lorsqu'on avait tant de peine à éteindre le déficit? — Cavour, sans être insensible à des oppositions avec lesquelles il avait après tout à compter, ne se laissait pas détourner de son but. Il voyait là une occasion unique d'effacer Novare, de mettre en relief la nouvelle armée sarde, de s'assurer l'appui de la France et de l'Angleterre, de conquérir pour le Piémont le crédit moral et diplomatique. Il mettait tout son feu à populariser son projet, à gagner des alliés, et un instant persuadé qu'un autre réussirait peut-être mieux, il offrait à Massimo d'Azeglio de lui céder la présidence du conseil, de servir sous ses ordres ou même de quitter tout à fait le ministère si c'était nécessaire. « Fais ce que tu croiras le mieux, lui écrivait-il, je te soutiendrai en tout et pour tout, pourvu que tu fasses l'alliance! » D'Azeglio se hâtait de refuser, en promettant tout son appui à une politique dont il comprenait toute la grandeur et que nul ne pouvait mieux conduire que celui qui l'avait conçue.

Au milieu de ses perplexités, Cavour avait l'œil fixé sur l'Autriche, lorsque tout à coup éclatait à Turin la nouvelle que le cabinet de Vienne venait de signer avec la France et l'Angleterre ce traité du 2 décembre 1854 par lequel il s'engageait et il ne s'engageait pas. Dès lors la question devenait pressante. Si l'Autriche, avant d'aller plus loin, cherchait à faire acheter son concours, à Paris et à Londres, par une garantie de ses possessions italiennes, c'était un danger que le Piémont avait intérêt à détourner en entrant au plus vite

dans l'alliance occidentale; si elle devait traîner jusqu'au bout dans une neutralité équivoque, et c'était ce que la pénétration de Cavour entrevoyait, le cabinet de Turin ne pouvait que gagner à la devancer par une résolution hardie et généreuse. Si l'Autriche enfin se trouvait conduite par quelque circonstance nouvelle à se rejeter vers la Russie, oh! alors tout serait pour le mieux, la question italienne naîtrait d'elle-même. De toute façon, il n'y avait plus à hésiter, et au dernier moment Cavour était encouragé par un homme qui est resté jusqu'à la fin son ami passionné, par le représentant de l'Angleterre à Turin, sir James Hudson, qui venait de recevoir de son gouvernement la mission de proposer, d'accord avec le ministre de France, un traité d'alliance au Piémont.

Toutes les difficultés n'étaient point encore vaincues sans doute, puisque les conditions de l'alliance restaient à fixer. Le gouvernement sarde se bornerait-il à envoyer un contingent qui formerait un corps auxiliaire soldé par l'Angleterre? Le cabinet de Londres semblait l'avoir compris ainsi; mais ni Cavour, qui tenait à l'indépendance de sa politique, ni La Marmora, qui avait le juste orgueil du petit corps expéditionnaire dont il devait être le chef, ne se seraient prêtés à cette combinaison. Ils n'admettaient pour le Piémont d'autre rôle que celui d'un allié traitant avec des alliés, faisant la campagne à ses frais, gardant la dignité et le désintéressement de sa coopération pour en garder les droits. Tout ce qu'on demandait au cabinet de Londres était de faciliter un emprunt. — D'un autre côté, le ministère de Turin eût évidemment désiré quelque garantie pour l'Italie, ou tout au moins une sorte de gage ostensible de sympathie; il aurait voulu que l'Angleterre et la France prissent l'engagement de réclamer à Vienne la levée des séquestres lombards; mais la France et l'Angleterre ne pouvaient accepter cette condition, à laquelle le gouvernement sarde tenait par délicatesse, et la question serait devenue peut-être un embarras sérieux, si elle n'avait été heureusement tranchée par les principaux émigrés lombards, qui, dans l'intérêt de la négociation, demandaient à Cavour de ne point s'occuper d'eux. A la dernière heure, sur le refus du général Dabormida de renoncer à la garantie qu'il réclamait, Cavour était obligé de prendre lui-même le ministère des affaires étrangères pour signer sans conditions, et c'est ainsi que de toutes ces difficultés, de toutes ces délibérations intimes, se dégageait ce traité du 10 janvier 1855 qui liait le Piémont à la France et à l'Angleterre, qu'un envoyé de Prusse à Londres, M. d'Usedom, appelait « un coup de pistolet tiré à l'oreille de l'Autriche. »

Une dernière bataille restait à livrer dans le parlement, et Cavour devait évidemment s'attendre à rencontrer devant lui toutes les oppositions. — Au camp de la droite, cette intervention piémontaise

était représentée comme une aventure que rien ne nécessitait, qui pouvait être ruineuse, qui allait exposer le pays à des sacrifices d'argent inutiles et l'armée aux humiliations d'un rôle mal défini, subalterne. Bien mieux, ce que Cavour avait eu tant de peine à conquérir devenait un acte de faiblesse, la rançon forcée de la politique révolutionnaire du cabinet, la conséquence de l'évolution libérale du président du conseil, de son alliance avec le centre gauche, avec le parti de l'action. La France et l'Angleterre, en portant leurs armes en Orient, n'avaient pas voulu laisser derrière elles une possibilité de complication en Italie, elles avaient tenu à lier le Piémont! Ce traité était de leur part une précaution, une garantie imposée!—Au camp de la gauche, c'était bien plus étrange encore. On se moquait de l'entrée du Piémont dans ce « concert européen, » où l'Autriche devait être un des principaux « concertans. » Le traité avec les puissances occidentales était une désertion de la cause nationale : « l'alliance, disait Brofferio, est économiquement une grande légèreté, militairement une grande folie, politiquement une mauvaise action! » Elle devait conduire à l'abandon des principes libéraux. Le parti exalté allait jusqu'à provoquer parmi quelques sous-officiers égarés une protestation où l'on prétendait « qu'aucun gouvernement n'avait le droit de disposer des soldats italiens pour une guerre antinationale, » et où l'on disait : « soulevons-nous, jurons de ne combattre que pour l'unité de l'Italie et pour les peuples qui aspirent à revendiquer leur nationalité!.. » Les plus modérés, ceux qui prétendaient à l'habileté, se plaignaient qu'on ne s'en tînt pas pour le moment à la neutralité, une neutralité armée, qui permettrait de saisir une occasion favorable au milieu des complications dont l'Europe était menacée.

Ni les uns ni les autres ne semblaient comprendre qu'il pouvait y avoir une autre manière de servir l'Italie. Cavour laissait dire, puis, reprenant toutes ces questions, il déroulait sa politique dans des discours animés d'un souffle d'esprit nouveau. Il montrait que la neutralité ne pouvait être qu'un effacement dangereux, que le Piémont était plus intéressé que toute autre nation à arrêter la Russie dans sa marche vers la Méditerranée, et, allant droit au nœud de la situation, il se demandait si l'alliance était nuisible ou avantageuse à l'Italie.

C'était là toute la question. « Nous sommes entrés dans l'alliance, disait-il, sans abdiquer nos sympathies extérieures non plus que nos principes intérieurs. Nous n'avons pas caché notre intérêt pour l'avenir de l'Italie, notre désir de voir son sort amélioré. Mais comment, me dira-t-on, le traité peut-il servir la cause de l'Italie? Il la servira de la seule manière possible dans la situation actuelle de l'Europe. L'expérience des dernières années et des siècles montre

combien peu ont profité à l'Italie les conjurations, les complots, les révolutions, les mouvemens désordonnés. Loin d'améliorer sa condition, ils ont été l'un des plus grands maux qui aient affligé cette belle partie de l'Europe, et cela non-seulement à cause des innombrables malheurs individuels qui en sont résultés, mais aussi parce que ces complots continuels, ces insurrections, ces désordres ont eu pour effet de diminuer l'estime, la sympathie que les autres peuples pouvaient avoir pour l'Italie... Maintenant la condition principale de l'amélioration du sort de la péninsule est de relever sa renommée... Pour cela, deux choses sont nécessaires : il nous faut d'abord prouver à l'Europe que l'Italie a assez de sagesse civile pour se gouverner librement, qu'elle est en situation de se donner la forme de gouvernement la plus parfaite ; il faut en second lieu prouver que la valeur militaire est toujours telle qu'elle était au temps de nos aïeux. Voici sept ans que vous faites beaucoup pour l'Italie. Vous avez montré à l'Europe que les Italiens savent se gouverner avec sagesse... Vous devez faire davantage encore. Notre pays doit prouver de nouveau que ses enfans savent combattre avec valeur sur les champs de bataille. Croyez que la gloire que nos soldats sauront rapporter des rivages de l'Orient fera plus pour l'avenir de l'Italie que n'ont fait toutes les déclamations du monde... » Cavour, en parlant ainsi, en fascinant les chambres par sa patriotique pensée, en enlevant non sans peine un vote disputé, Cavour ne se dissimulait pas d'ailleurs qu'il jouait une redoutable partie. Il l'avait écrit à un ami en venant de signer le traité : « J'ai pris sur ma tête une responsabilité terrible. N'importe, arrive ce qui pourra, ma conscience me dit que j'ai rempli un devoir sacré ! »

Plus d'une fois, à partir de ce moment, à dater de ce jour d'avril 1855 où La Marmora, avec ses 15,000 Piémontais, cinglait vers la Crimée, plus d'une fois Cavour se sentait ému de cette responsabilité qu'il avait prise. La petite armée se montrait sans doute aussitôt digne de figurer à côté des alliés devant Sébastopol, et même elle avait l'instinct qu'elle était là pour une grande pensée. A un pauvre soldat qui se débattait dans la boue d'une tranchée, un jeune officier disait gaîment : « Ne fais pas attention, c'est avec cette boue que se fait l'Italie ! » Cavour ne passait pas moins par les plus vives émotions, d'autant plus que dès son arrivée, avant de combattre les Russes, le petit corps piémontais avait à se mesurer avec un autre ennemi, avec les maladies, avec le choléra. Le fléau frappait à coups redoublés dans le camp piémontais. A un moment de l'été, les nouvelles funèbres se succédaient à Turin. C'étaient le major Cassinis, Victor de Saint-Marsan, un Casati, qui périssaient obscurément dans la fleur de la jeunesse. Le frère du chef de l'armée, le général Alexandre de La Marmora, était à son

tour enlevé. Aux vérités déjà tristes, la rumeur publique ajoutait ses exagérations, et les prophètes de malheur qui avaient combattu l'expédition triomphaient déjà de ce qu'ils appelaient plus que jamais l'entreprise « insensée. » Cavour suivait les événemens avec anxiété, écrivant à La Marmora : « Nous nous réunissons souvent, et on parle toujours de toi. Nos vœux et nos pensées te suivent dans la campagne glorieuse, mais difficile, où ton dévoûment au pays t'a conduit. » Il ne doutait pas du résultat, il commençait à trouver que les jours et les mois étaient longs; il avait des inquiétudes qu'il épanchait familièrement, un dimanche, sous les arbres de Santena, où il était allé avec sir James Hudson, Rattazzi, Minghetti, Massari. « Je le savais, disait-il; quand j'ai conseillé au roi et au pays cette grande entreprise, je pensais bien que nous rencontrerions de grosses difficultés, que nous aurions de dures épreuves; mais cette guerre que nous font les maladies m'alarme : c'est une méchante complication. Il ne faut pourtant pas se décourager. Maintenant que nous nous sommes jetés à corps perdu dans la lutte, il est inutile de regarder en arrière. Je sais que Rosmini, en mourant, a exprimé le pressentiment que les puissances occidentales vaincraient. Je l'espère, moi aussi, je le crois. C'est égal, nous traversons une mauvaise phase. » Et ceux qui l'écoutaient remarquaient chez lui ce dramatique, ce patriotique conflit de l'inquiétude de l'homme sérieux et de la confiance qui ne l'abandonnait jamais.

Cavour touchait réellement, ce jour-là, à ce moment unique de la vie où tout dépend d'un événement heureux ou malheureux, où un ministre qui a joué avec la fortune n'a d'autre alternative que d'être perdu et honni comme un aventurier ou d'être un grand homme. Eût-il échoué, il est vrai, ce qu'il avait tenté n'avait rien de vulgaire et n'aurait pu en aucun cas passer pour une aventure; mais il était de ceux qui réussissent parce qu'ils savent mériter de réussir, parce qu'ils joignent la sûreté à la hardiesse dans leurs combinaisons, et, lorsqu'il semblait lui-même encore incertain, il était sur le point de voir sa politique sortir victorieuse de l'épreuve, recevoir coup sur coup toutes les satisfactions, toutes les consécrations du succès.

III.

La première satisfaction était cette simple et laconique dépêche que Cavour recevait le lendemain de la bataille du 16 août 1855 : « Ce matin, les Russes ont attaqué les lignes de la Tchernaïa avec 50,000 hommes. Notre mot d'ordre était *roi et patrie*. Vous saurez ce soir par le télégraphe si les Piémontais étaient dignes de se battre

à côté des Français et des Anglais... Nous avons eu 200 morts. Les dépêches françaises diront le reste. » Le Piémont se sentait aussitôt soulagé du poids de toutes les craintes, il saluait la bonne nouvelle d'un élan d'orgueil patriotique. Cavour, quant à lui, était aussi heureux du succès de La Marmora que de ses propres succès. La brillante conduite de l'armée et de son chef ne justifiait pas seulement le traité, elle donnait raison au président du conseil contre tous ceux qui l'avaient accusé d'avoir négligé de fixer diplomatiquement la position du général piémontais au milieu des forces alliées. Cavour n'avait rien négligé, il avait montré tout simplement une confiance que lui imposait une situation délicate et qui cachait en réalité un grand bon sens. Il s'était dit que, si l'armée, comme on l'espérait bien, restait digne d'elle-même et du pays, son général aurait naturellement la position qu'il aurait su se faire, que personne ne songerait à lui refuser, et que, dans un cas contraire, toutes les stipulations diplomatiques ne serviraient à rien. Il avait compté sur l'armée et sur La Marmora, il avait la joie de se voir justifié. L'armée faisait la meilleure figure dans le grand conflit, et La Marmora, par ses qualités militaires, par son esprit de commandement, n'avait eu aucune peine à prendre sa position parmi les généraux alliés de Crimée, comme il avait un peu plus tard sa place dans un grand conseil de guerre réuni à Paris. Le résultat militaire qui entrait dans les calculs de l'intervention piémontaise, se trouvait acquis par le courage des combattans de la Tchernaïa et par l'attitude de leur chef, de celui en qui lord Clarendon voyait la tenue « d'un soldat, d'un gentilhomme et d'un homme d'état. »

La seconde satisfaction pour la politique de Cavour était le voyage que le roi Victor-Emmanuel faisait à Paris et à Londres aux derniers mois de 1855, et qui montrait déjà ce que le Piémont avait gagné en peu de temps. Le Piémont, au lieu de rester un obscur et modeste état perdu au pied des Alpes, montait sur la scène européenne; il faisait parler de lui. Victor-Emmanuel était reçu partout en souverain d'un petit royaume qui avait su prendre une grande résolution. Paris lui créait une sorte de popularité; à Londres, on fêtait en lui non-seulement l'allié de Crimée, mais encore le souverain constitutionnel, le prince loyal, qui savait faire du Piémont « une petite Angleterre en Italie. » Victor-Emmanuel était accompagné dans son voyage par d'Azeglio, à qui Cavour avait réservé une mission particulière. « Sa présence, disait-il gaîment, est nécessaire pour prouver à l'Europe que nous ne sommes pas infectés de la lèpre révolutionnaire. » Et d'Azeglio se prêtait à son rôle avec la bonne volonté et la délicatesse d'un patriotisme qui ne savait pas se refuser. Cavour lui-même naturellement était aussi du voyage, des fêtes, des ovations. Il se retrouvait à Paris, qu'il n'a-

vait pas revu depuis 1852 et où il reparaissait en négociateur de l'alliance avec la France, en ministre tout-puissant et heureux, en personnage politique recherché et séduisant. Il passait des Tuileries, où il avait affaire aux maîtres du jour, chez Mme de Circourt, où il se rencontrait avec des représentans des partis vaincus. « Depuis six heures du matin jusqu'à deux heures après minuit, écrivait-il, je suis toujours en mouvement; je n'ai jamais eu une vie si agitée, et jusqu'ici avec peu de fruit; patience!.. Le roi est fort bien et de la meilleure humeur. Aujourd'hui grande revue, demain bal à l'*Hôtel de Ville*, et jeudi départ. J'envoie à Cibrario le programme du séjour en Angleterre : il n'est pas divertissant. Quand je ferai valoir mes droits à la pension de retraite, j'espère que le voyage actuel me sera compté comme une campagne... J'ai vu Thiers, il approuve la guerre, mais il voudrait maintenant la paix. Il désespère de son parti et presque du régime parlementaire. Cousin s'est fait fusioniste... Je me suis trouvé avec Montalembert, et, malgré le peu de sympathie réciproque, nous nous sommes serré la main. J'ai vu aussi le nonce, à qui j'ai dit que nous désirerions un accord sur la base du système français; il a fait semblant de ne pas comprendre... » Cavour voyait beaucoup de monde, il voyait tous les mondes parisiens, et même il regrettait parfois de ne pouvoir se dérober au tourbillon officiel des visites et des réceptions pour aller le soir s'égayer au spectacle des « nymphes de ballet. » A travers toutes les diversions cependant, il ne se détournait pas de l'essentiel, de l'objet fixe de ses préoccupations, et c'est alors, dans ses entretiens avec l'empereur Napoléon III aux Tuileries, que pour la première fois il entendait une parole destinée à être le prélude de bien des événemens : « que peut-on faire pour l'Italie? » Ce n'était peut-être encore qu'un mot banal, un vague témoignage de sympathie ou de courtoisie; mais celui qui recueillait ce mot, au mois de décembre 1855, n'était pas homme à le laisser tomber, et si le voyage du roi Victor-Emmanuel à Paris et à Londres ne pouvait porter des fruits immédiats, il restait du moins comme la marque de la situation nouvelle du Piémont. Il ressemblait à une sorte de préparation ou de prologue d'une victoire morale plus sérieuse que la politique de Cavour était sur le point d'obtenir au congrès de Paris, à la faveur des négociations générales qui allaient rendre pour le moment la paix à l'Europe.

Je ne veux que rappeler sommairement les faits. La guerre avait été jusque-là circonscrite en Orient. La prise de Sébastopol, au 8 septembre 1855, avait terminé réellement la campagne de Crimée, et depuis cette sanglante et glorieuse action militaire, l'hiver avait été le prétexte d'une suspension tacite d'hostilités. Il s'agissait maintenant de savoir si la guerre se rallumerait plus violente, sur

quel point elle serait portée, quel objectif nouveau elle se proposerait; et c'est là que tous les intérêts se rencontraient dans un conflit à demi voilé entre les influences pacifiques et les influences belliqueuses. La Russie semblait désormais disposée à payer la rançon de sa défaite par des concessions en Orient. L'Angleterre, qui eût été la moins pressée de déposer les armes, ne pouvait rien sans la France, qui de son côté commençait à incliner vers la paix. L'Autriche, qui n'avait point engagé son armée, qui sentait bien qu'elle serait obligée de se prononcer, l'Autriche redoublait d'efforts pour amener une transaction, — et de tout cela résultait bientôt en effet un armistice avec des préliminaires de paix. Voilà la situation.

Évidemment Cavour, dans le fond du cœur, eût désiré la continuation de la guerre; il voyait dans une extension de la lutte une chance de plus pour l'Italie. L'intervention de la diplomatie était, jusqu'à un certain point, pour lui une déception. Après tout, puisqu'au lieu de la guerre c'était un armistice, il n'avait plus qu'à tirer parti de la paix comme il aurait essayé de tirer parti de la guerre, et à se tenir prêt aux négociations qui allaient s'ouvrir dans ce congrès de l'Europe appelé à se réunir à Paris. Au premier moment, le choix d'un négociateur avait été une vive préoccupation à Turin; d'Azeglio était déjà le plénipotentiaire désigné. A vrai dire, les difficultés effrayaient un peu tout le monde, d'autant plus que personne ne voyait bien clair dans cette phase diplomatique qui s'ouvrait. Bientôt on comprenait que Cavour seul pouvait se tirer de toutes ces complications d'une affaire dont il avait été le promoteur et le directeur. Après avoir hésité un instant lui-même, il ne résistait plus, il se décidait à partir pour Paris comme premier plénipotentiaire de Sardaigne, et dès son arrivée, il avait à en finir avec une question des plus graves. Quel serait réellement le rôle du Piémont? Quelle devait être sa position dans le congrès? Rien n'avait été décidé. Ce que Cavour avait fait pour le général piémontais en Crimée, il l'avait fait également pour la diplomatie et il le disait : « Quand le gouvernement du roi a signé le traité d'alliance avec l'Angleterre et avec la France, il n'a pas cru opportun d'établir d'une manière définitive et particulière la condition qui serait assignée à la Sardaigne dans le congrès. Le gouvernement restait persuadé que pour les nations comme pour les individus la considération, l'influence dépendent de la conduite, de la réputation acquise encore plus que des stipulations diplomatiques. » Il comptait sur son esprit de ressources à Paris comme il avait compté sur La Marmora en Crimée, et il ne se trompait pas. Vainement l'Autriche avait essayé de persuader à la France et à l'Angleterre que le Piémont avait pu prendre part à la guerre sans avoir le droit d'être représenté au

congrès, qu'il n'était qu'un état de second ordre, un intrus dans les affaires européennes; l'Autriche n'avait pas réussi. Ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie n'avaient consenti à une exclusion blessante. C'était le prix de la « conduite » du Piémont, c'était aussi une première victoire pour Cavour, qui entrait dans le congrès au même titre que les représentans des plus grandes puissances, et ce jour-là le plénipotentiaire autrichien, le comte de Buol, pouvait craindre, comme il le disait, « d'avoir du fil à retordre. »

La situation ne restait pas moins difficile pour un homme qui, entrant au congrès avec un titre à demi contesté, avait à faire entrer un jour ou l'autre avec lui un personnage plus contesté encore, l'Italie. C'est là que Cavour montrait réellement qu'il était de ceux qui grandissent avec les situations. Placé pour la première fois sur la scène la plus élevée de la politique européenne, mêlé aux affaires les plus considérables en arbitre de la guerre et de la paix, il se trouvait sans effort au niveau de tout. Maître de lui-même, courtois avec tout le monde, patient et fin, il s'effaçait volontiers dans les premières séances du congrès; il parlait peu, et quand il avait à exprimer son opinion sur toutes ces questions qui s'agitaient, la liberté de la navigation du Danube, la neutralisation de la Mer-Noire, il se prononçait en peu de mots précis et nets, toujours pour la solution la plus libérale. Il ne tardait pas à étonner et à charmer ses collègues par la variété, la justesse et la profondeur d'un esprit que rien ne semblait prendre au dépourvu. Au milieu de cette réunion, où se rencontraient tant d'intérêts divers, des politiques la veille ennemies, d'autres politiques qui s'observaient et se jalousaient, Cavour n'avait pas de peine à démêler le jeu de tous ces courans contraires, à saisir les caractères, les affinités ou les antipathies, et il savait en profiter, ayant toujours soin de ne pas se séparer de la France et de l'Angleterre. Puisqu'on était sérieusement en marche vers la paix, il ne voyait aucune raison d'ajouter aux conditions imposées à la Russie des blessures d'orgueil ou de susceptibilité, et il se montrait d'autant plus facile de forme qu'il voyait l'Autriche plus tenace. Par un contraste singulier, l'Autriche, qui n'avait rien fait, qui n'avait pas du moins sacrifié un homme, restait cassante et raide vis-à-vis de la Russie; le Piémont, qui avait bravement payé de sa personne, qui avait envoyé ses soldats au feu, gardait une modération parfaite dans la victoire commune des alliés. Cette différence d'attitude entre les représentans de l'Autriche et de la Sardaigne ne manquait pas de frapper les plénipotentiaires russes, et le comte Orlof en savait gré au comte de Cavour. Il y avait entre eux les meilleurs rapports. Le jour où il s'agissait de la neutralisation de la Mer-Noire, le comte Orlof se tournait vers

le comte de Cavour et lui disait assez haut pour être entendu : « Le comte Buol parle comme si l'Autriche avait pris Sébastopol ! » Un autre jour, où le plénipotentiaire autrichien insistait au sujet d'une petite cession de territoire qu'un euphémisme diplomatique appelait une « rectification de frontières » du côté de la Bessarabie, le comte Orlof se prenait à dire d'un certain accent à Cavour : « Il ne sait pas, M. le plénipotentiaire d'Autriche, combien de larmes et de sang cette rectification de frontières coûtera à son pays ! » Et le Piémontais ne s'occupait sûrement pas d'adoucir le ressentiment du Russe contre l'Autrichien.

Avant qu'un mois fût écoulé, Cavour avait résolu le problème de faire sa position, de prendre une autorité réelle par la franchise et la bonne grâce de son caractère comme par la supériorité de son esprit, et pendant que le congrès poursuivait son œuvre sur l'Orient, sur la Mer-Noire, le hardi plénipotentiaire du roi Victor-Emmanuel ne perdait pas son temps. A côté des négociations officielles qui allaient être couronnées par le traité de paix du 30 mars 1856, il avait sa négociation à lui. Il multipliait les démarches et les entretiens. Il voyait l'empereur aux Tuileries, lord Clarendon, lord Cowley, les représentans de la Russie, il se ménageait des appuis, des concours ou tout au moins une tolérance bienveillante. Il cherchait un moyen d'introduire en plein congrès cette question italienne qui seule le passionnait, dont il brûlait de se faire le champion devant l'Europe. C'était là vraiment la difficulté !

De question italienne, il n'y en avait pas; elle n'existait pas officiellement, elle ne pouvait pas se présenter sous une forme diplomatique précise et régulière. Le « principe des nationalités » n'avait pas son plénipotentiaire accrédité; on ne pouvait pas parler de la domination étrangère : l'Autriche aurait eu trop beau jeu é écarter du premier coup des discussions où le congrès réuni pour s'occuper de la guerre d'Orient n'avait point à entrer. Oui, sans doute; mais cette situation de l'Italie, toujours si difficile à saisir, avait un point vulnérable : elle était par le fait une violation permanente des traités sur lesquels la diplomatie elle-même avait l'habitude de fonder la paix de l'Europe. Une armée française occupait Rome, et la prolongation indéfinie de cette occupation ressemblait à un témoignage vivant de l'impuissance du gouvernement pontifical à se soutenir par lui-même. Les Autrichiens occupaient les légations depuis 1849 et ne semblaient nullement disposés à quitter Bologne. La domination autrichienne, régulière en Lombardie, s'étendait, par un abus des traités, aux duchés de Modène et de Parme, aussi bien qu'à la Toscane. Le roi de Naples ne pouvait se soutenir que par l'excès des compressions. De là un ensemble de choses violent, inco-

hérent, dangereusement favorable à toutes les menées révolutionnaires, et en définitive menaçant pour le Piémont lui-même. C'est par là qu'on pouvait peut-être saisir cette situation de l'Italie et la ramener à quelques points précis sur lesquels la diplomatie pourrait être appelée à fixer son attention. Cavour ne négligeait rien, et dès son arrivée à Paris il s'était mis à l'œuvre avec une infatigable activité. A la question que lui avait adressée l'empereur Napoléon III, en lui demandant ce qu'on pouvait faire pour l'Italie, le ministre piémontais avait répondu par un mémoire d'une lucidité et d'une vigueur saisissantes. A la veille même de la signature de la paix, le 27 mars, il adressait à ses alliés de France et d'Angleterre une note reproduisant en traits nouveaux la situation de l'Italie, proposant pour les états romains, au moins pour les légations, des combinaisons peut-être irréalisables, mais qui pouvaient être un point de départ. Plus le congrès avançait dans son travail de la paix, plus Cavour redoublait de pressante énergie, comme s'il sentait lui échapper une occasion si chèrement conquise. Il arrivait enfin! Il avait réussi à mettre en mouvement Napoléon III, à séduire lord Clarendon, à s'assurer tout au moins une certaine neutralité encourageante des Russes. L'empereur se décidait à charger le plénipotentiaire français, le comte Walewski, de mettre le feu à la poudre amassée par Cavour, et c'est ainsi que huit jours après la paix la question italienne éclatait tout à coup en plein congrès de Paris, dans cette séance du 8 avril 1856, où pour la première fois l'Autriche se voyait obligée d'entendre des paroles qui lui annonçaient qu'après la Russie elle aurait peut-être à payer les frais de la plus prochaine guerre.

IV.

Séance curieuse assurément et mémorable par les conséquences qu'elle a eues! Le plénipotentiaire de France, il est vrai, appelait à son aide tous les euphémismes diplomatiques; il profitait de l'occasion du congrès pour provoquer « un échange d'idées sur différens sujets qui demandaient des solutions et dont il pourrait être utile de s'occuper afin de prévenir de nouvelles complications. » Il mêlait toute sorte de choses, l'occupation de Rome par les troupes françaises, l'occupation des légations par les Autrichiens, la situation du royaume de Naples, l'anarchie de la Grèce et les excès des journaux belges.

En réalité, on savait bien ce dont il s'agissait, et l'Autriche était la dernière à s'y méprendre. Aussi le comte Buol se hâtait-il d'invoquer l'incompétence du congrès et de décliner toute discussion sur les affaires d'Italie. Il se refusait à toute explication, à toute

manifestation, et par son attitude même il prévenait jusqu'à la possibilité d'une solution pratique. Il voyait bien d'où venait le coup; il pouvait jusqu'à un certain point l'éluder officiellement, il ne pouvait plus empêcher l'éclat. Le comte Walewski avait de dures paroles pour le système intérieur du roi de Naples, et il convenait que la situation de Rome, des états romains, réduits à vivre sous la protection étrangère, était parfaitement « anormale. » Lord Clarendon, plus sévère encore pour le roi de Naples, déclarait tout net que le gouvernement pontifical était le pire des gouvernemens, que la condition de la Romagne, placée entre l'état de siége autrichien et le brigandage, était affreuse; et qu'il n'y avait d'autre remède que la sécularisation, des réformes libérales, une administration conforme à l'esprit du siècle. Cavour, à qui on faisait la partie si belle, venait à son tour déclarer que tout ce qu'on disait était vrai et qu'il y avait quelque chose de plus encore; il montrait que ce qu'il y avait « d'anormal, » ce n'était pas seulement la situation des états pontificaux et de Naples, c'était la situation de la péninsule tout entière, que l'Autriche, étendant son pouvoir du Tessin aux lagunes de Venise, campée à Ferrare et à Bologne, maîtresse de Plaisance, ayant garnison à Parme, détruisait par le fait l'équilibre politique de l'Italie et constituait pour la Sardaigne un véritable danger. « Les plénipotentiaires de la Sardaigne, disait-il en face du comte de Buol, croient donc devoir signaler à l'attention de l'Europe un état de choses aussi anormal que celui qui résulte de l'occupation indéfinie d'une grande partie de l'Italie par les troupes autrichiennes... » Ce qu'il disait le 8 avril au congrès, il le confirmait plus énergiquement encore peu de jours après dans une communication à la France et à l'Angleterre, dans une note du 16 avril où il déclarait qu'on créait au Piémont une condition insupportable, que, si on ne faisait rien, on allait le réduire à l'alternative terrible de se courber comme les autres états italiens sous la prépondérance autrichienne ou de recourir aux armes. « Troublé à l'intérienr, disait-il, par l'action des passions révolutionnaires suscitées tout autour de lui par un système de compression violente et par l'occupation étrangère, menacé par l'extension de la puissance de l'Autriche, le gouvernement du roi de Sardaigne peut d'un moment à l'autre être forcé par une inévitable nécessité à adopter des mesures extrêmes dont il est impossible de calculer les conséquences... » C'était en un mot le procès de toute une situation, de toute une politique, instruit devant l'Europe par l'homme le plus hardi, et, si tout se réduisait pour le moment à un protocole dénué de sanction, la vivacité avec laquelle la question avait été engagée révélait la gravité croissante des affaires d'Italie.

Cavour n'avait-il espéré rien de plus qu'un protocole de congrès?

Ne se faisait-il pas illusion à lui-même? Eh! sans doute, lui aussi, malgré le vigoureux équilibre de son esprit, il a eu parfois ses enivremens dans l'action. Après avoir réussi autant qu'il pouvait réussir pour l'instant, il croyait n'avoir pas fait assez, et à côté de la diplomatie officielle peut-être y avait-il alors pour lui ce qu'on pourrait appeler le chapitre des impatiences, des surexcitations intimes. Cavour, quoique toujours prompt à se contenir à propos, se laissait un peu entraîner, il le sentait lui-même, et en envoyant à Turin le récit rapide de tout ce qu'il faisait ou de tout ce qu'il tentait, de ses agitations d'esprit, il ajoutait aussitôt : « J'espère qu'après avoir lu ceci vous ne me croirez pas atteint de fièvre cérébrale et tombé dans un état d'exaltation mentale; tout au contraire, je suis dans une condition de santé intellectuelle parfaite. Jamais je ne me suis senti plus calme. Je me suis même fait une grande réputation de modération. Clarendon me l'a dit souvent, le prince Napoléon m'accuse de manquer d'énergie, et Walewski lui-même loue fort ma tenue, mais je suis vraiment persuadé qu'on pourrait, avec des probabilités de succès, avoir de l'audace. »

Le fait est qu'à ce moment, pendant quelques jours d'avril 1856, Cavour roulait dans sa tête toute sorte de projets. Il ne reculait pas devant une guerre immédiate avec l'Autriche, il se flattait même d'entraîner la France et l'Angleterre. Sa diplomatie secrète était vraiment montée à un ton singulier, et il écrivait notamment deux lettres qui sont certes l'expression la plus curieuse de ses préoccupations et même de sa situation au lendemain du congrès. « Hier matin, disait-il dans une de ces lettres, j'ai eu avec lord Clarendon la conversation suivante : —Milord, ce qui s'est passé au congrès prouve deux choses : 1° que l'Autriche est décidée à persister dans son système d'oppression et de violence envers l'Italie; 2° que les efforts de la diplomatie sont impuissans à modifier son système. Il en résulte pour le Piémont des conséquences extrêmement fâcheuses. En présence de l'irritation des partis d'un côté et de l'arrogance de l'Autriche de l'autre, il n'y a que deux partis à prendre : ou se réconcilier avec l'Autriche et le pape, ou se préparer à déclarer la guerre à l'Autriche dans un avenir peu éloigné. Si le premier parti était préférable, je devrais à mon retour à Turin conseiller au roi d'appeler au pouvoir des amis de l'Autriche et du pape. Si la seconde hypothèse est la meilleure, mes amis et moi, nous ne craindrons pas de nous préparer à une guerre terrible, à une guerre à mort... Ici je m'arrêtai. Lord Clarendon, sans montrer ni étonnement ni désapprobation, dit alors : Je crois que vous avez raison, votre position devient difficile ; je conçois qu'un éclat devienne inévitable, seulement l'heure d'en parler tout haut n'est pas encore

venue. — Je répliquai : Je vous ai donné des preuves de ma modération et de ma prudence, je crois qu'en politique il faut être excessivement réservé en paroles et excessivement décidé en actions. Il y a des positions où il y a moins de danger dans un parti audacieux que dans un excès de prudence. Avec La Marmora, je suis persuadé que nous sommes en état de commencer la guerre, et pour peu qu'elle dure, vous serez bien forcés de nous aider. — Lord Clarendon reprit avec une grande vivacité : Oh! certainement, si vous êtes dans l'embarras, vous pouvez compter sur nous et vous verrez avec quelle énergie nous viendrons à votre aide... » Et Cavour ne doutait pas que, lorsqu'un homme aussi réservé que lord Clarendon parlait ainsi, l'Angleterre ne fût prête à se laisser entraîner à une guerre qui aurait pour objet la libération de l'Italie. Seulement c'est là que commençait son illusion, et peut-être même s'exagérait-il la portée réelle des paroles et des sympathies de lord Clarendon.

Une autre des lettres de Cavour à ce moment racontait une visite à l'empereur, en dépeignant cette vie agitée, cette succession rapide d'impressions, et en éclairant les rapports du plénipotentiaire piémontais avec le plénipotentiaire autrichien. « J'ai vu l'empereur, disait-il, je lui ai tenu un langage analogue à celui dont je me suis servi avec Clarendon, mais un peu moins fort. Il l'a très bien reçu en ajoutant qu'il espérait ramener l'Autriche à de meilleurs conseils. Il m'a raconté qu'au dîner de samedi il avait dit au comte Buol qu'il déplorait de se trouver en contradiction directe avec l'empereur d'Autriche sur la question italienne; là-dessus Buol est allé chez Walewski pour lui dire que l'Autriche avait le plus grand désir de complaire en tout à l'empereur, qu'elle n'a pas d'autre alliée que la France et que c'est pour elle une nécessité de suivre la même politique. L'empereur paraissait satisfait de cette marque d'amitié et il m'a répété qu'il s'en prévaudrait pour obtenir des concessions de l'Autriche. Je me suis montré incrédule, j'ai insisté sur la nécessité d'avoir une attitude décidée et je lui ai dit que pour commencer j'avais préparé une protestation que je remettrais le lendemain à Walewski. L'empereur a paru hésiter beaucoup, il a fini par me dire : Allez à Londres, entendez-vous bien avec Palmerston, et à votre retour revenez me voir. — L'empereur doit en effet avoir parlé à Buol, parce que celui-ci est venu à moi en me faisant mille protestations sur les bonnes intentions de l'Autriche à notre égard, sur sa volonté de vivre en paix avec nous, de respecter nos institutions, et autres balivernes. Je lui ai répondu qu'il n'avait guère donné de preuves de ce désir pendant son séjour à Paris, que je partais avec la conviction que nos rapports étaient empirés. La conversation a été

longue, assez animée, toujours sur un ton d'urbanité et de courtoisie... En nous séparant il m'a serré la main et m'a dit : Laissez-moi espérer que *même politiquement* nous ne serons pas toujours ennemis. De ces paroles, je conclus que Buol est assez ému des manifestations de l'opinion en notre faveur, et peut-être aussi de ce que lui aura dit l'empereur... Orlof m'a fait mille protestations d'amitié, il a reconnu avec moi que l'état de l'Italie était insupportable... Le Prussien lui-même dit du mal de l'Autriche. Au bout du compte, si l'on n'a rien gagné pratiquement, devant l'opinion publique la victoire est entière... »

Jusqu'où allait réellement cette pensée, cette velléité de guerre immédiate dont Cavour avait un instant paru se flatter? Évidemment elle ne pouvait aller bien loin. Elle n'était pas encouragée à Paris, et, dans ce voyage à Londres que lui conseillait l'empereur, Cavour ne tardait pas à s'apercevoir qu'il n'y avait rien à espérer. Un accueil gracieux de la reine et du prince Albert, qui lui témoignaient un intérêt un peu platonique pour les affaires d'Italie, une invitation à une revue navale, des protestations de sympathies des tories comme des whigs pour le régime constitutionnel piémontais, tout cela, il le trouvait à Londres; au-delà il trouvait les Anglais peu échauffés pour la question nationale. Le fait est qu'il pouvait à peine voir lord Palmerston, et que l'entretien qu'il avait eu à Paris avec lord Clarendon ne se renouvelait pas à Londres. Cet esprit si ferme revenait bien vite à la vérité pratique, au sentiment des circonstances; mais, si cette guerre qu'il avait prématurément rêvé de rallumer au lendemain d'une paix si récente, n'était pour le moment qu'une illusion, s'il ne pouvait avoir tout ce qu'il voulait, ce qu'il avait réellement obtenu ne restait pas moins très sérieux et singulièrement encourageant. Que fallait-il donc de plus? Le Piémont venait de mêler ses armes aux armes des premières nations du monde, et il avait effacé le souvenir pénible de sa défaite; il avait montré au feu des grandes batailles ce qu'un des chefs français, Bosquet, appelait « un bijou d'armée. » Il venait de s'asseoir autour du tapis vert d'un congrès, à côté de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, et il avait tenu son rang. Il s'était fait Européen et il avait prouvé que l'importance d'un pays se mesure à l'habileté, à la vigueur plus encore qu'au territoire. Il avait conquis le droit de toucher aux questions défendues, de parler pour l'Italie, de se constituer le plénipotentiaire de l'Italie.

Tout cela était le prix d'une politique menée avec autant de suite que de résolution, et lorsque Cavour, rentrant à Turin après le congrès, rencontrait devant lui les oppositions qui l'avaient assailli

avant le départ pour l'Orient, qui se plaisaient à le harceler encore en lui demandant ce qu'il avait gagné, il pouvait répondre avec une certaine tranquillité : « On n'est pas arrivé, il est vrai, à des résultats bien positifs ; mais on a gagné, je crois, deux choses : en premier lieu, la situation malheureuse et irrégulière de l'Italie a été dénoncée à l'Europe, non par des démagogues, par des révolutionnaires exaltés, des journalistes passionnés, mais par les représentans des premières puissances de l'Europe, par les hommes d'état qui gouvernent les plus grandes nations, habitués à consulter la raison bien plutôt qu'à suivre les mouvemens du cœur. En second lieu, ces mêmes puissances ont déclaré qu'il était de l'intérêt non-seulement de l'Italie, mais de l'Europe, d'apporter un remède aux maux de l'Italie. Je ne puis croire que les jugemens émis, que les conseils donnés par des puissances telles que la France et l'Angleterre, puissent demeurer longtemps stériles... Les vues qui nous ont guidés dans ces dernières années nous ont fait faire un grand pas. Pour la première fois dans le cours de notre histoire, la question italienne a été portée et discutée devant un congrès européen, non pas comme autrefois à Laybach et à Vérone, afin d'aggraver les maux de l'Italie et de lui river de nouvelles chaînes, mais dans l'intention hautement proclamée de chercher un remède à ses maux et de faire connaître la sympathie des grandes nations envers elle. Le congrès est fini, la cause de l'Italie est portée maintenant devant le tribunal de l'opinion publique. Le procès pourra être long, les péripéties seront peut-être nombreuses... Nous en attendons l'issue avec une entière confiance... » Ainsi il parlait devant la chambre à sa rentrée à Turin.

Ce que le Piémont avait gagné éclatait à la lumière du jour. C'était le crédit moral et diplomatique dont il pouvait maintenant se servir, c'était la liberté de sa politique libérale et nationale même en face de l'Autriche, pour qui cette politique restait une menace permanente. Le Piémont avait fait acte d'initiative, de virilité et d'indépendance en se jetant à propos dans la grande mêlée.

Cavour, quant à lui, sortait évidemment de toutes ces affaires avec un prestige singulier. Il avait d'un seul coup conquis sa place d'homme d'état. Il s'était fait connaître de l'Europe, il avait prouvé à tous qu'il était de ceux avec qui il faut compter et sur qui l'on peut compter, que chez lui la hardiesse n'excluait pas la mesure, la discrétion et la finesse, que, s'il ne reculait pas au besoin devant le rôle « d'enfant terrible, » comme il le disait, il avait aussi, quand il le fallait, la prudence la plus réfléchie. S'il avait joué, il avait gagné la partie. Il s'était créé des sympathies, presque de la popularité, parmi les Anglais ; il avait surtout réussi à entrer fort avant

dans la confiance de l'empereur Napoléon III, et avec les Russes il restait dans des termes de cordialité tels que M. de Stackelberg, envoyé par le tsar à Turin, pouvait lui dire : « Nous avons, monsieur le comte, des sympathies communes, nous avons des inimitiés communes : c'est plus qu'il n'en faut pour établir entre nos deux pays une bonne et solide amitié. » Dans le Piémont même, Cavour avait un ascendant presque illimité. Il ne pouvait certes empêcher le comte Solar della Margherita, l'ancien ministre de l'absolutisme, de le trouver fort révolutionnaire avec le pape, avec tous les princes italiens, même avec l'Autriche, et l'impétueux Brofferio de le trouver trop réactionnaire, trop diplomate. La masse de l'opinion voyait avec un orgueil tranquille en lui le représentant du Piémont relevé, agrandi, et à son retour à Turin il était reçu avec des effusions patriotiques. Dans le reste de l'Italie, la politique de Cavour avait produit peut-être plus d'effet encore que dans le Piémont lui-même : elle apparaissait par degrés comme l'inauguration d'une ère nouvelle. L'aimable Poerio, qui était alors aux galères du roi de Naples et dont la captivité était certes la justification la plus éclatante de tout ce qu'on avait pu dire au congrès de Paris sur le système napolitain, Poerio disait plus tard : « Quand j'appris l'alliance, pour la première fois je sentis s'alléger le poids de ma chaîne. » De Milan, de Côme, de Naples et de Rome même, des adresses arrivaient à Cavour, et les Toscans lui envoyaient un buste en marbre avec une inscription dantesque : « à celui qui sut la défendre à visage découvert! » Et c'est ainsi qu'en peu d'années un homme, un grand libéral, arrivait à ce point où, appuyé sur son petit Piémont, salué par les Italiens, déjà renommé en Europe, il pouvait voir les premiers fruits d'une politique réparatrice, de ce qu'il avait appelé la politique « de l'action et du progrès. » Ce n'était que le premier acte du drame national conduit désormais, non plus par le génie incohérent de la révolution, mais par le génie des combinaisons, au dénoûment à peine entrevu encore dans l'avenir, — la libération définitive de l'Italie.

CHARLES DE MAZADE.

UN

DRAME HISTORIQUE

EN ANGLETERRE

Queen Mary, a drama, by Alfred Tennyson: London 1875.

La décadence du théâtre était, il y a environ vingt-cinq ans, un sujet fort à la mode en Angleterre. On n'avait pas alors pris son parti du tribut chaque jour plus considérable que la scène nationale, naguère illustrée par Maturin, par Sheridan Knowles et par d'autres encore, payait aux scènes étrangères, et la critique plaintive semblait murmurer sur tous les tons le mot si triste d'Ophélie : « Avoir vu ce que j'ai vu et voir ce que je vois ! » Il est dur en effet d'en être réduit à vivre d'emprunts et de traductions, quand on a dans son passé la plus riche et la plus grande poésie dramatique que le monde ait connue ; mais il est une chose plus pénible encore, c'est d'en prendre son parti et de se résigner à sa déchéance. Aussi ne faut-il pas s'étonner des efforts honorables qui furent tentés alors par Bulwer, par Leigh Hunt et par Talfourd pour remettre en honneur le drame poétique, ni de l'enthousiasme assez factice qu'excitèrent et la *Dame de Lyon* et la *Légende de Florence*. Le public portait au succès de ces pièces autant d'intérêt que les auteurs eux-mêmes, et, dans son impatience de voir l'âge de la reine Élisabeth renaître, il était, comme le personnage de Molière, prêt à trouver tout beau « devant que les chandelles soient allumées. » L'illusion ne dura pas longtemps. Les directeurs de théâtre, qui croyaient avec Sheridan qu'on vient chez eux surtout pour s'amuser, se lassèrent bien vite de représenter des tragédies dont le principal attrait

était le mérite littéraire, et laissèrent la poésie dramatique se morfondre à leur porte. Sous le titre de *dramaturges non joués*, — non jouables, disaient les envieux, — il se forma alors une petite société de poètes qui, pleins de foi dans l'avenir du théâtre, prétendirent que le génie dramatique abondait en Angleterre, mais qu'il ne trouvait pas d'issue. Ils ajoutaient que, si l'on voulait bien retirer à Drury-Lane et à Covent-Garden le privilége que ces deux scène possédaient, on verrait bientôt, par enchantement, revenir le temps heureux du XVIe et du XVIIe siècle, où trente auteurs travaillaient à la fois pour un seul chef de troupe, où Beaumont et Fletcher écrivaient cinquante-trois pièces, où Heywood en signait deux-cent-vingt. Le parlement, touché sans doute de cette promesse, abolit le malencontreux monopole, et le drame eut la liberté de se produire sur toutes les scènes. Quant aux Shakspeares annoncés, ils ne se présentèrent pas, et l'on semble aujourd'hui avoir cessé de les attendre.

Chassé du théâtre par l'indifférence du public, c'est dans le livre que s'est réfugié ce qui reste de génie dramatique chez les Anglais, et, si la tragédie est morte, le poème tragique a depuis plusieurs années repris une nouvelle vie. C'est une forme de l'art moins élevée, moins difficile, surtout pour ceux qui tiennent qu'il suffit, pour y réussir, de découper en dialogues et de partager en actes et en scènes quelque poétique histoire; cependant d'habiles écrivains s'y sont essayés non sans un certain éclat. Se faire applaudir par la foule, c'est beaucoup; mais se faire lire dans le silence du cabinet, c'est bien quelque chose encore. Telle est en effet la séduction du drame, que l'ombre même en plaît toujours. On sait gré d'avance à l'auteur, quel qu'il soit, d'avoir donné à sa pensée ce vêtement héroïque et brillant, ce tour vif qui semble plus en harmonie avec la rapidité de notre existence moderne, et, s'il met devant les yeux quelque personnage illustre ou quelque événement considérable, on ressent aussitôt pour son poème un peu de cette curiosité qu'excitait autrefois le roman historique. M. Tennyson, après beaucoup d'autres, a désiré tenter à son tour une carrière qui n'est pas sans dangers, et il n'a pas craint de hasarder sa gloire sur ce dé. Il a voulu montrer à la jeune critique qui lui reproche d'être l'écho banal des salons aristocratiques et le poète des dames, que sa voix sait à l'occasion trouver des accens virils, et que chez lui le don de la grâce suprême n'est pas incompatible avec celui de la force. Depuis quelques années, on s'en allait répétant que la poésie du lauréat avait fait son temps, que ses chevaliers à l'eau de rose n'étaient plus de saison, et que l'avenir appartient aux pénibles et profondes énigmes de M. Browning ou aux hymnes sonores dans lesquels M. Swinburne aime à chanter les mythes de l'antiquité, les forces de la nature et les triomphes de la liberté. La statue que

l'admiration de ses lecteurs a élevée à l'auteur des *Idylles du roi* avait, disait-on, des pieds d'argile; le plus faible choc suffirait pour la renverser. M. Tennyson s'est recueilli; abandonnant la légende pour l'histoire et les héros de la Table-Ronde pour les personnages de Shakspeare, il a composé son drame de la *Reine Marie*, qui a été, de l'autre côté du détroit, l'événement littéraire de l'année passée. La surprise, on le conçoit, était assez naturelle, car rien dans les ouvrages précédens de M. Tennyson ne faisait prévoir la direction nouvelle que son talent venait de prendre, et cela à une époque de la vie où il n'est pas ordinaire de changer de route. Le succès a-t-il été aussi grand que la tentative était hardie, c'est ce qu'il est assez difficile de démêler pour le moment, c'est ce qu'un avenir prochain se chargera de décider, si, comme on l'assure, le drame du lauréat est destiné à passer du livre au théâtre.

I.

De toutes les figures qui ont paru sur le trône d'Angleterre, Marie Tudor serait certainement une des plus ternes, si les feux de trois cents bûchers ne la faisaient sortir de l'ombre. Entre le joyeux et puissant compère dont elle fut la fille, et la vestale couronnée qui fut sa sœur, l'épouse morose de Philippe II fait une assez pauvre mine, et l'on se demande si le poète a été bien inspiré en choisissant, pour lui donner la première place, cette lugubre héroïne aussi infortunée sans doute que coupable, mais n'ayant de royal que le courage de sa race. Reine de tragédie, elle l'est dans un certain sens, et l'épithète terrible jointe à son nom n'est pas encore oubliée; c'est par là qu'on apprend d'abord à la connaître. Son règne si court a laissé dans les annales de l'histoire d'Angleterre le long souvenir d'une époque de cruautés inutiles et de persécutions fanatiques. Ce surnom de *Marie la Sanglante* que les opprimés lui ont décerné pour la distinguer, la postérité ne l'a pas fait disparaître; on l'apprend à l'école, où, tout enfant, on embrasse le parti des victimes contre celle qui fit brûler Latimer et Ridley, et régner la terreur religieuse, plus horrible que l'autre. Moins heureuse en effet que le ministre de son père, Thomas Cromwell, qui avait su étouffer sous sa forte main les cris de la nation à laquelle il arrachait son clergé, si bien qu'on ne connaît que par les dépositions des espions royaux ce que cachait de haine et de rage ce silence de tout un peuple, Marie Tudor n'a pas pu comprimer les clameurs des martyrs ni imposer silence à la légende. Aussi le jour de la réhabilitation n'a-t-il pas encore lui pour elle, et personne ne s'est-il trouvé pour exciter à son égard ce retour de faveur que d'autres ont obtenu. Elle était montée sur le trône aux acclamations de l'An-

gleterre, dont la tentative criminelle et vaine de Northumberland avait révolté les sentimens de loyauté. Quand elle descendit dans la tombe, ce fut au bruit des malédictions universelles. Dans l'espace de cinq ans, elle avait réussi à se faire exécrer; le trésor était vide, Calais était perdu, et la persécution avait à jamais séparé l'Angleterre de Rome. Le règne de la souveraine catholique n'avait tenu aucune de ses promesses, et la prédiction de Latimer mourant dans les flammes s'était réalisée : la torche de la nouvelle doctrine ne devait plus s'éteindre.

La femme au moins offre-t-elle plus de matière à la poésie que la reine? Dans cette destinée incomplète est-il quelque place pour le drame des passions nobles ou tragiques? Si l'on s'en rapportait aux écrivains qui ont tracé le portrait et raconté la vie de Marie Tudor, il serait permis d'en douter. Elle avait trente-huit ans lorsque Édouard VI mourut. Petite, mal conformée, le visage blême et tiré par la maladie, maigre, montrant déjà les symptômes de l'hydropisie qu'elle avait héritée de son père, elle avait la vue basse et, avec la voix d'un homme, le goût de l'homme pour la viande et la forte nourriture. Dans ce corps déplaisant, que n'accompagnait aucune grâce féminine, une intelligence étroite était logée; si elle savait plusieurs langues, elle ignorait en revanche la science la plus nécessaire aux princes, celle des hommes, ainsi que l'art de se plier aux circonstances. Une parfaite indifférence pour les conséquences de ses actes, une persévérance obstinée dans les résolutions qu'elle croyait bonnes, tel était le principal trait de son caractère. Par instinct et par tempérament, ardente catholique comme sa mère, elle ne mêlait à sa foi aucune réserve mentale, et sans tenir compte de ses intérêts personnels ou de ceux du royaume, elle allait jusqu'au bout de ses volontés. Tant que la reine Catherine avait vécu, Marie avait bravé la colère de Henry VIII. A la mort de sa mère, elle avait accepté les changemens introduits dans la constitution de l'église, n'y voyant qu'une question de politique où sa conscience n'était pas intéressée. Pourquoi, une fois maîtresse, se crut-elle obligée de combattre la réformation, à laquelle elle s'était soumise comme sujette? Pourquoi oublia-t-elle qu'elle devait sa couronne autant aux protestans qu'aux catholiques? Peut-être est-ce au temps malheureux où elle vécut qu'il faudrait demander la réponse à cette question. A une autre époque, a dit un historien moderne, Marie aurait pu devenir une bonne reine; mais la fatale superstition qui confondait alors la religion avec l'orthodoxie avait trop d'empire sur son âme et fut la plus forte. De là les premières persécutions et la lutte où elle s'engagea avec une raideur qui effrayait Charles-Quint lui-même.

A quelque point de vue que l'on se mette, le personnage de Ma-

rie ne semble pas prêter beaucoup à l'imagination poétique, si celle-ci veut suivre l'histoire. L'entêtement n'est pas un ressort dramatique, et le fanatisme religieux non plus. Quant aux bourreaux et aux supplices, s'ils font admirablement dans le fond de la scène, ils ne suffisent pas à la remplir. Or on n'aperçoit guère autre chose autour de celle qui apporta pour présent de noces à son royal fiancé la tête charmante de Jane Grey, et qui fit monter pêle-mêle sur les bûchers les évêques à barbe blanche et les apprentis de quinze ans. Tout le sang innocent qu'elle a versé ne parviendrait pas à rendre intéressante la triste princesse. M. Tennyson, voulant rester fidèle dans une certaine mesure à la vérité historique, a dû chercher ailleurs les élémens de son drame. Dans la souveraine, austère et dure, il a vu surtout la femme malheureuse qui aima et ne fut pas aimée, et dans la reine Marie l'épouse délaissée de Philippe. Toute sa tragédie repose sur ce fondement. C'est en suivant pas à pas l'histoire qu'il a raconté ou plutôt montré à sa façon le développement de cette passion tardive qui ne devait pas être payée de retour. Marie Tudor, amoureuse et prenant ses désirs pour une direction du ciel, puis épouse triomphante, mystique et jalouse tour à tour, enfin Marie Tudor abandonnée et mourant dans le désespoir, voilà l'élégie que le poète a revêtue de la forme admirable dont il a le secret.

L'écueil d'un tel sujet, on le devine, c'est le ridicule. Il est fort à craindre qu'en cherchant à l'attendrir sur les infortunes domestiques et sur les espérances trompées d'une reine qui n'eut même pas les consolations de la maternité, on n'obtienne du spectateur que le sourire de l'indifférence. Pour que les femmes de quarante ans nous inspirent cette sympathie aussi nécessaire sur la scène que dans le roman, encore faut-il que leur grâce fasse oublier leurs années, surtout quand la nature s'est montrée à leur égard aussi parcimonieuse qu'elle l'avait été pour la fille de Henry VIII. On aura beau faire, l'héroïne de M. Tennyson n'est pas aimable, et le poète n'a pas complétement réussi à dissimuler cet endroit faible. Quoi qu'on en ait, en lisant ces beaux vers où il a poétisé ce qu'on appellerait aujourd'hui un cas pathologique, on se sent envahi par les souvenirs importuns de la chronique. L'histoire, dont il pousse le culte matériel jusqu'au scrupule, lui joue ici un mauvais tour. On se rappelle que ce ne fut pas la faute de la princesse si, de toutes les alliances que la politique avait agitées devant ses yeux, aucune n'avait pu se conclure, si elle avait vu lui échapper les uns après les autres et le dauphin, et le duc d'Angoulême, et dom Louis de Portugal, et le duc d'Orléans. Les confidences diplomatiques nous la montrent, alors qu'elle était devenue reine, souriant à plusieurs reprises au mot de mariage, que Simon Renard faisait résonner à

ses oreilles, au risque de laisser voir trop clairement que le sujet était de son goût, et l'on est presque tenté de reprocher au poète d'avoir pris pour son drame un sujet de comédie.

Ce qui sauve la dignité de l'œuvre et ce qui la relève, c'est la façon grave dont elle est présentée, c'est le milieu sinistre où elle se déploie et sur lequel pèse l'ombre de ce temps terrible où ce qui la veille était devoir le lendemain devenait crime, où le suprême service qu'on pût rendre à un ami était de lui apporter un sac de poudre pour lui épargner au moins la torture des flammes; siècle plein de contradictions où l'on voyait des grands seigneurs comme Northumberland devenir lâches tout à coup et saluer, chapeau bas, la foule qui leur jetait des cris de mort, tandis que des prêtres comme Cranmer retrouvaient au dernier moment l'héroïsme et l'éloquence des martyrs. Les hommes à d'autres époques ont été sans doute et plus grands et meilleurs; mais on a eu raison de dire qu'ils n'ont jamais été plus intéressans et plus poétiques. M. Tennyson ne les a pas diminués dans l'étude dramatique qu'il vient d'offrir à son pays. Quoiqu'il y ait une singulière distance entre les brouillards des romantiques légendes au milieu desquelles il avait aimé jusqu'à présent à vivre et les réalités du XVIe siècle, il ne s'est pas senti dépaysé dans ce monde nouveau pour lui, bien que plus voisin du nôtre par les passions et par les sentimens. Lui qui naguère encore s'en allait sur les pas du vieux trouvère français à la recherche du Saint-Graal et de la lance enchantée, il a d'un bond franchi le moyen âge pour se mêler aux grandes crises de la moderne Angleterre. Spectateur ému, il a promené son calme regard sur les oppresseurs et sur les opprimés, et il a tâché de grouper dans un ensemble harmonieux quelques-uns des hommes qui par leur exemple ou par leur résistance, par leurs crimes ou par leurs vertus, ont favorisé l'établissement de la liberté religieuse dans la patrie de Wiclef et de Wesley. Autour de Marie Tudor, il a réuni Philippe, le froid Espagnol, et la brillante Élisabeth, jeune encore et déjà profondément politique; Thomas Wyatt, le patriote et le rebelle, Bonner, le brutal inquisiteur, le chancelier Gardiner, enfin le cardinal Pole, le noble Plantagenet qui vient donner à l'Angleterre l'absolution du pape et le signal des persécutions. Au-dessous, on entend la rumeur indécise de la foule qui se demande ce qu'elle peut avoir à perdre ou à gagner à la restauration de la puissance papale. Il ne s'agit plus seulement des amours malheureuses d'une reine; le sujet s'est agrandi sous la main du poète. C'est tout un fragment du passé de l'Angleterre qu'il fait revivre devant nos yeux, au moment même où à côté de lui, coïncidence singulière, un premier ministre descendu du pouvoir remplit les revues de ses polémiques religieuses et fait la guerre au Vatican.

II.

Le drame de M. Tennyson embrasse tout le règne de Marie Tudor depuis le jour où, arrachant sa couronne à Northumberland, qui l'avait posée de force sur le front innocent de Jane Grey, elle entra dans Londres à cheval, aux applaudissemens de la foule, jusqu'au moment où elle s'éteignit dans le désespoir, trahie par Philippe et contrainte de se dire qu'elle avait vécu en vain, puisqu'elle laissait le trône à la protestante Élisabeth. L'auteur n'a oublié aucune des phases importantes de cette politique clémente au début et bientôt sanguinaire, aucun des traits caractéristiques de la femme, pour laquelle il ne peut, malgré ses cruautés, s'empêcher d'éprouver une grande pitié. « Mère de Dieu, s'écrie quelque part Marie elle-même, tu sais que jamais femme n'eut meilleures intentions et ne réussit moins bien dans ce monde désastreux. » L'aveu serait touchant, si l'on pouvait oublier comment elle s'y prit pour réussir, et en quoi consistaient ces bonnes intentions. Au reste, cette justice doit lui être rendue, le poète n'a rien dissimulé. Il s'est contenté, c'était son droit, de poétiser; il n'a pas défiguré. L'idéal n'est qu'à la surface, et dans le portrait embelli il n'est pas difficile de retrouver l'original. Si l'on pouvait adresser un reproche à l'auteur, ce serait au contraire d'avoir marqué pour les faits une révérence qui va presque jusqu'à la servilité. Chacun des actes de son drame correspond à une période distincte de la vie du principal personnage, et si l'unité chère aux esprits français paraît quelquefois absente, à tout le moins la progression historique est-elle bien sensible. Le consentement du conseil et du parlement au mariage espagnol, la révolte de Wyatt, la réconciliation de l'Angleterre avec Rome, le martyre de Cranmer, voilà les cinq actes de la pièce, c'est-à-dire la carrière royale de Marie et sous une forme poétique le récit fidèle de la grande expérience tentée sur la nation anglaise, expérience qui ne devait aboutir qu'à un désastre. Pour ajouter encore à la surprise du public, qu'il n'avait pas habituéà une transformation aussi complète, le poète lauréat a écrit la première scène de son drame en simple prose, et bien qu'il s'y soit pris un peu tard pour parler cette langue, il a montré une fois de plus que les ailes n'empêchent pas toujours de marcher. C'est en prose que la foule salue la nouvelle reine, fille *légitime* de Henry VIII, sans savoir exactement la signification du mot que l'empressement des hérauts impose à son enthousiasme, assez disposée même à lui prêter un sens tout à fait contraire; mais c'est en vers que Cranmer s'exprime. L'auteur du *Livre de Prières* de l'église anglicane, seul dans une chambre de son palais épiscopal de Lambeth, médite sur l'a-

vénement de la fille de Catherine d'Aragon, qui ne lui a jamais pardonné l'outrage fait à sa mère, dont il a prononcé le divorce. Il sent qu'un mauvais quart d'heure se prépare pour lui. Tous les évêques se sont enfuis ou vont s'enfuir, les uns en Allemagne, les autres en Suisse. Fera-t-il comme eux? On le lui conseille. Pierre Martyr vient lui rappeler tous les motifs de haine qu'il a accumulés sur sa tête. N'a-t-il pas signé les lettres-patentes qui donnaient la couronne à lady Jane? Ne refuse-t-il pas de croire à la présence réelle dans l'eucharistie? Ne vient-il pas d'écrire une lettre hardie quand, pour plaire à la nouvelle reine, un moine a voulu rétablir la messe à Canterbury? Que de raisons pour s'en aller! Et d'autre part, s'il abandonne son siége, quel scandale pour la foi des âmes simples! Il restera. Au moment même où il prend cette résolution, les officiers de la reine viennent le chercher pour le conduire à la Tour. Il peut remercier Dieu : il est trop tard pour fuir. La scène est fort belle, quoiqu'elle ne soit qu'un hors-d'œuvre, car Cranmer ne reparaîtra plus qu'au quatrième acte; mais l'âme vacillante du prélat y est peinte en quelques traits heureux. Le drame ne commence véritablement que lorsque Élisabeth fait son entrée. On sait par quels efforts de volonté, avec quelle diplomatie savante la brillante sœur de Marie Tudor parvint pendant cinq mortelles années non à se faire oublier, car bien des espérances secrètes ne cessaient de reposer sur elle, mais à s'effacer dans une retraite volontaire, à y déjouer les piéges qu'on lui tendait de toutes parts. Dans cette partie qu'elle conduisait contre de plus forts qu'elle et dont l'enjeu n'était rien moins que sa tête, elle ne commit pas une seule faute. A la cour ou dans l'exil, épiée par les traîtres jusque dans ses discours les plus indifférens, sollicitée par ses partisans et tentée par ses ennemis, on ne put obtenir d'elle ni qu'elle assistât à la messe, ni qu'elle se laissât entraîner à la conspiration que certains membres de la noblesse tramaient en sa faveur. Enfermée, puis relâchée tour à tour, et se sentant peut-être plus sûre en prison qu'elle ne l'était en liberté, elle vint à bout de la finesse d'un Simon Renard et de la haine d'un Gardiner. Cette lutte d'une jeune fille qui n'avait pour elle que des sympathies dangereuses, et contre elle sa beauté, ses talens, sa naissance, l'aversion d'une reine presque toute-puissante et celle de ses conseillers, cette lutte n'est pas indigne de la muse tragique, mais le poète ne nous en a montré qu'une partie.

C'est avec le nom de Philippe sur les lèvres que la reine est introduite dans le poème. Les romans du XVIIe siècle nous parlent souvent de ces princesses que la renommée d'un héros ou la vue de son portrait enflammait tout d'abord et pour toujours; Marie n'a rien à leur envier à cet égard. Le titre seul de Philippe, fils d'em-

pereur et roi futur, a suffi pour commencer le charme; une miniature a fait le reste. Elle ne se lasse pas de contempler la barbe blonde du prince espagnol, de louer sa beauté à ses filles d'honneur, qui ne sont pas toujours de son avis, et même à Gardiner, qui trouve que son protégé Courtenay est aussi bel homme et ferait bien mieux l'affaire de l'Angleterre. L'ancien secrétaire de Wolsey joue dans ce drame un rôle terrible, quoique moins terrible encore que dans l'histoire. La prison où il avait passé tout le temps du règne d'Édouard n'avait point adouci sa violence naturelle. Il était revenu au pouvoir exaspéré par l'injure, et bien résolu à user de son empire sur la reine pour faire triompher sa cruelle politique et pour assouvir ses haines. Tout exécrable qu'il fût, on ne pouvait lui refuser le mérite d'être un rude travailleur et de voir clair toutes les fois que la passion ne lui troublait pas le jugement. Il aurait volontiers fait mettre Élisabeth à mort avec les formes de la loi, ou sans elles au besoin, parce qu'Élisabeth personnifiait tout ce qu'il haïssait au monde; mais il sentait combien était impopulaire l'alliance où Marie avait attaché son cœur. Il ne craint pas de le lui dire en face. Il lui représente avec force la faute qu'elle va commettre, le danger qu'elle court à défier ainsi le sentiment de toute l'Angleterre. Marie répond comme répondent ordinairement les princes obstinés qui ne veulent pas voir l'évidence. Elle fait une distinction entre le pays et les partis, qui, dit-elle, ne le représentent pas.

Gardiner n'est pas plus heureux lorsque, désespérant de la prendre par la raison, il s'adresse à sa fierté et lui fait entendre qu'en épousant Philippe elle s'expose à devenir la belle-mère d'enfans nés en Flandre et ailleurs. Tout ce qu'il y gagne, c'est d'avoir irrité sa maîtresse et risqué sa place comme un sot. Au chancelier succède l'ambassadeur de France,qui touche la même corde, mais avec plus de délicatesse, comme il sied à un diplomate de la vieille école, et sans un meilleur succès. Voici enfin Simon Renard, l'envoyé espagnol. Celui-là, il est le bienvenu. Il le serait encore davantage, s'il apportait une lettre du bien-aimé ou même de l'empereur. La vérité est que le bien-aimé n'était pas pressé de débarquer dans un pays où on lui avait recommandé sur toutes choses d'amener son cuisinier avec lui, pour une raison qu'il n'est pas difficile de deviner au XVIe siècle. Quant à Charles-Quint, il différait encore la demande formelle si impatiemment attendue. Entre le silence du père et l'indifférence du fils, la position de l'amante rappelle un peu celle du chasseur d'ours de la fable; mais en amour, si tout est de bonne guerre, rien non plus n'est ridicule. Sous l'empressement de Marie, extraordinaire même pour

ses femmes, qui la nuit l'entendaient gémir comme si le cauchemar ne quittait plus son lit, il y a une passion vraie. C'est ce que le vieux renard flamand se charge d'expliquer à la jeune Alice par une image digne des fabliaux de son pays, en lui faisant voir comment, froid ou chaud, le vent sert toujours à souffler le feu.

La lettre de l'empereur est enfin arrivée. Toute palpitante, Marie s'est précipitée dans la chambre du conseil pour demander aux lords leur consentement. Ceux-ci, dit l'histoire, assez embarrassés par cette question imprévue, — coup de théâtre que leur avait ménagé Simon Renard, — se défiant en outre les uns des autres et incapables de délibérer devant la reine, lui firent une réponse qu'elle traduisit très librement en annonçant à l'empereur qu'elle acceptait la main de son fils. Ici encore, M. Tennyson a fait un choix. Il ne nous a montré ni toutes les angoisses, ni tous les transports de la pauvre femme. Si l'on en croit la correspondance de Simon Renard, la passion de Marie s'était, devant les obstacles, rapidement compliquée d'une sorte de mysticisme étrange. Elle passait la plus grande partie de ses nuits en prières. Un jour même, en la présence de lady Clarence, une de ses femmes, et de l'ambassadeur espagnol, agenouillée devant l'autel élevé dans sa chambre, elle les avait invités à chanter avec elle le *Veni Creator*, puis, se relevant, elle leur avait prêché le divin message. Elle leur avait déclaré que le prince d'Espagne était l'élu du ciel pour la reine-vierge, et que, si des miracles étaient nécessaires afin de lui donner cet époux, ces miracles s'accompliraient. Son opiniâtre volonté devait suffire; mais le triomphe allait être payé cher. Il lui fallait affronter le parlement et le pays. Catholiques ou hérétiques, tout le monde voyait du même œil le mariage espagnol. A la provocation que la reine lançait au sentiment national, ce fut la révolte qui d'abord répondit.

Il n'y a rien de plus difficile que de faire parler et agir des conspirateurs et des révolutionnaires, parce qu'il n'y a rien de plus banal au théâtre que des situations pareilles. La tragédie classique tourne communément la difficulté au moyen de quelque beau récit sonore. M. Tennyson aurait pu faire de même. Il a préféré nous mettre en présence des révoltés et nous faire partager les émotions de la lutte. Nous suivons le brave Thomas Wyatt dans sa marche sur Londres, depuis son château d'Alington, où il harangue les hommes du pays de Kent, jusqu'à Temple-Bar, où il succombe sur le seuil de la victoire. Tout cet acte est plein de mouvement, de vie, de clameurs populaires et de colères royales. Il débute par un entretien familier entre le maître du château et son vieux domestique. Sir Thomas Wyatt, le gentilhomme le plus accompli de son temps, attend pour soulever le peuple le signal de ses amis :

WYATT.

Quelles nouvelles au dehors, William?

WILLIAM.

Rien de bien neuf, sir Thomas, et rien de bien vieux, sir Thomas. Ce n'est pas une nouvelle bien fraîche que l'arrivée de Philippe, qui vient épouser Marie; et ce n'est pas une vieille nouvelle que cela déplaît à tout le monde. Cela aurait aussi déplu au vieux sir Thomas. Les cloches sonnent à Maidstone, votre seigneurie les entend-elle?

Sir Thomas les entend bien, mais ce n'est pas encore le moment de se remuer. Avant, comme il le dit, de mettre le feu à la mine, il s'occupe à recueillir les papiers de son père, à transcrire les sonnets du vieux poète de cour, ces sonnets qui vivront encore quand, séditions et révoltes, tout le reste sera oublié, tandis que le serviteur affaibli par l'âge repasse les souvenirs de sa jeunesse et vante le maître qui n'est plus :

WILLIAM.

Oui, c'était un bel homme de cour. Toutes les femmes l'aimaient. Je l'aimais aussi, et je l'accompagnais en Espagne. En Espagne, je n'ai jamais pu manger; en Espagne, je n'ai jamais pu dormir. Je hais l'Espagne, sir Thomas.

WYATT.

Mais, si j'ai bonne mémoire, tu as pu boire en Espagne?

WILLIAM.

Sir Thomas, nous pouvons leur accorder le vin. Le vieux sir Thomas leur accordait toujours le vin.

Cependant une lettre chiffrée de Courtenay prévient Wyatt qu'il n'y a plus un instant à perdre pour tenter le coup. Wyatt ouvre alors la fenêtre, s'adresse en termes brûlans aux paysans du comté, que l'inquiétude a rassemblés dans le parc, et son éloquence toute populaire les entraîne. On connaît la fin de l'insurrection. Wyatt entra dans Londres, mais deux heures trop tard pour le succès de son entreprise. L'alarme n'en avait pas moins été très vive dans l'entourage de la reine. Simon Renard commençait à dire qu'il valait mieux renoncer à l'alliance projetée. Ce fut Marie qui se sauva elle-même par son intrépidité. Le poète nous la montre dans Guildhall, où elle vient demander des secours au lord-maire et aux bonnes gens de Londres. C'est la contre-partie de la scène précédente. Elle proteste avec la fourberie la plus naïve qu'elle n'est pas aussi pressée de se marier que l'on croit, qu'elle a vécu dans la virginité, qu'elle y peut vivre encore, avec l'aide de Dieu, et que, si son mariage dé-

plaît au parlement, elle y renoncera. Enfin elle demande aux corporations de choisir entre la reine d'Angleterre et la canaille du pays de Kent. A de pareilles questions, on le sait, la réponse n'est jamais douteuse. Néanmoins, après son courage, Marie dut surtout son salut à la fermeté des lords Pembroke et Howard ainsi qu'à une compagnie d'archers qui barra le chemin aux insurgés.

Cette fois le royaume était reconquis; mais le fiancé espagnol voulait des sûretés contre un peuple si remuant. Il demandait la tête de Jane Grey. Marie la lui donna généreusement et se réserva, ce qui était bien le moins qu'elle pût faire, Élisabeth et Cranmer, pour sacrifier l'un à sa piété et l'autre à sa jalousie. Désormais « ses ennemis sont à ses pieds, et Philippe est roi. »

M. Tennyson, en historien fidèle, a bien marqué les deux phases de ce règne, qui fut clément jusqu'au jour où la passion fit oublier à Marie ses promesses, l'intérêt de l'Angleterre et la pitié. Il a suivi avec beaucoup d'art les détours de cette âme envahie par un amour sauvage, habile à se tromper elle-même, de cette conscience faussée, où tout finit par se brouiller et se confondre sous l'influence d'une passion que rien ne pouvait assouvir. Philippe est enfin débarqué avec une escorte de gentilshommes dont l'histoire est écrite dans les annales de deux mondes. Il était temps, car la reine se consumait de désirs, et son intelligence s'égarait sous le poids des inquiétudes, sous l'aiguillon des retards. Le fiancé, trempé par la pluie dans son manteau d'écarlate, est arrivé devant les murs de Winchester avec toute l'ardeur d'un homme qui entreprend une tâche désagréable. Il aurait bien voulu remettre au lendemain sa première visite, mais le soir même il lui a fallu se montrer à Marie et faire sa cour. C'est au milieu des fêtes du mariage que s'ouvre le troisième acte de la pièce. Pendant que la foule crie sans enthousiasme : « Longue vie à Marie ! » et avec moins d'enthousiasme encore : « Longue vie à Philippe ! » deux membres des communes se racontent tous bas les derniers événemens, les gibets qui foisonnent, les exécutions sanglantes qui ne cessent pas et les mauvais présages. Ils parlent de celle que Noailles appelait la *reine de douze jours*, et ce souvenir les émeut :

SIR THOMAS STAFFORD.

Vous pouvez sans doute me dire comment elle est morte.

SIR RALPH BAGENHALL.

Dix-sept ans ! — parlant huit langues, sans égale en musique, parfaite aux travaux de l'aiguille et dépassant en savoir les hommes d'église, et avec cela si douce, si modeste, si soumise comme épouse au vulgaire garçon à qui la politique l'avait si mal mariée !.. Dix-sept ans,

une rose de grâce!.. Elle vint sur l'échafaud et dit que, condamnée à mort pour trahison, elle n'avait fait que se conformer aux desseins de ses plus proches parens... Alors elle s'agenouilla, récita le *Miserere mei*, mais tout en anglais, remarquez-le; — se releva, et au bourreau qui lui demandait pardon elle répondit : « Vous allez me donner une vraie couronne enfin ; seulement faites vite. » Tous pleuraient alors, excepté elle, qui ne changea pas de couleur en voyant le billot, mais, de façon enfantine, demanda au bourreau s'il n'allait pas ôter ce bloc avant qu'elle se penchât. « Non, madame, dit-il avec effort, » et, quand on eut bandé ses yeux innocens, elle, tâtant avec ses pauvres mains aveugles : « Où est-ce, où est-ce ? » disait-elle. — Ce qui suivit, vous pouvez vous le représenter, si vous en avez le courage.

LA FOULE, dans le lointain.

Dieu sauve leurs majestés !

Les deux gentilshommes s'éloignent en se donnant rendez-vous sur l'échafaud aussi, car ils prévoient que les temps mauvais sont proches et que l'arrivée de Philippe n'est que le prélude des persécutions de tous genres. Marie en effet va chercher dans l'accomplissement de son rôle religieux, dans la réconciliation solennelle du royaume avec la papauté un aliment nouveau pour la flamme qui la dévore, une consolation pour la froideur de son nouvel époux. Courte a été sa lune de miel. « La malheureuse reine, dit M. Froude, qui n'était ni aimée ni aimable, desséchée par la soif des affections, s'était jetée sur un cœur en comparaison duquel un banc de glace eût semblé chaud, sur un homme pour qui le mot d'amour n'avait pas de sens. » Quand elle se réveilla de son rêve, il ne lui restait plus qu'un désir, celui de donner un fils à son mari et à l'Angleterre. Cette vaine espérance a fourni au poète l'idée d'une scène, la plus audacieuse de toutes, et qui, bien que le fondement en soit historique, ne laisse pas de paraître assez bizarre. On pourrait l'appeler la scène de la salutation, et c'est le cardinal Pole qui fait l'office de l'ange. Le dramaturge n'a pas reculé devant la hardiesse profane du rapprochement. A ceux qui lui en feraient un reproche, il répondrait sans doute que le malencontreux parallèle se trouve célébré tout au long dans un écrit du temps. Peut-être aurait-il pu l'y laisser. Pourtant ce trait de caractère n'est pas inutile pour faire comprendre dans quel monde de chimères vivait la pauvre reine, et combien il est vrai de dire que toute autre place qu'un trône lui eût mieux convenu. Le cardinal Pole, après un long exil, a pu rentrer en Angleterre. Il vient saluer sa cousine dans le palais de White-Hall, et celle-ci, qui se croit mère, comme autrefois l'épouse du sacrificateur Zacharie, tressaille et prophétise :

MARIE.

Il s'est éveillé, il s'est éveillé, le grand défenseur à naître de la foi qui me vengera de mes ennemis ; il vient, et mon étoile se lève. Les orgueilleuses ambitions d'Élisabeth et tous ses fougueux partisans pâlissent devant mon étoile ! La lumière de la nouvelle doctrine s'efface et disparaît : les ombres de Luther et de Zwingle s'évanouissent devant mon étoile dans l'impérissable enfer auquel elles sont condamnées. Son sceptre s'étendra d'un bout de l'Inde à l'autre ! Son glaive abattra les peuples hérétiques ! Sa foi enveloppera le monde, devenu sien, comme l'air universel et la lumière du soleil. Ouvrez-vous, portes éternelles, voici le roi, mon étoile, mon fils !

Que manque-t-il à cet hymne passionné pour qu'il produise tout son effet ? Peu de chose en vérité : il faudrait oublier que Marie Tudor n'eut jamais d'enfant et que, jouet d'une illusion maladive, sans cesse renaissante, elle passa les dernières années de sa vie à attendre ce fils qui ne devait pas lui être donné, ce fils dont la naissance eût peut-être changé les destinées de l'Angleterre. Dieu le refusait à son amour, elle crut qu'il l'accorderait au zèle de sa foi, et pour l'obtenir elle résolut de faire rentrer dans le bercail les brebis égarées sans y épargner la rigueur. M. Tennyson a développé d'une manière très-intéressante ce grand dessein. Le cardinal-légat Pole vient de donner solennellement, le jour de la Saint-André, l'absolution papale aux pairs spirituels et temporels ainsi qu'aux communes du royaume. Au milieu des sanglots de la reine, au son du *Te Deum*, on s'est agenouillé sous la bénédiction du légat : une nouvelle ère commence pour l'Angleterre. Il ne reste plus maintenant qu'à extirper le schisme. Marie veut qu'on fasse revivre les lois jadis portées contre les lollards. Gardiner veut qu'on brûle l'hérésie au nom de la raison d'état ; Bonner, l'évêque de Londres, le veut aussi au nom de l'église épurée. Seul Reginald Pole se montre disposé à user d'abord de tolérance ; il fait valoir à l'appui de son opinion des textes tirés de l'Écriture sainte ; il s'emporte contre le chancelier qui se raille de ses tropes, et finit par céder aux exhortations intimes de sa cousine. Le poète a tracé de ce caractère étrange, où dominait une insatiable vanité, un portrait remarquable. Pole, le fils de Marguerite Plantagenet, le défenseur enthousiaste du saint-siége, le poétique intrigant, candidat toujours malheureux à la papauté, renaît tout entier dans le langage qu'il tient ; mais sous le miel de ses paroles on distingue l'homme d'une idée, prêt à tout accepter pour en assurer le triomphe, l'homme faible qu'il ne sera pas difficile de convertir à la violence. Le légat va devenir l'auxiliaire le plus déterminé de

Marie, l'agent infatigable de la persécution. N'a-t-il pas sa tiédeur passée et ses tergiversations dangereuses à se faire pardonner? Et ce qui rend plus odieuses encore les rigueurs auxquelles il est juste que son souvenir demeure éternellement mêlé, c'est qu'elles s'exercèrent non pas sur les grands, qui auraient pu rendre coup pour coup, sur les comtes et sur les barons notoirement coupables d'hérésie et qui n'entendaient jamais la messe, mais sur les faibles et les petits. « On fouilla les grandes routes et les haies; on alla ramasser les boiteux, les estropiés et les aveugles; on arracha le tisserand à son métier, le charpentier à son atelier, le laboureur à sa charrue; on mit la main sur des filles et sur des garçons qui n'avaient jamais entendu parler d'une autre religion que celle qu'on leur demandait d'abjurer, sur des vieillards chancelant au bord de la tombe, sur des enfans dont les lèvres pouvaient à peine balbutier les articles de leur foi (1). » Le poète a jeté un voile sur toutes les horreurs qui furent commises alors; à peine y a-t-il fait allusion dans sa pièce. Il a pensé sans doute qu'il serait trop facile d'émouvoir à ce prix, et que ce qui est à sa place dans le *Livre des Martyrs* aurait inutilement souillé ses vers.

Dans cette galerie d'illuminés et de bêtes féroces où M. Tennyson nous promène, ne se trouvera-t-il donc personne pour dire le mot de la pitié, le mot de la raison, le mot du patriotisme, personne pour montrer quelques restes d'humanité au milieu des cris de haine et des hallucinations du sentiment religieux égaré? Parmi ces furieux et ces fanatiques, où sont les bons Anglais? Les voici, dans le parlement et dans le conseil même. C'est Bagenhall, de la chambre des communes, qui n'a pas voulu courber le genou dans ce « parlement de singes » béni par le cardinal-légat; il ne veut ni de l'église universelle de Marie, ni de l'universel enfer de Philippe, et il rougit d'être Anglais : il ira méditer à la Tour sur les inconvéniens qu'il peut y avoir à rester debout quand tout le monde se prosterne. C'est lord Paget qui ose citer à Gardiner un passage qu'il a trouvé, lui qui n'est pas homme d'église, dans sa Bible de laïque : « mes petits enfants, aimez-vous les uns les autres. » C'est lord Howard, qui veille de loin sur Élisabeth et qui vient demander à la reine que Cranmer ait la liberté de s'exiler, puisqu'il s'est rétracté. Tous, catholiques ou protestans, ils représentent la haine du papisme, qu'ils ne confondent pas avec le catholicisme, et des modes espagnoles, dont l'inquisition est l'expression fidèle. Ce ne sont pas des héros, et, Bagenhall peut-être excepté, ils ne se sentent pas le goût du martyre. Ils se contentent d'être des politiques, comme on

(1) Froude's *History of England*, t. VI.

disait autrefois, et si leur tolérance prend parfois l'apparence du scepticisme, du moins ne sont-ils pas fermés à la miséricorde. Ils ont vu sous Henry profaner avec d'horribles refrains les objets du culte qui était alors celui de toute l'Angleterre, et ils pensent que ces brutalités impies ont appelé la persécution présente. Ils viennent de voir mourir Latimer et Ridley, et ils estiment que tout hérétiques qu'ils fussent, ils étaient de vrais Anglais. Action et réaction, voilà pour eux le résumé des règnes qui se succèdent sous leurs yeux, et ce mouvement de bascule leur fait prendre en pitié le *monde-enfant* où la destinée les a placés. Hommes d'état dégoûtés pour un moment des affaires publiques, ils philosophent pendant que la tempête se déchaîne, laissant tomber un regard attendri sur les victimes. La plus illustre de toutes expie, en cet instant même, la part qu'elle a prise à la réformation religieuse.

M. Tennyson a fait de l'*auto-da-fé* de Cranmer le point culminant de son œuvre. Il a réservé à ce personnage, si calomnié pour avoir en face du supplice laissé frémir la chair et le sang, toute la sympathie de son âme et tout le pathétique de son drame. Cranmer s'est rétracté. Le cardinal Pole, qui demain occupera le siége de Cantorbéry, devenu vacant, a prouvé au vieillard qu'il y a folie à se croire plus sage que les pères de l'église réunis, et qu'il a tordu le sens des Écritures, corrompu par les promesses terrestres. Et le prélat, dont les mains étaient pures, mais la conscience timide, s'est courbé sous l'injure et a fait sa soumission. Il a renié toutes ses croyances, tous ses actes, toute sa vie. On l'a fait languir un mois dans la certitude de sa honte et dans l'incertitude de son sort. Maintenant on vient lui dire qu'il ne lui reste plus qu'à lire sa rétractation devant le peuple, puis à périr par le feu. Pourtant on lui accorde une grâce : il pourra parler avant de mourir. Hélas! que dira-t-il? Ses ennemis espèrent que ces adieux suprêmes ajouteront encore à l'ignominie de sa conduite, et que le représentant de la réformation s'avilira jusqu'au bout. Quant à ses amis, ils sentent bien qu'on ne peut pas attendre de Cranmer plus d'héroïsme sur le bûcher qu'il n'en a fait voir dans la prison. En effet, Cranmer tremble à la pensée des flammes. Il se souvient que sa propre main a signé aussi de cruels arrêts, celui de la sorcière Jeanne de Kent par exemple, et il se prend à songer que tous ces fagots sont sans profit pour ceux qui les allument. C'est avec ces sentimens qu'il entre dans l'église de Sainte-Marie d'Oxford, où il va s'adresser au peuple du haut du pilori qu'on lui a préparé. Le père Cole l'invite à proclamer sa foi pour donner le bon exemple à la foule, et Cranmer commence à s'exprimer dans les termes mêmes de la liturgie magnifique qu'il a donnée à l'église anglicane. « O Dieu, Père céleste!

O fils de Dieu, rédempteur du monde! O Saint-Esprit, qui procèdes de tous deux, trois personnes et un Dieu, ayez pitié de moi, très misérable pécheur! » Longue et touchante est son exhortation, et quand il arrive à l'exposition de sa foi, pressé par le père Cole de mettre plus de clarté dans ses paroles, il s'écrie :

Et maintenant j'en viens au grand sujet qui pèse sur ma conscience plus que toute autre chose que j'aie dite ou faite dans mon existence entière, car par crainte de la mort et pour sauver ma vie, s'il était possible, j'ai répandu des écrits contraires à la vérité que je portais dans mon cœur. Les papiers que cette main a signés depuis ma dégradation, je les renonce tous ici. Et puisque c'est ma main qui fut coupable, les ayant écrits contre mon cœur, c'est ma main qui brûlera la première. Et maintenant je puis aller au feu.

LES PROTESTANS.

Je savais bien qu'il en serait ainsi. Dieu le bénisse!

Le coup de théâtre contenu dans cette scène, le poète le doit à l'histoire; mais ce qui est bien à lui, c'est l'art délicat avec lequel il a su reproduire la physionomie du prélat lettré, qu'il était malaisé de faire revivre et de fixer au milieu de ses contradictions. Peut-être n'était-il pas beaucoup plus facile de se montrer impartial en marquant la part des erreurs, même chez les victimes. M. Tennyson, le mérite n'est pas mince, a réussi à tenir la balance égale. C'est par une bouche catholique qu'il fait raconter la mort du martyr protestant, et ce récit, avec les réflexions qui l'accompagnent, donne au quatrième acte une grande conclusion.

Il n'est guère qu'un personnage à l'égard duquel le poète ne témoigne pas un peu de cette pitié due aux bourreaux; c'est Philippe. Le mari de la reine passe dans le drame ainsi qu'il a passé dans la vie de sa femme, comme l'image de l'indifférence cruelle et de l'ennui cynique. Il est las de Marie et de ses fausses espérances, las de ce pays humide et sans soleil, et il songe à s'en aller. Il songe aussi à Élisabeth et la protége avec une arrière-pensée qu'il ne prend pas la peine de beaucoup dissimuler. Simon Renard lui représente qu'il aurait tort de jeter le masque avant la fin de la comédie, qu'il est haï du peuple, que la reine est jalouse. Philippe répond qu'il ne changera pas de manières pour ces « bêtes brutes d'insulaires, » et qu'il ne se mettra pas davantage à composer des sonnets pour célébrer les yeux myopes de son épouse. Il est malade à en mourir, plus malade qu'il ne l'a été en passant la mer, et il veut partir. L'abdication de son père lui servira de prétexte. Quelle

froideur dans l'entretien où il annonce à Marie son irrévocable résolution!

MARIE.

O Philippe, faut-il donc que vous partiez?

PHILIPPE.

Madame, il le faut.

MARIE.

Quand un mari et une femme se séparent, c'est comme si un cœur se fendait; cette moitié flotte d'un côté, et celle-ci de l'autre.

PHILIPPE.

Vous dites vrai, madame.

MARIE.

Il me semble que, si vous vouliez le retarder un jour de plus, je pourrais mieux m'habituer à supporter votre départ; ne le voulez-vous pas?

PHILIPPE.

Madame, il suffit d'un jour pour perdre ou pour sauver un royaume.

MARIE.

Il suffit d'un jour aussi pour empêcher un cœur de se briser.

PHILIPPE.

Eh bien, Simon Renard, pouvons-nous nous arrêter un jour?

SIMON RENARD.

Un jour de plus ne portera point de préjudice, autant que je puis voir, aux affaires de votre grâce.

PHILIPPE.

Un jour de plus donc pour plaire à votre majesté.

MARIE.

Un rayon de soleil passe encore à travers ma vie. Oh! si cette séparation, Philippe, vous faisait éprouver ce que j'éprouve.

PHILIPPE.

Je prends saint Jacques à témoin que sur mon honneur et ma foi d'Espagnol je suis excessivement peiné de quitter votre majesté. Simon, le souper est-il prêt?

Voilà l'aimable époux que Marie en est réduite à regretter. Quand il reviendra, elle ne réussira pas davantage à le retenir. Une fois qu'il aurait obtenu d'elle la promesse de déclarer la guerre à la France et de reconnaître Élisabeth comme héritière, il s'en ira pour jamais. Tout échappe à la fois à Marie Tudor; les supplices n'ont pas converti le royaume, les sacrifices d'hérétiques n'ont pas touché le ciel, et Philippe la hait. Ce dernier coup est le plus sensible de

tous; c'est la fin de sa tragédie à elle qui s'annonce, et les mauvaises nouvelles éclatent sur son cœur comme les volées d'un glas suprême. Il n'y a rien dans toute la pièce de plus lugubre que ce spectacle d'une reine désolée qui voit ses dernières espérances s'effeuiller une à une et qui se sent mourir après elles. Dans le cinquième acte, nous assistons à l'écroulement de l'échafaudage artificiel construit par Marie. Ce n'est pas du dehors que vient le châtiment; c'est la politique d'une part et la passion de l'autre qui se retournent contre elles-mêmes pour se dévorer. La moralité de la pièce réside dans ce cinquième acte vengeur, et le poète n'a eu qu'à la tirer de l'histoire. Le plus grand peut-être de tous ces coupables, parce qu'il était le plus intelligent, a quitté la scène du monde le premier. Gardiner est mort en disant, mais trop tard : assez de supplices, et la justice populaire lui a fait cette épitaphe ironique : « Il est mort, il a été enseveli, il est descendu aux enfers; n'en parlons plus. » Philippe est parti malgré les supplications de la reine, sans cacher au comte de Feria qu'il a trouvé sa femme bien vieillie, et qu'il serait tout disposé à offrir sa place, quand elle sera vide, ce qui ne peut tarder, à Élisabeth elle-même. Pole continue à combattre pour la foi, mais le successeur de Jules III vient de le frapper au cœur. Il lui a ôté son titre de légat, il a fait mieux encore, il l'a cité à Rome devant l'inquisition, pour cause d'hérésie, visant dans sa personne Philippe et Marie à la fois. Le chimérique cardinal ne comprend plus rien aux choses humaines. Il accourt chez la reine et laisse déborder les flots de sa douleur. Être appelé hérétique, lui qui a dépassé Gardiner en zèle, qui s'est dépassé lui-même pour la cause de Dieu, si bien qu'on ne le nomme plus maintenant que le fléau et le boucher de l'église d'Angleterre! Marie cherche à le consoler, inconsolable elle-même, et il y a quelque chose de poignant dans la conversation de ces deux êtres écrasés sous la roue qu'ils ont mise en mouvement.

Dans l'abîme de tristesse où Marie s'enfonce, le poète a ménagé des degrés. L'épouse de Philippe se sait négligée, mais elle ignore que son peuple le sait comme elle. En se retirant, Pole a laissé par mégarde tomber un de ces billets injurieux que des mains inconnues sèment partout; il ne contient que ces mots : « votre peuple vous hait comme vous hait votre mari. » En même temps, la reine n'est pas moins frappée que l'épouse, car le successeur de Gardiner, Nicholas Heath, vient lui apprendre que Calais est au pouvoir des Français. Pendant que Marie, tout entière à sa passion et aux intérêts de l'église, oubliait de renforcer la garnison de la ville menacée, le duc de Guise s'en est emparé. Il est trop tard maintenant pour armer tous les hommes valides de seize à soixante ans, trop

tard pour rassembler la flotte. C'est en vain que la fille de Henry VIII souhaite de ressembler à son père, ne fût-ce que pour une heure : il ne lui reste plus qu'à mourir. Son nom va passer en proverbe et devenir la fable du monde. Tout s'en va, n'est-il pas temps qu'elle s'en aille à son tour? La scène est déjà célèbre en Angleterre; toutes les revues l'ont citée, le crayon la rendra sans doute populaire. Ce qui en fait la beauté, c'est que l'auteur a su tenir son héroïne en équilibre sur la limite vacillante qui sépare la raison de la folie. L'intelligence de la reine sombre en quelque sorte sous le fardeau de ses chagrins, le délire apparaît; seulement ce que le poète en montre reste poétique sans devenir banal. Cette femme hystérique, hagarde, aux traits naturellement ingrats et que la souffrance n'a pas embellis, il faudrait peu de chose pour en faire un objet d'horreur; il fallait beaucoup d'art pour en faire un objet de pitié. Comment concilier la vérité historique, qui est dure, et la délicatesse d'un goût qui fuit les situations repoussantes? « Marie, dit M. Froude, passait la plus grande partie de son temps à répondre aux lettres cruelles que lui envoyait Philippe, se renfermant dans la solitude, ne se confiant qu'à Pole et ne voyant que ses femmes. Elle avait perdu tout empire sur elle-même. Quand elle paraissait en public, c'était pour y laisser éclater les transports d'une passion violente qu'elle ne savait plus maîtriser. » On la voyait plongée dans son désespoir, rester assise à terre pendant de longues heures, les genoux ramenés à la hauteur du visage. Nuit et jour, elle errait comme une ombre dans les galeries du palais, ne sortant de ses rêveries que pour écrire à son mari des lettres tachées de larmes. On en a retrouvé une, péniblement griffonnée, où l'amertume de son âme se fait jour à travers les formules de respect sur lesquelles elle renchérit à force de ratures pour ne point blesser l'homme dont elle espérait encore le retour. Voilà l'histoire, voici la poésie. Pole a pris congé de la reine, qui est restée avec ses femmes. Celles-ci s'efforcent de la distraire, de la tromper. L'Angleterre, malgré tout, n'est-elle pas fidèle à sa souveraine? mais Marie ne veut pas être consolée :

MARIE.

Mon peuple me hait et désire ma mort.

LADY CLARENCE.

Non, madame, non.

MARIE.

Mon mari me hait et désire ma mort.

LADY CLARENCE.

Non, madame, ce sont ces billets injurieux qui le disent.

MARIE.

Je me hais moi-même et je désire ma mort.

LADY CLARENCE.

Longue vie à votre majesté! Voulez-vous qu'Alice vous chante une de ses jolies chansons? Alice, mon enfant, allez prendre votre luth. La harpe du jeune David éclairait, dit-on, les noires tristesses de Saül.

MARIE.

Elle est trop jeune, et n'a jamais connu de Philippe. Donnez-le-moi, ce luth. — Il me hait! (Elle chante.)

A fiancée heureuse épouse infortunée!
C'est la loi. La beauté sous un souffle est fanée;
Au dégoût qui s'approche Amour ne survit pas.

Bas, mon luth, parle bas, tout bas, mais dis encore
Que le monde n'est rien. — C'est Amour à l'aurore
Qui réveille les fleurs. — O mon luth, parle bas. —

La feuille vole : Amour en fuyant la dépasse. —
O mon luth, parle bas. — Notre beauté s'efface, —
Plus bas, cher luth! — avec son souvenir, hélas!

Reprenez-le, il n'est point assez bas pour moi.

ALICE.

Votre Grâce a une voix grave.

MARIE.

Osez-vous bien le dire? Pour cela même, il me hait! Une voix basse perdue dans un désert où on ne peut l'entendre! Une voix de naufragé sur une mer sans rives! Une voix basse qui sort de la poussière et de la tombe. (Elle s'assied à terre.) Là, suis-je assez bas maintenant?

Le poète l'a mise plus bas encore. Il semble avoir cru que le châtiment moral de son héroïne n'était pas assez complet. Toujours est-il que la scène qu'on vient de lire n'est pas la dernière où paraisse Marie. Au point de vue de l'art, il y a là un excès de développement qu'on peut trouver regrettable, car l'effet trop prolongé s'affaiblit, et la compassion n'est pas loin de se tourner en dégoût. Si c'est là l'impression morale que M. Tennyson a voulu produire, il a certainement réussi. Marie Tudor, dans les scènes suivantes, n'est plus qu'une proie que les remords et la folie se disputent. Ces remords sont encore bien obscurs, bien indécis, mais dans cette crise suprême la folie est évidente.

III.

Un pan du manteau de Shakspeare est-il tombé sur les épaules de M. Tennyson? Telle est la question qui a été agitée dans le monde de la critique à propos de la *Reine Marie*. Ce qui semble clair, c'est que l'auteur aurait épargné beaucoup d'encre à ses juges, si au lieu d'appeler son œuvre drame, il lui avait donné le nom plus souple et moins compromettant de poème dramatique. Si par drame, et c'est le langage de certains critiques que nous reproduisons ici, on entend une action déterminée ayant un commencement, un nœud et un dénoûment, la *Reine Marie* ne justifie guère son titre. Avoir fort envie de se marier, épouser un prince peu aimable, être très malheureuse en ménage, chercher dans la persécution des hérétiques une consolation insuffisante, et mourir de la fièvre dans son lit, voilà bien des choses sans doute, et pourtant vous aurez beau les réunir, vous n'y trouverez pas, à proprement parler, une action dramatique. Il y a là une matière assez riche pour le roman ; mais dans cette succession d'événemens on cherche en vain la tragédie. Dans tout drame, on doit au moins sentir qu'il y a, si faible soit-elle, une intrigue qui le soutient, une progression dans l'intérêt, en un mot une crise. Rien de semblable dans la *Reine Marie*. Pourquoi les personnages vont et viennent, entrent et sortent, pourquoi même ils sont là et ce qu'ils y font, on l'ignore. Ils y sont par la volonté du poète, voilà tout. Ce sont des tableaux qui se déroulent, sans autre lien que celui de la chronologie. Point de surprises savamment préparées, point de combinaisons ingénieuses, point de péripéties émouvantes. Tous ces personnages parlent et racontent, ils n'agissent point, n'ayant rien à faire. Qu'un art caché ait présidé à la disposition des actes et des scènes, il faut bien le reconnaître ; mais c'est un art tout différent de celui que nous devons demander aux écrivains qui travaillent pour la scène. Shakspeare, dira-t-on, ne faisait pas autrement. Il n'y a chez ce grand maître ni coups de théâtre, ni enchaînement rigoureux des circonstances. Il se contente de suivre l'ordre des événemens et de remplir le cadre que lui trace l'histoire. A cet égard, il est vrai, M. Tennyson s'est montré disciple habile. Il ne s'est pas borné à reproduire l'appareil scénique des pièces historiques de son modèle, il a cherché ce mélange du familier et du sublime qui leur donne une si puissante réalité. Il a fait passer dans son drame un courant de gaîté triviale et de plaisanterie populaire. Ainsi Élisabeth, reprochant à un envoyé de la reine de paraître en sa présence sans avoir pris soin de sa toilette, lui dira : « Bénédiction ou malédiction, la Providence m'a donné un nez, et vos bottes sentent l'écurie. » Tel encore ce jugement d'une

vieille femme sur le supplice de Cranmer et sur la politique de Marie « Oui, Jeanne, la reine Marie brûle et brûle, et tout cela pour avoir son bébé; mais tous ces brûlemens ne brûleront jamais l'hypocrisie qui lui met de l'eau dans le corps. Il n'y a que le feu de l'enfer de Dieu qui puisse brûler cela. »

Seulement cette imitation des formes shakspeariennes n'est de la part du poète moderne qu'un procédé employé pour tromper l'œil du lecteur; la ressemblance s'arrête là. Chez l'auteur de *Richard III* et de *Henry VIII*, tout est action; chez celui de la *Reine Marie*, tout est récit ou portrait. La méthode est entièrement différente. Shakspeare met ses personnages sous la lumière de leur vie publique. Il ne se détourne pas de son chemin pour deviner ce que l'histoire ne lui a pas révélé. Il s'attache étroitement à la chronique, prenant, scélérats ou vertueux, héroïques ou timides, les princes, les seigneurs et les manans tels qu'elle les lui fournit, sans s'inquiéter d'autre chose que de les représenter au naturel. Et telle est la puissance de son génie qu'il n'a pas tant l'air de les ressusciter que de les créer de toutes pièces. M. Tennyson au contraire pénètre dans l'intimité de ses personnages à la façon d'un antiquaire. Il voit en eux non pas des êtres vivans, mais des figures historiques qu'il s'agit avant tout de reconstruire avec le plus grand soin. Il appelle l'analyse au secours de l'imagination, il descend dans la conscience de sa reine et dans celle de ses évêques; il se demande quels ont été les mobiles les plus secrets de leurs actes; il se fait érudit et historien, oubliant d'être créateur et poète. Aussi le résultat n'est-il pas heureux. Nous voyons comment ont été fabriqués ces héros, et nous n'y reconnaissons que des marionnettes supérieurement habillées. Que si, par malheur, nous avons lu M. Froude, toute illusion disparaît. A chaque instant, il nous semble retrouver des visages déjà entrevus. Quand Élisabeth parle du vieux Gardiner, de « l'irritable touffe de cheveux qu'il tourmente sur son front, » de son « bec de busard et de ses yeux profondément enfoncés dans leurs cavernes, » nous savons où prendre le premier original du portrait. Dans le langage poétiquement emphatique du cardinal Pole, dans ses tropes sans fin et ses allégories bibliques, nous sentons le style des lettres latines du légat citées par l'historien. On pourrait en dire autant et de lord Paget et de lord Howard, et de Philippe et de Simon Renard, et surtout de Marie elle-même; tous, le poète les a peints en tenant les yeux fixés sur le livre d'histoire; tous ils sont en germe dans la belle prose de M. Froude. Et vraiment, n'est-ce pas à celui-ci que M. Tennyson aurait dû dédier son volume en lui disant, ou à peu près : Ce livre est à vous, je vous le rends; il ne se serait pas fait sans vous?

LÉON BOUCHER.

LES

MASSIFS DE SAPIN

ET LA DISETTE DU BOIS D'ŒUVRE [1]

Les arbres des forêts se divisent naturellement en deux groupes. Les hêtres, les bouleaux, les chênes et la plupart des arbres de nos plaines ont de larges feuilles qui naissent et meurent chaque année. D'autres essences, connues vulgairement sous le nom d'arbres verts, n'ont pour feuilles que de vertes aiguilles, serrées entre elles et persistant plusieurs années sur les rameaux. Ces arbres, qui contiennent de la résine, nous rendent de nombreux services. Leurs fûts, droits et hauts, forment de longues pièces de bois d'œuvre; on les recherche de plus en plus pour les constructions, et aujourd'hui ce sont les arbres résineux qui fournissent la grande masse du bois employé dans nos habitations. Les produits en sont généralement connus sous le nom de *bois de sapin*, cependant le sapin n'est qu'une des espèces qui donnent ces bois d'œuvre. En Europe, ils proviennent des pins, des sapins, des mélèzes. Bien plus nombreux sont les arbres résineux exotiques que l'on se plaît à introduire dans les jardins et dans les parcs. Toutes les régions de la terre nous en envoient. Les cèdres nous viennent de l'Atlas, du Liban et de l'Himalaya. Les araucarias aux feuilles triangulaires et aux graines comestibles, sont indigènes de l'Amérique méridionale. Les séquoias gigantesques ont été découverts dans les montagnes de la Californie. Le cyprès chauve, aux feuilles caduques comme celles du mélèze, se rencontre dans les marais tourbeux des États-Unis du sud. Les thuyas, dont chaque branche dresse ses rameaux étalés dans un même plan, sont répandus dans l'Asie orientale et

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 septembre 1871, l'étude sur *les Bois de chêne*.

dans l'Amérique du Nord. L'Amérique australe a des libocèdres, qui forment de grandes forêts sans feuillage et sans ombre. Les podocarpes donnent à toute l'Océanie des fruits variés, charnus, colorés, suspendus comme des cerises à l'extrémité d'un long pédoncule. Enfin la Chine nous a livré le gink-go, à la feuille étalée en éventail et fendue en son milieu; cet arbre s'en dépouille à l'automne de même que nos essences feuillues; le bois en est homogène, léger, nullement résineux, analogue à celui de notre fusain; le fruit, sorte de mirabelle allongée, renferme dans son noyau une amande bonne à manger rôtie, et malgré tous ces caractères les botanistes ont dû ranger cet arbre fruitier, sans résine, au nombre des arbres verts et tout près de notre if européen. Tous ces arbres étrangers, au port gracieux et au feuillage élégant, n'ont d'importance que dans leur patrie. Ceux que l'on a pu naturaliser en France et même en Europe ne servent que pour l'ornement des jardins et ne donnent que des produits de qualité inférieure à celle de nos espèces indigènes. Nos grandes essences elles-mêmes sont limitées chacune à des régions spéciales, à une station bien déterminée, en dehors de laquelle elles n'offrent plus qu'un faible intérêt.

Il est peu de personnes qui n'aient eu l'occasion de remarquer le développement que prend l'emploi des bois résineux. Le sapin ou les bois du nord pénètrent aujourd'hui partout. On les reçoit jusque dans les villages les plus reculés, où l'on n'employait au siècle dernier que des bois feuillus coupés dans la forêt la plus proche. Parmi ceux-ci, les bois communs sont devenus insuffisans, et les bois précieux, de plus en plus rares, sont livrés au marché général, le prix en étant supérieur à celui des bois résineux. En certains pays, comme l'Angleterre, toute la menuiserie se fait en bois du nord. En d'autres contrées, comme la Hollande, il arrive, outre les charpentes et les planches, une foule d'objets fabriqués en bois de fente, des seaux, des cuves, des vases de tous genres pour la laiterie, les ménages et mille usages divers. En 1871, il a été expédié directement de Suède en Australie 25,000 mètres cubes de bois résineux.

Dans l'intérieur de la France, les charpentes ne se font plus guère qu'en sapin; il en est de même des ouvrages de menuiserie; tout ce qu'on peut éviter de faire en chêne dans la construction des vaisseaux, bateaux, ponts, jetées, usines, on le fait en bois résineux; les mines, les chemins de fer, les télégraphes en absorbent des quantités sans cesse renouvelées. Les ports, les canaux, les voies ferrées sont chargés de ces bois, qui arrivent, se distribuent et s'échangent de tous côtés. La quantité en a décuplé depuis un demi-siècle, et quintuplé dans les vingt-cinq dernières années.

Quelles sont donc les qualités réelles, la valeur et les emplois de ces bois, généralement confondus à grand tort sous le nom de bois

de sapin? D'où viennent-ils? N'est-ce pas la destruction rapide d'un matériel longuement accumulé qui s'opère aujourd'hui? La hâte apportée aux exploitations est-telle d'un grand profit? Quelle est la mesure de nos besoins et de nos ressources? Toutes ces questions sont nées d'hier, et déjà la solution en est urgente.

En France, les forêts résineuses les plus importantes, les plus précieuses, au moins au point de vue de la production du bois d'œuvre, sont les forêts de sapin proprement dit et d'épicéa. Ces deux arbres ont dans nos montagnes une végétation magnifique et y donnent en un temps relativement court les meilleurs produits. Cependant depuis un demi-siècle nos sapinières ont été attaquées sur presque tous les points par de larges exploitations. Elles n'ont pas une immense étendue, elles ne fournissent qu'en partie les bois résineux employés dans le pays; mais le prix du sapin est à la hausse, et il peut arriver que bientôt les importations de bois résineux deviennent difficiles, chères et insuffisantes. Il y a donc pour nous un intérêt spécial à connaître les ressources que nous offre la production indigène et les moyens d'en tirer bon parti.

I.

Les principales tribus de nos arbres résineux d'Europe se distinguent par le feuillage comme par le bois, par l'aspect comme par les caractères botaniques, notamment par les fruits et les graines. Les pins se reconnaissent à première vue aux aiguilles groupées et grandes. De longueur variable, elles sont réunies à leur base par deux, trois, ou cinq ensemble dans une petite gaîne formée d'écailles membraneuses. Les aiguilles des pins persistent deux ou trois années sur l'arbre. Les sapins ont les aiguilles isolées entre elles, éparses sur les rameaux et relativement courtes. Elles mesurent à peine 2 ou 3 centimètres en longueur; ce n'est que la moitié de la taille des plus courtes aiguilles de pins. Comparée à la couleur verte de ceux-ci, la teinte des sapins est d'un vert-noir. Tout le monde connaît le feuillage des mélèzes, léger, d'un vert gai, formé d'aiguilles tendres, éparses sur les pousses qui s'allongent, serrées en bouquet sur celles qui ne s'allongent pas. Les feuilles des mélèzes tombent toutes à l'automne, laissant la forêt entièrement nue jusqu'à la fonte des neiges, époque où le sol et les arbres reprennent en même temps un vêtement herbacé.

La tribu des sapins comprend trois grands genres : les sapins proprement dits et les épicéas, répandus en Europe, en Asie et dans l'Amérique du Nord, puis les tsugas, connus dans ce dernier continent seul. Les sapins ont les aiguilles planes, et le cône, qui est leur fruit, dressé sur les rameaux; les épicéas ont les aiguilles

quadrangulaires et le cône pendant vers la terre; les tsugas se distinguent par des aiguilles planes comme celles des sapins, avec des cônes pendant comme ceux des épicéas. Si les aiguilles sont courtes dans ces trois genres, elles sont d'autre part nombreuses et persistent ordinairement cinq, six, sept années sur l'arbre. Il en résulte que le feuillage des sapins est abondant et contraste par sa richesse même avec celui des pins; les branches, multipliées, faibles, garnies de ramules et s'allongeant assez peu, donnent à ces arbres la forme d'une pyramide élancée. Les sapins proprement dits sont représentés par des espèces différentes dans l'Europe centrale, le Caucase, l'Espagne et la Grèce. Le sapin commun et le sapin de Nordmann ou du Caucase ont des aiguilles molles et disposées sur un même plan des deux côtés du rameau; le sapin d'Espagne ou *pinsapo* et le sapin de Grèce ou *koukounaria* ont des aiguilles raides, piquantes et distribuées tout autour des rameaux. L'Asie possède aussi diverses espèces de sapins, particulièrement en Cilicie, dans l'Himalaya, en Sibérie et au Japon. Enfin le nouveau continent produit, entre autres sapins, les espèces les plus grandes, telles que le *sapin grandissime* et le *sapin noble* en Californie.

Le sapin commun est désigné par les botanistes sous le nom de *sapin pectiné*, en raison de la disposition des aiguilles placées sur les rameaux comme les dents d'un peigne. On lui donne aussi le nom de *sapin argenté*, parce que chacune des feuilles porte à la face inférieure deux raies longitudinales d'un gris argenté. Ces deux lignes grises sont formées par les stomates, petites ouvertures par lesquelles l'air extérieur entre en relation avec l'intérieur de la feuille. C'est dans la feuille même du sapin, comme des autres arbres, que l'acide carbonique, en contact avec les celulles vertes, est décomposé sous l'action de la lumière et abandonne à l'arbre le carbone qui en fait la substance fondamentale. On donne aussi au sapin pectiné le nom de *sap*, encore tout voisin du latin *abies*, divers noms locaux, tels que celui de *sapin des Vosges*, et en allemand le nom de *weisstanne*, sapin blanc, à cause de son écorce blanchâtre et pour le distinguer de l'épicéa (*rothtanne*), dont l'écorce est rougeâtre. Le sapin pectiné est répandu dans les Pyrénées, les monts d'Auvergne, les Cévennes, les Alpes, le Jura, les Vosges et toutes les montagnes qui entourent le bassin du Danube. C'est exclusivement un arbre de montagne; il ne descend pas dans les plaines, sauf quelques exceptions qui semblent confirmer la règle. Il ne s'étend pas vers le nord au-delà de Dresde, et Jules-César a déjà constaté qu'il fait défaut dans la Grande-Bretagne. Le bois connu dans le commerce sous le nom de *sapin du Nord* n'est pas du sapin, c'est de l'épicéa ou du pin.

Les forêts de sapin, les vraies sapinières se trouvent posées comme une couronne sur les montagnes de l'Europe centrale, avec quelques fleurons détachés dans les Apennins, la Corse et les Pyrénées. Ce sont les hauteurs moyennes qu'elles occupent, commençant vers 400 mètres dans les Vosges, 600 dans le Jura, 800 dans les Alpes du Dauphiné, 1,000 dans les Pyrénées, et s'élevant à 600 mètres au moins au-dessus de ces différens niveaux.

De toutes nos essences indigènes, le sapin est l'arbre social par excellence : à l'état spontané, il forme d'épais massifs, à tiges très nombreuses, au couvert sombre, assez souvent mélangé de hêtre, parfois d'épicéa, souvent aussi pur de tout mélange, et il ne se montre presque jamais en arbres isolés; ainsi le massif clos est l'état naturel du sapin. Dans sa jeunesse, la tige de cet arbre a une forme bien conique, elle s'élance en une pyramide de branches régulièrement étagées et s'accroît rapidement en hauteur. A l'âge moyen, l'élongation se ralentit, et la cime s'arrondit peu à peu. La tête du sapin s'aplatit ensuite par en haut en formant couronne à 30, 40 ou 50 mètres du sol. Cessant de s'allonger, les arbres continuent à grossir, et le massif présente alors un magnifique ensemble de blanches colonnes élancées, supportant un dais immense de verdure. C'est un des grands spectacles de nos montagnes, et il n'est personne qui n'en soit vivement frappé.

Nous avons encore en France quelques belles sapinières, aux environs du Gérardmer dans les Vosges, à la Grande-Chartreuse près de Grenoble, aux sources de l'Ardèche dans les Cévennes, et surtout dans les Pyrénées et dans le Jura. On peut, sans trop de déplacement, se procurer la jouissance d'y passer quelques heures d'été. Au-dessus du bourg de Quillan dans l'Aude, les forêts de la plaine de Sault, couvrant les montagnes qui entourent le bassin du Rebenty, élevé à 900 mètres, produisent les meilleurs sapins du monde; celles de la Joux, qui s'étendent entre Arbois et Pontarlier sur les premières croupes du Jura, donnent les plus beaux de l'Europe. Dans ces dernières forêts, le massif peut comprendre jusqu'à deux cents arbres sur chaque hectare à l'âge de maturité, deux fois autant qu'un massif de chênes. Parmi ces sapins, les uns feront nos grandes charpentes et les autres des mâts qui passeront l'Atlantique.

Les forêts de Belcaire, autour de la plaine de Sault, et celles de Levier, sur le deuxième plateau du Jura, sont assises sur des terrains analogues par la composition minéralogique, bien que différens par la formation géologique; le sol calcaire, rocheux et fissuré, en est recouvert d'une marne peu épaisse qui en fait la richesse. Ailleurs le sapin se développe sur des grès, des granits ou des terrains très divers. Partout il semble exiger en sous-sol un terrain solide, et ses racines fortes et longues embrassent au besoin d'é-

normes roches en pénétrant dans les fissures où elles trouvent fraîcheur et appui; mais c'est surtout l'état serré du massif qui permet au sapin de résister aux intempéries dans les montagnes; c'est aussi grâce à cet état que l'essence donne, avec des tiges nombreuses, des fûts de grande longueur et du bois d'excellente qualité.

Les épicéas, comme les sapins, sont représentés dans les différentes parties du monde par des espèces variées. L'Europe a l'épicéa commun, dit aussi *élancé*. « Le plus élancé de tous les arbres d'Europe, dit Endlicher, l'épicéa forme de vastes forêts aux cimes élevées et à sol nu sous leur épais feuillage. » Dans la région du Caucase, on trouve l'épicéa d'Orient, de dimensions plus faibles. L'Asie centrale a le *khutrow*, épicéa pleureur d'un port charmant et d'une taille au moins égale à celle du nôtre. La sapinette blanche et la sapinette noire du Canada sont de petits arbres; mais l'épicéa de la Colombie anglaise, *picea Menziesii*, a d'assez belles dimensions, comme la plupart des arbres qui vivent sur le versant américain du Pacifique.

Notre épicéa, en français la *pesse* ou l'*arbre à poix*, en allemand *fichte*, d'où les dénominations suisses de *fie* et de *fuve*, est généralement connu, même hors de sa station. Sa flèche toujours aiguë, ses rameaux inclinés et ses formes gracieuses en font le type ordinaire des dessins et gravures représentant des arbres résineux; c'est lui aussi qui est le plus abondamment planté dans les pelouses attenant aux habitations. Il est très différent du sapin. Sur ce dernier, les rameaux et ramules sont étalés en des plans horizontaux; sur les épicéas, les ramules nombreux et pendant en festons alourdissent les branches; celles-ci fléchissent sous le poids, surtout en leur milieu, où sont suspendus les plus longs ramules et se relèvent en arc par leur extrémité qui cherche la lumière.

Cette essence s'accommode de l'état isolé comme du massif. C'est elle qui dans les pâturages élevés forme généralement ces arbres branchus jusqu'à la base, ces *wettertannen* de la Suisse allemande, qui servent d'abri aux troupeaux contre le soleil et la pluie. Il est certains épicéas sous lesquels il n'arrive jamais une goutte d'eau. Dans des conditions de végétation difficile, l'épicéa isolé buissonne et reste nain. L'hiver, la neige vient l'entourer en laissant au-dessous du buisson une petite chambre où le lièvre aime à se réfugier. Pendant l'été, la forêt d'épicéa, la fuvelle exhale une odeur caractéristique et agréable. La consistance en est très inégale et souvent on passe des pâturages découverts à la forêt pleine par des clairières nombreuses. Entre ces clairières, les tiges se rapprochent en groupes épais qui bientôt se rejoignent, et derrière eux les grands arbres forment souvent les plus complets massifs. Les vides sont couverts d'un gazon serré, dans lequel croît la morille, un succé-

dané de la truffe pour la région de l'épicéa. L'inégalité des tiges voisines, faibles ou fortes, courtes ou élancées, jetées comme au hasard les unes à côté des autres, telle est la principale variété de la forêt d'épicéa, toujours un peu triste. C'est à elle autant qu'à la sapinière que doit son nom la chaîne de la Forêt-Noire.

Quelquefois un vieux massif se rencontre; l'aspect en est des plus réguliers. Les arbres, de grosseur moyenne et assez égale, se pressent au nombre énorme de 300 à 400 par hectare; aucune autre essence ne donne un massif aussi plein. Les grands fûts, couverts de plaquettes d'un brun rouge, s'effilent sans nœuds et sans branches jusqu'à 100 pieds au-dessus du sol. Sous l'action du vent, les cimes aux branches menues se balancent à cette hauteur, toutes ensemble, avec de longs gémissemens et résistent par un commun effort. Quand, par un vent d'orage, ces grandes tiges s'inclinent ainsi bruyamment au-dessus du voyageur, une appréhension instinctive de leur chute le porte à courber le dos. En aucune autre forêt, une pareille quantité de bois ne s'accumule dans le massif : elle peut s'élever, pour des épicéas âgés d'un siècle et demi, à 1,500 mètres cubes pleins sur un hectare. Nous n'avons plus en France qu'un seul massif d'épicéas de ce genre, entièrement différent par la forme des arbres du type ordinaire des forêts de cette essence : il se trouve aux environs de Morteau, non loin du saut du Doubs, dans la forêt de Gilley, au canton de la Joux-Dessus.

L'épicéa est l'arbre de la Suisse et de la Norvége; mais il est encore abondamment répandu en Suède, en Finlande et en Lithuanie, où il habite les sols humides, tandis que le pin sylvestre y couvre les autres parties du pays. Il abonde sur les hauts plateaux du Jura à partir de 800 mètres d'altitude; en Savoie, il commence vers 1,000 mètres. Sur le versant nord des Alpes, il forme souvent la zone supérieure des forêts à 2,000 mètres. Dans la Haute-Styrie, il recouvre d'une forêt continue les bassins de l'Ens et de la Mühr. Il est exclu de l'Espagne, de la France atlantique et méditerranéenne, des Apennins et des Balkans. A partir du cercle polaire, il s'élève des plaines du nord sur le Harz, la Forêt-Noire et le Jura, comme en Bohême et dans les Carpathes, suivant un plan incliné, jusqu'aux régions neigeuses des Alpes. Un fait remarquable, c'est que l'épicéa n'est abondant que dans les contrées riches en eau, il semble aimer le voisinage des lacs. On peut constater le fait sans quitter la France aux alentours des lacs de Gérardmer dans les Vosges et de Saint-Point dans le Doubs. C'est même dans le bassin de ce dernier que se trouvent nos plus belles forêts d'épicéa, ainsi la forêt de la Grande-Côte et quelques autres formant au lac, traversé par le Doubs et bordé d'une prairie étroite, une haute ceinture d'un vert sombre qui se réfléchit dans les eaux.

II.

Le bois des arbres résineux est d'une structure très simple. Il consiste uniquement en un tissu fibreux d'une nature spéciale (fibres ponctuées aréolées) et en rayons médullaires microscopiques. La résine, variable d'une espèce à l'autre par la quantité, la qualité et la répartition, contribue à leur assurer la durée et l'élasticité. Le sapin et l'épicéa n'ont pas d'aubier qui se distingue du bois parfait. Tout le corps ligneux en est utilisable, l'écorce même a peu d'épaisseur. Aussi le déchet dans l'emploi reste-t-il toujours faible ; il s'abaisse du tiers au dixième suivant les débits, c'est-à-dire que 1 stère de bois en grume donne 7, 8 ou 9 décistères de bois employé, tandis que le chêne et le pin en donnent à peine moitié du volume brut. La tige du sapin se dresse d'ailleurs parfaitement régulière, et on l'utilise comme bois d'œuvre jusqu'à 4 ou 5 mètres du bourgeon terminal (1).

Le mérite essentiel du bois de sapin résulte des dimensions et de la légèreté. Il a d'ailleurs une certaine force de résistance à la rupture et une durée suffisante en lieu sec. C'est donc un bois recherché pour les pièces de charpente horizontales ; employé verticalement comme support, il fléchit et résiste mal; sous de fortes compressions, comme en subissent les traverses de chemin de fer, il cède en s'écrasant; enfin il n'a ni le grain fin, ni les couches fortement accolées, de sorte qu'il fournit des sciages communs; mais il est d'un travail facile et d'un prix relativement faible, ce qui fait compensation.

Par nature, le bois de sapin reste très inférieur au chêne, au mélèze et aux pins bien résineux. Il est moins solide, et il est dépourvu de résine, ou du moins il n'en renferme que juste assez pour avoir une légère odeur. Dans chacune des couches annuelles, la zone interne, formée de bois de printemps à fibres lâches, n'a qu'une faible consistance; la zone externe, en bois d'été, est plus

(1) La forme régulière des sapins permet de déterminer d'une manière générale le volume de l'arbre sur pied à l'aide du diamètre à hauteur d'homme et de la longueur en bois d'œuvre. Celle-ci s'étend jusqu'au point où le diamètre sous écorce n'est plus que de 15 centimètres. On a trouvé que les sapins cubent en bois d'œuvre :

avec $0^m,40$	de diamètre et	16^m	de longueur,	13	décistères.
$0^m,50$	—	20^m	—	24	—
$0^m,60$	—	24^m	—	39	—
$0^m,70$	—	28^m	—	57	—
$0^m,80$	—	32^m	—	78	—

et ainsi de suite pour tous les diamètres et toutes les hauteurs. Il est dès lors très facile de déterminer le volume des arbres sur pied.

solide et se distingue parfaitement à l'œil nu, surtout par la teinte un peu brune. La qualité n'est pas égale d'un arbre à l'autre. Un sapin doué d'une végétation très rapide donne du bois d'un tissu mou; dans des couches annuelles larges, le bois de printemps est très prédominant, c'est lui surtout qui se déchire sous la scie. Au contraire, dans des couches minces, cette zone interne est peu développée; les sapins qui croissent lentement forment donc un bois meilleur. Ce fait, contraire à ce qui a lieu pour le chêne (dont le bois est d'autant plus solide que la végétation a été plus active), ce fait est constant. Les sapins de bonne qualité par le bois, comme par la forme, sont ceux qui ont crû à l'état de massif bien plein.

La qualité du sapin se reconnaît à des couches assez égales, au bois d'été abondant, légèrement teinté de brun, et à l'aspect général qui est celui d'un bois lustré. Tels sont nos meilleurs sapins, ceux par exemple de la forêt d'Hérival ou du bois du Bosson, sur le territoire du Val d'Ajol dans les Vosges, ceux des forêts d'Arc et de Maublin, entre Levier et Villers-sous-Chalamont dans les montagnes du Jura, ceux enfin de Come-Froide et de Callong, entre Espézel et Bélesta dans les Pyrénées. Ces excellens sapins sont recherchés même pour les mâtures des navires de commerce. Les clippers américains, arrivant en Europe avec des mâts de pins du Canada déformés dans le voyage, les remplacent avec grand avantage par nos sapins du Jura. L'élasticité qu'ils possèdent est due à la zone solide de bois d'été développée dans chacune des couches annuelles; le corps de l'arbre résiste alors comme un ressort composé de lames juxtaposées.

L'épicéa donne un bois analogue à celui du sapin. Cependant il est encore plus léger et plus blanc : il n'a pas le bois d'été aussi développé et aussi caractérisé que le sapin; il est donc moins fort. En revanche, il est moins inégal dans les deux zones d'une même couche et par suite plus doux au travail. Les accroissemens sont plus réguliers, le grain plus fin, l'éclat plus satiné. Ces derniers avantages ne sont très développés que dans les épicéas de choix, qui ont crû lentement, sous un climat rude, en un sol léger et à l'état de massif serré. Comparé au sapin, qui se distingue principalement comme bois de service, l'épicéa est surtout un bon bois de travail. Il fournit de très jolis sciages, il donne d'excellens bois de fente, qui servent à fabriquer des seaux et des vases à lait, blancs, légers et solides; c'est lui qui fournit les petits bardeaux, dits *tavaillons*, de deux ou trois millimètres d'épaisseur, qui abritent les chalets de la Suisse. Seul en Europe l'épicéa donne le bois sonore employé à la fabrication des tables d'harmonie; on tire ce bois d'arbres choisis, d'une végétation très lente et très égale, âgés en général de deux à trois siècles, fort rares et croissant en des points

disséminés dans toute la chaîne des Alpes, les Carpathes et sur les plus hautes croupes du Jura.

La plus grande partie des bois résineux sert à faire des sciages de diverses formes. Ceux-ci comprennent les planches, dont l'épaisseur varie de 0m,027 à 0m,081 (1 à 3 pouces), les lambris plus minces et les madriers plus épais. La planche française ordinaire a 0m,026 d'épaisseur sur 0m,24 de largeur (autrefois 1 pouce sur 9). La planche du nord a le plus souvent 0m,022 d'épaisseur sur 0m,20 de largeur (1 pouce 1/4 sur 8, mesures anglaises).

Le débit en sciages a lieu souvent au pied de la forêt. En remontant les fraîches vallées des Vosges, on rencontre de distance en distance la scierie assise à côté du ruisseau rapide. Elle est en planches; un canal de dérivation, construit en madriers et suspendu sur des piliers en maçonnerie, y amène l'eau qui vient frapper la roue motrice. Le bruit de cette petite cascade et l'odeur du sapin de fraîche coupe annoncent à quelque distance l'approche de la scierie. Un *sçagard* l'habite seul avec sa famille et la met en œuvre; elle débite vingt-cinq à trente mille planches par an. De grandes scieries sont établies maintenant en beaucoup de lieux au point de jonction des vallées, sur les cours d'eau principaux ou au voisinage des marchés. Elles ont des moteurs puissans, des lames nombreuses et un outillage perfectionné. Quelques-unes de ces grandes usines débiteraient en une année tous les arbres d'une forêt. Au siècle dernier, les scieries, connues sous le nom de *moulins à scie*, n'existaient guère qu'en Hollande.

Ainsi le sciage mécanique n'est très pratiqué que depuis une centaine d'années. Il a produit d'abord des planches des dimensions types les plus usuelles. Après l'abatage, qui a lieu en été pendant la séve, on découpe l'arbre en billes d'une certaine longueur. Les *tronces* des Vosges ont 4 mètres, comme les *plots* du Jura. On les écorce aussitôt pour en hâter le desséchement et prévenir ainsi les dégâts d'un petit insecte, le bostriche liséré, qui attaque les sapins morts. Il s'enfonce à quelques centimètres dans le corps de l'arbre, y dépose ses œufs et produit la vermoulure noire. Les sapins et les épicéas, ainsi dégradés, perdent moitié de leur valeur; écorcés, ils sont à l'abri de ce danger.

Les billes, transportées à la scierie, y sont débitées en planches brutes ou alignées. Ces dernières, lavées à la scie sur les bords, sont rectangulaires et de même largeur aux deux bouts; ce sont les planches parfaites, quant à la forme. On en fait d'ordinaire des lots de même format : ce sont, par exemple, des planches marchandes, de 9 pouces de largeur sur 1 pouce d'épaisseur; ce sont aussi des planches réduites, qui n'ont que 8 pouces, ou enfin des planches larges, qui en ont 12. Les planches brutes sont simple-

ment découpées dans la bille par deux traits de scie parallèles; les bords restent en biseau, et la largeur de ces planches est inégale. On reconstitue la bille en mettant à plat, l'une sur l'autre, toutes les planches qu'elle a données, et on les sépare par des tasseaux pour que l'air circule entre elles. Les planches brutes sont meilleures que les planches alignées, parce qu'elles conservent les parties extérieures du sapin, dont les couches sont minces, à faibles courbures et tranchées à peu près comme sur maille; mais elles exigent plus de travail du menuisier qui les emploie. Un mètre cube de bois rond et couvert d'écorce rend en moyenne vingt-sept planches marchandes des Vosges, ou trente planches tout venant. Dans ce dernier nombre sont compris les *chons*, ou planches étroites et non alignées, levées d'abord sur les côtés de la bille. Ainsi, quand la planche se vend 1 franc dans l'arbre, le mètre cube de bois de planches vaut 30 francs sur pied; mais pour que les sapins rendent trente planches au mètre cube, il faut qu'ils aient en moyenne $0^m,50$ de diamètre à hauteur d'homme.

La planche du nord, moins large que la planche française, est tirée d'arbres plus petits. En Suède, on débite en sciage des épicéas et des pins de $0^m,30$ de diamètre. Le bois en est doux et homogène; il n'y a pas d'ailleurs une très grande différence de qualité entre l'épicéa (sap blanc) et le pin (sap rouge) des régions boréales; le premier est plus lourd que l'épicéa de France, le second plus léger que les pins de l'Europe centrale. L'aubier de ce pin ne se distingue guère du bois parfait que par une teinte un peu plus blanche, et s'emploie avec lui. Tous ces bois conviennent surtout à la menuiserie.

Les bois de service, ou pièces de charpentes, se classent en diverses catégories dans la forêt comme dans la construction même. Ici ce sont des sablières, des poutrelles, des moises, etc. Dans la forêt, ce sont d'abord de petites, de moyennes ou de grosses charpentes. Ainsi dans les Vosges, les perches donnent des *chevrons*, les petits arbres des *pannes*, dites simples ou doubles, suivant la grosseur. En forêt, la valeur de ces bois n'est guère que les deux tiers de celle du bois de planches et s'accroît relativement peu parce qu'ils sont offerts en grande quantité. Les grosses charpentes de sapin se tirent des arbres de plus fortes dimensions. Sur les premiers plateaux du Jura, il s'en fait un grand commerce; pour y être classé comme gros bois, il faut qu'un sapin, découpé à $0^m,15$ au petit bout et écorcé, ait au moins $0^m,45$ de diamètre au milieu de la longueur, et celle-ci est communément de 30 à 32 mètres. Ces arbres ont de $0^m,70$ à $0^m,90$ de diamètre à hauteur d'homme.

Ces beaux sapins, les plus grands arbres de France, valent aujourd'hui au moins 35 francs le mètre cube en grume et sur pied.

Avant de les abattre, on les élague pour éviter autant que possible de les briser par la chute et de dégrader les jeunes arbres qui les entourent. L'élagueur en coupe même le cimeau. Il se hâte, au moment où celui-ci se détache, d'embrasser fortement la tige, car il va se trouver balancé dans l'espace, en haut de son sapin, à 30 ou 40 mètres du sol. L'impulsion est telle qu'il n'y résiste pas toujours et peut lâcher prise; mais ces accidens sont rares. L'arbre abattu donne une *pièce*, équarrie à quatre pans, ou un *rondin*, simplement écorcé et dégrossi à la patte. Ces grands bois descendent au bas pays, portés sur quatre roues et traînés par deux paires de bœufs. Il faut aussi deux charretiers pour conduire; l'un dirige l'attelage et l'autre manœuvre le train d'arrière dans les tournans. Le passage en certains coudes, et surtout dans les villes, aux angles des rues par exemple, est toujours difficile. Trop longs pour être transportés sur wagons, ces sapins descendent donc par les belles routes du Jura, traversant Besançon, Salins, les villes situées au pied du grand escarpement de la montagne. Le principal port d'embarquement se trouve sur la Loue à Chamblay; de là le nom de *bois de Chamblay* donné dans les ports aux sapins du Jura. Les pièces sont employées pour les constructions, la batellerie, la marine; les rondins font surtout des mâts de grandes dimensions.

Par ce qui précède, il est facile de voir qu'en général les petits bois, très communs, ont peu de valeur. Les bois moyens, débités en masse en planches de toute sorte, ont un prix courant bien établi; ce prix n'est qu'environ moitié de celui du chêne de même grosseur. Quant aux bois gros et longs, ils forment une catégorie réservée pour des emplois spéciaux, représentée par des sujets de plus en plus rares et dont la valeur, déjà fort élevée, progresse d'une manière soutenue. Ce sont là des faits généraux en Europe et très importans pour les propriétaires de forêts.

Les prix du sapin et de l'épicéa sont à peu près les mêmes. La valeur du mètre cube dépend tout à la fois de la grosseur et de la longueur de la pièce, et elle augmente d'une manière à peu près régulière avec le volume de l'arbre. Là par exemple où le sapin de 2 mètres cubes, bois rond, vaut sur pied 20 francs le mètre cube, l'arbre de 4 mètres cubes peut valoir 25 francs le mètre cube, et l'arbre de 6 mètres cubes 30 francs. Plus la forêt est reculée, escarpée, plus la traite des bois en est difficile, plus aussi les prix du sapin sur pied sont déprimés.

Au commencement du siècle, les sapins n'avaient dans les forêts qu'une valeur bien faible. En certaines communes de l'arrondissement de Montbéliard, au Russey, à Maiche, on vendait 12 ou 15 francs vers 1810 le pied d'arbre, qui vaut aujourd'hui 300 fr. Ailleurs, dans les communes des Uziers, un peu au-dessous de Pon-

tarlier, la municipalité délivrait, dit-on, à chacun des jeunes soldats, à titre de joyeux départ, un grand sapin, que le futur héros vendait de 6 à 8 francs. En quarante ans, de 1830 à 1870, la valeur du sapin a doublé en France. Après 1830, les bois résineux étaient évalués à l'importation 25 francs le stère; en 1869, c'était 50 francs. En 1830, la ville de Remiremont, vendant annuellement 3,300 mètres cubes de sapin, en tirait un revenu de 25,000 francs; en 1869, elle vendait la même quantité de bois 50,000 francs, et en 1875, l'année dernière, 80,000 francs. Les routes forestières ont beaucoup contribué à la hausse des prix du bois sur pied, en même temps que le développement général des voies de transport tendait à diminuer le prix des bois sur les marchés de vente. Ces deux causes agissaient d'ailleurs en sens contraire sur la valeur première; mais les chemins de fer et les canaux, en distribuant les bois partout, ont créé de nouveaux débouchés et multiplié la demande. L'offre ne l'a suivie qu'avec peine, parce que le chiffre des exploitations est naturellement limité. Aussi la hausse générale des prix en forêt est-elle restée la loi de la période qui vient de s'écouler. Il est peu de propriétaires qui n'aient vu, comme la ville de Remiremont, le revenu de leurs sapinières doubler au moins depuis 1830 pour un même volume exploité.

Le prix des bois de sapin a progressé rapidement depuis 1870, et il est à craindre qu'il ne soit fort accru dans une vingtaine d'années. La demande générale a pour résultat l'appauvrissement rapide des forêts résineuses dont la végétation est lente. On coupe aujourd'hui en masse des sapins de $0^m,30$ de diamètre à la base, qui sur pied valent en bonnes conditions 10 francs pièce. On exploite à peu près sans exception tous les arbres de $0^m,50$, que l'on considère comme assez gros, et qui valent de même 50 francs. On ne se demande pas même quel temps il faut leur laisser pour qu'ils arrivent à $0^m,70$, dimension qui donne à l'arbre, aux prix actuels et dans les mêmes conditions, une valeur de 160 francs. C'est en moyenne une quarantaine d'années qu'exige le sapin pour gagner ces 20 centimètres en diamètre. Qui voudrait consentir encore à conserver pendant quarante ans des sapins qui ont déjà une belle valeur?

Il n'y a pour ainsi dire rien à demander à la sapinière en dehors du bois d'œuvre. Les rémanens, branches et rebuts, sont minimes et n'ont souvent aucune valeur sur l'arbre. Les rais, ou branches de sapin, forment cependant la meilleure partie de l'arbre comme combustible; pour cet emploi, le bois de sapin peut valoir la moitié du hêtre. L'écorce est également utilisée pour le chauffage; elle renferme un peu de résine et brûle facilement. Dans l'écorce vive des jeunes sapins apparaissent de petites ampoules, molles et com-

pressibles, ce sont les réservoirs à résine. En les piquant avec une pointe, on en fait couler quelques gouttes d'un liquide onctueux et odorant, qui est la térébenthine de Strasbourg.

Sous les massifs de sapin, le sol ne produit que de la mousse et quelques rares chèvrefeuilles; il n'y a rien à brouter dans la sapinière, et le pâturage, extrêmement nuisible à la reproduction, n'y offre qu'un intérêt tout à fait insignifiant. Il en est à peu près de même sous les épicéas; mais entre ceux-ci les bestiaux trouvent souvent des clairières ombragées, fraîches, conservant jusqu'au milieu du jour une abondante rosée. Tels sont les prés-bois du haut Jura. Le pâturage y donne des produits excellens; mais le bois en disparaît peu à peu. Dans la forêt pleine, l'herbe au contraire fait défaut. De là l'utilité d'un départ laissant au pâturage les cantons les plus riches en sol, à la forêt les terrains les plus rocheux.

On résine quelquefois l'épicéa en ouvrant une large entaille dans l'écorce; on en obtient ainsi la poix de Bourgogne, dont la valeur est sans rapport avec le dommage causé à l'arbre. Dégradé par la plaie, altéré ensuite par l'humidité de l'air, l'épicéa est condamné par le résinage à un dépérissement prématuré. L'écorce d'épicéa sert au tannage; on l'emploie à cet usage en Suisse, en Autriche et dans les pays du nord; cependant elle ne vaut guère qu'un tiers de l'écorce de jeune chêne. Le bois d'épicéa n'est pas un combustible bien préférable au sapin; mais cette essence rachète souvent l'infériorité de la qualité par l'abondance de la production. En climat froid, dans la région du sapin, du pin sylvestre et du hêtre, l'épicéa produit à surface égale un volume presque double de celui des autres essences.

En Suède comme en Suisse, on emploie le charbon d'épicéa dans les usines métallurgiques; il pèse les deux tiers à peine du charbon de hêtre. Depuis quelques années, on fait avec le bois d'épicéa, comme avec le bois de tremble, de grandes quantités de pâte à papier. Ce bois abondant, qui sert à tant d'usages, est la ressource principale des populations dans bien des régions élevées que l'âpreté du sol et du climat prive de toute agriculture. C'est ce qui fait désigner quelquefois l'épicéa dans les montagnes de la Thuringe par l'expression figurée *d'arbre à pain.*

III.

Le propriétaire d'une forêt résineuse peut s'y prendre de diverses manières pour exploiter ses bois; en d'autres termes, il peut leur appliquer différens modes de traitement. Ainsi nous connaissons le mode du jardinage, le mode *à tire et aire*, c'est-à-dire par coupes à blanc estoc, et enfin la méthode des éclaircies successives : l'un et

l'autre mode doit être préféré suivant l'essence, la situation de la forêt, ou le milieu économique.

Le jardinage est né des exploitations primitives. Là où le bois était abondant et la forêt ouverte à tout le monde, chacun allait y puiser suivant ses besoins. Les branches brisées, les arbres renversés, les bois morts sur pied, les perches dépérissantes donnaient le bois de feu, l'*affouage* proprement dit. Les bois d'œuvre étaient coupés çà et là, arbre par arbre, suivant les besoins du moment, et les branches, rebuts et débris de toute sorte, étaient le plus souvent laissés sur place. Tant que les exploitations de ce genre ont été restreintes, il se trouvait des arbres à exploiter, et même on a bientôt pu voir que les forêts de sapin et celles d'épicéa se maintenaient ainsi riches en gros arbres. Le tempérament délicat des jeunes sujets de ces essences n'exige pas une lumière abondante, et la flèche pyramidale s'allonge rapidement dès qu'elle est découverte. De la sorte le massif jardiné se conserve indéfiniment dans les sapinières; si même on n'exploite annuellement qu'un petit nombre d'arbres dans la forêt d'épicéa jardinée, il peut arriver qu'elle prenne sur toute son étendue l'aspect d'une vieille futaie à peu près régulière.

Avec le temps, on est arrivé à soumettre le jardinage à certaines règles, à fixer tout d'abord le nombre d'arbres à exploiter chaque année dans la forêt. C'est ordinairement un nombre correspondant à un arbre, un arbre et demi, ou deux arbres par hectare, non compris les perches mortes ou dépérissantes. Le jardinage réglé consiste alors à enlever çà et là les arbres les plus vieux, les plus gros et les plus dégradés, en s'astreignant à parcourir chaque année une grande étendue de la forêt. La coupe, comprenant un nombre déterminé de pieds d'arbres, 150 par exemple pour une forêt de 100 hectares, ne donne pas des produits égaux d'une année à l'autre. Dans les cantons où se trouvent de gros bois, on obtient un grand volume; dans ceux où il n'y a que des arbres moindres, le volume et la valeur de la coupe sont relativement faibles. Il en résulte que les cantons riches en matériel livrent des quantités de bois considérables, ce qui en réduit la richesse, tandis que les parties pauvres en gros arbres donnent au contraire moins qu'elles ne produisent, et par suite s'enrichissent. Peu à peu un certain équilibre s'établit entre la production du sol et les exploitations; la forêt tend vers un état constant, d'autant plus riche que le nombre des arbres coupés annuellement est plus petit. Ainsi, là où le sol produit 4 mètres cubes à l'hectare par an, si la coupe annuelle est de un arbre par hectare, on arrivera tôt ou tard à couper des arbres qui auront un volume moyen de 4 mètres cubes. Ce résultat du jardinage par pieds d'arbres est très important et bon; mais les

exploitations disséminées coûtent cher : d'ailleurs les cimes des arbres voisins étant étagées dans la forêt soumise au jardinage, les tiges sont généralement grêles et malingres ou branchues et noueuses. Aussi le jardinage ne convient-il bien qu'aux arbres résineux à feuillage épais.

Afin d'éviter de larges trouées, très dangereuses dans les forêts de sapin ou d'épicéa, on a soin de n'enlever qu'un arbre à la fois sur un même point, en choisissant autant que possible ceux qui couvrent une jeunesse prête à s'élancer en hauteur. La coupe annuelle parcourt ainsi tout un canton, le dixième de l'étendue de la forêt par exemple, de manière à y concentrer les exploitations et à laisser au peuplement un certain repos. A chaque passage de la coupe, il peut y avoir quelques élagages à opérer sur les branches basses des vieux arbres pour provoquer la production de semis au-dessous d'eux. Mais on s'abstient de toute éclaircie proprement dite; cette opération, en faisant disparaître les sujets les plus grêles, compromettrait le maintien de la forêt jardinée dans laquelle les tiges faibles sont destinées à former plus tard les gros arbres.

Le jardinage est donc un mode de traitement simple et de facile application. Les forêts du Mont-de-la-Croix et de la Fuvelle, séparées par une cluse étroite qui livre passage à la rivière du Doubs à 20 kilomètres au-dessus de Pontarlier, sont au nombre de nos plus belles sapinières. Situées à 900 mètres au-dessus de la mer, reposant sur un sol formé principalement de blocs calcaires entrecoupés de fentes verticales appelées *lazines*, ces forêts ont toujours été jardinées, mais avec modération, jusque vers l'année 1840. Les épicéas et les sapins que nous y exploitons proviennent donc du jardinage; ce sont néanmoins de beaux et bons arbres, qui donnent des sciages de première qualité. La production annuelle du massif complet est là de 6 mètres cubes environ par hectare, dont 5 mètres cubes de bois d'œuvre, ce qui au prix actuel correspond à un revenu de 150 francs par an.

Le mode d'exploitation *à tire et aire* est encore appliqué aux bois taillis. L'ordonnance des eaux et forêts de 1669 en avait aussi généralisé l'application dans les futaies en vue d'assurer l'ordre rigoureux des exploitations. Il consistait surtout à asseoir les coupes par contenances égales, de proche en proche, sans rien laisser en arrière et en réservant dix arbres par arpent, soit vingt par hectare. Dans les futaies de bois feuillus appartenant au domaine de l'état, ce mode a été appliqué jusque vers l'année 1830; mais les coupes à tire et aire, véritables coupes blanches, ne sauraient être mises en pratique dans les forêts de sapin sans en amener promptement la ruine. Les jeunes plants de cette essence existans sous les vieux massifs sont bien trop délicats pour résister à l'état découvert qui

survient brusquement lors de la coupe. Le semis de sapin ne se produit pas d'ailleurs sur les terrains nus. Sauf exceptions très rares, on ne pourrait donc pas perpétuer la sapinière par des coupes à tire et aire. Les résultats n'en sont pas beaucoup meilleurs dans les forêts d'épicéa. Cependant on a exploité de la sorte beaucoup de forêts d'épicéa dans les Alpes autrichiennes, quelques-unes même en Suisse. Généralement le repeuplement en est tardif, reste incomplet, et le pâturage vient achever l'œuvre de destruction. Dans les cas les plus heureux, les épicéas, reprenant enfin possession du sol, grâce à quelque abri, à des broussailles de hêtre par exemple, laissent entre eux de nombreuses clairières constituant de véritables prés-bois. Ces coupes devraient donc être suivies de plantations, toujours dispendieuses, peu praticables dans les terrains rocheux et inadmissibles pour le sapin. Autant en effet la plantation de l'épicéa est facile et sûre, autant celle du sapin est difficile et incertaine. Le premier développement du jeune sapin est très lent, et son état longtemps précaire. Il n'émet d'abord qu'une branche d'année en année, en s'élevant très peu. C'est seulement vers l'âge de dix, douze ou quinze ans, quand il a le pied bien ombragé, qu'il commence à former un verticille complet de quatre ou cinq branches, et qu'il s'élance en hauteur. Jusque-là, il est très exposé à se dessécher, à périr lors d'un changement d'état climatérique, et surtout après une transplantation.

Quand le hêtre est mélangé au sapin, les coupes à blanc estoc ont encore un autre résultat : les semis de hêtre qui se trouvaient sous les vieux massifs se développent très rapidement après l'exploitation des grands arbres, couvrent et étouffent les semis de sapin et restent bientôt exclusivement maîtres du terrain. La forêt de hêtre pur se substitue ainsi à la sapinière. Les exemples de ce fait regrettable ne sont que trop nombreux. La forêt de Lente-en-Vercors, une de nos grandes sapinières du midi, occupe, entre l'Isère et la Drôme, à 1,000 mètres d'altitude, le dernier des plateaux jurassiques au sud du Jura proprement dit et du massif de la Grande-Chartreuse. Le Vercors se trouve séparé des collines du Royans et du reste du monde par des escarpemens verticaux de 500 à 600 mètres, naguère encore inaccessibles. Les populations enfermées dans cette région avant l'ouverture de la route des Goulets et de la route forestière de Bouvante exploitaient parfois à blanc pour transformer le bois en charbon. Le hêtre alors prenait la place du sapin, et il l'occupe actuellement sur de grandes étendues. Tout au contraire, le jardinage est moins favorable au hêtre qu'au sapin. Celui-ci s'élève lentement sous le massif des grands arbres, tandis que le hêtre y reste indéfiniment déprimé. Une fois qu'on est prévenu, il est facile de constater ce fait dans mainte forêt des Vosges, et sur-

tout dans les massifs laissés en repos depuis longues années. La belle et riche forêt du Hohwald, appartenant à la ville de Strasbourg, en offre des exemples au-dessus de la cascade que visitent les touristes. Ailleurs, sous une haute futaie de hêtres de cent ans, oubliée dans un des coins les plus ignorés de l'Alsace, se trouvent des sapineaux nombreux, élancés, de 6 à 8 mètres de hauteur au moins, qui montent seuls vers le dôme formé par les cimes des grands hêtres. Vus par la brume grisâtre qui se produit en été sous le massif, après une forte pluie, ces noirs sapins se détachent très bien parmi les fûts des hêtres. On sent que chacun d'eux attend la coupe ou la mort naturelle du hêtre qui le domine pour se développer à sa place. A découvert, le hêtre prime donc le sapin dans la jeunesse; sous le couvert, c'est le sapin qui à la longue dépasse le hêtre.

La méthode des éclaircies consiste à desserrer graduellement les arbres d'un massif de manière à assurer le développement naturel des tiges. Elle permet de favoriser la croissance des bois et aussi d'en assurer la reproduction en disposant en temps utile des produits de tous genres. Les éclaircies proprement dites ont surtout pour objet l'amélioration du massif; les coupes principales ont pour résultat la régénération simultanée sur une même surface qui sera dès lors peuplée de sujets tous d'un même âge et formant un massif régulier.

L'éducation des bois en massif régulier et uniforme est favorable à toutes les essences sociales. Ainsi, dans les sapinières comme dans les forêts de hêtre, les plus beaux peuplemens sont ceux qui se rapprochent de cet état. Bien que nos sapinières aient été généralement jardinées, on y trouve par exception des massifs entièrement uniformes. Il s'en présente ainsi dans la charmante forêt de Lamark, qui occupe le bassin du Bærenbach, affluent de la Zorn, au-dessus de Saverne. Autrefois exploitée à tire et aire, elle est par suite beaucoup plus riche en hêtre qu'en sapin; celui-ci cependant s'est maintenu, après les coupes à blanc étoc, sur quelques versans frais et ombreux. Ainsi au canton de Gemsenberg se trouve, ou du moins se trouvait avant 1870, une futaie régulière de magnifiques sapins de cent trente à cent quarante ans. C'était le long de la belle route forestière du Haberacker, qui remonte la vallée du Bærenbach et s'élève jusqu'au pied de l'Ochsenstein, énorme poudingue dominant toute la forêt, ses vallées, ses versans, ses crêtes, ainsi que la plaine d'Alsace et les campagnes de Lorraine.

Il n'est pas contestable que les sapins et les épicéas, élevés en massif régulier, peuvent donner les meilleurs produits; mais, à l'inverse des bois feuillus, ils s'accommodent également bien d'être étagés, et ils n'exigent pas d'être éclaircis pour arriver à former de gros arbres. Les éclaircies y sont utiles, mais non pas nécessaires;

elles y doivent être d'ailleurs très prudentes et par suite peu productives. Une éclaircie forte dans un massif de sapin suffit parfois à en amener la ruine en peu d'années; on en voit les arbres tomber ou dépérir successivement. Les éclaircies sages, effectuées en vue de l'amélioration des sapins en croissance, doivent rester à chaque passage incomplètes, ne prenant les tiges surabondantes qu'une à à une, desserrant partiellement les cimes et respectant les sujets dominés. Ceux-ci contribuent de la manière la plus heureuse à maintenir sur le sol une fraîcheur indispensable, tout en donnant de la consistance au massif, et si, à un moment ou à un autre, le sapin dominant vient à périr, ce qui n'est pas rare, le sujet dominé s'élève rapidement pour prendre place au soleil. De même encore, les coupes de régénération prudentes n'arriveront que graduellement à isoler les vieux arbres : elles resteront longtemps faibles et, à vrai dire, partielles; elles porteront d'abord sur les cimes les moins développées, réservant les arbres les plus forts, conservant bien pleines les lisières du canton, puis encore elles ménageront avec soin les semis ou jeunes sujets de résineux préexistans, qui formeront bientôt les meilleurs élémens du recrû. Sous les massifs âgés, il y a presque toujours de petits sapineaux clair-semés, peu apparens. Parfois, après s'être hâté d'exploiter le massif, on trouve le terrain partiellement occupé par ces jeunes plants, et l'on peut être tenté d'en conclure que les coupes rapides, claires, sont bonnes pour la reproduction du sapin. Ce serait confondre la production avec le développement du semis.

La forêt communale de Mandray, dans les Vosges, est une de nos sapinières les plus régulières. Elle se trouve à 600 mètres d'altitude, sur le versant nord d'une petite montagne de gneiss, entre Saint-Dié et Fraize. Les peuplemens uniformes s'y succèdent et charment la vue. Ce sont de hautes futaies de sapin, des perchis au couvert obscur, de jeunes bois en massifs impénétrables, tous bien venans et portant témoignage que les éclaircies fortes y sont inutiles.

Dans la sapinière, il n'y a donc à choisir qu'entre les deux modes de traitement du jardinage ou des éclaircies. Suivant le cas, c'est l'un ou l'autre qui est préférable; mais le point essentiel est dans l'application plus que dans le choix du mode de traitement. L'un ou l'autre mode offre dans la pratique des difficultés réelles; l'un et l'autre demandent de l'expérience et présentent des dangers. La forêt peut être rapidement dégradée, si les coupes jardinatoires ne sont pas modérées et diffuses, ou si les éclaircies ne sont pas lentes et faibles. La sapinière est la plus délicate de toutes nos forêts. Il faut deux générations d'arbres pour la constituer, car elle ne se produit pas de prime-saut sur un sol nu; il suffit d'une exploitation aventureuse pour la détruire en y donnant accès au soleil ou au

vent. C'est une des grandes richesses de nos montagnes, mais à la condition qu'on n'y puise qu'avec ménagement, qu'on y laisse toujours en apparence un excès de matériel, car il n'est pas de forêts où, suivant une expression allemande, le superflu donne aussi facilement la main à la misère. Les sapinières ruinées, détruites entièrement, disparues à la suite d'exploitations abusives, ont laissé dans toutes nos montagnes des espaces nus, désolés, qui affligent la vue. Tel a été le sort d'un grand nombre de forêts de montagne aliénées par l'état de 1818 à 1869, pendant un demi-siècle, et de tant d'autres où les exploitations exagérées, les délits et le pâturage ont concouru à la destruction. C'est ainsi que la plupart des sapinières des Pyrénées ont disparu, et que la richesse forestière de cette région diminue de moitié d'un siècle à l'autre.

IV.

Le bilan de nos richesses en sapin et épicéa n'est pas rigoureusement établi; mais il est facile d'en prendre une idée approchée. L'état a conservé environ 80,000 hectares de sapinières productives, dont moitié dans les Vosges, et le surplus par portions à peu près égales dans le Jura, les Alpes et les Pyrénées. Les communes en possèdent de même une étendue de 120,000 hectares, savoir : 50,000 hectares dans le Jura, et le reste assez bien réparti entre les Alpes, les Vosges et les Pyrénées. Il ne reste plus que quelques lambeaux de sapinières dans les montagnes du centre de la France. Au total, 200,000 hectares bien peuplés de sapins ou d'épicéas, telle est, à peu de chose près, l'étendue comprise dans les bois soumis au régime forestier.

Un massif régulier de sapins âgés de cent cinquante ans, bien complet et dans de bonnes conditions de production, présente à l'hectare jusqu'à 1,000 mètres cubes, dont 900 de bois d'œuvre. On en déduirait une production moyenne de 6 mètres cubes de bois d'œuvre par hectare et par an; mais il ne nous semble pas permis d'évaluer la production réelle de nos sapinières à plus de 3 mètres cubes de bois d'œuvre à l'hectare, ce qui correspond à un revenu moyen de 60 francs environ. A ce compte, on peut estimer le produit total des forêts régies par l'administration à 500 ou 600,000 mètres cubes par an. Les bois des particuliers ne donnent certainement pas moitié de ce volume (1). C'est donc environ 700 ou

(1) Il nous souvient d'avoir vu une sapinière en massif de vieux bois, plein et riche, appartenant à un particulier, une seule. Elle se trouve sur le territoire de la commune de Bonnevaux (Doubs), entre le bois communal et les prés de la vallée du Drugeon. C'était à cette époque, en 1857, la propriété de M. Droz.

800,000 mètres cubes de bois de sapin que la France récolte annuellement sur son territoire.

En produits fabriqués, tels que sciages et charpentes, on ne peut pas tirer de là plus d'un 1/2 million de stères. Les forêts de pins et de mélèzes, plus étendues, mais moins productives, livrent tout au plus un volume de bois d'œuvre de même importance, perches non comprises. Un million de stères de bois résineux employés en sciages, charpentes, mâtures, bois de fente et de travail, telle est donc au maximum la quantité des produits obtenus du sol français.

En 1873, il est entré en France 120 millions de mètres courans de planches payés 80 millions de francs. La Suède et la Norvége nous ont fourni les deux tiers de ces bois, et la Russie baltique un dixième. La Suisse nous en a cédé autant que cette dernière, mais ses exportations diminuent d'année en année. Avec l'Allemagne, le commerce du bois se réduit à des échanges à peu près équivalens. La Belgique ne fait que du transit, et les bois qu'elle nous envoie viennent du nord en passant par Anvers. L'Italie, l'Autriche et la Turquie ne nous vendent que des quantités sans importance, et les importations d'Amérique deviennent insignifiantes. En résumé, ce sont la Suède, la Norvége et la Finlande qui nous approvisionnent de sciages. Les bois de charpente résineux importés annuellement comprennent environ 500,000 stères et sont payés 20 millions de francs; mais cette quantité est restée sensiblement la même depuis vingt ans, et nos exportations la compensent à demi par suite de l'abondance des petits bois. L'excédant de nos importations de bois résineux s'élève en somme à 1 million ou 1 million 1/2 de stères, suivant les années. C'est une masse de bois plus considérable que la production indigène; mais, à vrai dire, une quantité faible eu égard aux besoins à satisfaire.

Ce bois n'est en effet qu'une matière première commune, que l'on consomme par masses, et dont la production proprement dite ne coûte rien. L'Angleterre en achète trois fois autant que la France, les États-Unis en usent bien plus encore, et les pays producteurs consomment sous toutes les formes, et notamment en combustible, dix fois plus de bois qu'ils n'en vendent. La France elle-même a payé à l'étranger en 1873 trois fois autant pour la houille que pour les planches. Les faits importans sont donc ici les prix et les moyens d'approvisionnement. Cependant il est bon de remarquer que les résineux forment la quantité principale de nos importations ligneuses, et que celles-ci sont dès maintenant dans les premiers rangs de nos importations générales; elles arrivent avec les peaux et les cuirs, immédiatement après les soies et les laines, les cotons et les houilles, toutes matières premières que la France demande en grande partie à l'étranger.

Le prix des planches à l'importation, rapporté à la planche de section moyenne, était, d'après les tableaux de l'administration des douanes :

0f50	le mètre courant	avant 1830.
0f80	—	en 1853.
1f10	—	en 1866.
0f90	—	en 1869.

Voici de même le prix du mètre courant de la planche marchande des Vosges, dont la section est à peu près moitié moindre, sur les ports de Nancy et de Metz :

0f25	avant	1830.
0f25	encore	en 1853.
0f30	—	en 1866.
0f28	—	en 1869.

Ainsi, le prix des bois du nord, après avoir été en hausse soutenue jusqu'en 1866, s'est affaissé ensuite. La demande en avait été rapidement croissante par suite de l'établissement général des chemins de fer, qui ont ouvert à ces bois les marchés de l'intérieur des terres. Les exploitations suivaient à peine la demande; pour y faire face, les pays scandinaves ont dû doubler plusieurs fois leurs exportations. La population y est rare; les scieries faisaient défaut, tout l'outillage des exploitations était à créer, il y a quarante ans : il existe aujourd'hui. La baisse postérieure à 1866 résulta surtout de l'offre, qui s'accroissait plus rapidement que la demande générale.

De 1830 à 1870, le prix de la planche française sur les marchés a très peu gagné; il ne semblait influencé que par des variations momentanées. En réalité même, si l'on tient compte de la dépréciation des espèces métalliques, on voit que la valeur du sapin était en baisse. C'est qu'en 1830 les voies de transport les plus indispensables pour les bois n'existaient pas; le sapin était cher, parce que la traite en était onéreuse. Depuis lors les chemins se sont ouverts de toutes parts, et l'exploitation de nos sapinières s'est largement développée. On en a tiré tout ce qu'elles pouvaient donner. En même temps encore les bois étrangers, passant au premier rang dans l'approvisionnement du pays, restreignaient progressivement les débouchés de nos bois communs. N'est-il pas surprenant que le prix de la planche française se soit maintenu au lieu de s'avilir? Aujourd'hui il est en hausse. La planche des Vosges se paie 1 fr. 35 cent. sur wagons, et vaut 1 franc dans l'arbre. Elle n'avait jamais atteint ces prix; se soutiendront-ils? A coup sûr, le chiffre des exploitations indigènes n'augmentera plus, si même il ne diminue. Il y a là une première cause permanente de cherté.

La planche du nord s'est aussi relevée depuis 1872. En Suède cependant, on coupe tout ce qu'il est possible de couper : une loi en vigueur à partir d'octobre 1875 a dû interdire aux particuliers d'abattre dans les districts les plus septentrionaux les arbres ayant moins de $0^{m},25$ de diamètre à hauteur d'homme. Lettre morte assurément, cette loi suffit à faire comprendre la destruction qui s'opère. Dans le sud, les forêts, ouvertes de longue date aux exploitations, n'offrent que de jeunes bois. De Malmöe à Stockholm, pendant un voyage de douze heures en chemin de fer, on ne voit que des forêts entrecoupées d'eaux et de cultures, mais pas d'arbres exploitables. Les quatre cinquièmes des bois appartiennent à des particuliers, et ne produiront plus que des perches. En Norvége, les neuf dixièmes des forêts sont des propriétés privées et s'exploitent de même qu'en Suède. Il devient à peu près impossible d'y trouver un massif plein. En 1872, la péninsule scandinave a exporté 6 millions de stères de bois façonnés, d'une valeur de 130 millions de francs à la sortie. Ce n'est qu'une petite partie de la consommation du pays en bois de tous genres; mais c'est la fleur de ses forêts, l'élite de ses arbres. La progression rapide des exploitations doit les user à bref délai, et la consommation des jeunes bois en combustible s'oppose à la reproduction du bois d'œuvre. Il en est de même en Finlande, où cependant l'état possède heureusement un tiers des forêts; à portée de la mer, des rivières et des lacs, on n'y voit plus d'arbres faits.

Reste encore inabordée la grande forêt du nord de la Russie, 50 ou 100 millions d'hectares entre le lac Onéga et les terrasses de l'Oural, dans les gouvernemens d'Arkangel, Vologda, Perm et Olonetz. L'état, propriétaire de cette forêt, n'y exploite pas en moyenne un décistère par hectare et par an. On dit en Russie que la production dépasse beaucoup ce chiffre minuscule; mais quelle est-elle dans les plaines tourbeuses de ces hautes latitudes? Jusqu'à présent on n'y fait pas commerce de bois de construction, et il n'en sort guère que de la potasse. Quoi qu'il en soit jamais, si quelque chemin de fer permettait un jour d'aller chercher les pins de la Dwina du nord et les mélèzes de la Petchora, à 800 ou 1,000 kilomètres de Pétersbourg, quel en serait le prix? C'est là le nœud de l'affaire. Les résineux ne feront pas défaut, comme le chêne, d'ici à vingt ou trente ans; mais le prix s'en élèvera : toute la question est de savoir dans quelle mesure. Les données que nous possédons sur les ressources étrangères ne permettent pas de la résoudre.

La prévision d'une hausse inévitable du prix des bois résineux dans un avenir prochain doit servir de point de départ au règlement des exploitations, et la modération en sera généralement la meilleure règle. A cet égard quel est d'abord l'intérêt des simples

particuliers, propriétaires de sapinières? Évidemment c'est de produire des bois de sciage, autant que l'état et la situation des forêts le comportent. Les valeurs comparées de l'arbre de $0^m,30$ et de l'arbre de $0^m,40$ de diamètre suffisent à l'établir. Mais n'est-il pas avantageux d'aller plus loin? En France, où les bois ont une végétation rapide, les sapins arrivés à cette dimension prennent des accroissemens soutenus; l'épaisseur de la couche annuelle varie habituellement de 2 à 3 millimètres. Là par exemple où l'épaisseur de l'accroissement annuel est de 2 1/2 millimètres sur le rayon, l'arbre gagne en diamètre un demi-centimètre par an et un décimètre tous les vingt ans. En ce laps de temps, il passe de $0^m,40$ à $0^m,50$, et il double de valeur; il en résulte un placement à 3 pour 100. Si cet accroissement se soutient encore vingt ans, l'arbre arrive à $0^m,60$ et il ne s'en faut pas beaucoup que la valeur soit encore une fois doublée aux prix actuels; il y a de plus les chances de hausse. En tous cas, il est certain que les propriétaires de sapins fauchent le blé en herbe quand ils coupent des arbres bien venans d'un diamètre inférieur à 50 centimètres; il est même probable qu'ils ont grand intérêt à les maintenir sur pied jusqu'à 60 centimètres. Telle devrait être pour eux la règle fondamentale des exploitations.

Dans les bois des communes et de l'état, c'est autre chose encore. Le sapin de $0^m,60$ vaut par exemple 100 francs, et celui de $0^m,70$ 160 francs. Que le temps nécessaire pour franchir ce pas soit de vingt ou trente ans, il n'importe guère. Si le taux s'affaiblit un peu en raison de la valeur acquise, le revenu augmente beaucoup. Indépendamment de la prévision d'une hausse des prix, les communes s'enrichissent donc en conservant ces bois jusqu'à la maturité; mais l'état ne doit pas négliger de prévoir les besoins du pays. Si les gros bois deviennent rares, c'est à lui seul qu'incombe le soin de les conserver dans les excellentes forêts qu'il possède encore. Par la loi du 23 août 1790, l'assemblée constituante a posé en principe que « la conservation des bois et forêts est un des objets les plus importans et les plus essentiels aux besoins et à la sûreté du royaume, et que la nation seule peut s'en occuper pour en former en même temps une source de revenus publics. » Ici encore, l'application des principes de 89 s'impose donc avec une force toujours plus grande. Les exploitations démesurées à l'étranger font à l'état un devoir impérieux et à tous les propriétaires de sapinières un intérêt croissant : c'est de respecter les massifs et de n'abattre que les bois réellement exploitables.

CH. BROILLIARD.

LE

ROMAN PATRIOTIQUE

EN ESPAGNE

Episodios nacionales, par don Perez Galdós, Madrid 1873-1875.

La tâche est toujours difficile de juger une œuvre patriotique écrite par un étranger et destinée à d'autres que nous : les passions, les rancunes, les préjugés dont elle s'inspire risquent de nous trouver prévenus ou pour le moins indifférens, — à plus forte raison lorsque nous y jouons nous-mêmes un vilain rôle, comme dans les livres de M. Perez Galdós, et que tour à tour, envahisseurs et vaincus, nous faisons pour la plus large part les frais du récit. De quelque calme qu'on se targue, on a grand'peine alors à se défendre d'un mouvement de mauvaise humeur; malgré soi, on s'irrite contre l'auteur de ces insinuations et de ces bravades, on cherche l'endroit faible où le frapper à son tour, et volontiers on rabaisserait son talent pour mieux lui dénier tout crédit. Or, en saine raison, il faut prendre les choses beaucoup moins à cœur; c'est là le propre du patriotisme, que celui des uns ne va jamais sans porter offense à celui des autres. Qu'un Espagnol, fier de son pays, raconte à sa façon les péripéties de la guerre de l'indépendance, qu'il exalte à nos dépens la gloire de ses compatriotes et fasse sonner bien haut leurs victoires avec nos revers, rien n'est plus naturel, et nous aurions vraiment mauvaise grâce à nous en fâcher. Du moins peut-on se demander, en posant le livre, quelle est l'utilité ou l'à-propos de semblables écrits, et s'il ne vaudrait pas mieux, dans l'intérêt de tout le monde, laisser dormir ces souvenirs de haine et de massacre.

Don Benito Perez Galdós est un des plus jeunes parmi les auteurs espagnols contemporains : ce n'est pas celui qui promet le moins. Né en 1845 dans la petite ville de Las Palmas, capitale des Canaries, il porte réunis, selon l'usage espagnol, les noms de famille de son père et de sa mère. Ses premières études achevées, il quitta son île natale et vint à Madrid pour se préparer au barreau; il reçut en 1869 le titre de licencié en droit civil et canonique, mais sa vocation l'entraînait ailleurs. Déjà comme étudiant il s'était fait connaître par quelques travaux de critique musicale et littéraire; la politique l'occupait aussi. Il fut un moment à la tête de la *Revue d'Espagne*, la seule publication de ce genre qui parût alors à Madrid; plus tard il y écrivit à titre de rédacteur, quoique sans signature, une suite d'articles sur les affaires intérieures du pays qui furent très remarqués et où l'opinion publique s'obstina longtemps à reconnaître la main des personnages les plus haut placés.

Il appartient en politique au parti des conservateurs libéraux. Simple et modeste, désintéressé, d'un caractère calme et ferme à la fois, M. Perez Galdós a su dès les débuts de sa carrière se gagner des amis et mériter même l'estime de ses adversaires. Il vit du reste assez à l'écart et sort peu de chez lui : c'est un travailleur. Ainsi s'explique-t-on qu'à son âge il ait pu produire autant qu'il l'a fait et mener de front les études les plus différentes. De bonne heure il s'était essayé dans la nouvelle et le roman; en 1870, il fit paraître *la Fontaine d'or*, — c'est le nom que portait un club de Madrid, célèbre sous Ferdinand VII, — et un peu après *l'Audacieux*, deux volumes détachés, l'un et l'autre fort bien accueillis. Le premier surtout, réimprimé à Leipzig dans le format d'une de ces éditions à bon marché qui font la spécialité des Allemands, et répandu par milliers d'exemplaires dans toute l'Amérique espagnole, valut à son auteur une véritable réputation. On y louait l'intérêt de l'intrigue, la vérité des caractères, la finesse des analyses et de l'observation. Comme *la Fontaine d'or*, *l'Audacieux*, « histoire d'un radical d'autrefois, » touche aux événemens accomplis en Espagne vers le commencement du siècle. La politique et l'histoire s'y mêlent dans une juste mesure aux détails de pure imagination. Encouragé par ces premiers succès, M. Perez Galdós aborda résolûment le genre historique. En l'espace de deux années, dix volumes de lui, formant une série complète, ont successivement paru. Vendus au prix de quelques réaux et revêtus d'une couverture éclatante aux couleurs nationales, rouge et jaune, ces livres semblaient surtout destinés au peuple; mais, soit à cause de la sympathie qu'inspirait le nom de l'auteur, soit pour les qualités réelles et aussi bien les défauts de l'œuvre elle-même, ils trouvèrent partout des lecteurs et obtinrent de toutes les classes de la société une attention trop soutenue pour n'être pas quelque peu indulgente.

Il y a diverses choses à considérer dans l'œuvre de M. Perez Galdós

la lettre et l'esprit, le cadre et le fond, ce qui lui revient en propre et ce qui fait la part d'autrui. L'idée première évidemment est empruntée à notre Erckmann-Chatrian : le choix de l'époque et du sujet, le ton général du récit, et, si l'on peut dire, une certaine parenté dans les théories, attestent l'imitation; il n'est pas jusqu'au titre lui-même, *Episodios nacionales*, qui ne rappelle tout à fait celui des *Romans nationaux*, — un terme assez mal choisi, soit dit en passant, et qui ne méritait pas d'être reproduit. Où la distinction commence, c'est quand, au lieu de plusieurs récits séparés, nous trouvons une intrigue unique faisant le lien des dix volumes. Le héros, qui est aussi le narrateur supposé de cette longue histoire, n'a pas aujourd'hui moins de quatre-vingt-trois ans; il s'est vu mêlé de près aux faits et aux hommes les plus considérables de son temps, et sur la fin de sa carrière il entreprend de rédiger ses mémoires, et de fait son odyssée est assez singulière. Pauvre orphelin abandonné, Gabriel Lopez a débuté dans la vie comme page, ou plus simplement comme domestique; nous le voyons servir tour à tour un ancien officier de marine, une actrice en vogue, une grande dame. Du reste il se sent déjà des velléités d'ambition et rêve d'honneurs et d'emplois ; en attendant, comme son cœur est plus modeste ou plus timide que sa tête, il se contente d'aimer une jeune fille de sa condition, une simple ouvrière qu'il veut épouser. Or, admirez l'occurrence, cette jeune fille est une enfant abandonnée dont on apprend tout à coup la haute origine, et, nouvelle surprise, sa mère n'est autre que la comtesse dont Gabriel a porté la livrée. Vous imaginez sans peine les inquiétudes et les traverses des deux amans, tantôt séparés par les exigences aristocratiques d'une famille impitoyable, tantôt réunis par la constance et les efforts du vaillant jeune homme. Les péripéties se succèdent, les imbroglios se nouent et se dénouent, les personnages vont, viennent, s'entre-croisent avec une rapidité, une aisance qui tient du merveilleux. Pourtant cette richesse d'invention est peut-être plus apparente que réelle; à mesure qu'on avance dans le détail de l'intrigue, il semble que tout cela, incidens et acteurs, ait quelque chose de déjà vu; on est comme en pays de connaissance. Évidemment M. Perez Galdós s'est inspiré de ces romans de mœurs si particuliers, *Lazarille de Tormès* ou *Guzman de Alfarache*, qui sont un des côtés le plus connus de la littérature d'outre-mont, et dont *Gil Blas de Santillane*, tout écrit qu'il est par un Français, passe à bon droit pour le plus parfait modèle. Voilà bien en effet cette éternelle autobiographie d'un pauvre diable parti du plus bas de l'échelle et s'élevant par une suite d'aventures extraordinaires jusqu'aux plus hautes dignités de l'état; — et toujours des histoires d'enfans abandonnés, de papiers perdus et retrouvés, de maris disparus réapparaissant après dix années d'absence, toujours des amours de comédiens, des intrigues de cour, des scènes de débauche, des enlèvemens, des duels, tout l'attirail classique et démodé de l'an-

cienne littérature picaresque; puis, comme pour rendre le rapprochement plus frappant, de longs récits de personnages secondaires intercalés dans le récit principal. C'était dans Gil Blas, s'il vous en souvient, l'histoire de la belle doña Mencia de Mosquera arrêtée par les voleurs, de don Raphaël le pirate ou de Scipion le secrétaire; ici c'est Marijuan, le vieil ami de Gabriel, qui, prenant la parole, raconte par le menu tout ce qu'il a vu et souffert au fameux siége de Girone. Rien de plus ingénieux, de plus commode assurément, que le procédé imaginé par Hurtado de Mendoza, l'auteur du *Lazarille*, et adopté par Le Sage; ce rôle de domestique surtout, curieux, observateur et ambitieux, est une vraie trouvaille : avec lui, le lecteur pénètre chez toutes les classes de la société, du boudoir de l'actrice dans le salon de la grande dame ou l'antichambre du ministre, et voit passer sous ses yeux en un défilé ininterrompu les types les plus étranges et les plus divers. Toutefois, si telle donnée fantastique, telle complication invraisemblable s'admet facilement de la part d'un écrivain du XVIIIe siècle racontant en manière d'apologue les mystères et les intrigues de la cour d'Espagne sous Philippe IV, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit d'une époque aussi terrible, aussi voisine de nous que celle de la guerre de l'indépendance. Trafalgar et Bailen, Napoléon et Wellesley, ces grands événemens et ces grands noms ne prêtent guère aux inventions ultra-romanesques : l'histoire refuse de revêtir les oripeaux et le clinquant de la féerie.

Or, à notre avis, M. Perez Galdós, dans ses fictions, n'a pas assez souci de la vraisemblance. La guerre aidant, son héros a troqué la livrée du laquais contre la capote du combattant; il est un peu fusillé à Madrid par les soldats de Murat, prend part à la victoire de Bailen, attrape force blessures et gagne grade sur grade à Saragosse, défend Cadix contre le maréchal Victor, se distingue avec les guérillas contre nos convois, et à lui seul s'empare d'une aigle française sur le champ de bataille des Arapiles. Entre temps, il a quitté son nom roturier : il s'appellera désormais Gabriel de Araceli; par deux fois il a enlevé sa maîtresse, en tout bien tout honneur, s'entend; il s'est évadé d'un cachot, a transpercé lestement un lord en duel, et s'est fait aimer d'une miss anglaise. Avec tout cela le personnage nous est médiocrement sympathique; il a beau se tirer victorieusement des passes les plus difficiles, nous avons peine à reconnaître en lui une de ces âmes fortes et fières, vraiment grandes, qui dominent les autres par un sentiment complet et précis du devoir. Sous l'habit chamarré d'or d'officier, il lui reste quelque chose de sa première condition : du moins en a-t-il gardé l'habitude d'écouter aux portes, de décacheter les lettres qui ne sont pas pour lui, de prendre les clés de ses voisins, ainsi qu'une déplorable facilité à se rouler aux pieds de ceux qu'il servait jadis. Honnête au fond, mais sans délicatesse, il est brave sans énergie; ce sont, comme on dit, les événemens qui le portent. Sa modestie même, beaucoup trop naturelle, ne

cache qu'imparfaitement tout ce que son caractère a d'incertain et de fuyant. Quoi qu'il en soit, au bout de six ans d'attente et de trois mille pages d'impression, il parviendra à épouser la dame de ses pensées; il sera riche, honoré, puissant; grâce au crédit et aux démarches de la comtesse, sa belle-mère, une intrigante s'il en fut jamais, il obtiendra tranquillement, il l'avoue lui-même, plus de grades et de galons que ne lui en avait valu son sang répandu sur tous les champs de bataille. Est-ce là un trait de satire du romancier contre ses compatriotes? A-t-il voulu railler la manie des places et le goût de l'intrigue qui sont deux des plaies de l'Espagne? Nous serions presque en droit de le croire. M. Perez Galdós, assure-t-on, n'a jamais rien sollicité ni accepté de ses amis alors qu'ils étaient au pouvoir; peut-être est-il à regretter que son héros se montre en pareil cas moins scrupuleux : il eût été tout à la fois plus digne et plus intéressant.

Voilà pour l'intrigue et comme qui dirait la charpente du drame : quant aux idées elles-mêmes, à la thèse que soutient l'auteur, peut-être ne sont-elles pas au fond tout ce qu'elles s'annoncent au premier abord. Aujourd'hui, on le sait, les romans comme les pièces de théâtre veulent tous prouver quelque chose. M. Perez Galdós s'est souvenu qu'il était libéral, il s'est souvenu aussi des modèles qu'il imitait; comme les auteurs du *Conscrit de 1813* et de *Waterloo*, il a sur le progrès, l'ambition des rois, les horreurs de la guerre et la fraternité universelle des phrases émues et des tirades attendries. Cependant, à bien prendre, il ne se livre jamais tout entier; du moins s'il lui fallait définir un peu cette affection générale et vague qu'il porte à l'humanité, citer un peuple auquel il veut du bien, à coup sûr ne nommerait-il pas les Français; sa sensibilité s'arrête aux frontières et reconnaît des Pyrénées. En cela comme en plusieurs autres choses, M. Perez Galdós est bien de son pays : les Espagnols ne sont guère philanthropes par nature; entre eux et de province à province, ils se regardent ordinairement de fort mauvais œil; d'autant plus détestent-ils l'étranger, et l'étranger là-bas, c'est toujours le Français. Cette antipathie vient de plusieurs causes, les unes déjà lointaines et presque respectables : des souvenirs de guerre, d'invasion; les autres simplement puériles et même ridicules. Plus qu'aucune autre nation de l'Europe, l'Espagne vit aujourd'hui de son passé : Pavie, Rocroy ou Saint-Quentin sont encore pour elle des dates récentes; depuis lors d'ailleurs, les funestes événemens de 1808 sont venus rallumer des haines qui commençaient à s'éteindre. En outre, l'Espagnol est jaloux à l'extrême de sa nationalité et n'entend pas sur ce chapitre la moindre plaisanterie. Celui de nos voyageurs qui, dans un accès de mauvaise humeur, après un dîner détestable ou une nuit passée de secousse en cabot dans l'intérieur d'une diligence, s'est écrié spirituellement que « l'Afrique commence aux Pyrénées, » se doutait-il que cette boutade traduite, expliquée, commen-

tée, entrerait pour quelque chose dans les rancunes péninsulaires avec le sac de Cadix et les réquisitions arbitraires du maréchal Soult? De même pour toutes ces railleries aujourd'hui banales sur les fleuves sans eau, les ponts trop longs, les aubergistes maussades, la cuisine à l'huile et les mendians à la Murillo; autant d'atteintes portées, paraît-il, à la dignité nationale. Malgré tout, par le fait même de sa position géographique, l'Espagne n'a vraiment de relations étendues et suivies qu'avec nous; ce sont nos mœurs, nos modes, nos pièces, nos romans qu'elle adopte, imite ou traduit : M. Perez Galdós pourrait en dire quelque chose. Seulement les Espagnols subissent cette influence sans vouloir l'accepter, ils s'en font même un grief de plus contre nous; ils s'indignent d'avoir trop bien copié certains de nos défauts moraux ou politiques, notre légèreté, notre inconséquence, notre amour du désordre et du changement; ils regrettent de n'avoir pas plus près d'eux quelque autre nation de premier ordre, l'Angleterre ou l'Allemagne, dont l'influence salutaire balancerait ou remplacerait la nôtre. Reste à savoir s'ils vaudraient beaucoup plus en somme et si de ces nouveaux voisins comme de nous-mêmes ils ne se contenteraient pas d'imiter les mauvais côtés au détriment des bons.

Dans le cas présent, en dépit de leur apparence toute libérale et pacifique, les *Épisodes nationaux* ne sont point de nature à dissiper les préventions plus ou moins injustes des Espagnols contre la France. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les titres des divers volumes; tous également portent sur une faute de notre politique ou un échec de nos armées : *Trafalgar*, *Le 2 mai*, *Bailen*, *Saragosse*, *Girone*, *Cadix*, *les Arapiles*. A Trafalgar, la France et l'Espagne étaient encore alliées : aussi l'auteur s'empresse-t-il de faire retomber tout le poids du désastre sur le malheureux amiral Villeneuve, qui fit preuve en effet d'une triste incapacité : ce qu'il ne dit pas, c'est que bon nombre des vaisseaux espagnols évitèrent de prendre part au combat, et que, si plusieurs d'entre eux, la *Trinidad*, le *Nepomuceno*, luttèrent héroïquement en cette fatale journée, aucun ne se distingua plus que le *Redoutable*, vaisseau français à deux ponts qui lui seul tint tête à trois vaisseaux ennemis de haut-bord, eut plus des trois quarts de son équipage mis hors de combat, et n'abaissa son pavillon qu'après avoir infligé à l'Anglais des pertes énormes et la plus cruelle de toutes, celle du glorieux Nelson. Prenons au hasard dans les livres suivans; partout même injustice, même partialité. Raconte-t-il le siége de Girone, M. Perez Galdós consacrera une vingtaine de pages à établir que don Alvarez de Castro, le brave défenseur de la place, fut contre le droit des gens secrètement mis à mort par les Français; or le fait est encore à prouver. En revanche, après Bailen, il ne dira pas un mot de nos malheureux soldats prisonniers, ni des massacres de Lebrija, ni des pontons de Cadix, ni de l'île

trop fameuse de Cabrera, où grâce à l'incurie de l'administration espagnole, ils périrent de faim par milliers. Sachant fort à propos, quand il s'agit des siens, laisser dans l'ombre certains coins du tableau, il réserve pour nous toute sa sévérité. Ceux que le duc de Wellington lui-même, dans ses dépêches à son gouvernement, appelait *ces admirables soldats français,* lui couramment, avec une évidente complaisance, les traite de *canailles* et pis encore. Il ne veut voir en eux que des brutes, se battant comme font les dogues, sans principes, sans idées morales, avides seulement de sang et de pillage. Ne va-t-il pas jusqu'à contester leur courage? En vérité, cela est impertinent. Où prend-il par exemple que devant Saragosse les grenadiers de Lannes n'allaient à l'assaut que forcés et conduits à coups de bâton? D'autre part, quels qu'aient été les excès commis par nos armées, de l'accord unanime des historiens, les Français furent toujours les moins inhumains de tous les gens de guerre qui attaquaient ou défendaient alors la Péninsule : rien en tout cas n'est comparable à la conduite des *guerilleros* achevant les blessés, les malades et torturant les prisonniers avec des raffinemens de cruauté inouis. Le dixième et dernier volume s'arrête en 1812 sur une nouvelle défaite des Français : c'était dans l'ordre; bien plus, avant de terminer, anticipant sur l'avenir, le narrateur déclare qu'un des jours les plus heureux de sa vie fut celui où il apprit la nouvelle de Waterloo. Tous les gallophobes, comme on voit, ne sont pas au delà du Rhin. C'est même cet esprit haineux dans lequel l'ouvrage entier est conçu qui, s'il faut le dire, en fait la véritable unité, bien plus que l'enchaînement des faits historiques eux-mêmes ou les aventures bizarres du seigneur de Araceli.

A Dieu ne plaise que nous voulions ici d'aucune sorte diminuer la gloire incontestable de nos voisins; ils eurent le courage de résister presque sans espoir au vainqueur de l'Europe, et le bonheur d'y réussir : ce bonheur était mérité. Néanmoins consultez l'histoire, vous y verrez que Joseph Bonaparte et sa naissante royauté étaient en 1812 beaucoup plus acceptés que les Espagnols ne veulent le dire aujourd'hui et que M. Perez Galdós n'en convient lui-même; les classes élevées s'étaient presque entières ralliées à lui; avec de l'argent, il eût eu des fonctionnaires et une bonne armée; une partie des bandes ne demandait pas mieux que de passer sous ses drapeaux. Quant aux troupes régulières levées par les juntes insurrectionnelles, elles ne rappelaient que par le contraste cette vieille infanterie espagnole, tenue jadis pour la première de l'Europe; braves jusqu'à l'héroïsme derrière une muraille ou un pan de rocher, ces malheureux miliciens en rase campagne perdaient la tête et fuyaient sans vergogne de toute la vitesse de leurs jambes, excellentes comme des jambes espagnoles. Chose surprenante, à la fin de la guerre, après cinq ans de fatigues et de combats, ils étaient encore

aussi novices, aussi peu solides qu'en 1808. Les adversaires vraiment redoutables pour nous en Espagne étaient les Anglais, bien commandés, bien disciplinés, bien nourris ; les Portugais eux-mêmes, qu'on est trop disposé à oublier, instruits par des officiers anglais, se conduisirent plus d'une fois sur les champs de bataille avec résolution et fermeté. En résumé, sans ces alliés, sans les fautes politiques de Napoléon surtout, et la diversion opérée sur l'Elbe et le Rhin par la grande coalition qui amena la chute de l'empire, jamais les défenseurs indigènes de l'ancienne dynastie n'auraient suffi à la rétablir, et *Pepe Botellas, Joseph la Bouteille,* comme on l'appelait par dérision, quoiqu'il ne bût jamais de vin, eût été, en dépit de toute opposition, assis sur le trône d'Espagne d'une façon aussi solide, aussi durable, qu'autrefois le petit-fils de Louis XIV, Philippe V de Bourbon, un autre roi *intrus.*

M. Perez Galdós n'a pas jugé à propos d'insister là-dessus et de rappeler des circonstances qu'il connaissait fort bien, mais qui pouvaient gêner sa plume : il usait de son droit. On comprendrait même qu'il eût à dessein exagéré l'odieux de notre rôle et la honte de notre insuccès, s'il y avait la moindre utilité à exaspérer contre nous le sentiment national des Espagnols ; mais est-ce bien le cas aujourd'hui? Quel sujet de défiance avons-nous donc fourni à ces ombrageux voisins? L'Espagne a-t-elle quelque chose à craindre de nous? Beaucoup moins certainement que nous n'avions nous-mêmes à craindre de l'Allemagne, il y a tantôt dix ans, alors que Erckmann-Chatrian faisaient paraître chez nous leurs idylles naïvement philanthropiques, avec quel succès, on ne l'a pas oublié. Le patriotisme est une belle chose ; encore faut-il ne partir en guerre qu'à bon escient, et n'aller pas, comme don Quichotte, livrer bataille aux moulins à vent. Que les Espagnols veuillent bien s'apaiser; cette haine qu'ils nous portent, beaucoup de nous l'ignorent, en tout cas nous ne la leur rendons pas ; les circonstances politiques aidant, nous ne demandons pas mieux que de vivre avec eux en parfait accord. D'ailleurs, si Napoléon autrefois a envahi perfidement leur pays, n'avons-nous pas depuis loyalement travaillé à réparer nos torts? Sans parler de leurs chemins de fer, en grande partie construits à nos frais, sans parler de leur commerce et de leur industrie, développés avec l'aide et l'argent de la France, dans la dernière guerre carliste, n'ont-ils pas reçu de nous, bien qu'ils en disent, plus d'une preuve de bonne amitié? N'avons-nous pas favorisé leurs achats d'armes et de munitions, permis sur notre territoire le passage de leurs canons, fermé coûteusement par un large cordon de troupes la frontière aux rebelles? Hier encore leurs blessés de Peña-Plata n'étaient-ils pas recueillis, logés, soignés par les populations françaises? Quelle raison les Espagnols auraient-ils de voir toujours en nous des ennemis?

Ces réserves une fois admises, il ne nous en coûte pas de reconnaître

chez M. Perez Galdós de grandes et solides qualités. S'il a pu plaire à tous en Espagne, et même aux gens de goût, ce n'est pas seulement, on le comprend, parce qu'il flattait l'orgueil national, chose toujours assez facile, — c'est aussi que son œuvre répondait à une curiosité ou, pour mieux dire, à un besoin de l'esprit public. Dans ces quinze dernières années, on s'est fort occupé à Madrid de l'art espagnol, de son caractère et de ses tendances au commencement de ce siècle; Goya a fait école et les peintres modernes, à l'imitation du maître, s'attachent à traiter des scènes de genre avec les curieux costumes du temps; n'est-ce pas ainsi que faisait le malheureux et regretté Fortuny? D'autre part, les meubles anciens, les tentures, les porcelaines de la fabrique de Retiro, fondée par Charles III dans son palais, vases, pendules ou figurines, sont de plus en plus recherchés. Indépendamment des faits de guerre et des événemens purement politiques, la période historique qui s'étend du ministère de Godoy à la mort de Ferdinand VII, a pour les Espagnols un intérêt tout particulier. C'est alors en effet qu'a commencé chez eux, dans les habitudes et dans les idées, cette transformation radicale qui se poursuit encore aujourd'hui; les mœurs nouvelles, venues de l'étranger, se heurtaient aux mœurs du passé toujours subsistantes, et formaient avec elles le plus singulier contraste. M. Perez Galdós, pour sa part, a fait une étude toute spéciale des classes diverses de la société espagnole à cette époque; il en connaît à fond le langage, les coutumes et les préjugés. Ces courtisans dorés, ces moines ventrus, ces *majas* ou *grisettes* élégantes que les peintres font revivre dans leurs tableaux, il leur donne la parole et le mouvement; tel de ses personnages semble détaché d'une saynète de Ramon de la Cruz ou d'une comédie de Moratin; beaucoup d'ailleurs sont historiques. Aussi son œuvre, trop invraisemblable comme intrigue, est-elle exacte dans le détail. Par la même raison, les principaux acteurs du drame nous plaisent beaucoup moins que les figures secondaires et tout épisodiques. L'amoureux, avons-nous dit, n'intéresse qu'à demi malgré ses prouesses; on sent trop, quand il agit, l'intervention omnipotente de l'auteur. Inès, l'ingénue, l'enfant du mystère, est un caractère effacé, indécis; à tout instant, on nous parle de la grâce, de l'esprit, de la distinction qu'elle a; par malheur, il n'y paraît pas assez, et nous sommes forcés d'en croire sur parole ses bons amis. Santorcaz, le père prodigue, sorte de traître de mélodrame, est tout simplement odieux. La comtesse vaut mieux, quoique bien peu sympathique; mais comme sont supérieurs de tout point les personnages qu'on voit se succéder et disparaître au fil du récit : Marcial, le vieux marin, Pacorro Chinitas, le remouleur, le marquis diplomate, don Célestin, le bon prêtre, Mosen Anton, le *guerillero*, et tant d'autres! Tous sont frappans de vie et de vérité, et chaque scène où ils jouent leur rôle est comme un délicieux

petit tableau de mœurs. Au point de vue dramatique, certains épisodes sont aussi fort habilement traités ; seulement l'ensemble est trop inégal. Après un passage remarquable, plein de délicatesse et d'émotion, comme l'histoire des amours enfantines de Gabriel avec la fille de son premier maître ou la peinture des misères de Saragosse assiégée, viennent des pages languissantes, diffuses, complétement dépourvues d'intérêt. Il est un autre reproche que nous ferons à l'auteur : M. Perez Galdós ne manque pas d'esprit et peut, sans s'appauvrir, en prêter à ses personnages; cependant, en plus d'un endroit, lorsqu'il veut railler, tourner en ridicule un travers ou un préjugé, il ne glisse pas assez, il force le trait et souligne lourdement la plaisanterie. A quoi bon cela? Le public espagnol est assez spirituel, assez fin pour comprendre à demi mot, et n'a pas besoin de redites.

Quant au style même des *Épisodes nationaux,* les Espagnols le trouvent très suffisamment correct, net et facile, et ce n'est pas à nous d'y contredire. Bien au contraire, nous y louerons la variété du tour, la vivacité du dialogue, l'élégance et la souplesse de l'expression. Et pourtant, quoique plusieurs de ces volumes se lisent aisément et même avec plaisir, ils ne sont pas exempts en somme d'une certaine monotonie. C'est toujours la même note, une note douce, attendrie, répétée jusqu'à la fatigue, le même naturel un peu affecté, le même langage simple et familier, parfois tombant dans le vulgaire. Certainement ce ton modeste est aussi celui qui convient le mieux d'ordinaire à un récit du genre autobiographique; tout dépend néanmoins du personnage qui se trouve en scène. Que dans Erckmann-Chatrian l'ami Fritz ou Joseph Bertha nous content les événemens dont ils ont été les acteurs et les témoins, naïvement, sans élever la voix, d'un tour paysannesque et bonhomme qui cependant, pour les connaisseurs, ne manque ni de finesse ni de distinction, passe encore : ce sont gens du commun, et, lorsqu'ils nous font part de leur histoire, ils sont restés ou à peu près ce qu'ils étaient à leurs débuts; mais que Gabriel Lopez, devenu grand seigneur, officier supérieur des armées royales et familier des salons les plus aristocratiques de Madrid, s'exprime toujours de cette façon simplette qui rappelle l'enfant du peuple, voilà qui ne se comprend plus : tout octogénaire qu'il est, l'âge ne saurait l'avoir affaibli à ce point et lui avoir fait oublier le ton de la haute société où il a si longtemps vécu. D'ailleurs, par un retour assez naturel, sous cette simplicité cherchée, perce assez souvent le mauvais goût, l'enflure, tranchons le mot, le *gongorisme.* C'est vers la fin du XVIe siècle qu'un auteur espagnol, don Luis de Gongora, homme d'un vrai talent, pour forcer l'attention publique, préconisa la singulière méthode de style à laquelle il a laissé son nom, et qui lui valut de son temps le titre pompeux de *prince des poètes.* Le *gongorisme* est proprement le mauvais goût

codifié et mis en canons; l'abus de la couleur, l'emphase, le pathos, l'obscurité jouant la profondeur, la profusion et l'extravagance des métaphores développées et poursuivies parfois pendant des pages entières; tels sont les principaux élémens qui le constituent. Accueilli dès le début avec un véritable enthousiasme, il a exercé sur toute la littérature espagnole une influence aussi profonde que funeste, et maintenant encore on en retrouverait la trace chez les auteurs les plus estimés. « Le mois d'août s'écoula, septembre, octobre s'écoulèrent aussi, et ces quatre-vingt dix jours s'entassant l'un après l'autre comme quatre-vingt-dix couches de terre dans la fosse de mon existence allaient ensevelissant mes illusions, mes joies, mes rêves, mon amour. » Ainsi s'exprime M. Perez Galdós par la bouche de son héros; ailleurs encore, célébrant la beauté de la comtesse : « Amaranthe, dit-il, était prodigieusement belle, et ses yeux noirs, qui étaient les premiers yeux du monde, en d'autres termes, les Bonapartes du regard humain, conquéraient sur le champ tout ce que visait leur prunelle. » Cela ne rappelle-t-il pas le plus plaisamment du monde ces vers fameux par lesquels débutait une pièce de Gongora, également adressée à une dame : « Vierge si belle qu'elle pourrait incendier la Norvége avec le soleil de ses yeux, et blanchir l'Éthiopie avec la neige de ses mains?.. » Bref, dans le style comme dans la composition et le choix des incidens, on sent la précipitation, l'absence d'effort sérieux, le contentement trop facile de soi-même. M. Perez Galdós reconnaît n'être pas exempt de défauts : il s'en excuse humblement tant sur la curiosité du public, avide de ses romans, que sur l'impatience naturelle à son caractère, qui ne lui laisse pas mettre la dernière main à ce qu'il écrit. De tels aveux ne sauvent rien. Tout auteur se doit à lui-même de donner la mesure complète de son talent et, s'il y réussit, dût son œuvre lui coûter quelques années de plus, que M. Perez Galdós se rassure, le bon public ne songera point à s'en plaindre.

A peine le dernier des *Épisodes* annoncés venait-il d'être publié que sans plus tarder, avec un entrain tout espagnol, l'auteur derechef saisissait la plume et vaillamment entamait une seconde série d'égale importance. Deux volumes en ont déjà paru, les *Équipages du roi Joseph* et les *Mémoires d'un courtisan de 1815;* puis viendront à tour de rôle : la *Seconde casaque,* le *Grand-Orient,* le *7 juillet, les Cent mille fils de saint Louis,* la *Terreur de 1824*... toute l'histoire du triste règne de Ferdinand VII, faisant suite aux faits épiques de la guerre de l'indépendance. Ici la parole n'appartient plus à l'ancien protagoniste Gabriel de Araceli; ce système de narration à la première personne eût présenté à la longue moins d'avantages que d'inconvéniens. A part cela, rien n'est changé, les personnages sont les mêmes ou à peu près, les théories et les préjugés aussi. Tout d'abord, à propos de la chute et du dé-

part du roi Joseph, les Français, comme bien on pense, ne sont point ménagés; les événemens de 1823 et l'expédition du duc d'Angoulême fourniront aussi sans doute une ample matière aux allégations désobligeantes de l'auteur : *les Cent mille fils de saint Louis!* ce titre seul est gros de promesses. Bref, autant qu'on en peut juger dès maintenant, la suite de l'ouvrage répondra au commencement avec tout ce que cette façon de dire comporte à la fois d'élogieux et de restrictif. Ce sont là, nous le savons, des appréciations qui pourront paraître un peu bien sévères, et notre voix risque de détonner désagréablement aux oreilles intéressées. Nulle part plus qu'en Espagne on n'abuse de l'encensoir; la critique est là-bas un fraternel échange de complaisances et de complimens : encore les adjectifs les plus flatteurs ne s'emploient-ils jamais qu'au superlatif : tout est *très beau, très excellent, très sublime.* Dire simplement d'un livre qu'il est bon par endroits, d'un auteur qu'il est estimable, semblerait presque de la malveillance; quant aux taches de style ou de composition, personne ne les veut voir, du moins personne ne les signale; on craindrait trop d'offenser un confrère; de là, chez les écrivains et les meilleurs une propension toute naturelle à la négligence, au laisser-aller. Comment serait-on sévère pour soi-même quand on est certain, quoi qu'on fasse, d'être toujours applaudi? Chacun berce les autres pour être bercé à son tour, et l'on s'endort de compagnie dans ce sybaritisme de l'amitié où pas une feuille de rose ne fait un pli.

Que M. Perez Galdós se défie de ses admirateurs. Au lieu de s'égarer dans d'interminables intrigues, compliquées à plaisir, qu'il revienne bien vite à des sujets mieux définis, plus restreints, où il pourra plus à l'aise donner du soin aux détails et mettre en relief ses qualités incontestables d'observateur et d'écrivain. Quand son antipathie contre la France ne l'aveugle pas, il voit d'habitude juste et clair et ose dire à ses compatriotes des vérités assez dures. C'est là un champ fécond à exploiter. Plutôt que d'apprendre aux Espagnols à haïr leurs voisins, qu'il leur apprenne d'abord à s'aimer entre eux. Qu'il leur signale clairement les défauts dont ils sont atteints, un peu à tous les degrés de l'échelle : la morgue, la vanité, l'ignorance, le manque de sens pratique, qu'il leur fasse toucher au doigt les nombreuses causes qui ont retardé jusqu'ici les progrès de l'Espagne libérale : l'*empleomania,* la manie des emplois, le dédain de l'économie, le mépris de la loi, l'habitude des *pronunciamientos,* le besoin d'intrigues et de complots; alors il aura fait une œuvre vraiment utile et patriotique, et nous ne lui marchanderons pas les éloges que trop de raisons nous commandent de ne lui accorder qu'avec réserve aujourd'hui.

L. Louis-Lande.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 avril 1876.

Puisque nos sénateurs et nos députés, après le grand effort des dernières semaines, se sont empressés de quitter Versailles pour aller jouir des vacances de Pâques ou assister à la session de printemps des conseils-généraux, puisqu'ils ont pris congé jusqu'au 10 mai, ils feront bien d'en profiter pour se livrer à quelques réflexions salutaires et à une petite enquête de circonstance. Ils n'ont pas besoin de s'agiter, de provoquer des réunions publiques ou privées, ni même de mander évêques, préfets ou colonels de gendarmerie; ils n'ont qu'à s'interroger eux-mêmes, à interroger la situation, et s'ils veulent bien se livrer sans parti-pris à cet examen de conscience parlementaire, ils s'avoueront qu'il peut y avoir pour les assemblées plus d'une manière de perdre leur temps, et pour les majorités plus d'une manière de mésuser de leurs avantages.

La vérité est que cette courte session, qui a été l'inauguration d'une législature nouvelle, d'un nouveau régime, reste jusqu'ici une entrée en scène assez médiocre, et qu'elle laisse une vague impression d'incertitude. Le sénat est entré réellement un peu vite dans son rôle de temporisateur et de sage : il a passé son mois à éviter de faire parler de lui, à s'abstenir le plus possible de toute initiative et même à se réunir le moins possible, — après quoi il a été le plus pressé de partir! La chambre des députés, en faisant plus de bruit, n'est pas arrivée à des résultats bien plus sensibles. Elle s'est fort agitée sans doute, si l'on veut. Elle a prodigué les discussions fastidieuses aboutissant à des invalidations systématiques. Elle s'est donné le plaisir de mettre des commissions en mouvement pour hâter de huit jours la levée de l'état de siége qui allait disparaître de lui-même. Elle a voté l'urgence sur l'amnistie pour finir par l'ajourner. Des propositions, des motions, il y en a eu et il y en a de toute sorte pour réformer tous les impôts, pour

supprimer des ambassadeurs, pour abroger toutes les lois sur la presse, sur les réunions, sur les associations. C'est là précisément ce qui peut s'appeler ne rien faire ou se débattre dans le vide. Et qu'on ne dise pas qu'après tout c'est inoffensif, que le pays ne reste pas moins tranquille et rassuré, confiant désormais dans les institutions qu'il a sanctionnées de son vote, dans la majorité nouvelle qu'il a envoyée à Versailles. Assurément le pays est tranquille. Aujourd'hui comme il y a six mois, comme il y a un an, il vit de sa propre force, de sa propre impulsion, poursuivant son travail obstiné et paisible, en dehors des agitations des partis, en dépit des majorités officielles qui le représentent alternativement. Quand il a donné son vote dans un scrutin plus ou moins solennel, il revient à sa besogne patiente et obscurément féconde; mais ce serait une étrange erreur de croire que, parce qu'il a donné son vote à la république, le titre de républicain suffit à ses yeux pour tout expliquer ou tout pallier, et qu'il ne finirait pas par se lasser d'un spectacle trop prolongé d'abus de pouvoir, d'enfantillages vaniteux et de confusions stériles.

Assurément les assemblées nouvelles, bien plus encore les assemblées novices, ont souvent de ces difficultés et de ces incertitudes du premier moment. Cette chambre des députés qui est arrivée récemment à Versailles est, dit-on, pavée de bonnes intentions et même de talens inconnus. Soit, nous verrons bien au retour des vacances. Malheureusement jusqu'ici les bonnes intentions n'ont pu réussir à se préciser; elles n'ont empêché ni les incohérences, ni les infatuations plus nombreuses que les talens, ni les préoccupations de parti, ni les excentricités. Ce qui a manqué le plus à ce commencement de session, il faut le dire, c'est le sérieux, l'esprit de direction, le sentiment précis de la situation, et en définitive à quoi se réduit l'œuvre parlementaire de ce premier mois? A une vérification de pouvoirs démesurément étendue et à l'ajournement de la seule question qui aurait dû être tranchée sans retard, celle de l'amnistie. Qu'est-ce donc que cette vérification de pouvoirs qui a traîné jusqu'à la dernière heure, qui n'est même pas achevée? C'est certainement l'abus le plus étrange d'une omnipotence de majorité. Il ne s'est trouvé personne, si ce n'est un jour M. Léon Renault, qui n'a pas été écouté, pour dire qu'une vérification de pouvoirs n'est pas un procès instruit par une majorité contre un ministre qui a disparu ou contre une minorité. C'est une puérilité par trop naïve de poursuivre l'annulation d'un scrutin en commençant par dire : « On sent que l'influence de l'administration est partout, et cependant il faut reconnaître qu'on ne la saisit nulle part, tant elle sait se dissimuler. » Une assemblée n'a pas la mission de se livrer à ces subtilités d'interprétation, pas plus que d'ouvrir des cours de critique comparée sur les injures que s'envoient réciproquement des candidats. Elle est chargée simplement de constater la régularité ou

l'irrégularité d'un scrutin, les illégalités ou les fraudes caractérisées qui ont été commises. Au-delà, elle dépasse son droit, elle entre dans l'arbitraire le plus complet. C'est là malheureusement un danger que les républicains ne redoutent pas assez; ils ont le sentiment de leur infaillibilité!

Depuis qu'ils sont la majorité, ils ne doutent plus de rien; ils sont si naïvement satisfaits d'eux-mêmes qu'ils se croient positivement tout permis, qu'ils portent la main sur tout sans se demander s'ils ne confondent pas quelquefois tous les pouvoirs, toutes les notions de gouvernement, si leur inexpérience ne joue pas avec les intérêts du pays. Ils cassent arbitrairement des élections dans la chambre; au besoin, dans une simple commission d'enquête électorale, ils mandent M. le garde des sceaux pour le sommer à brûle-pourpoint de s'expliquer sur l'enseignement de la déclaration de 1682 et des articles organiques dans les séminaires, et ils ne font aucune difficulté de transformer en président de la commission du budget M. Gambetta, — qui trouvera là du moins une occasion de perfectionner son éducation financière un peu négligée. Encore un peu, nous aurons M. Floquet comme rapporteur du budget des affaires étrangères, M. Germain Casse pour interroger les évêques, et M. Barodet a déjà fait son programme; il ira demander à M. Léon Say de lui céder sa place pour entreprendre enfin une série de réformes financières et administratives en vingt articles : fixation du maximum des traitemens à 20,000 francs, suppression de l'état-major des ministères, suppression du personnel diplomatique, suppression de 175 tribunaux et de 10 cours d'appel, suppression des sous-préfectures, des bureaux de poste « qui fonctionnent mal, » etc., etc. Ils ont des airs de maîtres, ils ne seront pas contens de M. le duc Decazes s'ils n'ont pas quelques ambassades, ils disposent des préfectures, ils envoient, eux aussi, leurs députations de « bonnets à poil » à M. le ministre de l'intérieur! Eh bien! franchement, si l'on continue, si c'est ainsi qu'on prétend faire prendre au sérieux la république, on s'expose à des déceptions amères; on donne une représentation dangereuse, et ce qu'il y a de plus terrible, c'est que, s'il y a une majorité pour entrer dans ce jeu, pour laisser passer ou favoriser quelques-unes de ces tentatives, il n'y a plus de majorité pour une question essentielle, pressante, ou bien la majorité se retrouve — pour prononcer l'ajournement!

C'est en vérité ce qui vient de se passer pour l'amnistie, et, chose plus singulière, le gouvernement lui-même a sa part dans l'ajournement. Rien n'est certes plus curieux que cette histoire d'une amnistie dont personne ne veut et sur laquelle tout le monde hésite à dire le dernier mot. Lorsqu'il y a trois semaines les propositions étaient portées par M. Victor Hugo au sénat, par M. Raspail à la chambre des députés, le ministère prenait résolûment position en demandant l'ur-

gence par des raisons d'humanité autant que par des raisons de politique; mais il paraît que dans le langage nouveau, quand on parle d'urgence, cela veut dire que rien n'est pressé, qu'on peut prendre son temps. Le sénat a pris son temps, la chambre des députés a pris son temps. Entre les deux assemblées, il y a eu un assaut de tactique pour se renvoyer mutuellement le mérite ou la responsabilité de l'initiative. On a si bien fait que les rapports des deux commissions n'ont été présentés qu'au dernier jour de la session par M. Paris au sénat, par M. Leblond à la chambre des députés, — et le gouvernement contrit n'a trouvé rien de mieux que de se résigner à un ajournement! Il s'est tiré d'affaire en prenant à partie les bonapartistes, qui ont triomphé ironiquement de toutes ces hésitations et se sont fait un jeu de demander une discussion immédiate. Disons le mot, tout cela a été conduit d'une assez triste façon, avec peu de ménagement pour des familles à qui on laisse une vaine espérance, avec peu de respect pour le pays, qui a le droit de se demander ce que signifient ces tactiques évasives.

Que le rapport de M. Leblond soit une première satisfaction par la sévérité de ses jugemens et de ses conclusions sur les crimes de la commune, sur l'impossibilité de toute amnistie générale ou partielle, fort bien ; mais un rapport n'est qu'un rapport, et la gauche modérée, le gouvernement, n'ont pas vu que, pour ne point avoir l'air de céder aux ironiques provocations des bonapartistes, ils risquaient de laisser un semblant de victoire aux partisans de l'amnistie, qui depuis le premier jour ont tout mis en œuvre pour annuler la déclaration d'urgence. L'opinion est faite, dit-on, la question est tranchée d'avance par le rapport. — Si c'était aussi simple, que ne votait-on tout de suite? Où donc la nécessité d'un atermoiement équivoque? Le gouvernement avait-il un sentiment si modeste de son rôle, de son autorité, qu'il ne se crût point assez fort pour obtenir le dépôt d'un rapport trois jours plus tôt? — S'il faut encore des méditations, si la question a besoin d'être mûrie, comme l'a dit M. le ministre de l'intérieur, rien n'est donc fait? Tout reste en suspens, et c'est bien ainsi effectivement que les partisans de l'amnistie l'entendent. Depuis le vote d'ajournement, ils ont repris leur assurance, ils gardent le droit de secouer ce fantôme. Ils ne comptent pas sans doute faire passer l'amnistie tout entière, comme ils la voudraient; mais ils ne désespèrent pas, à force d'obsessions et de tactiques, d'arriver à obtenir des concessions, des atténuations, qui leur paraîtraient une demi-victoire. Au lieu d'une question décidée, fermée, on a une question ouverte, indécise, dont tous les partis peuvent se servir, les uns pour tenir en haleine des passions révolutionnaires, les autres pour réveiller les inquiétudes, les défiances du sentiment conservateur. Voilà ce qu'on a gagné à dévier de ce programme de l'urgence, qu'on avait prudemment adopté tout d'abord. La majorité a manqué de clair-

voyance et de décision, le gouvernement a laissé échapper une occasion de faire acte d'initiative et d'ascendant. Voilà ce qu'il y a de plus clair! Les uns et les autres peuvent profiter des vacances pour y songer et pour ne point recommencer dans un mois.

Entre le mouvement des faits et des incidens de tous les jours qui se déroule sans cesse, qui souvent n'a pas conscience de lui-même, et le mouvement supérieur des idées, n'y a-t-il point un lien intime? « L'esprit mène le monde, mais le monde n'en sait rien, » dit M. Caro dans un livre récent dont il a publié les chapitres ici même, où il étudie avec autant d'élévation que de finesse les *problèmes de morale sociale.* Convenez qu'il y a bien des gens, même des politiques, qui ont toute sorte de raisons de ne pas savoir qu'ils sont menés par l'esprit. Toujours est-il que le monde ne marche point en effet de lui-même; il a ses moteurs mystérieux dans la région invisible des idées, et les philosophies ne sont point étrangères à la direction des événemens, des révolutions; elles en déterminent le caractère, elles en sont la force ou la faiblesse. C'est l'intérêt du livre de M. Caro de fixer d'un trait délicat et ferme le point où les idées touchent à la marche des faits contemporains, de décrire l'invasion de toutes ces doctrines plus ou moins nouvelles de l'évolution, du progrès scientifique, du positivisme dans la politique. Quelle sera l'influence définitive de tous ces systèmes? C'est encore un problème. Une chose est certaine, ce n'est pas avec des procédés prétendus scientifiques, avec des doctrines à demi matérialistes, que peuvent se relever les peuples qui ont eu à souffrir, qui ont à se refaire une vitalité intérieure : il leur faut le cordial de croyances plus élevées, d'un sentiment plus profond, d'une spiritualité plus énergique, et c'est peut-être assez mal servir la république elle-même que de l'identifier, comme le font certains républicains, avec des philosophies qui ne laissent pas à l'âme humaine ses tout-puissans ressorts avec la liberté. Le livre de M. Caro est la démonstration éloquente de la supériorité des grandes doctrines morales et spiritualistes. L'auteur défend l'âme et l'intelligence en philosophe politique ou en politique philosophe accoutumé à manier ces redoutables problèmes de la civilisation contemporaine.

Les problèmes, ils ne sont pas seulement aujourd'hui dans le monde intérieur, ils sont encore, et sous une forme plus saisissable, dans ce monde extérieur qui s'agite de toutes parts. Les affaires d'Orient ont à coup sûr, elles aussi, leur philosophie; pour le moment, elles se réduisent à un certain nombre de faits qui ne laissent pas de prendre une gravité redoutable et croissante. Évidemment l'intervention des trois empires du nord, à laquelle se sont ralliées les autres puissances, n'a pas produit jusqu'ici des effets bien sensibles. Le programme européen destiné, dans la pensée du comte Andrassy, à devenir un gage de paix entre

la Porte ottomane et les insurgés de l'Herzégovine est en train de disparaître dans une recrudescence de la guerre. Voilà un printemps qui ne s'annonce pas d'une manière favorable en Orient. Un instant, il est vrai, on a pu se faire l'illusion qu'une négociation de paix allait être possible. Une sorte d'armistice de quelques jours avait été établi par l'intervention du gouverneur autrichien de la Dalmatie, le baron de Rodich ; mais les chefs de l'insurrection, avec une obstination qui devient assez mystérieuse, ont repoussé les propositions de paix qu'on leur faisait, et ils semblent disposer de ressources d'une origine plus mystérieuse encore que leur obstination. Le fait est que la guerre semble recommencer plus violente que jamais. Des bandes ont pénétré en Bosnie, l'agitation gagne jusqu'à la Bulgarie, l'Albanie, et pendant ce temps les esprits remontent au ton belliqueux en Serbie, dans le Montenegro. Il y a tous les élémens d'une conflagration. La Turquie dispose sans doute de forces qui devraient être suffisantes. Elle a un peu plus de 30,000 hommes dans l'Herzégovine, 48,000 du côté de la Serbie, quelque 15,000 hommes vers le Montenegro. Elle pourrait disposer de 90,000 hommes dispersés dans l'empire, et à la rigueur elle pourrait faire des levées nouvelles.

Eh ! assurément la Turquie aurait tous les moyens de vivre ; mais tout périt par le vice d'une administration désastreuse, et, au moment où la Porte a une insurrection formidable à combattre, lorsqu'elle aurait besoin du concours de l'Europe, elle trouve le moyen de faire une banqueroute complète, c'est-à-dire d'aggraver sa situation militaire et politique par l'aveu désolant de son impuissance financière. Elle avait déjà commencé sa suspension de paiemens au mois d'octobre dernier, elle vient de la compléter à la récente échéance des intérêts de sa dette. Quelle raison y a-t-il désormais pour qu'elle puisse payer au mois de juillet prochain ce qu'elle n'a pu payer ni au mois d'octobre 1875, ni au présent mois d'avril? C'est évidemment une situation qui ne peut se prolonger. Déjà des sociétés étrangères ont présenté à Constantinople divers projets qui feraient concorder le règlement, l'unification de la dette et l'affermage de différens impôts ou revenus, douanes, dîmes, produits du tabac, qui resteraient la garantie de créanciers étrangers. Jusqu'ici, les projets n'ont pas réussi, et la Turquie continue à gaspiller ses ressources, qui seraient encore considérables, si elles étaient bien administrées, sans payer son armée, ses employés, ses créanciers extérieurs. Le moment est venu où les gouvernemens européens ne peuvent plus laisser sans protection les intérêts de leurs nationaux, et on est d'autant plus fondé à imposer des garanties à la Turquie, que malgré tout le respect qu'on peut avoir pour son indépendance, on sera bien obligé de s'occuper de ses affaires. Si la Turquie est en faillite, que les gouvernemens intéressés se constituent ses syndics, ou tout au moins qu'ils assurent l'affectation des douanes, des autres impôts nécessaires au paie-

ment de la dette étrangère convenablement réglée. Qu'ils s'entendent comme ils semblent vouloir se mettre d'accord pour l'Égypte, et en cela ils rendront certainement encore service à la Turquie.

Une des aventures les plus bizarres de la politique est vraiment ce qui se passe en Angleterre depuis quelques semaines. Il y avait un ministère porté aux affaires par un mouvement décisif d'opinion à la suite des élections de l'année dernière. Les libéraux avaient été si complétement battus que leur chef, M. Gladstone, réduit à déposer son titre de premier ministre, ne trouvait rien de mieux que d'abandonner du même coup la direction de son parti pour se retirer dans les études théologiques et entreprendre une campagne philosophique contre le vaticanisme. Les conservateurs avaient obtenu une telle majorité que le ministère issu des élections, formé avec M. Disraeli, lord Derby et les principaux représentans du torysme, pouvait se considérer comme maître du pouvoir pour quelques années. Rien ne le menaçait, il ne voyait poindre à l'horizon aucune de ces questions importunes et inévitables qui peuvent diviser les partis triomphans, il n'avait qu'à se laisser vivre et à ne pas commettre trop de fautes. Eh bien! non, cela n'a pas suffi, le cabinet anglais est peut-être en train de défaire lui-même sa situation. M. Disraeli, en homme d'imagination qui aime les coups de théâtre, qui réussit quelquefois, témoin l'affaire des actions de Suez, M. Disraeli vient de se lancer dans une aventure moins heureuse. S'il n'a pas compromis gravement son ministère, il s'est exposé à l'affaiblir, il a porté le premier coup à sa majorité, — et pourquoi? M. Disraeli a eu l'étrange idée de soumettre au parlement la nouveauté la plus inattendue, une chose à laquelle personne ne pensait, presqu'une révolution sous une forme bizarre et puérile. Comme si ce n'était pas assez pour la reine Victoria d'être la reine, la souveraine traditionnelle et incontestée du royaume-uni d'Angleterre et d'Irlande, le premier ministre a proposé d'ajouter à ce vieux titre populaire un complément de son invention, le titre d'impératrice des Indes!

D'où est venue cette idée? M. Disraeli, qui a écrit des romans avant d'être premier ministre et qui en écrivait même récemment encore dans ses loisirs parlementaires, s'est-il senti tout à coup pris d'une fantaisie romanesque et orientale? A-t-il eu tout simplement la faiblesse de se prêter à une fantaisie de cour, de se dévouer pour trancher des difficultés d'étiquette nées des alliances de la famille royale avec les familles impériales de l'Europe? A-t-il cru sérieusement rehausser par cet appendice improvisé la dignité souveraine en Angleterre? Toujours est-il qu'il a tenté l'aventure, et comme, après tout, il a une majorité assez forte pour résister à une crise, il a fini par arriver au bout des trois lectures, sans laisser sa proposition en chemin. Il y a donc une impératrice des Indes, et, après la reine Victoria, le prince de Galles sera un empereur

de plus en Europe! Et probablement aussi, comme on l'a dit, il y aura un vice-empereur des Indes! C'est décidé désormais par l'autorité du parlement, il ne manque plus que la sanction de la reine : M. Disraeli a fait des empereurs! Mais évidemment il ne s'était pas rendu compte de la portée de l'acte dont il a pris l'initiative, pas plus que des résistances qu'il allait rencontrer. La vérité est que, si au premier moment de cette révélation inattendue il y a eu une certaine surprise, l'étonnement n'a pas tardé à se changer en mauvaise humeur, et bientôt une opposition des plus vives a éclaté avec une sorte de spontanéité inquiétante. L'opinion s'est émue de cette innovation, qu'elle ne comprenait pas, dont elle ne sentait pas du tout la nécessité, qui touchait aux traditions et aux habitudes de l'Angleterre. A Manchester, à Liverpool, à Leeds et dans bien d'autres villes, il y a eu des meetings pour protester contre la motion ministérielle, et les quolibets n'ont pas manqué, — ils ont même dépassé quelquefois la tête du chef du cabinet. Dans la chambre des communes, la discussion a été laborieuse, animée ; l'opposition est devenue contagieuse, et en fin de compte, au dernier moment, la majorité n'a plus été que de 46 voix. Dans la chambre des lords elle-même, des hommes comme le comte de Granville, le duc de Sutherland, lord Gower, lord Houghton, n'ont pas caché leur mécontentement. Lord Shaftesbury a même proposé une adresse pour prier la reine de ne pas prendre ce titre d'impératrice antipathique au sentiment anglais. C'est là manifestement ce que M. Disraeli n'avait pas prévu, et, comme il arrive toujours, une fois la première faute commise, il est allé de faute en faute, il a épuisé sa dextérité à déjouer les difficultés sans réussir à éviter les piéges. Il a commencé par ne parler de cette addition de titre que d'une manière vague, sans rien préciser. Quand il a fallu en venir au fait, il s'est efforcé d'atténuer; il a déclaré que rien ne serait changé, que la reine serait toujours la reine en Angleterre, qu'elle ne serait l'impératrice qu'au dehors, dans l'Inde, — ce qui a fait dire par un membre du parlement que c'était comme « les médicamens pour l'usage externe. » M. Disraeli a couronné enfin sa campagne par la plus singulière des légèretés, par une imprudence qui a dépassé toutes les limites de la fantaisie. Pour faire accepter sa motion, il l'a représentée comme une sauvegarde pour l'empire de l'Inde, comme un moyen d'arrêter la Russie dans sa marche en Orient! La raison n'a été inoffensive que parce qu'elle n'a pas été prise au sérieux, parce qu'elle a passé pour une figure de rhétorique, même à Saint-Pétersbourg. Il s'ensuit que, si M. Disraeli a enlevé son titre, il reste avec une de ces victoires qui compromettent une cause et ceux qui la soutiennent.

La première et la plus grave de toutes les fautes assurément a été de livrer pendant quelques semaines à un débat public, aux agitations de l'opinion cette question de la royauté. Personne en Angleterre ne songe

à discuter la reine, à scruter le mystère d'une hérédité de pouvoir souverain qui se confond avec l'existence nationale, et tout à côté de cette reine on fait une impératrice discutée, contestée, élue par un parlement à une majorité assez modeste! Et ce sont les conservateurs anglais qui font de ces propositions! Le danger, c'est lord Shaftesbury qui l'a signalé en plein parlement lorsqu'il a dit : « Et quand vous aurez brisé la tradition d'un millier d'années, serez-vous surpris qu'après avoir changé votre roi en empereur, on veuille transformer votre empereur en président! » Les Anglais n'en sont pas là sans doute et ne sont pas si prompts à tirer de ces conséquences d'une fantaisie d'étiquette; mais voilà ce qu'il en coûte d'appeler la discussion sur de telles questions. Une autre faute d'un ordre moins grave, mais qui peut avoir ses suites, c'est que M. Disraeli a évidemment travaillé à ébranler de ses propres mains sa situation ministérielle. Il n'a pas seulement mis sa majorité à une dangereuse épreuve, il a réveillé le parti libéral, qui jusqu'ici restait sous le coup de sa défaite; il lui a donné des armes qui peuvent devenir redoutables. Il a offert aux chefs libéraux, à l'ancien chancelier de l'échiquier, M. Lowe, à M. Gladstone lui-même, une occasion de rentrer sérieusement dans la lutte. Qui pourrait dire que ce grief habilement exploité ne deviendra pas populaire? C'est peut-être le premier coup dont le ministère tory s'est frappé lui-même sans le savoir, et M. Disraeli n'y aura pas peu servi par ses combinaisons ingénieuses pour arrêter la Russie en Orient!

Les majorités ne sont éternelles dans aucun pays et partout elles périssent ou elles s'exposent aux mésaventures parlementaires de la même manière, par les divisions. C'est l'histoire de la récente défaite du parti modéré en Italie et de la chute du dernier cabinet de Rome. Au moment où l'on s'y attendait le moins, M. Minghetti s'est trouvé avec une majorité démembrée, et du même coup a surgi au pouvoir le cabinet Depretis, qui représente exclusivement la gauche. Évidemment, dans des conditions ordinaires, la gauche aurait eu peu de chances, elle n'espérait pas conquérir si vite le ministère; ce sont les modérés qui lui ont frayé le chemin et ouvert la porte. Aujourd'hui l'expérience du gouvernement de la gauche est commencée, et la question est de savoir si le ministère Depretis saura ou pourra profiter de sa victoire, quelle sera réellement sa politique, dans quelle mesure il se séparera des ministères qui l'ont précédé. Pour le moment, il en est encore à la période d'installation. Le parlement vient de prendre des vacances et lui laisse tout le temps de se reconnaître. Les députés qui sont entrés dans le cabinet viennent de se faire réélire. Le nouveau ministre de l'intérieur, le baron Nicotera, s'est empressé d'adresser aux préfets une circulaire qui n'a certes rien que de rassurant, et il a mieux fait encore, il s'est hâté de prendre des mesures énergiques contre des manifestations qui commençaient à

se produire dans certaines villes comme Milan ou Naples. Le nouveau cabinet aura sans doute plus d'une lutte à soutenir dans le parlement contre les libéraux modérés, qui ne tarderont pas à se réorganiser, et en attendant il a voulu se faire un appui de Garibaldi en lui promettant les travaux du Tibre. Du coup, Garibaldi a témoigné son adhésion au cabinet Depretis en acceptant la rente de 100,000 francs que le cabinet Minghetti avait fait voter pour lui par le parlement, et il a écrit une lettre où il remercie « l'Italie et le roi. » Voilà qui est pour le mieux! Tout s'arrange en Italie, même quand il s'agit de recevoir les rentes de 100,000 francs que les ministères modérés ont fait voter et que les ministères de la gauche font accepter. Le roi Victor-Emmanuel, quant à lui, assiste à ces évolutions en souverain absolument constitutionnel, demeurant la personnification couronnée et incontestée de l'unité nationale, l'arbitre et le modérateur des partis.

Le malheur de la gauche, en Italie comme partout, est de se payer souvent de mots et de promettre ce qu'elle ne peut tenir. Il est évident que, si le ministère Depretis tient à se distinguer, au moins pour la forme, de son prédécesseur dans certaines questions qui touchent aux rapports avec l'église, il ne pourrait aller bien loin sans être arrêté par le sentiment italien lui-même. Il est d'autres points où il ne peut pas même songer à dévier de la ligne suivie par l'ancien cabinet. Il ne peut modifier ni la politique financière ni surtout la politique extérieure. Ce qu'il y a de plus vraisemblable, c'est que M. Depretis s'est livré à une phraséologie de circonstance en parlant dans son programme de « la vocation géographique de l'Italie, » de son intention de « chercher dans la sympathie des peuples civilisés la consolidation d'une sécurité qu'elle a déjà obtenue du consentement et de l'intérêt bien entendu des gouvernemens. » Le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Melegari, qui était récemment à Berne, n'a sans doute d'autre pensée que de s'en tenir à la politique que lui a léguée M. Visconti-Venosta, et le meilleur gage qu'il puisse donner pour le moment à cette politique, c'est d'en finir au plus vite avec cette sotte question soulevée par des journaux de Rome au sujet du ministre du roi Victor-Emmanuel à Paris, M. Nigra. La marque la plus sensible de sympathie que le ministère Depretis puisse donner à la France est de confirmer, de rehausser même, s'il le faut, la mission d'un homme qui depuis quinze ans, à travers les révolutions, dans des circonstances souvent difficiles, a su, en faisant les affaires de l'Italie, maintenir une amitié invariable entre les deux pays. Le voyage que M. Nigra vient de faire à Rome ne peut avoir d'autre résultat que de simplifier une situation un instant obscurcie par des polémiques sans importance.

Les affaires d'Espagne ne semblent pas marcher toutes seules, elles marchent cependant à travers les difficultés que le chef du cabinet de

Madrid a chaque jour à vaincre ou à déjouer autour de lui. Aujourd'hui il s'agit de mettre le dernier sceau à la situation de la Péninsule replacée dans les conditions de la monarchie constitutionnelle et délivrée de la guerre carliste. C'est la question qui se débat dans les cortès, dans la presse, même dans les salons de Madrid; c'est pour arriver à la solution définitive, équitable de cette question que le président du conseil est obligé de soutenir une lutte incessante. Depuis plus d'un an, M. Canovas del Castillo a été réellement l'homme d'état de la restauration espagnole. Il a eu successivement à tenir tête à toutes les complications, à l'insurrection carliste d'abord, puis aux difficultés du rétablissement du régime constitutionnel après les crises de ces dernières années. La guerre carliste une fois terminée, la question constitutionnelle a repris le dessus, et avec elle la question religieuse qui est partout au-delà des Pyrénées, puis la question des *fueros* qui est un legs de la guerre. Partisan sincère de la monarchie, mais en même temps libéral modéré, M. Canovas del Castillo devait avoir nécessairement contre lui tous les partis extrêmes, les absolutistes, les cléricaux, les libéraux, qui en sont toujours à la monarchie démocratique du roi Amédée. C'est dans cette lutte qu'il déploie depuis quelques mois l'esprit de ressource, la souplesse, l'habileté d'un vrai politique, cherchant à travers tout l'établissement d'un régime modéré, mettant la monarchie hors de question, offrant toutes les garanties libérales, sauvegardant la tolérance religieuse. La constitution qu'il a présentée aux cortès et qui va être votée est l'expression de cette pensée. Et ce ne sont pas là pour lui les seules difficultés : il a chaque jour à faire une place aux généraux sans trop laisser les influences militaires envahir la politique. Sa force a été jusqu'ici, avec son habileté, la confiance complète du jeune roi Alphonse XII. Il mérite assurément de pouvoir conduire son œuvre jusqu'au bout. C'est d'autant plus nécessaire qu'après toutes les questions politiques il reste une question plus grave encore peut-être, celle des finances, dont la solution peut seule rendre la vie facile à la monarchie nouvelle par le rétablissement du crédit de l'Espagne. CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

L'Administration anglaise et le mouvement communal dans le Bordelais. — Les Anglais en Guyenne, par M. D. Brissaud. Paris 1875.

Les archives de la mairie de Bordeaux possèdent deux précieux volumes manuscrits et hier encore inédits qu'un savant professeur vient de prendre pour objet d'une très intéressante étude sur l'histoire de la

commune bordelaise et de la Guyenne du XIIIe au XVe siècle. Le livre des *Bouillons,* ainsi appelé des ornemens de cuivre apposés sur chacun des plats en bois qui forment, avec un dos en cuir, la reliure de ce registre en vélin, contient une série d'actes authentiques en vieux français, en gascon et en latin, établissant la juridiction du maire et des jurats de la ville, et avec cela beaucoup de chartes émanées des souverains anglais de la province, portant confirmation des priviléges et franchises locales. L'autre volume, le *Registre des délibérations de la Jurade de 1414 à 1416,* nous montre la commune à l'œuvre, dans la plénitude de sa constitution, avec la puissance de son organisation démocratique et l'espèce de souveraineté qu'elle exerçait sur tout le pays aquitain. Ces deux volumes, rédigés sans doute au milieu du XVe siècle, n'avaient encore été l'objet d'aucun sérieux commentaire; tout au plus l'abbé Baurein, feudiste de la ville de Bordeaux, avait-il donné vers 1760 une analyse restée inédite.

M. Brissaud, un de nos meilleurs professeurs d'histoire, et qui a laissé précisément dans la cité bordelaise de très honorables souvenirs, a entrepris de demander à de tels documens les lumières qu'ils contiennent sur la condition d'une si vaste province pendant la domination étrangère. L'auteur étudie d'abord l'action des maîtres sur le pays, se réservant d'observer ensuite le mouvement du pays lui-même entre les mains de ces maîtres. Il se rend compte du premier objet en recherchant quels droits les rois d'Angleterre s'étaient réservés sur leur duché de Guyenne, quels différens pouvoirs les y représentaient, quelles étaient les attributions de ces divers agens, et quels leurs rapports légaux avec les habitans de la province. Il serait impossible, à moins de répéter ses définitions toujours claires et précises, d'analyser son tableau du mécanisme administratif de la domination anglaise en Guyenne. Il nous apprend, pièces en main, ce que c'était que le sénéchal de Gascogne, suprême représentant du roi d'Angleterre, puis le connétable de Bordeaux, officier de finance, enfin le chancelier d'Aquitaine ou gardien du grand sceau, chef des officiers de justice : à eux trois, ces hauts dignitaires constituent le pouvoir exécutif; mais le fait caractéristique, c'est l'imperturbable tolérance pratiquée par le gouvernement étranger à l'égard d'un mouvement communal très actif dans cette province.

Ce sont de très curieuses pages que celles où M. Brissaud montre sur quelles fermes bases, au milieu de l'anarchie féodale qui régnait dans le reste de la France, la bourgeoisie bordelaise était assise, et de quels précieux priviléges, surtout en ce qui regarde le commerce, ell avait su se rendre maîtresse. Tout le travail de M. Brissaud tend à démontrer que l'administration anglaise avait agi en Guyenne dans un sens inverse à la marche qu'observaient dans les autres provinces les

institutions françaises. A mesure que nos rois avaient vu augmenter leur puissance, la centralisation leur avait subordonné partout les pouvoirs locaux, au risque de gêner ou quelquefois même d'étouffer la vie provinciale. En Guyenne au contraire, plus la suprématie anglaise s'établit, plus se fortifient les franchises municipales. Rien qui sente l'oppression d'une conquête; le réseau administratif entoure et enveloppe sans comprimer et sans faire obstacle à l'action des villes. La souveraineté du prince est représentée par un petit nombre de hauts fonctionnaires qui ne peuvent empiéter sur les droits, nettement stipulés, des sujets. De leur côté, les communes locales observent entre elles une sorte de fédération telle que la plus puissante, Bordeaux, exerce un droit réel de protection et de défense à l'égard des plus faibles, qui deviennent ses *filleules*. M. Brissaud rend compte de la constitution de chacune de ces villes : elles participent du régime consulaire, qui était celui des cités de Lombardie et de Toscane, et à la fois de la commune jurée du nord; elles ont un maire, et le lien de leur association est le serment, la *conjuratio;* mais elles se donnent aussi des magistrats qui sont à la fois juges, administrateurs et chefs militaires; elles ont des assemblées souveraines où se décrètent la paix et la guerre. Telle est la récompense d'une population sensée, intelligente, avisée entre toutes, qui a su profiter très habilement d'une sorte de rivalité établie entre les deux gouvernemens d'Angleterre et de France. « Autonomie complète, liberté commerciale, richesse considérable, renom lointain, voilà, dit M. Brissaud, le résumé de l'histoire du Bordelais de 1206 à 1451. La suzeraineté anglaise a été pour cette heureuse contrée non une gêne, mais un rempart. Le pays était gardé et administré, mais non pas occupé par les étrangers : il n'y avait de troupes anglaises que dans les occasions extraordinaires, par exemple en cas de guerre avec la France; même il n'y avait d'Anglais domiciliés à Bordeaux qu'un petit nombre de particuliers attirés par la douceur du climat et la prospérité générale. C'est ce qui explique qu'en dépit d'une possession de trois siècles la civilisation britannique ait laissé dans les mœurs, dans le langage, dans la tournure des idées, si peu de traces. » La réunion à la France ne se fit pas sans détriment pour la Guyenne, et l'on sait qu'il fallut, pour éteindre certains ressentimens et certains regrets, la grandeur de la France toute moderne : il ne fallut rien moins, à vrai dire, que la profonde secousse de la révolution.

A. GEFFROY.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUATORZIÈME VOLUME

TROISIÈME PÉRIODE. — XLVIe ANNÉE.

MARS — AVRIL 1876

Livraison du 1er Mars.

Le Fiancé de Mlle Saint-Maur, dernière partie, par M. Victor CHERBULIEZ. 5

L'Armée anglaise au XIXe siècle. Le field-marshal sir John Burgoyne et les réformes militaires de la Grande-Bretagne, par M. H. BLERZY. 40

Les Souvenirs du médecin de la reine Victoria. — III. — Le prince Léopold et le comte Capodistrias, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER, de l'Académie Française. 73

Les Maîtres d'autrefois. — Belgique-Hollande. — V. — L'école hollandaise, Frans Hals, *la Ronde de nuit,* par M. Eugène FROMENTIN. . . . 110

Impressions de Voyage et d'Art. — IX. — Souvenirs d'Auvergne. Les grands jours d'Auvergne et Fléchier, Clermont-Ferrand, par M. Émile MONTÉGUT. 141

Une Excursion en Bosnie et dans l'Herzégovine pendant l'insurrection, par M. Charles YRIARTE. 167

La Rose de Tuolumne, récit de mœurs californiennes, par M. BRET HARTE. 201

Revue dramatique. — Théatre-Français, *l'Étrangère,* de M. A. Dumas. . . . 218

Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 229

Livraison du 15 Mars.

Souvenirs d'enfance. — I. — Le Broyeur de lin, par M. Ernest RENAN. . 241

Les Maîtres d'autrefois. — Belgique-Hollande. — VI. — Rembrandt, les Van-Eyck, Memling, par M. Eugène FROMENTIN. 262

La Religion au Japon. La rivalité du shinto et du bouddhisme, le dogme chrétien devant les philosophes japonais, par M. George BOUSQUET, attaché au gouvernement de sa majesté le Tenno. 297

Le comte de Cavour, étude de politique nationale et parlementaire d'après des documens nouveaux. — I. — La jeunesse de Cavour, le Piémont et l'Italie après la défaite, par M. Charles de MAZADE. 342

Louise de Coligny d'après une correspondance inédite, par M. A. LAUGEL. . 374
La Vie de province en Grèce. Dix mois de séjour en Achaïe, par M. Paul d'ESTOURNELLES DE CONSTANT. 463
L'Europe et l'Amérique en 1778 selon l'histoire de M. Bancroft, par M. René MILLET. 438
Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 463
Essais et Notices. — Un Nouveau livre sur Michel-Ange, par M. Henri DELABORDE, de l'Institut de France. 474

Livraison du 1er Avril.

Un Héros de la guerre de sécession. — Mémoires du général William Sherman. 481
L'Empire des tsars et les Russes. — II. — Les classes sociales. — I. — Les villes, les mechtchané, les marchands et la bourgeoisie, par M. Anatole LEROY-BEAULIEU. 522
Le Système monétaire. — La Question du simple ou du double étalon, par M. Michel CHEVALIER, de l'Institut de France. 556
La Madone de l'avenir, par M. Henry JAMES. 590
L'Etat présent et l'avenir de la Hongrie, Souvenirs de voyage, par M. Éd. SAYOUS. 618
La Psychologie médicale dans les drames de Shakspeare, par M. E. ONIMUS. 635
L'Origine des cultes primitifs d'après de récens travaux, par M. Ludovic CARRAU. 658
Le Théatre contemporain. — *Madame Caverlet, l'Étrangère, les Danicheff,* par M. Émile MONTÉGUT. 675
Le Rachat des chemins de fer en Allemagne, par M. G. VALBERT. 690
Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 703
Revue scientifique. — La méthode graphique et la contraction musculaire, par M. Charles RICHET. 713

Livraison du 15 Avril.

Raymonde, première partie, par M. André THEURIET. 721
Le Fondateur du socialisme moderne. — Saint-Simon, par M. Paul JANET, de l'Institut de France. 758
Les Premières persécutions de l'église. — Les chrétiens devant la législation romaine, par M. Gaston BOISSIER. 787
Le comte Rostopchine d'après une correspondance récemment publiée, par M. Alfred RAMBAUD. 822
Le comte de Cavour, étude de politique nationale et parlementaire d'après des documens nouveaux. — II. — Le premier acte du drame national, par M. Charles de MAZADE. 855
Un Drame historique en Angleterre, *la Reine Marie,* de M. A. Tennyson, par M. Léon BOUCHER. 887
Les Massifs de sapin et la disette du bois d'œuvre, par M. Ch. BROILLIARD. 910
Le Roman patriotique en Espagne, les *Episodios nacionales,* de M. Perez Galdos, par M. L. LOUIS-LANDE. 934
Chronique de la Quinzaine, histoire politique et littéraire. 946
Essais et Notices. — Les Anglais en Guyenne, par M. A. GEFFROY, de l'Institut de France. 956

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7, rue Saint-Benoît.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 516 822